

Fr 30532(3) ★



HISTOIRE
DES DUCS DE BOURBON
ET DES COMTES DE FOREZ.

*Tiré à 500 exemplaires, dont 400 papier vergé, — 50 papier vergé fort, —
& 50 papier vergé teinté à l'antique.*

TOUS DROITS RÉSERVÉS.

LYON

IMPRIMERIE LOUIS PERRIN

7
2
1
5
2
1

HISTOIRE
DES
DVCS DE BOVRBON
ET DES
COMTES DE FOREZ

En forme d'annales sur preuves authentiques
servant d'augmentation à l'histoire du pays de Forez & d'illustration à celles
des pays de Lyonnais, Beaujolois, Bourbonnois, Dauphiné & Auvergne,
& aux généalogies tant de la Maison Royale que des plus illustres Maisons du Royaume.

PAR JEAN-MARIE DE LA MVRE,
*Prêtre, Docteur en Théologie, Conseiller, Aumônier du Roi,
Sacristain & Chanoine de l'Eglise Royale de Montbrison.*

Publiée pour la première fois
d'après un manuscrit de la Bibliothèque de Montbrison portant la date de 1675, &c.

PREUVES FONDAMENTALES

rassemblées par l'Auteur & par l'Editeur

SUIVIES DE

PIÈCES SUPPLÉMENTAIRES ET DOCUMENTS INEDITS

recueillis par l'Editeur

TOME TROISIÈME.



A PARIS.

CHEZ POTIER, LIBRAIRE, QVAI MALAQUAIS, N° 9.

A MONTBRISON,
CHEZ LAFOND, LIBRAIRE,
Grand'Rue.

A LYON,
CHEZ A. BRUN, LIBRAIRE,
rue du Plat.

M D CCC IX VIII.

*Fr 3053.2 [3]



J. C. Lowell fund



DELIBERATION

DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE MONTBRISON

Pour autoriser la publication de

l'Histoire des Ducs de Bourbon & des Comtes de Forez

DE JEAN-MARIE DE LA MURE

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil municipal

SÉANCE DU 9 MARS 1857



MESSIEURS, dit le Rapporteur, la Bibliothèque de la Ville possède un manuscrit précieux au point de vue historique. C'est l'œuvre d'un écrivain qui a consacré de longues & laborieuses années à l'étude des Chroniques Forésiennes, & dont le nom est une des gloires de notre pays. JEAN-MARIE DE LA MURE, Conseiller, Aumônier du Roi & Chanoine de l'Eglise royale de Notre-Dame d'Espérance de

Montbrison, a composé dans cette ville où s'est écoulée sa vie presque entière, & qu'il avait adoptée pour patrie, une Histoire des Ducs de Bourbon & des Comtes de Forez, dans laquelle sa vaste érudition, aidée de documents puisés aux meilleures sources, a su rallier à l'Histoire de notre province une grande partie de celle des pays voisins.

Un de nos honorables compatriotes, M. de Chantelauze, dont le zèle pour la science historique & la glorification de nos célébrités littéraires vous est connu, a sollicité l'autorisation de publier sans frais pour la Ville, & dans des conditions typographiques dignes de l'œuvre dont il est question, ce travail resté jusqu'à ce jour inédit. Vous avez confié à une Commission spéciale le soin d'examiner l'opportunité & les avantages de cette publication.

Cette Commission, Messieurs, après avoir pris connaissance exacte du projet qui vous a été soumis & des divers détails qui se rattachent aux moyens d'exécution, après avoir entendu les observations compétentes de M. le Bibliothécaire de la Ville dont l'avis est complètement favorable, après avoir surtout acquis la conviction que la publicité donnée au Manuscrit de [J.-M.] de La Mure n'apporterait à la valeur morale de ce Manuscrit, qui n'est pas de la main de l'Auteur, aucun préjudice, a l'honneur de vous proposer d'autoriser M. R. de Chantelauze, auteur du projet, à faire imprimer par les voies & moyens dont il dispose, l'Histoire des Ducs de Bourbon & des Comtes de Forez, aux conditions suivantes :

1° L'ouvrage sera imprimé dans le format dit in-quarto, sur beau papier de Hollande & à l'aide de caractères neufs, avec cette indication immédiatement au-dessous du titre :

Publié sur un Manuscrit appartenant à la Bibliothèque de Montbrison.

2° La ville de Montbrison n'aura à supporter, sous aucun prétexte que ce soit, aucun des frais nécessités par cette publication.

3° Le Manuscrit appartenant à la Bibliothèque de la Ville ne devra pas servir au travail d'impression qui en compromettrait l'intégrité. Une copie destinée à cet usage en sera faite aux frais & par les soins de l'Editeur, qui restituera le Manuscrit dont il est actuellement chargé lorsqu'il ne lui sera plus nécessaire, &c., &c.

Le Conseil, à l'unanimité, autorise M. le Maire à faire imprimer & publier le Manuscrit de [J.-M.] de La Mure, appartenant à la Bibliothèque de la Ville, aux clauses & conditions présentées par la Commission.

Fait & délibéré ce jourd'hui neuf mars 1857, & ont tous les Membres signé après lecture.

Pour extrait conforme :

LE MAIRE,

MAJOUX.

PREUVES FONDAMENTALES
DE
L'HISTOIRE DES DUCS DE BOURBON
ET DES COMTES DE FOREZ



Preuves fondamentales de cette Histoire curieuse des Ducs de Bourbon & des Comtes de Forez, par actes publics & authentiques, tirés de plusieurs archives, tant d'églises qu'autres lieux, & illustrées en divers endroits des doctes & pieuses observations de l'Auteur.

[J.-M. DE LA MURE] AU LECTEUR.

La vérité étant le principe, le but, le sujet & la perfection de l'Histoire & tenant lieu de toutes choses à cette science qui, entre les autres, semble honorer plus spécialement la suprême vérité de Dieu, les historiens ont toujours tâché de persuader & convaincre leurs Lecteurs de la vérité des choses qu'ils avançaient en leurs ouvrages. Et, pour le faire avec plus de force & de méthode tout ensemble, outre les autorités citées dans leurs Livres, les auteurs plus exacts qui ont écrit avant ce siècle, employoient des Notes, Illustrations, Sommaires, Scolies, Commentaires & autres Remarques détachées pour confirmer le contenu de leurs dits Livres, sans en interrompre la suite. Et les plus fidèles & curieux de ce siècle, enchréissant sur eux, par une invention qui met leur fidélité hors de tout reproche, ont, pour l'ordinaire, ajouté au travail & tissu de leur histoire un Sommaire & Recueil de plusieurs actes publics & authentiques, appuyant le sujet qu'ils traitent, extraits & tirés d'anciennes archives & nommément de celles des églises, comme étant les plus vénérables & les mieux conservées. C'est ce qu'on peut voir dans les rares & savants ouvrages d'histoire de Messieurs Du Chesne, Dupuy, Guichenon, d'Hozier, Du Bouchet, Justel, Catel, Bessy, La Roque & plusieurs autres; & même, pour les ecclésiastiques, de M. de Marca, M. Severi, M. Le Laboureur, les Pères Sirmond, Perry, Colombi & Buskens & autres semblables qui, par cette voie, en mettant leurs livres hors de contredit, ont laissé au public & transmis à la postérité des trésors inappréciables en ces actes qu'ils ont enlevés à l'injurieuse voracité du temps, en les faisant sortir de la poussière & prison des archives où ils étoient reclus. C'est le grand avantage qui reviendra au Public de cette curieuse Histoire des Ducs de Bourbon & Comtes de Forez, puisque les autorités des écrivains qui en ont touché quelque chose étant présupposées & soigneusement rapportées au cours de ce volume, ce qui restait à être prouvé de cette belle Histoire est ici établi & solidement appuyé sur les sortes de Preuves que la foi publique rend irréprochables, à savoir sur des Chartres, Titres, Contrats, Registres, Cartulaires, Pancartes, Obituaires & autres tels Actes publics & authentiques dont sont meublés & fournis les Archives & Trésors de chartes, spécialement celles des églises qui, comme les plus saintes & plus vénérables dépositaires de la vérité, sont les plus estimées & recherchées des auteurs, & sont aussi plus consultées en ce rare Recueil de Preuves qui fait le fondement & le couronnement tout ensemble de ce laborieux Ouvrage, & met sa fidélité en un tel lustre que si le Lecteur se donne le plaisir de suivre les actes publics & authentiques qui sont ici produits & transcrits de tant d'archives d'églises & autres qui en ont les originaux, il avouera qu'il n'a point paru d'Histoire en ce siècle qui soit munie de plus fortes & plus nombreuses Preuves & qui soit plus solidement & authentiquement vérifiée que celle-ci l'est dans le cours des trois races illustrissimes qui en font la suite. Pour l'établissement de chacune desquelles, aussi bien que pour leur continuation & postérité généalogique, concourent & conspirent tous les actes qui sont ici compilés, ramassés & pour la plupart expliqués par l'Auteur & qui lui ont été remis & exhibés d'autant de sacrés & seconds magasins d'antiquités qu'il y a d'archives ici alléguées, desquelles lui sont venues ces précieuses communications qui, justifiant les grands biens faits aux églises par ces illustres Princes, concluent heureusement leur Histoire & l'établissent dans toute la certitude qu'on y peut souhaiter. Que le

Le Lecteur profite donc de ces Preuves aussi instructives qu'elles sont curieuses & de toutes les remarques qui les enrichissent : & les confrontant avec les citations qui sont faites dans le corps de cette Histoire, il trouvera qu'elle est aussi fidèle qu'elle est agréable, & qu'elle est aussi solide & certaine par sa véritable déduction, qu'elle est satisfaisante par la rareté, la noblesse & la beauté de sa matière.

NOTA. — Les numéros simples 1, 2, 3, 4, &c., désignent les Pièces justificatives données par La Mure, à la suite de son Histoire des Ducs de Bourbon & des Comtes de Forez.

Les numéros bis & les numéros accompagnés d'une Lettre désignent les Pièces justificatives données par l'Editeur.

N° 1. — *Bénévis ancien du prieuré ou doyenné de Corziéu en Lyonnais fait sous l'agrément de Willelme II^e du nom, comte de Lyon, à ceux mêmes qui en avoient fait le don à l'Abbaye de Savigny* (1). — Extrait du Cartulaire ancien de cette abbaye qui y est communément nommé Pancarte, f° 3 v° & 4, sous ce titre latin : *Prestaria Ecclesia de Corziaco*. — Cet extrait, avec le suivant du même cartulaire, communiqué par noble & religieuse personne M^e Antoine de Terrail, cclérrier de ladite Abbaye.

Dominis fratribus Andefredo & uxori suæ Richborgi & filio eorum Severio clerico petitoribus, Ego, in Dei nomine, Arnulphus humilis Abbas & cuncta congregatio Saviniensis monasterii. Dum non habetur incognitum qualiter vestra ad nos fuit petitio & nostra pariter decrevit voluntas, ut de illis rebus quas vos ad nostrum monasterium in elemosinam condonastis, vobis benefacere deberemus, quod ita & fecimus. Hæc sunt curtilli quatuor cum vineis ; & sunt positæ ipse res in pago Lugdunensi, in valle Bevronica, in villa quæ dicitur Felice Vulpe ; propterea quidquid in ipsa villa visû fuisset habere, quæ nobis condonastis, totum vobis concedimus, & benefacimus vobis ex rebus ipsius ecclesiæ, per consensum Remigii Archiepiscopi, & Vuillelmi comitis : hoc est ecclesia una quæ est in honore Sancti Desiderii, cum parrochia & prebiteratu & est sita in jam dicto pago & agro five villa, loco qui dicitur Corciacus ; ea videlicet ratione ut illas nonas, annis singulis, nobis condonatis ; pro illa ecclesia, in festivitate Sancti Martini, solidos quatuor in censum perfolvatis, alium vero reliquum usum & fructum habeatis per hanc prestariam & nostrum beneficium omnibus diebus vitæ vestræ ; & post vestrum decessum omnes supra dictæ res ad nostrum monasterium revertantur. Et si vos negligentes apparueritis de ipso censu annis singulis perfolvendo, aut ipse res pejorate apparuerint, tantum & aliud tantum componatis quantum ipse res meliorate valuerint, & insuper ipsas amittatis. Ego, in Dei nomine, Arnulphus, humilis Abbas, hanc prestariam fieri iussi. S. Vualdrici monachi. S. Aimonis, monachi. S. Remigii monachi. S. Leotardi monachi. Ego, in Dei nomine, Ratbertus monachus hanc prestariam scripsi. Data die Lune in mense Augusto, anno xxiij^o Imperii Ludovici (2). — *Cart. de Savigny*, p. 11, n° 7.

(1) Toutes les *Preuves fondamentales* ont été collationnées avec le plus grand soin par M. Guigou, Henri de L'Epinois, Auguste Kræber, anciens élèves de l'Ecole des chartes, & par M. le comte de Soulairac, M. Steyert & l'Editeur. Autant qu'il a été possible, la copie de la collation des documents ont été faites sur les originaux.

Les chartes empruntées par La Mure au Cartulaire de Savigny ont été revues sur le texte publié par M. Angulte Bernard. On n'a pu en devoir restituer les passages de ces chartes supprimés par La Mure, le Cartulaire de Savigny les reproduisant en entier.

L'Editeur

(2) Arnulphus, Abbé de Savigny, qui fait ce *bénévis* sous ce titre de *Prestaria*, donne le nom de *freres* aux personnes auxquelles il le fait qui surpassant souvent donne ces mêmes biens à ladite Abbaye, parce que c'étoient des personnes qui s'y étoient données elles-mêmes, comme on en voit encore aujourd'hui aux grandes Abbayes qui y portent le nom de *donnés* & étant associés à la religion, y sont considérés comme *Freres* & Religieux. Les *nonas* qu'ils se réservent étoient un rigoureux droit de dîme qui se payoit, en certains lieux, à la neuvième gerbe.

On peut voir au chapitre VI^e du premier Livre de cet Ouvrage

N° 2. — *Confirmation & homologation de la fondation du prieuré de Noailly en Reannois, par lettres-patentes de Lothaire, roi de France, insérées en ladite pancarte f° 28, sous ce titre latin : Præceptum Regis Lotharii de Ecclesia de Noaliaco.*

In nomine sanctæ & individuæ Trinitatis, Lotharius, Gratia Dei Rex. Notum sit Sanctæ Dei Ecclesiæ, omnibus nostris fidelibus tam presentibus quam uspiam degentibus, quod quædam matrona, Emmena videlicet nomine, contulit Sancto Martino, ad usum monachorum, ad monasterium Saviniacense, pro remedio animæ suæ suorumque parentum, ecclesiam in honore Sancti Petri, sitam in villa de Noaliaco, cum omnibus rebus ad se pertinentibus, quasque etiam villas, Campaniacum & Arciacum, cum omnibus quæ etiam ad easdem villas attinent, tam in vineis quam pratis, silvis, terris cultis & incultis, quæcumque etiam in mancipiis utriusque sexus, pascuis, aquis, aquarumque decursibus, atque, ut diximus, rebus omnibus ad supra dictas villas seu ecclesias pertinentibus. Verum ut supradicti monachi ad honorem præfati monasterii jam dictas res possideant firmius, per consensum fidelium nostrorum episcoporum seu comitum, hoc illis exindé regia auctoritate præceptum fieri iussimus, quo nullus ex supra dictis rebusamodo præfati monasterii monachos inquietare præsumat. Quod si quispiam tentaverit, iram Dei omnipotentis incurrat, sanctorumque omnium & nostram; sique in jus venerit, centum libras auri præfato monasterio ibique degentibus monachis perfolvat, & quod cœperit non vindiciet. Insuper annulo nostri palatii fubter firmantes iussimus insigniri, ne a malorum hominum temeritate, jam dictæ Emmenæ in rebus nominatis potestas ulla infurgat. Signum Lotharii Gloriosissimi Regis. Gezo, notarius, recognovit ad vicem Roriconis Episcopi, & signavit. Datum quarto Idus Decembris, anno regni domini Lotharii septimo, indictione quarta. Actum in Tablidina villa feliciter (1). — *Cart. de Savigny*, p. 95, n° 132.

N° 3. — *Ancienne donation de l'église de Veauche en Forez, suivant ladite Pancarte, f° 63, sous ce titre latin : De Ecclesia de Velchi.*

Donum Hugonis Carpinelli quod fecit de ecclesia Velchi quæ est constructa in honore beati

pourquoi la date de cet acte porte la 23^e année de l'Empire de Louis fils de Bofon. Et encore que Béranger eût dépossédé de l'Empire ce Louis Empereur, quatrième du nom, fils de Bofon, onze ans après qu'il y eût été intronisé dans Pavie, à savoir l'an 915, & lui eût procuré le fureur d'Avrègle, en lui faisant souffrir des peines en la prison qui lui causèrent l'envoilement, il est pourtant certain qu'il lui accorda, depuis, la liberté, & qu'ainsi ce Louis l'Avrègle l'envoyant à cette dégrace, se retira en Gasle dans son royaume de Bourgogne. Y ayant continué ses jours pendant le cours de plusieurs années, il y fit dater toutes les années de sa vie du nombre de celles de son empire, quoiqu'il n'en fut plus possesseur que prisonnier & par provision, comme l'a remarqué avant moi Nicolas Chorier en son *Histoire de Dauphiné*. Il y fait voir des actes anciens datés des diverses années de l'Empire de ce Louis, jusques à la trente-troisième & il n'en trouve en effet jusqu'à la trentième, dans la même pancarte de Savigny, dont celui-ci est tiré, à savoir au feuillet 20^r. Or, il est à remarquer, tout pour cette chartre que pour les suivantes, touchant la désignation de l'affièrre des fonds, que le mot de pays répond à celui de pays; en latin, celui de mandement ou du grand territoire au mot d'egre & celui de village ou hamlet au mot de villa. (Note de La Mure.)

(1) La date du regne de ce roi Lothaire est mise en d'autres chartes qui regardent le pays de Forez & en ce même cartulaire de l'abbaye de Savigny, comme en une qui se lit au feuillet 11^r, en laquelle un nommé Teostand & la femme Otherge y donnent une vigne située audit pays, au lieu appelé Ruinanges, sous cette date : *Regnans Lothario regi.*

Au feuillet 12, il s'en lit une autre en laquelle un homme Anbert donne à ladite Abbaye une vigne située audit pays de Forez, au village appelé *Lavinarius*, sous cette date : *Regnans Lothario regi Francorum Rex Aquitanorum.*

Une autre au feuillet 11, en laquelle un nommé Arbold & son frère Remoulle donnent à cette abbaye un curtil avec une orchère audit pays, un lieu appelé *Gamber Dome*, depuis nommé *Chambon*, sous la première date, *Regnans Lothario regi.*

Quatre autres au feuillet 11. En la première, *Valdemus* y donne la part qu'il avoit aux terres situées au village nommé alors *Pfildes* audit pays, sous cette date : *Avus quinq; regu Lothario regi.* En la seconde, *Eldard*, prêtre, donne les terres qu'il avoit audit lieu sous la date : *Regnans Lothario regi.* En la troisième, sous semblable date, un nommé *Gervold* donne des vignes situées au lieu alors appelé *Agniacus*, &c. en la quatrième chartre, sous la même date, une femme nommée, *Adaltrade*, y donne un curtil, un champ & un pré situés au village d'*Uffouze*.

Le Prieur de Noailly pour lequel est la susdite chartre du Roi Lothaire a fûgé dans l'abbaye de Savigny après le décès de Notre-Dame & devant le poffancier. Quant au mot d'indiction qui est mis en la susdite date, il s'accuse en France le usage des empereurs romains depuis Constantin, qui, faisant un impie de quinze ans en quinze ans, l'appeloient indiction. La première année est faite l'an 310 sous le consulat de Constantin & de Licinius, ce qu'imite nos anciens rois, comme est ledit Lothaire, &c. en faisoient de semblables de temps en temps pendant leur regne, quand il étoit d'une notable durée. (Note de La Mure.)

Petri, apostoli, Deo & S^{to} Martino Saviniacensis monasterii, & monachis ibidem degentibus, coram testibus his : Arberto, Efelicho, Gauceranno, Troffa & aliis pluribus (1). — *Cart. de Sav.*, n° 404.

N° 4. — *Déguerpissement, au profit de l'abbaye de Savigny, d'une terre située au pays de Roannois, lequel se trouve intitulé Comté de Roannois en cet acte inséré en ladite pancarte, f° 75, sous ce titre latin : Vuirpitio.*

Notum sit omnibus tam præsentibus quam futuris qualiter Domnus Abbas Hugo, & omnis congregatio Sancti Martini Saviniacensis, querelam habuit contra Gaucerannum, fratrem suum, de quadam terra quæ est sita in comitatu Rodonensi, in villis nomine Arciaco & Campagniac; quam ego conjux ejus, nomine Richoara, post mortem ejus tenens, pro amore Dei & pro redemptione animæ meæ, & Gauceranni, viri mei, vuirpitionem facio, una cum filio meo Artaldo, ea ratione ut, a die præsentis, recipiant rectores supra dictæ ecclesiæ omnia usque in exquisitum, & faciant ex eis quidquid voluerint; & accipio ab eis triginta solidos (2). — *Cart. de Savigny*, p. 268, n° 527.

N° 5. — *Autre acte de déguerpissement pour le même fait, au profit de ladite Abbaye, & qualifiant le pays de Roannois du titre de Comté, enregistré en la même pancarte sous ce titre latin : Vuirpitio Artaldi.*

In Dei nomine, Ego, Artaldus, pro amore Dei & pro remedio animæ meæ & patris mei Hugonis, vuirpitionem facio ex quadam hereditate quæ est sita in pago Lugdunensi, in comitatu Rodonensi, in villis his nominibus Arciaco & Campaniaco, quam quondam quædam nobilis fœmina, Emmena nomine, dedit ecclesiæ Sancti Martini Saviniacensis, pro animabus seniorum fuorum Bernardi & Hugonis, quam aliquando pater meus Hugo injuste monasterio abstulit. Ego igitur Artaldus, cum consilio fidelium meorum, reddo eidem Ecclesiæ, ubi Hugo abbas præfuit, quidquid in supra dictis villis possidere videor, sicut in cartis nostris scriptum continetur usque ad exquisitum, excepto uno manso & uno prato quem in vita mea in usufructuario retineo; & accipio ab eis, ex rebus Sancti Martini, cupas duas argenteas & vestimentum unum ad missam canendam, & equos duos & sexaginta solidos. S. Artaldi, qui vuirpitionem istam scribi iussit. S. Aynonis. S. Vuigonis. S. Duranti. S. Ragnerii. Data per manum Johannis monachi, quinto idus Julii, feria secunda, regnante Hugone Rege Francorum (3). — *Cart. de Savigny*, p. 270, n° 533.

N° 6. — *Le premier titre portant donation & légat au profit du Prieuré de Randans en Forez. — Enregistré en ladite pancarte, f° 78, sous ce titre latin : De Campo in Cavanetto.*

In Dei nomine, nos Benedicta & Abraham sacerdos, Pontius, & Rorbaldus sacerdos, donamus Sancto Johanni de Randanis & Sancto Martino Saviniacensi, ubi præfuit Domnus Abbas Hugo, pro

(1) Ce bref acte est mis en la pancarte entre ceux qui se font passer sous Gaudemar qui vivoit encore en l'année 926, & s'il désigne véritablement l'église de Vasuche en Forez, en latin *V'elchia*, qui se trouve, en effet, dédiée en l'honneur de Saint-Pierre, il faut que depuis, cette église ait passé par quelque translation de l'abbaye de Savigny en celle d'Étigny en laquelle, à présent, elle fait un prieuré uni à la mainse conventuelle. (Note de La Mure.)

(2) Gaucerann, quoique marié, est traité de frère dans cet acte par les religieux de Savigny, parce qu'il s'étoit donné avec sa famille à cette abbaye de la manière qui est remarquée sous le premier des actes qui composent ces Preuves. Sa femme Racore qui fait, avec son fils Artald, ce déguerpissement, reçoit une légère somme des

deux religieux. Lesquels entrant en possession de la terre à eux déguerpie, leur donnent cette somme par manière d'introite. La chronologie de l'abbé Hugues qui fait celle de cet acte commence l'année 904, comme étant celle en laquelle se fit son élection. Le pays de Roannois y est par express intitulé Comté. & les noms d'Arfy & de Champagny qui expliquent ceux d'*Arciaco* & *Campaniaco* sont encore à présent des noms de lieux connus audit pays.

(Note de La Mure.)

(3) A côté de cette date, sont mis ces mots à la marge *Anno 904, unius auri numeri litteræ dominicali B. regnante Hugone Capeto* (Note de La Mure.)

anima Rotbaldi, campum unum qui est in pago Lugdunensi, in agro Forensi, in fine de Cavanetis villa. S. Bernoini. S. Adalberti. S. Raimbotdi. S. Leotardi. S. Rotbaldi sacerdotis. Ego Bernardus scripsi, mense Maio, feria sexta, anno quadragesimo regni Conradi regis (1). — *Cart. de Sav.*, n° 561.

N° 6 bis. — *Fondation faite par le comte Artaud dans l'église de Saint-Irénée de Lyon (2).*

Anno incarnationis domini nostri Ihesu Christi nongentesimo nonagesimo tertio, indictione v, actum hoc publice Lueduni. Notum sit omnibus fidelibus Dei ecclesie, tam presentibus quam futuris, qualiter petito cuiusdam Artaldi, comitis, fuit apud canonicos Sancti Yrenei ac Sancti Iusti. Quamquidem videns caducum jam esse seculum ac attritum multis miseriis mortalium; quapropter cognoscens se multum deliquisse, fervens adhuc & bulliens in juvenili ætate, circa Dei loca, & maxime circa eundem locum apud quem fuit petito ejus, gratia divinæ dispensationis incidit in tale consilium : ut ipsi canonici cotidie interpellarent Deum creatorem omnium, ejus pro solutione criminum, quo in hoc sæculo corpore viveret securior, & post finem hujus miserrimæ vitæ gauderet felicior. Ideoque donans, tam pro se quam pro sepultura Stephani, scilicet fratris sui, seu pro remedio genitori ac genitricis, necnon & omnium parentum suorum, terras sitas in Lugdunensi comitatu, & in agro Tarnantense, videlicet ecclesiam sancti Martini, quæ vulgo dicitur a Lestrada, simul cum decimis & presbiteratu & cum omnibus appenditiis suis, sicut visum est ab eo possidere, id est manfis, terris laboratis & non cultis, vineis & plantatis, quas prædictus Stephanus plantavit, necne & ipse donator ædificavit, seu & multi alii postea, cum pratis & falcetis, molendinis quoque cum superfluis, necne & silvis aquarumque decursuum & pascuum cum exibus & regressibus. Ex his prædictis, rebus mansum unum, vel tres modios vini investitura ad mensam fratrum tempore vindemiæ reddet in omni quoque autem anno, & medietas quidem ejusdem ecclesie, quam Ulfredus, frater suus, tenet ad mensam fratrum predictorum, statim post obitum suum perveniat. Altera vero medietas in suo remansit, dum vixerit, dominio. Post obitum quoque venerandi viri præfati namque comitis, hæc res supra scriptæ totæ integræ, sine diminutione, seu retardatione aliqua, omni autem tempore æternis in antea, in dominio permaneat eorum. Idem vero benignissimus comes paululum flagitat excellentius adhuc humillime, ut canonici ejusdem loci cotidie faciant divinum officium, scilicet matutinum, cum omnibus horis & missam in honore sanctæ Dei genitricis semperque Virginis Mariæ, ad suum quoque ipsius altare, retro cujus conditum est corpus beati viatoris, Christi confessoris, ad cujus levatum latus tumulatus est beatus Arigius, Lugdunensis pontifex, & in dextro veneratur altare Didimi Thomæ apostoli. Post modum idem autem herus, id est dominus seu vir fortis, vegetatus, id est sustentatus divinis inspirationibus, recogitans quod nullus locus reperiretur qui fulgentius luceret tot meritis a millibus sanctorum, sicut ecclesia almi martyris atque pontificis Christi Yrenei, que est dicata in monte sancto; hoc autem confusus & revolvens secum quia ubi plus habetur multitudinis Christi martyrum, illic fortius atque facilius expellitur torva maligna ac decepatrix falans, id est multitudo demonum, & verissime meditans quod, venientibus ad eorum confugium, citius prestabitur per eorum merita Dei adiutorium, ideoque, ut sibi

(1) C'est la première donation qu'on trouve en la paroisse de Savigny avoir été faite au profit du prieuré de Randans les Feurs en Forez. Ce qui donne à connaître qu'il n'y avoit pas longtemps qu'il étoit fondé & que la fondation tombe au temps du règne de Conrad le Pacifique, roi de Bourgogne. Et, en effet, on lit en ladite paroisse P 12 v°, une donation faite à l'abbaye de Savigny, entre les mains de l'abbé Balduin, qui vivoit au commencement dudit règne, par un nommé Felcherus, de deux mas ou tènements de terre situés au territoire de Jours, appelé absolument *territoria Forensi*, ce lieu ayant donné le nom au pays de Forez. Le premier desquels mas est dit être possédé *inter Forencum & Randani castram & Legerim fluvium*. Ce qui montre que Randans, fort bien désigné par la proxi-

mité de Feurs & de la Loire, étoit alors un château qui, depuis, ayant été donné à l'abbaye de Savigny, il s'en fit une des obédiences de ladite Abbaye, depuis appelée Prieuré, qui recueillit plusieurs autres dons qui lui furent faits, qui, dans les titres qu'on en lit en ladite paroisse, commencent d'ordinaire par ces mots : *Sacro-sanctæ Dei ecclesiæ Sancti Joannis Randonensis*. Le premier de Randans pour lequel est le fief dit tître, a son siège en l'abbaye de Savigny au chœur gauche après le chœur de Saint-Laurent & devant Théodiler.

(Note de La Muz.)

(2) V. *Monumenta parva* publiés par M. le Dr Montfalcon, conservateur de la Bibliothèque de Lyon, pages 178 & 379. Paradin cite cette chartre, p. 110 de son *Histoire de Lyon*.

eveniet quod speravit, jussit pure affectu dilectionis preparari sibi sepulchrum ante vualvas beati Johannis Baptistæ, & in die sui anniversarii ejusdem loci canonici ante tumulum illius conveniant & illic exequias pro se faciant, sicut oportet in anniversario facere. E de ipsis rebus quas contulit eis alacriter & cum karitate, eodem die, semetipsos in refectorio reficiant. Jam sepe dicti canonici audientes tam magnam & inauditam petitionem, quæ nunquam magis talia audire petere, reportantes hæc ad aures matris ecclesiæ, quo inde darent bonum & comptum consilium; illi autem audientes prudentiam tanti viri & cognoscentes quod causa karitatis foret ejus petitio, ortati sunt ut idem postulans acceperet quod petit juxta precepta apostoli qui ait : Alter alterius ferat honera, sicutque legem Christi implebitis. Qui, audito consilio prefatus domini scilicet Burchardi regisque proles, ac ceterorum seniorum, constituerunt ut tam ipsi quam successores eorum, secundum quod supra dictum est, omni tempore decreta inconvulsa fervarent. Porro hoc insuper addidit : si quis autem homo, aut frater, aut soror, aut ullus propinquus, qui hanc donationem causa animarum predictarum redemptionis perpetuæ ab illo factam impejus mutaverit deinceps, aut destruxerit, omnia peccata sua, seu parentorum omnium suorum, in semetipso recipiat, ac poestea legem inde faciat, id est tantum atque aliud tantum componat jamdictis canonicis. Et si infra medietatem primi anni per quam hæc mala inchoaverit acta illa nimis presumptiva non studuerit legaliter emendare, iram Dei omnipotentis incurrat, & quandiu se inter miserit & a communione canonicorum tulerit, sit separatus ab omni ecclesiæ & a cœtu fidelium Christianorum, ita ut sit Nabuchodonosor rex superbus a suo populo, qui mansit septem annos cum feris, bestis, ac ut bos fœnum mandidit propter malitiam suam; non minus sed similiter eveniet omni destruenti hoc donum five nocenti, & tum sic deceptus errore, subitanea mors rapiat eum, & diaboli includent eum in tenebras inferni, ubi luat, id est solvat, ac sustineat, cum Datan & Juda traditore, duras ac perpetuas penas, absque ulla miseratione & termino. Et hæc donatio fit valitura perpetuum cum subnixâ stipulatione. — Signum domni Artaldi, religiosi comitis, una cum dulcissima conjugæ scilicet Tetbergæ, qui hanc donationem bono animo fecerunt & firmare ac firmare rogaverunt. Signum domni Ugonis, abbatis, fratris ejus. Signum Adeline abbatisse. Signum Guceranni. Signum Fredelanni. Signum Leutgarii. Signum Girini. Signum Ardradi. Signum Bladini. Signum Silvii. Signum Renconis, canonici. Signum Umfredi. Signum Drudoleni. Signum Renconi. Signum Arnoldi. Signum Ugonis. Signum Arrici. Signum Bernardi, Telra ut dicunt Interanea. — Antigrafus datavit Alcherius L. presbiter sancti Justii, pridie scilicet kal. Julii, XLVIII anno regni Chunradi, regis. (D'après l'original communiqué par M. Gauthier, archiviste du département du Rhône).

N° 7. — *Akte de la première donation de l'église de Montverdun, en Forez, à l'ordre de St. Benoît, insérée dans la pancarte de Savigny, f° 85 v°, sous ce titre latin : De Capella in Monte Verduno.*

Ego, in Dei nomine, Umberto & uxor mea Apalsia donamus Sancto Martino Saviniacenſis monasterii, ubi Durantus abbas præest de hereditate nostra, in pago Lugdunensi, in agro Forensi, montem qui vocatur Verdunus, cum capella quæ ibi in ipso monte est sita, & unum manſum quem Durantus presbiter possidet, & unam vineam quæ est a parte caſtri Marciiliaci, & in circuitu ejusdem podii omnem terram illam in surſum, excepta parte illa alia quam mihi & filiis meis retinui; vidente hoc abbate & omnibus qui illic aderant, & accepimus à monachis sexaginta quinque solidos. Concedo quoque in Randanis manſum unum qui vocatur Hilla. S. Humberti, qui hoc fieri jussit & firmari rogavit S. Alpaſie uxoris ejus. S. Vuilſii, filii Umberti. S. Bracdenſe fratris fui. S. alterius Umberti (1). — *Cart. de Savigny, p. 307, n° 631.*

(1) Cet acte fe passa ſous l'abbé Durant qui y eſt mentionné, lequel gouverna l'abbaye de Savigny ſi commença d'y preſider l'an 1007. Il fut confirmé par les mêmes donateurs par un autre acte

ſemblable qu'ils firent ſous la ſin dudit regne, ſous l'abbé Iſchier, premier ſuccesseur dudit Durant, ainſi qu'on le lit en l'ancien pancarte f° 95 v°. Et dans ce ſecond acte, ſont cette donation de Montver-

N° 8. — *Fondation du Prieuré d'Arnas en Beaujolois, sous l'agrément & confirmation tant du comte Gérard II, que de son vicomte, insérée en la dite pancarte et feuillets 80 & 91, sous ce titre latin : De Ecclesia Sancti Saturnini de Arnaco.*

In nomine Domini Jesu Christi, qui jubet eleemosinam largiri, & qui in Evangelio præcipit dicens : « *Date eleemosinam & ecce omnia munda sunt vobis* », & in alio loco : « *Sicut aqua extinguit ignem, ita eleemosina extinguit peccatum* ; » & iterum : « *Thesaurisate vobis thesauros in calo, ubi nec erugo nec tinea demolitur, & ubi fures non effodiunt nec furantur*. » In multis etenim locis habemus adnotatum ut ex rebus quas sibi homo acquirit & possidet, mansionem sibi præparet in cælo, quam ignis non accendit, nisi ille divinus qui proprio suo operario januam aperit, id est vitam æternam. Hanc admonitionem & hanc præparationem a Domino accepturos sperantes, Nos, in Dei nomine, filii Fredelanni, Hugo & Bernardus cogitantes casus humanæ fragilitatis & interemptionem patris nostri, simul & diem mortis nostræ, volumus aliqua de rebus nostris & patris nostri dare Deo & sancto Martino Saviniacensis monasterii, ubi abbas, præesse videtur iterius ; quas res ipse Fredelannus in vita sua multis vicibus destinavit : hoc est unam ecclesiam quæ est sita in pago Lugdunensi, in agro Valanfe, in villa quæ dicitur Arnacus, in honore Sancti Saturnini, cum decimis & appenditiis suis, & alodium quod est ad Sanctum (sic), & quantum Adzelina abbatissa tenet per beneficium & per alodium in curtis, in pratis, in silvis, in vineis, in extariis, in aquis aquarumque decursibus, in terra culta & inculta, & quantum ipsa visa est habere per beneficium & per alodium, & adventitiam nostrum est post mortem suam ; totum ergo donamus, Ego Hugo & Bernardus, pro anima patris nostri Fredelanni & sepultura corporis illius, & pro animabus nostris, & pro sepultura corporum nostrorum, & pro animabus parentum nostrorum, Deo & sancto Martino Saviniacensi, & fratribus inibi degentibus, ut Dominus, per intercessionem beati Martini, animam patris nostri & animas nostras percipere dignetur de penis inferni, & accipimus a vobis argenti libras quindecim. — *Cart. de Sav.*, p. 323, n° 644.

Unde supra § 90 v°. — Ego Adzelena abbatissa hanc donationem laudo & donum facio ex bona voluntate & bono animo, pro anima mea, & anima patris mei & fratris mei Fredelanni, & omnium parentum meorum, ut Dominus, per intercessionem beati Martini, a gehennalibus flammis nos liberet. Sane si quis hanc donationem & hanc eleemosinam, aut aliqua emissâ persona, aut ullus ex propinquis nostris, extrahere voluerit de eleemosina fratrum, sit maledictus & excommunicatus, & a liminibus matris Ecclesiæ ejectionis, & cum Datan & Abiron & Juda traditore Domini, fiat possessio ejus & illorum, & omnis populus dicat : « *Fiat, fiat* » ; insuper hæc carta firma & stabilis permaneat. Ego Hugo & Bernardus frater meus hoc donum firmamus & firmare rogamus amicos & propinquos nostros. S. Adzelena quæ laudavit, & Rotbaldi fratris ejus. S. Raymundi filii Fredelanni. S. Agnonis. S. Milonis. S. Bermundi. S. Gerald, nobilissimi comitis, qui non solum laudavit, sed etiam firma-

don *Sacro-sanctæ Dei ecclesiæ S. Joannis Randonensis* quæ subiacet ecclesiæ sancti Martini Saviniacensis. Et pour montrer que c'est bien Montverdun qui est vis-à-vis de Marilly nommé au fûdité adde, c'est que la chapelle ou église de Montverdun est par express nommée en ce second acte confirmatif de l'autre : *Capella sancti Petri quæ est sita in ipso monte*. Car, en effet, cette église, quoiqu'elle décore des reliques du glorieux saint Porcure, martyr local, est, de son premier vocable, dédiée à Dieu en l'honneur du bienheureux prince des apôtres saint Pierre, & quoique à présent elle soit prieurale, elle étoit paroissiale selon cet acte, lorsqu'elle sortit des mains séculières. C'est ce que désigne ce mot *capella* qui, en ces temps anciens, signifioit paroisse, comme *Capellanus* signifioit curé, & c'est ce qui se prouve par quantité d'actes de cette pancarte, & l'étymologie qui semble appuyer cette signification est que *capella*, en ce sens & usage ancien, est un mot latin formé de ces deux

mots : *Capere populum*. Or, il y a sujet de s'émouvoir des vicissitudes des églises arrivées à cette église de Montverdun depuis la possession de cet acte lequel témoigne qu'un nommé Humbert & sa femme Alpaida, qui la possédoient par le droit des inféodations anciennes, la remirent à l'abbaye & congrégation de Savigny qui étoit sans la règle de Saint-Benoît, & cependant on trouve dans l'ancien registre appelé le *Livre des compositions de comté de Forez* que deux siècles après, à savoir l'an 1213, la règle des chanoines réguliers de l'ordre de Saint-Augustin se professoit à Montverdun, mais s'y observoit si peu régulièrement que, pour reformer ce prieuré, on le fit passer dans la dépendance d'une autre abbaye & congrégation de l'ordre de Saint-Benoît qui est celle de la Chaise-Dieu, dont, en effet, depuis cette translation, il a toujours relevé & en dépend encore. (Note de La Mure.)

vit. S. Vuigonis senioris qui laudavit. Gausmarus monachus scripsit, regnante Rodulfo, rege. — *Cart. de Savigny*, p. 324, n° 645.

Unde supra fol. 91. — Nota sit omnibus convenientia vuirpitionis quæ fuit inter domnum Iterum abbatem Saviniacensem & abbatissam Altrudem de ecclesia Sancti Saturnini de Arnaco, de qua Fredelannus fecit donum Sancto Martino pro sepultura sua & filii sui post eum, necnon etiam abbatissa Adzolena; quæ & Altrudis, post multas contentiones & multa placita ad hunc finem deveniunt, in præsentia archiepiscoporum, scilicet Lugdunensis & Viennensis, necnon Episcopi Malleni, cui etiam Vuigonis vicecomitis, atque aliorum principum, quod ipsa prædicta abbatissa fecit donum Sancto Martino de ipsa ecclesia, si aliquod rectum habebat; & tali tenore vuirpivit, ut in vita sua omnem medietatem quæ pertinebat ad ipsam ecclesiam pro beneficio teneret & possideret; post suum vero decessum, omnia, absque ulla contradictione, perveniant ad sanctum Martinum. Hoc fecit laudante fratre suo Umberto præposito & nepote suo Ilione cum aliis parentibus, & laudantibus archiepiscopis & principibus eum aliis militibus (1). — *C. de Sav.*, p. 326, n° 648.

N° 9. — *Fondation du prieuré de Salt-les-Donzy en Forez, enregistrée en ladite pancarte*
f° 92 v° sous ce titre latin : De ecclesia sancti Juliani de Sal.

Dum immoramur in incolatu hujus cœmii concessum est nobis ab altisonante operari quod expediat nobis in futura vita, ipso attestante : « Operamini non eibum qui perit, sed qui prodest in vitam æternam; » itemque : « Date elemosinam, & omnia munda sunt vobis; » nam & Salomone dicente : « Redemptio viri propriæ divitiæ. » Quid nobis est agendum, nisi ut perpetua mercemur de his quæ possidemus transitoriis? Etenim nisi quis prius a Deo acceperit, non aliquid potest dare, Psalmista testante, qui ait : « Domini est terra & plenitudo ejus, orbis terrarum & universi qui habitant in eo; » ab illo enim omnia nobis bona, ejus gratia praveniente, donantur, qui interduum peccantibus nobis dona sua non retrahit, quotidieque expectat, ut ad spem divinæ propitiationis humana mens confurgat. Quod enim sapientes, quod potentes, quod divites fumus, non alterius, sed potius divino munere fumus. Utamur ergo optimè divinis beneficiis, id est, ut convertamur de malo in bonum, de peccatis ad veram poenitentiam, quatenus & dominum non poeniteat dedisse, & nobis accepisse sit utile. Quapropter, in Dei nomine, ego Girinus audiens has promissiones

(1) Fredeland, connu par ce seul nom propre, tue dans les guerres & révoltes desquelles fut agité le règne de Rodolphe III, dit le fainéant, roi de Bourgogne, est celui au nom duquel & pour l'âme duquel fut donnée à tiers, premier de nom, abbé de Savigny, qui succéda à l'abbé Durand, environ l'an 1020, l'église d'Arnas alors située au pays de Lyonnais, mais maintenant en Beaujolais, exilée des anciennes transfusions passées entre les comtes de Lyon & de Forez & les seigneurs de Beaujeu de la première lignée qui étoient de même maison. Ce Fredeland qui vit cette église en sa famille par l'abus de ce fœtus li, ou par le droit des inféodations anciennes octroyées à la noblesse de temps de Charles Martel, étoit un gentilhomme considérable dans le Lyonnais & un des vassaux du comte de Lyon & de Forez, qui étoit alors Gérard ou Gérard second du nom, appelé en cet acte le très-noble comte. Si Gérard Adeline, abbé, qui écrivait à la donation qu'en firent ses neveux, fils dudit Fredeland, à savoir Hugues & Bernard, & laquelle avoit une pension viagère sur les dépendances de ladite église, étoit apparemment abbé de Saint-Pierre de Lyon. Elle étoit autre pourtant qu'Adeline de laquelle il a été parlé au Chapitre IX de ce livre, & c'est pourquoy l'acte de son consentement fut valide par l'apposition de la signature du comte de Lyon qui étoit alors ledit Gérard II, & de Guy, surnommé le Vieux, qui, selon le dernier des fœtus aînés, portoit qualité de vicomte en la province & lequel l'employa avec l'évêque Mallien, apparemment suffragant de Lyon, & même avec les arch-

vêques de Lyon & de Vienne pour faire ratifier ce consentement de l'abbé Adeline, à sa niece Altrude, surnommée aussi de son même nom Adeline. Laquelle lui succéda en la dignité d'abbesse & laquelle, après son décès, le servant de ses droits, se réserva à sa même pension viagère sur ladite église d'Arnas. Et pour montrer combien étoit noble cette famille de laquelle étoient issus ces deux abbesses, c'est qu'il parait au dernier des aînés qu'Umbert, frère de la dernière, étoit prévôt dans l'abbaye chapitre de l'église de Lyon. Et par un autre acte de la même pancarte de Savigny infère, comme le fœtus, au feuillet 91, il parait que Raymond, autre niece de la première Abbé Adeline & fille du Fredeland, avoit épousé Guy de Beaumont chevalier qui y est nommé : *Guy de melle de Belle Maure*, & qui, en qualité de son époux, par médiation de Burchard II^e du nom, archevêque de Lyon, le défit avec elle au profit du dit tiers, abbé de Savigny, des droits qui lui pouvoient appartenir en ladite église d'Arnas. Laquelle étoit ainsi cédée par toutes les personnes intéressées, du temps du pontificat dudit archevêque Burchard II, dont la fin tombe au commencement de la donation dudit comte Gérard II, elle fut élevée en prieuré de ladite abbaye, nommé alors, selon ladite pancarte, obédience, à laquelle furent assignées quelques églises paroissiales ou le prieuré, encore aujourd'hui, perçoit des droits & a le patronage.

(Note de La More.)

supra scriptas & reminiscens casus humanæ fragilitatis, vel diem mortis meæ, timens incidere in pœnis inferni pro peccatis meis, quæ operatus sum & operor quotidie, dono, per consilium amicorum & parentum meorum, aliquid de hæreditate mea Deo & sancto Martino ad Saviniensie monasterium, ubi dominus Ilerius abbas præesse dignoscitur; hoc tamen pro redemptione animæ meæ, & patris & matris meæ & parentum meorum, hoc est ecclesia sancti Juliani quæ dicitur Sal, cum decimis & apenditis suis, & quidquid exquisierint omni tempore, ex hoc in antea, & usque in ævum; & juxta ipsam ecclesiam dono unum pratrum cum saliceto & terram ad plantandum, quantum ipsi monachi plantare voluerint, qui & in ipso loco stabunt; & do unum ortum juxta meum ortum. Hoc tamen do semper in præfenti, & unam vicariam juxta ipsum ortum. Est autem hæc ecclesia sita in pago Lugdunensi, in agro Forensi, juxta fluvium Adoyfi & terminatur ex omni parte terra ipsius Girini & Jarentonis fratris illius. Et quidquid visus sum habere in ipsa ecclesia, dono Deo & sancto Martino & monachis, ad ædificandum, plantandum, & construendum ipsum locum, muras vetustas, per circuitum ipsius ecclesiæ; omnia quæ ad meani partem pertinent, totum dono. Sane, si post hanc donationem aliqua emissit persona, ego, aut frater, aut aliquis expropinquis meis, hanc scripturam & donationem calumniare voluerit, & de elemosina fratrum abstrahere, non fiat quod cupit, sed omnes maledictiones quæ in libris sacris scriptæ sunt veniant super eos. Ego Girini hoc donum feci, fieri & firmari rogavi. S. Asterii. S. Vuignonis. S. Aymini. S. Jarentonis. S. Olmarii. S. Jarentonis fratris ejusdem Girini. S. Girini, fratris ejus. Actum anno ab incarnatione Domini nostri Jesu Christi millesimo decimo octavo (1). — *Cart. de Savigny*, p. 330, n° 692.

N° 10. — *Fondation du prieuré de Ternant en Lyonnois, faite par la donation des églises de Saint Jean de Ternant, & de Saint Victor, confirmée par le comte Gérard II, enregistré en ladite pancarte de l'abbaye de Savigny, dont relève ledit prieuré, fol° 105 v° sous ce titre latin : De ecclesia Sti-Johannis Baptiste de Ternant.*

Omnipotenti Deo summo opifici nemo potest aliquid dare, nisi prius ab eo acceperit : ipse enim dando, fructum expetit actionis; quod Ego Gauzerannus comperiens, ob amorem celestis patriæ & redemptionem animæ meæ necnon & meorum parentum salvationem, libuit dare aliquid de possessione mea Deo & sancto Martino Saviniacensis cœnobii, & monachis qui ibidem Deo militant, five suis posteris, præfidente domno Duranto abbate, cum consilio uxoris meæ Adalafis & filiorum nostrorum Gaudefredi & Agnonis, & multorum amicorum meorum : hoc est ecclesiam Sancti Joannis Baptiste de Ternanto, necnon & ecclesiam Sancti Victoris sitam in eodem monte cum suis apenditis, & quæcumque ibi deinceps acquirierint cum molendinis, cum vicariis, cum vineis & pratis, quæ sunt sitæ in pago Lugdunensi. Testes sunt de hoc dono Bertrannus & Vuillelmus de Taratro, & Silvius Joerius, item Silvius de la Vulpilli qui de me fiscaliter tenebant. S. Girardi

(1) Cet acte est confirmé par plusieurs autres qui le suivent en ladite pancarte, & autres autres par un qui est enregistré P° 93 v°, où il parait que ce premier Girin avoit droit sur les trois parts de ladite église de Salt, & son nouveau & filiel, Girin, droit sur la quatrième partie, pour le relié de laquelle à ladite abbaye, il lui donna des terres pour récompense, &c. en cet autre acte, il nomme son père Hugues, & parlant du château de Salt qu'il donne avec ladite église, il l'appelle *Cæstrum quod jam versificum fuit*.

Le nom de famille de l'un & l'autre Girin étoit pris du lieu même duquel ils descendent l'église à l'abbaye de Savigny, & l'un & l'autre s'appelaient Girin de Salt. Et cette famille Foréniense, en laquelle ce nom de Girin étoit familier, étoit si illustre qu'on trouve en Girin de Salt, chanoine au très-noble chapitre de l'église de Lyon en la première transaction que passa cette église avec les comtes de Forez, l'an 1167, rapportée par Pardoul au livre II de son *Histoire de Lyon*, chapitre XXXVII.

Aramberge, femme du féal Girin le Jeune, ratifia le don de la quatrième partie de ladite église de Salt, & depuis, leur fils & petit fils, tous deux nommés Hugues, le confirmèrent. Jarenton frere de Girin le Vieux, y donna aussi tout ce qui lui appartenait à Salt. Et Corvelande, sa fille, qui avoit épousé Arnulph Calvi, ratifia depuis ce don avec son mari, & ce fut leur petit fils, aussi appelé Arnulph Calvi, qui donna encore pour ce prieuré l'église de Saint-Alban située au château de Donzy au commencement du pontificat d'Hugues 1^{er} du nom, archevêque de Lyon, environ l'an 1100, & alors le prieur de Salt s'appelait Esienne, & celui de Randans étoit un moine appelé Agnon Calvi, & cette maison de Calvi, Foréniense d'origine, étoit de même si illustre qu'il y avoit alors un Girin Calvi chanoine au très-noble chapitre de l'église cathédrale de Lyon, lequel, depuis, en fut doyen. Ce prieur de Salt pour lequel est le féal titre, a siégé en l'abbaye de Savigny, après l'hôtelier & devant le communier (Note de La Mure.)

Comiūs. S. Aymonis. S. Jarolhi, Berardi, Vuichardi, Pontii Pipiaci, Pontii Cafalis, Bernardi Garcini & Aymonis fratris ejus. S. Gauzeranni qui hoc donum fecit & firmari rogavit. S. Eltrudis uxoris fratris Gauzeranni. Sane si ullus ex hæredibus meis hoc donum inquietare voluerit, non valeat vendicare quod repetit, sed componat fisco regali centum libras auri, & deinceps firmum & stabile permaneat. Actum cænobio Saviniaco, mense Junio, feria secunda, indictione nona, millesimo vigesimo sexto anno ab incarnatione Domini. Data per manum Stephani Tedini monachi. — *Cart. de Savigny*, p. 376, n° 730.

N° 11. — *Titre contenant la donation de l'église de Notre Dame d'Amplepuy en Beaujolais à ladite abbaye de Savigny, faisant foi que ladite paroisse d'Amplepuy étoit alors enclavée dans le pays de Roannois, dépendant de celui de Forez. — Inséré en ladite pancarte f° 110, sous ce titre latin : De ecclesia sanctæ Mariæ de Amplepoteo.*

In nomine sanctæ & individue Trinitatis notum sit omnibus fidelibus ecclesiæ Dei quod ego Hugo Fredelannus dedi aliquid de hæreditate mea sacrosanctæ Dei ecclesiæ & beati Martini Saviniacensis ubi domnus Dalmacius abbas præesse videtur, pro remedio animæ meæ & pro sepultura mei corporis : hoc est ecclesiam in honore beatæ Mariæ Virginis consecratam, cum appenditiis suis, & cum manso in quo ipsa ecclesia sita est. Sunt autem termini ipsius mansi : a mane via publica & terminat usque ad terram quam Stephanus de Verneto possidet a meridie, a fero usque ad rivulum qui vocatur Ranzun. Et ut hoc donum firmum & stabile sit, manu mea firmavi & scribi jussi in presentia Stephani Trus monachi qui hoc donum recepit, in presentia Tadalmodis uxoris meæ, & testium qui subscripti sunt. S. Hugonis de Batalleu; Raynardi Vicarii; Raymundi fratris ejus; Artaldi de Batalleu; Umberti de Batalleu. Sane si aliquis de hæredibus meis hanc cartam inquietare voluerit, non valeat vendicare quod repetit, sed componat fisco regio triginta libras auri; & deinceps firma & stabilis permaneat hæc donatio. Actum in pago Rodonensi, in villa de Amplepoteo, mense martio, & vigesimo secundo, feria quarta, anno millesimo octogesimo sexto, indictione nona. Scripta manu Stephani monachi, regnante Henrico rege. — *Cart. de Savigny*, p. 392, n° 756.

N° 12. — *Donation des églises d'Oingt & du Bouis en Lyonnais à la même abbaye de Savigny, comme aussi de l'église de Laigneu en Forez dont a été érigé un prieuré de religieuses bénédictines. — Lequel acte est muni des signatures des Comtes Arnaud V & Willelme son fils; & est enregistré en ladite Pancarte, f° 110, sous ce titre latin : De Capella de Yconio & de Buxo & de Layniaco.*

Notum sit omnibus successoribus nostris quod Falco de Yconio & filii & filiarum ejus, & Berardus & filii sui, Umbertus etiam & Vuichardus, frater ejus, donaverunt Deo & Sancto Martino Saviniacensi, & abbati & monachis inibi degentibus, tam futuris quam presentibus, capellam supra dicti castelli, videlicet Yonii, cum omnibus appenditiis ejus : hoc est sicut Umfredus avus eorum melius & liberius possederat, & sicut Fulcherius Vulpeta melius & liberius habuerat eam ex ipso Umfredo. Et quid augmenti præfata capella post illum recepit, similiter donaverunt, & quicquid præfati monachi, tam in hac capella quam in cæteris ecclesiis quas iidem fratres eodem modo donaverunt Deo & Sancto Martino, acquisituri essent, similiter concesserunt, scilicet in ecclesia de Buxo & monachi appenditiis ejus & in ecclesia de Layniaco; quas eadem donatione & pactione supradicti fratres Deo & Sancto Martino & monachis Saviniacensibus in perpetuum contulerunt. Et hoc factum est secundum laudationem Artaldi Forisensis comitis qui laudavit in vita sua ut isti & alii qui alodium ejus in feodum francum tenebant, donarent Deo & Sancto Martino & sanctis, ad libitum suum, excepto quod ecclesia

Layniacensis erat de alodio eorum, cum omnibus appenditiis suis. Item prædictus Falco donavit præfatis monachis in æternum, in silvis suis, ligna ad calefaciendum & ad sapiendum & omnibus modis ædificandum, & ut liceret semper porcos eorum pasci & currere in eisdem silvis absque pæfatio. Similiter notificari volumus quod isti prænominati fratres fecerunt hoc donum Deo & Sancto Martino & abbati Dalmatio, & monachis in capitulo Saviniacensi, tractante hoc ipsum & multum infundente Rainardo, tunc temporis cancellario, qui hæc omnia per multas familiaritates & magnas collationes rerum sibi comissarum diu præparaverat, laudantibus & cartam corroborantibus subtitulatis omnibus. S. Willelmi comitis, filii Artaldi; Falconis & uxoris ejus; Berardi & uxoris ejus; Umberti; Vuichardi; Gaufmari; Jarentonis; Hugonis; Theotgrini. Acta sunt hæc die folemnitatis Sancti Nicolai, feria sexta & quinta, Henrico regnante, Gibuino Lugduni curam pastorem exhibente, anno Domini millesimo septuagesimo nono, indictione secunda, epacta vigesima sexta. Quod si quis hanc cartam violare præsumperit, perpetuo damnandus omni anathemati subiaceat. Scripta feria tertia, per manus Vuitherti cancellarii (1). *Cart. de Savigny*, p. 393, n° 757.

N° 13. — *Donation de l'église de Duerne en Lyonnais pour la moitié des droits d'icelle faite au profit de ladite abbaye de Savigny. — Lequel titre fait mention d'un concordat passé entre Humbert 1^{er} du nom, archevêque de Lyon & le Comte Artaud 1^{er}, & est enregistré en ladite pancarte, f° 111, v°, sous ce titre latin : De ecclesia de Duerna. Unde supra.*

In Christi nomine Ego Ardradus de Barbare & Constantia uxor mea, & Bladinus filius meus, & Bernardus de Naus, & Agna, mater Stephani de Randanis, & Elifendis mater Girini de Pineto, donamus aliquid de hæreditate nostra Deo & Sancto Martino Saviniacensis cœnobii, ubi domnus Dalmacius abbas præfæte videtur, per laudationem domni Umberti Lugdunensis archiepiscopi & Berlionis archidiaconi, nepotis sui, & Bladini decani & Fulcherii Tedini & Stephani Torticolli & Rotboldi pœnitentialis: id est medietatem ecclesiæ Sancti Joannis Baptistæ necnon & evangelistæ, quæ est sita in pago Lugdunensi, in villa quæ dicitur Duerna, cum decimis & appenditiis suis, usque ad exquisitum, pro remedio animarum nostrarum, & omnium progenitorum nostrorum, ut Deus omnipotens eruat nos a pœnis infernorum. Sane si aliquis ex hæredibus nostris aut qualicumque persona hanc cartam inquietare voluerit, sit maledictus & excommunicatus a Deo, & non valeat vindicare quod repetit, sed componat tantum quantum res ipsæ dupliciter valuerint, & in fisco regali centum libras auri puri componat; & insuper firma & stabilis permaneat, cum stipulatione subnixæ. S. Ardradi & uxoris suæ Constantiæ & cunctorum supradictorum. S. Hugonis; Aymonis; Vuichardi; Fulcherii & Reneonis fratris sui; Petri Durata Lingua; Hugonis Carpineli. Scripta manu Alberici monachi. Actum in villa de Thazins, ad quoddam placitum quod fuit inter domnum Humbertum Lugdunensem archiepiscopum & Artaldum Comitem (2). — *Cart. de Savigny*, p. 398, n° 762.

(1) La remise qui fut faite de l'église de Laignien en Forez, selon ce titre, à l'abbaye de Savigny, sous l'agrément du comte Artaud V & de son fils Willelme, fut suivie, quelque temps après, d'un établissement qui y fut fait d'une communauté de filles religieuses sous la supériorité d'une prieure & la subordination à la direction spirituelle de ladite abbaye. Et la tradition locale de ce prieuré de religieuses porte que cette église de Laignien, en sa première construction, eut pour fondatrice une sainte dame & matrone Forezienne qui y est réclamée sous le nom de Sainte Albane, & dont la mémoire y est révisée avec office le dernier jour du mois de mars. Et une fontaine qui y est au-devant de ce monastère & qui y est vulgairement nommée la fontaine de Sainte-Albane, &

d'ancienneté, de grandes vertus pour la guérison de plusieurs infirmités, comme l'expérimentent les personnes qui en usent avec confiance & recourent aux mérites de cette sainte.

(Note de La Mure.)

(2) Les peines temporelles imposées à cet acte, comme en plusieurs des précédents, pour empêcher l'infraction, sont deux, à savoir: le conseil du double revenu des choses qu'on voudroit disputer à l'église & l'amende payable au Roi selon la taxe qui y est apposée. Et, quant aux peines spirituelles, elles consistent aux censures ecclésiastiques fulminées du droit contre les méprisateurs des biens de l'église.

(Note de La Mure.)

N° 14. — *Donation de fonds faite au profit de ladite abbaye de Savigny en Lyonnois & dans le Comté de Forez. — Inféré en la fusdite pancarte, f° 115, sous ce titre latin : De Terra in Valleriis.*

In nomine Domini Salvatoris, Ego Hugo Cunctos sanum habentes intellectum scire volo quia dono sancto Joanni Baptistæ de Randanis & Sancto Martino Saviniacensis ecclesiæ cui præest dominus Dalmacius abbas, aliquid ex rebus meis quæ sunt sitæ in comitatu Forensi, in villa de Valleriis tres sextaradas de terra & quindecim jornalatas de vinea; totum ad integrum trado atque transfundo a die presenti & in futuro tempore, ut faciant supra dicti habitatores de his rebus, in omnibus, quidquid voluerint. — *Cartulaire de Savigny*, p. 411, n° 784.

N° 15. — *Fondation du prieuré d'Ancieu ou de Jéuyée en Lyonnois par la donation de deux églises faite au profit de l'abbaye de Savigny par Hugues, archevêque de Lyon, confirmée par le Comte Willelme le jeune, ratifiée par deux seigneurs Forensiens & autres qui avoient des droits esdits lieux. — Enregistré en ladite pancarte, f° 120, sous ce titre latin : De ecclesia Sancti Romani & de Anciacio (Ancy).*

Dominus ac venerabilis Hugo, Lugdunensis ecclesiæ Archiepiscopus, quasdam ecclesias fac in sua dioecesi effe videbantur, videlicet ecclesiam Sancti Romani & ecclesiam de Anciacio, ob celestis amorem patriæ, dedit laudavitque Sancto Martino Saviniacensis ecclesiæ, & Iterio abbati monachisque inibi Deo militantibus. De quibus testes hi sunt clerici : Girinus Calvus, Arbertus archidiaconus, Bernardus Ursels, Girinus capellanus, Vuido & Barnonus archipresbiteri. Deinde Vuillelmus Forensium comes in capitulum Saviniacense veniens, Sancto Martino & Iterio abbati & monachis prædictas ecclesias, quas dicebat effe suas, in suo alodio sitas, cum omnibus earum appendentiis, palam, absque ullo retentu, donavit gratis laudavitque. Dedit etiam nobis dono supradictis comes Vuillelmus quidquid acquisitum eramus quoquo modo, in locis istis de frunibus; frunes quoque, scilicet Vuillelmus de Lavieu & Arnulphus Raibi, & Amblardus de Roffelun qui presbiteratum ab istis possidebat, eodem comite precante, simili modo dederunt. Hæc eadem fecerunt similiter Hugo de Marchant, Vuigo de Yonio & Stephanus de Varennis, & cartam fieri jufferunt. Cujus rei testes sunt : Fulcherius de Nigro Monte, Gaufrédus de Yonio & Agno Catolla (1). — *Cart. de Savigny*, p. 429, n° 813.

(1) Le temps de la passation de ce bel acte se prend du temps que l'abbé Iter, second du nom, gouvernoit le monastère de Savigny. Et, on effet, cet acte est mis en la pancarte parmi ceux qui se sont passés sous son régime, comme aussi on voit qu'il y est rapellé. Or, dans le second acte produit en ladite pancarte, pour le temps de cet abbé, il paroit que son gouvernement abbatial commença en même temps que le pontificat de Hugues, archevêque de Lyon, mentionné aussi en cet acte, à savoir, sur la fin de l'année 1080, & de plus, on voit en ce même acte que Girin Calvi y est mis devant l'archidiacre de Lyon, ce qui montre qu'il étoit alors doyen de l'illustre chapitre de l'église cathédrale de Lyon. Or, ce ne fut que vers l'extrémité et vers la fin dedit pontificat, que ledit Girin fut promu à cette dignité comme on peut voir en l'acte de donation de l'église de Feurs à cette abbaye produit sur la fin des Preuves de notre *Histoire ecclésiastique de la Diocèse de Lyon*. Et, partant, on peut conclure de là que cet acte ne s'est passé qu'après

l'année 1100, et qu'ainsi ce qui est dit du comte de Forez doit être attribué à Willelme surnommé le Jeune, dernier comte de cette race. Arnulphus Raibi, seigneur Forensien, qui est mis en cet acte avec Willelme de Lavieu, étoit de la maison d'Urfé. Ce nom qui en derive du langage allemand & qui signifie ber, étoit, selon les titres anciens, le principal nom ou surnom de cette famille. Et parce qu'il se présente ici sujet de parler de la noblesse Forensienne, nous ajoutons ici un acte qui que antérieur à celui-ci & de date & d'enregistrement en ladite pancarte parce qu'il peut donner grand lumière sur l'ancienneté de la maison des anciens seigneurs du nom de Roannois, & disons encore ici, en passant, qu'en divers actes insérés en cette pancarte qui sont environés du ce même temps, on y voit plusieurs gentilshommes Forensiens rappelés pour témoins, spécialement de la maison ancienne du nom d'Ogerolles, en latin de Algerolis.

(Note de La Mure.)

N° 16. — *Titre faisant mention de l'ancienne maison du nom de Roannois, inséré en ladite pancarte, f° 109 verso, sous cet intitulé : De ecclesia Sancti Ciriaci.*

Barardus & Umbertus, & Vuichardus, & Nazarea, mater eorum, filia domini Berardi Rodonenfis, & uxor Domini Vuichardi Gionenfis, ecclesiam Sancti Ciriaci & quidquid ibi habebant, laudaverunt atque dederunt pro animabus suis Deo & Sancto Martino Saviniacensi, & domno Girino monacho qui hunc locum ædificavit, secundum quod potuit, & sic hoc donum laudaverunt & fecerunt, quod nec hæres illorum, si haberent, nec liber, nec servus illorum amplius ibi aliquid pateret; & etiam hoc donum facere laudavit villicus eorum Bernardus & Richardus filius ejus; & si quid ex villicatione hujus honoris illi eveniebat, reliquerunt Deo & sancto Martino, & domno Girino monacho; cui Girino, Berardus & Umbertus & Vuichardus & mater eorum Nazarea jufferunt ut hanc cartulam sic scribere faceret (1). — *Cart. de Savigny*, p. 392, n° 755.

N° 17. — *Léga confirmé par un officier du comte qualifié en latin Vicarius Comitatus. Inséré en ladite pancarte, f° 127 verso, sous ce titre latin : De vinea in Mufciaco.*

Cunctis legentibus & audientibus notum sit quia Ego Ficia, pro absolutione animæ meæ & mariti mei, necnon parentum meorum, donavi Sancto Martino Saviniacensi & monachis ibi Deo servientibus curtilum unum de terra arabili & vineam unam quæ conjacet in villa quæ dicitur Mufciacus, laudantibus nepotibus & hæredibus meis, tali conventionem ut in perpetuum donatio ista firma permaneat. S. Agnonis Caroli vicarii comitis; Milonis & Pontii fratrum ejus, nepotum meorum. Actum in parrochia Sancti Laurentii, mense Martio, tempore Hugonis archiepiscopi Lugdunenfis. — *Cart. de Savigny*, p. 456, n° 864.

N° 18. — *Léga fait par un gentilhomme Forenfen allant à Rome en pèlerinage. — Inséré en la même pancarte, f° 129, sous ce titre latin : De Vinea in Cellis.*

Ego Arbertus de Rochifort, cum effem in servitio Dei & beati Petri apostolorum principis, antequam domum reverterer, preventus morte, vocavi amicos & focios viæ, fratremque meum Gaufbertum, & per consilium eorum destinavi & reliqui aliquid de mea hæreditate Deo & sancto Martino & domno abbati Iterio & monachis ejus, qui inhabitant eum locum qui dicitur Randanus, ut habeant & teneant usque in sempiternum. Est autem hoc : una vinea quæ est sita in agro Forenfi, in villa quæ dicitur Celles, quam tenet Idrahel Rusticus. S. Heldini filii ejus; Gausberti fratris ejus; Alexandræ uxoris ejus; Martini, qui erat comes ejus in via & in presentia fuit (2). — *Cart. de Savigny*, p. 463, n° 878.

(1) Cet acte est mis en la pancarte parmi ceux qui se font passés du temps de l'abbé Dalmace, auquel le gouvernement commença vers l'an 1064, & finit l'an 1088. De forte que, comme il est fait au nom de quelques gentilshommes, fils d'une dame qui avoit pour père le seigneur Berard de Roannois, le premier qu'on trouve avoir en le nom de Roannois, le temps de cet acte porte celui de la vie dudit seigneur Berard, du moins une quarantaine d'années avant sa passion, & ainsi l'établissement contemporain du comte Artaud III^e du nom, lequel, comme il a été remarqué, au Chapitre IX, ne lui permit de porter ce nom de Roannois que par grande considération, à savoir parce qu'il l'appela à son alliance & lui donna la sœur Roulphie en mariage. (Note de La Mure.)

(2) Ce gentilhomme, issu d'une famille Forenfenne dont le nom

est demeuré à un des plus anciens châteaux de Forez qui est Rochefort sur Cosne, se fit titre au service du prince des apôtres, parce qu'il s'étoit soumis & obligé par vœu d'aller visiter à Rome l'église qui est l'eglise & sacre mansé de ce premier vicario de Jésus Christ. Pressé de la maladie qui lui servoit en ce religieux voyage & qui lui fit clore le pèlerinage de cette vie, il manifesta ses pieuses intentions en faveur du prieuré de Randan en Forez, à son frere Gausbert de Rochefort & aux autres qui l'accompagnaient en cette sainte route & qui s'étoient joints & associés à sa dévotion, & par le rapport qu'ils en firent & rédigerent par écrit de bonne foi, elles furent exécutées ponctuellement dans ce dévot, quoique brief acte. (Note de La Mure.)

- N^o 19. — *Enquête faite sur quelques clauses de la fondation du prieuré de Marfilly en Forez.*
— *Inscrit en la même pancarte de Savigny, f^o 136 verso, sous ce titre latin : De ecclesia sancti Ciriaci de Marcelliano.*

Noverit tam præfens quam futura generatio quod Pontius Lieras & Agna cum filiis suis, Blainus quoque de Cofant, cum laude filiorum suorum, dederunt Deo & Sancto Martino Saviniensi ecclesiam sancti Ciriaci de Marcelliano cum cimiterio jure possidendam, remota omni consuetudine, sicut continetur in carta de eadem ecclesia descripta. Deinde, post multos annos, Blainus, supra dicti Blaini filius, cœpit quasdam consuetudines in ipsa ecclesia calumniari; quas videlicet consuetudines patrem suum in suo dominatu dicebat retinuisse, quando idem donum fecit. Hac de causa, domnus Pontius abbas, cum multis aliis, veniens in claustrum apud Marcellianum, placitum contra ipsum Blainum habuit, & recitata carta ipsius doni a supra dictis facta, testes etiam protulit qui hæc vera esse confirmarent : Pontium scilicet canonicum, Durantum de Fontc presbyterum & Jarentonem Liera, quibus ille fidem dare noluit, nisi sacramento hoc ita esse affirmarent. Tunc illi duo Pontius & Durantum Jarentonem pro se reddiderunt, quatenus juraret Blainum, aut quemlibet eorum qui donum fecerant, nullam consuetudinem retinuisse sibi & successoribus suis, quæ posset inquietare ecclesiam, præter illud quod in carta continetur. Hujus rei testes adhibemus qui viderunt & audierunt. S. Vuigonis de Chamoffet; Pontii Vers; Hugonis Capel, & Vuillelmi fratris ejus, & multorum aliorum. Scripta manu Rotgerii (1). — *Cart. de Savigny, p. 489, n^o 914.*

- N^o 20. — *Fondation du prieuré d'Aurec en Uvelay sur les frontières de Forez par le comte Girard II, & ensuite la confirmation de ladite fondation par son fils le comte Artaud IV.*
— *Extrait des archives de l'abbaye de Saint-Michel-l'Ecluse, en Savoie, dont dépend ledit prieuré & communiqué par noble Pierre Fournier d'Aurec, gentilhomme des chasses, tentes & pavillons du Roi, juge dudit lieu d'Aurec.*

Domino ac sacro-sanctæ Ecclesiæ quæ est constructa apud montem qui dicitur Porcariana quæ est vocata a Clusa & in honore sancti archangeli Michaelis dicata, ubi dominus Benedictus abbas præesse videtur, Ego Geraldus comes, & uxor mea Adalix donamus, pro animæ nostræ redemptione & pro filiis ac filiabus nostris, ecclesiam sancti Petri de Auriaco, cum omnibus pertinentiis, de uno monte usque ad alium montem, sicut aqua divergitur in planicia, cum tota planicia de fluvio Ligeris, sicut vadit de monte de la Foliofa, per montem de Pera, usque ad Semena cum fisco, & ipsam villam cum omnibus ædificiis quæ effe videntur, & in antea ædificari possunt, cum omni censu & servicio vestigendi & devestigendi & vicarium & in villa Brolium & in eodem loco comdaminum unum; & in loco qui vocatur Ollanière, aliud Brolium, & in eodem loco condaminam unam & in ipsa villa de

(1) Cet acte se passâ sous Fouca de Lay, Abbé de Savigny, qui a le gloire d'avoir reçu le revenu des terres qui composent le prieuré régulier qui y porte le nom de pancarte & de laquelle ont été tirés tous les précédents titres. Celui-ci qui n'a point de date, en fait un en cette pancarte passé par Aymond de Lay, frère de cet abbé, qui est daté de l'an 1188. Ce qui donne à connaître qu'il est antérieur de ce même temps. Mais nous y apprenons que la fondation du prieuré de Marfilly en Forez, qui se fit par la donation de l'église dudit lieu & de ses appartenances, fut de plusieurs années antérieure à cet acte puisqu'elle fut faite en partie par Blainus de Cofant 1^{er} de ce nom, père de Blainus II qui, formant différend sur quelques clauses de cette fondation, donna lieu au susdit abbé de faire une enquête pour son monastère qu'il est contenu en ce même

acte, & ainsi, cette fondation, dans son commencement, doit être rapportée au temps du décès de la première lignée de nos Comtes. Il ne doit remarquer qu'en cet acte le mot de placitum, qui est un ancien terme de jurisprudence, signifie plaiderie, vu qu'il y est suivi de l'adverbe *censu*, & ainsi marque tout ce qu'il avoit ple à une partie de dire contre l'autre, au lieu que, quand ce mot est suivi de l'adverbe *inter*, ainsi qu'il est en un des actes précédents, il signifie la sentence prononcée, & marque tout ce qu'il a plu au juge d'ordonner entre les deux parties. Le prieuré de Marfilly pour lequel est le susdit titre, a séjourné en l'abbaye de Savigny au chœur, droit après l'infirmier & devant le Refectoire.

(Note de La Mure.)

Auriaco condeminas duas sicuti per fines & terminos inveniri possunt; & de vineis quæ modo & in antea edificandæ fuerint, sicut Ligeris fluvius dividit, vinum concedo quod ego apprehendere soleo, molendinum unum qui vocatur ad Ripam Salutis, censum sex sextarios de annona, pificationem totam integram de ripa usque in aliam ripam. Dono etiam mansum unum vocatum ad Puteum, cum omnibus fervitiis & dependentiis, & in eodem loco, dimidium mansi. Hæc omnia supra scripta donamus & offerimus Domino, & sancto Michaeli Archangelo, cum omnibus suis pertinentiis, pro redemptione animarum nostrarum, pro animabus etiam patris & matris meæ, & omnium parentum nostrorum, ut pius & misericors Dominus liberet de poenis inferni, & ut in die iudicii possit audire illam benignam vocem quam Dominus dicturus est suis fidelibus: « Venite, benedicti patris mei, percipite regnum quod vobis paratum est ab origine mundi. » Sane si quis ex meis heredibus aut alia persona istam devotionem vel elemosinam infringere voluerit, iram Dei omnipotentis incurrat & cum Dathan & Abiron, & Juda qui Dominum tradidit, participationem habeat, & insuper sit maledictus & excommunicatus a Deo; & hæc donatio firma permaneat omni tempore cum stipulatione subnixâ. Facta fuit hæc carta donationis octavo Idibus Februarii, regnante Rodulpho rege, die Jovis, sub sigillo Geraldi comitis & uxoris ejus. Artaldus & Gaufridus seu Vilelmus eorum filii firmaverunt. Data per manum Duranti indigni sacerdotis, presentibus Arnulfo & Valdomero.

Post quoddam autem annos, Ego Artaldus comes, filius supra nominati Geraldii, & uxor mea, volentes amplificare prædictam patris mei elemosinam, donamus sancto Michaeli Archangelo mansum unum in loco qui appellatur Graxedi, qualem monachus qui est prior in prædicto Auriaco eligere voluerit de nostro dominio. Quod quidem nos facimus pro redemptione nostrarum animarum, & nostrorum parentum vivorum & mortuorum. Sane si ego, aut ullus ex meis heredibus, aut alia persona, istam donationem, seu elemosinam, infringere voluerit, iram Dei omnipotentis incurrat, maledictus sit a Domino & omnibus sanctis; & postea hæc donatio firma sit. Poncio Gilet, Karolo de Monte Aurofa, Marefcalco & fratre suo Tovanno, Imberto de Branciaco, Ugone Brugerio, & Arnulfo patris fratre presentibus, octavo mensis Martii, luna duodecima (1).

N^o 21. — *Acte de dédommagement & restitution faite au prieuré d'Ambierle par une grande dame de Roannois, sous le règne du Roi de France Henri I^{er}. — Extrait des archives dudit prieuré & communiqué par le sieur de Montchanin, avocat en parlement & jurifconsulte, juge des terres dudit prieuré.*

Notum sit omnibus fidelibus tam presentibus quam futuris quod ego, in Dei nomine, Adiaz femina, cum filiis meis Ligone, Amrico, Dalmatio, Vuidone & filia nostra Stephana, reminiscens enormitatem peccatorum nostrorum simulque extremi iudicii diem, contentionem & querelam quam habebamus cum monachis de Amberla, de recepto ecclesiæ quæ vocatur Vivent, videlicet de quinque solidis quos querebamus omni anno, vuerpitionem facimus Domino Deo & sanctis Apostolis ejus Petro & Paulo, necnon sancto Martino, & ad locum Amberlenfem, ubi præesse videtur domnus Odilo abbas ad regendum, ut neque nos, neque ullus de heredibus nostris, neque ullus homo amplius ibi audeat quærere ullam consuetudinem. Ego autem Adiaz, cum filiis & filiabus nostris supra dictis, pro malo quod senior meus Vuido, & filius meus Vilelmus, & alii nostri omnes fecerunt sancto Martino, propter illam consuetudinem, in emendationem donamus tertiam partem de manso, quod est a Sarea, eo quod domnus Vuilelmus, avunculus meus, duas partes antea dedit sancto Martino, cum campis, pratis, pascuis, silvis, ripis, aquis, aquarumque decursibus, quæsitum, & ad inquirendum ad ipsum

(1) Le mot de *Breuil*, au premier de ces actes, signifie *pré*, & celui de *condamne*, *châssier*. Le prieuré d'Aurec n'est en possession que de l'un desdits fonds, à savoir du premier *breuil* ou *pré*. Les montagnes qui y sont dénommées s'appellent à présent par le vulgaire Le Fays & le Perou; & le mas, ou tènement de terre men-

tionné au second acte, qui n'est pas non plus à présent en la possession de ce prieuré, étoit situé en une paroisse voisine, vulgairement nommée *Cruzac*. Le don qui y est encore fait de la vicairie emporte le don du droit de patronage de la cure.

(Note de La Mure.)

manum pertinentibus, totum donamus Deo & sancto Martino. Facimus autem hanc vuerpitionem & hanc donationem pro remedio animarum nostrarum & parentum nostrarum tam vivorum quam mortuorum, ut Deus nobis miserere dignetur. Si quis vero hanc cartam calumniare præsumperit, primitus iram Dei omnipotentis incurrat, deinde omnium sanctorum, & cum Dathan & Abiron sit pars ei in inferno & cum eis qui dixerunt Domino Deo : « Recede a nobis, scientiam viarum tuarum » nolumus. » Omnes ergo maledictiones quæ sunt in veteri testamento & novo, veniant super eum, nisi ad emendationem venerit & coactus judiciaria potestate V libras auri perfolvat. Accepimus autem de monachis XXXV solidos de denariis. S. Adiaz femina quæ hanc cartam fieri & firmari rogavit. S. filiorum meorum Ligonis, Ahinricii, Dalmati, Vuidonis. S. filia: mea: Stephanæ. Actum publice Abertenfi loco, anno ab incarnatione Domini millesimo trigesimo octavo, regnante Ahinrico rege Francorum, anno xi^o. Data per manus Hugonis monachi & Vuidonis. S. Humberti vicarii (1).

N^o 22. — *Fondation du prieuré de Saint-Sauveur-en-Rue, au pays de Forez, faite par Artaud, seigneur d'Argental audit pays, entre les mains de saint Robert, fondateur, instituteur & premier abbé de l'abbaye & chef d'ordre de la Chaize-Dieu. — Extrait des archives de ladite abbaye & communiqué par Dom Pierre Laurens, moine bénédictin de la congrégation de Saint-Maur.*

In nomine sanctæ & individue Trinitatis, patris & filii & spiritus sancti, amen. Notum sit omnibus hominibus quod ego Artaudus de Argental, cum consilio & voluntate piæ uxoris meæ & omnium militum de Argental, pro redemptione animæ meæ & omnium parentum meorum, dono ecclesiam Sancti Salvatoris cum omnibus appenditiis & omnibus adjacentiis suis, atque cum omni territorio quod ibi est, dono Deo & monasterio Casæ-Dei & monachis ibidem Deo ferventibus, tam præsentibus quam futuris, in manus domni Roberti ejusdem loci abbatis, liberam, sine omni retentione, ad habendum, tenendum, possidendum in perpetuum. Et ut ibi monasterium monachorum fiat ad habitandum, dono, ad construendum prædictum monasterium & villam, nunc & in antea, quicquid necesse fuerit in silvis, ubicumque habeam ligna ad ædificandum & calefaciendum, sine omni contradictione, semper habitatoribus ejusdem loci & ejusdem villæ. Aquas vero per ipsum territorium & juxta ipsum currentes, eis dono, atque, in tota mea terra & in toto mandamento de Argental, concedo eis pascua libera, & quicquid de aquis eis necessarium fuerit omni tempore. Et quoniam contradictionem esse audivi, ne laici ecclesias possiderent, & volens prædictum locum de rebus meis ampliari, omnes ecclesias, quæ sunt in nostro territorio, cum consilio Viennensis archiepiscopi, prædicto monasterio, dono in perpetuum, ecclesiam scilicet castelli Argental, & ecclesias de Burgo, & de Burdiniano, & de Vanosco, & de Rivortorto, & de Sancto Genesio, cum omnibus rebus quæ ad easdem pertinent, vel pertinere debent. Concedo etiam quod quicumque tenet feudum

(1) L'église de Vivent qui, par cet acte, est libérée des servitudes mentionnées en icelui, est une de celles qui dépendent du patronage du prieuré d'Ambierle, autrefois abbaye, situées à l'extrémité du pays de Rannois. Comme saint Odile, abbé de Cluny, étoit vivant au temps de la possession de cet acte, il y a sujet de croire que c'est lui qui y est nommé, comme ayant sans son gouvernement ce lieu d'Ambierle, & tous les autres lieux qui dépendoient de son abbaye & chef d'ordre de Cluny, qui, avec le temps, furent tous réduits en prieurés, afin que l'entière subordination à ladite abbaye s'y établit mieux. La dernière signature qui est d'Humbert, vicar, est celle du curé du lieu qui porte ce nom comme vicar perpétuel. La date de cet acte est remarquable, vu qu'étant célébrée à l'année 1038, cette année est pourtant nommée l'onzième du règne du Roi Henri I^{er}. Ce qui montre que quoique le Roi

Robert son père fût mort seulement en l'année 1031, il avoit été couronné trois ans avant la mort de son père, à savoir fin de l'année 1027. Depuis laquelle couronne & de comptèrent les années de son règne, selon les chartes anciennes que rapporte pour ce sujet le Père Philippe Labbe, jésuite, en son histoire abrégée des Rois de France, auxquelles doit être jointe la présente qui montre encore qu'en cette province, le seul pouvoir des Rois de France étoit reconnu après la diffusion du ruyne de Bourgogne par la mort de Rodolphe le Fainéant, fils d'une fille de France, comme il est vu ailleurs en plusieurs endroits de cette Histoire. Et on voit ici que ce nom de Henri s'écrivait autrefois par une multiplication de lettres familières aux anciens : *Ahnricus*.

(Note de La Mure)

meum, si prædicto monasterio illud dare, vendere vel excambiare voluerit, liceat illi, sine meo consilio & omnium hæredum meorum, & monasterium habeat illud, per alodium. Servos vero ac francos meos, quocumque modo, eos monasterium possit acquirere, habeat semper libere, & sine omni cuiusquam contradictione. Hanc siquidem donationem & traditionem feci laudantibus & volentibus omnibus militibus de Argentau, qui inferius testes rei subscripti sunt. Facta est hæc donatio in manus domini Roberti Cafæ Dei abbatis, anno ab incarnatione Domini millesimo sexagesimo secundo, indictione octava. Testes huius rei sunt vifores & auditores : Dalmatius monachus, Albertus monachus, Roffagnus Cogrilos, Arnaudus Chantrani & Pasabeus, Guido de Valgelau Archingau, Olivarius, Albertus, Arbertus Rafchas, Guido Arnaudus, Arbertus, Odo Arricus & alii multi. Arbertus scripsit iussus a domino Artaudo & ab aliis (1). — (Collationné sur la copie envoyée à La Mure par Dom Pierre Laurens, bénédictin. Notes Mss. de La Mure, t. 11).

N° 22 bis. — *Légende de la translation des reliques de saint Rambert & de saint Domitien.*

Cum Christi martyr Ragnebertus in Burgundia martyrium consummasset, & inibi, non modico temporis intervallo, celebrata passione quievisset, cuidam ex clientibus suis apparuit dicens : concito gradu perge ad locum quem tibi Dominus manifestabit, eoque corporis mei quæ reperis ossa, cum reliquiis sancti Domitiani, infer nimirum ultra flumen Ligerim ad sancti Andree monasterium in comitatum Forensensem. « Quibus ille auditis, cum quietum silentium contineret omnia & nox in suo cursu medium iter haberet, accessit ad sanctum gloriosi martyris sepulchrum & adorato numine, in hæc verba precatus est : Domine Jesu Christe, qui Lazarum quatuordecim de monumento excitasti, qui sepulchrum suum gloriosum, victor refurgens, aperuisti, aperi & mihi sepulchrum factorum tuorum, non meis sed eorum meritis, quo valeam eorum corpora, ad locum eis per te dominum meum salvatorem preparatum, deferre. » Extemplo lapidem ab ostio monumenti vidit revolutum; exhorruit, & mox accedens, stupore, ut solet, dilabente, injecta manu ausus est corpora utriusque fumere eaque in farcinulis quas ad id negotii paraverat reponere, indeque oppido se propiciens viam maxime lætus est aggressus.

Cum autem pervenisset ad clivum oppidi, quod vulgo Iseron vocitatur, atque ex itinere fatigatus fecus viam confedisset, venatores Guilielmi comitis inibi commorantis, de fentibus excussum leporem agebant, qui ad sacra pignora accedens, periculum velut despiciens, juxta ea mansit intrepidus; canes vero latrantes non audebant propius accedere. Perterriti venatores querebant invicem : quod est hoc? aut : quis unquam vidit talia? renuntiemus domino nostro comiti. Accedunt, narrant factum; miratos comes, ac rei novitate percussus, fugit ad locum, preperat experiturus an vera narrarentur. Appropians, videt factarum gestatorem reliquiarum quas, donec tantillum reficeretur, deposuerat, & non procul jacentem leporem. Perturbatus animo comes sic hominem compellat : quis es tu? quo tendis? quod tandem in farcinulis tuis defers? Cui ille : quod sum, quo pergam, quod deferam paucis accipe. servus Dei sum & sancti martyris Ragneberti cuius corpus & sancti confessoris Domitiani, trans fluvium Ligerim, ad sancti Andree monasterium, ipso volente & precipiente, apporto.

Hæc ut audivit comes gavissus est gaudio magnovalde. Erat ejusdem prefati monasterii pater quem Ipraem nuncupant, & ait : mane hic tantisper dum vicinis nostris adfociamur ut cum frequenti populo solemni supplicatione pariter gradiamur. Nec mora misit qui monerent rectores monasterii & ecclesiasticos qui sunt ultra Ligerim ut, cum ornatu & pompa, obviam sanctorum reliquiis, ad ripam fluminis procederent. Mox clerum & populum permaximum per suos advocat; qui ut audierunt tales

(1) La seule réflexion qu'en voit au foudit ado que fit ce seigneur Forensen qui fonda le prieuré de Saint-Sauveur est très-remarquable, qui est d'être persuadé qu'il y avait contradiction à repugnance manifeste que des laiques & des seigneurs tinssent des églises en leur possession. Car c'est assurément cette même réflexion qui,

comme on voit aux actes précédents, poussa la noblesse à donner & remettre aux lieux religieux, où se faisoient mieux le divin service, les églises qui se trouvoient être en leurs mains, soit par violence ou ancienne inféodation. En quoi il se faisoit plutôt une restitution à l'église qu'un don. (Note de La Mure.)

margaritas eo pervenisse, catervatim ruunt congregatique ad Ligerim proficiscuntur; jamque in utraque ripa populus pene innumerus stabat orans. Res mira & scitu digna! Vix acceperunt ad aquas cum populo sacrosanctæ reliquiæ, cum diviæ steterunt aquæ, quasi pro muro, a dextris & a sinistris, velut Jordanis quando conversus est retrorsum, vel mare rubrum quando filii Israël sicco vestigio per illud transierunt. Nec illud prætereundum cum ibi populus, siccis vestigiis, cum sanctorum reliquiis fluvium pertransisset, nec aliquis de tanta multitudine superesset, Ligeris tamen divisus permansit. Quare obstupefactus comes jussit quempiam in arborem proximam conscendere ut experiretur num divina pietas aliquid prodigium dignaretur ostendere propter quod fluvius etiamnum fluere cessaret. Dictum factum, juvenis, conscensa arbore, oculorum aciem longius protendens vidit vetulam quandam claudicantem appropinquare. His auditis, comes & cætera turba expectant venientem & per medium flumen incedentem, statinque, ut adversam ripam superavit, cœpit de more Ligeris precipite lapsu fluere. Populus autem circumflans partim pro gaudio lacrymas mittere, partim vota nuncupare, partim gratias quam maximas Deo & sanctis referre. Mox longa pompa, in hymnis & canticis spiritualibus psallentes, ad sancti Andreae monasterium procedunt, ubi honorifice fuerunt conditæ sanctorum Ragneberti & Domitiani reliquiæ. Temporis lapsu, urbs a sancto Ragneberto nomen accepit in quo conveniunt ex omni loco infirmi sibi numen, per athletam Christi fortissimum, propiciaturo nullusque indonatus ad hunc usque diem abivit. — (Extrait des Notes Mss. de La Mure, t. 1^{re}, f. 44).

N^o 23. — *Donation de l'Eglise de Saint-Julien de Moind lez Montbrison faite par le Comte Vuillelme l'ancien à Hugues, archevêque de Lyon, & transport de la même église par ce prélat à l'abbaye de la Chaise-Dieu. — Extrait des archives de ladite abbaye & communiqué par Dom Etienne Symonneau, moine bénédictin de la réforme de Saint-Maur, syndic de ladite abbaye.*

Ecclesiam sancti Juliani Antiochenfis, in episcopatu Lugdunensi, positam in vico qui Modonium dicitur, & est prope Montembrissonem, comites Forenfes, per multa tempora, in feudo, ab ecclesia sancti Stephani Lugdunensis, tenebant. Anno autem ab incarnatione Dñi Millefimo xcvi^o Willelmus comes Forenfis volens, cum aliis Christianis, zelo Dei ductus, contra paganos ire Jerusalem, reliquit præfatam ecclesiam & omnia quæ ad eam aliquo modo pertinent, in manu prudentis & religiosi viri domni Hugonis archiepiscopi Lugdunensis. Ita autem dereliquit eam ut nunquam ipse, nunquam aliquis de genere ejus, vel alius aliquis propter eum, quicquam amplius in eadem ecclesia requirant. Domnus autem Hugo, Lugdunensis archiepiscopus, statim cum hæc relictio facta esset, dedit eam monasterio Casæ Dei, in manu Poncii abbatis quarti Casæ Dei, ita ut fratres Casæ Dei illam & omnia omnino eidem ecclesiæ pertinentia, in æternum, absque alicujus contradictione & calumnia, possideant, falsis tamen jure & consuetudine Lugdunensis ecclesiæ, quæ in ea habet alodium, quippe ejus est antiquitas. Hoc donum vidit & audivit, confirmavit & fecit prædictus Willelmus comes. Horum omnium testes sunt Petrus, Willelmus de Rota, Dalmatius de Roenneis, Gerinus Cappellanus domini Hugonis Archiepiscopi, & alii multi. Prædicto quoque anno dominicæ incarnationis m^o xcvi^o iii idus Decembris, supra dictus archiepiscopus confirmavit hoc idem donum, Lugduni, in conventu canonicorum, præfente abbate Pontio, cum quatuor monachis : Callixto, Guidone, Otone & Garnerio. Post confirmationem autem archiepiscopi, confirmaverunt eam canonici, domnus Willelmus, Arvernensis episcopus, & abbas sancti Irenæi, domnus Berardus Matricensis episcopus & archidiaconus Lugdunensis, Almandus camerarius, Rostagnus Ferlois, Trutbertus & alii multi. Testes sunt domnus Guigo abbas monasterii quod in insula, quæ dicitur Barbara, situm est (1). — (Collationné sur la copie envoyée à La Mure par Dom Etienne Symonneau, bénédictin).

(1) Ce titre qui, dans notre *Histoire ecclésiastique du diocèse de Lyon*, n'est produit qu'en partie, mérite bien d'être ici mis en en-

tier. On y voit manifestement que l'église dédiée à Dieu en l'honneur de Saint Julien, martyr d'Antioche dans le lieu appelé de

N^o 24. — *Orifice de la fondation d'un ancien hôpital des pauvres dans le château de Montbrison, par Guillaume l'ancien, comte de Lyon & de Forez. — Tiré des archives dudit Hôtel-Dieu, à présent transféré au bas de ladite ville, près de la rivière du Uizet, & communiqué par Messieurs les chanoines & autres recteurs d'icelui.*

Presentis chirographi testimonio manifestari volumus universis quod Guilielmus comes Forensis ædificavit domum hospitalis pauperum in castello Montisbrifonis, in honore Dei & beate Virginis Mariæ & omnium factorum, pro salute animæ suæ & predecessorum suorum. Domum vero ædificatam dedit Deo ad requiem pauperum illius domus, quindecim lectos cum suis pannis, & ad refectiorem pauperum ejusdem, dedit Deo & illi domui decimam panis & vini totius terræ suæ ubicunque sit. — (Collationné sur la copie autographe de La Mure).

N^o 25. — *Confirmation & augmentation de ladite fondation par Guillaume le jeune, comte de Lyon & de Forez, & son frère Eustache. — Tiré des archives de l'Hôtel-Dieu de Montbrison.*

Quod pater Guillelmus fecit domui pauperum Montisbrifonis, nos filii ejus, videlicet Guillelmus & Eustachius, pro salute ipsius necnon & animarum nostrarum & antecessorum nostrorum & successorum, in perpetuum firmiter laudantes concedimus, atque insuper præcipimus, omnibus vicariis & clavigeris nostris, ut decimam totius annonæ nostræ, quam receperint, & vini similiter, reddant procuratori dictæ domus, nullam ab eo hujus rei gratia fumentes pecuniam; & vicariis nostris omnino præcipimus ut cellarios & alios sibi in hoc officio subiectos cogant reddere hanc decimam. Si quis vero aliquid ex hac decima scienter retinuerit, sive vicarius, sive vicario subditus, anathema sit, & contradicimus omnibus sacerdotibus ne divinum officium illis fiat, donec retentum prædictæ domui reddant; nobis vero postea legem solvet, sicut prædiximus. Hoc præcipimus vicariis & clavigeris nostris, primum de Montbrifone, deinde de Suriaco, d'Estivaleilles, de Auriaco, de Platea, de Sancto Annemundo, de Yferone, de Lugduno, de Icone, de Monte Cameleto, de Coustancis, de Clapiaco, de Sancto Habundo, de Salignaco, forsan & aliis (1). — (Collationné sur la copie autographe de La Mure. *Notes Mss.* t. 1^{er}, f^o 46 v^o).

Meind les Montbrifon, laquelle d'ancienneté étoit une des appartenances de l'église cathédrale de Lyon, reconnue encore alors sous le nom de l'église de Saint Etienne de Lyon, fut inféodée par cette cathédrale au profit & au bénéfice des comtes de Forez de la première race ou lignes, lesquels étoient aussi comtes de Lyon, & qui, dans les grands différends qu'ils eurent avec cette cathédrale, purent imposer, par accord, parmi d'autres articles de leurs concordats, cette inféodation, laquelle étant faite d'un bien ecclésiastique, la longue jouissance de ce bien sacré leur causant des remords, le comte Guillaume l'ancien, allant à la croisade de Godefroy de Bouillon, rendit & réstitua cette église à Hugues, Archevêque de Lyon, le désirant entre ses mains comme elle eût été sortie de celles de ses prédécesseurs. Ensuite de quoi, ce prelat très-pieux & grand amateur des bons religieux, étant beaucoup édifié de la régularité exemplaire de l'abbaye de la Chaise-Dieu, qui étoit encore en la première fleur de son institution, fit un transport de ladite église de Meind à cette abbaye, sous la réserve des mêmes droits & coutumes qu'y avoit l'église de Lyon, du temps de l'inféodation qu'en avoient les comtes. A quoi consentit, sur la fin de la même année, l'illustre chapitre de ladite cathédrale de Lyon, dont les deux premières dignités de doyen & d'archidiacre étoient alors remplies par deux évêques, le premier du Clermont ou d'Autvergne & le second de Micon. Et on voit que le premier, reconnue,

dans la *Gaule Chrétienne*, sous le nom de Wilhelme de Basle, avoit encore la qualité d'Abbé dudit Saint Etienne, ce qui montre qu'alors l'église qui a ce vocable dans Lyon étoit abbatiale.

(Note de La Mure).

(1) Les vicaires des comtes, autrefois appelés vicaires, étoient leurs lieutenants pour l'administration de la justice ordinaire, & lorsque les comtes étoient encore simples gouverneurs & premiers juges dans les provinces, ils avoient déjà des vicaires, comme on l'observe de ces mots du Capitulaire de Charlemagne: *Habeamusque comes comites vicarios*. Et cet usage venoit originellement de la police impériale & remonte, avant l'établissement même de la monarchie, comme on l'apprend du quatrième concile d'Arles, auquel il est porté, au Chapitre III^e: « *Ne comites, vel vicarii, seu judices, sub mala occasione, res pauperum emant*. Ces vicaires communs ou juges ordinaires furent continués par les comtes, après qu'ils se furent rendus la possession de leurs comtes héréditaires, aussi bien qu'après eux. Et ils étoient subordonnés au Vicomte ou Bailly qui étoit le juge supérieur, & eux les subalternes. C'est pourquoi nous voyons, au titre du comte Wilhelme le Jeune & de son frère Eustache, qu'il y est fait mention de leurs vicaires ou vicaires, vicarii, & d'autres officiers de leurs châteaux qui portoient le nom de clavigers. Et ces derniers étoient les capitaines ou gardiens d'icelles châteaux. Et les uns & les autres ont été suivis, en

N° 26. — *Donation du droit de luyde audit Hôtel-Dieu de Montbrifon, faite par le comte de Forez Guy 1^{er}. — Extrait des archives de ladite maison des pauvres.*

Guigo comes Forenfis charitate Dei ductus erga hospitale pauperum Christi Montisbrufonis, timens ne, incuria clavigerorum suorum, decimæ annuæ eidem hospitali a prædecessoribus suis assignatæ defraudarentur pauperes, ne elemosina dictorum suorum prædecessorum ex toto periret, loco dictæ decimæ dedit & contulit eidem hospitali & pauperibus Christi in eo pro tempore existentibus, laydam omnium venalium quæ, cum menfuris dicti hospitalis, venduntur, in dicta villa Montisbrufonis.

N° 27. — *Acte primordial de la fondation du prieuré des religieuses de Beaulieu en Roannois, autorisé & amplifié par le comte de Forez Guy 1^{er}. — Communiqué des archives dudit monastère.*

Noverint universi quod dominus Bonus Par, cum uxore sua Cubella & fratribus ejus domino Chotardo, archidiacono, & Theodardo, Lugdunensi camerario, dederunt Deo & beatæ Mariæ & sanctimonialibus Belliloci & dominæ Fontis Ebrealdi, pro salute animarum suarum & suorum prædecessorum, montem Chotardum qui Pulcher Locus vocatur, cum omni feudo & dominio, justiciis & officariis, in itinere Rodanæ tendendo ad Sanctum Habundum usque ad primam crucem ex inde &, a dicta cruce, usque ad ripariam de Renaifons consequenter usque ad viam qua ducitur a Fabrica usque in montem, cumque jure mesuragii, furni banarii, torcularis & molendini, in quibus tenentur jure homines Belliloci, & qui habent suas mansiones in decima de Bocuc, simul cum viris Belliloci, molere in eorum molendino. Supradicti etiam datores, cum domino de Rodana, dederunt omnem terram quæ est a riparia de Tandoux usque ad undam, & quæcunque dicti viri habent in nemore Combrefii, cum domino Gerardo & Roberto de Crozet, & Guidone de Petraria. Hanc autem donationem laudavit dominus Aitradius de Sancto Habundo miles, ratione filii castri Sancti Habundi, & fecit eas esse liberas ab exercitiis seu gardiis dicti castri. Ego vero, Guido comes hanc donationem laudo & ratam habeo, mea autoritate concedo nundinas fieri animalium sabatho ante Dominicam in ramis palmarum, cum potestate capiendi laydam sive pedagium. Nec volumus eas, propter ea, teneri ad faciendum nobis aut successores nostris feudum vel retrofeudum, seu homa-

cette province, par les juges ordinaires des lieux qui s'y nomment communément capitaines & châtellains, & dont les jugements ressortissent par appel à ceux des baillis & des sénéchaux. Entre les lieux où lesdits comtes avoient ces sortes d'officiers, pour l'exercice de la justice ordinaire, Lyon est nommé en ce titre fort consensuellement, & hors du rang que cette ville y devoit avoir. Ce qui montre que les officiers qui y avoient étoient considérés par lui que comme ses autres capitaines & châtellains. Et cela même fait connoître que le pouvoir des comtes s'affoiblissoit beaucoup dans Lyon, à cause des grands droits que l'archevêque de l'église de Lyon y avoit par la concession des Rois de Bourgogne, cette ville ne leur fut plus en grande considération & n'eut plus leur affection & complaisance, non plus que leur seigneur & leur domicile qu'ils transportèrent en Forez, & y toinrent toute leur pensée & agement, préférant leur comté de Forez, où ils établirent pour capitale la ville de Monbrifon, à leur ancienne comté de Lyon, dont ils ne leur restoit plus que le titre, & que les plus beaux droits leur en étoient disputés par ladite église cathédrale de Lyon & son archevêque qui y portèrent si haut les privilèges & ordres que leur venoient des Rois de Bourgogne qu'ils les poufferent jusqu'à l'attribution des droits royaux. C'est ce qu'on peut voir par un registre authentique de l'ancienne chartreuse des Portes en Breffin produit par Severt en sa Chronologie latine des archevêques de Lyon, sous l'archevêque

Gauceran ou Gauseran dont le pontificat commença sur la fin de la vie de ce Guillaume le Jeune, dernier comte de Lyonnais de Forez de la première race. Laquelle ayant passé à son fécond, par le mariage de la fille du comte Arnaud V en la maison de Viennois, comme il a été vu en cette Histoire, le second des comtes de cette nouvelle race, qui est le comte Guy II, traita des droits qui lui étoient au comte de Lyon avec ladite illustre cathédrale & son archevêque de la plus solide & incommutable manière qui se poutoit, à savoir, par le contrat de permutation qui est produit au long & fort correctement ci-après dans les Preuves, dans l'endroit où doit être sa place, & qui a ci-devant son éclaircissement dans le chapitre VI du Livre II de cette Histoire. Nous verrons ici plusieurs titres de ce comte Guy II, mais auparavant, voyons en un de son père & prédécesseur le comte Guy 1^{er}, fondeur de la seconde race des comtes de Forez qui, ayant, par les droits de sa mère marie en la maison de Viennois, succédé à Guillaume le Jeune, son cousin germain, dernier comte de Forez de la première lignée, faisant les vœux de sa piété, pour rendre l'affluent de la fondation de l'hôpital de Monbrifon plus fixe & assuré que n'étoit celui que lui avoit donné ledit Guillaume, il donna à cette maison des pauvres le droit de luyde & mesurage des grains qui se vendent en ladite ville, dont elle jouit en effet & a, en ce droit, le plus assuré fond de sa destination (Note de La Mure.)

gium, aut ut veniant ad cavalcaturam nostram, sed in pace Domino ferviant.... Hujus autem donationis testes sunt dominus Umbrandus archiepiscopus Lugdunensis, Aymendricus abbas Athanacensis, qui, ratione fui prioratus Riorgiarum, quidquid inibi habebat, reliquit, accipiendo pro recompensa manum de Vignoles. Testes fuerunt dominus Guillelmus de Gerols, Gilbertus Rochain, Durandus Pochod, Guido, comes Forestii, fideiussor pacis prædictorum. Et ut ipsa donatio & concessio stabilis in perpetuum perseveret, presentem cartam eis donavimus sigilli nostri munimine roboratam. Datum apud Botheonem, anno Domini millesimo centesimo decimo quinto. — (Collationné sur la copie autographe de La Mure. *Notes Mss.* t. 1^{re}, f^o 68 v^o).

N^o 28. — *Aure acte de donation du prieuré des Religieuses de Beaulieu en Roannois de l'Ordre de Fontevrauli du consentement & autorité d'Humbaud, archevêque de Lyon, qui donna & affura audit lieu, lequel auparavant s'appeloit Mont-Chotard, le nom de Beaulieu.*

Cette charte de laquelle j'ai pris communication des archives dudit prieuré qui est une des plus anciennes maisons religieuses de l'Ordre de Fontevrauli, & des plus magnifiques & considérables du pays de Forez, doit avoir été passée au commencement du pontificat de l'archevêque de Lyon, Humbaud, vu que, dès l'an 1115, il se fit déjà un premier projet de la fondation de ce prieuré contenu en l'acte précédent. De forte que celui-ci est comme l'autorisation & confirmation du premier tant par le prélat diocésain que par les autres personnes intéressées pour le temporel. Voici la teneur de cette charte :

Notum sit omnibus præfentes litteras inspecturis, quod dominus Bonus Par, cum uxore sua Cubella, & fratribus ejus, domino Chotardo archidiacono, & Theodardo Lugdunensi camerario, dederunt Deo & Beata Virgini & sanctimonialibus Fontis Ebrealdi montem Chotardum qui Pulcher Locus, sententia domini Umbrandi, archiepiscopi, cognominatus est, laudante & approbante prædicto præfule, firmante hoc domino Guidone comite, & concedente domino Arthaudo, milite & domino Sancti Habundi castri, cum concessione juris prætorii, emendam sexaginta solidorum turo-nensium non excedentis, & excepta causa sanguinis quod sibi reservarunt; concedentes eisdem sanctimonialibus omne jus quod habebant ibidem, tam in allodiis, quam in jure corvatarum & maneriarum, & in anno, ad voluntatem minorum, secundum consuetudinem aliorum hominum cubantium & levantium patriæ Rodanensis, cum reserva venationis & piscaturæ, aut constructionis columbarii & garenæ, & nulli alteri liceat, nisi per voluntatem earundem sanctimonialium, nec in alio molendino molere, aut furno panes coquere, aut torculari uvæ calcare. Dominus etiam Pontius Athanacensis abbas remisit quidquid juris habebat in eodem loco, ratione fui prioratus Riorgiarum, tam in decima quam jure patronatus, quam pro solo ecclesiæ, obventionibus & sepulchris, accipiens in recompensam alterum campum francum & liberum prædictarum monialium, cum omni jure prædicti campi qui Vergnoles dicitur. Domina etiam Sybilla Bellijoci comitissa dedit decimam de Bochan & Trambosie; dominus Montis Morillonis dedit decimam de Gambert five de Bagnolet. — (Collationné sur la copie autographe de La Mure. *Notes Mss.* t. 1^{re}, f^o 68 v^o.)

N^o 29. — *Notice de la date de la fondation de la célèbre & dévote abbaye de la Bénignité-Dieu, de l'Ordre de Cîteaux, au Diocèse de Lyon.*

Elle est exprimée en rimes latines ressassant fort l'antiquité, & écrite en vieux caractères sur la porte de ladite abbaye, où, parce que le temps commence à l'effacer, il est bon que ces Preuves la conservent à la postérité.

Hic scribitur numerata
Sine dubio vera data

Benedictionis Dei fondatio
 Quae fuit Kalendis octobris tertio
 Mille centum currentibus
 Triginta octo fequentibus (1).

Collationné sur les *Notes Mss.* de La Mure, t. 1^{er}, f^o 71 v^o.

N^o 30. — *Notice de la fondation du prieuré des religieuses de Jourfé en Forez, de l'Ordre de Fontevault, autorisée par Amédée 1^{er} de ce nom, archevêque de Lyon.*

La notice de cette fondation m'a été communiquée des archives de ce monastère dont elle a été extraite par le foïn de noble Arnoul du Roſier, plus ancien confeiller au bailliage de Forez, très-intelligent des Antiquités dudit pays qui a tiré cette pièce d'un vieux parchemin en rouleau, composé de plusieurs feuilles couſues enſemble, étant dans leſdites archives & énonçant, préſque comme un livre de raiſon, les premiers dons qui furent faits aux religieufes de Fontevault pour faire, audit lieu de Jourfé, près de Saint-Galmier en Forez, un établiffement de leur Ordre. Lequel y fut autorisé, pour le ſpirituel, par Amédée 1^{er} de ce nom, archevêque de Lyon, & pour le temporel, par le comte de Forez & pluſieurs grands ſeigneurs de ſa province.

Or, parce que le nom de Madame Agarde, prieure de Fontevault, y eſt rappelé, il paroît que ce fut ſous la première abbeſſe de Fontevault, qui étoit Madame Pétronille de Chemillé, que le prieuré de Jourfé fut établi après celui de Beaulieu ci-devant mentionné. D'autant que cette Agarde, ou Angarde, ainſi différemment nommée ſelon la diverſe prononciation de nom, étoit prieure de Beaulieu, l'année 1130; en laquelle le pape Innocent II lui adreſſa une mémorable bulle qui eſt aux archives de ce monaſtère. Et, depuis, on trouve que cette même Angarde fut en effet Prieure de Fontevault, ſous la ſurnommée Abbeſſe Pétronille, comme on peut voir au Livre III de l'hiſtoire de cet Ordre compoſée par le Père Honoré Niquet, jéſuite, au chapitre viii^e. Et cette obſervation ſupplée à la date qui manque en cette pancarte & montre que cet acte tombe fort bien au temps de l'archevêque Amédée 1^{er}, puifque ſon pontificat commença vers l'an 1144, & que la ſoldite abbeſſe Pétronille, ſous qui étoit prieure ladite Agarde, vivoit en ce temps-là & même étendit ſa vie juſqu'à l'année 1150. Ce qui étant préſuppofé, voici le contenu de la pancarte :

Quoniam vita mortalium brevis eſt labilique memoria, niſi autoritate litterarum confirmetur, idcirco, teſtimonio ſcripturarum confirmare dignum duximus quod Petrus Ramens (forſan Ronyns) & Palatinus, materque eorum, cum ſuis omnibus, Domino & eccleſiæ Fontis Ebraldi, pro ſalute animarum ſuarum dederunt terram de Jurcio. ... Hoc donum fuit ſactum & a monialibus fuſceptum, conſilio domini archiepſcopi Amedei Lugdunenſis atque domini comitis Forenſis, & domini Wilhelmi de Laviaco, & Guillelmi de Sancto Bonito, & domini Ubonis monachi Athanatenſis & domini Guichardi de Juncione.

Iterum, ſciatur quod Petrus Nicetus uxorque ejus, cum filiis & filiabus ſuis, totum quod habebant in ſupra dicta terra de Jurciaco, Domino & monialibus dederunt pro filia ſua.

Item, Philippus & filia ſua, in planitie Jurciaci, dedit quidquid habebat; idem, Ruſiacus dedit Domino & monialibus medietatem unius manſi apud Jurciacum, pro defuncta uxore ſua. Teſtis eſt Petrus de Sancto Præjeſto & Altaldus d'Effartines.

Memorie ſuccellorum preſenti ſcripto commandare curavimus quod domina Agardis Fontis

(1) Cette inſcription, dont la latinité eſt autant barbare qu'ancienne, prouve que cette bénite abbaye fut fondée le jour de fête de Saint Michel qui tombe au truiſième des Kalendes d'octobre, c'eſt-à-dire au 24^e ſeptembre, en l'an qui courut 1130; en laquelle année étoit archevêque de Lyon l'illuſtre Falco, ſuparavant doyen

de cette égliſe, auquel, en effet, Saint Bernard écrivit ſon Epître 173^e en faveur de cette abbaye qui eſt une de celles que ce ſaint écrivit & mit ſous la ſiſation de celle de Clairvaux.

(Note de La Mure.)

Ebraldi priorissa, laudantibus amicis suis, Willelmo videlicet de Laviaco, atque Jocerano nepote suo, fulcepit filiam Petri de Scotaico, pro quodam prato de Gotelen.

Alloquid vero hujus mansi, pro quadam verzeria (1) dederunt Godemardus & Ubo frater ejus de Scotaico & Guichardus de Juncione, & uxor ejus, pro qua verzeria edificatus est locus qui Jurciacus dicitur. Et hoc factum est per manum archiepiscopi Amedæi & comitis Forensis & Ubonis Monachi Athanatenfis. — (Collationné sur la copie autographe de La Mure), t. 1^{re} des *Notes Mss.* (2).

N^o 31. — *Acte tiré de la pancarte ancienne de l'abbaye de Savigny en Lyonnais, page 143, faisant mention du différend du comte de Forez, Guy II, avec l'archevêque & le chapitre de l'église métropolitaine de Lyon.*

Millesimo centesimo sexagesimo primo anno incarnationis Domini, regnante in Italia Fredelando victoriosissimo imperatore, in Francia vero Ludovico rege, Eracleo Lugdunensem archiepiscopatum regente, ipsoque cum clericis a comite Forensi discordante, domnus Milo, Saviniensis abbas, compunctus ob injuriam quam ipse fuisse prædecessores Odilo & Pontius abbates, de lucris teloniariorum de Sambael, fratribus damnabiliter fecerant, quæ domnus Dalmacius abbas, illorum antecessor, sicut inter alias suas constitutiones scriptum habemus, ad fratrum refectionem constituerat, voluit, præfato Eracleo Lugdunensi archiepiscopo laudante & confirmante, ut ipsa teloniariorum lucra ad primum, fratrum scilicet refectionem, reverterentur statum. Quapropter fedens in capitulo, prima dominica quadragesimæ, prefente Umberto de Bellojoco seniore, & de pace firma ipso conventui respondente, tale cum fratribus pactum peregit : ut ex communi centum argenti marchas in solutione debiti redderentur : quod & factum est. Ipse itaque, fumpta pastorali virga cum stola in eodem capitulo, prout terribiliter potuit, anathemate damnavit omnes illos, cujuscumque ætatis vel dignitatis sint, qui huic sanctissimo decreto obfistere voluerint, &c. (3). — *Cart. de Sav.*, n^o 944.

N^o 32. — *Sauf-conduit octroyé par Guy II comte de Forez aux hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem pour avoir libre passage dans ses terres; donné à l'occasion du pourparler de paix qui se devoit faire entre l'archevêque de Lyon & lui, après la guerre que ce comte fit à l'archevêque Heraclius. — (Extrait d'un registre authentique du pays de Forez, appelé le Livre des compositions).*

In nomine Domini, Amen. Noverint tam presentes quam futuri quod ego Guigo, comes Forensis, misericordie zelo compunctus, pro anime mee & parentum meorum totiusque generis mei salute,

(1) La Mure, dans ses notes autographes, avoit d'abord adopté la lecture *Verzeria*, qu'il a changée ensuite en celle de *Verreria*.

(2) Entre les deux mentions en cette pancarte qui moyennèrent le premier établissement du prieuré des religieuses de Jouré, au pays de Forez, le premier & le dernier don font paroître que le tout se fit sous l'évê, d'abord & conduit de l'archevêque de Lyon Amedée 1^{er}. Et, quant au premier de ces dons qui nomment les premiers donateurs de la terre de Jouré, il faut s'avoier que ce Pierre Romus & le Palatin son frere, étoient de l'ancienne maison de Lavies en Forez, comme on le voit par quelques actes de leurs descendants passés audit pays, dans lesquels le nom de Lavies est joint à celui de Romus, de Palatin. Car on en trouve un de l'an 1260, où est intitulé ainsi un seigneur de cette maison : *Gualterius Romus de Lavacio, miles*. Et son sceau en cire blanche y porte un écusson chargé d'une simple bande, comme est l'écusson ancien de Lavies qui porte d'or à la bande de sable. Et, auparavant, on en trouve un autre de l'an 1240, où s'intitule ainsi un autre seigneur de cette même maison : *Milo Palatinus de Lavacio, miles*. Ces

deux actes sont aux archives de l'église collégiale de Notre-Dame de Montholon. Quant au dernier des dons que soucrit l'archevêque Amedée, en cette fondation de Jouré, il paroît que c'est la dot de religion d'une fille nommée Verrière d'Escotay qui lui est constituée pour aider à ce premier établissement & première érection du monastère de Jouré par Godemard d'Escotay & Ubo son frere. Et il y a apparence que ce nom de Verzeria fut donné à cette fille à cause de la seigneurie de Verrières qui est une dépendance de l'ancienne baronnie d'Escotay audit pays. (Note de La Mure).

(3) Voir, pour la fin de cet acte, le cartulaire de Savigny, publié par M. A. Bernard, p. 512, n^o 944.

Ce titre est ici simplement mis à cause de la mention qu'il fait du différend qui s'éleva entre Guy II, comte de Forez, d'une part, & l'archevêque & le chapitre de Lyon, d'autre, sur les droits du Comté de Lyon ; lequel différend donna lieu à la double transaction qui est produite dans la suite des Preuves.

(Note de La Mure)

dedi & concessi Deo & sancte domui hospitalis Jherosolimitani, in manibus Raymondi, hospitalis Jherosolimitani magistri, in confinibus Anse & Ville Franche, ad colloquium inter archiepiscopum Lugdunensem & me de guerra nostra habitum, assignavi omnia passagia rerum hospitalis per totam terram meam longe lateque, tam per terram quam per aquas transeuntium, perpetuo omni impotenter sopita cavillatione & infestatione [ut] pro hujusmodi & aliis beneficiis mihi & omni generi meo heilemosinarum, jejuniorum, orationum & missarum que sunt & dicuntur in [dicto] hospitali sancto, participatio concedatur in Domino. Factum est hoc anno ab incarnatione Domini m^o c^o l^o viii^o, feria iiii^a xvi^a Kal. Augusti, presentibus subscriptis testibus : Humberto scilicet de Bellojoco & filiis eiusdem Gui & Humberto, & Guizardo de Jun, Aymerico Lugdunensi, Girardo Fayfendario, fratre Templi, Guiscardo Aymerici, priore sancti Egidii, Ogerio de Balb, Raynardo preceptore, Petro de Proventeriis, Willelmo & Petro Roslanno, capellanis & aliis multis. — (Collationné sur l'original déposé aux archives de l'Empire, P. 1401, c. 1076).

N^o 32 bis. — *Requete de l'abbé de Savigny au roi de France, pour lui exposer que son abbaye ne devoit dépendre d'aucune puissance séculière.*

Excellentissimo Domino Philippo Dei gratia glorioso Francorum regi, B (vel G) humilis abbas & conventus Savigniacensis salutem & devotum munus orationum. Abbatie nostre statum, & qualiter ab antiquis temporibus liberi fumus & immunes ab omni laica potestate, vestre fideliter significandum duximus Majestati, ne quis tantam celsitudinem circumvenire attentet [& qualiter] circa nos procefferit status & ordo rerum preteritarum. Noverit siquidem Excellentia vestra quod predecessores vestri, illi videlicet qui regnum & imperium pariter habuerunt, & eorum postea successores qui tantum reges fuerunt, jus regium, quod in abbatia nostra & in possessionibus ad eam pertinentibus habebant, archiepiscopis & ecclesie Lugdunensi, pio contulerunt affectu in perpetuum, libere & sine contradictione aliqua possidendi, & super hoc precepta sua, tam eidem ecclesie quam nostre, ad perpetuam observantiam concesserunt. Quorum transcripta Vestre Serenitati transmittimus ut fidem habeatis super hoc firmiorem; & ita nulli unquam laice potestati, ab illa prima facta concessione & donatione, respondeat ecclesia nostra super aliquo dominio vel regali, sed semper archiepiscopis Lugdunensibus & ecclesie subiacemus. Verum, temporibus nostris, ad presentiam pie recordationis ferenissimi patris vestri Ludovici, comes Forensis accessit, & falsa suggestione, religionem ipsius circumvenit, asserens quod abbatia nostra locus erat pauperrimus & oppressio-nibus malorum hominum expositus & rapinis, & non poterat securitatem habere vel pacem, nisi per ipsum; sed, si ipse concederet ei, loco illo, dominium & potestatem habendam, ipse conservaret illum immunem & liberum ab omni oppressione & oppressore : tantumque instituit comes, quod idem dominus noster, rex pater, ignorans ea que precefferant, concessit ei regale habendum in abbatia nostra. Quod cum ad Lugdunensis archiepiscopi & ecclesie & nostrum notitiam pervenisset, & dominus rex tandem esset apud Montem Brisfonis, in terra comitis Forensis, ad ipsum accessimus & libertatem nostram, quantum ad laicam potestatem & jus archiepiscopi & ecclesie Lugdunensis, protestati sumus; & recognitum fuit, coram ipso domino rege, domino Umberto de Bellojoco seniore tunc presente, & super hoc testimonium ferente, quod nulla laica persona, regale vel dominium & potestatem aliquam debeat habere in abbatia nostra, sed tantum pertinebat ex donatione regum. Unde comes, ad mandatum regium, donum sibi factum in manu domini regis, me abbate, & quibusdam de fratribus nostris & predicto domino Umberto & etiam quibusdam canonicis Lugdunensibus videntibus & audientibus, resignavit. Dominus vero rex, tunc precepit ut, sub ea conditione, de cetero maneremus sub qua ab antiquis temporibus feceramus, nemini, nisi tantum ecclesie Lugdunensi, respondentes de regali. Recognitionem igitur & resignationem ita factam esse paratus sum jurare, tactis sacro-sanctis evangelis, Ego abbas, & quidam de fratribus meis mecum qui & ipsi tunc presentes interfuerunt. Procedente vero tempore, cum dominus rex, Eduus, cum quibusdam suis baronibus, interesset, & Lugdunensem archiepiscopum Guichardum

ad suam prefentiam convocasset, me abbate prefente, & quibusdam de fratribus nostris & predicto Umberto de Bellojoco & ipso archiepiscopo, cum quibusdam de canonicis suis, qui super hoc vobis fidem facere potuerunt pleniorē, abbatiam nostram ad ecclesiam Lugdunensem pertinere & rem ita ex ordine processisse favorabiliter recognovit. Placeat itaque Serenitati Vestre libertatem nostram & jus ecclesie Lugdunensis a pio patre vestro concessum & recognitum conservare, sicut semper regia dignitas regum Francorum iustitiam promovere consuevit & fovere. — (Sans date). — D'après une copie de Bullioud (*Lugdunum sacro-prophanum*, t. 1^{er}, Index, V., p. 56), empruntée par lui au grand Cartulaire de Crémeaux, appartenant aux archives de l'Eglise de Lyon.

Confirmation par le roi Philippe-Auguste, à Renaud de Forez, archevêque de Lyon, du droit de patronage & de régle sur l'abbaye de Savigny.

In nomine sancte & individue Trinitatis, amen. Philippus Dei gratia Francorum rex : Noverint universi prefentes pariter & futuri, quod nos amico & fideli nostro Renaudo prime ecclesie Lugdunensis archiepiscopo & suis successoribus, concedimus dominium & regalia abbacie Savigniaci cum pertinentiis suis pacifice possidendis, sicut ipsius predecessoribus Lugdunensibus archiepiscopis a predecessoribus nostris concessa sunt & scriptis autenticis confirmata. Quod ut perpetuum robur obtineat, prefentem paginam sigilli nostri auctoritate & regii nominis caractere inferius armato, salvo jure nostro, confirmamus. Actum apud Villamfranchæ anno incarnati Verbi, M CC II, regni vero nostri anno XXIV, adstantibus in palatio nostro quorum nomina subscripta sunt & signa : Dapifero nullo. S. Guidonis, buticularii. S. Mathei, camerarii. S. Droconis, constabularii. Data vacante cancellaria (locum signi Regis), per manum fratris Garini. — D'après une copie de Bullioud (*Lugdunum sacro-prophanum*), tirée du Cartulaire de Crémeaux, f^o 39 v^o.

N^o 33. — *Fief & Hommage rendu au roi Louis VII par Guy II^e du nom, comte de Lyon & de Forez.* — Extrait d'un ancien registre du domaine de Forez, f^o 64.

In nomine sancte & individue Trinitatis, amen. Ego, Ludovicus, Dei gratia Francorum rex. volumus notum esse omnibus futuris sicut & presentibus, quod amicus noster Guido, comes Lugdunensis & Forensis, nos & curiam nostram adiit pro negotiis suis, & tunc accepit de nobis castella quæ nunquam prius de domino habuerat, scilicet : Montembrifonem & Montem Seupt, & de eis homagium nobis & fidelitatem fecit. Gaudens etiam de hac cognitione nobiscum inita & impensius ad nos se volens trahere, in dominium nostrum misit & alia castella Montem Archerii, Sanctum Admundum & Turrem de Jarez & Chamoffetum. Requisivit autem a nobis jus quod ex regia dignitate habebamus in castellis his : Marcilliaco, Donzieu & ejus pertinentis, & Cleppieu & Sancto Præjeto, & Lavieu, & Sancto Romano, in augmentum feodi sui : & hoc nostrum jus, consilio fidelium nostrorum, salvo jure alieno, quantum ad nos pertinet, ei concessimus & sigillo nostro firmavimus, fubus inscripto nominis nostri caractere. Actum publice Bituricis, anno incarnati verbi MCLXVII^o, adstantibus in palatio nostro quorum apposita sunt nomina & signa. S. comitis Theobaldi, dapiferi nostri. S. Guidonis, buticularii. S. Mathæi, camerarii. S. Radulphi, constabularii. Data per manum Hugonis, cancellarii.

N^o 34. — *Première transaction de l'Eglise de Lyon avec Guy II^e du nom, comte de Forez.*

— Laquelle est rendue en françois par Paradin en son *Histoire de Lyon*, Livre II, chap. XXXVII^e; mais le texte latin n'en a point encore paru & est tiré des archives royales de la Chambre des Comptes.

Quoniam ea que gesta sunt facile oblivioni traduntur, ea que inter clericos Lugdunensis ecclesie

& Guignonem comitem Forenfem tranſactione geſta ſunt, litterarum apicibus commendavimus. Notum itaque ſit omnibus quod ſub preſentia Tarentaſienſis archiepiſcopi, jura comitis Forenſis & archiepiſcopi Lugdunenſis, teſtimonio jurejurando confirmato G. de Sal & G. de Talaru, facitſe, Aimonis de Roveri, penitentiarii, Salomonis preſbiteri, Abonis Craſſi & Duranni Solerii, infra terminos Lugdunenſis civitatis, qui ſunt a cruce beati Hyrenei, uſque ad crucem beati Sebaſtiani & a flumine Eſchavani uſque ad Portam Veterem, declarata juſſu domini Papeſuerunt hoc modo : Pedagia, tam in fluminibus quam in terra, communia ſunt inter archiepiſcopum & comitem Forenfem. Moneta ſimiliter communis eſt, excepta decima que archiepiſcopi ſpecialiter eſt. De feudariis dictum eſt ne archiepiſcopus feudum comitis acquirat, vel comes ſuum. Leides fori & feriarum communes; clamores atque banni, communes, exceptis clericis & famulis eorum domeſticis. Hii vero ſi quid commiſerint, per juſtitiam judicandi ſunt; ſimili lege tenentur domeſtici comitis. A porta Palatii uſque ad portam fratrum, ſi quid commiſſum fuerit, communiter puniendum eſt. Infra domos tamen nichil requirendum eſt, exceptis latronibus, adulteris, homicidis & falſis menſurantibus. Archiepiſcopus & comes communiter habent, per totam civitatem, excepto clauſtro, credentiam in cibo & potu tantum, eo excepto quod ab extraneis vendendi cauſa deſertur; ita tamen ut quater in anno credentias perſolvant. Si vero perſolvere noluerint, credentiam amittant quoſque ſolverint. Si vero omnino ſolvere ceſſaverint, archiepiſcopus a comite exigat vel a ſuis ut ſolvatur; & comes ab archiepiſcopo vel a ſuis ſimiliter. Si homo comitis reum ceperit, ſine homine pontificis judicare nec liberare preſumat. De hominibus archiepiſcopi idem dictum eſt. Si ambo eum ceperint, ante ſeneſchallum judicandus eſt, preſentibus tamen hominibus utriuſque. Puniendi corpore ante archiepiſcopum judicentur, preſente comite tamen, vel ejus hominibus. Pons ſuper Ararim communis eſt. Si in ripis fluminum, vel in plateis, ædificium factum fuerit, veſtitura utriuſque eſt, ædificio remanente ei in cujus ſolo fuerat. Clerici ſpiritaliter archiepiſcopi ſunt. Vie, platee, ripe fluminum & accurſus communes ſunt. Domus clericorum eccleſie Sancte Crucis & beati Stephani & beati Joannis ſervientium quas ipſi corporaliter inhabitant, quandiu eorum fuerint, & domus clericorum de abbatis ſimiliter, qui tamen eccleſiis deſervunt, eodem jure quo & domus clauſtri utantur. Canonici vero aſſidue viventes credentiam, ſicut archiepiſcopus & comes, jure tamen predicto, habeant. Orta diſcordia inter comitem & clericos, ante archiepiſcopum legitime terminetur; ſimili modo, ſi inter archiepiſcopum & comitem orta fuerit, in capitulo, ante canonicos, legitime terminetur. Hoc autem inſtrumentum factum eſt & completum anno M^o C^o LXXVII^o Indictione XV, Epacta XXVIII, concurrente VI, feria I, idus octobris, luna XXVIII, Ludovico rege regnante, Frederico imperante, Alexandro ſummo Pontifice vivente. — (Arch. de l'Empire, n^o 892, Inv. Huillier. Arch. du département du Rhône, G 125, n^o 4).

N^o 35. — *Bulle du Pape Alexandre III, confirmative de la ſeconde & finale tranſaction paſſée entre Guy II, comte de Lyon & de Forez, & ſon fils, pour eux & leurs ſuccéſſeurs d'une part, & l'archevêque & chapitre métropolitain de Lyon, pour ladite égliſe, d'autre.*

— Extraite de l'ancien & plus mémorable Regiſtre des archives du pays de Forez, appelé le *Livre des compoſitions* dont cette bulle fait le commencement & y a ce titre latin, f^o 1. — *Littera Alexandri Papæ ſuper permutationem comitatus Lugdunenſis inter archiepiſcopum & eccleſiam Lugdunenſem ex parte una, & comitem Forenfem ex altera* (1).

Alexander Epifcopus, ſervus ſervorum Dei, dilecto filio Guigoni Forenſi comiti, ſalutem & apof-

(1) La célèbre tranſaction que cette bulle confirme & confirme, dans le tréſor des archives dudit pays de Forez, en la vouite qui eſt ſe trouve encore, en charte, en deux expéditions originales, en la conciergerie de la ville de Monſieſon, capitale dudit pays.

tolicam benedictionem. Cum ecclesia Lugdunensis per te sæpius sit afflictâ, tandem inter te & filium tuum Guigonem, necnon venerabilem fratrem nostrum Guichardum, Lugdunensem archiepiscopum, apostolice sedis legatum, & dilectos filios nostros Lugdunenses canonicos, pro bono pacis, quedam transactio facta est & vestro juramento firmata, quæ ut perpetuis temporibus inviolabiliter observetur, de verbo ad verbum duximus adnotandum (1).

In nomine Domini Nostri Jesu-Christi, ad perpetue pacis stabilitatem inter Guichardum Lugdunensem archiepiscopum & ecclesiam Lugdunensem, atque Guigonem comitem Forensensem permutatio talis ex communi consensu eorum facta est. Archiepiscopus & ecclesia concesserunt comiti quicquid ipsi, vel alius nomine eorum, trans Ligerim possidebant, scilicet obedientiam de Nerviac & de Salternone usque Amionem & usque Ulfeiacum, & ultra, si quid juris prefate obedientie habebant & quicquid possidebant ab Ulfeiacum usque Cerveriam, & a Cerveria usque Tiernum, retentis sibi redditibus de Sancto Joanne de Lavastris, dominio tamen comiti concessio & dominio castri Roehalorsis quod dominus de Tierno, nomine ecclesie, possidebat. Concesserunt etiam ei quicquid juris in castro sancti Romani de Podio habebant, & inde usque ad Podium & usque Arveniam; ab Amione autem & aliis predictis terminis, Aquilonem versus, quicquid juris archiepiscopus & tam ecclesia quam comes habebant, sibi retinuerunt, ita tamen quod in ministerio de Rodennensis, ultra Ligerim & citra Ligerim, quantum dominio dominorum Rodennensium extenditur, non poterit ecclesia munitionem facere vel adquirere; & si fecerit, vel adquisierit, comitis erit quam ab ecclesia possidebit. Terras vero planas poterit adquirere ecclesia pro canonia, vel pro helemosina, ita quod fiat sine interventu pecunie, & in obedientiis suis, gardas, vicarias, decimas & alia omnia ad obedientias pertinentia. Citra Ligerim, vero, concesserunt comiti a Balbiniaco & Poliaco usque ad Vetulam Canevam, que infra terminos comitis est, quicquid juris habebant in mandamento Donziaci usque ad mandamentum Kamofeti & in mandamento Curnilionis usque ad mandamentum sancti Symphoriani, ita quod Maringe & Mais remanent infra terminos comitis; & quicquid juris archiepiscopus vel ecclesia habebant a mandamento sancti Symphoriani, citra Ligerim, versus terram comitis, & ultra Ligerim, ab Amione, & Ulfeio, & Cerveria usque Tiernum, & a Tierno usque ad Podium, comiti concesserunt. Sanctum quoque Eugendum, & quicquid archiepiscopus apud Cabrerias habebat, comiti concesserunt. Castellurum & Fontaneium, cum mandamentis suis, sunt infra terminos comitis, excepta obedientia Grandis Montis quam ecclesia sibi retinuit. Sacramentum quoque de Sancto Prejecto quod comes ecclesie debebat, & quod ibidem Gaudemar de Jarefio, nomine ecclesie possidebat, comiti remisit, ita tamen quod castrum ab ecclesia teneat. Castrum Felgiolarum & quod Guichardus de Jarefio pro eo debebat, illud quoque quod Briannus in castro de Grangent ab ecclesia habebat, comiti concessit, salvo jure tam ecclesie quam comitis apud Sorberium. Sanctus Joannes de Bono Fonte & Sanctus Genesius,

comme témoin l'ancien inventaire dressé des papiers de ces archives qui donne à cette importante translation les deux titres qui suivent dans la feuille 45 & 46 verso : *In quorū area signata per D. Luterū permutatio facta, inter domnū comitem Forensensem & archiepiscopum Lugdunensem, de comitatū Lugdunensi, &c., cum pluribus capitulis que habebat ipse Archiepiscopus in comitatū Forensi. — Littera permutatio & compositionis facta, inter domnū comitem Forensensem & domnū archiepiscopum Lugdunensem, de comitatū Lugdunensi, ad ea que dictus archiepiscopus habebat in dicta comitatū Forensi.*

Ce double intitulé fait bien connaître que le pieux archevêque Guichard est loin de faire cette translation pour lui & son église, afin que ni lui, ni elle, n'eussent aucun trouble de la part des comtes de Forez, au comté de Lyon, auquel ces comtes prétendaient grand droit par leur longue possession.

Cette pièce donc qui affecte à jamais incommutablement à l'archevêque de Lyon & aux nobles chanoines qui composent le chapitre de cette illustre église, la qualité de Comtes de Lyon, a dû être insérée parmi ces Preuves, quoique Paradin l'ait déjà produite, parce qu'étant mutilée, chez cet auteur, du commencement & de la fin de la bulle papale, la sùreté en l'expression de la plupart des

noms propres des lieux qui y sont allégués. On verra, lorsqu'on la lira ici, qu'elle n'a point encore paru dans son intégrité que maintenant. La voici donc (ci-dessus) tout du long, ainsi qu'elle a été véritablement lue par Registre qui commence par elle.

(Note de La Mare).

(1) L'un des originaux de cette bulle adressée à l'archevêque de Lyon par le Pape Alexandre III est déposé aux archives de Rhodé. Nous en devons la communication à l'obligeance de M. Guithier. Voici le commencement de cet acte : *a Alexander episcopus servus servorum Dei, venerabilis fratri Guichardo Lugdunensi archiepiscopo apostolice sedis legato, & dilectis filiis canonicis Lugdunensibus, salutem & apostolicam benedictionem. Cum ecclesia vestra per comitem Forensensem graviter sepe & sepius sit afflictâ, tandem inter vos & domnū comitem necnon & filium ejus Guigonem pro bono pacis quedam transactio facta est & eorum juramento firmata, quæ ut perpetuis temporibus inviolabiliter observetur de verbo ad verbum duximus adnotandum. In nomine Domini, &c.* Les délimitations de cette bulle sont identiques à celles de l'original adressé par le Pape au comte de Forez Guy II, nous avons pu collationner le texte donné par La Mare fur ce précieux document.

L'Éditeur.

Vilium & Sanctus Victor ecclesie libere remanserunt. Notandum tamen quod in his omnibus, tam archiepiscopus quam ecclesia sibi retinuerunt ecclesias regali jure, vel alio comiti concessio paratas, & census ecclesiarum cum oblationibus & sepulturis, & quicquid juris ad cappellanas dinoscitur pertinere, similiter sibi retinuerunt. Possessionibus autem & earum redditibus universis, tam in decimis quam in aliis, comiti concessis, exceptis his que ad cappellanas pertinent, pro his vero omnibus que archiepiscopus & ecclesia comiti concesserunt in vicem permutationis, comes Guigo & filius ejus Guigo, prestito sacramento, ecclesie jure perpetuo concesserunt ea que infra sunt adnotata: quicquid videlicet juris ipse comes Lugduni habebat, vel alius ejus nomine possidebat, & in appendiciis, trans Rodanum, quoque quicquid ipse, vel alius ejus nomine, possidebat a Vienna usque ad Antonem & usque Burgundium, nisi jure hereditario ex linea confanguinitatis, aliis exelusus, ad ipsum successio fuerit devoluta. Ultra Ararim quoque, castrum Perogiarum, quod Guichardus de Antone ab eo in feodo possidebat & medietatem Montanefii quam Petrus de Monte Loelli ab ipso habebat, Biliaeum etiam quod Ugo Discaltius ab eo in feodo tenebat & fidelitates eorum concessit. Citra Ararim quoque castrum Castellionis & quicquid, tam in castro quam in mandamento habebat, pro quo dominus castrum hominum & fidelitatem ligam debet, castrum Liconi & mandamentum usque ad Vetulam Canevam, & hominum & fidelitatem ligam que pro eo debentur: Camoferum quoque & mandamentum & hominum & fidelitatem ligam ejus; Ileronem cum mandamento & hominum & fidelitatem ligam dominorum. Sanctus Simphorianus & mandamentum remanent infra terminos ecclesie. Et Greifiacum & Argenteriam usque ad mandamentum de Mais, feodum quoque domini de Riviria & hominum & fidelitatem ejus ligam ecclesie concessit. Castrum Rivirie & mandamentum & quicquid continetur usque ad mandamentum Castellutii infra terminos ecclesie habetur. Ab Albepino, versus terram comitis, nullam debet ecclesia facere munitionem. Similiter & castrum de Caignun, cum mandamento suo, & duo castella Sancti Annemundi, cum mandamentis suis, infra terminos ecclesie sunt, salva strata comiti a cruce Montis Violi versus Forisium. Berardus de Pisait & easamentum ejus remansit ecclesie, unde hominum & fidelitatem debet. Quicquid continetur a mandamento Roethallie usque ad Malam Vallem est infra terminos ecclesie; specialiter quicquid AEmarus de Farnai, apud Cavanniacum a comite in feodo habebat, ecclesie concessit, & fidelitatem ejus. Infra quoque terminos istos dedit iidem comes ecclesie castrum Montaniaci & quod in mandamentum habebat & hominum & fidelitatem ligam & quod habebat apud Teluias, & quicquid juris ipse, vel alius ejus nomine, possidebat infra predictos terminos. Sciendum vero est quod infra terminos ecclesie qui pretaxati sunt, comes nichil habere, vel acquirere potest, vel munitionem facere; & si per violentiam suam vel incuriam ecclesie fecerit, propria ecclesie erit, nec aliquem hominem infra terminos istos commorantem, contra ecclesiam manutenere vel juvare debet. Similiter archiepiscopus, vel ecclesia, infra terminos comitis, nullam munitionem facere vel acquirere poterunt, & si acquisierint, vel edificaverint, propria comitis erit, ita tamen quod eam nomine ecclesie possidebit, nec aliquem infra terminos comitis commoraturum, ecclesia vel archiepiscopus contra eum manutenere vel juvare debet, nisi gladio spirituali. Terras planas infra terminos comitis, nomine helemofine, vel occasione canonie, absque interventu pecunie, datas, ecclesia acquirere poterit. In omnibus autem supradictis archiepiscopus jura sibi archiepiscopalia reservavit. Sed quicquid castrum Sancti Prejecti, vel Rochetallie, vel Roche Castrum, vel Fergiolarum, vel Grandendi habuerit, hominum & fidelitatem ligam comiti debet. Quod autem comes dedit Brianno, in castro Sancti Annemundi, & in platia, & mandamento, habebit iidem Briannus ab ecclesia & inde hominum & fidelitatem ecclesie debet. Si quis vero, pro rebus in hac permutatione contentis, questionem vel guerram alterutri parti moverit, mutuum sibi auxilium, propriis expensis, & sine dampni restitutione, bona fide, pro posse suo, prestare debent, & modis omnibus cavere debent ne, pro his omnibus in permutatione contentis, comes excommunicetur vel terra sua interdicto subiciatur. Illud quoque sciendum quod dominus archiepiscopus hanc permutationem comiti & hereditis suis firmiter se observaturum promissit. Canonici quoque, prestito sacramento, firmaverunt se nullum in canonicum recepturum ulterius donec hoc ipsum sacramento firmaverit, nec futuris archiepiscopis obedien-

tiam vel fidelitatem facient, donec idem firmiter se observaturos promiserint. Preterea sciendum est quod comes hominum & fidelitatem ligiam archiepiscopo debet, & hoc est feudum pro quo hominio & fidelitate ei tenetur : castrum Fergiolarum, medietas de Grangent, castrum Sancti Prejeſti, Sanctus Eugendus, Cambeonium, Poncinum, Villa Dei, Nerviacum, cum eorum appenditiis. Cum autem comes vel heredes ejus, fidelitatem archiepiscopo facient, supra dictam conventionem, sub sacramento fidelitatis se firmiter observaturos, promittere debent. Decimas de feudo ecclesie, locis & personis religiosis, pro anima sua, comes dare poterit. Si autem, alio modo alienaverit tantumdem de terra sua in feudo ab ecclesia recipere debet. Cafamentum ecclesie a comitatu separari non potest. Cappellanie autem ab obedientiariis minui non possunt. Inter Sanctum Annemundum & Turrim, & Sanctum Annemundum & Sanctum Prejeſtum, neuter munitionem facere potest. Illud quoque notum fieri volumus quod, preter supra dicta, pro hac permutatione, mille centum marcas argenti ecclesia comiti dedit. Hec autem facta sunt anno ab incarnatione Domini M^o C^o LXXIII^o presidente Papa Alexandro III^o, imperante Frederico Romanorum imperatore, regnante Ludovico piissimo rege Francorum. Quam utique transactionem, sicut de communi assensu partium facta est, ratam habemus & firmam, eamque auctoritate apostolica confirmantes, presentis scripti patrocinio communimus; statuentes ut nulli omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere, vel ei aliquatenus contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Anagnine Kal. Aprilis. — Archives de l'Empire, inv. Lhuillier, n^o 843. — Archives du Rhône, G. 125, n^o 6.

N^o 36. — *Charte de Sauvegarde perpétuelle octroyée & de plusieurs donations faites à l'abbaye de Valbenoite, de l'Ordre de Cîteaux, en Forez, aussitôt après sa fondation, par le comte Guy II & son fils, en présence & sous le sceau de Jean II^e de ce nom, archevêque de Lyon.* — Tirée des archives de ladite abbaye & communiquée par noble Arnoul du Rozier, premier & plus ancien conseiller au bailliage de Forez.

In nomine Domini Nostri Jesu Christi, amen. Anno ab incarnatione ejusdem millefimo centesimo octuagesimo quarto. Notum sit omnibus hominibus tam presentibus quam futuris quod Ego Guigo comes Forensis, & Ego Guigo filius ejus, in presentia domini Joannis, archiepiscopi Lugdunensis, constituti autoritate nostra quam habemus a domino nostro Papa & a rege Francie, & precibus Hugonis abbatis Bonæ Vallis & Joannis Maret primi abbatis Vallis Benedictæ, & super precibus Briandi de Laviaco & Pontii Sancti Præjeſti, in cujus allodio fundatum est monasterium Vallis Benedictæ, recepimus idem monasterium in nostra custodia & protectione, & donavimus ad dedicationem ipsius loci quingentos solidos fortium, promittentes Deo & beatæ Mariæ, in cujus honore fundatum est monasterium, & dictis abbatibus & fratribus presentibus & futuris ibidem Deo servantibus, ab omnibus hominibus, omnia bona mobilia & immobilia prædicti monasterii semper custodire, defendere & fervare; & etiam, pro salute nostra, & omnium parentum nostrorum, tam vivorum quam defunctorum, donavimus & concessimus bona fide, & sine aliqua retentione, per nos & nostros, modo & in perpetuum, prædicto monasterio & prædictis abbatibus & fratribus, mansum de Guttes, cum omnibus suis pertinentiis, & ledas, pedagia & omnes usaticos, tam in terra quam in aquis, & pascua, per totam terram nostram. Confitemur & recognoscimus quod prædicti Briandus & Pontius dederunt & concesserunt, in presentia nostra & omnium supradictorum virorum, dicto monasterio, & dictis abbatibus & fratribus presentibus & futuris, omnia sua nemora, aquas & pascua & omnes usaticos, per totam terram suam, ad omnes necessitates suas faciendas, & in feudagiis suis, perpetuam libertatem acquirendi, sine aliqua laude & consensu, & sine aliquo usatico & dominio. Et hoc juraverunt super sancta Dei evangelia, per se & suos, semper tenere & observare & ullo modo, aut

aliqua ratione, nunquam contravenire, & infuper prædictum monasterium & omnia ad ipsum pertinentia, in sua libertate in perpetuum custodire. Et ad majorem omnium supra dictorum firmitatem, nos prædictis comes, prefentes litteras, sigilli nostri munimine, una cum sigillo prædicti domini archiepiscopi, figillavimus, in testimonium veritatis (1). (Collationné sur une copie qui se trouve parmi les notes Mss. de La Mure.)

N^o 36 bis. — *Notice sur Renaud de Forez, archevêque de Lyon, insérée dans l'obituaire de Saint-Jean.* II Kal. Novembris obiit.

M^o CC^o XX^o VI^o Rainaudus, venerabilis archiepiscopus Lugdunensis, bone & fidelis memorie, qui feliciter triginta tribus annis Lugdunensem rexit ecclesiam & eidem utilitati providit. Reliquit autem pro anniversario suo honorifice faciendo, conventibus trium ecclesiarum, centum marchas argenti cum quibusdam terris apud Coindreu ab eodem adquisitis, & ad opus majoris ecclesie, centum marchas, & in minori elemosina quingentos mornantesios filiginis dedit. Item reliquit huic ecclesie capam de ferico pretiosam, dalmaticam unam, albam unam, calicem argenteum deauratum & duo candelabra cum duabus vinageriis de argento. Multas quoque munitiones novas construxit, videlicet castrum Petre Incie, castrum de Chacellay, castrum novum de Anfa & veterem aulam de Anfa sumptuose reedificavit, munitionem de Darzillieu & munitionem de Lentilliaco muris & aggeribus construxit; villa de Buxo & burgum de Tarnant muris & fossatis baltivit. Item dominium castri de Rochifort, eo procurante, adquisitum fuit, ubi munitionem extruxit, & multas terras & dominicaturas suis sumptibus adquisivit; villam quoque de Ripa Gierii muris & aggeribus muniri fecit, & in edificiis Sancti Martini de Planicie copiosam pecuniam expendit. Item, apud Coindreu, in presidio, turrim & barrium & cortinam construxit; & ibidem murum & aggerem a parte aquilonis, & portale & murum qui sunt ante capellam Sancti Johannis, cum duobus fornellis & cysterna que est intus presidium magnis sumptibus edificavit. Apud Givore tres partes poipie adquisivit & totam poypiam a fundamentis baltivit, & ibidem pedagium a Philippo rege Francorum impetravit. Munitionem etiam de Yrignins & munitionem de Franca Villa funditus erexit & baltivit, & pedagium de Bechivelley a Philippo imperatore Romanorum obtinuit & impetravit, & panetariam que est ante ecclesiam sancti Niceii instituit & construxit. Aulam quoque Sancti Romani de Cofone suis sumptibus operiri fecit. Item a Bernardo de Sancto Germano milite & Guillelma uxore sua viceariam de Anfa emit & adquisivit pro centum & viginti marcis argenti, & ibidem, in gageria Willelmi de Marchant militis, quadringentas libras misit, capitulo medietatem perfolvente, & quicquid Willelmi de Tararo apud Anfam habebat, pro centum & viginti marchis, adquisivit. Item in augmento gagerie de Liffieu in quo super addita fuerunt feodum Aymonis de Chastillon in eodem castro & alia feoda extra ipsum castrum a quibusdam aliis, que omnia erant de dominio Bellijoci, ducentas marchas misit, capitulo medietatem perfolvente. Item in gageria Guichardi de Yconio viginti milia solidorum misit; & in acquisitione domus Guillelmi de Furans, que est ante portam presidii de Coindreu, viginti libras viennensium misit, domos etiam pannonenches pretio centum librarum viennensium adquisivit & reedificavit. Terram quoque Petri Arrivi pretio mille solidorum viennensium ibidem adquisivit, & terram Narchimant de Meons, pretio centum librarum viennensium, adquisivit, & tres partes furni pro tribus milibus solidorum, in gageria quam habebat ecclesia a Guigone de Jareis apud Chavannai, centum marchas misit; & in gageria quam accepit a Fulcone & Atgerio d'Amboys

(1) Cette chartre passe pour l'acte même de la fondation de cette abbaye qui est de l'Ordre de Cîteaux & fille de celle de Bonnevaux en Dauphiné, d'où vient que saint Hugues, abbé de Bonnevaux, renommé disciple de Saint-Bernard, y intervint & y concourut avec le premier abbé de cette abbaye qu'il y avoit mis. Il y est fait mention d'une somme pour bâtir l'abbaye, & les premiers bienfaiteurs, entre lesquels le comte de Forez est le premier le plus

insigne, y sont alligues au nombre de quatre, à savoir Guy II. comte de Forez, & son fils Guy III, & les seigneurs Briand de Lavieu & Ponca de Saint-Priest. — Cette chartre porte ce titre dans les dites archives : *Salva garda preputa a Domno comite Forez concessa domno abbati & conventui Vallis Brevedette & fundans conventu.* (Note de La Mure.)

fratribus tria milia solidorum misit. Item apud Tarnant, a Guigone de Yconio & Willelmo de Tararo, dimidiam gardam de Sancto Verano pro mille solidis acquisivit; alias gardas quas Albertus de Tifeu ibidem habebat pro viginti libris emit. Acquisivit etiam ab Aignone de Iconio medietatem garde quam habebat in cimiterio de Chacellay. Item apud Yferonem quartam partem tocius domini, tam in ipso castro, quam in mandamento a Girino de Sal, canonico, Lugdunensi ecclesie concessam, de mille solidis redemit, & aliam quartam partem a domina Blanca de Montagneu, pro centum & viginti libris acquisivit, ibique castrum de Fauteone propriis sumptibus erexit, in quo multas pedas a militibus & ab aliis acquisivit. Munitionem etiam de Pollenay fieri fecit & ibidem multa adquisivit. Item, apud Coindreu, in pararia Silvionis de Farnay, novies viginti libras viennensium misit, & in terris acquisitis a Guione Girart centum libras dedit. Et apud Longes terram Willelmi Bernart pro viginti libris emit. Et a Willelmo de Chives partem decime quam habebat in parrochia de Coindreu pro duodecim libris emit. Item apud Longes a Stephano Affro, villico de Longes, pro decem libris & dimidia emit vicariam quam habebat ibidem in terris redditus domino de Reviria pro permutatione Sancti Martini de Planicie. Item munitionem Sancti Cirici magnis sumptibus melioravit, & castrum Sancti Andree muris & aggeribus firmavit ibique cameras cum aliis edificiis construxit. Apud Cafe-tum, tam in acquisitionibus quam edificiis, quadringentas marchas expendit. Item vicariam de Coyn-dreu, a Girino Sifrei milite, permutatione adquisivit. Item apud Tarnant vicariam Petri Raynier pro quatuor libris & dimidia adquisivit. In terris Stephani Babochi acquirendis viginti duas libras misit. In acquisitione facta ab illis qui vocantur Li Eldruel quingentos solidos dedit. In terris acquisitis ab Andrea Largo viginti tres libras misit. In terra Trutannorum, a ponte de Pypeu, versus Tarnant, excepto curtilli Stephani Bergier, decem & septem libras dedit; in claufo Alberti de Tifeu decem libras; in terra Bernardi Raimont, que est in parrochia sancti Verani, viginti tres libras. Medietatem terre Willelmi de Tararo, apud Tarnant, pro centum & quadraginta duabus libris acquisivit; aliam medietatem pro octoginta libris ab eodem pignori accepit. Singulis quoque duodecim presbiterorum majoris ecclesie quadraginta solidos dedit. Et pro anniversario comitis matris sue, septuaginta libras dedit; & in die anniversarii dicti, archiepiscopi debent erogari pauperibus in refectorio per elemosinarios duo sexteria filiginis que sita sunt & incorporata super decimam de Chaceu. Preterea feoda plurima & hominia sibi & suis successoribus acquisivit ab Hugone domino de Cologniaco; cum prius pro villa de Durlieu hominium sibi deberet villam de Gravelles, eidem hominio adunavit. Post reformationem vero pacis inter eos, castrum Sancti Andree de Revermont accepit pro reddendo ab eodem, sive in pace, sive in gerra (*sic*), ut ibi quodcumque voluerit cum multis, aut paucis, tam in castro quam in munitione, redire possit & debeat archiepiscopus Lugdunensis, dummodo homines ipsius nobilis inde non ejiciantur, quia sic convenit inter eos. Item Humbertus de Toria accepit in feodum ab ipso archiepiscopo munitionem de Castellari & inde hominium ei fecit & a suis successoribus fieri, precepit. Item Stephanus dominus de Candiaco hominium ligium, post comitem Savoye, pro feodo de Chaceu, ei fecit & ab heredibus suis fieri precepit. Item Achardus li Breiffiers accepit ab eo in feodum quicquid juris habebat in parrochia Sancti Johannis de Turigneu & inde hominium sibi fecit & a successoribus suis fieri iussit. Item Amedeus de Boenc & ... (*sic*) frater ejus acceperunt ab [eo] in feodum villam de Viole & inde hominium fecerunt & a suis deinceps fieri iusserunt. Item Aymo de Boczofel accepit ab eo in feodum silvam de Contes & inde hominium sibi fecit & a suis fieri iussit. Guido quoque de Synicie terram & possessiones, quas ultra Rodanum habebat, accepit ab eo in feodum & hominium inde fecit. Illi etiam de Chavorlay, quicquid habebant apud Sanctum Projectum, ab ipso acceperunt & ei hominium fecerunt & quinquaginta gallinas debiles, in ipsa villa, eidem archiepiscopo & successoribus suis, in perpetuum concesserunt. Item Jo. abbas & conventus Athanacensis dederunt & concesserunt eidem archiepiscopo, in villa de Vinicies, duos solidos debiles & duos capones in curtilibus Rünfredorum, & in singulis curtilibus que ibi, de cetero, per edificationem, acceperint, sex denarios & unum caponem famuliter ulterius pro garda concesserunt. E, ibidem Johannes Chambarz unum cartale avene in curtilli suo ei dedit. Item Ste de Buxeria, miles, grangiam suam de Molar cum appendiciis, que est juxta Vindreu, in

feodum ab eo accepit & hominum inde fecit. Item acquisivit & emit medietatem garde quam habebat Aygno de Yconio, in cimiterio de Chacellay, & ipse Aygno accepit ab eo in feodum quicquid habebat in parrochia de Salvagiis; & apud Chacellay, acquisivit a Petro Morel duodecim denarios censuales in quadam terra quam ibidem pro alodio possidebat; item apud Anfam feodum Milonis de Vallibus in bosco de Quineu. Item apud Tarnant adquisivit a Guigone de Iconio & a Willemo de Tararo, pro mille solidis, dimidiam gardam de Sancto Verano, alias vero gardas quas Albertus de Tiseu ibidem habebat pro decem libris acquisivit. Et vicariam Petri Rainerii ibidem pro quatuor libris & dimidia adquisivit. Et terram Stephani Babochi, pro viginti duabus libris, acquisivit. Item in acquisitione illorum qui vocantur li Efdruel quingentos solidos misit; & in acquirenda terra Willelmi de Tararo, centum & quadraginta libras misit; in medietate vero ipsius terre octoginta libras pro pignore misit. Et terram Andree Largo, pro viginti & tribus libris emit. In terra vero Trutannorum, a ponte de Pipeu versus Tarnant, excepto curtilli Stephani Bergier, decem & septem libras misit; & in claufo Alberti de Tiseu decem libras; in terra Bernardi que est in parrochia Sancti Verani viginti tribus libris. In curtile de Murafeart, ab Hugone de Marchi, pro sexaginta solidis emit. Item apud Yferonem redemit de mille solidis quartam partem tam in mandamento quam in dominio, quam in ufagiis ejusdem castri obligatam Jocerando de Lavieu, que omnia dederat huic ecclesie Girinus de Sal, quondam canonicus Lugdunensis; aliam vero quartam partem a domina Blanchia de Montagneu, pro centum & viginti libris, acquisivit, & ibi edificavit; de Fauteone, ubi pedam Girardi de Bullicu, pro viginti solidis emit; & pedam Hugonis de Bullicu pro septem solidis emit, & pedam Petri de Talaru pro quindecim solidis, & ortos Stephani de Sancto Saturnino & uxoris sue pro quinquaginta quinque solidis; & pedam Falconis de Vallibus pro sexaginta solidis; & pedam Poncii Dalavart pro decem solidis; & pedam Tofeti pro viginti quinque solidis; & pedam Willelmi de Chaffagneu pro octo solidis; & pedam Willelmi Talart pro septem solidis & unum quartal filiginis. Pro molendinis vero, dedit Rollando Vitali & fratribus ejus, & Willelmo Pella sexaginta solidos. Item Petro Arnaudi patri dedit, pro molendino, decem solidos debitaes, quos habebat jure domini super curtilli Sevros. Item redemit de sexaginta solidis gageriam quam tenebat Aymo des Cuillon, a domina Blanchia de Montagneu. Item emit a Petro Girin & foronibus ejus terram & boscum de Bocouro pro septuaginta solidis. Item apud Sanctum Genesium in Argenteria, emit unam vercheriam pro septem solidis. Item apud Cunils a Duranno Gaudemar, & fratre suo, & forore, totam partem suam, pro sexaginta solidis, emit & quoddam curtile. Ab Aymone de Vallibus & a Falcone Ruyl, & Girino fratre suo, redemit ibidem gageriam de decem libris; & a Silvone de Vallibus emit pedam de Iferone & terram de Lamafanges pro quadraginta solidis. Item emit a Philippibus apud Quincenas terram quam ibidem habebant pro duodecim libris, & terram de Erauz pro sexaginta solidis emit. Et apud Balaon terram Petri Giraudi pro quatuor libris emit. Et terram Cornuti, quocumque sit, acquisivit. Et ab Aymone Descuillon emit totum jus quod habebat in terra de les Reviores & in bosco. Item Falco & Selvo de Vallibus acceperunt in feodum, ab ipso archiepiscopo, terras quas habebant in parrochia de Vallibus & inde ei hominum fecerunt. Item Hugo & Amblardus de Chastel acceperunt ab eo in feodum grangiam suam de Maximeu & inde sibi hominum fecerunt. Item Fulcherius Descuyllon & Girardus de Builleu acceperunt ab eo in feodum terram suam de Craconno, & Hugo Ferlays accepit in feodum terram quam habebat apud Lyffeu. Item Poncius de la Befaci & Christianus confanguineus ejus acceperunt in feodum manum de Lay & ibidem duos solidos debitaes, archiepiscopo & ejus successores, concefferunt. Item Willelmus de Fonte Roberti accepit ab eo terram suam de Font Robert & in eadem quatuor denarios debitaes ei dedit. Item apud Rochifort acquisivit totum dominium ipsius castri, & quodcumque aliquid habet infra veteres aggeres, illud debet habere ab ecclesia & tenere. Item dictus archiepiscopus dedit mille solidos Aelfmaro de Mont Fol, quando accepit ab eo in feodum illud quod habebat apud Rochi Fort. Item terram de Roanneis pretio mille solidorum adquisivit, exceptis hiis que obligata erant, que ultra hoc redemit. Item terram Stephani Genesii ibidem pro quingentis solidis emit. Item dominium & terram Berardi de Pifaiz que est apud Rochi Fort, emit a Berardo de Chastillon & a domina

de Pifaiz, uxore ejus, ad quam devoluta erat illa terra. Solam pedam Guidonis de Talaru, fenescalci Lugdunensis, ibidem propriam ecclesie invenit. Terram del Chastanarei & curtile de Brocia cum appendiciis, & curtile Bonfil & terram de [.....] (*sic*) vineas appendentes acquisivit. Terram vero quam Martinus de Bosco habebat in Argenteria, quam tenet Jo. de Effartis & Lefinanges, quas emit idem Martinus pretio d. solidos, vineas que vocantur Defoz, per eundem Martinum, acquisivit. Item terram de Monchanin & vineam de Rantalon quam tenet Girinus de Capella in qua sunt quindecim denarii censuales sine quarto & tres denarii debitaes in vinea Guilet, & duos denarios in vinea Martini Rainier & unam lampadem olei in terra quam tenet Petrus de Costa. Item illud quod ibidem habebat Petrus Arnaudi, miles, emit pretio decem librarum. Item pedam Hugonis de Castello & pedam Arulfenchi & pedam Carpinellorum adquisivit. Item, apud Coindreu, terram Petri Arrivi pro mille solidis emit, & terram Narchimaut de Meons, pretio centum librarum, & tres partes furni pretio trium milium solidorum & pedam Acquini pretio viginti librarum, & in adquisitione domorum que fuerunt Guidonis Girat centum libras misit. Et in terra Willelmi Bernardi que est apud Longes viginti libras misit. Et in pararia quam habebat Gaudemar de Jarefio apud Coyndreu, & ut recognosceret idem Gaudemar se habere ab ecclesia quicquid habebat a cruce Montis Violi, inferius, ufque ad mandamentum de Mala Valle, accepit in pignus dictam parariam ab eodem Gaudemaro pro centum & viginti marchis argenti, & facta permutatione de Coindreu & de Sancto Annemundo, translata fuit ista gageria ad Chavannay, ubi remissis viginti marchis remanserunt in gageria solummodo centum marche. In pararia quoque Fulconis & Ogerii de Amposi fratrum misit pro gageria..... Et in pararia Selvonis de Farnay similiter misit pro gageria novies viginti libras viennenfium. Et ad hoc sciendum quod Guifredus de Alba Ripa & Briandus de Layveu mariti Willelme filie dicti Selvonis de Farnay recognoverunt, pro eadem Willelma & de mandato ejusdem, se habere in feodum ab ecclesia quicquid possidebant pro eadem Willelma, citra Rodanum, tam ad Coindryeu quam ad Chavannay & ad Doisyeu. Item adquisivit pedam Johannis Testu de Calstro. Item feodum Jocerandi Lamberti de feodo d. Garinens & quicquid acquisivit, vel acquireret idem Jocerandus a ponte de Vernuel ufque ad pontem de Ballonnay. Item acquisivit a Stephano Afterio, vicario de Longes, vicariam quam ibidem habebat pro decem libris & dimidia. Item medietatem feodi de Sifeu acquisivit a Falcone Siffrei pretio septem librarum. Item fecit permutationem vicarie de Coindreu cum Girino Siffrei, & permutationem pararie de Coindreu & pararie de Sancto Annemundo cum Guigone de Jarefio. Et ad meliorationem sui anniversarii quod ibidem institui precepit & fieri, omnibus clericis, centum marchas reliquit, & ad opus ecclesie centum marchas dedit, & in elemosina quingentos mornantefios filiginis dedit; singulis quoque duodecim presbiterorum majoris ecclesie quadraginta solidos dedit. Et pro anniversario comitisse Forensis, matris sue, septuaginta libras dedit. Item apud Givore acquisivit a Stephano Parent decem & septem solidos forcium debitaes in ortis & dimidium molendinum in quo est unum sextarium filiginis censuale, & idem Stephanus Parent accepit in feodum ab ipso archiepiscopo domum suam que est subtus domum Blanchi & domum Jacobi de Maniveu, & quoddam tinale quod tenent heredes W. de Bornue, & curtile quod tenet Bonetus Deschas & alias quinque pecias terre quas successeffores W. de Bornue similiter tenent, que sunt de hoc feodo, quorum una est subtus furcas & alia est juxta rem Antelmi de Candieu, & partem vinee que est prope vineam W. Arenc apud Arriceu, & unam meitarantem terre juxta vineam Blanchie de Malofas apud Arriceu, & aliam peciam terre inter Morvantet & Giron, & unum ortum apud Freideriam, & aliam peciam terre apud Baon juxta vineam Andree Cornolci. Item acquisivit quicquid juris habebat ecclesia de Insula de subtus Viennam in insula de Givore pretio viginti viii^{to} librarum forcium. Item dominium & portio[nem] poipie quam Berer de Pifaiz habebat in toto calstro de Givore, constitit centum & septem lib. forcium & quinquaginta solidos debitaes in pedagio, domos & ortos & terras planas quos habebant (*sic*) in mandamento de Givort, emit postea ab ipso Berer, pro quinquaginta octo libris viennenfium & trecentis solidis de drudariis quos habuit Aefmarus de Mont Fol. Item permutavit Guichardo de Montagneu & domine Blanchie uxori sue illud quod ecclesia habebat in Monte Rotundo & apud les Beiffes, & insuper

dedit eis magnam peciam pro portione juris & domini quam habebant in poipia de Givorc. Item acquisivit a Stephano de Farnay quicquid juris & domini in eadem poipia habebat pro quinquaginta viii^{to} libris forcium. Item acquisivit a W. Arenc, pretio sexaginta solidorum, duas partes mercati de Givorc & duodecim denarios debitaes apud Tucst. Item Jacobus de Maniveu accepit ab eo in feodum plantatam Defcothayon cum appendiciis & duas pecias terre apud Clairins & aliam peciam terre apud Maniveu que dicitur pecia prati. Item Martinus Charruiers & Johannes, frater ejus, ceperunt ab eo, in feodum, manum de Poyreu & debent idem annuatim unam gallinam de franchisia. Item Albertus & Rolandus de Porta fratres acceperunt ab eo in feodum quicquid habebant apud Chavaireu, & Aymo Levraz recognovit se habere in feodum ab eo curtile de Vannel quod fuerat de dominio Berer de Pifaiz, quod habebat Alachanter. Item apud Yrinnins Guigo Amalberz cepit ab eo in feodum tertiam partem quam habebat ad Yrinnins infra munitionem, & tertiam partem insule que est subtus villam, & hominum ei fecit & successores ejus fieri jussit. Item Martinus de Riviria cepit in feodum quicquid habebat ad Yrinnins & hominum idem fecit. Item domina Guicharda & Falco filius ejus acceperunt ab eo in feodum quicquid habebant in parrochia de Yrinnins quod feodum archiepiscopus dedit Willelmo Richer qui, pro eodem, tenebatur archiepiscopo & successoribus ejus & Falco & heredes ejus tenebuntur dicto Willelmo Richer. — (Extrait du Nécrologe original de l'église de Saint-Jean de Lyon, f^o 53-56. Archives de l'Archevêché de Lyon).



(1).

N^o 37. — *Notice de la fondation du monastère des Religieuses de Saint Thomas en Forez, selon l'inventaire des archives dudit pays.* — In arca signata per E.

Littera primæ procreationis monasterii Sancti Thomæ monialium quod dotavit Guigo comes Forensis, anno M^o CC^a III^o.

N^o 38 (2). — *Fondation d'un anniversaire dans l'église de la Commanderie de Montbrison, pour l'âme de Guy III^e du nom, comte de Forez, par Raynaud, son frère, archevêque de Lyon.* — Communiqué par extrait sur les archives, par noble Jean Puy, sieur de Périers, avocat & jurifconsulte au bailliage de Forez.

Raynaudus, Dei gratia, primæ Lugdunensis ecclesiæ minister humilis, omnibus in perpetuum.

(1) Sceau de contre-sceau de Renaud de Forez, archevêque de Lyon. Archives du Rhône.

(2) Voir le n^o 17 pour la fondation du prieuré de Saint-Thomas

et le n^o 40^a pour la confirmation faite à la Bénédiction Dieu, par le comte Guy III.

Quod a nobis pia intentione geritur, ne cuiusquam dolo vel verpitiâ pervertatur, vel annis tacite labentibus oblivioni tradatur, in posterum dignum duximus litterarum adminiculo communiri. Noverit igitur tam præsens ætas quam successura posteritas quod nos qui nunc curam comitatus Forensis gerebamus, de voluntate & consensu Guigonis nepotis nostri, dedimus & concessimus in elemosinam domui hospitalis Jerusalem de Montebisone decem demencos Siliginis apud Sarvent, in illa parte quam dominus Guigo comes, pater noster, acquisivit a Pontio Crota, &c... propter quæ, domus dicti hospitalis teneretur facere, singulis annis, anniversarium fratris nostri Guigonis comitis Forestii, die obitus sui, qui sepultus fuit apud Acon, in ecclesia hospitalis. Ut autem hæc nostra donatio irrevocabilem obtineat firmitatem, presentem cartam dedimus sigilli nostri munimine roboratam. Actum anno Domini m^o c^o x^o, per manum Petri Archipresbiteri Forensis. — (Collationné sur une copie autographe de La Mure).

N^o 39. — *Charte de Guy II^e du nom, comte de Lyon & de Forez, en faveur de l'abbaye de la Bénifons Dieu qui étoit de sa fondation.* — Extraite des archives de ladite abbaye.

Ego Guigo, comes Lugdunensis atque Forensis, omnibus tam præsentibus quam futuris ad quos litteræ præsentis pervenerint, in perpetuum. Provida prudentium virorum discretio res gestas futuræ memoriæ litterarum testimonio consuevit commendare ne temporis oblivioni possent tradi vel malignantium cavillatione defraudari. Noverit itaque universitas vestra quod fratres de Benedictione Dei ab Arnulpho de Sivre, medietatem mansi de Binieu, de feudo meo, de quo unam eminam frumenti mihi debent annualem, pro viginti septem libris Lugdunensis monetæ emerunt; & ipse Arnulfus, de pace, bona fide tenenda, me constituit fidei iussorem. Hujus rei sunt testes Stephanus de Charloneyres, Hugo de Conget, Duranus Matet, Joannes de Varennes, & Germanus Trompette, item etiam Arnulfus, in manu capellani de Clepeio, tactis sacrosanctis evangeliiis, juravit quod conventionem istam fideliter observaret. Preterea emerunt ab Hugone de Sivre, de Montbrison, medietatem decimæ de Binnieu quæ de casamento meo erat pro decem & octo marchis argenti. His testibus: Raimondo de Barges, Joanne Cuffonel, tunc temporis castellano de Montbrison, Miglano & Joanne Agait. Hanc conventionem uxor ejus, nomine Alix, jurejurando concessit & coram patre meo Guigone comite & Philippo capellano, in domo sua, laudavit. Nihilominus emerunt terram de Chatuy a filia Hugonis de Chatuy, pro qua dederunt, in commutatione, terram quam ad Chardum habebant & prædictam terram de Chatuy de mandato illius mulieris & mariti sui ab Emaro de Vernioille, pro septuaginta solidis fortibus redemerunt. Et ipsa mulier & pueri ejus triginta solidos habuerunt & unam siliginis eminam habuerunt & conventionem hanc laudaverunt. Hujus rei testes sunt Germanus de Chardon, Girardus frater ejus, Boer, Barode, Vala & frater Bartholomeus. Item jam dicti fratres totam terram istam quæ est infra castella de Chatuy, ab Aïmone de Chatuy, in perpetuum possidendam acquisiverunt, sicut ager castellaris qui protenditur ab aqua quæ vocatur Ays usque in fluvium Ligeris. Testibus Willelmo Arnole, archipresbitero de Pomeris, Girino de Chardon & Girardo frater ejus; præterea Pontius Biffardi concessit se Deo & domui Benedictionis Dei, & ibi locum sepulture elegit & obtinuit. Dedit & illis terram de Bosco pro salute animæ suæ & antecessorum suorum & ipsi dederunt ei tres marchas argenti & dimidiam pro querelis suis pacificandis, & pro fratribus suis sepeliendis. Hujus rei testes sunt dominus abbas de Benedictione Dei, dictus Hugo, Bruno monachus de Monte Petroso, frater Humbertus & Petrus de Frossa, Willelmus de Inter Aquas. Ego autem hæc omnia laudavi & rata habeo, & illibata desidero in perpetuum manere. In cuius rei fide, presentem cartam sigilli mei munimine feci roborari. Datum anno Domini millesimo ducentesimo primo.

N^o 40. — *Charte de plusieurs dons en faveur de l'abbaye de la Béniffons Dieu que donna Guy III^e du nom, comte de Lyon & de Forez, allant en croisade.* — Tirée des mêmes archives.

Ego Guido, Lugdunensis & Forensis comes, universis ad quos presentes litteræ pervenient, notum fieri volo quod, pro remedio animæ meæ & antecessorum meorum, dedi libere domum de Gilban, quam habebam in castro de Clepe, domui de Benedictione Dei, quam Petrus de Sivre dedit hospitalariis, & ego ab iisdem hospitalariis acquisivi; & dedi eis domum meam quam habebam in villa de Jule. Prædicti fratres de Benedictione Dei mihi dederunt domum quam Guichardus de Chambonne dederat eis, quando Guichardus filius ejus in eadem domo suscepit habitum religionis. Concessi etiam eis & laudavi quidquid Artaudus Blancus vicecomes Matificonenfis jam dictæ domui dederat, in territorio de Crozet. Ut autem ratum & inconvulsum habeatur in posterum, presentem cartulam sigilli mei impressione signavi, dominicæ Incarnationis, anno millefimo ducentesimo secundo, apud Lugdunum, in prociñctu itineris Hierosolimitani constitutus.

N^o 40 *. — *Charte de confirmation des bienfaits du comte Guy II en faveur de l'abbaye de la Béniffons Dieu par Guy III, comte de Lyon & de Forez, son fils.* — Extraite des mêmes archives.

Ego Guigo, comes Forensis atque Lugdunensis, notum facimus tam presentibus quam futuris ad quos litteræ præfentes pervenerint, quod Guigo, pater meus, comes Forensis atque Lugdunensis, pro salute animæ suæ, necnon & pro salute animarum patris & matris suæ & antecessorum fuorum, Deo & Beatæ Mariæ & fratribus Benedictionis Dei, dedit terram illam in qua Grangia de Rivis fundata est. Donavit etiam illis in perpetuum villam de Regarderia & quidquid sui juris erat illis tam in terris quam in pratis, cum nemore de Rigarderia, præter boscum quod est subtus viam, quod ad beneplacitum suum duxit retinendum. Nihilominus dedit illis pascua ad usum pecudum ipsorum, sicut strata demonstrat qua tenditur de Les Chalz de Salvain per fontem Juneti ad petram Balsans. Et notandum quod ista strata est ultra flumen Aquæ Sparsæ & ab illa strata omnia pascua quæ sunt versus Regarderia dedit prædictæ domui Benedictionis Dei. Præterea concessit præfatis fratribus quod usualia & necessaria libere possideant & quiete. Dedit etiam illis prata de la Broce, quatuor festeratas terræ ad usum grangiæ de Linas & terram quam de Petro de Cufanges comparavit ad opus grangiæ de Vezelins; præterea dedit illis domum quamdam in castro de Montebrofone quæ fuit magistri Segui. Et donationem quam magister Giraudus illis fecit de domo sua quæ est prope ecclesiam Beatæ Mariæ, laudavit, & in tota terra sua & mea eis pedagium remisit, & condonavit de rebus quas duci, vel deferri facient ad usum proprios, in pontibus, in foris, in villis, in aquis, in mercationibus, & exactiones quæ laïcæ vocantur, ubicumque illas habuit, in perpetuum eis condonavit, statuendo ut, deinceps, per totam terram suam & meam, liberum & quietum transitum habeant, sine omni exactione pedagii & mercationes suas liberas & quietas, sine omni exactione laïdarum. Ego autem devotionem illam quam pater meus erga domum & fratres de Benedictione Dei gerere dignoscitur, affectione filiali amplectens, omnes donationes & concessiones supradictas, gratas habeo & firmas, &, præter hæc, dedi illis sextam partem decimæ quam in parrochia Sancti Sulpitii habebam, videlicet in terris illis quas ibi habeo, & quas Poncius de Mareneiac illis dedit quæ erant de feodo meo, concessi & laudavi. Ut autem hæc omnia firma maneant, presentem cartam sigilli mei impressione feci roborari. Factum est hoc anno Domini millefimo ducentesimo primo.

N° 41. — *Charte de Guy II, comte de Forez, contenant sa médiation & autorisation de quelques dons faits à l'abbaye de la Bénissons Dieu.* — Extraite des Archives de ladite abbaye.

Guigo, comes Forensis, omnibus sanctæ matris Ecclesiæ filiis, tam presentibus quam futuris, salutem in Domino. Quod scio, loquor, & quod vidi fideliter attestor. Sciât igitur universitas terræ quod, cum grandis & gravis querela verteretur inter viros religiosos fratres Benedictionis Dei & virum nobilem Willelmum de Baffia, coram me, apud Clepium, sopita est hoc modo : venerunt autem prædicti fratres, die quo dominus Hugo abbas de Benedictione Dei & præfatus Willelmus condixerant, coram me, apud Clepeium, & ibi, Willelmo presente & multis aliis, efficacissime probaverunt quod avus suus bonæ memoriæ Willelmus de Baffia, Deo & Beatæ Mariæ & domui Benedictionis Dei, pro remedio animæ suæ & antecessorum suorum, per totam terram suam, pascua ad usum animalium & pecudum suorum concessit in perpetuum, libenter & quiete donavit; quod, ut audiunt, dictus Willelmus donationem illam ratam habuit & firmam. Concessit etiam illis dominus Arnaudus de Monte Riveilli, in presentia mei, eodem die, ut pascua per totam terram suam ad usum pecudum & animalium suorum, in perpetuum libere possiderent & quiete. Hæc autem omnia supra dicta, in presentia mea facta sunt & mandato & voluntate tam supra scripti Willelmi de Baffia quam Armani, presenti cartæ meum apposui sigillum, anno ab incarnatione Domini m° cc° v°.

N° 42. — *Charte du comte Guy II portant donation de la terre de Bigny en Forez, avec ses droits à ladite abbaye de la Bénissons Dieu.* — Extraite des mêmes Archives.

Ego Guigo, comes Forensis, notum facio, &c., quod Ego, Deo & Beatæ Mariæ & domui Benedictionis Dei, concessi in perpetuum & libenter donavi, pro salute animæ meæ & predecessorum meorum, mansum meum de Bignieu, quod dicitur mansum comitale, & pratum meum juxta gurgitem de la Rona, & unam eminam frumenti debitalem quam habebam annualem in terra quam emerunt fratres prædictæ domus de Arnulfo de Sivreio. Concessi etiam illis jus meum & dominium, libere & quiete perpetuo jure possidendum, quod habebam in vineis de Parrachius (*sic*) quas Durannus Berardi eis donavit; jus & dominium quod habebam in vineis de Flavi quas Durannus Mercers illis donavit. Ut autem ista donatio mea in perpetuum rata maneat & firma, presentem cartam sigillo meo feci sigillare. Hujus rei testes sunt Hugo abbas Benedictionis Dei, frater Petrus, monachus, frater Imbertus & frater Rainodus, conversi, Philippus capellanus de Monte Brifonis, Hugo capellanus de Monte Rotundo, Willelmus de Vaura, cancellarius, Andreas de Vaura, castellanus de Chambeum, Petrus Boce, castellanus de Monte Brifonis, & plures alii. Factum est autem hoc anno ab incarnatione Domini m° cc° v°.

N° 43. — *Donation faite à l'abbaye de la Bénissons Dieu par le comte Guy I^{er}, pour l'âme de la comtesse Alice, sa mère.* — Extraite des archives de la même abbaye.

Ego comes Forensis, Guigo, omnibus, &c., quod Ego dedi Deo & beatæ Mariæ & domui Benedictionis Dei, pro salute animæ meæ, & animæ Alafie matris meæ bonæ memoriæ, decimam quam habebam in parrochia de Poncins ultra aquam de Vizezi, versus Boream usque ad Cellam, & quod habebam ultra fluvium de Lignom, ulterius versus Boream usque ad Cellam. Et ut hæc donatio firma sit & stabilis maneat, nos dedimus dictæ domui cartam istam sigilli nostri munimine roboratam. Actum anno Domini m° cc° xxi^o, xii kalend. septembris.

N^o 44. — *Accord par l'entremise de prélats entre le comte Guy IV & Marie de Bourgogne, dame de Semur en Brionnois. — Extrait des mêmes Archives.*

Nos Raynaudus, Dei gratia, Lugdunensis archiepiscopus, M. ejusdem permissione Cabillonensis episcopus, & Umbertus dominus Belli Joci, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum discordia verteretur inter Mariam nobilem ducissam, dominam Sine Muri, ex una parte, & Guigonem nobilem comitem Forensensem, ex altera; tandem in nos utraque pars compromisit. Cum autem, prælitato juramento, tactis sacrosanctis evangeliiis, firmassent se quidquid statuerimus super hoc observare; Nos, de prudentum consilio, & de assensu etiam & voluntate utriusque partis, pronuntiamus in hunc modum: comes itaque Forensis omnia illa quæcumque ipse vel ejus predecessores acquisierunt infra mandamentum de Change & infra terminos de Lésipince, quitavit in perpetuum illis qui ea in feudo ab illo tenebant, & infra prædictos terminos, ipse vel sui aliquid de cætero non acquirerent. Et, cum abbas de sancto Rigaldo villam sancti Juliani prædicto comiti ad custodiendum commendasset, idem comes quitavit ipsam commendam eidem abbati, & hoc propter illam custodiam quæ inter nominatum comitem & jam dictam ducissam vertebatur, & prædicta domina ducissa promisit quod eam dictam villam a se & suis, pro posse suo, ab omni gravamine custodiret. Dominium quod domina ducissa habebat apud Sanctum Bonitum, apud sanctum Ferreolum & apud Mable, remanet eidem, ita quod apud Mable non se potest de cætero crescere. Domina ducissa, in recompensatione prædictorum, quitavit eidem comiti & suis, in perpetuum, domum de Bagnaulx cum appenditiis & quidquid juris habebat vel habere poterat in territorio de Roanne, de sancto Habundo, de Crozet, vel aliorum castrorum comitis. De cetero se non crescit domina ducissa; & sciendum quod strata publica est de dominio comitis usque ad fossatum de Vivant. Hæc autem omnia supradicta, tam ducissa quam comes se observaturos, tactis sacrosanctis evangeliiis, promiserunt. Sub eodem etiam juramento, promisit domina ducissa inducere filium suum Dalmatium, dominum de Luzeio, ad prædicta omnia concedenda & observanda, & tam juramento quam sigillo dicti Dalmatii confirmanda. Ad majorem autem firmitatem ac stabilitatem hujus compositionis, domina ducissa & comes Forensis sigilla sua, presentibus literis apposuerunt, & nos, ad preces quoque ipsorum, nostra similiter sigilla apposuimus in testimonium veritatis. Actum est hoc apud Sanctum Germanum in Roaneys, anno gratiæ M^o CC^o XXXII^o, mense Martio.

N^o 45. — *Don du comte Guy IV à l'abbaye de la Bénissons Dieu en considération de la sépulture qu'y avait sa mère. — Tiré des mêmes archives.*

Guigo, comes Forensis, omnibus in perpetuum. — Noverint universi quod nos dedimus domui Benedictionis Dei xxv solidos in pondere Montisbrionis annuatim percipiendos, unde lampas ante sepulcrum matris nostræ ardeat, singulis noctibus, & ejusdem domus conventus habeat per quadragessimam olei continentiam. Et, ut hoc donum nostrum in posterum habeat firmitatem, dictæ domui presentes litteras dedimus sigilli nostri munimine roboratas. Datum anno Domini M^o CC^o XXX^o, mense Junio.

N^o 46. — *Fondation de l'anniversaire de la comtesse Ermengarde d'Auvergne, dans ladite abbaye de la Bénissons Dieu. — Tirée des mêmes Archives*

Ego Guido, comes Nivernenfis & Forensis, omnibus notum facimus quod nos, Dei amore & ob remedium animæ bonæ recordationis Ermengardis, quondam uxoris meæ, comitiſſæ Forensis, dedimus & in perpetuum elemosynam concessimus, bonis & religiosiis viris fratribus de Benedictione Dei, quinquaginta solidos fortium Lugdunensium in mandamento nostro de Fuer, annuatim, in festo Sancti Hilarii percipiendos. Supra dicti vero fratres anniversarium prædictæ uxoris nostræ Ermen-

gardis tenentur, annis singulis, solemniter facere & orationem pro ea facere specialem. Actum anno m^o cc^o xx^o sexto, die dominica post circumcissionem Domini.

N^o 47. — *Lettre de Renaud de Forez, archevêque de Lyon, faisant mention de la cession de Crofet au comte Guy I^{er} par Rainaud & Hulric fils du vicomte de Mâcon (1).*

Rainaudus, Dei gratia, prime Lugdunensis ecclesie minister humilis, omnibus in perpetuum. Univerſitati vestræ notum facimus quod Rainaudus & Hulricus, fratres, filii quondam vicecomitis Matificensis, quitaſerunt & guirpuierunt sponte nobili viro Guigoni, comiti Forſienſi, nepori nostro, in prefentia nostra, quicquid habebant ultra Ligerim & ſpecialiter Crofet, cum ſuis pertinentiis; & omnis querela inter eoſdem fratres & comitem predictum quittata fuit pariter & ſopita. Unde nos ad preces & mandatum dictorum Rainaudi & Hulrici prefentes litteras ſcribi fecimus in teſtimonium veritatis & ſigilli noſtri munimine roborari. Actum anno Domini m^o cc^o xx^o, menſe octobri. — (Arch. de l'Emp. P. 1394^e cote 138).

N^o 48. — *Fondation de l'anniverſaire de la comteſſe Mathilde de Courtenay, dans l'abbaye de la Bénifſons Dieu. — Extraite d'une charte des archives de cette abbaye.*

Ego G. comes & M. comitiſſa Nivernenſis & Forenſis notum facimus univerſis quod dedimus, in puram & perpetuum elemoſynam, eccleſiæ de Benediſſione Dei, partem quam nos habebamus in decima de Chaſcayn prope Jalegniacum, pro anniverſario mei, Mathildis comitiſſæ, & bonæ memoriæ quondam comitis Nivernenſis. In cuius rei teſtimonium prefentes litteras dedimus ſigillorum noſtrorum munimine roboratas. Actum anno Domini m^o cc^o xxxv^o, menſe Januarii (2).

N^o 49. — *Achat de la place où eſt bâtie l'églife & le cloître des chanoines de Montbrifon, par le comte Guy I^{er}, leur fondateur. — Communiqué par le S^r Rozeau, ſeigneur de La Pierre & Chazelles en Forez.*

Guigo, comes Forenſis, omnibus in perpetuum prefentibus pariter & futuris. Volumus notum fieri quod Guichardus Viridis dedit nobis, ex permutatione, locum ſive plateam in qua edificaremus eccleſiam & claſtrum in honorem Dei & beate Mariæ apud Montisbrifonem & omnia quæ habebat vel habere videbatur a monticulo Modonii uſque ad Vizeſiam & ad hoſpitale pauperum, exceptis vineis quas ſibi retinuit. Nos vero, in recompensationem dictorum, dedimus eidem Guichardo manſum de Gruers & duos homines ibidem habitantes & unum apud Vioulle, promittens quod, nec in dictis hominibus, nec in quatuor aliis hominibus quos dictus Guichardus habebat apud Chazelles, nec in tribus apud Villards, umquam de cætero tallias nec excubias exigemus; tamen hæc omnia ſupra dicta & nobis in feudo tenebit. Ut autem, inter nos & ſupradictum Guichardum, hæc permutatio firma & ſtabilis permaneat in poſterum, ſicut expreſſa eſt ſuperius, eidem Guichardo litteras dedimus ſigillo noſtro munitas in teſtimonium veritatis, anno Domini m^o cc^o xxxv^o, menſe Aprilis (3).

(1) Cette chartre, inconnue à La Mure, a dû être placée ſous la n^o 47, qui n'a pas été citée dans le texte.

(2) De cette chartre pendent deux grands ſceaux en cire blanche, le premier reſſemblant le comte armé ſur un cheval dont le harnois eſt ſigné de dauphins & ces mots autour : *ſigillum G. comitiſſæ Nivernenſis & Forenſis*, & de l'autre le contrefort portait un ſimple écuſſon ayant un dauphin. Le ſecond eſt de la comteſſe reſſemblant à cheval avec un oïſeau ſur le poing & ces mots autour : *ſigil. Mat. Comitiſſæ Nivernenſis & Forenſis*, & au revers, un

écuſſon ſigné de billetes avec un lion ſur le tout & ces mots autour : *Comitiſſæ*. (Note de La Mure.)

(3) On voit par cet acte comme ce gentilhomme Forenſis, nommé Guichard Verd, en reſtaurant par échange au comte Guy I^{er} la place où il bâtit l'églife & le cloître des chanoines de Montbrifon ſe réferra des vignes qui, dignes, ayant été jugées néceſſaires à l'agencement & ſaſſance dudit cloître, furent vendues audit chapitre par le ſils de ce gentilhomme ſous l'autorization du comte Guy V, comme il ſera vu ci après. (Note de La Mure.)

N° 50. — *Concordat ancien entre le comte de Forez Guy IV & Humbert VI sire de Beaujeu.*
— Extrait de la chambre de Beaujolais.

Nos capitulum ecclesiæ Beatæ Mariæ de Bellijoco norum facimus quod nos vidimus & diligenter infleximus quasdam litteras sigillatas Guigonis, quondam comitis Forensis, & Humberti, domini Bellijoci, sigillatas, quorum tenor talis est : Noverint univerſi presentes litteras inspecturi quod cum olim, inter comites Forenses & dominos Bellijoci, querelæ multiplices, super caſtris, terris, poſſeſſionibus & aliis juribus, verterentur, poſt multas guerras propter hoc ab eis factas, tandem inter Guigonem comitem Forſienſem & G. filium ejus, qui ultra mare deceſſit, & Guichardum de Bellojoco, per manum hominum ſuorum & multorum religioſorum virorum, amicabileſ concordia & pax fuit in hunc modum, per Dei gratiam, reſormata : Guigo ſiquidem comes Forenſis & Guigo filius ejus dimiſerunt & quittaverunt Guichardo de Bellojoco quidquid ab eo petebant, ſalvis quibuſdam chaſſamentis & homagio propter hoc debito & facto, quæ dominus Bellijoci a comite Forenſi tenet in feodum, & homagium & fidelitatem ei pro his ab antiquo facere conſuevit; & Guichardus de Bellijoco dimiſit, dedit & quittavit dictis Guigoni comiti & Guigoni filio ejus & eorum hæredibus chaſſamenta, ſive feoda Neironde, Sancti Mauricii & de Olches & de Ulfeu, & homagia & fidelitates dominorum predictorum caſtrorum & quidquid habebat vel habere videbatur citra terminos infra ſubſcriptos præter hoc quod habebat in la Plaigni & feodum Arnaudi de Sancto Marcello apud Sanctam Colombam & feodum de Charnſalas apud Sanctum Prejectum & feodum Sancti Juſti La Pendua, quæ ſibi retinuit dominus Bellijoci. Ut autem pax firmior eſſet inter eos, & nulla occaſio vel materia diſcordie poſſet inter ipſos de cætero ſuboriri, poſuerunt & aſſignaverunt, inter eos, terminos & metas ultra quas non licet comitibus Forenſibus, verſus terram dominorum de Bellojoco, aliquid acquirere vel habere. Similiter dominis de Bellojoco, verſus terram comitatus Forenſis, ultra terminos conſtitutos, non licet aliquid acquirere vel habere. Adjectum etiam fuit, ut alter alterius homines non defenderet, aut manuteneret, contra voluntatem dominorum ſuorum, aliquo modo. Hæc vero ſunt mete & termini conſtituti inter comitatum Forenſem & terram Domini Bellijoci, ſcilicet : a parvo fluvio feu rivo qui dicitur Ganz & fluit uſque ad ſemitam quæ movet ab ipſo Rivo de Ganz & protenditur ſubtus Croiſel verſus guardam de Raſſilles, uſque ad caminum feu ſtratam de Sayeta, & iterum ſicut protenditur caminus de Sayeta uſque ad portum de Rohenna. Verum, cum pax illa per aliquos annos duraſſet, iterum, inſtigante diabolo, guerra fuit inter dominum Raynaudum, archiepiscopum Lugdunenſem, qui tutelam & curam comitatus Forenſis & Guigonis, nepotis ſui, tunc temporis gerebat, & dominum Guichardum de Bellojoco. Sed tandem, de mandato domini regis Francorum, per manum venerabilis patris Raymondi episcopii Claromontenſis & ſelicis recordationis O. ducis Burgundie & domini Guidonis de Dampetra, pax fuit inter ipſos iterum reſormata, ſub eiſdem conventionibus & ſub eodem tenore & forma ſub qua prima pax fuerat facta. Poſtmodum vero, domino Guichardo de Bellojoco ſublato de medio, Hugo Dalmatius, homo ligius comitis Forenſis, caſtrum de Coſant ab Humberto filio dicti Guichardi accepit in feodum, ipſum Hugonem contra comitem Forenſem & quosdam alios homines ſuos deſſendens & manutens idem Humbertus; & quoniam contra predictas conventiones & infra ſubſcriptos terminos, hoc factum erat, inter Guigonem comitem Forenſem, nepotem domini R : archiepiscopii Lugdunenſis, & inter ipſum Humbertum, guerra magna iterum eſt ſuborta. Sed tandem, divina favente gratia, pax facta eſt inter eos ſecundum formam & tenorem prime & ſecunde pacis. Nam Humbertus de Bellojoco publice recognovit quod pater ſuus dimiſit & quitavit Guigoni, comiti Forenſi, & ejus heredibus quidquid unquam ipſe vel pater ejus, vel ipſius progenitores, in caſtris Naironde, Sancti Mauricii & Ulfei, & de Olches, vel eorundem caſtrorum occaſione habuerant, & quidquid habuerant vel habere videbantur, infra terminos memoratos, verſus terram comitatus Forenſis, præter hoc quod habebat in la Plaigni & feodum Arnaudi de Sancto Marcello, apud Sanctam Columbam, & feodum de Charnſalas apud Sanctum Prejectum & feodum Sancti Juſti la

Pendua que sibi retinuit dominus Bellijoci. Cætera omnia remanent comiti Forensi; & si qua questio esset super hoc quod habet dominus Bellijoci en la Plaigni, concefferunt tam comes quam Humbertus quod, super hoc, cognitioni flarent capituli Lugdunenſis. Item recognovit idem Humbertus quod promiferant sibi ad invicem pater suus & comes Forensis quod alter hominem alterius contra suam voluntatem non defenderet vel manuteneret & quod nichil, ultra terminos sæpe dictos, alter versus terram alterius, aliquo modo acquirerent vel haberent; & quia pater ejus ita fecerat, eodem modo hæc omnia conceſſit & quittavit comiti Forensi & heredibus ejus, & comes similiter promiſit & quittavit Humberto, ſicut pater suus & avus ſupra leguntur promiſſiſſe & quittaffe. Feodum vero de Coſant & homagium Hugonis Dalmatii, quod contra conventiones patris fui & infra prædictos terminos acquiſerat, guirpivit idem Humbertus & quittavit ex toto. Et quia ipſe Humbertus prædictum caſtrum de Coſant acceperat in feodum ab Arveo quondam comite Nivernenſi, tenetur Humbertus efficere quod comitiſſa Nivernenſis ipſum feodum & homagium de Coſant quittet & dimittat libere & absolute, & ſuper hoc ipſa comitiſſa det ſuas litteras patentes, ita quod caſtrum de Coſant remaneat in eodem ſtatu & puncto in quo erat quando Hugo Dalmatinus ipſum accepit in feodum ab Humberto, & hoc tenetur Humbertus efficere erga comitiſſam Nivernenſem uſque ad octavas nativitatſis Beati Joannis Baptiſte; alioquin milites Humberti tenentur redire in oſtagium Lugduni & inde non exire donec compleatur. Oſtagii vero ſunt iſti : Cuichardus de Marzey, Joannes de Chaſtellus, Thomas de Marzey, ſeneſcælcus, Joceranus de Pizay, Humbertus de Noalle, Bartholomeus de La Cluſa, Humfredus de Marcheant, Stephanus de Marzey, Stephanus des Peilli. Ad hoc Humbertus de Bellojoco homagium quod comiti Forensi debebat ab antiquo de chaſſamentis & feodis, ſcilicet de Chamelet & de Sancto Triverio & de Amplo Puteo, fecit comiti memorato & chaſſamenta ſive feoda propter que ipſum homagium debebat, publice recognovit. Hæc omnia ſupra dicta tenenda & obſervanda impoſterum & quod nunquam de cetero contraveniant per ſe vel per alios, aliquo modo vel ingenio, corporaliter juraverunt comes & Humbertus ſupra evangelia Dei, promittentes ſibi ad invicem litteras teſtimoniales archiepiſcopi & capituli Lugdunenſis. In ſuper debet Humbertus procurare quod comes & ipſe Humbertus ſuper his omnibus litteras domini regis Francie & domini Ludovici habeant. Juraverunt etiam cum ipſis comite & Humberto multi milites eorum prædictam pacem, quod, pro poſſe ſuo, faciant ne pax iſta violetur ſed firmiter obſervetur. Hiſque plene peractis, ut pax inter eos facta robur firmiſſimum in poſterum obtineret, Humbertus filiam ſuam ſe promiſit daturum in uxorem filio comitis Forenſis & promiſit in dote ſe daturum eidem villam de Grandi Rivo & mille marchas argenti. Verum quia dictus puer & puella ſefe quadam linea conſanguinitatis attingunt, ita illud matrimonium ſe facere promiſerunt, ſi ſuper hoc licentiam ſive diſpenſationem, pro bono pacis, poſſent a ſede apoſtolica obtinere. Super quod juraverunt uterque ſe, bona fide, laborare & dare, ſecundum quod poterunt, operam efficacem. Si vero contingeret illud matrimonium caſu aliquo non compleri, a decem & ſeptem annis, ulterius non tenebitur Humbertus homagio comiti Forensi, ſed tam homagium quam chaſſamenta que ab eodem comite Humbertus tenet, quantum ad comitem ſunt quitata; ſed uſque ad decem & ſeptem annos completos debet homagium permanere; ſed ſi matrimonium fiat, homagium & chaſſamenta in perpetua firmitate durabunt. Hæc etiam ita ſe facere & ſervare tam comes quam Humbertus bona fide corporaliter juraverunt. Ego G. comes Forenſis & Ego Humbertus de Bellojoco rem ſive factum iſtud ita proceſſiſſe & ita eſſe & hanc cartam veram eſſe & de mandato noſtro ſcriptam conſitemur & teſtatur & ſigilla noſtra fecimus apponi eidem carte ad perpetuam firmitatem. Actum anno Domini m^o cc^o xxii^o viii^o idus Maii. — Nos vero ſupradictum capitulum præſenti ſcripto ſigillum noſtrum apoſuimus in teſtimonium veritatis. Datum Bellijoco in vigilia aſſumptionis beate Mariæ, Anno Domini m^o cc^o xlv^o (1).

(1) Collationné à l'original étant en la Chambre du Tréſor du
pays de Beaujolais à Villefranche par moi, ſecrétaire d'icelle

Signé : Tournoir.

(Note de La Mure)

Archives de l'Empire, n^o 1018. f^o 160m.

N^o 51. — *Fondation faite par Guigone de Forez, dame douairière de Vienne en Dauphiné, &, par apanage, de Marclop en Forez, sœur du comte Guy IV, dans le prieuré de Saint-Rambert audit pays.* — Extraite des Archives dudit Prieuré.

Nos G. domina de Marclepeio, soror nobilis G. comitis Nivernensis & Forensis, universis presentes litteras inspecturis, rei gestæ notitiam, cum salute. Ad singulorum memoriam volumus pervenire quod nos obtulimus Deo & beatæ Mariæ & domui Sancti Ragneberti &c... ut, die obitus maris nostræ, jam dicti monasterii fratres, necnon sacerdotes & clerici in eadem villa residentes, procurarent, singulis annis, competenter. Volumus etiam & requirimus quod, cum nos contingerit naturæ debitum perfolvisse, die obitus nostri, fiat anniversarium, non solum nobis sed & nostris prædecessoribus profuturum. Præterea Beatæ Mariæ Virginis auxilium implorantes, statuimus ut prior jam dictæ domus, coram altari suo, apud Infulam Barbaram, quandam lampadem teneat & eidem in perpetuum, diebus & noctibus, oleum subministraret. Verum quia jam dictus prior precibus nostris assensum suum gratanter præbuit, & favore dignum duximus monasterium Sancti Ragneberti ab hujusmodi expensis exonerare aliquantulum, vice versa, ideo dedimus & concessimus præfato priori, nomine domus dictæ, universas decimas quas percipiebamus vel percipere poteramus in parochia de Magneio & in parochia Sancti Laurentii, pacifice, jugiter & integre perpetuo possidendas, investiendo dictum priorem de decimis memoratis & renuntiando omni juri quod habebamus in eisdem & etiam in feudatariis, ita quod, ut nobis usque modo, sic dicto priori teneantur de cætero respondere. Dedimus etiam & concessimus ipsi priori, nomine suæ domus, plenum dominium quod habebamus in hominibus Sancti Ragneberti & in tenementis eorum in territorio de Marclepeio, investientes dictum priorem, nomine domus suæ, de dominio prætaxato. Et ut hæc nostra donatio robur obtineat inconcussam, & tam in vita nostra quam postquam decesserimus, inviolabiliter observetur, presentem cartam sigilli nostri munimine jussimus roborari. Actum anno Domini m^o cc^o xxx^o, xxx mensis Decembris (1).

N^o 52. — *Charte mémorable de la fondation de l'insigne église collégiale de Notre-Dame de Montbrison, faite par le très-pieux Guy IV^e du nom, comte de Forez.* — Extraite des Archives de ladite église, à savoir du registre appelé *Speculum*, f^o 2.

Guigo, comes Forensis, universis presentes litteras inspecturis, rei gestæ notitiam cum salute. Quoniam fragilis est hominum memoria & ea quæ geruntur in tempore labuntur cum tempore, idcirco, ad veram & perpetuam rei gestæ memoriam, ne lapsu temporis suboriri possit oblivio, quod a nobis pie, sicut credimus, factum est, his presentium litterarum apicibus jussimus commendari. Nos igitur illum solum habentes pre oculis qui reddet unicuique secundum opera sua, in memoriam prædecessorum nostrorum, nostri quoque, successorumque nostrorum non immemores, ad honorem Dei & beate semper Virginis Mariæ, deliberatione diligenti prehabita, prudentum quoque magnorumque virorum venerabilium in Christo patrum Viennensis & Ebrudunensis archiepiscoporum, prelibato consilio, & specialiter de assensu & autoritate dyocessani nostri venerabilis in Christo patris, Lugdunensis ecclesiæ archiepiscopi, patrui nostri, ecclesiæ apud Montembrissonem, in parochia Modonii, sine prejudicio juris alieni, destinamus construendam, & in eadem ecclesiâ, tresdecim canonicos instituimus qui divinis officiis mancipati Deo & beatæ semper virgini Mariæ [perpetuo] deffervirent; ex quibus unus decanus, alius cantor, alius sacrista, alius magister chori

(1) Dans le volume de cet acte fait l'an 1301, des *Jours post octaves* | *gentes de verbo ad verbum legimus quoddam litteras sigillatas sigillo*
apophane par l'official de Lyon, il porte ainsi. *Vidimus ac deli-* | *illiusse domina Guigone domina Viennæ.* (Note de La Mure).

effet; tres autem ex aliis, præter decanum & sacristam & magistrum chori, quos semper unus sacerdoti comitari debet, sacerdotes esse debent, qui, secundum vices suas, in eadem ecclesia, diebus singulis, missarum solemniam celebrabunt [& eorum prebende sacerdotales appellabuntur], & cum aliquis ex ipsis decesserit, ei talis substituat qui sacerdos sit, vel saltem infra annum ad sacerdotium velit & valeat promoveri. Verum quia nemo tenetur suis stipendiis militare & virtutum premia tribui meritis convenit, Deo & Beatae Mariæ & canonicis ibidem constitutis, donavimus & concessimus, subsequente corporali traditione, libere, liberaliter & devote, sacrum de Modonio & mandamentum cum omnibus appenditiis & pertinentiis suis, cum terris cultis & incultis & quidquid dominationis, quidquid juris, usagii vel consuetudinis in predictis rebus habebamus, nihil prorsus nobis retinentes, sed totum in memoratos canonicos transferentes; donavimus etiam nihilominus ipsis decimam [de Verrieres], d'Escotay & quartum quod ibidem cum decima mixtum habebamus, & grangiam de Petra cum appenditiis suis. Pro qua, ecclesia, ad unum anniversarium, pro patre nostro, semel in anno, usque ad xv solidos teneatur faciendum; donavimus, inquam, scilicet ea lege, ea firmitate quod predictum sacrum cum suis pertinentiis, vel istam decimam, sive grangiam, aliquo modo, aliqua occasione, nos vel nostri successores a predicta ecclesia non possimus remove; nec etiam ipsis canonicis licebit aliter vel aliquibus permutare vel alienare. Donavimus insuper canonicis predictis sexaginta libras fortium in foro Montisbrionis, sine difficultate aliqua, annis singulis, perfolvendas, scilicet quindecim libras in vigilia Nativitatis Domini & alias quindecim libras in vigilia Pasche & alias quindecim in vigilia Beati Joannis Baptiste, & alias quindecim in vigilia beati Michaelis. Et nos, ad removendam omnem difficultatem, nostrum lefdarium in assenimento fori alstringere tenemur, ut nisi dicta pecunia, suis statutis diebus, ab eodem solverentur, ipse lefdarius, dictis canonicis, pro qualibet die dictorum quatuor temporum que faceret in non folvendo moram, quinque solidos fortium nomine pene solvere teneatur. Sciendum, tamen, quod nos vel nostri successores dictas sexaginta libras, in locis idoneis & in tutis, sine omni prejudicio dicte ecclesie eidem canonicis poterimus assignare, interveniente tamen voluntate capituli & consensu. Huic insuper novelle plantationi specialiter intendentes, ad amplitudinem & incrementum ipsius, privigialiter indulgimus ut quidquid in comitatu nostro canonici memorati de feudis nostris, vel quibus aliis rebus, acquisierint, hoc eis sit licitum pro nobis & nostris successoribus ad prefens pariter & futurum, ita tamen ut res sit ad eos quantum ad nos, excepta tailia, cum suo onere transitura, videlicet ut si res illa nobis ad aliquas consuetudines vel aliqua usagia tenebatur, prius ad eadem precise nobis & nostris successoribus perpetuo teneatur. Notandum preterea quod tam personatus quam prebendas alias, cum vocaverint, nos vel successores nostri, infra sex menses, ex quo ad notitiam nostram pervenerint, ubicunque sint, personis idoneis conferre possumus & debemus. Instituti vero canonici jurabunt nobis & nostris successoribus fidelitatem & in forma juramenti quod ecclesie facere debent. Singuli exprimere teneantur quod non erunt in consilio, assensu, adjutorio facto vel dicto, quod nos vel nostri successores, jus hujusmodi patronatus, sive hujusmodi dominationis, quam in eadem ecclesia nobis & successoribus nostris retinuimus, perdamus aliqua occasione vel aliquo modo. Illud insuper notandum quod canonici ejusdem ecclesie, post fidelitatem nobis vel successoribus nostris factam, decano in spiritualibus obedientiam promittere debent. Preterea ordinationem ipsius ecclesie in melius tamen & de bonorum & prudentum virorum consilio, quamdiu viveremus, nobis retinuimus faciendam; post nostrum vero decessum, successores nostri in nullo preter[quam] in collatione personatarum & prebendarum, ut predictum est, se intrinsece poterunt vel debebunt. Sciendum quoque quod si facultates ecclesie, adjuvante Domino, multum excreverent, arbitrio nostri & successorum nostrorum & capituli ejusdem ecclesie numerus canonicorum & prebendarum poterit augmentari. Hec omnia supra dicta in presentia venerabilis patris in Christo domini R. Lugdunen[si]s archiepiscopi diocesani nostri & multarum sanctarum reliquiarum, tactis quoque corporaliter sacrosanctis evangelis, pro nobis & successoribus nostris, juravimus adimplere & observare. Et ad perpetuam rei firmitatem & memoriam, presentem cartam scribi jussimus sigillo nostro munitam in testimonium veritatis. Actum anno

Domini m^o cc^o xxiiii^o, iiii^o nonas Julii, [apud Modonium, ante ecclesiam Sancti Juliani] (1). — (Collationné sur le Livre des Compositions).

N^o 53. — *Déclaration d'immunité pour des forêts dépendant de l'abbaye de la Bénissons Dieu, par ledit comte Guy IV.* — Extraite d'une charte de ladite abbaye.

Ego Guigo comes Nivernensis & Forensis notum facimus universis quod, licet de mandato & voluntate conventus domus Benedictionis Dei, aliquando ceperimus & capi fecerimus in memoribus quæ vocantur la Fay de Genetennes & de Faoles & de Mimcranges; nos tamen in illis memoribus nullum jus propter hoc reclamamus. In cujus rei munimentum nos dictæ domui nostras patentes litteras dedimus sigilli nostri munimine roboratas. Datum apud Sanctum Raymbertum anno Domini m^o cc^o xxxix^o, die dominica, post Magdalenam, mense Julio.

(1) Cette date est ainsi mise au Livre des compositions des Comtes de Forez, où cette fondation est enregistrée folio 1^o. *Actum anno Domini m^o cc^o xxxiiii^o, iiii^o nonas Julii, apud Modonium ante ecclesiam Sancti Juliani*, ce qui désigne non seulement l'année & le jour, mais encore le lieu & l'endroit où ce mémorable acte fut pris.

Ce bel acte de la fondation de la sainte église collégiale de la capitale de Forez mérite que la première vocale qui fut choisie par son illustre fondateur, pour y faire honorer la glorieuse Vierge, fut la qualité même de *très-sainte Vierge*, si singulière à cette mère de Dieu, disant par express qu'il avait construit cette église en l'honneur de la Bienheureuse Marie *très-sainte Vierge*. Par lesquels termes, il donne à connaître que son intention vœut d'exiger cette église comme un monument éternel de la grande foi qu'il avait & de la grande révérence qu'il portait à l'incomparable virginité de cette reine de l'univers. De là vient que, quand il fallut mettre la main-treffe & principale pierre du chœur de cette église, il se vint point, par respect à cette immaculée pureté, la poser & mettre lui-même, mais ordonna qu'elle fut mise par les mains innocentes de son fils Guy V, qui étoit alors en enfance, ainsi qu'en peut voir au chapitre XIX du Livre II de cette Histoire. Or, quoique la dotation de la sainte église contene au fondist acte semble être modique pour le temps où nous sommes, venant pourtant d'une si magnifique main que celle de ce pieux comte, il est à croire qu'elle eût été très-bonne & suffisante pour le siècle auquel il le fit. Ce n'est pas aussi principalement ce qui est ici à considérer, mais plutôt il y a à admirer la bonté & la sainte manière avec laquelle il offre & présente à Dieu & à la Sainte Vierge ce qu'il donne pour attacher & en service les chanoines qu'il institue. Car voici comme il parle en cette fondation : *Quoniam nemo tenetur fieri stipendia militum & vestrum merita rebus meritisque convertere*. En quoi il paraît qu'il confidait ce qu'il donne en ce rencontre & comme l'offrande volontaire qu'il fait & comme une folde sacrée qu'il délivre, & comme un juste prix qu'il distribue. Et c'est pourquoi il fait ce don, ainsi qu'il dit dans ledit acte *libere, liberaliter & devotè*; deventement, en tant qu'il le dédia à Dieu & à la Sainte-Vierge, franchement, en tant qu'il y en fort peut fonder des hommes couverts à une milice spirituelle & libéralement, en tant qu'il remplisse pour récompense des prières que leur profession oblige à une vertu & règlement de vie du tout exemplaire.

Aussi les papes qui autorisèrent cette fondation & l'archevêque de Lyon, arche de ce comte, qui y consentit, l'attribuent à une très forte & sainte inspiration dont le cœur de ce généreux prince fut touché de Dieu, & l'appellent en ce rencontre : *Diana inspirante talis intuitu*. Et, en effet, en la sainte charte, il nous découvre bien lui-même les sacrés & touchants motifs qui lui en vinrent d'en haut, car il dit en cet acte que c'est, premièrement, pour marquer & signaler la vie d'un acte de piété qui fut véritable-

ment d'un chrétien : *quod a nobis per fides credimus factum est literarum apostolicarum iussibus commendari*; secondement, pour louer Dieu en la faveur & l'aider pour juger propre lorsqu'il lui ferait présent en son redoutable jugement : *alios scilicet habentes per nos qui redderentur qui fieremur opes fieri*; troisièmement, pour marquer la reconnaissance envers les ancêtres & prédécesseurs, offrant cette œuvre à Dieu pour le remède & la fin de leurs âmes : *in memoriam predecessorum nostrorum*; quatrièmement, pour acquiescer de ce qu'il se devoit à lui-même & se procurer des prières à perpétuité, sans s'en remettre à ceux qui viendraient après lui : *nostri quoque nos immemores*; cinquièmement, pour étendre le soin & le soin de la charité envers les successeurs & la postérité, désirant que leurs âmes aient part avec la sienne au mérite de ce bon œuvre : *nostri, successoresque nostrorum nos immemores futurum*, ainsi que Dieu, dans son comté, fit honorer & glorifier d'une façon toute nouvelle par les offices magnifiques d'une église collégiale ad honorem Dei; & finalement, afin que la Très-Sainte Vierge Marie, mère de Dieu, trouvât son honneur & exaltation en cette même gloire de son fils & fut, en cette église, la plus considérable de son comté, louée, honorée & invoquée à jamais de tous ses sujets & reconnue la toute puissante auprès de celui auquel & par lequel elle est la mère de notre espérance. *Ad honorem Dei & beate semper Virginis Mariæ*. Voilà les saints & vertueux motifs dont fut animé l'esprit de ce comte, lorsque il fit cette mémorable fondation, ainsi qu'en peut tirer du fondist acte authentique qu'il en fit dresser, dont l'explicative figure à peu près tout ce que nous venons d'en dire. Mais, outre la fervente qu'il alluma dans son âme pour un si bon œuvre par de la vertu & de la puissance motrice, le conseil des trois archevêques mentionnés en cet acte, auxquels sa prudence lui fit avoir recours, l'y déterminait & absolument, qu'il s'efforçât avec empressement ce que Dieu, par tant de lumières qu'il lui avait données & l'Eglise par tant de raisons que les prélats lui avaient alléguées, attendait d'une piété généreuse & tendre au point qu'il ait la sienne. Pour le premier de ces archevêques qui étoit celui de Lyon, dont le nom est marqué par la lettre R, qui en étoit initiateur, il est aisé à voir que c'étoit Renaud de Forez, son oncle, & tout ensemble son prélat diocésain, qui avoit été son tuteur en sa jeunesse & avait gouverné pour lui le comté de Forez. Lequel, faisant l'initiation qu'il avoit aux grandes & saintes choses, comme fit bien voir sa conduite, eût beaucoup de compte, son neveu, d'avoir entrepris une œuvre si sainte & si avantageuse pour la gloire de Dieu en son comté, l'y pressa & encouragea de la part autant que il put, & autorisa cette fondation par un acte solennel avec beaucoup d'agrément & de louanges. Quant aux deux autres archevêques, qui y aidèrent ce comte de leurs conseils dans l'exécution de ce grand œuvre, ce furent, comme porte l'acte, les archevêques de Vienne & d'Embrun, dont le premier qui étoit alors s'appeloit Bruno & le second Bernard. Et dans la confidence que ce comte fit

N° 53 bis. — *Exemptions de droits accordées par le comte de Forez à Thomas, Pierre & Hugues du Vernet, bourgeois de Montbrison.*

Ego G., comes Nyvernenfis & Forenfis, notum facimus univerfis quod nos dedimus & concessimus imperpetuum dilectis nostris Thome & Petro & Hugoni de Verneto & heredibus Stephani de Verneto jam defuncti, burgenfis Montisbrisonis, & eorum heredibus talem libertatem in nostro comitatu Forenfi quod nos vel fucceffores nostri non poterimus a fupradictis fratribus nec eorum heredibus vel ab aliquibus ipforum exigere pedagium, leydam, confuetudinem, pontanagium, nec pondus de aliquibus fuis rebus ponderatis, nec in noftrum exercitium cavalgiam, gaytiam, exchirgatiam ire teneantur. In cujus rei teftimonium nos fupradictis fratribus & heredibus dicti Stephani & eorum heredibus prefentem cartam duximus figilli nostri munimine roboratam. Datum anno Domini m° cc° xx° vii°. — (Arch. de l'Emp. P. 1401^a c. 1076).

N° 54. — *Privilèges de Montbrison.* (Voir ci-deffus : *Pièces fupplémentaires*, p. 57).

N° 55. — *Bulle du pape Honorius III, &c.* (Voir : *Pièces fupplémentaires*, p. 62).

N° 56. — *Octroi d'immunités à l'abbaye de la Béniffons Dieu par ledit comte Guy IV & Mathilde de Courtenay, comteffe de Nevers, fa troifième femme.* — Extrait d'une charte étant aux archives de ladite abbaye.

Ego Guido comes Nivernenfis & Forenfis, & ego Mathildis, comitiffa Nivernenfis & Forenfis, uxor ejus, notum facimus prefentibus & futuris quod nos, pro remedio animarum noftrarum & antecessorum noftrorum, volumus quod abbatia Benedictionis Dei libera fit & immunis ab omni pedagio, teloneo & lidis, de omnibus rebus fuis propriis ficuti de animalibus, ferris, lanis, coriis & bladis per totam terram noftram comitatus Nivernenfis. Quod ut ratum fit & firmum, prefentes litteras fecimus figillorum noftrorum munimine roborari. Actum anno Domini m° cc° xxvi° mense Januarii.

N° 56 bis. — *Privilèges de Crofet.* (Voir : *Pièces fupplémentaires*, p. 62).

N° 57. — *Concordat entre le comte Guy IV & le prieur de Marcigny en Bourgogne, autorifé de l'abbé de Cluny, fur leurs droits communs en la feigneurie de Villarey en Roannois.* — Communiqué des Archives dudit prieuré.

Nos G. comes Nivernenfis & Forenfis, & nos frater Jacobus, prior Marcignienfis & ejufdem loci conventus, notum facimus univerfis prefentes litteras infpecturis quod nos, in prefentia viri venerabilis Stephani, abbatis Cluniacenfis, & de ejus affenfu, fuper villa de Villareio & de ejus libertate tales conventiones fecimus infra fcriptas, videlicet : quod quidquid habebamus in dicta villa infra quatuor cruces pro libertate a nobis designatas, nobis fit commune, ita tamen quod nos

paroître en ce rencontre aux prelats de ces deux eglifes archiepiscopales du Dauphiné qui prefident aux deux parties de cette province, à faveir au bas & haut Dauphiné, il donne un indice de l'extraction que nous avons montrée en cette hiftoire qu'il tiroit de la maifon des dauphins de Viennois. Cette indigne eglife collegiale ainfi fondée par le comte Guy IV devint depuis fi venerable & fi

chère aux autres comtes de Forez les defcendants qu'ils y vouleront porter par honneur la qualité de premier chanoine, fuivant ces mots enregiftrés au plus mémemorable regiftre de ladite eglife appelle Speculum, p. 118 : Ipfe comes Forenfis primus canonicus ecclefie collegiate Beata Maria Montisbrisonis caufit.

(Note de La Motte)

comes medietatem omnium proventuum & reddituum, infra metas jam dictas provenientium, & nos prior & conventus aliam medietatem percipiamus & habeamus. De ista communione excipiuntur feoda quæ utrique parti, prout ante fuerant, salva remanent. Item decimæ & spiritualia nobis priori & conventui, absque partitione aliqua, remanent, prout ipsa ante percipere fuimus affueti. Nos vero comes, in dicta villa, infra dictas metas, mercatum in die lunæ fecimus, venientibus & reduentibus ad dictum mercatum, per terram nostram, saluum conductum, pro posse nostro, concedendo. Hoc autem mercatum nobis & dictis priori & conventui erit commune, ut supra communitas est distincta. Addidimus in istis conventionibus quod si contingeret feodum aliquem in dicta villa ad aliquem nostrum devenire, illud inter nos communicabitur; ita tamen quod si, in feodi acquisitione, aliquis nostrum aliquid expenderit communiter ab utraque parte persolvetur. Omnia vero quæ acquiruntur a nobis vel ab aliquo nostrum, infra dictas metas, debent inter nos communicari, expensas tantum in acquisitione faciendi communiter faciendo. Additum fuit in conventionibus a nobis quod nos comes poterimus, infra dictas metas, construere domum fortem; addidimus etiam, in conventionibus a nobis, quod uterque nostrum habeat in dicta villa suum præpositum & uterque præpositus teneatur utrique nostrum facere juramentum de negotiis, causis, proventibus & redditibus dictæ villæ, pro utilitate utriusque nostrum fideliter procurandis; & quotiescunque novus præpositus fuerit subrogatus, idem utrique nostrum sacramentum facere teneatur. Clamores vero & causæ & alia negotia debent communiter ab utroque præposito tractari, nec unus sine alio poterit aliquid cognoscere, iustitiare seu definire, hoc tamen excepto quod poterit clamorem recipere & diem partibus assignare; ultra tamen non erit, nisi utroque presente, procedendum. Adjectum fuit a nobis in conventionibus quod unus nostrum non poterit cogere alium ad expendendum aliquid in munitione dictæ villæ, seu clausura ibidem faciendi, & quod homines dictæ villæ, tenentur sequi nos comitem vel mandatum nostrum ad terram nostram Forenfem vel Roanensem defendendam. Dictum etiam fuit in conventionibus quod quædam custodia seu captio debet fieri in villa de qua uterque nostrum, vel mandatum nostrum, suam clavem habebit & illa captio utraque clavi firmari & referari debet. Placita vero totius villæ, infra domum prioris dictæ villæ, a præpositis nostris tenebuntur, prout est superius terminatum. Nos vero comes quicquid habebamus, extra jam dictas metas, in eodem territorio, versus Sanctum Sulpitium, assignatas a nobis jam dicto priori, dedimus, concessimus supradictis priori & conventui, in perpetuum, pro remedio animæ nostræ & antecessorum nostrorum, quiete & pacifice possidendum. Quæ videlicet metæ tales sunt a molendino de Confolent sicut guta ejusdem molendini directe se portant usque ad cheminum de Ofchio & exinde usque ad crucem de la Chavene, desuper ecclesiam Sancti Sulpitii, & ex inde usque ad guttam de Marcil, prout recte se habet, usque ad Ligerim. Retinuimus tamen, in his quæ dedimus, medietatem totius domini jurisdictionisque, scilicet in laudibus, venditionibus, recognitionibus, iustitiis & omnibus aliis adventuriis; excepimus autem de eadem donatione feoda nostra & claustrum nostrum. Adjectum etiam fuit a nobis in conventionibus ante dictis quod unus nostrum non poterit cogere alium ad divisionem precedentis communitatis faciendam, & quicumque sit comes novus Forenfis tenebitur jurare, cum tribus sociis, nobis priori Marcigniacensi, infra quadraginta dies, postquam a nobis vel successore nostro fuerit requisitus, se firmiter observaturum conventiones supra dictas. Et prior Marcigniacensis, cum novus fuerit, tenebitur similiter jurare nobis comiti, vel successori, pro se tenere libertatem villæ & conventiones supradictas. Nos vero prior & conventus, considerata bona voluntate comitis antedicti quam erga nostrum monasterium gerere videbatur, considerata etiam munificentia quam ex ejus mera liberalitate, in collatione prædictarum rerum, nostrum fuit monasterium affectum, promissimus eidem comiti anniversarium facere cum plenaria refectione conventus pro antecessoribus suis, dum vixerit, singulis annis, die lunæ post Brandones & post ejus obitum, pro ipso comite, in die obitus sui & pro suis antecessoribus dictum anniversarium tenemur facere cum plenaria refectione conventus. Nos autem prior & conventus, pro vineis ab ipso comite in villa de Villareio libere nobis datis, tenemur solemniter facere prædicta anniversaria cum plenaria refectione faciendi, ut dictum est, conventui supradicto. Quæ omnia attendere & observare

nos comes, prior & conventus Marciniacensis juravimus, tactis sanctis evangelis, & non contra venire aliquo tempore ullo modo. In cuius rei testimonium presentes litteras fecimus sigillorum nostrorum munimine roborari. Nos autem frater Stephanus, humilis abbas Cluniacensis, de cuius consilio, voluntate & assensu & in cuius presentia facta fuerunt supradicta, eadem autoritate, nostra duximus confirmanda & sigilli nostri munimine roboranda. Actum apud Marciniacum anno Domini m° cc° xxxv°, mense Augusto. — (Arch. de l'Emp. Titres du Forez, n° 1118).

N° 58. — *Charte de donation par le même comte à l'abbaye des Religieuses de Bonlieu en Forez.* — Extraite du *Livre des Compositions*, f° 21 v°.

Nos G., comes Nivernensis & Forensis, notum facimus universis quod nos pietatis intuitu & pro remedio anime nostre & antecessorum nostrorum dedimus & concessimus pro nobis & nostris domui Boni Loci quod omnes homines quos dicta domus albergavit in terris suis vel imposuerunt albergabunt, ab omni collecta & exactione & tallia liberi sint & immunes, volentes & precipientes quod occasione dictæ albergationis a dictis hominibus nulla tallia vel exactio aliquatenus exigatur vel extorqueatur, ita tamen istam concessionem facimus ut dicta domus homines nostros sine consensu nostro non recipiant vel albergent. Item dedimus predictæ domui Boni Loci quinque solidos foris annuatim percipiendos in censu nostra tituli Montisbrisonis ad opus unius lampadis ardentis in ecclesia Boni Loci. In cuius rei testimonium presenti carte sigillum nostrum duximus apponendum. Actum & datum apud Montembrissonem in crastino beate Marie Magdalene, anno Domini m° cc° xxx° nono. — Collationné aux Arch. Imp. P. 1401° c. 1076, & sur le *Livre des Compositions*.

N° 59. — *Concordat du comte Guy IV avec l'abbé & couvent de la Chaize Dieu sur les droits temporels du prieuré de Montverdun en Forez, depuis sa translation de l'ordre de saint Augustin en celui que saint Robert avait établi en ladite abbaye.* — Tiré « pro parte in qua » du principal registre des Archives du Comté de Forez, appelé le *Livre des Compositions*, f° 17 v°.

Notum sit omnibus presentes litteras inspecturis quod cum, per venerabilem in Christo patrem Robertum Dei gratia prime Lugdunensis ecclesie archiepiscopum, locus & ecclesia MontisVerduni cum pertinentiis Lugdunensis diocesis, de voluntate & consensu omnium canonicorum ibidem in regula beati Augustini deservientium, & G. comite Forensi patrono dictæ ecclesiæ & loci & pertinentiarum eorumdem, in reverentiam Christi & ejus gloriose matris & beati Roberti, necnon & omnium Sanctorum, volente & consentiente propter dissolutionem & malam vitam ibidem degentium & laudabilem Religionem observatam hæctenus in ecclesia Casæ Dei, essent in subjectionem & obedientiam ecclesiæ Casæ Dei translata & unita, ne de iuribus & usagiis que ibidem dictus comes habebat & libertate ecclesiæ & loci cum pertinentiis posset quæstio inter dictum comitem & ejus hæredes & abbatem & conventum Casæ Dei in posterum suboriri, jura & usagia que comes predictus in loco & ecclesia Montis Verduni & ejus pertinentiis habet & libertates loco & ecclesiæ Montis Verduni cum pertinentiis datas & concessas, duxerunt dictus comes Forensis & G. abbas & conventus Casæ Dei in hac litterarum serie declaranda in hunc modum, videlicet : quod jus patronatus remanet saluum plene & integre prefato G. comiti Forensi & ejus heredibus in ecclesia & in domo Montis Verduni & in pertinentiis tempore translationis dicti loci. Item, garda ipsius loci & pertinentiis..... similiter remanet dicto comiti & ejus heredibus.....; item quotienscumque prior de novo in dicto loco instituetur, debet jurare fidelitatem dicto comiti &c..... Item de dicto castro (Montis Verduni) poterit facere comes & heredes ejus..... placitum & guerram & in ipsum castrum mittere gentes suas & illud munitum tenere quando voluerit, tamen cum expensis ejusdem comitis,

50

item predictus comes & ejus heredes post ipsum intrare poterunt dictum castrum cum cavalgata & sine cavalgata &c..... Acta sunt hæc omnia apud Montem Verdunum de voluntate & consensu expreſſo premissoꝝ G. comitis Forensis & G. abbatis & conventus Cafæ Dei & sigillorum suorum munimine roborata in testimonium veritatis, anno Dñi millesimo ccº tricesimo tercio, mense Julio, die dominica post octabas Apostolorum Petri & Pauli. — (Collationné sur le *Livre des Compositions*).

Nº 60. — *Donation faite par le comte Guy IV au monastère des Religieuses de Saint-Thomas en Forez.* — Extraite du *Livre des Compositions*, pº 148.

Ego G. comes Forisii notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod ego dedi domui Sancti Thomæ apostoli & Sanctimonialibus ibi Deo servientibus &c..... mera & bona voluntate in una quaque hebdomada unam quartam falis in foro Montisbrisonis &c..... & ut ista donatio & concessio firma & stabilis in perpetuum perseveret, Ego G. comes Forisii presentem cartam supradictis Sanctimonialibus dedi sigilli mei munimine roboratam. Datum in clauſtro Sancti Romani, ab incarnatione Domini anno mº ccº decimo octavo. — (Collationné sur le *Livre des Compositions*).

Nº 61. — *Acte de la mise de la pierre fondamentale de l'église abbatiale de Valbenoite en Forez par ledit comte Guy IV, avant qu'il fût comte de Nevers.* — Extrait du *Livre des Compositions* du Comté de Forez, pº 152.

Nos G. comes Forensis notum facimus universis successoribus nostris & omnibus presentes litteras inspecturis quod nos in ecclesia monasterii Vallis Benedictæ, Cisterciensis ordinis, primum in fundamento ipsius ecclesiæ posuimus lapidem, promittentes Deo & beate Marie in cujus honorem fundata est ecclesia & omnibus sanctis & Geraldo abbati & fratribus presentibus & futuris (predicti) loci, semper predictum monasterium & res suas & omnia mobilia & immobilia in perpetuum custodire, defendere, conservare & in suis necessitatibus subvenire. Datum anno Domini millesimo ducentesimo vigesimo secundo. In cujus rei testimonium nos predictus comes presentes litteras sigilli nostri munimine roboravimus. — (Collationné sur le *Livre des Compositions*).

Nº 62 (1). — *Très-dévoit testament du susdit pieux comte de Forez Guy IV.* — Plus correct qu'il n'a paru ailleurs & extrait d'une expédition ancienne & originale qui en est aux Archives de l'abbaye de la Bénissons Dieu.

In nomine Domini Jesu Christi, amen. Anno Domini mº ccº xxxixº, præſidente in sede apostolica Gregorio IXº papa & in regno Franciæ rege domino Ludovico, regnante Federico imperatore semper Augusto, Ego, comes Nivernensis & Forensis, in bona & sana memoria & in bona valetudine mentis & corporis constitutus, volens in succursum Terræ Sanctæ proficisci, de bonis meis in hunc modum dispono, & inter liberos meos sic divido : In primis Guigonem filium meum primogenitum, in tota terra mea & in omnibus bonis meis, hæredem instituo, exceptis his quæ sibi adimam in hac ferie voluntatis meæ. Raynaldum alium filium meum clericum fieri volo ; & de bonis in quibus Guigonerum institueram adimo Guigonetum Siureium Bofcum cum pertinentiis & Sanctum Eugendum cum pertinentiis suis & Montem Rotundum cum pertinentiis, castrum de Virignieu cum pertinentiis, in quibus omnibus Raynaldum hæredem instituo, & has res volo quod teneat Raynaldus in feudum a Guigone ; & has res prohibeo donari, vendi, pignori obligari, vel alienari quocumque modo

(1) Voir pour l'acte de la mise de la pierre fondamentale de l'église de Valbenoite, le nº 61.

a Raynaldo, & sic afficio feudum ipsum; & hoc præceptum meum prohibet alienationis feci, gratia Guigoneti filii mei, ita ut si Raynaldus, contra voluntatem meam, res jam dictas quoquo modo alienet, licitum sit Guigoneto eas petere ex voluntate mea, a quolibet possidente. Et si contingeret dictum Raynaldum præmori, quandocumque præcipio & volo res jam dictas in quibus ipsum institui, restitui Guigoneto vel filiis Guigoneti, vel filio, vel filiæ, vel filiabus, si ipsos, vel ipsum, vel ipsas habuerit Guigonetus, etiam si Guigonetus superstes non esset. Et ut servem æqualitatis rationem in personis cujuslibet filiorum meorum, si Guigonetus filius meus sine liberis decesserit, ei substituo Raynaldum, & quandocumque Guigonetus decesserit sine liberis, volo & præcipio ut res in quibus ipsum institui restituantur Raynaldo, exceptis his quæ Guigo distribuisse moderate in elemosinas & in pia loca. Et si ambo filii mei, quod abominor, decesserint sine liberis, volo quod res in quibus eos institui redeant ad filium Marquisæ, quondam sororis meæ, qui prior esset natus, & post illum priorem natu, ad ejus fratrem priorem natum qui post eum natus esset. — Item, operi capellæ meæ Montisbrifonis lego centum libras fortium, singulis annis, usque ad decem annos; ecclesiæ Thiernefi quadraginta libras Claromontenses pro anniversario meo faciendo. Præterea volo quod anniversarium meum fiat singulis annis in Jomo Benedictionis Dei & quod in parte quam habeo in decima Sancti Pauli, juxta Visillis, ponatur & assignetur dictum anniversarium usque ad valentiam quinquaginta solidorum fortium Lugdunensium annuatim. — Item, volo quod jam dicta domus Benedictionis Dei habeat centum solidos fortium Lugdunensium annuales percipiendos annuatim in festo omnium Sanctorum in cenfa de Riveria, pro piscibus emendis de quibus conventus ejus domus, in tribus diebus cujuslibet quadragesimæ, procuretur. — Item, lego domui Belli Loci, pro anniversario meo, quinquaginta solidos fortium Lugdunensium percipiendos annuatim in festo omnium Sanctorum, in cenfa de Sancto Justo, pro facienda plenaria refectioe singulis annis in die natalis Domini. — Item, lego domui monialium Polliaci, pro anniversario meo, viginti solidos fortium censuales in eadem cenfa ad eundem terminum. — Item, lego domui de Pomeris, pro anniversario meo, septem solidos debitaes annuatim percipiendos in cenfa Sancti Pauli in festo Beati Martini. — Item, lego domui Boni Loci, pro anniversario meo, viginti solidos debitaes percipiendos annuatim in festo omnium sanctorum apud Marciliacum. — Item, domui de Laignieu lego decem solidos percipiendos annuatim in festo omnium sanctorum apud Marciliacum, pro anniversario meo. — Item, lego domui Montis Verduni viginti solidos debitaes percipiendos annuatim in festo omnium sanctorum apud Marciliacum. — Item, lego domui de Chandieu, pro anniversario meo, decem solidos debitaes percipiendos annuatim in censum vinearum mearum ejusdem villæ. — Item, lego domui de Savignieu, pro anniversario meo, decem solidos debitaes annuatim percipiendos in cenfa Montisbrifonis, in festo omnium Sanctorum. — Item, domui Sancti Thomæ, pro anniversario meo, decem solidos debitaes annuatim percipiendos in cenfa de Laviaco, in festum omnium Sanctorum. — Item, lego domui Sancti Romani decem solidos debitaes pro anniversario meo percipiendos annuatim in festo omnium Sanctorum in cenfa ejusdem villæ. — Item, lego clericis & capellanis Siuriaci le Comtal, pro anniversario meo, quinque solidos debitaes annuatim percipiendos in festo omnium Sanctorum in cenfa Sieuriaci. — Item, lego domui de Bar & capellano, pro anniversario meo, tres solidos debitaes annuatim percipiendos in festo omnium Sanctorum in cenfa d'Esforay. — Item, domui de Gumere & capellano lego tres solidos debitaes, pro anniversario meo, annuatim percipiendos in dicto termino in cenfa de Laviaco. — Item, lego domui de Chatelet, priori & capellano, tres solidos debitaes annuatim percipiendos in dicto festo. — Item, domui de Jurceu lego, pro anniversario meo, tres modos vini percipiendos annuatim in Augusto apud Sanctum Marcellinum. — Item, lego domui de Chambost tres solidos debitaes percipiendos annuatim apud Sanctum Valdomerum in festo omnium sanctorum. — Item, lego domui de Farges, priori & capellano, pro anniversario meo, tres solidos debitaes annuatim percipiendos in festo omnium sanctorum in cenfa Bellæ Gardæ. — Item, lego domui de Sal de Donzea tres solidos debitaes percipiendos in cenfa ejusdem villæ, in festo omnium sanctorum. — Item, lego domui de Randans tres solidos debitaes annuatim percipiendos in cenfa ejusdem villæ ad dictum

terminum. — Item, lego domui de Pouillieu Monachorum tres solidos debitate, pro anniversario meo, percipiendos in cenſa de Cleypeu. — Item, domui de Cleypeu tres solidos debitate percipiendos in dicta villa, ad dictum terminum. — Item, lego domui Nigræ Tabulæ, pro anniversario meo, tres solidos debitate annuatim percipiendos in cenſa de Cerveria ad dictum terminum. — Item, lego domui Sancti Juſti pro anniversario meo tres solidos debitate percipiendos ibidem ad dictum terminum. — Item, lego domui & capellano Sancti Mauricii, pro anniversario meo, tres solidos debitate annuatim percipiendos ibidem ad dictum terminum. — Item, lego domui de Riorges tres solidos debitate percipiendos ibidem ad dictum terminum. — Item, lego domui de Amberta, pro anniversario meo, decem solidos debitate annuatim percipiendos in cenſa Sancti Habundi ad dictum terminum. — Item, lego domui Caſæ Dei, pro anniversario meo, quadraginta solidos debitate annuatim percipiendos in cenſa Montisbrufonis ad dictum terminum. — Item, lego conventui abbatiæ Savigniaci triginta solidos debitate, pro anniversario meo, annuatim percipiendos in cenſa Sieuriaci Boſci ad dictum terminum. — Item, lego conventui Infulæ Barbaræ, pro anniversario meo, triginta solidos debitate percipiendos in cenſa Siuriaci Boſci ad dictum terminum. — Item, lego domui Boſiaci, pro anniversario meo, duos solidos percipiendos apud Boſiacum ad dictum terminum. — Item lego domui Marciſiaci, pro anniversario meo, tres solidos percipiendos apud Marciſiacum ad dictum terminum. — Item, lego conventui Cluniaci centum libras fortium Lugdunenſium ad emendam terram ad anniversarium meum faciendum. — Item, lego majori eccleſiæ Lugdunenſi ſexaginta libras fortium Lugdunenſium ad emendam terram ad anniversarium meum faciendum annuatim. — Item, lego eccleſiæ Sancti Juſti quadraginta libras fortium Lugdunenſium ad emendam terram ad anniversarium meum faciendum. — Item, lego domui Sancti Irenei triginta libras fortium ad emendos redditus ad faciendam duo anniversaria in eadem eccleſia, unum pro me ipſo & aliud pro Renaldo quondam archiepiſcopo Lugdunenſi, patruo meo. — Item, lego hoſpitali ſancti Joannis apud Montembrifonem, pro anniversario meo, ſeptem solidos fortium Lugdunenſium assignandos in rebus Montisbrufonis annuatim. — Item, lego domui de Cruntillieu duodecim denarios annuatim percipiendos apud Rivaz. — Item, lego eccleſiæ Athanacenſi triginta libras fortium Lugdunenſium, pro anniversario meo faciendum. — Item, lego domui Magni Loci viginti libras pro anniversario meo faciendum. — Item, lego in omnibus eccleſiis parrochialibus comitatus Forenſis duos solidos cenſuales, pro anniversario meo, exceptis illis eccleſiis quæ habuerunt ſingulare legatum in hac charta. — Item, lego ponti Rhodani centum solidos. — Item, lego operi eccleſiæ Lugdunenſis viginti libras fortium Lugdunenſium. — Item, lego hoſpitali de Verrieres tres solidos debitate percipiendos apud Sanctum Germanum. — Item, lego domui de Chazelet ſex solidos pro anniversario meo percipiendos ad Sanctum Valdomerum. — Item, lego operi monialium de Pouilleu decem libras fortium Lugdunenſium. — Item, lego cuilibet capellano qui intererit ſepultura: meæ quinque solidos, diaconibus duos solidos, cæteris clericis cuilibet duodecim denarios. — Item, lego ſingulis pauperibus qui ibi venerint tres denarios. — Item, omnes nobiles puellæ nobiles in Foreſio, in anno obitus mei, ſi non habent unde maritentur, volo quod de bonis meis maritentur, ſi commode maritari poſſint, alioquin in religionibus ponantur ſumptibus meis. — Item, lego domibus Bellæ Cumbæ & de Clavas cuilibet centum solidos. — Item, lego ordini Carthufenſi triginta libras fortium Lugdunenſium dividendas inter priores, in capitulo generali. — Item, lego capellæ meæ Sanctæ Mariæ Montisbrifonis viginti quatuor ſextaria ſiliginis ad paſcendos equos lapides deferentes ad opus operis uſque ad decem annos. — Item, eccleſiæ Sancti Andreæ Montisbrifonis quinque solidos debitate pro anniversario meo. — Item, eccleſiæ Sancti Petri Montisbrifonis duos solidos debitate, pro anniversario meo; eccleſiæ Magdalene tres solidos debitate, pro anniversario meo, ſub hoc modo quod, in die anniversarii mei, peracto officio ſuo, mane teneantur venire ad capellam meam beatæ Mariæ ad proceſſionem & ad niſſam, & teneantur illa die procurare quemlibet facerdotem jam dictorum eccleſiarum, ſcilicet facerdotes & clericos commorantes infra metas parrochiarum ſuarum qui conſueverunt intrare frequenter eorum eccleſias ad divina. — Item, eccleſiæ Sancti Medardi lego, pro anniversario meo, quinque solidos debitate, assignandos

in rebus ejusdem villæ; capellæ meæ Montisbrufonis quinquaginta solidos debitaes lego, pro anniversario meo, assignandos in mandamento Laviaci, per manum executorum meorum, sub hoc modo quod, illa die, communiter vescantur tam canonici quam alii clerici chorum ecclesiæ intrantes, ita quod missam majorem de mortuis celebrant ad majus altare, & in choro solemniter convocatis ad idem officium & ad processionem & ad missam capellanis & clericis deferentibus in ecclesiis Montisbrufonis qui postea ad ecclesias suas redeant & procurent clericos suos & alios sicut supra diximus. — Item, pro elemosyna mea faciendâ, eadem die, in pauperes, quinque sextaria filiginis percipiendâ annuatim in furno macelli, & si aliquod residuum effret ex quinquaginta solidis detur pauperibus. — Item, capellano & infirmis Montisbrufonis quinque solidos debitaes percipiendos in censu Montisbrufonis. — Item, domui pauperum Montisbrufonis decem quartas falis debitaes percipiendas in foro Montisbrufonis. — Item, capitulo generali Cisterciensis lego centum libras fortium distribuendas æqualiter inter abbates qui convenerint ad capitulum Cisterciense, in anno obitus mei. — Item, domui Cisterciensis decem libras lego pro una refectioe faciendâ, eodem anno. Licet autem olim in ecclesia Benedictionis Dei elegerim sepulturam, tandem ex certa scientia & ex multis causis voluntatem meam mutans, in capella mea Montisbrufonis sepeliri volo & ibi sepulturam eligo, & si illi de Benedictione Dei, vel ordo Cisterciensis vellent impugnare electionem sepulturæ meæ, adimo eis legata superius eis data. — Item, domui Viziliaci ducentas libras turonenses, ut faciant anniversarium meum in perpetuum, abbatiæ Bellæ Vallis Nivernensis diocesis quinquaginta libras turonenses pro anniversario meo. — Item, generali capitulo Præmonstratensis ordinis centum libras turonenses dividendas inter abbates ad capitulum venientes. — Item, generali capitulo Grandi Montis quinquaginta libras turonenses dividendas inter fratres ad capitulum venientes. — Item, domui de la Ferte Aïsonays quadraginta libras turonenses, pro anniversario meo in perpetuum faciendâ. — Item, monialibus del Confort Noltræ Domine Aëduensis diocesis quadraginta libras turonenses, pro anniversario meo faciendâ. — Item, domui beatæ Mariæ des Illes quadraginta libras turonenses pro anniversario meo faciendâ. — Item, assignaveram jam anniversaria mea domui Sancti Ragneberti & domui Silvæ. — Item, volo executores voluntatis meæ effe venerabilem patrem archiepiscopum Viennensem, dominam comitissam Viennensem & Albonensem & ejus filium, abbatem Benedictionis Dei & decanum Montisbrufonis qui ista omnia exequantur & faciant. Et volo & præcipio quod de tota terra mea communiter solvantur debita mea. Propter clamores vero meos pacificandos, præcipio quod reditus Sancti Marcellini sint in manu executorum meorum prædictorum & illos teneant sine omni contradictione tandiu donec omnes clamores mei pacificentur & executioni jam dictorum quorum fidem elegi in reddenda ratione credatur juramento eorum, ita quod nihil a filiis meis vel ab aliis possit ab eis amplius exigi vel requiri. Et volo quod executores mei si quas expensas fecerint pro negotiis meis, post mortem meam, expediendis accipiant de redditibus terræ meæ. Volo autem ut satisfactio legatorum relictorum & satisfactio clamorum & debitorum totum arbitrio committatur executorum meorum. Et volo quod si omnes executores non possent vacare voluntati meæ complendæ, duo vel tres ex ipsis compleant cum consilio aliorum. Hanc autem voluntatem meam, si non valeat jure testamenti, eam valere volo jure codicillorum, seu jure cujuslibet supremæ voluntatis, seu divisionis meæ inter liberos factæ; secutus sum enim potius mentem meam quam legis diligentiam (1).

(1) Autour du dit testament & du côté de la tête font neuf queues de lacs ou pendans avant de ceux dont il ne reste plus que celui du fleur de Meuse ou Merlot, & à la tête opposite, du côté du dos, sont les inscriptions suivantes, au milieu : *Signum testatoris* & une croix, double côté de la gauche, à droite : *Ego abbas de Benedictione Dei*, regardé à testator, regardé à testator, & c. du même côté : *Ego abbas Vallis Benedictionis*, regardé à testator, & c. Du même côté : *Ego G. camerarius*, regardé à testator, & c. Du même côté : *Ego H. decanus Montisbrufonis*, & c. du côté gauche : *Ego Hugo Arnould princeps hospitalis in Burgundia*, & c. ensuite : *Ego W. de Merleto*, regardé à testator, & c. ensuite : *Ego Petrus præ-*

ceptor Montisbrufonis, regardé, & c. après : *Ego Arnould abbas Meus*, regardé, & c. & au dessous : *Ego Petrus de Chamberis*, regardé, & c. — Et ainsi il y a neuf témoins : tous considérables.

(Note de La Mure)

Une copie de ce testament de Guy IV se trouve aux archives de l'Empire, sous le n° 1144 de l'inventaire Lhuillier. L'inventaire Guyard, p. 261, cite ce même testament de Guy IV & un autre testament du même, de l'an 1241. (Voir l'ouvrage des notes du Comte de Forzy, publié par M. Chavornier, archiviste du département de la Loire, premier par: n° 1144 & note.)

N° 63. — *Don à l'œuvre de la sacristie de l'église collégiale de Notre-Dame de Montbrison par le comte Guy l'U, son fondateur.* — Extrait du principal registre des Archives de ladite église intitulé : *Speculum*, f° 7.

G. comes Nivernenfis & Forenfis omnibus in perpetuum. Noverit univerfita veftra quod nos ad faciendum luminare perpetuum cereorum & lampadum in ecclefia noftra beate Mariæ Montifrifonis, donavimus & conceffimus, pro remedio animarum prædecefforum, noftri quoque & fucefforum noftrorum, feptem libras fortes Lugdunenfes debitalis, five annuales, in cenfu mandamentorum de S. Romano & de Montefeu, perpetuo habendas & percipiendas, quæ fine aliqua diminutione, nulla occafione objecta, fine aliqua mora, in octavis omnium Sanctorum, fingulis annis & in perpetuum nofiro decano reddantur. Donamus infuper, in eodem cenfu, duo fefteria filiginis, fingulis annis, & perpetuo habenda & percipienda ad opus facriftiæ quæ fine aliqua difficultate, five aliqua occafione, in octavis omnium fanctorum facriftiæ noftræ ecclefie perfolvantur. Et ad majorem rei firmitatem has prefentes litteras figilli noftri munimine fecimus roborari. Actum anno Domini M° CC° XXI°.

N° 64. — *Odroi de plusieurs privilèges à ladite église collégiale par ledit comte fon fondateur.* — Extrait dudit registre, f° 4.

Nos G. comes Nivernenfis & Forenfis notum facimus univerfis prefentes litteras infpecturis quod nos dilectis noftris canonicis beate Mariæ Montisbrifonis donavimus & conceffimus claustrum. Cui clauftro infra terminos inferius nominandos donavimus immunitatem & libertatem plenariam, ita ut fi quis canonicorum vel clericorum ehorum intrantium, vel aliquis de familia commorans in domibus canonicorum in quibus degunt, aliquid commiferit, nos, nec caftellanus, nec baillivus, nec aliquis, nomine noftro, poffit in ipfos, intra metas, vel in rebus eorum manus mittere [fed (1) quantumcunque grave commiferint, non teneantur nifi fub decani examine, refpondere, qui penam imponat vel imponi faciat pro qualitate delicti, quam viderit expediri. Hanc immunitatem donamus intra terminos clauftri. Si quis tamen extra jam dictas perfonas nobis efflet obnoxius propter maleficium vel propter aliud in ipfos injectionem manuum & juridictionem intra metas clauftri refervamus. Si quis tamen de familiaris eorum haberet in aliquo de caftis noftris vel de villis poffeffionem pro titulo poffeffionis moderate tamen ad ufagia confucta teneret]. Præterea dicti canonici & clerici ehorum intrantes & eorum familie, fecundum quod de ipsis fupra facta eff mentio, per comitatum noftro, nec pedagium, nec leydam, nec Chavagium, nec expenfas curiæ noftræ, fi forte in ea litigaverint, præftare teneantur. Concedimus eis infuper ut ipfi vinum fuum poffint vendere per totum annum, excepto tempore quo venditur bannus nofter; verumtamen in fuis cellariis non recipiant aliena vina. Terminos vero clauftri intelligimus, & nominamus a peda Pontii de Bar ficut ftrata publica ducit, ufque ad aquam Vizeziæ, juxta hofpitale pauperum, & ab illo loco ficut ipfius aquæ fuperius decurfus offendit ufque juxta domum Tyolem & a domo ipfius fuperius, recta linea, ufque ad vineam [Matthæi] Minton, ita quod de ifta vinea tantum intelligatur quod refpondeat ad quadraturam clauftri, & ab illo loco ufque ad hortum dels Arnolz. In cujus rei teftimonium, pro nobis & noftris fucefforibus, in perpetuum, has patentes litteras capitulo ecclefie noftræ concedimus figilli noftri munimine roboratas. Actum anno Domini M° CC° XXI°.

(Collationné fur le *Registre des Compoftions*, f° viii, v°).

(1) La partie entre deux crochets ne fe trouve pas dans le texte donné par L. Meru

N° 65. — *Autorisation du comte Guy V d'un don fait au prieuré de Châtellet lez Saint-Victor en Forez.* — Extraite des Archives du chapitre abbatial de l'église collégiale de Sainte-Foy de Conques en Rodez dont relève le patronage dudit prieuré.

Nos Guigo comes Forenfis notum facimus univerfis presentes litteras inspecturis, quod cum bonæ memoriæ Girinus Blanes, miles, pro remedio animæ suæ & suorum, dedisset perpetuo & legasset domui de Castelleto, prout Bermundus prior ejusdem loci assererat, omnia quæ habebat & tenebat a nobis in feudum in castro & mandamento Sancti Victoris, videlicet domos quas habebat & tenebat apud Sanctum Victorem & apud Anfes, curtilla Durantii Rufo & Crunelli de Yffenii & villam de Villa Francana, cum eorum tenementis quæ a dicto milite tenebantur, & omnia jura, ufugia, quæ idem miles in supradictis cortilibus & hominibus habebat, vel percipiebat, & omnia alia quæ habebat in dicto mandamento Sancti Victoris. Et hanc donationem Pontius Hermons, domicellus, nepos supra dicti militis, qui dicebat se jus in prædictis habere, eo cessisset & ratam habuisset, donans, quittans & guerpiens eidem domui omne jus, actionem & querelam, quod vel quas habebat, vel habere debebat in prædictis. Nos donationem hujus modi, quantum in nobis est, prædictæ domui de Castelleto concedimus & in perpetuum confirmamus &c... In cujus rei memoriam, sigillum nostrum prefentibus duximus aponendum. Actum anno m° cc° i°, mense february.

N° 65 bis. — *Serment par les chanoines de Montbrison à leur réception.*

Nos A. decanus & capitulum Beate Marie Montibrunonis, notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis quod vir nobilis W. comes Forenfis, patronus noster, perfonatus & prebendas ecclesie nostre, quam fundavit & dotavit de propriis bonis suis, cum vacaverint, infra sex menses ipse vel successores sui, ex quo ad eorum noticiam pervenerit, ubicunque sint, personis idoneis conferre poterunt & debebunt, & in personatibus & prebendis instituere possint quos crediderint dignos esse, & instituti in personatibus & in aliis prebendis jurare debent comiti & ejus successoribus fidelitatem, & in forma juramenti quod comiti & ecclesie facere debent singuli exprimere tenentur, quod non erunt in consilio, assensu, adiutorio, facto vel dicto, quod comes vel ejus successores jus hujusmodi patronatus sive hujus dominationis, quam in eadem ecclesia sibi & successoribus suis retinuit, perdat aliqua occasione ut diminuat. Continetur etiam in forma juramenti eorum quod persone in personatibus constitute & ceteri canonici residentiam faciant in eadem ecclesia, ita ut si per sex menses in annum continuos vel interpolatis computatis temporibus absenciarum assuerit, ipso jure vacet prebenda, conferenda a patrono cui viderit expedire, & interim cum assuerit, fructus intervalli illius amittat fabricæ ecclesie applicandos. Si qui tamen canonicorum propter negocia sua duobus vel tribus diebus abesset, ejus debet haberi absentia excusata, ita ut si aliquis duorum vel trium dierum multiplicaret absentias, ita ut fraus videretur circa ecclesiam committi, circa illud possit patronus medelam apponere quam viderit expedire. Ab hac tamen residentia excusati sunt illi qui de licentia decani nostri acceperint in locis ubi celebre studium viget, scilicet arcium, theologie, sice, legum, decretorum, ita ut per vicarium impleat officium suum. ne servitio debito possit ecclesia defraudari. Preterea dominus comes potest habere duos canonicos secum in servitio suo personaliter ad plus, quamdiu ipse voluerit, & illi, relictis vicariis sui ordinis in ecclesia, residentes intelliguntur. Sciendum etiam quod castrum de Modonio cum pertinentiis & res alias, de quibus dotavit ecclesiam nostram illustis comes jam dictus, non possumus ab aliquo in feudum accipere, nec sub garda alicujus ponere, nec aliquid in hiis rebus facere per quod dicti patroni vel successores ejus possit conditio fieri deterior in futurum. Et ad majorem firmitatem has litteras de communi assensu dedimus sigillo nostro roboratas, & nos D. Cabilonenfis episcopus ad preces dicti capituli has litteras sigillo nostro fecimus sigillari. Actum anno Domini m° cc° xx°, nono.

— *Archives de l'Empire*, P. 1397 c. 481.

N° 66. — *Autre octroi de privilèges en faveur de l'église collégiale de Montbrison, confirmés par le fils de son fondateur, le comte Guy U.* — Extrait du registre *Speculum*, p° 8.

Nos G., comes Forensis, notum facimus univerfis presentes litteras inspecturis quod nos, post inspectionem cartarum libertatis Montisbrisonis, certificati facere nos injuniam decano & capitulo Montisbrisonis, levando tailliam ab hominibus suis habitantibus infra terminos claustrii ecclesiæ suæ, nos dictam tailliam præstatis decano & capitulo & præstatis hominibus habitantibus & habitaturis infra dictos terminos, quidavimus in perpetuum per nos & per nostros. In cujus rei testimonium sigillum nostrum apofuimus cartæ presentis. Actum anno Domini m° cc° xlvii°, mense octobris.

N° 66 bis. — *Abandon par Guy U, comte de Forez, à Mathilde de Nevers, de toutes les acquisitions faites dans le comté de Nevers, par le comte Guy l'U, son père.*

Ego Guido comes Forensis notum facio univerfis quod Ego quittavi karissime domine mee M. comitisse Nivernensi quicquid Guido quondam comes Nivernensis & Forensis pater meus, dominus & maritus ejusdem domine comitisse, acquisierat in toto comitatu Nivernensi & in omni hereditate ejusdem comitisse tam mobilibus quam immobilibus, salvis mobilibus & debitis que pater meus habebat in dicto comitatu quando iter arripuit ad partes transmarinas, ita tamen quod dictam dominam compellere non possum de litteris debitorum Virzeliacensium & Columgiarum; quod quidem debitum de Verzelai debetur abbati & conventui Virzeliacensi & debitum Columgiarum episcopo & capitulo Auceris, & dicta domina & heredes sui me debent conservare indemnem super dictis litteris bona fide & heredes meos salvis quingentis libris provincienfium quas burgenfes de Auceris debebant patri meo, quas eidem comitisse quittavi. In cujus rei testimonium, presentes litteras meas sigilli mei munimine roboravi. Datum apud Pontifaram anno Domini m° cc° xli° secundo mense marcio. — (Sceau fur double queue de parchemin). — *Arch. Imp.*, J. 256, n° 35).

N° 67. — *Abandon par Guigone de Forez, veuve de Gérard de Vienne, à Guy, son frère, comte de Forez, de tout le droit qu'elle pouvoit avoir sur le Comté de Forez (1).*

Ego Guigona, relicta Gerardi quondam domini Vienne, notum facio omnibus tam presentibus quam futuris, quod ego quicquid juris habebam vel habitura eram in toto comitatu Forensi jure hereditario, vel alio modo, & in pertinentiis ejusdem comitatus, & etiam in omnibus aliis que nobilis vir G., comes Nivernensis & Forensis, frater meus, habet & possidet, & que habiturus & possessurus est, donavi & quitavi, non coacta, non circonventa, immo spontanea voluntate, eidem comiti, fratri meo & heredibus suis, dum non eram in avoeria aut in tutela alicujus, immo eram vidua & in mea libera potestate. Juravi siquidem manu propria super sacrosancta Dei evangelia, quod, per me aut per aliquem alium, aliquo tempore, contra hanc donationem & quitationem non ibo, nec ire modo aliquo attemptabo, & ad hoc obligavi heredes & successores meos, ne possint ire, aliquo tempore, contra donationem & quitationem predictas, quas feci predicto fratri meo & heredibus suis non coacta, non circonventa, immo spontanea voluntate prefesto corporaliter juramento, sicut superius est expressum. Quare ut ratum sit & firmum in posterum habeatur, presentes litteras feci sigilli mei munimine roborari, & ad majorem hujus rei certitudinem & firmitatem, donationem & quitationem predictas feci redigi in scriptis & insignuari. Huic autem donationi & quitationi interfuerunt presentes dilecti mei, viri venerabiles & religiosi Athanacensis, & Magni Loci & Benedictionis Dei abbates qui, ad preces meas & ad instantiam meam, appofuerunt sigilla sua

(1) Cette chartre a du être placée sous le n° 66, non est dans le texte.

istis presentibus litteris factis super donatione & quitatione predictis, ad maiorem firmitatem & securitatem & etiam in testimonium huius rei. Actum anno Domini m^o cc^o xxx^o, mense novembris.
— *Arch. de l'Emp.*, P. 1395¹ c. 185.

N^o 68. — *Autorisation faite par Guy U, comte de Forez, d'une acquisition de fonds que lui oblige de faire l'inigne Chapitre des chanoines de Montribou, pour parfaire son cloître.*
— Extraite des Archives de ladite église.

Nos G. comes Forensis notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod Bertrandus Viridis, domicellus, filius quondam Guichardi Viridis militis, pubes factus, in nostra presentia constitutus, confessus est & recognovit se, de consilio tutorum & amicorum suorum & executorum ultimæ voluntatis patris sui, præfente & volente fratre suo minori, totum illud jus quod habebat, possidebat, vel habere, seu possidere debebat in vineis & rebus quæ sunt ab aqua Vivesiæ quæ dividit claustrum canonicorum a villa Montisbrufonis usque ad Modonium, & a vinea Andreæ de Billion, ex transverso usque ad viam quæ ducit a Savignaco per les Peurelles usque ad Modonium, nulla retentione ibi facta, vendidisse & tradidisse viris venerabilibus Hugoni decano & capitulo beatæ Mariæ Montisbrufonis, pro urgentibus debitis patris sui solvendis, pretio centum librarum sortium Lugdunensium, de quibus confessus est coram nobis ad plenum fuisse satisfactum a decano & capitulo supradictis. Renuntians, in hoc facto, exceptioni non numerate & non habite pecuniæ, doli in factum, conditioni sine causa & omni auxilio juris canonici & civilis. Et hæc omnia supradicta promisit se, pro se & suis, in perpetuum fideliter observare, & ullo modo non contravenire; & quod, si quis contra dictam venditionem & traditionem venire attentaret, ipse se opponeret, decanum & capitulum jam dictos in pace defendendo & indemnes servando. In cuius rei testimonium, nos ad instantiam & preces dicti Bertrandi, presentes litteras supradictis decano & capitulo dedimus sigilli nostri munimine roboratas. Actum anno Domini m^o cc^o xlv^o.

N^o 69. — *Affignat de l'anniversaire fondé par le comte Guy IV, en l'abbaye de la Benissons Dieu fait par le comte Guy U, son fils aîné & successeur.* — Communiqué des Archives de ladite abbaye.

Nos G. comes Forensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod cum bonæ memoriæ G. comes Nivernensis & Forensis (1) noster pater legasset domui Benedictionis Dei, pro suo anniversario in eadem domo faciendū, quinquaginta solidos sortium annuatim percipiendos in decima Sancti Pauli, nos voluntatem suam adimplere cupientes, dedimus & affedimus pro illis quinquaginta solidis dictæ domui quatuor sextaria bladi in eadem decima annuatim percipiendā, & duos solidos censuales, cum dominio quod nos habebamus in domo capellani Joancelli jam defuncti, sita infra muros Sancti Habundi & duodecim denarios censuales cum dominio quos habebamus in quadam vinea quæ erat ejusdem capellani, quæ dicitur vinea del Savor & sita inter Sanctum Habundum & Roannaïsons & tres denarios censuales cum dominio quod habebamus apud Montembrissonem in domo Bertrandi Monerii, sita inter molendinum dictæ Benedictionis Dei & domum Namins; de quibus supradictis quinquaginta solidis, dicta domus tenet se bene pagata, promittens se, de cætero in perpetuum, facere dictum anniversarium in crastino beatorum Apostolorum Simonis & Jude. In cuius rei testimonium, presenti cartæ sigillum nostrum duximus apponendum. Actum anno Domini m^o cc^o xlviii^o, mense Maio.

(1) Le texte porte *Berbovensis* au lieu de *Forensis*; c'est évidemment une erreur.

N^o 70. — *Note touchant la comtesse douairière Alix de Chacenay, remariée au vicomte de Melun* — Tirée de l'ancien inventaire latin des Archives de Forez, § 51. In arca lignata per E.

Littera quittance Guillelmi vicecomitis de Meloduno & Aalidis uxoris ejus, de quadringintis & quinquaginta libris turonensibus a domino comite datis, in qua cum pluribus summa tenebatur pro dotalitio & supra vita prædictæ Aalidis sibi donatis per dominum Guidonem, quondam comitem Forensium, ejus virum, atque fratrem Renaudi de Foreisio moderni comitis.

N^o 71 (1). — *Charte de quelques privilèges accordés par le comte Guy V, conjointement avec le prieur de Marcigny, aux habitants de Villerey en Roannais, &c.* (Voir *Pièces supplémentaires*, p. 69).

N^o 72. — *Ratification & augmentation d'aumônes au profit de l'Ordre militaire des Templiers, par Renaud, comte de Forez.* — Tirée du susdit registre appelé le *Livre des Compositions*, fol. 15 v^o.

Nos Raynaudus comes Forensis notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum bone memorie nobilis vir Guido comes Forensis, quondam pater noster, pro remedio anime sue, laverit, in sua ultima voluntate, in puram & perpetuam elemosinam, domui militie Templi Jerusalem, sexaginta libras tur. annuales..., idcirco Nos cupientes & volentes implere voluntatem ipsius patris nostri, cum simus heres ejus in solidum & ei successimus in comitatu Forensi..., dictum legatum pro remedio anime nostre & anime domini Guidonis, fratris nostri jam defuncti, necnon aliorum antecessorum nostrorum, in quadraginta libris turonensibus augmentamus... promittentes... pro nobis & heredibus nostris, dictas centum libras reddere & solvere, apud Montembrissonem, preceptori dicte domus militie Templi qui pro tempore erit, vel ejus mandato.... (aut) preceptori Francie, vel ejus mandato.... in die octavarum Purificationis beate Marie. Datum & actum anno Domini M^o CC^o LX^o primo, mense novembris. — Extraits collationnés sur le *Livre des Compositions*.

N^o 73. — *Octroi de privilèges au prieur de Marcigny, par Renaud, comte de Forez, comme époux d'Isabelle de Beaujeu, douairière de Semur.* — Extrait des Archives dudit monastère.

Nos Reynaudus, comes Forensis, & dominus Sine Muri Briennensis, ac Elisabeth ejus uxor, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod nos sexaginta solidos parisienses annui & perpetui redditus, quos monasterium Marcigniaci, cluniacensis ordinis, in cordagio de Sine Muro annuatim percipere consuevit, de quibus prædictum monasterium defaïssimus & feceramus defaïssire, exinde reddimus & restitimus & ipsum monasterium refaïssimus. Portum siquidem qui dicitur portus Simonis, quem fecimus supra portum monasterii de Marcigniac, videlicet portum de Yguerande, ex nunc amovemus omnino, & præcipimus penitus amoveri, quia constat nobis quod dictus Symon dictum portum penitus precipit amoveri. Porro confitemur & recognoscimus quod prior monasterii de Marcigniac, vel monachi, sive monachæ dicti prioratus de Marcigniac, non tenentur venire ad citationem nostram coram nobis, nec litigare, seu etiam reddere rationem

1) La Note concernant la comtesse Alix de Chacenay est sous le n^o 70.

dominii, feu gardæ de Sine Muro, nec eos de cætero citabimus feu citari facimus. In cujus rei testimonium, presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Datum apud Sine Murum die Veneris, ante nativitatem Domini, anno gratiæ, m^o cc^o lxi^o.

N^o 73 bis. — *Lettre de Renaud, comte de Forez & d'Isabelle sa femme, au roi de France, pour le prier de prendre lui-même l'administration des revenus de leurs terres.*

Excellentissimo domino suo Ludovico, Dei gratia regi Francorum ferenissimo, devoti ejus fideles R., comes Forensis & dominus Bellijoci, & Yfabbellis, ejus uxor, fe ipsos, cum omni promptitudine reverentie, servitii & honoris ad majestatis vestre noticiam volumus devenire, quod nos fumus in tantum honore debitorum pergravati, quod baronias nostras Forenfem & Bellijocensem casum oporteat sustinere, ut..... & divisim distrahantur, unde ne tales baronias vobis subditas oporteat dissipari, & celsitudo vestra servitio sibi debito valeat defraudari, clemenciam vestram duximus aut..... deprecandam quantum dictas baronias, cum omnibus pertinentiis earumdem, in manu vestra teneatis, & ibidem aliquos bonos viros loco vestri ponatis, qui redditus dictarum baroniarum reciperint & in solutionem debitorum convertant; atque tamen quod, post solutionem dictorum debitorum dictæ baronie, ad nos, vel ad heredem, seu heredes nostros, sine omni obflaculo, revertant. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda. Datum anno Domini m^o cc^o lxi^o octavo, die Veneris ante Penthecostes (1).

N^o 74. — *Privilèges de Saint-Bonnet-le-Château. — (Voir Pièces supplémentaires, p. 71).*

N^o 74 bis. — *Lettres par lesquelles Renaud, comte de Forez, affranchit les habitants de la châtellenie de Montrifon du droit de complaine.*

Nos Raynaudus, comes Forensis & dominus Bellijoci, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod, cum nos & antecessores nostri consueverimus levare ab hominibus morantibus in villa & parrochia Savigniaci, Montisbrufonis & de Cromayreu, Loveil & de Berbigneu, ad castelliam castri nostri Montisbrufonis spectantibus, complayntas quocuncumque & quandocumque nobis placebat, dictis hominibus se graviter de hoc conquerentibus, & asserentibus se esse super hoc honeratos quamplurimum & gravatos, supplicando nobis, ut intuitu pietatis, in hac parte misericorditer & micis ageremus cum eisdem; tandem, nos cupientes consulere saluti anime nostre & heredum nostrorum, & volentes pro parte tollere gravamen hujusmodi & misericorditer agere cum dictis hominibus & heredibus eorumdem, componimus super hoc cum eis volentibus & contentientibus amicabiliter in hunc modum, videlicet: quod nos, pro nobis & heredibus ac successioribus nostris, quitamus ipsis hominibus & eorum heredibus ac successioribus suis imperpetuum penitus, & remittimus omnes complaintas, quas de cetero, de facto, sive de consuetudine, & alia qualibet ratione, nos & heredes, seu successores nostri, possemus petere, exigere & levare a dictis hominibus & successioribus, sive heredibus eorumdem, & omne jus & omnem actionem realem & personalem, que nobis & heredibus ac successioribus nostris competunt & possent deinceps, de jure, vel de facto, sive ex consuetudine qualibet & alia ratione contra eos competere in futurum, preceptu dictarum complaintarum, nisi tantum modo in tribus casibus infra scriptis, in quibus nos & heredes ac successores nostri levabimus & levare poterimus ob causam dictæ compositionis com-

(1) A gauche, sceau de Renaud, comte de Forez. Cavalier l'épée à la main portant un bouclier chargé d'un dauphin. Contre-sceau: armes de Beaujeu, lion chargé d'un lambel à quatre pendans, le-gende R. comitis Forensis & domini Bellijoci. A droite, sceau d'Isabelle représentée assise sur un cheval, tenant un oiseau sur le

poignet gauche, lég. : + S. ELIS... contre sceau: lion chargé d'un lambel à quatre pendans, lég. : ... (sic) Forensis.... Original. Bibl. impériale. — Beites du Saint-Esprit, v^o Montfort, n^o 4. — Les alterations que cette chartre a subies n'ont pas permis d'en donner le texte en entier. (Note de M. Guigou)

plaintas a dictis hominibus & heredibus eorumdem, habito respectu ad facultates ipsorum : Primus casus est quando nos, vel heredes, seu successores nostri in comitatu Forensi, voverimus nostras filias maritare; secundus casus est quando comes Forensis de novo fuerit miles; tercius est quando nos, vel successores nostros in dicto comitatu, contigerit ire ultra mare in subsidium Terre Sancte. Promittimus igitur pro nobis & heredibus & successoribus nostris prefatis hominibus, per stipulationem & per juramentum super sancta Dei euangelia corporaliter prestitum, dictam compositionem, quitacionem & remissionem nos imperpetuum pro nobis & heredibus & successoribus nostris inviolabiliter observare & facere firmiter observari, & contra per nos, vel per alium, facto vel verbo, in iudicio vel extra, ullo tempore, aliquatenus non venire, nec consentire alicui volenti contraire, & quod complaintam aliquam nos & heredes ac successores nostri de cetero non petemus, nec exigemus, nec levabimus per nos, vel per alium, a dictis hominibus & heredibus, ac successoribus suis aliqua ratione, nisi tantum modo in tribus casibus antedictis. Ego vero Guiotus, filius prefati domini comitis, effectus pubes & adultus, compositioni & quitacioni predictis de permisso & auctoritate ejusdem domini comitis patris mei, ac omnibus predictis, consensio expresse & ea laudo, approbo, ratifico & accepto, promittens dictis hominibus stipulantibus, pro me & heredibus ac successoribus meis, per juramentum super sancta Dei euangelia corporaliter prestitum, ipsam compositionem, quitacionem & remissionem & omnia predicta imperpetuum inviolabiliter observare & facere firmiter observari & contra ullo tempore aliquatenus non venire. Renunciamus insuper nos dictus comes & ego dictus Guyotus in hoc facto, ex certa sciencia, & per juramentum, actioni & exceptioni doli, metus, & in factum paterne potestatis, minoris etatis, & omni restitutioni in integrum, beneficio, & omni consuetudini & juri canonico & civili per quam vel quod dicta compositio, quitacio & remissio posset ullo tempore aliquatenus retractari seu etiam revocari, & juri dicenti generalem renunciationem non valere. In cuius rei testimonium nos dictus comes pro nobis & dicto Guioto, filio nostro, pro quo permissum & auctoritatem nostram prebimus, in premissis presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Datum anno Domini m^o cc^o sexagesimo quinto, mense octobris. — (Arch. Imp. P. 1400¹ c. 857. — Original).

N^o 74 ter. — *Confirmation par Renaud, comte de Forez & seigneur de Beaujeu, des franchises accordées, en 1239, par Guy IV, comte de Forez & de Nevers, aux religieuses de Bonlieu.*

.... Nos (Raynaudus) volentes condiciones, immunitates & libertates dicte domui ac ejusdem domus hominibus olim datas a nostris predecessoribus tenere... & augmentare..., pro remedio anime nostre & predecessorum nostrorum, donamus & concedimus, religiosis dominabus abbatisse & conventui dicte domus Boni Loci & earum successoribus.... quod dicte domine & earum successores garenam defensionem habeant, infra fines & terminos inferius declaratos, & [res] universas & singulas, prata, rippias, vineas, nemora, pascua atque res alias infra ipsos fines & terminos existentes in defensu, teneant pacifice & quiete. Qui fines & termini tales sunt, &c.... Volentes & expresse concedentes eisdem dominabus & earum successoribus.... quod si quis infra dictos terminos, seu fines, piscari, venari quolibet genere venationis, vel aucupari ad faysanos, vel perdices, contra voluntatem ipsarum presumpserit, vel attemptaverit, quod predictae domine.... percipere valeant, & habere, & levare possint, auctoritate propria, tres solidos fortium veterum. Nos vero de predictis tale quod comitrentibus possumus levare penam lx fol. vel ampliore... Item singulis hominibus, infra ipsos fines predictos, ligna, herbam, aut aliquid aliud colligentibus, vel apportantibus furtive.... pro banno, tres solidos veterum, & pro quolibet animali grosso quatuor denarios & pro minoribus animalibus, pro quolibet 11 denarios fortium veterum levare possint & habere.... Volumus etiam & concedimus eisdem dominabus & successoribus suis quod, a dicta aqua de Lignon, possint dictos fines tam per payfferias exclusas & per alia que ad hoc necessaria videbuntur defen-

dere & tueri, salvo jure alieno; ita tamen quod eadem aqua de Lignon cursum suum, ut nunc facit, faciat per alveum confuetum. Item quod homines dictarum dominarum, tam presentes quam futuri, quantum ad nos & fuceffores nostros a datione, follutione & redditione tallie, tolte, quiste, complayntie, charreii, manopere & aliorum ufatgiorum sint exempti, quitti, liberi & immunes, excepta manopera que teneantur reddere pro reparando, confruendo & edificando castrum sub cuius iurisdictione, seu mandamento illi homines residenciam facerent personalem, & exceptis clamoribus sanguinis, furti, adulteriorum & majorum clamorum propter que mutilationem membrorum vel ultimo supplicio delinquentes, exigente iusticia, dampnarentur; minores vero clamores in dictis clamoribus dicte domus ejusdem abbatisse & conventui remaneant pacifice & quiete. Volumus insuper & concedimus eidem dominabus quod homines earum presentes & futuri ad aliquam cavalgatam, nisi pro securfu terrarum Forisii & Bellijoci, vel ipsarum alterius, ire minime teneantur. Quam terram Belli Joci supradictam si dividi contingeret a nobis, vel ab alio qui pro tempore comes existerit Forensis, idem homines pro ipsa terra Belli Joci ad cavalgatam irent nullatenus, pro securfu..... Volumus insuper quod cetera pristina jura & ufatgia & consuetudines, quibus dicta domus Boni Loci usa est, nichilominus eidem domui libera remaneant atque salva. Quittamus etiam & donamus dicte domui homines nostros quos hactenus albergavit..... ita quod aliqua, vel aliquis de hominibus nostris sine consensu nostro de cetero non recipiant vel albergent. Promittentes si quidem bona fide universa & singula supradicta dictis dominabus & earum fucefforibus attendere, tenere & inviolabiliter in perpetuum observare..... In ejus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini m^o cc^o lx^o septimo, mense octobris. — (Arch. de l'Emp. P. 1401^a c. 1076).

N^o 75. — *Testament solennel de Renaud, comte de Forez & seigneur de Beaujeu.* — Extrait de son original qui s'est trouvé aux Archives de l'église collégiale de Notre Dame de Montbrison en laquelle il fut inhumé.

In nomine sanctæ & individue Trinitatis. Anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo, die Mercurii, ante nativitatem beati Joannis Baptistæ, Ego Raynaudus, comes Forensis & dominus Bellijoci, cruce signatus, proponens iter arripere transmarinum, de rebus meis dispono & ordino in hunc modum; nam hoc volui facere testamentum quod solemne solet nuncupari, ut hæc mea ultima voluntas in scriptis ad perpetuam memoriam deducatur. Imprimis instituo mihi hæredem Guiotum, filium meum, in omnibus bonis meis mobilibus & immobilibus, jurebus & actionibus, de quibus hic inferius non existerit a me aliter ordinatum; & volo & præcipio quod idem Guiotus, hæres meus, clamores meos, & patris & fratris mei debita, elemosinas & legata mea, & ipsorum patris & fratris meorum, pacificet integre & perfolvat per manus executorum meorum quos inferius nominabo. — Item, Ludovico filio meo clerico, quem volo in clericatu permare, do & assigno, jure institutionis, castra mea de Syuriaco Bosco, de Virigniaco, de Monte Rotundo & de Sancto Eugendo, necnon domum meam de canonia Montisbrisonis, cum omnibus redditibus dictorum castrorum, jurebus, dominio, pertinentiis & appenditiis universis eorumdem; & in his ipsum Ludovicum hæredem mihi instituo, & de his volo ipsum esse contentum, & volo & præcipio quod, pro prædictis omnibus, faciat homagium ligium & fidelitatem Guiotio filio meo supradicto, vel hæredi ejus comiti Forensi. — Item volo & præcipio quod prædicta castra, cum omnibus redditibus & appenditiis, statim post decessum ipsius Ludovici, exceptis quingentis libris viennensibus annui redditus de quibus possit ordinare & suam facere voluntatem, ad prædictum Guiotum filium meum deveniant pleno jure. Quia vero redditus ipsorum castrorum in parte sunt aliquibus, ad vitam ipsorum, assignati, ego volo & præcipio quod idem Ludovicus habeat & percipiat, annis singulis, in redditibus de Syuriaco Comitali, ducentas libras viennenses quas solvat ille qui tenebit castrum de Syuriaco Comitali supradictum; & prædictus Guiotus, filius & hæres meus, eidem Ludovico reddat

& solvat, annis singulis, trecentas libras viennenses, in festo beati Andree apostoli, quandiu durabit assignatio supradicta, ita tamen quod, pro illa parte pro qua successivo predicta assignatio cessaverit, pro illa parte dictus Guionus in tantum sit immunis a solutione supradicta. — Item, volo & precipio quod si contingeret, quod Deus avertat, predictum Guiotum filium meum, sine liberis uno vel pluribus de legitimo matrimonio procreatis, decedere, quod predicta hereditas mea ad Ludovicum filium meum predictum, quem predicto Guoto filio meo heredem substitui, in predictis, libere devolvatur. — Item, volo & precipio quod si predictum Ludovicum filium meum, sine liberis, uno vel pluribus de legitimo matrimonio procreatis, decedere contingeret, quod predicta hereditas mea ad Guidonem consanguineum meum, dominum de Tyerno, in illo casu deveniat pleno iure; quem Guidonem, dominum de Tyerno, in hoc casu, in dicta hereditate dicto Ludovico heredem substitui. Et si forte, quod absit, predictus casus eveniret, volo quod idem Guido, dominus de Tyerno, affideat & assignet domino Guidoni de Tyerno consanguineo meo, canonico Lugdunensi, quingentas libras viennenses annui redditus ad vitam suam. — Item, Hugoni de Tyerno, consanguineo meo, fratri ejusdem canonici Guidonis [do & lego] ducentas libras viennenses annui redditus sibi & heredibus suis. — Item, carissimo consanguineo meo, domino Ano, domino d'Oliergue, sibi & suis quingentas libras viennenses annui redditus. — Item, Guillelmo de Rossillone, consanguineo meo, ducentas libras viennenses annui redditus sibi & heredibus suis, & istos redditus eidem domino Guidoni canonico, Hugoni fratri suo, domino d'Oliergue & Guillelmo de Rossillone, si omnes predicti casus, quod absit, evenirent, & non aliter, a predicto Guidone domino de Tyerno volumus assignari, ita quod, pro predictis, homagium ligium eidem domino de Tyerno facere teneantur & de feodo ipsius teneant redditus antedictos. — Item confiteor & recognosco quod carissima uxor nostra Yfabella, comitissa Forensis, & domina Bellijoci, debet habere, pro dotalitio, & supra vita, medietatem terre & redditum quos habebam & tenebam quando contraxi matrimonium cum eadem, videlicet medietatem dictorum castrorum de Suriaco Bosco, de Virgnacio, de Monte Rotundo & de Sancto Eugendo, cum medietate reddituum eorundem, & domo, seu castro meliori. — Item, quingentas libras viennenses annui redditus in comitatu Forensi, si ipsum comitatum ad nos contingeret devenire, & cum ego predicta castra, cum redditibus & pertinentiis. Ludovico filio meo, ut predictum est, legaverim, in hoc meo testamento, & etiam redditus predictorum castrorum quibusdam personis in parte sint obligati ad vitam eorum, Ego vero, in escambium & recompensationem predictorum castrorum medietatis, & pro predictis quingentis libris viennensibus, do & assigno eidem Isbellæ, uxori meæ, castrum meum de Suriaco Comitatu cum omnibus redditibus, dominiis, pertinentiis & appenditiis universis, & usum & chassagium in nemoribus nostris de la Fofola & de l'Espinaci, ita tamen quod ipsa solvat & reddat, annis singulis, in festo beati Andree apostoli, ducentas libras viennenses Ludovico filio meo supradicto. — Item, omnes redditus, exitus & proventus, pedagia, laydas, focos, & omnes alios redditus & jura, quocumque modo censeantur, quæ habeo & habere possum & debeo in villa mea Montisbrifonis & pertinentiis ejusdem, exceptis castro, dominio & jurisdictione dictæ villæ, banis, clamoribus, laudibus, venditionibus, investitionibus & institutionibus baillivorum & redditibus ad predictos baillivos dictæ villæ pertinentibus ratione bailliviarum eorundem. — Item, do & lego eidem uxori meæ domum meam quæ appellatur domus de Velchia, sitam in castro Montisbrifonis; & dum predicta uxor mea tenebit supra dicta sibi assignata, volumus & precipimus quod ipsa reddat clamores & omnes assignationes annuas assignatas & debitas super exitibus & proventus villæ Montisbrifonis supradictæ & castri de Syriaco Comitatu; concedimus & volumus quod predicta teneat & possideat dicta uxor mea quamdiu vixerit, nomine dotalicii & pro escambio in recompensationem sibi facto, & post decessum ipsius, omnia predicta ad Guiorum filium meum, vel hæres ejus, sine diminutione aliqua, revertantur. — Item, volo quod, de assignatione facta eidem uxori meæ de predictis, ut dictum est, pro dotalicio, & supra vita sibi alias assignatis, sit contenta & nihil amplius possit exigere, nec petere, occasione dotalitii, vel supra vite, seu qualibet alia ratione, & litteræ super dicto dotalitio confectæ: cassæ remaneant & inanes. — Item. meam eligo sepulturam in ecclesia beate Mariæ Montisbrifonis,

& ibidem juxta patrem meum volo sepeliri, si contingat me mori citra mare. — Item, eidem ecclesiæ, pro remedio animæ meæ & antecessorum meorum, do & lego decem libras viennenses annui redditus assignandas eidem in mandamento de Laviaco, vel ducentas libras viennenses, si canonici dictæ ecclesiæ maluerint, pro dictis decem libris viennensibus annui redditus acquirendis pro anniversario nostro & antecessorum nostrorum ibidem in perpetuum faciendo. Et volo quod, die obitus mei, hujusmodi anniversarium meum faciant ut omnes canonici, capellani & clerici prædictæ ecclesiæ beatæ Mariæ, de dictis decem libris viennensibus annui redditus, die anniversarii nostri, annis singulis, infimul comedant & communiter procurentur. — Item, omnibus sacerdotibus qui meæ interfuerint sepulture quinque solidos fortes do & lego; diaconibus & subdiaconibus cuilibet tres solidos, & aliis minoribus clericis duodecim denarios viennenses do & lego, & omnes honorifico sumptu procurentur. — Item, volo fieri, die obitus mei, unam donam præconizatam, & cuilibet pauperi Christi ad eam venienti dentur sex denarii viennenses. — Item, abbatiæ Savigniæ centum solidos fortes viennenses annui redditus do, lego, vel ducentas libras parisienses, quod maluerit hæres meus, pro anniversario meo, ibidem, annis singulis, in perpetuum faciendo. — Item, ex eadem causa, domui Benedictionis Dei centum solidos viennenses annui redditus vel centum libras viennenses quod maluerit hæres meus, pro dictis, centum solidis viennensibus annui redditus acquirendis. — Item, abbatibus Casæ Dei, Vallis Benedictæ, Infule Barbaræ & Athanatenfi Lugduni, ex eadem causa, cuilibet, quadraginta libras viennenses pro redditibus acquirendis. — Item, sanctimonialibus de Marcignaco unicuique quinque solidos viennenses ponendos in manibus earumdem, do, lego. — Item, sanctimonialibus de Bello Loco, de Polliaco in Roanensi, de Bono Loco, de Leigneu, de Sancto Thoma, de Jurceu & de Sylva, unicuique ipsarum, quinque solidos viennenses ponendos in manibus earumdem, do, lego. — Item, volo & præcipio quod de cætero non fiant complaintæ hominibus nostris, vel aliis in locis consuets in comitatu Forensi &c. — Item, ecclesiis de Syuriaco Comitatu, de Chambeone & de Syuriaco Bosco, cuilibet, triginta solidos viennenses do, lego. — Item, omnibus aliis ecclesiis totius comitatus Forensis singulis decem solidos viennenses do, lego. — Item, operi ecclesiæ Fratrum Minorum Montisbrifonis viginti libras viennenses do, lego. — Item, volo quod servitium vineæ quam donavi Fratribus Minoribus Montisbrifonis, quod servitium erat hospitalis pauperum Christi Montisbrifonis, eidem hospitali in æquivalenti loco assignetur. — Item, eidem hospitali decem libras viennenses, pro conquerementis acquirendis, do, lego. — Item, pœnitentibus Montisbrifonis, cuilibet ipsarum quinque solidos viennenses do, lego. — Item, operi ecclesiæ earumdem centum solidos viennenses. — Item, duabus filiabus Dalmati de Balbignaco pœnitentibus ejusdem loci, unicuique ipsarum, pro vestibus, ad vitam earum, quolibet anno, viginti solidos viennenses, quos eidem solvat castellanus Montisbrifonis qui pro tempore fuerit, in festo omnium sanctorum annuatim. — Item, prioratibus conventualibus totius comitatus Forensis, monachorum cuilibet prioratui, centum solidos viennenses do, lego pro pitancia. — Item, aliis prioratibus monachorum prædicti comitatus, cuilibet, viginti solidos viennenses pro pitancia. — Item, luminaribus ecclesiarum beatæ Mariæ de Valle, de Nigro Stabulo & de Alta Villa, cuilibet decem solidos viennenses do, lego; & volo quod lampas beatæ Mariæ de Valle illuminetur sicut confuevit est ab antiquo. — Item, conventui sancti Irenæi Lugdunensis quadraginta solidos annui redditus, vel quadraginta libras viennenses, quod maluerit hæres meus, pro redditibus acquirendis pro emenda, do, lego. — Item, prioratui & hominibus de Estivalelthes, pro damnis eidem agentibus nostris illatis, centum libras viennenses pro emenda, do, lego, si cum eis ante decessum meum non fuerit concordatum. — Item, domui de Poleteins viginti quinque libras viennenses, pro redditibus acquirendis, do, lego. — Item, volo & præcipio quod si res prædictæ uxori meæ assignate non valerent, annis singulis, mille libras viennenses, quod hæres meus defectum adimplere teneatur; & si plus valerent, illud plus eidem uxori meæ do, lego ad vitam suam. Hujus autem meæ ultime voluntatis executores meos constituo religiosum virum priorem Montis Verduni, carissimos & fideles meos H. decanum Bellijoci & canonicum Lugdunensem & Petrum Malvisin militem, quibus tribus, duobus, aut uni ipsorum, si omnes intercesse non possent, do plenariam, generalem & liberam

potestatem hanc meam ultimam voluntatem exsequendi & omnia alia faciendi pertinentia ad executionem prædictam exequendam; & cuilibet ipsorum executorum meorum quinquaginta libras viennenses, pro labore suo, do, lego. Et rogo venerabilem in Christo patrem dominum archiepiscopum Lugdunensem, vel ejus locum tenentem, quod si hæres meus, in pacificandis clamoribus meis & patris & fratris meorum & in legatis meis & elemosinis perfolvendis, erit negligens & remissus, quod ipse compellat eum ad omnia ista facienda & implenda, pronuntians sententiam in perfonam & interdictum in terram ipsius, vel alias prout sibi melius & utilius videbitur expedire. Hanc autem meam ultimam voluntatem, solam & unicam volo valere jure testamenti in scriptis, & si non valet jure testamenti in scriptis, volo quod valeat jure testamenti nuncupativi, vel jure codicillorum, aut jure cujuslibet alterius ultimæ voluntatis, quo melius & firmitus valere poterit; & si non valet secundum leges, volo quod valeat secundum canonicas sanctiones. Rogo autem testes prefentes, masculos & puberes, quod in hac ultima mea voluntate mecum sigillent, subscribant vel subscribi faciant & consignent. — Item, volo & præcipio quod si contingeret, quod Deus avertat, prædictum Guiotum filium meum decedere sine liberis, uno vel pluribus de legitimo matrimonio procreatis, ut prædixi, quod, in illo casu, executores mei, autoritate propria, hæreditatem meam prædictam apprehendant, teneant & possideant. quousque clamores mei, patris & fratris meorum sint pacificati, & debita, clamores & legata mea & prædictorum patris & fratris meorum integre perfoluta; nec Ludovicus quem eidem Guioto hæredem substituo, nec etiam Guiocetus, dominus de Tyerno, quem eidem Ludovico simili modo substituo, possessionem prædictæ hæreditatis intrent, nec etiam apprehendant quousque prædicta omnia, per manus executorum meorum, fuerint adimpleta. Et Guillelmum de Verneto, fidelem meum, una cum aliis executoribus meis, executorem meum facio hujus meæ ultimæ voluntatis, & eandem potestatem ei dono quam alii executoribus meis donavi ut superius est expressum.

Sur le dos du parchemin où est contenu ce rare & dévot testament solennel. est la signature tant dudit comte testateur que des témoins qu'il avoit appelés pour la solennité de cet acte. Et voici en quels termes & de quelle manière chacun y signe :

Ego R. comes Forenfis & dominus Bellijoci hanc meam ultimam voluntatem sigillo meo sigillavi, subscribi feci, & propria manu signavi..... — Nos H. decanus Montisbrifonis rogatus a testatore prefentes interfui, sigillo nostro sigillavimus, subscribi fecimus & propria manu signavimus Hug..... — Ego Rolandus de Bastitia, rogatus a testatore, prefens interfui, sigillo meo sigillavi, subscribi feci & propria manu signavi..... — Ego Poncius, dominus Rochibaronis, rogatus a testatore, prefens interfui, sigillo meo sigillavi, subscribi feci & propria manu signavi..... — Ego Guillelmus, dominus de Volobrio, miles, rogatus a testatore, prefens interfui, sigillo meo sigillavi, subscribi feci & propria manu signavi..... — Ego Guido de Tyerno, canonicus Lugdunensis, rogatus a testatore, prefens interfui, sigillo meo sigillavi, subscribi feci & propria manu signavi..... — Ego Petrus Malvifens, miles, rogatus a testatore, prefens interfui, sigillo meo sigillavi, subscribi feci & propria manu signavi..... — Ego Hugo de Malvifens, miles, rogatus a testatore, prefens interfui, sigillo meo signavi, subscribi feci & propria manu signavi..... — Ego Guillelmus de Pifiaco, miles, rogatus a testatore, prefens interfui, sigillo meo sigillavi, subscribi feci & propria manu signavi..... — Ego Guillelmus de Augirolis, miles, rogatus a testatore, prefens interfui, sigillo meo sigillavi, subscribi feci & propria manu signavi..... — Ego Guillelmus de Verneto, rogatus a testatore, prefens interfui, sigillo meo sigillavi, subscribi feci & propria manu signavi..... (1).

(1) Ces signatures mises au dessous des noms des témoins de ce testament sont, avec celle du testateur, tout autour & sur les extrémités du dos du parchemin qui contient ce bel acte, & vis à vis de chacune se voient encore les ouvertures d'où pendoient les

iceux lorsqu'il étoit encore clos. & d'un autre côté se lit ce titre *Testamentum illustri memorie domini R. comitis Forenfis & domini Bellijoci.*

(Note de La Mue)

N^o 75 bis. — *Transaction entre Isabelle de Beaujeu, comtesse douairière de Forez, & ses deux fils, Renaud, comte de Forez, & Louis de Beaujeu.*

Philippus Dei gratia Francorum rex notum facimus univerfis tam prefentibus quam futuris quod nos litteras inferius annotatas vidimus in hec verba. Nos Humbertus de Bellojoco dominus Montifpancerii, conestabulus Francie, miles, notum facimus univerfis presentes litteras inspecturis, quod, cum discordia effet inter nobilem dominam Hyfabelam comitiffam Forenfem & dominam Bellijoci, confanguineam noſtram, & Ludovicum ejus filium, ex una parte, & Guiotum, filium dicti domine comitiffe & fratrem dicti Ludovici, comitem Forenfem, ex altera, ſuper eo quod dictus Guiotus, comes Forenfis, baroniam terre Bellijoci dicebat ad ſe in futurum pertinere, & ſe multipliciter fore pregravatum in diviſione debitorum terre Forenfis & baronie Bellijoci, pro eo quod plura debita erant ſibi impoſita que terre Bellijoci ſpecialiter incombebant, dictis comitiffa & Ludovico in contrarium aſſerentibus terram & baroniam Bellijoci ad dictum Ludovicum, donatione & traditione ſibi facta a dicta domina comitiffa, de jure pertinere & de baronia Forenſi dictum Ludovicum portionem ſuam legitimam non habere, nec etiam ad plura debita teneri quam ad ea que in dicta diviſione eis fuerant impoſita pro baronia Bellijoci ſupradicta; tandem predictæ partes, ſuper univerſis & ſingulis ſupradictis & aliis per nos inferius ordinatis, tanquam in arbitrum arbitratorem ſeu amicabilem compoſitorem in nos compromiſerint alte & baſſe, promittentes per ſtipulationem, & perjuramenta ſuper ſancta Dei Evangelia mutuo hinc & inde corporaliter preſtita, tenere, attendere & fervare quicquid ſuper premiſſis & ſingulis per nos dictum pronunciatum fuerit, ſeu etiam ordinatum. Nos vero, recepto in nos hujusmodi compromiſſo habito diligenti tractatu cum utraque parte, dictum noſtrum & ordinationem partibus prefentibus, volentibus & contentientibus ſuper premiſſis univerſis & ſingulis protulimus in hunc modum, videlicet: quod dictus Guiotus comes donet, quietet & remittat in perpetuum & irrevocabiliter predicto Ludovico & ſuis heredibus legitimis, proprio corpore procreatis, omne jus & omnem actionem quod & quam ipſe Guiotus habet & habere poteſt in terra & baronia Bellijoci, & in caſtris, feudis, & homagiis earumdem, & quod dicta comitiffa & prefatus Ludovicus, in recumpenſationem dictarum donationis, quittance & remiſſionis, donent, quant & remittant eidem Guioto & ſuis heredibus imperpetuum, videlicet prefatus Ludovicus totam terram ſuam quam habet in Forſio, jure hereditario, & omne jus & omnem actionem quod & quam ipſe Ludovicus habet & habere poteſt contra ipſum Guiotum, ratione hereditatis paterne, vel alia qualibet ratione & quicquid dictus Ludovicus habet & habere poteſt, aut debet, ex quacumque cauſa, in toto comitatu Forenſi, exceptis bonis ipſius Ludovici mobilibus & nominibus debitorum, & dicta comitiffa totam terram ſuam, & quicquid habet, vel habere poteſt, aut debet in comitatu Forenſi, ratione dotaliſſi ſupra vite, vel alicujus legati, ſeu qualibet alia ratione, exceptis ſuis bonis mobilibus & nominibus debitorum. Item quod prefatus Ludovicus ſolvat reddat & refundat ad exoneranda debita terre ipſius comitatus Forenſis, predicto comiti, tria milia librarum Viennenſium, terminis infra ſcriptis, videlicet: mille libras Viennenſium ad feſtum Pentecoſtis, quod erit anno Domini m^o c^o ſeptuageſimo quarto, & alias mille libras Viennenſium ad aliud feſtum Pentecoſtis ex tunc proximo ſubſequens, & reſiduas mille libras Viennenſium ad aliud feſtum Pentecoſtis ſubſequens, anno alio revoluto; & quod prefatus Ludovicus, elapſis predictis terminis, vel altero eorum, pro ſingulis diebus pro quibus effet in mora ſolvendi, vel deſiceret in premiſſis ſolutionibus, dicto Guioto, nomine pene. centum ſolidos Viennenſium ſolvere teneatur. Super quibus ſolutionibus faciendis idem Ludovicus teneatur dare, infra feſtum Pentecoſtis proximo venturum, eidem comiti, fidejuſſores ydoneos & bonos, de regno Francie, ſub competentibus litteris, qui omnes jurabunt tenere obſtagia apud Montembrifonem, infra octo dies poſtquam ſuper hoc fuerint requiſiti a dicto comite, vel ejus mandato, & inde non recedere donec eidem comiti effet plenarie ſatiſfactum de ſingulis ſolutionibus ſupradictis. Item quod prefatus Ludovicus teneatur accipere in feudum & homagium, a dicto comite, caſtra de Jo &

de Amplo Puteo cum mandamentis & pertinenciis univ[er]sis eorundem, infra tres septimanas post proximum festum Pentecostis, una cum centum libras Viennensium redditualibus in terra plana, si sine feodo inveniri poterit propinquioribus locis dictorum castrorum, in terra Bellijoci vel alibi ad regardum nostrum, citra Sagonna, vel dare & solvere eidem Guioto, occasione receptionis dicti feudi, mille & quingentas libras Viennensium reddendas eidem comiti & solvendas terminis a nobis statuendis, si tamen idem Ludovicus vel Thomas de Sabaudia super receptione hujusmodi feudi dissentirent. Item volumus & ordinamus, de consensu & voluntate utriusque partis, quod si dictus Ludovicus decederet quodcumque sine liberis legitimis ex proprio corpore procreatis, dicta baronia Belli Joci ad predictam matrem suam, si supervixerit, & ea mortua, vel si moreretur antequam Ludovicus ad predictum Guiotum comitem vel heredes suos devolvatur, salvis & retentis eidem domine comitisse centum libris Viennensium redditualibus, de quibus possit, pro anima sua, secundum quod sibi placuerit, ordinare; vice versa, si dictum comitem Guiotum [ante] dictum Ludovicum premori contingeret sine liberis legitimis proprio corpore procreatis, quod comitatus & baronia Forensis ad predictum Ludovicum, vel ejus heredes, devolvatur. Hanc autem ordinationem & omnia univ[er]sa & singula supradicta, dicto arbitrio, seu ordinatione dicti domini Humberti prolatis, nos dicte partes incontinenti, sponte scientes & prudentes laudamus, approbamus, gratificamus, ac etiam acceptamus, donantes, cedentes & penitus remittentes in perpetuum & irrevocabiler, nos dicta comitissa & Ludovicus, predicto Guioto comiti & suis heredibus imperpetuum, omne jus & omnem actionem quod & quam habemus & habere possumus & debemus in predicto comitatu Forensi, rationibus supradictis vel aliqua earundem, devesientes nos de predictis, & dictum comitem G. presentem investientes, exceptis bonis nostris mobilibus & nominibus debitorum nostrorum, prout superius est expressum. Nos vero dictus comes vice versa donamus, cedimus, remittimus penitus & quitamus imperpetuum & irrevocabiler, dicto Ludovico & suis heredibus legitimis ex proprio corpore procreatis, omne jus & omnem actionem quod & quam habemus & habere possumus in terra & baronia Belli Joci, & devesientes nos de predictis & dictum Ludovicum presentem investientes, prout superius est expressum, promittentes nos ambe partes, per mutuas stipulationes & per juramenta, super sancta Dei evangelia mutuo hinc & inde corporaliter preflita, univ[er]sa & singula supradicta imperpetuum & inviolabiliter observare, tenere, attendere & firmiter adimplere, nec unquam per nos, vel per alium facto, vel verbo in judicio, vel extra, venire de cetero contra predicta, vel aliquid predictorum, nec contraire volenti in aliquo consentire, & quod super predictis litteris domini regis Francie & alias quascumque partes voluerint communiter, vel divisim, dabimus mutuo una pars alteri & dari libere concedemus & quod non fecimus, nec de cetero faciemus quominus prefate baronie Forensis & Belli Joci in defectu liberorum ad superflites dictarum partium libere devolvantur, prout superius est expressum. Volentes & concedentes quod prefatus dominus rex nos compellat ad observationem omnium premissorum, & quod predictus dominus Humbertus declarare possit si aliqua super predictis obscura vel dubia partibus viderentur. In quorum testimonium, nos prefatus Humbertus, constabulus Francie, ad instantiam dictarum partium coram nobis approbancium & laudancium supradicta omnia, omnia & singula, sigillum nostrum una cum sigillis earundem, & nos dicte partes omnia & singula supradicta confitentes & afferentes esse vera, sigilla nostra cum sigillo dicti constabuli presentibus litteris duximus apponenda. Actum & datum apud Montcbrifonem anno Domini m^o cc^o septuagesimo tercio, die Veneris post Pascha videlicet xviii^o Kalendas Maii.

Item alias litteras vidimus formam que sequitur continentes : nos Guiotos, comes Forensis & Ludovicus de Forisio, dominus Belli Joci, fratres, notum facimus univ[er]sis quod, cum in forma compositionis per manum nobilis viri domini Humberti de Bello Joco, militis, domini Montipancerii, & constabuli Francie, confanguinei nostri, karissimi, facte inter nos dictum comitem ex parte una, & nos dictum Ludovicum & dominam matrem nostram Hyfabbellam, ex altera, de baroniis Forensi & Belli Joci inter cetera clausula quedam contineatur que talis est : « Item quod prefatus Ludovicus teneatur » accipere in feudum & homagium a dicto comite castra de Jo & de Amplo Puteo cum mandamentis

« & pertinencis univerſis eorundem, infra tres ſeptimanas poſt proximum feſtum Pentecoſtis una
 « cum centum libras Viennenum redditualibus in terra plana, ſi ſine feudo inveniri poterit propin-
 « quioribus locis dictorum caſtrorum in terra Belli Joci vel alibi ad regardum noſtrum, citra Sa-
 « gonnam, vel dare & ſolvere eidem Guoto, occasione rece, tionis dicti feudi, mille & quingentas
 « libras Viennenum reddendas eidem comiti & ſolvendas terminis a nobis ſtatuentis, ſi tamen
 « idem Ludovicus vel Thomas de Sabaudia, ſuper receptione hujusmodi feudi, diffentirent. » Nos
 dictus Ludovicus, de conſilio & conſenſu dicti Thome de Sabaudia, infra dictas tres ſeptimanas pen-
 tecoſtis, elegimus & volumus nos teneri dicto Guoto fratri noſtro, comiti Forenſi, vel mandato
 ſuo, ad ſolvendum mille & quingentas libras Viennenum ſupradictas & non ad feudum, ſeu ho-
 magium ſupradictum, promittentes nos dictus Ludovicus, juxta dictum predicti domini Humberti
 pronunciarum ſuper ſolutionibus dictarum mille & quingentarum librarum viennenum faciendis,
 ut ſequitur, per juramentum ſuper ſancta Dei evangelia preſtitum, & ſub obligatione omnium bono-
 rum noſtrorum, reddere & ſolvere dicto Guoto, vel mandato ſuo, mille libras Viennenum, ad
 feſtum Pentecoſtis, quod erit anno Domini M^o CC^o LXXVII^o, & reſiduas quingentas libras Viennenum
 ad illud iddem feſtum Pentecoſtis, anno revolutio; & ſi forte effemus in mora ſolvendi dictam pe-
 cuniam, ſtatutis terminis predictis, pro ſingulis diebus quibus effemus in mora ſolvendi, elapſis ter-
 minis, vel altero eorundem, volumus nos & noſtros teneri eidem comiti & heredibus ſuis, in ſuo
 defectu, ad penam centum ſolidorum Viennenum, ſub juramento & obligatione ſupradictis. In-
 tendimus & enim nos dictus Ludovicus quod tota terra noſtra, ultra Sagonnam & citra, & quæ
 haberemus per nos vel per alium vel habere ſperamus & debemus, eſt, & ſemper remanere debet
 de baronia Bellijoci ſupradicta; & hoc etiam declaratum eſt itit per dominum H. memoratum. Vo-
 lumus autem nos ambo dicti fratres quod excellentiſſimus dominus noſter Philipus, Dei grata
 Francorum rex, ad obſervationem & ſatiffactionem predictorum univerſorum & ſingularum, & etiam
 omnium rerum & ſingularum contentarum in compoſitione principali, per captionem & diſtraſcio-
 nem bonorum noſtrorum nos compellat quotienſcumque, & quandocumque fuerimus in defectu,
 vel contra predicta veniremus. In cujus rei teſtimonium, ſigilla noſtra preſentibus litteris duximus
 appendenda. Datum anno Domini M^o CC^o LXX^o tercio, menſe Junii.

Nos autem predictam ordinationem, prout ſuperius continetur, quantum in nobis eſt, volumus
 & concedimus ad reſquiſicionem partium, eamque ratam & gratam habemus, ſalvo in omnibus jure
 noſtro & jure etiam alieno. Quod ut ratum & ſtabile permaneat in futurum, preſentibus litteris no-
 ſtrum fecimus apponi ſigillum. Actum Pariſius anno Domini M^o CC^o ſeptuageſimo tercio menſe Junio.
 (Arch. Imp. P. 1368 c. 1589).

N^o 76. — *Reconnoiſſance & confirmation faite par le comte Guy VI, de pluſieurs légats
 faits à l'églife collégiale de Notre Dame de Montbrifon par les comtes Renaud, Guy V
 & Guy IV ſes père, oncle & aieul.* — Extraite des Archives de ladite églife.

Nos G. comes Forenſis notum facimus univerſis preſentes litteras inſpecturis quod, cum inclite
 recordationis G. comes Nivernenſis & Forenſis, avus noſter, prout in ejus voluntate ultima vidimus
 contineri, legaverit operi eccleſiæ beatæ Mariæ Montisbrifonis mille libras fortes veteres Lugdu-
 nenſes, reddendas & ſolvendas ipſi operi, per heredes & ſucceſſores ſuos, in comitatu predicto.
 nos promittimus, per ſtipulationem & bona fide, decano & capitulo ejusdem eccleſiæ, nos ſolu-
 turos & reddituros eiſdem decano & capitulo, ſingulis annis, quinquaginta libras fortium veterum
 Lugdunenſium, quas volumus ipſos recipere & habere in cenſibus qui debentur nobis in villa
 Montisbrifonis & de aliis redditibus ejusdem loci, niſi dicti cenſus ſufficerent ad ſolutionem ſupra-
 dictam; quas quinquaginta libras fortium veterum Lugdunenſium volumus eos recipere & habere,
 ſingulis annis, ſine diminutione & dilatione, ac alio impedimento, tunc cum cenſa & aſſignatio quam
 nos & pater noſter fecimus Guillelmo de Vernetto & Guillelmo de Varey finiatur; & ad hoc nos

& successores nostros, usque ad plenariam solutionem dictarum mille librarum fortium, obligamus. Item, confitemur, & in veritate recognoscimus quod prædictus comes Nivernensis & Forensis, in sua ultima voluntate, legavit eidem ecclesiæ beatæ Mariæ Montisbrifonis, singulis annis, die obitus sui, quinquaginta solidos sortes Lugdunenses & quinque sesteria siliginis, pro anniversario suo & elemosina, die obitus sui, in eadem ecclesia, faciendis: item quod illustris domina Armeniarda, quondam comitiſſa Forensis, legavit dictæ ecclesiæ triginta solidos vienneses, pro anniversario suo, ibidem, annis singulis, in perpetuum faciundo. Item confitemur quod & inclitæ recordationis R. quondam pater noster, & nos, pro dilecto patruo nostro G., quondam comite Forensi, concessimus & donavimus eidem ecclesiæ sex libras & quinque solidos Vienneses, pro anniversario suo, annis singulis, in ipsa ecclesia faciundo. Item quod nos & prædecessores nostri donavimus & concessimus eidem ecclesiæ quatuor libras Vienneses, ad processiones faciendas super sepultura, seu tumulo parentum nostrorum, in quatuor festis mortuorum. Quæ omnia & singula volumus quod dicti decanus & capitulum, singulis annis, habeant & recipiant in redditibus & de redditibus villæ Montisbrifonis, castellanum Montisbrifonis, qui pro tempore fuerit, ad reddenda prædicta de redditibus nostris, in perpetuum obligantes, & nos & successores nostros ad reddenda prædicta omnia obligamus. Item confitemur, & in veritate recognoscimus, quod inclitæ recordationis prædictus R. quondam pater noster, in sua ultima voluntate, legavit ecclesiæ prædictæ decem libras Vienneses in annuis redditibus, pro anniversario suo, ibidem annis singulis in perpetuum faciundo, quas voluit assideri in mandamento castri de Montceu & de Laviaco, unde nos promittimus, bona fide & per stipulationem, decano & capitulo prædictæ ecclesiæ beatæ Mariæ Montisbrifonis, quod nos procurabimus & faciemus quod dicta assisia fiat infra festum beati Joannis Baptistæ proxime venturum; ita tamen quod nos volumus quod ipsi recipient redditus dictæ assisie donec finita sit censa quæ facta fuit per dictum patrem nostrum burgensibus Montisbrifonis, sed ex tunc volumus eos per se posse recipere & habere prædictos redditus & levare, & promittimus nos dictas decem libras, annis singulis, in ævum soluturos. Quæ omnia & singula supradicta promittimus per stipulationem & bona fide tenere, attendere & inviolabiliter observare, nec alicui contravenire volenti in aliquo consentire, aliquo jure, vel aliqua ratione. In quorum omnium prædictorum robor & testimonium veritatis, sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini M^o CC^o LXX^o IV^o mense decembri (1).

N^o 77. — *Premier testament du comte de Forez Guy VI.* — Extrait du *Vidime* qui s'en est trouvé aux archives de l'église collégiale de Notre Dame de Montbrison où ce comte fut inhumé.

In nomine sanctæ & individuæ Trinitatis, amen. Anno Incarnationis Domini millesimo ducentesimo septuagesimo quinto, die Mercurii ante pentecostes. Ego G. comes Forensis, sanus mente, timens mortis periculum, quid de bonis meis, post mortem, volui fieri, dispono & ordino in hunc modum. In primis meam eligo sepulturam in ecclesia beatæ Mariæ Montisbrifonis & eidem ecclesiæ do, lego decem libras Vienneses annui redditus, pro anniversario meo, ibidem die obitus mei, annis singulis, in perpetuum faciundo. Item, volo & præcipio clamores meos & antecessorum meorum debita, legata mea & elemosinas integre perfolvi & pacificari per manus executorum meorum quos inferius nominabo. Item, Ifabellam filiam meam in omnibus bonis meis mobilibus & immobilibus hæredem mihi instituo, & si plures filias me habere contigerit eas maritari volo. vel in religione collocari per manum nobilis viri, carissimi consanguinei, domini Humberti de Bellojoco, militis, domini Montis Penferii & consabuli Franciæ, & per manum Joannæ carissimæ uxoris

(1) La comtesse de Forez nommée en cet acte Armeniarde, & désignée après le comte de Nevers & de Forez qui étoit Guy IV, étoit la seconde femme dudit comte, laquelle, ainsi qu'on peut voir

en cette Histoire, s'appeloit proprement d'un nom assez commun dans l'antiquité, Hermengarde, qui est ici changé par la faute du scribe en celui d'Armeniarde. (Note de La Mure.)

meæ. Si vero filium masculum me habere contingerit ex legitimo matrimonio natum, ipsum filium masculum mihi heredem instituo in omnibus bonis meis mobilibus & immobilibus & juribus quibuscumque, ex tunc prædictam Isabelam filiam meam & omnes alias quascumque filias meas legitimas maritari, vel in religione poni volo per manum prædicti conestabuli & uxoris meæ. Si autem me absque liberis legitimis, uno vel pluribus, vel liberos meos omnes absque liberis, mori contingerit, quandocumque Ludovicum, fratrem meum, eis heredem substituto, & ex tunc hæreditas mea ad ipsum Ludovicum libere devolvatur; & in eo casu, lego prædicto conestabulo terram meam de Roanneffio cum castro Sancti Mauricii, juribus & pertinentiis terræ & castri prædictorum, una cum mille libratibus terræ ad Viennem, in redditibus perpetuis & annuis affectandis, & prædictæ uxori meæ quingentas libras terræ ad Viennem, in annuis & perpetuis redditibus affectandis similiter, in casu prædicto, do, lego. Item, si prædictum Ludovicum absque liberis legitimis, vel ejus liberos absque legitimis liberis, mori contingerit, quandocumque prædictum conestabulum eis heredem substituto, & volo quod dicta hæreditas mea ad dictum conestabulum, in illo casu, vel ejus liberos legitimis libere devolvatur, dictis quingentis libratibus terræ dictæ uxori meæ reservatis & plenarie restitutis. Item prædictis liberis meis omnibus, uni, vel pluribus, prædictum conestabulum do tutorem & curatorem. Ita tamen quod prædictas tutelam & curam gerat, administret & terram regat & gubernet, & in ea gubernatores ponat, de consensu & voluntate prædictæ uxoris meæ, & quod prædicti liberi mei, unus vel plures penes dictam uxorem meam & per eam alantur, nutrantur & teneantur, & per manum dicti conestabuli & dictæ uxoris meæ maritentur, vel in matrimonio collocentur vel in religione ponantur, fecundum quod eis melius videbitur expedire, de consilio amicorum & parentum communium dictorum liberorum. Item, prædicto conestabulo lego, in omni casu, centum libras viennenses annui redditus computatis in dictis redditibus, omnibus redditibus & juribus quæ habeo apud Rodannam & in castro & mandamento de Rodaina, cum feodis & homagiis mihi debitis ratione dicti castri. Si vero me mori contingerit sine hærede masculo legitimo, uno, vel pluribus, tunc eidem conestabulo lego castrum meum de Crofeto & quidquid habeo ultra prioratum de Amberta, versus Crofeto, & a dicto prioratu, sicut ducit via publica qua tenditur de Amberta versus ulmum de Monganeto, & a dicto ulmo directe versus & usque ad portum de Rodonna, quidquid habeo ultra prædictos terminos, versus terram domini Sine Muri, una cum feodis meis & homagiis existentibus infra terminos supradictos, ita tamen quod, pro prædictis, dictus conestabulus hæredi meo fidelitatem & homagium facere teneatur. Item, uxori meæ prædictæ castra mea de Donzeu & de Claypiaco cum mandamentis & pertinentiis eorumdem ad vitam suam do, lego & viginti libras viennenses annui redditus in perpetuum, de quibus possit ordinare ad suam voluntatem, ita tamen quod prædicta omnia dicta uxor mea teneat in feodum & homagium ab hærede meo. Item, volo & relinquo hominibus meis in perpetuum quod in mutatione novi domini pro recognitione nihil dare penitus teneantur. Item, ecclesiæ beatæ Mariæ Montisbrisonis do & lego in perpetuum jus patronatus & quidquid juris habeo in hospitali pauperum Christi de Montebriſone in recompensationem mille & quingentarum librarum viennensium in quibus eidem ecclesiæ teneor ad opus fabricæ; ita quod pro prædicto hospitali decanus & capitulum ejusdem ecclesiæ, in eodem hospitali, hospitalitatem ab antiquo consueta facere teneantur. dicto tamen hospitali cum suis juribus, Hugoni, nunc decano dicti loci, ad vitam suam integre reservato. Item, carissimo & fideli militi meo domino Guichardo de Ronchivol confirmo donationem quam sibi feci de redditibus quos habet apud Mableu in Roanneffio. Item, eidem do & lego in perpetuum quadraginta libras viennenses annui redditus, ita quod eas teneat in feodum & homagium ligium ab hærede meo. Item, domino Joanni de Verneto decem libras viennenses annui redditus in perpetuum, ita quod pro eis homagium ligium facere teneatur hæredi meo. Girino de Ampliputeo quindecim libras viennenses annui redditus in perpetuum do, lego, ita quod pro ipsis hæredi meo fidelitatem facere teneatur. Item, Bernardo de Salamar centum solidos viennenses annui redditus vel centum libras semel do, lego; Guioto de Belna sexaginta solidos viennenses reddituales vel sexaginta libras semel do, lego. Raynaudo Malvifin sexaginta solidos viennenses annui redditus,

vel sexaginta libras vienneses; femel Jocerando Verroillat sexaginta solidos vienneses annui redditus vel sexaginta libras femel. Item, Hugoni Delpin sexaginta solidos vienneses annui redditus, vel sexaginta libras vienneses femel. Item, venerabili viro Hugoni decano Montisbrifonis triginta libras vienneses annui redditus ad vitam suam do, lego. Reynaudo de Villaris, clerico meo, decem libras vienneses annui redditus ad vitam suam do, lego. Item, eidem quiddecim libras vienneses annui redditus quouque canoniam beatæ Mariæ Montisbrifonis fuerit affectus. Item Archambodo fervienti meo quiddecim libras vienneses femel do, lego. Item, Johanni de Sancto Habundo decem libras vienneses femel do, lego. Item, Johanni de Fonte centum solidos vienneses femel do, lego. Item, pœnitentibus Montisbrifonis decem libras vienneses femel do, lego. Item, Fratribus Minoribus de Montebrifone quinquaginta libras vienneses pro ecclesia sua de novo fabricanda. Item, eidem Fratribus unam procuracionem perpetuam viginti solidorum viennesium do, lego. Item, singulis conventibus monachorum & monialium de Forefio & de Roannefio unam refectonem & unum calicem de sexaginta solidis viennesibus do, lego. Item, Guillelmo, scutifero uxoris meæ, centum solidos vienneses vel centum libras vienneses do, lego. Item, volo & præcipio quod omnes redditus quos legavi superius, quibuscumque locis aut personis, affideantur & assignentur in terris per manus executorum meorum vel alterius eorum quos inferius nominabo, infra tres menses post decessum meum. Hujus autem meæ ultimæ voluntatis executores meos constituo dominum Humbertum consellabulum prædictum, Hugonem, decanum Montisbrifonis, Guichardum de Ronchivol & Girinum de Ampiteuto prædictos, dans eisdem executoribus meis & cuilibet eorum in solidum, ita quod non sit melior conditio occupantis, ipsis quatuor, tribus, duobus, aut uni ipsorum, si omnes interesse non possent, vix nolent, plenam, generalem & liberam potestatem bona meæ ministrandi, tenendi, autoritate propria, pro hac mea ultima voluntate adimplenda, levandi, percipiendi & generaliter omnia alia faciendi quæ ego, si vivus essem, possem facere vel deberem. Hanc autem meam ultimam voluntatem solam & unicam, revocata penitus omni alia, si unquam feci, in scriptis, vel sine scriptis, volo valere jure testamenti in scriptis, & si non valet jure testamenti in scriptis, valeat jure codicillorum, vel jure cujuscumque alterius ultimæ voluntatis, & si non valet secundum leges, valeat secundum canonicas sanctiones, prout melius & firmitus valere poterit. Rogo autem testes presentes masculos & puberes ut in hac mea ultima voluntate figillent, subscribant aut subscribi faciant & consignent (1).

Nº 78. — *Second testament solennel dudit come Guy VI.* — Extrait du *Udidum* sus allégué.

In nomine Patris & Filii & Spiritus sancti amen, Ego G. comes Forenfis in bona & sana memoria constitutus, post testamentum meum a me jam perfectum diu est & completum, hos presentes codicillos & meam ultimam voluntatem conficio in quibus ipsum testamentum meum quod feci ultimum valere volo & confirmo, exceptis his quæ detrahā de ipso testamento vel addam in hac mea ultima voluntate. In primis volo & præcipio quod sicut disposui & providi in dicto testamento meo de filio mihi nascituro, quod ad Johannem, filium meum postea natum, hæreditas mea perveniat, ita tamen quod si ipsum Johannem mori contingeret quandocumque sine legitimis liberis, hæreditas mea prædicta ad Yfabelam filiam meam perveniat; & in illo casu, Loram filiam meam maritari præcipio & assignari sibi pro dote trecentas libras in redditibus annuis quas, in eo casu, sibi lego & dari ei volo de pecunia, secundum voluntatem & arbitrium Johanne, uxoris meæ, & tu-

(1) L'ouverture de ce testament se fit à Montisbrifon le mardi après la fête de saint Vincent de l'année 1278, par Jean de Blaudé, official de Lyon, & Pierre de Caligny, Juge de Torrey, qui atteslaient qu'ils avoient trouvez ledit testament clos & scellé des sceaux d'ouze témoins qui avoient signé sur le dos d'iceux qu'ils nomment ainsi :

Videlet domus Hugonis decani Montisbrifonis, domus Gu-

terri d'Arca, militi, domus Joannis de Verveze, militis, Grandi Ufan, Artand de Nulfo, Bernardi de Salamar, Raymondi Malvif, Peregrini Montfeli, Hugonis Delpin, Guillelmi de Barouguis & Renaudi de Villareis, clerici, qui, in ipso primo testamento, seu ultima voluntate, una cum sigillis, subscripserunt & signo dicti testatoris figillaverunt, signaverunt & subscripserunt.

(Note de La Mure.)

torum liberorum meorum quos inferius nominabo. Quod si Johannem & Isabellam liberos meos prædictos mori contingeret, quodcumque sine legitimis liberis, volo quod ex tunc hæreditas mea ad præfatam Loram perveniat pleno jure, tutelam & curam liberorum meorum, regimen & administrationem terræ meæ & executionem prædicti testamenti mei, & omnem potestatem datas, relictas seu legatas in prædicto testamento meo domino Humberto de Bellojoco, constabulo Franciæ, revoco penitus & eas sibi aufero & adimo, dictamque tutelam & curam do, lego Johanniæ uxoris meæ; & si forte ratione minoris ætatis impediretur aut non posset dictam tutelam gerere, volo quod dominus Guido de Levies, marefcallus Albigeſii, prædictam tutelam interim habeat, gerat & adminiſtret, de consilio tamen prædictæ uxoris meæ, donec ipsa pervenerit ad ætatem legitimam & perfectam. Quod si dictam uxorem meam mori contingeret, vel ad secundas nuptias convolare, prædictis liberis meis do tutores & curatores quemlibet in solidum prædictum marefcallum, dominum Bertrandum de Chalancone, Hugonem, decanum Montisbrifonis, & Guillelmum de Verneto, burgenſem Montisbrifonis, & volo quod idem Guillelmus super administratione dictarum tutelæ & curæ computum aut rationem alicui reddere teneatur nec super hoc possit ab aliquo reprehendi. Item, legatum factum in dicto testamento meo, prædicto constabulo, de mille libratís terræ in annuis & perpetuis redditibus, in eo casu, si me & liberos meos omnes absque legitimis liberis mori contingeret, revoco penitus & adimo eidem constabulo, & volo quod, in eo casu, dictum legatum devolvatur ad dictam Johannam, uxorem meam, pleno jure. Item, pro his quæ promisi uxori meæ, pro dotalitio suo, affideo & assigno eidem castra & redditus infra scriptos, videlicet de Chambeone de Siuracio Comitatis, de Sancto Marcellino, de Marcelliao, de Nigra Unda, & de Buſſiaco, cum omnibus redditibus, juribus, mandamentis & pertinentiis, feodis & homagiis dictorum caſtrorum. Item, legata a me facta & executionem prædicti testamenti mei & quidquid in ipſo legavi domino Guichardo de Ronchivo, Girino de Ampliputeo & Reynaudo de Villareis, clerico, revoco penitus & annulo & ea sibi aufero & adimo. Item, hospitali pauperum Christi de Montebriſone do, lego & concedo, tam pro elemoſyna quam pro emenda, quod ipſum hospitalē vel ejus adminiſtrator, quicumque pro tempore fuerit, possit conſtruere & tenere in perpetuum furnum unum ubicumque sibi placuerit, apud Montembrifonem; & executores autem prædicti testamenti mei & hujus meæ ultimæ dispositionis, seu codicillorum, & tutores liberorum meorum, sicut supra dispositum est, facio, conſtituo & ordino præfatos dominum Guidonem marefcallum Albigeſii, dominum Bertrandum de Chalancone & Hugonem, decanum Montisbrifonis, extremam voluntatem meam in eorum dispositione totaliter committentes; & si omnes non possent aut nollent interesse tres aut duo, vel unus ex eis prædictum testamentum meum & hanc meam ultimam voluntatem & codicillos nihilominus exequantur & disponant de bonis & rebus meis inter liberos & alios univerſaliter, prout eis melius videbitur expedire. Item, volo & præcipio quod executores mei & tutores prædicti, una cum domino Rollando de Baſticia quem ſimiliter executorem meum conſtituo, teneant, levent & percipiant totum pedagium meum de Montebriſone, quoſque clamores mei & prædeceſſorum meorum ſint pacificati & integre perſoluti. Hanc autem meam ultimam voluntatem volo valere jure codicillorum, vel eo jure quo melius valere poteſt & debet, vel jure cujuſlibet ultimæ voluntatis quæ valere poteſt & debet ſecundum canones, aut ſecundum conſuetudines approbatas, ſecutus potius in his voluntatem animi mei, quam legum diligentiam, aut rigorem. Item, lego prædictis decano Montisbrifonis & Guillelmo de Verneto, cuilibet eorum, triginta libras viennenes in annuis redditibus ad vitam eorum tantum & domino Rollando de Baſticia quindecim libras viennenes in redditibus ſimiliter ad vitam ſuam tantum. Item, Iſabellæ filiæ meæ lego decem millia libras viennenes pro ea maritanda. Item, si me habere contigerit plures libros, aut unum ex uxore meæ, si filiæ eſſent, una vel plures, volo quod maritentur vel in religione ponantur ad arbitrium & voluntatem prædictæ uxoris meæ & executorum prædictorum & tutorum; si vero filius eſſet, & Johannes, prædictus filius meus, moreretur, volo quod in hæreditate mea cunctis filiabus meis præferatur, & si dictus Johannes viveret, aut, relictis legitimis liberis, decederet, tunc dictus filius vel filii, unus vel plures, eſſent clerici, & eis provideretur de bonis meis ad arbitrium & voluntatem prædictorum

uxoris meæ & tutorum. Rogo autem testes puberes & masculos qui a tergo scripti sunt, ut in his meis presentibus codicillis subscribant, sigillent & signent, & testimonium inde perhibeant loco & tempore competenti. Actum apud Montembrifonem, in domo quæ fuit quondam Matthæi de Ripparia, die dominica post festum beati Martini hyemalis, anno Domini M^o CC^o LXXXI^o, mense novembri (1).

N^o 79. — *Troisième & dernier testament jolennel ou codicile dudit comte Guy VI. — Extrait du même Vidimus sus allégué.*

In nomine patris & filii & spiritus sancti amen. Ego G. comes Forensis, in bona & sana memoria constitutus, de bonis & rebus meis dispono & ordino in hunc modum. In primis Johannem filium meum universalem hæredem mihi instituo. Item, Isabellam, filiam meam, mihi hæredem instituo in decem millibus libris viennensibus quas sibi legavi, pro ea maritanda, in codicillis a me super confectis. Item, Loram, filiam meam, in religione poni volo, & eidem, jure institutionis, quingentas libras viennenses do & lego, & quod eidem provideatur ad voluntatem & arbitrium Johannæ, uxoris meæ, & tutorum dictorum liberorum meorum quos inferius nominabo. Quod si forte dictam Loram maritari contingeret, volo & præcipio ei dari & assignari dotem ad voluntatem & arbitrium dictorum uxoris meæ & tutorum. Si vero filius unus, vel plures masculi, ex uxore mea nascerentur, & ipsos volo esse clericos, & eis, de redditibus meis, dari & assignari, ad arbitrium & voluntatem prædictorum uxoris meæ & tutorum, & quemlibet eorum in centum libris viennensibus mihi hæredem instituo. Si vero filia, una vel plures, mihi nascerentur ex prædicta uxore mea, eas in religione poni volo, & cuilibet ex ipsis centum libras viennenses, jure institutionis, do, lego, & eis similiter provideatur ad voluntatem & arbitrium prædictorum uxoris meæ & tutorum. Si vero prædictus Johannes, filius meus & hæres, decederet quocumque sine liberis, volo quod hæreditas mea ad filium masculum mihi primo nasciturum, vel si filius mihi non nasceretur, ad Isabellam filiam meam perveniat pleno jure. Quod si dictam Isabellam similiter mori contingeret quocumque sine liberis, dicto Johanne præmortuo, volo quod hæreditas mea ad præfatam Loram libere devolvatur. Item tutelam & curam prædictorum liberorum meorum do, lego Johannæ uxori meæ, & si forte ratione minoris ætatis, vel alia quacumque causa impediretur, aut non posset dictam tutelam gerere, volo quod dominus Guido de Levies, marefcallus Albigeus, Hugo, decanus Montisbrifonis, & Guillelmus de Verneto, quilibet eorum in solidum, ita quod non esset melior conditio occupantis, prædictam tutelam interim habeant, gerant & administrent, de consilio tamen prædictæ uxoris meæ, donec ipsa pervenerit ad ætatem legitimam & perfectam. Quod si prædictam uxorem meam mori contingeret, vel ad secundas nuptias convolare, prædictis liberis meis do tutores & curatores præfatos dominum marefcallum, decanum, & Guillelmum, quemlibet in solidum, ita quod non esset melior conditio occupantis, & dominum Bertrandum de Chalancone, una cum ipsis, ita quod dictus Guillelmus de Verneto, super administratione dictarum tutelæ & curæ, rationem aut comporum nemini reddere teneatur, nec super hoc possit ab aliquo reprehendi. Item, volo & præcipio quod si dicta Johanna, uxor mea, aliquo casu amitteret mille libratas terræ pro totalitio suo vel supra vita sibi constitutas & assignatas in terra Bellijoci, in contractu matrimonii inter nos habito, quod eas habeat & percipiat in terra Forensi, una cum aliis mille libratibus sibi in dicta terra Forensi. In prædicto contractu matrimonii similiter constitutus. Legata vero omnia a me facta & scripta in testamento quod feci anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo quinto, die Mercurii ante

(1) Les Juges qui survivent : le second testament servant de codicile au premier, attestent, dans le Vidimus sus allégué, qu'ils l'ont trouvé scellé des lettres des neuf témoins suivants. Videtur dicti domini Hugonis decani Montisbrifonis, Guillelmi de Verneto, Rotandi de Ripparia, canonici Montisbrifonis, domini Guichardi de Barquis, milites, domini Joannis de Verneto milites.

magistri Johannis d'Escheleus, Hugonis de Poretu, Bernardi de Sallumar & magistri Johannis Raynerii qui, in ipsi codicillis seu ultima voluntate, una cum sigillis, subscriptione & sigillo dicti testatoris, seu codicilatoris sigillaverunt, signaverunt & subscripserunt.

(Note de La Mure)

pentecostes, solvi & deberi volo ab hærede meo, & omnia in ipso scripta valere volo, exceptis quæ detraxi de ipso testamento, vel addidi in codicillis nuper a me confectis anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo septimo mense novembri; quos codicillos modis omnibus valere volo, & in hoc meo testamento confirmo. Hanc autem meam ultimam voluntatem volo valere jure testamenti in scriptis, vel jure divisionis factæ inter liberos, vel jure cujuslibet alterius dispositionis quæ valere potest secundum canonicas functiones, leges, vel secundum consuetudines approbatas. Datum & actum anno Domini m^o cc^o lxxvii^o, die Martis, in festo beati Johannis evangelistæ (1).

N^o 80. — *Charte de privilèges octroyés par le comte Guy VI à ses emphythéotes du comté de Forez, spécialement à ceux de Montbrison.* — Extrait des titres de privilèges de ladite ville, entre lesquels celui-ci a ce titre : *Libertas concessa a Guoto, comite Forensi, universitati dictæ villæ & universis aliis comitatus Forensis.*

Nos Guotus, comes Forensis, notum facimus presentes litteras inspecturis quod cum nos & prædecessores nostri plura gravamina intulerimus hominibus & subditis nostris comitatus nostri Forensis, & specialiter illis de Montebriſone & infra terminos Montisbriſonis habitantibus, faciendū eis queſtas & complaints immoderatas & alia quæ longum eſſet per ſingula enarrare, nos volentes eiſdem facere recompensationem & emendam ac ſatisfactionem quas tenemur, & poſſumus pro prædictis, provida deliberatione ſuper hoc præhabita, pro nobis & ſucceſſoribus noſtris, donamus & concedimus univerſis & ſingulis fidelibus & tenementariis noſtris in comitatu prædicto conſtitutis & ſpecialiter illis de Montebriſone & habitantibus infra terminos, præſentibus & futuris, quod ipſi, in mutatione novi domini, ſive ille novus dominus ſit filius, frater, avunculus, cognatus vel alius quicumque & extraneus, ſucceſſor noſter univerſalis, vel in rem nullam pecuniariam, ſeu aliam recognitionem, ſeu inveſtituram, pro rebus quas a nobis tenent, dare novo domino quicumque ſit, vel alii pro ipſo, aliquatenus teneantur. In cujus rei teſtimonium, ſigillum noſtrum apponi fecimus huic cartæ. Datum anno Domini m^o cc^o lxxvii, mēſe Januarii.

N^o 80 bis. — *Confirmation des privilèges de Sury le Comtal.* (Voir : *Pièces supplémentaires*, p. 81).

N^o 81 (1). — *Pieux clauses du testament de Jeanne de Montfort, comtesse douairière de Forez.* — Extraîtes de l'acte de Vidimus dudit testament dressé par Guillaume Ruffati, chanoine & official de Lyon, ledit acte étant aux Archives du couvent des Cordeliers de Montbrison, où cette dame fit élection de sépulture. Cet official dans l'expositive de cet acte, parle ainſi des clauses de ce dévot testament :

Vidimus, legimus & de verbo ad verbum inſpeximus quaſdam clauſulas in teſtamento, ſeu ultima voluntate illuſtriſſimæ dominæ, dominæ Joannæ de Monteforti, quondam comitiſſæ Forenſis, uxo-

(1) Les memes Juges qui avoient ouvert les deux precedents teſtaments du comte Guy VI, ouvriront ce troiſieme & dernier qu'ils trouveront clos & ſcellé des ſceaux de neuf témoins qui l'avoient ſouſcrit & ſigné au dos avec le teſtateur qu'ils nomment de la ſorte : *Videlicet domini Hugonis, decani Montisbriſonis, magiſtri Petri de Colignaco, Judicis dicti comitis, domini Rolandi de Baſſiera, canonici Montisbriſonis, domini Joannis de Vernero, militis domini Jacobi de Vernol, milites, magiſtri Bernardi, phſici,*

magiſtri Joannis d'Efcheletis, Guillelmi de Baccou & magiſtri Joannis Raynerii, qui in ipſo teſtamento, ſeu ultima voluntate, teſta aperto ſeu aperto, ſigillaſerunt, ſignaverunt & ſubſcripſerunt, hoc una cum ſigillo, ſubſcriptione & ſigno dicti teſtatoris & codicillatoris.

(Note de La More).

(1) Le deuxième teſtament de Guy VI a été claſſé ſous le n^o 81 ainſi que ſes trois teſtaments ſuſſent réunis.

risque quondam illustri domini Ludovici de Sabaudia, domini Vaudi, contentas &c. quarum tenor sequitur in hunc modum :

Sepulturam meam eligo in cimeterio Fratrum Minorum Montisbrifonis, ubicumque me decedere contingat; & ibi volo & præcipio fieri tumulum meum per hæredem meum universalem &c. usque ad valorem ducentarum librarum viennensium. Item, cum ego habebam viginti septem libras viennenses annuatim in redditibus in perpetuum super pedagio Montisbrifonis, perpetuo do & lego prædictis Fratribus Minoribus Montisbrifonis. Item, operi ecclesiæ dictorum Fratrum Minorum Montisbrifonis triginta libras viennenses semel do, lego. Item, volo & præcipio quod de cupis meis argenteis fiant sex calices quilibet ad valorem decem librarum viennensium, de quibus unus detur ecclesiæ ubi cor & viscera mea sepelientur, & alius alteri ecclesiæ ubi residuum corporis mei sepeliatur, & alii quatuor dentur pauperibus capellis secundum quod executores mei ordinabunt. Item, volo & præcipio, pro diversis votis per me factis, diversis in locis & ecclesiis quibus voveram, dari candelas quas non reddidi, & quia vota mea non complevi eisdem viginti librarum ceræ dentur, pro candelis prædictis faciendis, Fratribus prædicatoribus de Lugduno, & triginta librarum ceræ fratribus minoribus de Lugduno & viginti librarum ceræ Fratribus Minoribus Montisbrifonis & conventui de Jurecio viginti librarum ceræ & Sancti Thomæ monialium decem librarum ceræ.

Auxquelles clauses ainsi énoncées ledit official ajoute : « Cujus testamenti in quo prædictæ clausula continentur data talis est : anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo tertio mense novembris. »

N° 81 bis. — *Titre relatif à la dot d'Isabelle de Forez, femme de Béraud de Mercœur.*

Universis presentes litteras inspecturis & audituris, Guillelmus de Hala, clericus, tenens sigillum regis Francorum in Alvernia constitutum, salutem in Domino. Noveritis quod coram dilecto nostro magistro Durando Bodofcherii, clerico fidei, notario curie Riomi jurato, &c..., constitutus nobilis vir Johannes comes Forensis adultus, sponte, scienter ac provide constituit, promisit, assignavit & donatione pura & simplici inter vivos irrevocabili ac in perpetuum valitura donavit, & titulo perfecte donationis habere concessit & tradidit vel quasi Beraldo de Mercorio nepoti nobilis viri domini Beraldi domini Mercorii, filioque quondam domino Beraldi de Mercorio, filii quondam ipsius domini Mercorii, militis, coram dicto notario presenti, & donationem, assignationem, promissionem & constitutionem hujusmodi & omnia alia & singula pro se & Yzabelle sponse sua, fororeque ipsius comitis & filia quondam felices ac inclite recordationis Guidonis quondam comitis Forensis, & heredibus ipsius sponse, recipienti in dotem & nomine & ob causam dotis ipsius Yzabellis & cum eadem Yzabelle & heredibus ac suecessoribus ipsius Yzabellis & ab ea causam habentibus & habituris in perpetuum ea que inferius exprimuntur. Videlicet castrum suum de Claypiaco ac etiam omnia jura & omnes actiones reales, personales, mixtas, contrarias, hypothecarias, utiles & directas & omnes census, redditus, obventiones, deveria, servitia, omnimodam, altam & bassam, jurisdictionem, iusticiam, merum & mixtum imperium quodcumque ipsius castri de Claypiaco & ejus pertinentiis ac infra terminos dicti castri, & cum omnibus homagiis, fidelitatibus, ipsi comiti debitis ratione dicti castri & pertinentiarum ejusdem. Item & omnia alia jura & deveria quecumque idem comes habet, habebat & habere poterit quoumodo in dicto castro & ejus pertinentiis ac etiam inter & infra terminos predictos, & ratione ejus & eorum, contra quascumque personas & in quibuscumque & cum quibuscumque personis, locis & rebus. Item, novem milia libras Turonensium, solvendas, reddendas & deliberandas ex dicta causa domino Mercorii, avo paterno dicti sponsi predicti, & de voluntate ipsius sponsi & Yzabellis predictæ, & consensu expressis, prout iidem sponsi per juramenta sua ad sancta Dei evangelia corporaliter prestita, coram dicto notario constituti, vo-

luerunt, & se velle receptionem hujusmodi asseruerunt & promiserunt mutuo consensu inter se ad invicem habito, & se contra dictam receptionem non venire terminis infra scriptis. Videlicet tria milia libras Turonensium in proximo festo beati Andree apostoli, mille libras Turonensium, & in subsequenti proximo festo beati Andree apostoli, anno revoluto, alia tria milia libras Turonensium, & extunc elapso dicto anno in antea annuatim in dicto festo beati Andree apostoli, mille libras Turonensium, quousque de residuis tribus milibus libris Turonensium, eidem domino Mercorio fuerit plenarie & integre satisfactum, computatis & inclusis in eisdem decem milibus libris Viennensium reliquis dicte Yzabelli a bone memorie Guidone patre quondam communi predicto comitis & Yzabellis, predictorum; que decem milia librarum Viennensium incluse sunt & compute ad octo milia libras Turonensium de summa novem milium librarum Turonensium predictarum. Cedens & mandans dictus comes, ex causa predicta, dicto sponso & heredibus ac successores dicte sponse, & ab ea causam habentibus & habituris in perpetuum, & in ipsum sponsum & heredes ac successores dicte sponse, & ab ea causam habentes & habituros, totaliter & in perpetuum transfere omnia jura & omnes actiones reales, personales, mixtas, contrarias, hypothecarias utiles & directas, que & quas dictus comes habet, habebat & habere potest, poterat & debebat, & sibi competunt, competeant, &c., &c., &c..... In quorum omnium & singulorum premissorum robor & testimonium & perpetuum firmitatem habendam, ad relationem dicti notarii qui nobis retulit viva voce predicta omnia, coram se vice & auctoritate nostra acta esse & concessa, testibus hiis presentibus dominis : Bonperio de Alzonio, Guillelmo de Verdezuno, Guichardo d'Urgelli, Petro Marefchac, Guillelmo de Barghas & Bernardo de Salamar, militibus; domino Sembelino, professore legum, & magistro Andrea de Sancto Floro, clericis; Gerardo de Roffilho, Guigone Arrui, & Guillelmo de Uffom, domicellis. Nos eidem notario & dicte ejus relationi de premiffis & super premiffis ab eo nobis facte fidem adhibentes super hiis pleniorum, dictum sigillum presentibus litteris duximus appendendum. Datum die Jovis post octavam festi Penthecoste, anno Domini m^o cc^o xc^o. — (Arch. de l'Emp. P. 14001 n^o 967.

Autre titre relatif à la dot d'Isabelle de Forez, fille de Guy VI & femme de Béraud de Mercœur.

Univerfis presentes litteras inspecturis & audituris, Guillelmus de Hala, clericus tenens sigillum regis Francie in Alvernia, constitutus, salutem in Domino. Noveritis quod coram dilecto nostro magistro Durando Bodofcherii, clerico, fideli notario curie Riomi jurato, &c... constituti Beraldis de Mercorio, nepos nobilis viri Domini Beraldi, domini Mercorii, militis, & ab eo sollempniter emancipatus, filiusque quondam domini Beraldi de Mercorio, filii quondam dicti domini Mercorii, & Yzabellis de Forizio sponfa ipsius Beraldi, nepotis predicti, filia quondam felix ac inclite recordationis Guidonis, quondam comitis Forensis, majores quatuordecim annis, ut per juramenta sua ad sancta Dei evangelia ab ipsis corporaliter prestita, dixerunt & asseruerunt, & eidem notario per inspectionem seu aspectum ipsorum corporum constitit & apparuit evidenter, mutuo consensu inter se ad invicem habito & quilibet eorum alteri ad omnia & singula infra scripta facienda & concedenda auctoritatem, potestatem & expressum assensum prestando sponte, scienter ac provide de consensu, auctoritate & voluntate expressis nobilis domine, domine Johanne de Monteforti, comitisse Forensis, matris ipsius Yzabellis, coram dicto notario presenti, ipsis sponfis ab ea prestitis & concessis, confessi sunt & in veritate recognoverunt, illustri viro Johanne comite Forensi, fratre dicte Yzabellis, coram dicto notario presente & predicta & infra scripta omnia & singula pro se & suis recipiente, & super hiis omnibus & singulis consentiente & tractante, quod visis, auditis, cognitis & plenius intellectis verbis & clausulis testamenti seu ultime voluntatis dicti patris quondam communis Yzabellis & comitis predictorum, quod & quam & contenta in eo, vel ea laudaverunt, approbaverunt & ratificaverunt ac confirmaverunt ipsi predicti & illud & eam valere voverunt, ac habere perpetuo roboris firmitatem, pro omni jure & actione, quod & quam eadem Yzabellis & per eam dictus suus sponfus habent, habe-

bant & habere poterant ac debebant, & sibi & eorum cuilibet competunt, competeant & competere possunt, poterant ac debebant, ratione partis, partatgii, legitime & portionis hereditarie, ipsam Yzabellem & per eam, dictum suum sponsum, contingentium & contingere debentium jure hereditario, familie [hereditarie] & communi dividendo, judiciis aut alias, quoquo modo jure, ratione, titulo, five causa in toto comitatu Forensi & in omnibus & singulis pertinentiis ejusdem comitatus, ac etiam in omnibus & singulis bonis & rebus paternis & maternis Yzabellis & comitis predictorum. Idem comes constituit, promisit & donavit dicto sponso in dotem & ob causam dotis Yzabellis predictæ & cum eadem Yzabelle & hereditibus ipsius Yzabellis ea que inferius exprimuntur, videlicet decem milia librarum viennensium eidem Yzabelli, ac pro quodam dicto communi Yzabellis & comitis predictorum, in ipsius patris testamento, seu ultima voluntate, jure institutionis sibi relictis seu legatis, que reductæ fuerunt ad octo milia librarum turonensium, necnon & ultra dicti patris relictum seu legatum, mille libras turonensium femel solvendas, una cum dictis octo milibus librarum turonensium dicto domino Mercorii, aut ejus certo mandato, terminis infra scriptis, videlicet tria milia librarum turonensium in proximo festo beati Andree apostoli & extunc in subsequenti festo beati Andree apostoli, anno revoluti, alia tria milia librarum turonensium & extunc elapso dicto anno in antea annuatim in dicto festo mille libras turonensium, quousque de residuis tribus milibus librarum turonensium eidem domino Mercorii fuerit plenarie, aut ejus certo mandato, satisfactum. Item & castrum de Claypiaco una cum ducentis libris viennensium in valore annuatim ab eisdem sponso percipiendis ibidem & assignandis, & affectandis in pertinentiis dicti castri de Claypiaco, si possint ibidem integre affideri, & quod ibidem affideri non poterit in locis ipsius comitis propinquiioribus dicto castro de Claypiaco & comodis, dictis sponso assignentur & affideatur, cum ita actum & conventum fuerit inter eos. Confessi sunt etiam & recognoverunt dicti sponsi, quod cum dictus comes ad presens non posset dicere castrum de Claypiaco, cum ducentis libris Viennensium predictis, dictis sponso assidere, idem comes affedit, assignavit & donavit pro dicto castro de Claypiaco & ducentis libris viennensium predictis, & loco & pro valore ac reconpenfatione ex causa predicta, sub modis & formis infra scriptis, eidem sponso ea queque inferius exprimuntur; videlicet castrum de Bocheo una cum undecies viginti libris viennensium in valore annuatim ab eisdem sponso percipiendis ibidem & assignandis in pertinentiis dicti castri de Bocheo, si possint ibidem integre affideri, & quod ibidem affideri non poterit in locis ipsius comitis propinquiioribus dicto castro de Bocheo & comodis dictis sponso assignentur & affideantur, cum ita actum & conventum fuerit inter eos. Ita tamen quod si idem comes curaverit quod dictum castrum de Claypiaco, cum ducentis libris viennensium predictis, infra viginti annos affideatur dictis sponso, quod idem comes tunc facta assignatione hujusmodi infra dictum tempus aliud castrum de Bocheo cum dictis undecies viginti libris viennensium integre recuperet & ad ipsum revertatur, & quod dictus comes voluit quod nisi infra dictum tempus curaverit quod dictum castrum de Claypiaco, cum dictis ducentis libris viennensium, dictis sponso affideatur, dictum castrum de Bocheo cum undecies viginti libris viennensium predictis cedat & remaneat dictis sponso in perpetuum, loco & pro valore, ac reconpenfatione alterius castri de Claypiaco & ducentarum librarum viennensium predictarum, &c., &c... In quorum testimonium, ad relationem dicti notarii qui nobis retulit viva voce predicta omnia coram se vice & auctoritate nostra acta esse & concessa, testibus hiis presentibus: dominis Bonperio de Alzonio, Guillelmo de Verdezuno, Guichardo Durgelli, Petro Marefchac, Guillelmo de Barghas, Bernardo de Salamar, militibus, & Gerardo de Rossilio, Guigone Arrui, Guillelmo de Uffom, domicellis, & domino Sembelino, professore legum & magistro Andree de Sancto Floro, clericis. Nos eidem notario & dictæ ejus relationi de premissis & super premissis ab eo nobis factæ fidem adhibentes super hiis pleniorum, dictum sigillum presentibus litteris duximus apponendum. Datum die Martis post octavas festi Penthecostæ, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo. — Dupr... — (Arch. de l'Emp. P. 1394, n° 68).

N° 82 (1). — *Pieufes clauses du testament solennel d'Isabeau de Forez, dame de Mercœur, première fille du comte Guy VI.* — Extraites de l'acte de *Vidimus* dudit testament fait par Michel Gorse, juge de Forez, qui en avoit fait l'ouverture, ainsi qu'on lit aux Archives des Cordeliers de Montbrison où cette dame fit élection de sépulture. Ledit juge qui fit la publication de ce testament & qui en rapporte les clauses, parle ainsi dans l'expositive de son acte de *Vidimus* : *In testamento solemnī bonā memoria & inclitā recordationis dominæ Isabellæ de Foresto domine de Mercorio quondam in curia Forensi sollemniter publicato, &c. Clausula sequuntur in hæc verba :*

In domo Fratrum Minorum Montisbrisonis, in tumulo carissimæ matris meæ, corporis mei eligo sepulturam; quorum Fratrum conventui viginti libras vienneses perpetuo lego & relinquo; quam summam solvi volo quolibet anno medietatem, videlicet in festo Paschæ supra pedagium Fori; pro qua summa dictum pedagium dono & dispono fore obligatum perpetuo & affectum, ita tamen quod dictus conventus singulis septimanis unum Fratrem ordinet & eligat qui, singulis diebus illius septimanæ & aliarum septimanarum perpetuo subsequendum, pro anima mea, parentum & predecessorum meorum, divina celebrare teneatur in posterum, & dictus conventus congregatus pro anima mea & parentum meorum cum missa & processione conventuali de mortuis unum anniversarium, in die obitus mei, & aliud in octava festi beati Hilarii, facere teneatur annuatim. Item conventui prædicto, ut in dicta ecclesia sua sacristiam faciant, construant & edificent, quadraginta libras vienneses femel lego & relinquo, ita tamen quod, pro dicta summa, ibidem una capella construat ad beati Ludovici de Marfilia exaltationem & honorem. In residuo vero omnium bonorum meorum quorumcumque carissimum nepotem meum dominum Guotum de Foresto primogenitum carissimi fratris mei comitis Forensis hæredem universalem instituo. Datum quoad confectionem dicti testamenti die sabbati inter duo carnisprivia quæ dies fuit septima dies mensis Martij anno Domini M° CCC° XXXII°.

N° 83. — *Fondation de l'anniversaire de Lore de Forez, religieuse de Bonlieu en Forez, de l'Ordre de Cîteaux.* — Extraite des Archives de ladite abbaye de Bonlieu.

Nos Joannes comes Forensis notum facimus quod cum nos olim promississemus dare carissimæ Loræ, forori nostræ, moniali quondam monasterii Boni Boci, in ingressum monasterii dicti loci, centum libras vienneses quolibet anno, ita quod de prædictis centum libris posset relinquere cui-cumque vellet quindecim libras; dictaque foror nostra viam universæ carnis ingressa, in sua ultima voluntate ordinavit de consensu religionis dominæ Beatricis de Porta abbatissæ monasterii prædicti Boni Loci, pro certis anniversariis ibidem, quolibet anno, faciendis, pro remedio animæ suæ & predecessorum nostrorum, hoc nos tenore presentium concedimus. Datum cum appositione magni sigilli nostri post octavas festi omnium Sanctorum, anno Domini M° CCC° XXX°.

N° 84. — *Acte de constitution de la dot de religion de Lore de Forez, seconde fille du comte Guy VI.* — Extrait des Archives de l'abbaye des religieuses de Bonlieu en Forez, en laquelle ladite Lore embrassa la sainte religion.

Præfente viro venerabili & discreto Guillelmo de Vinaco, iudice in comitatu Forensi, constitutus illustris vir Joannes comes Forensis, considerato sinceri amoris continuo incremento quem illustris

(*) La confirmation des annuaires fondés à Bonlieu par Laure de Forez, est placée sous le n° 81.

domicella Lora, dilecta & carissima soror sua, habet & semper habuit erga ipsum, cum idem Joannes, ut ipse asserit, dictæ Loræ, forori suæ, dedisset centum libras viennenses annuatim quamdiu viveret, & quindecim libras viennenses reddituales de quibus posset in perpetuum ordinare tempore mortis suæ, dictus Joannes donat eidem Loræ, una cum centum libris prædictis, decem libras viennenses quamdiu vixerit, annuatim habendas in pedagio Montisbrifonis & viginti festeria filiginis & decem festeria avenæ & centum gallinas annuatim habendas in castro Marfillici & in aliis locis propinquis monasterii Boni Loci. In quo monasterio dicta Lora intendit monachari & ad ejus servitium in monacham consecrari; item triginta afinatas vini in castro Sancti Marcellini. Quæ omnia idem Joannes pro jure legitima, seu ratione competentæ dictæ Loræ, in bonis paternis donat & concedit ad vitam naturalem ipsius. Datum die Sabathi post octabas nativitatis beati Joannis Baptistæ, anno Domini m^o cc^o xcv^o, mense Julii.

N^o 84 bis. — *Contrat de mariage de Jean I^{er}, comte de Forez & d'Allix de Viennois.*

Nos Stephanus de Sancto Poncio tenentes sigillum commune domini regis Francie in baillivia Matificonenſi constitutum. Notum facimus univerſis prefentes litteras inſpecturis quod cum, inter illuſtres dominum Humbertum, delphinum, comitem Viennensem & Albonensem dominumque de Turre, & dominam Annam, ejus uxorem karissimam & confortem, ex una parte, & illuſtre virum Johannem comitem Forensem, ex altera, conventiones tractate fuerint & sollempniter habite & perfecte & inter ipsos firmate corporalibus juramentis de matrimonio in facie ecclesie sollempnizando inter Alasiam dictorum conjugum filiam karissimam & dilectam, & dictum comitem Forensem, predicti conjuges constituti in presentia Johannis de Comellis, clerici jurati dicti domini regis & nostri & a nobis super infraſcriptis ſpecialiter deputati, predicto Forensi comiti, suo fuorumque heredum & ſucceſſorum nomine ſtipulantur & recipienti, contemplacione predicti matrimonii contrahendi, donaverunt, conſtituerunt, conceſſerunt, assignaverunt, guirpiverunt & remiferunt, omnes inſimul & quilibet per ſe & in ſolidum, pro dote & nomine dotis Alasie antedictæ, caſtra ſua de Mala Valle & Ruppis Blaone, cum eorum mandamenti, finibus, territoriis, pertinentiis, feudis, retrofeudis, hominibus & homagiis eorumdem, & cum juridictione eorum omnimoda, alta & baſſa, redditibus, proventibus, fruſtibus, obventionibus, fortaliis, municionibus, juriſbus, & actionibus univerſis ad dicta caſtra pertinentibus & pertinere debentibus, ex cauſa quacumque ſive ratione, nichil juris alicujus in eiſdem ſibi & ſuis retinendo. Item dederunt & assignaverunt dicti conjuges ut ſupra ex cauſa dotis antedictæ eidem comiti Forensi domum dictam de Coloingniaco, ſitam in claſtro Lugdunenſi, cum dictæ domus pertinentiis, quitam & liberam ab omni obligatione. Item feudum & homagium territorii & mandamenti de Piſeiz, que tenet dominus Hugo de Laviaco, miles, & feuda & homagia caſtrorum infraſcriptorum, ſcilicet de Doyſe, quod tenet Stephanus de Laviaco, dominus d'Yſerone, d'Argentao & de la Faya, & retrofeudum de Montchanis, quod tenent Jaquemetus, dominus Jareſii, & ejus uxor. Item feudum garde Sancti Salvatoris; item retrofeudum cujuſdam partis caſtri d' Ay, quod tenet dominus Aymo Pagani, miles, & feudum medietatis caſtri de Torent, quam tenent domini Petrus Flote & Jacobus Alamandi milites; item feuda Auriolis & Riverandi, que tenet Guillemetus, dominus de Gorgia; item feudum cujuſdam partis medietatis caſtri de Heraſio, quam tenet Sylvius de Heraſio. Item feudum caſtri Ruppis Fortis, quod tenet Jocerandus dominus Sancti Deſiderii. Item feudum quod tenet vicecomes de Briou. Item feudum ville de Colomberio, quam tenet Petrus de Maſtre. Item feudum Podii de Vachayren, quod tenet Giraudus dominus Crucioſi. Et generaliter omnia quecumque, ſive juris poſſeſſionis, ſive proprietatis, feudi vel retrofeudi, ſeu juris alterius cujuſcunque habent, tenent vel poſſident per ſe, vel per alium, citra Rodanum, in regno Francie, dicti conjuges, in ſeneſcallia Belliquadri & baillivia Matificonenſi & reſortibus earundem, ſive ſint proprietates, dominia, feuda & retrofeuda, juridictiones alte & baſſe, ſive alia quecumque ſint, & etiam quantacumque & quocumque nomine ceſſentur, exceptis feudis & homagiis nobilium virorum Archaudi & Guigonis de Roſſilione, domini Hugonis de Peraudo.

villa Campanie cum ejus mandamento, & illis que conjuges predicti habent & habere confueverunt in civitate Anniciensi. Item ultra predicta donata & concessa eidem comiti Forensi, ut superius est contentum, conjuges sepedicti, omnes insimul & quilibet per se in solidum, donaverunt & assignaverunt ex causa dotis antedictæ eidem comiti Forensi, suo fuorumque nomine recipienti, viginti milia libras Viennensium & mille libras Turonensium, &c... Porro, ut dictus comes Forensis abque difficultate & labore percipere valeat & habere summam pecunie antedictam terminis prelibatis, actum fuit inter easdem partes sollempniter & conventum quod conjuges antedicti & eorum quilibet, eidem comiti Forensi tradere debeant & deliberare vacuum & corporalem possessionem castrorum Albonis & Vallis cum eorumdem mandamentis, pertinentiis, redditibus, proventibus, justitia alta & bassa, fortalicis & munitionibus eorumdem, & ibidem & locis suis magis propinquis assignare & assituare quingentas libras Viennensium in annuis redditibus, de quibus dictus comes Forensis sibi possit satisfacere anno quolibet de duobus milibus & quingentis libris Viennensium, donec de dictis viginti milibus libris Viennensium comiti fuerit integraliter satisfactum, &c... Et quia conjuges sepedicti domino regi Francie justiciabiles non existunt, ut idem comes Forensis sine calumpnia & difficultate qualibet habere valeat omnia & singula supradicta & etiam infra scripta, & sibi plenarie attendantur, fidejussores infra scriptos de regno existentes, & eidem domino regi justiciabiles cum juris & facti plenius & validis firmitatibus qui se & sua debeant obligare, sub sigillo dicti domini regis in baillivis Vellavie, Matifconis & Alvernie constitutis, vel altero ipforum; prout dictus comes Forensis duxerit eligendum, dare sollempniter promiserunt, videlicet dominum Aymarum de Picthavia, dominum Giraudum Aymari, dominum Montislii, Giraudum Aymari, dominum de Greygna, dominum Montislaui, Giraudum Basteti, dominum Crucioi, Guillelmum de Picthavia, dominum de Fayno, Arthaudum dominum de Rossilione, Guigonem de Rossilione, dominum d'Anzo, dominos Guillelmum & Guichardum Alemandi, dominum Sancti Triverii, dominum Alamandum de Podio, militem, dominum Jaresii, Jocerandum, dominum Sancti Desiderii, Rogerium, dominum Clayriaci: qui omnes insimul & quilibet per se & in solidum debeant & etiam teneantur promittere & jurare in defectu conjugum predictorum omnia & singula supradicta & etiam infra scripta attendere, complere fideliter & servare, & ad ea servanda firmiter, fideliter & complenda, prout fortius & melius dictarum poterunt ad utilitatem & commodum ipsius Forensis comitis, se & bona sua debeant efficaciter obligare & supponere jurisdictioni dicti domini regis, abque eo quod ejus coercionem & jurisdictionem aliquo ipforum valeant declinare... Et pro predictis omnibus attendendis fideliter & complendis, de mandato dictorum conjugum, incontinenti se constituerunt fidejussores quilibet per se & in solidum, coram dicto jurato, nobiles viri Rogerius dominus Cleriaci, Jocerandus dominus Sancti Desiderii, dominus Alamandus de Podio, miles, qui promiserunt dicto comiti Forensi sollempniter stipulanti sub expressa obligatione omnium bonorum fuorum & per juramenta ab ipsis ad sancta Dei evangelia corporaliter prestita atque tacta, facere, solvere, attendere & complere & curare omnia & singula supradicta & infra scripta, infra quindecim dies postquam a dicto comite Forensi seu successioribus suis, vel ab alio ipforum nomine, in quocunque loco & quocunque tempore, verbo simplici fuerint requisiti, & se obligaverunt in omnibus & per omnia & sub eisdem promissionibus, obligationibus & juramentis, renunciationibus, suppositionibus, subjectionibus & aliis quibuscunque, quibus conjuges supradicti, dilatione quindecim dierum supradicta tantummodo exceptata, &c... Acta fuerunt hec apud Viennam, in domo fratrum minorum citra Rodanum in regno anno Domini m^o cc^o xc^o vi^o, die Mercurii post Pascha; presentibus testibus reverendo in Christo patre domino G. Archiepiscopo Viennensi, Radulpho priore Sancti Valerii, Hugone de Peyraudo, priore de burgo Valencie, magistro Bernardo Sextoris, officiali curie Viennensis, domino Guichardo d'Urgelli, milite, domino Bartholomeo de Ripperia, legum professore, & magistro Raynaudo de Langes, & pluribus aliis fide dignis ad hoc vocatis specialiter & rogatis. Post predicta, anno & die quibus supra, illustris vir Johannes Delphinus, dictorum conjugum filius karissimus & dilectus, qui prefens non interfuerat in tractatu matrimonii & conventionibus antedictis, & qui, prout ex aspectu corporis manifestissime apparebat, diu est, devenerat ad tempora puber-

tatis, licet forte non excessisset tempora que pertinere consueverunt ad sollicitudinem curatoris, de voluntate & mandato expressis dictorum conjugum parentum suorum, omnia & singula supradicta, dicto jurato nostro sollempniter stipulanti, ex causis antedictis, nomine & ad opus dicti Forensis comitis promissit se facturum & curaturum, & fideliter facere, attendere, complere & curare omnia & singula supradicta, & ad omnia & singula antedicta, cum omnibus conventionibus, &c., &c., &c., in omnibus & per omnia se firmiter obligavit ut parentes sui antedicti, nichil in predictis vel a predictis addito vel detracto, juramento ab ipso sancta Dei evangelia sollempniter & corporaliter prestitio atque facto, & renunciavit specialiter & expresse per juramentum minoris etatis, &c., &c.... Actum in loco quo supra, die predicta post conventiones dictorum conjugum & fidejussorum predictorum, testibus presentibus nobilibus viris Rogerio domino Cleyriaci, domino Alamando de Podio, milite, Guigone de Lay domicello, & Hugone de Grangia d'Arbois, ad hoc vocatis. Item anno & loco quibus supra, die Jovis post Pascha, nobilibus vir Arthaudus, dominus de Rossilione, coram dicto jurato, de mandato dictorum conjugum, pro omnibus & singulis supradictis attendendis fideliter & complendis, penes dictum notarium recipientem, nomine & ad opus dicti comitis Forensis se fidejussorem constituit & ad omnia & singula supradicta attendenda, in defectu dictorum conjugum, infra quindecim dies postquam ex parte dicti comitis fuerit requisitus, se obligavit dicto jurato nomine quo supra ex causis predictis sollempniter stipulanti, sub expressa obligatione omnium bonorum suorum, & juramento ab ipso ad sancta Dei evangelia prestitio corporaliter, cum omnibus & singulis pactis, conventionibus, obligationibus, renunciacionibus, suppositionibus & subjectionibus, quibus conjuges & fidejussores antedicti, ut superius est contentum seu conventum, nichil addito vel detracto a conventionibus, conspulsionibus, renunciacionibus & aliis omnibus & singulis antedictis, nisi dilacione quindecim dierum superius nominata. Actum presentibus testibus Rogerio domino Cleriaci, Jocerando domino Sancti Desiderii, domino Alamando de Podio & domino Aynardo de Castro Novo. Item dominus Guichardus Alamandi miles, penes dictum juratum nostrum recipientem, nomine quo supra, pro omnibus & singulis supradictis promissis, factis & agitis & juramento firmatis a conjugibus & Johanne eorum filio ante dictis se fidejussorem constituit, & omnia & singula antedicta in defectu conjugum & filii predictorum dicto jurato nomine quo supra sollempniter stipulanti, facere, attendere & complere & fideliter conservare infra quindecim dies postquam ex parte dicti comitis Forensis fuerit requisitus, sollempniter promissit & excepta dilacione quindecim dierum supradictarum juramento, &c., &c.... Actum ultra Rodanum apud Revellum, in fortalicio dicti castri, mense Aprilis, anno quo supra, scilicet viii kalendas maii, presentibus testibus : domino Ancelino presbitero domini Delphini, & domino Lamitra de Micello, ad hoc vocatis & specialiter rogatis. Item nobilis vir Jaquemetus, dominus Jaresii, qui longe major annis quatuordecim ex aspectu corporis manifestissime apparebat, de mandato illustris viri dicti domini Humberti Delphini, comitis Viennenfis & Aylbonenfis dominique de Turre, penes dictum comitem Forensensem sollempniter stipulantem, ex causis, conventionibus, &c., &c.... se fidejussorem sollempniter constituit & in omnibus & per omnia, &c., &c.... prout conjuges, filius & fidejussores superius nominati, se obligavit sollempniter & expresse, eo tamen solum addito quod dilacione, &c. & renunciavit, &c., &c. Actum apud Viennam, in domo Fratrum Minorum, anno quo supra, die Jovis post festum beati Urbani. Testibus presentibus domino Guichardo d'Urgelli, milite, domino Guigone de Jaresio, cantore Lugdunensi, Guillelmo de Viriaco iudice Forensi & pluribus aliis fide dignis. Item illustris vir dominus Pontius, dominus Montislauri, penes dictum juratum nostrum sollempniter stipulantem & recipientem nomine & vice comitis Forensis superius nominati, pro omnibus & singulis conventionibus.... Et in omnibus.... addita dilacione.... renunciavit.... Actum apud sanctum Privatum, infra fortalicium castri, in Fornello camere dicti domini Montislauri, anno quo supra, scilicet iii kalendas maii, presentibus testibus vocatis & rogatis, videlicet : Brufol Cardinalis, Guillelmo de Veteri Prato, Guillelmo Rodillon, domicellis, & magistro Raymundo de Pradello. Item eodem anno quo supra, scilicet idus maii, Hugo de Gorcia, dominus de Gorcia & de Reveran, domicellus, penes dominum juratum nostrum sollempniter stipulantem & recipientem

nomine & vice sepedicti comitis Forensis, pro omnibus & singulis conventionibus.... obligavit.... Actum fuit hoc apud Sanctum Valerium, in cimiterio ante ecclesiam, testibus presentibus vocatis & rogatis ad predicta videlicet : domino Guichardo d'Urgelli, domino Alamando de Podio, militibus; Rogerio domino Clayriaci & Gratono ejus filio, Jocerando domino Sancti Desiderii & magistro Raymundo de Pradello. Item dominus Jocerandus de Eracio, miles, penes dictum juratum..... Acta fuerunt hec anno & die quibus supra apud Sanctum Valerium, presentibus testibus vocatis specialiter ad predicta, Rogerio domino Clayriaci & Gratono ejus filio, Jocerando domino Sancti Desiderii, Arnaudo Malent & pluribus aliis. In quorum omnium predictorum testimonium ad preces prenominatorum conjugum, eorum filii & fidejussorum predictorum, nobis oblatas pro eis per dictum juratum nostrum, cui super hiis fidem plenariam adhibemus, predictum sigillum commune domini regis Francie in baillivia Matifconensi constitutum huic carte duximus apponendum, salvo jure dicti domini regis & cujuscunque alieno. Expedita est per me Johannem de Comelis, clericum juratum domini regis, sub hoc signo meo. — (Arch. de l'Emp. P. 1401^e c. 1136).

N° 84 bis b. — *Donation par Philippe le Bel, à Jean, comte de Forez, du fief & de l'hommage du château de Thiers.*

Philippus, Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod nos grata considerantes obsequia que dilectus & fidelis noster J., comes Forensis, diutius nobis exhibuit & exhibet incessanter, & ut ipse nostris promptius obsequiis animeretur, feudum & homagium castri de Thyerno & pertinentiarum suarum, quod a nobis movere dinoscitur, eidem comiti & heredibus suis perpetuo concedimus & donamus, salvo in aliis jure nostro & quolibet alieno. Quod ut firmum & stabile permaneat in futurum presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Vicenas, anno incarnationis dominice millesimo trecentesimo tercio, mense Julio. — (Arch. de l'Emp. P. 1394^e cote 42 bis).

N° 84 ter. — *Donation par Jean, dauphin de Viennois, à Guy, comte de Forez, de tout le droit qu'il avoit sur le Puy.*

Nos Johannes Dalphinus Viennensis & Albonis comes dominusque de Turre, notum facimus universis presentes litteras inspecturis, quod nos attendentes grata nobis & bone memorie domino genitori servitia exhibita per illustrem virum, karissimum fratrem nostrum, dominum Johannem, comitem Forensensem, ac ex aliis iustis causis que nos movent, donamus donatione pura, simplici & irrevocabili inter vivos, per harum seriem litterarum, karissimo nepoti nostro Guioto de Forefio, dicti comitis Forensis filio ac karissime fororis nostre, domine Alasie, comitisse Forensis, quicquid juris, petitionis, actionis, honoris, spiritualitatis vel temporalitatis, quod nobis competeat vel competere poterat, in ecclesia cathedrali beate Marie Aniciensi, vel in capitulo, altari, thesauraria vel sacristia ipsius ecclesie, necnon omnes census, servitia, servitutes, mutagia, perceptiones ordinarias vel extraordinarias, jura, dominia directa vel utilia, emphyteoseos & demum omnia alia jura & bona corporalia vel incorporalia, quecumque sint & qualicumque & quocumque nomine censentur, que habemus vel habere visi sumus, infra claustrum dicte ecclesie cathedralis Aniciensis & in tota civitate, vel suburbis ipsius civitatis Aniciensis, & specialiter in vico qui dicitur Vicus Comitatus & in castro de Acu & ipsorum civitatis & castri territoriis & mandamentis; transferentes in ipsum Guiotum, tenore presentium, omnia universa & singula supradicta & eorum dominium & possessionem seu quasi, pro nobis & successoribus nostris, titulo pure, perfecte & irrevocabilis donationis, quam valere volumus ac facimus per tot & tam varias donationes, quod nulla earum excedat legitimam quantitatem ultra quam fieri donationes sine insinuatione legibus prohibetur; & volentes predictarum rerum donatarum dominium & possessionem a nobis penitus abdicare & in ipsum ne-

potem nostrum pleno jure transferre; retinemus in eis ufumfructum unius diei, per cujus diei lapsum volumus ipsum ufumfructum finiri & consolidari proprietati... Datum & actum Romanis, in domo Fratrum Minorum, prefentibus testibus & extantibus nobis reverendo in Christo patre domino Aymone, Dei gratia abbate Sancti Anthonii Viennensis & dominis Amedeo domino de Cofantz, Alamando de Podio, Guillermo Alamandi & Villeno de Bello Semblant, militibus, anno Domini millesimo trecentesimo nono, v idus decembris. In quorum robur & testimonium, figillum nostrum prefentibus duximus aponendum. — (Arch. de l'Emp. P. 1394 c. 110).

Mandement de Jean dauphin de Viennois, à tous ses vassaux, de payer dorénavant à Guy, comte de Forez, les cens & autres droits dépendant du château d'Aculea.

Nos Johannes dalpinus Viennensis & Albonis comes, dominusque de Turre, notum facimus universis quod nos tenore presentium injungimus, precipimus & mandamus universis & singulis feudatariis, emphiteotis & tenementariis, qui nobis, quomodo libet, ex quocumque causa tenebantur ad faciendum vel prestandum nobis aliquos census, servitia, mutagia, servitutes, aut alia jura quocumque in civitate Aniciensi, vel castro de Aculea, vel ipsorum civitatis, vel castri territorii & mandamentis, quod deinceps ea faciant, solvant, exhibeant & prestent, karissimo nepoti nostro Guioto de Forefio, filio karissimi fratris nostri domini Johannis, comitis Forensis, sicut ad faciendum, solvendum, exhibendum & prestandum nobis hactenus tenebantur. Datum Romanis, in domo Fratrum Minorum, anno Domini m^o ccc^o nono, v idus decembris cum apostitione sigilli nostri in testimonium premifforum. — (Arch. de l'Emp. P. 1394, c. 108).

Corification par Jean, dauphin de Viennois, à l'évêque & aux chanoines du Puy, de la cession qu'il fait à Guy, comte de Forez.

Reverendo in Christo patri domino Dei gratia episcopo, ac venerabilibus viris dominis decano, canonicis & capitulo Aniciensi, Johannes Dalpinus Vienne & Albonis comes, dominusque de Turre, salutem & votive felicitatis augmentum. Cum nos, donatione pura inter vivos, quicquid habebamus juris spiritualitatis vel temporalitatis in altare beate Marie, & in ecclesia vestra cathedrali Aniciensi ac in claustris & in tota civitate & suburbiis ac territorio civitatis Aniciensis donaverimus dilecto nepoti nostro Guioto de Forefio, filio domini Johannis, comitis Forensis, ac domine Alasie, comitisse Forensis karissime sororis nostre, prout in litteris nostris super hoc confectis plenius videbitis contineri, discretionem vestram requirimus & rogamus atentius, quatinus de omnibus per nos sibi donatis eidem respondeatis deinceps & faciatis per alios subditos vestros ad quos pertinet responderi, sicut nobis fieri est hactenus consuetum. Datum Romanis, in domo Fratrum Minorum, prefentibus testibus & extantibus nobis reverendo in Christo patre domino Aymone, Dei gratia abbate Sancti Antonii Viennensis, & dominis Amedeo domino de Cofantz, Alamando de Podio, Guillemo Alamandi & Villeno de Bello Semblant, militibus, anno Domini m^o ccc^o ix^o, v idus decembris. In quorum robur & testimonium figillum nostrum prefentibus duximus aponendum. — Arch. de l'Emp. P. 1394 c. 109).

N^o 84 ter a. — Renonciation par Jean, comte de Dreux, & Jeanne sa femme à tous droits sur la ville de Roanne, en vertu de la donation faite par Guy VI à Humbert de Beaujeu.

Nous Jehan, cuens de Dreux & de Breine, sire de Saint Valier, & nous Jehanne, sa femme, comtesse & dame de ces mêmes leus, fefons assavoir a touz que comme nous aions vendu le chatel & la vile de Roanne & les appartenances a noble home Jehan, conte de Forais, pour quatorze cens

livres de Tornois, & nous eons convent audit conte de Forais que devant touz paiementz rendrions au dit conte de Forais la leltre fete fus la donacion que Guiot, pere du dit conte de Forais, fit a monfeur Ymbert de Biaugeu, jadis conneftable de France, nous des ore volons & ottroions que la dite leltre feit de nule fermeté & que mie ne nous puit aidier ne nuire au dit conte de Forais na fes heirts tant que au chofes deffus dites monte & li prometons per nos fermez que nous la dite leltre li rendrons tantot qu'ele vendra en notre mein ou d'auun de noz. En tefmoing de la quele chofe nous avons mis nos feaus a ces prefentes leltres données l'an de grace mil deus cenz quatre vinz & treze, le mercredi apres la converfion Saint Pol. — (Arch. de l'Emp. P. 1395^r cote 235).

N° 84 ter b. — *Lettre de Philippe le Bel ordonnant que les chatellenies de Saint-Bonnet & Cervière dépendront désormais du bailliage de Mâcon.*

Ph., par la grace de Dieu, roy de France, au baillif d'Auvergne falut. Saches que nous voulons & avons d'efpecial grace octroïé a nostre amé & feal Johan, conte de Foroys, que fon chafstel de Saint Bonet le Chaftel en Foroys, avecques la chafstelerie, le deftroit & les appartenances de celui & tout ce des appartenances de fon chafstel & de la chafstelerie de Cervere qui estoient du bailliage d'Auvergne foient des ore en avant, tant com nous plaira, du bailliage de Mafcon, aufsit comme l'autre terre dudit conte de Foroys; pour quoi nous te mandons que tu deffendes a tes ferganz qu'il ne fi entremetent plus de baillier. Données a Paris le merquedi des cendres, en l'an de grace mil deus cenz quatre vinz & douze. — (Original. — Arch. de l'Emp. P. 1400 c. 895).

N° 85. — *Prestation de fief & hommage au roi Philippe le Long, au temps de sa régence en France, avant la naissance du Roi posthume, son neveu, par Jean I^{er} du nom, comte de Forez.* — Extrait du registre matricule des officiers créés en Forez par la duchesse de Bourbon, Anne Dauphine, où cet acte est enregistré, fol. 65.

Philippus rex Franciæ, filius germanus primus inclitæ recordationis domini nostri carissimi domini Ludovici Dei gratia regis Francorum & Navarra; universis presentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod dilectus & fidelis noster Joannes, comes Forensis, nobis quatuor homagia fecit de rebus infra scriptis, videlicet primum homagium de castellis Montisbrifonis, Montis Seuti, Turris in Jaresio & Montis Archerii, necnon de custodia super stratas, &, jure regio, in terra sua & hominum suorum; item secundum homagium de Sancto Bonito castro; item tertium homagium de castro Cerveriæ sub modis, pactis, conditionibus & formis contentis in literis ipsius comitis existentibus, ut dicitur, in archivis publicis regis; quæ quidem homagia existunt de fenescallia Lugdunensi. Item quartum homagium de castro de Thierno cum ipsis castri mandamento & pertinentiis, quod castrum est situm in baillivia Arvernæ. Et nos ad hæc eundem recipimus pro jure quod nobis competit & competere potest in prædictis, nostro & alieno jure salvo. Unde vobis fenescallo Lugdunensi & Baillivo Arvernæ, cæterisque justitiariis regni Franciæ mandamus quatenus dictum comitem occasione non præstiti homagii prædictorum nullatenus molestetis. Datum Lugduni sub sigillo quo ante dicti domini nostri obitum utebamur, decimo sexto junii anno Domini m^o ccc^o xvi^o. Sic signata : Perellis.

N° 85 bis. — *Extraits d'une transaction entre les habitants de Saint-Symphorien le Châtel & Jean, comte de Forez.*

Nos Jacobus Albi de Trenorchio, domini regis Francorum clericus, custos sigilli communis dicti domini regis in baillivia Matifconensi constituti, notum facimus universis presentes litteras

inspecturis quod in prefencia Stephani Bruni, clerici, mandati & jurati dicti domini regis & nostri, ad hoc a nobis deputati propter hec que sequuntur, specialiter & perfonaliter constituti Bertholomeus Alamandi, &c. (*fuivent 78 noms, dont des clercs & prêtres*)..... Item in prefencia Laurencii Bruni, clerici, mandati & jurati dicti domini regis & nostri &c..... specialiter & perfonaliter constituti Johannes Marchandons, &c. (*fuivent 34 noms*) cives de Sancto Symphoriano castris, scientes, prudentes & spontanei, non vi, non dolo, neque metu ad hoc inducti, ullo errore lapsi, neque ab aliquo, ut afferunt, circumventi, fed ex certa sciencia & pro suo, ut afferunt, comodo evidenti, dederunt & concesserunt pro se & omnibus aliis hominibus & mulieribus ignobilibus de Sancto Symphoriano & pertinentiis ipsius plenum posse & liberam potestatem reverendo in Christo patri & domino Andree de Marziaco, abbati Infulse Barbare, & domino Girardo de Rossillione, militi, non recedendo ac promisso alias facto in illustrem virum dominum de Mercorio & dominum Dalmacium de Marziaco, militem & baillivum Forenfem, fed in eo totaliter persistendos, quod predicti domini abbas & Geraldus, tanquam arbitratore & amicabile compositore, sub pena mille marchiarum argenti a predictis hominibus promissa predictis juratis dicti domini regis & nostris stipulantibus & recipientibus, nomine & vice illustri viri domini Johannis, comitis Forenfis, & omnium hominum suorum & adherentium cum eodem possint dictis hominibus de Sancto Symphoriano, &c..... transfigere, componere, ordinare, statuere & diffinire pro suo libito voluntatis supra omnibus questionibus, querelis & rancuris que & quas homines & mulieres de Sancto Symphoriano habebant & habere poterant, &c... contra illustrem virum dominum Johannem comitem Forenfem & ejus homines & valitores, occasione & causa guerre & diffensionis olim ortis & agitat inter ipsos homines de Sancto Symphoriano ex una parte, comitem, homines & valitores suos ante dictos ex altera, & quod idem comes pro se, hominibus & valitoribus & adherentibus suis habere poterat contra ipsos, &c. (*Les dits hommes de Saint-Symphorien promettent de s'en rapporter à ce qui sera fait par lesdits abbé & Girard, jeudi avant la fête Sainte-Marie-Magdeleine, l'1306*).

Post hec, anno quo supra, die dominica post festum predictum, in prefencia Johannis de Comelles, clerici, & Stephani Bruni predicti, mandatorum nostrorum dicti domini regis juratorum & nostrorum, ad hoc a nobis deputatorum & testium subscriptorum ad hoc vocatorum & rogatorum, videlicet Girardi de Ghyon, Johannis de Chassaigy & Johannis de Vila Monteis, clericorum, propter hoc specialiter & perfonaliter constituti, &c... homines de Sancto Symphoriano, qui sequuntur (*64 noms*) qui se voluntarie reddiderant in potestate & prisione dicti domini comitis pro pace & concordia accendendis & complendis... cum comite pro se, hominibus, valitoribus suis, de omnibus injuriis & dampnis datis dicto comiti, hominibus & valitoribus suis per homines Sancti Symphoriani castris, &c..... Post modum vero, anno quo supra, die dominica post festum predictum, apud Sanctum Baldomerum, in prefencia dictorum Johannis de Comelles & Stephani Bruni, clericorum dicti domini nostri regis & nostri juratorum, & testium, &c..... nominatorum : quia omnis virtus in karitate perficitur & perfecta perficitur & durat, & pax & concordia infrascripta sit in perpetuum valitura, preceperunt, voluerunt & ordinarunt predicti domini abbas & Girardus quod predicti homines de Sancto Symphoriano omnem rancuram cordis, odium & etiam malam voluntatem dicto domino comiti, ejus hominibus & valitoribus remittant. Versa vice quod dictus dominus comes hominibus de Sancto Symphoriano paci & concordie adherentibus & tenere volentibus omnem odium & rancuram cordis & malam voluntatem remittere teneatur. Item pronunciant & ordinant, &c... quod de omnibus dampnis, injuriis, violentiis datis & illatis hominibus de Sancto Symphoriano & pertinenciis ipsius a dicto comite, hominibus & valitoribus ipsius, idem comes, homines & valitores sui sint quitti, liberi & penitus absoluti, & quod eidem comiti pro se & hominibus & valitoribus suis recipienti dicti homines de S. Symphoriano pro se aliis hominibus dicti loci pacatum de non petendo facere non teneantur; & vice versa quod de omnibus injuriis, dampnis & violentiis datis & illatis dicto comiti, hominibus & valitoribus suis per dictos homines S. Symphoriani, &c., idem homines... sunt quitti, liberi & penitus absoluti, &c. (*ut supra*)... (*Item, les hommes de S. Symphorien donneront au comte de F. 2000 livres Viennoises...*) Item, dictum fuit & pronunciatum

quod omnia pignora capta a die Veneris ante festum Penthecostis proxime preteritum citra ab aliqua partium precium hinc & inde reddeatur & restituatur. Item quod cum aliqui pauperes homines & mulieres de Sancto Symphoriano in comitatu Forensi venerint in istis messibus, presenti causa messendi seu meysionandi, quod messes eorum que fuerint arrestate, eidem plenarie restituantur. Item quod omnia bona & animalia hominum Sancti Symphoriani presenti paci & concordie adherentium que capta fuerunt & arrestate a dicto comite & ejus gentibus, seu ejus nomine & mandato, que non sunt vendita, consumpta vel distructa, dictis hominibus restituantur; & si ita sit quod aliqua capta fuerint ab aliquibus quos dictus comes non advoaverit, vel si ipsos avoaverit, tamen aliqua de captis retinuerint quæ dicta comiti non reddiderint, cum super hoc coram iudice Forensi vel bailiivo convicti fuerint de retentis & non redditis comiti antedicto, in illo casu per iudicem vel bailivum Forenses compellatur ad restitutionem faciendam hominibus Sancti Symphoriani presenti paci & concordie adherentibus. Item ordinatum extitit & etiam concordatum quod predicti homines teneantur emologare, ratificare & approbare omnia & singula & etiam infra scripta. Item extitit ordinatum quod de omnibus & singulis antedictis attendendis fideliter & complendis dare debeant dicti homines fidei iussores bonos & ydoneos, una cum aliis fidei iussoribus quos dederunt. Item quod antequam exeant castrum Sancti Baldomerii litteram sigillatam predicto sigillo communi domini regis in bailivia Matificonenfi constituto sub manu Stephani Bruni reddere teneantur. Item extitit ordinatum quod homines comitatus Forensis, vel aliqui alii qui habebant & tenebant animalia aliqua seu bona aliqua alia ad commendam seu alia de causa a dictis hominibus de Sancto Symphoriano que dictus comes habuerit, quod dicti homines comitatus Forensis ab omni jure, obligatione & actione quibus tenebantur seu teneri poterant hominibus de Sancto Symphoriano occasione predicta, ex nunc sint quitti, liberi & penitus absoluti; & dicti homines de Sancto Symphoriano omnia jura sibi competentia contra homines comitatus Forensis predictos eidem remittere teneantur. Item actum est quod & conventum quod predicti homines qui ad prefens sunt apud Sanctum Baldomerium, preterquam castrum & prisonem exiverint comitis antedicti omnia & singula supradicta de novo facere & ratificare teneantur, &c..... (Suivent les formules & les promesses d'observation des décisions arbitrales). — Arch. Imp., P. 1401^e c. 1056).

N° 86. — *Commission du comte Jean I^{er} pour faire renouveler à son profit les fiefs & hommages de tous ses vassaux de son comté de Forez.* — Extraite d'un ancien registre de la Chambre des Archives de Forez étant en la conciergerie de la ville de Montbrison, capitale dudit pays.

Joannes, comes Forensis, dilectis & fidelibus nostris domino Gaufrido de Sancto Albano, militi, castellano nostro Sancti Baldomeri & domino Andreæ Biceu prebitero, salutem & dilectionem. Vobis præcipimus, committimus & mandamus, quatenus singulos fideles nostros nobiles & ignobiles castellaniarum nostrarum, ad dies competentes, eidem per vos vel vestrum mandatum certum & indubitum significandos celeriter, quam bono modo poteritis, convocetis & vocari faciatis in singulis castris castellaniarum nostrarum, ut ipsi personaliter compareant coram vobis; & ipsi comparentibus injungatis, vice & nomine nostris, ut ipsi vobis, vice & nomine nostro, recognoscant & fateantur ea quæ a nobis in feudum tenent & tenere debent, & quo feudo, ligio vel non ligio, jurabili vel redditibili, secundum locum & confinementes rerum feudalium, per ipsos cognitarum designando, vel saltem res de feudo nostro moventes oculorum apprehensione ostendendo; præcaveant vobis ut vos diebus & temporibus quibus circa prædicta vacare poteritis, habeatis vobiscum notarium publicum, curiæ officialis Lugdunenſis juratum, qui interrogationes vestras, responſiones, ostensiones, designationes, confessiones & confinementes quas prædicti nostri fideles nostrarum castellaniarum vobis, vice nostra, duxerint faciendas, conscribant & vobis, nostro nomine, & nobis super eis

faciant & concedant sub sigillo prædictæ Lugdunensis curiæ publicum instrumentum. Datum die Mercurii post festum beati Hilarii, anno Domini m^o ccc^o xiv^o (1).

N^o 86 bis. — *Lettres de Philippe le Bel défendant aux sergents, notaires & autres officiers royaux d'instrumenter dans la terre du comte de Forez.*

Philippus, Dei gratia Francorum rex, seneschalo Lugdunensi, vel ejus locum tenenti, salutem. Mandamus vobis quot servientes, officiales & notarios nostros fergentare vel officia sua exercere in terra dilecti & fidelis nostri comitis Forensis, in qua ipsum altam & bassam habere noveritis iusticiam, nisi in casibus refforti nostri, & aliis ad nos ratione superioritatis spectantibus, vel fergentandis, morari in ipsa, contra ordinationum & statutorum nostrorum super hec editorum tenorem, nullatenus permittatis, nostras ordinationes & statuta prædicta supra hiis facientes inviolabiliter observari, ac contrarium facientes debite punientes. Datum Parisius ix die Martii, anno Domini m^o ccc^o tercio decimo. — Arch. de l'Emp. Original, P. 1359' c. 695).

N^o 86 ter. — *Lettres par lesquelles le comte de Savoie se déclare dégagé des engagements qu'il avoit contractés envers le comte de Forez.*

Per hoc prefens publicum instrumentum cunctis appareat evidenter, quod anno ab incarnatione Domini millesimo ccc^o vicesimo quinto, die duodecima mensis Januarii, indictione nona, pontificatus sanctissimi patris & domini Johannis pape xxi anno decimo, in mei notarii publici & testium subcriptorum presentia, perfonaliter constitutus vir magnificus & potens dominus Johannes, comes Forensis, dixit, significavit & intimavit voluntatem suam super infra scriptis declarando inscriptis dictamque suam intimationem, significationem, voluntatem, declarationem legi fecit per virum venerabilem & discretum dominum Matheum de Bofco Vario, legum professore, pro & nomine ipsius domini comitis in modum qui sequitur & in formam videlicet :

Quod cum illustris & magnificus vir dominus Edduardus comes Sabaudie confessus fuerit & in veritate recognoverit se nobis debere viginti milia librarum Turonensium monete curribilis & usualis ex causa & nomine fidelitatis, homagii & recognitionis factorum & impenforum per nos dicto domino comiti Sabaudie, castrorum & mandamentorum, videlicet castrum sui de Castellutium, cum ipsius castrum mandamento, territorio & pertinentiis univervis. Item castrum de Funtanesio, tam de hoc quod in ipso castrum & ejus mandamento, territorio & pertinentiis, sine medio, ad manum nostram tenebamus, quam de hoc quod tenent a nobis in ipsis castrum, mandamento & territorio domina Margarita, domina Croceoli, & heredes Stephani de Sancto Prejecto, dicti Pastorelli quondam, quam de quibuldam aliis castris nostris, terris & bonis, prout ad nos pertinebant, & que castra, mandamenta & territoria nos de novo pro pretio antedicto ab ipso domino comite Sabaudie in feudum & retrofeudum recepimus, juxta formam & tenorem qui in quibusdam litteris sigillis dicti domini comitis Sabaudie & nostro & sigillo officialis curie Lugdunensis sigillatis, & per Johannem

(1) L'acte que le comte fit de cette commission a un gentilhomme & à un prêtre est conforme à l'ancien usage de nos rois qui, pour le faire rendre les grands seigneurs de la couronne, en avaient toujours deux personnes considérables des deux ordres ecclésiastique & séculier, à savoir un évêque & un comte qui se nommaient *Majors domini*. Et parce que ces commissions étoient pour choses séculières, de là vient que le premier rang y est quelquefois donné à l'ordre séculier dans l'indiction, quoique, dans l'exécution, la primauté fût dévolue, pour le respect de Dieu & de l'Eglise, à l'ecclésiastique qui étoit là pour presider & veiller à ce que toutes choses s'y fissent selon les règles de la conscience. On voit même en le présente commission qu'il falloit que ce fut un notaire de l'officialité

qui reçoit les reconnaissances, parce que, consistant spécialement au serment de fidélité qui est une chose sacrée, l'autorité de la cour ecclésiastique y étoit nécessaire. Cet usage néanmoins finit à cette avec la seconde lignée de ces comtes, vu que les ducs de Bourbon ayant recueilli ce comté, donnèrent ces commissions aux lieutenans généraux des bailliages Forez qui faisoient recevoir ces reconnaissances aux secrétaires de ces ducs comme étant un fait qui touchoit spécialement leur domaine, ainsi qu'il se voit dans l'ancien registre des seigneurs & hommages de Forez rendus audit duc conservé dans le greffe de domaine de ce comté.

(Note de Le Mur).

Mayraudi & Michaelē de Mara, auctoritate apostolica notarios publicos, signatis, plenius continetur. Quam quidem pecunie summam & quantitatem, interveniente inter partes predictas pacto valido & sollempni, firma & valida stipulatione vallato, idem dominus comes Sabaudie promisit per juramentum suum super hiis corporaliter prestitum, & sub obligatione omnium bonorum fuorum mobilium & immobilium, presentium & futurorum, jurium, nominum & actionum, & aliorum quorumcumque, que bonorum appellatione possunt aliquatenus apprehendi, solvere nobis ac tradere & deliberare in pace & sine lite, omni impedimento & contradictione cessante, vel mandato nostro apud Lugdunum, terminis & solutionibus infra scriptis ac etiam declaratis, videlicet mille libras Turonenfium, infra quindecim dies a data litterarum super hoc confectarum numerandas & computandas, & alias mille & ducentas libras Turonenfium ad festum proximo subsequens Penthecoste, aut de predictis mille ducentis libris Turonenfium, nos dictum comitem liberare & facere quittari de mille & quinquaginta quinque libris & sexdecim solidis Turonenfium a Petro de Chaponay, in quibus mille quinquaginta quinque libris & sexdecim solidis Turonenfium, nos dicebamus teneri dicto Petro, & de residuis centum quadraginta quatuor libris & quatuor solidis Turonenfium dictus dominus comes Sabaudie nos teneatur liberare & facere quittari & liberari a Johanne de Varey, dicto monacho Gaudin, in quibus centum quadraginta quatuor libris & quatuor solidis Turonenfium nos teneri dicebamus dicto Johanni ex certa causa, &c... Cum... actum que fuerit inter nos & eum, ut supra premititur, quod, eo casu quo predictus comes Sabaudie deficeret in predictis solutionibus florenorum, nobis comiti Forensi vel mandato nostro dicto domino comiti Sabaudie, vel ejus bayllivo Viennensi, vel castellano Sancti Symphoriani de Auzone, a fidelitate, homagio, feudo & recognitione predictis & omnibus aliis obligationibus & confederationibus inde factis, nos comes Forensis, heredes nostri & successores, usque in infinitum, perpetuo liberi & absoluti remaneamus, & ipsum feudum fidelitatis, homagium, recognitio, confederationes & promissiones predictae sint nulle & irritae & omni careant firmitate, & nos & successores nostri nullatenus ad aliquod servitium faciendum pro dictis rebus feudalibus in aliquo teneamur, sed cum integro statu res predictae feudales ad nos & heredes nostros & successores quoscumque pleno jure libere & absolute revertantur, prout superius plenius continetur. Idcirco cum nostre voluntatis est & sit & nobis placeat quod ex quo dictus dominus comes Sabaudie nobis defecit in premissis, ut premititur, quod nos & heredes nostri & successores quicumque simus liberi & absoluti perpetuo a fidelitate, homagio, feudo & recognitione per nos factis dicto domino comiti Sabaudie & ab aliis conventionibus, obligationibus, pactionibus & considerationibus inde factis, & quod ipsum feudum fidelitatis, homagium, recognitio, pactiones, obventiones & confederationes predictae sint nulla & irritae, ac si nunquam factae fuissent, & omni careant firmitate, nec deinceps in antea, ratione predictorum feudi, fidelitatis, homagii & recognitionis, nos comes Forensis vel heredes & successores nostri ad aliquod servitium faciendum pro dictis rebus feudalibus teneamur, sed cum integro statu, pleno jure, absolute & libere predictae res feudales ad nos & nostros heredes & successores quoscumque revertantur & perpetuo remaneant. Ob hoc nos dictus comes Forensis creamus, constituimus & ordinamus certum & indubitatum procuratorem nostrum & nuncium specialem magistrum Hugonem de Bussiac, jurisperitum Lugdunensis diocesis, ad intimandum dictam voluntatem nostram pro nobis & nomine nostro dicto domino comiti Sabaudie vel ejus bayllivo Viennensi vel castellano Sancti Symphoriani de Auzone, &c... Datum & actum anno, die & loco quibus supra, presentibus Joanne de Marendeys, domicello, Michaelē Chauleti, & Gaufrido de Sancto Symphoriano. Die Mercurii post festum Hilarii, m^o ccc^o xxv^o. — (Arch. de l'Emp. P. 1490 n^o 960).

N^o 86 ter a. — *Alliance entre la noblesse du Forez & celle de Champagne.*

A tous cels qui verront & ouront ces presentes lettres, li noble & li comuns de Foreis. pour nous & pour tout autres dou contel de Foreis ou dou ressort, & pour touz nous aliez & ajoinz aveques nos estans dedens les paiz & les metes dou reume de France, salut. Sachent tuit que come tres

exellens & tres puiffens princeps, notre tres chiers & redotez sire Philippes, pour la grace de Deu roys de France, ait fait & levé pluseours taylles, subvencions, exactions non dehues, chaigementz de monoyes & pluseurs autres chofes qui ont aité faites de volunté, pour quoy li noble & li comunz dou royaume de France ont aité moult grevé, apouri & a mout grant mefehief pour lez chofes defus dites & encor fant. Et ne part pas que il foit torné en l'oneur ne ou profit dou roy, ne dou reume, ne en la deffension do comun profit, des quelz gries nos avons pluseurs fois requis & fupployé humilment & devotement le diz notre feigneur le roy que ces chofes voullist defaire & delayffier, & riens n'en a fait, & encores en cete année prefente, corrant par l'an m ccc & quatorze, le diz notres sires li rois ait fait imposicions non dehuement fus les nobles & fus le comun dou royaume, & subvencions lefquelles il s'est efforciez de lever d'iceux, laquele chofe nos ne poons souffrir ne foutenir en bone confcience, quar enli perdriou nos nous honours, nos franchifes & nos libertez, & ferion nos en servitu & nos & cil qui apres nos venront; pour lequels chofes defus dites nos, li noble dou concel defus dit, pour nos & pour ajoinz & aliez, en la maniere que defus est dit, avons juré & promis, par nos farimens loyaument & en bone foi, por nos & pour nos hers, aut nobles & au comunz dou pais de Champayne, & à leur ajoins & aliez estans dedens lez poins dou royaume de France, que nos, en la subvencion de cete prefente année, & en touz autres gries & novelletez non dehuement faitz ou à faire ou temps present ou à venir, que li roys notres sire, ou autre, leur voudroit faire, leur ayderons & fecorrons à nos propres couz & despens, felont la quantité & l'estat que la befoigne requerroit, & l'aide defus dite, li fecors, la quantité & la maniere fera regardée & ordenée par doze chivalers des notres, tels comme nos voudrons eslire, & par douze chivalers dou leur, telx comme il voudront eslire, pour lequels douze l'aide & fecors fera mandez & faiz fuffifement. Et avons encores promis & juré par nos farimens & nos aliez & ajoinz, si come defus est dit, & par nos heritiers & fuceffeurs, que nos, ou aucuns de nos, ne fe desjoindra ni delpartira de cete ordenance, ne ne fera acort fens l'afentement des autres; toutes les chofes defus dites avons nos juré & promis à tenir & à garder bien & fermement à touz jours mayz, & par nos faremans, par nos, & par nos heritiers, aut defus dit nobles & comun de Champayne, & à touz lez ajoinz & aliez & à leur heritiers, si comme defus il est dit. Et volons que ces covenances & aliances feient tenues perpetualment & à touz jourz; & est affavoir que en cete chofe faysant, nos avons retenu & retenons, volu & volons que totes les obeysances, feautez, leyautez & homages juriez & non juriez & totes autres dreytutes que nos devons au roy de France notre feigneur, & à nos autres feigneurs & à leur fuceffeur, soient gardez, faveuz & refferveez pour aus, lefqueles nos n'entendons, volons ne ne panfons de bien enfreindre ou aler en contre ou temps present ou avenir. Et pour ce que cete chofe soit ferme & estable pour nos, pour nos ajoins & aliez, & à la preiere & à la requeste des nobles dou comun de Foreis, nous, ci apres nommé, avons feellé ces prefentes letres de nous fealz, c'est affavoir nos Aymieuz, sires de Cofant, Bertranz, sires de la Roa, Guillaumes, sires de Chalancon, Arnoulz, sires Dulpheu, Hugues Raybi, sires de Sain Marcel, Armans, sires d'Uczon, Girars de Roffillon, sires de Velche, Estienes, sires de Sain André, Arthaus de Sain Germain, sires de Mourriort, Pierres de Rochifort, sires de Sainpierre, Pierres dou Vernois, sires de Grayfeu, Guillaumes, sires dou Vernei, Alexandre, sires de Sain Didier, Bochars, sires de Chaucoir, Guillaumes de Mays, sires de Cuseu, Johans de Lavieu, sires de Grayfolles, Berars de Lavieu, sires d'Iseron, Johanz de Sain Mur, sires d'Arce, Hugues Malvayfins, sires de Chauceres, Humbert d'Urgel, sires de Roche Johans, Verroils, sires de Grayfeu, Falcos de Botheon, chevalier, Jaquemes, sires de Gereis, li dame de Beldonar, muliers a enrier Moiffeigneur Guillaume de Peycer, Mathelinona, dame de Sain Priet, li dame de Sain Morife, Henris de Rochebaron, sires de Mont Archier, Guichars, sires de Montaygne, Anthoines, sires de Chalmazel, Guioitz de la Perrerie, sires de la Forest, Guillaumes d'Auigirolles, sires de Sapalgo, Guillelmus de Barges, sires de Sainte Ayguerthere, Estienes de Barges, sires de Marleu, Parcevals de Lavieu, sires des Fauigirolles, Gaudemars dou Faitz, Guillaume Lotons, Dalmays Guyns, Hugues de Maygneu. Doné l'an de grace m ccc & quatorze, le xi jours dou moys de fevrier. — (Arch. Imp. P. 1400¹ cote 849).

N° 87. — *Exécutoire contre le dauphin de Viennois & ses coobligés au profit du comte Jean I^{er}. — Extrait du principal registre du domaine de Forez appelé le Livre des Compositions*, fol. 16, v^o.

Carolus Dei gratia Francorum & Navarre rex... custodi sigilli nostri... ceterisque iusticiariis nostris... salutem. — Conquestus est nobis dilectus & fidelis Johannes comes Forensis quod dilectus & fidelis noster Guido Dalphinus Viennensis & ejus fidemissores & principales debitores, videlicet Guillelmus, dominus de Turnone, Girardus dominus Danyo & Artaudus frater ejus, Ayinarus dominus Roncillon, Gratonus dominus de Cleriaco, Joannes Pagani, Guillelmus de Pictavia, dominus Belli Prandii, milites, & Beatrix domina de Argentario, ac Poncius de Eras, domicelli... qui libet in solidum, ex certis & legitimis causis, prædicto domino, in summis septem millium florenorum & trium millium librarum turonensium, & in majori summa sub parvo sigillo regio nostro Montispeffuli sub renuntiatione quarumcumque gratiarum... sunt obligati... & de quibus si vobis per legitimas litteras constiterit, compellantur ad solvendum domino comiti. Datum Parisiis prima die Julii anno Domini millesimo trecentesimo vigesimo septimo. — (Collationné sur le *Livre des Compositions*).

N° 87 bis. — *Donation par l'empereur Henry, à Jean, comte de Forez, du château de Soncin.*

Henricus Dei gratia Romanorum imperator semper Augustus, dilectis fidelibus suis, vicario, consilio & communi & singularibus personis castri & terre Soncini, gratiam suam & omne bonum. Nobilitatem generis, providentie merita, & strenuitatem nobilis viri Johannis, comitis de Forest. ejusque multiplicia & grata servitia, que nobis in Italie partibus fecisse noscitur, & eum facturum in futuro speramus, considerantes attente, sibi castrum & terram Soncini cum ejus jurisdictione, territorio & districtu per alias nostras litteras in pheodum concessimus, eumque nobis, propter hoc homagium & debite fidelitatis juramentum prestantem, investivimus de eisdem. Quocirca fidelitati vestre presentium tenore districtè precipiendo mandamus quatinus tu, vicarie, prefato comiti cedens, & cum, vel suum procuratorem pro eo, in possessionem castri, jurisdictionis, territorii, & districtus predictorum, auctoritate nostra inducens & ponens, sibi assignare ipsa, remoto cujuslibet difficultatis & dilationis obstaculo, non postponas, vosque, concilium & comune singulareque persone, tanquam vestro domino eidem comiti, in omnibus humiliter pareatis, eique super hoc, salvo semper prime fidelitatis debito, in quo nostre majestati tenemini, juramentum prestare curetis. Alioquin sententias, penas & banna que & quas tulerit & inflixerit in rebelles, rata habebimus & faciemus, actore Deo, irremissibiliter observari. — Datum Pisis xi^o kalendas Aprilis, regni nostri anno quinto, imperii vero primo. — (Arch. Imp. P. 1396, c. 404).

Lettre de Jean, comte de Forez, aux habitants de Soncin.

Joannes, comes Forensis, dominusque Sunzini, dilectis & fidelibus suis, potestati, anziani, sapientibus, consilio & communi dicti castri Sunzini, salutem & sincere dilectionis affectum. Et si forte vestrum aliqui falsis deceptionibus aliquorum induciti, contra nos ad illicita proruperunt, que in ipsum & vestrum omnium gravia dampna & ignominiosa obprobria redundarunt, firmiter tamen tenuimus, quod fidelitas populi vestri, & quasi omnium vestrum semper remansit firma & stabilis erga nos. quod perpendimus & sentimus ex laudabili opere subsecuto; quare leonis in hac parte virtutem & constantiam imitantes, cujus natura proprium habet parcere profratris & trucidare rebelles, etiam malis, si qui sunt, de commissis actorum contra nos, parcimus propter bonos, desiderantes vos in sacri imperii, & vestra solida & immutabili in posterum fidelitate firmare, ignoscendo potius quam

plectendo, pro certo tenentes quod receptis de redditu ad obedienciam nostram, vestris litteris nobis gratis, statim prout nobis possibile fuisset, in equis & armis, ad partes Italie venissemus; sed quedam ardua dudum per nos incohata negocia per carissimum dominum nostrum dominum & regem Francie & Navarre, que incompleta nullomodo dimittere possumus, nobis impedimento sunt. Actore tamen domino, sine in proximo eisdem negociis laudabili imposito, ut speramus, & introitu estatis proxime, ad vos personaliter veniemus, vos & alios subditos nostros in iusticia gubernaturi, & hostes vestros, quos nostros reputamus, totis viribus expugnantes; nisi interim sint subacti, vel pacati sint, prout iustum & equum fuerit, & utilitati rei publice loci vestri expedierit cum consilio vestro, nostre se subjecerint dictioni. Interim autem scribimus nobili viro karissimo amico nostro domino Matheo vicecomiti, domino Mediolanensi, quod, prout credimus, firmiter, tam precum consideratione nostrarum quam amore vestri, vos proteget & deffendat, super quibus omnibus & aliis latorem presentium cum dilectis fidelibus nostris, Pellino de Iffe & Anselmo de Cropello, ambaxatoribus vestris, quos de longa mora quam fecerunt nobiscum excusatos habeatis, quoniam ipsos citius nequimus expedire, ad vos cum presentibus credibilem destinamus, cui credatis & pareatis in omnibus sicut nobis; valete. — Datum Bufeti, Tolosanensis diocesis, die xii novembris, anno Domini m^o ccc^o xix^o. — (Arch. Imp. P. 1396, cote 409).

Serment de fidélité des habitants de Soncin au comte de Forez, Jean I^{er}.

Anno dominice incarnationis millesimo trecentesimo vigesimo quarto, indictione octava, Die dominico, sexto decimo fetembris in pleno & generali consilio communis Sonzini, in Palacio veteri dicti communis, sonato & coadunato voce precons, more solito congregato. In quo quidem consilio, erant domini Paganus de Cropello, Guidotus de Yffe, Bertholinus de Canuciis & Johannes de Pannaris, consules & rectores communis Sonzini, pro magnifico domino, domino Johanne, comite Forensi, & ejusdem castri domino & districtus, existente eorum iudice, domino Lafranco de Coduris, iurisperito; in quo quidem consilio, erant domini Francechus de Guraquantis, Albertinus de Yffe, Ambrosinus de Cropello & Simon de Ghedo, anziani dicti communis; idem dominus Lafranchus, iudex de voluntate dictorum consulum & anzianorum, dixit, preposuisset & requisivit infra scriptis consiliariis & ab ipsis petiit, si nomine & vice dicti communis, & omnium & singulorum habitantium in dicto castro, volebant prestare fidelitatis debite sacramentum, michi notario infra scripto, nomine & vice predicti domini comitis, suorumque successorum, ex se descendencium masculorum ex legitimo matrimonio, qui omnes consilium nemini discrepante, una voce concorditer dixerunt se dictum sacramentum paratos facere ad eorum consulum voluntatem; unde omnes isti consilarii, tradita eis forma & cuilibet ipsorum sacramenti fidelitatis, secundum quod jus postulat & requirit, in manu mei notarii singulariter iuraverunt & prestiterunt corporaliter, tactis scripturis, secundum formam, fidelitatis nove & veteris sacramentum; quorum nomina sunt hec: primo isti consules, anziani & iudex, domini Johannes de Obicis, &c..... (Suivent les noms des anciens & des notables).

Ego Dominicus de Lalama, notarius sacri Pallacii & tunc notarius communis Sonzini, una cum infra scriptis Bonomino de Sablis & Manino de Covello, notariis, omnibus factis interfui & rogatus hanc cartam scripsi. — Ego Maninus de Covello notarius sacri Pallacii & tunc notarius communis Sonzini, una cum sacro Dominico de Lalama, notario, predictis omnibus affui & pro secundo notario me subscripsi. — Ego Bonominus de Sablis, notarius sacri Pallacii, hiis omnibus interfui, una cum sacris notariis & ad maiorem firmitatem pro tercio notario me subscripsi. — (Arch. Imp. P. 1396, c. 415).

Demande de secours au comte de Forez par les habitants de Soncin.

Magne nobilitatis & potencie militi ac dilectissimo domino suo, domino Johanni comiti de Forensio, ac castri & districtus Sonzini domino generali sui, Ubertus de Pallazo, Mediolanensis civis,

potestas, anziani, sapientes, concilium & commune castri Sonzini, cum omni reverentia & devocione, se ipsos dominacioni vestre presentibus volumus fieri manifestum, quod communicato consilio nostro virorum prudentium, & generali consilio dicti castri semel & pluries statuimus, nemine discrepante, vestram dominacionem requirere, ut infra scripta demonstrent. Ad hec benivolentiam & caram paternitatem vestram pudicis precibus quibus possumus, duximus exorandam, quatinus nobis penitentibus, si qua contra honorem vestrum commisimus, more diligentis & non sevientis patris, veniam misericorditer impendatis, &c.... Ne igitur vestra dominacio ignoret de statu nostro presenti ad vestras aures notificando deducimus quod terram vestram de Sonzino regimus & gubernamus ad honorem sancte matris ecclesie & sacri imperii Romanorum, propter quod quidam nostri vicini recalcitrantes & in salutato hospite recedentes sese reduxerunt ad castrum Rumenenghi, districtus Cremone, & guerram nobis faciunt & cotidie nos molestant, propter que iterato devote dominacionem vestram requirimus, deprecantes quatinus nos vestros fideles celesriter fucuratis & venire sine mora dignemini nos regere & gubernare, prout vestre mansuetudini commiffum fuit per bone memorie dominum Henricum, olim serenissimum imperatorem & principem Romanorum; sit itaque per Deum celer vester adventus in manu forti, amantissime pater. Ad quod naranda & procuranda & totaliter declaranda ad vos mittimus prudentes viros & vestri honoris zelatores Pelinum de Yffice & Anselmum de Cropello subditos & castelanos vestros, concludentes, magnificenciam vestram indefinenter oramus ut ad dictum suum castrum & fideles regendos & gubernandos in manu forti, omni mora sublata dignetur dirigere gressus suos. Datum Sonzini die nono mensis septembris, millesimo trecentesimo decimo nono, indictione tercia. Ego Bonominus de Sablis, notarius Sacri Pallacii & tunc ditor & canzelerius communis Sonzini, hiis omnibus interffui & rogatus hanc cartam scripsi, &c... — (Arch. Imp. P. 1396, c. 410).

N° 87 bis a. — *Révocation par Philippe-le-Long, en faveur du comte de Forez, des sauvegardes accordées à ses sujets & à son préjudice.*

Philippus, Dei gratia Francorum rex, ballivo Matifconensi vel ejus locum tenenti, salutem. Expo-
suit nobis dilectus & fidelis noster comes Forensis quod, licet ei per carissimos domini & consanguinei
nostri regis quondam Karoli, ac nostras inde confirmatorias litteras sit concessum quod nulle nove
gardie in terra sua suis concedantur subditis, & quod impetrate in sui prejudicium revocentur.
Nonnulli tamen ex suis predictis subditis hujusmodi gardias impetrasse, & occultatas seu celatas
tenere dicuntur & quibus posset forsan ipsi comiti prejudicium impostorum generari. Quare man-
damus vobis quatenus si, visis predicti consanguinei ac nostris litteris antedictis, super hoc prefato
concessis comiti, constiterit ita esse, mandetis & precipiat qualiter subditis omnibus comitis ejusdem
in dicta vestra ballivia commorantibus & obtinentibus gardias antedictas, ut eas, ad certam & com-
petentem diem per vos super hoc assignandam, afferant coram vobis, aliter, dicto lapso termino,
gardias ipsas de novo, ut predictum est, in prejudicium dicti comitis impetratas & etiam occultatas
ex hinc in antea volumus esse nullas. Datum apud Fortem Montem, die xxiiii januarii, anno Do-
mini m° ccc° vicesimo octavo. — Per dominum regem, ad relacionem archidiaconi Lingonensis.
— Solungre. — (Original. — Arch. de l'Emp. P. 1359, c. 695).

N° 88. — *Hommage rendu au comte Jean I^{er} par le seigneur de Saint-Didier en Veluy.*

— Extrait des Archives de Monsieur le Marquis de Nèrestang, seigneur dudit
Saint-Didier.

Noverit tam modernorum presentia quam posteritas futurorum, per hujus instrumenti seriem,
continentiam ac tenorem, quod anno ab incarnatione Domini millesimo trecentesimo tricesimo
secundo, die septima mensis septembris, excellentissimo principe domino Philippo, Dei gratia rege

Francorum regnante, in presentia mei publici notarii & testium infra scriptorum, personaliter confectus coram illustri & potenti principe domino Joanne comite Forensi, nobilis Jaucerandus dominus Sancti Desiderii, domicellus, sponte & ex certa scientia, & quia rei veritas sic se habet, ut dicebat, confessus fuit & in veritate publice recognovit se tenere & tenere velle & debere a dicto domino comite Forensi, & prædecessores dicti domini Sancti Desiderii olim tenuisse ab antecessoribus dicti domini comitis Forensis in feudum, & de pseudo ejusdem, castrum suum de Rivo Torto cum mandamento, jurisdictione & pertinentiis ejusdem. Item quidquid habet & percipit in villa Sancti Justii in Vallavia. Item mansum vocatum de Montbordet, videlicet quidquid in ipso manso tenent ab eodem hæredes Zachariæ quondam de Montbordet, & castrum Balthe quod tenet prior Sancti Salvatoris ab ipso domino Sancti Desiderii, & pro prædictis debet dictus dominus Sancti Desiderii fidelitatem & homagium litigium dicto domino comiti post homagium domini Anicentis episcopi. Quæ prædicta dictus dominus Sancti Desiderii dicto domino comiti Forensi fecit & complevit, promisit & juravit, oris osculo interveniente, cum omnibus & singulis capitulis in juramento fidelitatis contentis; & protestatus fuit dictus dominus Sancti Desiderii quod si, ad ejus notitiam deveniret quod magis teneret, seu tenere deberet ab eodem, quod incontinenti revelabit eidem domino comiti & faciet alia ad quæ repeteretur obligatus; liberaliter tamen & sine fraude asserens per juramentum suum, quod ipse nescit quantum ad præsens quam amplius debeat recognoscere ab eodem domino comite Forensi; & prædicta omnia & singula dictus dominus Sancti Desiderii promisit & juravit dicto domino comiti Forensi; presentati, recipienti & solemniter stipulanti attendere, servare & tenere & nullo tempore contrarium facere, vel venire, renuntians dictus dominus Sancti Desiderii, super præmissis, exceptioni dictarum confessionum, recognitionum & promissionum, & omnium & singulorum supradictorum, modis & formis supradictis, non bene, non recte & non legitime factarum sive factorum, & doli, vis, metus & erroris juris & facti, actioni in factum, conditioni sine justa causa, & causa non secuta, & omni actioni, deceptioni, exceptioni, lesioni, circumventioni & gravamini cuicumque, petitioni & oblationi libelli, litis cum copia, & cum scripto hujus instrumenti & ejus notæ, & omni juri canonico & civili, scripto & non scripto, & juri per quod nisi præcefferit clausula specialis vel expressa renuntiatio generalis annullatur; volens & concedens dictus dominus Sancti Desiderii se posse & debere compelli & distringi per curiam & curiales domini nostri Francorum regis per captionem, venditionem & distractionem bonorum & rerum suarum, & eo modo quo fieri poterit fortiori, ad prædicta omnia & singula attendenda & complenda se & omnia bona sua compulsioni, rigori & districtui sigilli regii, in baillivia Matisconenfi, necnon & sigilli regis in baillivia Vallaviæ constituti, supponendo pro prædictis omnibus & singulis attendendis & complendis ac inviolabiliter observandis. De quibus omnibus & singulis prædictis dictus dominus Sancti Desiderii petit sibi fieri publicum instrumentum per me notarium infra scriptum. Acta fuerunt hæc apud Montembrisonem in camera habitationis dicti domini comitis Forensis, anno & die prædictis, presentibus testibus, dominis Hugone Mallevicini & Guillelmo de Vernetto militibus, discretis viris dominis Matheo de Bosco Vario & Michaeli Gorla legis professore, magistro Petro de Vernetto jurisperito, nobilibus viris Guigone de Sancto Desiderio, Jaucerano domino de Cardeyrol, domicello, Guillelmo Fabri, clerico dicti comitis Forensis, & magistro Jacobo de Fays clerico, auctoritatibus apostolica & imperiali notario publico, qui debet de prædictis conficere simile instrumentum, requisitus per dictum dominum Forenssem, & me Guillelmo de Villa, clerico dicti domini nostri Francorum regis, publico notario, qui requisitus per dictum dominum Sancti Desiderii hoc presente instrumentum publicum expediri & signo meo consueto signavi in testimonium præmissorum.

N° 88 bis. — *Comptes relatifs au voyage & au séjour des fils du comte Jean I^{er}, à Paris.*
(Voir : *Pièces supplémentaires*, p. 46).

N° 89. — *Notice de la permission & octroi que donna le comte Jean I^{er}, l'an 1331, pour la fondation du monastère de Chazaux en Forez, depuis transféré à Lyon.* — Tiré de l'ancien inventaire latin des Archives de Forez, fol. 56, v°.

Littera ratificationis & concessionis monasterii de Chaffaux factæ nobili dominæ Lucie, dominæ castri Cornillonis, sub conditionibus quod dominus comes retinet superioritatem dicti monasterii & quod dictum monasterium fiat de ordine minorum videlicet de minoretiis & quod illæ sint semper subdictæ gardiano Montisbrifonis.

N° 90. — *Fragment du testament d'Alice de Viennois, première femme du comte Jean I^{er}.*

— Extrait de l'acte authentique de *Vidimus* qui s'en lit aux Archives de la susdite abbaye de Bonlieu où sont rappelés, en latin, *Clausula testamenti solemnitis nobilis & potentis dominæ Aliçæ de Viennensis, quondam comitissæ Forensis.*

Item do & lego singulis conventibus monialium de Sylva, de Jurciaco, Sancti Thomæ, Boni Loci, Laigniaci, de Bello Loco, de Poilliaco in Roanensio, cuilibet conventui viginti libras viennenses felmel, pro acquirendis viginti solidis viennensibus redditualibus, pro faciendo ibidem anniversario meo, dividendo inter ipsas moniales annuatim die obitus mei, in residuo vero omnium bonorum meorum, jurium, nominum, & actionum, mihi hæredem universalem facio & instituo carissimum confortem meum comitem Forenses.

N° 91. — *Acte mortuaire du comte Jean I^{er}.* — Extrait de l'ancien Livre de la confrérie érigée d'ancienneret en l'église collégiale de Notre Dame de Montbrifon, fol. 46 verso.

Tertio Julii anno millesimo trecentesimo trigésimo quarto obiit illustris vir Joannes comes Forensis.

N° 91 bis. — *Testament de Jean I^{er}, comte de Forez.*

In nomine Patris, & Filii, & Spiritus sancti amen. Anno Domini m° ccc° xxiv°, die xvi° mensis Augusti, Ego Johannes, comes Forensis, Dei gratia sanus mente, & corpore, diem extremum cupiens prevenire ne me, quod absit, contingat decedere intestatum, de bonis meis faciendo testamentum meum, seu ultimam voluntatem meam, in hunc modum ordino & dispono. In primis animam meam commendo altissimo creatori. Item, ubicumque contingat me decedere, meam eligo sepulturam, & me eligo sepeliri in ecclesia beate Marie Montisbrifonis, in tumultu parentum meorum; & si contingat me mori in remotis partibus, volo & precipio meum corpus deferri ad dictam ecclesiam expensis heredis mei, quam cito comode portari poterit, & eidem ecclesie viginti libras viennenses annui redditus do & lego assignandas ad arbitrium exequutorum meorum, pro octo anniversariis pro me, & parentibus meis, in die obitus mei, & septem diebus continue sequentibus ibidem perpetuo faciendis; quos redditus precipio emi per heredem meum vel per exequutores meos. Item volo & ordino quod in dicta ecclesia sint in perpetuum duo presbiteri prebendati qui per se, vel per alium, pro remedio anime mee & parentum meorum singulis diebus teneantur in eadem ecclesia celebrare, & horis canonicis nichilominus interesse, & cuilibet ipsorum decem libras viennenses annui redditus collocandas eisdem, ad arbitrium meorum exequutorum, do & lego. Quarum prebendarum collationem heredibus seu successoribus meis in comitatu Forensi expresse retineo & reservo, una cum aliis juribus patronatus, que habeo in ecclesia predicta; & dictos duos

prebendatos novos volo gaudere eodem privilegio in celebrando missas ad majus altare, & in aliis que gaudent alii in dicta ecclesia meas prebendas obtinentes, & dictos redditus precipio emi per heredem meum, vel per executores meos. Item debita, legata, & clamores meos quoscunque, & parentum meorum volo & precipio simpliciter & de plano, strepitu & sollempnitate iudicii sublati penitus & remotis, emendari, solvi, & de ipsis etiam cognoscei & definiri per executores meos, quos inferius nominabo. Item fratribus minoribus Montisbrifonis triginta solidos viennenses, quolibet anno, pro una refectione, in die obitus mei, eisdem ibidem imperpetuum, annis singulis facienda, do, & lego, & triginta libras viennenses semel operi ecclesie eorumdem. Item monasterio monialium Boni Loci centum solidos viennenses annui redditus, vel centum libras viennenses semel, ad emendum redditus, pro quinque anniversariis ibidem in perpetuum faciendis, in die obitus mei, & quatuor diebus sequentibus, do & lego; & volo & precipio quod dicti centum solidi distribuantur & dividantur, quolibet anno, intus conventum loci dicti, & quod ad alium usum non distribuantur. Item aliis singulis monasteriis conventualibus de terra mea, in quibus sunt, vel esse consueverunt duodecim monachi, vel moniales, viginti solidos viennenses annui redditus, vel viginta libras viennenses semel, de quibus emanant predictæ viginti solidos viennenses annui redditus, do & lego, pro anniversario meo & parentum meorum, in dictis locis religiosis, die obitus mei, faciendi in perpetuum. Item do & lego singulis ecclesiis parrochialibus dictæ terre mee duos solidos viennenses annui redditus, vel quadraginta solidos semel, pro redditu acquirendo, ut capellani dictarum ecclesiarum, diebus dominicis & festivis, pro anima mea & parentum meorum intercedere debeant, & rogare populum suum ut, pro me, & dictis meis parentibus, intercedat; & etiam, in die obitus mei, dicti capellani celebrare missam de mortuis, pro remediis quibus super teneantur. Item singulis leprosis terre mee duos solidos viennenses semel do, & lego. Item cuilibet reclusorum mee terre tres solidos viennenses semel do & lego. Item singulis hospitalibus terre mee quinque solidos viennenses semel do & lego dividendos inter Christi pauperes ibidem existentes. Item fororibus penitentibus de Montebriefone viginti solidos viennenses annui redditus, vel viginti libras viennenses semel, pro dicto redditu acquirendo, do & lego pro anniversario meo & parentum meorum, ibidem annis singulis, faciendo; & volo, & precipio quod dicti viginti solidi viennenses dividantur anno quolibet inter penitentes predictas. Item in die sepulture mee volo & precipio, apud Montebriefonem, fieri unam donam preconizatam in turre ipsius loci, & dari cuilibet pauperi ad eandem venienti sex denarios viennenses semel. Item precipio & ordino dari per quinque annos a die obitus mei computandos, in vigilia festi omnium sanctorum, quolibet anno, centum tunicas de farzillo, & centum paria focularium pro centum pauperibus Jhesu Christi, existentibus in terra mea, vestiendis, & calciandis. Item triginta pauperibus puellis, per executores meos eligendis, trescentas libras viennenses semel do & lego, ita quod cuilibet decem libre viennenses erogentur. Item cuilibet conventui fratrum minorum, & predicatorum civitatis Lugduni viginti libras semel do & lego, pro octo refectionibus faciendis, anno obitus mei, ita quod in die cuiuslibet refectionis missas, & officium mortuorum, pro anima mea & parentum meorum, debeant celebrare. Item conventui Ville Franche do & lego decem libras viennenses semel pro octo refectionibus faciendis, sicut fratribus ante dictis. — Item lego ecclesie beate Marie Montisbrifonis do & lego viginti libras cere annui redditus pro faciendis tortitiis, tenendis, accendendis, & illuminandis ad elevationem eucaristie, in perpetuum, in missis ad majus altare celebrandis, & non ad alium usum. Item ecclesie Sancti Andree Montisbrifonis decem libras cere annui redditus profaciendis tortitiis, & portandis per villam Montem Brifonem ante eucaristiam, quando contingerit comitari homines & mulieres dictæ parrochie per capellanos seu per curatum dictæ ecclesie, do & lego, & volo quod ad alium usum non consumantur. Item ecclesiis beati Petri, & beate Marie Magdalene ejusdem loci do & lego cuilibet ipsarum quinque libras cere annui redditus expendas singulis annis ad usum superius nominatos. Item Guillelmo Fabri, clerico meo, in reconpensationem servitiorum per ipsum mihi exhibitorum quinquaginta libras viennenses semel do & lego. Item Mahieto, domicello meo, in reconpensationem servitiorum michi per ipsum exhibitorum

viginti libras vienneses femel do & lego. Item Johanni de Varena, domicello meo, in reconpen-
 ciationem fervitiorum michi per ipsum exhibitorum viginti quinque libras vienneses do, & lego
 femel. Item Girardo Jocleratori in reconpenciationem fervitiorum per ipsum michi exhibitorum vi-
 ginti libras vienneses femel do & lego. Item Gauterio, camerario, in reconpenciationem fervi-
 tiorum per ipsum michi exhibitorum centum solidos & vienneses do & lego femel. Item Guillemeto
 mefagerio decem libras vienneses do & lego. Item Guillemeto de Foro marefcallo meo triginta
 libras vienneses femel do, & lego. Item Hugoni de Talaru domicello meo centum libras vien-
 neses femel do & lego pro fervitiis mihi exhibitis. Item Petro Crefpiniat, domicello, quadraginta
 libras vienneses femel do & lego pro fervitiis mihi exhibitis. Item Girardino de Graveriis & Privo
 de Curte, cuilibet ipforum, triginta libras vienneses femel do & lego. Item Richardino coquo
 meo viginti libras vienneses femel do, & lego. Item Cautione barbitunfori meo, Yvone-
 camerario meo; item Johanneto de Botellaria, Girardo Frayfley, & Girardo Mefagerio, cuilibet
 ipforum, decem libras vienneses femel do & lego. Item Royeto mefagerio meo centum solidos
 vienneses femel do & lego. Item duobus famulis meis custodientibus palafrenes meos tempore
 mortis mee. Item janitori, five portario meo, tempore mortis mee; item famulis qui mecum erunt,
 tempore mortis mee, qui custodient fomerios meos, & erunt de vestibus meis, sexaginta solidos
 vienneses, cuilibet ipforum, femel do & lego. Item famulis meis de coquina qui mecum erunt
 tempore mortis mee, cuilibet ipforum, sexaginta solidos vienneses femel do & lego. Item omni-
 bus domicellis fervitoribus & famulis quibus superius aliquid non legavi qui mecum morabuntur
 in hofpicio meo, tempore mortis mee, volo & precipio remunerari & dari ad arbitrium exequo-
 torum meorum. Item volo & precipio, & jubeo quod omnia univerfa & fingula privilegia, liberta-
 tes, immunitates, vel donationes, per me quibuscumque religiofis, vel ecclefiafticis perfonis, feu
 locis, univerfitatibus, vel fingularibus perfonis indulta, donata, vel concessa que inveniuntur figillo
 meo magno figillata, per heredem meum, vel per ipsius heredis heredes in infinitum, inviolabiliter
 obferventur, & ad ipforum obfervantiam ipsum heredem meum & ipsius heredis heredes obligo,
 & astringo. Item volo & jubeo reftitui, statim post mortem meam, si me vivente non reftituere, per
 executores meos, hominibus meis pretium armaturarum quas divisi in Vafconia, videlicet sexentas
 libras turonenses. Et volo & precipio quod dicte sexcentum libre turonenses reddantur & distri-
 buantur inter homines vel eorum heredes de quibus constare poterit quod eorum essent armature
 predictae, & quod cuilibet, vel ejus heredibus, reddatur pretium armaturarum quas amisit usque ad
 summam sexcentarum librarum turonensium predictarum. Item filium meum Raynaudum mihi
 heredem instituo in castris & villis de Mala Valle, de Rocheblaina, de sancto Germano Vallis, de
 Buffiaco, de Cleypiaco, de Bella Garda, de Fayno, cum eorum mandamentis, mero & mixto im-
 perio, & jurisdictione, & pertinentiis, & in aliis que sibi dedi ob contemplationem matrimonii con-
 trahendi inter ipsum Raynaudum & Margaritam filiam domini Philippi de Sabaudia principis Achaye,
 secundum tamen modum, formam, & conditionem qui continetur in litteris & conventionibus
 factis & confectis super dicta donatione & conventionibus predictis & non alio modo. Et volo,
 & precipio quod dictus Raynaudus sit contentus de rebus predictis, & quod nichil amplius
 petere possit in bonis & hereditate mea, nec in bonis & hereditate que fuerunt quandam do-
 mine Alifae de Vianneffio matris sue; & volo & precipio quod dictus Raynaudus, pro rebus pre-
 dictis, non teneatur solvere aliena legata mea, vel debita, vel clamores meos; immo heres meus
 infra scriptus predicta solvere teneatur. Item Johanni filio meo do & lego, jure institutionis,
 ad vitam dumtaxat ipsius Johannis, castra mea sancti Eugendi, Suyri Bosci cum ipforum cas-
 trorum mero & mixto imperio & omnimoda jurisdictione, & cum mandamentis & pertinentiis
 eorundem. Et volo & precipio quod, post mortem ipsius Johannis, ad heredem meum infra-
 scriptum comitem Forenfem, vel ejus heredes comites Forenfes, libere, & pleno jure rever-
 tantur, absque deductione alicujus quarte jure nature debite, vel cujuslibet alterius quarte Tra-
 bellianite vel falcidiche alterius cujuscumque; & volo & precipio quod dictus Johannes nulla
 debita mea legata, vel clamores meos solvere teneatur. Item tum ex conventionibus habitis inter

me & dominum Philipum de Sabaudia predictum ob contemplationem matrimonii contrahendi inter dictum Reynaudum filium meum & Margaritam filiam dicti domini Philippi, dictus dominus Philipus dare, & solvere promisit, pro dote ipsius Margarite, quatuordecim milia florenorum auri, volo, & precipio quod Guiotus filius meus & heres infra scriptus teneatur reddere dicto Raynaudo dicta quatuordecim milia florenorum terminis & solutionibus infra scriptis : Videlicet duo milia florenorum infra annum a morte mea computandum & numerandum, & deinceps, quolibet anno, duo milia florenorum quouque eidem Raynaudo foret satisfactum de dictis quatuordecim milibus florenorum, dum tamen dictam summam florenorum integraliter recepissem in vita mea a dicto domino Philipo, & de qua esset michi satisfactum. Et residuum quantitatem florenorum dictus Raynaudus habeat recuperare a dicto domino. In residuo autem & aliis meis bonis mobilibus & immobilibus, juribus, & accionibus, castris, villis, omagiis, iurisdictionibus, feudis, retrofeudis & juribus quibuscumque, ubicumque sint & qualicumque, michi heredem universalem instituo Guiotum filium meum; & si ipsum Guiotum mori contingeret sine liberis masculis legitimis & naturalibus, vel ejus filios post eum legitimos & naturales mori contingeret sine liberis masculis ex eorum corpore legitime procreatis, eidem Guioto & filiis suis substituo predictum Raynaudum filium meum, si tamen non sit in sacris ordinibus constitutus, & ejus masculinum primogenitum filium legitimum & naturalem superflitem quem haberet, tempore mortis dicti Guioti, vel filiorum suorum masculinorum, & post primogenitum illum qui superesset masculus post primogenitum. Si vero, tempore mortis ipsius Guioti, vel filiorum suorum masculorum, dictus Raynaudus vel ejus liberi masculi nunc superessent, vel dictus Raynaudus esset in sacris ordinibus constitutus, vel religioni astrictus, vel postea dictus Raynaudus, vel ejus liberi decederent quicumque sine liberis masculis, vel eorum corpore legitime procreatis, in omnibus predictis casibus, vel eorum quolibet, dicto Guioto, & ejus liberis & dicto Raynaudo, & ejus filiis, substituo modo predicto Johannem filium meum, si tamen non sit in sacris ordinibus constitutus, vel alicui religioni astrictus, vel ejus filium masculum legitimum naturalem, & legitimum primogenitum ipso Johanne nunc superflite. Si vero contingat dictos filios meos Guiotum, Raynaudum & Johannem decedere, non extantibus filiis seu liberis masculis naturalibus & legitimis, ab ipsis non extantibus etiam filiis naturalibus & legitimis filiorum eorumdem vel alterius eorumdem, & extantibus filiabus naturalibus & legitimis ex dicto Guioto procreatis, in illo casu filiam primogenitam ex dicto Guioto que superesset, substituo Guioto, & ejus liberis, & dicto Raynaudo & Johanni & eorum liberis, & si primogenita non superesset, aliam filiam que superesset post eam. Si vero contingat dictos filios meos Guiotum, Raynaudum & Johannem decedere non extantibus liberis, seu liberis masculis naturalibus & legitimis, & non extantibus etiam filiis masculis naturalibus, & legitimis eorumdem, vel alterius eorumdem & etiam non extantibus filiabus naturalibus & legitimis ex dicto Guioto procreatis, sed extantibus filiabus naturalibus & legitimis ex dicto Raynaudo procreatis, in illo casu, filiam primogenitam ex dicto Raynaudo que superesset substituo dicto Raynaudo & ejus liberis, & dicto Guioto, & Johanni & eorum liberis, & si primogenita non superesset, aliam filiam que superesset post eam. Si vero contingat dictos filios meos Guiotum & Raynaudum & Johannem decedere non extantibus filiis, seu liberis naturalibus & legitimis, & non extantibus etiam naturalibus filiis & legitimis eorumdem, & etiam non extantibus filiabus naturalibus & legitimis ex dicto Raynaudo & Guioto procreatis, sed extantibus filiabus naturalibus & legitimis ex dicto Johanne procreatis, in illo casu filiam primogenitam ex dicto Johanne que superesset substituo dicto Johanni, & ejus liberis, & dicto Guioto, Raynaudo & eorum liberis, & si primogenita non superesset, aliam filiam que superesset, post primogenitam. Item volo & precipio quod, in casibus predictis, videlicet in quibus predicta substitutio devolveretur ad filios dicti Guioti vel ad filios dicti Raynaudi modo & forma quibus superius continetur, quod, in illo casu, dictus Johannes filius meus, si superesset, teneat & habeat ad manum suam, quandiu vixerit, omnia bona mea & terram meam & comitatum Forensensem & etiam que ex dicta Alifia matre sua proveniunt, & fructus, proventus & emolumenta eorumdem suos faciat quandiu idem Johannes vixerit & fuerit in humanis & non ultra, & hoc five sit in sacris ordinibus, five non; & quod, in illo casu,

teneatur dictus Johannes filiabus, si extaret ex dicto Guioto & Raynaudo, honeste providere juxta statum & conditionem earum. Item cum, in conventionibus factis & habitis inter nobilem & potentem virum dominum Ludovicum de Claromonte & me ob contemplationem matrimonii contrahendi inter Johannam filiam dicti domini Ludovici ex una parte, & Guiotum filium meum, ex altera parte, continetur quod in casu in quo decederet dictus Guioto, non extantibus masculis liberis naturalibus & legitimis ex dicto Guioto & dicta Johanna procreatis, & exantibus filiabus naturalibus & legitimis procreatis ex dicto Guioto & dicta Johanna, quod in illo casu dicte filie deberet habere de bonis & comitatu Forensi viginti milia librarum turonenfium juxta modum & formam qui continetur in dictis conventionibus & in litteris super hoc confectis. Volo & precipio quod in casu predicto si cognosceretur legitime quod dicta quantitas dictorum viginti milium librarum turonenfium non sufficeret eis pro legitima sua, jure nature debita, & vellent augere ad supplementum dicte legitime, quod, in illo casu, dicta legitima jure nature debita suppleatur eis in pecunia & non in corporibus hereditariis, nec in rebus. Item cum in conventionibus factis & habitis inter nobilem virum dominum Philippum de Sabaudia, principem Achaye, seu ejus procuratorem, ex parte una, & me ex altera, ob contemplationem matrimonii contrahendi inter Margaritam filiam dicti Philippi, & Renaudum filium meum, continentur multa genera & modi substitutionum habendarum & devolendarum inter filios meos & eorum liberos, volo & expresse precipio quod si dicte substitutiones facte per me in hoc meo testamento inter dictos filios meos & eorum liberos, vel etiam quaecumque alia per me facta & ordinata in presenti testamento meo, contrariarentur, vel essent contraria in aliquo conventionibus predictis habitis & factis inter me & dictum dominum Philippum, seu ejus procuratores, & substitutionibus contentis in litteris super dictis conventionibus factis, quod nullum prejudicium eis fiat, per hoc presens meum testamentum, vel per illa que continentur in eodem, si & in quantum reperirentur contrarii, vel esse contraria dictis conventionibus & substitutionibus contentis in litteris super hoc confectis. Item patronatum ecclesie beate Marie Montisbrisonis & jura omnia que habeo in eadem omnibus & singulis heredibus & successoribus meis & heredibus & successoribus heredum & successorum meorum, tam in ultima voluntate quam etiam inter vivos, expresse inhibeo atque veto quocumque titulo, quacumque forma, seu specie alienationis, seu transportationis in quamcumque personam ecclesiasticam, seu etiam secularem, seu locum quemcumque alienari, transportari, jure proprietatis, vel possessionis, seu alio quocumque. Quem patronatum & jura predicta, semper volo & ordino & precipio in mea familia & illi qui heres, seu successor fuerit in comitatu Forensi, in perpetuum remanere pro eo, quia predecessores mei bone memorie ipsam ecclesiam de bonis propriis fundaverunt & dotaverunt ob reverentiam Dei & beate Marie, & in honorem sepulture ipsorum & successorum suorum, & quia in predictis juribus patronatus & aliis que habeo in dicta ecclesia maxime versatur honor comitatus & comitum Forensium. Executores autem hujus mee ultime voluntatis facio, ordino & constituo nobiles viros dominos Guillelmum dominum Chalanconis, Bertrandum dominum de Rota, Amedeum dominum de Cofant, milites, magistrum Girardum de Romano, & dominum Matheum de Bofco Vario juris peritos. Quibus do & concedo plenam, generalem & liberam potestatem exequendi hanc meam ultimam voluntatem, declarandi, cognoscendi, diffiniendi debita, legata & clamores meos & parentum meorum, solvendi, pacificandi, declarandi & etiam interpretandi, si aliqua dubia fuerint, vel obscura, & que eorum interpretatio seu declaratio, absque reclamacione heredum meorum, habeant perpetuam firmitatem, concedendo eisdem plenam & liberam potestatem agendi & exigendi & procuratorem, seu procuratores, unum vel plures faciendi & breviter omnia & singula faciendi que eis. circa executionem predictam, videbuntur facienda. Et si ita esset quod omnes non superessent, tempore mortis mee, aut nollent, aut non possent, dicte executioni interesse seu vacare, volo quod superstes vivus, vel plures qui interesse potuerunt & voluerunt, executioni antedictam habeant plenariam potestatem. Et pro executione predicta plenius attendenda, volo quod, immediate me mortuo, dicti executores mei seu alter ipsorum, suo & aliorum nomine, possint & debeant apprehendere & tenere castra & terram meam de ultra Ligerim a parte sancti Baldomeri,

exceptis castris & rebus donatis Raynaudo & Johanni filiis meis predictis, & castrum de Thierno cum eorum pedagiis, pertinentiis & appendentiis universis, jurisdictione, redditibus & proventibus quibuscumque, quousque clamores mei per ipsos integre fuerint emendati, & debita, legata & helemosine mee, & parentum meorum, per ipsos etiam totaliter perfoluta. Et volo, immo expresse jubeo, quod inventarium aliquod faciant, nisi voluerint nec cavere, nec reddere etiam rationem aliquo tempore, teneantur, sed a predictis omnibus ex nunc ipsos libero penitus & absolvo, & actiones eis remitto. Et si de facto ab ipsis ratio exigatur, propter quod in aliquo tenerentur, heres meus eis restituere, vel acciones remittere teneatur. Item volo & ordino quod si dictos executores meos, vel eorum aliquem, actione dicte executionis mee ultime voluntatis, dampna interesse, & costamenta aliqua sustinere contingat, que per retentionem fructuum dictorum castrorum, si indempnes valeant custodire, & si forte dicta castra non tenerent, volo quod heres meus eis, vel ei, teneatur plenarie reffortire, & eorum, seu alterius eorum, super hoc credere simpliciter juramento, juramentum pro plenaria probatione ex nunc eis & eorum cuilibet deferendo. Et si contingeret quod heres meus universalis, seu aliquis ex heredibus meis, vel ex legatariis quibuscumque venirent contra executionem meam, seu dictis executoribus meis, in facto executionis mee predictæ, nollent obtemperare, volo & precipio quod compellantur de plano, sine strepitu judiciorum & figura, per dominum regem Francie, ejus officiales, & per quamcumque curiam ecclesiasticam & mundanam. Et si aliquid dubium, vel obscurum, vel male ordinatum, seu deficere, vel super lite positum in hac mea voluntate ultima, dictis executoribus meis videatur, volo quod ipsi habeant plenam & liberam potestatem declarandi, interpretandi, corrigendi, determinandi, addendi, diminuendi, & quod eorum declaratio, interpretatio, additio, diminutio & correctio sit firma, & valida, & habeat perpetuam firmitatem, contradictione heredum meorum seu alterius ejuscumque ullatenus non obstante institutionibus tamen & substitutionibus predictis & donationibus factis per nos liberis, seu filii meis, & inter ipsos & eorum liberos, absque aliqua mutatione, declaratione, interpretatione, additione, diminutione & correctione permanentibus, prout sunt suprascripte, & etiam ordinate; quam nolo quod per aliquam potestatem dictis meis executoribus concessam ipsi possint in predictis institutionibus, substitutionibus & donationibus aliquid corrigere vel immutare. Volo etiam & ordino quod ballivus Matificonenfis qui pro tempore fuerit ad requisitionem dictorum executorum meorum seu duorum eorumdem, appellatione aliqua, non obstante ex mero officio, sine scriptis, simpliciter, & de plano, parte etiam non vocata, compellere valeat heredem meum universalem, & alios quoscumque heredes meos contraditores, seu rebelles dictis executoribus, ratione aliqua non obstante, ad observantiam omnium predictorum. Et cuilibet executorum meorum ducentas libras viennenses semel do & lego pro labore suo. Hæc est voluntas mea ultima quam, revocata omni alia, si unquam feci, volo valere jure testamenti in scriptis, vel jure testamenti nuncupativi, vel jure testamenti perfecti vel imperfecti, vel jure codicillorum, seu jure cujuslibet alterius ultime voluntatis, & jure divisionis factæ a patre inter liberos. Et si jure aliquo non valeret, volo & rogo venientes michi ab intestato, quod ex causa fideicommissi, hanc meam ultimam voluntatem teneantur attendere & fervare. Rogo autem testes presentes masculos & puberes & ad hoc specialiter vocatos & rogatos quorum nomina scripta videbuntur a tergo hujus carte, in qua hæc mea voluntas ultima continetur, ut in ea sigillent, subseribant per se vel per alium & signent, & super predictis testimonium prebibeant loco & tempore competentibus. Datum, & actum anno & die quibus supra. — (Archives de l'Empire, P. 1402 c. 1159).

Codicile de Jean I^{er}, comte de Forez.

In nomine Domini amen. Anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo tertio, die secunda mensis Julii. — Ego Johannes eomes Forensis, sanus mente per Dei gratiam, quamvis eger corpore, considerans quod voluntas hominum ambulatoria est usque ad mortem, & quod ego alias condidi testamentum meum in quo volo aliquid addere, mutare & detrachere. Idcirco presentes codicillos

meos facio & ordino in hunc modum. In primis cum, in tractatu matrimonii contracti inter Raynaldum filium meum & Margaritam filiam nobilis viri domini Philippi de Sabbaudia, principis Achaye, inter me & dictum principem, certe conventiones habite fuerunt, per quas teneor, & alitricus sum ego, & heres meus universalis, assignare certam summam annui redditus perpetuam dicto Raynaldo, in quibus conventionibus expresse actum fuit quod dicta assignatio fieret ad arbitrium & voluntatem meam, tam circa extimationem rerum & fructuum tradendorum quam aliter. Nec huc usque declaraveram de voluntate super hoc, idcirco, ipsam voluntatem meam declaro in modum qui sequitur. In primis quod dictus Raynaldus totam terram quam tenet nunc ad manum suam que fuit de successione & hereditate carissime consortis nostre domine Alafie de Vienneffo, quondam comitis Forenfis, videlicet castra & mandamenta de Mala Valle & de Ruppe Blavonenfi, & feuda infra ipsa mandamenta existentia cum omnibus redditibus, juribus & pertinentiis eorumdem remaneant dicto Raynaldo, una cum aliis castris & locis per me sibi assignatis. Et volo quod recipiat sextarium frumenti redditualis pro viginti quatuor solidis turonenfibus, & sextarium filiginis pro viginti solidis turonenfibus, & sextarium avene pro sex decim turonenfibus. Residua autem assignanda, videlicet denarii, galline, cuniculi & alia que cadent in assilia secundum extimationem communem que sit in assidendis redditibus in comitatu Forensi. Item si secundum extimationem predictam aliquid debeatur dicto Raynaldo ex forma dictarum conventionum, volo quod affideatur, & tradatur sibi in locis vicinioribus & competentibus in castris, villis meis, cum iurisdictione omnimoda, alta & bassa, iuxta formam dictarum conventionum, ad arbitrium exequutorum meorum vel duorum ex ipsis. Item volo quod omnia feuda, exceptis feudis Vallis Draconis & de Doifiaco, que remaneant dicto Raynaldo, & exceptis feudis existentibus in mandamentis dictorum castrorum assignatorum dicto Raynaldo, que proveniunt de hereditate dicte domine Alafie, sint & remaneant Guioto, filio meo & heredi meo universali. Et si forte, super predictis, questio vel dubitatio oriretur inter dictos Guiotum & Raynaldum, volo quod super hoc statueretur, declarationi & ordinationi exequutorum meorum vel duorum ex ipsis. Item volo quod legatum per me factum, jure institutionis, Johanni, filio meo, eidem remaneat, prout in testamento meo continetur, nonobstante aliqua ordinatione, vel alienatione quam ego fecerim ante, vel post dictum conditum testamentum meum, de aliquibus castris, vel rebus per me eidem legatis, jure institutionis, in predicto testamento meo, & ad hoc dampno heredem meum universalem predictum. Item volo quod arbitrium exequutorum meorum retribuaturservitoribus meis de quibus non ordinavi in testamento meo pro qualitate cujuslibet status & persone, & servitii & temporis quibus servierit michi; super quo onero conscientiam Guioti heredis mei universalis. Item, cum in dicto testamento meo, fecerim aliquos exequutores quorum aliqui, post ipsum testamentum, sunt mortui, nec plenam memoriam habeam de nominibus viventium, idcirco volo quod omnes nominati in ipso testamento remaneant exequutores prout in ipso testamento sunt nominati. Et loco defunctorum subrogatum dominum Arthaudum de Sancto Romano preceptorem Chasaleti, dominum Guillelmum de Verneto militem, dominum Matheum de Bosco Vario, legum professorem, Johannem Marefcalli domicellum & Guillelmum Fabri, clericum; quos convictum vel divisum habere volo per omnia eandem potestatem qualem dedi exequutoribus meis in dicto testamento. Item cum elegerim sepulturam meam in capella mea beate Marie Montsbrifonis, & modo, propter calores, posset esse periculum deportationis mei corporis, volo & ordino quod si ego decedam de presenti infirmate in qua jaceo, quod corpus meum deponatur & sepeliatur, per modum depositi, in ecclesia Sancti Johannis Ierosolimitani de Corbolio, ita quod carissimus amicus meus, dominus prior Francie, dicti ordinis, ipsum corpus meum teneatur tradere heredi, vel exequutoribus meis, vel decano & capitulo dicte capelle beate Marie, vel alterius eorum certo procuratori. Et volo quod hoc teneatur facere heres meus universalis, expensis suis, infra annum, post amotionem interdicti de terra mea. Volo etiam quod idem heres meus teneatur facere apportari corpus dicte consortis mee quod depositum fuit per me in monasterio Sancti Saturnini de Portu, Cluniacensis ordinis, Uticensis dyocesis, & quod taliter ordinetur quod corpus meum & corpus dicte consortis mee sepeliatur eadem die. Item, volo quod heres meus universalis teneatur tenere in scolis, secundum decentiam status

mei & ipforum, Johannem & Raynaudum filios meos naturales quamdiu fuerint idonei ad hoc. Et deinde volo quod teneatur providere eisdem in victu & vestitu donec provifum fit eis competenter in beneficiis ecclesiasticis, vel aliter, per ipsum heredem meum, de bonis patrimonialibus meis. Item volo quod Johannetam filiam meam naturalem teneatur alere, & ipsam in matrimonio, vel in religione collocare decenter, secundum statum & conditionem suam & meam. Item, do potestatem plenariam dilectis & fidelibus meis magistris Stephano de Willaribus & Girardo de Rumano, & domino Petro de Crespinges militi, vel duobus ipforum, incontinenti post mortem meam, omnes vestes meas distribuendas inter servitores meos. Item volo & ordino quod equi vel runcini remaneant, & sint proprii illorum servitorum & familiarium meorum quibus assignavi; palefrescos vero fomerios alios, runcinos & equos meos residuos una cum vaissellamenta mea argentea & aurea, exceptis joalibus, volo vendi per Arthaudum magistrum, clericum & Perrotum Baronem, valletum meum, de consilio predictorum, vel duorum ipforum, pro expensis & omnibus depositionis corporis mei, & aliorum incumbentium supportandis; & pecunia, si qua penes me inveniatur tempore mortis mee, committatur etiam in predictis expensis solvendis; & si ista non sufficerent ad predicta perficienda, illud quod deficiet, heres meus universalisolvere teneatur. Item cum ego filiis meis naturalibus, & legitimis, & eorum filiis morientibus sine liberis suo proprio corpore procreatis, substituerim in bonis & hereditate mea, bone memorie dominum Guichardum, dominum Bessijoci & ejus filios mafculos, substitutionem ipsam revoco, & anullo, & ipsam volo habere roboris firmitatem etiam si casus predictus eveniret. In quorum robur & testimonium sigillum meum presentibus literis, seu codicillis meis, duxi apponendum. Datum apud Corbodium, presentibus testibus ad hoc vocatis & rogatis, dilectis & fidelibus meis magistris Stephano de Villaribus, Girardo de Rumano, jurisperito, domino Petro de Crespinges, milite meo, magistris Petro Chalchat & Johanne de Ligones, magistris in medicina, magistro Hugone de Chavalleria & Guillemo de Volobro, feutifero meo, die secunda mensis Julii, anno Domini M^o CCC^o tricesimo tertio. Item volo, declarando predictam clausulam de predictis feudis terre Malevallis, que sunt dicte confortis mee, quod ipsa omnia feuda & retrofeuda, ubilibet constituta, proveniant ad dictum Raynaldum, & remaneant sua, hoc salvo & exceptato quod si feudum castrum de la Feys, Ancienfis dyocesis, quod domina Beatrix, domina de Argentario, tenet a nobis, appareat non esse de feudo archiepiscopi & ecclesie Viennefis, quod in illo casu ipsum feudum remaneat penes comitem Forenfem. In casu vero in quo dictum castrum non appareret esse de feudo archiepiscopi & ecclesie, volo quod remaneat dicto Raynaldo. Datum & actum ibidem quo ad istam ultimam clausulam, anno & die quibus supra, presentibus testibus ad hoc vocatis & rogatis, predictis magistro Girardo de Rumano, Guillemo de Volobro, Johanne de Sancto Lippo, Lingonis dyocesis, barberio nostro, Denifeto de Loco, Amandi Britonis, camerario & Adrea Chandelli de Chamberone, Lugdunenfis dyocesis. — (Arch. de l'Emp. P. 1370. c 1910).

N^o 92. — *Note du dernier testament du comte Jean I^{er}.* — Tirée de l'ancien inventaire latin des Archives de Forez, fol. 59.

Littera testamenti domini Johannis comitis Forenfis cujus hæres Guyotus ejus filius conditur die vi^a Augusti anno millesimo trecentesimo trigesimo secundo.

N^o 93. — *Fragment du même testament du comte Jean I^{er}.* — Extrait de l'acte authentique de *Vidimus* qui s'en lit aux Archives de l'abbaye de Bonlieu en Forez, où sont rappelées en latin *Clausula quædam testamenti bonæ & laudabilis memoriæ viri magnifici & potentis domini Joannis, quondam comitis Forenfis.*

Monasterio monialium Boni Loci centum solidos annui redditus pro quinque anniversariis in die

obitus mei & quatuor sequentibus do & lego &c... In residuo autem & aliis bonis meis mobilibus & immobilibus, juribus & actionibus, castris, villis, homagiis, jurisdictionibus, feudis, retrofeudis & juribus quibuscumque mihi hæredem universalem instituo Guyotum filium meum.

N^o 94. — *Procuracion pour le transport & conduite du corps d'Alice de Viennois, comtesse de Forez, du lieu où elle étoit décédée, en l'église collégiale de Notre Dame de Montbrison où elle avoit élu sa sépulture.* — Extraite de l'acte original qui en est aux Archives de ladite église sous ce titre latin mis au dos : *Procuratio pro transportatione corporis, inclita recordationis, dominæ Alaxiæ, quondam comitissæ Forensis.*

Nos Joannes, comes Forensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod nos facimus & creamus, constituimus & ordinamus certos & indubitatos procuratores nostros, magistrum Girardum de Rumano, judicem nostrum Forensensem, dominum Joannem de Kariloco, dominum Raynaudum de Langes, canonicos ecclesiæ beatæ Mariæ Montisbrisonis, dominum Petrum de Cruzilia, dominum Andræam de Tribus Petris, presbiteros, Joannem de Manfo, Stephanum de Bargiis & Raymundum d'Apinac, domicellos, & quemlibet eorum in solidum, ita quod non sit melior conditio primitus occupantis ad petendum, exigendum, recipiendum & transferendum, nomine nostro & pro nobis, corpus & ossa inclitæ recordationis dominæ Alaxiæ de Viennensio quondam comitissæ Forensis, dilectæ & carissimæ consortis nostræ, sepultum & sepulta in ecclesia prioratus Sancti Saturnini de Portu, coram religiosis viris dominis priori & conventu Sancti Saturnini de Portu prædictis, & coram aliis iudicibus ecclesiasticis & secularibus quibuscumque, dantes & concedentes eisdem procuratoribus nostris, & cuilibet eorum in solidum, plenam, generalem & liberam potestatem ac speciale mandatum petendi, exigendi, quandocumque sibi placuerit & viderint expedire, exhumandi & extrahendi corpus & ossa præfata dominæ Alaxiæ, sepultæ in dicta ecclesia, ab eadem ecclesia & recipiendi & transferendi idem corpus & eadem ossa, de dicto prioratu, in Forisium, ad ecclesiam nostram beatæ Mariæ Montisbrisonis, ubi suam elegit sepulturam, & ibidem tradendi eadem ecclesiasticæ sepulturæ, & super prædictis agendi, excipiendi, replicandi, item seu lites contestandi, de calumnia seu de veritate dicenda, in conscientiam nostram jurandi, testes & instrumenta producendi, sententiam seu sententias interlocutorias seu definitivas, unam vel plures semel & pluries levandi & a dictis appellandi semel & pluries, & apellationem proseguendi, alium seu alios procuratores loco sui substituendi, & demum omnia alia dicendi & faciendi quæ nos facere & dicere possemus in præmissis & præmissa tangentibus, si presentes essemus, ratum, gratum & firmum habentes & perpetuo habituri quidquid per dictos procuratores nostros, seu alterum eorumdem, & per substitutum, seu substitutos ab eisdem, seu eorum altero, super prædictis & prædicta tangentibus nomine nostro, actum fuerit seu gestum &c. Et hæc omnia & singula illis quorum interest, vel interesse poterit, volumus per presentes litteras fieri manifesta, quibus sigillum nostrum apponi fecimus in testimonium omnium præmissorum. Actum & datum die dominica post brandones, anno Domini m^o cc^o xi^o.

N^o 95. — *Cote de titre d'un vieux inventaire latin des Archives de Forez duement signé, faisant mention des trois derniers enfants du comte Jean I^{er} & d'Alice de Viennois, pour Renaud & Jean de Forez second & troisième de leurs fils.* — Ledit inventaire cote le titre latin folio 45 v^o in area signata per C.

Littera promissionum factarum inter dominum Raynaudum & Joannem filios domini Johannis, comitis Forensis, invicem factarum. quod neuter ipsorum contra ibit ordinationi seu testamento

dicti domini Johannis, ipforum patris, de bonis mobilibus & immobilibus ipsius patris, & de bonis & hæreditate quæ quondam fuit dominæ Alifæ de Vianefio, comitiffæ Forenfis, matris quondam antedictorum Reynaudi & Joannis.

Nº 95 bis. — *Promesse réciproque de Renaud & de Jean, fils de Jean, comte de Forez, d'observer le testament de leur père.*

In nomine Domini, amen. Tenore prefentis publici instrumenti cunctis pateat evidenter quod, anno ejusdem Domini millesimo trecentesimo vicesimo tertio, indictione septima, mensis februarii die quinta decima, pontificatus sanctissimi patris domini Johannis, divina providencia, pape xxi. anno octavo, in mei notarii publici & testium infracriptorum presentia personaliter constituti nobiles viri domini Reynaudus & Johannes, filii magnifici viri domini Johannis, comitis Forenfis, majores etiam quatuordecim annis, ut afferebant, sponte, ad hoc, non vi, dolo, metu aut aliter, fed ex eorum mera voluntate ducti, habita etiam per ipsos super infracriptis deliberatione pleniori, ut dicebant, per eorum juramenta super sancta Dei euangelia ab eis corporaliter prestita juraverunt & jurant fe, pro se, heredibus & successoribus suis inperpetuum tenere & inviolabiliter observare voluntatem, dispositionem & ordinationem dicti domini comitis Forenfis, patris eorum, per quemcumque modum, vel donationis inter vivos, aut in testamento, seu ultima voluntate ejusdem patris sui, & extra dictum testamentum, seu ultimam voluntatem, ante etiam hujusmodi testamentum, seu voluntatem ultimam & post ipsum testamentum, seu ipsam voluntatem ultimam, aut aliter factam & faciendam, ordinatam & etiam ordinandam de suo comitatu Forensi, & rebus ac bonis suis aliis quibuscumque mobilibus & immobilibus, habitis & habendis, acquisitis & acquirendis, & aliis presentibus & futuris, necnon & de bonis & hereditate, que quondam fuerunt bone memorie domine Alayfic de Vianefio, comitiffæ Forenfis, matris quondam antedictorum Reynaudi & Johannis, michi notario publico infracripto stipulanti, vice & nomine dicti domini comitis & omnium & singulorum quorum intereff vel intererit, promittentes per prestita eorum juramenta ac sub obligatione omnium bonorum suorum quorumcumque mobilium & immobilium, presentium & futurorum, ubicumque sint & poterint inveniri, se & eorum heredes & successores contra predicta, vel aliquod predictorum per fe, vel per alium, seu alios, jure aliquo, ingenio, aut cautela aliqua, non venire in futurum, renunciantes etiam penitus & expresse omnibus & singulis privilegiis & graciis per quoscumque ipsi qualitercumque & sub quacumque verborum forma expressis, concessis & concedendis, indultis & indulgendis, omnibus & singulis exceptionibus & defensionibus juris & facti & specialiter juri dicenti generalem renunciationem non valere & etiam omnibus & singulis aliis que contra prefens instrumentum vel aliqua de contentis in eo possent opponi in futurum quomodolibet, sine dici, seque & suos supponentes jurisdictioni curie domini officialis Lugdunenfis ac jurisdictioni cujuslibet alterius judicis cujuscumque jurisdictionis, conditionis aut status existat, quantum ad observanciam omnium & singulorum premifforum. Acta fuerunt hec Parisius, in vico Cithare, ultra Parvum Pontem, in domo quam inhabitant Reynaudus & Johannes predicti, videlicet in camera seu habitatione dicti Reynaudi, anno, indictione, die, mense & pontificatu predictis, circa horam vespeream, presentibus venerabilibus & discretis viris dominis Henrico de Ruppelfort, canonico Lugdunenfi & Stephano de Vilers, cantore Montis Brifonis, dyocessi Lugdunenfi, testibus ad premissa vocatis & specialiter rogatis. — Et ego Petrus Divitis, clericus Aurelianensis dyocesis, publicus apostolica & imperiali auctoritate notarius, premiffis omnibus & singulis, dum agerentur, una cum dictis testibus interfui; ideo ea omnia in hanc publicam formam redigendo hic me subscripsi & signum meum confuetum in testimonium premifforum apposui requisitus & rogatus (1). — (Arch. de l'Emp. P. 1394^e cote 134).

(1) Il résulte de diverses chartes d'acquisition que l'hôtel que possédoient à Paris les comtes de Forez, hôtel commencé en 1320,

par Jean I^{er}, & complété par Guy VII, étoit circonscrit par les rues Pierre Sarrazin, de la Harpe & des Deux-Portes: & par conséquent

N° 95 ter. — *Charte relative au mariage de Renaud de Forez & de Marguerite de Savoie.*

In nomine Domini amen. Per hoc prefens publicum instrumentum cunctis presentibus pariter & futuris, universis & singulis appareat evidenter, quod, habito tractatu de sponfalibus & matrimonio contrahendis inter nobilem Raynaudum de Forisio, natum illustri, & magnifici viri domini Johannis, comitis Forensis, ex una parte, & nobilem Margaritam filiam illustri & magnifici viri, domini Philippi de Sabaudia, principis Achaye, ex altera, reverendus in Christo pater dominus Petrus de Sabaudia, Dei gratia Lugduni archiepiscopus & comes, & dominus Bonifacius de Montebello, miles, procuratores & nomine procuratorio dicti domini principis, prout in quodam instrumentum publico confecto, & signato per manum Nicholi Marqueti auctoritate imperiali publici notarii, ut ferie dicti instrumenti apparebat, & magno sigillo dicti domini principis, ut prima facie apparebat, sigillato, cujus instrumenti tenor inferius est insertus: Dicti, inquam, procuratores procuratorio nomine predicto constituti coram me Petro Bruni de Sancto Symphoriano Caltri clerico, auctoritate regia publico notario, in presentia testium subscriptorum, diebus & locis subscriptis, anno ab incarnatione Domini ccc^o vicesimo quarto currente, indictione septima, serenissimo principe domino Karolo Dei gratia Francorum & Navarre rege regnante, ab contemplationem matrimonii contrahendi, inter dictos Raynaudum & Margaritam, donaverunt, dederunt, constituerunt, & assignaverunt, nomine procuratorio antedicto, dicto nobili Raynaudo, necnon dicto domino comiti patri suo, quantum ipsum tangit & tangere potest, & debet, jure proprie potestatis, & michi notario publico predicto presenti recipienti, & sollempniter stipulanti, donationem, promissionem, constitutionem & assignationem hujus modi dotis predictae nomine & ad opus dictorum patris, & filii, & cujlibet eorumdem in dotem pro dote, & ex causa & nomine dotis ipsius Margarete, quatuordecim milia florenorum de Florentia boni, fini & puri auri, legitimi cursus, ponderis & valoris. Quam summam & quantitatem florenorum auri predictorum, promiserunt dicti domini archiepiscopus, & Bonifacius procurator, & nomine procuratorio predicto dicti domini principis Achaye, coram me notario predicto presenti, stipulanti sollempniterque recipienti nomine & ad opus dictorum domini comitis, & Raynaudi & cujlibet eorumdem, prout quemlibet eorum tangere potest & debet, per sollempnem stipulationem, & per pactum expressum, & sollempni stipulatione vestitum, videlicet: dictus dominus archiepiscopus, in presentia sanctorum evangeliorum, & dictus dominus Bonifacius, ipsis sacrosanctis evangelii corporaliter manutactis, & ipsi ambo insimul, & uterque eorum in solidum, nonnominibus procuratoris antedicti, in animam dicti domini principis, & sub obligatione omnium bonorum mobilium & immobilium ejusdem domini principis presentium & futurorum quorumcumque, reddere & solvere apud Viennam dictis domino comiti Forensi & Raynaudo filio suo predicto, aut eorum alteri, vel eorum, seu alterius ipsorum mandato, in quantum quemlibet ipsorum tangit, in pace, sine lite & contradictione aliqua, terminis & solutionibus infra scriptis: videlicet tria milia florenorum predictorum statim in contractu matrimonii dictorum Raynaudi & Margarete, & ipso matrimonio jam contracto & celebrato per consentum Raynaudi & Margarete predictorum, & ex tunc singulis annis subsequentibus, anno quolibet revoluto, duo milia florenorum predictorum quousque de predicta quantitate, & summa florenorum predictorum domino comiti Forensi, vel ejus filio predicto, aut eorum alteri, prout quemlibet eorum tangit, fuerit integre & plenarie satisfactum, una cum dampnis interesse & costamentis, que dictus dominus comes Forensis, & Raynaudus ejus filius, vel alter ipsorum, seu alterius ipsorum mandatum, simplici verbo suo, sine juramento & alia probatione dixerint se fecisse, incurrisse, substinuisse, aut alias importasse ratione & pretextu dicte quantitatibus sive summe florenorum predictorum, ut

qu'il se trouve en face des ruines du palais des Thermes. L'ancien cimetière des Juifs qui s'étendait, en 1817, de belles inscriptions hébraïques, en dépendait. Ce cimetière avait été donné, en 1111, par Philippe-le-Bel, aux religieuses de Poissy. Le comte Jean l'

l'acquiesce d'elle, dix ans après, en échange de son manoir appelé de la Picardie, situé dans la paroisse de St-Fiacre, diocèse de Meaux. — (V. Arch. de l'Emp., Cart., P. 1174 c. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 118. 119.) (Note de M. Guigue.)

dictum est, bene, legitime & integre non solutorum terminis, loco, & solutionibus antedictis. Cui simplici verbo detulerunt & volunt deferri dicti domini archiepiscopus & Bonifacius nominibus quibus supra, ex tunc prout ex tunc, & ex tunc prout ex nunc, in modum plene & integre probationis dampnorum & interesse predictorum. Preterea dicti domini archiepiscopus, & Bonifacius procurator antedicti, coram me notario publico presenti, stipulanti sollempniter & recipienti nomine ad opus dictorum domini comitis & ejus filii, dederunt, constituerunt & assignaverunt omnia bona, hereditatem & jura existentia seu situata circa montes, versus partes Arvernie, Champanie, Francie, vel alibi, circa montes ubicumque, jure successione matris, vel alio quocumque jure, in bonis maternis matris ipsius Margarite, ipsi Margarite, seu dicto domino principi competenti, & competituro quoquomodo, ita quod dictus dominus princeps teneatur & debeat tradere eidem domino comiti & Raymundo omnia instrumenta & omnes litteras si que, vel quas dictus dominus princeps habeat de & super bonis, & redditibus existentibus in locis predictis, que facere poterunt & juvare super recuperatione bonorum & reddituum predictorum. — Subsequentibus vero anno & indictione predictis, die & loco infra scriptis, coram me notario antedicto, & in presentia testium subscriptorum personaliter confitutus vir illustris & potens dominus Johannes, comes Forensis, dedit, donavit, concessit, tradidit seu quasi, & deliberavit, post mortem naturalem ipsius domini comitis, videlicet ex nunc prout ex tunc, prefato Reynaudo filio suo, tanquam benemerito, & contemplatione dicti matrimonii, & pro omni jure, portione & jure legitime sue, & alio jure quocumque sibi competenti & competituro in bonis & hereditate ipsius domini comitis, patris sui, post mortem naturalem ipsius domini comitis, terram que quandam fuit illustris domine Alefie, matris sue, quandam ipsius Reynaudi, quam terram habuit in dotem idem dominus comes a dicta domina Alafia, matre dicti Reynaudi, exceptis feudis de Argentario, que feuda tenet in feudum dominus de Argentario a domino comite antedicto Vallis Draconis & Doyfiaci; promissique dictus dominus per sollempnem stipulationem, prout supra, quod ipse supplebit dicto Raynundo filio suo usque ad valorem duorum milium librarum Turonensis annui redditus ad valorem, juxta communem estimationem, & dicta terra materna ad hoc non sufficeret, ita quod in estimatione reddituum non computabuntur in aliquo feuda, retro feuda, nec edificia. — Et promissit dictus dominus comes, prout supradictum, supplementum facere in castris & villis Sancti Germani Vallis cum jure suo quod acquisivit a domino Arthauda de Sancto Germano & Sautrenonis, pro jure suo Bussiacy & Claypiacy, Bellegarde & de Fayno; mandamenta tamen trium castrorum predictorum, videlicet Sancti Germani, Bussiacy, & Sautrenonis se extendent usque ad aquam seu rivum Dyfablo, & prout dictus rivus subintrat rivum de Heys, & inde dictus rivus subintrat flumen Ligeris. Et ex nunc prout ex tunc idem dominus comes, post mortem suam naturalem, in dictum filium suum, predicta castra & villas cum eorum jurisdictionibus, mandamentis, territoriis, mero, & mixto imperio, exceptis feudis, retrofeudis, & eorum pertinentiis universis, & cum omni integro statu suo, & limitabuntur eorum territoria, cum territorio vicinorum castrorum que remanebunt dicto domino comiti. Ita quod infra dictorum castrorum & villarum territoria & mandamenta, dicto domino comiti nichil remanebit, exceptis feudis superius exceptatis & excepto feudo quod tenet domina Belliprandii de Sancto Germano Vallis a domino comite antedicto, & excepto feudo, reforto & superioritate qua dictus dominus comes pro se & suis successioribus, comitibus Forensibus, retinet in predictis, & excepta garda prioratus de Pomeris, que ex conventionibus separari non potest a comitatu Forensi, & aliarum gardarum, si reperiuntur habere similes conventiones. Et ex nunc voluit dictus dominus comes quod omnes vassalli tenentes feuda in terris, villis, castris & mandamentis predictis, faciant recognitionem & prestant homagia debita pro dictis feudis dicto filio suo, post mortem tamen ipsius domini comitis. Mandans & precipiens per presentes dictis vassallis & feudariis ut ipsi predicta homagia & feuda filio suo prestant & faciant. Item fuit actum & in pactum deductum inter partes predictas quod, si dictus dominus comes eastrum suum d'Esotay, una cum mero & mixto imperio & omnimoda jurisdictione, & integro statu suo, & suis juribus & pertinentiis universis, vellet assignare dicto Raynundo filio suo, & tandem, modo quo supra, & ex causis predictis superius assignatis, idem dominus comes possit retinere unum

de castris superius nominatis loco dicti castris d'Escotay, dum tamen illud retineat quod dominus archiepiscopus & comes Lugdunensis eligerit retinendum. Quam electionem dictus dominus archiepiscopus facere teneatur statim cum per ipsum dominum comitem fuerit requisitus, ita tamen quod nichilominus predicta assignatio duorum milium librarum turonensium perfecte & plenarie fiat, prout superius dictum est conventum. — Item promisit per stipulationem sollempnem, & pro jure idem dominus mihi notario, tanquam persone publice stipulanti, ut supra, quod ipse procurabit cum effectu, & nunc voluit & concessit quod, si Guiotus de Forisio, primogenitus dicti domini comitis, decederet sine herede masculino de suo proprio corpore, & de legitimo matrimonio procreato, vel etiam ejus liberi masculi decederent sine liberis masculis legitimis, si quos habuisset, idem Guiotus, superflite dicto Raynaudo, quod dictus comitatus perveniat pleno jure ad dictum Raynaudum. Si autem contingat dictum Raynaudum decedere sine liberis masculis legitimis fuit conventum quod terra sibi assignata ad dictum Guiotum vel ejus filium superflitem deveniat & redeat pleno jure, excepto dotalitio assignato dictæ Margarete in dicta terra, durante tempore dicti dotalitii, prout inferius continetur; si autem dicto Guioto vel ejus filii masculinis legitimis, uno vel pluribus, dicto domino comite superflite & habente filium masculinum, quod ipse dominus comes de bonis & comitatu suis possit ordinare ipsa bona suo proprio filio dimitendo, ita tamen quod filio masculino dicti Raynaudi superfliti, teneatur in illo casu dimittere & assignare, ultra portionem jam sibi assignatam, mille libratas terre juxta estimationem & modum juxta quam assignanda est alia terra dicto Raynaudo, & ex nunc prout ex nunc dicto filio masculino in casu predicto dictas mille libratas terre concedit, prout melius de jure potest, salvo & retento ipsi comiti, & ejus successoribus comitibus Forensibus, in predictis mille libratas terre, feudo, superioritate, & reforto prout retentum est in terra sibi assignanda. Item etiam quod non extantibus filiis masculis legitimis ex dicta Margareta & dicto Raynaudo, & extantibus filiis masculis ex aliquo filiorum masculorum dicti domini comitis legitimis, quod dicta terra dicti Raynaudi redeat ad filios masculos dicti filii masculi dicti domini comitis, excepto dotalitio dictæ Margarete pro parte & tempore inferius declaratis. Ita tamen quod heres seu filius ad quem redibit dicta terra, teneatur dotare filias dicti Raynaudi, si extarent, vel ipsis filiabus alias honorifice providere, prout ipsi comiti secundum decentiam & statum dictarum filiarum videbitur faciendum, aut etiam ordinandum. Ipso vero Guioto vel alio in quo dictus dominus comes in casu predicto ordinaret de comitatu, in persona alterius quam dicti Guioti decedente vel decedentibus, nullis filiis masculis existentibus, vel superflitis & ex legitimo matrimonio procreatis, post domini comitis decessum, quod, eo casu, comitatus & hereditas dicti domini comitis ad dictum Raynaudum superflitem, & si non superesset, ad ejus liberos masculos legitimis suscipiendis ex dicta Margareta perveniat, ita tamen quod primogenitus dictæ Margarete quem suscipiet a dicto Raynaudo, succedat in totum in predictis terra, castris, villis & pertinentiis, & in comitatu Forensi in casu predicto. Item cum dictæ Margarete assignata & constituta fuerint in dotem, pro dote & nomine dotis ipsius Margarete, dicto Raynaudo & dicto domino comiti ejus patri, prout quemlibet eorum tangit, quatuordecim milia florenorum, quam constitutionem dotis predictæ predicti comes & Raynaudus confessi fuerunt coram me notario publico antedicto legitime fore factam. Idem dominus comes & Raynaudus promiserunt sollempniter coram me dictam summam precuniarum, in casu restitutionis, videlicet in omni casu & eventu in quo dotis repetitio locum habet, reddere, solvere, & restituere dictæ Margarete vel suis, illi, seu illis, cui vel quibus predicta dos debebit in posterum devenire, excepta quarta parte que lucro dicto Raynaudo debet cedere per modum & ad terminos inferius adnotatos: videlicet quod extantibus liberis masculinis ex dicto Raynaudo & dicta Margareta legitime procreatis fiat restitutio de mille florenis auri per annum, & sit de anno in annum, soluto matrimonio, anno quolibet revoluti, usque fuerit de dicta totali summa integre satisfactum. Non extantibus vero liberis masculis ex eisdem futuris conjugibus legitime procreandis, fiet restitutio, per annum, duorum milium florenorum; & sic deinceps, anno quolibet revoluti, donec fuerit plene & integre restituta cum dampnis, interesse & costamentis, que dicta Margareta vel sui, ille seu illi, ad quem seu ad quos dicta dos debebit restitui, simplici verbo sive juramento vel alia

probatione dixerit se fecisse, vel alios incurrisse occasione dictæ summe pecunie, ut dictum est minime restitute. Item fuit actum coram me notario, & in pactum expresse deductum quod, pro & nomine dotalitii, dicta Margarita post decessum dicti Raynaudi, quod Deus advertat, dicta Magareta superflite, vivente dicto domino comite, habeat quartam partem terre assignande dicto Raynaudo, & eandem quartam habeat partem pleno jure cum mero & mixto imperio, & omnimoda jurisdictione, feudis, & retrofeudis, & cum omni integro statu pro dotalio & nomine dotalitii quamvis fuerit in humanis & non ultra; mortuo vero dicto domino comite, si superesset filius masculus ex ipsa & marito suo eodem modo, dicta Margarita dictam habeat partem Raynaudo assignande nomine dotalitii. Si tamen contingeret, ipso domino comite mortuo, non superesse filios masculos ex dictis Raynaudo & Margarita, in illo casu percipiat dicta Margarita medietatem dictæ terre, pro dotalio ad vitam ipsius duntaxat. Acto etiam & in pactum expresse deducto, sollempni & valida stipulatione vallato inter procuratorem principis & comitem, coram me notario publico, quod in casu restitutionis dotis dictæ Margarite, videlicet soluto matrimonio post mortem naturalem alterius eorumdem Raynaudi & Margarite, quod ex tunc quarta pars dotis in pecunia numerata constituitur penes dictum Raynaudum maritum suum, remaneat, & illam quartam partem Raynaudus habeat, & lucretur absque aliqua restitutione faciendi. Predicta tamen terra dotalis, in casu restitutionis dotis integraliter & sine diminutione aliqua dictæ Margarite, vel ejus heredi restitatur si eam habere potuerit dictus Raynaudus, ita tamen quod, durante dicto matrimonio, fructus ejusdem terre perceptos suos faciat dictus Raynaudus, promiseruntque dicti domini archiepiscopus & comes Lugduni & Bonifacius de Montebello, miles, procuratores & nomine procuratorio dicti domini principis, & dictus dominus comes Forensis suo nomine, per mutuas stipulationes, hinc & inde michi predicto notario stipulanti ut supra, predicta omnia & singula attendere, complere perpetuo, firmiter & inviolabiliter observare, & se contra predicta de cetero non venire. Preterea vero idem dominus Petrus de Sabaudia, archiepiscopus & comes Lugduni, adhuc suo nomine, coram me constitutus pro predicta quantitate florenorum, ad requisitionem domini Bonifacii procuratoris, fideiussorem pro dicto domino principe penes ipsum dominum comitem & Raynaudum ejus filium se constituit scienter & spontanea voluntate, & promisit idem archiepiscopus & comes Lugduni michi prefato & predicta quantitate florenorum eidem domino comiti, & Raynaudo filio ejus, facere garantum suum apud Viennam. secundum solutiones & terminos antedictos, si dictus princeps deficeret in premissis solutionibus, & predicta omnia & singula predicto domino comiti, & ejus filio, per prefatum principem attendere firmiter & inviolabiliter observare; supponens se idem dominus archiepiscopus & comes Lugduni & ejus bona jurisdictionibus & coercionibus quibus ipse & dominus Bonifacius se supposuerint, preterquam jurisdictioni camerarie & camerarie domini pape. Renunciaverunt siquidem dicti archiepiscopus & Bonifacius & comes omnibus exceptionibus, privilegiis & statutis &c. — Datum quoad concessionem & receptionem dominorum comitis Forensis, & Bonifacii de Montebello, apud Montembrissonem, in domo dicti domini comitis, decima die mensis junii, anno & indictione predictis. presentibus testibus reverendo in Christo patre domino Henrico Dalphini electo Metensi, dominis Bertrando domino de Rota, Gratono domino de Clayreci, militibus, dominis Matheo de Bosco Vario, Petro Calvi, legum professoribus, etiam & domino Johanne de Allodiis, legum professore. magistro Girardo de Rum, Johanne Marefcalci domicello, & Guillelmo Fabri clerico.

Sequitur tenor procuratorum dominorum archiepiscopi & Bonifacii de verbo ad verbum: In nomine Domini amen. Anno ejusdem m^o ccc^o xxiii^o, indictione septima, die Jovis tertio mensis Maii, in castro Pynayrolensi, presentibus testibus infra scriptis, illustri & magnifico vir dominus Philippus de Sabaudia, princeps Achaye, fecit, constituit & ordinavit, prout melius potuit, suos certos & legitimis procuratores: Illustrem, & reverendum virum dominum Petrum de Sabaudia, archiepiscopum & comitem Lugdunensem, fratrem suum & nobilem virum, & Bonifacium de Montebello, militem absentem tanquam presentem, & quemlibet ipsorum, ita quod non sit melior conditio occupantis, sed quod unus inceperit, possit alius perficere & explere ad tractandum, firmandum, perficiendum, & complendum matrimonium inter illustrem dominam Margaritam de Sabaudia, natam ipsius domini

principis, & illustrem Raynaudum de Forisio natum illustris domini Johannis, comitis de Forisio, & ad constituendam dotem ipsius Margarite & promittendum, obligandum & jurandum pro ipso domino Philippo, & in ejus animam, & pacta, & conventiones faciendas, & generaliter ad omnia alia & singula facienda que in predictis, & circa predicta possent fieri, & fuerint opportuna, dans & concedens predictis procuratoribus suis & cuilibet ipsorum in solidum ad predicta speciale mandatum, cum libera & generali administratione; promittens idem dominus princeps michi notario infra scripto se perpetuo firmum & ratum habiturum & observaturum integre, & perfecte quecumque per dictos procuratores fuerint promissa, gesta & jurata... Et in testimonium & robur omnium premisorum prebens instrumentum nostro majore sigillo jussimus sigillari. Interfuerunt testes rogati dominus Augustinus de Mediis Barbis, Huro Alens de Alba, & Franchiquernus de Castello Aynaldo, & ego Nicholinus Marqueti, imperiali auctoritate notarius, hiis presentibus, vocatus & rogatus interfui, & hanc cartam scripsi, & meo signo confucto signavi. Deinde anno & indictione quibus supra, decima quinta die mensis junii continue sequenti, in portu Frens fluminis Sagane, subtus Villam Francham, in presentia prefati mei notarii, & testium subscriptorum, videlicet domini Guillelmi de Bellijoco, canonico Lugdunensi, Hugonis Charpinelli, Hugonis Chantelli, & Mileri de Baynells, domicelli, personaliter propter hæc constitutus, illustris & potens vir dominus Guichardus, dominus Bellijoci, ad requestam dicti domini Bonifacii de Montebello, procuratoris dicti domini principis, pro ipso domino principe fidejussorem se constituit penes dictum dominum comitem Raynaudum ejus filium, me predicto notario publico stipulante... Constituit se etiam fidejussorem penes dictum principem & Margaritam ejus filiam pro predicto comite Forensi, promittitque etiam idem dominus Bellijoci coram me notario... elapsis dictis terminis solutionis & restitutionis dotis predictæ, statim ad requisitionem cujuslibet partium facere garantum cuilibet partium de predicta quantitate florenorum, secundum terminos antedictos, & loco predicto venire in persona propria, seu mittere duos milites ad obstagia in civitate Lugduni, & eadem ibidem mittere, & teneri facere predictos duos milites ad expensas dicti domini Bellijoci, & exinde non recedere permittere dictos duos milites absque licentia cujuslibet partium predictarum, seu donec satisfactum fuerit cujuslibet earundem partium, videlicet in solvenda dicta dote, & eadem restituenda de predicta quantitate florenorum secundum terminos supradictos, ut superius est expressum, supponens se.... Item anno & indictione predictis, die decima nona junii continue subsequenti, coram me propter hæc specialiter constitutus vir magnificus & potens dominus Ydoardus, comes Sabaudie, apud Burgetum, in domo ipsius domini comitis, presentibus domino Aymone de Sabaudia, domino Petro Breysfent, & domino Othone de Chandeya, militibus, & Petro de Claramonte jurisperito, ad requestam domini Bonifacii procuratoris, fidejussorem se constituit pro ipso domino principe, promissitque dictus dominus comes de Sabaudia coram me notario facere garantum suum dicto comiti & ejus filio infra unum mensem post requisitionem ipsorum domini comitis & ejus filii... elapsis terminis solutionum, &... supponens se.... Item anno & indictione predictis die prima mensis Julii continue subsequenti, coram me notario, in presentia testium infra scriptorum, videlicet nobilium & discretorum virorum Petri Guigonis, jurisperiti, de Castro Novo, Dalmaceno Guillelmi de Picthavia dicti Boloigna, domini Alanzonis, Aymazonis de Champeyo, domicelli, & Jacobi de Playzanza de Baya, apud Castrum Novum Dalmacenum, in domo Guillelmi Bastardi de Picthavia, illustris & potens vir dominus Aymar de Picthavia, primogenitus comitis Valentiniensis personaliter propter hæc constitutus, ad requisitionem & mandatum Francisci de Castro Aynaudi, domicelli dicti domini principis diocesis Taurinensis, procuratoris ejusdem principis, ut mihi constat de procuratoribus per quoddam publicum instrumentum auctoritate imperiali confectum, manu Symonis de Canalibus, sub data anni, indictione predictorum, videlicet die vicefima junii, pro predicta summa & quantitate florenorum auri predicto domino ad preces & rogatiam dicti domini comitis penes dictum dominum principem & Margaritam ejus filiam, fidejussorem se constituit & promissit &.... facere garantum suum de dicta quantitate auri dicto domino comiti &... Item anno & indictione predictis secunda die Julii apud Castrum Novum d'Yfera, vir illustris dominus Aymar dominus de Rossellione ad preces & rogationem dicti domini comitis coram me notario &... de & pro predicta

dote restituenda dictæ Margarite &... promisit &... facere garantum suum dictæ Margarite &... supponens &... presentibus testibus Guioneto Sarrini, Hugone Aymari, Girino de Laufacio, domicellis, & Symone de Canalibus, clerico, comiti & Raynaudo ejus filio vel eorum alteri, statuis terminis superius declaratis, perfolvendum penes eisdem dominum comitem & ejus filium necnon & de & pro eadem summa florenorum predictorum restituenda illi seu illis, cui vel quibus debebit dicta dos imposterum devenire in omni causa & eventu in quo dotis repetitio locum habebit ad preces &... Item anno & indictione predictis tertia die mensis Julii apud Anio coram me & testibus infra scriptis: videlicet Humberto de Tremans, domicello, Francisco de Castro Aynaudi, Hugonis Perini de Renoysson, d'Anio & Symone de Canvali, clerico, vir nobilis Girardus, dominus d'Anio, ad mandatum Bonifacii procuratoris dicti domini principis propter hoc constitutus scienter & sponte pro dicto domino principe, pro dicta dote penes dictam Margaritam fidejussorem se constituit, & promisit mihi notario facere garantum suum cuilibet partium vel venire ad obstagia ad requisitionem partium, videlicet dicti comitis in solvenda dicta dote apud sanctum Baldomerium, vel alibi, in comitatu Forensi, excipiens tamen idem dominus d'Anio quod ipse possit, si voluerit, durantibus dictis obstagis, exire de locis predictis, dum tamen ipse revertatur in locis predictis sine comestione panis preterquam in locis predictis facienda. Item anno & indictione predictis, octava die mensis Augusti, constitutus coram me notario, presentibus testibus, videlicet: magistro Henrico de Montebellardo, clerico, Bertrando de Crauczone, domicello, Guillelmo Puzini, & dicto Monjanner coquo dicti Jaresii, apud Viriacum, infra castrum ipsius loci, vir nobilis dominus Jacobus, dominus Jaresii, miles, pro predicta quantitate florenorum, fidejussorem in solidum penes dictum dominum comitem & ejus filium se constituit, & promisit coram me facere garantum suum dicto comiti &... supponens se &... Item anno & indictione predictis, nona die mensis Augusti, apud Ruppem de Gluen infra castrum dicti loci coram me presentibus testibus dicto Agunyllon de Ponte Verro, castellano dicti loci, Guigone de Sancto Valerio, & dicto Ylbergay de Clayriaco, vir dominus nobilis Gratonus dominus de Clayriaco, miles, ad requestam Symonis penes predictum comitem Forensium, pro dicta quantitate florenorum, fidejussorem se constituit in solidum, & promisit idem facere garantum suum... supponens se... Quibus sic actis & conventis a partibus antedictis, & datis, & receptis fidejussoribus predictis, ut dictum est, illustres & potentes viri dictus Philippus de Sabaudia, princeps Achaye, & Margarita ejus filia, Guiotus, primogenitus domini comitis Forensis, & Raynaudus, predictus filius ipsius domini comitis, coram me notario propter hæc personaliter constituti, presentibus testibus infra scriptis, locis, diebus, anno & indictione inferius declarandis, videlicet dicta Margarita, de voluntate, mandato & auctoritate patris sui predicti coram me presentis, mandantis & auctorizantis, & dictus Guiotus de voluntate & mandato patris sui comitis, predicta omnia & singula, prout superius sunt expressa, prout quemlibet eorum tangit, sibi & cuilibet ipsorum lecta & declarata lingua materna laudaverunt, emologaverunt, acceptaverunt, approbaverunt & ratificaverunt, & promiserunt cuilibet ipsorum; & dicti Guiotus & Margarita cum auctoritate patrum suorum predictorum, coram me notario per juramenta sua super sancta Dei evangelia corporaliter prestita, & sub obligatione bonorum suorum, predictas pactiones, conventiones, omnia & singula supradicta, prout superius sunt expressa, attendere, complere, perficere & perpetuo inviolabiliter observare. — Actum & datum quantum ad receptionem dicti Guioti de Forisio, decima quarta die mensis Augusti, anno & indictione predictis apud Montembrisonem, in domo comitis, presentibus testibus viris nobilibus & discretis domino Amedeo domino de Cofant, Bertrando domino de Rota, Jocerando domino Sancti Desiderii, Petro de Ruppe Forti & Guillelmo de Verneto, militibus, domino Matheo de Bosco Vario, legum professore, & Johanne Marefchali, domicello; & quantum ad receptionem dictorum dominorum principis, & Margarite ejus filie, penultima die mensis Augusti, anno ab incarnatione Domini m^o ccc^o vicefimo quarto, indictione predicta, infra castrum de Pinayrol, presentibus testibus domino Bertrando domino de Rota, Bonifacio de Montebello milite, magistro Augustino de Mediis Barbis & Symone de Canalibus, clerico, & quantum ad receptionem dicti Raynaudi de Forisio, die ultima mensis Augusti, anno & indictione quibus prefati dominus princeps, & ejus filia, apud

boscum de les Hacs, in capella dicti loci, presentibus testibus predicto domino de Rota, Chinardo de Sancto Prejecto, Guigone Araudi, Bonifacio de Bardonefca, & Guillelmo, ejus filio, domicellis, & predicto Symone de Canalibus. Item sciendum est quod in predictis omnibus & singulis presentes fuerunt Petrus de Ulmo de Lifigniac, & Bartholomeus Floris de Montebriefone, Lugdunensis diocesis, una cum dictis Petrus de Ulmo, tanquam notarius dicti domini pape, & dictus Bartholomeus Floris tanquam notarius dicti domini regis qui etiam predictam receperunt una cum. Et de predictis debent dare, & conficere dictus Petrus de Ulmo, sub signo suo apostolico, & dictus Bartholomeus sub signo suo regio publicum instrumentum, excepto tamen quod dictus Bartholomeus Floris non fuit prefens apud Pynayrol neque boscum de les Ayes, in receptione dominorum principis Margarete ejus filia, sed dictus Petrus de Ulmo. Ego vero Petrus Brinii, de Sancto Symphoriano Castris, Lugduni diocesis, auctoritate domini nostri Francie regis publicus notarius, predictis omnibus & singulis prefens fui vocatus & rogatus una cum testibus & aliis publicis notariis ante scriptis, diebus, locis, anno, indictione superius declaratis, & prefens instrumentum scribi feci per Bartholomeum Floris juniorem, de Montebriefone, clericum curie Lugdunensis, publicum notarium & juratum, eidem publico instrumento manu propria subter scripsi, & signo meo solito hic signavi. Nos vero Stephanus de Polihaco tenentes sigillum commune domini nostri Francie regis in ballivia Massiconensi constitutum cum nobis constet de predictis omnibus & singulis supra scriptis, per fidelem relationem dicti Petri Brunii, notarii regii publici, ad preces dictarum partium, & aliorum ut supra, de & pro predictis obligatoribus nobis oblatis, pro eis per dictum notarium regium publicum cui super his fidei plenariam adhibemus sigillum regium commune in dicta ballivia constitutum presentibus litteris duximus apponendum in robur & testimonium omnium premifforum & etiam singulorum. — (Archives Imp. P. 1401 c. 1146).

Nº 95 ter a. — *Testament de Jean de Foret, chanoine de Paris.*

In nomine sancte & individue Trinitatis, Patris & Filii & Spiritus sancti, amen. Noverint univerfi hoc prefens publicum instrumentum inspecturi quod anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo quarto, indictione secunda, mensis Augusti die octava, pontificatus sanctissimi patris ac domini Johannis, divina providentia pape vicefimi secundi, anno decimo octavo, in mei notarii publici & testium subceptorum presentia personaliter constitutus vir venerabilis, nobilis & discretus dominus Johannes de Forefio, canonicus ecclesie Parisiensis, infirmus corpore, sanus tamen mente, ut prima facie apparebat, attendens & considerans quod breves dies hominis sunt, quodque nichil est quam morte certius & nichil incertius hora mortis, & ob hoc volens diem sue peregrinationis extremum, dum ratio mentem regit sanaque fruitur memoria, dispositione testamentaria prevenire, ipsum suum testamentum, seu suam ultimam voluntatem, de bonis & rebus suis sibi a summo largitore collatis condidit in hunc modum : In primis animam suam omnipotenti Deo & beatissime Virgini Marie matri ac omnibus sanctis ejus humiliter recommendans, suamque sepulturam eligens in ecclesia Parisiensi predicta, voluit & precepit debita & legata sua persolveri & satisfacta sua, de quibus legitime apparebit, emendari. Post modum legavit canonicis, capellanis & clericis dicte Parisiensis ecclesie quadraginta libras Parisiensem, die sepulture sue & in crastino inter eos distribuendas, prout in talibus est fieri consuetum. Item omne jus quod habet & emolumentum quod sibi competit & competere poterit quocummodo in domo sua, quam inhabitat in claustrum Parisiensi, dedit & legavit pro uno anniversario, ob remedium anime sue, in dicta ecclesia Parisiensi, semel, anno quolibet, perpetuo faciendi. Item legavit quadraginta ecclesiis parochialibus propinquioribus castrorum suorum sancti Eugendi & Suriaci Memoris, videlicet cuilibet earundem ecclesiarum semel viginti solidos Parisiensem. Item legavit venerabili viro domino Hugoni de Laviaco, socio familiari suo, canonico Viennensi, triginta libras Parisiensem. Item magistro Hugoni de Cavalaria, de Thierno, quadraginta libras Parisiensem. Item domino Johanni Rouffelli, capellano suo, viginti libras Parisiensem. Item Bertrando Calvi, scutifero, familiari suo, quinquaginta libras Parisiensem. Item Perroto Baronis, familiari

scutifero suo, fimiliter quinquaginta libras Parisienfium. Item Johannino & Raymundino, fratribus fuis naturalibus, cuilibet ipforum, viginti libras Parisienfium. Item magiftro Johanni de Dya, phifico fuo, decem libras Parisienfium. Item dicto le Plat, coco fuo, decem libras Parisienfium. Item Gaudrido, camerario fuo, centum folidos Parisienfium. Item Johanni, palefrenario fuo, quadraginta folidos Parisienfium. Item Johanni Picardo, famulo fuo, viginti folidos Parisienfium. Item Emengardi, que custodit eum, viginti folidos Parisienfium. Item legavit domino Anchero presbitero, confeffori fuo, meliorem robam fuam quatuor garnamentorum integram forratam de variis. Item legavit domui Dei Parisienfis meliorem lectum fuum furnitum de coopertorio fuo de panno viridi, forrato de minutis variis, & aliis ad lectum integrum pertinentibus. Item legavit Mahieto Britoni, clerico matutinarum ecclefie Parisienfis, quinquaginta folidos Parisienfes. Item legavit crucem fuam, quam penes fe habet, cariffime forori fue domine Margarete, domini Reginaldi cariffimi fratris fui uxori. Item voluit & ordinavit quod de bonis fuis erogetur pauperibus Chrifti Parisienfibus, die fue inhumacionis & in crastino ad ordinationem executorum fuorum infrafcritptorum, aut alterius eorumdem, habito prius super hoc confilio venerabilium virorum domini cantoris Narbonenfis & magiftri Stephani de Villaribus, domini regis Francie clerici, feu alterius eorumdem. Item quod executoribus fuis predictis quibus legatum non facit, pro labore fuo, quem circa executionem hujusmodi fuftinebunt, retribuitur juxta qualitem laboris fui ad arbitrium aliorum coexecutorum fuorum vel alterius eorum, habito etiam in hac parte confilio domini cantoris & magiftri Stephani predictorum, feu alterius ipforum. Item ordinationem fepulture fue & omnium ad hoc necessariorum & de expenfis more feu residentie fervitorum fuorum gentium fuarum Parisius faciende & recessus eorumdem, relinquit difpofitioni & ordinationi executorum fuorum infrafcritptorum & altero eorumdem, habito confilio, ficut fupra, quibus executoribus & eorum cuilibet dedit plenariam potestatem & mandatum speciale omnia bona fua, ubicumque exiftentia, apprehendi, recipiendi, vendendi & diffrahendi, debita fua, fructusque & arreragia beneficiorum & reddituum fuorum, tam ecclefiafticorum quam aliorum quorumcumque mundanorum & temporalium, exigendi, levandi & recipiendi, & litteras quittatorias necesse dandi, agendi pro ipsis repetendis & aliter, & facienda omnia & fingula que ad hoc fuerint necessaria, libros etiam fuos tam juris canonici quam civilis & quoscunque alios, necnon & vassallamenta fua argentea, jocalia, equos & quecumque alia bona fua mobilia, apprehendi, vendendi & expofcendi ac pecuniam recipiendi de eisdem, pro omnibus & fingulis fu-praferiptis integraliter adimplendis, & etiam de robis & vestimentis fuis difponendi & ordinandi prout ad salutem anime ipsius viderint faciendum. Item voluit & ordinavit quod liberata fuarum robarum fuo vestium, de quibus major pars jam empta est, per dictos executores fuos feu alterum eorumdem, fiat illis familiaribus & fervitoribus fuis presentibus & aliis quibus ultimo hoc anno liberavit, & quod deficit de eadem liberata, five fit in pannis, aut forraturis, perficiatur, & statim post obitum fuum, fue inhumacionem ipsius liberetur eisdem. Que omnia & fingula predicta voluit & vult fieri de confilio domini cantoris & magiftri Stephani de Villaribus predictorum, feu alterius eorumdem. Residuum autem omnium bonorum fuorum, omnibus & fingulis fu-predictis solutis statim post obitum fuum primitus & completis, relinquit & dimisit ordinationi & difpoficioni cariffimorum dominorum fuorum dominorum Guidonis comitis Forenfis & Reginaldi, fratrum fuorum, ita quod de ipfo residuo ordinare valeant & difponere possint, prout viderint faciendum, ob remedium ipsius anime testatoris. Ad hec autem omnia & fingula fu-praferipta fideliter adimplenda venerabiles & discretos viros dominum Hugonem de Laviaco, canonicum Viennenfem, magistros Hugonem de Cavalaria, predictos, Bernardum Franconis & Artaudum Magnini, clericos, & procuratores domini comitis Forenfis, ac Perrotum Baronis predictum & eorum quemlibet infolidum, fuos fecit, constituit ac etiam ordinavit executores & fideicommissarios, quos constituit anologifas, immo voluit quod non teneantur reddere rationem alicui de predictis seu aliquo eorumdem. Item voluit & ordinavit quod si prefens testamentum fuum ultimam voluntatem continens non valeat jure testamenti, faltem valeat jure codicillorum, aut aliter, prout de jure, usu & consuetudine melius valere poterit & debet; volens & precipiens ac requirens hujusmodi publicum instrumentum ultimam

voluntatem suam predictam continens, per me notarium publicum infraSCRIPTUM grossari & publicari, ac etiam per modum originalis sub uno & eodem tenore, bis, ter, quater & totiens quotiens fuero super hoc sufficienter requisitus, per dictos duos fratres suos seu executores suos, aut dominum cantorem Narbonensem, seu magistrum Stephanum predictos, aut alterum eorumdem, redigi sub forma publica & grossari. Acta fuerunt hec in domo habitationis dicti testatoris, sita in claustrum Parisiensi, anno, indictione, mense, die & pontificatu supradictis, presentibus venerabilibus viris, magistris Michael de Falgario, capicerio ecclesie sancti Stephani de Gressibus Parisiensis, Bernardo Gilleberti, curato ecclesie Salvitatis Sancti Egidii, & Johanne Barba, ac Petro de Vernolio scutifero, & Aubeleto de Villa-Judea, clericis Tholosanenſis, Matifconenſis & Parisiensis dioceſium, testibus ad premissa vocatis specialiter & rogatis.

Et ego Petrus Divitis, clericus Aurelianensis dioceſis, apostolica & imperiali publicus auctoritate notarius & curie Parisiensis juratus, ordinationi ultime ceterisque aliis omnibus & singulis supraſcriptis, dum agerentur & fierent, una cum dictis testibus, prefens interfui, ea omnia scribi feci legitime impeditus, & in hanc publicam formam redegi, hique me subſcripti & ſignum meum in testimonium eorumdem, una cum ſigillo curie Parisiensis predictæ appoſui conſuetum, ex parte dicti testatoris requisitus & rogatus.

Et nos officialis Parisiensis, in testimonium omnium & ſingulorum supraſcriptorum, ad requæſtam notarii publici supraſcripti, jurati noſtri, cui in hiis & majoribus fidem plenariam adhibemus, ſigillum curie Parisiensis preſenti publico inſtrumento, una cum ſigno conſueto & ſubſcriptione eiufdem publici notarii, duximus apponendum, ſub anno & die ſupradictis. — (Arch. de l'Empire, P. 1402, cote 1177).

Nº 96. — *Cote du contrat de mariage de Jeanne de Foret, fille de Jean I^{er}, comte de Foret, & d'Alix de Viennois, avec Aymar de Rouffillon.*

Littera matrimonii nobilis Johannæ filia: domini Joannis comitis Forensis cum domino Aymaro domino de Rouffillone, ſub data hac: octavo maii anno Domini M^o CCC^o XVII^o.

Nº 96 bis. — *Dispense pour le mariage d'Aymar de Rouffillon & de Jeanne de Foret.*

Johannes episcopus, fervus fervorum Dei, dilecto filio nobili viro Aymaro, domino Rouffillonis, & dilecte in Christo filie, nobili mulieri Johanne nate dilecti filii nobilis viri Johannis, comitis Forensis, Viennensis & Lugdunensis dioceſis, salutem & apostolicam benedictionem: concessa defuper Romani pontificis precellens autoritas rigorem justitie nonnunquam ex justis causis oportuna mansuetudine temperans, quod negat juris severitas, de gratia benignitatis indulget quotiens id viderit expedire; sane oblata nobis ex parte vestra petitio continebat quod cum dudum inter dilectum filium nobilem virum Johannem, comitem Forensis, genitorum tuum, filia Johanna, & te, filii Aymare, procurante pacis hoste grandis dissentionis materia fuisset exorta, noviter tamen faciente pacis autore inter te & eum sunt pacis & concordie federa reformat. Ut autem hujusmodi pax & concordia solidius & durabilius valeant conservari, desideratis invicem matrimonialiter copulari; sed quia ex uno latere tertio, ex altero quarto gradibus vos consanguinitatis invicem attinetis, matrimonium hujus modi nequitis contrahere, dispensatione super hoc sedis apostolicæ non obtenta. Quare nobis humiliter supplicastis ut providere vobis super hoc de oportune dispensationis beneficio dignaremur, nos igitur, qui salutem querimus singulorum & libenter Christi fidelibus pacis comoda procuramus, hujusmodi periculis obviare volentes, vestris supplicationibus inclinati ut hujusmodi matrimonium, impedimentis, que ex dicta consanguinitate proveniunt, nequaquam obstantibus, licite possitis contrahere, & in sic contracto licite remanere, vobiscum auctoritate apostolica, de speciali gratia dispensamus, prolem suscipiendam ex vobis legitimam nuntiantes. Nulli ergo omnino

hominum liceat hanc paginam nostre dispensationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli apostolorum ejus se noverit incursum. Datum Avinionis iii kalendas aprilis, pontificatus nostri anno secundo. — (Arch. de l'Emp. P. 1375, cote 2465).

N° 97. — *Comptes de dépenses de Jeanne de Clermont.* (Voir *Pièces supplémentaires* p. 45).

N° 97 bis. — *Promesse par Jean, comte de Forez, de donner son fils Guy en mariage à Jeanne, fille de Louis de Clermont.*

Univerfis presentes litteras inspecturis Johannes, comes Forensis, salutem & fidem presentibus adhibere. Noveritis quod cum illustris & potens vir dominus Ludovicus de Claromonte, dominus de Borbonio & camerarius Francie, ex parte una, & nos ex altera, conveniremus super sponfalibus & matrimonio faciendis & celebrandis inter Guiotum, filium nostrum primogenitum & nobilem domicellam Johannam, filiam primogenitam dicti domini Ludovici, quando dicta Johanna status & etatis competentis fuerit ad premissa facienda, sitque conventum inter prefatum dominum Ludovicum & nos quod ipse dominus Ludovicus dictam filiam tradet & reddet nobis ad nutriendum & custodiendum penes nos, videlicet a festo Pasche proximo venturo usque ad unum annum continue subsequenter, nosque promittimus bona fide & per juramentum nostrum ad sancta Dei euangelia corporaliter prestitum, dictam Johannam, postquam nobis fuerit tradita & reddita, bene fideliter ac decenter nutrire, custodire & facere custodiri usque ad tempus & statum quod possit perfici matrimonium tractatum de Guioto & Johanna predictis. Et si forte, quod absit, eveniret casus aliquis per quem dictum matrimonium fieri non valeret, nos promittimus, ut supra, dictam Johannam reddere libere & sine contradictione quacunque predicto domino Ludovico, seu suo certo mandato, liberam & immunem ab omni vinculo conjugali ab omni persona, excepta persona dicti Guioti; & si contrarium faceremus, quod absit, nos promittimus decem mille marchas argenti, nomine pene, super quibus nos bona nostra & heredes nostros dicto domino Ludovico efficaciter obligamus, & super hiis attendendis & fervandis bonos & ydoneos dare promittimus fidejussores, qui se super hiis efficaciter obligabunt. Et ut premissa firmitus & fidelius observentur, promittimus quod personas honestas & discretas deputabimus ad custodiendum & nutriendum fideliter, decenter & honeste domicellam supradictam, que persone ad hoc deputande jurabunt super sancta Dei euangelia se premissa omnia fervare fideliter, & complere, & nunquam contra facere vel venire quomodo, nec alicui volenti facere aut attemptare contrarium, dare consilium, vel assensum, quinimo predictam domicellam bonis moribus erudire. In cujus rei testimonium presentes litteras per infra scriptum publicum notarium scribi & publicari mandavimus & figilli nostri, una cum signo & subscriptione ejusdem notarii, fecimus appenditione communiri. Datum & actum Avinionis, anno a nativitate Domini millesimo trecentesimo decimo octavo, indictione prima, die quarta mensis februarii, pontificatus sanctissimi patris & domini nostri Johannis, divina providencia pape xxiii anno secundo, presentibus nobilibus viris dominis Alexandro de Sancto Desiderio, Gerardo de Rossillione, domino de Velchia, & Guillelmo de Vernetto, militibus, Petro Championis & Petro Calvi, legum professoribus, ac Johanne de Manfo, domicello, & pluribus aliis ad premissa vocatis testibus specialiter & rogatus. — (Arch. Imp. P. 1402¹ c. 1158).

N° 97 bis a. — *Lettres du duc de Bourbon relatives au mariage de sa fille Jehanne avec Guiot, fils du comte de Forez.*

A touz chaus qui orront & verront ches presentes lettres, nous Loys, conte de Clermont, sires de Bourbon & chamberier de France, faisons assavoir que comme che soit choze que, au traité

dou mariage de notre amée & chière aînée fille, demoïsele Jehane, d'une part, & Cuiot aîné fils de noble homme le conte de Forès, d'autre part; entre les autres choses nous aions volut, consentu & promis chelui conte & à Guiot son fils, ou à l'un d'eus, baillier & delivrer, à Clermont en Auvergne, entre ci & Pasques prochaines, pour li garder & nourrir honnestement jusques à tant que elle soit en aage que li dis Guiot perface le mariage avœc li, si comme il est plus plainement contenu en lettres fus che faites. Et nous voillans accomplir ce que nous devons & avons promis, aions fait affavoir audit conte & Guiot que la dite demoïsele au dit lieu leur fera baillié, le dyemence devant les Brandons; auquel jour & lieu nous ne poons estre pour chertaines causes & grosses besoignes en notre personne, pourquoi nous qui nous fions de la liauté & feauté des personnes ci dessous escriptes, c'est affavoir: de religieux hommes & honnestes l'abbé de Menatz & l'abbé de Saint Gellebert, de nobles hommes, nous amés & féaus, le fegneur de Culen, le fegneur de Fontenay & mesire Thiébaud de Denizi, chevaliers, & de sage homme mesire Jehan des Halles, seigneur de Loys, notre conseilier. Iceus fis perfonnes & deus de euz, pour le tout, avons fait & établi, faisons & établissons procureurs & especialz messagé pour mener & bailler la dite notre chère fille audit conte & audit Guiot, ou à l'un d'eus, audit lieu & audit jour, & à tous les autres jours ensuivans, ou non de nous & pour nous, & avons commandé & commandons par ces lettres à la dite notre chière fille que elle, avœc ces fis, ou deus de eulz, voit au dit lieu & jour, & que elle a eulz obeïsse comme à nous & soit & demeure avœc ledit conte & Guiot, liques a promis & pour le dit mariage parfaire quant elle fera en aage. Item ces fis, ou deus de eulz, pour le tout, nous avons fait & faisons procureurs a requerre audit conte & audit Guiot & a chascun de eulz & a recevoir ou non de nous & pour nous tout ce que nous porrions & deverions requerre & recevoir pour nous & pour notre dite fille, soit obligation, promesse, convense ou pléges, de faire ou d'accomplir ce que li dis contes & li dis Guios & leur hoirs font tenu affaire pour nous, pour la dite notre fille, ou pour les enfans qui nesceront dudit Guiot & de la dite notre fille, & à presentier & baillier, ou non de nous & pour nous, audit conte & audit Guiot son filz, & à chascun de eulz, obligations & pléges fus ce que nous estions & sommes tenu affaire & obligier, nous, nos hoirs & nos bienz, & affaire tout ce que nous porrions & deverions faire envers ledit conte & Guiot, se nous estions present en notre personne; & avons promis & promettons avoir ferme & estable & avons des maintenant tout ce que li dit fis dessus dit, ou deus de eulz, feront & aront faitès choses dessus dites, & chascune d'icelles & despendans de elles; donnons & otroïons audits fis ou à deus eulz, fus ce, plain & franc poveroir &... En tesmoing &... Donné à Paris le xiiii^e jour de février, l'an de grace mil trois cens dix huit. — (Arch. Imp. P. 1401 n° 1130).

N° 97 ter. *Affaire relative à Gilles Ancelin & à Guy de Forez.*

Inv. Lhuillier n° 856. Une lettre scellée en cire verte, du mois de janvier 1320, par laquelle le roi a condamné le comte de Forez pour avoir affailli le premier président, fortant du parlement en certaines.... déclarées esdites lettres.

Inventaire Gayand, P° 273. Lettres par lesquelles Philippe, roi de France & de Navarre, pour certaines causes & considérations déclarées en icelles, baillie rémission & quittance à messire Guy de Forez, fils de messire Jehan, comte de Forez, de l'insulte que ledit Guy & ses complices avoient fait en la personne de messire Egidie Asselin, chevalier, président en parlement, au partir dudit parlement, en la charrière publique, & de ce qu'il avoit bleffé aucuns des écuyers dudit Egidie. Données à Paris, au mois de janvier l'an 1320. — Autres lettres par lesquelles ledit comte, lequel avoit été mis en procès & détenu longuement prisonnier pour la suspection dudit insulte, fut abfoulz comme ignofcent qu'il fut trouvé dudit cas. Données à Paris, le 23^e jour d'octobre ledit an 1320 (1).

(1) Ces pièces cotées aux Archives de l'Empire P. 14001 c. 870, les analyses des Inventaires Lhuillier & Gayand. Voir l'H. B. de Forez, par M. Aug. Bernard, pp. 291 & 292.

N° 98. — *Acte baptismal du comte Guy VII.* — Tiré d'un vieux missel qui est marqué avoir autrefois servi en la chapelle ancienne du château de Sury le Bois en Forez, au premier feuillet duquel sont écrits ces mots latins :

Anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo nono, die sancto Pasche qui fuit xiii kal. Maii natus fuit Guido, primogenitus domini Johannis comitis Forensis & dominæ Alizie de Vienne, & baptizatus die Jovis sequenti, in festo beati Georgii, apud Suriacum Comitale, bona hora, domino concedente. Amen. Quem baptizavit frater Stephanus abbas Savigniaci abbatis.

Note du titre de chanoine honoraire en l'église métropolitaine de Saint Jean de Lyon pour le comte Guy VII & ses successeurs comtes de Forez. — Extraite du fustallégé inventaire latin des Archives de Forez, f° 120. In arca signata per V.

Littera quædam in papyro scripta in qua continetur quod venerabilis dominus Guillelmus de Tureyo, decanus ecclesiæ Lugdunensis & capitulum ejusdem, consideratis bonis dictæ ecclesiæ factis per dominum Raynaudum de Foreysio, quondam Archiepiscopum Lugdunensem, ac benevolo corde quod habet dominus Guido, comes Forensis, eidem ecclesiæ, eidem comiti concesserunt ut ipse & sui successores, comites Forenses, perpetuo in ipsa ecclesia sint canonici honoris.

N° 98 bis, voir le n° 84 ter.

N° 98 ter. — *Ordre par Jean, fils aîné du roi, lieutenant général du royaume, de payer au comte de Forez, la somme de 2000 livres.*

Jehan, ainzîens filz & lieutenant du roy de France, duc de Normandie & de Guienne, conte de Poitou, d'Anjo & du Mayne, a notre amé & féal notre tresourier Bernart Fermant, salut. Nous voulons & vous mandons que cez lettres vehues, toutes excusacions cessanz, vous paieiez & delivrez à notre amé & féal cousin le conte de Fourours ou a son certain commandement deux mille livres tournois que nous li avons donné & donnons par ces lettres de grace especial pour une fois seulement, ou voz li assignez en tel & si convenable lieu que brievement il en puisse estre paieiez & en rapportant lettres de recognoissance avec festes ; la dicté somme sera allouée en votre compte & deduite de votre recepte par nos amez & féaux liz genz des comptes de notre dit seigneur à Paris & notres, non contrestant quelconques ordenances ou mandemens à ce contraires. Donné à Agienz le xxiiii^e jour d'aoust l'an mil ccc xlvj souz le scel de notre secret... Par monseigneur le duc : — Saunanz.

Notrefeigneur le roy est tenu à mons. Guy, conte de Forez, en la somme de ii^m xxxiiii l., xiiii s., v deniers tournois pour le demourant des gaiges de li iii autres banneretz, xiiii chevaliers-bachelers & lxvij escuiers de la compagnie de service en l'ost d'Aguillon en Gascoigne sous le gouvernement de mons. le duc de Normandie & de Guienne, depuis le xxvij^e jour de mars l'an m ccc xlvj jusques au xxiiii^e jour d'aoust m ccc xlvj & pour leur venue & retour par compte fait à moi Jehan Chauvel tresorier des guerres du roy notre dit seigneur. Escrypt à Paris souz mon seigneur le xxij^e jour de janvier l'an mil ccc xlvj dessus dit.

« L'an lmm, le xv^e jour d'avril furent baillées à Jaquet les lettres & escriptures qui s'enfuivent :

Premierement iiii lettres annexées souz le signet d'un des tresouriers de Paris contenant ii^m livres tournois deveuz a mess. du temps que mess. fu devant Aguillon & l'assignacion du paiement de celle adrecée au receveur de Macon de payer au terme dessus contenuz &c. » — (Extrait d'un registre du xiv^e siècle donné à l'Editeur par M. de la Tour Varan).

N° 99. — *Lettres de déclaration & confirmation de droits de justice au profit de l'église collégiale de Notre Dame de Montbrison données par le comte Guy VII.* — Extraites de l'original qui en est aux Archives de ladite église.

Nos Guido, comes Forensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum bonæ memoriæ Guido quondam comes Forensis, fundator ecclesiæ nostræ collegiatæ beatæ Mariæ Montbrisonis, donaverit & concefferit liberaliter & devote, corporali traditione secuta, Deo & beatæ Mariæ Virgini, & canonicis ibidem constitutis, castrum de Modonio & mandamentum cum omnibus appenditiis & pertinentiis suis, cum terris cultis & incultis & quidquid dominationis, quidquid juris, usagii vel consuetudinis in prædictis rebus habebant, nihil prorsus sibi retinens, sed totum transiens in canonicos memoratos. Deinde, præteritis temporibus & presentibus, suborta questionis materia inter nos & prædecessores nostros, ex parte una, & dictos canonicos, ex altera, super eo quod ex vigore & tenore donationis prædictæ & ex verbis expressis & contentis in ipsa donatione ipsi canonici dicebant se habere & habere debere omnimodam jurisdictionem necnon & merum & mixtum imperium, cum exercitio & executione eorumdem in dicto castro de Modonio & mandamento ipsius castri, & se fuisse indebitè impeditos per officiales nostros quominus prædictis uterentur; nobis & prædecessoribus nostris in contrarium asserentibus & dicentibus prædictam jurisdictionem castri de Modonio cum ipsius castri mandamento salvum quoad merum & mixtum imperium, & casus qui sub mero & mixto imperio possunt & debent intelligi & includi, ad nos pertinere & pertinere debere, nec ea debere intelligi fore translatio in canonicos memorantes vigore dictæ donationis, nec ex verbis contentis & expressis in ipsa donatione, cum talia per generalem donationem & concessionem non transferantur nisi per transferentem nominatim dicatur & specialiter exprimatur, potissime cum de prædicto mero & mixto imperio usi fuerimus tam nos quam prædecessores nostri, mediantibus officialibus nostris, quotiens casus contingerunt & obvenerunt qui ad notitiam nostram & prædecessorum nostrorum potuerunt devenire. Verumtamen cum, per dictos canonicos, tam nos quam prædecessores nostri fuerimus sæpe & sæpius interpellati & requisiti humiliter & devote ut eos permitteremus uti jurisdictione, mero & mixto imperio ante dictis quæ afferunt & semper asseruerunt ad se pertinere, & pertinere debere, virtute donationis prælibatæ, & ex mente & intentione prædicti fundatoris quodque impedimenta hæcenus eis imposita per officiales nostros quominus prædictis iterentur, tolli & cessari penitus faceremus eis super hoc iustitiam ministrando, juxta tenorem dictæ donationis & intentionem prædicti fundatoris. Tandem nos, dictus comes, habito super hoc maturo & deliberato consilio proborum virorum & jurisperitorum, vestigiis dicti fundatoris adherere volentes, & ex zelo perfectæ sollicitudinis quem dictus fundator & prædecessores nostri habuerunt & nos etiam habere cogimur ad ecclesiam prælibatam; considerantes nos non debere jura ipsius ecclesiæ restringere, sed ea prout commode possemus ampliare, declaramus & declarando dicimus, ex tenore & vigore donationis prædictæ & ex verbis expressis & contentis in ipsa donatione, omnimodam jurisdictionem necnon merum & mixtum imperium cum ipsorum exercitio, cognitione, definitione & executione eorumdem ad memoratos canonicos pertinere debere. in dicto castro Modonii & ejus mandamento, & ea debere intelligi fuisse, translata in eos ex devota & liberali donatione facta, dictis canonicis, per dictum fundatorem, in fondatione & donatione ecclesiæ antedictæ. Et ne dubietas aliqua super his in posterum oriatum, nos, nihilominus, & de novo, ad corroborationem præmissorum, Deo & beatæ semper Virgini Mariæ & canonicis memoratis, donamus & concedimus liberaliter & devote, jurisdictionem prædictam, necnon & dictum merum & mixtum imperium cum ipsorum exercitio, cognitione, definitione & executione, in dicto castro Modonii, & mandamento ipsius castri, pro remedio animæ nostræ, parentum & prædecessorum nostrorum ac etiam successorum. Et ut prædicti canonici quiete & uberioribus stipendiis divinis officiis possint & debeant insistere & vacare, mandantes tenore presentium omnibus iustitiariis & officialibus nostris qui nunc sunt & qui pro tempore fuerint, & etiam inhibentes, ne dictos

canonicos in præmissis, ex nunc in antea, impediunt vel perturbent quominus, per se vel per alios, prædictis gaudeant libere & utantur, falvis semper nobis & retentis bona garda ac superioritate & reffortio in prædicto castro Modonii & ejus mandamento quæ nos & prædecessores nostri, comites Forenses semper habuimus & usi fuimus continue & inconcusse foli & in solidum, a tempore cujus aliqua hominum memoria non existit. In quorum omnium robor & testimonium sigillum nostrum magnum quo utimur, una cum nostro contrasigillo, presentibus litteris duximus aponendum. — Datum apud Montembrisfonem, presentibus dilectis & fidelibus consiliariis nostris domino Mattheo de Bosco Vario legum professore, domino Joanne Marefcali, milite, & Roberto Vernini, die decima nona mensis Junii, anno Domini m^o ccc^o xxxix^o.

N^o 99 bis. — *Lettres du roi annulant les sauvegardes accordées au préjudice du comte de Forez.*

Johannes, Dei gratia Francorum rex, baillivis Arvenie & Vallavie, ac castellano nostro Sancti Simphoriani Castri ceterisque justiciariis nostris vel eorum locatenentibus, salutem. Conquerunt dilectus & fidelis confanguineus & consiliarius noster Guido, comes Forensis, quod Guirinus Lothonis domicellus, & ejus uxor, justiciabiles & immediate subditi ipsius comitis, ac in terra & jurisdictione omnimoda ejusdem comitis larem & domicilium foverentes, & nonnulli alii nobiles terre & comitatus Forensis, dicti comitis subditi, quasdam falvas gardias tacito de premissis & falso fugefco se esse nobis immediate subditos & justiciabiles a nostra curia subreptas impetrarunt in prejudicium comitis supradicti ac contra ordinationes regias, que prohibent falvas gardias concedi in terris baronum, certis duntaxat personis exceptis, de quibus dicti impetrantes nunc esse noscuntur sicut dicit; quare vobis & vestrum cuilibet, prout ad eum pertinuerit, mandamus, quot si, vocatis evocandis vobis sic esse constiterit, hujusmodi falvas gardias per prenominales vel alios dicti comitis subditos impetratas, sive causa cognita, nunc admittatis, sed eas & quicquid ex eis sequutum indebitè extiterit nullius valoris esse decrevatis, unacum processibus in debitis occasione predicta super hoc inchoatis, litteris subreptis impetratis ac esse impetrandis non obstantibus quibuscunque. Datum Parisius, die xiiii novembris, anno Domini m^o ccc^o quinquagesimo secundo. — (Arch. de l'Emp. P. 1359^o c. 69 f.).

N^o 99 ter. — *Affiette des rentes dans le comté de Forez en 1354. — (Voir : Pièces supplémentaires, p. 54).*

N^o 100. — *Testament de Guy VII, comte de Forez (1).*

In nomine Patris & Filii & Spiritus Sancti, amen. Anno Domini millesimo ccc^o quinquagesimo septimo, die xvi^o mensis decembris. Ego Guido, comes Forensis, Dei potentis gratia sanus mente & corpore, in cujus est potestate quantum quilibet maneant in hac vita ejusque sit inperferutabile iudicium de iusti vel iniusti morte prematura, ne me, quod absit, contingat decedere intestatum, de bonis meis, faciendo testamentum meum seu ultimam voluntatem meam, in hunc modum ordino & dispono. Imprimis animam meam comendo altissimo creatori & beatissime Marie ejus matri, Virgini glorioso. Item ubicunque contingat me decedere, meam eligo sepulturam in ecclesia mea beate Marie Montisbrisfonis, in tumulo parentum meorum; & si contingat me mori in remotis parti-

(1) Le Mure, dans ses *Pièces justificatives*, n'a donné que quelques extraits de ce testament. Nous avons cru devoir le reproduire en entier. Le Mure avait mis en tête de ces extraits la note suivante : « Pseudo-clausula de testament folennel du comte Guy VII, extraite de l'acte authentique de l'Église qui en est enregistré au

principal registre des Archives de l'Église collégiale de Notre-Dame de Montbrison, intitulé *Spectulum*, fol. 104 v^o, ou Pierre du Verney, juge de Forez, dit avoir publié & ouvert ledit testament & l'avoir depuis vidimé, pour ce qui est de ces clauses, le 15^e juin de l'an 1365. »

bus, volo & precipio meum corpus ad dictam ecclesiam, expensis heredis mei subscripti, infra unum annum, a die obitus mei computandum, apportari & desferri, & eidem ecclesie viginti libras viennensem annui redditus do & lego assignandas ad arbitrium exequutorum meorum infra scriptorum, pro octo anniversariis pro me & parentibus meis, in die obitus mei, & septem diebus continue sequentibus, ibidem quolibet anno perpetuo faciendis. Quos redditus, precipio emi per heredem meum vel exequutores meos infra scriptos. Item volo & ordino quod in dicta ecclesia sint in perpetuum duo prebendati presbiteri qui, per se, vel per alium, pro remedio anime mee & parentum meorum, in eadem ecclesia, videlicet unus una die & alter alia die, vel unus una septimana & alter alia septimana, continue, in perpetuum divina missarum sollempnia, in capella beate Marie predicte celebrare, & horis canonicis, in dicta ecclesia, nichilominus interesse teneantur, & cuilibet ipso- rum decem libras vien. annui redditus collocandi eidem, ad arbitrium exequutorum meorum, do & lego, & dictos redditus, predictis duobus prebendatis meis legatos per me, volo & precipio emi per heredem vel exequutores meos infra scriptos. Quarum duarum prebendarum collacionem here- dibus & successibus meis in comitatu Forensi, expresse retineo & reservo unacum jure patro- natus & aliis juribus que habeo in ecclesia predicta. Item eidem ecclesie beate Marie & anniver- sariis ejusdem do & lego viginti libras vien. annui redditus, pro dictis duobus prebendatis meis, librandas in eadem, collocandas ad arbitrium exequutorum meorum. Item, debita, legata & clamores meos & parentum meorum quoscumque volo & precipio simpliciter & de plano, strepitu & sollemp- nitate judicariis sublati penitus & remotis, emendari & solvi, & de ipsis cognosci & diffiniri per exequutores meos, quos inferius nominabo. Et si que gravamina, per me, vel dictos meos predeces- sores, dicte mee ecclesie quoquomodo illata fuerint per dictos heredem & exequutores, volo & preci- pio simpliciter & de plano, ut premititur, emendari. Item ecclesie beate Marie predicte Montisbriso- nis viginti libras cere annui redditus, pro faciendis torchiis tenendis, accendendis & illuminandis ad elevationem eucaristie, imperpetuum, in missis ad majus altare celebrandis & non ad alium usum, do & lego. Item fratribus minoribus Montisbrisonis triginta libras vien., femel & decem libras vien., quolibet anno, imperpetuum do & lego, ita quod qualibet die, imperpetuum, unus ex ipsis fratribus, pro remedio anime mee & parentum meorum, unam missam de beata Virgine & omnes alii unam missam conventualem, alta voce, pro defunctis, videlicet pro remedio anime mee & parentum meorum, ad majus altare, qualibet septimana, imperpetuum celebrare teneantur. Item monasterio Boni loci, quatuor libras vien. annui redditus vel quater viginti libras vien. femel ad emendandum redditus pro quatuor anniversariis ibidem imperpetuum faciendis, in die obitus mei, & tribus diebus sequentibus, pro remedio anime mee & parentum meorum, do & lego; & volo & precipio quod dicte quatuor libre vien. annui redditus distribuantur & dividantur, quolibet anno, inter conventum dicti loci, & quod ad alium usum non distribuantur, nec etiam convertantur. Item singulis aliis monasteriis conventualibus de terra mea in quibus sunt vel esse consueverunt xii monachi vel mo- niales, viginti solidos vien. annui redditus vel viginti libras vien. femel, de quibus emanat dicti viginti solidi vien. annui redditus, do & lego, pro anniversario meo & parentum meorum, in eisdem, die obitus mei, perpetuo faciundo. Item singulis aliis locis religiosis de terra mea, ubi divina cele- brantur, quinque solidos vien. annui redditus, vel centum solidos vien. femel, pro acquirendis dictis quinque solidis vien. annui redditus, do & lego, pro anniversario meo & parentum meorum, in dictis locis religiosis, die obitus mei, imperpetuum faciundo. Item do & lego singulis ecclesiis parrochialibus terre mee quibus legata predecessorum meorum solvi consueverunt, duos solidos vien. annui redditus vel quadraginta solidos vien. femel pro redditibus acquirendis, & capellani dictarum ecclesiarum singulis diebus dominicis & festivis, pro anima mea & parentum meorum, intercedere debeant & rogare populum suum ut, pro me & dictis meis parentibus, intercedant; & etiam, in die obitus mei, dicti capellani celebrare missam de mortuis, quolibet anno, perpetuo, pro remediis quibus supra teneantur. Item, fororibus penitentibus de Montebriane, centum solidos vien. annui redditus, vel centum libras vien., femel, pro dictis redditibus acquirendis, do & lego, pro quinque anniversariis pro me & parentibus meis, annis singulis, die obitus mei, & quatuor

diebus frequentibus ibidem perpetuo faciendo. Et volo & precipio quod dicti centum solidi vien. dividantur, quolibet anno, inter penitentes predictas, & quod ad alium usum non distribuantur nec etiam convertantur. Item ecclesie Sancti Andree Montisbrifonis decem libras cere annui redditus, pro torchiis faciendis & portandis accensis, per villam Montisbrifonis, ante eucaristiam, quando contingerit ipsius eucaristie sacramentum hominibus & mulieribus parrochianis dicte ecclesie, per curatum seu capellanos ipsius ecclesie, fore ministrandum, do & lego, & volo quod ad alium usum non confumantur. Item ecclesiis Sancti Petri & Marie Magdalene Montisbrifonis, cuiuslibet ipsarum, quinque libras eere annui redditus expendendas singulis annis, ad usum superius immediate nominatos cum prohibitione adiecta, do & lego. Item singulis leprosis terre mee duos solidos vien. femel do & lego. Item cuiuslibet reclusorum terre mee tres solidos vien. femel do & lego. Item singulis hospitalibus terre mee quinque solidos vien. femel do & lego devidendos eommuniter inter Christi pauperes ibidem existentes. Item cuiuslibet conventui fratrum minorum & predicatorum civitatis Lugduni, viginti libras vicennium femel do & lego pro viii^o refectionibus, anno obitus mei faciendis, ita quod die cuiuslibet refectionis missas & officium mortuorum, pro anima mea & parentum meorum, debeant celebrare. Item do & lego cuiuslibet capitulo generali dictorum fratrum minorum & predicatorum quod primo fiet, seu tenebitur, post obitum meum, in dioecesi Lugdunensi, decem libras turon. femel, pro recommendatione anime mee & parentum meorum singulis conventibus sui ordinis faciendis. Item conventui fratrum minorum Villefranche do & lego decem libras vien. femel pro viii^o refectionibus faciendis, ita quod, in die cuiuslibet refectionis, missas & officium mortuorum, pro anima mea, & parentum meorum, debeant celebrare. Item volo & precipio fieri, post mortem meam, pro remedio anime mee, & parentum meorum, quatuor donas preconizatas in magna turre Montisbrifonis & dari cuiuslibet pauperi ad quamlibet dictarum donarum venienti sex denarios vien., femel, & volo & ordino quod dicte quatuor done fiant apud Montembrifonem, videlicet prima in die sepulture mee, & alie tres in tribus jejuniis quatuor temporum continue sequentibus, videlicet diebus Veneris dictorum jejuniorum. Item volo, ordino & precipio dari, quolibet anno, imperpetuum, in vigilia omnium sanctorum, centum tunicas de farzilo & centum paria sotularium, pro centum Christi pauperibus de terra mea existentibus, vestiendis & caleiandis. Item quadraginta pauperibus; uellis, per exequutores meos eligendis de terra mea, quater centum libras vien. femel, do & lego, ita quod cuiuslibet ipsarum decem libras vien. erogentur, ita quod, infra unum annum, post obitum meum, viginti puellarum predictarum maritentur, & alie viginti infra alium annum sequentem etiam maritentur. Item volo, precipio & jubeo quod univerfa & singula privilegia, libertates & immunitates, vel donationes, per me, quibuscumque religiosis vel ecclesiasticis personis, seu locis, universitatibus, vel singularum personis indulta, donata vel concessa, seu etiam per inelice recordationis dominum progenitorem meum, que inveniuntur sigillis nostris magnis & alterius nostrorum sigillata, per heredem meum universalem & per ipsius heredis heredes, in futurum, inviolabiliter observentur & ad ipsum observantiam ipsum heredem meum & ipsius heredis heredes obligo & astringo. Item volo & precipio quod preemium armaturarum quas ego dimisi in Vianefio ante eastrum de Voyron & Turrem de Stagno reddatur & distribuatur inter homines vel eorum heredes de quibus constare poterit quod eorum essent armature predictae, & quod cuiuslibet vel ejus heredibus reddatur preemium armaturarum quas amisit usque ad valorem pretii predicti. Item volo & precipio quod, in hospitali meo pauperum Montisbrifonis, quod meorum predecessorum largitione pro miserabilium personarum receptione & sustentatione fundatum extitit, & dotatum quoque ad usum dicti hospitalis, erogatum extitit, ad alios usus non debeat aliquatenus converti, recipiantur omnes mulieres pregnantis sive jacentes in puerperio, in dicto hospitali esse volentes, que ad ipsum hospitale venerint seu deportate fuerint propter paupertatem, & etiam quoscumque Christi pauperes egrotantes & quascumque alias miserabiles personas misericorditer & humaniter recipi & tractari, & debitam sustentationem exhiberi volo & precipio, exceptis leprosis & aliis qui, propter morbum, confecerunt apud Sanctum Anthonium duci seu deportari. Et, favente domino, in vita mea, circa

hec intendo formam & modum certos ordinare qualiter rector ipsius hospitalis qui, pro tempore fuerit, se habeat & puniri debeat, corrigi & compelli, si in his commiserit negligentiam vel deffectum. Et si contingeret quod bona dicti hospitalis non fuissent ad predicta perficienda & complenda, volo & precipio quod heres meus universalis & ejus heredis heredes imperpetuum predicta de bonis meis perficere & complere teneantur. Item domino Jacerando de la Landa, militi meo, triginta libras vien. femel do & lego in recompensationem servitiorum michi per ipsum impensorum. Item Roberto Vernini, eadem causa, centum libras vien. do & lego. Item dicto Chanu, eadem causa, centum solidos vien. femel do & lego. Item Johanni Congnat, servitori & camerario meo, tanquam benemerito & condigno, & in remunerationem servitii michi prestiti & impensi per eum, quinquaginta florenos auri femel do & lego; & volo quod, incontinenti post mortem meam, per exequutores meos, de bonis meis, sibi solvantur & reddantur & absque mora. Item aliis servitoribus & aliis de familia mea que michi servierint & erunt in servitio meo, tempore mortis mee, volo & precipio remunerari ad ordinationem heredis mei & exequutorum meorum. Item Johannam, carissimam filiam meam, heredem mei instituo in sexdecim milibus florenis auri, quorum medietas est boni ponderis & alia medietas parvi ponderis, quos sibi dedi in dotem, pro dote & nomine dotis, in contractu matrimonii contracti inter nobilem & potentem comitem dalphinum Alvernie & ipsam. Item in castro de Uffello cum ejus mandamento & pertinentiis, mero & mixto imperio, & cum integro statu ejusdem, & omni causa sua, quod etiam sibi dedi in dotem & pro dote, causa matrimonii contracti inter eam & comitem dalphinum supradictum. Et ultra hæc, do & lego, jure institutionis filie mee carissime supradicte, quinquagentos florenos, quos sibi reddi & solvi volis, uno anno lapsu, postquam dos supradicta fuerit integre perfoluta, & de predictis, volo dictam filiam meam carissimam de bonis meis esse contentam, ita quod nichil amplius petere possit in bonis meis, salva successione sibi facta que in hoc meo testamento inferius continetur. Item Johanni filio meo do & lego jure institutionis, ad vitam duntaxat ipsius Johannis, castra mea sancti Eugendi, Syurii Bofci, item castrum meum Sancti Germani Vallis, videlicet duas partes seu illud jus quod ego acquisivi a nobili domina Beatrice de Pictavia, domina Cruceoli, & Girauda ejus filio domino Cruceoli quondam, cum ipsorum castrorum mero & mixto imperio & omnimoda jurisdictione, & cum mandamentis, redditibus, juribus & pertinentiis & cum integro statu eorumdem. Item eidem Johanni filio meo do & lego, jure institutionis, omnia bona, jura, redditus & proventus per me acquisitos & acquisita usque ad diem hodiernam, quecumque & ubicumque sint, & quocumque nomine censeantur, & etiam domum meam de Teilleres, cum omnibus juribus & pertinentiis & appenditiis ejusdem ac aliis omnibus juribus & servitutibus quibuscumque, ad eandem domum spectantibus, que etiam fuit per me acquisita, & cum omnibus garnimentis, utensilibus in eadem domo existentibus tempore mortis mee quibuscumque. Item do & lego dicto Johanni filio meo carissimo, jure institutionis, ut supradictum est, omnem vaissellamentam meam auream vel argenteam, quecumque sit, quam habuero tempore mortis mee. Item dicto Johanni filio meo carissimo do & lego omnem pecuniam meam auro, argento vel ere contaminatam, quam habeo tempore mortis mee, & eam sibi tradi & reddi volo per heredem meum universalem infra scriptum, absque deductione funeris impensarum, vel alia quacumque. Et volo & precipio quod heres meus universalis infra scriptus teneatur & debeat dicto Johanni reddere omnes litteras confectas super conquestis predictis; & volo & precipio quod post mortem ipsius Johannis, omnia predicta sibi per me data & legata ad heredem universalem meum infra scriptum, comitem Forenfem, vel ejus heredes, comites Forenfes, cum integro statu & pleno jure revertantur, absque deductione alicujus carte debite, jure nature vel cujuscumque alterius carte Trebellianice vel Falcidie vel alterius cujuscumque. Et volo & precipio quod dictus Johannes nulla debita mea, legata vel clamores solvere teneatur; & volo etiam & precipio quod, de predictis, pro omni jure quod dicto Johanni competit, vel competere potest in rebus & bonis meis, sive ratione carte, jure nature debite, sive ratione primegeniture, sive alio quocumque jure scripto vel consuetudinario, sit contentus, & nichil aliud in bonis meis petere vel exigere possit. In omnibus autem aliis bonis meis mobilibus & immobilibus, juri-

ribus, nominibus, actionibus, castris, villis, homagiis, iurisdictionibus, mero & mixto imperio, feudis & retrofeudis, & iuribus quibuscumque, ubicumque sint & quocumque nomine censeantur, necnon & in comitatu Forensi ejusque baronia, superioritate & refforto, michi heredem universalem instituo filium meum carissimum Ludovicum. Si vero contingeret dictum Ludovicum filium meum, decedere in pupillari etate, vel postea quodcumque absque liberis masculis ex legitimo matrimonio procreatis, in illo casu, dictum Johannem filium meum eidem substituo, nisi infra sacros [ordines] fuerit constitutus; & post eum, primogenitum ipsius Johannis, habilem masculum, & sic deinceps, si predicti essent inhabiles in persona, sequentem in genitura habilem in persona, ex legitimo matrimonio tamen procreatum. Si vero contingeret me habere unum vel plures alios liberos postumos masculos ex legitimo matrimonio procreatos, ipsos heredes michi instituo, videlicet, quemlibet eorumdem in quater centum libris vien. redditualibus ad valorem affidendis in locis convenientibus per exequutores meos, cum mero, mixto imperio & iurisdictione, quod merum & mixtum imperium, cum iurisdictione & edificiis in assisa predicta nunc computentur. Ita tamen quod, post mortem eorumdem, pleno jure & cum integro statu, & absque deductione aliqua faciendi, quam expresse fieri prohibeo ad heredem meum universalem & ad ipsius heredes comites Forenses, revertantur. Item si contingat me mori absque liberis uno vel pluribus masculis, quod absit, vel liberos meos masculos absque liberis masculis, uno vel pluribus ex legitimo matrimonio procreatis, in illo casu, dominum Raynaudum, carissimum fratrum meum, michi heredem instituo; & dictis liberis meis, secundum ordinationem predictam substituo; & si contingeret quod dictus dominus Raynaudus, frater meus, decederet absque liberis masculis ex legitimo matrimonio procreatis, vel liberi masculi ipsius domini Raynaudi decederent absque liberis masculis ex legitimo matrimonio procreatis, in illo casu, volo & precipio quod omnia bona mea ad dictam Johannam, filiam meam, superstitem, deveniant pleno & integro statu, & absque deductione aliqua faciendi quam expresse fieri prohibeo; & si contingat dictam filiam meam primogenitam habere liberos masculos ex legitimo matrimonio procreatos, volo & precipio quod, ad secundogenitum ex ea, habilem in persona, dicta bona mea, post mortem dicte filie mee primogenite, deveniant pleno jure, absque deductione aliqua faciendi; & volo & precipio quod ille secundus genitus teneatur semper portare arma mea, & de eognomine Forisio nominare; alias eidem adhibeo que relinquo, & si unicum filium habeat, ad illum omnia bona mea deveniant, ut premititur; & cum adjectionibus predictis pleno jure, & in predictis bonis meis, modo predicto datis & relictis dicte filie mee ipsam mihi heredem instituo & facio. Et aliis filiabus meis postumis, si quas me habere contingerit, ex legitimo matrimonio procreatis, do & relinquo cuilibet ipsarum, jure institutionis, ducentas libras turon. annui redditus ad valorem habendas & percipiendas. quolibet anno, quandiu vixerint, & fuerint in humanis, & assignandas eidem in arbitrium exequutorum meorum infra scriptorum; & volo & precipio quod ponantur in religione apud Bonum Locum vel in alia religione condecens, ad expensas heredis mei universalis. Item volo & precipio quod si aliqui ex liberis predictis nollent contentari de his que eis, jure institutionis, dedi, & vellent agere ad supplementum legitime, jure nature, eis debite, & cognosceretur legitime quod dictum supplementum fieri deberet, volo & ordino quod eis suppleatur in pecunia & non in corporibus, seu rebus hereditariis. Item volo & precipio quod omnia legata per me facta que sunt perpetua, exceptis institutionibus & substitutionibus filiorum meorum, solvantur ad monetam usulem que tempore solutionum communem eorum habebit in comitatu Forensi, & in valore dicte monete que cursum habebit tempore solutionum. Item volo & precipio quod prefens testamentum meum & testamenta predecessorum meorum & contenta in eisdem, in his in quibus non fuerint attendita & completa, in vita mea attendantur & compleantur per heredem & exequutores meos. Item patronatum ecclesie mee predictae beate Marie Montisbrionis jus conferendi decanatum & alias prebendas & beneficia & omnia alia jura que habeo in eadem, omnibus & singulis heredibus meis & heredibus successorum heredum & successorum meorum, tam in ultima voluntate quam etiam inter vivos, expresse inhibeo atque veto quocumque titulo, quacumque forma, seu specie alienationis seu transportationis in quam-

cumque personam ecclesiasticam, seu secularem, seu locum etiam religiosum quemcumque, alienari, transportari jure proprietatis, vel possessionis, seu alio quouomodo. Quem patronatum & jura predicta semper volo & precipio, in mea familia & illius qui heres, seu succesor fuerit in comitatu Forensi, imperpetuum remanere, pro eo quia predecessores mei bone memorie, ipsam ecclesiam de bonis propriis fundaverunt & dotaverunt, ob reverentiam Dei & beate Marie & in honorem sepulture ipsorum & successorum suorum, et quia, in predictis juribus patronatus & aliis que habeo, in predicta ecclesia, maxime versatur honor comitatus & comitus Forensium. Item liberis meis impuberibus do & ordino tutores carissimum fratrem meum dominum Raynaudum de Forisio & dominum Jocerandum, dominum Sancti Desiderii & dominum Briandum, dominum Sancti Prejecti, necnon & dominum Hugonem de Espinacia, dominum Sancti Andree, milites, & eorum quemlibet in solidum, ita quod non sit inter illos melior conditio occupantis nec deterior subscriptio, sed quod per unum ipsorum inchoatum vel non inchoatum fuerit, per alterum eorumdem, prosequi, inchoari, valeat, mediari & finire. Exequutores autem hujus mee ultime voluntatis facio, continuo & ordino carissimum fratrem meum dominum Raynaudum de Forisio, nobiles viros dominos Chinarum de Sancto Prejecto, Petrum Mitta de Montibus & Hugonem de Espinacia, milites, dominum Petrum de Verneto, legum professorem, & Robertum Vernini, quibus do & concedo plenam, generalem & liberam potestatem exequendi hanc meam ultimam voluntatem, declarandi, cognoscendi, definiendi debita, legata & clamores meos & parentum meorum, solvendi, ratificandi, declarandi & etiam interpretandi si aliqua dubia fuerint vel obscura; & quod eorum interpretatio, seu declaratio, absque declaratione heredum meorum, habeant perpetuam firmitatem, concedendo eisdem etiam plenam & liberam potestatem agendi & exigendi & partem unius vel plurium faciendi & breviter omnia & singula faciendi que eis, circa executionem predictam, videbuntur faciendi; & si ita effect quod omnes non superessent, tempore mortis mee, aut nollent, vel non possent dicte executioni interesse vel vaccari, volo quod superstes, unus vel plures qui interesse poterint & voluerint executioni ante dicte, dictam habeant plenissimam potestatem. Et pro executione predicta plenius attendenda, volo quod, immediate me mortuo, dicti exequutores mei, seu alter ipsorum, suo & aliorum nomine, possint & debeant comprehendere & tenere castra & terram meam de ultra Ligerim a parte Sancti Baldomeri, exceptis castris & rebus per me supra donatis, cum eorum pedagiis, pertinentiis, & appenditiis universis, jurisdictione, redditibus, & proventibus quibuscumque, quousque clamores mei per ipsos integre fuerint emendati, & debita, legata & elemosine mee & parentum meorum per ipsos etiam totaliter perfoluti; & volo, immo expresse prohibeo quod prefati tutores exequutores inventaria aliqua faciant, nisi voluerint, nec cavere, nec reddere etiam rationem aliquo tempore teneantur; sed a predictis omnibus ipsos ex nunc libero penitus & absolvo, & actiones eis remitto, & si, de facto ratio ab eis exigatur propter quod in aliquo tenerentur, heres meus eis restituere vel actiones remittere teneatur. Item volo & ordino quod si dicti exequutores meos vel eorum, aliqua occasione dicte executionis mee ultime voluntatis, dampna interesse & consumenta aliqua sustinere contingat, quod, per retentionem fructuum dictorum castrorum, se indempnes valeant custodire, & si forte dicta castra non tenerint, volo quod heres meus eis, vel ei, teneatur plenarie refarcire & eorum seu alterius eorum super hoc credere simplici juramento, juramentum pro plenaria probatione ex nunc eis & eorum cuilibet deferendo; & si contingeret quod heres meus universalis seu aliqui ex heredibus meis, vel legatariis quibuscumque, venirent contra executionem meam seu dictis exequutoribus meis, in facto executionis mee predictae, nollent obtemperare, volo & precipio quod compellatur de plano sine strepitu judiciario & figura, per dominum regem Francie, ejus officialem & quemcumque curiam ecclesiasticam & mundanam; & si aliquid dubium vel obscurum, vel male ordinatum, seu deficere, seu superflue positum in hac mea ultima voluntate, dictis meis exequutoribus videatur, volo quod ipsi habeant plenariam & liberam potestatem declarandi, interpretandi, corrigendi, determinandi, addendi, diminuendi, & quod eorum declaratio, interpretatio, additio, diminutio, & correctio sint firme & valide & habeant perpetuam firmitatem, contradictione heredum meorum seu alterius cujuscumque nonobstante, institutionibus tamen & substitutionibus predictis.

& donationibus factis per me, liberis seu filiis meis, filiabus & inter ipsos & eorum liberos absque aliqua inmutacione, declaratione, interpretatione, additione, diminutione & correctione permanentibus, prout sunt supra scripte & etiam ordinate, quoniam volo quod per aliquam potestatem, dictis meis exequutoribus concessam, ipsi possint, in predictis institutionibus, substitutionibus & donationibus aliquid corrigere vel inmutare. Volo etiam & ordino quod baillivus Matificonenfis qui pro tempore fuerit, ad requisitionem dictorum exequutorum meorum, vel duorum, seu alterius eorumdem, appellacione aliqua nonobstante, ex mero officio, sine scripto, simpliciter & de plano, & partibus etiam non vocatis, compellere valeat heredem meum universalem & alios quoscunque heredes meos contraditores, seu rebelles dictis exequutoribus, ratione aliqua nonobstante, ad observacionem omnium predictorum. Et domino Raynaudo, fratri meo supradicto, exequutori meo, pro labore suo, quater centum florenos de Florentia, & cuilibet duorum exequutorum meorum predictorum ducentas libras vien. femel do & lego, pro labore suo. Hec est autem mea ultima voluntas quam revocata omni alia si unquam feci in scriptis & sine scriptis volo valere jure testamenti in scriptis, vel jure testamenti nuncupativi, vel jure testamenti perfecti vel imperfecti, vel jure codicillorum meo jure cujuscunque alterius ultime voluntatis & jure divisionis facte, seu ordinationis a patre inter liberos cujuscunque; & si jure aliquo non valeret, volo & rogo venientes mihi ab intestato, quod ex causa fiduciommis, hanc meam ultimam voluntatem teneantur attendere & servare. Rogo testes prefentes masculos & puberes & ad hoc specialiter vocatos & rogatos, quorum nomina scripta videbuntur a tergo hujus carte, in qua hec mea voluntas ultima continetur, ut in ea sigillent, subscribant per se vel per alium & signent, & super predictis veritatis testimonium perhibeant loco & tempore competentibus. Datum & actum anno & die quibus supra.

Ego Guido, comes Forensis, testator, in hac mea ultima voluntate seu testamento subscribi feci per manum Humberti de Lugduno, clerici mei, cum nescirem scribere, & manu propria in eadem signavi, & sigillo meo sigillavi una cum testibus subscriptis per me vocatis & rogatis. Et ego Chinardus de Sancto Prejecto, miles, testis vocatus & rogatus a dicto domino testatore, in hac sua ultima voluntate subscribi feci per manum Humberti predicti, cum nescirem scribere, & in eadem manu propria signavi & sigillo meo proprio sigillavi. — Au dos : Ego Johannes de Sancto Albano, canonicus Lugduni, huic ultime dispositioni, manu propria subscripsi, signavi & proprio sigillo sigillavi a dicto domino testatore rogatus. Ego Petrus de Verneto, legis doctor, testis vocatus & rogatus per dictum dominum testatorem in hac una ultima voluntate subscripsi manu propria & signavi & sigillo proprio sigillavi. P. de V. Ego Richaldus Pagani de Salvatete, clericus, in hoc presenti testamento, seu ultima voluntate, una cum inscriptis in ea testibus, propria manu me subscripsi sigilloque proprio sigillavi vocatus & rogatus per prefatum dominum testatorem in testimonium in eo contentorum. Ego Johannes Vernini, sacrista beate Marie Montisbrionis, testis vocatus per dictum dominum testatorem, huic presenti testamento seu ultime voluntati sue subscripsi propria manu mea, sigilloque meo sigillavi & signavi. — J. Vernini. Ego Philippus Aleijffsonis, clericus, licenciatus in legibus, testis rogatus vocatusque per dictum dominum testatorem, huic &c. — P. Alcyff. Ego Johannes de Lhugoneys, magister in facultate medicine, testis rogatus &c. — Johannes Delhugon. Ego Robertus Virini testis rogatus &c. — Robertus. G. Et ego Arthaudus Maignieu testis rogatus &c., &c. — Arth. — (Arch. Imp. P. 1373 c. 2167) (1).

N° 101. — *Mémorial de la nativité des enfants du comte Guy VII & de la princesse Jeanne de Bourbon, son épouse.* — Extrait de l'écrit qui s'en est trouvé au premier feuillet du missel sus-allégué où est inséré l'acte baptismal de ce comte.

L'an mille trois cens trente sept & le dixième jour de may naquit Jehane fille du comte Guy de Forez & de Jehane de Bourbon.

(1) Les fac-simile des signatures qui accompagnent les souscriptions du testament de Guy VII, ont été publiées par notre collaborateur M. Guizot, ancien élève de l'école des Chartes,

dans son ouvrage intitulé : *De l'origine de la signature & de son emploi au moyen-âge*, planche VII. Paris, Dumoulin, in-8°, 1865. L'Editeur.

L'an mille trois cent trente huit & le seizième jour de mars, est né à Saint Galmyer Loys tiers enfant deldits Guy & Jehane.

L'an mille trois cens quarante trois est né à Saint Galmyer Jehan quatrième enfant deldits Guy & Jehane.

L'an mille trois cens quarante cinq & le cinquième jour d'octobre est né, au Verdier, Odile, cinquième enfant dudit comte Guy & Jehane de Bourbon (1).

N° 102. — *Notes & titres concernant le comte Louis & Jeanne de Turenne, son épouse.*

— Extraites de l'ancien Inventaire ou répertoire latin des Archives de Forez, ci-devant allégué, fol. vixxii. — *In Caufro signato per T.*

Copia litteræ compositionis factæ olim inter Johannam, Dei gratia Francorum reginam, comitissam Boloniæ & Alverniz, ex una parte, & Ludovicum comitem Forensium ex altera, super limitationibus prædictorum comitatus Alverniz & Forensis quorum limites fuerunt prout defluit aqua Anse, secundum quam, quod est a parte solis ortus dictæ ripariæ, prædicto comiti remanfit, & quod est a parte occidentis de prædicto comitatu Alverniz judicatum est. Passata fuit littera hæc die nona mensis januarii anno m^o ccc^o lviii^o.

Fol. 3 v^o, in arca signata per A. Quittancie concessæ per dominum comitem Forensium ad causam dotis filiarum domini vice-comitis Turionensis, uxoris filii dicti domini comitis de pluribus summis in ipsis litteris contentis.

N° 102 bis. — *Remission accordée par le régent du royaume, fils du roi Jean, au comte de Forez & à ses sujets.*

Karolus &c. Notum facimus universis presentibus & futuris litteras dilectorum & fidelium Johannis le Maingre dit Boucicaut, marchalli, Petri Scatiffe, thesaurarii Franciæ, consiliariorum dicti nostri genitoris & nostrorum, vidisse, formam que sequitur continens : Jehan le Maingre, dit Boucicaut, chevalier, marchal, & Pierre Scatice, tresorier de France, conseiller du roy nostre sire & de Monseigneur le regent le royaume, duc de Normandie & d'alpin de Viennois, commissaires deputez ès choses qui s'ensuivent, à touz ceulx qui ces presentes lettres verront, salut : savoir faisons que nous avons receu lettres dudit monseigneur le regent contenant la fourme qui s'ensuit : Karolus primogenitus regis Francorum, regnum regens, dux Normannie & dalphinus Viennensis, dilectis & fidelibus consiliariis nostris episcopo Lexovicensis, Johanni le Maingre, dicto Boucicaud, marchallo Franciæ, & Petro Scatice, thesaurario domini genitoris nostri & nostris, salutem & dilectionem. Cum pro certis magnis & arduis negociis honorem, comodum & defensionem regni predicti tangentibus, ad diversas partes ipsius vos destinamus de presenti, attendentesque quod in comitatu Forensi, per quem pro premisis necesse est, & volumus vos transire, multe inobedientie, rebelliones, injurie, verberationes, vulnerationes ac excessus, tam verbo quam facto, per quamplures gentes, officarios aut subditos dilecti & fidelis consanguinei nostri comitis Forensis & comitatus sui predicti, in pluribus villis & locis ejusdem comitatus, tam vivente dilecto & fideli consanguineo nostro comite Forensi, nuper defuncto, patre predicti comitis moderni, quam post

(1) Puisque le comte Louis n'est nommé en ce memorial que le tiers, c'est-à-dire le troisième enfant du comte Guy VII & de la princesse Jeanne de Bourbon, son épouse, & qu'il n'a avant lui audit memorial que Jeanne de Forez, sa sœur, on voit par là ouvertement que la place & rang de leur premier enfant est laissé à Jacrand de Forez qui se trouva avoir un si grand attrait du ciel à la vie monastique qu'il embrassa ce saint état dès son bas-âge,

hors de cette province. Ce qui fut cause que son nom étant ignoré par celui qui a fait ce recueil, n'y est pas mis, mais est assez entendu par le nombre qui est ici donné aux enfants de ce comte. On peut voir ce qui est dit de ce Jacrand de Forez, qui mourut abbé de Saint-Pierre de Vienne & qui, par sa mort au monde, fit passer ses droits de primogéniture à son frère Louis, au chapitre LXII. du second Livre de cette Histoire (Note de La Mure)

ipſius obitum, pluribus vicibus factis extiterunt & illatis pluribus gentibus, officiariis, ſervientibus & ſubdiſtis dicti domini genitoris noſtri, & noſtris, ac dilectis & fidelibus noſtris Bernardo de Ylorenſi, militi, priori Sancti Yrmei, & Humberto Bairal, civi Lugdunenſi, tunc per gentes trium ſtatuum lingue Francie, ſuper facto ſubſidii pro facto guerrarum conceſſi, auctoritate noſtra, in dictis partibus commiſſis & electis ſuiſque in hac parte deputatis & aliis predictum ſubſidium levando & colligendo ſeu certa juſſione explecta ratione dicti ſubſidii habendi faciendo, de quibus exceſſibus, nondum debita executio exiſtit ſubſecuta, vobis de quorum fidelitate diſcrecioneque, induſtria & diligencia plenarie confiſimus, propter hoc mandamus & committimus per preſentes, quatinus villas & loca comitis & comitatus Forenſis predictorum, ac ſubdiſtos eorumdem, tam officiarios quam alios, diligenter viſitetis, & ſi reformatione ſeu correptione quibuſlibet indigeant, reformetis ac etiam corrigatis; damus autem vobis tribus, duobus aut uni veſtrum, vocato ſecum locum tenente baillivi Maſſiconenſis, plenariam poteſtatem & mandatum ſpeciale de exceſſibus & caſibus omnibus & ſingulis predictis, & de hiis quo exinde ſecuta ſunt quoviſmodo cognoscendi, & ſuper hiis mediante juſticia decidendi, nec penas criminales in civiles convertendi, vel de ipſis componendi eaſdemque plenarie remittendi, ſi & prout vobis tribus, duobus aut alteri veſtrum, adjuncto ſecum dicto locum tenente baillivi Maſſiconenſis, viſum fuerit expedire, & alia faciendo que circa premiſſa & ea tangencia neceſſaria fuerint vel etiam opportuna, quicquid autem in premiſſis & circa premiſſa per vos tres, aut duos, ſeu veſtrum alterum, cum locum tenente predicto, factum, compoſitum vel conceſſum exiſterit, ratum & gratum habere promittimus; & hoc, ſi opus fuerit, & ſuper hoc requiſiti fuerimus, confirmare, nonobſtante quod dictæ cauſe ſuper hiis inter partes predictas ſuborte ſeu aliqua iplarum ſint devolute ad parlamentum per adjoinementum ſeu litis conteſtationem aut alias, & adhuc pendeant in eodem, & quod tangant..... dicti domini genitoris noſtri & noſtris..... quocumque, dantes hiis preſentibus in mandatis omnibus regi predicti ſubdiſtis quater vobis, tribus, duobus aut alteri veſtrum, adjuncto ſecum locum tenente predicto in premiſſis & ea tangentibus pareant efficaciter & intendant. In cujus rei teſtimonium, ſigillum noſtrum preſentibus litteris duximus apponendum. Datum Pariſius die vii ſeptembris, anno Domini milleſimo cccclviii^o, per dominum regentem in ſuo conſilio. J. Douhem. — Pour leſquelles lettres accomplir, & les choſes contenues en ycelles, reverent père en Dieu li eveſque de Liſeux, nouvellement trepaſſé & moy dit Pierre Scatiſſe treſorier, nous ſommes tranſportez es parties de Lyon ſur le Rodne, nagaires de temps, & noble dame & puiſſante madame Jehanne de Bourbon, conteſſe de Forois, tant en ſon nom comme de Loys ſon filz, conte de Forois, mineur d'aage, nous a fait ſignifier que le prieur de Saint Yremer & Berard de Laveu, chevalier, & Humbert Bairaut, bourgeois de Lyon, eſleuz en la dyocèſe de Lyon par les gens des trois eſtaz à Paris, pour lever & cueillir le ſubſide ordéné à Paris par leſdictes genz l'an lviii, ſe parforcèrent de lever en la conté de Forois yceluy ſubſide, c'eſt affavoir : pour quatre moys, & pour ce que leſdiz habitants de la conté ne vouloient paier ledit ſubſide, ne obeir auſdiz eſluz, pour ce que le conte ne eulx ne l'avoient pas acordé; leſditz eſleuz declarèrent monſieur Pierre de Bergerac, chevalier, bailli, & Pierre du Vernay, chanoine de Maſcon, juge de Forois, Jehan Bollet, procureur dudit conte, Jehan de Vaines, Jehan du Cros, Jehan de Marcellieu, Barthelemi Betbier, Eſtienne Beaune, Andrieu Audebert, Philippe Dymenche, Andrieu Giraut, Niſes Pelotier, Jehan Puy, clerc, Arthaut Margun, Thomas Montaignon, Jaquemet de la Fayc, Martin Monet, Jaquemet Germain, Guillaume de la Gotes, Jehan Durier, Michiel Durier, Barthelemi Durier, Chetan Ambruez, Barthelemi de Chartres, Pierre Jamat, David de Languclert, Gregoire Boyron, Pierre Ronceton, Eſtienne Raton, Martin Chorer, Pierre Millerut, Mathieu du Sieul, Pierre Carrequier, Guillaume Brocy, Eſtienne Bricon, Pierre Odetz & Pierre Botz, & aucuns autres officiers & habitanz de ladite conté, avoir commis certaine paines & multes à eulx impoſez & pour cauſe d'iceulx multes & des choſes deſſus dictes leſdiz eſleuz condempnèrent..... & chaſcun d'eulx, en cens & cinquante mars d'argent, & les autres deſſus nommez & aucuns autres de la dicté conté, chaſcun d'eulx en cinquante mars d'argent ou environ, à paier au roy [noſtre ſire], miſrent la juuriſdiction, cenx, redevances & rentes

dudit conté, en la main du roy, & defendirent aux officiers dudit conte, seur grans pains, qu'ils ne s'entremesçent de leurs offices, desquelles condempnations, declarations, procez & griez defdiz esleuz, lefdiz contes & ses officiers & les autres multés & condempnez appellèrent au roy & ont fait adjourner le procureur du roy & les autres, les quex puet touchier ladicte besoigne, au prochain parlement, à proceder esdictes causes d'apeaux; & neantmoins cependant Pierre Reuillon & le chasteilain du roy de Pressie, avec plusieurs autres sergenz & autres à ce commis du roy ou de monseigneur le regent du commandement des diz esleus & du bailli de Mafcon, vindrent en la ville de Monbrifon, en ladite conté, pour lever ledit subside, & pour ce que illecques prirent aucuns des bourgeois de ladicte & se parforcèrent de lever ledit subside de fait, certaines gens de ladite ville & autres, si comme l'on dit, firent corner le cor & sonner le sain sans la volenté ou consentement dudit conte, ne de ses officiers, & vindrent de diverses armes armez à l'ostel où les diz commissaires & sergenz du roy estoient, & selon ce que l'on dit, rompirent les portes & entrèrent dedenz, pour injurier, battre & mal traicter les dictes gens du roy, & les en firent foir par dessus les toys de ladicte maison, & aucuns d'eulx en baïrent & aucuns de leurs biens retenir, & plusieurs autres excès, malefices, injures & rebellions, si comme l'en dit, leur firent, pour lesquelles choses le lieutenant du bailli de Mafcon, faites par luy certaines informations & adorne par main mise plusieurs des gens de ladicte ville pourves & miserables perfonnes & autres par devant monseigneur le regent, & mist leurs biens par inventaire en la main du roy, combien que les choses dessus dictes, ne feussent mie faictes de certain propos, mais par esmeuvement, & à ladicte journée, lefdiz adornez ne comparurent point, & avec ce le dit lieutenant adorna à Mafcon pardevant li, Mons^r François de Saint Priest, chevalier & conseiller dudit conte, pour ce que le procureur du roy dudit bailliage disoit ledit chevalier estre obligé en la peine de mil & cinq cens mars d'argent, & ycelle poine avoit commis au roy pour ce qu'il n'avoit representé devant les diz Reuillon & Chasteilain de Pressie. C'est assavoir Andrieu Giraut, Barthelemi Barbiet, & Philippe Dimenchy, pris en ladicte ville de Monbrifon par lefdiz commissaires, ainsi comme il l'avoit promis, sur lesquelles choses ledit chevalier est trait en cause & pledoyer par devant le bailli de Mafcon, & a esté procedé en la dite cause contre ledit chevalier jusques à la publication des tesmoings. Si fist donc audit Mons^r l'evêque & moy dit tresorier de France ladite conteffe plusieurs excusations sur les faiz & excès dessus diz, & nous fist suplier que pour pitié & misericorde, & pour consideration des bons & loyaux services faiz au roy & à monseigneur le regent es guerres passées par le feu conte son seigneur & mari que Dieu absoille, & pour contemplation de ladite conteffe à dudit conte son filz, mineur d'age, il nous pleust audit feu Mons^r l'evêque & à moy tresorier, pardonner, remettre & quitter du tout aus dessus nommés & à tous officiers & habitanz du dit conté & à tous autres les quex pourroient estre coupables des choses dessus dictes, & ausy ausdis conteffe & conte, se li leur puet en riens toucher, toutes pains, multes & quantitez d'argent esquelles il ont esté condempnez, ou pourroient estre tenez au roy ou à M. le regent, & toutes les rebellions, desobeissances, injures, violences & excès quelconques & autres malefices fais au conte par eulx, & toute paine criminele & civile, deffaux & amendes quelconques, & mestre au neant du tout, touz procs, ordonnances & sentences faiz tant en parlement comme dehors contre tous lefdiz habitanz, ou aucun d'eulx, pour echoison des choses dessus dictes, & mander & commander aus seigneurs de parlement & aus gens de la chambre des comptes, au procureur general du roy, au bailli, au procureur, au receveur de Mafcon & à tous autres justiciers du roy & de monseigneur le regent, que dores en avant ne feissent molester, ne feussent estre molestez en corps ne en biens, les diz supplians officiers & habitanz pour les causes dessus dites, & que les dictes causes tant d'apeaux comme du principal mettent hors de parlement & qu'il ostent la main du roy & tout autre empeschement qu'il seroit mis en la juridiction ou biens defditz conteffe & conte, en corps, & en biens defdiz habitanz & ausy de tous autres, laquelle supplication oye, lors ledit feu Mons^r l'evêque de Lisieux & moy dit tresorier de France, commissaires dessus diz eusme bonne deliberacion & grant conseil sur les choses dessus dictes avec Mons^r l'arce-

vesque de Lyon, maistre Jehan de la Porte, clerc, Mons^r Dalmas de la Porte, chevalier, & plusieurs autres du conseil du roy & de Mons^r le regent; & de rechief vivant lors & nouvellement trespasfé ledit Mons^r l'evêque de Lifieux, en la ville d'Avignon, en plus grant conseil & deliberacion avec reverend père en Dieu Mons^r l'evêque de Tarrona, chancelier de France, & maistre Guillaume Roulhaut, mareschal du pape & conseiller du roy & avec plusieurs autres conseillers du roy & de Mons^r le regent, veuz & consideres les procès, multes & condempnacions faites par les diz eileuz, oyz ausli & considerées plusieurs causes, deffenses & excusacions..... à nous exposées de par lesdiz supplians, officiers & habitans de la dicte conté, & ausli considéré que la dicte Madame la comtesse & le comte son filz, & les gens de son pais, ont liberaument & gracieusement respondu de certain subside à eulx requis pour la redemption du roy & avec ce desdiz conteffe & conte, qu'ilz feront tantost paier ledit subside des quatre moys & qu'il feront faire restitution de tout ce qu'il fera trouvé qui fut retenu ou perdu oudit lieu de Montbrison par la coulpe des diz de Foroiz qui firent les diz excès, & pour consideracion des bons & agreables services, despens, mises & fraiz faiz ou temps passé par ledit comte es guerres du roy & dudit Mons^r le regent & pour contemplacion du lignage & affinité qui est entre Mons^r le duc & Madame la duchesse & les diz conteffe & comte de Foroiz, & par plusieurs autres certaines & raisonnables causes, par vertu & auctorité de la puiffance royal à nous commise, donnée & octroïé par ledit Mons^r le regent, si comme il est contenu en ses dictes lettres, avons pardonné, quitté & remis, donnons, pardonnons, quittons & remettons par ces presentes aus deffuz nommez conteffe & comte, à leurs officiers, conseillers & autres habitans de ladite conté & à tous autres qu'il feroient coupables ou suspecz des choses deffus dictes & dependances d'icelles, toutes poines, multes, ou canitez d'argent es quelles il pourroient estre tenuz au roy nostre sire ou audit Mons^r le regent pour les causes deffus dictes, & toutes rebellions, desobeissances, violences, injures & tous autres malefices commis par eux es choses deffus dictes, & toute paine criminele & civile, deffaux & amendes quelconques qu'il pourroient avoir encouru pour occasion des choses deffus dictes & dependances d'icelles; & mettons au neant de tout touz procès, ordenances, condempnacions & sentences sur ce faites, mandons & commandons de par le roy nostre sire & de par Monsieur le regent, par ces presentes, aux seigneurs qui tendront le prochain parlement à Paris & aux gens de la chambre des comptes à Paris, au procureur general du roy & au bailli procureur & receveur de Malcon & aus diz prieur de Saint Yremer, Mons^r Berart de la Meu & Humbert Bairaut, bourgeois de Lyon, & à tous autres justiciers & commissaires du roy & de Mons^r le regent, que dores en avant ne face ne feussent les diz conteffe & conte, ou leurs officiers, conseillers & habitans de la dicte conté, ne autres, estre travaillez ou molestez en aucune manière, en corps ne en biens, pour les causes deffus dictes ou dependances d'icelles, mais les tiennent & aient pour quittes & absoulz du tout des dictes choses & la main du roy & tout autre empeschement qui ont esté mis en la juridiction, personne & biens des diz conteffe & conte ou de leurs officiers & conseillers & habitanz de ladite conté, ou d'autres, lesquelles par ces presentes nous osons, ostent & aient pour ostées sans difficulté, & facent & laissent user, joir pleinement yceulx sans nulle contradiction de nostre presente grâce, non contrestant quelconques ordenances, mandemens royaux, deffenses ou lettres faictes, données, octroïées, impetrées, ou qui se pourroient octroier au contraire. Et ferons ceste presente grâce ratifier, approuver & confirmer de certaine science en laz de soie & cir vert par ledit Mons^r le regent, à la simple requeste desdiz officiers & habitans ou d'autres d'eulx sanz nulle difficulté, toutefois que requis en feroins. En tesmoing de ce nous avons scellé ces lettres de nos propres seaulx, faites & données en la Villenove prez d'Avignon, le x^e jour de novembre en l'an de grâce mil cccclviij. Et à greigneur fermeté des choses deffus dictes & accordées, à la requeste desdiz nommez de Foroiz, avons fait mettre le seal de la seneschaucie de Beaucaire à ces presentes, l'an & le jour deffus diz; collation est faicte avec l'original deffus transcrit par moy, Jehan Bernart dit de Lunel, tabellion. — Nos autem prescriptas litteras, prout superius exprimuntur, in earum robore teneri volentes, omniaque & singula in eisdem

contenta, rata habentes & grata, ea volumus, laudamus, ratificamus, approbamus, ac nostra gratia speciali, certa sciencia, auctoritate regia qua fungimur, confirmamus, prelibatoque comitissam & comitem, eorum officarios, consiliarios, gentes habitatores dicti comitatus Forensis, & quoscunque alios condemnatos, ab ipsis condemnationibus, penis & multis in eisdem litteris declaratis, quittavimus & absolvimus, quitoque & absolutos perpetuo prefencium tenore esse volumus & manere, mandantes dilectis & fidelibus gentibus parlamenti & compotorum Parisiensium, procuratori regis generali & alio procuratori ac receptori regis Matifconis, necnon dictis commissariis universisque iudiciariis & officiariis dicti genitoris nostri & nostris, presentibus & futuris, & eorum omnibus prout ad eum pertinuerit, vel loca tenentibus eorumdem, quatinus sepe dictos comitissam & comitem, eorum officarios, consiliarios, gentes habitatores dicti comitatus Forensis & alios condemnatos ac ipsorum quemlibet dictorum commissariorum gratia atque nostra uti & gaudere pacifice, quolibet impedimento cessante, faciant, nec ipsos vel ipsorum alterum contra tenorem huiusmodi gratiarum ullatenus inquietent, perturbent seu molestant, inquietari, perturbari vel molestari in corpore five bonis quovis modo permittant, mandatis seu litteris doni super huiusmodi condemnationibus, penis & multis cujuscunque persone per dictum dominum nostrum seu nos factis non obstantibus quibuscunque. Quod ut firmum & stabile perpetuo perseveret, nostrum presentibus litteris fecimus apponi sigillum dicti genitoris nostri & nostri in aliis ac alieno in omnibus jure salvo. Datum Parisius die 18^a mensis januarii, anno Domini M^o CCC^o LVIII^o. — Per dominum regentem, Julianus. — Archives de l'Emp. Mss. J. J. 90, fol. 18^v, pièce 40.

N^o 103. — *Mandat en vieux langage françois de Louis, comte de Forez, au chatellain de Roannois.* — Extrait des Archives de la seigneurie ou baronnie de Roannois, depuis érigée en duché, gardées en un coffre déposé en la sacristie de l'église paroissiale de Roanne.

Loys, comte de Fourays, à nostre chastellain de Roennoys & à nostre prevost de Roenne, nous vous mandons & commandons que vous laissiez user & joir nostre très chère & séal cousine la dame de Coufant & de la Perriere de la juridiction que elle a accoustumé d'avoir en la communauté de Roanne avec nous, jouxte la teneur de certaine ordonnance de nostre cher seigneur & père que Dieu absoille, &c. Donné à Montbrison le vingtième jour de febvrier souz le sceel de nostre secreet, l'an mille trois cens cinquante huit.

N^o 103 bis. — *Lettres de nomination de Jean Poyet aux fonctions de juge ordinaire du Forez.*

Nos Ludovicus, comes Forensis, notum facimus universis quod de fidelitate, litteratura, moribus & industria dilecti & fidelis consiliarii nostri magistri Johannis de Poyeto, utriusque juris periti, plenam per experientiam, fiduciam obtinentis qui & nobis & carissimo quondam genitori nostro, in procuracionis & administrationis officiis longevi temporibus fideliter deservivit, eundem magistrum Johannem judicem nostrum ordinarium comitatus nostri Forensis totiusque terre nostre facimus, constituimus & creamus, ad vadia & stipendia consueta, dantes & concedentes eidem plenam & liberam potestatem & speciale mandatum quascunque causas tam criminales quam civiles audiendi & sine dilatione terminandi, decreta interpretandi, delicta, crimina & excessus quolibet inquirendi, corrigendi & puniendi & pro ipsis emendas pecuniarias & compositiones recipiendi, penafque corporales quascunque in pecuniarias convertendi, prout sibi juste videbitur expedire & alia omnia universa & singula faciendi dicendi & exercendi, per se vel per alium que ad judicature officium pertinent. Nos mandantes & precipientes, tenore presentium, omnibus iudiciariis &

subditis nostris, non subditos in iure subsidium regimine, ut prefato iudici nostro, in predicto iudicatu officio ac dependentiis & connexis, pareant efficaciter & intendant presentque, si sit opus & requisiti fuerint, auxilium, consilium & favorem; qui tamen iudex in camera computorum nostrorum in manu carissimi patris nostri domini Raynaudi de Forisio, assistentibus sibi preceptore Chafaleti, dominis Chivardo de Sancto Praejecto milite, & Joanne de Sancto Albano iudice nostro appellationum, Joanne Egerii thesaurario nostro, consiliariis nostris, quod predictum officium fideliter exercebit, prestitit corporaliter solitum iuramentum. Datum die prima mensis junii anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo primo cum appositione nostri sigilli secreti in testimonium premissorum per dominum comitem, ad relationem Domini R. de Forisio, in presentia consilii sui. — Bibliothèque Imp. Mss. latin, n° 9890.

N° 104. — *Note de la fondation de l'anniversaire du comte Loys dans l'église métropolitaine de Saint-Jean de Lyon, où il fut inhumé.* — Extraite d'un ancien registre latin des Archives de ladite église, appelé *Repertorium*, fol. 83.

Anna Delfina, comitissa Forensis, mota devotione & pro salute sua ac domini Ludovici, quondam comitis Forensis, ejus avunculi, fundavit annuatim, in ecclesia Lugdunensi, suum anniversarium perpetuo faciendum mense maio; pro quo faciendo solvi ordinavit per receptorem castri sui de Fay quatuor libras (1).

N° 104 bis. — *Fondations de messes par Anne Dauphine, dans l'église de Saint-Jean de Lyon.*

Capitulum generale beati Ylarii continuatum usque ad hanc diem Jovis xxiiii januarii (1415, 1416, N. S.) — Qua die fuerunt presentes domini Johannes prepositus, G. Magister, G. de Theliz, H. de Varas, R. de Albone, A. d'Ars, A. de Trezetis, H. de Bron. — Qua die venerabiles viri Guillelmus Rajasse & Janinus legati missi per serenissimam nobilem dominam, dominam comitissam Forensensem & Bellijoci presentaverunt quasdam litteras missorias continentes credenciam quarum tenor sequitur in hec verba :

A mes très chers & bons amis le doyen & chappitre de Saint Johan de Lyon.

Très-chers & bons amis, veuillez savor que pour le très notable service de nostre S. qui fe fait continuellement en vostre eglise de Saint Johan j'ay ordonné & fondé pour le remede & salut des amez de feu Monseigneur Loys, conte de Fourez, mon oncle, qui repose en icelle eglise & de mes autres predeceffurs que Dieux aboillie ung anniversaire & six petites messes de *Requiem* commens plus à plein mes bien amez secretairez Guillaume Rajace & Johan de Soiffons, pour ceste cause, j'envoie pars devers vous, vous exposeront & monstreront par mez lettres : sy vous pryce que vous playse croire mesdits secretairez & adjoûter pleine foy en tout ce qui vous diront de par moy touchant ma bone volenté & intencion que je vouldroie bien employer en l'onneur & ou bien de vostre dite eglise; & si aucune chose vulez que je puisse faire pour vous, je le feray très volentiers. Très chers & bons amis, Notre Seigneur vous ait en sa sainte garde, & vous doint bonne vie & longue. Escript à Cleppé le xxiiij^e jour de janvier.

La duchesse de Bourbon, contesse de Fourez & dame de Beaujeu.

(1) On verra ci-après la fondation d'un autre anniversaire pour ce même comte Louis, faite dans l'église collégiale de Notre Dame de Montbrison, par la princesse Jeanne de Bourbon, sa mère, & on la trouvera parmi plusieurs autres actes d'ouvrages pieux faites par

cette duchesse de Bourbon après la mort des deux derniers comtes de Forez de la seconde lignee, ses enfants, à savor ce comte Louis & son frere Jean II, auquel les preuves s'en font.

(Note de L. Mure.)

Quibus litteris visis & perlectis, prefati legati processerunt ad exponendam suam credenciam in hunc modum, quod prefata ferenissima duchissa, affectione compassionis mota & dilectione quam habet ad ecclesiam Lugdunensem, prefertim contemplatione cari avunculi sui recolende memorie domini quondam Ludovici comitis Forensis, sepulti in dicta ecclesia, qui, in prelio confictus de Bregnez, suum diem clausit extremum, volens animam ipsius suffragio ecclesie subveniri & pro etiam cunctis fidelibus defunctis parentum suorum ordinavit annuatim fieri & celebrari unum anniversarium solenne, in dicta ecclesia, confimili die obitus dicti domini quondam Ludovici, celebrando unam missam solennem de mortuis. Pro quo anniversario assignat perpetuo novem libras turonenses recipiendas per capitulum a receptore suo emolumentorum castri du Faiz prope Sanctum Johannem de Bonifontibus; de qua summa dicta domina vult dictum receptorem du Fay quictum remanere reaptando quictanciam a dicto capitulo. Que novem libre vult dicta domina dividi inter presentes, juxta morem ipsius ecclesie, & prout videbitur expedire melius dicto capitulo. Ulterius ordinavit dicta domina celebrari perpetuo in dicta ecclesia sex missas submissa voce que celebrabuntur qualibet die edomade de mortuis celebrandas per tres prebendarios sacerdotes de habitu ecclesie sufficientes & qui non sint onerati aliis missis; que misse celebrabuntur in propinquiori loco & altari ubi corpus dicti avunculi sui requiescit, instituendos & nominandos per ipsam dominam; quam collationem dictarum missarum sibi domine reservat & suis successforibus perpetuo. Pro quibus missis celebrandis, assignat annuatim & perpetuo, recipiendas per capitulum a receptore ipsius Turis in Jaresio, viginti unam libram turonenses, acquittando ipsum receptorem de dicta summa reaptando quictanciam de soluto a dicto capitulo, solvendas ad terminos sequentes, videlicet: medietatem in Paschate & aliam medietatem in festo omnium sanctorum. Ulterius exhibuerunt prefati legati in dicto capitulo unam capsulam cum stola & manipulo panni firici nigri operati munita cruce aurea de armis dictie domine. Quibus sic expositis per dictos legatos, dicti domini hec letanter & honorifice receperunt ob reverenciam dictie domine, & statim de premissis ordinandis oneraverunt per extensum & declarandum modum & formam & qualiter premissa fient in dicta ecclesia tam de dicto anniversario quam de nominatione dictorum presbiterorum celebrandorum dictas missas, venerabiles viros dominos G. cantorem, G. magistrum, P. Chivalerii, vocatis dictis legatis. Post vero dictam suam ordinationem parati sunt dicti domini hec omnia ratificare in suo capitulo & approbare litterasque oportunas concedere dictie domine ad perpetuum rei memoriam. Pererii.

xxv Januarii. — Qua die dominus G. magister exposuit tractatum heri habitum cum legatis domine comitis Forensis, supra anniversario & sex missis celebrandis qualibet die. Quibus expositis supervenerunt prefati legati & tradiderunt in scriptis modum & formam celebrandi dictum anniversarium & missas cujus tenor sequitur in hec verba: Intencio bona domine nostre duchisse est quod perpetuo, singulis annis, fiat anniversarium generale in majori ecclesia Lugdunensi, pro domino Ludovico quondam comite Forensi & aliis omnibus predecessoribus, parentibus & amicis ipsius domine, tali die qua corpus ipsius domini comitis quondam fuerit traditum ecclesiastice sepulture. Pro quo anniversario solemniter celebrando, dat dicta domina ecclesie Lugdunensi novem libras turonenses dividendas & distribuendas singulis annis per manum libratoris ecclesie, ut sequitur. Pererii. — Primo in matutinis mortuorum que de mane cantabuntur, distribuuntur, ut moris est in ecclesia, xl solidi turonenses omnibus presentibus in dictis matutinis usque ad: *Laudate Dominum de celis*. Item, distribuuntur & librentur, in missa anniversarii que in majori altari celebrabitur, septem libre turonenses cum solemnitate, ita quod ille qui celebrabit missam diaconus & subdiaconus, ac quatuor cappe, duplicem habeant porcionem; ceroflerarii eciam duplicem porcionem percipiant. Et celebrata missa est intencionis dictie domine quod conventus trium ecclesiarum processionaliter veniant ad capellam beate Marie Magdalene cantando: *Libera me*, cum orationibus consuetis, maxime quia in dicta capella jacet corpus dicti domini quondam comitis; & ibi librentur supra dictie septem libre turonenses, prout libratori videbitur faciendum, juxta morem & consuetudinem ecclesie, & ut campane magne solemniter pulsentur; prefertim, in

missa anniversarii, distribuentur per libratores, de dictis septem libris turonenfibus, campanili sex grossi parvi, ut longo tractu habeant pulsare. Quasquidem novem libras situat & assignat in & super receptorem, qui pro tempore fuerit, castri sui du Fay, solvendas ad festum omnium sanctorum singulis annis. Pererii. — Item ordinat dicta domina, in dicta Lugdunensi ecclesia, celebrari, in qualibet septimana, sex missas de mortuis, secundum quod tempus occurrat, per tres capellanos instituendos, pro dictis missis singulis septimanis celebrandis in capella beate Marie Magdalene, sive in majori capella, seu minori, aut in propinquiori capella dictæ Magdalene, pro remedio anime ipsius domine ac dicti domini, comitis quondam, & aliorum parentum & predecessorum suorum; pro quibus sex missis perpetuo in qualibet septimana celebrandis, dat & assignat viginti unam libram turonenfes in & super receptam castri sui Turris in Jarefio, solvendas quolibet anno. — Quibus litteris visis prefati domini laudaverunt, approbaverunt & ratificaverunt, interponentes hujusmodi ordinationi auctoritatem & decretum, concedentes fieri de premissis litteras dictæ domine oportunas. Quo facto, dicti domini legati presentaverunt prebendarios pro nunc institutos & nominatos per prefatam dominam, videlicet : dominum Andream Gregorii, in persona domini Johannis Gregorii ejus fratris, qui juravit in animam sui fratris dictas missas celebrare, videlicet qualibet die lune & Martis, de mortuis, qualibet edomada; qui dominus Andreas nominatur primus; item dominum Johannem Jacobi qui juravit confamiliter, qui secundus prebendarius nominatur, & celebrabit Mercurii & Jovis; item dominum Johannem Guichardi ultimum prebendarium qui juravit dictas missas celebrare & qui nominatur tertius & habebit dies Veneris & Sabbati. — Qua die domini ordinaverunt quod dominus G. magister, secum dominus P. Chivalerii, vadant ad dominam comitissam Forenfem pro tractando & pacificando ipsam supra debato diu agitato inter comitissam Forenfem & capitulum & supra metis Anse. Pererii. — *Actes capitulaires du chapitre métropolitain de Lyon*, vol. 9 & 10, fol. 75 & seq.)

N° 105. — *Lettres de privilèges octroyés par Jean II, comte de Forez, autorisé de son curateur, aux habitants de Saint Bonnet le Châtel, après la clôture de leur ville.* — Extraites de l'original qui en est conservé aux Archives de la châtellenie de ladite ville.

Nos Joannes, comes Forenfis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod, cum homines nostri, habitatores & incolæ villæ & mandamenti Sancti Boniti Castri, pro clausura dictæ villæ, per longa tempora, vicissimam partem fructuum bladorum suorum solverint annuatim, & exinde muros sufficientes & etiam fossata, turres & propugnacula construxerint circum, circa villam prædictam & taliter quod dicta villa fortis, ad expugnandum inimicos ipsisque resistendum censeatur, & infra eandem villam, habitatores jam dicti tute, secure & libere, Deo propitio, se afferant moraturos, &... Nos eisdem hominibus & subditis nostris pio compatiens affectu, cupientes ipsos in bonis libertatibus confovere, de consensu, licentia & voluntate carissimi patris & curatoris nostri, domini Raynaudi de Forefio, ab exactione dicti vinteni quictamus, dum tamen in reparatione murorum, fossatorum & clausuræ prædictæ, quando & quotiens opus fuerit, non deficiant. — Datum sub sigillo nostro proprio duodecima die decembris, anno Domini millesimo trecentesimo sexagesimo quinto, per dominum comitem ad relationem dicti domini Raynaudi ejus patris & curatoris. Galleffii.

N° 105 bis. — *Lettre du roi Charles V & autres actes relatifs à la curatelle de Jean II, comte de Forez.*

Charles, par la grace de Dieu, roy de France, au bailli de Saint Jengou, ou à son lieutenant, salut. Nous avons entendu que nostre amé & féal cousin le conte de Forez, auquel, pour le temps qu'il fu soubz aagé, fu pourveu de curateur, lequel qui est a present aagé, est infencés & detenus

de maladie, telle que il ne fect a presnt gouverner sa terre & ses biens, dont il a plusieurs, & luy est necceffité de luy pourveoir de curateur; pour quoy nous vous mandons, & pour ce que vous estes le plus prochain juge royal, commettons, que, se il vous appert nostre dit cousin estre en l'estat dessus dit, tost & hastivement vous appelez des plus prochains de son lignage, de ses seaulx & subgez, tant & tel nombre que vous veirez que bon fera, & par leur avis & conseil donnés, prenés & ordenés curateur à nostre dit cousin, tel, si convenable & si puissant qu'il sache garder, gouverner & deffendre le dit nostre cousin, sa terre, ses chasteaulx & ses biens, en gardant les solempnitez qui sont acoustuméz à garder en tel cas; de ce faire vous donnons pouvoir par ces presentes. Mandons & commandons à touz noz iusticiers & subgez que à vous, en ce faisant, obeissent & entendent diligemment. Donné à Paris, le xii^e jour de novembre l'an de grace mil trois cens foixante & huit, & de nostre regne le quint. — Es requestes de l'ostel: N. de Cabour. — Heteromefnil. — Arch. de l'Emp., P. 1371, c. 25).

Guillelmus de Masiliis locum tenens viri nobilis & potentis Petri Mesping hostiarii armorum domini nostri regis, domini Verniaci & Graingn. ac baillivi sancti Jangulphi & Cariloci Petro Petitbon, Johanni Ponceti & cuilibet alteri regio servientibus, salutem. Litteras patentes regias recepimus formam que sequitur continentes... Quarum litterarum auctoritate & virtute vobis & vestrum cuilibet in solidum, tenore prefencium precipimus & mandamus committentes adornare coram dicto domino baillivo seu ejus locum tenente apud Montembrifonem, ad diem Martis post dominicam qua cantabitur in Dei ecclesia: *oculi mei*, proximum, magnificos & illustres principes & barones dominum Ludovicum ducem Barbonii & dominam Johannam de Borbone, comitissam Forenfem, dominum Beraudum, dalphinum Alvernie, comitem Claromontis, dominum de Mercorio, dominum Regnaudum de Forefio, dominum Anthonium dominum Bellijoci, dominos Guillelmum & Robertum de Bellijoco, milites, Edoardum de Bellijoco, dominum de Perreux, dominos Guidonem dominum de Cefano, Guillelmum dominum de Chalenconio, parentes proximiores & amicos egregii principis Johannis, comitis Forenfis, in prescriptis litteris regis nominati; dominum Stephanum, dominum Sancti Prejecti, dominum d'Escotay, dominum de Rochebaron, dominos Boiffeveros de Sapolge, Botardum de Verneto, milites fideles & homines dicti domini comitis Forenfis, necnon consules bonarum villarum Montisbrifonis, Sancti Bardomeri, Sancti Boniti, Sancti Germani Vallis, Fori in comitatu Forensi situatarum, & subdicti dicti domini comitis Forenfis, nomine ipsorumve singulorum personarum ac universatis & communitatis per modum universum villarum predictarum, super contentum in litteris predictis & infrascriptis, consultos & institutos a communitatibus villarum predictarum, visuros & audituros per dictum dominum baillivum, seu ejus locum tenentem, dari, provideri & ordinari curatorem, seu de curatore, dicto domino comiti Forensi, talem & ita abilem & potentem qui sciat custodire, gubernare & deffendere dictum dominum comitem Forenfem, ejus terram, castra & bona, dictumque dominum baillivum seu ejus locum tenentem super hoc consultiurum ipsamque curam in se suscepiendum, &c... Datum sub sigillo nostro proprio in absentia sigilli curie dicti domini baillivi, die lune post festum cathedre sancti Petri, anno Domini m^o cccc^o sexagesimo octavo. Per dominum locum tenentem: J. Medici. — Arch. de l'Emp. P. 1371, c. 26.

Viro nobili & potenti domino baillivo Sancti Jengulphi & Cariloci, seu ejus locum tenenti, Petrus Petitbon & Johannes Ponceti, servientes regii, se ipsos cum omni reverentia & honore. Reverende domine, noviter nos litteras recepisse hic annexas quarum auctoritate & virtute ego dictus Petrus adornare per hoc coram vobis, domino baillivo predicto, seu vestro locum tenente, illustrem & magnificum principem dominum ducem Borbonensem, in personam venerabilis viri domini cancellarii Borbonensis, egregiam & potentem dominam, dominam Johannam de Borbone, comitissam Forenfem, ad ejus personam magnificum & potentem principem dominum Beraudum dalphinum Alvernie, comitem Claromontis & dominum de Mercorio, ad personam Johannis de Chagordon ejus procuratoris, illustrem & potentem virum Regnaudum de Forefio, militem, in personam Ponceti de Ruppessort, domicelli, scutiferi & famuli sui, quia ad personam dicti domini Regnaudi accessum habere ejusque fortalicium Clepiaci in quo esse dicebatur, intrare quamvis capitaneus & gen-

tes dicti fortalicii plures de michi aperiendo requisivirum, nequivi; viros nobiles & potentes dominos Guidonem dominum de Cofano, Guillelmum dominum de Chalenconio, Boiffeverium dominum de Sapolgue, Plotardum de Verneto, dominum de Rochebaron, milites, ad eorum proprias personas, dominum d'Efctoy ad ejus domicilium, item sex confules Montisbrifonis ville, quatuor confules ville Sancti Boniti Caſtri, quatuor confules ville Fori & quatuor confules ville Sancti Germani Vallis, nomine ipſarum, vel ſingularum perſonarum ac univerſitatis & communitatis, per modum univerſi villarum predictarum ſuper contententem in litteris hic annexis conſultos & inſtructos a comitatibus villarum predictarum. Et ego predictus Johannes Ponceti etiam adjornavi per hoc coram vobis, domino bailivo predicto, ſeu veſtro locum tenente, illuſtres & potentes viros dominum Anthonium dominum Bellijoci, ad ejus propriam perſonam, Eduardum de Bellijoco, dominum de Perrues, in ejus caſtro de Perrues, & ad perſonam Gaufridi Rech, ejus ſcutiferi, dominum Guillelmum de Bellijoco ad ejus domicilium & caſtrum de Amploptheo, in perſonam capitani ipſius caſtri, dominum Robertum de Bellijoco in ejus caſtro de Jo, in perſonam Guioveti, ejus caſtellani, & Roberti ejus capitani ipſius caſtri, dominum Stephanum dominum Sancti Prejeſti, in caſtro ſuo de Marz, in perſonam Johannis Floreton, ejus capitani, necnon Petrum Jomari & Johannem Cachebo, conſules Sancti Baldomeri, ad eorum proprias perſonas, nomine ipſorum, vel ſingularum perſonarum ac univerſitatis & communitatis, per modum univerſi ville Sancti Baldomeri, ſuper contententem in litteris hic annexis, conſultos & inſtructos a comitate ville predictæ & hoc apud Montembrifonem, ad diem Martis poſt dominicam qua cantatur in Dei eccleſia : *Oculi mei* &... die lune poſt dominicam qua cantatum fuit in ſancta Dei eccleſia : *Oculi mei*, anno Domini m^o ccc^o lxxxiij^o octavo. — (Arch. Imp. P. 1371, c. 24).

N^o 106. — *Lettres d'amortissement de fief octroyées aux cordeliers de Montbrifon par Louis II, duc de Bourbon, cousin germain & second curateur dudit comte Jean II, procédant en cette qualité.* — Extraites des Archives du couvent deſdits cordeliers de Montbrifon.

Ludovicus, dux Borbonenſis, comes Claromontenſis, par & camerarius Franciæ, curator præcariffimi conſanguinei noſtri Joannis, comitis Forenſis, regens comitatum Forenſem, notum facimus univerſis preſentes litteras inſpecturis, quod cum gardianus & fratres minores Montisbrifonis nobis expoſuerint ſe infra fortalitium Montisbrifonis non habuiſſe haſtenus larem ſive locum habitum in quo neceſſitatis tempore pro guerris imminetibus & incurſibus inimicorum regni, religioſas perſonas quacumque etiam alias affligentium indiſtincte effugerent, & ob hoc fuerint ſapiffime de prædatis & quandoque in perſonis propriis, quod nefas eſt ſacrilegum, inhumaniter injuriis afflicti etiam per pillardos, ac in miſſis ſuis celebrandis & divinis officiis præpediti exiſſime, requirentes quatenus admortizare ſeudum domus eis datæ a Plotardo de Verneto milite, dignemur. Nos dux & curator prædictus præconſiderantes quod bona quæ tranſeunt in uſus pauperum, præſertim divini cultus reſtaurationem & augmentum, convenientia, totis affectibus noſtris, perpetuis temporibus, deſideramus augeri, ad placandam iram diſtincti judicis, & ipſius gratiam acquirendam, attendentes etiam quod largiri talibus uſibus mercedis immenſitas cenſetur menſura, quodque tam modica tranſlatio ſtatu dicti comitis, noſtro perpenſo, tantum ſolatium & refrigerium eiſdem fratribus miniſtrabit, ut nos & comes præſatus in omnibus bonis quæ a modo ſient & dicuntur in ordine efficiamur participes & confortes, dictam domum admortizamus prædicto nomine &c. — Datum apud Montembrifonem ſub ſigillo noſtro die decima menſis Junii anno Domini m^o ccc^o lxx^o.

N^o 106 bis. — *Lettres du roi Charles V autorisant l'acte de renonciation ſur le comté de Forez paſſé par le duc d'Anjou au profit de Louis II, duc de Bourbon.*

..... Comme debas ou defcors fuſt meuz, ou en eſperance de mouvoir, entre Mgr le duc

d'Anjou, d'une part, & Mgr le duc de Bourbonnois, tant en fon nom, comme curateur de Mgr Jean de Forez, à prefent conte de Forez, d'autre, fur ce que ledit Mgr d'Anjou difoit & maintenoit à li appartenir toute la conté, terre & pais de Forez, villes, châteaux, forterefles & appartenances dudit pais avec toute la terre, villes, châteaux & forterefles que tenoit & poffédoit, ou temps que vivoit Meflire Regnaut de Forez, oncle dudit conte, pour caufe de certain achat, don ou contraict fait par ledit Mgr d'Anjou, de l'autorité & confentement du roy nostre sire, avec ledit Meflire Regnaut, tant en fon nom, comme curateur par le temps de lors dudit conte de Forez, fi comme il difoit, & comme fon fubftitué par les predeceffeurs, contes de Forez, audit conte fon nepveu à la dicte conté, terre & pais de Forez; & par lequel contraict ledit Meflire Regnaut, tant en fon nom, comme ou nom que deffus, de fon bon gré & pure volenté, & pour le grant & evident prouffit dudit conte fon nepveu & de tout le pais & conté de Forez & le sien... avoit vendu audit Mgr d'Anjou & à fes heritiers, en pur tiltre de vendicion, toute la dicte conté de Forez avecques toutes les nobleffes & appartenances d'icelles... lequel contraict le dit conte de Forez avoit loé, ratiffié & approuvé en tant que en lui estoit & lui pouvoit toucher... ledit Mgr le duc de Bourbonnois... difant & maintenant au contraire, & que audit Mgr d'Anjou ne appartenent ne ne peuvent appartenir de prefent, ne pour le temps à venir, par quelconques tiltres ne contraict fait avec le dit conte, ne ledit Meflire Regnaut, en quelconque nom qu'il veuille proceder, la dicte conté, pais & terres de Forez ne la dicte terre dudit Meflire Regnaut... par plusieurs caufes & raifons, premierement, car ledit Regnaut, en quelque nom qu'il veuille maintenir ne proceder, ne ot oncques poir, puiffance ne autorité, ne à lui ne pot oncques appartenir de vendre, aliener, ne transporter ledit conté & terre, pais & appartenances deffus dict... car ledit conte vivant qui vit encor, il n'ot oncques droit en la dicte conté, ne ne le pot oncques tranfporter, ne aliener, ne ne peut l'en dire ne maintenir que ledit Meflire Regnaut le peult faire comme curateur dudit conte fon nepveu, car curateur, felonc raifon, ne peut ne ne doit aliener l'eritage de celui dont il eft curateur, & ou cas que, comme fubftitué au dit conte fon nepveu, & à la dite conté, emprès la mort dudit conte. Finalement mefditz feigneurs d'Anjou & de Bourbonnois defirans avoir bonne paix & accord entre eulx, ont fait, par leurs confeils, veoir & difcuster, en la prefence de plusieurs du confeil du roy, nostre feigneur, & de fa volenté & confentement, les droiz & tiltres que un chascun y peut avoir; & par leurs rapports & deliberation font les deffus diz feigneurs venus aus accors & compoficions qui s'enfuivent. Et font telz : que ledit Mgr le duc d'Anjou, de fa pure & liberale volenté, confiderant la prochaineté de lignage qui eft entre eulx, les grans, bons & agreables fervices & amitez que ledit Mgr le duc de Bourbonnois a tousjours euz & faiz audit Mgr le duc d'Anjou & à les predeceffeurs & ont tousjours eu lui & les siens à la couronne de France, & pour la fupplication deffrayer & relever des grans fraiz & domages qu'il a heuz pour le fait de fon hoflage d'Angleterre, & pour avancer le dit Mgr de Bourbonnois en bien & honneur & en croiffance de chevanee & eflat a ceflié... audit Mgr le duc de Bourbonnois... tous les droiz, tiltres, caufes & actions, lettres & instrumens que ledit Mgr d'Anjou a & peut avoir par quelconque tiltre & caufe que ce foit en & pour la dicte conté & pais de Forez & edites terres dudit Meflire Regnaut... Parmi ce que ledit Mgr le duc de Bourbonnois, pour tous les droitz que ledit Mgr le duc d'Anjou avoit ou pouvoit avoir ez dites conté, terre & pais & en ladite terre dudit Meflire Regnaut... Mgr le duc de Bourbon, & en recompenfation des fraiz, depens & miffions qu'il a faiz en la pourfuite dudit fait & auffi en paiement des deniers que ledit Mgr d'Anjou avoit baillé au dit Mgr Regnaut pour l'acquett & contraux deffus diz, paiera une fois audit Mgr le duc d'Anjou la fomme de trente mil livres tournois franc d'or pour vint folz tournois, ou trois mil livres de terre à l'affiete de France, à paier par la maniere ci defoubz efclairé, c'est affavoir que, dedens le jour de l'Ascenfion qui fera de l'Ascenfion prochain, venant en un an, qui fera l'an mccccx & unze, ledit duc de Bourbon paiera ou fera paier à Mgr d'Anjou, ou à fon commandement, cinq mil livres de la monnoie deffus dicte; &, ou cas que faute y auroit de paiement, mon dit feigneur d'Anjou aura cinq cens livres de terre a perpetuïté des terres ci deffoubz declairées, à faire fa volenté par la main du roy, fi comme deffus eft declairé

&, par chascune feste de l'Ascencion d'an en an ensuivant, jusques à six ans, le dit duc de Bourbon paiera cinq mil livres tournois ou cinq cens livres de terre à l'affiete de France pour chascune cinq mil livres jusques à la fin des dictes six années. Item, pour faire & accomplir les choses dessus dictes Mgr de Bourbon a rapporté & mis en la main du roy nostre sire fa conté de Clermont & toutes ses terres qu'il a en France jusques à la somme de trois mil livres de terre à l'affiete de France avecques toutes les appartenances d'icelle & s'en est demis loyement..... & fera tenu nostre dit seigneur ou cas que le dit duc de Bourbon defaudroit de paiement des diz cinq mil livres tenir, bailler, delivrer & affeoir cinq cens livres de terre à heritage perpetuel pour chascun terme, senz deport, respit ou delacion quelconques. Item ledit duc de Bourbonnois s'est obligé par foy & ferement à faire tenir & accomplir les choses dessus dictes & chascune d'icelles..... Item tous ceulz de qui Mgr d'Anjou & aussi ceulz de qui Mgr de Bourbon se tenoient pour malcontens & offenduz, pour caufe & occasion des choses dessus dictes & de leurs deppendances, auront remission & pardonance des diz seigneurs & seront en leur grace & feront faire & restituer du leur a ceulz qui les devront avoir, & se aucuns avoient mestier de grâce de eulx, il les leur seroit amiable afin de nourrir entre eulx & leurs subjez bonne & vraye amour & concorde & fera restitué Messire Moriau de Chavalon en sa terre & possessions, & desdommagez de tous les damages qu'il a euz & souffert pour caufe & occasion des choses dessus dictes &c... Donné au bois de Vincennes le xviii^e jour de may, l'an de grâce m ccc. sexante dix & de nostre règne le septiesme. (Arch. Imp. P. 1371. C. 17.) (1).

Cession par Louis II, duc de Bourbon, à sa femme Anne Dauphine, de tous les droits qu'il pouvoit avoir sur le comté de Forez.

Loys duc de Bourbonnois, conte de Clermont & de Fourz, per & chamberier de France, à tous ceulx qui ces presentes lettres verront, salut. Comme par avant le mariage d'entre nous & nostre tres chiere & tres amée compaignie, feu Messire Regnaut de Fourz, oncle & curateur de feu le conte Jehan de Fourz, a lui ordonné pour ce qu'il estoit infensible, eust vendu & transporté à feu de noble memoire tres haut & puissant prince Monseigneur Loys, lors duc d'Anjou, & de Lorraine & conte du Maine & depuis roy de Jherusalem & de Sicile, dont Dieux ait l'ame, la dicté conté de Fourz, pour certaine somme de deniers, &, après la mort dudit conte Jehan, & le mariage fait & consummé entre nous & nostre dite compaignie, eussions prins la possession & saisine de la dicté conté & des villes, chasteaux & fortereffes d'icelle qui devoient appartenir à nostre dicté compaignie de son droit, dont grans debas & descors deurent mouvoir entre ledit feu Monseigneur d'Anjou & nous, & à la parfin ledit Monseigneur d'Anjou nous baillaist & transportast tout le droit, raison & accion qu'il avoit & povoit avoir en la ditte conté parmi lui rendent & paient la somme de trente mille frans, favior faisons que nous, sachans certainement que le dit feu Messire Regnaut ne pouvoit vendre ne alienier la terre de notre dit cousin, son nepveu, & la ditte conté estre & appartenir loiaument à nostre dicté compaignie, avons renoncé & renonçons, de tout en tout, à tout le droit, raison & accion que, pour caufe dudit transport, avons fait par ledit feu Monseigneur d'Anjou, nous avons & povons avoir en la dicté conté appartenant à nostre dit cousin par le temps de la ditte vendicion

(1) Voir aussi les numéros suivants des titres déposés aux Archives de l'Empire : P. 1371, c. 30. P. 1371 r. 15. P. 1370, c. 51. Sous ce dernier numero sont comprises deux lettres adressées par le roi au bailli du Velay, dans la première, en voie que, l'insultation de Louis II, duc de Bourbon, plusieurs nobles & gens d'armes ennemis de Regnaut de Forez, se rendirent au chateau de Marçilly (Marsilliac) où il se trouvoit, qu'ils s'emparèrent de sa personne & le tirent prisonnier. Pendant ce temps-là, le duc de Bourbon, en sa qualité d'époux d'Anne Dauphine, légitime héritière de Forez, s'empara, dans les valles du comté, de plus de cent

mille livres d'argent, de l'or, des bijoux & autres mobiliers : il levait des impôts de jour en jour, & il en avoit déjà obtenu par ce moyen 60,000 livres, lorsque le roi, pour mettre un terme à ces exactions, sur les plaintes qui lui en avoient été faites, ordonna au duc de rendre tout ce qu'il avoit pris & de se présenter au jour du bailliage de Saint-Germain & de Chartres (Cass. Lavi) pour y répondre de sa conduite. — Lettres de remission données à Paris, par le roi, au mois d'octobre 1370.

(Note de M. Meunier de l'Épinois).

faite par le dit feu Messire Regnaut audit feu Monseigneur d'Anjou & tel droit que avoir y povons ; avons donné, quitté, cessé & transporté, donnons, cessons, quittons & transportons par ces presentes a nostre dite compaignie & à ses hoirs & successeurs à tous jours mais perpetuellement fens ce que nous ou noz successeurs puissent, pour cause dudit transport, y demander aucun droit, & voulans les lettres sur ledit transport à nous faites, estre baillees & delivreez a nostre dite compaignie, fe trouver fe puent, fens ce que jamais nous ou noz successeurs nous en puissions aidier en aucune maniere, en tant que touche la dite conté, parmi ce toute voie que ou cas que nous ou nostre dite compaignie yrons de vie à trespassement, fens hoirs de noz propres corps, ou que noz diz hoirs yroient de vie à trespassement fens hoirs de leurs corps & que la dite conté de Fourze viendrait hors de nostre ligne, celui qui fera conte de Fourze fera tenu de paier & rendre à noz hoirs & successeurs ou aux hoirs & successeurs de noz diz enffenz, ducz de Bourbonnois, la dite sòme de trente mille frans. En tesmoing de ce nous avons fait mettre nostre feel à ces presentes. Donnè à Saint Germain en Laye soubz nostre feel le v^e jour du mois de janvier l'an de grace mil ccc quatre vins & treze. (Sur le pli) : Par Monf. le duc present, Monf. de Norry (1). (Arch. Imp. P. 1374. C. 71).

N^{os} 107 & 108. — *Acte de don fait à l'église collégiale de Notre Dame de Montbrison par Jeanne de Bourbon, comtesse douairière de Forez, de la rose précieuse qu'avait eu du pape Clément VI, le comte Guy VII son mari.* — Extrait de l'original qui en est aux Archives de ladite église, quoique cette précieuse rose ne soit plus au trésor d'icelle, lui ayant été enlevée par la sacrilège rapine des huguenots aux premières courfes qu'ils firent au siècle précédent. — Ledit acte en vieux français est conçu comme s'enfuit :

Nous Jehane de Bourbon, comtesse de Fourès, fille ainfiée de messire Loys, duc de Bourbon, fils ainé du fils monseigneur Saint Loys, roy de France, & femme de messire Guis, conte de Fourais, cui Dieu assoille, faisons sçavoir à touz presens & avenir que nous avons donné, & donnons par ces presentes, en honneur de nostre Seigneur & de nostre Dame & de touz les sains, à nostre eglise de Nostre Dame de Montbrison, la Roze d'or laquelle le pape Clement VI donna à Avignon à mondit seigneur le conte Guis, le jour de la dymanche de *Letare Hyerusalem* ; & volons que ladite roze soit tous jours mais ez threfour & ez reliques en ladite eglise sur les modifications desfoz escriptes, premier que li doyens & chapitres de la dite eglise presens & avenir ne doivent, ne puissent, ne autres pour eaulx, vendre ny aliener en aucune maniere ne transporter ladite roze. — Item que li colleges de ladite eglise soit tenus touz jours mais chanter & dire au grand haufel de la dite eglise. le jour de *Letare Hyerusalem*, une messe du Saint-Esprit à note. — Item que le jour emprés enfuivant, il soit ausy tenu dire & chanter audit auter, emprés nostre decez, une messe des morts à note pour les ames de mon dict seigneur, de noz & touz noz predecesseurs, & volons ausy que leditz doyens & chapitres nos donnent lettre soubz leur feel de ladite eglise de nous tenir & faire & accomplir toutes les choules en cette lettre contenues. Donnè à Montbrison en notre ville le sabbmedy xi^e jour du mois de septembre, l'an de nostre Seigneur mil ccc soiffante douze sous nostre feel de secret. Et sur le reply : par Madame la Contesse : *Hambertus*.

(1) A cette chartre est appendu, sur double queue de parchemin, & en cire rouge, l'un des grands sceaux, à moitié brisé, de Louis II, où il est représenté à pied, tenant une épée nue & levée de la

main droite. Au dessous de la reproduction de ce sceau que nous donnons dans le texte, se trouve la description détaillée.

L'Éditeur

N° 109. — *Fondations des anniversaires tant des comtes Guy VII que de Louis & Jean II ses fils & successeurs, faites dans ladite église collégiale de Montbrison, par ladite Jeanne de Bourbon, veuve dudit Guy & mère de ses successeurs.* — Extraite de l'original qui en est aux Archives de ladite église.

Johanna de Bourbonio, comitissa Forensis, præposito nostro Castri Novi qui nunc est & qui pro tempore fuerit, salutem. Ab obitu citra illustris memoriæ domini mariti nostri, domini Guidonis, comitis Forensis, ultra sua legata, nos consuevimus, singulis annis, facere celebrari unum anniversarium & librare quatuor francos inter servitores annuatini, die sui obitus, in ecclesia nostra beatæ Mariæ Montisbrisonis, & pro anniversariis carissimorum filiorum nostrorum, successivè comitum, Ludovici & Joannis, pro quolibet quatuor francos auri, singulis annis in quibus decesserunt, in ecclesia prædicta; volentes etiam dicta anniversaria duodecim francorum auri dictæ ecclesiæ nostræ assignare & assignavimus hætenus in perpetuum & assignamus super redditibus & emolumentis castri nostri Castri Novi; propterea dictos duodecim francos auri, solvi annuatim perpetuo in mense aprilis, præcipimus & mandamus, per te nunc præpositum prædictum & per tuos successores præpositos, qui pro tempore erunt, isto mandato presentium litterarum pro omnibus libratori dictæ ecclesiæ qui est & erit pro dictis anniversariis peragendis, faciendis & librandis; & mandamus fidelibus gentibus nostris, auditoribus computorum qui sunt, & pro tempore, fuerint, ut singulis annis perpetuis in tuis & successorum tuorum præpositorum computis computent & deducant dictos duodecim francos auri. Datum in castro nostro Cervernæ, sub sigillo nostri secreti, die decima septima septembris anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo sexto. Per dominam comitissam. *Aberlany.*

N° 110. — *Charte de privilèges confirmative d'aures précédents donnée en faveur de l'église collégiale de Notre Dame de Montbrison par ladite Jeanne de Bourbon, mère des deux derniers comtes de la seconde lignée.* — Extraite de l'original qui en est aux Archives de ladite église & qui est encore authentiquement expédiée au registre intitulé *Speculum*, fol. 149.

Nos Johanna de Bourbonio, comitissa Forensis, notum facimus per presentes universis, quod nos, ex nostra certa scientia & de gratia speciali, damus & concedimus ecclesiæ nostræ beatæ Mariæ Montisbrisonis, decano & capitulo ejusdem & singulis personis & choreris, ut ipsi ad opus ecclesiæ & beneficiorum suorum, in ipsa ecclesia, acquirere possint impune, quocumque titulo, redditus, directæ & utilia dominia cum laudibus, investitionibus & recognitionibus, decimas & alia quæcumque bona existentia de feudo & homagio nostro, vel non, quocumque sibi placuerit in futurum, nulla etiam licentia obtenta vel petita à nobis vel ab aliquo successorum nostrorum. Hanc autem gratiam præ nostræ concessionis contemplatione ecclesiæ quam nostri prædecessores plantaverunt, extendi volumus etiam ad vendentes, donantes et alia contrahentes, vassallos & feudatarios nostros, & alios quoscumque qui etiam vendere, dare & quomodolibet transferre poterunt in dictam ecclesiam quoscumque redditus & bona sua, licentia nec petita nec obtenta, existentia de feudo & homagio nostro vel non; & si quid, vel quiddid juris, commissionis vel alias nobis quæsitum est, præteritis temporibus, quæri, committi vel acquiri possit in quibuscumque bonis conquestariis ecclesiæ, mutatione domini, pro feudis non factis, vel alias ex facto suo, vel prædecessorum suorum alienantium vel acquirentium, ratione quacumque, nos certificata ad plenum, de jure nostro, ad augmentum divini cultus, totum id dictæ ecclesiæ & beneficiatis ejusdem, damus, donamus, cedimus & concedimus liberaliter & devote, pro nobis & successoribus nostris, irrevoc-

cabiliter, inter vivos ad prefens pariter & futurum, falvis ecclesiæ omnibus libertatibus, franchiseis, jurisdictione, decani indulgentiis, & aliis gratis factis litteratorie & alias eidem ecclesiæ, per dominum nostrum, dominum fundatorem, comitem Nivernensem & Forensensem, & alios quoscunque comites & comitissas Forenses prædecessores nostros, quorum pias largitiones gerimus in visceribus caritatis. Et quas libertates, franchiseas, jurisdictionem, decani, indulgentias & alias gratias, litteratorie ecclesiæ factas & statuta omnia ecclesiæ, motu nostro proprio certificata, de jure nostro aprobamus, & harum serie confirmamus & roboramus, & omnia contenta in eisdem irrevocabiliter, cum effectu, & ea omnia attendere perpetuo & nunquam in contrarium per nos vel alium facere, vel venire ad sancta Dei evangelia juramus cum omni renuntiatione juris & facti. — Datum in castro nostro Thierni die vigesima mensis februarii anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo sexto, sub sigillo nostri secreti. Per dominam comitissam : Aberlani.

N° 111. — *Note de la cession que fit la princesse Jeanne de Bourbon des droits qu'elle avoit au comté de Forez, au duc Louis de Bourbon, son neveu, comme mari d'Anne Dauphine, sa petite fille.* — Tirée de l'inventaire latin des Archives de Forez, ci devant allégué, fol. 46. In quarta arca signata per D.

Littera ratificationis & donationis factæ per dominam Johannam de Borbonio, comitissam Forensensem, Domino duci & ducissæ Borbonensi & procuratorium ad ipsos inducendum in possessionem.

N° 111 bis. — *Donation par Jeanne de Bourbon, veuve de Guy VII, comte de Forez, à Anne Dauphine, duchesse de Bourbon, sa fille, & à Louis, duc de Bourbon, son neveu, de la comté de Forez, de l'an 1382.*

Nos Humbertus de Edua, civis Cabilonenfis, tenentes sigillum commune regium in baillivia Matifconensi constitutum, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod, coram Johanne Alcanon de Nigraunda, clerico, auctoritate regia publico notario, mandatoque domini nostri Francorum regis & ad hoc ab eodem deputato, propter ea que sequuntur, personaliter & specialiter constituta illustris & potens domina, domina Johanna de Borbonio, relicta viri inelice recordacionis Guidonis, comitis Forensis, comitissa Forensis, sciens, prudens & spontanea, non vi, non dolo, non metu ad hoc inducta, nec ab aliquo in aliquo, ut asserit, super hoc circumventa, non decepta, non cohaeta nullo errore seu fraudis machinatione seducta, sed de iuribus, facto & actionibus suis ad plenum in hac parte, ut dicit, certiorata, certificata, advisa & penitus informata, junio habito super hoc, maturo, consilio, deliberacione provida & tractatu diligenti diuturno, cum quampluribus ejus parentibus & amicis affinis & consiliariis, prout dicit, & per plura temporum intervalla, consideratis, attentis & pensatis per eam multiplicibus & innumerabilibus graciis, serviciis, juvaminibus, auxiliis, curialitatibus, honoribus, obsequiis, amicitias, fucuribus & beneficiis, incesseanter, favorabiliter & benigne, in ejus factis, negociis, operibus & necessitatibus, bono corde sibi lapsis temporibus factis & impensis, per egregiam, nobilem & potentem dominam, dominam Annam Dalphine, duchissam Borbonii, filiam suam, & illustrem, potentem & excelsum dominum, dominum Ludovicum, ducem Borbonii, ejus nepotem, conjuges carissimos, quos & que dicta domina comitissa asserit sibi quamplurimum fuisse fructuosos, seque habuisse & recepisse a dictis conjugibus & ea & eas processisse sic & in tantum quod probatione ipsorum hiidem conjuges vel sui non indigent, set ab ipsa totaliter & perpetue dicta domina comitissa pro se & suis dictos conjuges relevat & suos, & relevatos vult esse per presentes, & sibi dictis conjugibus & suis onus & necessitatem probandi quittat pariter & remittit, nam eciam adhuc de die in diem

R

grata servicia, obsequia, honores, curialitates & beneficia, domini conjuges predicti predictæ domine comitissæ, ut dicit, favorabiliter & benigne facere & impendere non desistunt, de quibus nullam habuerunt vel optinuerunt domini conjuges prelibati remunerationem, & ex quibus multa incrementa & bona in persona & statu ipsius domine comitissæ ipsa, ut dicit, & prospera receipt & proveniunt eidem. Consideratis etiam cognatione & generis proximitate inter ipsam dominam comitissam & predictos dominos conjuges existentibus, que etiam naturaliter ad hoc movent eandem, affectioneque carnali & zelo multiplici quas deinceps gerit & habet erga dominos conjuges predictos, sciens & ad memoriam ejus reducens nullum bonum debere irremuneratum pertrahere, sed potius remunerari debere, volens ipsa domina comitissa prenominationis conjugis favore benigno proficui & ampleri, & de & super serviciis, beneficiis, honoribus, fuccursibus, curialitatibus & beneficiis, de quibus ipsa pro se & suis se tenet & habet a dictis dominis conjugibus & suis plenarie & integre propagata, contenta, satisfacta & penitus recompenfata, & de eis ipsos dominos conjuges & suos quittat imperpetuum facere aliquam remunerationem, sinon in toto, tamen in parte, & quia eidem domine comitissæ etiam motu suo proprio ex mera & libera sua voluntate placet & ita vult. Dat, donat, tradit vel quasi cedit, concedit, expedit, resignat, remittit, deliberat pariter & relinquit pro se & suis heredibus & successoribus quibuscumque perpetuo predictis domine duchissæ & domino duci Borbonii, conjugibus, & eorum cuilibet superstiti & superviventi ipsorum conjugum & ex ipsis in hereditatem perpetuam & irrevocabiliter permanfurum, ipsis conjugibus donatariis presentibus & super hoc cum dicta domina comitissa donatrice tractantibus recipientibusque & sollempniter stipulantibus, vice & jure & ad opus sui & suorum heredum & successorum perpetuo juxta & secundum naturam contractus donationis hujusmodi, donatione pura, perpetua, perfecta, stabili & irrevocabili facta inter vivos, nulla ingratitudine, immensitate vel inofficiositate revocanda, & omni alio modo quo de jure & de facto dici & intelligi potest ad finem, bonum intellectum & commodum ipsorum donatariorum, comitatum Forensium, baroniam, superioritatis refectoria, fidelitates, homagia, hominia, feoda, retrofeoda, nobiles & non nobiles, villas, castra, villagia, fortalicia, & eorum mixta & mera imperia, jurisdictiones altas, medias & bassas, domos, terras, vineas, curtillia, virgulta, prata, nemora, furna, molendina, esclufas, chaffias, venaciones, aquas, aquarum discursus, stagna, piscaturas, litora, nundinas, mercata, leudas, pedagogia, banna, tailas, corvatas, jornalía, angaria, perangaria, proprietates, possessiones, census, redditus, servicia, directa & utilia dominia, laudes, vendas, investiciones, recogniciones, muagia, comoda, jura, usagia, redibencias & emolumenta, jura & actiones reales & personales, petitorias, meras & mixtas, utiles, pretorias & civiles, perpetuas & temporales & alias quascumque, quoscumque & quecumque ipsius domine comitissæ donatricis, & qui & que eidem domine comitissæ donatrici devenerunt, devenire & pertinere poterunt, possuntque & debent pertinere & competere quoquomodo, tam ratione successione & per mortem seu decessum bone memorie Johannis filii sui carissimi quondam ultimo comitis Forensis, quam ex quibuscumque aliis causis seu rationibus; cum etiam castrorum, villarum, villagiorum, fortalicionum, rerum, possessionum & aliorum bonorum immobilium, corporaliū & incorporaliū, ut supra donatorum, fondis, ingressibus, egressibus, edificiis, foliis, proprietatibus, juribus, dreyturis, pertinenciis & appendenciis universis & singulis, tam infra limites dictorum comitatus & refforti existentibus, quam alibi ubicumque in regno Francie & extra, & integro statu omnium, univerforum & singulorum premifforum. Salvis tamen & retentis per dictam dominam comitissam donatricem sibi in donacione & contractu hujusmodi usufructibus totius terre & partis sue dicti comitatus, quas ipsa tenebat & possidebat & ad manum suam habebat & regebat tempore donacionis hujusmodi, & hoc ad vitam ipsius domine comitissæ donatricis duntaxat naturalem, & quamdiu ipsa solum vixerit & fuerit in humanis, retentis & reservatis eidem domine comitissæ, & per eam in donacione & contractu hujusmodi, quod ipsa donatrix in sua ultima voluntate seu testamento ipsius possit & valeat ordinare de & super predictis donatis, usque ad summam & valorem semel duarum millium librarum Turonensium in pecunia & de centum libris Turonensibus in censibus & redditibus, cum directo dominio laudum, vendarum, investi-

cionum, recognicionum & aliorum fuorum ufagiorum quorumcumque, abſque tamen fortaliis & iurisdictione & ad valorem terre. Uteriuſque retinuit & retinet, exceptat & reſervat predicta domina comitiſſa donatrix ſibi in donacione & contractu huiusmodi, quod ſi dicti domini dux & duchiſſa conjuges donatarii decederent abſque liberis uno vel pluribus, de & ex eorum propriis corporibus & legitimo matrimonio, tam ex preſenti & coſtante eorum quam alio futuro matrimonio quocumque, ipſa domina comitiſſa ſupervivente tunc & in humanis exiſtente, quod eo caſu dictus comitatus Forenſis cum ſuis pertinentiis & iuribus predictis eidem domine comitiſſe deveniant & pertineant pleno jure. Quoniam etiam predicta ſic acta ſunt & in pactum expreſſe deducta & conventa inter dictos donatricem & donatarios, coram dicto publico regio notario & teſtibus infraſcriptis, deſtitiens ſe dicta domina comitiſſa donatrix pro ſe & ſuis heredibus & ſucceſſoribus quibuscumque, coram dicto publico regio notario & teſtibus infraſcriptis, de comitatu & rebus ac bonis aliis donatis & remiſſis ſupradictis & earum qualibet ex cauſa donacionis predictæ, ſalvis & exceptis uſuſuſfructibus & aliis per eam retentis & reſervatis predictis, & dictos conjuges donatarios preſentes inveſtituramque huiusmodi recipientes & ſollemniter ſtipulantes, vice, nomine & ad opus ſui & ſuorum heredum & ſucceſſorum imperpetuum ob eandem cauſam inveſtit, per conceſſionem harum preſentium litterarum, & in poſſeſſionem vel quaſi corporalem, liberam & vacuam, ponit & inducit ex nunc prout ex tunc & ex tunc prout ex nunc de eidem, ſalvis & exceptis uſuſuſfructibus & aliis per eam ut ſupra reſervatis & retentis predictis; nichil juris, actionis, partis, proprietatis, poſſeſſionis, domini, uſagii aut alterius cujuſcumque reclamacionis, dreytæ vel petitionis, in pro & ſuper comitatu & aliis rebus & bonis ut ſupra donatis vel earum aliqua, preterquam uſuſuſfructibus & alia ſibi retenta & reſervata, predicta dicta domina comitiſſa donatrix ſibi vel ſuis de cetero retinendo vel etiam reſervando, ſed in dictos dominos conjuges donatarios & ſuos heredes & ſucceſſores, ſecundum predicta, totaliter transferendo ac etiam tranſportando, tranſferque & tranſportat, ex nunc ut ex tunc & ex tunc ut ex nunc, omnia jura, dominia directa, utilia, proprietates, uſagia & omnes actiones reales & perſonales, meras, mixtas, utiles, directas, pretorias & civiles & alias quaſcumque, que & quas ipſa domina comitiſſa donatrix habet & habere poteſt & debet, & ſibi & ſuis competunt & competere poſſunt & debent ſeu competere videntur, tam ex ſucceſſione & per mortem dicti ejus filii quondam, quam ex quibuscumque aliis cauſis & rationibus ſcitis vel ignoratis, in, pro & ſuper comitatu & aliis rebus & bonis donatis & remiſſis ſupradictis, ſalvis tamen & exceptis eidem domine comitiſſe uſuſuſfructibus & aliis per eam retentis & reſervatis predictis, ſuper quibus quidem comitatu ac rebus & bonis aliis donatis ſupradictis & qualibet earundem, dicta domina comitiſſa donatrix facit & conſtituit pro ſe & ſuis, ex nunc prout ex tunc & ex tunc prout ex nunc, dictos dominos conjuges donatarios & ſuos, ſecundum predicta, veros, certos & legitimos procuratores, poſſeſſores & dominos irrevocabiles, tamquam in res ſuas proprias ſibi & ſuis legitime donatas, remiſſas pariter & conceſſas, & ipſos dominos conjuges donatarios & ſuos, ſecundum predicta, ponit loco ſui & ſuorum, ex nunc prout ex tunc & ex tunc prout ex nunc in hac parte, ſalvis & exceptis uſuſuſfructibus & aliis per eam retentis & reſervatis predictis. Mandans & precipiens tenore preſentium litterarum dicta domina comitiſſa donatrix, ex nunc prout ex tunc & ex tunc prout ex nunc, omnibus & ſingulis hominibus, ſeodatariis, retroſeodatariis, nobilibus, non nobilibus, cujuſcumque conditionis & ſtatus exiſtentibus, tenementariis & ſubditis, baillivis, judicibus & officiariis quibuscumque comitatus rerumque & bonorum aliorum, ut ſupra donatorum, prout ad unum quemque eorum pertinuerunt, quatinus predictis dominis conjugibus donatariis tamquam veris dominis in hac parte & ſuis de & ſuper premiſſis & eorum quolibet reſpondeant, obediant, fidelitates, homagia, ſeoda, retroſeoda faciant & recognoſcant, cenſus, redditus, ſervicia, jura & alia emolumenta, quocumque & quecumque donata ſupradicta, reddant, ſolvant, & de & ſuper ipſis ſatisfaciant pariter & intendant, quocumque alio mandato ſuper hoc minime expectato; quoniam de & ſuper eis que ratione premiſſorum dictis conjugibus donatariis & ſuis, ſecundum predicta, reſponderint, ſolverint, ſatisfecerint, recognoverint & obedierint, ipſa domina comitiſſa donatrix pro ſe & ſuis, ex nunc prout ex tunc & ex tunc prout ex nunc, coram dicto publico no-

tario regio, ut publica perſona, more ſolito recipiente & ſollemniter ſtipulante, vice, nomine & ad opus dictorum hominum, feodatorum, retrofeodatorum, tenementariorum, ſubditorum & aliorum predictorum & ſuorum, & omnium & ſingulorum quorum intereſt, interit ſeu intereſſe poterit in futurum, & coram teſtibus inſcriptis, quitaſ dictos homines feodarios, retrofeodarios, tenementarios, ſubditos & juſticiarios predictos & ſuos, liberat, remittit perpetuum penitus & abſolvit, aquilana ſtipulatione ſollemniter interpoſita & per dictum publicum regium notarium recepta, & acceptilacione deinde legitime ſubſequa. Conſtituens, conſtitens & afferens dicta domina comitiſſa donatrix pro ſe & ſuis ſe tenere vel quaſi poſſidere velle comitatum, res & bona donata ſupradicta, vice precario, nomine & ad opus dictorum dominorum conjugum donatariorum & ſuorum, ſecundum predicta, donec & quouſque ipſi domini conjuges vel ſui aut alius eorundem ſeu aliquis pro ipſis aut eorum altero, poſſeſſionem earundem apprehenderint ſeu adhepti & confequti fuerint corporalem, pacificam & quietam; quam vero poſſeſſionem apprehendi ſeu adhipiſcendi, apprehenſam & adheptam ſibi retinendi, ex nunc in anthea quantumque & quocienſcumque voluerint, auctoritate ſua propria & mandato quocumque ſuper hoc minime expectato. dicta domina comitiſſa, ex nunc prout ex tunc & ex tunc prout ex nunc, pro ſe & ſuis dat & concedit dictis dominis conjugibus donatariis & ſuis plenam, generalem & liberam poteſtatem & ſpeciale mandatum, falvis & exceptis uſufructibus & aliis per eam retentis & reſervatis ſupradictis. Volens & concedens predicta domina comitiſſa donatrix pro ſe & ſuis preſentem donacionem in tot & tantas partes & particulas dividi & diviſam eſſe, intendit vultque, facit & eam dedit, quod neutra pars ſeu particula earundem ſummam quingentorum aureorum vel ſolidorum excedat & judicis inſtimacione indigat, quemadmodum ſi quilibet per ſe diſtincte & diſiſe ac judicialiter facta eſſet. Pactum reale & perſonale validum & efficax, firma & ſollemni ſtipulatione vallatum, iurjurando relevatum & perpetuo duraturum ſaciens & contrahens dicta domina comitiſſa donatrix pro ſe & ſuis, coram dicto publico regio notario & teſtibus inſcriptis, cum dictis dominis conjugibus donatariis preſentibus & ſtipulantibus, ut ſupra, de non petendo, exigendo vel aliquid aliquiditer ulterius de cetero reclamando per ſe vel per alium quoquomodo a dictis dominis conjugibus donatariis vel eorum altero aut ſuis, ſecundum predicta, in, pro & ſuper comitatu, rebus & bonis aliis donatis & remiſſis ſupradictis vel aliqua earundem, preterquam uſufructibus & alia retenta & reſervata ſupradicta, & eis falvis, ut ſupra, & retentis. Promittens dicta domina comitiſſa donatrix pro ſe & ſuis heredibus & ſucceſſoribus quibuſcumque, coram dicto publico regio notario & teſtibus inſcriptis, per pactum validum & expreſſum, firma & ſollemni ſtipulatione vallatum, dictis dominis conjugibus preſentibus, interrogantibus & acceptantibus, & per juramentum ſuum ſuper ſancta Dei evangelia corporaliter preſtitum, & ſub obligatione & ypotheca omnium & ſingulorum bonorum ſuorum mobilium & immobilium, dotalium & paraſarnalium, preſentium & futurorum quorumcumque, predictam dacionem, donacionem, conceſſionem, remiſſionem, retencionem, reſervacionem, deveſtituram, inveſtituram, juris & actionis tranſlacionem, mandatum, quittance, conſtitucionem, diviſionem, pactum & ſtipulationem, ac omnia alia & ſingula ſupra & inſcripta, ratas, gratas & firmas, rata, grata & firma habere, pro ſe & ſuis, perpetuoque tenere ac firmiter & inviolabiliter obſervare, & contra per ſe vel per alium, facto vel verbo, in iudicio vel extra, clam vel palam, tacite vel expreſſe, manifeſte vel occulte, directe vel indirecte, modo aliquo de cetero non venire nec alicui contravenire volenti in aliquo conſentire, neque preſtare conſilium, auxilium, juvamen, favorem, conſenſum vel aſſenſum, nec ſe feciſſe nec impoſterum facere aliquas alias donaciones, remiſſiones, vendiciones, diſpoſitiones, ordinationes ſeu quaſvis alienaciones, de comitatu ac rebus & bonis aliis donatis ſupradictis vel earum aliqua, in prejudicium vel nocumentum preſentis donacionis, & quominus preſens donacio ſuum fortiatur efficacem effectum, & ſi facte reperirentur, eas cum toto ſuo effectu revocat & annullat predicta domina comitiſſa pro ſe & ſuis, & pro revocatis & annullatis vult teneri & haberi perpetuo; dampna vero intereſſe, coſtamenta, gravamina, deperdita omnia, omnes ſumptus, miſſiones & expenſas, que, quos & quas preſati domini conjuges donatarii aut eorum alter vel ſui facerent, incurrerent aut etiam ſuſtinerent, qualitercumque,

racione & occasione premifforum vel alicujus eorundem, per dictam dominam comitiffam donatricem, ut fupra, promifforum, non attenditorum, non completorum, firmiter & inviolabiliter non obfervatorum, promittit dicta domina comitiffa donatrix pro fe & fuis, coram dicto publico regio notario & teftibus infraferiptis, fub pacto, juramento & obligatione fuis predictis, reddere, reftituere, plenarie & integre refarcire dictis dominis conjugibus donatoriis & fuis, una cum attenditione, complemento & obfervatione firmissimis omnium & fingulorum premifforum, fuper quibus fi fierent aut fuflinerentur ac fuper quantitate, taxatione & extimatione earundem, tenetur & vult credere & deferre &, ex nunc prout ex tunc & ex tunc prout ex nunc, credit & differt dicta domina comitiffa donatrix pro fe & fuis foli & fimplici juramento dictorum dominorum conjugum donatoriorum & fuorum, fine libello, fine teftibus, ac omni alia probacione fuper hoc minime requirenda, fe, fuos heredes & fucceffores quofcumque & omnia & fingula bona fua predicta quantum ad predicta omnia & fingula attendenda, complenda, reddenda, reftituenda, firmiter & inviolabiliter obfervanda, & pro ipsis melius attendendis & firmitus obfervandis, juridicionibus, compulfionibus, diftrictibus & potestatibus domini noftri Francorum regis, fuorum baillivi & noftrum cancellarii feu tenentis figillum commune regium predictum, ipsis baillivi & noftrum cancellarii predicti fuccefforum & noftrorum & fuorum locatenentium ubicunque fedant, ac officialis Lugdunenfis & ejus curie & fuccefforum fuorum in eadem prefentium & futurorum, dicta domina comitiffa donatrix fcienter & fponte totaliter fupponit, fubjicit & fubmittit. Et infuper vult & concedit exprefse compelli, cogi & coherceri per omnes curias & juridiciones predictas & earum quamlibet, infimul & divifim, uno & eodem contextu temporis & per diverforum temporum intervalla, ita quod exequutio feu proceffus unius curie & in una curia inceptus vel incipiendus non impediatur aliam nec alia aliam fpiritualiter & temporaliter exequendo. Si forte, quod abfit, dicta domina comitiffa donatrix vel fui deficerent in premiffis vel aliquo premifforum, illa confitutione facro approbante confilio & quavis alia non obftante, non obftante etiam juridicenti quod ubi iudicium inceptum fuerit ibi finem accipere debeat, quibus confitutioni & juri dicta domina comitiffa donatrix pro fe & fuis ex nunc per fuum preftitum juramentum renunciat fpecialiter & exprefse; volens & concedens dicta domina comitiffa donatrix pro fe & fuis; & fic eft actum inter dictas partes & in pactum exprefse deductum & conventum, coram dicto publico regio notario & teftibus infraferiptis, quod de & fuper premiffis & infraferiptis fiant, reficiantur, dicantur, corrigentur, melioventur & fortificentur, meliores, pleniores, fortiores & fuftranciores litere, que fieri, reffici, dictari, corrigi & fortificari poterunt, femel & plures & rociens quociens opus fuerit dictis conjugibus donatoriis vel fuis feu eis vel eorum alicui placuerit faciendum, five fuerint groffate & expedite, five non, five fuerint figillate, copiate & in iudicio producte, five non, five de & fuper ipsis & contentis in eisdem facta feu incepta fuerint una exequutio, five plures, five non, cum omnibus claufulis & renunciationibus juris ad dictamen & confilium fapientium quorumcumque, facti tamen groffa fuftrancia in aliquo non mutata; non obftante etiam fi dictus notarius regius ea ulterius expedire non debeat, quibus fuerit per modum expeditionis fuo officio femel finitus. Renuncians predicta domina comitiffa donatrix, &c..... In cujus rei teftimonium, ad preces & requifitionem dicte domine comitiffe donatricis nobis pro ea oblatas per dictum publicum regium notarium, cui fuper hiis fidem plenarem adhibemus, figillum commune regium predictum nos dictus tenens ipfum litteris prefentibus duximus apponendum. Actum & datum in domo Guioneti de Ruppelforti, domicelli, exiftente infra fortalitium Cleypiaci, quinta die menfis Julii, anno Domini millefimo trecentefimo octuagelfimo fecundo, prefentibus venerabilibus, difcretis & nobilibus viris dominis Philiberto de Efpinacia, domino de Clieta, Petro, domino de Norry, militibus, Guichardo de Efpinacia, preposito in ecclefia Lugdunenfi, Johanne de Cognerio, legum doctore, Johanne Banderen, decano ecclefie collegiate de Hericzon, Johanne de Crofo, domino de Currefia, Lorino de Petra Ponte, Johanne des Rues, ferviente armorum domini noftri Francorum regis, Ludovico de Germonville, Guigone Morreti, domicellis, & Stephano de Rugniaco, clerico regio notario, pro teftibus ad premissa vocatis fpecialiter & rogatis. Ego vero, Johannes

Alcanon de Nigraunda, clericus, publicus regius notarius predictus, presentem litteram seu hoc prefens publicum instrumentum expedivi, hoc signo meo solito teste. — Arch. de l'Empire, P. 1394, c. 17.

N° 112. — *Acte mortuaire du comte Jean II, dernier de la seconde lignée.* — Extrait de l'ancien registre de la confrérie érigée en l'église collégiale de Notre Dame de Montbrison, fol. 34, v°.

Decimo quinto maii anno millesimo trecentesimo septuagesimo secundo, obiit potens princeps Joannes, comes Forensis, pro quo Joanna de Borbonio comitissa, ejus mater, fundavit anniversarium in hac ecclesia perpetuis temporibus faciendum.

N° 113. — *Fondation de messes & autres suffrages dans l'église des cordeliers de Montbrison, par Jeanne de Bourbon, veuve du comte Guy VII, lequel acte fait mention du tombeau des comtesses en ladite église & de celui qu'eut Marguerite de Savoie, veuve de Renaud de Forez, cadet du susdit comte.* — Extraite du titre authentique qui en est dans les Archives d'icelle cordeliers de Montbrison.

Nos Johanna de Borbonio, comitissa Forensis, filia Ludovici quondam ducis Borbonii & dominæ Mariæ de Henaut, ejusdem domini Ludovici confortis, universis & singulis, tam presentibus quam futuris, per presentes litteras facimus manifestum quod nos, ob reverentiam Dei & beatæ Mariæ Virginis gloriæ omniumque sanctorum ejus & ex devotione quam habemus ad ordinem beati Francisci & præcipue ad conventum fratrum minorum Montisbrisonis, qui, hæcenus, ut nobis constat, pro salute animæ nostræ & bona vita nostra & nostrorum, oraverunt & obnixè Deum orant die nocteque pro nobis, & quia singulariter & specialiter, die ultima mensis januarii nuper lapsi, ad nostram devotam requisitam, dicti fratres hujus conventus, in eorum capitulo, more solido congregati, ordinaverunt & promiserunt, & ita faciunt & facient perpetuis temporibus, unam missam celebrare, singulis diebus, & etiam omni die dominica, hora qua aqua benedicta spargitur populo eundo & redeundo, sacerdos indutus cum diacono, & cruce tenetur facere absolutionem in & insuper tumulum dominarum comitissarum & dominæ Margaritæ de Sabaudia quondam. Item, tertia die cujuscumque mensis totius anni, promissit idem conventus celebrare sollempniter & cum nota missas, videlicet primo mense de Sancto Spiritu, secundo mense de beata Virgine, tertio mense de Angelis, quarto mense de mortuis & ordo iste missarum aliis sequentibus mensibus debet observari. Recapitulando deinceps quæ omnia & singula dictus conventus fratrum minorum Montisbrisonis fideliter facit, ut nobis relatione digna constat, & quia, secundum legem divinam, qui nobis seminavit spiritualia debent metere temporalia, nam operarius dignus est mercede sua. Horum igitur contemplatione & favore de bonis a Deo nobis collatis, dicto conventui fratrum minorum largiri merito cupientes, ex nostra certa scientia, proprio motu nostro ad hoc ducta, damus, constituimus & assignamus per presentes dicto conventui & fratribus ejusdem annualem & perpetuam pensionem triginta francorum auri habendorum & percipiendorum perpetuis futuris temporibus, annis singulis, videlicet medietatem super receptam nostram Castri Novi & aliam medietatem super laydam, pedagium & furnum Sancti Baldomerii, in festo omnium sanctorum, absque difficultate quacumque; mandantes & præcipientes, tenore presentium, præpositis nostris locorum prædictorum presentibus & futuris, ut dictam perpetuam pensionem quilibet, pro medietate, solvant & satisfaciant integre, & expediant annuatim dictis conventui & fratribus, termino jam præfixo, hoc mandato, præ omnibus ordinationibus defensis, vel occasionibus in contrarium

ceffantibus quibuscumque; & nos mandamus & præcipimus injungendo dilectis & fidelibus gentibus computorum noſtrorum, qui nunc ſunt & pro tempore fuerint, ut dictam ſummam triginta francorum auri, pro penſione hujusmodi, deducant dictis noſtris præpoſitis & allocent in ſuis computis, anno quolibet, in expenſis, ſola oſtenſione preſentium, ſeu copie earumdem. Quam vero penſionem & aſſignationem & conſtitutionem ejusdem volumus, promittimus & jubemus inviolabiliter obſervari per nos & ſucceſſores noſtros perpetuo ſub obligatione rerum & bonorum noſtrorum quorumcumque, quoniam ita fieri nobis placet de preſenti & futuro, ad plenum certificata etiam de noſtra ſpeciali gratia, ſi fuerit opus. In cujus rei teſtimonio, & ad majorem firmitatem habendam, preſentes litteras ſigilli ſecreti noſtri, una cum ſignis duorum ſecretariorum noſtrorum ſubſcriptorum, fecimus apentione muniri. Actum & datum apud Claypiacum, die octava menſis februarii, anno Domini milleſimo trecentefimo octuageſimo primo. Per dominam comitiſſam, M. Guioneti; per dominam comitiſſam, G. Rajace & me Guioneti cum ſigillo.

Nº 114. — *Fondation de meſſes dans l'églife des cordeliers de Montbrifon, avec ratification d'autres fondations précédentes faites en icelle par Jeanne de Bourbon, veuve du comte Guy VII, & grand'mère d'Anne Dauphine, duchefſe de Bourbon.* — Extraite d'un titre étant aux Archives dudit couvent des cordeliers de Montbrifon, faiſant mention des traités paſſés entre ladite comteſſe Jeanne de Bourbon & ladite duchefſe, ſa petite-fille, pour le tranſport dudit comté en la maiſon de Bourbon.

Nos Martinus de Ulmo, licentiatuſ in legibus, ſacriſta Sancti Niceti, officialis Lugduni, & nos Petrus Vernini licentiatuſ in legibus, judex Forenſis, notum facimus univerſis preſentes litteras inſpecturis quod cum illuſtris, magnifica & potens domina, domina Johanna de Borbonio, comitiſſa Forenſis, in quibuſdam & certis tractatibus, compoſitionibus, conventionibus, tranſlaturis & traditionibus factis, celebratis & habitis inter magnificos & potentiſſimos dominos Ludovicum, ducem Borbonii, comitem Claromontenſem & Forenſem, nepotem, & Annam Delphinam, duciſſam Borbonii, filiam prædictæ dominæ comitiſſæ, conſortes & conjuges, ex una parte; & prædictam dominam comitiſſam Forenſem, ex altera parte, in, de, & ſuper tranſportatione, traditione, tranſlatione, ceſſione, conceſſione, remiſſione, donatione & deliberatione comitatus Forenſis, villarum, caſtrorum, reſſorti, juriſdictionum, meri, mixti imperii, ſuperioritatis, baroniz, cenſuum, ſervitionum, reddituum, obventionum & aliorum quorumcumque juriſm, actionum, honorum & vaſſalliorum dicti comitatus & ejus reſſorti, & ad ipſum comitatum & ejus reſſortum quovimodo pertinentium ſibi retinuerit perpetuo centum libras cenſuales & redituales de cenſibus & redditibus dicti comitatus Forenſis, & in ipſo comitatu, pro ordinando, diſponendo, diſpenſando & faciendo ad ejus voluntatem libitum atque placitum, ſuam condendo ultimam voluntatem de ipſis centum libris cenſualibus & reditibus, ut omnia hæc, inter cætera, in quibuſdam litteris & inſtrumentis ſuper hoc conſectis & receptis per Johannem Bollerii, Hugonem Medici, Hugonem de Riomo & Johannem Alcanon, clericos, notarios regios, continentur ſeu contineri videntur plenius & latius, prout prædictæ domina Johanna comitiſſa Forenſis, coram mandatis noſtris, videlicet Joanne de Mays & Guidone de Montechalmo, clericis, curiarum noſtrarum Lugdunenſis & Forenſis notariis & juratis ad hæc a nobis deputatis, & coram teſtibus ſubſcriptis, perſonaliter conſtituta, ſua certa ſcientia, conſtitetur & aſſerit fore & eſſe verum. Hinc eſt quod ipſa ſupra dicta domina Johanna de Borbonio, comitiſſa Forenſis, coram prædictis Joanne de Mays & Guidone de Montechalmo, clericis, mandatis noſtris, & curiarum noſtrarum prædictarum Lugdunenſis & Forenſis notariis & juratis & teſtibus infraſcriptis, propter ea quæ ſequuntur & in preſenti littera deſcribuntur perſonaliter conſtituta, ſciens & ſpontanea, non vi, nec dolo, nec metu ad hoc inducta, non decepta, non coacta nec ab aliquo in aliquo, ut aſſerit, circonventa, nulloque errore lapſa, ſed, ut dicit, de ſuis

juribus & facili ad plenum certificata penitus & edocta, attendens & confiderans pium & gloriosissimum esse Deo dare, conferre & dicare laudes & sacrificia, ita quod vivi, propter quorum intentionem hæc fient, & dicentur, dulcis, bonæ & salubris vitæ fructum obtineant, & defuncti a suis peccatis absolvantur, & in vitam, gloriam & requiem sempiternam deducantur & reponantur; sciensque, videns & confiderans sæpe dicta domina comitissa quod conditio universæ carnis statum habet instabilem, & animarum conditio est perpetuo duratura, idcirco melius est ponere spem suam in animarum salute quam in corporum gaudiis & alimentis fragilibus & minime duraturis, nolens cultum ubi divinus cultus & Deo sacrificia semper fiunt & dedicantur, mendicari, sed potius quantum potest & sua facultas deposcit, secundum devotionem suam, ditari & locupletari ac. Ipsa liquidem domina Johanna de Borbonio, comitissa prædicta, in suis ipsius prædecessorum & successorum animarum remedio & salutem, dat, donat, erogat, cedit, concedit, linquit penitus & remittit, pro se & suis in perpetuum, donatione vera, pura, mera, simplici, irrevocabili, facta inter vivos, perpetuo valitura, omnimoda & aliaquacumque donatione quæ melius & fortius potest & debet, iisque & aliis viis, modo & forma quibus melius & fortius valere potest ad bonum & sanum interlectum suum, videlicet post ipsius domine mortem, obitum, seu decessum, & non ante, conventui fratrum minorum ordinis sancti Francisci Montisbrionis, dictis juratis & notariis nostris & fratre Mattheo de Firmiaco, fratre dicti conventus, presentibus stipulantibus & recipientibus vice, nomine & ad opus dicti conventus & illorum omnium quorum interest, vel interesse poterit in futurum, videlicet : quinquaginta libras censuales & reddituales, quolibet anno, de supradictis centum libris redditualibus per ipsam retentis, ut supra dictum est, ad assisam consuetam in comitatu Forensi percipiendas, levandas, exigendas, recipiendas, habendas & recuperandas per dictum conventum, annuatim, anno quolibet, tempore quo comes Forensis est assuetus levare & recipere census & redditus suos dicti comitatus Forensis, in, de & super censibus, redditibus & obventionibus castrorum Donziaci & Fori comitatus Forensis, vel unius eorumdem castrorum si, in eodem, dictæ quinquaginta librarum vel valor eorum reperiri possint, seu possit, &c... Donat, inquam, sæpe dicta domina comitissa, dicto conventui, prout supra, dictas quinquagintas libras reddituales & rogat quod fratres conventus prædicti, qui nunc sunt & qui pro tempore fuerint, sinceriter & devote celebrent, perpetuis temporibus, singulis diebus, in magno altari ecclesiæ dicti conventus, missam conventualem in qua intersint & presentes sint fratres dicti conventus pro remedio & salute animarum prædictæ comitissæ ejusque prædecessorum & successorum &c. De his omnibus conscientiam guardiani & aliorum prælatorum dicti ordinis & fratrum dicti conventus onerans prædicta domina comitissa, ut ipsi semper, in officiis & aliis suffragiis suis omnibus, animas prædictæ domine comitissæ & suorum prædecessorum & successorum care habeant recommendatas in Domino Jesu Christo. Item quod dictus guardianus teneatur & debeat ministrare, omni die, perpetuo, panem de puro tritico, seu frumento, fratribus dicti conventus, pro eorum victu abundanter. Item, diebus anniversariorum per dictam dominam comitissam, alias ordinatorum de puro vino & pidancia teneatur ministrare dictis guardianus dictis fratribus competenter &c... Confirmat etiam per presentes omnes litteras & pensiones contentas in litteris datis & assignatis alias, tam conventui quam fratribus in particulari, & jubet perfolvi, promittens dicta domina comitissa, pro se & suis hæredibus & successoribus, in perpetuum, coram dictis juratis nostris, per suum, super sancta Dei evangelia corporaliter prestitum juramentum, & sub obligatione & hypothecca omnium & singulorum bonorum suorum, mobilium, immobilium, dotalium, paraphernalium, presentium & futurorum quorumcumque, ubicumque existentium, prædicta omnia rata, grata & firma habere, tenere, complere & cum effectu observare observarique vult & mandat per ejus hæredem & successores ipsorum, conscientias eorum super his onerando &c... In quorum omnium & singulorum præmissorum robur & testimonium, ad preces & requisitiones dictæ domine comitissæ nobis oblatas pro ipsa, per dictos juratos nostros quibus, super hoc, fidem adhibemus indubiam, sigilla curiarum nostrarum Lugdunensis & Forensis prædictarum, presentibus litteris duximus aponenda. — Actum & datum Cleypiaci, in castro dicti loci, die Mercurii, post festum beati Lucæ evangeliste,

que fuit vigesima secunda mensis octobris, anno Domini millesimo trecentesimo octogesimo secundo, presentibus domino Mathæo Guyoneti presbitero, Stephano Bricadel, Joanne de Riperia, Joanne de Chabanez & Bertrando de Vigenes, domicellis, & Joanne Monerii, alias Boni Amoris, parochiæ de Moind; religiosa domina Isabella Morella monacha, Margarita de Jas & dicta li Brianfona, domicellis, testibus ad præmissa vocatis presentibus & rogatis (1).

N° 114 bis. — *Testament de Jeanne de Bourbon, veuve de Gui VII, comte de Forez.*

In nomine Sanctæ & individue Trinitatis, Patris & Filii & Spiritus Sancti, amen. Quoniam fragilitate humana, mortis precipue cogitatione turbata plures falluntur, nam, dum stare credunt, cadunt multotiens intestati; ea propter, ego Johanna de Bourbonni, comitissa Forensis, filiaque felices recordationis domini Ludovici, ducis Bourbonni, comitis Claromontis & Marchie, & domine Marie Heynaut, conjugum, relicta bone & recordationis memorie magnifici principis domini Guidonis, comitis Forensis quondam, sana mente & corpore Dei permitte gratia, attendens & considerans quod nihil est certius morte, nihil vero incertius hora mortis, & ideo mortis periculo ne decedam intestata obviare volens, meum preconcedendo testamentum, de centum libris redditualibus, ad assisiam affluatam comitatus Forensis, & de duobus mille franchis auri boni & legitimi ponderis, de quibus licitum est michi ordinare ad omnimodam meam voluntatem, ex certis pactis, conventionibus & tractatu factis, habitis & celebratis inter magnificos dominum ducem Bourbonni, comitem Claromontensem & Forensen, & Annam Dalphinam, duchissam Bourbonni, nepotem & filiam meos, ex una parte, & me ex altera, necnon de omnibus & singulis aliis bonis & rebus meis adeo michi collatis, dispono & ordino in hiis scriptis & per hec scripta, meum condendo testamentum sollempne in modum qui sequitur & in formam : In primis animam meam recomendo altissimo creatori ejusque matri Virgini Mariæ & toti curie civium supernorum; & corpus meum sepeliri ponique ac tumulari, quum me ab humanis decedere contigerit, volo & ordino in ecclesia magna beate Mariæ Montisbrifonis, ante magnum altare, a dextera parte ejusdem ecclesiæ; in quaquidem ecclesia sepulti sunt vir meus predictus & ejus predecessores. Item de dictis centum libris redditualibus do & lego quinquaginta libras reddituales & censuales ad assisiam predictam Forensen, cum directo dominio, laudibus, investitionibus & recognitionibus, cum pro tempore occurrerint perpetuo, decano & capitulo dicte ecclesiæ beate Mariæ Montisbrifonis, qui nunc sunt & fuerunt pro tempore in dicta ecclesia, ita tamen quod prenominati decanus & capitulum teneantur & debeant celebrare seu celebrari facere, singulis diebus, perpetuo, in capella per me in dicta ecclesia instituta & constructa, unam missam ad notam de officiis inferioris designatis, pro remedio anime mee meorumque predecessorum & successorum salute, videlicet singulis diebus dominicis de officio & proprietate diei; item die lune de mortuis, die Martis de Trinitate, die Mercurii de angelis, die Jovis de Sancto Spiritu, die Veneris de cruce, & die sabbati de beata Maria Virgine. Item alias quinquaginta libras reddituales restantes de dictis centum libris, do & lego perpetuo conventui fratrum minorum Montisbrifonis, ad assisiam predictam, pro alia missa, singulis diebus, perpetuo, in altari venerande sancte crucis, dicte eorum ecclesiæ celebranda de officiis in littera, de dictis quinquaginta libris redditualibus aliis per me dicto conventui concessio mentionatis. Item eidem conventui fratrum minorum, pro elemosina & reparatione ecclesiæ ejusdem conventus, quadraginta francos auri do plus semel & lego. Item do plus & lego predicto conventui fratrum minorum, viginti quinque francos auri semel pro anniversario domine Margarite de Sabbaudia, carissime sororie mee, quondam confortis carissimi fratris mei domini Reynaudi de Forezio, ibidem, annis singulis, perpetuo, die consimili obitus

(1) Cette pieuse princesse, Jeanne de Bourbon, fit, en la même année 1382, une fondation semblable à la précédente, dans l'église collégiale de Notre-Dame de Montbrison, à laquelle elle légua la somme annuelle de 50 livres qui lui restèrent à disposer, suivant ses

reserves, pour la dotation de la messe matinale qui y est journellement célébrée en l'honneur de la Tris-Sainte Vierge

(Note de La Motte)

fui, faciendo. Item do & lego predictis decano & capitulo ecclesie beate Marie Montisbrifonis quadraginta solidos turon. annuos, pro uno anniversario, annis singulis, perpetuo faciendo in dicta ecclesia, pro remedio anime Johannis de Bigenes, quondam dicte ecclesie cantor, & suorum predecessorum. Item do plus & lego eisdem decano & capitulo dicte ecclesie sexaginta libras turon. femel, pro alio anniversario, ibidem, in dicta ecclesia, generaliter singulis annis, perpetuo faciendo, ad remedium & salutem animarum omnium & singulorum servitorum meorum, tam preteritorum quam etiam presentium & futurorum. Item fabrice & operi dicte ecclesie beate Marie Montisbrifonis quinquaginta libras turon. femel do & lego. Item do Matheo Guioneti, cantori Montisbrifonis, secretario & consiliario meo, in remunerationem & recompensationem obsequiorum & servitorum michi retro temporibus per eum factorum & impensorum, centum francos auri boni & legitimi ponderis do femel & lego. Item domine Alisie de Forcant, relicte Guillelmi d'Escotay, pro servitio & obsequiis michi per eam diu & fideliter & benigne impensis, & in recompensationem videlicet dictorum servitorum, sexaginta francos auri, do femel & lego. Item Alisie, filie domini Johannis de Cognerio, legum doctoris, quondam fidelis consilii mei, pro obsequiis & servitiis per eam & dictum quondam ejus patrem michi factis & impensis, & in recompensationem ipsorum servitorum, triginta francos auri do femel & lego. Item Margarite de Jas, uxori Johannis Rognin, in recompensationem servitorum & obsequiorum per eam michi, per multa tempora, fideliter impensorum, quinquaginta francos auri do femel & lego. Item Brianfonei de Curniaco, domicelle mee, in recompensationem servitorum & obsequiorum per eam michi fideliter impensorum, quadraginta francos auri do femel & lego. Item Yfabelle del Sollelhant, domicelle mee, in recompensationem servitorum per eam fideliter michi impensorum, triginta francos auri do etiam femel & lego. Item Anne de Vanziaco, moniali de Jurciaco, viginti quinque francos auri do femel & lego. Item volo & ordino quod omnes raube & forrature mee servitoribus meis, & specialiter domicellabus per tempore obitus mecum existentibus, secundum earum statum & ad ordinationem exequutorum meorum infra nominatorum, dentur & distribuuntur. Item omnia capitigia & ornamenta capitis mei volo etiam & ordino eisdem domicellabus meis dari & distribui, videlicet medietatem illi qui pro tempore regimen eorumdem habebit, & aliam medietatem ceteris domicellabus. Item Johannete de La Vort, & dicte la Bonne, domicellabus meis, in recompensationem servitorum per eas michi fideliter impensorum, do femel & lego, videlicet utrique earum, triginta quinque francos auri. Item Leopardo de Sauzet, scutifero & servitori meo, in remunerationem & recompensationem servitorum & obsequiorum per eum michi factorum & impensorum, centum francos auri do femel & lego. Item Johanni de La Vort, Guillelmo du Sais & Johanni dez Ranches, domicellis, do etiam femel & lego, videlicet cuilibet eorum viginti francos auri. Item domino Francisco de Praelles, presbitero & servitori meo, in recompensationem servitorum per eum michi impensorum, triginta francos auri do femel & lego. Item domino Bartholomeo Chambeoni, presbitero, decem libras turon. do etiam femel & lego. Item domino Johanni Dannahon & Martiali Barreris, presbiteris, do etiam femel & lego; videlicet utrique eorum viginti francos auri. Item Vincentio Duron, pastiterio meo, decem francos auri do femel & lego. Item Yfabelle, uxori Theobaldi Thenevart, pincerne mei, quindecim francos auri do femel & lego. Item aliis famulis camere mee do femel etiam & lego, videlicet cuilibet eorum sex francos auri. Item Johanni Gocelant de Crofeto, pro servitiis per eum michi corde fidei factis & impensis, decem francos auri do femel & lego. Item Catherine, filie Stephani de Rappinhac, de Therno, in auxilium eam maritandi, & si maritata fuerit, in augmentum sue dotis, triginta francos auri femel. Item hospitalibus Montisbrifonis, Sancti Germani Vallis, Fori, Sancti Baldomeerii & de Therno, volo & ordino de garnimentis meis distribui & erogari ad voluntatem meorum exequutorum inferius nominatorum. Item supradicto domino Matheo Guioneti, secretario & consiliario meo, meliorem de cameris meis, cum integro munimento ejusdem, do etiam & lego, ultra alia supra per me sibi legata. Item curato Donziaci & ejus ecclesie do etiam & lego decem francos auri pro uno anniversario ibidem ad remedium anime mee, meorumque predecessorum & successorum animarum salute, annis singulis, perpetuo faciendo. Item conventui fratrum minorum civitatis Lug-

duni, pro helemofina & ut Deum pro salute animæ meæ, & animarum antecessorum & successorum meorum eo libentius rogare habeant & teneantur, sex francos auri do semel & lego. Item conventui fratrum predicatorum dicte Lugduni civitatis, pro remedio & salute animæ meæ & predecessorum & successorum meorum animarum, quatuor francos auri do semel & lego. Item conventibus Carmelitarum & Augustinorum dicte civitatis Lugduni, pro remedio anime mee & quorum supra salute, do etiam semel & lego, videlicet utrique dictorum conventuum, tres francos auri. Item conventibus fratrum minorum & predicatorum Maticonensis civitatis, ut salubriter Deum pro anime mee remedio & salute liceat eis debeat exorare, do etiam semel & lego, videlicet utrique dictorum conventuum tres francos auri. Item conventibus fratrum minorum Cariloci & Franche Ville, ut pro remedio anime mee & animarum predecessorum & successorum meorum Deum procliviores rogare teneantur, do semel & lego, videlicet utrique dictorum conventuum duos francos auri. Item preposito, capitulo & defervitoribus ecclesie Sancti Genesii de Tiherno, Claromontensis diocesis, do semel & lego sexaginta francos auri pro duabus librationibus panis & vini ibidem perpetuo annis singulis faciendis, & distribuendis, prout est de more dicte ecclesie fieri consuetum. Item religiosis dominabus conventuum de Casalibus & de Deserta, do semel & lego pro helemofina, & ut Deum pro salute anime mee meorumque antecessorum & successorum animarum remedio, Deum exorare habeant, videlicet utrique dictorum conventuum tres francos auri. Item religiosis monialibus monasterii Boni Loci, ut earum orationibus & suffragiis anima mea meorumque predecessorum & successorum participes efficiantur, do semel & lego viginti francos auri. Item religiosis monialibus conventuum Leygniaci, Sancti Thome, de Jurciaco, de Argenteria, de Polliaco in Roanneffio, & Belli Loci, pro helemofina diminutioneque & remissione peccatorum meorum, & ut suis valeat anima mea suffragari orationibus, do semel & lego, tribus videlicet dictorum conventuum, tres francos auri. Item volo & ordino quod tres pauperes clerici de comitatu Forensi, per decanum & capitulum ecclesie Beate Marie Montisbrifonis eligendi, instruantur perpetuis temporibus in scholis per quinquenium, hoc est per quinque annos, ita quod finito tempore dictorum quinque annorum, successive, de quinquenio in quinquenio, in quinquenio alii tres pauperes clerici, nullum obtinentes beneficium ecclesiasticum, perpetuo subrogentur, ut supra, & eligantur; quorum clericorum singulis do & lego perpetuis temporibus, sexaginta solidos turon. & duo festaria filiginis de & pro anima & perpetua pensione, que annua pensio cuilibet dictorum clericorum, in locis jam affuetis solvatur & solvi debeat circa quodlibet festum omnium Sanctorum. Item tribus prebendis jam per me deferviri ordinatis, una videlicet in ecclesia beate Marie Virginis de la Val, prope Sanctum Germanum Vallis, & alia in ecclesia abbacie Boni Loci, & reliqua in ecclesia Modonii, prope Montembrissonem, pro remedio & salute anime mee meorumque predecessorum & successorum etiam remedio, & eisdem prebendis pro tempore defervitoribus, videlicet cuilibet dictarum prebendarum defervitori, do semel & lego, singulis annis, perpetuo, sexaginta solidos turon. & duo festaria filiginis, ita tamen quod, si aliqua de dictis tribus prebendis nondum esset per me ordinata, eam per presentes fundo & ordino, sub pensione predicta sexaginta solidorum & duorum festariorum filiginis, defervitori ejus, annis singulis, perpetuo, ut prefertur, solvendorum; aliis duabus prebendis per me in ecclesia beate Marie Montisbrifonis, diu fundatis & institutis, quibus per predicta in nullo derogare intendo, ratis perpetuo manentibus. Item in ecclesia Syriaci Comitalis fundo, institutoque & ordino unam prebendam ad honorem beate Catherine virginis de duabus missis ibidem pro remedio anime mee meorumque predecessorum & successorum salute, singulis edomadis, perpetuo celebrandis; cui prebende & ejus defervitori pro tempore, do semel & lego de bonis meis sexaginta francos auri pro emendis redditibus ad opus dicte prebende. Item volo & ordino maritari, singulis annis, perpetuo, tres pauperes puellas, & dari cuilibet, pro helemofina & Dei amore, tres francos auri & duo festaria filiginis semel per heredes meos inferius nominatos. Item volo & ordino quod tres pauperes vidue mulieres honeste conversationis teneantur in hospitali pauperum Montisbrifonis, perpetuis temporibus; & cum defecerit earum aliqua, eidem indilate subrogetur alia honesta mulier; que omnes predictæ mulieres habeant perpetuo habitationem suam infra dictum hospitale, & ibi te-

neantur & debeant deservire & intendere perpetuis temporibus obsequiis & servitiis dicti hospitalis, & specialiter visitando pauperes & infirmos ac mulieres in puerperio jacentes in dicto hospitali, & quascumque alias miserabiles personas ejusdem hospitalis, quarum cuilibet dictarum trium mulierum do & lego sexaginta solidos turon. & duo sestaria siliginis annue & perpetue pensionis folvendum, anno quolibet, in festo omnium sanctorum, per heredes meos infra nominatos. Item volo & ordino quod in sepultura mea ministrantur decem quintalia cere, quorum sex quintalia sint & remaneant ecclesie beate Marie Montisbrifonis & residuum cere predictæ detur & erogetur aliis circonvicinis ecclesiis, prout meis infra nominatis executoribus videbitur faciendum. Item volo & ordino dari predictæ ecclesie beate Marie Montisbrifonis panna aurea usque ad valorem & fumam quater viginti francorum auri, die mee sepulture; que panna ad valorem predictam pro Dei servicio ibidem ampliori modo exercendo, pro remedio anime mee, do eidem ecclesie femel & lego. Item volo & ordino dari cuilibet presbitero ad dictam meam sepulturam venienti, septem solidos & sex denarios turon. femel, sine tamen refectione alia, ut animam meam in suis missis & orationibus pro recommendata habeant. Item do femel & lego decano & capitulo memorate ecclesie beate Marie Montisbrifonis centum francos auri pro uno anniversario ibidem pro remedio anime mee ac predecessorum & fucefforum meorum salute, annis singulis, perpetuo faciendo. Item volo & ordino quod de vestimentis capelle mee dentur & erogentur meliora predictæ ecclesie beate Marie Montisbrifonis, & conventui fratrum minorum Montisbrifonis alia vestimenta in subsequeuti pociori valore, & ecclesie Sancti Spiritus Modonensis, alia vestimenta; & conventui Boni Loci alia vestimenta pro Dei servicio ibidem exercendo. Item de aliis ornamentis & vestimentis ecclesiasticis meis, volo & ordino dari & erogari capelle per me in dicta ecclesia beate Marie constructæ & fundate unum par vestimentorum sacerdotium, & dictæ ecclesie beate Marie, paramenta brodada que sunt de veluto rubeo, in quibus dalphini descripti sunt ante & desuper altare, & alia paramenta predictæ ecclesie fratrum minorum Montisbrifonis, & alia paramenta dicto conventui Boni Loci pro Dei servicio, ut supra, exercendo. Item fieri volo & ordino, anno quolibet, in perpetuum, die consimili qua contigerit corpus meum reddi & tradi ecclesiastice sepulture, unam donam panis siliginis, seu in argento, prout utiliori modo fieri poterit, pro remedio anime mee, omnibus Christi pauperibus ad eandem affluere & venire volentibus, in villa videlicet Montisbrifonis; que dona in ecclesiis circonvadacentibus per tempus debitum antecedens publice notificetur. Item volo & ordino predictam fieri sepulturam meam in ecclesia predicta beate Marie Montisbrifonis laudabilem & solempnem, secundum statum & exigentiam mee persone, infra quatuor menses post mei obitum, & compleri integre & perfecte, omnia universa & singula supra per me legata & fieri ordinata, & cum effectum inviolabiliter observare per modum & formam supra expressatos, per heredes meos infra nominatos, quorum heredum consciencias & mentes de predictis omnibus adimplendis, omnino per presentes, meam conscienciam de eisdem penitus exonerando. Item volo & ordino quod si pro tempore contigerit aliquem seu aliquos de legataris meis supra nominatis quodcumque decedere ante mei obitum, quod omnia ipsi predecedenti aut predecedentibus per me, ut supra, legata, convertantur & converti debeant in pios usus, ad voluntatem & ordinationem meorum exequutorum infra nominatorum. In residuo vero omnium & singulorum bonorum meorum, mobilium & immobilium, dotium & paraferralium, jurium, nominum & actionum, presentium & futurorum quorumcumque, que supra non dedi vel legavi, & infra non dabo, aut legabo, carissimam filiam meam Annam Dalphinam duchiffam, & dominum Ludovicum, carissimum nepotem meum, ducem Bourbonii, consortes, heredes meos universales facio, ordino & instituo per presentes, omnibus aliis donationibus, pactis & conventionibus inter me, & prenomatos heredes meos universales olim factis & habitis in suo robore firmitatis perpetuo manentibus. Hujus autem mee ultime voluntatis & testamenti sollempnis executores meos facio & ordino : nobiles viros dominos Petrum, dominum de Norriaco, Lermite, dominum de Faya, milites, Bernardum de Villars, domicellum, Stephanum de Interakis, thesaurarium Forenfem, & venerabiles viros decanum Montisbrifonis confessorum meum, qui nunc sunt, aut fuerunt tempore decessus mei, necnon dominum Matheum Guioneti, cantorem dictæ ecclesie

Montisbrifonis, de quorum probitate & fideli diligentia in predictis adhibenda plenam obtineo fiduciam, &c... Rogans ego predicta testatrix testes presentes puberes & masculos quorum nomina & cognomina a tergo presentis carte scripta esse videntur, ut in hac presenti mea ultima voluntate sigillent, subferbant, per se vel per alium, & manibus propriis signent & super ipsa mexibeant testimonium veritati, loco & tempore opportunis... Ego predicta testatrix prefens testamentum, seu ultimam voluntatem meam, die decima tertia mensis junii, anno Domini millesimo quater centesimo, testibus retroscriptis exhibui, ipsos rogans & eorum quemlibet, ut ipsi manu sua signent & subferbant & sigillis sigillent, & tempore publicationis testimonium perhibeant veritatis. 1^o Anno Domini millesimo quater centesimo & die decima tertia mense junii, ego Petrus Alberti, licenciatius in legibus & baccallarius in decretis rectorque parochialis ecclesie Sancti Baldomeri, ad requestum dicte domine Johanne de Bourbonio, comitisse Forensis, exhibentis hanc presentem cartam pro suo testamento & ultima voluntate hie in eadem subferipsi & manu propria signavi, & sigillo dicte ecclesie parochialis sigillavi, requisitus per eam & rogatus. — Petrus Alberti. — 2^o Anno & die quibus supra, ego Petrus de Marciliaco, de Sancto Baldomero, ad requestum dicte domine comitisse huic presenti carte subferipsi manu mea propria & sigillo meo proprio sigillavi & signavi signo meo. — Petrus de Marciliaco. — 3^o Anno & die predictis, ego Johannetus Cachibo de Sancto Baldomero per dictam dominam rogatus, hiis presentibus signavi & sigillavi sigillo Johannis filii mei subferipsi. — Johannetus Cachibo. — 4^o Anno & die antedictis, ego Johannes Cachibo, clericus, filius dicti Johanneti Cachibo, rogatus per dominam predictam in presenti carta signo & sigillo meis propriis signavi & sigillavi. — Johannes Cachibo. — 5^o Anno & die antedictis, ego Guillelmus Fabri, presbiter & curie Forensis juratus, per dictam dominam rogatus, hiis presentibus signavi & sigillo Petri de Marciliaco sigillavi. — Guillelmus Fabri. — 6^o Petrus Trelheti. — 7^o Anno & die &c. ego Hugo Metonis de Sancto Baldomero &c. — Hugo Metonis. — 8^o Anno & die predicto, ego Jacobus Fontesii in medicina baccallarius, per dictam dominam rogatus &c. — Jacobus Fontesii. — 9^o Anno & die &c. ego Hugonus Fronten.... de Sancto Baldomero clericus & curie Forensis juratus..... Hugonus Fronten.... — (Archives de l'Emp. P. 1401, C. 1125.)

N^o 114 a. — *Accord entre Archambaud XI & le prieur de Souvigny, par lequel le sire de Bourbon est associé au monnayage du prieuré.*

Ego Archembaudus dominus Borbonii notum facio universis presentibus & futuris &c., quod venerabilis vir P. prior totiusque conventus Silviniacensis ecclesie associaverunt me, communi assensu, in moneta sua Silviniacensi, quandiu vixero, ita quod debeo facere medietatem expensarum & percipere medietatem commodi & lucri; & quod, post decessum meum, pars illa, quam percipiebam per associacionem, libere & pacifice ad priorem & conventum & ecclesiam Silviniacensem revertat. Nec uxor mea vel heredes mei quidquam poterunt clamare in moneta Silviniacensi, pro associacione ista, nisi tate jus & talem consuetudinem, quale jus & qualem consuetudinem habuit dominus Archimbaudus avus avie mee; nec pro associacione ista, vel pro aliqua re quam ipsi fecerint, vel ego fecerim, ante associacionem istam, ecclesie Silviniacensi vel heredibus meis prejudicium vel dampnum aliquod poterit generari, & quandiu vixero associacionem istam non potero de manu mea alienare & quandiu tenebo terram Montis Lucii in manu mea non potero ibi monetam facere. Actum anno Domini m^o cc^o xliii^o mense octobris. (Mss. du P. André, d'après l'original existant autrefois dans les Archives de l'abbaye de Souvigny).

Dispense accordée par le pape à Robert, comte de Clermont, pour le voyage qu'il devoit faire en Terre-Sainte.

Clemens episcopus, servus servorum Dei, dilecto filio, nobili viro Roberto, comiti Claromontensi.

salutem & apostolicam benedictionem. Devotionis tue precibus inclinati tibi libenter illa concedimus per que tue meritis quieti salutaria procurentur. Cum itaque sicut nobis significare curasti votum emiseris transferendi in subsidium Terre Sancte nec id corpora infirmitate detentus valeas adimplere, nos volentes tibi benigne annuere in hac parte, te si quod de huiusmodi infirmitate proponitur veritate fulcitur ad huiusmodi voto apostolica auctoritate absolvimus. Ita tamen quod tu transferentibus pro te in prefate terre subsidium decemmilium librarum bone monete solvere tenearis. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre absolutionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare presumpserit indignationem omnipotentis Dei & beatorum Petri & Pauli apostolorum ejus se noverit incurfurum. Datum Lugduni, v kalendarum februarii, pontificatus nostri anno primo. — (Arch. Imp. P. 1377).

Promesse par Marguerite de Bourgogne de donner sa fille en mariage à Robert de France.

Margareta, filia nobilis viri ducis Burgondie, vicecomitis Lemovicensis, universis presentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod nos attendentes utilitatem nostram, filie & terre nostre & sue, excellentissimo domino Ludovico Dei gratia regi Francie illustri, pro se & successoribus suis Francie regibus, conventiones fecimus infra scriptas, videlicet de Maria filia nostra unica maritanda seu nuptiis collocanda cum inclito puero Roberto, filio suo, cum dicti pueri ad nubilem etatem pervenerint, si tunc eidem domino regi & prefato filio suo placuerit, & tenemus ex nunc tradere dicto domino regi hereditatem dicte filie nostre, excepto dotalitio nostro, & idem dominus rex ibi ponet ballivum ad custodiendam terram predictam qui jurabit quod fideliter & bona fide pro posse suo custodiet dictam terram & jura dicte filie nostre jurabit etiam quod nichil occupabit vel interceptet in dotalitio nostro supradicto nec aliquid faciet quominus gaudere possimus prefato dotalitio nostro integre & quiete & manu tenebitur dicta terra ad expensas & missiones dicte terre; nos vero tenebimus dictam filiam nostram in sumptibus nostris donec pervenerit ad nubilem annos. Cum vero contigerit mori Ermengardim aviam dicte filie, matrem quondam Guidonis vicecomitis Lemovicensis domini & viri nostri, dotalicium quod dicta Ermengardis habet ex parte vicecomitis quondam mariti sui ad manum dicti domini regis deveniet una cum terra predicta. Si vero nos aliquas acquisitiones fecerimus in vicecomitatu Lemovicensi vel alibi dictas acquisitiones retinere poterimus & de ipsis in vita disponere & in morte, prout nobis placuerit, si hoc possimus facere de consuetudine locorum in quibus site sunt acquisitiones predictae. Si qua vero servitoribus nostris contulimus de vicecomitatu predicto usque ad quaterviginti libras reddituales voluit idem dominus rex quod dicti donatarii predicta pacifice habeant usque ad tempus nubilis etatis predictorum puerorum & post etiam si placuerit eidem domino regi & filio suo predicto & dicte filie nostre, nec se opponet dictus rex quominus nos forestas que in nostro sunt dotalicio expletare valeamus faciendo villas in ipsis & alias prout nobis placuerit secundum consuetudinem terre. Et nos non erimus in aliquo subiecti illi quem dominus rex deputabit ad custodiam dicte terre nec dotalicium nostrum. De forisfacturis quas acquisivimus que sunt infra dotalicium nostrum quod nostre sint & possimus de ipsis in vita & morte disponere, placuit domino regi quod terre consuetudo servetur in qua sunt site. Nos retinebimus homagia terre dicte filie nostre quam dicto domino regi tradimus usque ad tempus maritaggi antedicti. Promissimus etiam nos curaturam & facturam quod eidem domino regi fiat juramentum fidelitatis a villis & hominibus dicte terre & sciendum quod si idem dominus rex fecerit villas in terra dicte filie nostre non recipiet in eis homines dotalitii nostri. Exiit vero dicte terre quod dicto domino regi tradetur qui per nos dati fuerint ad firmam erunt nostri usque ad instantem festum beati Johannis Baptiste, set nichilominus eidem statim trademus castra terre predictae & villas. Si vero contingeret dictum matrimonium impediri quocumque casu, idem dominus rex prefatam terram nobis reddet & ea que expletabit in terra predicta dictus rex quousque dictum matrimonium consummetur expletabit nomine nostro & filie nostre predictae. Et voluit idem dominus rex quod per expletamenta huiusmodi nullum nobis vel filie nostre predictae

aut heredibus suis generetur prejudicium in futurum nec eidem vel heredibus suis jus novum aliquod acquiratur. Omnes siquidem conventiones quas eidem domino regi fecimus de premissis, prefito super hoc juramento, firmavimus, nos firmiter totis viribus servaturos & pro posse nostro bona fide fideliter impleturos. In cuius rei testimonium presentes litteras sigilli nostri fecimus impressione muniri. Actum Parisius anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo octavo, die dominica in Ramis Palmarum. — Sceau de cire verte sur double queue de foie rouge. — (Arch. de l'Emp. J. 247, n° 20).

Don d'un revenu de quatre mille livres par Philippe le Hardy, à Robert, comte de Clermont.

Philippus Dei gratia Francorum rex universis presentes litteras inspecturis salutem. Notum facimus quod nos carissimo fratri & fideli nostro Roberto comiti Clarimontis quem tanto diligimus tenerius quanto ejus devotionem id magis cognoscimus promereri, ex mera liberalitate damus & concedimus ad vitam suam quatuor milia librarum turonensium percipiendam annuatim quoad vixerit in nostris compotis Parisius, apud Templum, hoc modo videlicet : ad compotos Candelose terciam partem, ad compotos Ascensionis terciam partem, & ad compotos omnium sanctorum terciam partem, hac conditione apposita quod si extra comitatum Claromontis & alias terras quas in presenti possidet tam ex donatione inculte recordationis nostri carissimi genitoris Ludovici regis quam ex maritaggio uxoris ejusdem fratris nostri quocumque modo vel quacumque causa, ad valorem quatuor milium librarum turonensium ipsius fratris nostri facultates in annuo reddito accrescerent vita comite sibi ex tunc a perceptione jam dictæ pensionis omnino cessaret. Hoc adjecto quod si intra quantitatem predictam augmentaretur in facultatibus tempore procedente, nos ei de dicta summa pecunie pro augmentationis modo subtrahere possemus si vellemus. Dicto tamen reddito post obitum jamdicti fratris nostri ad nos vel nostrum successorem regem Francorum in omni casu reversuro. Predictus vero frater noster secundum formam & modum ante dictos fecit nobis homagium ligium de reddito memorato. In cuius rei testimonium presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo septimo mense decembri. — Arch. de l'Emp. P. 1378).

Promesse par Robert, comte d'Artois, de se soumettre à l'arbitrage du roi, pour régler le différend qui s'étoit élevé entre lui & Robert de Clermont.

A touz ceus qui ces presentes lettres verront, Robert cuens d'Artois & Agnès sa fame contesse d'Artois & dame de Borbon, saluz. Nos sefons afaire a touz que la descorde & la besongne dont contenz estoit entre nos, d'une part, & noble homme Monseigneur Robert conte de Clermont & Madame Beatriz sa fame, d'autre, par devant nostre très excellent seigneur Johan, par la grace de Dex rois de France, par l'ocasion d'un don fet de nos Agnès, contesse d'Artois & dame de Borbon defus dite, à Robert fil de nos conte d'Artois devant dit, d'une quantité de terre en Borbonois, nos le metons en la volenté & en l'ordenance du devant dit nostre seigneur le roi, de haut & bas; & metons en la porveance du devant dit nostre seigneur le roi par le tens avenir comment la terre de Borbonois doie parvenir aux hers de nos contesse d'Artois devant dite. Et prometons à tenir ledit & l'ordenance nostre seigneur le roi, & à donner nos lettres pendanz de ce selonc ce que nostre fires li rois en ordenera. Et par ce que ce soit ferme chose & estable, nous avons ces presentes lettres seelées de nos seaus. Ce fu fet à Paris en l'an de grace mil deus cens quatre ving & un, le samedi après la Magdeleine. — Trésor des Chartes, J. 275, n° 5).

Accord entre le prieur de Souvigny & le sire de Bourbon au sujet de leurs limites & justice respectives.

Univerſis prefentes litteras inſpecturis, Robertus, comes Attrebatenſis, & Agnes comitiſſa Attrebatenſis, ac domina Borbonenſis, ejus uxor, ſalutem. Notum facimus quod cum religioſi viri prior & conventus de Salvigniaco, in curia illuſtriſſimi regis Francorum, contra nos queremoniam detuliffent, ſuper quibuſdam injuriis, gravaminibus, violantiis atque dampnis eiſdem religioſis illatis a gente noſtra, ut dicebant, & licet, ſuper predictis & aliis, eſſet in curia dicti domini regis diutius litigatum, tandem, mediantibus bonis viris, procuratores noſtri & procuratores dictorum religioſorum prioris & conventus de Silvigniaco ad formam pacis & concordie concorditer devenerunt, prout in litteris excellentiſſimi predicti domini regis plenius continetur, quarum tenor talis eſt :

Philippus Dei gracia Francorum rex univerſis prefentes litteras inſpecturis ſalutem. Notum facimus quod procuratores dilecti & fidelis conſanguinei noſtri Roberti, comitis Attrebatenſis, & nobilis mulieris Agnetis, ejus uxoris, domine Borbonenſis, ac religioſorum virorum prioris & conventus de Silvigniaco, in noſtra prefencia conſtituti, ſuper querelis ad curiam noſtram delatis ex parte dictorum religioſorum, contra gentes comitis & comitiſſe predictorum, de quibuſdam perſonis captis in terra & juſticia dictorum religioſorum a gentibus comitis & comitiſſe predictorum & juſticiis contra juſticiam, ut dicebant, in dictorum religioſorum prejudicium, dedecus non modicum & gravamen, ac quodam banno facto per gentes comitis & comitiſſe predictorum apud Silvigniaco in gravem leſionem juris & juſticie ipſorum religioſorum, neeon quibuſdam aliis injuriis, gravaminibus & violentiis eiſdem religioſis illatis; tandem dicte partes, mediantibus bonis viris, ad hanc pacem & concordiam concorditer devenerunt, videlicet quod gentes dictorum comitis & comitiſſe loca exiſtentia in juſticia ipſorum religioſorum in quibus perſone predictæ capte fuiſſe dicuntur loco perſonarum ſic captarum reſtaſiverunt de quadam ſimilitudine ſeu figura loco dictarum perſonarum in quantum tangit vel poteſt tangere utramque partem bannumque taliter factum revocaverunt & annullaverunt & fecerunt apud Silvigniaco publice declamari, ſalvo in predictis jure utriuſque partis. De dampnis vero, injuriis & violentiis hinc inde illatis erit in ordinatione de alto & baſſo domini Dyoniſii de Paredo, militis, baillivi Senonenſis, prout inter dictas partes exiſtit ordinatam. Inſuper prior & conventus predicti de voluntate & conſenſu noſtro recognoverunt ſe ab antiquo fuiſſe & eſſe de guarda & in guarda & de reſſorto comitis & comitiſſe predictorum ratione domini terre Borbonenſis, & omnia contenta in quibuſdam litteris ſigillo dictorum abbatis Clugniacenſis ac prioris & conventus predictorum ſigillatis conſectis ſuper dicta guarda & reſſorto & aliis ſupradictis pro bono pacis recognoverunt in omnibus eſſe vera, prout nobis de predictis omnibus conſtitit per relationem Regnaudi Legras baillivi noſtri Bituricenſis a nobis propter predicta ſpecialiter miſſi apud Silvigniaco; cujus relationi facte publice in curia noſtra & in prefencia noſtri conſilii, dictarum partium procuratoribus prefentibus & premiffa recognoſcentibus eſſe vera & ea approbantibus plenam fidem duximus adhibendam; quarum litterarum tenor talis eſt :

In nomine ſanctæ & individue Trinitatis amen. Univerſis prefentes litteras inſpecturis frater Guilelmus humilis prior Silvigniacenſis totuſque eiſdem loci Deo devotus conventus ſalutem in Domino ſempiternam. Noveritis quod cum contencio, querela, controverſia ſeu cauſa verteretur ſeu verti ſperaretur inter nos nomine monaſterii noſtri ex una parte & inter nobilem dominam Agnetem dominam Borbonenſem nomine ſuo & heredum & ſucceſſorum ſuorum ex altera, ſuper articulis inferius annotatis, videlicet ſuper juriſdictione & juſticia ville de Silvigniaco, bandeiarum ſeu metarum ipſius ville de Silvigniaco, ville de Firmatate de Branay & quarundam aliarum villarum, & ſuper quibuſdam aliis articulis infraſcriptis, pacificatum, ordinatum ſeu compoſitum inter nos nomine monaſterii noſtri & inter dictam dominam nomine ſuo & heredum & ſucceſſorum ſuorum exiſtit in hunc modum de auctoritate & aſſenſu reverendi patris in Chriſto Yvonis Dei gracia

abbatis Clugniacensis, videlicet quod dicta domina confitetur & recognoscit quod omnimoda iurisdicio & iusticia ville de Silvigniaco est infra villam bandeyarum five metarum ipsius ville & usque ad metas que tales sunt, videlicet a porta Sancti Menulphi eumdo recte calceyam usque ad finem ejusdem calceye, & a fine dicte calceye eumdo recte ante portam fratrum minorum per viam que vadit ante domum Mitenarii aus Palordes & reducitur per viam que est inter terram es Palordes & terram censive ecclesie Silvigniacensis & tendit ad capud calceye porte de Nivernis juxta gagnagium terre de Banay, & a capite calceyarum prout vadit via que est ante domum aus Mitiers aus Palordes usque ad crucem que est in chauma leproforum. Omnimoda iurisdicio & iusticia parva & magna viarum sunt domini Borbonensis; que vie remanent extra dictas metas; item a cruce chaume leproforum per viam qua itur ad capud calceye porte Nivernis & usque ad portam grangie de Banay & tendit per viam que ducit inter rivum de Banay & inter vineas subtus claufum dictum Barbarim, & per viam publicam que ducit usque ad viam qua itur ad valles ad capud calceye porte de Molinis juxta vineam de vallibus Bartholomei des Noys, descendendo recte ad ripperiam de Cona, & a cruce chaume leproforum usque ad ingressum ripperie de Cona. Iurisdicio & iusticia viarum que sunt ibi inter cruces & vineas sunt ecclesie Silvigniacensis, videlicet usque ad ingressum ripperie tantum, ubi crux est posita, in locis in quibus tantum sunt vie, eumdo & sequendo ripperiam de Cona usque ad ingressum tantum ripperie Cone veteris que est intra pratum domini Borbonensis & pratum Bartholomei des Noys, sequendo illam ripperiam veterem inter chaumam Symonis de Cheri & inter initium five capud prati domini Borbonensis, & redit in magnam ripperiam de Cona sequendo longitudinem tantum ripperie juxta chaumam Symonis de Cheri, versus Silvigniacum, usque a l'androit rivi qui venit de molendino de Pignozel, inter terram ejusdem Symonis de Cheri & terram ecclesie Silvigniacensis, videlicet juxta pratum de la Boerie eumdo recte ad viam que est inter vineas de la Boerie & claufum Archimbaudem & se fiert ad viam qua itur apud Monlader, ad capud vinearum de la Boerie & tendit in altum juque a l'androit de l'haut de l'orme au larron usque ad locum tantum ubi crux est posita, & de cel orme au larron s'en vient per vineas usque ad iter per quod itur de Silvigniac apud Besson, & de cel haut au plus droit que l'en peut aler droit par les vignes a l'orme au larron, & a dicta ulmo au larron au plus droit que l'en peut aler a la pierre de Perefol, ubi crux est posita loco mete, & ab ista cruce prout vadit recte au chemin de Cultilleux, par la ruete que vocatur la ruete de Perefol, descendendo usque ad ruam que est subtus molendinum de Morin, & a capite dicte rue tendendo ad ulmum de Corium, & a dicta ulmo eumdo apud domum Heraut, que domus est extra metas, & a dicta domo Heraut tendendo per medium pratorum de Vaulloer eumdo ad domum Bernardi Guoson, que domus est extra metas, & a dicta domo Bernardi Guoson ad ulmum de font Girart eumdo recte usque ad crucem Galli, & a dicta cruce Galli eumdo recte per viam ante grangiam Philippi de Ginyes per fossatum quod est inter nemus & grangiam, & a dicto fossato eumdo environ les vignes usque ad capud calceye porte Sancti Menulphi. Item a dicta cruce Galli cheminia que sunt juxta vineas de Bor, tant cum il en i a, si come les croiz vont, qui sont dedenz les croiz sont dedenz les bornes, & la ou ne s'est li chemins est extra metas, mes enli cum vait la cloifon des vignes juque a l'antrant de la chaucée de Sain Menous partent les bornes si cum les cloifons & les croiz vont entre les chans & les vignes. Et est assavoir que la rivere de Cune, fors les bornes, remanet domino Borbonensi, videlicet a cruce posita in ingressu ripperie de Cona, que crux est posita a l'androit de la grange Johannis de Melhiers usque ad crucem positam a l'androit rivi de Picozel; omnimoda iurisdicio magna & parva magne ripperie de Cona & ripparie de Cona veteri & alibi extra metas, iurisdicio, inquam, magna & parva, alta & bassa usque ad predictas metas tantum pertinent & spectant ad monasterium nostrum Silvigniacensem in perpetuum, excepta cujuslibet condemnati seu iudicati ad mortem executione in curia nostra, que executio pertinet & spectat ad dictam dominam, heredes ipsius & successores dominos Borbonenses in perpetuum facienda, extra villam & dictas metas ipsius ville, prout inferius continetur, & exceptis casibus omnibus infra scriptis, videlicet raptu, adulterio homicidio, falsa moneta, falso argento & falso auro. Si quis aliquo modo utatur in alterius prejudi-

cium, vel cum peccato, vel cudendo, vel cudi; faciendo, opem, auctoritatem feu auxilium prestando, in quibus casibus immediate scriptis, omnimoda iuridicio & iusticia ac omnia expectamenta mobilium & immobilium dicti condempnati infra dictas metas existentium, sunt & erunt in perpetuum communia inter nos & conventum, nomine monasterii nostri, & dictam dominam, heredes & successores ipsius, dominos Borbonenses. Omnia vero expectamenta bonorum mobilium & immobilium extra metas predictas existentium dicte domine & domino Borbonensi qui pro tempore fuerit integre remanebunt. Et si in predictis immobilibus condempnati extra metas existentibus nos dicti prior & conventus aliquem censum habemus, census & servicia consueta remanent nobis salva, & in premixtis casibus, videlicet raptu, adulterio, falsa moneta, falso argento & falso auro, cognicio & iudicium fient per nos priorem vel mandatum nostrum & successores nostros & per dictam dominam vel mandatum ipsius & per dominum Borbonensem vel mandatum suum infra clausuram nostri prioratus de Silvigniac, ita tamen quod una pars non poterit cognoscere sine alia nec iudicare in casibus proximo preteritis; & si forte, quod absit, alterutra partium ab altera requisita vel ejus mandato interesse nollet aut non possit cognicioni & iudicio alicujus casuum predictorum per quindecim dies expectata, & post ea iterum requisita & per septem dies similiter ulterius expectata, pars illa que prefens erit & volet cognoscere que aliam requisierit modo supradicto, illa vice sola poterit cognoscere & iudicare; pars tamen cognoscens & iudicans tenetur admittere aliam que requisita noluit aut non potuit interesse, quocienscumque voluerit interesse

Ceterum confitemur nos dicti prior & conventus & recognoscimus quod villa de Silvigniac, Mons in Podio, Firmatas, la Chiefe, Sintrac, Janzac, Chappes, Bocherons, Colombers, Avalons, Chirac, Vernuilhet, Becay, Cortilles, Lomiers, Branay, Sanctus Mauricius, Avenaz, cum pertinentiis predictarum villarum & membra omnia ipsius ecclesie & omnia alia que sita sunt infra fines baronie Borbonensis vel in baroniis suis, sunt de bona guarda & in bona guarda de baroniis & in baroniis suis, & fuerunt a fundatione sua, & imperpetuum remanebunt in guarda & de guarda ipsius domine & successorum suorum qui pro tempore fuerint domini Borbonenses, aliquo privilegio usque ad confectionem presentium, nobis priori & conventui, monasterio Clugniacensi vel nostro, seu membris eorum concessio vel concedendo a regibus, principibus, romano pontifice, seu dominis Borbonensibus, non obstante contra premissa omnia vel aliqua de premissis

Confitemur etiam nos dicti prior & conventus publice dominos Borbonenses & predecessores suos esse & fuisse Silvigniacensis ecclesie & membrorum suorum sitorum intra fines baroniarum suarum fundatores. Item confitemur nos dicti prior & conventus & similiter ipsa domina confiteri predicta omnia & singula esse vera, prout superius sunt expressa.

In omnium vero premissorum testimonium, nos Yvo prior Silvigniacensis & ejusdem loci conventus sigilla nostra presentibus duximus apponenda. Actum apud Silvigniacum, anno Domini *millesimo ducentesimo septuagesimo primo*, die sabbati post octavas Epiphanie Domini. — Ad hec nos frater Guillelmus, nunc prior ecclesie Silvigniacensis, premissa omnia & singula in presenti littera contenta concedimus & confitemur esse vera & acta fuisse die & anno predictis inter dictam dominam & fratrem Yvone tunc priorem ecclesie Silvigniacensis & conventum nostrum. In cujus rei testimonium nos prior & conventus Silvigniacenses presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda. Datum anno Domini *millesimo ducentesimo septuagesimo nono*, mense Martii

— Nos autem ad supplicationem predictorum procuratorum assensum nostrum predictis prebentes predicta volumus, approbamus & etiam confirmamus, salvo in aliis jure nostro & etiam alieno, volentes & precipientes ballivo nostro quod compellat dictas partes ut consimiles litteras & sub hac forma figillent sigillis suis & sigillis abbatibus & conventus Clugniacensis facient sigillari & eas mutuo sibi reddant. Et nos, in hujus rei testimonium, sigillum nostrum presentibus litteris fecimus apponi. Actum Parisius, die Jovis post octavas purificationis beate Marie virginis, anno Domini *millesimo ducentesimo octogesimo sexto*. — Nos autem comes & comitissa Attrebatenses predictis premissa omnia & singula, prout superius exprimuntur, rata habentes & grata, ea volumus & etiam approbamus & nos ea servaturos promittimus bona fide & contra, per nos aut per alios, imposterum

non venturos, nos & heredes nostros & successores nostros necnon etiam & bonorum nostrorum possessores quoad hoc penitus obligantes. In cuius rei testimonium presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda. Datum anno Domini *millesimo ducentesimo octogesimo septimo*, mense junii. — (Arch. de l'Emp. P. 1356).

Testament de Robert de Clermont, seigneur de Bourbon.

(Cette pièce est très-détériorée; il manque le commencement, plus un grand nombre de mois dans le cours du texte).

..... pour le caulle de ma daeraine volenté, fac & ordene mon testament en la maniere que desous s'enlieut seigneur nostre creator, le cors de moi je lasse a viers de terre en viande, la sepulture de mon cors a freres preeceurs & de mon cuer a freres men..... derecief je voel & ordene que totes mes detes premierement devant toutes coffes soient parpeié en queufquques lieux elles soient trovées & par la testacion de loiaus gent provées. Derecief je voel & command que mi forfait soient amendé & soient restabli entierement & soient parpeié fans despens nul & alongement. Et a tous qui de droit se reclaimeront que on leur a aucune coffe osté non justement ou par violence extors, selonc la deboinaire consideration de mes exeuteurs & le confedencement de pour le delivrance de l'ame de moi, leur soit rendu entierement. Derecief je laisse trois milles livres parefis en aieve de la terre sainte pour la redemption de la crois & pour avoir le pardon plainement qui acoutumés est a otroier a la trepafans, douquel argent je ordene cusi que, s'il avient que je muire deca la mer, la dite pecune soit doné as chevaliers qui se combateront contre les anemis de la foi, la endroit, par le main de mes executeurs & du conseil le roy de France. Derecief je laisse cinquante livres douze fos, cacun an, de rente as egliffes & as perfonnes & as maisons qui s'enlievent : premierement je voel & ordene que une capele soit faite..... m'eglize de Clermont & i foi fait uns auteus & mis uns prestres qui perpetuaument por l'ame de mi, la endroit, soit tens de celebrer cascun jor, & li dites prestres ara feze livrées de rente au parefis, au soustenement de sa vie, lesqueles il prenra en ma provoté de Clermont, & a l'edefiement de la capele & del autel &.... a la capele je laisse cent livres tournois & de ma forest de Hes, quanques il en fera mestier, du bois ad edefier la dite capele; de recief as canoines de ma devant dite egliffe de Clermont & au vicaires & aus clers de la dite egliffe pour mon univerfaire faire, la endroit, perpetuaument, cent folz de rente, cascun an, a prene sur ma prevosté de Clermont; derecief aus freres..... de cele meime ville diz folz parifis, cascun an, de rente pour faire mon univerfaire; derecief a la maison Dieu de la dite ville feze folz de rente, cascun an, a prene la ou devant est dit; derecief aus canoines & aus vicaires & aus clers de m'egliffe du castiel de Crel cinquante folz de rente, cascun an, pour faire mon univerfaire la endroit perpetuaument; & derecief pour faire en cele meime egliffe une capelerie & pour un prestre la endroit celebrer, cascun jor, pour l'ame de moi, laisse je feze livrées de rente cascun an, & pour les neceffaires a la ment de la capele cinquante livres en deniers; derecief a la maison Dieu de cele meime vile feze folz de rente cascun an; de recief a l'egliffe parrocial de ce lieu dix folz de rente cascun an. Trestitute ceste rente je voel qu'ele soit prisse en ma prevosté de Crel. Derecief a l'egliffe parrocial de la Ville Nove en Hes cieunc folz de rente cascun an; derecief a mon capelain de mon castel de la dite ville cieunc folz de rente cascun an; derecief pour faire une capelerie en eele meime ville & pour un capelain qui fera tens de canter, cascun jor, la endroit, pour l'ame de moi, douze livres... & pour les neceffaires a la dite capele avoir & a l'edefiement cinquante livres parifis en argent. Derecief a la maison Dieu de celi lieu vint folz de rente cascun an. Toute ceste rente de la dite ville fera prisse en ma prevosté de Clermont. Derecief aus moines de Fremont del ordene de Cistiaus cent folz de rente pour mon univerfaire faire perpetuaument en la dite abeie, & pour pitance avoir au convent les jors de mon obit. De recief a l'egliffe de Mery cieunc folz parifis de rente; de recief aus nounains de Waureuille del ordene sain Benoit [sexante] folz parifis de

rente par an pour mon univérfaire, la endroit, faire perpetuellement; de recief a m'eglisse de Remi cinc folz de rente par an; de recief aus deus capelains du dit castel a cefcun cinc folz de rente par an pour faire mon univérfaire; de recief a la grant eglise de Sacci diz folz de rente par an; de recief au moines de Gournay diz folz de rente par an pour faire mon univérfaire la perpetuellement; de recief au nounains de Saint Antoine da les Lopo trente livres parifis; de recief au nounains de Notre Dame da les Pontoiffe quarante livres; de recief aus feurs menues de ... de recief au nounains de Meleuon de l'ordene de Ciftiaus trente livres; de recief au nounains de Oriville vint livres; de recief au nounains de Monci diz livres; de recief au nounains de Sain Jehan de Compiegne diz livres; de recief au freres preceurs de Biauvals vint livres; de recief au freres menues de Biauvals vint livres; de recief au freres preceurs & aus freres menues d'Amiens, a cefcun convent, diz livres; de recief au freres preceors & au freres menues de Compiegne, a cefcun convent, diz livres preceurs & aus freres menues d'Orliens, a cefcun convent, vint livres; de recief aus freres preceurs & au freres menues de Cartres, a cefcun convent, diz livres; de recief aus freres menues de Pontoiffe diz livres; de recief aus freres menues de Sainlis diz livres; de recief au nounains de Porrois vint livres; de recief au moines de Roiaumont vint livres; de recief ... des capérons rouges de Sainlis diz livres; de recief a l'eglisse de Sain Leu defcerens diz livres; de recief a l'abeie du Val Notre Dame del ordene de Ciftiaus diz livres; de recief aus del ordene de Grant Mont diz livres; de recief au freres du bois de Vicaines de cele ordene diz livres; de recief a l'abeie de Sain Vitor de Paris vint livres; de recief a l'abeie de Sainte Genevieve de Paris vint livres; de recief au nounains de Montmartre vint livres; de recief au freres du Val des escoliers de Paris diz livres; de recief aule maifon Dieu de Paris vint livres, & vint folz de rente par an; de recief au nounains de Val Parfont diz livres; de recief aus avugles de Paris cent folz; de recief aus files Dieu de Paris fixante folz; de recief au freres Guillemins de Paris fezante folz; de recief au freres barrés de Paris fezante folz; de recief aus freres defas de Paris au freres de Sain Macelain de Paris cent folz; de recief au begines de Paris cent folz; de recief au freres preceurs de Paris deus de recief au freres menues de Paris deus cens livres parifis; de recief pour deus mabres a metre fous mon cors & fou mon cueur, es dis lieux, fis vins livres parifis les neceffaires a ma fepulture au jors prieriens, s'il eft a favior, pour dras d'or & luminaires en la maifon des freres preceurs de Paris de meime en la maifon des freres menues de Paris cent livres parifis; de recief a monfeu Guillaume des Arfers trente livres; de recief a monfeu livres; de recief a monfeu Philippe de Villefaveureufe trente livres; de recief a monfeu Philippe le Juis fixante livres; de recief a monfeu de recief a Robin de Meudon trente livres; de recief a Perrot Defcos trente livres; de recief a Ferri vint livres; de recief de Noyfis huit vint livres parifis; de recief a Renaut mon taillieur vint livres parifis; de recief a Guillaume le barbier vint livres vint livres; de recief a monfeu Jehan de Paris diz livres; de recief a Richart de la Cambre diz livres; de recief a ... a Jehan Eferime fixe livres; de recief a Guillaume de Nemot diz livres; de recief je lais a tous ciaux de mon pas fouffiffamment fait fatisfation deus cens livres parifis a distribuer par le main de mes exequeurs felone de remanant des deus cens livres je vol qui doit distribué aus lieux & aus perfonnes defeurs nomées livres de parifis pour doner pour Dieu a poures en folers & en buriaus, en ma ville de Clermont, par le main pour Dieu par le main de mes exequeurs en folers & en buriaus en ma ville de Crel; de recief en folers & en buriaus en la Ville Nove en Hez; de recief cinquante livres a doner pour Dieu par le main de mes exequeurs de Remi; de recief a ma ville de Gornay, ad cele meme ovre faire, quarante livres parifis; de recief a Sacci a ce meime faire tous autres, enfi que devant eft exprefte, je oblige toute ma conté de Clermont comant que cis miens testaments vale en droit de testament, & fi ne poet valoir en droit de codicilles ou en autre maniere quelequele foit de droit qu'il pora ou devera valoir. A ce faire mes exequeurs noble homs le duc de Bourgongne, les fegneur Gui de Neri, Jehan de Frenel Leurent d'Orliens & Guillaume de Sain Evutre del ordene des freres preceours ou ne [voudroient] metre ces coffes ci a euequeution, ne que denque li

quatre ou li trois les poroient metre En tiefmoing mis mon feel a ces prefentes lettres. Doné & fait à Rouli da los Saint Antoine près de Paris, en l'an de graffe notre seigneur mil Nichola d'iver. — (Arch. de l'Emp., P. 1370) (1).

N° 114 b. — *Ratification devant le roi Louis le Hutin, par Louis de Clermont, sire de Bourbon, & Jean, son frère, des conventions par eux faites devant leurs parens.*

Loys par la grace de Dieu roys de France & de Navarre nous faisons favoir a tous prefens & advenir que, en notre prefence, perfonnellement establi notre chier amé & feal coufin Loys de Clermont, sires de Bourbon, chamberier de France, d'une part, & Jehans ses freres, d'autre part, dirent & affermerent que jadis, en la vie notre chier seigneur & pere Philippes par celle meismes grace roys de France, entre euls fu meue questions leur ce que le devant dit Jehans demandoit a avoir sa portion de la fuccession des biens de leur dame & mere ja tres passée & les arrierages pour le temps passé, & le devant dit Loys disoit que il le devoit appaner tant seulement car il estoit ainfiné, & par plusieurs autres raisons a la parfin pleust audit Loys & a Jehan son frere, pour euls & pour leur hoirs, de leurs certaine science, non pas par erreur de ce & de la fuccession notre chier oncle Robert leur pere & de la fuccession Pierre leur frere, archidiacre de Paris, a la fin que ou temps avenir ne peust avoir contens entre euls, ne entre leurs hoirs, &, pour bien de pais, que de haut & de bas en feust leur notre chier seigneur & pere devant dit, en telle maniere que de ces choses & des dependances d'icelles il peust ordener de haut & de bas, a sa plaine volenté, orde de droit, garde ou non garde, & promirent les devant diz ce que il diroit, prononceroit & ordeneroit, tenir & garder; lequel notre chier freres & peres receust le fes de ce en foy & foy diligement enformer des droiz de l'une partie & de l'autre, appellées les dites parties par devant foy en leur prefence, du pooir a li donné de euls & de son plain pooir royal, dit, pronunça & ordena en la forme qui s'enfuit, c'est affavoir que le devant dit Jehans, pour tout le droit de la fuccession de leur dame & mere & pour tout droit de appanage & pour tout le droit de la fuccession de leur chier seigneur & pere & pour tout le droit

(1) Arrêt du Parlement, du 5 Pentecôte 1290, par lequel la châtellenie de Chaveroche réclamée à la fois par le bailli de Berry & par celui d'Auvergne, est attribuée au ressort de ce dernier. (*Les Olim*, t. 1, 11).

Accord passé au mois d'août 1281 entre Robert, comte de Clermont & les religieux de Saint-Lucien, par lequel il consent que la ville de Thieux dépendant de ce couvent & qu'il prétendait être du ressort de Clermont, soit du ressort royal de la prévôté de Montdidier. Les religieux, en échange, lui cèdent « vingt livrées de terre sises à Sachy-le-Grand & deux boîtes que li avient à Espinouse avecques les redevances que li dit boîtes devoient à yceus de leurs maîtres. » (*Livre des Hommes de la comté de Clermont*).

Actes de Robert de Clermont passés à Paris, au mois de juin 1286, & à Vincennes, le 14 août 1291, par lesquels il approuve des dons faits à l'abbaye de Froment. (Ms. Gaignières, vol. 801, d'après les titres originaux de l'abbaye de Froment). A chacune de ces pièces était appendu le sceau quadrifide de Robert de France, en cire jaune, reproduit p. 14 de tome II de cet ouvrage, d'après le dessin officiel auquel s'en trouve dans les registres de Gaignières.

Acte du mois de juillet 1281, commençant « par le mouen les limites des terres du seigneur de Bourbon contre le seigneur de Calant. » (Arch. de l'Emp., Inv. Lhuillier, c. R, n° 107).

Décembre 1280. « Accord entre Robert, comte de Clermont & sa femme Jeanne par le vigier de la Ferté, d'autre part, au sujet des amendes & exploits dudit lieu & de la quête des hommes. » (*Ibid.*, c. 4, n° 112).

26 sept. 1290. Traduction du comte de Clermont avec les reli-

gieux de Souigny au sujet de l'Hôtel-Dieu de Saint-Julien, fondé à Moulins, par lui & sa femme Béatrix. (*Ibid.*).

Novembre 1291. Protestation faite par Robert, comte de Clermont, au nom de sa femme, en faveur du duc de Bourgogne, contre les réclamations du comte de La Marche & de Jean de Châlons. (*Les Olim*, t. II, pp. 187 & 190).

20 Mars 1292. Acte par lequel Jean de Brienne, fils du roi de Jérusalem & lieutenant de Robert de Clermont, reconnaît les droits de justice du prieuré de Souigny.

29 juillet 1292. Acte par lequel le chapitre de Hérisfort cède au seigneur de Bourbon les tailles de Chavigny. (Inv. Lhuill., c. R, n° 400).

26 juin 1290. Lettres d'amortissement données en faveur de l'abbaye de Molac. (*Ibid.*).

7 mars 1292. Enquête entre le comte de Clermont & le chapitre de Beaune au sujet de la garde & du ressort de Bailloval. (*Les Olim*, t. III, p. 161).

1291. Acte par lequel sont établis des commissaires pour les francs fiefs & nouveaux acquis de la baronnie de Bourbon & de Charolais. (Inv. Lh., c. 12, n° 1660).

1291. Enquête sur la feralité de la terre de Charol. (*Ibid.*) Décembre 1290. Sentence rendue par le Parlement en faveur de l'abbé du Gard, contre le comte de Clermont au sujet du château & de la châtellenie de Conti. (*Les Olim*, t. III, p. 191).

Février 1211. Sentence rendue en faveur de l'abbé de Saint-Denis, contre le comte de Clermont sur une question de droits de justice. (*Ibid.*, p. 711).

de la succeſſion de Pierre leur frere qui audit Jehan a preſent, ou au temps avenir, ou a ſes hoirs pourroit appartenir par quelque cauſe que ce feult, le diz Jehan & ſes hoirs aront tant ſeulement a touz jours maiz toute la baronie de Charrolois & la terre de Saint-Juſt en Champaigne avecque touz leur droiz & leur appartenances & avecque ce mil livres de terre a tournois aſſiſes en la conté de Clermont a value de terre; les quelles baronie & terre avecque les mil livres de terre a tournois devant dictes ſoient aſſiſes, bailliées & aſſignées audit Jehan & a ſes ſucceſſeurs avecque toute la juſtice haulte & baſſe & avecque tous leur droiz, hommages, rentes & devoirs en telle maniere que de ces mil livres de terre a tournois les diz Jehan & ſes hoirs les tendront en foy & en hommage dudit Loys & de ſes hoirs &, des lors en entra, ledit Jehan en foy & en hommage dudit Loys, & ce vult le devant dit notre chier ſires & peres de grace eſpecial, & pour ces chofes demourroit quictés & aſſoulz li diz Loys & ſes hoirs envers ledit Jehan & ſes hoirs de toutes chofes que li diz Jehan & ſes hoirs a preſent ou ou temps advenir pourroient demander pour la ſucceſſion de leur devant dicté dame & mere & des arrieraiges & pour la ſucceſſion de leur devant dit ſeigneur & pere & pour la ſucceſſion du devant dit Pierre leur frere, & toutes les autres chofes & ſucceſſions devant dictes demourroient audit Loys & a ſes hoirs, vive ou muire ledit Loys avant ſon ſeigneur & pere, ou apres, & de Pierre ſon frere, en tel maniere que, en tous cas & en toutes aventures, quant elles eſchoiroient, toutes chofes adviennent & appartiennent audit Loys & a ſes hoirs; leſquelles chofes devant dictes les diz Loys & Jehans loerent & approverent & comme il ont par devant nous dit & affermé; & a plus grant fermeté & que les chofes devant dictes ſoient plus fermes & eſtables, ledit Loys & ledit Jehan ont voulu, octroyé & accordé pardevant nous, pour euls & pour leurs hoirs, toutes les chofes deſſus dictes & les ont promis a tenir & a garder & non jamais venir encontre & a ce tenir & garder ont obligé euls & leur hoirs & leurs biens prefens & a venir, ſauve audit Jehans la ſucceſſion dudit Loys ou cas que il mourroit ſans hoirs de ſon corps. Item Pierre leur frere devant dit de l'âge de quinze ans ou de plus, de ſa bonne volenté & de certaine ſcience, a voulu & conſenti quant a ce que les convenances parlent de ſucceſſion des chofes qui li appartiennent ou adviendront de pere & de mere & ont renoncé leſdictes parties, Loys & Jehan, a tous droiz, us & couſtumes &c... Donné au boys de Vinciennes l'an mil ccc & quatorze le mercredi apres les brandons douzieme jour de fevrier. — (Arch. de l'Emp. P. 1372.)

N° 115. — *Notre d'une preſtation de ſief faite par Jeannette de Bourbon, dame de Chateaurand.* — Extraite de l'inventaire latin ſus allégué des Archives de Forez, fol. 34.

In arca ſignata per E.

Littera feudi Johannetæ de Bourbonio, domicellæ relictæ Guichardi, quondam domini Caſtri Morandi, tutricis liberorum fuorum, videlicet de ſua domo des Landes cum ſuis juriſibus & pertinentiis univerſis.

N° 115 a. — *Extraits du teſtament de Marie de Hainau.*

Donne à diverſes perſonnes nommées de l'argent.

.... Item a celle qui me norri ſexante livres &c... à Pierre mon chapelain ſexante livres &c... a Neſtievenet le charetier vint & cinc livres & mon char &c... à Jaquemin mon meſſagier vint livres &c... A Piers mon clert trente livres &c... à frere Oudard mon confeſſor pour ſes beſongnes dix livres &c... Item a Saint Menous vint livres & les veſtemens de chapelle que je fais faire à Paris. Item a la chapelle de Bourbon, ma chapelle, ſi comme ele eſt a Saint Gilebert, mes veſtemens d'autel de ſatin rouge &c... Item a me ſuer de Haynau une couroniete de ſaphirs & de rubis a une troiche

de fix pelles de quoi li floron font d'esmeraudes. Item a me fuer de Fontevels un anap fur un trepiar a esmaus pendans. Item a li mon petit coffret & ceu qui dedenz est, per ordener en tel maniere que dedens le coffret meismes est contenu par escript. Item a damisele Marie de Laleng mon plus grant fautier. Item a mon seigneur mon chapel de quoi li verge est esmaillee, le pont & le hanap esmaillet & le rubis qu'il me donna & le chambre de sis paires d'armes. Item de mes robes a Madame Marguerite trois pieces de melle jaune. Item a Yolent quatre pieces de vert encre. Item a Marion une robe de sanguine escarlate cinc pieces. Item a cele qui me norri ma chappe de vert encre. Item a Maroie la lavendiere mon mantel clos de brunquiel. Item a Ames de Thuin ma robe d'escarlate noire cinc pieces. Item a Helot ma chape & mon mantel de melle jaune. Item a Saphirs mes trois pieces de camelin blanc. Item a Delenais le chape, le mantel & le furcot d'escarlate a mances. Item a Colinet les trois pieces d'escarlate. Item a Piers Crestien mon mantel de camelin blanc. Item a Possequin mon mantel de vert mellet. Item a Hanequin de l'eschanfonniere le chape de tannet. Item as vallez de chambre P. mon frere les quatre pieces de ma robe de cendal. Item as vallez de mon seigneur 1111 pieces de tennet. Item as freres meneus de Valenchiennes une robe de veluus vermeil quatre pieces. Item a Saint Johan de Valenchiennes ma robe de camoufflet deux pieces. Item as Jacobins a Valenchiennes ma robe de blanc tartare quatre pieces. Item as freres dou carme a Valenchiennes mon furcot & mon garde cors de tartaire jaune. Item aus freres meneus de Sovigni ma robe de velius vert quatre pieces. Item aus nonains de Bourbon ma chape & ma cote de changiet vert. Item a frere Jehan Parat dou convant des freres meneus de Valenchiennes qui fust mon confesseurs, mon breviaire &.... Et fais executeurs de mon testament premierement mon tres chier seigneur l'abbet de Saint Gilebert, mon seigneur Pierre de Fontenai, maitre Nicole de Noili, frere Oudard mon confessor, & met tous mes joeas desquex je n'ai faite nulle mencion en la main des testamenteurs dessus diz pour paier & accomplir mon testament. Item je leisse une chapelle a Bourbon en l'onor de saint Johan Baptiste de vint livres de rente. Item a Sovigni en la maison des freres meneus une chapelle de vint livres de rente en l'onor de Sainte Katerine pour le remede de m'ame & de Monseigneur de Borbon & de ses hoiers & ... & sont les sommes dessus dites de tornois & ... doné l'an de grace mil trois cens & unze le lundi amprès la Saint Pere entrant aoust. — (Arch. de l'Emp. P. 1370).

N° 115 b. — *Extraits du testament d'Isabeau de Valois, femme de Pierre I^{er}, duc de Bourbon.*

En nom de sainte & ...vidue (1) Trinité du Pere & du Filz & du saint Esperit, amen. Nous Yfabeau de Valois, duchesse de Bourbon, favior faisons a touz ceulx qui ce verront que nous, considerans les divers perilz de cest siecle, tant de mort de laquelle riens n'est plus certain ne plus incertain que l'eure d'icelle, quant des griefs maladies & empechemens qui moult souvent adviennent a plusieurs en ceste mortel vie, desirans, en dementres que, la merci Dieu, nous sommes saine de corps & de pensée, & raison gouverné notre entendement, pourveoir au salut de notre ame & ordener de ce qui y appartient, non voulans de cest siecle trespasser intestate, faisons & ordenons notre testament, darreniere volenté & ordenance, en la forme & maniere qui s'en suit : Et premier nous cognoissans la sainte est individue Trinité qui est un Dieu en la sainte foy catholique &... nous donnons au couvent dudit lieu de Souvigny, pour prier Dieu pour Mgr & pour nous, cent frans d'or ; & outre ce voulons que trante frans soient donnez au couvent dudit lieu pour faire pittance entre eulx le jour de notre obseques... Item nous laissons pour Dieu & en aumosne, pour le remede des ames de Mgr & de nous, au couvent des freres precheurs de Paris ou le corps de notre tres cher seigneur, que Dieux aboille, gist, cinq cens frans. Semblablement nous laissons a

(1) Les nombreuses alterations de l'acte original n'ont pas permis de le donner en entier.

l'eglise de Notre Dame de Paris cent francs, semblablement, a l'eglise de la Sainte Chapelle du Palais de Paris cinquante francs. Item au couvent des freres de Saint Bernart de Paris pour prier Dieu pour Mgr & pour nous, trente francs. Samblablement aus freres de Saint Augustin de Paris cinquante francs, par celle meisme maniere, au couvent des freres du carme de Paris, cinquante francs; semblablement au couvent des chartreux de Paris, cinquante francs; semblablement, au couvent des feurs minorectes de Saint Marcel de Paris, cent francs; semblablement a Saint Germain des Prez lez Paris, vint francs; item a l'abbaye de Sainte Genevieve de Paris, vint francs; a l'abbaye de Saint Victor lez Paris, quinze francs; a l'abbaye de Saint Magloire de Paris, dix francs; au Val des Escoliers de Paris, vint francs; item a l'ospital Notre Dame de Paris, la chambre & le lis ou nous trespasserons, & cent francs aux freres des Billiettes de Paris pour prier Dieu pour Mgr & pour nous, dix francs; samblablement aus freres des Blans Manteaux de Paris diz francs; par semblable maniere, aus freres de ...inte Croi... de Paris, dix francs; a l'eg... du Saint Sepulchre de Paris, dix francs; aux beguines du beguinaige de Paris, dix francs; aus filles Dieu de Paris, dix francs; aus freres du couvent des celestins de Paris vint francs; aus quinze vin... francs; aus bons enfans escoliers demeurant a la porte Saint Victor, a Paris, dix francs; a l'ostel de Saint Ladre de Paris, dix francs; ...ime ...lez Paris, vint francs; aus bons home ...mes vint francs; aus matelins de Paris, dix francs; au couvent des freres meneurs de Saint Porcain, vint francs; au couvent des.... de Molins, dix francs; a l'eglise de ... Chateau... dix francs; a l'abbaye de Saint George lez Bourbon, dix francs; au couvent des dames de Cussy, vint francs; a Saint Menour, vint... Meleun, trente francs; a l'abbeye ... Poissy ...ente francs; a l'abbaye de Longchamp, quarente francs; a l'abbeye de Maubouillon, trente francs; a l'abbeye du Moncel lez Pons ... aint...rancs; a l'eglise du Vivier trente francs; a l'abbeye de Mol... dix francs; au couvent des freres meneurs de Souvigny, vint francs; au premier chapitre general des freres ... de ça les mons, après notre trespassement, cent francs. Item au premier chapitre provincial des freres meneurs de France qui fera après nostre trespassement cinquante francs; ... au chapitre general des freres precheurs, cent francs; item au premier chapitre provincial des diz freres precheurs, cinquante francs; item nous donnons & laiffons ... religieuse en l'eglise de Monfeigneur Saint Loys de France a Poissy pour tenir son estat & pour ses necessités, chascun an, durant sa vie, quatre cens livres parisis de rente, a prendre sur ... tournois que nous prenons a Saint Jehan de Lofne ou sur les terres ou rentes qui pour ce seront rendues; item nous donnons & laiffons a la dicte eglise de Mgr Saint Loys, a Poissy... livres pour faire ... notre decès pour feu ... cher feigneur, pour nous, pour noz enfans & amis, un anniverfaire, vint & quatre livres de rente, & voulons ycelles estre a Poissy pour faire ... dicte fille & après son decès au couvent dudit lieu... Item nous donnons & laiffons a notre tres chiere & amee cousine, fuer Ysabeau de Flandres, du couvent des feurs minorectes de Saint Marcel les Paris, six vins frans d'or... Nous ellifons la sepulture d'icellh notre corps en l'eglise des freres meneurs de Paris, en la fosse & foubz la tumbe ou sepulture de marbre, où le corps de feu notre tres chiere dame & mere que Dieux absolle, gift; sur laquelle tumbe nous voulons & ordonnons un ymaige d'alabaistre faite a notre semblance estre mys & acheté de nos propres biens &... (donation d'argent aus freres pour obit & pitance)... & voulons que le jour de notre obsequie soit mis sur notre corps vestu de l'abit de leur minorette un burel croisie d'une croix de drap blanc & entour notre dit corps quatre cierges de trente & deux livres de cire fenz plus. Et voulons que le jour de notre enterrement soit pour nous donné aumosne en menu a touz pouvres qui y venront, a chascun un blanc de quatre deniers parisis. Item nous ellifons la sepulture de notre cuer ou priureté des noirs moines de Souvigny, & voulons que sur notre fosse soit faite de noz biens une tumbe de marbre & un ymaige d'alabaistre a notre semblance tenant en ses mains jointes un cuer, & que sur notre representation soient mis un burel croisie d'une croix de drap blanc & entour quatre cierges de trante deux livres de cire, fenz plus &... (donation au couvent de Souvigny &c...) Elle ordone qu'on paye ses dettes & que ses executeurs « s'en passent a legiere preuve, c'est a favior se la perfonne qui demandera est de bonne renommée, qu'elle avec un tesmoing soit creue par

son ferement & se non par droite preuve... » a Messire Guy de Champdivers cent frans... a frere Eudes, notre confesseur, cent frans & a frere Andrée, son compaignon ... frans. A frere Jehan de Dampierre, a qui nous nous confessions en Bourbonnois, quatre vins frans. A Jehan de Champdivers, notre clerc, quarante frans &.... a messire Guy de Champdivers, pour certaine cause, oultre cent frans que nous li leffons deffür, noz fix hanaps d'argent dorrez dedans & dehors. Aux chartreux de la Fontaine Notre Dame que Monseigneur notre pere fonda, cent frans &... En noz autres biens & heritaiges, païé & accompli cest nostre present testament, nous instituons notre très cher filz Loys, duc de Bourbon, qui par droit & coustume nous doit subceder. Item nous faisons, nommons & elisons noz executeurs de cest nostre present testament ... premierement notre très cher & amé filz Loys, duc de Bourbon, premier & principal executeur, & noz bien amez l'abbé de Sainte Genevieve de Paris, maistre Guy de Champdivers, maistre Jehan de Nuef Chastel, Jehan Saunier & Loys de Norry &... aufquelz noz executeurs, c'est a favior, a chascun de ceulz qui vaqueront & entendront a notre execution, nous laissons & donnons, oultre ce que donné leur avons deffus, fix mars d'argent a prendre de & sur notre vaisselle &... Fait en l'ostel des religieuses de Saint Marcel lez Paris le vint & cinquieme jour de janvier l'an de grace mil trois cens soixante dis & neuf... Item nous donnons & laissons a notre tres chiere & amée cousine, suer Yfabeau de Flandres, du couvent des seurs Minorectes de Saint Marcel lez Paris, fix vins frans d'or. — Arch. de l'Emp., P. 1170, n° 1877.

N° 115 c. — *Traité & accord entre le dauphin d'Auvergne, & Louis II, duc de Bourbon, relatif à son mariage avec Anne Dauphine.*

..... que mariage se fera, s'il plaît à Dieu & à la sainte eglise de Rome, dudit Monsieur le duc & de Mademoiselle Anne Dauphine, fille dudit Monsieur le comte, souz les pactions & convenances qui s'enfuivent : Premièrement que ledit M. le comte, pour & au nom & au profit de sadite fille, de la volonté & exprès commandement dudit M. le comte, son père, donneront audit Monsieur le duc & aux siens, pour & au nom & à cause du dot & pour espérance & faveur dudit mariage, tous les droits que ladite fille a & peut avoir en la terre, chasteaux, chastellenies, villes, comtés, baronnies, juridictions & justices, ou que ou temps advenir luy pourront compéter & appartenir, soit par voye de légitime, de succellion ou d'escheoite de quelconque ligne montant ou descendant ou collatérale, par quelconque tiltre ou cause que ce soit, soit droit de régle ou aultre, en toute la comté de Forez, droits & appartenances d'icelle, tout ainsi comme elle fe comporte, enclus en icelle la terre de Roanois & le chastel, ville & chastellenie de Tiart, & tous les autres droits & actions qui à ladite fille pourront appartenir en ladite terre & comté de Forez par voye de testament ou par voye de donation ou quelconques autres tiltres. Item, est traité & accordé, pour espérance & faveur dudit mariage, & aussy le voutit & promettra ladite fille, quand elle fera en aage parfait, qu'ou cas que, consommé ledit mariage en face de Sainte Eglise, il adviendrait ladite fille mourir sans enfants & *fic deinceps*... & en quelconque temps que ce soit, qu'en iceluy cas la moitié de tout le droit que la dite fille a par le temps présent & pourra avoir par le temps de lors en la comté de Forez, en la terre de Rouannois, en la terre, chasteau & chastellenie de Tiart, ou auroit & pourroit avoir ledit M. le duc à cause de sadite femme, ou par quelque autre tiltre que ce soit, soit & demeure comme son propre heritage audit M. le duc & ex siens perpetuellement, & l'autre moitié audit M. le comte & ex siens &c... Item est traité & accordé que ladite fille pourra donner pour le remède de son âme ou autrement, là où bon luy semblera, cent livres de rente à revenue sur la part de M. le duc & autres cent livres de rente à rente sur la part dudit M. le comte. Item qu'en cas qu'il adviendrait ledit M. le duc de mourir, ladite fille survivant, qu'en celuy cas ladite fille fera douée selon les uses & coustumes de Bourbonnois. Item, est traité que ladite fille venue en aage parfait, de la volonté & exprès consentement dudit M. le duc, quittera, pour & au profit dudit M. le comte & de ses

hoirs mafles & de Hugues & Robert dauphins, frères dudit M. le comte, ou de leurs hoirs mafles, de leurs corps ou de loyal mariage, ou defcendans de mafles, tout le droit de fuccellion & d'efcheoite qu'à ladite fille pourroit & devroit appartenir après la mort dudit M. le comte, foit par voye de teftament ou fans teftament, en tout l'héritage dudit M. le comte & de toutes les autres fuccellions qui luy pourroient advenir par aucuns du cofté dudit Monfieur le comte, pourveu que ledit M. le comte, fes dits frères & autres luy vouloient aucune chofe donner par voye de teftament ou donation entre vifs, ou de donation à caufe de mort, qu'elle en foit prenable & luy peut & doive appartenir, pourveu aufly que, au cas que ledit M. le comte iroit de vie à trespaflement fans hoirs mafles de fon corps & de loyal mariage ou defcendans de mafles, ou fes dits frères fans hoirs mafles de leur corps & de loyal mariage, que en iceluy cas ladite quittance foit de nulle valeur; & de tous les lieux appartenans ez cas deflusdits à ladite fille, dez maintenant pour lors, ledit M. le comte constituc, pour & au nom & à caufe de dot, audit M. le duc pour les fiens. Item que de toutes les actions & demandes que ladite fille, ou que M. le duc pour elle, pourroit avoir encontre ledit M. le comte ou les fiens pour des convenances du mariage dudit M. le comte & de feüe Madame Jeanne de Forez, mère de ladite fille, en tant comme touche reftitution d'argent ou de terres, que ledit M. le comte en demeure quitte & paifible envers ledit M. le duc & ladite fille &c. Item que le chafteau & chafellenie d'Uffel, en la chafellenie de Chantelle, demourera audit M. le comte & ez fiens &c... Item &c... Item qu'incontinent que la difpenfation fera venue de court de Rome, ledit M. le comte, à la requette dudit M. le duc & de fon certain commandement, mettra ladite fille en la main dudit M. le duc pour l'efpoufer en face de faine Eglise, & ledit M. le duc promettra aufly de l'efpoufer, eüe ladite difpenfation. Item, &c... Et nous Loys duc de Bourbonnois, comte de Clermont, pair & chamberier de France, & nous Beraud comte de Clermont, dauphin d'Auvergne & sire de Marcueil, toutes les chofes deffus dites promettons & jurons &c... Fait & donné à Montbrifon en Forez, le 4 juillet, l'an de grâce 1368, en la préfence de Madame de Forez, Hugues Dauphin, Monfieur de Montaigut, M. de Rochefort, M. de Chalancon &c. (Mss. du P. André, Bibl. de Befançon).

N° 116. — *Note d'une autre ceffion de droits sur le comté de Forez que fit ledit duc de Bourbon à ladite Anne Dauphine, fon épouse, petite-fille de Jeanne de Bourbon.* — Tirée de l'inventaire des Archives de Forez, fol. 119. *In cofro fignato per U.*

Littera de vidimus continens quod cum dominus Raynaudus de Forefio, tutorio, nomine Johannis, ejus nepotis, vendidisset domino duci Andegavenfi, comitatum Forenfem, pro triginta mille libris, dominusque Ludovicus Bourbonensis ipfum comitatum rehemiffet ab eodem domino duce Andegavenfi prædicto pretio triginta mille librarum, ipfe dominus dux Borbonensis, contemplatione dominæ Annæ Dalphinæ, fuæ uxoris, dictum comitatum eidem dominæ fuæ uxori ad quam de jure pertinebat, remisit. (Voir la 2^e pièce du n° 106 bis).

N° 116 bis. — *Révocation faite par Charles, fils aîné du roi, des aliénations de Louis II, duc de Bourbon.*

Donné par coppie foubz le feel reaul de la prevosté de Saint Perre le Moustier. Charles ainfné filz du roy de France, regent le royaume, duc de Normandie & delphin de Viennois, a tous ceulx qui cez presentes lettres verront, salut. Savoir faisons que comie après le trespassement de feu nostre très chier pere Pierre, pour le temps qu'il vivoit, duc de Bourbonnois, le bail, adminiftracion & gouvernement de nostre tres chier & amé frere Loys, a present duc de Bourbonnois, fils dudit

feu Pierre, pour le fouz aage dudit Loys, soit venus a monfeigneur & a nous, & depuis la prinfe de monfeigneur nous nous foyons entremis sanz interruption aucune des diz bail, adminiftracion & gouvernement & encores entremettons, comme a nous appartenant jufques a fon droit aage accompli, combien que pour certaines caufes qui a ce nous ont meu nous l'ayons receu en hommaige & volu, acordé & confentü qu'il, en fa perfonne ou par fes gens, receuft fes fiez & homaiges avec les droiz & appartenances d'iceulx tant feulement, ycellui nostre frere tousjours retenu ou bail, adminiftracion & gouvernement de Monfeigneur & de nous; neantmoins nostre dit frere, eftant fouz aage & ou bail, adminiftracion & gouvernement de Monfeigneur & de nous, comme dit eft, ait par inoportunité, inductions, faucins & autrement, indehument, sanz affentement, comgié ou licence de Monfeigneur & de nous & auffi de nostre tres chiere & amée compaigne la ducheffe fa feur faiz plusieurs grans & exceffeurs dons tant de chafteleneries que autrement, tant a heritaige comme a vie & autrement, quittances a treforiers, chaftellains & autres fes officiers, de leurs receptes, comptes & adminiftracions, lefquelles choufes il ne pavoit ne ne devoit faire sanz l'affentement, auctorité, comgié & licence de nous, & pour lefquieux, fe il tenoient, la terre de nostre dit frere feroit moult diminuée; & auffi a nostre dit frere plus grant nombre de officiers qu'il n'est acoustumé d'ancienneté & qu'il n'est a prefent de neceffité, lefquieux ont & prennent gaiges excessifs en & fur la terre de nostre dit frere & telx que a paine nostre dit frere auroit dont il peult tenir fon estat ainssi comme defire fa perfonne; pour ce eft il que nous, eue confideracion a ce que nostre dit frere eftant en noz diz bail, adminiftracion & gouvernement ne pavoit ne devoit fere aucuns des diz dons, ne retenue d'aucuns officiers nouveaux, sanz nostre affentement, auctorité, comgié ou licence, avons des maintenant pour lors & des lors pour maintenant tous les dons faiz par nostre dit frere en nostre abfence & sanz l'affentement, auctorité, comgié & licence de nous & de nostre dicté compaigne a quelzconques perfonnes, a quelque caufe & tilre que ce soit, foient dons a heritaige, a vie, en bois, forés, accroiffement de gaiges outre les anciens & acoustumés, en deniers, a prendre pour une foiz ou autrement, comment & par quelque voie que ce soit, assignacions, quittances de comptes, receptes a chaftellains, officiers ou autres quelconques perfonnes, revocons, irritons, rappellons, caffons & du tout en tout annulons & mettons au neant par cez presentes; fauf toutefois les dons qui faiz auront esté par nostre dit frere de l'affentement, auctorité, comgié & licence de nous & de nostre dicté compaigne, lefquieux dons nous voulons estre fermes & estables & demeurer en leur force & vertu sanz aucun rappel. Et ne nous plaift ne voulons que de ores en avant nostre dit frere, il eftant en nostre dit bail, adminiftracion & gouvernement, face dons ne ordenances quelconques sanz l'affentement, auctorité, comgié & licence de nous & de nostre compaigne, mais li avons deffendu de bouche & encores li deffendons par ces presentes, en tant comme plus povons; & auffi n'est pas nostre entencion, ne voulons que de ores en avant nostre dit frere ait avec lui, ne en fa terre, nouvel ne fi grant nombre de officiers comme il y a de prefent, mais volons & comandons ycellui nombre estre reftreint, amenuisié & mis au nombre ancien & qui fu fait & ordené du temps du feu duc Loys, predeceffeur de nostre dit frere, ou moindre, fe le cas le requiert; en revocant, rappellant & deboutant du tout tous les officiers nouveaux ou qui feroient outre le dit nombre ancien, & auffi voulons nous & comandons a nostre dit frere que la dicté revocation, annulation & rappel defdiz officiers nouveaux, ou qui font outre le nombre defus dit, il face, en tant comme a lui eft, sanz delay & autre mandement attendre; & quant a ce faire nous lui avons donné & donnons pouvoir, auctorité, comgié & licence & commandement especial, & neantmoins volons & li comandons que ainssi le face fur toute l'amour & vraye obeiffance qu'il a a Monfeigneur, a nous & a la coronne de France, & fur poine d'encorre en nostre indignacion, & nous mandons, deffendons & enjoignons eftroitement a tous baillifs, maiftres de foreftz, receveurs, clers, juficiers & autres officiers quelconques de la terre de nostre dit frere, a leurs lieutenanz & a chascun d'eulz, fi come a lui appartiendra, que defdiz dons ou assignacions faiz par nostre dit frere sanz l'affentement, auctorité, comgié & licence de nous & de nostre dicté compaigne, comme dit eft, il ne paieient ne souffrent poier aucune chose a quelque perfonne ne pour quelconques

caufes, mandemens ou lettres que ce foient. Si donnons en mandement aus ballifs de Bourbonnois & de Clermont & a tous les autres iusticiers & officiers de la terre de nostre dit frere & a leurs lieutenans & a chascun d'eulx, tant prefens come avenir, que toutes les terres, rentes, bois & autres chouses dessus dictes quelconques données par le dit nostre frere en heritaige a vie ou autrement, sanz l'affentement, auctorité, comgié & licence de nous, ilz remettent & adjoignent realment & de fait, tantost & sanz delay, ou demoine & terre de nostre dit frere, fachez que se par eulx ou aucun d'eulx y est trouvé aucun deffaut nous nous en prenrons a ceulz & a leurs biens sur qui le deffaut sera trouvé, tellement que ce fera example a tous autres. Et affin que ces choses foient plus fermes & estables & tenues & gardées a perpetuité, nous avons fait ces presentes lettres enregiftrier en la chambre des comptes de monseigneur & de nous a Paris, & aussi volons nous & comandons estreitement a tous les iusticiers de nostre dit frere, pour tant come a chascun d'eulx appartendra, a ce que aucun ne se puisse excuser du vice de ignorance, que sur quanques ilz fe peuvent meffaire envers monseigneur, nous & nostre dit frere & de estre privez a tous jours de leurs offices, que chascun endroit foy preigne vidimus ou coppie soubz feel autentique de ces presentes, & ycelles facent crier, publier & lire de mot a mot en toutes les chastellenies & villes notables de la duchie de Bourbonnois & de la conté de Clermont dessus diz. Car ainssi le volons estre fait, & l'avons ordéné & ordonnons par meure & grant deliberacion de conseil, de nous & de nostre dit frere. En tesmoing de laquelle chose nous avons fait seeller ces presentes lettres de nostre feel. Donné a Saint Omer, le septiesme jour d'aoust l'an de grace mil trois cens soixante. Et font signés en marge les lettres dessus transcripées, par monseigneur le regent, a la relacion du conseil estant a Saint Omer. — (Arch. de l'Empire, P. 1367).

N° 116 ter — *Accord entre le duc de Bourbon Louis II, & des chevaliers Anglois pour la délivrance de la duchesse, sa mère.*

Traitié est & acordé entre monseigneur le duc de Bourbon, d'une part, & mefire Symon Bule & mefire Nicholas Dagorne, chevaliers anglois, d'autre, sur le fait de la delivrance madame la duchesse de Bourbon, mere dudit monseigneur le duc, parmi les pactions & convenances qui s'ensuivent & font telles : que les diz chevaliers promestent, & par la foy de leurs corps, de faire leur bon & loial pouvoir, sans fraude, malice, ne aucun malengin, de rendre & delivrer ma dicte dame de Bourbon & ses gens, serveurs & officiers estans en sa compaignie, ou qui pour elle auroient esté empesché, frans & quittes & delivrés de toutes obligations, plegeries, promesses ou convenances que elle, ou autres pour elle, peut avoir faites à ceulx qui la detiennent & ont detenue, puis que elle fu prise ou chastel de Belleperche, a quelconques perfonnes quelles que elles foient, tenans ou qui ont tenu le parti du roy d'Angleterre, tant pour elle, comme par quelconques autres perfonnes que elle ait aplaigiées & de touz despens & autres choses ; en quoy, tant pour elle comme pour autrui, elle puer estre tenue envers eux, dedens le jour de la feste de Touzains prochainement venant, en la ville de Tours ou de Chinon sur Vienne en Toraine, ou il plaira mieux audit monseigneur le duc, lui estant en sa pure & franche volenté & pouvoir eslire ; & pour ce faire & pourchacier parmi les pactions & convenances cy dessus declairées ledit mefire Symon Bule, soubz bon faufconduit du roy, se partira pour aler es marches ou la dicte madame la duchesse est detenue & demoura ledit mefire Nichole Dargone hostage pour lui, en la forme & maniere que nagueres y est demourés & tendra son dit hostage a Meaulx par la maniere que il fera acordé entre le chancelier de France & ledit mefire Nichole, & fera tenez ledit mefire Symon, dedens trois semaines prochains venant a prendre, du temps que le dit mefire Symon partira de Paris pour aler par dela, de certifier ledit monseigneur le duc, bien & debueement a sa perfonne, se il peut en aucune maniere & fe non au capitaine de la ville de Tours ou son lieutenant, par ses lettres patentes seellées de son feel, se il fe fera fors ou non de rendre, audit lieu & jour, ma dicte dame, par la maniere que dessus, & ou cas

que dedens les dictes trois semaines ledit mefire Symon certifiera debueement de rendre & delivrer ma dicte dame, come dit est, & de s'en fere fors, ont accordé les dictes parties que, ou cas que par force d'armes de la part des Francois ou autrement, il avenroit que ma dicte dame seroit delivrée des mains de ceulx par qui elle est detenue, les dictes trois semaines durans, le dit mefire Symon ne fera pource delivré, ne la somme convenancie par ledit monseigneur le duc aux diz poïée, mais fera tenuz ledit mefire Symon de retourner en sa prison, come par avant, & lui revenu en sa prison ses hostage delivré; toutefois ou cas que en alant es marches par dela, le consteable pour aucunes causes detendroit ledit mefire Symon par aucun temps, le temps que il aura demouré par devers ledit consteable lui fera rempli es dictes trois semaines, don il appara par la certification dudit consteable; & si toult que ledit mefire Symon aura certifié, ascuré debueement ledit monseigneur le duc, les dictes trois semaines passées, de rendre ma dicte dame audit lieu & jour & de enteriner & accomplir les convenances dessus dictes, ledit monseigneur le duc fera donner & avoir du roy ou du consteable bonne feurté pour le fort de la tour de Broe ou ma dicte dame sera gardée ce pendant & pour certain nombre de perfonnes pour la garder ou dit fort, parmi ce que ceulx qui seront dedens ledit fort ne feront point de guerre contre le roy & ses gens, le temps de la dicte feurté durant, & ausi fera avoir ledit monseigneur le duc saufconduit pour ledit mefire Symon & certain nombre de gens en sa compaignie pour en amener ma dicte dame; & si toult come elle fera rendue en la puissance dudit monseigneur le duc, en l'une des dictes deux villes, come dit est, le dit monseigneur le duc poiera la sone d'argent a eux enconvenancée par lui, & fera ledit mefire Symon quitte a plain de sa prison & de ses diz hostages ausi & auront bon & seurconduit pour eux en aler hors du royaume, quelque part que il leur plaira, & ou cas que, dedens ledit jour & terme de la feste de Touzains, le dit mefire Symon sera defaillans de faire & accomplir en tout ou en partie les choses dessus dictes, en tant come il le touche, yceluy mefire Symon fera tenuz, ledit jour & terme de Touzains passé, de soy rendre prisonnier a Paris come par avant & s'en pourront aler ses hostages & auront saufconduit pour eux en aler. Le dit mefire Symon, avant toute euvre, soit rendu prisonnier a Paris, au Temple, & es gens ordenés de par le roy a le recevoir, & pour la feurté des acors & convenances dessus declairées enteriner & accomplir, ledit monseigneur le duc a mis en ceste presente cedula son propre seal & un chascun des diz chevaliers ausi le leur qui fu faicte & donnée de leur consentement & expresse volenté & de un chascun d'eux le xxiiij^e jour de juillet l'an de grace mil cccc. x & douze, present a ce monseigneur Dormans, chancelier de France, mefire Anthoine seigneur de Beaujeu, mefire de Vynay, mefire Morice de Trizigny chevaliers, mefire le doien de Bezencon, Guillaume de la Pierre *alias* Pierre & Regnaud de Pontieu, *alias* Boilleau, escuiers. — (Arch. de l'Emp. P. 1358).

N^o 117. — *Procédure en exécution d'un mandat de Louis II, duc de Bourbon, en qualité de comte de Forez, pour faire payer à l'église collégiale de Notre Dame de Montbrison, les légats à elle faits par ses prédécesseurs, comtes de Forez.* — Par le dénombrement desquels légats se vérifie la suite généalogique des comtes de Forez de la seconde lignée, depuis le fondateur de ladite église, Guy IV, jusques à Jean II, dernier comte de cette lignée. Ladite procédure, avec ledit mandat, extraite de l'original qui en est aux Archives de ladite église collégiale.

Joannes Frenerii, baillivus, & Johannes Guidonis, iudex in comitatu Forensi, pro domino nostro duce Borbonensi, comite Claramontensi & Forensi, & commissarii deputati ab eodem ad infra-

cripta, discreto viro Stevenino de Interakis, thesaurario Forensi, salutem. Noveritis nos recepisse litteras dicti domini super commissione nostra, tenorem qui sequitur continentes :

Loys duc de Bourbon, comte de Clermont & de Forez, per & chamberier de France, à nos amez & feaux Jehan Frenier, nostre baillif, & à maistre Jehan Guy, nostre juge de Forez, salut. Nous vous mandons & mettons par ces presentes que vous receviez la information que nos amez & seel le doyen & chapitre de Montbrison vous feront des sommes de rentes au monées qui sont données à ladite eglise, pour les legatz de bonne memoire les contes de Fourays & de ce que ils vous informeront deuement à eux estre deub & accoutumé de payer, les assignez & faites payer incontinent, & de ce que vous trouverez à eux estre deub & les assignerez. Nous voulons & mandons par les presentes à nos amez & feaux gens de nos comptes à Montbrison que raportent ces presentes, avec vostre certification & assignation & confession, desdits doyen & chapitre, les sommes à eux deues, ainly assignées & payées, alloient ez comptes de celluy ou ceux fur qui vous les assignerez. Donné en nostre ville de Montbrison, sous nostre seel le dix neuf jour de decembre l'an mil trois cents septante & treize. Et est signée par Jean Beaudereu.

Virtute quarum litterarum dicti domini, nos, anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo quarto die septima mensis februarii, processimus ad informandum nos super contenta in dicta commissione, presentibus viris venerabilibus dominis Matthæo de Marciliaco, Hugone Caquo, & Johanne Gailhardi, canonicis dictæ ecclesiæ; & super hoc volentes mature & sagaciter procedere, evocari fecimus coram nobis Thomam Montagnon & Robinetum Troton, clericos cameræ computorum dicti domini in Forensio; qui quidem decanus & canonici dixerunt & proposuerunt coram nobis & aliis assistentibus quod, quolibet anno, debentur dictæ ecclesiæ, ob causam anniversariorum legatorum per dominos quondam comites Forenses, per præfatum dominum duem, nunc comitem Forensensem, octies viginti decem libræ & quinque solidi viennenses ex causis infra scriptis, ultra summas quas percipiunt super leydas Montisbrisonis & in castellania Montiffenti; & primo, pro anniversario fundatoris quod fit xxiix^a die octobris, centum solidi viennenses. Item pro eodem, in quatuor festis mortuorum, quatuor libras vien. Item pro anniversario domini G. quondam comitis, filii fundatoris, quod fit duodecima die septembris, sex libræ, quinque solidi vien. Item pro anniversario domini R. quondam comitis quod fit decima tertia die novembris decem libræ vien. Item pro anniversario domini G. quondam patris domini Johannis, quondam comitis, quod fit decima nona die januarii, decem libræ vien. Item, pro anniversario dominæ Armeniardæ, quondam comitissæ Forensis, quod fit decima octava die januarii, triginta solidi vien. Item pro anniversario domini R. quondam archiepiscopi Lugdunensis, quod fit vicesima die octobris, quinquaginta solidi vien. Item pro libra cuiusdam præbendati fundata in ipsa ecclesia per præfatum dominum Johannem, quondam comitem Forensensem, decem libræ vien. Item pro anniversario dominæ Alisæ de Vianaïso, quondam comitissæ Forensis, duodecim libræ vien. Item pro octo anniversariis dicti domini Johannis quæ incipiunt annuatim fieri, die tertia julii & continuantur per octo dies sequentes, viginti libræ vien. Item pro anniversario matricularii, pro quo dictus dominus Johannes habuit quater centum libras grossas turonenses argentum, centum solidi vien. Item pro quinquaginta libris redditualibus venditis dictæ ecclesiæ per ipsum dominum Johannem comitem, apud Sanctum Victorem, & quos adhuc tenet dominus comes Forensis, viginti quinque libræ vien. Item pro libra præbendati, in quadam præbenda fundata per dominum G. comitem, patrem quondam domini comitis novissime defuncti, novem libræ vien. Item pro aliis duobus præbendis ipsius domini G. fundatis in ipsa ecclesia, ut continetur in suo testamento, viginti libræ reddituales quæ debent assignari ipsi ecclesiæ. Item, pro anniversariis dicti domini G. in suo testamento legatis quæ incipiunt fieri in crastinum festi beati Joannis Baptistæ & durant per octo dies continuos, viginti libræ viennenses, reddituales : summa viii^{xx} x libræ, quinti solidi viennenses, super quibus dicti clerici exhibuerunt plura scripta existentia in dicta camera computorum, videlicet quondam pa-

pyrum rubeam in qua dicta anniversaria erant scripta, exceptis anniversariis dicti domini G. ultimo defuncti, de manu propria Guillelmi Fabri, tunc clerici & consiliiarii prædicti domini Johannis comitis, patris dicti domini G. & avi paterni domini Johannis, quondam comitis, cujus dictus dominus dux curam gessit ultimo defuncti. Item quandam papyrum rubeam cooperatam posticis existentem in dicta camera, in qua scripta sunt memorialia computorum & copia cujusdam litteræ tunc concessæ decano & capitulo dictæ ecclesiæ & roboratæ per præfatum dominum ducem, super computo factio tunc cum ipsis, per dictum dominum comitem ultimo defunctum & dominum Raynaudum, quondam de Foresio, ejus patrum & curatorem, per quæ nobis clare apparuit quod dictæ ecclesiæ debentur annuatim octies viginti decem libræ & quinque solidi viennenses ex causis supra dictis &c. Datum sub sigillis nostris, die septima mensis februarii, anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo quarto. In cujus rei testimonium, ad fidelem relationem dictorum clericorum & juratorum, sigillum Forensis curiæ presentibus litteris duximus apponendum. Sic signatum Thomas & Robinetus.

Nº 118. — *Serment de fidélité fait audit duc de Bourbon Louis II, comme comte de Forez, par le chapitre de ladite eglise collégiale de Notre Dame de Montbrison. — Extrait de l'expédition authentique qui en est aux Archives de ladite eglise.*

Nos Johannes Guidonis, licentiatius in legibus, baccalarius in decretis, consiliarius domini nostri ducis Bourbonensis, comitis Claromontensis & Forensis, & pro ipso, iudex Forensis, notum facimus universis per presentes, quod anno Domini millesimo trecentesimo septuagesimo sexto, die Mercurii ante Ramos palmarum, quæ fuit secunda dies mensis aprilis, coram mandato nostro Hugone Medici, clerico curiæ Forensis jurato, ad hæc a nobis specialiter deputato, constitutis personaliter propter hæc quæ sequuntur, egregio principe domino Ludovico, duce Borbonensi, comite Claromontensi & Forensi, pari & camerario Franciæ supradicto, ex una parte & venerabilibus viris dominis Matthæo de Marsiliaco, decano, Johanne de Forgia, sacrista, Hugone Caquodi & Johanne Gaillardi, concanonici residentibus ecclesiæ beatæ Mariæ Montisbrisonis, ex altera. Dicti siquidem dominus Matthæus, tanquam decanus dictæ ecclesiæ, & alii sui fratres concanonici, superius nominati, residentes, quilibet per se singulariter, nomine suo, & nomine omnium aliorum canonicorum dictæ ecclesiæ absentium, adstricti ad hoc per dominum fundatorem, juraverunt dicto domino, comiti Forensi, presenti & recipienti & suis successoribus in comitatu Forensi, fidelitatem exprimentes eorum singuli per propria juramenta, super sancta Dei evangelia corporaliter præstita, quod non erunt in consilio, assensu vel adiutorio facto vel dicto quod ipse dominus comes vel sui successores jus patronatus, sive dominationis, quam in eadem ecclesia dominus fundator ecclesiæ sibi & suis successoribus retinuit, perdat ipse dominus comes aliqua occasione vel aliquo modo; & dictus dominus dux & comes Forensis & patronus dictæ ecclesiæ dictos dominos Matthæum de Marsiliaco, tanquam decanum, Johannem de Forgia, Hugonem Caquodi & Johannem Gaillardi, tanquam canonicos presentes & acceptantes, suo & nomine aliorum omnium canonicorum absentium, admittit ad dictum fidelitatis sacramentum, in forma prædicta & juxta tenorem litterarum foundationis quas dictus juratus, de verbo ad verbum, in lingua gallica perlegit, presente, audiente & intelligente dicto domino comite Forensi. De quibus omnibus præmissis petierunt dicti domini decanus & canonici sibi fieri publicum instrumentum. Datum in dicta ecclesia, juxta majus altare, anno & die prædictis, presentibus testibus viris nobilibus, dominis Guillelmo de Borbonio & Petro de Norri, militibus, Johanne Frenerii, baillivo Forensi, & Johanne de Croso, domino Cureffiæ, & pluribus aliis.

Loys, duc de Bourbonnois, conte de Clermont & de Fouroys, per & chamberier de France, favoir faisons a tous prefens & avenir, que nous, considerans en grant amertume de cuer que, au peregrinage de ceste presente vie, nul n'est, selon le dit de l'escripture, ne ne puet estre si ferme ne estable qu'il ne cheet chascun jour en pechié & en temptations dont il est en peril de encorir l'ire de nostre foverain juge, nostre sire Jhesu Crist nostre salveur, & que, a la placeçon & attemprance de son ire & corrouz, le foverain remede est prieres, oroisons, devocios & bienfaiz; considerans aussi que de nostre grant fragilité nous povons estre, par le cours de nostre vie, cheuz en divers pechiez & temptations pour lesquelz nous povons avoir encoreu son ire, si benignement il n'avoit merci de nous; pour perpetuellement prier pour nous la sainte benoyte Trinité, le doux benoit fil Jhesu Crist, la tres douce benoyte Vierge Marie sa mere & toute la court de paradis, & pour le perpetuel remede de l'ame de nous & de noz predeceffeurs & de touz noz bons parens & amis, a l'honneur & loenge de la sainte benoyte Trinité & de toute la sainte court de paradis, & pour la tres grande & particuliere affeccion & devocion que nous avons & noz predeceffeurs ont tousjours eu a l'eglise du prieuré conventuel de Souvigny, de l'ordre de Clugny, qui est de nostre fondacion & en laquiel nous avons esleu nostre sepulture, quant Dieu plaira que l'eure de nous avieigne, & aussi pour la grant devocion que nous avons es glorieux corps sains qui en la dicte eglise repoufent, & pour perpetuellement estre plus acompaigniez a touz les bienfaiz & prieres de la dicte eglise; nous, de certayne science & bien advisé proupoz, de tout nostre bon cuer & devocion, avons fondé & fondons en la dessus dicte eglise, une chappelle, laquiel nous volons & ordenons estre assise en la chappelle qui est ancienement appellée la chappelle Saint Andrieu & Saincte Croix, en la quiel nous volons & ordenons que, dores en avant, perpetuellement, soit chantée & celebrée follempnelment a note une messe par les religieux & couvent du dit lieu & laquiel il feront tenu de chanter, chascun jour, a l'eure de foloil levant, par avant ce que nulle autre messe soit chantée en la dicte eglise. Et fera tenez li sacrestains de la dicte eglise de la faire soner assez longuement par une des grosses cloches de l'eglise; & que en la dicte messe chanter soyent tenu d'estre, par especial, le subprieur, maistre d'ordre, ou l'un d'eulx, aveques six ou huit des religieux de la dicte eglise, avec le religieux qui la chantera & deux enfans d'aube revestus en estat deu pour le servir & administrer. Et fera tenez li dis sacrestains, qui est present & fera pour le temps a venir en la dicte eglise, de administrer cinq cierges, chascun d'une livre de cire, qui ardront continuelment, tant comme l'en chantera la dicte messe, & de administrer deux torches bonnes & convenables pour lever nostre seigneur. Et volons & ordenons que, le cours de nostre vie courant, la dicte messe soit chantée, c'est affavoir les lundis & mercredi des mors, le mardi de *Rorate*, en memoire de la sainte Anunciacion nostre seigneur, le samedi de Nostre Dame du service de coi sainte eglise chante : *Salve sancta parens*, le jeudi du Saint Esperit, le vendredi du service de la sainte croix, & le dimanche du service que sainte eglise fait le jour. Et emprès nostre trespas, nous volons & ordenons que les dictes messes soyent chascun jour chantées des mors, excepté le samedi que nous volons que soit chanté du service de la sainte Anunciacion, de quoi sainte eglise chante de *Rorate*, & le dimanche de tiel service que sainte eglise est tenue de faire le jour. Derechief pour plus grant & plus perpetuel memoire estre en la dicte eglise & pour plus perpetuellement prier pour noz predeceffeurs, nous ordenons & fondons en la dicte eglise cinq anniversaires, desquelz l'uns sera pour perpetuel memoire & priere de nostre redoubté seigneur & ayeul monseigneur le duc Loys, dont Dieux ait l'ame, lequiel les dis religieux feront tenu de chanter, chascun an, follempnement, de vigiles & de messes, le premier jeudi de careme ou le plus prochain jour emprès que les dis religieux le porront faire bonement; l'autre pour perpetuel priere & memoire de nostre tres redoubté seigneur & pere, dont Dieux ait l'ame, lequiel les dis religieux feront tenu de chanter, chascun an, le dix & neuvième jour de septembre, le jour que nostre dit seigneur & pere trespassa

a la bataille de Poytiers ; le tiers pour [ma] redoubtée dame & mere, le jour de fon trespas, & en fon vivant de tiel service & au jour qu'il li plaira ordener ; & l'autre semblablement pour ma très redoubtée dame, ma dame la royne, ma suer, lequiel se chantera en fon vivant de tiel service & au jour qu'il li plaira ; & le cinquesme pour nous, lequiel les dis religieux feront tenu de chanter, en nostre vivant, de l'Anunciation de nostre Seigneur, lendemain de quoi sainte eglise fait le service, & emprès nostre mort, le jour de nostre trespas. De rechief en la fondacion des choufes deffus dictes, nous volons & ordenons que li religieux qui chantera les dictes messes, par avant fon deffesment, soit tenu, a chascune des dictes messes & anniversaires, de faire toujours la absolution des mors, & en oultre, quant elle fera d'autre service, de dire le service de Nostre Dame avec l'euangile : *Misus est Gabriel*. Et pour la dicte fondacion estre perpetuellement sostenue & faire les dictes choufes & accomplir de point en point, nous volons & ordenons que les dis religieux, prieur & couvent & le sacrestain du dit lieu ayent, & pour ce faire & accomplir leur donnons par ces presentes sept vins livres de rente a value de terre, desquelles nous volons & ordenons que le dit prieur qui est a present & qui fera pour le temps avenir, en ayant soixante livres pour soutenir les fraitz des religieux qui seront necessaire pour faire les dis services, le couvent du dit lieu cinquante livres pour soutenir la poynce & travail qu'il auront pour faire le service de nostre premiere messe ordonnée a faire en nostre dicte chappelle, & en oultre ce, vingt livres pour les dis cinq anniversaires, lequieux vingt livres nous volons que leur soyent distribuées pour pitance, a chacun jour que les dis anniversaires seront celebrés, quatre livres. Et en oultre volons que le dit sacrestain de la dicte eglise ait des dictes sept vins livres, pour faire la luminaire deffus declarée & faire sonner la dicte messe, dix livres. Lesquelles sept vins livres nous leur aïeons de present, & volons qu'il les puissent porter perpetuellement, & pour la dicte assiete & faire les choufes deffus dictes les leur baillons & par la teneur de ces presentes, tant en propriété, comme en sayfine, par la maniere qui s'ensuit.

(Suit l'assiete desdites rentes sur diverses terres & divers individus de la seigneurie de Bourbon).

Lesquieux rentes & heritages estans de nostre propre heritage & domayne, comme dit est, pour le remede de nostre ame & pour les causes deffus dictes, nous avons baillé & baillons par ces presentes la propriété & possession es deffus dits prieur, couvent & sacrestain, par la maniere que deffus est déclaré, & les leur baillons perpetuellement & delaissons a toujours mais a porter comme leur propre heritage & domayne, & par ces presentes les leur avons enmortiz & amortifons pour les tenir & porter par la forme & maniere que il portent leurs autres heritages & domaynes en nostre duchié de Bourbonnois, & sanz ce que jamez a nous, ne a noz hoirs & successeurs, il en soyent tenu de payer finance ne rechat. Et dez maintenant nous l'avons mis hors de nostre domayne & heritage, & leur avons baillé & baillons la perpetuelle possession & sayfine a porter par eux, comme dit est, sanz y jamez reclamer aucun droit par nous, ne par les nôtres, fors la justice en autres choufes que de la justice de la Ferte & ycelle la foverayneté & ressort, comme deffus est déclaré, & es autres choufes ainsi bailliés toute justice, foverayneté & ressort.

Et nous prieur & couvent de Souvigny d'un consentement assemblez pour ceste cause, au son de la campane, en nostre general chapitre, a la maniere acoustumée, considerans en ceste partie la grant valité de nostre eglise, l'assiete & assignacion des dictes rentes & autres choufes deffus dictes, avons prins & accepté & icelle tenons & avons pour agreable & bien & deument faite jusques a la dicte sone de sept vins livres de rente. Et promettons en bonne foy, sur le veu de nostre religion & sur la obligation de touz noz biens & de nostre dicte eglise, pour nous & noz successeurs perpetuellement accomplir & faire les services, messes & autres choses deffus dictes, selonc la ordonnance & devotion de nostre dit seigneur le duc, deffus déclarée, sanz venir ne faire au contraire pour le temps avenir. Et pour ce que ce soit choufe ferme & estable a toujours mais, nous duc de Bourbon, deffus nommé, & nous dis prieur & couvent de Souvigny avons fait metre noz seals en ces presens lettres, faites & données en nostre vile de Molins, ou moys de fevrier, l'an de grace mil trois cens soixante quinze. — (Arch. Imp. P. 1355).

N° 119. — *Mandat du duc de Bourbon Louis II, au trésorier de Forez, pour les légats faits par les comtes & comtesses dudit pays au couvent des Cordeliers de Montbrison, attribué à leur fondation.* — Extrait des Archives dudit couvent & titre original contenant ledit mandar.

Loys duc de Bourbonnoys, conte de Clermont & de Forez, per & chamberier de France, à nostre amé tresorier de nostre conté de Forez, Etienne d'Entraigue, salut. Sçavoir vous faisons que nous, en faveur du service divin, & pour la descharge des ames de nous, & de nos predeceffeurs, contes & comtesses de Forez, fondeurs de l'eglise des cordeliers de Montbrison, à nos bien amez les gardien & convent d'icelle eglise, avons octroyé & octroyons par ces presentes, de nostre certaine science & grace especial, que les lays & aumosnes à eux faites par nosdits predeceffeurs, lesquels leur ont été payez en feible monnoye, puis huit ans en ça, leur soient payez d'ores en avant, aux termes accoutumez, de la monnoye courante à present, c'est à sçavoir franc d'or du coing du roy monseigneur pour vingt sols tournois, & au cas que mutation de monnoye se feroit, voulons que ils soient payez des chofes dessus dites de la monnoye qui à iceux termes aura cours pour mondit seigneur le roy. Sy vous mandons & à tous nos autres tresoriers de nostre dite conté, qui pour le temps avenir feront, que lesdits lays & aumosnes vous leur payez d'ores en avant par la maniere que dit est & par raportant quittance deldits gardien & convent, nous voulons ce que payez leur auez, comme dit est, estre aloé en vos comptes & deduit de vostre recepte par nos amez & seaulx gens de nos comptes sans difficulté, & sans autre mandement attendre. — Donné sous nostre seal en nostre ville de Montbrison le septieme jour d'aoust, l'an de grace mille trois cens septieme sept. Par Monseigneur le duc, vous present, J. Bremont (1).

N° 119 bis. — *Donation au roi par Louis II, du duché de Bourbonnois.*

Loys duc de Bourbonnois, conte de Clermont & de Fourz, pair & chamberier de France, sçavoir faisons à tous presents & advenir qu'entre les affections & plaisirs qui survenir nous peuvent, sommes principalement meus à ce que l'estat de la couronne de France, dont nos predeceffeurs ducs de Bourbonnois & comtes de Clermont & nous sommes issus & descendus, proigne accroissement en tous biens; desirant aussy nos subjets ez dits duchez de Bourbonnois & comtez de Clermont, qui de tous temps ont esté bons, vrayz & obeyssants envers nosdits predeceffeurs & nous, estre & leurs successeurs ou temps advenir paisiblement traités & gouvernés, considerant que s'il advenoit que nous & nos enfans masses allissions de vie à trespas sans hoir ou hoirs masses descendants de nous & d'eux par loyal mariage, par quoy il convient que la droite & directe ligne descendant d'hoirs masses cessat & faillit, que mieux en paix & tranquillité pourroient nosdits subjets vivre maintenus & gardés soubz la couronne de France où la fontaine de toutes graces, misericorde & debonnaireté temporelle afflue & abonde, que en nostre gouvernement pourroient ils devenir; ayant aussy en memoire les grands biens, faveurs & amytiez que madame la reyne Jehanne de Bourbon, derniere trespassee, delaquelle estions frere germain, trouva & eu par long temps en la compagnie de Mons. le roy Charles, dernier trespassee, duquel elle estoit compaignie & espouse, & dont Dieu par sa grace veuille avoir les ames, & que de mesdits seigneur & dame sont issus Mons. le roy qui à present regne, par le moyen & soultenement duquel, de sa liberalité, grace & courtoisie, avons eu & de jour en jour avons tant de bienfaits, soultenements & desports profitables & plaisants que ne luy pourrions en nul temps deservir, & meismeinent de sa

(1) On voit dans cet acte, par le propre usage de ce duc, premier s'écrivait proprement, comme nous l'observons, selon qu'il est tiré
mier des ducs de Bourbon comte de Forez, que le nom de ce pays de la racine latine du nom *Forensium*, Forez. Non de La Mure.

liberalité royale a voulu, consenti & octroïé en faveur, accroissement & contemplation du mariage traicté entre nostre très-cher & très-amié fils aîné Jehan de Bourbon, & belle cousine Marie de Berry, comtesse d'Eu, fille de Mons. le duc de Berry, & lequel mariage, au plaisir de Dieu, se parfera en face de sainte Eglise que Mons. de Berry puist luy loïse donner, ceder, delaisser & transporter pleinement & absolument dez maintenant, ou quand bon luy semblera, à nos dits filz & cousine pour eux ou leur hoir, ou hoirs massés, la duché d'Auvergne & la comté de Montpensier avec leurs appartenances & dependances quelconques, & qu'en certain cas devoit retourner à mon dit seigneur le roy, soubz les manieres & conditions plus à plein exprimées en certaines lettres sur ce fait. Ces choses & autres plusieurs par nous prises en considération, de nostre propre mouvement, certaine science & liberale volonté, avons ordonné & ordonnons par la teneur des presentes, & nous plaist & voulons que s'il advenoit que nous, nostre dit filz & nos autres enfants massés, nés & à naistre de loyal mariage, aillent de vie à trespas sans hoir ou hoirs massés descendants de nous ou d'eux, ou iceux hoir & hoirs massés deceder sans laisser hoir ou hoirs massés de eux procréés par loyal mariage, pour ainzy que la droite ou directe ligne de hoir ou hoirs massés de nous & de nos dits enfants massés cessast & defaillist, nos dits duchez de Bourbonnois & comté de Clermont, ensemble leurs appartenances & appendances, villes, chasteaux & autres forteresses, bourgs, villes, villages, maisons, manoirs & habitations, fours, moulins, rivières, estangs, viviers & autres esaux, forez, bois, garennes, aulnois, pasturages, terres, vignes, prés, faulfoie, censives, peages, traues & coutumes, fiefs, arriere fiefs, honneurs, hommages, vassaux, vasselage, hommes & femmes de serf condition, valable à volonté & autrement, comment que ce soit, juridictions, justices haute, moyenne & basse, garde, patronage, presentation, collation de benefices, autres hauteffes, nobleffes, & seigneuries, droits, rentes, profits, esmoluments & autres choses quelconques appartenants à nos dits duché de Bourbonnois & comté de Clermont, pour quelconque cause & maniere que ce soit, soient & demeurent propres heritages & domaines de mon dit seigneur, de ses successeurs roys & de la couronne de France, & à iceux ses successeurs roy & à la couronne de France viennent & appartiennent d'ores en avant perpetuellement & à tous jours, ou quel cas mondit seigneur & sedits successeurs, roys de France, seroit & seroient tenus marier les filles qui de nous & de nos enfants massés ou de leurs hoir, & hoirs massés seroient descendus par loyal mariage, si aucun en y avoit, bien & convenablement selon leur estat, sauf ausy & réservé que sur nosdits duché de Bourbonnois & comté de Clermont nous puissions prendre ensemble par partie jusques à la valeur, somme & estimation de douze cent livres parisis de rente & outre, & par dessus l'octroy à nous fait par mondit seigneur le roy de l'amortissement de 300 livres de rente, soit en sief, justice ou autrement, toutes & quantes fois que bon nous semblera & ou il nous plaira, pour icelles 1200 livres de rente parisis, donner, ceder, delaisser & transporter en fondations d'œuvres charitables, pour le salut & remede des ames de nosdits predecesseurs, de ma dite dame la royne, de nous, de nostre chere, très amée compaignie la duchesse & de nos enfants, & les quels 1200 livres parisis de rente de mondit sieur le roy & ses successeurs roys de France fera & seront tenus amortir franchement & quittement toutes & quantes fois que requis en seront, & icelles seront & souffriront estre tenu pour amorties perpetuellement & à tous jours à celui ou ceux à qui elles seront deloïffées & transportées. Parmi ce ausy s'il advenoit que pour les causes dessus exprimées nosdits duché de Bourbonnois & comté de Clermont advinssent à mon dit sieur & à ses successeurs roys & à la couronne de France, les executeurs de nous & de nosdits enfants massés nés & à naistre & des hoir ou hoirs massés descendants de nous par loyal mariage, pourront & leur loïra prendre & recevoir tous les profits, issues & revenus quelconques de nosdits duché & comté par les deux premieres années qui escheront après ledit cas advenu, pour les tourner & convertir en l'accomplissement & au payement des testaments, aumosnes, legs & debtes quelconques de nous & de nos dits enfants massés nés & à naistre & des hoir ou hoirs massés descendants de nous & d'eux par loyal mariage, comme dit est, sans ce que empeschement ou contredit y puisse ou doive estre mis par mondit sieur le roy, par sedits successeurs

roys de France, ne par les gens ou officiers, ne aucun d'eux, en aucune maniere & jufques à ce que les chofes deffus declarées & chacune d'icelles foient enterinées & accomplies de point en point par la forme & maniere que cy-deffus eft devifée; ne pourra mondit feigneur roy de France, leurs gents, ne officiers, ne autres de par eux, lever ou faire lever, cueillir, recevoir, demander, exploicter, tourner ne pervertir à leur prouffit aucunement les iffues & revenus de nofdirs duchez de Bourbonnois & comté de Clermont ne d'aucunes d'icelles, ne en jolyer en aucunes manieres, en tout ne en partie. Toutes lefquelles chofes & chacune d'icelles, foubz les conditions, refervations, provifions, és cas & par la maniere que cy deffus eft exprimé, nous voulons prendre, fortir effect, efre fermes & ftables à tous jours, fans rappels, & pour ce avons fait mettre noftre feel à ces prefentes, fauf en autres chofes noftre droit, & l'autrui en tout. Donné à Paris, au mois de may, l'an de grace 1400. (Mss. du P. André, Bibl. de Befançon, & Mss. Saint-Germain françois, t. 1^{er}, p. 37, Bibl. Imp.)

N^o 119 ter. — *Testament de Louis II, duc de Bourbon.*

Ou non du Pere & du Filh & du Saint Esperit, amen. Nous Loys duc de Bourbonnois, conte de Clermont & de Fourois, per & chambrier de France confiderans la fragilité de humaine creature & que nulle choufe en ceste mortel vie n'est plus certaine de la mort, ne plus incertaine de l'eure de la mort, defiderans de tout notre pouvoir, quant il plerra à noftre createur que l'eure de nous aviegne, nous rendre à luy en estat de bon & vray creftien, faifons & ordonnons notre testament & darriere volunté pour la forme & maniere qui s'enfuit : premierement nous recomandons notre ame à notre createur le benoift filh de Dieu Jhefu Crist & à fa très douce & glorieufe mere, & à toute la sainte & benoite court de paradis, en lui fupliant de bon cueur que, à l'eure de notre trespas de cest monde en l'autre, il la veuillent benignement recevoir en fon doux paradis, & pour ce que institution de heritier est principal choufe & commencement de testament, ou cas que il pleroit à notre feigneur nous aler de vie à trespassement fans hoir de notre corps, en celui cas nous instituons notre heritier feul & per le tout notre très redoutée dame Madame Jehenne de Bourbon roynne de France, noftre ainfnée seur germaine. Ce au cas que au plefir notre feigneur feroit que elle iroit de cest feigle en l'autre nous furvivant, & nous auffi emprès fans hoir de notre corps, en celui cas nous instituons & voulons efre notre heritier feul & pour le tout l'un des enfans malles nez & procreés de Monfeigneur le roy & de ma dicté... celui que il plerra mieux à mondit feigneur le roy, auquel cas nous lui fuplions très humblement que celui que il lui plerra eflire à efre notre heritier porte le nom de Bourbonnois [&] les [armes] de mondit feigneur le roy à tel difference comme noz predeceffeurs, feigneurs & dux de Bourbonnois & nous les avons portées, & en cest cas est notre entencion & voluté, parmy la bonne voluté & ordenance de mondit feigneur le roy, que celui de fes diz enfans qui pour lui fera elleuz efre notre heritier, come dit est, porte & tiegne entierement notre dicté duché & comté de Clermont, fans ce que il la puiffant devier ne alier, que elles ne demorent tous jours entieres en fa main avecques le pout dudit non & armes, & de cest point & article faire bien tenir & enteriner pour les meilleurs voyes & aftrictions que mieux fe pourra faire, nous y obligans notre heritier & voulons que il y soit tenus & en fuplions très humblement à mon dit feigneur le roy. Derechief nous eflifons notre fepulture en l'efglise du prieuré conventuel de notre ville de Souveigny & y voulons gefir, & que la notre fepulture & remembrance de nous soit fete ou cueur de la dicté eglise très au pié du candalaire qui est devant le maiftre autel, en defcendant ou dit cueur, de la quelle remembrance & fepulture faire pour mi l'ordenance des exequeurs de notre prescent testament ci deffoubz nommez nous en chargons notre heritier, ou cas que par avant notre trepas elle ne soit fete & accomplie. Derechief nous voulons & ordonnons que la fondacion & ordenance que nous avons faite de notre chapelle en la dicté yglise en la forme & qu'elle est contenue & par nous ordonnée en

noz lettres sellées de notre seal, lesquelles font en notre chambre des comptes a Souweigny, riengne & vaille perpetuellement & par cest notre present testament les confirmons & a ycelle tenir & accomplir, pour la maniere que dit est, obligons nos heritiers perpetuellement. Derechief nous voulons & ordonnons touz nos forsaiz estre emandés & tous nos debtes poiez tant ceux qui auront esté fais de notre temps comme ceux qui auront esté fais par le temps de mon très cher seigneur & pere dont Dieux ait l'ame. Et samblablement que toutes prises tant de blez, de vins, de chevaux, bestailh & autres chouffes quelcunques soyent poyées & que il soit generalment crié & publié par touz les lieux sollempnez & notables de nos dictes terres & pais que toutes personnes a qui nous porions avoir forsaiz ne estre tenu par les causes dessus dictes, en aucune maniere, viengnant par devers les exequeurs de cest notre present testament, & se il pouvent monstrier leur forsaiz, dette ou prise par lettres, tesmoings ou ... que il leur soit satisfait & poyé, & ou cas qu'il ne le porioit monstrier souffisant & il foient personnes dignes de foy que il en foient crehu par leur serment & de ce nous obligons... par le raport & ordenance de noz exequeurs. Item nous voulons & ordonnons noz obseques estre saiz bien & sollempnels audit lieu de Sovigny le jour de notre sepulture, par l'ordenance de noz diz exequeurs & voulons & ordonnons que le jour de nos obseques un chacun prestre qui celebrera aye 1111 gros & fera tenus de chanter deux messes, tant le jour dudit obseques comme le plus tost qu'il porra après, & un chacun pour ce aura en aulmosne & pour Dieu demy grox tournois d'argent ou pain à la valeur. Item voulons que quaranteisme jour emprès les diz obseques soit derechief fait chanter sollempnement audit lieu & que un chacun prestre qui y viendra aye deux grox & fera tenus de chanter deux messes, & un chacun pour ce aura v deniers tournois. Item semblablement voulons & ordonnons que, l'an revolu, a tel jour comme notre sepulture aura esté faite, foient saiz uns anniversaires sollempnez & que un chacun prestre aye deux gros & soit tenus comme dessus, & un chacun personne aye pour Dieu cinq deniers tornois. Item voulons & ordonnons que le couvent dudit lieu aye, a un chacun des diz trois jours dedis obseques & anniversaires, quinze frans pour pitance & le surplus de tout ce qui fera necessaire; pour ceste clause seront donnés vi^m francs & 111 ... pour les diz obseques tant en luminaire comme autrement nous le mettons en l'ordenance de nos diz exequeurs & en chargons nos hoirs de le faire. Derechief pour ce que nous avons grandement grevés & opprimés noz povres hommes de noz dis pais, pour les grans subside & autres charges que nous y avons saiz & levés, tant par notre delivrance d'Angleterre... voulons & ordonnons, pour le remede de notre ame, que la valeur de toute nos dictes terres, foient en deniers, blés, vins ou autres chouffes quelcunques toutes ch.... de une fois donné pour Dieu es povres du pais & converties en heuvres pitables & charitables, comme de marier povres pucelles & autres samblables par l'ordenance de nos exequeurs la valeur d'une année nous ordonnons estre levée & prise par trois années a chascune pour tiers dont l'un des dis tiers fera pour convertir es telles heuvres l'autre pour accomplir le fait de notre present testament & l'autre demoura a notre hoir pour en faire sa volenté; & par samblable ordenance, nous laissons a tous les hommes de nos dictes terres & pais toutes les rantes & revenues de une année a leur deduire par tiers pour my l'ordenance du precedent article. Derechief pour ce que de plus que nous fumes venus en terre, tenir nous avons fait plusieurs dons a plusieurs de nos officiers, pour les bons & agreables services qu'il nous avoient fais de plusieurs & diverses sommes de deniers & a plusieurs fois, & aussi leur avons saiz plusieurs dons tant de rante a vie, comme aussi a heritage, nous iceux dons que nous n'avons rappelés a notre vivant, ou des quelz nous n'avons deffendu le poyement par le raport des gens de notre chambre des comptes, touz autres dons dont noz dis officiers porront monstrier bons & loyaux titres, confirmons, louhons & aprouvons par cest present testament & en chargons nos heritiers & obligons de les tenir pour la maniere que fait les avons. Derechief nous laissons, ordonnons & donnons por le remede... faire sollempnez, un chacun an, en nos colleges & yglises qui font de notre fondation ci deffous contenus & en augmentation d'iceux... collige, de la chapelle de notre chastel de Bourbon, pour notre anniversaire y faire sollempnés, un chacun an, le

jour de notre obit, cent fols de rante. Item au collige de notre yglise de ... pour deux anniverfaires y fere, chacun an, en la dicte yglise, huit livres de rante. Item au collige de Vernulh pour un anniverfaire fere follempnement, un chacun an, en la dicte yglise, cent fols de rante. Item famblablement au collige de Saint Nicholas de Montelucon, pour un anniverfaire y fere chascun an cent fols de rante. Item au collige de Gannat de fainte Crois, pour une foiz, x franc. Item au collige de Notre Dame affis en notre chastel de Clermont en Beauvoifs, pour deux anniverfaires, pour une foiz, xv francs. Item au collige de Notre Dame de Monbrifon pour deux anniverfaires faire follempnement oudit college, chacun an, dix livres de rante; & feront tenus chascun des dis colleges de fere chascun an follempnement nos dis anniverfaires, a tel jour que fera notre obit, de chanter follempnement le soir de notre vigiles de mors. Item laiffons & donnons a l'ospital de Saint Julian de Molins pour convertir es bienfais & aulmoines dudit hospitaux cent fols de rante. Derechief nous donons & laiffons en aulmoine & pour le remede de notre ame es religieux, yglises, hospitaux cy defoubz contenus, les laiz & dons, pour une foiz, qui s'enfuient : premierement es Jacopins (*sic*) de Paris ce que nous ordenons en France. Es cordeliers de Paris xi francs. Es augustins dudit lieu xx francs, es freres carmes dudit lieu xx francs, es freres chartreus dudit lieu xxx francs, es freres celestins dudit lieu xx francs. Es xv^{me} (quinze vingts) avouilles de Paris xv francs, a l'ospitaux... de Notre Dame de Fremont en Beauvoifin xv livres. Es freres croizés de Clermont en Beauvoifin xv livres. Item es cordeliers de Souvigny... Pourcant xx livres. Es cordeliers de Nevers xxx francs. Es cordeliers de Bourges x livres. Es cordeliers de Clermont en Auvergne x livres. Es.... Es cordeliers de Monbrifon xx livres. Item es chanoines de Notre Dame dou Puy xv livres. Es jacopins de Nevers x ... Es jacopins de Bourges x francs. Es jacobins de Clermont en Auvergne x francs. Es jacopins de Riom x francs. Item es carmes de Molins xx francs. Item es carmes de Clermont en Auvergne x livres. Item a l'abbé & convent de Saint Gubert x livres. Item a l'abbé & convent de Sepfons x livres. Au prieur de Notre Dame de Montlucon cent fols. Es religieux de Gros Bois cent fols. Es religieux de Messieres cent fols. Es religieux de Notre Dame de Chapes cent fols. A la maison Dieu de Souvigny cent fols. A l'ospital dudit lieu cent fols. Item Bourges de Clermont & de Nevers, a chascune des dites eglises dix livres; permi les quelz layeis... quels des dis colleges, eglises & religieux seront tenus de ... acompaignier en bienfais & prieres d'icelles & de faire une foiz une obseques follempnés a tel jour que pour nos exequeurs leur sera anucié & fas affavoir. Derechief pour ce que nous avons a present en notre service plusieurs nos conseillers, chevaliers, lays & autres qui nous ont longuement & leaultment serviz, dont nous ne les avons pas si bien regardonnés comme nous voiffions, nous leur donnons, en cest notre present testament, les lays qui s'enfuient a eux estre poies pour une foiz, premierement a messire Phelibert de Lespinaze, seigneur de la Riete, notre chevalier & conseiller six cens francs d'or. Item a messire Peires de Norry notre chevalier & conseiller six cens francs d'or. Item a messire Jehan de Demoret notre chevalier & maistre de notre hostel trois cens francs d'or. Item a Tachon de Glivier notre chevalier & maistre de notre dit hostel deux cens francs d'or. Item a messire Huftin le Baveux notre chevalier, chamballan, trois cens francs d'or. Item a Guillaume de la Pierre notre escuyer & chamballan quatre cens francs d'or. Item a Varnart de Villers notre efeuier & chamballan trois cens francs d'or. Item a Philippes Chopart notre escuyer de escuyrie deus cens francs d'or. Item a Perrin Duiffel notre escuyer d'escuyrie deus cens francs d'or. Item a maistre Jehan Baudereu notre secretaire & conseiller deux cens francs d'or. Item a Lorin de Pierrepont notre secretaire deux cens francs d'or. Item a Perrin Desneis notre secretaire aussi deux cens francs d'or. Item a Gerart de Bourbon notre escuyer eschancon deux cens francs d'or. Item a Jehan de Cuvers notre escuyer eschancon deux cens francs d'or. Item a Champirpuy notre escuyer eschancon aussi deux cens francs d'or. Item a Hugonin Butefeu notre escuyer de cuyfine deus cens francs d'or. Item a Jehan de Chegi notre escuyer de cuyfine six vins francs d'or. Item a Taffin de Pierrepont notre escuyer de cuyfine cent francs d'or. Item a Annequin de Longueville aussi notre escuyer de cuyfine cent francs d'or. Item a Guillaume Andrer notre vallet de

chambre deux cens frans d'or. Item a Mahiet notre barbier cent frans d'or. Item au Pello notre vallet de chambre cent frans d'or. Item a Joffroy notre vallet de chambre cent frans d'or. Item a Estienne Pondevaux notre queux deux cens frans d'or. Item a Hannequin notre fourrier cent frans d'or. Item a Jehnin notre fruitier cent frans d'or. Item a Michelet notre chevaucheur cent frans d'or. Item a Pietre notre pallefrenier cent frans d'or. Item a Jehmim notre saulier quarante frans d'or. Item voulons & ordonnons que par la main de noz exequuteurs soient pris v^e frans pour donner & destribuer es povres vallés de notre hostel, comme pages, vallés de cuyfine & autres dont dessus n'est faicte mencion, les queulx dons, lays & toutes les choulles dessus contenues & une chascune d'icelles nous voulons & ordonnons par cest nostre present testament estre bien parfaictement & entierement tenues &... (recommande qu'on prie pour son ame)... (nomme exequuteurs) nos bons amis le cardinal (*fic*), l'evesque de Laon... le conte dou... & le conte de la M... de Toucy noz amés & feaulx chevaliers & conseillers, le seigneur de Jallegny, messire Phelibert de Lefpinace, le sire de Norry, notre chanceler qui fera par le temps, maistre Jehan... Lorin de Pierrepont, nos secretaires &... Donnés... le xx^e jour de fevrier [l'an mil trois cent soixante & quinze. — (Arch. de l'Emp. P. 1364).

N^o 120. — *Charte d'Anne Dauphine, femme du duc Louis de Bourbon & comtesse propriétaire de Forez, en faveur du prieuré de Gumieres audit pays.* — Extraite de l'ancien registre du domaine de Forez, dressé du temps de ladite duchesse.

Anne Dauphine, duchesse de Bourbonnois, comtesse de Forez & dame de Beaujeu, à tous presens & à venir salut. Nous avons receu humble supplication de religieuse perfonne frere François Jacerand, prieur de nostre prieuré de Gumieres, que, comme ledit prieuré foit fondé par nos predecesseurs, comtes de Forez, lequell est scitué en notre mandement de Lavieu, hors de forteresse & en lieu champestre, en un grand trespas de gens armez, qui, au tems passé, par plusieurs fois ont fouillé, pillé & dommagé ledit prieuré, de calices & plusieurs autres joyaux, pour deffaut de ce que les prieurs, qui lors étoient, ni à present, n'ont lieu où ils fissent leur retraite. Et il foit ainfi que nous ayons un petit hostel de large & de long de trois brasses ou environ que, anciennement, fut de Messire Fulque de Boutéon & est scitué auprez le chemin qui va de la grande porte en nostre donjon dudit lieu, devers la bize d'une part, & l'hostel de nos hommes de Margerie, d'autre part, & la fontaine du chafel, de l'autre part. Lequel hostel ledit prieur nous a, pour Dieu & aumosne, requis de le donner audit prieuré pour foy & ses biens retraire, comme dit est, au temps de guerre & autrement. Pour ce est-il que nous, ces choses considerées, audit prieur & prieuré, & à ses succeffeurs prieurs dudit prieuré de Gumieres, par ces presentes donnons ledit hostel perpetuellement à tous jours mais &c. Donnés en nostre ville de Monbrion le dix septieme jour de fevrier l'an mil quatre cens & dix.

N^o 121. — *Lettres de provisions de l'office de bailliy de Forez, données par ladite Anne Dauphine à Messire Guichard d'Ulphé.* — Extraites de l'original qui en est aux Archives de l'illustre maison d'Urfé.

Anne Dauphine, duchesse de Bourbonnois, comtesse de Forez & dame de Beaujeu, sçavoir faisons comme mon seigneur & epoux eut ordonné & establi nostre bien amé Messire Guichard d'Ulphé, chevalier, bailliy de Forez, juge des ressorts dudit pays, si comme apparent nous est par les lettres de mondit seigneur, nous confians à plain du grand sens & loyauté dudit Messire Guichard d'Ulphé, & pour les bons & agreables services qu'il a faits à mondit seigneur & à nous, icelluy faisons, ordonnons & etablissons nostre bailliy de Forez, juge de nos ressorts dudit pays,

deschargeants ledit Messire Guichard de l'office de chastellain & capitaine de Roannois qu'il tenoit auparavant &c. A Montbrifon le vingt septieme fevrier l'an mil quatre cens dix.

N^o 122. — *Charte en faveur de quelques prébendiers de l'église collégiale de Notre Dame de Montbrifon, donnée par ladite Anne Dauphine.* — Extraite de l'ancien & principal registre des Archives de ladite église intitulé *Speculum*, fol. viii^{xx}iii.

Anne Dauphine, duchesse de Bourbonnois, contesse de Foreiz & dame de Beaujeu, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, salut. Reçue avons humble suplication de Messire Pierre Colet, Jehan Aragon & Alegret Jodonet, prestres, nos prebendiers en nostre eglise collegiale de Nostre Dame de Montbrifon, contenant que, comme feu de bonne memoire Messire Guy, conte de Forez, cui Dieu absoille, nostre predecesseur, fondeur de la dite eglise, aye fondé en icelle eglise trois prebendes desquelles lesdits suplians sont prebendiers, & icelles prebendes aye dotées de quinze livres fortes de Lyon, qui valent trente livres tournois paran, lesquelles il ordonna estre payées chacun an, en & fur nos rentes du marchier de Saint Garmier, par celluy qui leve nos rentes illec, à deux termes, l'un à la feste de la touffains & l'autre au mois de may perpetuellement, comme plus à plain nous est aparü por les lettres dudit fondeur scellées de son seal; & neanmoins ledit receveur à Saint Garmier ne ses predecesseurs illec n'a voulu, de pieça, ne ne veut encores payer esdits suplians, ne à leurs predecesseurs prebendiers desdites prebendes, fors que quinze livres tournois par an; en quoy lesdits suplians perdent & ont perdu chacun an quinze livres tournois &c... & bien qu'ilz nous ayent, plusieurs foys, supplié & requis qu'il nous pleut leur pourvoir sur ce, felon la teneur des lettres de leur dite fondation, pour ce est-il que nous, ces choses considerées, que ne voulons aucune chose diminuer des droits de l'église, ne de la fondation de nos predecesseurs, mais les accroistre de nostre pouvoir &c. Veues auffy les lettres de mon feigneur que Dieu absoille & la teneur d'icelles à commanceants : Loys &c. & finissans 1111^{xx} & x, & veue la teneur de leur dite fondation contre lesquelles ne voulons aucune chose estre faite ne entreprise; considerées les choses dessus dictes & affin qu'ils ayent moyen de foustienir leur vie & soient plus inclins à prier Dieu pour nous, mondit feigneur & leur dict fondeur, cui Dieu absoille, de nostre certaine science & grace especial, avons loé, agréé, ratifié, approuvé & confirmé, & par ces presentes, ratifions, louons, agreons & confirmons lesdites lettres de feu mon dict feigneur & de leur dict fondeur & les choses en icelles contenues, & volons que lesdits suplians & leurs succeffeurs, prebendiers desdictes prebendes, ayent & perçoivent, chacun an, d'ores en avant, la somme de quinze livres fortes de Lyon qui valent trente livres tournois, c'est assavoir chacun d'eux le tiers à prendre & avoir sur nostre receveur dudit Saint Galmier, aux termes & par la forme & maniere que il est contenu ez lettres de feu mon dict feigneur & fondeur, en faisant le divin service &c... Donné à Clepé, sous nostre seal, le dix neuvieme jour de may l'an mille quatre cens & onze.

N^o 122 a. — *Testament d'Anne Dauphine, contesse de Forez.*

En nom de la sainte Trinité, du Pere & du Filz & du Saint Esprit, Amen. Nous Anne Dauphine, duchesse de Bourbonnois, contesse de Foureslz & dame de Beaujeu, femme veuve de feu très certain & puissant prince, mon très redoubté feigneur, monfeigneur Loys, duc de Bourbonnois, conte de Foureslz, per & chamberier de France, baron & feigneur de Beaujeu, fille de très noble & puyssant feigneur, monfeigneur Berault, conte dauphin d'Auvergne, dont Dieu ait les ames, considerans la fragilité d'humaine nature & que nulle chose en ceste mortelle vie n'est plus certaine de la mort, ne plus incertaine que de l'eure d'icelle, desirans de tout notre povoir, quant il plaira à notre createur que l'eure de nous advienne, nous rendre à luy en estat de bonne, vraye

& loyale crestienne, de notre certaine science, estans par la grace de notre Sauveur en bonne & faine memoire, leur & ferme propos, voulons, faisons & ordonnons notre testament & dernierement volenté en la fourme & maniere qui s'ensuit. Et premierement pour ce que de tout le cours de notre vie nous avons eu tousjours & encores avons tres parfaite & ferme creance en la glorieuse & parfaite Trinité, Pere, Filz & Saint Esprit, & à la tres douce Vierge Marie, en laquelle le benoist filz de Dieu Jhesu Crist, notre Sauveur, pour notre redemption, vult prendre incarnation, & aussi à la benoiste court celestiel de paradis, & en cest estat nous protestons de vivre & mourir, nous leur rendons notre ame, en leur suppliant tres devotement que, quant l'eure de notre trespassement adviendra, qu'il leur plaie la recevoir en leur sainte compaignie. Et eslissons notre sepulture en l'eglise du prieuré de Sovigny en Bourbonnois & y voulons gelif & estre portée de quelque lieu que nous aillons de vie à trespassement. Item voulons & ordonnons que le jour de nostre sepulture il ait, sur notre corps, de drap d'or à la somme de cent francs, lesquels demourront en la dite eglise. Item voulons & ordonnons que chacun presbtre qui fera à nostre sepulture ait dix folz tournois & seront chacun d'eulx chargez de dire deux messes dont l'une le jour de nostre sepulture & l'autre au plus tost qu'ilz pourront. Item nous voulons & ordonnons que, le jour de nostre sepulture, donné soit à chacun pauvre qui viendra deux blans vallant dix deniers tournois. Item voulons & ordonnons que le jour de nostre sepulture la luminaire soit de douze quintaulx de cire de quoy y aura treze torches pesans chacune dix livres de cire & le surplus de la cire sera mis en cierges par la maniere que noz executeurs verront qui fera de faire, & les dites torches porteront treze pources ausquelz l'on donnera à chacun robe noire & chapperon. Item ordonnons en la dite eglise une grand messe à note que les religieux d'icelle eglise seront tenez de dire, ung chacun jour, à tous jours mais, c'est assavoir, le lundi de *Requiem*, le mardi de la Trinité, le mercredy de tous les saints & fainctes de paradis, le juedy du Saint Esprit, le vendredi de la croix, le samedy de Notre Dame. Et pour icelles messes chanter, nous, es dits religieux, donnons cinquante livres tournois de rente assise annuel, qui se paieront ung chacun an, perpetuellement, sur nostre terre, chastel & chastellenie d'Uffel, laquelle terre nous obligeons ad ce; & à la fin de chacune messe des dits mardi, mercredy, juedy, vendredi & samedy seront tenez de faire commoracion pour les mors. Item donnons esdits religieux, couvent & serviteurs de la dite eglise, pour dire & celebrer, ung chacun an, perpetuellement, deux anniversaires pour nous, pour noz predecesseurs & succeurs, dont l'un fera à tel jour que fera le jour de notre enterrement, & l'autre demy an après. Et pour ce leur donnons & assignons quinze livres tournois de rente assise & qui se paieront sur notre dite terre d'Uffel. Item donnons, octroyons & leguons à la dite eglise du prieuré de Souvigny les ornemens de nostre chappelle qui sont brodés de perles, lesquelz nous voulons à eulx estre baillez & delivrez par noz executeurs incontinent après notre decès, sans delay ou difficulté aucune. Item voulons & ordonnons es cordeliers de Souvigny une grand messe à note qu'ilz diront, ung chacun jour de la sepmaine, perpetuellement, c'est assavoir le lundi de *Requiem*, le mardi des angels, le mercredy de Saint François, le juedy du Saint Esprit, le vendredi de la croix, le samedy de Notre Dame; &, pour icelles messes chanter, nous leur donnons, chacun an, cinquante livres tournois d'aumosne annuelle, qui se paieront & seront paiez, chacun an, perpetuellement, sur notre dite terre d'Uffel; & pour icelle somme nous obligeons ladite terre. Et fera païée chacun an ladite somme de cinquante livres tournois jusques ad ce que par nos heritiers & succeurs leur seront paiez & baillez mille frans, pour une foiz, parmi lesquelz payant ladite pension & aumosne des dites cinquante livres tournois sera acquittée d'illec en outre à tous jours mais. Et seront tenez les dits freres, à la fin des messes du mardi, mercredy, juedy, vendredi & samedy, faire commoracion pour les mors. Item voulons, ordonnons & fondons en l'eglise de Notre Dame des carmes de Moulins six petites messes de *Requiem*, chacune sepmaine, tous les ans, & ung anniversaire pour le remede & salut de l'ame de feu mon tres redoubté seigneur que Dieu vueille pardonner, & pour les ames de nos predecesseurs & succeurs; ausquelz freres & couvent nous donnons & octroyons, pour les dites six petites messes, vingt deux livres tournois, & pour ledit anniversaire huit livres tour-

nois, leſquelz nous leur aſſignons à prendre & avoir, ung chacun an, ſur notre dite terre d'Uſſel, & fera fait le dit aniverſaire le jour de l'obit de feu mondit ſeigneur. Item fondons, inſtituons & ordonnons, en l'eſgliſe collegial de Notre Dame de Moulins, trois petites meſſes de l'office de Notre Dame eſtre dictes, chacune ſepmaine de l'an, en ladite eſgliſe, pour notre entencion, par trois prebendiers inſtitués en icelle, & en la fin d'une chacune meſſe, eſtre faicte commemoration pour les mors; aufquelz prebendiers, pour les dites meſſes dire & celebrer, nous donnons & octroions douze livres tournois à prendre & avoir, chacun an, ſur notre dite terre d'Uſſel. Item ordonnons & fondons, en l'eſgliſe du prieuré de Notre Dame de Chappes, trois petites meſſes de Notre Dame, toutes les ſepmaines de l'an eſtre dictes & celebrées; pour leſquelles nous donnons aux prebendiers d'icelle douze livres tournois à prendre & avoir, chacun an, ſur notre dite terre & recepte d'Uſſel; & feront tenuz ceulx qui diront les dites meſſes de faire commemoration pour les mors en la fin d'une chacune meſſe. Item ordonnons & fondons, en l'eſgliſe des cordeliers de Saint Pourcain, quatre petites meſſes, chacune ſepmaine de l'an eſtre dictes, c'eſt affavoir une de la Trinité, une de Notre Dame & deux de *Requiem*; & pour icelles meſſes nous donnons & aſſignons aus dits freres cordeliers la ſomme de faize livres tournois à prendre & avoir, ung chacun an, ſur notre dite recepte d'Uſſel; & à la fin deſdites meſſes de la Trinité & de Notre Dame feront les dits freres commemoration pour les mors. Item voulons & ordonnons que la ſomme de vingt livres tournois de rente perpetuelle aſſiſe que ſeu notre très chiere dame & mere, que Dieu abſolle, donna en ſa derniere volunté au prieur & couvent de la Voulte, auquel lieu elle eſt ſepulturée, feront païees, ung chacun an, ſur notre dite terre & recepte d'Uſſel, par la fourme & maniere que en ſon teſtament eſt à plain contenu. Item voulons & ordonnons que les cinquante livres de rente que ſeu notre très chiere dame, Madame la conteſſe de Foureltz, que Dieu abſolle, donna à l'eſgliſe de Notre Dame de Montbrifon ſoient païees, ung chacun an, ſi comme il eſt contenu en ſon teſtament. Item plus ordonnons à la dite eſgliſe de Notre Dame de Montbrifon ung anniverſaire, chacun an, lequell ſe dira lendemain de la feſte de la Nativité Notre Dame, & ordonnons à la dicté eſgliſe ſix petites meſſes qu'ilz feront tenuz de dire, une chacune ſepmaine de l'an, dont les deux de la Trinité, deux du corps de Dieu & deux du Saint Eſprit; & pour icellui anniverſaire & meſſes dire leur donnons vingt huit livres tournois de anuelle rente & perpetuelle, chacun an, en valeur, c'eſt affavoir, pour ledit anniverſaire, ſept livres tournois, & pour les dis ſix meſſes petites, aux chapelains & prebendiers inſtituez à dire les dites meſſes, vingt une livres tournois; leſquelz prebendiers feront tenuz à tousjours mais de fere commemoration pour les mors à la fin d'une chacune deſdites meſſes; & les dits vingt huit livres tournois leur aſſeons & aſſignons à prendre & avoir, ung chacun an, ſur notre recepte & prevosté de Lavieu. Item voulons, fondons & ordonnons, en l'eſgliſe du prieuré de Savigneu lez Montbrifon, ung anniverſaire qui ſe dira tous les ans, lendemain de Saint Martin d'yver. Et ordonnons, en ladite eſgliſe, ſix petites meſſes de *Requiem* dire toutes les ſepmaines de l'an, chacun jour, une pour le ſalut de l'ame de notre tres chiere dame & mere que Dieu abſolle; & pour icellui anniverſaire & meſſes dire & chanter nous donnons aux religieux, couvent, curé & ſerviteurs de la dite eſgliſe dudit lieu, vingt & ſix livres tournois de anuelle pencion en valeur qu'ilz ſe paieront ſur notre recepte & prevosté de Châteauneuf, c'eſt affavoir, pour ledit anniverſaire, cent ſolz tournois & pour leſdites meſſes vingt & une livres tournois. Item fondons & ordonnons, en l'eſgliſe & prieuré de Montverdun, une grant meſſe à note de la Trinité qui ſe dira tous les vendrediz de l'an; &, pour icelle dire, nous donnons aux religieux, couvent, curé & ſerviteurs dudit lieu de Montverdun, dix livres tournois de perpetuelle pencion en valeur qu'ilz ſe paieront, chacun an, ſur notre recepte & par le prevost de Mareilly le Chafel; & feront tenuz les dits religieux & couvent, en la fin d'icelle meſſe, dire une commemoration des mors. Item fondons... une grant meſſe à note conventuelle, en l'eſgliſe & prieuré de Chandieu, de tous les ſaints & ſaintes de paradis, laquelle ſe dira tous les mercredis de l'an, & pour icelle dire..., nous donnons... dix livres de pencion... ſur la recepte & par le prevost de Mareilly le Chafel... Item voulons que la ſomme de cinquante livres tournois que ſeu notre tres

chere dame, Madame la conteffe de Fourefitz, que Dieu abfolle, donna aux cordeliers religieux & couvent de Montbrifon, foient païées, ung chacun an, ainfi que contenu eft en fon teftament. Item... fondons... en l'églife defdits cordeliers & couvent de Montbrifon, ung anniverfaire, chacun an, lequel fe dira lendemain de Saint Michel, & ordonnons aufdits cordeliers & couvent fix petites meffes dire, une chacune fepmaine de l'an, dont les deux de la Trinité, deux du corps de Dieu & deux du Saint Eſperit..... Et, pour ledit anniverfaire, leur donnons cent folz tournois, & pour les dits fix meffes, ving une livres tournois à prendre & avoir, chacun an, fur notre treforier de Fourefitz. Item voulons... eſtre diâtes... chacune fepmaine de l'an, deux meffes en la chapelle de notre donjon de Montbrifon, c'eſt affavoir le lundi de *Requiem* & vendredi de la Sainte Trinité, pour leſquelles nous donnons au prebendier d'icelle, ung chacun an, fept livres tournois fur notre prevosté de Montbrifon... Item fondons..., en la chapelle de Saint Jehan de Moing, quatre petites meffes eſtre diâtes & celebrées, c'eſt affavoir les troys de Saint Jehan Baptiſte & une de *Requiem*, toutes les fepmaines de l'an, par deux prebendiers inſtituez en icelle, aufquelz, pour ce, nous donnons quatorze livres tournois à prendre... chacun an, fur notre prevosté & recepte de Montſeupt... Item fondons..., en l'églife de Saint Bonnet le Chafel, fix petites meffes, chacune fepmaine de l'an, c'eſt affavoir trois de Madame Sainte Anne & autres trois meffes de la Marie Magdalene; & pour icelles meffes dire... donnons... à trois prebendiers inſtituez en icelle, ung chacun an, vingt & une livres tournois fur notre recepte & prevosté dudit Saint Bonnet le Chafel... Item voulons... en l'églife de Saint Marcellin..., dire..., chacun an & toutes les fepmaines..., quatre petites meffes, dont troys de Sainte Katherine, & une de *Requiem*, par deux prebendiers aufquelz nous aſſeons... pour ce..., chacun an, fur notre recepte & prevosté dudit Saint Marcellin, quatorze livres tournois... Item ordonnons..., en l'églife de Sury le Contal, deux prebendes de quatre petites meffes à dire, une chacune fepmaine de l'an..., c'eſt affavoir deux meffes de tous les ſaints & ſainctes de paradis, une des angels, & une autre de *Requiem*, pour leſquelles, nous donnons.... chacun an, fur notre prevosté & recepte dudit lieu de Sury le Contal, quatorze livres tournois... Item... voulons, en la chapelle de Notre Dame de Grantgent, quatre petites meffes chacune fepmaine.... c'eſt affavoir une meſſe de la Trinité, deux meffes de Notre Dame & une meſſe de *Requiem*... pour icelles... aſſignons..., chacun an, fur notre recepte & prevosté de Saint Victour, quatorze livres tournois... Item voulons... eſtre diâtes..., une chacune fepmaine de l'an, en la chapelle de notre chafel du Fay, fondée de Sainte Katherine, deux meffes... c'eſt affavoir une au mardi & une autre au vendredi de tous les ſaints & ſainctes du paradis, & au prebendier... donnons... chacun an, fur la recepte & prevosté de notre dit chafel fept livres tournois... Item... inſtituons une meſſe de Notre Dame tous les ſabmedis de l'an... en l'églife de Notre Dame de Chazelles par ung prebendier ordonné en icelle, auquel, pour ce, nous... donnons... chacun an, cent folz tournois... fur notre recepte & prevosté de Chafelluz... Item... fondons... en l'églife de Saint Galmier, une chacune fepmaine de l'an..., quatre petites meffes par deux prebendiers... c'eſt affavoir deux de Sainte Margariete & autres deux de Sainte Agnès pour leſquelles... nous donnons..., chacun an, fur notre recepte & prevosté de Saint Galmier quatorze livres tournois... Item... fondons, en l'églife de Notre Dame de Feurs, fix petites meffes... chacune fepmaine de l'an..., par trois prebendiers.... c'eſt affavoir trois meffes de Saint Jehan Euvangelifte, & autres trois meffes de Saint Anthoine... aufquelz... donnons... chacun an, fur notre recepte & prevosté dudit lieu de Feurs, vingt une livres tournois... Item ordonnons.... eſtre diâtes, en l'églife parrochial de Neronde..., chacune fepmaine..., deux meffes par ung prebendier c'eſt affavoir une meſſe des angels & une autre meſſe des douze apouſtres, pour leſquelles... nous donnons... fept livres tournois... chacun an, fur notre recepte & prevosté de Neronde... Item ratifions la fondation par nous ja faicte en l'églife & pricuré de notre chafel de Cleppé d'une grant meſſe à note dire & celebrer chacun jour de la fepmaine, perpetuellement, c'eſt affavoir le lundi de *Requiem*, le mardi des angels, le mercredi de la Trinité, le jeudi du Saint Eſperit, le vendredi de la croix & le ſabmedi de Notre Dame, & avec ce que le prieur & ſecretain dudit prieuré, enſemble

autres quatre moynes messes ehantans par nous, de nouvel instituez en icellui, seront chargez tousjours mais dorenavant chanter & dire les dites messes, & toutes les heures du jour canoniaux & noctes; pour lesquelles messes & heures avecques le luminaire de torches, cierges & chandelles de cire neecessaires que ledit seeretaire fera tenu de fournir & pourveoir, comprises en ce les prebendes & vesliaires dedits quatre religieux, nous avons donné..., chacun an..., huit vingts treize livres huit folz & neuf deniers tournois de pension annuelle, chacun an..., sur nos peages, leydes & fours de nos villes de Feurs & de Saint Galmier, si comme, en la fondacion & institution par nous fur ee faicte, est plus à plain contenu. Item la fondacion par nous ja pieca faite d'une messe, à Notre Dame de la Val foubz Saint Germain, de dire & celebrier tous les jours de l'an, nous confermons... par ees presentes voulons... estre dictes par troys prebendiers instituez, c'est assavoir, ung chacun jour de l'office de Notre Dame.....; nous donnons pour ce, ehauen an, la somme de vingt quatre livres & dix folz tournois à prendre sur notre recepte & prevost de Saint Germain la Val. Item voulons... estre dictes... en la ehappelle de l'ospital de Saint Haon, laquelle nous entendons briefment faire edifier, c'est assavoir six petites messes, chacune sepmaine de l'an, dont le lundi des mors, le mardi des angels, le mercredi & le jeudi de la Trinite, le vendredi de la Croix & le samedy de Notre Dame; pour lesquelles messes qui seront servies par trois prebendiers..., nous donnons... vingt & une livres tournois, sur notre recepte & prevost de la Chambre en Rouennois. Item avons fondé & fondons, pour le remede & salut de l'ame de feu M^{re} Loys notre predecesseur, conte de Fourestz, que Dieu absolve, lequel trespasa en la bataille de Bregnay & fut ensepulture dedens l'eglise de Saint Jehan de Lyon, c'est assavoir ung anniversaire estre fait & celebré, en icelle eglise, tous les ans, perpetuellement, à tel-jour, que feu notre dit oncle fut mis en sepulture, qui fut le quatrieme jour du mois d'avril, dont la messe dudit anniversaire fera chantée sollempnellement à diacre & foubzdiacre, au grant autier de la dite eglise, & ausi six petites messes de *Requiem* par nous ordonnées & fondées à dire, chacun jour, une, toutes les sepmaines de l'an, en icelle eglise, en la petite chappelle de la Magdeleine, en laquelle gist ledit feu notre oncle; lequel anniversaire & messes sollempnées nous avons donné & donnons & assignons aux doyen, chanoynes, presbtres & serviteurs de la dite eglise, & processions acoustumées en tel eas, la somme de neuf livres tournois de rente en valleur tant feulement, à prendre & avoir, chacun an, sur notre recepte & prevost du Fay, & aux trois prebendiers ordonnez à dire les dits six messes, pour ee, nous donnons & assignons la somme de vingt & une livres tournois en valleur, eomme dit est, à prendre & avoir, ung chacun an, sur notre recepte & prevost de la Tour en Jarrois. Item avons fondé... & fondons, en l'eglise des cordeliers religieux de Villefranche, six petites messes de *Requiem* estre dictes & celebrées toutes les sepmaines de l'an; & pour icelles, nous leur donnons d'aumosne & pension, ung ehauen an, perpetuellement, à prendre & avoir sur la recepte de notre tresorier de Beaujoloys, vingt & une livres tournois. Item voulons que toutes fois qu'il eschoira aueunes de nosdites prebendes en vacacion, après notre deeces, qu'elles soient conferées à presbtres ydoynes & souffisans residans sur les lieux, ou aux plus prouchains campan..... Item que nous reservons à nous, nos hoirs & suecesseurs, perpetuellement, la collation & donacion de nos dites prebendes, quant le cas adviendra. Item donnons & octroions, voulons estre paieez, pour une foiz, aux eouvant, religieuses & religieuses des lieux & autres ey deffoubz escriptz par legation & otroiy pour Dieu, & en aumosne, les sommes qui, cy après leurs nons, s'enfuivent. Et premierement, es religieuses de Saint Mevaulx, vingt efeus d'or; es religieuses d'Yfeure les Moulins, dix efeuz d'or; es religieuses de Bourbon l'Arehimbault, dix efeuz d'or; aux religieux cordeliers de Souvigny, quinze efeuz d'or; aux cordeliers de Saint Poureain, quinze efeuz d'or; aux carmes de Moulins, dix efeuz d'or; aux religieux de Sainte Croix de Bareimes, dix efeuz d'or; aux religieux augustins d'Enneze, huit efeuz d'or; es dames de Bonlieu, trente frans d'or; es religieuses de Legnieu, quinze efeuz d'or; idem, Saint Thomas, idem; idem, Jurcieu, idem; idem, cordelieres de Chaux, idem; idem, de l'Argentiere, idem; idem, de Pouilly en Rouennois, dix efeus d'or; idem, Beaulieu en Rouennois, idem; aux cordeliers de Villefranche, quinze efeus d'or; aux

cordeliers de Lyon, dix escuz d'or; aux augustins de Lyon, dix escus d'or; aux freres prefeheurs de Lyon, dix escuz d'or; aux carmes de Lyon, idem; aux religieuses d'Alys, douze, idem; es religieuses de les Salles, dix, idem; idem, de Pouletains, douze, idem; idem, de la Bruiere, dix, idem; idem, d'Orle, dix, idem; idem, cordellieres de Brienne lez Anse, dix, idem; aux cordelliers de Mafcon, dix, idem; idem, de Charlieu, idem; aux dames religieuses de Clavay, douze, idem; item donnons à quinze paouvres pucelles, à chacune pour elle aider à marier, pour une foy, dix francs d'or. Item donnons à quinze paouvres clerks pour eulx aider à tenir aux escolles, pour une foy, à chacun dix francs. Item, donnons à quinze paouvres femmes veuves à chacune, pour une foy, en aumosnes & aide de leur vie fix livres tournois. Item voulons, commandons & ordonnons estre donné, pour Dieu, en aumosnes, par l'ordonnance de noz executeurs deffoubz nommez, à paouvres presbtres & religieux, vieulx & impotens, paouvres gentilz hommes & autres femmes veuves & gisans, foibles & aagées, pources clers, orphelins & pupilles, pour une foy, deux mil troys cens livres tournois. Item voulons & ordonnons que la moitié des fervis que nous pourront devoir & estre tenuz noz hommes & tenementiers de noz terres & pays, au temps de notre dexcès, & pour l'année d'icelluy, ilz soient quictés & paisibles, sans ce que on les en puisse & doie contraindre à paier; laquelle moytié nous leur remettons pour Dieu & en aumofne par notre present testament. Item donnons à nostre très chiere & très amée fille, Yfabeau de Bourbon, quinze mil frans pour une foy & en icelle somme la instituons nostre heritiere & voulons qu'elle soit contente de ladite somme, sans ce que elle puisse plus riens demander en noz biens à notre heritier cy deffoubz escript, pour lui ne les siens, & parmy lesquels elle quictera & fera tenue de quictier tous droitz qu'elle pourroit avoir en noz biens & heritaiges quelxconques a tousjours mais. Item donnons aux gens de nostre hostel, pour une foiz, deux mille frans, dont douze cens es femmes & huit cens es gentilzhommes & autres gens & serviteurs de notre dit hostel, & que ledit argent soit departy par l'ordonnaire de noz executeurs, ainsi comme ilz verront qu'il fera necessaire. Item & par ce que selon droit & raison de tout testament & derniere volenté, la institution de heritier est chief & fondement, pour ce nous faisant, ordonnons & instituons nostre heritier universal notre très amé fils Jean, duc de Bourbon, icellui proferans & nommans de notre propre volenté & de notre bouche, en noz autres biens meubles, immeubles, droitz, actions, pays, terres, seigneuries, chasteaux, villes & forttereffes, fiefz, heritaiges, dominacions, demaines, terres, possessiones, heritaiges, propriétés & usages quelxconques que nous avons, tenons, possedons, tiendrons & possederons, au jour & heure de notre trespassement, & qui nous peuvent & doivent appartenir, en quelque maniere que ce soit, dequelx nous en avons cy deffoubz ordonné. Et lui chargeons & prions que noz debtes, elameurs & laiz soient païés & saïsfaiz, premierement & de plain, le plus tost que faire ee pourra. Et, sur ce, nous faisons, ordonnons & instituons noz executeurs de nostre present testament, noz très chers & très amez freres le conte Dauphin d'Auvergne, reverend pere en Dieu messire Robert Dauphin son frere, abbé de Tyron, noz très chers & bien amez chevaliers & conseillers, messire Jean de Chasteaumorand, seigneur dudit lieu, messire Aunenbert, sire de Chevaillies, notre bailli de Fourestz, & ung chacun d'eulx, auquelx ou troys, ou deux pour le moins d'iceulx, nous donnons plain pover, auctorité & mandement especial de faire, exercer, enteriner & accomplir notre present testament & derreniere volenté, & mettre du tout à execution de delivrance, par la fourme & maniere que cy dessus est à plain contenu, & aussy de prendre, tenir & posseder en leurs mains tous nos ditz biens & choses quelxconques, jusques ad ce que norredit testament sera parfaitement pacifiez, & l'execution d'icelluy entierement & plainement acomplye, sans auctorité, licence ou requisicion d'aucun, voulans, octroyans, mandans & ordonnans cestui notre present testament & derniere volenté valoir & avoir vertu par droit de testament en escript ou nuncupatif; &, s'il ne vault par droit de testament en escript ou nuncupatif, nous voulons & ordonnons qu'il vaille par droit de codicille, ou par donnacion à cause de mort, ou par donnacion faicte irrevocablement entre les vifz, & de toute autre disposition & ordonnance, selon les loys & coustumes canoniaux, sancions, & autrement par la plus forte & feure maniere & forme que val-

loir pourra & doibvera de droit & de coustume; en revocans & annullans tous autres testamens, ordonnances & derniere volonté par nous faictes par escript ou autrement, cestui nostre present testament & derniere volonté demourant en sa bonne vertu, valeur & bon effect. Et est assavoir que nostre present testament, mis & escript en francois de notre volonté & plaisir, lequel voulons tenir, garder par devers nous, nous avons faict, octroyé & passé, en une mesme substance, en latin, foubz le feel commun royal estably au bailliage de Mafcon & de notre court de Fourestz, en foubmetant nos biens, heritiers & successeurs quelxconques à la cohercion, compulsion, vigueur & contraincte dudit feel royal dudit bailliage & de ses officiers & executeurs de notre dite court de Fourestz, toutes & quantesfoiz qu'il sera necceffaire, pour mieulx & plus fermement tenir, acendre, accomplir & conserver, de point en point, nostre present testament & derreniere volonté, & planierement ceder & pacifier nos aumosnes, legas, & piez causes, & autres dons & chofes par nous cy dessus ordonnées, pour nostre bonne entencion, devocion, pour le remede & faulvement de notre ame, de nos parens, predecesseurs & successeurs quelxconques, en priant & requerant les tesmoings cy dessoubz escriptz que de ce, & sur les chofes dessus dites, & une chacune d'icelles, vueillent & leur plaice rapporter tesmoingnage de verité, en temps & lieu, quant requis en seront. Lesquelles chofes dessus dites, nous avons fait recevoir & registrer en note par les notaires cy dessoubz nommez, escrire & signer aussi nostre present testament, & derreniere volonté que nous voulons estre fait grosse, corrigé & admené, si & quant besoing fera, au dicte des faiges en droit, sans aucune mutation de substance. Et afin que ce soit ferme chose & estable à tousjours mais, nous voulons & octroions que ledit feel royal commun & le notre & de notre court de Fourestz aussi soient mis à cestuy nostre present testament & derreniere volonté. Fait à Cleppé, octroyé & passé le dix & neufviesme jour du mois de septembre, l'an de grace mil cccc & seize, presens nos bien amez & feaulx messire Aunenbert, chevalier, dessus nommé, Jocerand de Sainte Coulombe, vigueur, maistre de notre haufel, maistres Jehan Puy, doyen de Montbrifon, Denys Puy, son frere, juge de Fourestz, Estienne de La Grange, Jehan Pelletier, licencié en loiz, nos conseillers, Glaudon Chauvet, nostre tresorier de Fourestz, Alexandre Marechal & Jehan de Soyffons, nos secretares, tesmoins sur ce requis & appelez. Expedié est cest present testament de ma dicte dame la duchesse foubz son feel & semblablement receu de son commandement & octroy foubz le feel royal commun du bailliage de Mafcon & de la court de Fourestz par moy Pierre Faure, clerc & notaire royal de la court de Fourestz, avecques Guillaume Rajace, clerc & notaire royal, foubz mon feing P. Fabry, & par moy Guillaume Rajace, clerc notaire royal & juré de la court de Fourestz avecques ledit Pierre Faure, notaire royal & juré de Fourestz, foubz mon feing public, par la volenté, commandement & ordonnance de ma dite dame. — G. Rajace. — Extrait de la chambre des comptes par moy, Robertet. — (Arch. de l'Emp. P. 1370, c. 189f).

N° 122 b. — *Lettres du roi relatives au mariage de Jean I^{er}, duc de Bourbon, avec Marie de Berry.*

Charles, par la grace de Dieu, roy de France &c... Entre les favorables graces, concessions & octrois que nous avons accoustumé faire à nos vassaux & subjects que nous conoissions à ce estre dignes &c... & comme de nouvel &c... ayt esté pourparlé & traité de mariage entre nostre très cher & très amé cousin Jehan de Bourbon, comte de Clermont en Beauvoisis, fils aîné de nostre dit oncle le duc de Bourbonnois & frère de seüe nostre très chière dame & merc que Dieu abfoille & nostre très chière & très amée cousine Marie de Berry, comtesse d'Eu, fille de nostre dit oncle le duc de Berry, auquel traité ayt esté parlé que pour l'accroissement dudit mariage, iceluy nostre oncle de Berry qui pieça, pour le grand amour & affection qu'il a à nous & à la couronne de France, & pour certaines causes & considerations qui à ce l'ont meu, a voulu & ordonné que, après son trespassement, ses duchiez de Berry & d'Auvergne, ses comtés de Poitou &

de Montpensier avecq toutes ses autres terres, villes & seigneuries &c... que nostre dit oncle avoit, tenoit & possedoit lors & qu'il aura, tiendra & possedera au jour de son trespassement &c... viengnent & soient perpetuellement à nous, à nos successeurs roys & à ladite couronne de France, en pur & perpetuel heritage & domaine, parmy certaines exceptions, reservations, conditions, fourmes & manieres contenues & declarees en ses lettres sur ce faictes lesquelles nous avons devers nous & desquelles la teneur s'en suit en cette maniere :

« Jehan fils du roy de Berry & d'Auvergne, comte de Poictou, sçavoir faisons
« à tous &c... ce fut fait à l'Escluse en Flandres le 4^e jour de novembre l'an de grace 1386. »
... peut donner & bailler à nos dictz cousin & cousine & que iceux nos cousin & cousine puissent avoir & tenir de noz consentement, gré & plaisir aucune partie de ses dictes terres nonobstant les volentés & ordonnance dont dessus est faicte mention & pour ce icelluy nostre oncle duc de Berry & femblablement son dict oncle de Bourbon qui, pareillement, de sa pure & liberale volenté, pour certaines causes & considerations qui à ce l'ont meu & meuvent en faveur de ce qui s'en suit, a voulu & ordonné que, au cas qu'il adviendrait que luy nostre dict cousin, son fils, & ses autres enfants males, naiz & à naistre, procréés en loyal mariage, allaissent de vie à trespassement sans de laisser hoir ou hoirs males procréés de leur corps en loyal mariage & que la ligne directe des hoirs males de nostre dit oncle, ou de nosdits cousins ses enfants males, defaillist ou temps advenir, les duchés de Bourbonnois & comté de Clermont viengnent, soient & demeurent perpetuellement en propre heritage & domaine à nous, & à nos successeurs roys, & à ladite couronne de France, foubz certaines conditions, formes & manieres contenues & declarées en ces lettres sur ce faictes, nous ayant instamment requis & suppliés que, en faveur dudit mariage de nosdits cousins & cousines, leurs enfants, qui au plaisir de Dieu fera brièvement solennisé en face de Sainte Eglise, & pour l'accroissement d'iceluy veuillons consentir & octroyer & accorder que non obstant ladite ordonnance de nostre dit oncle, duc de Berry, par laquelle il a voulu &c. iceluy nostre oncle puisse donner, ceder & transporter auxdits Jehan & Marie, nos cousin & cousine, ledits duché d'Auvergne & comté de Montpensier &c. Sçavoir faisons à tous presents & advenir que nous, considerant l'amour & affection que nosdits oncles de Berry & de Bourbonnois ont de tout temps montrés & que encores monstrent par effect en faisant avoir à nous & à la dite couronne de France ce que dessus est dict, les services & plaisirs que eux & nostre dit cousin nous ont faits & font chacun jour, & la prochaineté de lignage en quoy nous ataignent nos cousin & cousine dessus dits, & pour ce & pour plusieurs autres causes & considerations qui à ce nous meuvent, voulant à eux complaire, & ce que nous requierent de present, & sur ce advis, deliberation & conseil avecq nos dits oncles & freres les ducs de Bourgogne & d'Orleans & plusieurs de notre dit sang, voulons & nous plaist & de nostre certaine science, pleine puissance, autorité royal & grace special, avons octroyé & octroyons à nostre dit oncle, le duc de Berry, que, nonobstant l'octroy & transport qu'il a fait à nous & à nosdits successeurs roys, & à la dite couronne de France, dedits duché, comté & terres dont dessus est fait mention, & par la maniere dessus devisée, & non obstant que nostre très chier seigneur & ayeul le roy Jehan, que Dieu aboille, eust baillé ladite duché d'Auvergne à nostre dit oncle de Berry pour son appanage, pour luy & ses hoirs males, pour telle condition & maniere que se la ligne defalloit en hoirs males procréés en loyal mariage, la dite duchie retourneroit à nous & à la dite couronne de France, il puint donner, ceder & transporter à nostre dit cousin Jehan de Bourbon & à nostre dite cousine Marie de Berry sa fille, en accroissement dudit mariage, pour eux, leur vie durant, pour le survivant d'eux, pour leurs enfants males procréés d'eux ou dit mariage & les hoirs males de leurs dits enfants, tant comme ils descendront par ligne directe de hoir male en hoir male &c... excepté la vicomté de Carlat, la ville & seigneurie de Montferand, le chastel & chastellenie de Usson & tous les fiefs, arrière fiefs &c., des vicomtes, villes & seigneuries, chastels & chastellenies dessus dits, sauf toutes fois le fief que nostre amé & feal le comte Dauphin d'Auvergne qui est à present, de nostre dit oncle de Berry, à cause de la dite ville & seigneurie de Montferand, la seigneurie & premier reffort duquel fief demourera

à nosdits cousin & cousine avecq le duchié d'Auvergne & comté de Montpensier dessus dits &c... lesquelles vicomté de Carlat, chastel & châtellenie d'Usson, ville & feigncurie de Montferand, excepté ledit fief que tient ledit comte Dauphin & le premier ressort d'iceluy, vendront, seront & demoureront à nous & à nos successeurs roys & à la dite couronne de France, si tost que nostre dit oncle de Berry fera allé de vie à trespassement &c... sauf & réservé toutes voyes es choses dessus dites, à nous & à nosdits successeurs roys & à la dite couronne de France, les foyz & hommages, la souveraineté & ressort & les autres droitz royaux à nous appartenans ès duchez & comtés dessus dits, la garde des eglises tant cathedraux comme de celles qui sont en pairage avecq nous, & des autres qui sont de fondation royal ou de nostre garde & privilege &c... & ausly sauf & réservé que, ou cas que nosdits cousin & cousine iroient de vie à trespassement, sans delaisser hoir ou hoirs masles procréés de leur corps ou dit mariage, ou que la succession de hoirs masles descendans d'eux & de leurs hoirs masles en ligne directe & loyal mariage, defaudroit ou temps advenir, le duchié d'Auvergne & comté de Montpensier dessusdits, avecq leurs dependances, retourneront franchement, entierement, purement & absolument à nous & nosdits successeurs roys & à la couronne de France dessus dite &c... Donné à Paris ou mois de May l'an de grace 1400 & de nostre regne le 20^e. Par le roy en son conseil, Messigneurs les ducs de Bourgogne & d'Orléans, Messire Jacques de Bourbon le connestable, le comte de Tancarville, le patriarche d'Alexandrie, le Maréchal Bouciquaut, Messire Pierre de Giac, l'evêque de Poitiers, l'admiral messire Pierre de Norry, Messire Jehan de Poupaincourt, Messire Guillaume de Tignonville & plusieurs autres. (Mss. du P. André, Bibl. de Bélaçon).

N° 122 c. — *Traité de mariage entre Jean I^{er}, duc de Bourbon & Marie de Berry.*

A tous ceux qui ces presentes lettres verront, &c... Jehan seigneur de Folleville &c. salut. Sçavoir faisons que par devant Richard de Bailly & Nicolas Porteclef, clerks notaires jurés du roy nostre sire, de par luy establis en son Chastellet de Paris, furent personnellement establis très-puissant & très-excellent prince M. Jehan filz de roy de France, duc de Berry & d'Auvergne, comte de Poictou, d'Estampes, de Boulongne & d'Auvergne, & très noble dame, Madame Marie de Berry, comtesse d'Eu, sa fille, pour eux & en leur nom, & pour tant comme à chacun d'eux touche, appartient, peut toucher & appartenir d'une part, & très noble & très excellent prince M. Loys duc de Bourbonnois, comte de Forez, pair & chamberier de France, & très noble seigneur Jehan de Bourbon, comte de Clermont en Beauvoisis, son fils aîné, iceluy Jehan autorisé suffisamment dudit Monsieur son père, en tant comme mestier en estoit, & est pour faire & passer de luy ce que s'enfuit, pour eux & en leur nom, pour tant comme à chacun d'eux touche, appartient & peut toucher & appartenir, d'autre part, & asermerent &c... lesdites parties &c... que ou traité & pour parler du mariage, lequel ou plaisir de Dieu sera fait & célébré brièvement en face de sainte Eglise nostre mere, entre ledit Monsieur le comte de Clermont & ladite dame, la comtesse d'Eu, eux, par le conseil, advis & deliberation du roy nostre dit seigneur & de très puissant & très excellent prince Monsieur le duc de Bourgogne, frere, & de Monsieur le duc d'Orléans, dudit Monsieur le duc de Berry & de plusieurs autres leurs amys charnels & autres que ils avoient fait & par ces presentes firent & font de bonne foy, l'une partie à l'autre & l'une avec l'autre, les traités, accords, obligations, promesses & convencances qui ensuivent, & mesmement M. le duc de Berry, tant par vertu des lettres du roy nostre dit seigneur à eux octroïé, comme autrement, desquelles lettres la teneur s'enfuit :

Charles par la grace de Dieu roy de France &c... entre les favorables graces &c... c'est à sçavoir que ledit M. de Berry, soubz les conditions, exceptions & reservations cy-dessus déclarées, a donné, cédé, delassé & transporté après son décès auxdits Monsieur le comte de Clermont & à

Madame de Berry & aux survivants d'eux deux, pour eux & les hoirs mâles qui descendent [d'eux] & pour leur hoir ou hoirs mâles qui de leur hoir ou hoirs mâles feront procréés & descendront par loyal mariage, ladite duché d'Auvergne & la comté de Montpensier avec leurs appartenances & appendances quelconques, pour les avoir, tenir, posséder & exploiter & en user & jouir pleinement & paisiblement par ledits Monsieur le comte & Madame Marie & leurs dits hoir ou hoirs mâles procréés & descendants dudit mariage, comme dit est, comme de leurs propres choses & domaines, tant en propres comme en fief, tantost après le décès dudit Monsieur le duc de Berry & non point plusloft, lequel seul & pour le tout, durant sa vie, en fera & demeurera seigneur en foy & hommage, possession & fief, & en prendra & appliquera à luy les fruits, profits & emoluments, excepté toutes voyes & non comprises en ladite cession, donation & transport, la vicomté de Carlat, le chasteil de Usson, avec leurs appartenances & appendances quelconques, & la ville de Montferrand qui, en tout cas & advenement, après le décès dudit Monsieur de Berry, demeureront au roy & à ses successeurs & couronne de France, ou cas que le dit Monsieur le duc n'aura hoirs mâles procréés de son corps en loyal mariage, sauf & excepté la dite ville de Montferrand qui, en iceluy dernier cas, fera & demeurera avecq ladite duché d'Auvergne & comté de Montpensier audit M. le comte de Clermont & Madame Marie de Berry, ou à leurs dits hoir & hoirs mâles & aux hoir & hoirs mâles d'iceux, & ne font pas comprises esdites exceptions & reservation, l'hommage que le dauphin d'Auvergne, comte de Clermont & seigneur de Mercuer, a fait ou est tenu de faire audit Monsieur le duc de Berry à cause dudit lieu de Montferrand, ne le ressort des lieux & terres d'iceluy Dauphin comte devant dit, lesquelles le roy nostre dit seigneur, par ses lettres dessus transcrites, en tant comme il luy touche, & ledit M. le duc de Berry, ont voulu & consenti; veut & consent ledit M. le duc qu'ils soient & demeurent audit Monsieur le comte de Clermont & à Madame Marie pour eux, leurs dits hoir ou hoirs mâles procréés & descendants de leur dit mariage & ausy excepté & réservé que si ladite Marie alloit de vie à trépassement sans hoir ou hoirs mâles procréés d'eux de loyal mariage, les dits duchés d'Auvergne & comté de Montpensier & autres choses dessusdites données par ledit duc de Berry, comme dit est, reviendront, seront & appartiendront à l'hoir ou hoirs mâles dudit Monsieur le duc de Berry, s'aucun en y avoit, procréé en loyal mariage ou à ses hoir ou hoirs mâles, s'aucun en y avoit, & sinon au roy mon dit seigneur & à ses successeurs & couronne de France, ainsi qu'ils fissent, deussent & peussent faire si ne fussent les volontez, consentement, octroy & ordonnance faits par le roy nostre dit sire & ledit Monsieur de Berry dont mention est faite ez lettres dessus transcrites & es lettres dudit M. le duc de Berry incorporées en icelles & ou cas que l'un desdits M. le comte de Clermont & Madame Marie decedera avant l'autre, soit qu'il y ait lors hoir ou hoirs mâles procréés de leur dit mariage ou non, le survivant desdits M. le comte & Madame Marie aura & tendra en usufruit, durant sa vie seulement, ledits duché d'Auvergne & comté de Montpensier, non comprises en icelles les exceptions & reservations dessusdites, & après le trépassement dudit survivant, ou cas qu'il n'y auroit hoir ou hoirs mâles desdits M. le comte de Clermont & de madite dame Marie procréés & descendants de leur dit mariage, icelles duché & comté referont & retourneront audit hoir mâle dudit M. le duc de Berry, s'il en avoit aucun, & aux hoir & hoirs mâles dudit hoir ou hoirs mâles d'iceluy M. le duc, s'il y en avoit aucun, & se non au roy nostre dit seigneur & à ses successeurs & couronne de France; & ledit M. le duc de Bourbonnois a donné & donne après son decez audit M. le comte de Clermont son filz & à ses hoirs mâles procréés & descendants d'iceluy mariage, de luy & de la dite dame Marie de Berry, les dits duchés de Bourbonnois & comté de Clermont avecq la comté de Forez, ensemble toutes leurs appartenances & appendances quelconques & tous les conquets qu'iceluy M. le dit duc de Bourbonnois a fait & fera esdits duché & pays de Bourbonnois, ez pays & comté de Fourze & en ladite comté de Clermont, sauf l'apanage raisonnable qu'il fera à M. Loys son filz & à ses autres enfants mâles, si aucun en y avoit, pour en user & jouir par iceluy M. le comte & ses dits hoirs mâles comme de leurs propres choses, tant en propriété comme en fief, tantost après le décès de M. le duc de Bourbonnois.

& iceluy M. le duc a promis & promet faire consentir à cette donation, Madame la duchesse de Bourbonnois sa femme, de laquelle Madame il se fit & porta fort en cette partie & print en main & qu'elle l'aura & tendra agreable, ferme & stable à tous jours & qu'elle en oïroira & passera bonnes lettres audit M. le comte de Clermont, & avec ce lefdits M. le duc de Bourbonnois & ledit M. le comte de Clermont son fils & chacun d'eux, mesmement iceluy M. le comte avec l'autorité dudit Monsieur son pere, ont doué & doivent ladite Madame Marie des chasteaux de Belleperche & de Murat en Bourbonnois & du chastel de Remy en Beauvois, & de six mil livres tournois de rente revenants en valeur, chacun an franchement, le frans pour vint solz tournois, c'est à favior trois mil en la chastellenie & appartenances dudit Belleperche & à la chastellenie & appartenances dudit Murat & le furplus ou plus près dudit chastel de Murat & 3000 audit pays de Beauvois ou plus près dudit chastel de Remy, non compris en ce le chastel & chastellenie dudit Clermont sur le plus d'icelle comté de Clermont, & lefdits acquetz faits & à faire en icelle comté souffrant lefdits chasteaux de Belleperche, de Murat & de Remy & autres chasteaux ne edifices, maisons, non compris ne precontés en ladite rente de 6,000 livres tournois, lesquels chasteaux & rentes lefdits M. le duc de Bourbonnois & comte de Clermont, & chacun d'eux ou les leurs, asseoiront, bailleront & delivreront à la dite Madame Marie ou cas qu'elle survivra ledit M. le comte de Clermont, pour en user & jouyr ladite Madame Marie durant sa vie à cause dudit douaire &c... (Le surplus du contrat qui concerne la garde & le bail des enfans, terres, revenus & possessions de Philippe d'Artois, comte d'Eu, premier mari de Marie de Berry est inutile pour l'histoire du Bourbonnois) & que des septante mil francs d'or restans de plus grande somme donnee en dot à ladite Marie se mariant avec le comte d'Eu, à sçavoir vingt mil pour les meubles & soixante mil pour heritage de la dite Marie & de ses heritiers, le duc de Berry en payeroit dix mil par an à Noël, les dix mil premiers pour le jeune comte d'Eu, les autres pour heritage de la dite Marie & de ses heritiers. Toutes lesquelles choses & chacune d'icelles lefdites parties &c... promirent avoir pour agreables &c... En tesmoing de ce, nous, à la relation lefdits notaires jurés, avons mis le sceel de la prevosté de Paris à ces lettres qui furent faites, passées & accordées... par les dites parties l'an de grace 1400, le jeudy, jour de la feste de l'Ascension Nostre Seigneur vingt septiesme jour de may. (Mss. du P. André, Bibl. de Befançon & Bibl. Imp. Mss. Saint-Germain françois, t. 1^{er}, p. 11).

N^o 122 d. — *Alliance & confédération faite entre les ducs de Bourgogne, d'Orléans, de Bourbon (Jean I^{er}) & le comte de Vertus.*

Jehan duc de Bourgoingne, conte de Flandres, d'Artois & de Bourgoingne, palatin, seigneur de Salins & de Malines, Charles duc d'Orléans & de Valois, conte de Blois & de Beaumont, & seigneur de Coucy, Jehan duc de Bourbonnois, conte de Clermont, per & chamberier de France, & Philippe conte de Vertus, à tous ceulx qui ces presentes lettres verront, salut. Savoir faisons que, comme par la grace de nostre sire, les bons plaisir & ordonnance de monseigneur le roy, & moyennant les grant advis & meure deliberacion de plusieurs de son sang & du nostre, & de son conseil, bonne paix ait esté faite & ordonnée entre nous, comme plus à plain est contenu es lettres de mon dit seigneur le roy & les nostres sur ce faictes & passées solempnelment, nous, pour le plus ferme entretènement de la dite paix, & affin que par le plaisir de Dieu, jamais aucune chose ne soit faicte au contraire, avons au bien & honneur de monseigneur le roy, de monseigneur de Guienne, de toute leur lignée, du royaume, de nous, nos lignées, seignouries & subgiez, fait, accordé & convenancié, faisons, acordons & convenançons entre nous, par ces presentes lettres, les pactions, amistiez & alliances qui s'ensuivent. — C'est assavoir que nous, de tout nostre cuer, toute affection & volenté, aimerons l'un l'autre, pourchacerons, par toutes voyes & manieres à nous possibles, le bien, honneur, prouffit & avancement, escheverons tous maulx & inconveniens

l'un de l'autre. Et s'il avenoit que l'un de nous sceust le bien, honneur, prouffit & avancement de l'autre, ou, par le contraire, s'il avenoit que aucun mal ou inconvenient deust venir à l'autre, nous le ferions favoir le plus diligemment que faire pourrions l'un à l'autre. Item que, en tous cas qui seront au bien, honneur & avancement de l'un de nous, ou qui seroit mal ou inconvenient de l'un de nous, nous aiderons l'un l'autre, & sans requeste, c'est affavoir, convenancier & pourchacier le bien, prouffit & honneur, & le mal, dommage ou inconvenient eschever & empeschier de tout nostre loyal pover. Et s'il avenoit que aucun rapport finistre soit fait à l'un de nous de l'autre, par lequel raport aucune rancune ou malveillance puisse sourdre ou engendrer entre nous, que Dieux ne vueille, aussi tost que le dit raport sera fait, ou le plus tost après que faire pourrions, nous le ferons favoir l'un à l'autre pour, sur ce, esclarcir noz cuers & eschever tous inconveniens qui, pour cause du dit raport, se pourroient ensuir. Et avecques ce seront tenus de notifier l'un à l'autre les rapporteurs, affin que, par nous ensamble, en soit prise telle punicion & vengeance qu'il appartiendra en tel cas, ou cas toutes voyes que le dit rapporteur ne seroit trouvé avoir cause souffisant d'avoir fait le dit raport. Item & pour ces presentes pactions, amistiez & alliances plus fermement & loyaument garder & entretenir, nous & un chascun de nous remettons & osons de noz cuers toutes haynes, rancune & malveillances que nous avions contre les vassaulx, subgiez, familiers & serviteurs l'un de l'autre, pour occasion des services à nous fais; promettons sur les foy & loiauté des dites lettres de non jamais, ou temps avenir, faire ne pourchassier estre fait à eulx, ne aucun d'eulx, aucun dommage, destourbier ou inconvenient, par quelque maniere que ce soit, pour occasion des dites lettres. Item nous voulons & ordonnons que se aucune des terres, heritages & rentes appartenant aux subgiez, familiers & serviteurs de nous, ou de l'un de nous, estoient, pour occasion des dites lettres par nous fais, comme dit est, empeschées, icelles terres, rentes & heritages leur soient despeschées, rendues & restituées & mises à plaine delivrance, parmi ce qu'ils feront leurs devoirs de leurs fiefs envers nous & autres qu'il appartiendra. Item, & pour plus grant seurte & fermeté des choses dessus dites, avons ordonné & ordonnons noz chancelliers, les seigneurs de Saligny & de Dours, de Saint Charrier & de Chaumont, jurer de tenir & garder les dites alliances sans aler, ne souffrir estre alé, de leur pover, en aucune maniere, au contraire. Et se aucunement, ilz ou aucuns d'eulx, favoient ou favoit que aucun, de quelque estat ou condicion qu'il feust, se voulsist efforcier d'y mettre aucun empeschement, ilz seront tenuz de le nous reveler & le dire l'un à l'autre, le plus tost que bonnement faire pourront, affin d'y pourvoir & obvier le plus tost que bonnement faire se pourra. Item que se aucun de nous venoit contre la dite paix & alliance, que Dieu ne vueille, la dite paix & alliance demourront en leur vertu nonobstant la dite infraction, parmi ce que ce qui sera fait contre icelles paix & alliances sera réparé par deux de nos amis moyens. Et ces presentes amistiez, confederacions & alliances avons faites & faisons envers & contre tous, excepté monseigneur le roy, monseigneur de Guienne, & ceulx qui, par alfrinction de plus prochain lignage, seroient astrains que nous ne sommes ne attenons les ungs aux autres. Se entre lesquelz ou aucun d'eulx fourdoit, que Dieux ne vueille, aucun debat ou discort à l'encontre de nous ou de l'un de nous, nous, ou dit cas, metterions toute la peine & labeur que bonnement faire pourrions pour les appaiser. Et, ou cas que nous n'en pourrions estre creux, nous n'aiderions en aucune maniere, couvêtement ou ouvertement, ne ne souffrierions estre aidiez de noz pais & subgiez celui qui desdiz debas & discors ne nous voudra avoir creu, mais demourrons bons amis ensamble nonobstant iceulx debas & discors. Item samblablement le ferons de ceulx à qui sommes aliez avant ces presentes alliances, ausquelles, par alfrinction de honneur & de serement, bonnement ne pourrions aler au contraire; & neantmoins feront & demourront nos dites alliances fermes & estables, sans pour ce estre cassées ou annullées. Lesquelles alliances & autres choses dessus dites avons jurées & promises, jurons & promettons sur la sainte vraye croix, les saintes euvanges de Dieu, comme bons & loiaux chrestiens, & sur toute honneur de prince & de chevalerie, de les tenir, garder & observer inviolablement & sans enfreindre en la maniere dessus escripte. Et quant à ce obligons noz honneurs, hoirs & biens presens & avenir. En tesmoing desquelles

choses nous avons signées ces presentes de noz propres mains, & à icelles, nous, ducs de Bourgogne, d'Orleans & de Bourbonnois avons fait mettre noz grans sceaulx. Et nous, conte de Verus, avons supplié nostre très redoubté seigneur & frere, monseigneur le duc d'Orleans dessus dit, que, en l'absence de nostre feel, il vueille faire mettre son feel de secret à ces dites presentes, qui furent faites & passées à Meleun le 15^e jour de septembre, l'an de grace mil quatre cens & douze. — Jehan. Charles. Jehan. Philippe. — (Trois grands sceaux & un sceau de secret, en cire rouge, sur doubles queues de parchemin). — Arch. de l'Emp. K. 57, n° 25).

N° 123. — *Traité de confédération de Jean I^{er}, duc de Bourbon & conte de Forêt, avec la noblesse de plusieurs provinces contre les Anglois* — Tiré de la Chambre des Comptes de Paris.

Anne de La Tour, seigneur d'Oliergues, à tous ceux qui ces lettres verront, sçavoir fais que mon très cher cousin, le seigneur de La Fayette, conseiller & mareschal de mon très redouté seigneur Mgr le duc de Bourbonnois, est venu par devers moy difans & expofans, de par mon très redouté seigneur de Bourbonnois, certaines choses touchans le bien, honneur & estat du roy nostre sire, de Mgr de Guyenne & de Mgr de Berry & tout le royaume, comme apert par unes lettres de procuration ottroyées & scellées du grand feel de mondit seigneur & certaine instruction, de la quelle procuration la teneur s'enfuit & est tel : « Jehan, duc de Bourbonnois, conte de Clermont & de Forêt & de l'Isle, seigneur de Beaujeu, per & chamberier de France, à tous ceux qui ces lettres verront, salut. Sçavoir faisons que nous regardans & considerans les termes & estat en quoy ce royaume est à present, confians & à plain acertenés des grands fens, suffisance, prudence, loyauté & bonne diligence de nos amez & feaulx chevaliers, conseillers, mareschal & maistre d'ostel, le seigneur de La Fayette, & Messire Guillaume de La Forest, iceulx ensemble & chacun d'eulx, pour foy & pour le tout, avons fait, constitué, ordonné & estably, & par ces presentes faisons, constituons & ordonnons & etablissons nos procureurs & messaigés especiaux pour aller & eulx transporter, de par nous, ez pays d'Auvergne & de Velay, de Gevaudan & de Vivarez, devers les seigneurs barons & nobles d'iceulx pays, fere, passer, traiter, jurer, promettre & accorder, pour & au nom de nous, avecques iceulx seigneurs, barons & nobles, convenances, confederations, affinités & aliances de nous avecques eulx, & d'eulx avecques nous, pour la meilleure, plus forte & plus seure maniere que fere se pourra, au bien & conservation de l'estat & honneur de Mgr le roy & de Mgr de Guienne, & au prouffit de ce royaume, de nous & de nos pays, d'iceulx seigneurs, barons & nobles & des pays dessus dis; & à nos dis messaigés avons donné & donnons par les presentes, pouvoir, autorité & mandement especial de prendre, recevoir & nous apporter, sur ce, les lettres scellées dedis seigneurs, barons & nobles & de leur en donner & passer les leurs, sous leurs sceaulx, en telle forme qu'ilz aviseront & leur semblera de fere, & generalement de faire & dire en ceste maniere tout autant & pareillement que nous mesmes fere pourrions, se present y estions en personne; lesquelles leurs lettres & tout ce qu'ils auront fait, traité, juré, accordé & promis pour nous, & en nostre nom, touchant les choses dessus dites, nous jurons & prometons par la foy & ferment de nostre corps & sous l'obligation de tous nous biens & terres, ratifier, approuver & avoir pour agreable, & le tenir, accomplir, faire & parfournir de point en point de tout nostre leal pouvoir. En temoin de ce nous avons fait metre nostre grand scel à ces presentes. Donné en nostre ville de Montduçon le dix neuvieme jour de may l'an de grace mil quatre cens & treize.

Ainsy escrit aux marges : Par Mgr le duc en son conseil, où Messieurs de Mont Revel, le mareschal & maistre d'ostel dessus dis estoient & autres, & signé de La Teillaye, que en consideration & veu l'estat & division qui de present font en ce royaume & les inconveniens qui s'en pourroient ensuivre, que Dieux ne vueille, la volonté & plaisir de mon très reboubté seigneur Mgr de Bourbonnois, pour conservation de tout le bien dessus dis, estre de faire alliances, confederations, traité

& convention avecques les fufdis barons & nobles des pays d'Auvergne, de Velay, de Gevaudan & de Vivarois au bien & confervation du roy noſtre ſire, de Meſſeigneurs de Guienne & de Berry & profit de mondict feigneur & du royaume. Et eu regard à la bonne volonté & très grant puiffance & feignorie de mon dict feigneur de Bourbonnois & confideré le très grand proufit & utilité du roy & de fon royaume, voulans de tout mon cuer & volonté employer le mien ſelon moy, comme mon dit feigneur y a vouloir, &, pour le bien deſſus dit, aient eſté traité & accordé entre ledit mon couſin & moy, pour & au nom de mon dit feigneur de Bourbonnois, les convenances & alliances qui ſ'enſuivent, c'eſt à ſavoir que, au regard & en tout ce qui touche & pourra toucher le bien & confervation de l'estat & honneur du roy, de Mgr de Guienne, de Mgr de Berry & de Mgr de Bourbonnois & le proufit de ce royaume, je ſerviray, aideray, conforteray & fecorray à mondit feigneur de Bourbonnois, de corps, avoir, chevaſſe & loyal pouvoir, ſans y rien eſpar- gner, excepté & hormis vendition & alienation de terres, devoirs & heritages, &, au cas que l'en voudroit courir ſus ou porter dommaige à mondit feigneur de Bourbonnois ou à ſes terres & pays, je feray tenu de luy ayder, deffendre, ſecourir, ſervir & conforter & de y employer ma chevaſſe, mes hommes & ſubgiés, excepté ſeulement le roy, Mgr de Guienne & Mgr de Berry, & ſemblablement mondit feigneur de Bourbonnois. A moy en cas pareil fera tenu de moy ayder & ſecourir excepté auſſy le roy, Mgr de Guienne & Mgr de Berry, & au cas que l'un ou l'autre de mondit feigneur & de moy commencera nouvelle guerre, ſans la volonté des deux parties, mondit feigneur de Bourbonnois, en ce cas, ne fera point obligé ne tenuz de moy ſecourir, ne moy à luy, ſe ce n'eſtoit de la franche volonté de mondit feigneur ou de moy, & ainſy le promés par la foy & ferment de mon corps à avoir agreable, à tendre, tenir & accomplir de point en point, & contre non venir de tout mon leal pouvoir. Et toutes les chofes deſſus dites, mon très cher couſin deſſus dit fera ratifier & confermer à mondit feigneur de Bourbonnois, & m'en rendra let- tres de mondit feigneur ſeellées de ſon ſeel, contenans les chofes deſſus dites. En teſmoin de ce j'ay ſeellées ces lettres de mon propre ſeel. Donnée à mon chaſtel d'Oliergues le 28^e jour de may l'an mil quatre cens & treze.

N^o 123 bis. — *Lettres de Charles, fils du roi Charles VI, lieutenant général du royaume, relatives à la protection à accorder aux terres de Jean I^{er}, duc de Bourbon.*

Charles filz du roy de France, daulphin de Viennois, duc de Berry, de Touraine, & conte de Poitou, lieutenant general de Monſeigneur par tout ſon royaume, à notre amé & ſeal chambellan Meſſire Guichart de Montagu le Bleyn, notre cher & bien amé Vuautier de Montagu & autres gen- tilzhommes demourans ou pais de Bourbonnois, ſalut & dilection. Comme les gens & officiers de notre très chier & très amé couſin le duc de Bourbonnois, en ſes pays de Bourbonnois, Forez & Beaujolois, ſe ſoient nagueres traiz par devers nous & nous aient expoſé que, à cauſe de la guerre que par notre ordonnance, vous & autres deſdiz pais faites & portez es pais & ſubgiez de Bourgogne, Charrolois & Nivernoyz, aucuns des nobles & vaſſaulx des diz pais & autres gens du- dit de Bourgogne ſe ſont mis ſus à puiffance de gens, &, ſoubz celle couleur & occaſion, ſe ſont efforcez & effortez de vouloir entrer eſdiz pais de notre dit couſin pour les grever, & endom- magier, & y porter & faire guerre aux vaſſaulx d'iceulx; à quoy bonnement ne pourroit eſtre miſe ne donnée ſa preſte & convenable proviſion & reſiſtance de ceulx des diz pais, comme le beſoin fuſt obſtant, l'abſence de notre dit couſin qui eſt detenu & occuppé priſonnier es parties d'An- gleterre, l'empêchement auſſy & detention des perſonnes de notre très chiere & très amée couſi- ne la duchefſe & auſſy de notre très cher & très amé couſin Charles de Bourbon, ſon ainné filz, leſquelz le dit de Bourgogne a prins & detient en ſa puiffance & ſubjection, hors de toute leur liberté & franchiſe, & meſmement ce que le dit pais eſt moult deſnué & delgarny de chevaliers & efquiers, par ce que, à la journée deſdiz Anglois, ils furent preſque la plus part mors ou prins &

prisonnier, & par ainsi feroient les diz pais de notre dit cousin en voye d'estre du tout destruis & defers, qui seroit & redonderoit au très grant dommage & inconvenient irreparable de notre dit cousin, lequel par ce ne pourroit avoir de ses vassaux & subjets aide ne secours de finance, ne autrement, pour la delivrance de sa personne, si, sur ce, ne lui estoit pas, par nous, pourveu d'aucun remede convenable, si comme ilz dient, nous requerrans &.... voulans &.... vous mandons &... que vous fuflez de faire & porter guerre par vous, ne vos gens, aus diz pais de Bourgogne, Charrolois & Nyvernois &... ne aussi de tenir, ne fere guerre à quelconques officiers de notre dit cousin, jusques à ung mois seulement, à compter de la date de ces presentes, pourveu toutefois que ceux defdiz pays de Bourgogne, Charrolois & Nivernois, & autres gens du dit de Bourgogne, de leur costé, fussent semblablement de faire guerre par ledit mois aus diz pais du dit beau cousin &... vous ordonnons que, cependant, vous ne mettez à aucune delivrance ne raencon les personnes que vous, ou vos dictes gens, auriez prins & detenuiez par avant le jour de la date de ces presentes, mais, cependant, les traitiez le plus courtoisement que bonnement faire se pourra &... Donné en nostre ost, devant notre ville de Tours, soubz notre seal seeret en l'absence du grant, le xxix^e jour de novembre l'an de grace mil cccc & dix huit. — (Arch. de l'Emp., P. 1377).

N^o 124. — *Mandat de la duchesse Marie de Berry, femme de Jean second (1) du nom, duc de Bourbon & en son absence régente & administratrice du comté de Forez.* — Extrait des Archives de l'église collégiale de Notre Dame de Montbrison.

Marie de Berry, duchesse de Bourbonnois & d'Auvergne, comtesse de Forez & dame de Beaujeu, ayant pouvoir de mon seigneur, à nostre amé & feal bailli de Forez, Messire Amé Verd, chevalier, salut. De la partie de nos amez & feals les doyen & chanoines de nostre eglise collégiale de Nostre Dame de Montbrison nous a été très humblement exposé qu'à leur dite eglise appartient en toute propriété une maison par leurs predecesseurs acquise dans le chasteau dudit Montbrison, près de la molte du donjon dudit lieu, touchant une de nos maisons de nostre dit chasteau apellée le Cellier Comtal; dans laquelle maison voisine à la nostre, par le temps des guerres, & après la destruction de nostre ville dudit Montbrison qui fut arse par les Anglois, anciens ennemis de ce royaume, lefdits suplians tenoient le tresor & joyaux de leur dite eglise dans une petite voute de pierre qui est faite dans la dite maison assise du costé de la dite molte dudit donjon, disoient matines, faisoient & avoient accoutumé de faire le service divin en la salle haute d'icelle maison, & depuis eux reduits au cloistre de Nostre Dame pour le dit service divin. Feu Denis de Beaumont & feu messire Guichard d'Ulphé, jadis baillifs de nostre dit pays de Forez, prirent par courtoisie la dite maison, que vous, bailli, cuidant qu'elle fust de nostre domaine, avez prins pour vostre aïeance. Pour ce est-il que nous, considerans que nos predecesseurs les feuz comtes de Forez ont esté fondeurs d'icelle eglise & que, à cause de ce, à nous compete & appartient de augmenter les droits d'icelle, voulans garder ladite eglise de tous dommages, griefs & oppressions, vous mandons & commandons de leur rendre & laisser libre la dite maison & les remettre en la paisine & possession d'icelle &c... Donné fous nostre seal, en nostre chasteil de Sury le Bois, le troisieme jour de janvier l'an de grace mille quatre cens vingt fix.

N^o 124 bis. — *Lettres par lesquelles Jean 1^{er}, duc de Bourbon, confie l'administration de ses terres à Charles son fils.*

Jehan, duc de Bourbonnois & d'Auvergne, conte de Fourés, seigneur de Beaujeu, per & cham-

(1) C'est par erreur que La Mure a écrit Jean II, il faut lire Jean 1^{er}.

berier de France, favez faisons que, considéré la maniere que Charles, notre aîné filz, conte de Clermont, a eu le gouvernement de noz terres & feignories, & aussi eu regart es causes qui ont meu notre dit filz à prandre le dit gouvernement, ayans cognoissance que notre dit filz est a present en aige d'avoir sens & gouvernement de seigneur & de homme, & que le gouvernement de noz dictes terres & feignories appartient plus à notre dit filz que à nul autre, après nostre perfonne, il nous plaît & voulons, de notre consentement & pure volenté, que notre dit filz gouverne, joisse & use pleinement de noz dictes terres & feignories & du gouvernement d'icelles jusques à notre prochaine venue &... & donnons pouvoir à notre dit filz de commettre Messire Pierre de Thoulon, chevalier, nostre chancelier, au gouvernement de la justice de noz terres & feignories jusques à notre dicte venue &... Donné au chastel de Hevre le xxii^e jour de juillet mil quatre cens vint & sept. Signé : Jehan. — (Arch. Imp., P. 1378).

N^o 125. — *Charte de la clôture de la ville de Montbrison, après sa destruction par les Anglois, donnée par la duchesse Marie de Berry, au nom du duc Jean I^{er}, son époux.*
— Extraite des Archives du couvent des Cordeliers de ladite ville.

Marye de Berry, duchesse de Bourbonnoys & d'Auvergne, comtesse de Forests, de Montpencier & dame de Beaujeu, ayant pouvoir de Monseigneur, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut. De la partie des bourgeois, manans & habitans de la ville de Montbrison, en la conté de Forests, & des doyen & chapitre de l'église collegiale de Nostre Dame dudit Montbrison, nous a esté très humblement exposé que, pour ce que ladite ville, qui est grande & spacieuse, fut ja pieça par les Anglois arse, brûlée & mise à destruction par défaut de closture, feu de très noble memoire nostre très redouté seigneur & pere, Monsieur le duc Louis, que Dieu pardonne, voyant que la dite ville s'estoit de nouvel remise sus & grandement reedifiée, doutant les divisions de ce royaume, la guerre & les très grands inconveniens qui se font ensuivis pour occasion d'icelle, proposa, à grand & mure deliberation de plusieurs gens des trois estats dudit pays & des gens de son grand conseil, de faire clorre ladite ville qui estoit & encores est champestre, la fit trafter en sa preference, & à ce faire, appeler la plus grand & saine partie des bourgeois & habitans. Mais, obstant le cas de la mort qui surprit nostre dit feu beau pere, la chose dessus dite demeura en tel estat, & est advenu que lesdits expofans ayans bonne memoire du bon & saint propos de nostre dit feu beau pere, voulans adherer à iceluy de tout leur pouvoir, bien advertis, bien conseillez, & pour leur très grand & evident profit & la fureté de leurs personnes, biens, & de leurs successeurs à toujours mais, eux assemblez plusieurs foys sur ce, & en la presence du conseil de mondit sieur, en la dite ville de Montbrison, ont conclud, entrepris & accordé, à grand & meure deliberation, de clorre la dite ville & ledit chapitre, se c'est la plaïssance de mondit sieur & de nous, & de leur octroyer les requestes que s'enfuivent : Et premier que lesdits expofans soient tenus frans, quittes, & exempts de toutes aydes, impôts, tailles & subfides qui pourront avoir cours pendant le temps de la dite fortification, en ce royaume, de par mondit seigneur & nous, ou de par noz enfans, les comtes de Clermont & de Montpensier, & aussi de par Monsieur le roy, en quelque maniere que ce soit. Item qu'ils puissent prendre & faire trafter les fondemens de la muraille des sofses de la dite ville parmi les terres, maisons, jardins, prez, vignes, vercheres & vieilles mazuers qui sont assizes sur les lieux où il conviendra prendre le circuit & enceinte de la muraille de ladite ville, pour juste & raisonnable prix, & sur toutes gens d'église, nobles & autres bourgeois & habitans dudit lieu & pays, de quelque estat qu'ils soient, sans contredit. Item que l'estimation desdites terres & possessions soit faite par les commissaires qui seront sur ce ordonnez, quatre prudhommes adjoints avec eux, appelez à ce les gens du conseil d'icelle ville, se mestier est. Item que les dits expofans ayent respit de rendre & payer le prix de l'estimation des dites

posseffions, deux ans après la perfection de la dite fortification, à ceux auxquels lesdites posseffions compettent & appartiennent, mefmement qui voudront recouvrer le prix d'icelle estimation. Item que les rentes & fersvz appartenans à mon dit sieur & à nous, se aucunes en y a, & à tous autres subjets de mondit sieur, assises sur les dits terres & posseffions qui seront traiffées pour les dits murailles & fossez, soient amorties à tousjours mais. Item que les fossez qui seront faits tout autour de la dite ville, du costé du chastel, jusques à la riviere de Vizey, jusques à la porte des faux bourgs de Saint Jean, d'une part, &, du costé de la porte de la Madelaine, jusques à la porte du Colombier, en comprenant le convent des cordeliers, soient & appartiennent de plain droit avec l'usufruit, profitz & revenus des pescheurs d'iceux, à la communauté de la dite ville, pour ayder à maintenir à tousjours mais ladite fortification des fudits, &, pareillement, que les fossez qui seront faits du costé de ladite eglise & cloistre Nostre Dame, attendu ce que les dits fossez seront faits par la plus grande partie sur le territoire dudit chapitre, competent & appartiennent, doivent competer & appartenir ausdits doyen & chapitre & à leurs succeffeurs à tousjours mais, depuis le Pont Neuf joignant à la dite riviere de Vizey, d'une part, jusques à l'opposite de la dite porte Saint Jean aboutissant sur la dite riviere, d'autre part, en comprenant ledit cloistre & la Maison Dieu, pour convertir & employer les profits & emolumens desdits fossez à la fortification & reparation de la muraille dudit cloistre. Item que lesdits exposans, c'est assavoir les bourgeois & habitans de la dite ville, puissent faire doubles fossez pour la fortification de la partie du chastel qui demeurera hors de la pourprinfe en circuit de la dite ville, c'est assavoir : depuis l'eschiffe de Jucheriort jusques au carrefour de l'hostel de feu Denis Sour, appellé Paradis, & que la pescheure desdits doubles fossez soit & appartienne à la dite ville pour convertir & employer les revenus d'icelles pescheures ez reparations de la fortification dudit chastel. Item que lesdits exposans, c'est assavoir les bourgeois & habitans & lesdits doyen & chapitre, chacun en droit foy, puissent prendre un ruisseau de la dite riviere dessus dite, au dessus de la dite ville, en montant vers le pont de la Guillanche, & dessus, se mestier est, & le faire passer là où bon leur semblera. pour le mieux de la besoigne remplir & abreuver les dits fossez, & pour ayder à la façon d'iceux, toutes & quantes fois que besoin fera & le cas y echerra sans contredit. Item que lesdits exposans, d'un cousté & d'autre, ayent pouvoir, chacun en droit foy, de prendre pierres, chaux & areyne, pour juste & raisonnable prix, en & dedans les carrieres, fournaifes & places voisines plus propres & convenables de la dite ville. Item que toutes manieres de gens, de quelque etat qu'ils soient, gens d'eglize, nobles & autres bourgeois & habitans, cessans tous privileges, toutes prerogatives & exemptions, soient tenus de contribuer à la dite fortification dessus dite, selon la valeur & faculté des biens, terres & posseffions, cens, rentes, revenus & heritages, qu'ils ont, tiennent & possèdent, en & dedans la dite ville, mandement, franchise & territoire d'icelle, exceptés les dits doyen & chapitre & subpoz de la dite eglise Nostre Dame, lesquels seront tenus quittes, francs & exempts de la reparation & fortification d'icelle ville à tousjours mais, tant pour raison des biens & posseffions, rentes, cens, & anniversaires qu'ils tiennent & tiendront, ores & pour le temps advenir, tant à cause de la dite eglise, comme autrement de loyal escheite & conquest, dedans ladite ville & franchise d'icelle, pour ce qu'ils font & seront tenus d'eux fortifier à leurs propres cousts & depens, & de maintenir leurs dites fortifications en etat à tous jours mais ; & qu'au regard de la fortification du chastel, à quoy les consuls de la dite ville disoient que ledit chapitre estoit tenu, le desbat, du consentement desdites parties, demeurera en l'etat qu'il est, sans faire sur ce, presentement, aucune declaration & sans prejudice du droit desdites parties d'un cousté & d'autre pour le temps advenir. Item que les marchez de plusieurs danrées qui se tenoient & foulotent tenir en plusieurs places hors du circuit, & pour prinfe de la dite muraille, soient établys & ordonnez de nouvel ez lieux & places plus convenables dedans ladite muraille, heue consideration ausdites danrées, par l'ordonnance des dits commissaires & par l'advis & deliberation des gens du conseil de mondit sieur & des consuls & autres quatre prudhommes dessus dits. Item que leur voullussions octroyer un certain tinaige, ayde & impost sur le vin & sur le pain & autres danrées qui se ven-

dront, pendant le temps dessus dict, en la dite ville & dedans la franchise d'icelle, pour convertir & employer les deniers qui seront dudit tinaige à la dite fortification. Item que ledits consuls, appelez avec eux le conseil de mondit sieur audit lieu, les commissaires feront ordonnez avec douze des plus notables bourgeois de ladite ville, puissent imposer sur eux une ou plusieurs tailles, pendant le temps de la dite fortification, pour convertir & employer les deniers d'icelles tailles en la fortification de la dite muraille. Item que les freres cordeliers dudit lieu soient tenus d'eux clorre dedans le circuit de la dite ville, à leurs propres couts & frais, sans ce que ledits bourgeois & habitants soient tenus de contribuer à la dite closture en aucune maniere. Item ont requis & supplié qu'à un chacun des dits habitants, en droit foy, soit baillié à sa partie & pourtion de la dite muraille & des dits fossez, selon la valleur & facultez des biens, possessions & heritages qu'ils ont, tiennent & possèdent, en & dedans la dite fortification de la dite ville, le mandement & franchise d'icelle, à l'estimation des dits commissaires & prudhommes, & si que mondit sieur & nous voulons octroyer aus dits habitants les dites requestes, & les faire confirmer par Monsieur le roy & consentir par nos enfans, les comtes de Clermont & de Montpensier, [ez] libertez & franchises anciennes, & qu'ils soient francs, quittes & exempts de la fortification de ladite ville, en la forme & maniere dessus dite, & que la reparation de la fortification du dit chastel demeure en l'estat qu'elle est, commodement, & sans innover aucune chose en leur prejudice. Item qu'ils aient leur partie des dons extraordinaires qui se feront à la dite ville par le roy nostre sire, mondit sieur, nous & nos enfans, & autres seigneurs, selon la grandeur du circuit qu'ils entreprennent à faire pour leur claustrure, outre la dite riviere de Vizezy. Item, pareillement, qu'ils aient leur part & pourtion de tinaiges qui seront imposés sur la dite ville, pour la dite fortification, à tout le moins la cinquieme partie d'iceux, pour les convertir à la fortification dudit cloistre. Item que, es legats & pies caufes qui seront faits & donnez à la dite eglise, pendant le temps dessus dict, pour convertir à la closture dudit cloistre, les dits consuls & habitants ne puissent aucune chose demander, & qu'au regard des autres dons extraordinaires qui pourront estre faits à la dite eglise, pour employer à la dite fortification, les dits bourgeois & habitants soient tenus de prendre & avoir toute telle partie & pourtion, comme ledit chapitre doit prendre & avoir, sur les tinaiges que nous octroyons à la dite ville, c'est assavoir la cinquieme partie. Item que les fossez qui seront faits de la partie dudit cloistre aboutissans à la dite riviere de Vizezy, des deux costés, soient & demeurent entierelement audit chapitre, avec les esmolument des pescherries d'iceux. Item qu'ès habitants d'outre la riviere dessus dite ayans leurs terres, maisons, vieilles masures & possessions dedans le circuit de la partie de la fortification dudit cloistre, & tous ceux d'outre la dite riviere & autres qui se voudront loger dedans ledit circuit, dedans ladite fortification, d'outre leans, soient tenus de contribuer à la fortification dessus dite, selon la faculté de leurs biens avec ceux dudit chapitre. Item que la Maison-Dieu soit tenue de foy clorre, & que ceux qui sont habitants de la rue publique de Moing, hors dudit cloistre, soient tenus de contribuer à la fortification de la Maison-Dieu, car autrement elle ne se pourroit bonnement clorre. Item que les dits doyen & chapitre puissent prendre & arrester les gros fruits des chanoines absens & des vicaires & chapelains dudit lieu qui sont absens, & ne sont aucun, ou bien peu de services à icelle eglise, pour les convertir & employer à la fortification de la dite muraille. Item que ledits doyen & chapitre, outre & par dessus les quatre principales portes de la dite ville, puissent faire la cinquieme porte, du costé du Pont Neuf, sur la partie du marché aux pourceaux, pour aller en leurs terres & possessions du Bouchet & d'Escotay, & aller ez marchez voisins. Item que, pour ce que ladite ville ne se veut accorder de faire les arches, portes, colliffes, ventelles & touraches qui seroient necessaires sur les tranchées de la dite riviere de Vizezy, du costé de la porte Saint-Jean aboutissant à l'hospital, du costé dudit pont, & que ledit chapitre & la dite Maison-Dieu, attendu la grand chose qu'ils entreprennent, ne pourroient suffire de fournir à la dite besoigne, nous ont requis & supplié que mondit sieur & nous voulussions, sur ce & sur la fortification de la dite maison, pourveoir de nostre grace, & avec ce, au cas que la dite ville voudroit faire closture fermée, ores & pour le tems advenir, sur les ponts

de la dite riviere de Vizezy, & entre eux & le dit chapitre, qu'il nous plaife octroyer audit chapitre les doubles clefs de la porte fermant du pont Nostre Dame, afin d'eux retraire dedans ladite ville, en cas de neceffité, & que ceux d'outre la dite riviere qui contribueront avec les dits du chapitre, par les moyens deffus dits, ne soient point tenus de contribuer à la fortification de la dite ville, & que la partie de la taille ou tailles qui seront impofées par les dits confuls & bourgeois, & pour la fortification deffus dite qui fera affize fur les hommes d'outre ladite riviere, foient applicquées au profit de la fortification de la Maifon-Dieu, comme raifon eft, & non mis pour la fortification de la dite ville. Et, dernièrement, lefdits expofans nous ont fait requérir & fuplier que voulliffions pourvoir au guet & garde de la dite ville, pour le temps advenir, fçavoir faifons que nous, eue confideration aux chofes deffus dites, au grand circuit de la dite ville qui eft moult grande & fpacieufe, à la très grande charge que les dits expofans entreprennent, à quoy ils ne pourroient bonnement fournir fe, fur ee, ne leur eftoit pourveu de la grace de mon dit fieur & de nous; informée auffy, par le raport de plusieurs barons, chevaliers, efcuycrs & autres gens du confeil de mondit fieur & de nous, que feu nostre dit beau pere, outre & par deffus les requettes deffus dites, avoit deliberé de donner, en fon vivant, aufdits habitans, pour la clofture deffus dite, & pour la façon des portaux deffus dits, la fomme de dix mille livres tournois, & de les faire tenir quittes, envers mondit fieur le roy, defdites tailles & aydes, pendant le temps de la dite fortification, à iceux expofans, par l'advif & deliberation des gens de mondit fieur & commiffaires..., & auffy voulons & nous plaît que les dits doyen & chapitre, & autres fupplis de la dite eglise foient exempts des fortifications & reparations de la dite ville à tousjours mais, en la forme & maniere cy-deffus declarées, pourveu ce qu'ils fe clorront à leurs depens & maintiendront leur dite clofture à tousjours mais, & que le debat des reparations dudit chaftel demeure en l'eftat qu'il eft, pour le bien deffites parties, & fans prejudice, comme dit eft. Avons eflé & fommés auffy d'accord, veu le consentement deffites parties, que le dit chapitre ayt la cinquieme part deffits tinaiges qui seront mis fus, pour la caufe deffus dite, & leur part & portion des droits extraordinaires qui seront faits à la dite ville pour la dite fortification, raifonnablement, à l'ordonnance deffits commiffaires & prudhommes & des gens de nostre confeil, heue confideration à la grandeur du eircuit de la muraille du cloiftre, & que les dons extraordinaires qui seront faits audit chapitre, pour la fortification d'icelluy, attendu la grande charge qu'ils entreprennent, la dite ville foit contente d'avoir la cinquieme partie, comme lefdits du chapitre font contans d'avoir la cinquieme partie deffits tinaiges; & avec ce, avons octroyé & octroyons aufdits expofans que lefdites pefcheurs deffits foffez leur appartiennent, felon la forme deffus declarée ez requettes deffus dites; que ceux d'outre la riviere de Vizezy contribuent avec le dit chapitre, en la forme & maniere que dit eft; que, s'il y a aucune clofture entre la dite ville & le dit chapitre, que le dit chapitre ayt les doubles clefs de la porte dudit pont Nostre Dame, pour eux retraire au cas deffus dit; que le chapitre puiffe faire la cinquieme porte par eux requife de la partie dudit Pont Neuf, qu'ils puiffent prendre & lever les gros fruitz deffits chanoines & les revenus, proffits & emoluments des dits vieiaires & chapelains qui ne font pas refidance fur ledit lieu pour les convertir à la dite fortification; que lefdits expofans, tant d'un cofté que d'autre, puiffent prendre les ruiſſeaux de la dite riviere pour abrever lefdits foffez & pour les ayder à la façon d'iceux, comme dit eft, en tant comme touche la façon des dites tranchées de la riviere de Vizezy, pour ce que le dit chapitre & la dite Maifon-Dieu font grandement chargées; nous, pendant le tems de la dite fortification, pourvoirons & ferons pourvoir à la dite œuvre, & au regard du guet & de la garde de la dite ville requife par les dits expofans, nous, après la perfection de la dite muraille, y pourvoyrons & ferons pourvoir par mondit fieur, par telle & fi bonne maniere qu'il apartiendra, & qu'il fuffira & devra fuffire à la dite ville & au cloiftre. Sy donnons en mandement à nos bailliy, juge, procureur, gens des comptes, & du confeil de mondit fieur & de nous, en Foreſtz, & à tous nos autres juſticiers & officiers qui font à prefent & seront pour le temps à venir, que, de notre prefente ordonnance, grace & octroy, laiffent, faffient & souffrent jouir & ufer plainement

& paisiblement les dits expofans & leurs fucceffeurs à tousjours mais, fans contredit, en contrainnant à ce les refusans, rebelles & defobeiffans par prinfe & exploitation de leurs biens & de temption de leurs corps, le meflier eft, & par toutes autres voyes & manieres deues & raisonnables. Mandons auffy à nos dits gens des comptes qu'ils enregistrent & faffent enregistrer ces presentes ez papiers, livres & protocoles de nostre chambre, à Montbrifon, à perpetuelle memoire du contenu en icelles, car ainfy nous plait il, & le voulons estre fait, & audits expofans l'avons octroyé & octroyons de grace fpeciale par ces presentes, nonobstant quelconques oppositions, appellations & lettres fubreptiffes impetrees ou à impetier au contraire. En tesmoin de ce, nous avons fait feeller ces presentes de nostre feel. Donné en nostre chafteil de Sury le Boys, le vingt troisieme jour de feptembre l'an de grace mille quatre cent vingt huit. Par Madame la ducheffe en fon confeil, auquel estoient le bailly de Forez, M^r Oudonard Clepier, president en la chambre des comptes en Bourbonnois, les gens des comptes, juge, procureur & autres du confeil de mondit fieur le duc & de ma dite dame, eftant en Forefts, prefens en chaperon. Donné par coppie, collocation faite au propre original par moy, notaire, Ragniette.

N^o 126. — *Lettre curieuse écrite du temps de la pucelle d'Orléans sur le fujet du sacre du roy Charles VII fait à Rheims, de l'avis & sous les auspices de cette chrestienne & miraculeuse amajonne; l'an 1429.* — Trouvée aux Archives de l'abbaye de la Bénifons Dieu. Et faut noter que le fils aîné de ce duc Jean I^{er}, depuis son fucceffeur sous le nom de Charles I^{er}, eft sous entendu en cette lettre sous le nom de Clermont.

Nos souveraines & très redoutées dames, plaife vous fçavoir que yer le roy arriva en cette ville de Rains ouquel il a trouvé toute & plaine obeiffance; aujourdhy a esté sacré & coroné & a esté moult belle chose à voir ce beau myftere, car il a esté auxi folempnel & accouftré de toutes fes befoignes y appartenans auxi bien & fi convenablement, pour faire la chose, tant comme abis royaux & autres choses ad ce necefferes, comme s'il eust mandé un an paravent, & y a eu autant de gens que c'est chose infinie à efcrire & auxi la grand joye que chacun en avoit. Mesfeigneurs les ducs d'Alençon, le conte de Clermont, le conte de Vendome, les seigneurs de Laval & la Trimoiilhe y ont esté en abis royaux, & monseigneur d'Alençon a fait le roy chevalier, & les dessus dits representoient les pers de France. Monseigneur d'Albret a tenu l'efpée durant le dit myftere devant le roy, & pour les pers de l'eglize, y estoient, avec leurs croces & mitres, Monseigneur de Rains, de Chaalons, qui font pers, & en lieu des autres, les eveffes de Sez & d'Orleans & deux autres prelatz; & mondit seigneur de Rains y a fait ledit myftere & sacre qui luy appartient. Pour aler querir la faincte empolle en l'abbaye de Saint Remi & pour la apporter en l'eglize de Nostre Dame où a esté fait le sacre, furent ordonnez le mareschal de Boffac, les seigneurs de Reis, Granville & l'amiral, avec leurs quatre banieres que chacun portoit en fa main, armez de toutes pieces & à cheval, bien accompagnez pour conduire l'abbé dudit lieu qui apportoit ladite empolle, & entrarent à cheval en la dicte grant eglise, & descendirent à l'entrée du chœur, &, en cet estat, l'ont rendue, après le service, en la dite abbaye; le quel service a duré depuis neuf heures jufques à deux heures & à l'heure que le roy fut sacré, & auxi quant l'on luy affist la coronne sur la tefte, tout homme cria : Noé ! & trompettes sonnerent en telle maniere qu'il sembloit que les votes de l'eglise se deuffent fendre. Et durant le dit myftere, la pucelle s'est toujours tenue joignant du roy tenant son estendart en fa main, & estoit moult belle chose de voir les belles manieres que tenoit le roy & auxi la pucelle, & Dieu fache se vous y avez esté fouhetées. Aujourdhy ont esté faits par le roy, contes, le sire de Laval & le sire de Sully, & Reez mareschal. Vendredy, eust huit jours, le roy mist le fiegge devant Troie, & leur fit moult forte guerre.

Si vindrent à obeissance, & y entra le dimanche après par composition. Et s'ils ne luy eussent fait obeissance à son plaisir, il les eust pris par puissance, car c'est une chose merveilheuse de voir la grant puissance des gens qui sont en sa compagnie. Le lundy suivant, se partit le roy de Troie tenant son chemin à Chalons. Ceux de Chalons ont envoyé devant, demy journée, rendre obeissance; le roy y entra judy & s'en party vendredy, tenant son chemin en cette ville, & pareillement, ceux de cette ville sont venus rendre obeissance & sont bien joyeux de sa venue, comme ils montrent à leur pouvoir. Demain s'en doit partir le roy tenant son chemin vers Paris. On dit en cette ville que le duc de Bourgogne y a esté & s'en est retourné à Laon où il est de present. Il a envoyé sifist devers le roy qu'il arriva en cette ville; à cette heure nous espérons que bon traicté y trouvera avant qu'ils partent. La pucelle ne fait doubte qu'elle ne mette Paris en l'obeissance. Au dit sacre, le roy a fait plusieurs chevaliers, & auxi les dits feigneurs pers en sont tant que merveilhe. Il y en a plus de trois cens nouveaulx. Nos souveraines & redoubtées dames, nous prions le Benoist Saint Esprit qu'il vous doint bonne vie & longue. Escript à Rains ce dimanche 17^e de juillet. — Vos très humbles & obeissants serveurs. — Beauveau, Moreal & Luffe. — Et au dos de ceste missive, est escrit: A la roynne & à la roynne de Cecile (c'est à dire de Sicile) nos souveraines & très redoubtées dames (1).

N^o 126 a. — *Statuts des trois Etats d'Auvergne pour la sûreté des pays d'Auvergne, Bourbonnois & Forests.*

Le vint septiesme jour de may mil quatre cens & trente, en la ville d'Yffoire, où estoient assemblez par les lettres de monseigneur le conte de Clermont, les gens des trois estats du pais d'Auvergne, par monseigneur le conte de Montpencier, conte Daulphin d'Auvergne & de San-cerre, messeigneurs les eveques de Clermont & de Chartres, certaines gens envoiez par Monseigneur l'evesque de Saint Flor, les abbés de la Chefedieu, de Mozat, Menat, d'Esbreulle, les chapitres de Clermont, de Birende & de plusieurs autres gens d'eglise; messeigneurs de la Tour, de Dampierre, le mareschal de la Fayette, le seigneur de Langhat seneschal d'Auvergne, le viconte de Nerbonne seigneur d'Apchon, les seigneurs d'Alegre, de Monteil, de Blot, de Chasteauneuf, de la Fere, de Dyrme, de la Gasline, les gens envoiez par les seigneurs de Canillac, de Montboecier, de Tornoelle, d'Ollereigue, d'Arlent, de Chazeron, de Murat, de Saint Flor, & par plusieurs autres seigneurs & nobles du dit pais, & par les gens envoiez par les villes de Clermont, de Riom, d'Aigueperfe, ceux de ceste ville d'Yffoire & aucunes autres villes du dit pais. Après que, par le chancelier de monseigneur le duc de Bourbonnois & d'Auvergne, & de mondit seigneur le conte de Clermont, ont esté rapportées certaines choses avisées par mondit seigneur le conte de Clermont, touchant la seurté du dit pais d'Auvergne, & des pais de Bourbonnois, Forés & Beaujeulois, en especial pour contrester & obvier es pilleries, roberies & autres maux que ont acoustumé de faire, & de jour en jour se parforcent de continuer, les rotiers, gens de guerre & autres gens souvent alans, venans & sejourmans es diz pais, a esté avisé que, pour le bien & garde d'iceulx pais, ou dit pais d'Auvergne, ara fix vins hommes d'armes & quatre vins hommes de trait, lesquels feront sous ceulx qui s'ensuivent, c'est avoir : le dit seneschal d'Auvergne, le bailli de

(1) « Cette lettre des trois gentilshommes Angevins à la femme
« A la belle mère de Charles VII a été imprimée pour la pre-
« miere fois dans la *Bibliothèque in-folios* du P. Ménétrier (t. II,
« p. 90). D'après l'original que possédoient dans leurs Archives les
« religieux de l'abbaye de la Beffroue dans l'Anjou. Le P. Griffet
« en eut connaissance & s'en servit pour sonner Daniel à l'endroit
« du sacre de Charles VII. Nous avons dit, t. IV (du *Procès* de
« Jeanne d'Arc), p. 360, que la date de cet événement avait été
« longtemps un sujet de controverse par suite d'erreurs de chiffre

« introduites dans toutes les éditions de Monstrelet. M. Buchon qui
« ne soupçonnait pas cela fit tout le contraire du P. Griffet: il
« corrigea par le texte imprimé de Monstrelet la lettre de l'abbaye
« de Beffroue & la réimprima avec la date du 17 juillet, sans
« prévenir du changement qu'il y faisait. Il est bien constant au-
« jourd'hui que les bons manuscrits de Monstrelet, ainsi que les let-
« tres particulières, ainsi que tous les documents ayant quelque
« autorité, s'accordent à le placer au 17 juillet 1495. Il a été
« de Jeanne d'Arc, t. V, p. 127. Note de M. Quicherat.

mondit feigneur de Montpencier, les dits meffieurs de la Tour, de Dampierre & le dit monseigneur le marechal, chacun 24 hommes d'armes & 16 hommes de trait, lesquels ils choisiront, les vaudront par escript, & prendront feurté, chacun à son endroit, de ceux qui seront foubz lui & en son role, pour eulx employer à la garde & defense des diz pais, là où il fera besoin presentement, & après que sera venu à leur cognoissance. Et afin que les dites gens d'armes & de trait soient prestz, leur fera fait paiement d'un mois. Et pour ce que de present le dit pais d'Auvergne n'a mie argent ensemble, les dessus diz qui aront les charges des dites gens d'armes & de trait cheviront à ceux qui seront foubz eulx jusques le pais ara mis argent fus, que fera la premiere foiz que ceux du dit pais seront assemblez, & lors, pour la garde du dit pais, seront mis fus deux ou trois mille frans, ou autre somme tele que sera avisé. Lequel argent sera mis en une huche où il ara cinq clefs que tiendront meffieurs Pierre de Cros, le prieur de la Volte, l'official de Clermont, Hugues Roland, & le gouverneur de Clermont; & Gaillard Noel recevra le dit argent, & par l'ordonnance des dessus diz, les distribuera & en rendra compte là où il appartiendra. Tous lesquels dessus diz jureront aux evangiles de Dieu que du dit argent ne emploieront en quelque chose que ce soit, sinon au fait des dites gens d'armes & de trait, pour la dite garde, & que paravant ils paient aucune chose, ils verront ou seront voir les monstres des dites gens, & ne y passeront aucun qui ne soit en estat convenable, & ne souferont, ne seront aucune faulx poste à quelconque personne que ce soit. Semblablement emploieront à la garde des diz pais de Bourbonnois, Forés, Beaujeulois, quant sera besoin, moienant ce que aussi ceulx des diz pais viendront secourir le dit pais d'Auvergne, quant l'affere y viendra, c'est assavoir le pais de Bourbonnois à 40 hommes d'armes & 20 hommes de trait, le pais de Forés à 20 hommes d'armes & 15 hommes de trait, le pais de Beaujeulois à 15 hommes d'armes & 10 hommes de trait. Et après les avis dessus diz les cinq elleus devant nommez à pourvoir les dites gens d'armes ont promis de eulx employer à la garde du dit pais, tout le mieulx qu'ils porront, là où sera besoin. Et tous les seigneurs & autres dessus diz, monseigneur de Montpencier, gens d'eglise, nobles & autres ont promis de aidier, secourir & porter les diz cinq elleus, en faisant les choses dessus dites, & de les emparer & defendre es choses que, pour occasion de ce, surviendront, & paier & contenter ce qui ara esté missionné en faisant les choses dessus dites. Et pour verification de ce que dit est, les cy dessoubz escriptz ont cy après mis leurs noms, l'an & jour dessus diz. Loys de Bourbon, Daulphin, Bertrant, Thoulon, Langhat, Lagustine, Fayette. — (Signatures originales. — Arch. de l'Emp. P. 1359).

N° 126 b. — *Extraits du testament de Jean I^{er}, duc de Bourbon.*

In nomine Domini nostri Jhesu Christi, amen. Je Jehan duc de Bourbonnois & d'Auvergne &... ay fait & ordonné mon testament & ordonnance de derreine volenté en la maniere que s'en suit : premierement, je recommande mon ame à Dieu mon createur, à la benoite Vierge Marie, à Monseigneur Saint Michiel l'ange, & à toute la court de paradis. Item vueil & ordonne mon corps estre en terre, en l'eglise des cordeliers, en la ville de Londres, en Angleterre, & charge & commande à ma très chiere & très amée compaignie, ma femme, & à Charles, mon très chier & très amé filz, se possible leur est, ou cas que je yroye de vie à trespassement, de envoyer querir mon corps & le faire ensepulturer emprès feux monseigneur mon pere, que Dieu pardoint. Item vueil & ordonne à ma dicté compaignie, Charles & autres mes heritiers, toutes mes debtes estre loyalement payées, desquelles j'ay expressement chargé Perrinet, mon barbier, le leur fere faveir & leur en porter les parties. Item vueil, charge & commande très expressement, à vous ma dicté compaignie & filz, que le conte de Sommercete, lequel, par moy & en mon nom, a longuement esté detenu prisonnier par mon ordonnance, estre delivré & mis es mains & prouffit de mon très chier & très amé filz, le conte de Eu, pour estre converti en sa delivrance, dont je me tiens pour beaucoup tenu & chargé envers lui. Et vueil que ainssi soit fait très expressement, & le vous

charge si chier que aviez l'alegement & salvacion de mon ame & que en voulez respondre devant Dieu. Item aussi, avecques ce, charge & commande très expressement à Perrinet, mon barbier, le vous dire de par moy plus à plain que à present escrire ne le puis, lequel barbier je vous recommande, & vueil que, pour les bons & agreables services qu'il m'a faiz ou temps passé, fans avoir de moy aucuns proffiz, vous le recompensez & remunererez en telle maniere qu'il soit content, car je me reputé pour beaucoup tenu à luy; & aussi vous recommande tous mes autres serviteurs &.... à Londres, en Angleterre, le penultieme jour de janvier, l'an mil quatre cens trente & trois. — (Arch. de l'Emp. P. 1370^r).

N^o 126 c — *Lettres du roi Charles VII validant la renonciation à la succession de Jean I^{er}, faite par Marie de Berry, sa femme*

Charles, par la grace de Dieu roy de France, à nos amés & feaulx conseilliers, les gens tenans notre present parlement, & qui tendront celui à venir, aux bailliz de Saint Pierre le Moustier, de Montferrant, de Mafcon, & seneschal de Lion, & à tous noz autres justiciers &... De la partie de notre très chiere & très amée coufine la duchesse de Bourbonnois & d'Auvergne, nous a esté humblement exposé que, assez tost après le decès de feu notre très chier & très amé cousin le duc de Bourbonnois & d'Auvergne, naguaires trespasé en Angleterre, notre dicté coufine, pour doubte des charges, debtes, & ypotheques demourées du decez de feu notre dit cousin & ses predecesseurs, & aussi qu'elle ne vouloit pas estre tenue ne demourer obligée, pour le paiement des dictes debtes, & charges, dedans le terme de quarante jours après ce que la mort de notre dit feu cousin lui fut signifiée de par nous, renonça aux biens meubles & conquetz demoureux de la succession d'icelui notre dit feu cousin; & fut faicte la dicté renonciacion par notre dicté coufine lors estant au lit malade en la ville de Lion, logée en l'ostel de l'arcevesque, dedans le cloistre Saint Jehan, en la presence de notredit bailli de Mafcon, seneschal de Lion, & de plusieurs autres notables tesmoins à ce appelez, & aussi de certains notaires royaux jurez de la court dudit bailliage, en faisant les protestacions en tel cas acoustumées. Par les quieulx notaires, commissaires dudit bailli de Lion, en ceste partie, furent deslors commanciez les inventoires des biens meubles estans devers notre dicté coufine, qui estoient communs entre feu notre dit cousin & elle, auquel il a esté procedé bien diligemment par certaines journées, mais, obstant l'empeschement de la maladie de notre dicté coufine, ledit inventaire n'a pas encores esté parfait, ne achevé, & combien que, au fait de la dicté renonciacion, notre dicté coufine ait fait dire & declarer, entre autres choses, pardevant notre dit bailli & les diz notaires, que son entencion n'estoit pas de retenir aucune chose desdiz meubles qui doyent appartenir à noz cousins Charles & Loys de Bourbon, ses enfans, heritiers de feu notre dit cousin le duc de Bourbonnois, toutes voyes elle se doute que, pour ce que la sollennité acoustumée de garder en tel cas, es pays coustumiers de France, Bourbonnois & d'Auvergne, n'a pas esté gardée en faisant la dicté renonciacion, & mesmement car icelle notre coufine ne s'est pas transportée au prouchain moustier de son dit loieuz pour faire dire la messe des mors & n'a pas faicte la dicté renonciacion sur la figure du tombeau dudit feu notre cousin, ne sur le drap noir representant la dicté figure dudit feu son mary, dedans l'eglise, & qu'elle ne s'est pas dessainte de sa sainture & icelle gettée sur la dicté figure dudit tombeau, en disant les parolles appartenant à la dicté renonciacion; que ses diz enfans ou aucun d'eulx vueillent arguer la dicté renonciacion de nullité & la faire contraindre à paier les debtes de son dit feu mary, à tout le moins la moitié d'iceulx, selon la dicté coustume de France, & desdiz pais de Bourbonnois & d'Auvergne, qui seroit chose très prejudiciable à notre dicté coufine & pourroit estre cause de fa destruction, se fur ce ne lui estoit pourveu de notre grace & de remede de justice, requérant icellui, pour ce est il que nous, les choses dessus dictes considérées & l'empeschement de la maladie de notre dicté coufine de laquelle elle a esté detenue longuement au lit couchée,

& encores est, & pour certaines autres justes causes qui à ce nous ont meü & meuvent, avons voulu & octroyé, voulons, octroyons & nous plaist que la renonciacion dessus dicté faicte par nostre dicté cousine ausdiz biens meubles & conquestz dudit feu notre cousin son mary, soit d'autelle vertu & value qu'elle seroit, ou devroit estre, se les sollennitez dessus dictes & toutes autres acoustumées de faire edfiz pays coustumiers de France, Bourbonnoys & d'Auvergne, en telz cas, eussent esté faictes & gardées par nostre dicté cousine, au jour de la dicté renonciacion. Si vous mandons &... Donné à Vienne, soubz notre scel ordonné en l'absence du grant, le xiiii^e jour d'avril l'an de grace mil cccc trente & quatre & de notre regne le douziesme. — Par le roy Christofle de Harecourt, le sire de Gaucourt & autres presens. — (Arch. de l'Emp., P. 1377, c. 2848).

N^o 127. — *Fondation d'une messe chaque jour à perpétuité dans l'église collégiale de Notre Dame de Montbrison par Charles I^{er}, duc de Bourbon, comte de Forez, &c.* — Extraite de l'original qui en est aux Archives de la dite église & qui en est encore expédiée au registre desdites Archives appelé *Speculum*, fol. 1x^{xxviii} v^o.

Charles duc de Bourbonnois & d'Auvergne, conte de Clermont & de Fourz, seigneur de Beaujeu & de Chasteau Chinon, per & chamberier de France, fairoir faisons à tous presens & avenir que nous, considerants les très grands graces & benefices que Dieu nostre createur nous a fait en ce monde, depuis le benefice de nostre creation par lequel, par son inestimable bonté, il nous a formé fa creature rayonnable à son ymage & semblance, & si nous a tant voulu honnorer qu'il nous a donné extraction & naissance de la très haute, très noble & royal maison de France en prochain degré d'ouerie masculine du glorieux saint monseigneur Saint Loys, jadis roy de France, & nous a eslevé à grans honneurs, seigneuries & prerogatives, & sans nos merites, donné grande abondance de biens; voulans & desirans selon nostre seale possibilité avoir de ce aucune reconnoissance envers Dieu nostre createur, & employer aucune partie d'iceux biens à l'augmentation de son saint service, & honneur & reverance d'icelluy Dieu, nostre createur, dont tant de biens nous sont venus, de la benoïste Trinité, Pere, Fils & Saint Esprit, de la glorieuse Vierge Marie, mere de nostre doux seigneur Jesus Christ, des saints anges & archanges, des benoïts patriarches, prophetes, apostres, martyrs, confesseurs & autres saints & benoïstes saintes, & de toute la cour celestiel de Paradis, afin que, moyennant l'intercession de la dite cour celestiel, & mesmement de la très benoïste Vierge Marie, à laquelle, de nostre enfance, avons toujours eu & aurons très grande devotion & parfaite confiance, puissions avoir & obtenir grace envers Dieu, nostre createur, de tenir & maintenir en bonne prosperité & santé l'estat de nostre personne, de nostre très chiere & très amée compaigne la duchesse, de nos enfans, succeffeurs & posterité, au gouvernement pacifique de nos dites terres, seigneuries & subgiez, sous bonne justice, à Dieu plaissant & principalement obtenir puissions le salut des ames de nous, de nostre dite compaigne, de nos dits enfans, posterité & succeffeurs, & aussi de nos seigneurs predeceffeurs & anteceffeurs, avons fondé & fondons, par ces presentes, chacun jour, une messe perpetuelle en nostre eglise de Nostre Dame de Montbrison, &c. Et pour ayder à foustenir le vivre & depense des doyen & chapitre & de ceux qui seront ledit service divin, à nostre intention devant dicté, nous avons donné & assigné, donnons & assignons par ces mesmes presentes ausdits doyen & chapitre, chanoines & prestres, la somme de cinquante livres tournois. Item pour le maistre & les quatre enfans de chœur qui, chascun samedy de l'an, & aussi aux cinq festes de Nostre Dame, diront la messe à note, avons donné & ordonné, c'est assavoir : audit maistre, par chacun samedy, dix deniers tournois, & chacun dedit enfans de chœur cinq deniers tournois, qui montent ensemble pour un an six livres dix sols tournois. Item pour tenir la lampe en estat de huile, comme d'autres choses necessaires & icelle faire ardoir continuellement, tout l'an, tant jour que nuit, & pour celluy qui sonnera la dite messe.

avons donné & donnons la somme de soixante dix sols tournois, somme de dix livres avecques lefdites cinquante livres tournois qui font ensemble soixante livres tournois. Item, pour les aornements necessaires à dire & celebrer ladite messe, par chacun jour, avons donné &, pour une fois, fait bailler les choses cy après escriptes, lesquelles lefdits doyen & chapitre feront tenus de continuer & tenir en estat pour le temps à venir, aux frais & depends de l'eglise, c'est assavoir : un calice, une paix, deux buyerettes à mettre vin & eue, de[ux] chandeliers d'argent, une chafuble, aube, & amir, estolle & phanon, meffell, courporaux & touailles d'autel, un couffre bien fermant à clef, lequel sera ou coignet de l'autel où se dira icelle messe, à metre lefdits joyaux, aussy une lampe devant l'autel où sera celebrée ladite messe; toutes les choses dessus dictes armoyées à nos armes; à prendre, avoir, percevoir & recevoir, par chacun an, les dites soixantes livres tournois par lefdits doyen & chapitre, leur tresorier, receveur ou comis de par eux sur le profit & esmolumens de notre sel de Fourez &c. Sy donnons en mandement à nostre amé & feal escuyer, conseiller & gouverneur general de toutes nos finances, Loys de Segrie, que, par nostre chancelier de Forés qui à present est & sera pour le tems avenir, face payer ladite somme ainzy que dessus est, &, par la quittance seulement deldits doyen & chapitre ou de leur tresorier, laquelle raportant avec *Vidimus* de cestes, pour la premiere fois, ladite somme de soixante livres tournois sera allouée ez comptes & rabatue de la recepte dudit nostre chancelier de Foréz, present & avenir, par nos amez & seaulx gens de nos comptes, ou autres qu'il apartiendra, ausquelz nous mandons que ainzy le fassent sans contredit &c. Et afin que ce soit chose ferme & estable à tousjours, nous avons fait mettre nostre seel à ces presentes, sauf ez aultres choses, nostre droit & l'aultruy en toutes. Donné en nostre ville de Villefranche, le vingt deuxieme jour de juin l'an de grace mil quatre cens quarante & ung. Par monseigneur le duc en son conseil, messire Gilbert, seigneur de la Fayette & marechal de France, le seigneur d'Appinac, de Chastel, Loys de Segrie & autres presens. Millet.

N^o 127 a. — *Renonciation faite par Agnès de Bourgogne à la part qui lui revenoit dans la succession de son mari Charles I^{er}, duc de Bourbon.*

A tous ceulx qui ces presentes lettres verront, Durand Bandereul bourgeois de Saint Pere le Moustier & garde du seel du roy nostre sire en la prevosté du dit lieu, salut. Savoir faisons que, par devant Thomas Julien, clerc juré, notaire du dit seel & le nostre, auquel quant ad ce nous avons commis du tout en tout nostre pouvoir, pour ce personnellement establie en sa personne très haulte, redoutée & puissante princeesse madame Agnès de Bourgoigne, à present voyve de feu très hault & puissant prince monseigneur Charles, duc de Bourbonnois & d'Auvergne, jadis son mary, laquelle, considerant que par la coustume generale du reaulme de France, mary & femme sont communs en tous biens meubles & conquestz faiz & affaire durant & constant la communauté d'entre eulx, & que puis naguerez mondit seigneur le duc son feu mary est allé de vie à trespassement, dont Dieu ait l'ame, & se doute ma dicte très redoutée dame que, durant & constant la communauté d'entre elle & feu mon dit seigneur le duc, son mary, mon dit seigneur le duc ait faiz plusieurs & grans debtes, & que les biens meubles & conquestz demorés par le deces du dit feu mon très redouté seigneur son mary ne puissent supporter esdiz debtes, & que l'en vult dire & qu'il convint qu'elle fust tenue d'en payer la moitié par la dicte communauté & coustume dessus dicte; pourquoy elle, considerant ad ce que dit est dessus, de son bon gré, pure, franche & liberalle volenté, a renoncé & renonce dès maintenant, par ces presentes, pour le temps à venir, à la communauté & es biens meubles & conquestz demorés par le deces de feu mon très redouté seigneur, son feu mary, au profit de qui il appartient, sans jamais riens de demander es diz biens meubles & conquestz par droit de communauté, partage ne autrement, ores ne par le temps à venir; en declarant, par ces presentes, que par quelconque entremise qu'elle face es diz biens meubles, elle ne antand le fere pour choses qu'elle veuille riens avoir ne de-

mander en iceulx, mais pour les conferver & garder à monseigneur son filz qui n'est pas au pays. maiz en est absent realment; & oultre, que son intention n'est point qu'elle soit en riens tenue de payer aucune chose des dictes debtes faiz par le dit feu son mary; de laquelle renonciation & chose dessus dictes, ma dicte très redoubtée dame à moy, noctaire, dessus noté, a requis avoir lettre & instrument, que luy ay octroyés ces presentes lettres pour lui valoir en temps & en lieu ce que valoir lui pourra & devra par raison. En tesmoing de ce, nous, garde dessus dit, à la relacion du dit juré, qui les choses dessus dictes nous a rapporté estre vrayes, le feel de la dicte prevosté avons mis & apposé à ces presentes lettres. Donné, tesmoins ad ce prefens, requis & appelez par le dit noctaire, nobles homes & saiges Gillet de Noyon, Phelippes de Boulinvillier & Jehan du Breil, le lundy sixyeme jour de decembre, l'an mil quatre cens cinquante & six. — Julien. — (Arch. de l'Emp. P. 1367).

N° 127 b. — *Lettres par lesquelles le roi Louis XI retient à soi la connoissance des différends entre Jean II, duc de Bourbon, & le duc de Savoie.*

Louys, par la grace de Dieu, roy de France &c. comme de certains debats & différends qui ont esté par ci-devant & encores sont entre nos très chers & amez pere, frere & cousins le duc de Savoye & le prince de Piedmont son filz, d'une part, & nostre très cher & très amé frere & cousin le duc de Bourbonnois & d'Auvergne, comte de Fourcz & Beaujolois, d'autre part, à cause & pour raison du pays de Bresse ou d'aucune partie d'iceluy, nos dits pere, frere & cousins, tant d'un costé que d'autre, nous ayant nagueres faict sçavoir qu'ils & chacun d'eux sont contents d'eux soumettre & se sont soumis au regard d'iceux desbats & différends à nostre dict & ordonnance, s'avoir faisons que nous desirant iceux desbats & différends estre décidés & mis à fin &c... ayant pour ces causes lesdites soumissions agreables, voulons à ce nous employer & tenir la main, en consideration de la proximité de sang & de lignage, à quoy ils nous attiennent, icelle matiere des desbats prenons & mettons en nos mains, ordonnons que toutes voyes de faict & de guerre cessent d'un costé & d'autre jusques à ce que les dits desbats soient par nous discutés & appointés &c... & pour ce que le temps de certaines treves sur ce prinfes entre les dites parties jusques à la feste de Touffaint prochain venant par feu nostre très cher seigneur & pere cui Dieu pardoint, auquel elles s'estoient pareillement soumises, & brief à escheoir & ne seroient bonnement possibles que en ce puissions mettre fin & conclusion au dedans d'iceluy ne après, sans quelque trait de temps afin que puissions avoir temps convenable pour ce faire, lesdites treves avons prorogées & prorogeons jusques à semblable feste, l'an revolu que l'on dira 1463. Pendant lequel temps nous entendons lesdites voyes de faict & de guerre cesser &c... & ordonnons que nos dits pere, frere & cousins & chacun d'eux envoient & mettent chacun leurs titres & droitz qu'ils ont touchant lesdits desbats par devant les gens de nostre grand conseil, avant la feste de Pasques prochainement venant, semblablement de certains commissaires pieça du contentement des dites parties, députés par feu nostre dit seigneur & pere à Lyon, pour connoistre & decider de ces desbats, soient pris & apportés par devant les gens de nostre grand conseil, dedans ledit terme de Pasques &c... afin qu'ils les puissent veoir & examiner à bon loisir & que puissions ordonner & appointer desdits desbats &c... Et soit signifié de par nous que, par & selon les actes & pieces qui auront esté produites par les parties ou aucune d'icelles par les dits gens de nostre grand conseil, dans la feste de Pasques, par nous & les dits gens, sera procedé au jugement à la requeste de la partie produisant &c. Donné à Mon... le 19^e jour d'octobre l'an de grace 1462 & de nostre regne le deuxiesme. (Mss. du P. André, Bibl. de Besançon).

N° 127 c. — *Donation par le roi Louis XI à Jean II, duc de Bourbon, du comté de Bourgogne & de la seigneurie de Salins, vers 1466.*

Loys par la grace de Dieu, roy de France, favior faisons à tous presens & avenir comme Charles. foy difant duc de Bourgoigne, notre vassal & subgiet, ait fait par cy devant & s'efforce de faire chacun jour plusieurs grans entreprinnes, machinations & dampnables conspiracions à l'encontre de nous, de notre auctorité & magesté royal, & de la chose publique de notre royaume, en voulant tollir & usurper l'ommaige & obeissance qu'il est tenu faire à nous & à la couronne de France, querant & pourchassant par tous moyens à lui possibles tous les troubles, ceditons & divisions qu'il a peu entre nous, noz parens, amis, aliez & bienvueillans, & pour parvenir à ses fins & à destruire la maison de France, se possible lui estoit, s'est alié avec Edouart, foy difant roy d'Angleterre, & de lui prins l'ordre de la Jarretiere, & s'est, de parole, de fait & par lettres escriptes & signées de sa propre main, déclaré ennemy formel de nous & de notre dit royaume, en faisant guerre ouverte contre nous & noz subgietz, de tout son pouvoir, en venant directement contre la foy & loiauté qu'il nous doit, comme de son souverain seigneur; à occasion desquelles choses & de plusieurs autres grans cas, crimes, delitz & malefices par ledit Charles de Bourgoigne commis & perpetrez à l'encontre de nous, de notre auctorité & magesté royal, & de toute la chose publique de notre dit royaume, tous & chacuns ses biens, terres & seigneuries soyent à nous forfaiz, commis & confisquez, & nous loise en disposer & ordonner à noz plaisir & volenté. Pour ce est il que nous, considerans les haultz, grans, notables & recommandables services que notre très chier & très amé frere & cousin, Jehan duc de Bourbonnois & d'Auvergne, a par longtems & dez son jeune aage faiz à nous & à la couronne de France, ou fait des guerres, à la tuicion & deffense de notre dit royaume, fait & continue chacun jour à l'entour de notre personne, en noz plus grans & privez affaires, & esperons que encores face au temps avenir, à icellui notre frere & cousin, Jehan duc de Bourbonnois & d'Auvergne, à ses hoirs, successeurs, & qui de lui auront cause. pour ces consideracions & autres à ce nous mouvans, avons donné, cédé, quieté, transporté & delaiissé, donnons, cedons, quictons, transportons & delaiissons à tousjours maiz, pour nous & noz successeurs, roys de France, perpetuellement, les conté de Bourgoigne & seigneurie de Salins. ainsi qu'ilz se comportent & extendent de toutes pars, leurs appartenances & appendances quelconques, & par la maniere que les tient & possede de present ledit Charles, tant en juridicion & justice haulte, moyenne & basse, hommes, hommaiges, fiefs, reffiefz, villes, chasteaulx, chastellenies, loiz, ventes, foires, marchiez, fours à bancq, fourrestz, boys, garennes, pefcheries, rievieres, estangs, molins, viviers, coulombiers, vignes, prés, pasturaiges, terres labourables & non labourables, cens, rentes en deniers & en grains, corvées, & toutes autres rentes, revenues &... en quelque valeur que les dictes contes de Bourgoigne & seigneurie de Salins soient, ou puissent estre & monter, sans aucune chose y retenir, ne reserver pour nous & les notres, fors seulement les foy & hommaige, telz & en telle condicion que notre dit frere & cousin & les predeceffeurs les nous ont acoustumé de faire &... Si donnons en mandement &... Donné (le titre s'arrête là) : Signé Loys (1). — (Arch. de l'Emp. P. 1373, 4° 2225).

N° 127 d. — *Transport fait par le roi Louis XI à Jean II, duc de Bourbon, de ses droitz sur les mines d'alun de ses domaines.*

Loys, par la grace de Dieu, roy de France, favior faisons, à tous presens & avenir, que après ce

(1) La piece n'est pas icellene, pas datée et ne porte pas de nom de secretaire, par consequent elle est nulle : la signature alere ne suffisait pas. Cet acte n'a jamais eu son effet. D'ailleurs, cette signature est elle bien celle du roy, écrite de sa propre main, ou

celle d'un secretaire chargé de signer pour lui? On a signalé deux. N. justement sous Louis XI, l'existence d'un secretaire chargé d'imprimer la signature du roi, comme sous Louis XIV, Reau avait cette charge. (Note de M. Henri de l'Epinois.)

que de la part de nostre très chier & très amé frere & cousin, Jehan, duc de Bourbonnois & d'Auvergne, nous a esté remonsté qu'il a esté adverty que, en certains heritaiges & domaines à lui appartenans, tant es pays de Lyonois & mesmement entre les place & chastel de Pierre Alfise & ung villaige communement appellé de Veize, près d'un edifice vulgairement appellé des Deux Amans, que, autre part, en ses pays & seigneuries, y a & se trouvera myne d'alun de glaz, qui pourroit estre chose moult utile & prouffitable à la chose publique de nostre royaume, & que, à ceste cause, il y feroit volentiers befongner & ouvrer, en quoy faisant conviendroit faire & supporter grans mises & despences, mais qu'il doubte que, quant il y auroit ou vouldroit faire befongner ou ouvrer, & qu'il auroit frayé & despendu du sien largement, pour ce faire, aucuns noz officiers lui vouldissent en ce meestre & donner empeschement, loubz umbre du droit que avons esdictes mines, en nous humblement suppliant & requerant que lui vouldissions donner faculté, auctorité & puissance de y pouvoir faire querir, manouvrier & befongner, & avecques ce, lui quicter & remectre tout tel droit que en ce avons & qui nous peut & doit compecter & appartenir, & sur ce nostre grace lui eslargir; nous, inclinans en ceste partie à la dicte supplication & requeste de nostre dit frere & cousin, duquel desirons l'augmentation & accroissement de biens, prerogatives & honneurs, à icellui, pour ces causes & autres à ce nous mouvans, avons, & à ses heritiers, successeurs & ayans cause en ceste partie, donné & octroyé, donnons & octroyons, de grace & privilege especial, plaine puissance & auctorité royal, faculté, puissance & auctorité de faire, toutefois que bon lui semblera, querir, manouvrier & befongner en la dicte myne, pour trouver & querir le dit alun de glaz, tant au lieu dessus declairé que autre part en ses pays & seigneuries, terres, domaines & heritaiges, quelque part qu'ilz soient assiz en nostre dit royaume. Et, de plus ample grace, lui avons & à ses dits heritiers, successeurs & ayans cause, donné, quicté, remis & delassé, donnons, quictons, remectons & delassons tout tel droit, accion, part & porcion que à nous & noz successeurs, roys de France, peut & doit compecter & appartenir esdictes mynes & es prouffiz & emolument venans à cause d'icelles, fans ce que par nous, ne nos dits successeurs, & officiers, lui en soit, puisse ou doyve estre, ne à ses dits heritiers, successeurs ou ayans cause, orcs, ne pour le temps avenir, aucune chose demandée, querellée ou pretendue, en aucune maniere. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à noz amez & feaulx gens de noz comptes & tresoriers, & à rous noz autres justiciers & officiers, ou à leurs lieutenans presens & avenir, & à chascun d'eulx, comme à lui appartiendra, que, de nostre present don, quictance, delaiz, grace & octroy, ilz fassent, sceussent & laissent nostre dit frere & cousin & les siens, joyr & user pleinement & paisiblement à tousjours, fans, en ce, lui donner ne souffrir estre donné aucun destourbier ou empeschement au contraire; ainçois s'aucun leur avoit esté donné, ou estoit sur ce fait, mis ou donné, l'osent ou fassent oster & meestre du tout au neant au premier estat & deu. Car ainsi le voulons & nous plaist estre fait; & afin que ce soit chose ferme & estable à tousjours, nous avons fait meestre nostre feel à ces presentes, sauf en autres choses nostre droit & l'autrui en toutes. Donné à Aluye, ou mois de juillet l'an de grace mil quatre cens soixante sept & de nostre regne le sixieme. — (Arch. de l'Emp. P. 1357).

N° 127 c. — *Cession faite par le roi Louis XI à Jean II, duc de Bourbon, de son droit sur des mines de virriol.*

Loys, par la grace de Dieu, roy de France, favior faisons à tous presens & advenir, que, après ce que de la part de notre très cher & très amé frere, le duc de Bourbonnois & d'Auvergne, nous a esté remonsté qu'il a esté adverti que, en ses pays & seigneuries, y a & se trouvera myne de virriol qui pourroit estre chose moult utile & prouffitable à la chose publique de notre royaume, & que à ceste cause il y feroit volentiers befongner & ouvrer, en quoy faisant conviendroit faire & supporter grans mises & despences, mais qu'il doubte que quant il y auroit fait befongner & ouvrer

& qu'il auroit frayé & despensu du sien largement, pour ce faire, aucuns noz officiers lui voullissent en ce mestre & donner empeschement, soubz umbre du droit qui nous pourroit appartenir esdites mines, en nous humblement suppliant & requerant que lui voullissions donner faculté. auctorité & puissance de y pouvoir faire querir, manouvrier & besongner, & avec lui quicter & remestre tout tel droit que en ce avons, & qui nous y peut & doit compecter & appartenir, & sur ce nostre grace lui eslargir; nous, inclinans en ceste partie à la dite supplication & requeste de notre dit frere & cousin duquel desirons l'augmentation & accroissement de biens, prerogatives & honneurs, à icellui, pour ces causes & autres à ce nous mouvans, avons, & à ses hoirs masses tant seulement, donné & octroyé, donnons & octroyons, de grace & privilege especial, pleine puissance & auctorité royal, faculté, puissance & auctorité de faire, toutefois que bon lui semblera, querir, manouvrier & besongner en la dite mine, pour trouver le dit vitryol, en ses dits pays & seigneuries, terres, domaines & heritaiges, quelque part qu'ilz soient assis en notre dit royaume. Et, de notre plus ample grace, lui avons, & à ses dits hoirs masses seulement, donné, quicté, remis & delaisié, donnons, quictons, remestons & delaissons tout tel droit, action, part & porcion qui à nous, & à noz successeurs roys de France, peut & doit compecter & appartenir esdites mines & es prouffits & esmolumens venans à cause d'icelles, sans ce que par nous, ne nos dits successeurs & officiers, lui en soit, puisse ou doyve estre, ne à ses dits hoirs masses, ores, ne pour le temps advenir, aucune chose demandée ou querellée en aucune maniere. Si donnons en mandement par ces mesmes presentes à noz amez & feaulx gens de noz comptes & tresoriers, & à tous noz autres justiciers & officiers, & à leurs lieutenans, prefens & advenir, & à chacun d'eulx, si comme à lui appartendra, que de notre present don, quittance, delaiz, grace & octroy, facent, fessent & laissent notre dit frere & cousin & ses dits hoirs masses joir & user pleinement & paisiblement, sans, en ce, leur donner, ne souffrir estre donné aucun destourbier ou empeschement au contraire; ainçois s'auncun leur avoit esté, ou estoit sur ce mis ou donné, l'ostent ou facent ostier & mestre du tout à neant & au premier estat & deu. Car ainsi le voulons & nous plaist estre fait, non obstant quelconques ordonnances, mandemens ou deffenses à ce contraire. Et afin que ce soit chose ferme & estable à touzjours, nous avons fait mestre notre seal à ces presentes, sauf en autres choses notre droit & l'autrui en toutes. Donné à Amboise, ou mois de juillet, l'an de grace mil quatre cens soixante neuf & de notre regne le huitiesme. — (Arch. de l'Emp., P. 1377).

N^o 127 f. — *Permission donnée par le roi Louis XI à Jean II, duc de Bourbon, d'exploiter des mines dans sa seigneurie.*

Loys, par la grace de Dieu, roy de France, favior faisons à tous prefens & avenir. Comme de la partie de nostre très chier & très amé frere & cousin, Jehan duc de Bourbonnois & d'Auvergne, nous ait esté dit & remontré que, en ses pais, terres & seignories, ainsi qu'il a esté adverty, a & se treuvent plusieurs mines qui tiennent or, argent, cuivre, plomb, azur, vitriol, along de glas & autres metaulx, lesquelles mines, se elles estoient ouvertes & cherchées, & si celles qui le sont estoient bien deménées à force d'ouvriers, quises & exploictées, on y pourroit trouver beaucoup des dits metaulx, & à ceste cause y feroit volentiers notre dit frere & cousin besoigner & fournir du sien propre aux fraiz necessaires qu'il convient pour ce faire, qui sont & feront de grant coust & despens, mais il ne l'oseroit, ne voudroit faire, sans noz congié & licence, doutant que noz officiers ou autres lui voullissent en ce mestre, ou donner empeschement, soubz umbre de notre droit de decime, ou autres que nous avons acoustumé de prandre sur les mines de notre royaume. comme il nous a dit, en nous humblement requerant que, attendu les grans fraiz, mises & despens qu'il conviendra faire avant que icelles mines soient en valeur & que peut estre à la fin ne seront de grant prouffit, & que s'elles se treuvent bonnes ce fera le bien & utilité de la chose publique de notre royaume, il nous plaie lui octroier nos dits congié & licence, & sur ce lui impartir nostre

grace; pour ce est il que nous, ces choses considérées, inclinans libéralement à la requeste de notre dit frere & cousin, en faveur & consideration des haults, grans, louables & recommandables services qui ont esté par long temps faiz par ses predecesseurs & par lui à nous & à la coronne de France, ou fait des guerres, & à la tuicion & deffence de notre royaume, [que] fait & continue chascun jour notre dit frere & cousin, à l'endroit de notre personne, à noz grans & privez affaires, & espérons que encores face le temps avenir; à icellui notre frere & cousin, pour lui & ses hoirs & succeffeurs, pour ces causes & considerations & autres à ce nous mouvans, avons donné & octroyé, donnons & octroyons, par ces presentes, congé, licence, faculté & pouvoir de ouvrir & faire ouvrir, mestre sus & faire besoigner en toutes les dites mines ouvertes & à ouvrir, qui font & se pourront trouver en toutes ses terres & seignories, & que, en icelles, lui & ses dits hoirs & succeffeurs y puissent faire besoigner & les faire valoir à leur prouffit, le mieulx & le plus prouffitiblement que faire pourront, soient que icelles mines tiennent or, argent, azur, cuivre, plomb, vitriol, along de glas & autres metaulx quelzconques; fans ce que les dites mines, ne aucunes d'icelles ouvertes, & qui encore font à ouvrir, leur soient, ne puissent estre ostées, ne mises hors de leurs mains, ne de ceulx qui y feront besoigner, ne aussi le prouffit & emolument d'icelles par nos dits officiers, ne autres quelzconques, foubz ombre ou couleur de notre droit de dixme, ne autrement, en quelque maniere que ce soit. Et de notre plus ample grace, plaine puissance & auctorité royal, avons, à notre dit frere & cousin, le duc de Bourbon, & à ses dits hoirs & succeffeurs, donné, quité & remis & transporté, donnons, quitions, remettons & transportons, à tousjours, perpétuellement, tout notre dit droit de dixme & autre moindre, ou plus grant, qui nous y pourroit appartenir & competer, à cause de l'ouvrage des dites mines, à quelque valeur qu'il puisse estre ou monter, le temps avenir, fans qu'ilz soient tenus d'en paier aucune chose à nous, ne aux notres, ores, ne pour le temps avenir en aucune maniere, ne autre droit ou devoir quelzconques, fors seulement nous en faire la foy & homaige avec leurs autres seignories & chevacons. Et donnons en mandement à noz amez & feaulx gens de noz comptes, tresoriers, & à tous noz autres justiciers & officiers, ou à leurs lieutenans presens & avenir, & à chascun d'eulx, si comme à lui apartiendra, que notre dit frere & cousin, & ses dits hoirs & succeffeurs & ayans cause ilz facent, laissent & souffrent joir & user plainement & paisiblement de noz presente grace, congé, licence, don, quittance & octroy, fans leur faire, ne souffrir estre fait, mis ou donné aucun deftourbier, ou empeschement, au contraire; & lequell se fait, mis, ou donné leur avoit esté, ou estoit en aucune maniere, l'ostent ou facent oster, & mestre tantost & fans delay au premier estat & deu. Et, affin que ce soit chose ferme & estable à tousjours, nous avons signé ces presentes de notre main & à icelles fait mestre notre seal, sauf en autres choses notre droit & l'autrui en toutes. Donné à Noyon, le douzieme jour de fevrier, l'an mil quatre cens soixante dix & de notre regne le dixieme. Ainsi signé Loys, & sur le replet, par le roy le sire d'Oullat & autres presens Flamangs.

(Suivent les entérinements de cette concession par la cour des comptes & par le sénéchal de Lyon; le premier en date du 4 avril 1470, & sous condition que toute la matière d'or & d'argent tirée des dites mines fera livrée *et plus prouchaines monnoyes*, selon l'ordonnance royale sur les monnoies; le second en date du 28 mai 1471). — (Arch. de l'Emp., P. 1357).

N° 128. — *Lettres de provision de l'office de capitaine & châtelain de Chastelneuf en Forez, pour Pierre de Bourbon, fils naturel du duc de Bourbon Charles I^{er}.* — Extrait du registre de la matricule des officiers créés en Forez par le duc Jean II, fils aîné & succeffeur dudit Charles, sous ce titre : *Lettres de Pierre le Bastard capitaine de Chastelneuf.*

Jehan duc de Bourbonnois & d'Auvergne, comte de Clermont & de Fourz, seigneur de Beaujeu, per & chamberier de France, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut. Savoir faisons que

nous confians à plein des fens, vaillance, prudhommie & bonne diligence de nostre chier & amé frere naturer, Pierre bastard de Bourbon, à iceluy, pour ces causes, & autres à ce nous mouvans, avons donné & octroyé, donnons & octroyons, de grace especial par nos presentes, l'office de capitaine & chastellain de nostre chastel & mandement de Chastelneuf, à present vacant, parceque en avons deschargé nostre amé & feal escuyer Henry d'Escalle, de son confentement, pour, iceluy office de capitaine chastellain de nostre dit chastel de Chastelneuf, avoir, tenir & dorenavant exercer par nostre dit naturel frere, aux gages, droits, proffitz & revenus & esmolumens accoustumés & qui y apartiennent, sa vie durant. Si donnons en mandement par les dites presentes, à nos amez & feaux gens de nos comptes & bailli de Fourz, ou à son lieutenant, & à chacun d'eux, si comme à luy apartiendra, que pris & reçu de nostre dit naturel frere le ferment sur ce accoustumé de faire, icelluy mettent & instituent ou fassent mettre & instituer en possession & reelle saisine dudit office de capitaine & chastellain dudit Chastel Neuf, &, d'icelluy, ensemble desdits gages, droits, proffits, revenus & esmolumens, le fassent, souffrent & laissent jouir & user plainement & paisiblement sans luy faire metre, ny donner, ne souffrir estre fait, ne mis ou donné, ores ne par le temps advenir, aulcun destorbier ou empeschement, mais à luy obcir & entendre, ez choses touchans & regardans ledit office, de tous ceux & ainzy qu'il apartiendra, en ostant & deschargeant ledit Escalles & tous autres, lequel nous en avons osté & deschargé par ces dites presentes; esquelles, en tesmoin de ce, nous avons fait mettre nostre seel. Donné en nostre chastel de Moulins, le douzieme jour d'avril après Pasques, l'an de grace mil quatre cens soixante neuf. Par Monseigneur le duc, le sire de Remarteaux, present Petit de

N^o 124). — *Fondation par forme de légat d'une autre messe chaque jour, à perpétuité, dans l'église collégiale [de Notre Dame de Monbrison], en actions de grâces d'une victoire remportée sur les Anglois par Jean II^e du nom, duc de Bourbon, & quatrième du même nom, comte de Forez.* — Extraite des lettres dudit duc remises par son ordre aux Archives de la dite église. L'acte du dépôt desquelles se lit au registre appelé *Speculum*, fol. viii^{xx} v.

Jehan duc de Bourbonnois & d'Auvergne, comte de Clermont, de Fourz, de l'Isle Jourdain & de Villars, seigneur de Beaujeu, de Nonay & de Roche en Reynier, per & chamberier de France, à tous presens & advenir qui ces presentes lettres verront, salut. Savoir faisons que nous, considérans les grant graces que Dieu nostre createur nous a faites par cy-devant, tant à la journée de Fourmigny, en la quelle il donna victoire à feu nostre très redoubté seigneur, Monseigneur le roy, sur ses anciens ennemis, les Anglois, & nous fit cet honneur que, sous nostre charge & conduite, ladite journée fut gagnée, dont dez lors nous conçûmes en volenté, & desliberâmes luy en rendre, audit lieu, honneur, graces & louanges, &, pour ce faire, fonder une messe basse tous les lundys des trespassez & tous les samedys de Nostre Dame, au dit lieu, perpetuellement, à l'honneur & louanges de Dieu & de nostre dite dame, &, avec ce, une messe basse tous les jours en l'église de Nostre Dame de Monbrison, c'est affavoir : le lundy, mercredy & vendredy des trespassez, le mardy de sainte Sufanne, le jeudy du precieux corps de nostre dit createur, samedy de Nostre Dame & le dimanche de la Trinité, lesquelles messes nous désirons fonder bien & convenablement, & pour icelles donner & laisser de nos biens, rentes & revenus, si qu'elles soient dites & célébrées audits lieux perpetuellement pour le salut & redemption des âmes de nos ancestres & predecesseurs, & pour le bien, conservation & augmentation d'honneur, de biens, seignories & lignée, &, singulierement, à l'intention & devotion de nous & de nostre très chiere & très-amée compaignie, Jehanne de France, &, à cette fin, si que nostre volenté, intention & devotion soient

entièrement parfaites & accomplies, en avons bien presentement voulu, déclaré, & par ces presentes, declairons nostre intention, & dès maintenant fondons ledites messes ausdits lieux & en la maniere que dessus, en obligeant tous nos biens meubles & immeubles, rentes, revenus & feignories où qu'elles soient, presents & avenir quelconques, pour les rentes & revenus suffisans pour le service desdites messes que doit & peut valoir à l'égart & consideration raisonnables & l'estimation que communement en tel cas est considérée, réservé toutesfois avons la publication de ces presentes à la fortune de nostre vie durant & jusques à ce qu'elles soient enterinées en nostre chambre des comptes à Molins, de les changer en autres services & devotion telles que pourrons adviser, selon l'inspiration & devotion qui nous pourront survenir en cette presente fondation si bon nous semble &c... Et entendons cette presente fondation estre par forme & maniere de legat à pies causes, & estre adnullatoire à nostre voulenté & ordonnance, jusques après nostre decez, après lequel, & non devant, voulons icelle fourtir son plain & parfait effect, si elle n'est par nous expressement revoquée. En tefmoin de ce, nous avons requis aux presens notaires instrument public pour valloir & avoir effect, selon nostre intention, à ceux qu'il apartiendra, & voulons que de ces presentes soient faits ung, deux ou plusieurs originaux, & iceux estre mis en divers lieux, si que à faute d'estre trouvez & gardez, nostre intention ne fust accomplie. Fait le onzieme jour de mars, l'an de grace mil quatre cens soixante quinze (1).

N° 129) a. — *Déclaration de Jean II, duc de Bourbon, portant qu'il cède par contrainte le Beaujolois à son frere.*

Nous Jehan, duc de Bourbonnois & d'Auvergne, conte de Clermont, de Fourefte. de l'Isle Jourdain & de Villars, seigneur de Beaujeu & de Nonnay, per & chamberier de France, à tous presens & advenir qui ces presentes lettres verront, salut. Comme nostre frere, Pierre de Bourbon, dit seigneur de Beaujeu, nous ait nagueres fait demander, par provision d'apanage, aucunes terres & feignories à tenir durant nostre vie, ou tant que serons sans hoirs massés, & au cas que aions hoirs massés, en formel & parfait apanage, & nous luy aions accordé, offert & présenté, pour la dicte cause, provision souffizante & raisonnable, & dont il se devroit bien contenter, considéré le nombre de noz autres freres & feurs, les dotz & mariages d'icelles & autres charges necessaires que avons à supporter, & l'avantage que avons par le contrault de nostre mariage & autres choses qui sont à considérer, neanmoins, nostre dit frere nous demande & poursuit, ou fait demander & poursuivre par ses gens, de plus avant luy otroier & acorder, c'est assavoir le pais de Beaujolois & Dombes, tant deça que dela la riviere de Saonne, ou recompance à value de ce que en retien-drons; & sommes deument advertis par aucuns noz serviteurs & amys & doubtons que si, nous ne luy otroions le dit pais, que le roy, nostre très redoubté & souverain seigneur, en faveur de madame Anne sa fille, femme de nostre dit frere, soit par priere & requeste que tenons, quant à nous, estroit commandement & contrainte, & par la reverance en laquelle avons nostre dit seigneur, craingnans aussi encourir roy indignation, & que autrement il nous contraigne à ce faire; pour ces causes, nous avons tenu parolles & sommes entrés en traité aveques nostre dit frere de luy

(1) Et au dos desdites lettres, sur lequel paroit avoir esté appo-sé & depuis levé le sceau dudit duc, est écrit ce qui s'en suit : « Aujourd'hui, onzieme jour du mois de mars, l'an de grace mil quatre cens soixante & quinze, très haut & puissant prince Monseigneur le duc de Bourbonnois & d'Auvergne a presente à nous notaires & tabellions royaux cy-dessous signés, cette presente lettre & cartouelle & brevette de son seel de secret, comme il apert par l'inspiration d'iceluy, disant qu'il faisoit les prestations & autres choses conteues en icelles, & par la forme & maniere illec decla-

rees, & de ce nous a requis instrument, l'an & jour dessus dits, presens à ce les seigneurs de Jaligny & de Candillac & le seigneur de La Fin, maistre d'hôtel, & Berry, secretaire dudit seigneur Jacobus Papou, Jehannes Papou, &c. — L'acte du despoit de ces lettres cloies signées au dos par les iudices notaires s'en fit entre les mains du duc & chanoines de ladite eglise collegiale de Notre Dame de Montbrison, le 30^e de mars de l'année 1474 & est inferé au principal registre de ladite eglise, appelle Speculum, fol. VIII^o & 13.

(Note de La Mure)

otroier, consentir & acorder le dit pais de Beaujolois & Dombes, tant deça que dela la diète riviere de Saonne, &, fur ce, luy otroierons bien bref noz lettres patentes & consentirons à l'exécution, interinement & plain effait d'icelles, par loy & serment de nostre corps & en parole de prince; par quoy nous proteffons par ces presentes que ce que, fur ce, en ferons, passerons & acorderons, est & fera pour la crainte, reverance & doubances dessus dictes, & qu'il ne nous puisse, ne doit porter dommage ou prejudice, ores, ou pour le temps advenir, en quelque maniere que ce soit, & que nostre droit & possession, querelle, remonstrance & accions petitoires ou possessoires nous soient entieres preservées & fauves, tant à moins otroier à nostre dit frere, comme à le luy laisser ailleurs, en lieu moins prejudiciable & plus agreable à nous. Desquelles choses nous avons requis & demandé, aux notaires à ce presens, acte & instrument public pour nous valoir & profiter en temps & lieu ce qu'il devra, au jour d'uy unziesme du mois de mars, l'an de grace mil quatre cens foixante quinze. — Signé : Jehan. — (Arch. de l'Emp. P. 136^a c. 1457).

N° 129 b. — *Donation, par Jean II, duc de Bourbon, à son frere Pierre, du comté de Clermont en Beauvoisis & de la baronnie de Beaujolois.*

A tous ceulx qui ces presentes lettres verront, Jehan Bandereul, secretaire du roy nostre sire, & garde du seal royal estably en la prevosté de Saint Pierre le Moustier, salut. Savoir faisons que Guillaume Garfaud juré notaire du roy, nostre dit sire, & du dit seal, estably en la dite prevosté, nous a rapporté qu'il a veu, tenu & leu de mot à mot les lectres patentes de très hault & puissant prince Monseigneur Pierre de Bourbon, seigneur de Beaujeu, seellées de son seal en las de foye & cire vert, saines & entieres en seal & cscripture, & desquelles la teneur s'enfuit & est telle : — Pierre de Bourbon, seigneur de Beaujeu, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme nous eussions fait remonstrer à nostre très redoubté seigneur & frere, Monseigneur le duc de Bourbonnois & d'Auvergne noz charges & affaires, luy requerant que son plaisir fust nous bailler aucune provision, jusques à ce que eussions nostre appanage, pour surporter les dites charges & entretenir nostre estat & celluy de nostre très chiere & tres amée espouse & compaignie, Anne de France; le quel nostre dit seigneur & frere, pour les dites causes & autres à ce le mouvans, inclinant à nostre requeste, nous ait baillé, pour les dites provisions, la conté de Clermont en Beauvoisin & la baronie, terre & seignorie de Beaujolois à la part du royaume, avecques leurs droitz & appartenances quelxconques, & promis de nous payer & rendre la somme de mil livres tournois, par chascun an, la provision durant, le tout en certaine forme & maniere contenue es lettres que sur ce il nous a baillées, signées de sa main, & seellées de son grant seal dont la teneur s'enfuit : Jehan, duc de Bourbonnois & d'Auvergne, conte de Clermont, de Fourez, de l'Isle Jourdain & de Villars, seigneur de Beaujeu, per & chamberier de France, à tous ceulx qui ces presentes lectres verront, salut. Comme nostre très chier & très amé frere Pierre de Bourbon nous eust fait remonstrer ses charges & affaires & les fraiz & despens qu'il lui a convenu faire & soutenir par cy devant, en maintes manieres, & que presentement & de nouvel luy sont acreeus, tant pour l'entretenement de son estat que de Madame Anne de France, sa femme, nous requerant, pour ces causes & autres qui de sa part nous ont esté dictes & remonstrées, avoir de nous aucune provision pour icelles surporter & l'entretenement de leurs diz estatz, pourquoy nous, qui chierement & cordiellement avons par cy devant aimé nostre dit frere & de present faisons, pour la grande amour & union fraternelle qui tousjours a perseveré & continue entre nous & luy, & singulierement pour l'honneur qu'il a pleu à mon très redoubté & souverain seigneur, Monseigneur le roy, faire à nous, à nostre dit frere & à toute nostre maison, de donner en mariage ma dicte dame Anne de France, sa filhe, à nostre dit frere, & aussi par consideration & en faveur de ce que Dieu, nostre createur, a faicte celle grace à nostre dicte maison de Bourbon que ma dicte dame Anne de France est presentement

enfance d'enfant, par quoy la lignée, au plaisir de nostre createur, fera par continue succession conservée & augmentée; favoir faisons que, nous, inclinans à la requeste de nostre dit frere, pour les dites causes & considerations, avons, en tant que en nous est, & faire le povons, consentu & consentons que nostre dit frere ait & preigne, par provision d'appanage, tant seulement la conté de Clermont en Beauvoisin & la baronie, pays, terre & feignorie de Beaujolois, ainsi que l'avons & tenons & qu'elle s'étend & comporte au royaume, sur & deça la riviere de Sofne, à cause des terres estans deça la dicte riviere, avecques toutes & chascune leurs appartenances & appendances, tant en villes, chasteaux, fortereffes, justices, bourgs, rivières, peages, passaiges, droiz, hommages, fiefz, arreriefz, hommes, vassaulx, subgetz, & tous autres droiz, prerogatives, prouffitz, revenues, & esmolemens, que y avons, & prenons & pourrions avoir & prandre, sans aucune chose y reserver, ne retenir, fors seulement le retour à nostre maison, à faulte de hoirs descendants de nostre dit frere en loyal mariage; &, avec ce, luy payerons, & par ces presentes luy promettons payer & rendre la somme de mil livres tournois, par chascun an, la dicte provision durant. Sans ce que autre chose il nous puisse, pour la dicte cause, demander, tant que nous vivrons & après nostre decès, au cas que nous aurions enfans masles descendants de nostre corps en loyal mariage, survivans à nous. Nous voulons & consentons que nostre dit frere ait, pour son droit d'appanage, à heritaige perpetuel de luy & des descendants de luy en loyal mariage, la dicte baronie & feignorie de Beaujolois, en la dicte partie du royaume, & aussi toutes & chascune les terres & feigneuries, droiz, appartenances & appendances d'icelles estans à la part de l'empire, & delà la dicte riviere de Sofne, ainsi que les tenons & possedons de present, & dès à present comme pour lors, & dès lors comme de present, au dit cas, voulons & accordons par ces dictes presentes que nostre dit frere les ait & preigne, &, en tant que en nous est & nous appartient, les luy delaissons, en delaisant par nostre dit frere Pierre de Bourbon, ou ses hoirs à nos diz enfans, & heritiers masles, la dicte conté de Clermont & les dictes mille livres dont dessus est faite mencion. Et s'il advient que nos diz hoirs masles voullissent avoir les dictes terres & feignories delà la dicte riviere de Sofne, ilz les pourront avoir & recouvrer de nostre dit frere ou de ses heritiers en baillant dedans quatre ans, après nostre dit decès, recompense en terres & feignouries d'autant de vallue que valent de present les dictes terres & feignories estans delà la dicte riviere de Sofne. Toutes & chascunes lesquelles choses dessus dictes nous avons promis & promettons, par la foy & serement de nostre corps & en parolle de prince, garder, observer & entretenir de point en point, sans enfreindre, ne venir, ne souffrir estre fait, ou venu par nous, ou autres, pour ou nom & adveu de nous, au contraire. Si donnons en mandement à noz amez & feaulx conseilliers, president, & gens de noz comptes, gouverneur de Clermont, baillif, juge, & autres noz officiers de nostre dit conté de Clermont, baronie, & pays de Beaujolois à la part du royaume, que des diz conté de Clermont, baronie & pays de Beaujolois, sceussent & permeissent nostre dit frere joyr & user d'icelles, prandre les prouffitz, esmolemens & revenues & icelles gouverner, officiers instituer, & destituer, &, en son nom & par son auctorité, la justice & juridicion exercer par luy, ses gens & officiers, & que à luy fassent seremens, en telz cas appartenans, & à luy obeissent d'icy en avant, comme ilz ont fait par cy devant à nous, & comme ils feroient s'il estoit à parfait & formel appanage, certain, perpetuel feigneur, propriétaire & possesseur des diz conté & baronie; & les deschargons, quant ad ce, des seremens, devoirs & ascriptions ausquelz ilz nous font & pourroient presentement estre tenus. En tesmoing de ce, nous avons signé ces presentes lectres de nostre main & à icelluy fait meistre & apposer nostre seal. Donné en nostre ville de Montbrison, le troisieme jour du mois d'avril, l'an de grace mil quatre cens soixante quinze. Jehan. — Laquelle provision ainsi à nous baillée par nostre dit feigneur & frere, & toutes & chascune les choses contenues ès dictes lectres dessus inferées, nous avons eu, & avons agreables, & les avons eues & consentons, & promettons par la foy & serement de nostre corps, par ces presentes, les garder, observer & entretenir de point en point, sans enfreindre, ne faire, ou venir, ou souffrir estre fait, ou venu par nous, noz hoirs, ou autres, ou nom de nous, au contraire. En tesmoing de ce, nous avons signé ces presentes de

notre main, & fait mettre nostre feul à icelles. Donné à Lion fur le Roine, le dix neuvieme jour d'avril l'an mil quatre cens foixante feze après Pasques. — Signé en marge : Pierre, & au replit des dictes lectres eſt eſcript par Monſeigneur en ſon conſeil & ſigné Courtin. — En teſmoign de laquelle viſion, nous garde deſſus dit, à la relation du dit juré qui les choſes deſſus dictes nous a rapportées eſtre vrayes, ledit feul royal avm & appoſé à ces preſentes lectres de *vidimus*, le quatreſme jour de ſeptembre, l'an mil quatre cens quatre vings & deux. — Garſaud. — (Arch. de l'Emp. P. 1371, n° 1976).

N° 129 c. — *Mandement de Jean II, duc de Bourbon, pour mettre son frère Pierre en possession du Beaujolois.*

Jehan duc de Bourbonnois & d'Auvergne, conte de Clermont, de Fourez, de Lisle en Jourdain & de Villars, feigneur de Chafel Chinon, de Roche en Renyer & d'Anonnay, per & chamberier de France, à noz amez & feaulx les gouverneur, juge, advocat, procureur, treforier, capitaines chaffellains, & à tous noz autres iusticiers & officiers du pais de Beaujeuloiz, à la part de l'empire ou à leurs lieutenans ou commis, salut & dilection. Comme au jour d'uy nous ayons baillé & de-laiissé, entre autres choses, à nostre très chier & très amé frere Pierre de Bourbon, par maniere de provision d'apanage, le dit pais, terre & seigneurie de Beaujeuloiz à la dicte part de l'empire, avec toutes & chascunes ses appartenances & appendences quelconques, pour en joir felon la forme & teneur de certain contract par nous & lui, fur ce, fait & passé; si voulons, vous mandons & commandons bien expressement, & à chascun de vous, que vous souffrez & permettez à nostre dit frere, ou à ses procureurs & commis, quant à ce, prendre & apprehender reurement & de fait la possession & saisine réelle & corporelle de la dicte terre & seigneurie de Beaujeuloiz, ensemble de toutes les villes, places & chasteaux effans en la dicte seigneurie; desquelles villes, places & chasteaux voulons par vous & chascun de vous, en tant que à lui touche, leur en estre baillé reurement & de fait la dicte possession & saisine. Et, en ce faisant, nous vous en avons tenu & tenons quités & déchargés, & aveques ce voulons que leur bailliez & delivrez tous & chascuns les terriers, papiers, lieves & autres enseignemens à ce nécessaires, felon la forme & teneur du dit contract. Et gardez comment que soit & fur tout que doubtez meprendre envers nous qu'il n'y ait faulce, car tel est nostre plaisir & volenté. Donné en nostre chafel de Molins, le dix septiesme jour d'octobre l'an de grace mil quatre cens quatre vings & deux. — Par Monseigneur le duc, le sire de Culant present. — (Arch. de l'Emp. P. 1366, n° 1482).

N° 129 d. — *Donation par Jean II, duc de Bourbon, à Mathieu de Bourbon, son fils naturel, de la Roche en Regnier.*

Jean duc de Bourbonnois & d'Auvergne, comte de Clermont, de Fourz, de l'Isle Jourdain & de Villars, feigneur de Chastel-Preins, d'Annonay & de Roche en Regnier, pair & chamberier de France, favoir faisons à tous prochains & avenir que pour la singuliere amour que nous avons à nostre cher & amé fils naturel Mathieu de Bourbon, desirant le pourveoir de terres & chevances où il se puisse loger & heberger, & entretenir la qualité & condition, & trouver parts pour soy colloquer quant bon luy semblera, ayant ausly la memoire de ses bons, longs, fideles, louables & recommandables services qu'il nous a par cy-devant fait & continue chacun jour, à iceluy nostre fils naturel & à ses heirs males descendants de luy en droite ligne & loyal mariage, par ces caufes & autres à ce nous mouvans, avons donné, cedé & transporté, donnons, cedons & transportons par ces presentes, nostre chastel, châtellenie, terre, baronie & feigneurie de Roche en Regnier, ensemble les places & lieux d'Athiers. Macevnant & Epernon, & Retournat, estans des appartenances

audit lieu de Roche, avec les cens, rentes, hommes, domaines, justice, & tout le droit & action que nous y avons & pouvons avoir, au moyen de l'acquisition par nous faite de Antoine de Levy, &c. sauf, toutesfois, aux sieurs de la Voulte & de Mireber l'usufruit qu'ilz prennent, perçoivent & ont de long temps accoutumé de prendre & percevoir sur la dite terre de Roche, selon & ainzy que le contiennent amplement les contrats passés entre nous & luy &c... & en cas que nostre dit fils allaist de vie à trépas, sans hoirs mâles descendants de luy en droite ligne, ou ses hoirs sans hoirs mâles, icelle terre, chastel, & châtellenie, baronnie & seigneurie reviendront à nous & à nos successeurs à la comté de Fourz toutes fois & quantes que la ligne masculine procréée en loyal mariage defaudra en perpetuelle. Si donnons en mandement &c... Donné à Compiègne au mois d'octobre, l'an de grace 1486. — Registré en la chambre des comptes de Moulins, le 17 novembre 1487. — (Mss. du P. André, Bibl. de Befançon).

N° 129 c. — *Transport fait par le cardinal de Bourbon à Pierre, son frère, de ses droux à la succession de ses père, mère & frères.*

Nous, garde du seal commun royal establi aux contractz ès bailliage de Maçon & seneschaucée de Lion, favez sifions à tous ceulx qui ces presentes lettres verront, que, comme feuz très haultz & puissans prince & princesse monseigneur Charles, duc de Bourbonnois & d'Auvergne, conte de Clermont, de Fourz, de la Marche & de Lisle Jourdain, seigneur de Beaujeu & de Chastel Chinson, & ma dame Agnès de Bourgoigne, sa femme, soient ja pieça allez de vie à trépas, mon dit seigneur le duc, seigneur saify & possesseur des dites seigneuries, delaissez & survivans plusieurs seigneurs & dames, leurs enfans, filz & filles procrez & descenduz de eulx en loyal mariage, & entre autres feu monseigneur Jehan, duc des dits duchés & contés, foy pourtant heretier universal des dits seigneur & dame ses pere & mere, & très reverens peres en Dieu très haultz & puissans princes monseigneur Charles, cardinal de Bourbon, archevesque & conte de Lion, & Loys, evesque & duc du Liege, feu monseigneur Jaques leur frere, & très hault & puissant prince monseigneur Pierre, conte de Clermont, de la Marche & seigneur de Beaujeu; & après mes dits seigneurs, le duc Jehan, Loys, duc du Liege, & Jaques soient aussi allez de vie à trépas sans enfans procreés & descenduz d'eulx, naturelz & legitimes, survivans à present tant seulement des dits freres mes dits seigneurs Charles, cardinal, & Pierre, conte de Clermont, de la Marche & seigneur de Beaujeu; entre lesquelz fe pourroient, que Dieu ne vueille, mouvoir aucunes controverses, causes & questions, à cause des successions, droiz, querelles, actions & reclamacions que mes dits seigneurs Charles & Pierre ont & pourroient avoir, & leur compécte, & pourroient competer & appartenir, conjointement ou sepagement, ès successions de leurs dits pere & mere, frere & feurs, & ès dits duchés & contés, baronies, terres & seigneuries, & autres quelconques, de quelque lignie & de quelque part que elles leur seroient & pourroient estre escheutes par le decés d'aucuns feuz mes seigneurs leurs parens & lignagiers, ascendens & descendens, ou collateraulx quelconques: ainsi estt que estant en presence & personelement establi le dit très reverend pere en Dieu, très hault & puissant prince, monseigneur Charles, cardinal de Bourbon & conte de Lion, en la presence des notaires & tabellions royaux & tesmoins deffoubz escriz pour ce appelez, sachant, certain & bien confeitlé, & de ses droiz & actions bien & deuement certiffié, comme il dit, & après avoir veu & leu les testaments, ordonnances & dernieres volentés de ses dits pere & mere, & freres & feurs, iceulx & chascun d'eulx, bien adverty & instruit, sans aucune induction, seduction ou subgestion d'autres quelconques, mais de sa bonne, franche, spontanie & liberale volenté, aiant consideration à la haulte & grande renommée & excellance de la maison de Bourbon, laquelle par si long temps a esté entretenue & conservée en puissance de bonnes & grandes seigneuries, defiant que encoures elles continuent, accroissent & augmentent de plus en mieulx, aussi, à la singuliere amour & parfaite dilection qui a, par cy devant, tousjours esté tant cordiale & plus que

entre autres leur freres, especiale & actuellement plus aprochée entre lui & mon dit seigneur Pierre, laquelle il veult entretenir, augmenter & accroistre, & icelle à tousjours mais à son sepulchre fermer & joindre avecques luy inseparablement, considéré aussi les grans, louables, recommandables & très agreables plaisirs & honneurs que mon dit seigneur Pierre luy a faitz par cy devant & fait chascun jour, & à ce qu'il puisse plus vertueusement & puissamment servir le roy & le royaume, & entretenir l'estat de très haulte & puissante princeesse ma dame Anne de France, la femme, dont la dite maison de Bourbon est tant honorée, & par plusieurs autres grans causes, raisons & considerations le mouvans, & par exprest qu'il luy plaist ainsi, delaisse, quicte, cede, tranpourt & remet à mon dit seigneur Pierre tout le droit, nom, action, part, portion, querrelle, escheute & reclamacion, petitoires ou possessoires, qu'il a & peult avoir, luy compectent & appartenent, & luy peult competer & appartenir, par quelque cause, moyen & raison, & à quelque titre que ce soit, es dits duchés & contés, terres & seigneuries de Bourbonnois & d'Auvergne, Clermont, Fourz, la Marche, Lisle & Beaujolois, tant deça que delà la Saonne, & toutes autres terres & seigneuries escheutes à ses dits pere & mere, & freres, & collateraux quelxconques, voulant autant valoir ces presentes comme si elles estoient specialement exprimées, & leurs appartenances & dependances quelxconques, soient en fiefz, homages, reveschez, droiz, prerogatives quelxconques, chasteaulx, villes, villages, & leurs values, prouffiz & revenues, à quelque value & estimation que elles soient & puissent estre, & d'icelles se desiste & despart ou prouffit & utilité de mon dit seigneur son frere Pierre, conte de Clermont, & seigneur de Beaujeu, dessus dit, & des siens & successeurs quelxconques, sauf & réservé que, ou cas que mon dit seigneur Pierre iroit de vie à trespas, sans enfans descendens de luy en loyal mariage, ou dit cas mon dit seigneur le cardinal fera & reviendra à tel droit & action petitoires ou possessoires, part & portion qu'il a & peult avoir, luy competent & appartient de present, non obstant ces presentes cession, remission & quittance, lesquelles, ou dit cas, ne pourront, ne devront prejudicier, ne prejudicieront en riens à mon dit seigneur le cardinal. Et à ce consentira & accordera mon dit seigneur Pierre & s'emploiera de son pouvoir de le faire agreer, consentir, accorder & passer au roy, nostre souverain seigneur, & luy en octroyer ses lettres patentes. Et, ou dit cas que les dites terres & seigneuries reviendroient à mon dit seigneur le cardinal, ce seroit à telz debtes, charges & hypotheques qu'elles sont de present, dont les dites terres sont affectées & hypothéquées, & mon dit seigneur le cardinal en acquiescera & tiendra quicte mon dit seigneur Pierre, son frere, de ce qui en fera deu après son decès, en acquiesçant & dechargant la conscience & honneur de mon dit seigneur Pierre, son frere, & des siens & successeurs quelxconques. Et promet mon dit seigneur Charles, cardinal de Bourbon, par son serement, la main mise à son estomac & levée aux saints euvangiles presens, en parolle de prince & par l'ordre de sa dignité, tenir ferme & accomplir & jamais contre ne venir, ne souffrir estre venu par luy ou autre, en jugement & dehors, au contraire, jurant & affermant par son dit serement toutes & chacunes les choses dessus dites vrayes, les notaires cy dessous escriz & chascun d'eulx pour le tout stipulans & acceptans les dites cession, promesses, quittance, remises & transportz, seremens & autres quelxconques choses dessus dites & dessous escriptes, au prouffit, euvre & utilité de mon dit seigneur Pierre, conte de Clermont & seigneur de Beaujeu, & des siens heritiers & successeurs, & qui de luy auront cause quelxconques; presens à ce très reverend pere en Dieu Monseigneur André de Spinay, archevesque de Bourdeaux, & noble & puissant messire Jehan du Mas, chevalier, seigneur de Lisle & de Benegon, chambellan, & conseillers du roy nostre sire, ambassadeurs dudit sire & envoyez par devers mon dit seigneur le cardinal pour le visiter & consoler de la mort de mon dit seigneur Jehan, son frere, & traiter & conclurre l'entretenement, amour & union des dits freres, acceptans & recevans pour mon dit seigneur Pierre & à son prouffit & utilité toutes & chascunes les choses dessus dites. Et pour ce que mon dit seigneur Charles cardinal de Bourbon fait presentement & a intencion de faire sa residence plus continuelle en la cité de Lion, pays de Lionnoys, & es environs, es prouchains pais, entre lesquels est le dit pais de Beaujolois, mon dit seigneur le cardi-

nal, après ce que liberalement & par cordiale amour & dilection qu'il a à mon dit seigneur Pierre, son frere, s'est departy des successions, droiz, seigneuries dessus dites, requiert & prie à mon dit seigneur son frere Pierre, conte de Clermont & seigneur de Beaujeu, qu'il luy laisse l'usufruit & joyssance par le cours de sa vie, tant seulement, du dit pais de Beaujolois, tant deça que delà la riviere de Saonne, pour en prendre les prouffiz, revenuz & esmolumens, fa dite vie durant, dont il pourra, au plaisir de nostre Seigneur, vivre plus pieusement & liberalement & plus honnorablement, & entretenir son estat, & qu'il le laisse joir du dit pais, comme fait de present mon dit seigneur Pierre, & en a joy par ci devant & à telz droiz, preeminences & facultés; & aussi que mon dit seigneur Pierre, conte de Clermont, seigneur de Beaujeu, paie & delivre, ou face paier & delivrer, en ceste ville de Lion, à mon dit seigneur le cardinal, la somme de ving mille frans, monnoie courant, & ce quant, par la partie de mon dit seigneur le cardinal, le dit monseigneur de Beaujeu sera requis, pour satisfaire & foy acquiescer envers aucuns creanciers esquelz mon dit seigneur le cardinal est tenu. Et, en outre, mon dit seigneur le cardinal prie & requiert à mon dit seigneur Pierre son frere qu'il preigne la charge d'acquiescer & tenir quicte mon dit seigneur le cardinal des debtes & charges de feuz messeigneurs ses pere & mere, & freres, desquelles l'en luy pourroit faire demande & pourroit y estre tenu, afin que son honneur & conscience n'en demeurent en riens chargés; lesquelles choses, messeigneurs de Bourdeaux & de Lisle, à ce presens, ont promis de rappourter à mon dit seigneur de Beaujeu, &, en baillant & delivrant ces presentes, faire bailler par mon dit seigneur Pierre autres lettres bonnes & valables en la forme & maniere & à telles promesses, seremens & ascriptions faictes par mon dit seigneur Pierre, que sont ses dites presentes, pour l'accomplissement des choses dessus declarées que demande mon dit seigneur le cardinal à luy estre faictes, accordées & passées par mon dit seigneur de Beaujeu. Et pour les choses dessus dites tenir, attendre & observer, mon dit seigneur le cardinal foubmet foy & ses biens meubles & immeubles, ecclesiastiques & mondains quelzconques, presens & advenir, quelque part qu'ilz soient aux juridictions du roy, nostre dit sire, son bailli de Mafcon, seneschal de Lion, & une chascune d'icelles. Et a renuncé & renuncie mon dit seigneur le cardinal à touz droiz & privileges par lesquels il pourroit venir au contraire des choses dessus dites, ou aucune d'icelles, & mesmement au droit disant que : generale renunciation ne vault si la speciale ne precede. En tesmoing desquelles choses, nous garde du dit feel commun, avons fait mestre & mis à ces presentes le dit feel commun. Fait & donné à Lion en la maison archiepiscopale & chambre de mon dit seigneur le cardinal, le quinziesme jour du mois d'avril, après Pasques, l'an de grace mil quatre cens quatre vingz & huit, presens à ce spectables & nobles personnes messire Jehan de Saint Haon, docteur en loix & en decret, conseiller du roy nostre dit sire en son grand conseil, Loys du Pechin, seigneur de Valenc ou diocese de Clermont, Olivier Sestie, seigneur de Caumont ou diocese d'Auvergne, & Gilbert de Chantelot, seigneur de la Cheze, ou diocese de Clermont, maîtres d'ostel de mon dit seigneur le cardinal, tesmoins à ce appelez & requiz. — Et cohercions, compulsions, contraintes & filles des cours donné comme dessus. — Signé : Bullioud. — Ainsi que dessus est contenu a esté fait & passé par devant les tesmoins dessus nommés & moy Claude Bullioud, citoyen de Lion, notaire & tabellion royal. — Bullioud. — Et par devant moy Jehan Favre, aussi citoien de Lion, notaire & tabellion royal. — Favre. — (Arch. de l'Emp., P. 1373, n° 2138).

N° 130. — *Notice de la fondation des prébendes de Bourbon, dans l'église métropolitaine de Lyon, par Charles, second du nom, duc de Bourbon, & archevêque de ladite cité, & de l'assignat & accroissement de la dotation desdites prébendes que fit le duc Pierre, frère, cessionnaire, héritier & successeur dudit cardinal.* Tirée de l'ancien registre de ladite église métropolitaine intitulé : *Magnus liber obituum ecclesie Sancti Joannis Lugdunensis.*

Obiit Dominus Carolus de Borbonio tituli Sancti Martini de Montibus, presbiter, cardinalis &

archiepiscopus Lugdunensis, anno 1488 die 13 septembris, qui sacellum in ecclesia Lugdunensi magnis sumptibus ædificari cœptum, morte præventus, imperfectum reliquit. Quod, postea, Petrus de Borbonio, comes Forensis, ejus frater, ad preces Andreae de Pinay, sanctæ ecclesiæ cardinalis, archiepiscopi Lugdunensis, atque capituli, perficiendum suscepit, & annum redditum præbendariorum ex fundatione dicti Caroli fratris de 260 libris, auxit de aliis quadraginta libris, quam summam trecentarum librarum assignavit super decimis Sancti Marcellini, Sancti Eugendi, & Chambeonis, tam pro servitio præbendariorum quam pro xii libris & xii solidis turonensibus, & dictus Petrus impetravit à Francisco de Rohan, archiepiscopo & ab universo capitulo, ut collatio præbendarum dicti Caroli ad se & successores comites Forenses pertineret.

Nº 130 a. — *Donation par le roi Louis XI à Anne de France, sa fille, dame de Beaujeu, de tous les biens qu'il avoit recueillis dans la succession de Charles d'Anjou, dernier roi de Jérusalem.*

Louis &c. comme puis naguères feu nostre très cher & très amé frere & cousin, Charles d'Anjou, dernier roy de Jerusalem & de Sicile, comte de Provence, du Maine & de Gien, soit allé de vie à trespas, au moyen duquel toutes & chacunes ses terres & seigneuries & appartenances quelconques, quelle part qu'elles soient situées & assises, nous sont advenues & échueves par droit de succession, favoir faisons que nous, considérant la grande affection naturelle que nous avons à nostre très chere & très amée fille Anne de France, dame de Beaujeu, voulant par ce luy ayder à supporter les grands frais & despens que faire luy convient chascun jour pour le fait & entretenement d'elle, ses gens & officiers &c. à icelle Anne nostre fille, &c. avons donné & donnons &c. par pure, simple & irrevocable donation, par ces presentes, pour elle & pour ses enfans mâles & femelles, descendants d'elle en ligne directe, nos comté, terre, & seigneurie de Gien avec toutes & chacune les villes, chasteaux, chastellenies &c., justices, juridiction &c., aubengages, espaves, peages, patronages d'eglise, collation &c. sans aucunes choses en réserver, ne retenir, fors seulement les foyes & hommages liges & le reffort de juridiction & souveraineté en faisant & payant les fiefs & aumosnes & autres charges anciennes & foncieres, ou & ainfy qu'il appartiendra, pour dedits comtés, ville, chasteau, &c. avoir, tenir &c. perpetuellement & à tousjours &c. sans ce que au temps advenir &c. Si donnons en mandement &c. à nostre Parlement à Paris, gens de nos comptes & tresoriers, au baillif de Montargis &c. car ainfy nous plaist-il estre fait &c. Donné à Thouars au mois de decembre, l'an de grace 1481, de nostre regne le 21^e, signé : Louis. Enregistré au Parlement le 27^e mars 1481, avant Pasques & en la chambre des comptes le 4^e fevrier 1481. — (Mss. du P. André, Bibl. de Befançon).

Nº 130 b. — *Acquisition de Bourbon Lancy, par Pierre II, duc de Bourbon.*

A tous ceux &c... la prevosté de Saint Pierre le Moustier, personnellement estably noble & puissant seigneur Messire Guillaume de Vergy, d'Autray, de Champlite, &c... baron de Bourbon Lanceys &c... vend à très haut & très puissant prince, Monseigneur Pierre, duc de Bourbonnois & d'Auvergne, & à très haute & très puissante princesse Madame Anne de France, duchesse desdits pays, sa femme, prefens & acceptans & stipulans, pour le prix & somme de douze mil escus d'or à la couronne, au coing & armes du roy nostre sire à present [regnant], receu realement & comptant &c... la baronnie, terre, chasteau, ville, bourg & chastellenie de Bourbon Lanceys, & d'icelle la justice, les juridictions, haute, moyenne & basse, mere & mixte impere, tout ainfy qu'elles s'estendent & comportent, mouvant & tenu du fief & hommage, reffort & souveraineté du roy

nostre sire, avec ses appendances, devoirs, droits, honneurs &c. En outre, transporte le dit sieur de Vergy à mesdits seigneur & dame tout le droit & action qu'il a & peut avoir sur & contre damoiselle Guillemette de Vergy, dame de la Balfie, des terres & seigneuries de Chezelle & Dompierre, vendues par la dite dame de la Balfie &c. En tesmoing de ce &c. Fait au chasteil de Moulins, le 13^e jour de decembre l'an 1488. — (Mss. du Père André, Bibl. de Befançon).

N^o 130 c. — *Acquisition des vicomtes de Carlat & de Mural & Vigoureux, par Pierre II, duc de Bourbon, & Anne de France.*

A tous ceux &c. savoir faisons que &c. Personnellement establis hauts & puissans seigneurs Jean d'Armagnac & Louis d'Armagnac freres, & chacun d'eux pour le tout, autorisés par lettres du roy données au Plessis du Parc les Tours, le premier may 1489, vendent, cedent, transportent, par titre de vendition, échange & permutation &c... à très haut & très puissant prince & princepsse monseigneur Pierre, duc de Bourbonnois & d'Auvergne, & Madame Anne de France, sa compaignie, & espouse, duchesse desdits duchés, presens en leur personne, pour eux, leurs hoirs &c... les terres, vicomtes, chasteaux & seigneuries unies & les appartenances desdites seigneuries de Carlat & de Murat, vicomté & pays de Carladès & de Murat, en quelque chose qu'il consiste & puisse consister &c... sous le ressort & superiorité du roy, pour le prix & somme de cent mille livres monnoye du roy &c.... c'est assavoir que nosdits seigneur & dame de Bourbon transportent auxdits d'Armagnac, vendeurs & permuteurs, la comté de l'Isle Jourdain &c... avec tous ses droits &c., en payement auxdits d'Armagnac pour le prix & somme de quarante mil livres tournois &c. . en outre remettent aux dits d'Armagnac les terres & chasteaux de Boffols, Fay & autres qui furent baillées par lesdits d'Armagnac à feu monseigneur Jean, duc de Bourbonnois, au contract de mariage de luy & de feu Madame Catherine d'Armagnac, sœur desdits d'Armagnac, pour le prix & somme &c... de trente trois mil trois cens trente trois livres six sols huit deniers tournois &c... Outre baillent & deslivrent auxdits d'Armagnac les terres & chasteaux d'Aisse & Ayen situés en Limosin &c... pour le prix & somme de quinze mil escus d'or valans vingt six mille deux cent cinquante livres, avec tous droits, devoirs, &c... & le residu montant à la somme de quatre cent seize livres 13 sols, 4 deniers, que mesdits seigneur & dame, duc & duchesse, ont payé auxdits d'Armagnac &c... En outre lesdits seigneur & dame prennent à leur charge d'appointer avec Monsieur de Saint Pierre le droit qu'il peut avoir en la seigneurie de Carladès &c... & aussi avec le sire Jean Dumas, chevalier, seigneur de Lisle, le droit qu'il peut avoir sur la vicomté de Murat & seigneurie de Vigoureux, par donation à eux faite par le feu roy Loys que [Dieu] absolve &c... semblablement prennent charge d'acquitter lesdits d'Armagnac, de payer pour eux la somme de quatre mil livres deues à messire Jean Tacquet pour la terre de Vigoureux. Promettant les dits parties &c... Et le roy nostre souverain seigneur à ce present &c... loue, ratifie, accorde &c.... appose le sceel royal de Tours, le samedi 2^e jour de may, l'an 1489. (Mss. du P. André, Bibl. de Befançon).

N^o 130 d. — *Accord entre Louis, duc d'Orléans, & Pierre II, duc de Bourbon.*

Nous Louis, duc d'Orléans, & Pierre, duc de Bourbon, voyans & considerans les grands, fausses & dampnées entreprises que les ennemis du roy nostre souverain sire, comme Anglois, Espagnols, & autres, font de jour en jour contre ledit seigneur & son royaume, & le desordre que aujourd'hui y est, à cause des divisions qui par cy-devant ont esté, ledit seigneur & ses subjets feroient en danger de tomber en grands inconveniens, se par nous. qui sommes les plus prochains de la

couronne & ses plus proches parens, & qui en ceste matiere avons le plus grand intereff, n'y estoit promptement le remede convenable pourveu, lesquelles choses, sans grande union & amitié, bonnement ne se peuent faire; & aussy, pour aucuns differends qui, le temps passé, ont entre nous esté, soubz couleur d'aucuns faux rapports faits l'un à l'autre, sont venus infinies maux &c. Ce considéré, voulons & consentons &c... nous reprenant l'un à l'autre en amour perpetuel, promettons en parole de prince, en la foy & ferment de nos corps, & par le baptisme que apportaimes sur les fonts, & par les saintes Evangiles cy-dessus touchées, de bien & loyaument servir le roy Charles, à present regnant, nostre dit souverain seigneur, vivre & mourir en son service, defendre & garder sa personne, son autorité, son royaume & toute la chose publique, prier & requérir ledit seigneur redresser & mettre en ordre le fait & affaires de son dit royaume, foullager son peuple, reformer la justice, faire en tout & partout, envers luy & son dit royaume, comme bons & loyaux fujets & parens doivent faire envers leur roy & souverain seigneur, & semblablement aymer l'un l'autre, porter, favoriser, soustenir &c... en tout & partout faire l'un pour l'autre, comme bons freres, parens, amys & alliés doivent faire. Et pour ce que nous seuls ne pouvons faire les choses dessus dites, & requis avoir à nous ayder aucun grand personnage, gens expérimentés, bons & loyaux audit seigneur, avons pris & prenons en amitié & compaignie le comte de Dunois, les evesques d'Alby & de Montauban, les sieurs de Miolans, de l'Isle, du Bouchage & de Granneault chambellan dudit seigneur, auxquels promettons, en la propre forme que cy dessus avons promis l'un à l'autre &c... voulans estre reprochés faux & desloyaux en cas qu'au contraire venions. Fait à la Fleche, le 4^e jour de septembre 1489. (Mss. du P. André, Bibl. de Befançon).

N^o 130 e. — *Lettres inédites d'Anne de Beaujeu.*

À Monsieur de Saint Bonnet.

Mons' de Saint Bonnet, le roy vous escript presentement pour les mariages du fils de Mons' de Menon, mon conseiller & maistre d'ostel ordinaire, avecques la fille de Madame de Mantellan, vostre femme, & de Loys du Fau avecques la fille dudit sieur de Menon. Et, pour ce que les choses me semblent bien raisonnables de tous coustiez, & que mieulx ne sauriez faire, je vous en ay bien voulu aussi escrire, & vous prie que vous, & vostre dite femme, veuillez consentir, accorder & avoir agreable lesdits mariages en maniere qu'ils fortent en effect. Et vous me ferez très grant & singulier plaisir dont j'auray bonne souvenance quant d'aucune chose me requerriez Et à Dieu soyez. Ecrit à Bloys le xix^e jour de janvier. — Signé : Anne. — Contresigné : Nor-mant. — Bibliothèque Impériale, Mss. français, n^o 2929, fol. 7.

À Mademoiselle de Mantellan

Mademoiselle de Mantellan, j'avoys donné charge à Patoufseau passer par vous; toutefois je doute qu'il ne vous ait trouvé, par ce que estiez partie pour aller à Paris, & come j'entens estes de retour, & à ceste cause vous escrips venir devers moy, pour vous donner tout les conseil & aide que pourray & sauray en vostre affaire; & eependant ne mettez vostre argent en main de personne que ne vous soit recouvrable à toute heure & où il n'y ait fchuré. Car, puis que vous avez voulu me parler de vostre affaire, je veul bien vous y conseiller & aider autant qu'il me fera possible. Ce que craindroys faire si vous laissez conseiller à gens qui ne vous fussent parens, ne amys, ne aymant vostre bien, honneur, ne vostre fille. Vous venant icy, nous en deviserons plus au long; & à Dieu, ma demoiselle de Mantellan, qui vous ait en sa garde. — Ecrit à Molins le v^e de janvier. — Signé : Anne de France. — Contresigné : Chateau. — (Bibl. Imp., Mss. fr., 2929, fol. 8).

À Monsieur mon bon frere, cousin & allyé, le roy très chrestien (Charles VIII).

Monsieur mon bon frere, je aye receu par le sieur de la Pomeraye vos lettres, & avecques fa charge, entendu la singuliere benevolence & amitié que me portés, dont je fuis très consolée & vous en remercie de tout mon cuer, vous priant de toujours ainſy continuer, comme c'eſt la ferme confiance de celle que eſt & à jamais ferra voſtre bonne ſeure, coſine & allyée, Anne. — (Lettre autographe, Bibl. Imp., Mss. fr., n° 2929, fol. 10).

À Monsieur du Bouchage.

Mons^r du Bouchage, je vous adreſſe ce porteur par lequel j'eſcrips au roy. Prefentez le luy & luy dictés que ſon plaſiſr ſoit l'oyr ſeul, & à part, & que nul ne le oye, & qu'il n'en die riens à perſonne, ne à ambaxadeur, ne autre quelconque. Car s'il a patience, il faudra beaucoup de choſes. J'ay donné charge audit porteur que, après qu'il aura parlé au roy, qu'il vous dye ſa charge, laquelle vous pourrez dire à Mons^r le chancelier & non à autre quelconque il ſoit. Et vous prie de ainſy le faire & que tout ſoit tenu le plus ſecret que faire ſe pourra. Et à Dieu. Eſcript de Bloys ce dixieme de ſeptembre. — Signé : Anne. — Contreſigné : Normant. — Bibl. Imp., Mss. françois, n° 2929, fol. 12.

À Monsieur du Bouchaige.

Mons^r du Bouchaige, je vous envoie ce porteur qui eſt celluy que j'ay pour ceſte heure, qui eſt pour myeux faire le voyage. La cauſe eſt que celluy qui eſt venu, à qui vous avez parlé, ne puiſſe retourner. Ce que je doute qu'il ne pourra faire, ainſi qu'il m'a dit, mais je le fays ſejourner & ſe..... (lacune) & qu'il me aſſeure de pouver aller, je le retourneray, car il me ſemble qu'il ſeroit meilleur que nul autre. Dites au roy qu'il ne dye rien de ce porteur, car j'entens qu'on ne ſçache rien de ce qu'il pourtera. Envoyez moy par luy, bien cloux, ce qu'il faudra que je depeſche & tout ce qu'il plaira au roy que je face. Et à Dieu. Eſcript à Bloys le xii^e de ſeptembre. — Signé : Anne. — Contreſigné : E. Normant. — (Bibl. Imp., Mss. fr., n° 2929, fol. 18).

À Madame du Bouchaige.

Ma commere, pour ce que je deſire ſavoir des nouvelles de ma fille, je veulx que m'en eſcripvez & comment elle ſe porte (1). Auſſi prenez y tousjours garde, ainſy que avez fait juſques icy & vous me ferez plaſiſr; & à Dieu, ma commere, qui ſoit garde de vous. Eſcript à Grenoble le xviii^e jour de juing. — Signé : Anne. — Contreſigné : Delavigne. — (Bibl. Imp., Mss. fr., n° 2929, fol. 19).

À ma commere Madame du Bouchaige.

Ma commere, j'ay receu voz lettres & veu par icelles comme ma fille ſait bonne, dont je loue Dieu. Ce m'eſt grant plaſiſr de fouvant en avoir des nouvelles. Et à Dieu, ma commere. Eſcript à Angiers le tiers jour d'avril. — Signé : Anne. — Contreſigné : Normant. — (Bibl. Imp., Mss. fr., n° 2929, fol. 41).

(1) Suzanne de Bourbonne, née le 10 mai 1491.

À ma commere, Madame du Bouchaige.

Ma commere, j'ay receu les lettres que m'avez escriptes & veu par icelles comme ma fille fait bonne chere, de quoy je suis bien joieuse. Je vous prie que continuez de tousjours m'en faire faveur & vous me ferez plaisir & à Dieu foies. Escript à Angiers le second jour d'avril. — Signé : Anne. — Contresigné : E. Normant. — (Bibl. Imp., Mss. fr., n° 2929).

À ma commere, Madame du Bouchaige.

Ma commere, j'ay fceu par vos lettres que ma fille ce faict toujours de mieulx en mieulx nourrir, dont je suis bien joyeuse. Et vous prie que, le plus souvant que pourrez, m'escripvez de ses nouvelles & des lettres. Et à Dieu, ma commere, qui vous ayt en sa garde. Escript à Valence le xxvi^e jour de juillet. — Signé : Anne. — Contresigné : Gapin. — (Bibl. Imp., Mss. fr., n° 2929).

À ma commere, Madame du Bouchaige.

Ma commere, j'ay esté très aise des nouvelles que m'avez mandé de ma fille, & que le peu de mal qu'elle a eu que ce n'est que des petites dens, ainsi que m'escripvez, & croy que si la nourrice estoit ung peu mallade que ne le me celleriez non plus que de ma fille. Je n'entens pas aussi que faciez le contraire. Toutesfoys j'ay esté en payne par la lecture que m'escripait maistre Albert qu'il a trouvé ma fille ung peu chaulde, & que, si c'estoit à luy à faire, il bailleroit quelque casse à la dite nourrice, ce que je treuve bien estrange de bailler medecine, s'il n'eult trouvé ladite nourrice efmeue ou en fievre. Par quoy, ma commere, je vous pryé que incontinent envoyez querir Cateryne, & voyez de son laidt, s'il elle est en fievre, ou s'il y a mutacion, & luy dictes qu'elle la voye la nuit, si elle est chaulde, ou autrement qu'elle n'a acoustumé, & si vous ne trouvez nullement qu'elle n'a acoustumé, ne luy changez point ses viandes, car je vous envoye maistre Millon qui vous dira ce qu'il fera bon de faire, lequel partit samedi. Et vous pryé que incontinent depeschez le poste, & m'escripvez bien au long de madite fille & de ma nourrice. Et à Dieu. N'oubliez pas à me mander des vostres. Escript à Grenoble le xviii^e jour de juing. — Signé : Anne. — Contresigné : Delavigne. — (Bibl. Imp., Mss. fr., n° 2929).

À Monsieur le tresorier Robertet.

Monsieur le tresorier, j'escripiz au roy comme il y a ja long temps que je ne luy ay point montré mon affaire, & que je luy supplie très humblement qu'il luy plaife l'avoir pour recommandé, ce que je croy qu'il fera, car j'en ay tousjours heu en luy ceste fiance. Je vous pryé, Monsieur le tresorier, que, de vostre part, m'y vueillez estre aydant envers mondit seigneur, & je m'en tiendray bien tenue à vous, avec les autres plaisirs que m'avez tousjours faitz, ainsi que plus au long j'ay chargé à Mons^r François de Saint Felix vous dire, vous priant le vouldrois croire & à Dieu, Monsieur le tresorier, que vous donne ce que desirez. Escript à Chantelle le xi^e jour de decembre. — Signé : Anne de France. — Contresigné : Goy. — (Bibl. Imp., Mss. fr., n° 2930, fol. 115).

À Monsieur (le roi Louis XI).

Mons^r, par la lecture que vous a plu me fere escripre, & par les lestres des medefins, je fu qu'avés la goutte, & le plus grant ennuy que je puisse avoir, quant je fé qu'estes mal, est que ne suis avecques vous, vous supliant, Mons^r, que comendez à cieü que ving[ent] qui m'en fassent faveur

de votre senté, car, sur ma foy, je ne suis point à mon aye le jour que je n'eusse. Vos enfens font très bonne chère, priant le createur qui vous donne senté & longue vie, de la main de votre très humble & très hobeiffante fille, Anne. — Lettre autographe. — (Bibl. Imp., Mss. fr., n° 2930, fol. 116).

N° 130 f. — *Confirmation des droits royaux sur le comté de Forez, octroyée par le roy, à Pierre II, duc de Bourbon.*

Charles, par la grace de Dieu, roy de France, favez faisons à tous presens & à venir, que comme nostre très cher & très amé frere & cousin, le duc de Bourbonnois & d'Auvergne, conte de Fourestz, nous ait humblement exposé que son dit comté de Fourestz est une des plus anciennes contes de nostre royaume, & despieça feu de bonne memoire, Loys, nostre predecesseur, roy de France, & Guy lors conte de Fourestz, predecesseur de nostre dit frere, firent ensemble certain: transaction par laquelle, entre autres choses & mesmement pour consideration de ce que ledit conte Guy s'estoit de son propre mouvement & liberallement & nouvellement constitué vassal de la couronne de France, & avoit recongneu en tenir la dicte comté, laquelle auparavant avoit esté, de toute ancienneté, tenue & réputée seigneurie fouveraine, & comme telle exempte de tout hommaige & ferelement de fidelité, icelui nostre predecesseur luy donna, ceda & delassa tous les droiz royaux qui, au moyen de la dicte reconnoissance, lui povoient estre advenuz esdits comté & seigneurie de Fourestz, chasteaux de Marcillac, d'Onzieu, Cleppieu, Saint Prier, Lavyeu & Saint Romain, assis ou dit comté, sans y faire aucune reservation, ne exclusion; lequel don eust depuis esté bien & deument confirmé & ratifié par feu de bonne memoire Philippe & autres noz predecesseurs, roys de France, ainsi que plus à plain est contenu en leurs lettres patentes sur ce, à diverses foiz, octroyées, & à ce tiltre & moyen qui est juste & fondé en toute bonne equité, ayent compecté & appartenu au dit feu conte Guy & autres ses succeffeurs, contes de Fourestz, & à present compectent & appartiennent à nostre dit frere expositant, comme leur vray heritier, tous les dits droiz royaux d'icelui comté, desquelz ses dits predecesseurs & luy ont joy, ou doivent raisonnablement joir paisiblement, quelz qu'ilz soient; considéré les causes qui meurent nostre dit predecesseur de faire le dit don; & entre autres luy compectent & appartiennent les droiz de decime, ou dixiesme partie de l'emolument des mynes d'argent & autres metaux qui ont esté & pourront estre ouvertes & trouvées ou dit comté, de laquelle decime, ou dixiesme partie, pour plus grant seureté & approbacion du droit d'icelui nostre dit frere & cousin, & de ses dits succeffeurs, feu nostre très cher seigneur & pere, que Dieu aboille, par ses lettres patentes en forme de chartes données à Noyon, ou moys de fevrier mil quatre cens soixante dix, deument verifiées, ainsi qu'il appartient, eust, entre autres choses, fait don & transport, non tant seulement des mynes qui se trouveront en la dicte comté de Fourestz, mais en toutes ses autres terres & seigneuries, à feu nostre oncle & cousin, Jehan duc des dits duchez de Bourbonnois & d'Auvergne, & conte du dit Fourestz, dernier decédé, lequel, à ces moyens, en eust paisiblement joy sa vie durant, sans aucun contredit ou empeschement, & par semblable doye faire nostre dit frere & cousin, comme son succeffeur & vray heritier, mesmement ou dit comté de Fourestz, sans ce qu'il soit loisible à personne quelconque lui donner empeschement; neantmoins, noz officiers de Lyonois ou autres, soubz couleur de la revocation generale par nous faicte puis nostre avenement à la couronne des choses aliénées de nostre domaine, du vivant de nostre dit feu seigneur & pere, ont voulu & veulent contraindre les officiers de nostre dit frere, & autres besongnans es mynes du dit comté de Fourestz, à paier le dit droit de decime, & sur ce, leur ont nagueres donné plusieurs empeschemens, jaoit ce que le dit droit ne soit, ne doye estre compris ne entendu en la dite revocation, en nous requerant très humblement nostre dit frere & cousin que, attendu le dit premier don fait en faveur & contemplacion de la dicte constitution & reconnoissance & de la demission

& conuersion de tout droit souverain en obeissance & subjection liberale & voulentaire, le dit droit de dixiesme & autres droiz royaux estans en la dicte conté ne peuvent, ne doivent raisonnement estre ditz, causez, ne reputez membres, parties ou portions demembrez de nostre dit domaine, ne par ce comprins, ne entenduz en la dicte revocation, mais au contraire le vray & propre heritage & domaine de luy & de ses dits succeffeurs, contes du dit Foureftz, il nous plaist luy entretenir les dits dons & l'en faire joyr & les siens paisiblement, & sur ce luy pourvoir convenablement; pourquoi nous, ces choses considerées, qui ne voulons nostre dit frere estre de pire condition que ses dits predecesseurs, mais de tout nostre cuer le favoriser & avancer en toutes ses affaires, pour consideration des très grans, vertueux & très louables services qu'il nous a faitz & fait chascun jour à la direction & conduite des plus grans & principaulx affaires de nostre dit royaume, comme il est tout notoire, pour ces causes & autres raisonnables considerations à ce nous mouvans, avons declairé, voulu & ordonné, declairons, voulons & ordonnons que nostre dit frere & coulin, & ses dits succeffeurs, joyssent plainement & paisiblement de tous les dits droiz royaux du dit conté de Foureftz, selon & en ensuivant la nature des dits dons dessus declairez, & mesmement du dit droit de dixiesme des dictes mynes estans, & qui seront ouvertes ou dit conté, comme non comprins, ne entenduz en la dicte revocation des dictes alienacions de nostre dit domaine, & que tout trouble & empeschement y mis & apposté par noldits officiers, & qui y porroient estre ou temps avenir, soit osté & le tout mis à pleine delivrance; lesquelz dons nous avons, en tant que besoing est, ou seroit, confermez, ratifiez & approuvez, conformons. ratifions & approuvons de grace especial, pleine puissance & auctorité royal. Si donnons en mandement par ces presentes, à noz amez & feaulx conseillers, les gens tenans ou qui tiendront nostre court de parlement, gens de noz comptes & tresoriers à Paris, seneschal de Lyon, & à tous noz autres justiciars & officiers, ou à leurs lieutenans, ou commis, prefens & avenir, & à chascun d'eulx, si comme à luy appartiendra, que de noz prefens grace, voulenté, ordonnance, declairacion, confirmation & autres choses dessus dictes, ils fassent, feussent & laissent nostre dit frere, & ses dits succeffeurs, joir & user paisiblement & perpetuellement, sans leur faire, ne donner, ne souffrir estre fait, mis ou donné, ores ne pour le temps avenir, aucun desflourbier ou empeschement, au contraire, mais ce que fait en a esté au contraire, ostent, reparent & remectent incontinent & sans delay au premier estat & deu; car ainsi nous plaist il estre fait, non obstant la dicte revocation dessus declairée & quelzconques autres ordonnances, restrinctions, mandemens ou deffences à ce contraires. — Et afin que ce soit chose ferme & estable à tousjours mais, nous avons fait mettre nostre seal à ces dictes presentes, sauf en autres choses nostre droit & l'autrui en toutes. — Donné à Lyon, ou mois de may, l'an de grace mil quatre cens quatre vings & quatorze, & de nostre regne le unzieme. — (Arch. de l'Emp., P. 1357).

N° 131. — *Lettre de Madame Anne de France, duchesse de Bourbon, à Messieurs du chapitre de Montbrison.* — Ecrite après le départ du roi Charles VIII pour sa guerre d'Italie, l'an 1494, & trouvée en original aux Archives dudit chapitre.

La duchesse de Bourbonnois & d'Auvergne, comtesse de Fourcz.

Chers & biens amez, monseigneur & moy, avons fait faire & benistre des ornemens pour servir à l'eglize de Nostre Dame de Montbrison, lesquelz vous envoyons par ce porteur Fourcz; si vous prie que vous ayez tousjours mondit seigneur & moy, & la prosperité nostre maison, pour recommander ex prieres, suffrages & oraisons qui se feront en la dite eglise. Ausly monseigneur vous efcrit faire faire les processions & prieres à l'intention du roy qui est absent de ce royaume, pareillement y vacquez le plus reverement que faire se pourra, &, chers & bien amez, nostre sei-

gneur vous ayt en sa garde. Escrit à Moulins ce vingt huitieme jour d'octobre [1494]. Signé : Anne de France, & plus bas : Robertet. Et au dos est écrit : A nos chers & bien amez les doyen, chanoines & chapitre de l'église de Montbrison.

N° 132. — *Don fait par Pierre II, duc de Bourbon, comte de Forez, &c., à l'église collégiale de Notre Dame de Montbrison pour la bâtisse de son clocher.* — Extrait de l'original qui en est aux Archives de ladite église.

Pierre duc de Bourbonnois & d'Auvergne, comte de Clermont & de Fourz, de la Marche & de Gyem, vicomte de Carlat & de Murat, seigneur de Beaujolois, d'Annonay & de Bourbon Lancois, per & chamberier de France, à nos amez & feaux gens de nos comptes, salut & dilection. Comme nous eussions ja pieça donné à nos chers & bien amez les doyen, chanoines & chapitre de l'église de Notre Dame de Montbrison, dont nous & nos predecesseurs sommes fondateurs, la somme de cinq cens livres tournois par an, & icelle somme avoir & prendre par les mains de nostre tresorier de Fourz, pour icelle somme estre employée à l'ediffice du clocher de la dite église, lequel payement est finy à la feste Saint Jean Baptiste dernièrement passée, ainzy qu'ils nous ont fait dire estre montré; la quelle somme ils ont employée audit ediffice avec plus grand somme de leurs deniers, & soit ainzy que, pour la singuliere devotion que nous avons à la dite église, & au parachevement dudit clocher, nous ayant vouloir & intention leur continuer semblables bienfaits de la dite somme de cinq cens livres tournois payables en dix années, à la raison de cinquante livres tournois par an, qui est semblable payement du precedent, dont le premier payement echerra à la Saint Jean Baptiste prochainement venant. A cette cause, nous voulons & vous mandons que, par nostre dit tresorier de Fourz present & advenir, vous faites bailler & delivrer ausdits doyen, chanoines & chapitre dudit Montbrison, la dite somme de cinq cens livres tournois, payable en la maniere ainzy que dessus, dont le premier terme & payement de cinquante livres tournois echerra audit jour Saint Jean Baptiste prochain venant, & par raportant ces presentes signées de nostre main ou *Vidimus* d'icelles, fait fous seal authentique, pour une fois, avec quittance sur ce suffisant, par chacun an, desdits doyen, chanoines & chapitre dudit Montbrison, voulons ladite somme de cinquante livres tournois, par chacune des dites dix années, ou ce que payé, baillé & delivré en aura esté par nostre dit tresorier de Fourz present & advenir, estre par nous alloué en ses comptes & rabbatu de la recepte de nostre dit tresorier sans difficulté, car tel est nostre plaisir. Donné à Villefranche le vingtieme jour de may, l'an mil cinq cens & trois. Signé : Pierre, & plus bas : par monseigneur le duc : Du Crozet, & feelé.

N° 132 bis. — *Pompe Funèbre de Pierre II, duc de Bourbon (1).*

C'est l'ordonnance qui a esté faicte & tenue pour l'enterrement & obseques de feu très hault, puissant, illustrissime prince & mon très-redoubté seigneur Monsieur Pierre, duc de Bourbonnois & d'Auvergne, comte de Clermont &c., mise en escript & redigée par Jacques de Bigue, escuyer & varlet de chambre ordinaire du feu roy Charles VIII^e & du roy Loys, à present regnant, très humble & très obeissant subjecl, serviteur & vassal de feu mondit seigneur le duc.

Très hault, puissant, illustrissime prince & mon très redoubté seigneur, monseigneur Pierre deuxième de ce nom, duc de Bourbonnois & d'Auvergne, comte de Clermont, de Fourz, de

(1) Bibl. Imperiale. Mss. français, n° 1822, petit in-4^e, relié en maroquin rouge, sur armes de France, vingt trois feuillets en petit vein. Sur la garde du premier feuillet, on lit cette mention :

« Ce livre est de Madame la comtesse de Suzzanne de Bourbon, fille de Pierre II, & femme de Charles III, comte de Bourbon.
L'Editeur.

Gien, de la Marche, viconte de Carlat & de Murat, feigneur de Beaujouloys, d'Anonay & de Bourbon Lanceys, per & chambrier de France, lieutenant general & gouverneur au pais de Languedoch pour le roy nostre sire, print congïé d'icelluy feigneur, à Mafcon, pour se venir refraïschir, fejourner & passer son yver en fa ville & chafstel de Molins, où estoit en fa compagnie, très haulte, vertueufe & excellante princeffe, Madame Anne de France, son espouse, fille & leur des roys Loys XI^e & Charles VIII^e que Dieu afoillent; & avecques méfdits feigneurs & dame estoit: Mademoiselle Sufanne leur fille, & ainfi qu'il s'en retournoit, passa par Cluny, le x^e jour d'aoult l'an mil v^e & trois, où il print une grieveuse maladie de fievres quartes qui luy dura jufques aux derniers jours & foupirs de fa vie, qui fut le mardi x^e jour d'octobre enfuivant, entre mydi & une heure, que nostre Seigneur voulut avoir & prendre son ame, pour en decorer ses feiges. Et affin qu'il foit exemple & memoire à tous autres princes, ses fuccesseurs, de fa belle mort & trespas, non pas mort, mais vie pardurable, après la tranfitoire qu'il a acquife par ses bonnes operations & vertus dont il a bien ufé le cours de fa vie, j'ay feulement mis par escrit son trespassement, & l'ordre qui a esté tenue pour son enterrement, quarentene, funerailles, & autres biens qui pour luy furent faitz & ordonnez ainfi qu'il s'enfuit: Et premierement, mon feu feigneur sentant fa maladie très grieveuse & infupportable à son eage, qui estoit de foixante quatre ans, dix moys, neuf jours, le vendredi six^e jour d'octobre mil v^e & troys se prepara de ordonner de fa conscience, & fit & declaira son testament & loy de derniere voulenté, auquel il ordonna plusieurs beaux laiz & articles que je laiffe, pour ce qu'il ne fert point à l'intencion de la poursuite de ma matiere. Mais parlerés feulement comment il constitua les executeurs de son testament, Mos^r Charles de Bourbon, evefque de Clermont, & Monsieur Matthieu, bastard de Bourbon, gouverneur de Guienne, ses nepeufs, les feigneurs d'Efcaré & de Laliere, ses conseillers & chambellans, aufquelz il déclara qu'il vouloit estre enterré en fa ville de Souvigny auprès de feu monfieur le duc Charles, son pere; & que, de l'ordre de son enterrement, il vouloit qu'il fust fait par leurs advis & discrections ainfi qu'ilz adviseroient pour le mieulx au profit & falut de son ame & defcharge de fa conscience. / Item mon feu feigneur voulut avoir & prendre avant son trespas, en bonne & grande devotion, tous & chacuns les sainctz sacremens que nostre mere sainte eglise a ordonnez à tous bons & vrayz crestiens & catholicques, lesqueulx il receup en grande humilité & reverence, & principalement le corps de nostre Seigneur, duquel il fit & avoit fait toute fa vie, contre l'ennemy d'enfer, son efcu & targe; premier devant lequel il fit autant de bonnes & devostes orayfons, contritions, grandes proteftations & confession generale de ses pechiez que bon & vray catholique pouvoit faire. Et n'estoit nul qui, à le veoir, ne lermoyast de deul de fi bon prince, leur maistre, non tant feulement de la perte de fi benigne & fi parfaicte creature comme il estoit, mais de la grant joye que chascun recepvoit de le veoir en fi bonne, vraye & parfaicte foy morir. Et, par plus grande approbation de fa bonne & devotieufe foy, long temps avoit, par avant son trespas, pouvoir, par privileges de papes, de avoir & tenir en repos, en quelque lieu qu'il fust fa residance, le corps de nostre Seigneur qu'il tenoit & honnouroit en fi grande humilité, devocion & reverence, comme la commune renommée le demontre. Car jamais ne passast le jour que, deux fois, ne le fust allé adorer, fi maladie ne l'eust empefché. Et combien que feu Monfeigneur, par la grant oppreffion que luy faisoit fa maladie qui l'avoit fi fort debilité que, quarante heures avant son trespas, n'avoit receu fon corps aucune fubftance, & ayant devant luy le fust de la vraye croix, ce neantmoins il s'efforçoit vigoureuement, de tout fon pouvoir, de demonftrer par signes, grandes adorations & prieres, qui donnoit tant à congnoître le grand zeille & fervante amour qu'il avoit en nostre Seigneur. Car jamais ne gecta fa veue fynon fur ladicte croix, ou à oir les belles parolles & bons advertiffemens & exhortations que luy faisoit son confesseur, & les bons docteurs qui y estoient jour & nuit auprès de luy. Et continua tousjours en fa bonne & entiere devotion jufques aux traitz & derniers alpirs de la feparation du corps & de l'ame où il travailla grandement: mais tousjours avoit l'œil & le cuer à Dieu. Parquoy concludz que, après les biens de fortune, dont il a cheritablement ufé le cours de fa vie, & tant

de bonnes vertus qu'il a eues & possédées durant icelle, il possède maintenant & est participant aux biens celestes de éternelle durée. Doncques, par la seule consideration de son bien vivre & bien mourir, & par l'estroicte obligation & devoirs en quoy luy sommes tenus & que la loy de plume nous le commande, ce nous doit esmouvoir à prier Dieu pour l'ame de luy & le servir après la mort trop mieulx que en vie; affin qu'il aye & possède la couronne & beatitude pour estre au nombre des bienheureux pour regner à jamais. — Item après que feu Monseigneur fut trespassé de cinq ou six heures, messeigneurs les executeurs accompagnez de Messieurs les chambellans & autres, tant chevalliers que gentilshommes, ce myrent en conseil où il fut delibéré & ordonné pour son enterrement ceulx qui s'enfuient qui furent ainsi faictes & parfaictes : Et, premierement, le corps de Monseigneur fut porté à une arriere chambre où par ses cyrurgiens fut ouvert, preffens ad ce maistres Jehan Traffin son premier medecin, Loys de la Villeneuve, Anthoine Fedeau, docteurs en medecine, ses medecins. Et avecques eulx fut appelé quatre gentilzhommes & autres de ses varlets de chambre. Item, après qu'il fut ouvert fut mys son cueur dedans ung couffret de plomb & porté en terre en l'eglise de Nostre Dame de Molins devant le grant autel où estoit le cueur de feu Monseigneur le duc Jehan son frere & le corps de Madame Jehanne de France, espouse dudit feu duc Jehan, sa feur. — Item, ce jour fut le corps de feu Monseigneur apporté dedans une grande salle de parement toute tendue de riche tapisserie, la pluspart d'or, de foye ou layne, où il y avoit figuré les douze apostres, douze prophetes, le couronnement de Nostre Dame & les quatre evangelistes qui sont treffés de tapisserie moult riches & de grant valeur. Item, avoit en la salle ung grant lit de parement dont le ciel, & grant couverture trainnant en terre de chascun costé, de deux aulnes, le tout de drap d'or bien riche, or fur or frizé, de trois haulteurs & franges, de franges de fil d'or, où estoit dessus le lit le corps de mon feu seigneur abillé de moult riche robbe, & ung bonnet avallé seulement en la teste avecques l'ordre de Saint Michel au col & couvert jusques sur l'estomac d'icelle grant couverture, & avoit le vifaige tout descouvert que chascun le pouvoit veoir. Item, au pied de son lit avoit quatre grans cierges ardans & vingt quatre grosses torches tousjours ardantes jour & nuit. — Item, avoit autour du grant lit xxxiii archiers de sa garde à tout leurs halberdes & bien acoultez qui firent le guet toute la nuyt, & vingt quatre prebtres religieux qui disoyent le psautier. Et fut fait & continué grand service jusques à son enterrement comme il est declairé cy après. — Item, à cette heure, qui fut les quatre heures après midy, furent ouvertes les portes du chasteil, affin que tous gentilzhommes, bourgeois & menu peuple vins veoir ce très vertueux prince trespassé, & prier Dieu pour l'ame de luy, où il vint si grant habundance de peuple, à grans lamentacions & cris, que n'est si dur cueur qui ne fust esmeu à pitié & à pleurs de veoir ces puvres brebis demourez errantes avoir perdu leur bon gouverneur & pasteur. Et lors ce commença grans sonneries de cloches & tocquefains qui donnoit doubles poynes, dueil & afflictions. Item, ce jour, environ la mynuit, fut mis le corps de feu Monseigneur bien aromatisé & pulverisé de bonnes pouldres & bien embasmé, comme il est de bonne coustume de faire aux princes du sang royal, dedans une casse ou vafz de plomb bien fouldeé. Et fut yeelluy porté dedans fa chappelle neuve audit chasteil, & mys yeelluy vafz sur deux treteaulx couvert d'ung riche drap d'or à une croix blanche de damas. Et par dessus estoit un ciel ou poille de drap d'or aussi à la croix blanche. Et, à chascun des coings du ciel, estoient quatre grans cierges ardans de une toyse de haulteur. Et en teste avoit ung grant benoistier d'argent doré pour getter de l'eau benoiste à tous les seigneurs, bourgeois & menu peuple qui y venoyent par chascun jour, à si grant habundance & en si bonne devocion qu'ilz demonstroyent apparemment la grant amour qu'ilz avoyent en leur bon seigneur & prince à force de larmes & grans criz. Et ainsi demoura le corps de feu Monseigneur depuis le xi^e jour du mois d'octobre jusques au xxxii^e jour enfuivant que fut le xv^e jours, qu'il fut sur terre. Pendant & durant lequel temps furent faictes les prieres, messes dictes, aumosnes, charitez & autres bienfaits pour l'ame de luy qui fut continué par chascun jour, ainsi qu'il s'enfuit : Et premierement fut ordonné que, depuis le jour de son trespass, auroit treize douzenes de prebtres, tant mandians que autres, pour continuer jour & nuit,

jufques à l'enterrement, à dire le pfautier à baffe voix, les ungs après les autres, douze après douze, avecques guet & gardes pour affifter avecques eux, & les faire enfuivre leur ordonnance. affin qu'on ne fift defaulte une feulle mynute d'heure, que quant les ungs auroient achevé, les autres commenceroient, & fut fait. — Item, fut ordonné que Meffigneurs les chanoynes de Noftre Dame de Molins diroyent tous les jours troys grans meffes dont les deux premieres feroient dictes au grant autel de Noftre Dame, & la derniere ilz viendroyent dire à la chappelle neuve au chafteau, tous reveftuz & abillez, & feroit icelle meffe haulte à notte, & de chofes faictes où feroient, tous les jours, les feigneurs de fon fang, fes parens & gentilhomme & autres de fa noble mayfon : qui fut continué jufques à fon enterrement fans y faire une feulle faulte. — Item, fut ordonné efre dittes & celebrées en icelle chappelle, auprès du corps, trente petites meffes baffes; qui fut fait & continué. — Item, furent chantées plufieurs meffes & fait grans fervices & louanges à Dieu, durant ledit temps, pour l'ame du bon feu feigneur : tant à Bourbon que Herifon, Verneul, Ryon & ailleurs, ès autres eglifes & fundacions de la maifon de Bourbon, & generallyment par toutes les eglifes, convens & parroiffes des pais dudit feu Monfeigneur. — Item, fut ordonné aulmofnes generalles, durant ledit temps, par chafcun jour, à tous pouvres venans, troys deniers tournois, qui fut continué, fait & entrenu jufques au jour qu'il fut porté à Souvigny. — Item, furent ordonnées & efre faictes plufieurs aulmofnes secretes à pouvres filles à marier & aultres, dont l'argent fut mys entre les mains de bons bourgeois & bourgeois de Molins pour s'enquerir des povrettez & neceffitez secretes; qui fut fait. — Item, fut ordonné par les executeurs du teftament que Monfieur de Laliere, confeillier & chambellan de feu Monfeigneur, & capitaine des archiers de fa garde, feroit commis à faire marcher ung chafeun, felon fon ordre, pour aller audit enterrement en bonne police, ainfy qu'il feroit advisé & mys par roole. — Item, luy fut ordonné pour aides à faire tenir ledit ordre, le fieur de Sarriac, le fieur des Forges & Alpremont, feigneur de Marfillac; & avecques eux feroit Jacques de Bigue qui fut commis pour appeler les archiers & autres felon l'ordre & ainfy qu'il avoit eflé dit & ordonné par roole. — Et premierement fut appelé pour marcher audit enterrement *iiii* pouvres qui portoyent quatre eens torches aux armes & blazons de feu mondit feigneur, qui font de France à ung bafton de gueulles, & au chef de l'efcu, eflloit le chappellet de duc, & marcheioient lefdits pouvres deux à deux & confequevement tous les fuivans, felon leur ordre & degré. — Item, marchoyent après cent pouvres tous veltus de deuil, le chapperon en la tefte avallé, qui pourtoient chafcun une groffe torche de quatre livres où pendoit ung grant efcu aux armes de feu Monfeigneur où eflloit, à l'entour de l'efcu, le collier de l'ordre de Saint Michiel tout de fin or & azur. — Item, marchoyent après tous les prelatz & gens d'eglise à tout leurs habitz pontificalx & reveftuz chafcun felons leurs dignitez, avecques eux les mandians & tous autres gens d'eglise en proceffion, la croix & l'eau benoifte. — Item, marchoyent après tous les varietz des offices tous veltus de duil & chapperon avallé. — Item, marchoyent deux à deux, eomme deffus, tous les chefs d'offices. Et premier efl ceulx de la panneterie, efchançonnerie, efcuers de cuisine, cuifiniers, fruictiers & fourriers. — Item, après marchoyent les varietz de chambre, fommeliers de chambre & cyrurgiens. — Item, après venoyent les clerks d'offices. — Item, après marchoyent deux à deux les quatre maiftres des requettes. C'eft affavoir Mons^r le prothenotaire de Laliere, prieur de Riz, maiftre Jacques de Lonne, feigneur de Praviors, maiftre Jehan de Colonges, feigneur de la Mothe, maiftre Martin Roland, fieur du Mas. Et en leur compaignie efltoient maiftre Pheppes Billon, treforier general des Finances, Pheppes du Croufet, maiftre de la Chambre aux deniers, Jehan Petit de ... (*fic*), eflleu de Bourbonnois, Guillaume Poncetron, Guillaume de Jaligny, Jehan Chanteau & Guillaume du Gremont, fecretaires ordinaires dudit feu feigneur. — Item, après venoyent deux huiffiers de falle qui avoyent en leurs mains chascun une verge noyre. — Item, après marchoyent les quatre maiftres d'otelz ordinaires dont le premier eflloit Anthoine de La Fin, fieur de Beauvoir, Monfieur de la Chaife, Bernardin Peloux, baillly d'Annonay, & Mons^r de Saint Gyrant. — Item, après marchoyent panetiers, efchançons & efcuers tranchans qui efltoient de nombre de dix à douze

gentilshommes. — Item, après marchoyent quatre trompettes, leur trompettes sur le col sans estre fonées, où pendoit à chacune une grant baniere de taffetas aux armoiries de feu Monseigneur.

— Item, après marchoyent le seigneur de Fourchault qui portoit le guidon de feu Monseigneur qui estoit moitié de couleur tanée & moitié de couleur blanche, de taffetas renforcé, frangé tout autour, où estoit peint la devise de mondit seigneur. Au chef du guidon avoit une grant nuée d'azur, dont il faillait grans langues de feu d'or & de gueulles, dont ledit guidon est tout semé, &, au milieu, estoit ung grand ferf volant, pourrait après le naturel, &, autour de son col, rependant sur les espauls entre ses helles, est une sainture où estoit escript en lectre d'or l'ancienne devise & mot de la dite mayson de Bourbon qui est *Esperance*. — Item, après marchoit Charles du Bouchat, seigneur dudit lieu, qui portoit l'enfeigne du feu mondit seigneur le duc, de semblables couleurs & devises que dessus. — Item, après marchoit le sieur de Coufant, premier baron de Fourcetz, qui portoit sur la main dextre, avecques ung bastonnet noir, le tymbre du dit seigneur qui estoit doré de fin or à une fleur de lys dessus. Et sur le bras gaulche portoit l'escu & blazon dudit prince, sans le collier de l'ordre, & autour de luy estoient quatre heraulx d'armes ayans leurs cottes d'armes vestues, dont l'ung qui se nommoit Bourbon portoit sur le bras gaulche la cote d'armes de Monseigneur toute playée. — Item après marchoit Loyset de Prondinez, comme premier escuyer d'escuyerie de mon feu seigneur, à cheval sur un grant courfier, couvert de housseure de velours noir, telle & tout, jusques en terre, portant l'espée de mon feu seigneur dont le fourreau & sainture estoient semez de fleurs de lys bastonnées; &, autour de luy, avoit ~~xxiiii~~ jeunes paiges vestuz de duil tous à pié, qui estoit pitieuse chose à regarder du duil qu'ilz menoyent de leur bon seigneur & maistre. — Item, au derriere dudit premier escuyer & auprès du corps, marchoit ung huissier d'armes ayant en sa main une masse d'argent aux armes de Bourbon. — Item, après estoit porté le corps de feu Monseigneur par ~~xxiiii~~ archiers de fa garde ayant chacun leurs hocquetons d'orphaverie, aux devises de mondit seigneur, &, par dessus leurs robes, chaperons de duil. Lequel corps estoit dedans ung vafz de plomb couvert d'une grant couverture de velours noir à la croie blanche. Et par dessus & sur icelle avoit une autre grant couverture de drap d'or sur or frisé & traynnant de une auline & demye de tous couflez. Et, sur ledit vafz & couverture, le symulaere & sainte de feu Monseigneur à son habit de duc, la teste repofant sur ung orillier de drap d'or, & avoit l'ordre de Saint Michiel au col, & son chapeau ducal en la teste bien garny de gros ballaiz, dyamans, rubys & autres pierres precieuses, qui par vraye estimation, pouvoit valloir de soixante & dix à quatre vingtz mille escutz, car partie de toutes les meilleures pieces de la mayson de Bourbon y estoient. — Item, par dessus le corps se portoit ung bien grant ciel ou poisse tout de drap d'or, moult riche de mesmes, la grant couverture à grans pendans, franges de fil d'or, soustenu à six lances noyres portées par six chevaliers, dont le premier estoit le sieur de Lynieres, le sieur de Dyors, le sieur de Leaigne, le sieur de Villeneuve, le sieur de Beauvoir & le sieur de Crest. — Item, avoit autour du corps quatre autres seigneurs chevaliers ou chambellans qui portoyent les quatre coings dudit grant drap dor, dont le premier estoit le sieur de Canillac, le sieur de Beauchamp, le sieur d'Escars & le sieur des Bordes. — Item, marchoit quant & quant le corps, au costé dextre, le sieur de Boffar qui portoit le pannon de feu Monseigneur aux couleurs & de semblables devises que dessus. — Item, aux quatre coings du grant poisse avoit quatre barons qui portoyent chacun une baniere carrée aux armes de feu Monseigneur, dont le premier estoit le sieur de Listenois, le sieur de Murat, le sieur de Bressolles & le sieur de Chasteaumorant. — Item, après, marchoit assez loing du corps, comme deux toyes, les seigneurs du fang & prochains parens qui portoient le grant duil. Dont le premier estoit Monseigneur Charles duc d'Alençon qui avoit le grant chaperon à courte cornette & ung grant manteau noir à deulx aulnes de queue, & portée le bout de la diète queue par un sien gentilhomme. — Item, marchoit après Monseigneur le conte de Montepencier vestu de semblable habit reservé que la queue n'estoit en longueur que de une auline & demye sans estre portée. — Item, marchoit après François Monsieur, son frere, qui n'avoit que une auline de queue

fans estre portée. — Item marchoit après Mons^r de Carenci à troys quartiers de queue fans estre portée, mais toutes les quatre dernieres estoient traynantes après la terre. — Item, après venoyent deux à deux, c'est affavoir les deux premiers, Gilbert du Gué, seneschal de Lyon, & Monseigneur de Dariffolles, bailli de Saint Pierre le Moustier, ainsi qu'il avoit esté ordonné au conseil, pour ce que tous deux estoient ferviteurs & officiers en la mayson de feu Monseigneur. — Item, après marchoyent les chambelans de feu mondit seigneur par ordre & deux à deux. — Item, après venoyent les gentilshommes & panfionnaires de l'ostel de feu Monseigneur & autres ayans biensfaictz & pensions de luy. — Item, après marchoyent les gentilshommes, vassaux & subgectz des pais de mon feu seigneur. — Item, marchoyent après les sieurs de la chambre des comptes, les clerks & huisfiers d'icelle. — Item, venoyent après les lieutenans du seneschal, chasteilains, procureurs, advocatz & autres officiers & gens de justice de feu Monseigneur. — Item, après marchoyent les bons bourgeois de la ville de Molins & d'ailleurs, & tant de menu peuple de fes pays qui venoyent de toutes pars pour veoir le piteux enterrement de leur bon seigneur & maistre, qui estoit chose piteable à veoir les grans pleurs & cris de ce povere peuple, qui esmouvoit les cueurs de toute creature à prier Dieu pour l'ame de luy. — Item, fut le corps de feu mondit seigneur porté en telle ordre hors la ville de Molins par la porte d'Aliey, jusques à une place nommée les Liffes/ Et fut illec mys dedans ung chariot tout couvert de veloux noir à une croix blanche, & mené par cinq grans chevaulx tous couvers de drap noir jusques à demy pied de terre, avecques trois charretiers pour conduyre iceluy chariot. — Item, est à noter qu'il fut là faicte une petite filence durant laquelle les quatre barons, ceulx qui portoyent le tymbre & escu, l'enfeigne, guidon, & pannon, monterent chacun sur un grant courfier houffoyé de drap noir, teste & tout, jusques à demy pied de terre; & tous les autres seigneurs & gens d'eglise monterent tous à cheval. — Item, fut conduit & mené le corps de feu Monseigneur jusques à la porte de Souvigny, &, incontinent qu'il fut arrivé près de la dite porte, il fut mys hors du chariot & couvert de la grant couverture de drap d'or, & son simulacre & sainte mise comme devant, & prains & porté par lesdits xxxiii archiers. Et tous chacuns se mirent en leur premier estat & ordre comme ilz estoient au partir du chasteil de Molins. — Item, à l'entrée du portal d'icelle ville de Souvigny, vint au devant du corps Monsieur l'abbé de Cluny acompagné du prieur de Souvigny, & tous les moynes revestus de leurs riches chappes, en procession, la croix & l'eau benoiste. Et en leur compaignye estoient les chanoyens de Bourbon, Herisson, Verneuil, Montluçon & autres grant quantité de prebtres. Lequel abbé de Cluny ainsi acompagné, en ornemens pontificalx, receipt à l'entrée du portal d'icelle ville le corps, & fut baillée par luy & chantée l'absolucion. — Item, après ladite absolucion ainsi baillée, le prieur de Souvigny assembla tous les seigneurs & chambellans & maistres d'ostel de feu Monseigneur, & leur demanda par grans sermens si le corps de feu Monseigneur le duc Pierre de Bourbon estoit dedans le dit vaitz ou caisse de plomb. Qui respondirent & affermerent certainement que ouy, fors & réservé le cuer, qui est enterré à Nostre Dame de Molins. — Item, fut le corps ainsi porté & en telle ordre que dessus jusques dedans la grant eglise de Souvigny, & mys au meillieu du cuer d'icelle eglise sur quatre treteaulx, deffoubz une grant chappelle ardente, où y brusloit huit ou neuf cens cierges tous de troys piedz de haulteur. — Item, estoit icelle chappelle ardente environnée de veloux noir, où estoit attaché douze grans blazons aux armes de feu Monseigneur. — Item, avoit aux quatre coings dicelle chappelle ardante, quatre grans cierges ardens d'une grant toize de haulteur, où estoient quatre blazons attachez aux armes que dessus. — Item, estoit tendu & sainturé le grant cuer tout de veloux noir, où semblablement estoient attachez ces escussions ou blazons de toye en toye. — Item, estoit tendu autour du grant autel, de pillier en pillier, de semblable veloux noir; & le grant autel paré dudit veloux à la grant croix blanche de damas. — Item, estoient les deux chappelles où sont les anciennes sepultures des ducs semblablement tendues de veloux noir, & les autiers d'icelles tous parez de mesmes. — Item, estoit sainte tout autour la grant nef de la dite grant eglise de bougran noir d'Allemagne & fémé tout autour les pilliers de grans blazons aux armes de feu Monseigneur.

— Item, estoient parez tous les petis autelz où se chantoient les messes basses tous les bougran à la croix blanche. — Item tout autour d'icelle eglise, & de pillier en pillier, & par toutes les chapelles estoient rasteliers femez de cierges, de demy pied en demi pié, qui ardoient durant le service, qui est de troys piedz & demy de haulteur, qui, en nombre, pouvoient estre eslimez tous les cierges quatorze & cens cinquante. Tellement que, pour le grant luminaire qui brulloit en icelle eglise, fut befoing ouvrir les voreries pour evaporer les fumées. — Item, fut fait grant sonneries de cloches en icelle eglise. — Et pour retourner aux ceremonies qui furent tenues audit enterrement, le corps de mon feu seigneur fut ainsi mys au cueur de l'eglise comme j'ay dit dessus. Et estoient aux quatre coings de la chappelle ardante les quatre heraulx d'armes ayans leurs cottes d'armes vestues. — Item, estoit foubz icelle chappelle ardante assis sur une celle, aux piedz du corps, ledit Loyfet de Prondines, comme premier escuyer, tenant l'espée en sa main droite. — Item, aux deux coultez dudit escuyer estoient, c'est assavoir, au coulité droit, celluy qui tenoit le tymbre & l'escu, & le herault d'armes qui avoit la cote d'armes de feu Monseigneur sur son braz toute playée. Et, tout auprès de luy, estoit celluy qui tenoit l'enfaigne. Et, au coulité gauche, celluy qui tenoit le guedon, & l'uisfier d'armes auprès de luy. — Item, plus bas que l'enfeigne, estoit, aux petis sieges du cueur, celluy qui tenoit le pannon en sa main. — Item, estoient aux haultes marches du cueur, aux quatre coings d'icelle chappelle, les quatre barons tenans en leurs mains chacun leur banier aux armes que dessus. — Item, estoit Monseigneur le duc d'Alençon hors le cueur, en une oratoire qui est faicte pour les ducz en leur chappelle neuve, où il estoit tout seul, fors ung sien chambellan & son confesseur ou aumosnier. — Item, estoient les autres quatre seigneurs du grant dueil dedans les aultes chaifes du cueur, du coulité gauche. Et, du coulité droit, estoient les seigneurs qui avoient porté les quatre coings du grand drapeau & de la poille, & généralement, estoient tout au long du cueur tous les autres gentils hommes portant le dueil, leurs chapperons en la teste. — Item, estoient au bas, à l'entrée du cueur, en leurs habitz pontificaux, Messieurs les abbez, c'est assavoir, Monsieur de Cluny, dedans une chaife, au coulité droit, & l'abbé de Bellefons au coulité gauche, & auprès d'eulx, quatre sieges près Mons' le prieur de Souvigny. — Et ainsi furent chantées les sollempnelles vigilles. Et après se retirerent Messieurs du grant dueil, accompagnez de tous les seigneurs & autres portans le dueil, le chapperon en la teste. Et marchoit devant eulx les quatre trompettes & les quatre heraulx; & furent conduitz & menez en l'ostel de feu Monseigneur audit Souvigny, où se fit le souper & grant manger à tous venans. — Item, fut ordonné qu'il demoureroit en ladite eglise, icelle nuit, douze archiers pour la garde du corps, qui seroient guet avecques les religieux & autres gens d'eglise jusques ad ce que le corps seroit mys en terre. — Item, le lendemain fut fait chanter general à tous prebtres, & commancé devant le jour, & dura jusques au mydi, où furent ledits seigneurs du grant dueil accompagnez comme j'ay dit dessus & mis en leurs places, chacun selon ce qu'il avoit esté ordonné qui seroit durant le service. — Item, furent chantées troys grans messes & la premiere chantée par Mons' le prieur de Souvigny, la seconde par M. l'abbé de Bellefons, & la tierce & derniere fut chantée par Mons' l'abbé de Cluny. — Item, quant vint l'heure de l'offerte, Monsieur de Laliere, accompagné de l'uisfier d'armes, vint querre Monseigneur d'Alençon, & dire qu'il estoit heure de venir à l'offerte, & le mena jusques au grant autel, où il offrit une pieffe d'or; & après l'offerte, le ramena en son oratoire. — Item, après, ledit sieur de Laliere, accompagné de l'uisfier d'armes, vint querir les autres quatre seigneurs du grant dueil, qui furent semblablement à l'offerte, & offrirent autant les uns que les autres, chacun une piece d'or, & après les ramena à leurs places. — Item, après y furent, comme les quatre barons, ceulx qui portoyent le tymbre, enseigne, guidon & pannon, gentils hommes & autres, sans y garder grant ordre, pour le grant nombre qui y estoit. — Item fut fait le sermon à la louange de feu Monseigneur par son aumosnier & confesseur, nommé maître Jehan Copie, docteur en theologie, de l'ordre de Nostre Dame des Carmes. — Item, ladite grande & derniere messe achevée, les vingt quatre archiers prindrent le corps de mon feu seigneur, & se mit un chacun selon l'ordre qui luy avoit esté baillée, & fut ap-

porté le corps en la chapelle neuve où est enterré feu Monsieur le duc Charles son pere, Madame Anne de Bourgoigne sa mere, & feu Monsieur le duc Jehan son frere, & illec par ledit abbé de Cluny fut chanté le *Libera*, & mys & avallé le corps dedans la voſte & ſepulchre, au rang des deſſus dits. — Item, après, par un herault d'armes fut appellé à haulte voix : « Sire Loyſet de Prondines, mettes bas l'eſpée de feu Monſieur Pierre, noſtre bon duc & ſeigneur & maître, que Dieu abſoille. » Lequel la mit bas deſſus la ſepulture. — Item, après, fut appellé : « Bourbon, herault d'armes, mettez bas la cotte d'armes de feu Monſieur. » Qui la miſt auprès de l'eſpée. — Item, après, fut appellé par le herault le ſieur de Coufant : « Mettez bas l'eſcu & timbre de feu Monſieur. » Lequel la mit auprès de l'eſpée. — Item, après fut appellé par le herault le ſieur du Bouchat : « Mettez bas l'enſeigne de feu Monſieur. » Qui la mit bas ſur le pertuis du ſepulchre. — Item, fut appelé par ledit herault le ſieur de Fourchault : « Mettez bas le guidon de feu Monſieur. » Ce quil fit. — Item, fut appellé par le dit herault le ſieur de Bouffe : « Mettez bas le pannon de feu Monſieur. » Ce quil fit. — Item diſt ledit herault aux quatre barons : « Seigneurs barons, mettez bas vos banieres. » Ce qu'ilz firent. — Item, après, fut par ledit herault appellez les maîtres d'oſtelz, & diſt : « Sire Anthoine de la Fin, mettez bas voſtre baſton. » Ce qu'il fit, & tous les autres maîtres d'oſtelz après gettoient leurs baſtons dedans la fouſſe & lors recommença grans cris & grans pleurs que chacun menoit de leur bon ſeigneur & maître. — Item, après, fut dit par ledit herault : « Monſieur noſtre bon duc Pierre eſt mort. Dieu veuille avoir ſon ame. » Et puis dit à plus haulte voix : « Vive meſe dame & damoyſelle duchefſe de Bourbonnois & d'Auvergne, conteſſe de Clermont, de Foureſtz, de Gien, de la Marche, viconteſſe de Carlat & de Murat, dames de Beaujeulois, de Nonnay & de Bourbon Lanceys. » — Item, après que les ſolempnitez que j'ay dit deſſus furent ſaittes, ledit premier eſcuyer reprint l'eſpée, & les timbre, eſcu, cotte d'armes, enſeigne, guidon, pannon & banieres furent miſes & laiſſées pendues en la chapelle, auprès de celles de feu Monſieur le duc Jehan que Dieu abſoille. — Item, après ſe partirent de l'eſglise Meſſieurs le duc d'Alençon, contes de Montpencier, Vendome, & le ſieur de Carency accompagnez des quatre trompettes, herault, huiſſier d'armes, des xxxiii archiers & leur cappitaine, le ſeigneur de Laliere, & après eulx tous ceulx qui portoyent le dueil. Et vindrent en la maiſon de feu Monſieur où il y eut fait le diſner & grant manger à tous venans. Et après diſner furent graces dictes par Monſieur l'abbé de Belleſons. — Item, fut fait crier & publier, & avoit on fait troys jours devant, aulmoſne generale à tous venans puvres, ou non puvres, ſans nul reſuſer; auſqueulx fut baillé dix deniers tournois pour teſte. Et y vindrent en nombre douze mille cinq cens puvres. — Et après toutes ces choſes ſaittes & parfaites tous Meſſ^{rs} partirent de Souvigny pour eulx en retourner à Molins devers meſe dame & damoyſelle. — Item, avant leur partement ordonnerent aux prier & religieux de Souvigny qu'ilz chantaſſent, chacun jour, une grant meſſe des treſpaffez, & troys meſſes baſſes qu'ilz continuerent juſques à la quarantaine qui fut le xix^e jour de novembre enſuyvant. En faiſant icelle fut ordonné & fait les choſes qui ſ'enſuivent. — Et, premierement, fut fait ung chanter general à Noſtre Dame de Molins, le xvi^e jour dudit mois de novembre, où furent chantées vigilles, & le lendemain, les grans meſſes comme au jour de ſon enterrement. — Et y furent Meſſ^{rs} les contes de Montpencier & Vendome ſans porter le chapperon en la teſte. Et furent accompagnez de tous les gentilz hommes de ſeu mondit ſeigneur & autres durant le ſervice. — Item, y eut audit ſervice de Noſtre Dame de Molins, cinquante torches de iii livres, portées par cinquante puvres hommes veſtus de dueil tout de neuf où pendoit ung grant blazon aux armes de feu Monſieur. — Item, furent chantez baſſes meſſes à tous prebtres qui vouldoyent venir generallyment. — Item, fut ſaite aulmoſne generale audit lieu de Molins à tous venans. — Item, fut mandé à toutes les eglifes des pais de feu Monſieur qu'ilz fiſſent chanter general. — Et le lendemain qui fut le xviii^e jour de novembre ſe partirent de Molins pour venir à Souvigny faire la quarantene Meſſ^{rs} Charles de Bourbon, eveſque de Clermont, l'abbé de la Beneſſon Dieu & l'abbé de Belleſons. — Item, furent à Souvigny Mons^{rs} de Monpanſier, Francoys Mons^r ſon frere, Mons^r de Ven-

doisme & Mons^r de Carency acompaignez des barons, conseillers, chambellans & autres gentils hommes & officiers qui avoyent esté à l'enterrement. — Item, est à noter que l'église de Souvigny fut toute tendue de veloux, & semblablement comme elle avoit esté pour avant, & tout autant de franges & autres luminaires ardans que le jour de l'enterrement, reservé qu'il n'y avoit que cinquante torches grosses de quatre livres portées par cinquante hommes tous revestus de duell, où pendoit ung grant blason aux armes comme dessus. — Item, ce dit jour, mesdits seigneurs & leur compaignie arrivés à Souvigny se partirent de l'ostel de feu Monseigneur, avecques leurs manteaux de grant duell, & furent portées les queues à tous les quatre dessus nommez, & furent chantées les vigilles solennelles. — Item, après les vigilles chantées, Mess^{rs} & toute leur compaignie se retirèrent à l'ostel de feu Monseigneur où fut fait grant foupper & manger à tous venans comme à l'enterrement. — Item le lendemain qui fut le xix^e jour de novembre se partirent de l'ostel de feu Monseigneur Mess^{rs} de Montpencier acompaignez, comme j'ay dit dessus, pour venir à la dite eglise, où fut fait chanter general à tous prebtres venans comme audit enterrement. — Item, furent chantées troys grans messes dont la premiere fut chantée par Mons^r l'abbé de Bellefons, la seconde par Mons^r l'abbé de la Beneiffon Dieu, & la tierce & derniere fut chantée par Mons^r de Clermont : où furcut Mess^{rs} de Monpenfier, Vendosme & Carency à l'offrende, & tous les autres S^{rs} selon leur ordre & degré. — Item, après ledit service fait & parfait, mesdits seigneurs les gens d'église, après l'absolution baillée dessus le sepulcre de feu Monseigneur, & mesdits seigneurs de Monpenfier Charles, chambellans, gentils hommes & autres de leur compaignie se retirèrent audit hostel de feu Monseigneur où fut fait grant dîner & manger à tous venans. — Item, après fut fait crier & publier aulmoine generale à tous venans, à chacun dix deniers tournoys, où il s'en trouva de xiii^e à xv^e poudres, & fut ordonné grandes aulmoines secretes ez poudres femmes vefves, filles, gens de religion, & autres, pour prier Dieu pour l'ame de luy. — Item, est à noter que, à l'enterrement, y eut de robes de duell tant fines que autres, aux despens de Madame, sans ceulx qui à leurs despens portoyent le duell, en y eust en somme seize cens cinquante, non compris ycelles des poudres. — Or est doncques ainsi trespaffé & en sepulture, comme j'ay dit cy dessus, ce très vertueux parragon, specule & exemplaire des princes & nobles hommes, lequel a emporté avecques luy par ses collaudables faitz & vertus, l'amour de tous ceulx qui l'ont veu & oy parler de sa bonne & religieuse vie, loyauté, preudhommie & valleur. Tellement que sa renommée est demourée en sepulture à la perpetuelle memoire des hommes. Et nous est très grant perte de la mort de tel nostre bon duc & prince, non seulement à nous ses subgectz, mais au roy & à tout le royaume de France. Car c'estoit l'enfigne de noblesse, en ce monde, le contre poix & ballance de meur, faige conseil, accomplissement de promesse & honneste vie. Et oze dire qu'il estoit columpne & soutienement de la feureté des Francoys par la foy & grant reputacion que tous princes & seigneurs avoient en luy. Car, au bout de la sainture d'esperance, pendoit la clef de vray conseil, de paix, concorde & fraternelle amitié d'entre les princees & feigneurs de la terre chrestienne, lesquelz il a, toute sa vie, exortez & si doucement amonestez de ce faire pour le bien, augmentation & utilité publique de nostre foy, religion & observance chrestienne, comme bon prince de paix, & vray champion d'icelle. Parquoy nous prions tous devolement le benoist filz de Dieu & sa benoiste mere, dont il a esté serviteur, qu'il luy plaise interceder envers sa douce & glorieuse nourriture, qu'il luy octroye par sa sainte misericorde la couronne de laurier & dyademe des bons superceder & avoir lieu en son benoist royaume de paradis. Amen. Et à tout le royaume de France bonne paix & tranquillité, en ce climat, pais Bourbonnois, nous pourvoye de si bon duc & pasteur que, à l'exemple de son predecesseur, nous puisse en bonne paix & feureté gouverner & regir. Et à mes dame & damoiselle noz duchesses & maistresses, très bonne vie & longue & le parfait de leurs nobles desirs. Amen.

N° 132 ter. — *Acquisition du comté de Chastelleraut & de la seigneurie de Gironde, par Anne de France.*

A tous ceux &c... à Poitiers &c... salut, comme ainfy foit que, dès le 6 mars 1504, au lieu du Verger au pays d'Anjou, Charles de Marconnay, sieur de Montarny, escuyer d'escurie, & Guillaume Pourceton, secrétaire de très haute & excellente princesse Madame Anne de France, procureurs spécialement fondés de ma dite dame, eussent faits requeste & demande de retrait à haut & puissant seigneur Pierre de Rohan, duc de Nemours, chevalier de l'ordre & marechal de France, pour raison des vicomtés, terres & feigneuries de Chastel Heraud, & chastellenie & feigneurie de Gironde que, puis un an & un jour, mondit sieur de Nemours avoit acquis de feu Madame Charlotte d'Armagnac, offrans luy payer & rembourcer, pour & au nom de ma dite dame, les forts principaux contenus es contrats des acquisitions qu'il en a fait, & qu'il voudra affermer par ferment avoir payé avec les autres loyaux cousts, en luy declarant que ma dite dame la duchesse estoit cousine remuée de germain de la dite feu dame Charlotte d'Armagnac &, pour l'entendre, disoit que ladite feu dame Charlotte estoit descendue de feu Madame Louife d'Anjou, sa mere, laquelle estoit fille de feu Monsieur Charles d'Anjou, en son vivant comte du Maine & feigneur desdits vicomtés de Chastel Heraud, chastellenie & feigneurie de Gironde, lequel feu Monsieur Charles d'Anjou estoit frere germain de la feu reyne Marie qui fut, en son vivant, conjointe par mariage au feu roi Charles VII^e de ce nom, de laquelle issit le feu roy Louys, pere de ma dite dame la duchesse de Bourbon; iceux procureurs offrans de plus avant informer dudit lignage, si besoing estoit &c... Pour ce est-il que le jour ou datte des presentes &c... après que mondit sieur de Nemours a exhibé lesdits contrats pour proceder à l'exécution dudit retrait, ay mis la declaration de ces frais & mises &c... procedant à l'exécution dudit retrait, ont iceux procureurs de ma dite duchesse payé & nommé à mondit seigneur de Nemours quarante mil livres tournois d'une part (fort principal de l'acquisition faite de ladite feu Charlotte d'Armagnac), & trois mil escus d'or, d'autre part (faisant le fort principal de l'acquisition & terre de Gironde faite par faculté remeré, pour ladite Charlotte, de Philippe du Moulins, chevalier, & dame Charlotte d'Argouges, sa femme), & avec ce huit vingt quinze livres tournois pour les frais de lettres, vin de marchés, & autres loyaux cousts &c... & la somme de deux cent cinquante livres tournois pour les reparations faites puis un an en ça, &c... Et par ce mondit sieur de Nemours connoissant madite dame duchesse proche parente de ladite feu dame Charlotte d'Armagnac, la connoist à retrait lignager & recouste de ladite vicomté de Chastel Heraud & chastellenie de Gironde avec leurs appartenances & dependances, tout ainfy qu'il les a acquises de ladite feu dame Charlotte d'Armagnac, ensemble desdits messire Philippe du Moulins & Charlotte d'Argouges, sa femme, & d'icelles en a fait à madite dame la duchesse &c... les cessions & transports &c... Donné, fait & passé audit lieu de Vergier le 13^e jour dudit mois de mars l'an fudist 1504. — (Mss. du P. André, Bibl. de Befançon).

N° 133. — *Lettre missive de Madame Anne de France, duchesse douairière de Bourbon & comtesse usufructuaire de Forez, à Messieurs de son conseil à Montbrison sur les fiançailles de la duchesse Suzanne de Bourbon sa fille avec le prince de Montpensier, son neveu, depuis, dernier duc de Bourbon.* — Extraite du registre du domaine de Forez dressé du temps de cette douairière, fol. 39.

La duchesse de Bourbonnois & d'Auvergne, comtesse de Forez, à nos amez & feaulx, salut. Nous feismes, mercredy dernier, faire les fiançailles, par parolles de prefent de nostre nepveu de

Montpensier & de nostre fille, par le bon vouloir & plaisir du roy, de la reine, & de grand nombre de nos parens & amys, estans par deça, dont vous avons bien voulu advertir affin que le faciez favior à nos subjects par toutes les villes & chastellenies de nostre comté de Forez, & que chascun en fasse proceffion de grand messe; & à Dieu qui vous ayt en sa garde. Ecrit à Ablon prez Corbeil le dernier jour de fevrier [1505]. — Ainzy signé : Anne de France, & au deffous Chanteau. Et au dos desdites lettres est escrit : A nos amez & feaulx les bailly, juge, avocat, procureur & autres nos officiers en nostre comté de Fourze.

N^o 134. — *Lettres patentes de Madame Anne de France au chapitre de l'église collégiale de Montbrison pour les prébendes par elle fondées pour l'âme du bâtard Mathieu de Bourbon inhumé en ladite église.*

Anne de France, duchesse de Bourbonnois & d'Auvergne, comtesse de Clermont, de Fourze & dame de Roche en Renyer, à nos chers & bien amez les doyen, chanoines & chapitre de l'église collégiale de Nostre Dame de Montbrison, salut. Nous, estant recors & memoratrice des bons, grands, louables & recommandables services que feu nostre très cher & amez neveu le baillard Mathieu, que Dieu absoille, a faits en son vivant à feu nostre très redoubté seigneur, Monseigneur le duc nostre espoux, que Dieu absoille, & à nous, & pour le remede & salut de son ame, à ceste cause, avons fondé deux vicaries & chapellenies en la dite eglise Nostre Dame de Montbrison, en laquelle nous voulons & entendons estre dit & célébré, chacun jour, une messe par deux prestres & vicaires, ez quels nous avons donné & donnons la somme de cinquante livres tournois, chacun an, qui est à chacun desdits prestres & vicaires la somme de vingt cinq livres, à les prendre & percevoir sur le revenu de nostre dite seigneurie de la Roche en Renyer; desquelles deux vicaries nous avons retenu & retenons, & à nos successeurs, contes de Fourze, la collation & toutelle, disposition &c... car tel est nostre plaisir. Donné en nostre chastel de Chantelle, le second jour de juillet l'an mil cinq cens & cinq, par Madame la duchesse : Chanteau.

N^o 134 a. — *Transaction pour la seigneurie de Beaujolois.*

A tous ceux &c... comme procès fut meu & pendant en la cour de parlement entre feu Jacques de Beaujeu, en son vivant seigneur baron de Lignieres & d'Emplepuy, demandant en maniere petitoire, d'une part, & très haute & puissante &c. Anne de France, duchesse de Bourbonnois & d'Auvergne, & Monseigneur Charles duc desdits duchés, & Madame Suzanne de Bourbon, sa conforte, seigneurs de Beaujolois, d'autre; sur ce que ledit Jacques de Beaujeu disoit &c... que ladite baronnie de Beaujeu luy competoit comme estant descendu en directe ligne & portant le nom & armes de Beaujeu, depuis le trespas duquel Jacques de Beaujeu, qui seroit decedé pendant le procès, seroit & auroit esté meu ou esperé de mouvoir autre procès, pour raison de ladite seigneurie & baronnie de Beaujolois, entre Philibert de Beaujeu, chevalier, fils dudit Jacques, de present seigneur de Lignieres & d'Emplepuy, pretendant ladite baronnie luy competer comme estant des appellés & des instruits des noms & armes de Beaujeu &c... & ma dite dame la duchesse, Charles duc & Suzanne sa conforte &c... furent pour ce personnellement establis, lesdites parties &c... ont transigés, pacifiés, c'est à sçavoir : que les dits seigneurs & dames de Lignieres se font departis & departent, ont renoncés & renoncent du tout, au profit de ma dite dame la duchesse, de mon dit sieur le duc & de Madame sa conforte, prestens, stipulans &c... ont cedés & transfortés &c. tous les droits, noms, raisons, actions &c... que lesdits seigneurs & dame de Lignieres &c... peuvent & pourroient avoir, ou pourroient pretendre à ladite baronnie de Beaujolois, pour quelque cause

que ce soit &c... tant au moyen des pretendues substitutions que autrement &c... Et par ce moyen madite dame Anne de France, mondit sieur le duc & Madame sa conforte &c... baillent, cedent & transportent auxdits seigneur & dame de Lignieres, pour eux & leurs hoirs en loyal mariage, la somme de mil cinq cens livres tournois &c... tant que leur lignée durera, les terres & seigneuries de Jarnage, Rioteire, & Vachereffe situées es pays de la Marche & Combraille, en tous droits de justice &c... desquels quinze cens livres de revenu, lesdits sieurs & dame de Lignieres seront tenus de faire soy & hommage à ma dite dame &c... & aussy des terres & seigneuries d'Amplepuis, Chevenu le Lombart, les Tours & Ronchal qu'ils tiennent audit pays de Beaujolois &c... a esté convenu que si lesdits sieurs & dame de Lignieres iroient de vie à trespas sans enfans naturels & legitimes, ou leurs enfans sans descendants, tellement que la ligne directe defaillit &c..., audit cas, lesdits quinze cens livres tournois de revenu seront &c... à mes dites dame, seigneur & dame & aux leurs à perpetuité, comme aussy que si lesdits de Lignieres alloient de vie à trespas &c... & n'auroient en leur vivant autrement disposés des terres & seigneuries d'Amplepuis, Chevenu le Lombard, les Tours & Ronchal, qu'ils ont en ladite baronnie de Beaujolois, & desquels ils pourrout dispoiser &c... En ce cas, les dites terres des quelles ils n'auroient disposés retourneront en plein droit de propriété à mes dites dame, seigneur & dame sa conforte &c... promettens &c... obligens &c... ont les dites parties respectivement constitué leurs procureurs en ladite cour de parlement &c... pour consentir par arrest de ladite cour de parlement que ce traité soit homologué, & la dite seigneurie de Beaujolois soit déclarée competer & appartenir en plein droit de propriété & seigneurie à ma dite dame, Monsieur le duc & Madame la duchesse sa conforte &c... En tesmoings &c... presens à ce Louis de Bourbon, chevalier de l'ordre, prince de la Roche sur Yon, Pierre bastard de Bourbon, seigneur de Buffet, Jean d'Albon, seigneur de Saint André &c... le 5^e octobre 1516.

Passé en Parlement le 18 janvier 1518. Entre les duc & duchesses de Bourbonnois & d'Auvergne demandeurs & requerans l'omologation de certaines transactions dattées du 5^e jour d'octobre l'an 1516, pour raison de la terre, seigneurie & baronnie de Beaujolois, d'une part, & Messire Philibert de Beaujeu, chevalier, seigneur de Ligneres, & dame Catherine d'Amboise, sa femme, defendeurs, d'autre; appointé est, en enterinant les lettres royaux cy-attachées, que la cour a reçeu & reçoit les dites parties à passer & homologuer en icelle ledit accord & transaction faite entre eux, cy attachez & à iceluy tenir & entretenir; ladite cour les a condamnés respectivement, en tant que à eux & chacun d'eux touche & peut toucher, & sont les parties mises hors de cour & de proces. Fait & passé en parlement par Messire Christophe Maufaut, procureur des dits duc & duchesses de Bourbonnois, d'une part, & par Messire Estienne Rochard, procureur de Messire Philibert de Beaujeu, chevalier, & dame Catherine d'Amboise, sa femme, d'autre, le 18^e jour de janvier l'an 1518. — (Mss. du P. André, Bibl. de Befançon).

N° 134 b. — *Testament de Madame Suzanne de Bourbon.*

A tous ceux qui ces presentes lettres verront, Jehan Chanteau, secretaire & auditeur des comptes de très haulte & très puissante princesse Madame la duchesse de Bourbonnois & d'Auvergne, & garde du scel aux contractz de fondit duché de Bourbonnois, salut. Savoir faisons que pardevant Martin Billon, clerc juré, notaire dudit scel, personnellement establie très haulte & puissante princesse Madame Suzanne de Bourbon, compaignie & espouse de très hault & puissant prince Monseigneur Charles, duc de Bourbonnois & d'Auvergne, connestable de France, laquelle, en la presence de mondit seigneur, fondit espoux, & de son vouloir & auctorité, considerant que ceste vie est subiecte à prendre fin & que on n'en sçait l'heure, doubtant estre surprinse sans avoir fait testement & ordonnance de dernière volonté, & affin que la maison dudit Bourbon, qui a son origine de la maison de France, puisse & soit entretenue & conservée en son entier & haulte, &

qu'elle prospere & acroïsse à tousjours, & que, après son trespas, questions & differans n'en soient, pour y obvier, & que ainsi à pleu & plait à ma dicte dame, fayne de sens & entendement, bien advertie de ses faitz & droitz, comme elle a dit, a fait & ordonné son testament, disposition & ordonnance de dernière volonté, en la maniere qui s'en suit : Premièrement, faisant le signe de la croix & disant : *In nomine Patris & Filii & Spiritus Sancti, Amen*, a recommandé son ame, presentement & quant elle sera separée du corps, à Dieu le createur, la benoïste Vierge & mere Marie. à Messeigneurs Saint Pierre, Saint Paul, Saint Michel, Saint Jherosme, Saint Loys, Saint Charles Maigne, Sainte Anne, Sainte Suzanne, & à tous les saintz & saintes de paradis, & a eleu & elit sa sepulture en la chapelle en laquelle est inhumé feu de bonne memoire Monseigneur le duc Pierre, son pere, en l'esglise du prioré de Sovigny, & ses obseques & funerailles estre faitz, ainsi que le bon plaisir & voullou sera de très haulte & très puissante princeesse Madame Anne de France, sa mere, duchesse desdits duchez, & de mondit seigneur, son espoux. Ordonner aussi veult & ordonne tous ses debtes, gaiges & pensions de serviteurs estre entierement paieez & satisfaitz par son heritier universel foubz nommé, & au residu de tous ses biens meubles, immeubles, duchez, contez, baronnies, pays, terres, seigneuries, noms, debtes, actions & biens quelzconques, où qu'ilz soient situez & assis, & dont elle fera faïse & vestue à l'heure de son trespas, & dont autrement oudit temps elle n'aura disposé. Ma dicte dame la duchesse a fait, institué & nommé, fait, institue & nomme son dit heritier universel mon dit seigneur le duc, son dit espoux; & luy a substitué & substitue les enfans qui descendent de luy & d'elle & les enfans desdits enfans; & là où il n'y aura enfant ou enfans desdits enfans de mon dit seigneur le duc & de ma dicte dame la duchesse sa dicte compaignie, elle a substitué & substitue à mon dit seigneur le duc les enfans qui descendent de luy d'autre mariage. Ou cas toutesfoies que par mon dit seigneur le duc, ou aucun desdits enfans substituez, n'aura esté desdits biens autrement disposé, ce que ma dicte dame la duchesse, compaignie de mon dit seigneur le duc, a voullu & veult qu'ilz puissent faire, desqueux biens dont ma dicte dame la duchesse fera faïse à l'heure de son dit trespas & dont autrement ou dit temps elle n'aura disposé, comme dit est, elle s'est constitué & constitue, dès à present comme dès lors, & dès lors comme dès à present, les tenir, porter & posseder pour & ou nom de mon dit seigneur le duc, fondit espoux, lesdits enfans substituez, & de chacun d'eulx respectivement & successivement, pour en joyr après le trespas de ma dicte dame Anne de France, sa dicte mere, duchesse desdits duchez; & veult & ordonne que, après le decès de ma dicte dame la duchesse, sa dicte mere, mon dit seigneur le duc, les dits enfans substituez, & chacun d'eulx en son regard, aye, preigne ou retienne, de leur auctorité & par leurs mains, la possession reelle & actuelle de tous ses dits biens qui seront delaissez par son dit trespas, sans ce qu'ilz puissent ne doyent estre molestez en la dicte possession & biens par quelque personne ou moien que ce soit. Et lequel testament ma dicte dame a voullu & veult valloir par droit de testament, ordonnance ou disposition de dernière volonté, de codicille ou donnacion à cause de mort, & par toutes autres voyes & manieres par lesquelles il puit & doit, pourra & devra mieulx valloir, selon & par droit ou coustume des lieux & pays aufqueulx lesdits biens seront situez & assis. Et oultre que par ce dit testament, les lettres de contract de mariage, conventions & accordances contenues en icelles, de mon dit seigneur le duc & de ma dicte dame, sa dicte compaignie, datées de l'an mil cinq cens & quatre, le mercredi xxvi^{me} jour de fevrier, receues par Jehan Journaul & Pierre Chevalier, notaires, soient confirmées, & lesquelles ma dicte dame confirme & veult qu'elles aient & fortent leur plain & entier effect & vaille, selon & ensuyvant lesdictes coustumes desdits lieux & pays où lesdits biens sont situez & assis, quant aux biens, partz, porcions d'iceulx & choses esquelles ledit testament fesoit empeché de sortir effect par lesdictes coustumes. Et a revoqué & revoke ma dicte dame tous autres testamens & ordonnances de dernière volonté qu'elle pourroit par cy-devant avoir faiz, ce dit testament & ledit contract demorans & sortans leur plain & entier effect & vigueur, selon & ainsi que contenu est en ces presentes. Desquelles choses dessus dites ma dicte dame la duchesse Suzanne de Bourbon a requis es tesmoings cy-après nommez en porter tesmoinage de

verité, & que le notaire soubz signé en face, reçoive & expedie lettres & qu'elles soient faictes & reffaites une fois ou plusieurs, au dire & advis des saiges, la substance non muée; mon dit seigneur le duc stipullant & acceptant, en ce que befoing est, les choses dessus dictes, & ledit notaire aussi les stipullant & acceptant pour lesdits substituez; & par plus grande aprobacion & tesmoignage ma dicte dame la duchesse a escript & mis son nom en la fin de la mynute des presentes, passées, faictes, receues & données ou chastel de Montluçon, prefens & pour tesmoings requis & appelez Messire Pierre Popillon, chevalier, seigneur de Paray, chancelier de Bourbonnois, François des Tauffannes, chevalier, seigneur de [Chezelles], conseiller & chambellan de mon dit seigneur, Phelipes des Efcures, escuier, seigneur de Gincay & d'Estree, Pierre Daulzey, escuier, seigneur de Bostbuart, premier escuier d'escurie de mon dit seigneur, Loys des Efcures, escuier, seigneur de Pontcharrault, Maître François de Barbanfoys, maître des requestes de mon dit seigneur, Jehan Dinet, advocat fiscal de Bourbonnois, & Guillaume Marilhac, le quinzieme jour de decembre l'an mil cinq cens & dix-neuf. Billon. — (Arch. de l'Empire, P. 1370. e. 1904).

N° 134 c. — *Donation d'Anne de France en faveur de Charles de Bourbon.*

A tous ceux &c., Jacques du Puy, seigneur du dit lieu du Puy, garde du scel royal establi aux contractz par le roy nostre sire au bailliage de Montferrand, & Jean Chanteau, conseiller & auditeur des comptes de Madame la duchesse de Bourbonnois & d'Auvergne, & garde du sceel establi aux contractz dudit duché de Bourbonnois, salut. Sçavoir faisons que par devant Guillaume Maillet, juré de la cour dudit sceel royal establi à Montferrand & Pierre des Granges, notaire juré de la cour du sceel establi en Bourbonnois, a esté personnellement establie très haute & très puissante princesse Madame Anne de France, duchesse de Bourbonnois & d'Auvergne, comtesse de Clermont, de Forest, de la Marche & de Gien, vicontesse de Carlat & Murat, dame des pays de Beaujolois & Combraille, d'Annonay, de Bourbon Lanceys, Thory sur Allier &c., vefve de feu de bonne memoire très haut & très puissant prince Monseigneur Pierre, duc & comte des dits duchez & contez, laquelle, de son bon gré, &c., considerant les grands plaisirs, civilitez & services à elle faits & aussi à feu Madame Suzanne de Bourbon sa fille, quand vivoit, par très haut & très puissant prince Monseigneur Charles, duc propriétaire des dits duchez de Chastellerault, comte de Clermont, de Courcelin, Montpensier, dauphin d'Auvergne, baron de Mercueur, baron de Beaujolois, connestable de France, mary & espoux de ma dite feu dame Suzanne de Bourbon, quand vivoit &c., & aussi pour l'amour qu'elle a & porte à mon dit seigneur le duc & à ce que la maison de Bourbon, en la quelle ma dite dame a esté mariée & de la quelle a receu plusieurs grands biens & benefices demeure toujours bonne & grande, comme elle a esté par cy devant, car ainzy luy a pleu & plaist &c. ma dite dame a donné & donne par donation faite entre vifs, parfaite & irrevocable, à mon dit seigneur Charles, duc desdits duchez, à ce present, stipulant & acceptant pour luy, ses hoirs & ayans cause &c., lesdits comtés de la Marche & de Gien avec l'equivalent dudit Gien, les vicomtés de Carlat & de Murat, lesdits pais de Combraille, la seigneurie de Bourbon Lanceis, les greniers à fel de Berry, & seigneuries de Marignane & Thory sur Allier, avec leurs places, chasteaux, justices, fiefs, cens, rentes & autres debvoirs & droits, membres, appartenances & dependances quelzconques, & tout ainzy que lesdits vicomtés, comtés, terres & seigneuries comportent, limitent & estendent; plus luy a donné & donne les terres, seigneuries & châtellenies de Moulins, Vernueil, Chantelle, Bourbon l'Archambault, Herigon, Murat, la Chaussiere, Souvigny & Belleperche, situés au pays & duché de Bourbonnois, la prevosté de Riouce, la châtellenie d'Auzon, Nonnette, & Bellegarde, Remy, Gornay, Meyenville, Sacy le Grand, Bulles, Bailleul, Sutrin, Milly, Bonneuil & la Donnelle, scituez en la comté de Clermont en Beauvoisis, & la maison de Bourbon scituée en la ville & cité de Paris, avec leurs appartenances & dependances quelzconques, tout ainzy que lesdites terres, châtellenies & seigneuries se limitent &

effendent, de pieça à ma dite dame cedées & transportées par mon dit seigneur le duc Pierre, tant pour le payement & restitution de la dot, montant à soixante six mil six cens soixante six escus & deux tiers d'escu, faisant les deux tiers de cent mil escus, que pour le payement & restitution de la dot de feu Madame Jeanne de France, femme, quand vivoit, de feu de bonne memoire le duc Jean de Bourbon, montant semblable somme de soixante six mil six cens soixante six escus, deux tiers d'escu, de laquelle dame Jeanne de France ma dicte dame a esté hieriere, & tout le droit que ès dites terres & seigneuries &c.; plus a donné ma dite dame à mon dit seigneur duc tous conquêts faicts par ma dite dame ès dites vicomtés, comtés, terres, seigneuries & pays devant dits & chacun d'eulx, sans rien excepter, aux charges toutefois de ventes, rentes, constitutions & ypotheques, pensions à vie, assignations d'églises, & fondations perpetuelles & autres charges quelzconques que ma dite dame peut avoir fait sur lesdites seigneuries & chacune d'icelles, & tout ainsy que de present ma dite dame les jouit & possède &c., retenu & réservé pour ma dite dame l'usufruit desdites terres & seigneuries par elle données pour en jouir, sa vie durant, lequel usufruit elle veut estre consolidé à la propriété d'icelles au profit de mondit seigneur, après le trespas de ma dite dame & aussy retenu sur icelle chose donnée la somme de deux cens mil livres tournois au fur de vingt sols tournois pour livre, pour en disposer sa vie durant à son plaisir & volonté, en convenance que ma dite dame n'auroit disposé de ladite somme de 200,000 livres, ou de partie d'icelle, que ladite somme ou partie dont elle n'auroit disposé, sa vie durant, soit comprise en la presente donation &c.; en convenance aussy consentie expressement par mon dit seigneur le duc que, où il luy adviendra aller de vie à trespas, sans descendants de luy en loyal mariage, ou les descendants de luy sans descendants, ma dite dame Anne de France survivant, ès dits cas, & chacun d'iceux, dès à present comme pour lors, & pour lors, comme dès à present, la presente donation faicte à mon dit seigneur le duc par ma dite dame soit solue, & pour non faicte, & non advenue &c. En tesmoing desquelles choses &c. Fait, presens & appelés pour tesmoings, en la passation des presentes lettres, les personnes de nobles & puissans seigneurs Messire Pierre Popillon, chevalier, seigneur de Paray, chancelier de Bourbonnois, Messire François de Vienne, seigneur de Listenois, mareschal & seneschal de Bourbonnois, Pierre bastard de Bourbon, seigneur de Buffet, Gilbert de Chauvigny, seigneur de Bloc, baillie de Montaigne &c. Donné au chastel de Chantelle, le premier jour du mois de juillet l'an 1521. — Ainsy signé en ces presentes lettres : *Anne de France, Charles, Pierre Popillon, François de Vienne, Pierre de Bourbon*, &c. — (Mss. du P. André, Bibl. de Befançon).

N° 134 d. — *Testament d'Anne de France.*

A tous ceux &c., Jacques du Puy, &c., a esté personnellement estably très haute & très puissante princesse, Madame Anne de France, duchesse de Bourbonnois & d'Auvergne, comtesse de Clermont, de Forest, de la Marche & de Gien, vicomtesse de Carlat & de Murat, dame de Beaujolois, d'Annonay, de Bourbon Lancy, relaissée de feu de bonne memoire Monseigneur Pierre, duc desdits duchez, dame de son droit & non en la puissance d'autre, si comme elle a dit & assermé. Considerant que cette vie est mortelle & l'heure de la mort incertaine & n'en voulant estre surprise sans avoir fait son testament & ordonnance de derniere volonté en la maniere qui s'ensuit : premierement a recommandé son ame presentement & quand sera separée du corps, à Dieu le createur, à la benoïste Mere Vierge Marie, à Messire Saint Pierre & Saint Pol, Saint Hierosme, Saint Louys, Saint Charlemagne, Sainte Anne, Sainte Suzanne & à touz les saints & saintes de paradis, & a esleu & eslit sa sepulture en la chapelle en laquelle a esté inhumé mon dit feu seigneur le duc Pierre son espoux, en l'église du prieuré de Souvigny, & ses obseques & funerailles estre faictes comme il appartient, & a voulu & veult que toutes ses debtes, gages, pensions, bien-faicts de ses serviteurs soyent payez & satisfaitz par ses heritiers; & au residu de tous ses biens meu-

bles & immeubles, noms, debtes, actions, autres biens quelzconques, en quelque part qu'ils soient situés & assis, dont elle fera faïste & vestue à l'heure de son trespas & dont autrement, audit temps, elle n'aurait disposé, ma dite dame a fait, institué & nommé son heritier universel très haut & très puissant prince, Monseigneur Charles, duc propriétaire de Bourbonnois, d'Auvergne & de Chastellerault, naguere mary & espoux de feu de bonne memoire Madame Suzanne fa fille unique & de mon dit feu seigneur le duc Pierre; & au cas que mon dit seigneur le duc Charles, trespasferoit sans enfans descendans de son corps, males ou femeaux, ou que iceux enfans decederoient sans descendans de leur corps en loyal mariage, ma dite dame a substitué & substitue son heritier universel, à mon dit seigneur le duc & à ses descendans, en tous lesdits biens dont mon dit seigneur le duc en son vivant n'aurait disposé autrement, ce que luy est permis de faire, c'est à favoir : Monseigneur Louys de Bourbon, prince de La Roche sur Yon, & à faute de luy & des descendans de luy, Charles Monsieur de Bourbon, son frere, à la charge toutefois que Madame Louyse de Bourbon, mere desdits Louys & Charles, si lors elle est en vie, aura l'usufruit & jouissance desdits biens & successions, sa vie [durant] tant qu'elle demeurera en viduité, & outre que dessus, ma dite dame a confirmé les lettres de contract de mariage & convenances y apposées de mondit seigneur le duc Charles & de ma dite dame Suzanne de Bourbon, dattées du 25^e jour de fevrier l'an 1504, ensemble la donation entre vifz, ce jourd'uy, peu avant l'octroy des presentes, faict par ma dite dame au profit de mon dit seigneur le duc, de plusieurs ses terres & seigneuries, & a voulu & veult icelle fortir son plein & entier effect, selonc & ensuivant raison commune & les coustumes des lieux & pays où lesdites terres sont situées & assises, & a revocqué & revoque touz autres testamens par elle cy devant faits, voulant que le present testament vaille & fortifie son plein & entier effect; & le quel dict testament a voulu & veult valoir par droit de testament, ordonnance & disposition de derniere volonté, de codicile ou donation à cause de mort, & par toutes autres voyes & manieres par lesquelles il puint & doit, pourra & devra mieux valloir, tant de droit que de coustume des lieux & pays esquels lesdits biens seront seizure & assis, desquelles choses dessus dites madite dame a requis les temoings cy après nommez, d'en porter tesmoignage de verité, & les notaires soubz escripts en recevoir, faire, ou expedier lettres. En tesmoing desquelles choses &c., faictes & passées & reçues au chastel de Chantelle, presens & pour tesmoings requis & appelez nobles & puissans seigneurs Messire Pierre Popillon, seigneur de Paray, Charles de Bourbon &c. (Mêmes témoins qu'en l'acte précédent). Le 1^{er} jour de juillet, l'an 1521, signé : Anne de France, Popillon, de Vienne, Pierre de Bourbon, &c. — (Mss. du P. André, Bibl. de Befançon).

N^o 134 c. — *Autre donation d'Anne de Beaujeu, en faveur de Charles de Bourbon.*

A tous ceuz &c... a esté presente & personnellement establie très haulte & très puissante princesse Madame Anne de France, duchesse usufructuaire de Bourbonnois & d'Auvergne, comtesse de Clermont &c., laquelle de son bon gré, &c... pour l'amour naturelle qu'elle a & porte à très haut & très puissant prince Monseigneur Charles, duc, comte & seigneur propriétaire desdits duchez, comtez & seigneuries, en contemplation de la proximité de lignage dont il luy attient comme issu & descendu par ligne masculine de la maison & couronne de France, & en consideration de ce que mon dit seigneur le duc a eu espouzé feu de bonne memoire Madame Suzanne de Bourbon, fille unique de ma dite dame & de feu de bonne memoire Monseigneur le duc Pierre son espoux, quand vivoit, & aussi des très bons, grands, louables & recommandables services & plaisirs que mon dit seigneur le duc Charles a faictz à ma dite dame, depuis le trespas de mon dit seigneur son espoux, & le bon traitement, grande amitié & bonté dont a uzé envers ma dite feu dame Suzanne son espouse, tant qu'ilz ont demeurez mariez; de la preuve desquels services & plaisirs, ma dite dame Anne de France a relevé & releve mon dit seigneur le duc Charles

fon filz. Pour toutes ces caufes & confiderations & autres à ce la mouvans, fans induction, ne fufeduction d'aucun &c... a donné, cedé & tranfporté, donne, cede & tranfporte par ces prefentes, par donation entre vifs, pure, fimple & irrevocable, à mon dit feigneur le duc Charles fon filz, à ce prefent, retenant, ftipulant & acceptant, pour luy, fes hoirs & ayans caufe, à perpetuel &c... tous les conquêts, meubles, droicts, noms & actions à ma dite dame competans & appartenans & qui luy peuvent competer & appartenir par le decedz & trefpas de feu de bonne memoire le roy Charles feptieme & de Madame Marie d'Anjou, reyne, fa femme, fes aïeul & aïeule, le roy Louis onzieme fon pere, le roy Charles huitieme, fon frere, enemble les dotz de mariage & tous autres biens de feue de bonne memoire Madame Charlotte de Savoye, reyne, fa mere, & auffy de feue Madame Jehanne de France fa fœur, en fon vivant ducheffe de Berry, & de dame Marguerite d'Anjou, reyne d'Angleterre, fa grand tante, à quel titre que les dits biens foient efcheuz & advenuz à ma dite dame donatrice. Semblablement icelle &c... a donné &c., & tranfporte par donation &c... tous les droicts, noms, actions qui competent & appartiennent à ma dite dame &c... en biens meubles & immeubles, noms, droicts & actions qui furent de feu de bonne memoire le roy Charles de Sicile, de Jherufalem, & duc d'Anjou, comte de Provence, Forcalquier & terres adjacentes, foit *ab intestat*, par teftament, ou autre difpofition dudit roy de Sicile ou d'autre &c... retenu & refervé par ma dite dame donatrice, de toutes les chofes par elle données, l'ufufruct, fa vie durant, feulement, & entendant madite dame avoir fait lefdites donations au profit de mon dit feigneur le duc, outre & par deffus tous autres donations & difpofitions faites par ma dite dame, au profit de mon dit feigneur le duc, en fon traité de mariage & autres, en quelques manieres que ce foit, & fans deroger, ny prejudicier à icelles, promettant icelle ma dite dame donatrice &c... en teftmoing... au chateau de Chantelle le jedy 6^e jour de novembre, l'an 1522.

— (Mss. du P. André, Bibl. de Befançon).

N^o 134 f. — *Codicille d'Anne de France.*

A tous ceux &c... fut prefente en fa perfonne très haute & puiffante princeffe, Madame Anne de France, ufufuctuere ducheffe de Bourbonnois & d'Auvergne &c.... faine de fes fens & entendement, combien qu'elle foit de prefent detenue en infirmité de maladie, difant que fon intention estoit de faire codicile, en adjouftant ès difpofitions & ordonnances faites en fon teftament & ordonnance de derniere volonté par elle faite en ce lieu de Chantelle le premier jour de juillet l'an 1521, & à cette caufe ma dite dame &c.... a voulu & ordonné que les affignations des fondations, tant pour la maifon de Saint Julien que de celle de Saint Gilles à Moulins, & de l'Annonciade à Bourges, que autre par elle faites foient entretenues & obfervées par Monfeigneur fon filz Charles, duc propriétaire des ditz duchez, terres, feigneuries, fon heritier univerfel, fes heritiers & ayans caufe, & que les deniers, grains & autres chofes par elle ordonnés pour ladite fondation de Saint Julien foient affiz & assignez fur la recepte de Sovigny, affin que dorenavant les maîtres & gouverneurs, ou ceux & celles qui auront charge de ladite maifon, les puiffent recevoir dudit receveur, fans ce qu'il foit befoin en avoir autre mandement, decharge ou acquit. Item veult auffy & ordonne ma dite dame que les provisions à vie faites à plufieurs de fes ferviteurs & fervantes, dont ils ont obtenu leurs lettres patentes, foient continuées par mon dit feigneur &c., auffy a, ma dite dame, enchargé & encharge mon dit feigneur le duc, fon heritier univerfel, de payer, fatisfaire, & acquitter tous fes debtes. Item a plus voulu & ordonné que mon dit feigneur le duc continue dorenavant aux fœurs, abbeffe, & religieufes du couvent de Sainte Claire de Moulins, l'aumofne que ma dite dame a accoustumé leur faire chacun an, qui eft de 150 livres tournois, 52 septiers froment, mefure de Moulins, 10 tonneaux de vin; icelle aumofne leur eftre payée, c'eft à fçavoir : lefdites 150 livres tournois fur le receveur de Moulins, lefdits 52 septiers froment fur le receveur de Beçay, & les dix tonneaux

de vin sur les dixmes parciaires, & quarts pots de la seigneurie de Verneuil. Item &c. Item &c... & en outre ma dite dame a ratifié, en tant que befoin seroit, & confirmé, ratifié & confirme par ce present eodieile les avantages & dispositions par elle faictes au profit de mon dit seigneur le duc, au traité de son mariage, & de seu de bonne memoire Madame Suzanne de Bourbon, fille de ma dite dame &c... Aussy a ratifié & confirmé certaines donations entre vifs faictes par ma dite dame le premier jour de juillet l'an 1521, au profit de mon dit seigneur le duc &c... pareillement, ma dite dame a ratifié & confirmé la donation par elle faicte, le 6^e de ee mois à mon dit seigneur le duc &c... de plusieurs droits, noms, actions qui luy pouvoient competer & appartenir à cause des roys Charles VII^e, Charles VIII^e & Louys XI^e & autres &c... & davantage à ratifier & confirmer le testament par elle faict, ledit premier jour de juillet l'an 1521, par lequel, entre autres ehofes, elle a institué son heritier universel mon dit seigneur le duc Charles &c... & davantage les cession & transport que ma dite dame a faictz à mon dit seigneur le duc, ses heritiers & ayans cause, les droitz & actions qui luy pourroient competer & appartenir, fust *ab intestat*, comme mere & la plus prochaine habile à succeder à ma dite dame Suzanne, sa fille, & aussy par vertu de la substitution mise & appofée au profit de ma dite dame au testament de feu de bonne memoire Monseigneur le duc Pierre son epoux, par lequel testament elle estoit substituée à ma dite dame Suzanne sa fille, au eas, qui estoit advenu, qu'elle estoit deeedée sans hoirs descendants de son corps, & generalement à ratifier tous autres contracts qu'elle puit avoir faictz au profit de mon dit seigneur le duc &c. Plus a voulu & ordonné que &c... les personnes ey après nommées soient executeurs de son dit testament & de ce present eodieile, c'est à sçavoir, haulte & puissante princeesse Madame Louyse de Bourbon, princeesse de la Roche sur Yon, Messire Pierre Popillon, chevalier, seigneur de Paray, chancelier de Bourbonnois, Charles de Marconnay, sieur de Montaré & Philippe des Escures, sieur de Guiffay; lesquels executeurs ma dite dame a enchargés expressément de faire, entretenir, & accomplir le contenu en ces dispositions &c. En tesmoing &c... Ce fut faict au chasteau de Chantelle, presens à ce appelez pour tesmoins &c... nobles seigneurs Messire Pierre Popillon &c... frere Marin Curot, confesseur de ma dite dame, docteur en theologie, le mercredy 12^e jour de novembre l'an 1522. — (Mss. du P. André, Bibl. de Besançon).

N^o 135. — *Mandat de Charles III, duc de Bourbon, connétable de France, en faveur de l'église collégiale de Notre Dame de Montbrison.* — Extrait de l'original qui en est aux Archives de ladite église.

Charles duc de Bourbonnois, d'Auvergne & de Chastelleraut, eomte de Clermont en Beauvoisis, de Montpensier, de Fourz, de La Marche, de Gien, de Clermont en Auvergne, dauphin d'Auvergne, vicomte de Carlat & de Murat, seigneur de Beaujolois & de Mercœur, de Combraille, d'Annonay & de Bourbon Lanceys, per, chambrerier & connestable de France, à noz amez & seaulx gens de nos comptes, salut & dilection. A la suplication de nos chers & bien amez les doyen & ehanoynes de l'église Nostre Dame de Montbrison estans de nostre fondation, & pour consideration de ce que, de la somme de foixante livres, forte monnoye, qui deues leur font, ehacun an, pour partie de leur fondation, ils n'ont receu, depuis l'an mil cinq cens dix neuf, que la valeur de la ferme de la layde de nostre ville de Montbrison, qui n'a monté entierement lefdites foixante livres, forte monnoye, & ne pourroient estre continuées estre payées dores en avant, comme ils ont été par ey devant, sans avoir sur ce nos lettres aux eas expresses; nous voulons & vous mandons que, par nostre tresfourier de Fourz, vous faites paier, bailler & delivrer ausdits doyen & ehanoynes, les deniers que la dite layde a moins valu de ferme que lefdites foixante livres, forte monnoye, par an, depuis le dit an 1519 jusques à present, & pour ce que avons mandé le-

ver ladite layde autrement fans la mettre en ferme, nous voulons & vous mandons, en outre, que, par ledit trefourier de Fourez, present & à venir, vous faites continuer le payement desdites foixante livres, forte monnoye, chacun an, par nostre dit trefourier, & fans prejudice de les faire retirer furladite layde, pour le payement desdites foixante livres, forte monnoye; & par rapourtant ces presentes signées de nostre main & quittance sur ce suffisans, nous voulons lesdites sommes de deniers estre par vous passées & allouées au compte & rebatues de la recepte dudit trefourier fans difficulté. Donné à Montluçon le xiiii^e jour de juing l'an mil cinq cens vingt & troys. Charles, par Monseigneur le duc, G. Marillac.

N° 135 a. — *Entrée du connétable de Bourbon à Lyon.*

Deliberation consulaire du 10 juin 1515. — « Pour ce qu'il est bruiet de la venue de Monsieur de Bourbon, connestable de France, qui sera avant celle du roy (1), & que aucuns ont adverty qu'il seroit bon & necessaire luy faire entrée & de quelle forte on luy en peut faire, & sur ce, après avoir bien debatue entre mes dits sieurs de la dicte matiere, a esté ordonné luy faire entrée, c'est affavoir; tendre les rues depuis la porte de Bourgneuf jusques afques à son logeys, de tapisserie, & luy faire deux ystoires es lieux plus comodes de la ville; pareillement aller au devant de luy en bon nombre. Et neanmoingtz l'en aura l'adviz des notables. »

Deliberation du 11 juin. — « Pareillement, a esté remonsté & déclaré comme les dits sieurs lieutenant general (le M^{re} de Trivulce) & fennefchal ont adverty que Monsieur de Bourbon, connestable doit venir & entrer dans la dicte ville quelques jours avant l'entrée du roy, au quel seroit besoing, comme ilz ont dit, luy faire entrée, & est besoing adviser le l'en fera au dit seigneur de Bourbon, connestable, entrée, & de quelle forte & qualité. Sur les quelz matieres les oppinions ont esté comme s'ensuyt: Et tant qu'il touche de faire entrée à Monsieur de Bourbon, comme connestable, ont esté tous d'oppinion qu'on luy doit faire entrée, c'est affavoir: faire tendre les rues de chascun costé & faire, le jour de son entrée, la feste, aller au devant de luy en bon nombre des notables & apparens de la dicte ville, en bel ordre, & luy faire quelque ystoire à la louange de la maison de Bourbon & de luy. Et neanmoingtz les dits maistres Claude Thomassin, Barthelemy de Villars, Cathelan Thoard, Anthoine de Vinolz, maistre Jehan Bardin ont estez d'oppinion qu'on s'en doit enquerir des bons perfonnages, affin qu'on ne feist chose dont le roy & autres princes en fussent courrouceux contre la ville. »

Deliberation du 28 juin. — « Ont esté reçues & veues lettres de Monsieur Robertet, dont la teneur s'ensuyt: Messigneurs, j'ay veu ce qu'il vous a pleu m'escrire touchant l'allée de Monsieur le connestable. Messigneurs, j'ay parlé à Monsieur le chancelier & à Messieurs du conseil du contenu en voz lettres; sur quoy semble que vous devez faire honneur & entrée à Monsieur le connestable, comme connestable de France, & en ce faisant, aller au devant de luy en bonne & honorable compagnie, fans luy porter poille, dont cela & les clefs doivent estre reservez pour le roy, veu qu'il y va (à Lyon). — Messigneurs, vous me commanderez tousjours voz bons plaisirs, & je me tray peine de les accomplir, me recommandant humblement à voz bonnes graces, priant Dieu, Messigneurs, qu'il vous doint bonne vie & longue. — A Amboise le xxij^e de juing. Vostre humble serviteur, Florimont Robertet. »

Deliberation du 29 juin. — « A esté remys en propos si l'on doit presenter la poille à Monseigneur, comme connestable, qui doit demain entrer en ceste ville. Veue quelque advertissement fait par certain particulier & avoir debatue de la matiere, & mesmement, entendu la teneur de la lecture escripte par Monsieur Robertet, qui fut reçue dimanche dernièrement passé, a esté de rechief advisé ne luy bailler aucun poille, ains faire ce que a esté fait & resolu par cy-devant. »

(1) L'entrée du roy François I^{er} eut lieu le 22 juillet suivant.

Deliberation du 30 juin. — « Le dit jour, est entré en la dite ville Monfieur de Bourbon, conneftable de France, au quel, comme conneftable, a esté fait entrée comme s'enfuyt, c'est affavoir : les rues ont esté tendues depuis Saint Jehan jufques à la porte de Bourgneuf; & y a heu une yf-toire aux Changes, c'est affavoir : une fille fignifiant *force royalle*, tenant une efpée nue en fa main, *Discretion*, tenant le fourreau, femé de fleur de lis, de l'efpée royalle, & une faincture où estoit efcript : *Efperance*, qui est la devise dudit feigneur. Et les autres estoient deux Vertuz, qui exaulcerent l'honneur du dit feigneur, & un parfonnage fignifiant le dit feigneur, veftu d'une hucque aux armes du dit feigneur, & deux anges tenant ung efcripteau, qui contenoit : *Prohibis ante faciem Domini parare viam ejus*. — Meffieurs les confeillers, accompagnez de bon nombre de notables de la ville, font allez au devant du dit feigneur, au quel a fait l'arengue Meffire Franc Deschamps, confeiller & prefident du confulat. ».

Deliberation du 3 juillet. — Mes dits feigneurs les confeillers ont ordonné donner à Mont-Joye, roy d'armes, & aux autres heraulx & trompetes, tant du roy que de Monfieur le conneftable, fix efcuz fol vallant douze livres, pour les eftrennes, & pour ce qu'ilz affifterent & jouerent, famedi derrenier paffé, à l'entrée de Monfieur le conneftable... » (*Actes confulaires de la ville de Lyon*, BB. 581 & 582, aux dates indiquées. — Communiqué par M. Rolle, archivifte de la ville de Lyon).

N° 135 b. — *Testament de Charles, duc de Bourbon, connétable de France.*

A tous ceux &c. a esté perfonnellement estably très haut & très puiffant prince Monfieur Charles duc de Bourbonnois & d'Auvergne, comte de Clermont en Beauvoifis, de Montpenfier, de Forest, de La Marche, de Gien & de Clermont en Auvergne, dauphin d'Auvergne, vicomte de Carlat & de Murat, feigneur des pays de Beaujollois, de Mercueur, de Combrailles, d'Annonay & de Bourbon-Lanceys, pair, chambrier & conneftable de France, lequel, confiderant que cette vie est fubjecte à prendre fin, de la quelle on ne fçait l'heure, doubant estre furpris fans avoir fait testament & ordonnance de derniere volonté, & afin que la maifon de Bourbon dont il est le chef, & a pris origine de la maifon de France, puiſſe estre foutenue & confirmée en fon entier & haulteſſe, & puiſſe prosperer & accroître à tous jours mais, de fa certaine ſcience & liberale volonté, comme bien pourveu & conſeillé, ſain de corps & de fon entendement, a fait & ordonné fon testament & ordonnance de derniere volonté en la maniere qui s'enſuit : premierement a recommandé prefentement fon ame &, quand elle fera ſeparée du corps, à Dieu le createur &c... & a voulu estre inhumé & enſepulturé en la chappelle où est la ſepulture de Meſſeigneurs les ducs de Bourbonnois & d'Auvergne, ſes predeceſſeurs, en l'eglise du prieuré de Sovigny, & ſes obſèques & funerailles estre faites ainſy qu'il est acouſtumé pour mes dits feigneurs les ducs, ſes predeceſſeurs &c... &, au reſidu de tous ſes biens, tant meubles qu'immeubles, duchez, comtez, baronnies, pays, terres & feigncuries, noms, debtes, actions & autres biens quelconques, en quelque part qu'ils ſoient ſcitez & affiz, & dont mon dit feigneur fera faizy & veftu à l'heure de fon trefpas, & deſquels il n'aura aucunement diſpoſé, mon dit feigneur a inſtitué & fait & nomme ſes heritiers univerſels meſſieurs ſes enfant ou enfans males ou ſemelles, qu'il aura en loyal mariage, en reſervant à l'ainé des males le droit d'ainé avec le pouvoir de appaner & partager ſes autres freres & ſœurs, en enſuyvant ce qui a esté par cy devant fait en la maifon de Bourbon, eſquels partage & apanage, ſi aucun eſt fait par ledict ainé, mon dit feigneur a inſtitué & inſtitue ſes heritiers, ſes autres enfans ainſy appanez & appartagez & veult que des dits apanages & partages ils ſoient contents fans plus avant quereller en ſes autres biens. Et, au eas que ſes dits enfant ou enfans trefpaſſeront fans deſcendans d'eux en loyal mariage, mon dit feigneur leur a ſubſtitué & ſubſtitue très haute & très puiffante princeſſe Madame Anne de France, duchefſe des dits duchés, en tous & chascuns biens dont il demeurera faizy & veftu, & dont

il n'aura autrement disposé, &, au cas que mon dit seigneur ira de vie à trépas, sans enfans descendans de son corps en loyal mariage, audit cas, il a institué & institue son heritiere universelle ma dite dame de tous & chacuns ses biens dont il mourra saisy & vestu & dont il n'aura autrement disposé. En outre, esdits cas & chacun d'iceux, mon dit seigneur a substitué & substitue à ma dite dame, & ce, quant aux biens d'icelle succession dont ma dite dame mourra saisie, & desquelz elle n'aura autrement disposé, ce que mon dit seigneur a voulu & veult qu'elle puisse faire, mon dit sieur Louys de Bourbon, prince de la Roche sur Yon, son nepveu, filz de feu Messire Louis de Bourbon, quand vivoit prince de la Roche sur Yon, & de dame Louyse de Bourbon, sœur germaine de mon dit seigneur le duc, & à faulte de luy & des descendans de luy en loyal mariage, il luy a substitué & substitue Charles Monsieur de Bourbon, frere de mon dit sieur Louys, à la charge que ma dite dame Louyse de Bourbon jouyra par maniere d'usufruit des biens qui adviendront par la dite substitution, à ses dits enfans ou à l'un d'eulx, tant qu'elle demeurera en viduité, & outre que ma dite dame, les dits Louys de Bourbon & Charles, son dit frere, & celui d'eulx qui recueillera ladite succession par les moyens dessus ditz, soient tenus de bailler & payer à Madame Renée de Bourbon, duchesse de Lorraine & de Bar, sœur germaine de mon dit seigneur le duc, ou à ses hoirs, la somme de cent mil livres tournois en dix ans, à dix mil livres par an à commencer le premier payement trois ans après que le cas de la dite substitution sera advenu; en laquelle somme mon dit seigneur l'a institué, & institue heritiere, & a voulu & veult qu'elle en soit contente & qu'elle ne puisse autre chose demander des biens de la dite succession; & a revocqué & revoque mon dit seigneur tous autres testamens par luy cy devant faictz, voulant le present testament mortir son plein & entier effect &c... En tesmoing &c. Au chasteau de Chantelle, prefens & pour tesmoings appelez &c. Donné le premier jour de juillet, l'an 1521. Signé : Charles &c. (1). — Mss. du P. André, Bibl. de Befançon.

N° 135 c. — *Articles du traité secret passé entre le connétable de Bourbon, & Adrien de Croy, seigneur de Beaurain, ambassadeur de Charles Quint.* — Montbrison 18 juillet 1523.

Dépêche de Loys de Pradt, ambassadeur d'Espagne en Angleterre, adressée à l'empereur. — Londres 9 août 1523. — *Communiqué par M. Mignet, membre de l'Académie française & secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences morales & politiques.*

... qu'est touchant ledit affaire de Bourbon, comme par icelle verrez que vous envoie en ce paquet escripte en chiffre (2), & pour ce que par icelle semble que le seigneur de Beaurain pourra grant peine passer par devers Vostre Majesté par le chemin qu'il a prins, au moyen de quoy ne pourriez estre adverty si tost de son besoingne, comme la nécessité le requiert, me suis advisé vous escrire en bref ce que peu entendre par son secretaire de son voiage & resolution de son dit besoingne que a esté en effect tel que s'en suit : *Premierement, le dit de Beaurain est party de ce royaume avec telle despesche que Vostre Majesté aura entendu par le courrier qu'ay despesché d'icy le 11^e de juillet, passa à grant diligence par Flandres, sans toutesfois parler à Madame (3), de forte que, environ le commencement dudit mois de juillet, il arriva en Bourgoigne, parla au dit president, &, après ce, partit vers Bourg en Bresse, où il n'entra pour la peste y regnant, ainsi se tint aucuns jours en l'abbaye (4) que ma dite dame a fondée dehors ladite ville, attendant le retour d'ung gentilhomme, Gracien, lequel il avoit envoyé vers ledit de Bourbon, pour savoir où il le pourroit trouver, de forte que, après aucuns jours,*

(1) Memes notaires & temoins que dans les deux autres précédents datés du même jour.

(2) Les italiques indiquent les parties chiffrées.

(3) Madame deslign Marguerite d'Autriche, gouvernante des Pays Bas.

(4) L'abbaye de Brou.

ledit Gracien revint accompagné de deux gentilshommes qui menerent ledit Beaurain & sa compaignie jusques en une villette nommée Mombriçon (sic), estant bien xviii ou xx lieues en France. Auquel lieu de Mombriçon ledit de Bourbon vint parler audit de Beaurain, de nuyt [18 juillet 1523], en son logis. par deux fois, accompagné de Messieurs de Saint Valiere, & de la Clarette, & aucuns autres gentilshommes de ses plus privés : & illec, traitèrent & communiquèrent tant entre eux que la conclusion fut prinse, & jura ledit de Bourbon pour sa part, & ledit de Beaurain de la vostre, sur les saints évangilles, l'effect & articles qui s'ensuivent, lesquels furent mis en escript en deux billets de la main dudit de Beaurain & signés des feings manuels desdits deux sieurs, dont l'ung demeure auprès dudit de Bourbon, & l'autre empourta ledit de Beaurain pour le monstrier à Vostre Majesté. — *Premierement*, ledit de Bourbon jura servir Vostre Majesté envers & contre tous, sans nul excepter, & accepta de ceste heure vostre alliance & ligue defensiva & offensiva : & quant au roy d'Angleterre, il se ouffroit de tous poinctz en faire au dit & vouloir de Vostre Majesté, veue la bonne intelligence, amitié & alliance estant entre vous deux, & ce, moyennant ce que vous, Sire, lui donnerez en mariaige la royne de Portugal vostre seur, si elle y veult entendre, sinon Madame Catherine, & la livrez, ou ferez livrer, en dedens le dernier de ce mois, en la ville de Perpignan, pour illec celebrer la consumation dudit mariage : donnerez aussi à icelle, en dot, la somme deux cens mil escus à payer, l'ung tiers dix jours après ladite consumation, l'autre tiers ung an après, & le reste ung an après, & de la part dudit de Bourbon, ladite dame Eleonore, ou Catherine, sera douée de la somme de xv mil escus par an, assignés & hypothequés sur le Beaumonois (1) & autres terres & seigneuries dudit de Bourbon. — *Item*, à condition aussi que vous, Sire, marcherez en personne, ou du moins ferez marcher avec vostre lieutenant une bonne & grosse armée droit à Narbonne, soit pour assieger ladite ville [soit] pour passer oultre en pays ennemis. — *Item*, que ferez tenir prests au nombre de dix mil pietoens Alemans, pour marcher avec ledit de Bourbon, huit jours après qu'il les aura ; lesquels Allemans seront payés des cent mil escus que lui devez delivrer pour l'entretienement de ses gens, & la reste sera employé au paiement ds ses autres gens de guerre avec lesquels, tant Allemans que autres, ledit de Bourbon marchera incontinent après l'entrée de vostre armée en France, droit au lieu qui lui semblera le plus propice pour mieulx besoigner, de forte que aurez cause d'estre content de luy. — *Item*, que le roy d'Angleterre fera descendre, deans la dite fin de ce mois, une bonne armée en Normandie laquelle fera illec assistée par aucuns gentilshommes, serviteurs dudit de Bourbon, de tout ce que possible fera. — *Item*, que ledit roy furnira aussi cent mil escus comme Vostre Majesté, desquelz deniers ledit de Bourbon ne veult avoir aucune maniance, ains est content qu'ils seront distribués & employés seulement au paiement & entretienement desdits Allemans & gens de guerre. — *Item*, que Monsieur l'archiduc fera compris en ceste ligue defensiva & offensiva avec Vostre dite Majesté & le dit roy d'Angleterre, & que tous ensemble, ne l'ung à part, ne ferez aucun appointement sans y comprendre ledit Bourbon. — *Item* que, pour le dangier de deceler cest affaire, & aussi pour la haste qu'il requiert, n'avoit esté possible que aucunes gens de longue robe eussent esté presens à conclure ladite ligue, afin de la mettre en forme de lettres patentes, selon la coustume en semblables choses observée, a esté advisé par lesdits de Bourbon & Beaurain, contrahans, de signer pour le present seulement ledit billet, jusques à ce que, par cy après, s'on y pourra entendre de meilleur loisir. — (*Publié pour la première fois d'après l'original déposé aux Archives impériales & royales de Vienne.*)

N° 135 d. — *Traité secret du connétable de Bourbon avec Henri VIII, roi d'Angleterre.*

6 septembre 1523. — Communiqué par M. Mignet.

Comme ainsi soit que entre l'empereur & Monseigneur de Bourbon ait esté faite certaine convention, promesse & ligue offensive & defensiva, envers & contre tous, sans nulz excepter, ledit seigneur de Bourbon entent qu'en les dictes conventions soient compris les amis des amis &

(1) Beaumonois.

les ennemis des ennemis. — Item, veut & entent ledict duc de Bourbon faire pareil traité avec le roi d'Engleterre de ligue offensive & deffensive, tout ainsi que par luy a esté conclud, promis & juré avec l'empereur. — Item, en enseignant la promesse que l'empereur a faite audict seigneur de Bourbon, de faire defendre son armée par le quartier de Narbonne, en dedens le dernier jour d'aoust passé, Messieur Jehan Rouffel, ambassadeur pour ledict seigneur roy d'Engleterre, promet que l'armée du roy son maistre soit ja defendue par le quartier de Picardie, avec artillerie pour battre ville, ou autrement donner la bataille aux ennemis, selon qu'ils trouveront pour le mieulx. — Ledit duc de Bourbon promet assister & faire assister de tout son pouvoir l'armée d'icelui roy d'Engleterre. A la quelle si le roi François vouloit donner la bataille, en ce caz ledict seigneur de Bourbon fera tenu, avec ses gens de guerre de cheval & de piet, & les 10,000 lanquenetz que l'empereur luy a promis faire avoir à son service, le secourir & pourfievir les ennemis, sans aucune dissimulation, tant avec ledict seigneur roy d'Engleterre, ou ailleurs où il fera de besoing. — Ledit seigneur roy d'Engleterre sera tenu furnir en la ville de Dole, en dedans cinq sepmaines du jourdhy, la somme de cent mil escuz d'or, pour faire payement audictz lanquenetz, lesquelz se payeront de mois en mois par gens à ce commis. — Ledit seigneur de Bourbon s'oblige de non faire aucun appointment avec ses ennemis, sans le consentement du roy d'Engleterre; bien entendu que ledict seigneur roy de sa part fera le semblable. — Et quant à ce que ledict seigneur roy demande que ledict seigneur de Bourbon le reconnoisse pour son naturel & souverain seigneur, ce point & aultres, lesquelz pour le present ne se font si facilement peuz conclure, seront remis à ce que l'empereur en ordonnera; & promet ledit seigneur de Bourbon tenir pour agreable ce que le dict seigneur empereur en aura fait. Et pour ce que, pour le dangier n'a esté possible assembler des deux costez gens de longue robe, a esté seulement fait ce present memoire, julques à ce que par les dictz seigneurs roy & duc de Bourbon sera le tout mis en forme deue. Ce neantmoins lestdits parties seront cependant tenues de mettre lestdits articles en reele execution, pour autant qu'il leur touche, sans attendre que elles soyent reduites en autre fourme. — Ledit seigneur de Bourbon a juré sur la vraye croix & les saintz evangilles qu'il furnira & accomplira le contenu de tous les dessus dictz articles, & pareillement l'a promis & juré le seigneur Jehan Rouffel de la part du roy son maistre. Fait & passé en pays de Bourbonnois, le 6^e jour de septembre 1523. — (*From miscell. letters Henry VIII. 3d series, vol. v, 111, n° 20, Indorsed by King Henry VIII himself: "THARTYCLES PASSYD Wth THE DUKE OFF BURBON).* »

N° 135 c. — *Interrogatoire de noble homme Perot sieur de Warty, gentilhomme de la chambre du roi, âgé de quarante deux ans. — Du 15 septembre 1523.*

Enquis sur les voiajes, charges, despêches & responces qui faites luy ont esté, tant de la part du roy devers M. le connestable de Bourbon que dudit connestable vers ledit seigneur? — A respondu que, puis trois sepmaines ou quinze jours en ça, par ordonnance du roy, il a fait trois voiajes vers ledit connestable. Le premier, selon son advis, fut fait lundy dernier, il y eut 15 jours; pleust au roy le despêcher pour aller en poste vers ledit connestable qui lors estoit à Moulins & monstroït semblant de malade. Sa creance estoit que le roy se recommandoit bien fort à luy & qu'il avoit envoyé devers luy en ensuivant le propos qu'il luy avoit tenu quand il passa à Moulins, c'estoit de faire le voiage d'Italie avec luy & qu'il le vouloit accompagner, & en ce faisant, qu'il luy feroit un merveillement grand plaisir; luy promettant par sa creance de luy departir de l'honneur dudit voiage & de la charge de son armée plus qu'à nulle peronne qu'il eust, jusque que si son armée se mettoit en deux parts, en auroit l'une & le roy l'autre, sinon qu'il meneroit l'advant garde; & que le roy estoit demeuré à Lion pour l'attendre & qu'il n'en partiroit jusque à ce qu'il fust venu devers luy. Aussi luy donna charge de luy declarder les bonnes nouvelles qu'il avoit eues de Milan, c'est affavoir que ses ennemis qui estoient en son duché de Milan n'avoient pas mis

ordre en leur armée & qu'il penfoit, avec l'aide de Dieu, en avoir le deffus. Avec laquelle creance lediét depofant partit de la cour en poſte ledit lundy & arriva à Moulins le mardy matin, environ les dix heures, & peu après qu'il fut arrivé, ſe miſt à la feneftre de ſon logis qui eſtoit le logis où pend pour enſeigne le *Barbeau*, aux faux bourgs de ladite ville de Moulins, & luy eſtant à ladite feneftre, vit paſſer un des gentilshommes dudit feigneur conneſtable nommé Groffone qui alloit en diligence, lequel donna & arreſta, luy demandant où il alloit. Lequel luy fit reſponſe qu'il alloit devers le roy. Et ledit depofant luy commença à dire qu'il en venoit en diligence, & que le roy l'envoyoit devers ledit feigneur conneſtable. Au moyen de laquelle parole lediét Groffone s'arreſta, & dit qu'il ne paſſeroit outre juſque à ce qu'il euſt fait faveur au dit feigneur conneſtable la venue dudit depofant; & de ſaict tourna bride & d'illec ſe retourna au chateau où lediét conneſtable eſtoit. Duquel Groffone ledit depofant attendit la reponſe qui ne fut rendue juſques à deux ou trois heures après midy, que ledit conneſtable manda icelluy depofant aller devers luy, ce qu'il fit; & trouva ledit conneſtable en ſon dit chaſtel de Moulins, en une garderobbe près de ſa chambre, couché ſur un liét, & d'entrée luy dit que le roy l'avoit envoyé pour faveur comme il ſe portoit & l'advertir au vray de ſa fanté. Ce ſaict, luy preſenta ſes lettres & deſclara ſa creance en la forme & ſelon les termes deſſuditz, à ſavoir que le roy l'envoyoit pour faveur de ſa fanté. A quoy ledit conneſtable luy fit reſponſe qu'il remercioit le roy très humblement du bon vouloir qu'il connoiſſoit que lediét feigneur avoit pour luy de l'envoyer viſiter & ſ'enquerir de ſa fanté, & auſſy de l'honneur qu'il luy faiſoit de ſe vouloir ſervir de luy, diſant qu'il ſe trouvoit beaucoup mieux que quand le roy avoit paſſé à Moulins, & que le matin meſmes il s'eſtoit pourmené ſur ſa mule dans ſon jardin, & qu'il penſoit, ſuivant le bon vouloir du roy, ſe mettre en chemin le lendemain pour aller à ſon Parc, pour tousjours ſ'accouſtumer à l'air & au travail, & que le vendredy ou le ſamedy pour le plus tard il delogeroit de ſon dit lieu du Parc pour ſ'en aller au giſte à Varennes & de là pour ſ'en venir devers le roy, deliſéré de faire 5, 6 & 7 lieues par jour, accompagner le roy en ſon dit voiage & luy faire ſervice de corps & de biens, & de ſe mettre en quelque lieu où il plairoit au roy, ſoit en l'avant garde, en la bataille, ou arriere garde. Et, ſur le propos des nouvelles d'Italie, luy diſt que le roy fut toutes chofes avoit beſoyn de diligences, & le ſoir après que ledit conneſtable fut revenu du jardin deſſus ſa mule, le deſpeſcha & luy fit bailler lettres de creance avec les quelles ledit depofant retourna en diligence devers le roy vers lequel il fut le jedy matin à ſon lever. Et ſiſtoſt que le rideau fut tiré ſit la reverance au roy & luy preſenta ſes lettres & declara la creance dudit conneſtable, dont le roy fut très-aïſe & en ſeſtoya la pluſpart de ceux qui furent à ſon diſt lever. — Dit que, depuis ſon retour, lediét conneſtable tarda à ſe mettre en chemin le jour qu'il avoit promis, tellement que, le mardy ſuivant, le roy ignorant les cauſes du delay dudit conneſtable ſiſt de rechef deſpecher ledit Warty depofant, & luy fit bailler autres lettres de creance. Et ſa creance eſtoit que le roy renvoyoit lediét depofant vers luy pour faveur comment ſe portoit ſa fanté & pour le ſolliciter de par le roy de ſe vouloir mettre en chemin, & ſe haſter de venir trouver ledit feigneur à Lion, pour faire lediét voiage de delà les montz, ainſy que pluſieurs fois luy avoit mandé, & que lediét feigneur n'attendoit autre choſe que la venue dudit conneſtable pour partir de Lion, pour faire lediét voiage, en luy chargeant outre de luy dire des nouvelles de ſes affaires, & principalement que le roy avoit eſté adverty qu'il ſe faiſoit quelque amas de quelque gros nombre de lanſquenetz du coſté de la Bourgogne, & que pour cette raiſon le roy avoit retardé quatre ou cinq mil lanſquenetz qu'il avoit ez environs de Lion, avec quelque nombre de gens d'armes pour reſiſter à la diſte aſſemblée & entrepreiſe. Avec leſquelles lettres de creance & charge deſſus diſtes lediét depofant alla trouver ledit conneſtable à Saint Gerand de Vaulx, une lieue près de Varennes, auquel il declara ſa creance au long; laquelle entendue, ledit conneſtable fit reſponſe qu'il n'avoit tardé à partir qu'un jour, outre ce qu'il avoit mandé, & qu'il ſ'en venoit en ſa litiere faiſant petites journées & telles que ſa fanté le pouvoit porter, c'eſt à ſavoir que le lendemain il delogeroit dudiſt Saint Gerand & venoit loger à un prieuré qui eſt my voie dudiſt Saint Gerand & delà à la Palice. Et pour ce que le roy avoit donné

charge au dict depofant d'accompagner ledict conneftable jufque à ce qu'il fult devers luy, & fouvent luy faire foy de la fanché dudit conneftable, [il le fuivit] jufque à la Palice; auquel lieu ledit conneftable arriva le jeudy matin, delibéré, comme il difoit, d'en partir le lendemain & aller au gifte à Laliere, maifon de l'un de fes ferviteurs; & de là faifoit fon compte d'aller à Changy, & de là à Rouenne, & de Rouenne, de trois lieues en trois lieues, jufque à Lion. Mais la nuit du fejour de la Palice, d'entre le jeudy & le vendredy, luy donna nouveau confeil, car le matin, à l'heure qu'il devoit partir, fut remué bruit, qui fut defféré par plufieurs audit depofant, que ledict conneftable avoit mal dormy, & que la nuit il avoit eu grand douleur de reins; & dirent les medecins qui accompagnoient ledict conneftable, au dit depofant, qu'ilz avoient trouvé fon urine fort chargée & que, de toute fa maladie, ils ne l'avoient veue fy mauvaife. Et, fur ce propos, ledict depofant demanda auxdicts medecins comme ilz luy trouvoient le poulx, qui luy firent reponce qu'ils ne l'oferoient tafter de peur de l'eflonner, & que s'ils le taftoient qu'il penferoit estre mort. Et, pour ce que aucuns officiers dudit conneftable avoient esté envoiez à Laliere, ilz furent contremandez & envoyez querir, & après la meffe & le difner dudit conneftable, il envoya querir ledit depofant qui le trouva couché en fon liét, & luy dict qu'il s'eftoit mal trouvé la nuit, & que pour cette raifon il n'eftoit point dellogé, mais qu'il efperoit partir devers le soir, & s'il ne partoist, il feroit le lendemain autant en une journée qu'il eult fait en deux. Et de tout ledit jour ledict depofant ne void ledict conneftable. Et la nuit dudit jour, ledict depofant eftant à fon liét couché au chafteau où eftoit logé ledict conneftable, fut fait grand bruit, tout le long de la nuit, de gens allans & venans parmy le logis, paffans près de la chambre dudit depofant, & demandans à haute voix apotiquaires & medecins pour donner à entendre, comme il eft vrayfemblable, que ledit conneftable eftoit fort malade. Et le lendemain qui eftoit famedy, au plus matin, ledict depofant fortit de fa chambre preft à monter à cheval pour aller à la meffe, & à la cour trouva en front les medecins dudit conneftable qui vindrent droit à luy & luy dirent qu'il avoit eu une mauvaife nuit, & plus mauvaife que la precedente, & toute nuit ils avoient esté fur bout, & que ledict conneftable s'eftoit plus mal porté que la nuit paffée, & qu'ils connoiffoient bien qu'il avoit la fiebvre, car il avoit eu plus grande douleur de teſte & de reins, grande alteration, & mauvaife urine, le tout pis que la nuit de devant. Et ledict depofant leur demanda fi, à leur advis, ledit conneftable fe pouvoit mettre à cheval ledit jour. Lesquels luy firent reponce qu'ils ne favoient pas fa volonté, mais, felon leur advis, que s'il le faisoit, il fe mettroit en très gros danger, & qu'il n'eftoit en eſtat de pouvoir travailler. Laquelle reponce ouye, ledit depofant alla ouyr meffe, & à difner, ne void ledit conneftable, jufques après difner que ledit conneftable l'envoya querir après fon difner. Lequel ledit depofant trouva en fa garde robe affis fur un lit, auquel ledit conneftable diſt qu'il fe fentoit la plus malheureufe perſonne du monde d'eftre en l'eſtat en quoy il eftoit de ne pouvoir faire ſervice au roy, & que ſes medecins qui eſtoient prefens luy avoient dict que ſ'il paſſoit outre, qu'ils ne ſ'aſſeuroient pas de ſa vie, & auſſy que de luy il ſe fentoit encore pis que ne luy avoient dict leſdits medecins, & qu'il fentoit ſa maladie en forte qu'on connoifſroit, avant qu'il fuſt trois jours, qu'il eſtoit en danger de mort, & qu'il ne penſoit pas eſchapper, & que de luy il ne penſoit pas eſtre en eſtat de jamais faire ſervice au roy, & qu'il reprendroit le chemin de ſon air naturel, comme luy avoient conſeillé leſdits medecins, & qu'il prioit ledit depofant qu'il diſt au roy que, ſ'il pouvoit un jour recouvrer ſa fanté, il ſe mettroit à chemin pour aller devers le roy. Et en diſant ces paroles ſe tourna de l'autre coſté, & diſt qu'il vouloit dormir. Et ledit depofant luy diſt que le roy feroit terriblement marry quand il fauroit ſa maladie, & que, comme celuy qui luy voudroit faire ſervice, il le prioit qu'il donnaſt à entendre au roy que, à ſon retour pour ſa fanté, il fiſt plus grandes journées qu'il ne faisoit à venir devers le roy. Et neantmoins, ledict depofant oyt le bruit qui couroit leans que ledict conneftable devoit aller coucher à Gayette, diſtant dudit lieu de la Palice de quatre lieues, & neantmoins, au venir, il faisoit difficulté d'en faire deux. Et lors voyant ledict depofant la diſſimulation dudit ſieur conneftable ſ'en vint en poſte devers le roy, & fuſt en cette ville de Lion à ſon coucher, & luy ſeſt rapport de ce qu'il avoit

veu & ouy, & des parolles dudit conneftable. — Le lendemain qui fut jour de dimanche il pleut au roy de deſpeſcher, & pour la troiſieme fois, ledit depofant pour aller devers ledit conneftable, avec lettres de creance. Et la creance eſtoit que le roy trouvoit bien eſtrange de ce qu'il n'eſtoit point venu devers luy & de fon retour à Moulins, & qu'il luy ſembloit que ſa fanté fe fuſt auffy bien portée à venir devers luy. petites journées, comme à ſ'en retourner, & que le roy ſeroit bien marry ſ'il falloit qu'il euſt connoiſſance que les charges qu'il avoit eues par pluſieurs advertiſſemens fuſſent vrayes, & qu'il n'avoit jamais creu juſques à cette heure qu'il en eſtoit en doute, veu la difficulté qu'il faisoit de venir devers lui, & qu'il avoit bien peu connoiſtre en paſſant à Moulins que le roy ne le ſoubçonnoit pas tel qu'il avoit eu par advertiſſement, car il luy en avoit déclaré une partie, non pas tout ce qu'il favoit, & que quand il l'eut eſtimé tel, il ne luy euſt pas dict, mais fe fuſt faiſy de luy, comme il avoit force de ce faire, & que le roy luy prioit qu'il penſaſt bien à garder ſon honneur & ſon bien, & que ſ'il fe pouvoit honneſtement juſtifier des advertiſſemens & charges que le roy avoit eues de luy, qu'il n'y auroit homme en ſon royaume qui en fuſt plus aïſe que luy; & ſi ne ſe pouvoit faire & qu'il y euſt quelque choſe qui ne fuſt pas bien, que le roy luy promettoit qu'à ſon endroit il uſeroit plus de miſericorde que de juſtice; &, pour luy donner ſeureté, le roy commanda audit depofant de luy promettre ſur ſon honneur que le roy luy tiendrait ce qu'il luy mandoit, ayant charge dudit ſieur de mettre ſon corps en hoſtage pour la ſeureté de ladiſte promeſſe. Et, avec ladite charge, picqua en diligence tellement que ledit jour, vers les ſept heures, arriva au lieu de Varennes où le depofant ſceut qu'il eſtoit deſlogé de Gayette, & ſ'en alloit paſſer par le port de Varennes ſur la riviere d'Allier, pour aller diſner à un village à coſté de Saint Pourſain, tirant droit à Moulins. Et de ſaict ſuivit les traces dudit conneftable juſques au port de Varennes ſur ladite riviere d'Allier, où il trouva le batelier qui luy dit que le dict conneftable avoit paſſé par ledit port ſur une haguénée de poil bay, faiſant bonne chere, veſtu d'une robbe contrepoincée, ayant une coiffe de taſſetas piquée en la teſte, comme luy dit ledit batelier par enſeignes, pour luy donner à connoiſtre qu'il connoiſſoit ledit conneftable. Et ſi luy dict ledit batelier qu'il faisoit bonne chere. Et lors arriva ſur le port un vivandier dudit conneftable auquel ledit depofant demanda ſ'il [l']avoit veu; qui luy fiſt reſponſe qu'oy, & qu'il ne s'arreſteroit point audit village, & que tout d'une traite il ſ'en alloit retirer à Chantelle. Et, ſur ce propos, demanda combien on comptoit dudit port juſques à Chantelle. A quoy par ſeldits batelier, vivandier & autres fut dit qu'il y avoit ſix lieues, &, dudit port juſque à Gayette, une, qui eſtoit ſept lieues que ledit conneftable fit ledit jour. De quoy il ſembloit audit depofant qu'il devoit avertir le roy, ce qu'il fit promptement ſous une ſauſaye, & pour accomplir la charge que le roy luy avoit donné de ſuivre ledit conneftable quelque par qu'il allaſt. Ce qu'il fit, & alla juſques à Chantelle où il trouva ledit conneftable qui eſtoit arrivé, paſſé y avoit une heure, & avoit à diſné. Et, devant le pont de la place, trouva ledit Groſſonne qui luy diſt qu'il eſtoit heureux de le rencontrer quand il alloit devers le roy, & qu'il eſtoit deſpeſché pour y aller, mais, avant que paſſer, il alloit dire au dit ſeigneur qu'il eſtoit venu; &, ſeldites paroles dites, entra en ladite place, & ledit depofant demeura dehors la place fermée où il fut long temps à attendre, & finalement fut envoyé querir, & monta en la chambre dudit conneftable où il le trouva aſſis ſur un lit, luy fit la reverence, & ledit conneftable luy dit : « Warty, vous foyez le « très bien venu, vous me chauffez les eſperons de bien près. » Et ledit depofant luy dit en riant : « Monſieur, vous avez de meilleurs eſperons que je ne penſois, & avez fait meilleure dili-
« gence. » Lequel conneftable luy reſpondit : « Monſieur de Warty, penſés vous que je n'aye
« pas ſaict le ſage, ſi j'avois qu'un doigt de vie, ſi je l'ay mis en avant pour éviter la ſeureur
« du roy. » Et ledit de Warty luy reſpondit : Comment, Monſieur, le roy ne fut oncques fu-
« rieux en endroit d'homme & encores moins ce ſera en voſtre endroit. » Lequel conneftable
luy diſt : « Non, non, je ſay bien qu'il eſt party de Lyon pour me venir prendre [avec] Mons'
le grand maïſtre, Monſieur le mareſchal de Chabannes, les deux cents gentilhommes, les archers
de la garde, & quatre ou cinq mil lanſquenetz, qui a eſté la cauſe de me faire venir en cette petite

maison que j'ay, en attendant que le roy me veuille ouyr. Je fay bien ceux qui m'on accusé envers luy, lesquels ont faussement menti. » Lequel depofant luy dist qu'il n'en favoit rien. Et ledit conneftable luy dist : « Non, non, c'est le chancelier de Bourbonnois, pour un, & d'Efcars qui a voulu faire son profit de la cour, pour l'autre, & deux gentilshommes de Normandie nommez Argouges & Maignon, par le moyen de M. de Lifieux qui avoit fait beaucoup de rapports au roy, lesquels se trouveroient faulx, & qu'il en juftifieroit bien; enforte que le roy connoistroit qu'il estoit homme de bien. Et ledit depofant luy dit qu'il prioit Dieu qu'il luy en doint la grace, & si cela se pouvoit faire, qu'il estoit bien aſſeuré que le roy en feroit bien aise. Et, sur ce propos, ledit depofant déclara creance bien au long, laquelle ouye, ledit conneftable dict audict depofant qu'il estoit las & mal mené, & qu'il s'allast reposer. Et, à la sortie de ladicte chambre, ledit depofant fut recueilli par des gentilshommes de leans qui le menerent dîner avec le petit nepveu de l'evesque d'Oſtun. Et, à la sortie dudict dîner, ledict evesque s'en alla au conseil, devers ledit ſieur conneftable, & y fut, & plusieurs autres en ſa compagnie, aſſez longuement, & juſques vers les fix heures du soir. A la sortie duquel conseil, ledict evesque d'Oſtun vint, la larme à l'œil, vers ledict depofant, & luy dict qu'il estoit le plus malheureux homme du monde de s'estre trouvé en cette compagnie, & que le roy luy en fauroit mauvais gré, combien qu'il n'eust fait choſe qui ne fust bonne & honneſte. A quoy ledict depofant luy dict qu'il feroit fort bien & ſagement, s'il s'en venoit devers le roy pour le juſtifier, & que, s'il y avoit quelque choſe mal faicte, que le roy entendoit bien qu'il la fauroit mieux que nul autre. Et ledit evesque d'Oſtun luy dict qu'il s'en juſtifieroit bien, & qu'il trouveroit bien moyen de venir devers le roy pour ce faire, & que M. le conneftable eſcrivait une lettre de ſa main au roy par laquelle ils ſ'en iroient enſemble. Et, peu après, fut mandé ledit depofant qui alla devers ledict conneftable, lequel luy dict qu'il avoit eſcrit de ſa main au roy, & luy commença à faire lecture des lettres; au premier article deſquelles ledit conneftable s'excusoit de n'avoir envoyé ſcellé; lequel depofant luy remontra qu'il ne luy avoit point parlé de ſcellé ni charge du roy de luy en parler, preſens l'evesque d'Oſtun & plusieurs gentilshommes; & après y avoir quelque peu penſé dict qu'il eſt vray, mais qu'il ſavoit bien que l'on en avoit parlé au roy, & continua la lecture de ſa lettre juſque à la fin. Ce faicte, la bailla audict depofant pour la porter ouverte au roy, en luy diſant qu'il dist au roy qu'il ſe recommandoit très humblement à ſa bonne grace. Et luy bailla deux autres lettres, les unes adreſſantes à M. le grand maistre, les autres à M. le mareſchal de Chabannes, ſeignant qu'il vouloit parler à eux, & en juſtifier des charges qu'on luy avoit impoſées, en promettant en parole de prince qu'il ne bougeoit dudit lieu juſques au lendemain deux heures après midy, & que cependant on fiſt arreſter l'armée. Et, s'il fortoit de ladicte place, qu'il n'iroit pas loing, & qu'il n'iroit qu'à cinq ou ſix lieues de là, & qu'il ne ſortiroit point hors. Et ledit depofant luy reprit la parole, luy diſant : « Et où iriez vous, Monſieur, ſortiriez vous hors du royaume? Si vous le vouliez « faire, vous ne ſauriez, car le roy a pourveu partout. » Lequel luy dist : « Non, non, je n'en veux point ſortir, car j'ay des amis & des ſerviteurs. » Et lors ledit depofant prit congé dudit conneftable & ſortit de ladite place. — *Interrogé en quel ordre estoit ladicte place, que l'on faiſoit & diſoit leans devant la ſeance dudit conseil?* — A dict que ladite place estoit munie d'artillerie que l'on avoit miſe hors du couvert, juſque au nombre de quinze ou ſeize pieces, & portoit on leans vivres à force, comme en place que l'on vouloit garder. Et que, durant ledict conseil, arriva le jeune Eſpina qu'il dict avoir trouvé quelques gens à la Palice qui luy avoient donné la chaſſe & avoient failli à le prendre, & que l'on devoit arreſter ledit depofant, car, s'il s'en alloit, on ne faudroit point d'avoir le lendemain un ſiege volant, & que homme ne pourroit ſortir de ladite place; le ſait parceque Bourdilles, qui ſortit de ladite place avec luy, qui avoit ouy leſdites paroles, luy dit, & auſſy avoit fait l'evesque d'Oſtun. — *Interrogé quels propos luy dis ledit evesque d'Oſtun en venant depuis La Palice juſques à Varennes?* — Reſpondu que ledict evesque d'Oſtun luy dit que ledit conneftable avoit de fol conseil avec luy, & que, avant d'entrer en ladite place, luy avoit dict que c'estoit une des plus fortes places du monde, & qu'elle estoit plus forte que le chaſ-

teau de Milan, & que, depuis qu'il avoit esté dedans, ne l'avoient trouvée telle. A cette cause tournerent propos d'aller à Carlat & en continuer encor le propos. Et l'evesque d'Ostun tournant son propos dict que si le roy vouloit, il feroit hors de cette peine en disant qu'il rende à M. le connestable ses terres & ses greniers, & il se trouvera bien servi de luy. Et en devisant ledit depofant luy demanda qu'il estoit du mariage dudit connestable & de la sœur de l'empereur. Ledit evesque luy dist qu'il croyoit qu'il en fust quelque chose, & qu'il en avoit été parlé dès le vivant de feu Madame. Et sur ces devis arriverent la nuit à Varennes, où ledit depofant laissa ledit evesque d'Ostun, & vint gagner ledit marechal de Chabannes en la plus grande diligence qu'il peut, à ce que, avant les deux heures passées, l'on peust renvoyer audit sieur connestable, en ensuivant le propos qu'il avoit eu avec luy. Et si tost que ledit marechal de Chabannes eut ouy ledit depofant, depecha un gentilhomme pour aller devers ledit connestable, nommé le baron de Curton, avec lettres contenant que, suivant le propos que ledit depofant avoit eu avec luy, il feroit arrester l'armée & ne passeroit point la Palice, & si demouroit en cette opinion de vouloir envoyer devers luy Taufannes ou l'Espina le vieil, pour remarquer les moyens & le lieu où ilz pourroient parler ensemble. Lequel baron arriva audit lieu de Chantelle auparavant les deux heures, mais il n'y trouva ledit connestable. Et, sur le disner, arriva Monsieur le grand maistre qui retint ledit depofant, attendant la reponce dudit connestable & la venue dudit evesque d'Ostun. Et ledit jour coucherent à la Pacaudiere; & le lendemain, après plusieurs remontrances faites audit evesque d'Ostun par ledit depofant que s'il vouloit acquerir la bonne grace du roy, il ne devoit rien celer du fait dudit connestable concernant les conspirations par luy faites contre la personne & estat du roy, & que s'il le disoit à M. le grand maistre il s'acquitteroit tout ainfi que s'il le disoit au roy, & qu'il le conseilloit de ainfi le faire; autrement ne voyoit point qu'il peust regagner la bonne grace du roy. A quoy ledit evesque luy dit pour reponce qu'il croyoit son conseil & dès l'heure s'en alla devers M. le grand maistre auquel il dit que, à la verité, que ledit connestable avoit envoyé un nommé Lurcy par devers les lanquenetz qui estoient en Bourgogne pour les faire haster de venir droit à Lyon, & que toutes les entreprises des ennemis du roy se devoient executer si tost que le roy feroit parti pour aller en Italie, & que ledit connestable au partir luy avoit dit : « à Dieu, mon evesque, je m'en vais gagner Carlat & de Carlat me desferay avec cinq ou six chevaux pour me rendre en Espagne. » Lesquelles paroles dites, Monseigneur le grand maistre appela ledit depofant, en la presence duquel il fit reiterer ledites paroles, usant de ces mots : « Vecy Monsieur d'Ostun qui commence à bien dire, & se monstre bon serviteur du roy. » Et autre chose n'en a dit, sur tout enquis.

Du 17^e jour de septembre audit an. — *Ledit sieur de Warty enquis si paravant les choses dessus dites il avoit aucune chose entendu de communication ou pour parler que les gens dudit connestable ayent eu avec les gens de l'empereur ?* — Dit, après serment par luy fait, que les ennemis du roy estant sur le point d'assiéger Therouenne, ou quelque autre des places du roy, & la guerre ouverte entre le roi & les ennemis, l'an passé, le sieur d'Efcars, domestique dudit connestable, demanda congé au sieur de Biron, qui estoit chef devant Therouenne, de parler au seigneur de Beaurain, lors tenant garnison à Saint Omer ou à Aire, feignant, comme il est vraisemblable, vouloir efcchanger quelque terre que ledit d'Efcars avoit en Flandres, à cause de sa femme, avec aucunes terres que ledit sieur de Beaurain avoit en ce royaume. Ce qui luy fut octroyé par ledit sieur de Biron. Et de fait ledit d'Efcars parla longuement avec ledit seigneur de Beaurain, presens gens d'un costé & d'autre; &, neantmoins, ainfi que ledit depofant a ouy dire, se retirerent à part, tellement que les presens ne les eussent sceu ouyr; auquel parlement estoit presant le vicomte de Turaine & plusieurs des gentilshommes des ordonnances. — Dit que, environ ce temps, il a sceu que Lurcy se retira au village de Bonneul, sur le chemin d'Amiens, en la maison du procureur & receveur dudit seigneur connestable, où il se tenoit caché en une chambre où il ne vouloit point qu'on le veid, & y fut l'espace de sept ou huit jours. Et, cependant, comme ledit depofant a entendu par ledit receveur, envoyoit de jour en jour des gens en la ville de Therouenne; & pour ce que

ceux qu'il envoyoit ne venoient assez à l'heure & à son gré, partit dudit lieu & alla luy même audit lieu de Therouenne, [à ne] fait bonnement qu'il y feit. — Dit aussy qu'il est notoire que le feigneur de la Mothe des Noyers, demeurant au pais de Bourbonnois & vassal, comme l'on dit, dudit connestable, un an, ou environ, partit de ce royaume, & s'en alla en Flandres, & de Flandres en Espagne, en Angleterre, & a totalement abandonné le service du roy. — (*Bibl Imp., Procès criminel du connestable de Bourbon, Mss. fr., n° 210, 3 vol. in-fol. — Voir aussy, même Bibl., Mss. fr., n° 57; n° 853, 854 & 855, & n° 484 de la collection Dupuy*).

N° 135 f. — *Déposition de Henri Arnauld, châtelain d'Herment.* — Communiqué par M. Mignet.

Inquisition secrète faite par nous Anthoine du Bourge, conseiller &c... appelé avec nous maistre Guillaume Rouffet, licencié es loix, advocat en la cour du bailliage de Montferrand, en nostre maison audit Montferrand, le mardy vingt neuvième jour de septembre mil cinq cens vingt trois.

Henry Arnauld, chasteelain d'Erment, aagé de quarante ans ou environ, dict & depose par son ferment sur les interrogatoires par nous à luy faicts, comme s'en suit : A sçavoir que le jour & feste de la Nativité Nostre Dame passée, qu'estoit le mardy huitième du present mois de septembre, à l'heure du soleil couchant, à la ville d'Erment arriverent deux hommes qui se disoient fourriers de Monseigneur le connestable de France. Lescuels d'arrivée demanderent le chasteelain & consuls de la dicté ville, disans qu'ils estoient venus prendre les logis pour mon dict feigneur le connestable qui venoit incontinent aprez, & de faict prirent & marquent lefdits logis, & entre autres fut prins & marqué le logis dudit depposant, combien qu'il ne tiegne point d'hostellerye, pour la personne mon dict feigneur le connestable. Et tout incontinent arriva mon dict feigneur le connestable accompagné de douze vingts chevaux ou environ, & descendit en la maison dudit qui deppose, & les autres gentilshommes de sa compagnie par la ville, chacun en son logis pris par fourrier. — *Interrogé quels gentilshommes il avoit à sa dicté compagnie?* Dict & respond que pas ne les cognoissoit, bien en vit nommer & marquer les logis par les sieurs d'Estaufannes pour Lalliere, Talleboft, Pomperant, Rohannet & aultres dont n'est records. — *Enquis quel habillement avoit ledict feigneur quand il arriva?* Dict & respond qu'il avoit une robbe de velours noir. — *Enquis quel propos il tint quand il fut arrivé?* Respond que incontinent luy arrivé il se mist sur le liét, car estoit bien las comme sembloit, car disoit qu'il estoit parti ledict jour de Chantelle disant d'illec dix sept ou dix huit lieues, & demanda au dict depposant le chemin de Carlat, & combien il y avoit de lieues, lequel ne luy sceut dire, car jamais n'y avoit esté. Et lors ledict feigneur luy commanda s'en enquerir à quelqu'un par la ville, ce que ledict depposant fist, & trouva un nommé Pierre Bauduy, marchand dudit Herment, qui luy dist que aultrefois il avoit esté au dict Carlat, en venant du pays de Languedoc, & qu'il y avoit d'illec vingt lieues, & estoit le droit chemin pour y aller d'illec passer à la ville de Bort & à Salers. Et la responfe rendue au dict feigneur, ledict feigneur se mist à foupper, & ledict depposant sortist hors de sa chambre en laquelle estoient plusieurs gentilshommes avec ledict feigneur. Et aprez foupper ledict feigneur fist demander une escriptoire & du papier au dict depposant qui luy bailla. Et voulut ledict feigneur escrire luy même, & puis se advisa & demanda au dict qui deppose s'il escrivoit, qui luy dist que oy, & lors luy fist escrifer deux lettres millives adressans à Rion, l'une au S^r de Dales & l'autre aux gentilshommes du pays d'Auvergne qui estoient assemblez au dict Ryon pour le riereban; faisans mention lefdites lettres qu'il envoyoit par devers eux un de ses gentilshommes nommé le feigneur de Saint Bonnet pour leur dire quelque chose de par luy, & qu'ils le voullissent croire, sans faire mention d'autre chose. Pas ne sceut ledict depposant si le dict feigneur envoya lefdites lettres ou non, & tout incontinent ledict feigneur se alla coucher & chacun se retira. — *Enquis à quelle heure ledict feigneur partist le lende-*

main mercedy? Diët & respond que, dès deux heures aprez mynuit, toutes ses gens parmy la ville logez furent debout & vindrent monter & à cheval au devant du logis du diët feigneur, & illec demourerent grand piece & plus d'une grosse heure, & entour trois heures, s'en partirent tous & s'en allerent, hormis lediët feigneur conneftable qui demoura & avec luy cinq perfonnages feulement, affavoir le feigneur de Pomperant, maistre Jehan Hospitalis, medecin dudiët feigneur, un que on nomme Godinieres, un autre que on nomme Bartholomé & un autre que on nomme Guinot. Lefquels fe renfermerent dans la chambre où avoit couché lediët feigneur, jufques à ce qu'il feust l'aube du jour. Et quant voulurent partir, lediët feigneur conneftable fist appeler lediët deppofant auquel diët qu'il falloit qu'il luy vint monftrer le chemin quatre ou cinq lieues tirant vers le chemin de la Tour. Ce que lediët deppofant luy accorda pour luy obeyr & monta à cheval, & s'en partirent & allerent droict le chemin vers la Tour. — *Enquis fi lediët feigneur avoit l'habillement de veloux qu'il avoit quand il arriva?* Diët & respond que non. Ains avoit une robbe de drap de laine noir fort courte & ne fect lediët deppofant dont l'avoit eue, car jamais plus ne l'a veu qu'à luy, & croit que c'estoit la robbe de quelqu'un de ses gens. Avoit une faye de frife grife & un pourpoint de fatin violé, un chapeau noir & une tocque rouge garnie de fers & boutons. Et le diët Hospitalis medecin print une robbe dudiët deppofant & laiffa la sienne qui estoit de drap noir; & la lui cogneut lediët deppofant en chemin, quand la clarté du jour fut venue, dont fe merveilla fort. Et lediët Hospitalis luy dist qu'il avoit laiffé la sienne au lieu de celle-là. Et quand furent à la Tour, lediët feigneur ne voullist repaistre illec, ains marcherent plus avant deux lieues & allerent difner à un lieu appellé Saint Donat. — *Enquis quel propos lediët feigneur tenoit par les chemins & au diët logis?* Diët & respond qu'il tenoit quasi tousjours propos avecques lefdiët Pomperant & Hospitalis, mais que lediët deppofant ne fect, car ne l'entendoit; & quand avoient entre eux propos fe elloignoient dudiët deppofant. Deffendoient en chemin au diët deppofant qu'il ne declarast à nulli que ce fust Monfeigneur le conneftable, & au logis beuvoient & mangeoient tous en une table fans faire aucuns honneurs. Et quand eurent difné au diët lieu de Sainët Donat, lediët feigneur fe dormift un peu fur le liët, &, quand vouloit monter à cheval lediët deppofant luy demanda congé pour s'en retourner. Mais lediët feigneur luy dist qu'il le meneroit jufques au gifte; ce que lediët deppofant ne luy ofa contredire, & monterent à cheval, & s'en allerent coucher au lieu de Condat en Feniers, diftant dudiët Herment dix lieues. Et le jeudy matin prift mon diët feigneur un guyde dudiët lieu, nommé Guillaume Bohat, cordonnier, & demanda lediët deppofant fon congé. Mais lediët feigneur luy dist qu'il le conduiroit encores jufques à la difnée, & aprez s'en reviendroït, ce que lediët deppofant ne luy ofa reffufer. Et partirent dudiët lieu de Condat, une grosse heure devant le jour, tirant droict le chemin de Pauche, & s'en allerent difner à un lieu appellé Farrieres diftant dudiët Condat cinq lieues, &, au diët lieu, demourerent plus de quatre bonnes heures, & dormift lediët feigneur après le difner, & quand volift partir, lediët deppofant luy demanda congé, comme fi fift l'autre guide, car ne fçavoit plus chemin ne voye. Mais lediët feigneur & aufsi les autres leur dirent que jufques au gifte viendroït & aprez feroient payez de tout. Parquoy furent contrainët aller encores; & allerent coucher lediët jour à Ruynes diftant quatre ou cinq lieues. — *Enquis fi par ces logis on chemins il entendit aucun propos dudiët feigneur, ou de ses gens, par quoy il alloit en ladiët forte.* Diët & respond que non, car tousjours en ayant lefdiët propos, fe tiroient à part, & ne vouloient que lediët deppofant ne l'autre guyde les entendiffent, dont lediët deppofant fe merveilloit fort, & ne pouvoit penfer, ne ymager que c'estoit, ne pouvoit efre; & fouvent lediët deppofant & lediët autre guyde en avoient propos enfemble, en demandant l'un à l'autre que ce pouvoit efre. — *Enquis où ils allerent dudiët lieu de Ruynes le vendredy matin?* — Diët & respond que lediët feigneur de Pomperant, qui eft dudiët pays, les conduit & mena en une place & maifon qu'il diöit efre sienne, appellée la Garde, diftant dudiët Ruynes en tout quatre lieues, & au diët lieu demourerent depuis le vendredy midy qu'ilz y arriverent jufques au mardy matin enfuivant, fans ce que lediët deppofant ne l'autre guyde peuffent avoir congé d'eulx & retourner. — *Enquis fi dans ladiët place*

ledict seigneur conneftable se faisoit cognoistre ? Dict que non. Ains estoit tousjours le seigneur de Pomperant au hault bout de table, comme le seigneur, & Monseigneur le conneftable aprez luy. Et en tous leurs propos les faisoient à secret fans en declarer rien au dict deppofant, ne à l'autre guyde, & ne les servoit que de panfer les chevaux. Et le mardy matin, entour l'heure de deux heures devant le jour, ledict seigneur se leva & feist tout apprestre pour departir & monter à cheval ; & commanda au dict Guynot, son serviteur, qu'il s'en alast à Carlat, & qu'il print par compagnie ledict deppofant, & qu'il fussent de retour dans le lendemain, de bonne heure, au lieu de Serverete, & là se trouveroient. Et lors ledict Guynot & ledict deppofant montèrent à cheval & laisserent les chevaux dudit seigneur, au devant ladicte place, bridez & pretz pour partir, pour s'en aller, comme disoit, au dict lieu de Serverete. Et s'en allerent le chemin de Carlat & passèrent à Saint Flour & en chemin, ledict deppofant demandoit au dict Guynot qu'ils alloient faire au dict Carlat, & si Monseigneur y vouloit venir. Lequel luy dist que oy, mais qu'il eust eu quelque responce du cappitaine dudit Carlat. Et estans lesdits deppofant & Guynot au dict Saint Flour oyrent parler du bruiet qui couroit qu'il y avoit gros debat entre le roy nostre sire & ledict seigneur conneftable, à cause de quoy dès lors ledict deppofant se deslibra de soy mesmes qu'il s'en iroit & retourneroit en sa maison, fans retourner vers ledict seigneur conneftable, audit lieu de Serverete, comme luy avoit commandé, doutant qu'il ne peust avoir congé de luy, & qu'il aymoit mieulx perdre ses peines du temps qu'il y avoit esté que de y retourner, attendu qu'il estoit question des affaires du roy. Et de faict, dist ledict deppofant au dict Guynot, eus estans en chemin, que son cheval estoit las & qu'il ne le pouvoit fuivre son train, & qu'il s'en alast devant, & il le suivroit comme pourroit, ce que ledict Guynot fist. Et quand ledict Guynot se fust mis devant qu'il fust bien loing, ledict deppofant retourna bride & print son chemin pour s'en retourner à sa maison, en laquelle arriva le samedi dix neufviesme du present mois. Et, luy arrivé, fut adverty que Monseigneur le gouverneur de Lymosin ayant commission du roy nostre sire estoit passé en ladicte ville d'Erment & avoit donné charge à la femme dudit deppofant que, luy revenu, vint parler à luy. A ceste cause ledict deppofant, lendemain dimanche, s'en partit pour aller declarer ce que dessus à mon dict seigneur le gouverneur, par lequel fut interrogé sur les choses dessus dictes, & ledit deppofant luy en dist autant que dessus & luy en bailla sa depposition par escript signée de sa main, & ne arriva devers luy que samedi dernier, & incontinent eut lettres de nous, commissaire fudict, par lesquelles mandions venir parler à nous, en obeyffant esquelles est venu en cette ville de Montferrant, & dict que ce que dessus a dict & deppoit est vray. — *Si quant ledict seigneur arriva au dict Herment luy & sa compagnie estoient en armes ?* Dict qu'il veit plusieurs des archers & gentilshommes de ladicte compagnie qui estoient armez ; veit aussi une harquebute que ung d'eulx portoit à l'arçon de sa selle & aucuns autres qui avoient des javelines. — *Qui faisoit la despense dudit seigneur ?* Dict que c'estoit Bartholomé ; lequel Bartholomé & lesdits Godinieres & Guynot avoient & portoient chacun un aubergeon de sustaine fourni d'or, ainsi qu'il estimoit. Pas ne veit dedans, mais bien en tint un en ses mains, il le trouva pesant, & croit que chacun dedit aubergeons pefoit de douze à quinze livres. — *Sy dudit temps qu'il fust avec ledict seigneur, aucunes gens vindrent parler à luy ex logis ou sur les champs ?* Dict que non & qu'ils trouverent bien peu de gens sur les chemins, fors que, en tirant dudit Farrieres à Ruynes, à deux lieues de Saint Flour, trouverent une compagnie de gens de pied où avoit sept ou huit cents hommes, & disoit on qu'estoient Gascons, & les veyt passer ledict seigneur & ceux qui estoient avec luy ; mais pas ne parla ledict seigneur à eulx, ne aucun de ceux de sa compagnie. Et dict, sur ce enquis, ne sçavoir qui estoit ce cappitaine dedit Gascons, ne qui les menoit. Et dict, sur ce interrogé, qu'on disoit qu'ils venoient de Lyon, & avoient eu congé d'eulx retirer. — *Si, dudit temps qu'il fust avec ledict seigneur, il luy oit tenir propos, ou à aucun de ses gens qu'estoient devers sa compagnie qu'il avoit audit Herment ?* Dict qu'il ne oyt de ce tenir aucun propos audit seigneur, mais bien oit dire aux dicts Guynot & Bartholomé, esquels il s'enquerroit de cet affaire, que, en peu de temps, se trouveroient ensemble & disoient que ledict seigneur s'estoit party d'eulx

pour une bourde & pour un rire, & estoit, il qui parle, que ladicte compagnie fust allée à Carlat pour ce que ledict seigneur avoit demandé le chemin dudit lieu au dict Herment. Et luy tint propos ledict Bartholomé que aultres foys, au royaume de Naples, luy estant au service du comte de Montpensier, avoit porté des lettres dans ung baston, sans luy déclarer à quel fin, ne pourquoy c'estoit. Et tenoit ledict Bartholomé ledict propos en racomptant la peyne qu'il avoit eue en son jeune aage, disant qu'il avoit esté laquais. — *Si ledict seigneur a esté à Carlat, puis qu'il est party d'Erment ?* Dict qu'il ne scet s'il y a esté depuis qu'il se departist de luy, comme dict a. Mais bien dict que dudit temps qu'il a esté en sa compagnie, il n'a esté au dict Carlat. Et depuis, il qui parle, estant en Limosin, a oy dire que ledict seigneur estoit venu au dict Carlat, le mercredi qu'estoit le lendemain qu'il s'estoit retiré par la maniere que dict a. — *Sy du temps que ledict seigneur fut en ladicte maison dudit Pomperant, aucuns gentilshommes vindrent devers luy, & s'il envoya aux champs aucuns de ses gens ?* Dict qu'il ne voit aucuns peronnages venir parler à luy au dict lieu de la Garde, bien voit que les dictz Godinieres & Guynot partirent dudit lieu de la Garde le samedy ou dimanche, & demourarent dehors jusques au lundy au soir qu'ils furent de retour au dict lieu de la Garde. Pas ne scet où ils allarent ne quel charge ils avoient. Bien croit qu'ils allarent loing, car ne retournaient les chevaux qu'ils avoient menez. — *Si il oyt tenir propos ez gens dudit seigneur de son mariage ?* Dict que non, & qu'ils le faisoient tenir loing d'eulx, quand ils parloient de secret, ce qu'ils faisoient bien souvent. Et dict & affirme par son dict serment n'avoir sceu, ne avoir oy tenir aucun propos du lieu où ledict seigneur alloit, ne pour quel affaire, ne aultre chose, oultre ce que dessus a depposé, fors qu'il dict que, le lundy au soir, ledict seigneur estant au dict lieu de la Garde, ledict Hospitalis luy porta en la chambre où il couchoit une minute de lettre missive freschement escripte adressant au chancelier de Bourbonnois à luy donna charge la mettre au neet, ce que ledit depposant feit : & contenoit en effet ces mots : « Chancelier, incontinent ces lettres recues, vous, Bloc Baukuart, l'advocat Vertpré & le president portez les lettres que je vous envoye à mes coufins le grand maistre de France & marechal de Chabannes, en quelque part qu'ils soient, & leur dictes de par moy que ce que je leur escrips, je tiendray jusques à la mort. » — Et dict, sur ce enquis, que es dictes missives n'avait dattes & n'estoit faicte mention du lieu où elles estoient escriptes. Et dict que aprez qu'il eust mis au neet lesdites lettres missives adressans au dict chancelier, il les bailla au dict Hospitalis & dict qu'il ne voit les lettres missives que ledict seigneur envoyoit, & ne escrivoit aucunes aultres lettres de tout ledict voyage, sy n'est la dernière missive dudit chancelier & les deux qu'il escrivoit à Herment, dont dessus a depposé. Et dict, sur ce enquis, ne sçavoir si ledict Hospitalis avoit minué ladicte missive qu'il mist au net, ne si lesdictes lettres furent envoyées ni par qui. — *Si il porta pour ledict seigneur aucune bougette ou male ?* Dict que non & que, en ladicte compagnie dudit seigneur ne y avoit male sy n'est une petite malette que portoit ledict Bartholomé & parfois ledict Guynot sur la croupe de leur cheval. Et dict ne sçavoir qu'il y avoit dans la dicte malette, bien qu'elle estoit bien pesante par la grandeur qu'elle avoit. — *S'il a point porté ou envoyé aucunes lettres missives ?* Dict que non, & n'a eu charge de ce faire, ne de porter ou dire parole avenue à personne du monde. — *S'il a eu aucun don dudit seigneur ?* Dict que non, & qu'il s'en vint à ses despens ; & plus n'a esté enquis. Ainsi signé : Du Bourg, Rouffet & Arnaud. — (Bibl. Imp., collection Dupuy, Mss. 484, fol. 92 v^o à 99).

N^o 135 g. — *Deuxième interrogatoire de Jean de Poitiers, seigneur de Saint-Vallier.*

Du vendredi xxiiii^e jour d'octobre mil cinq cens vingt trois, au chasteau de Loches, après disner. Devant nous Jehan de Selva premier president, & François de Loynes conseiller & president des enquestes, Messire Jehan de Poitiers, chevalier de l'ordre, seigneur de Saint Vallier, aagé de XLVIII ans ou environ, aprez que nos compagnons se sont retirez & le greffier aussi, &

que ledit de Saint Vallier nous avoit fait signe de demourer avec luy seul, il estant en son liét malade, nous a dict qu'il vouloit parler à nous à part, pour le grand desir qu'il a que les affaires du roy & de son royaume se portent bien, & qu'il se vouloit desfeuvrir de tout ce qu'il sçavoit de l'affaire de Monsieur le connestable. Lequel Saint Vallier, avant que commencer de dire, a pris ses heures luy mesmes & sur icelles a juré que, sur la damnacion de son ame, il ne nous celeroit riens, & nous diroit la pure & franche verité, & que hardiment nous pourrions gester tous nos papiers au feu. Laquelle verité est telle que, cet esté dernier, au temps que Monsieur le connestable alloit à Montbrison, ledict deppofant le alla trouver à la dînée au lieu de Pontyon & dîsnerent ensemble; &, incontinent aprez, ledict deppofant luy parla du mariage de son fils à la fille de Myollans, le priant qu'il voulist tant faire envers l'evesque du Puy, qui estoit lors à Montbrison, qu'il allast devers le duc de Savoye pour parachever ledict mariage, attendu que ladicte de Myollans est niece dudit évesque du Puy. Ce que ledict connestable luy accorda & promist faire, & estoit ce la cause qui avoit meu ledict deppofant venir devers ledict connestable. Dict que ledict jour après dîner ils allerent coucher à Montbrison, & le lendemain ledict évesque du Puy fut depeché pour aller en Savoye, & ce jour mesmes après dîner, ledict connestable qui a tousjours montré grand signe d'amour & d'amitié au dict deppofant, se retira en un sien cabinet & fist fermer l'huis, & ne demoura personne au dict cabinet que ledict connestable & luy qui parle. Lequel connestable luy monstra des bagues, comme il a dict en son autre deposition, & après toutes ces paroles desquelles est faite mention en sa dicte deposition, dist au dict deppofant qu'il l'aymoit & se fioit en luy plus que en homme du monde, & qu'il luy vouloit dire quelque chose, & le requist de jurer, & de fait le fist jurer sur une croix ou reliquaire, où il y a du fust de la vraye croix, qu'il portoit à son col, que ledict deppofant ne diroit jamais riens de ce qu'il luy diroit. Et lors commença ledict connestable à se plaindre fort du roy de ce qu'il ne le laissoit jouir de ses droicts & preeminences, comme il luy avoit promis, quant il vint à estre roy, & encores plus se plaignoit de Madame sa mere qui avoit esté nourrie en la maison de Bourbon. A quoy fut respondu par ledict deppofant : « Monsieur, si le roy & Madame vous traictent mal, vous en estes cause, car quand vous estes avec le roy, vous ne luy sçavez donner à entendre vostre affaire, ainsi que vous devez. » Et lors ledict connestable dict au dict deppofant : « Cousin, vous estes aussi mal vanté que moy. » A quoy fut replicqué par ledict deppofant : « Monsieur, laissons ee compte à part. » Et lors ledict connestable dict au dict deppofant : « Cousin, veux-tu jurer icy sur le fust de la vraye croix (qu'il portoit à son col) de ne dire jamais riens de ce que je te diray ? » Et ledict deppofant dist : « Oy, Monsieur. » Et mist la main sur la vraye eroix. Et lors dist iceluy connestable que l'empereur luy avoit offert un gros party, c'est assavoir de luy donner en mariage Madame Alienor, sa sœur, veufve du roy de Portugal, avec deux cents mil escus de dot, laquelle dame avoit douaire de vingt mil escus, tous les ans, & pour cinq ou six cents mil escus de bagues & de jouvaux. Et ou cas que ledict empereur & l'archiduc son frere mourussent sans hoirs, il faisoit ladicte dame, sa sœur, heritiere de tous les royaumes & seigneuries. Et ledict deppofant qui ne luy vouloit en riens contredire pour sçavoir la verité du tout, luy dist : « Monsieur, estes vous bien assuré de toutes ces promesses ? » A quoy fut dict par ledict connestable : « Tu verras le seigneur de Beaurain qui viendra ce soir devers moy ; je te enverray querir quant il sera venu ; tu orras ce qu'il me dira. Et, après soupper, ledict deppofant dit bon soir à Monsieur le connestable & s'en alla à son logis. Dict que le jour mesme, qui estoit vendredy ou fmedy pour ce que on ne mangeoit chair, environ onze heures de nuit, ledict connestable envoya querir ledict deppofant en son logis qui y alla, & quand il fut en la chambre dudit connestable, il le mena en une autre chambre en laquelle vint ledict seigneur de Beaurain tout seul, car Lollinghan, un ferveur, & le barbier dudit de Beaurain, qui estoient demorez en une autre chambre, vindrent après en la dicte chambre où estoit ledict de Beaurain. Lequel de Beaurain, quand il entra dedans la chambre, salua ledict connestable qui luy fist bon recueil & bonne chere & luy dist : « Monsieur de Beaurain, veez cy mon eoufin, Monsieur de Saint Vallier, qui est un

des principaulx amys que j'ay, & à ceste caule ledict de Beaurain salua ledict deppofant & fe entrebrafferent tous deux. Et apres ledict de Beaurain presenta les lectres qu'il avoit de l'empereur adreffans à Monfieur le connestable, en luy difant : « Monfieur, l'empereur fe recommande bien à vous. » Lesquelles lectres ledict deppofant a depuis veues ez mains dudit connestable, & estoient icelles lectres efcriptes de la main dudit empereur de telle fustance : « Mon cousin, je vous envoie le feigneur de Beaurain, mon fecond chambellan, lequel vous dira aucunes paroles de par moy ; je vous prie le vouloir croire comme moy memes, & en ce faifant me trouverez vostre bon coufin & amy. Charles. » Et ledict de Beaurain, apres quelques paroles d'amitié que fçait bien dire, car il est beau parleur en effect & substance, dict à Monfieur le connestable que, l'empereur avoit esté adverty que le roy le traictoit mal, & que auffi le roy n'avoit tenu aucune promesse à l'empereur, combien que ledict empereur de fa part eust tousjours tenu promesse au roy, & que ledict empereur vouloit estre amy du dict connestable envers tous & contre tous, fans nul excepter, & qu'il ne tiendroir que au dict connestable s'il ne le faisoit un des plus grands hommes de la chrestienté. Et à l'heure ledict connestable remercia l'empereur & dist qu'il vouloit bien avoir cette fiance envers luy, & demanda au dict de Beaurain veoir fes instructions & puiffance. Lequel de Beaurain luy respondit : « Je ne fuis tenu vous monftrer mes instructions, mais je fuis content les vous monftrer ; » & luy monstra la puiffance que luy avoit donnée l'empereur pour traicter le mariage avec ledict connestable & Madame Alienor, fa fœur, ou, en default de cette là, avec Madame Catherine, son aultre fœur, & accorder les articles du dict mariage tels que seroient advifés. Et vouloit ledict de Beaurain que ledict connestable envoyast en Bourgongne pour accorder les articles du dict mariage, en la prefence d'un president & d'un tresorier, officiers de l'empereur & de Madame Marguerite. Ce que ledict connestable ne voulut accorder, & ayma mieux que ledits articles se feiffent en fa prefence par le secretaire dudit feigneur de Beaurain qui les escrivist ; lequel secretaire il ne fçauroit nommer, mais luy sembloit estre bon & prompt secretaire. Dist iceluy deppofant que la substance desdits articles estoit que l'empereur donnoit au dict connestable Madame Alienor, fa fœur, pour femme, laquelle ledict connestable acceptoit, & au cas que Madame Alienor ne voulist Monfieur le connestable, ledict empereur luy donnoit Madame Catherine, son aultre fœur, aux memes païsons de Madame Alienor, c'est affavoir deux cents mil escus de dot payables à trois termes, fans aucune restitution, & ledict fieur connestable luy donnoit en douaire le pays de Beaujollois, qu'il luy faisoit valloir vingt mil escus de revenu. Et au cas que l'empereur & l'archiduc, son frere, allaissent de vie à trespas fans hoirs, estoit accordé par ledict mariage que Madame Alienor succederait ez royaumes & seigneuries que pour lors tenoit ledict empereur, & promettoit de faire ratifier ledict traicté de mariage au dict archiduc son frere, & en oultre, ledict feigneur de Beaurain, au nom de l'empereur, promettoit au dict feigneur connestable de ne prendre party d'alliance avec quelque prince qui qu'il fust, fans avoir son consentement & qu'il ayderoit & porteroit ledict connestable envers tous & contre tous, fans nul excepter, & dist que ledict de Beaurain, en oultre, portoit articles faictz & accordez entre l'empereur & le roy d'Angleterre, d'alliance & amitié entre eux, promettant iceluy empereur y faire entrer ledict connestable ; & congneust ledict deppofant, à oyr parler ledict de Beaurain, que le roy d'Angleterre ne fe pouvoit bien affeurer de Monfieur le connestable. Toutesfois ledict de Beaurain, qui avoit esté en Angleterre de par l'empereur, l'en affeura. Et contenoient iceux articles que ledict empereur devoit venir en France par le quartier de Narbonne, peult avoir deux mois ou environ qu'il devoit estre venu, comme luy femble, & ce avec dix huit mil Espagnols & dix mil lanquenets, deux mil hommes d'armes & quatre mil geneteiers, avec grosse bande d'artillerie. Et le roy d'Angleterre devoit descendre en France, tout en un mefme jour, avec quinze mil Anglois & cinq cents chevaux, & grosse bande d'artillerie. L'empereur luy devoit envoyer trois mil lanquenets & trois mil chevaux pour se joindre avec ledits Anglois, & Madame Marguerite devoit envoyer quatre ou cinq mille Hennuyers pour commencer la guerre fur la frontiere de Picardie. Et fe devoient toutes ces descentes & entreprifes executer

aprez que le roy feroit party de Lyon pour aller en son voyage de Millan. Et ledict connestable n'estoit tenu se declarer, ne mestre aux champs, jusques à ce que lesdicts empereur & roy d'Angleterre eussent esté dix jours devant une ville de France. Et devoit ledict empereur bailler cent mil escus au dit connestable, & le roy d'Angleterre aultres cent mil escus pour lever gens à son plaisir. Lequel argent ledit connestable ne voulut jamais prendre, & le laissa entre les mains des gens de l'empereur, & croit que une partie a esté employée pour lever le nombre des lanquenets qui, dernièrement, ont esté mis fus, ainsi que le roy a peu estre adverty. Lesquels lanquenets doivent estre menez par le conte Felix. Et dict, sur ce enquis, qu'il est certain que ledict connestable, pour cette heure là, ne fist aucun serment ou promesse de tenir le contenu aux dicts articles, & ne les signa; & dict que sur ce que ledict de Beaurain luy dist : « Monsieur, il fault que vous jurez de tenir lesdicts articles; » ledict seigneur connestable luy dist : j'en parleray avec vous. » Et dict que la depeche dudit de Beaurain fut telle que ledict connestable luy bailla lettres adressans à l'empereur de la substance qui s'ensuit : « Monseigneur, j'ay veu ce que m'avez escript par le seigneur de Beaurain, & vous remercie très humblement du bon vouloir que vous avez envers moy & vous promets que je ne l'ay moindre envers vous, comme vous dira le seigneur de Beaurain. » Et envoya querir ledict connestable, Saint Bonnet, pour aller avec ledict de Beaurain. Ce se fait toute la depeche dudit de Beaurain qui fut faicte en un soir en la presence dudit deppofant; & croit qu'il n'y ait eu autre chose. Et dict que, ce soir mesmes, ledict connestable dict à part au dict deppofant : « Cousin, je ne bailleray aucun scellé & ne feray aucun serment de cet affaire icy. Il en viendra comme il pourra, mais je auray deux cordes en mon arc, & ne feroit raison que je mescontentasse l'empereur. » Et ledict de Beaurain dict au dict connestable que attendu qu'il falloit aller par Gennes & par mer, de six semaines il ne pourroit avoir nouvelles de luy. Et dict que, dès l'heure, ledict de Beaurain depecha Lolinghan & le secretaire, l'un pour aller devers le roy d'Angleterre, & l'autre devers l'archiduc, frere de l'empereur, pour notifier ladite alliance. Et fut faicte cette depeche en la presence du dict deppofant. — *Enquis si l'evesque d'Ostun fut present en ce que dict est, & qui y estoit present?* Dict que du costé du dict connestable, il n'y avoit aultre que ledict deppofant, Baneu, Tensances, Lalliere l'ainné, ou Lurcy, ne sceut lequel des deux & est asseuré que, à l'heure, ledict evesque d'Ostun ne sçavoit rien dudit affaire, ne sceut si depuis il en a sceu quelque chose. — (*Bibl. Imp., collection Dupuy. Mss. fr., n° 284, fol. 206 à 210*).

N° 135 h. — *Troisième interrogatoire de Jehan de Poitiers, seigneur de Saint Vallier & comte de Valentinois.*

Du famedy vingt-quatriesme jour dudit mois d'octobre au matin, audit chasteau de Loches deuant nous dictz de Selva & de Loynes. — Messire Jehan de Poitiers continuant fa dicte deposition, moyennant le serment par luy fait, a dict que lorsque ledict de Beaurain fut à Montbrison en presence de Monsieur le connestable, dudit deppofant & des dessus nommez, dist & asseura ledict connestable que les Suisses ne feroient pour le roy, & que l'empereur en estoit asseuré moyennant la somme de deux cens mil escus que ledict empereur leur avoit envoyez, & avoit ledict empereur gens devers les cantons pour cet affaire. — Dict aussi ledict de Beaurain que les Venitiens avoient ja fait paix & prins alliance avec l'empereur & le devoient servir, envers tous & contre tous, de six mil hommes de pied & huit cens hommes d'armes, & devoient donner audit empereur deux cents mil escus payables par termes, vingt cinq mil escus par an, & ne sçauoit dire ce que l'empereur promettoit ausdits Venitiens. — *Enquis si le duc de Bar estoit compris en ladite alliance?* Dict que non & qu'ils ne tenoient compte de luy. Dict aussi qu'il n'y avoit aucun article faisant mention du pape, par ce que on le tenoit bon pour l'empereur, & n'estoit aussi fait mention de la querelle du

duché de Milan, & ne fut aucunement parlé de ce que ledict conneftable devoit avoir en France. — *Enquis s'il estoit dict par ledict traité que aucuns des dessus nommez deussent avoir le royaume de France ou le gouvernement d'icelluy ?* — Dict que non. Vray est que ledict empereur promettoit audit conneftable de le faire le plus grand homme de la chrestienté. — Dict aussi que ledict de Beaurain avoit dict, en parlant du roi d'Angleterre, qu'il ne se vouloit fier desdictes promesses & alliances, & avoit demandé audit de Beaurain : « Et moy que auray-je ? » A quoy ledict de Beaurain avoit respondu : « Sire, vous ferez roy de France. » Et ledict roy d'Angleterre luy avoit replicqué : « Il y aura bien à faire que Monsieur de Bourbon me obeyffe. » — Toutes fois dict que par les articles dessus nommez, ne par ce que fut lors dict, le royaume de France, duche, comtez & titres d'icelluy royaume n'estoient aucunement divifez, ne butinez. — Dict aussi que l'empereur devoit mener avec luy Madame Alienor, sa sœur, jusques à la ville de Perpignan, & là se devoient faire les nopces entre ledict conneftable & ladicte dame Alienor. — *Interrogé si ledict conneftable luy dist, ou s'il l'a sceu autrement, que ladicte dame Alienor ait envoyé audit conneftable lettres, bagues ou pourtraictures ?* — Dict qu'il a oy dire audit conneftable qu'elle luy avoit envoyé des lettres, & n'a sceu le contenu d'icelles, & croit qu'il les eut veues s'il fust demeuré à Montbrison, bien que luy depposant estant audit Montbrison, ledict conneftable ne se lia aucunement par serment. — *Enquis si les articles de ladicte alliance & puissance que portoit Beaurain estoient signez, & scellez, & s'ils estoient en parchemin ou papier ?* Dict qu'ils estoient en papier, comme si c'estoit une grande feuille de papier estendue, escripte tout au travers, & au dessous estoit le saing de l'empereur ; c'est à sçavoir : Charles, & son sceau imprimé sur le papier. Et estoit la puissance dudit de Beaurain fort ample pour faire le dernier traité de mariage & pour promettre à Monsieur le conneftable tout ce que bon luy aist semblé. — L'alliance qui estoit entre l'empereur & le roy d'Angleterre, où ledict conneftable n'estoit aucunement nommé, ne compris, & estoit signé ce second papier par le roy d'Angleterre ; [& un tiers] auquel estoit compris Monsieur le conneftable ; & n'est records ledict depposant si le tiers papier estoit signé & scellé & dict que s'il eust ses lunettes il les eust tous leus, & ne les eust peu lire, sans lunettes. — *Interrogé & exhorté bien fort de dire verité si à cette heure là, en presence dudit de Beaurain, ou depuis, ledict depposant ait sceu & entendu qu'il fust tenu propos de mettre la main sur la personne du roy & Messieurs ses enfans, soit par prison ou autrement, & que ce seroit une chose laquelle pour rien du monde il ne devroit celer ?* A quoy il nous a respondu en faisant gros serment & donnant son corps & son ame au diable, au cas que jamais il oyt parler lors, ne depuis, que l'on deust mettre la main sur la personne du roy ne faire le moindre desplaisir du monde à Messieurs ses enfans. — *Interrogé & fort exhorté de declarer si en ladicte alliance aucun prince, prelat, ou seigneur de France ou autres voisins avoient eu aucune intelligence ?* Et luy avons nommé aucuns personnages que n'avons icy voulu mettre par escript. — Nous a juré & affirmé par grand serment qu'il n'y avoit aucun personnage, & tous ceux que l'on luy avoit nommez, ne autres qui soient de France, qui fust compris ne nommé en ladicte alliance. Bien est vray que, sur les propos & devis dessus dicts, ledict de Beaurain dict audit depposant : « Pleust à Dieu que le roy de Navarre voullist entrer en nostre alliance, car je luy feroie donner par l'empereur vingt mil escus de rente plus que son royaume ne vaut. » — *Enquis si en faisant la despesche par ledict conneftable pour envoyer l'evesque du Puy & Guignard devers le duc de Savoye, pour le mariage du seigneur de Carignan, son fils, avec la fille de Myollant, il s'eust ou entendist que ledict conneftable donnaist aucune charge aux dessus nommez, ou l'un d'eulx, de porter parole audit duc de Savoye qu'il se voullist declarer amy dudit conneftable & qu'il en estoit temps ?* Dict par le serment qu'il a fait qu'il n'en fait rien, & ne pensa jamais ledict depposant que ledits evesque du Puy & Guignard allassent devers le duc de Savoye pour autre chose que pour le fait du mariage de son fils, & dict que s'il sçavoit que ledict duc de Savoye eust esté de ladicte intelligence, il ne l'espargneroit pas. — *Enquis derechef si pour l'heure que Beaurain fut avec ledict conneftable, ou depuis, ledict depposant entendist que iceluy conneftable fust lié par mariage à la dicte dame Alienor, ou ailleurs, tellement qu'il ne peust prendre autre party ?* — Dict qu'il entend avoir dict, & encores ledict, que ledict conneftable n'estoit lié ne par parole, ne par promesse, ne par serment,

à ladicté dame Alienor, qu'il ne se peust marier ailleurs. Bien dict que Beaurain avoit dict à Monfeigneur le connestable que Madame Alienor avoit mandé à l'empereur son frere par escript, par semblables paroles en effect : « Monseigneur, je m'en vois devers vous pour faire tout ce qu'il vous plaira me commander. » Et par ce croyoit ledit de Beaurain que ladicté dame Alienor s'accorderoit audit mariage en disant que, quant elle ne s'y voudroit consentir, l'empereur luy promettoit Madame Catherine, comme il a cy dessus dict. — *Enquis si le seigneur de Prye, le seigneur de Paray, chancelier de Bourbonnois, le seigneur d'Escars, l'evêque d'Osfun, l'evêque du Puy ont riens sceu ne entendu au traicté de mariage dudit connestable dont dessus a parlé ?* — Dict par le serment qu'il a fait que l'evêque d'Osfun n'en sçavoit aucune chose, comme il a dessus dict ; qu'il qui parle n'a sceu ne entendu ; & au regard du seigneur de Prye, il croit fermement qu'il ne sçeut ne entendit jamais rien ; & croit que si ledit connestable eust eu intelligence avec luy il l'eust déclaré au dict deppofant. Au regard du chancelier de Bourbonnois, qu'il n'a sceu congnoistre par son nom, ne seigneurie de Paray, dict qu'il ne le congnoist. Puis nous a demandé si c'estoit un petit homme noir, & aprez que luy avons dict que ouy, nous a dict l'avoir veu à Paris poursuivre les affaires dudit connestable, & n'a sceu jamais ledit deppofant qu'il se fût melle dudit traicté de mariage, ne de ladicté alliance ; & en tant que touche d'Escars, dict qu'il y a prez de quatre ans qu'il ne le voit & ne sçeut si ledit d'Escars y seit & entend aucune chose. Toutefois, par le Dieu qui l'a fait, il ne oyt parler, ne lors, ne aprez, que ledit d'Escars eust riens entendu dudit mariage & alliance. — *Enquis si Beaurain luy parla dudit d'Escars ?* Dict que non. Bien est records que le soir que le sieur de Beaurain estoit devant Monseigneur le connestable avec Lolinghan, ledit connestable dict au dict deppofant : « Voyez vous bien ce gentilhomme (luy voulant parler dudit Lolinghan), » il est gentil, gallant & aultresfois d'Escars & luy se font bien frottez & batus en la guerre de Picardie, sans en dire aultre chose. — Dict que le lendemain & jour ensuivant, aprez la depeche & parlement de Beaurain & Saint Bonnet, ledit deppofant fut tout ce jour là à Monbrison avec ledit connestable, & est records que, aprez dîner, ledit seigneur connestable entra en son cabinet, & ledit deppofant avec luy, seulz. Et lors iceluy deppofant commença à dire audit connestable : « Monsieur, ne vous semez vous pas bien en moy, ne me tenez vous pas pour vostre très humble serviteur ? » Auquel ledit connestable dist : « Cousin, je te promets que je me fie tant à toy & te ayme, que, si mon propre frere estoit en vye, je ne le sçauroy plus aymer que je te ayme. » Et le dict deppofant le remercia en luy disant : « Monsieur, vous me distes hier beaucoup de choses esquelles j'ay fort pensé & resvé toute cette nuit, tellement que je n'ay sceu dormir, & voudroye que Dieu me fist grace de vous sçavoir bien dire ce que je vous veul dire, selon Dieu, raison & conscience. Monsieur, vous me dictes hyer, & je voy que par cette alliance que l'on vous presente vous devez estre cause que l'empereur, le roy d'Angleterre, Allemands, Espagnols & Anglois entreront en France ; pensez & considerez le gros mal & inconvenient que s'ensuivra, tant en effusion de sang humain, destruction de villes, bonnes maisons & esglises, forcemens de femmes & aultres maux qui viennent de la guerre & considerez que vous estes fort de la maison de France, & l'un des principaulx princes qui soient aujourd'huy en France, & tant aimé & estimé de tout le monde que chacun se rejouist de vous veoir. Et, si vous venez à estre cause & occasion de la ruine & perdition de ce royaume, vous ferez la plus maudite personne que jamais homme fut, & les maledictions que l'on vous donnera dureront mil ans aprez vostre mort. Davantage, considerez vous point la grand trahyson que vous faictes, que, aprez que le roy fera party de son royaume & aura tourné le dos pour aller en Italie, & vous aura laissé en France, fe confiant de vous, luy yrez donner à dox & le destruire en son royaume. Je vous prie, pour l'honneur de Dieu, de considérer tout ce cy, & si vous n'avez esgard au roy & à Madame sa mere, lesquels vous distes vous tenir tort, au moins ayez esgard à la royne & à Messieurs ses enfans, & ne veuillez estre cause de la destruction & perdition de ce royaume, & aprez que vous aurez mis les ennemis dedans le royaume ils vous chasseront vous mesme. » Et à l'heure ledit connestable lui dict : « Que veux tu que je face ? le roy & Madame me tiennent tant de tort & me veulent destruire. Ils m'ont ja

prins la plus grant partye de ce que j'ay, & me veullent faire mourir. » A quoy ledict deppofant dict : « Monsieur, je vous prie, veuillez laiffer toutes ces melchantes entreprifes & vous recommandez à Dieu, & faictes tant que vous parlez au roy franchement, & vous verrez qu'il vous oira. » Et ledict conneftable se mist lors fort à plourer & feit plourer ledict deppofant, & dict à iceluy deppofant : « Coufin, je te promects ma foy que je ne le feray point, & je te croiray, & te prie que, felon le ferment que tu m'as fait de tenir tout cecy fecret, tu le veuilles tenir & qu'il n'en foit jamais nouvelles. » Et à l'heure ledict deppofant lui dict qu'il n'en diroit jamais riens. Et euidoit iceluy deppofant du tout avoir deffourné ledict conneftable de l'entreprise deffus dicté ; & croit ledict deppofant fermement que ledict conneftable, pour cette heure là, n'avoit plus autre voulloir que de demourer à la bonne grace du roy, & de demourer bon François. Et ledict deppofant dict audict feigneur conneftable : « Monsieur, ne parlons plus de cecy ; allons jouer. » Et s'en allerent jouer au flux ledict conneftable & le deppofant, l'evesque d'Oflun & le feigneur de Saint Chamant. — Dict qu'il y eut plusieurs autres paroles dictes entre ledict conneftable & luy audict cabinet, mais le tout vient à la fubftance de ce que dict eft. — Dict que le lendemain, aprez ce que deffus eft dict, ledict conneftable partift de Montbrifon & alla dîner à Coufant, ledict deppofant eftant avec luy, & aprez dîner allerent veoir Madame La Grant de Urphé qui eftoit à la Baftie prez dudit Coufant ; & là firent collation & bonne chere avec les dames, & aprez, ainfi que ledict conneftable s'en retournoit dudit lieu de la Baftie, ledict deppofant eftant à cheval fur un bon courtour dict audict conneftable qui eftoit fur une mulle : « Monsieur, vous me tiendrez ce que vous m'avez promis & vous en fouviendra, & je vous promets ma foy que je vous tiendray ce que je vous ay promis. » Et ledict conneftable le regarda & luy dist : « Oy, coufin, je te promets ma foy que je te le tiendray, & auffi tu me tiendras ce que tu m'as promis. » Et à l'heure ledict deppofant luy dict à Dieu, piequa & s'en alla, & ledict conneftable dict : « A Dieu donc, puisque tu t'en vas. » Dict que environ un mois ou cinq fepmaines aprez le parlement dudit Montbrifon, ledict conneftable eftant pour lors à Moulins envoya devers ledict deppofant Peloux le jeune, & arriva à Lyon, ne fçauroit dire à quel jour, & ne porta aucunes lettres dudit conneftable audict deppofant, & dict que ledict conneftable eftoit fi malade qu'il ne pouvoit efcire, & dict iceluy Peloux audict deppofant, de par Monsieur le conneftable, qu'il attendoit le roy à Moulins qui devoit venir bien toft, & qu'il luy fouvint bien de ce qu'il luy avoit promis. Et lors ledict deppofant feit refponfe audict Peloux, difant : « Recommandez moy très humblement à la bonne grâce de Monsieur le conneftable, & luy dictes qu'il me fouvient bien de ce que luy ay promis & que je luy tiendray promeffe, & que je luy fupplie que, de fon cofté, il luy fouviengne de faire ce qu'il me promift. Et n'est records ledict deppofant fi Bryon eftoit avec ledict Peloux, parce qu'il n'eust offé entrer en fa chambre. Plus dict que, après que le roy fut arrivé à Lyon, il eft bien vray que ledict deppofant n'avoit vouloir de dire audict feigneur le traicté du mariage dudit conneftable tel que deffus, pour ce qu'il luy sembloit qu'il n'estoit à befoins, attendu le ferment fait par ledict conneftable de ne tenir ne accomplir ledict traicté, comme il a cy deffus dict ; & ledict deppofant luy vouloit tenir promeffe. Bien avoit grand vouloir & defir iceluy deppofant de dire au roy, par quelque bon moyen, qu'il devoit retirer & mener quant à luy ledict conneftable. Toutes fois, avant fa prife, il n'avoit trouvé opportunité de le dire au roy, & auffi il eftoit tout commun en court & par la ville de Lyon que ledict conneftable s'en venoit devers le roy, & ledict deppofant ne le vouloit mettre en fufpeçon. — Dict que depuis qu'il fut pris il luy sembla advis que l'on luy avoit fait outrage de le prendre en cette forte, & encores plus de ne permettre qu'il parlât au roy, ce qu'il defiroit faire, & luy dire & declarer tout ce que deffus. Et, en le menant prifonnier par deça, il dict au fieur d'Aubigny que fi le roy vouloit avoir cette fiance en luy, qu'il promectoit audict feigneur d'aller querir Monsieur le conneftable & l'amener. Toutesfois, on ne tint compte de fes paroles, & ledict deppofant, en venant prifonnier par deça, avoit efpérance grande à Madame qu'elle feroit contente de l'oyr parler, & eftoit delibéré luy dire tout entierement ce qu'il nous a dict. Toutesfois n'avoit fçu trouver moyen de parler à ladite dame, combien qu'il

nous eust baillé lectres à cette fin. Dict que depuis il avoit mis & couché le tout par escript de sa main pour l'avoir mieux en memoire, quant il eust pleu à Madame de l'oyr parler. Et quant il veit qu'il n'y avoit remede de parler à ladiète dame, il se despita, rompit tout & getta au feu ce qu'il avoit escript. Et, depuis, il avoit mandé à moy, premier president, que il se fieroit bien en moy & me diroit le tout entierement ce qu'il sçavroit, pour ce que je vinsse tout seul devers luy, & que je luy avois mandé, par celui mesme qui m'avoit porté cette parole, que cet affaire estoit si gros que je ne vouloye parler à luy sans compaignon. Mais s'il vouloit me bailler par escript son dire, je le envoyeroie clos & scellé devers le roy & Madame, & homme ne le verroit que ledict seigneur & Madame, ou bien s'il vouloit que l'un de mes compaignons & moy vinssions devers luy, tel que bon luy sembleroit, je ferois content d'y venir en compaignie. Et quelors ledict depposant m'avoit mandé, par ledict personnage qui est son confesseur, qu'il se fioit bien de nous, de Loynes, & qu'il estoit content de parler à tous deux ensemble, & nous a prié de ne monstrier cette presente confession que au roy & à Madame. Ce que luy avons accordé. Et nous a requis de supplier le roy & ma dicte dame sa mere, laquelle il supplie très humblement d'estre son moyen & intercession envers ledict seigneur, que son plaisir soit de considerer la cause qui l'a meu ne luy reveler, si tost qu'il eust deu & peu faire, le traité & intelligence dudit conestable, lequel il cuidoit estre du tout destourné de sa mauvaise intention, & en ce il supplie très humblement le roy de luy faire grace & misericorde. Et si en riens il a failly envers ledict seigneur, il luy plaist luy pardonner, signé : Poitiers. — (Bibl. Imp.; collection Dupuy, Mss., n° 484, fol. 210 & suivans.)

N° 135 i. — *Dépêche de Richard Pace, ambassadeur de Henri VIII, roi d'Angleterre, au cardinal Wolsey.* — Communiqué par M. Mignet.

Notate hec mysteria. Reverendissime Domine, when I movided the duke off Burbone to yeve hys oith & homage to me un the kyngis behalfe; I founde hym sumewhatt perplexidde : & he made unto me thys answere that he was contentidde to fwere the kyngis grace kyng off Fraunce accordyng to fuche treatie as was past betwixte hym & sir Jhon Ruffell. Then sayde I, that he made no mention off any fuche treatye to me at my late beyng with hym in the seelde & that I couith nott by reason conclude uppon a treatie to me unknowen. Then the sayde duke desyridde me to speke secretly in thys matier with Mons' de Beauren alone. And I so dydde incontinently. And he schewede unto me that the sayde duke off Burbone was latly put in a grete perplexitie for II causis : oone that he was advertisydde that a certayne freer was latly sent into Englande by the french kyngis modre who hadde secrete communication wyth your grace. Whyche he supposidde couith not be to hys purpose. Secundly itt haith byn schewede unto hym that the popis holyneffe wull convertre all hys power agaynst the kyng & th'emperor yff he make any fuche oith & yeve homage unto the kyng. Hereunto I sayede that the duke off Burbone schulde not yeve credence to freris, or folys in the kyngis causis, but to hys orators; & that I was priveye to all manner off treaties passidde in Englande, as well wyth the popis holyneffe as othere prince, & that I founde lyke mention made off the sayde duke off Burbone for his fuerite, as is made off the kyng my maister & th'emperor. Herunto Mons' de Beauren sayde that he dydde yeve credence to me, & that the sayde duke wolde undoubtidly observe his promife made unto me in thys behalfe, reservinge the libertie off hys duchy to hymselfe & the cuntreye off Province; but he desyridde the kyng off hys goodnesse to be contentidde that thys matier maye be kepte verraye secrete, & delayed untill a dewetye, for oone grete respecte, profitable to the kyng & hym boith for the furtherance off thys interprise. The sayde respecte is that yff the sayde oith & homage yevyn to the kyng schulde come to the knowlege off sum hys fryndis in Fraunce the same myght interrupte many hys practis & especially emongist fuche as wolde have hym to take the crowne off

Fraunce to hymselfe..... Thys XVI day off june [1524]. Ri. Pace. — (Publié pour la première fois d'après l'original déposé au *British Museum*, *Vitellius*, B. vi, fol. 91.)

Même dépêche de Richard Pace au cardinal Wolfey

Traduction de M. Mignet.

Révérendissime Seigneur, lorsque je pressai le Duc de Bourbon de prêter devant moi serment & hommage en faveur du Roi, je le trouvai en quelque perplexité, & il me fit cette réponse : qu'il se contenteroit de jurer fidélité au Roi, comme Roi de France, conformément au traité passé entre lui & sir John Russell. Je lui dis qu'il ne m'avoit pas donné connaissance d'un tel traité quand j'étois dernièrement avec lui, & que je ne pouvois rien conclure d'après un traité qui m'étoit inconnu. Alors ledit Duc souhaita que je m'entretinsse secrètement de cette matière avec M. de Beaurain seul. Je le fis incontinent. Celui-ci me représenta que le Duc de Bourbon avoit été mis depuis peu dans une grande perplexité, par deux causes : d'abord parce qu'il avoit été averti qu'un certain moine, envoyé récemment en Angleterre par la mère du Roi de France, avoit de secrètes communications avec Votre Grâce, ce qu'il ne pouvoit pas juger comme favorable à ses desseins ; ensuite parce qu'il étoit instruit que Sa Sainteté le Pape tourneroit toute sa puissance contre le Roi & l'Empereur, si elle apprenoit qu'il avoit prêté un pareil serment & juré hommage au Roi. Je répondis que le Duc de Bourbon ne devoit pas ajourner créance aux moines, ou aux choses extravagantes dites sur les affaires du Roi, mais à ses ambassadeurs, que j'étois entièrement au courant de tous les traités conclus en Angleterre, aussi bien avec la Sainteté du Pape qu'avec les autres princes, & qu'il y étoit fait aussi bien mention du Duc de Bourbon, quant à sa sûreté, que du Roi mon maître & de l'Empereur. A cela M. de Beaurain dit qu'il ajoutoit foi à mes paroles, & que le Duc, à n'en point douter, accompliroit la promesse qu'il m'avoit faite en faveur du Roi, se réservant la liberté de son duché & le pays de Provence. Mais il desiroit obtenir de la bonté du Roi que cette affaire pût être tenue très-secrète & remise jusqu'à une certaine époque, pour une grande considération, dans l'intérêt du Roi comme dans le sien, & pour le succès de l'entreprise. Cette considération est que si le serment de foi & hommage prêtés au Roi, arrivoit à la connaissance de ses amis de France, beaucoup d'entre eux pourroient interrompre les pratiques qu'ils entretiennent avec lui, & particulièrement tous ceux qui veulent qu'il prenne la couronne de France pour lui..... Ce 16^e jour de juin [1524]. Signé : Ri. Pace.

N^o 135 j. — *Articles contenus dans les instructions de Richard Pace, ambassadeur de Henri VIII, roi d'Angleterre, & réponses du duc de Bourbon à ces mêmes articles. —*
 Juin 1524. — Communiqué par M. Mignet.

Here enfueth the articles comprised in myne instructions wherunto [the] kyngis grace & my lorde Le[g]ate do desyre to have a substa[n]ciall answere all faynyng & colorate demonstracion sett aparte :

1. — The first article is to knowe wyth whatt power off fomen horsfemen, artillerye & provision off victuals the duke off Burbone wull entre into Fraunce.

Responsum : Therbe here in a redynesse viii^m & v^m Spanyardys as valiant men & as expert in the warre as hath been seene in Christiantome as there late acts agaynst the french men have evidently schewed. — Item, viii^m & iiij^m lanceknyghts ; — item, iiij^m Italian & viii^m lanceknyghts cummyng. — Pro summa peditum xxii^m milia. — Item, viii^m men off armys off the emperors ordinance whyche schalbe payede by the vicere off Neaples ufque ad bellum finitum. — Item, iiij^m men off armys providyde by the duke off Burbone. — Summa militum gravis armature mille & centum. —

Item, light horfys, oone thoufande & viii^r. — Item, xvi peaces off artillerye wyth gume ftones & powdre neceffarye & in a perfecte oredynesse. — Item, oone thoufande pyonners. — Here en-fueyth th'army fet furth all redy by the fe. Furth galees xviii. — Item, carrake oone. Item, iiii fchypis. Item, galeons iiii; & in the galees fchypis ar iiii^m goodde fightinge men off whome is capitane a noble man namidde don Hugo de Moncada Spanyarde.

II. — The fecunde article is to knowe wha[t] intelligences & fryndis the fayde duk[e] off Bur-bone fchall have in Fraunce at hys defcent.

Refponfum : The fayde duke fayeth that he [ha]ith goodde intelligence wyth prin[ces], noble-men & communalities, but he is bounde by a folempne oith to difcover none off them : but he doubtith nott to have by them ayde & affiffence affurydly at hys defcent.

III. — The thyrd article is to knowe undre whatt title the fayde duke intendyth to entre into Fraunce.

Refponfum : The fayde duke fayeth that he wull entre into Fraunce undre thys title, videlicet to recover all that apparteinyth ryghtfully to the kynges grace, the emperor, & hymfelfe. And the vicere off Neaples fayde at the debatynge off thys article that the fayde duke fchulde entre into Fraunce for to crowne the kyngis grace there.

IV. — The iiii^m article is to knowe whatt fubftance off mony the fayde duke haith to performe hys interprise.

Refponfum : He fayeth that th'empereur haith fent unto hym i^r m. ducats, off whyche fomme he haith receyvide the letters off exchiange and the fame is paye[d] in fuche maner as th'empereur haith fe[n]t it. Off hys owne he wull nothyng fpeke; but the moft trufly fecretary he haith, fchewede unto me that he is hable to make in juelis & fuche thynges fyfty thoufande crownes.

V. — The v article is to knowe howe Itali fchalbe defendyde in the abfence off the fayde duke yff the fame fchalbe than invadyde by the Swyces or Grifones.

Refponfum : Itali fchalbe defendyde by the pope, the Venitians, the duke off Milen, & othere off the holy liege, and herin is no doubt. So that the fayde duke fchall nott be compellidde to re-turue for that caufe, undoubtedly.

VI. — The fixte article is to knowe whatt puyffance the frenche kyng haith to defende hym-felfe & whatt the Swyces intende to do.

Refponfum : The fayde duke fayeth that at thys prefent tyme the fayde frenche kyng haith but a fmall puyffance but he doith labore in Swyceland to have vi^m Swyces to defende hys realme; whatt anfwere he fchall have herin itt can nott yitt be known; and the fayde duke fuppofyth that the fayde Frenche kyng wull provide & he maye to have fu[me] lanceknights.

VII. — The vii^m article is to knowe at what tyme the fayde duke wull paffe into Fraunce & wither he wull go towards Lyons or nott, & howe the fame is fortified.

Refponfum : The fayde duke departith thys prefent daye frome henfe towards the mountayne whyche mountayne all the army maye commodiofely paffe wythin v dayes or vi at the moft. He wull paffe by the waye off Province, becaufe that cuntreye is fertile & habundant in viuctualis, and the army fchall paffe nere unto the fee coft; fo that in tyme off neade all the men off warre whyche ar in the gales & fchypis maye come to lande and focure alfo maye come owte off Spayne. Fur-thermore by thys waye off Province there ar but ii stronge holdys that is to faye the caftel Moneke (namydde in laten *Arx Monaca*) and the citie off Marfilia. And the lorde off the fayde caftell haith offryde hymfelfe & the caftell to the fayde duke off Burbone undre thys condition that no Spanyardys fchall entre into the fame; whyche condition is admettidde; and thys is a thyng off hyghe importance : for the fayde caftell is impregnable & myght have been a grete impediment to the army : where as now, many grete commodities fchall enfue uppon the havynge off the fame. And thys waye is as nere to Lyons as the othere by the Dolphany : Whyche citie off Lyons is fortified, fum what in oone place & in none othere, becaufe itt is not poffible to fortifie the fame uppon the othere parties. And thus the fayde duke concludyth that the citie maye be takyn and he intendy[th]

after as he schall see occasion to sett uppon Marsilia or the sayde citie off Lyons : excepte hys ennymys schall provoke hym to bataigle whyche he wull not refuse.

VIII. — The viiith article is to knowe the mynde off the duke off Savoye.

Responsum : The sayde duke off Savoye is contentidde & agreeede wyth the sayde duke off Burbone for to yewe unto hym all maner off victuallis in hys cuntrey & free passage to all hys meffangers. And I suppothe that the sayde duke off Burbone is ryght well agreeede wyth the duchesse off Savoye also, for sche came latly to Thuryne to visite hym & there theye dauncydde & made hyghe chere together by the space off iii dayes.

IX. — *See slip inferre the following.* — The ix article is to knowe by whatt wayes letters maye be fuerly conveyede betwyxte the kyng & th^e army heere.

Responsum : I have takyn an ordre wyth the duke off Milen, that he schall laye the pofts thorrowe owte Savoye & Itali to Trent, at hys coste & charge. And the kyng must be contentide to laye the pofts frome Englande to Trent ; yff he wyll be well fuidde as reason & necessitie requyryth, in this hyghe matier. I have also takyn an ordre wyth the duke off Genua for to advertise the kyng by fee aftre that the army schalbe past the montaynes, off all certayne tydynges that schall come to hys knowlege. And further provision herin can not be made.

X. — The x article is that the duke off Burbone wyth all othere noblemen here, schulde above all othere thyngis regarde the season off the yere, ne res intempetive incepta malum & infelicem fortiter exitum.

Responsum : The sayde duke & the vicere off Neaples, wyth diverse othere noble & wyfe capitanes here haith circumspectly ponderidde the sayde article, & doe saye that theye have iii hole monythys to make the warre commodiofely, videlicet Julium, Augustum, septembrem & octobrem, & that this tyme is sufficient to do grete acts as well in Province, as in Pycardie. And the sayde duke off Burbone at the examination & debatement off this article, sayde unto me affirmatively that yff the kyng wull perfonally wythowte delaye entre into Fraunce, he wull yewe hys grace leve to plukke owte both hys yes, yff he be not lorde off Paris affore all halowe daye, and that Paris takyn all the realme off Fraunce is hys ; over & beydis that at the takynge ther off hys grace schall have ii or iii hundryth thoufande crownes. And this was spokyn by the sayde duke in opyn audience.

XI. — The xi article is to knowe wyther the sayde duke off Burbones army schall at any tyme joynye wyth the kyngis army per case hys grace schall entre into Fraunce.

Responsum : This must be orderidde as the affayris schall succede.

XII. — The xii article is to knowe off the sayde duke off Burbone what waye the kyng schulde take in Fraunce most commodiofely, aswell for victuallys as othere tyngis necessarye.

Responsum : The sayde dukes advise is that the kynges grace yff he come into Fraunce, schall take the same vaye as the duke off Southfolke went at hys late beyng in Fraunce, excepte that hys grace schall have certayne knowlege that the Frenche kyng schall have in thoofe parties, grete nombre off horfemen, that is to saye above viiith men off arnyis, for hys grace as the sayde duke affirmyth nedyth nott to feare viiith men off arnyis. In case the horfemen schalbe farre above this nombre, the sayde dukes advise is that the kyng schulde passe by Normandy streight to Parys beyng seble as he sayeth & easy to be takyn. Addyngte unto the same that Paris in Fraunce is lyke Milen in Lombardy, for ly keweys as yff Milen be takyn all the duchy is lost, so Paris takyn all Fraunce is lost.

XIII. — The xiiith article is to knowe wyth whatt nombre off horfemen & fotmen the kyng schulde entre, yff itt schalbe so determinidde.

Responsum : The kyng may moderate hys power there regardyng the grete power whyche is here in hys ayde. — (*Publié pour la première fois d'après l'original déposé au BRITISH MUSEUM, Vitellius, B. vi, fol. 82.*)

Mêmes articles insérés dans les instructions de Richard Pace & réponses du Duc de Bourbon.

Traduction de M. Mignet.

Cy s'ensuivent les articles compris dans mes instructions sur lesquels la Grâce du Roi & mylord Légat défirent avoir une substantielle réponse, toute flatterie & fausse démonstration mise à part.

I. — Le premier article est de savoir avec quelle force d'hommes de pied, d'hommes de cheval, d'artillerie, & quelles provisions de victuailles, le Duc de Bourbon veut entrer en France.

Réponse : Il a ici tout prêts 6,500 Espagnols aussi vaillants & experts dans la guerre qu'il en ait été jamais vu dans la chrétienté, comme les dernières opérations contre les François l'ont évidemment démontré. Item, 5,400 lansquenets. Item, 3,000 Italiens & 5,000 lansquenets en marche. — Somme des fantassins : 20,000. — Item, 800 hommes d'armes des ordonnances de l'Empereur, qui seront payés par le Viceroy de Naples jusqu'à la fin de la guerre. — Item, 300 hommes d'armes fournis par le Duc de Bourbon. — Somme des cavaliers pesamment armés : 1,100. — Item, chevaux légers, 1,800. — Item, 16 pièces d'artillerie, avec boulets & poudre nécessaires & en parfait état. — Item, 1,000 pionniers. — Cy s'ensuit l'armée de mer. D'abord 18 galères. Item, 1 carraque. Item, 4 vaisseaux. Item, 3 galions ; & dans les galères & les vaisseaux sont 4,000 bons hommes de guerre dont est capitaine un noble homme d'Espagne nommé don Hugo de Moncada.

II. — Le second article est de savoir quelles intelligences & quels amis le Duc de Bourbon trouvera en France à son arrivée.

Réponse : Le Duc dit qu'il a de bonnes intelligences avec des Princes, des gentilshommes, des communautés, mais qu'il est engagé par un serment solennel à ne révéler aucun d'entre eux. Mais il ne doute point d'obtenir d'eux aide & assistance à son arrivée.

III. — Le troisième article est de savoir à quel titre ledit Duc entend entrer en France.

Réponse : Ledit Duc dit qu'il veut entrer en France dans l'intention de recouvrer tout ce qui appartient légalement à la Grâce du Roi, à l'Empereur & à lui-même. Lorsqu'on débattit cet article, le Viceroy de Naples dit que le Duc entreroit en France pour y couronner la Grâce du Roi.

IV. — Le quatrième article est de savoir quelle quantité d'argent à ledit Duc pour mener à terme son entreprise.

Réponse : Il dit que l'Empereur lui a envoyé 200,000 ducats, somme dont il a reçu les lettres de change & qui est payée de la manière que l'Empereur a indiquée. De son argent particulier il ne veut rien dire ; mais son plus intime secrétaire m'a montré qu'en joyaux & en choses précieuses il peut faire cinquante mille couronnes.

V. — Le cinquième article est de savoir comment l'Italie sera défendue en l'absence dudit Duc, si elle est envahie par les Suisses ou Grisons.

Réponse : L'Italie sera défendue par le Pape, les Vénitiens, le Duc de Milan & autres de la Sainte Ligue ; & à cet égard, il n'y a aucun danger, de sorte qu'assurément ledit Duc ne sera point forcé pour cette cause de retourner sur ses pas.

VI. — Le sixième article est de savoir quelles forces a le Roi de France pour se défendre & ce que les Suisses entendent faire.

Réponse : Le Duc dit que maintenant le Roi de France a peu de troupes, mais qu'il travaille en Suisse à avoir 6,000 Suisses pour défendre son royaume. On ne peut encore savoir quelle réponse il recevra. Le Duc suppose que le Roi de France cherche à obtenir & pourra avoir quelques lansquenets.

VII. — Le septième article est de savoir à quelle époque le Duc veut passer en France, s'il veut ou non aller à travers Lyon, & comment cette ville est fortifiée.

Réponse : Le Duc part aujourd'hui d'ici pour franchir la montagne, que toute l'armée peut commodément passer en cinq ou six jours au plus. Il veut aller par la voie de Provence, parce que ce pays est fertile & abondant en victuailles, & que l'armée passera près du rivage de la mer, de sorte que, en cas de besoin, tous les

gens de guerre qui seront sur les galères & les vaisseaux puissent venir à terre, & que des secours puissent arriver d'Espagne. De plus, par cette voie de Provence, il n'y a que deux places fortes, le château de Monaco (nommé en latin *Arx Monaca*) & la ville de Marseille. Et le seigneur dudit château s'est offert, lui & son château, au Duc de Bourbon, sous la condition que les Espagnols n'y entreroient pas; laquelle condition a été admise; & c'est un point de haute importance, car ce château est imprenable & auroit pu être un grand obstacle pour l'armée, comme il lui procurera maintenant de grands avantages. Et le chemin est aussi près de Lyon que l'autre par le Dauphiné. La ville de Lyon est fortifiée d'un côté & ne l'est pas de l'autre, parce qu'elle ne peut pas l'être dans cette partie. Le Duc conclut qu'elle peut être prise, & il espère bien mettre le siège devant Marseille ou devant la ville de Lyon, à moins que l'ennemi ne lui offre bataille, ce qu'il n'entend pas refuser.

VIII. — Le huitième article est de savoir l'esprit du Duc de Savoie.

Réponse : Le Duc de Savoie est convenu avec le Duc de Bourbon de lui fournir toute espèce de victuailles dans son pays & de laisser libre passage à tous ses messagers. Je suppose aussi que le Duc de Bourbon est très bien avec la Duchesse de Savoie, car elle vint dernièrement à Turin, & ils dancèrent & firent bonne chère ensemble l'espace de trois jours.

IX. — Le neuvième article est de savoir par quelles voies les lettres pourront être sûrement transportées entre le Roi & l'armée ici.

Réponse : J'ai pris des arrangements avec le Duc de Milan pour qu'il assure les postes, à travers la Savoie & l'Italie, jusqu'à Trente, à ses frais. Le Roi devra pourvoir aux postes de Trente en Angleterre, comme la raison & la nécessité le requièrent dans cette importante matière. J'ai aussi pris des arrangements avec le Duc de Gènes pour avertir le Roi par mer de certaines nouvelles qui viendront à sa connoissance après que l'armée aura passé les montagnes. Il n'étoit pas possible de pourvoir ici à d'autres mesures.

X. — Le dixième article est que le Duc de Bourbon, avec les autres nobles, doit, sur toutes choses, avoir égard à la saison de l'année, de peur qu'une entreprise intempestivement commencée n'ait une mauvaise fin.

Réponse : Le Duc, le Viceroy de Naples, avec divers autres nobles & sages capitaines, ont ici prudemment examiné ledit article. Ils disent qu'ils ont quatre mois pleins pour faire commodément la guerre, à savoir juillet, août, septembre & octobre, & que ce temps est suffisant pour faire de grandes choses aussi bien en Provence qu'en Picardie. Lorsqu'on débattit cet article, le Duc de Bourbon m'affirma positivement que si le Roi vouloit de sa personne & sans délai entrer en France, il permettoit à sa Grâce de lui arracher les deux yeux s'il n'étoit pas maître de Paris avant la Toussaint, & que, Paris pris, tout le royaume de France étoit sien; qu'en outre, sa Grâce retireroit, en prenant Paris, deux ou trois cent mille couronnes. Cela fut dit par le Duc en pleine audience.

XI. — Le onzième article est de savoir à quelle époque l'armée du Duc de Bourbon se joindra à celle du Roi, dans le cas où sa Grâce entreroit en France.

Réponse : Ce point sera réglé suivant que les affaires marcheront.

XII. — Le douzième article est de savoir du Duc de Bourbon quelle direction le Roi doit prendre en France, aussi bien pour la plus grande commodité des victuailles que pour les autres choses nécessaires.

Réponse : L'avis du Duc est que la Grâce du Roi, si elle vient en France, suive le même chemin que le Duc de Suffolk la dernière fois qu'il y descendit; mais il faut que sa Grâce sache que le Roi de France aura dans ce pays beaucoup de cavalerie, c'est à dire plus de 800 hommes d'armes, nombre que sa Grâce, comme l'affirme le Duc, ne doit pas craindre. Dans le cas où ces hommes d'armes s'élèveroient au dessus, l'avis du Duc est que le Roi passe par la Normandie & marche en droite ligne sur Paris qui est foible, dit-il, & facile à prendre; ajoutant que Paris en France est comme Milan en Lombardie. car de même que si Milan est pris tout le duché est perdu, de même Paris pris toute la France est perdue.

XIII. — Le treizième article est de savoir avec quel nombre de cavaliers & de fantassins le Roi doit entrer en France, s'il est déterminé à le faire.

Réponse : Le Roi peut régler ses forces en ayant égard à celles qu'à ici peuvent lui venir en aide.

N° 135 k. — *Dépêches inédites de Charles de Bourbon à l'empereur Charles Quint.*

Communiqué à l'Editeur par M. Mignet.

Monfeigneur, je me delibere au plus tost m'esfeyer d'antrer en France, si auquune choufe ne m'amepche du contrayre, me eonfant que, de vostre cousté, y serés ung gros efort, aussi le roy d'Angleterre, &, par ce mojan, je ne seïs nulle difficulté que ne fassiez venyr votre anemy à quelque bone pais, à l'honneur grandement de vous & du roy d'Angleterre, & aussi de voz serviteurs. Monfeigneur, je prie notre Seigneur vous donner très bonne vye & longue. De votre camp de Byron an Pymont, ce 11^e may [1524] & de la mayn de votre très humble & très houbesiffant serviteur, Charles. — (*Copié sur l'original déposé aux Archives impériales & royales de Vienne.*)

Le même au même.

Monfeigneur, je me fye bien à Monfeigneur le vy roy & aultres gans de byen estans icy que g'aray bien accompagné, veu qu'il n'y a nul afayre en ce pais, car aultrement je ne ferois pas mon afayre sitot que je voudrois; mais tout yra byen, Dieu aydant; mais il vous plerra, de votre cousté, fayer bon efort, comme dis est, votre très-humble & très houbesiffant serviteur, Charles. — (*Copié sur l'original déposé aux Arch. Imp. & Roy. de Vienne.*)

Le même au même.

Monfeigneur, depuis les dernieres leſtres que vous ay eſcriptes tant par l'homme que Monfeigneur le vice roy vous a depesché que par autres des miens, leſquelz je vous ay envoyé par mer & par terre, les affaires de pardeça se font toujours portez en amendement, comme vous dira plus amplement le cappitaine Figuerol, present pourteur de moy. Monfeigneur, je fuis sur le point de passer oultre en France, fuyvant ce qu'il vous a pleu me mander & commander, ayant espoir que, de vostre cousté, ferez faire diligence & gros effort, car du mien, Monfeigneur, vous pouvez estre tout asſeuré que je n'ay envye en ce monde sinon de vous faire service. — Monfeigneur, combien que vous n'ayez rien eſcript au marquis de Pescaires de venir avecques moy en ceste entreprise, toutceſſois, voyant que, pour votre service, fa venue estoit très neceſſaire, je l'en ay prié luy offrant l'estat de cappitaine general de l'armée foubz moy, vous ſupliant, Monfeigneur, l'avoir agreable & luy en eſcrire une bonne leſtre, fuyvant ce propos, ear c'est ung perſonnaige qui merite bien ung tel estat, meſmement pour les bons & grandz services qu'il vous a tousjours faiz & peult faire... Monfeigneur, je prie notre Seigneur vous donner très bonne vie & longue. Eſcript à Chivas le xxiv^e jour de may [1524.] (m. p.): Votre très-humble & très houbesiffant serviteur, Charles — (*Copié sur l'original déposé aux Archives Imp. & Roy. de Vienne.*)

Le même au même.

Monfeigneur, j'ay receu les lettres qu'il vous a pleu m'eſcrire du x^e de may, & ay bien eſté adverty comme Lups de Sories a receu letres de change des ſeconds cent mille eſcus qu'il vous a pleu m'envoyer pour l'entreprise de votre armée qui doit passer en France, laquelle je dilligente journellement de dresser, & eust eſté l'affaire plus tost prest ne fuſt la longueur des termes des premiers cent mille eſcus, qui font de vingt en vingt jours, qui est foixante jours pour le tout. leſquels termes ont empesché que noz ennemis n'ont eſté fuyvz de plus prez. Nonobſtant ce, j'eſpere y faire telle diligence que, dedans la fin du mois de juing pour le plus long, je ſeray en lieu où je vous ſeray service & ſeray mon devoir de fouller l'ennemy. Et eſt bien mon avis que

la perfonne de vous, Monfeigneur, fe doit approcher plus prez de la frontiere de Languedoc, & envoyer votre armée fur ce coufté, afin qu'en occupant notre ennemy en plufieurs lieux, il foit contrainct de demeurer plus foible par tout. — Monfeigneur, en enuyuant ce qu'il vous plaift m'efcrire, je depefche prefentement ung de mes gentilzhommes par devers le roy d'Angleterre par lequel je le prie de diligenter fon armée & faire fon effort d'entrer de fon coufté en France, afin que tous noz affaires concurrent en ung mefme temps. J'en efcris femblablement au s^r de Prat, votre ambaffadeur, fuyant le memoire que m'avez envoyé à ce qu'il preffe ce propos envers ledit feigneur roy, & me femble, Monfeigneur, à l'aide de Dieu, que, en ce faifant, vous viendrez, & nous fufquecquement, au deffus des entreprifes. — Monfeigneur, touchant les termes des fecondy cent mille efcez qui font de trente en trente jours, qui font trois mois pour le tout, j'efpere, Monfeigneur, que, avant trois mois, voz affaires fe trouveront en telle difpofition que lefdits termes feront plus longs que l'exécution ne devroit efre. Par quoy, je vous fuplie très-humblement que votre plaifir foit y envoyer abbreviation, le plus qu'il fera poffible, avecques moyen de recouvrer autre argent, car comme plus amplement vous dira le s^r de Lurey, lequel bien toft je depefcheray pour aller devers vous, il y a eu merueilleufe paine à recouvrer lefdits deniers, fans l'interrefz qui eft deffus, qui fe peult monter plus de trente mille efcez de perte fur les deux fommcs, qui eft pour faire faulte à votre dite armée. — Monfeigneur, puy les dernières lectrès que vous ay efcrites de la deffaite des François, j'ay eité adverty pour vray que le s^r de Vandeneffes eft mort, aufly eft Beaunoir, le lieutenant de S^{re} Mefme; l'admiral de France eité demeuré malade aux montaignes de Savoye en groz dangier de fa vie; quant au marechal de Montmorency, il s'eft fait porter jufques à Lion, & là eft mort, comme l'on dit. — Monfeigneur, je prie notre Seigneur vous donner très-bonne vie & longue. — Efcrypt à Montcaillier le dernier jour de may [1524]. (m. p.): Votre très-humble & très-houbeiffant ferveur, Charles. — (*Copie fur l'original déposé aux Archives Imp. & Roy. de Vienne.*)

Le même au même.

Monfeigneur, le premyer jour de ce mois, Monfieur le marquis de Pefqueyre, Monfieur de Beaurayn & moy arryvafmes en ce lieu avec les Allemans de votre armée, partye des Efpaignoz & cinc ou fix cans chevaux lygyers. Le refte de votre armée, tant gandarmes, chevaux lygyers que Efpaignos font encoures par de là les montaignes attendans la depeche du vyferoy de Naples pour efre païs. — Monfeigneur, votre artilherie a eité mife dans vos galleres pour ce qu'ele n'eult feu paffer par les dis montaignes, mais l'armée de mer des François eitant plus forte que la votre nous a donné quelque empechement de ne la pouvoyr toft recouvrer, qui a eité caufe de nous fayre fejourner quelques jours ycy; toutefois, quelque choufe que ayent feu fayre nos dis annemis, a eité mis en terre la plus grand part votre dite artilherie & munyfon. Nos dis annemis ont contrainct trois de vos galleres d'eux feparer des autres, & vyndrent geter en terre vers nous & ne peurent tant fayre nos dis annemis que, malgré eulx, n'ayons fauvé tout ce qui eitoit dans les dites galleres, combyen qu'ilz nous faluaffent à coups de canon. La fortune advint que trois ou quatre jours avant fut prins des dits François, auprès de Nyce en mer, notre coufin prynce d'Oranges, qui eft ung très grand defplayfir, veu, Monfeigneur, la bonne volonté qu'il avoit de vous fayre ferveyce. — Monfeigneur, je me delibere, fuyant votre bon playfir & vouloir, me aller avant pour executer votre entreprife, à laquelle, moyennant l'ayde Dyeu, de Monfieur le marquis, aufly de mon dit coufin de Beaurayn, lefquels ne fe veulent efpargner, & d'autres gans de byen qu'il font deja icy pour y fayre ferveyce, & n'y efpargneré ma vie en telle faifon que connoiftrés que ma totale intanfon eft de vous obeyr & de fayre choufe qu'il vous foit agreable, & ne tiendra à moy que votre dite intanfon ne foyt executée, quar je feré mon devoir & pouvoyr. Hyer fe rendyt à votre hobeyffance & fubjeycon la ville & cité de Grace, ès mains du s^r de la Motte que y avois

envoyé avec une bande de chevaux ligyers & Espaignos. — Monseigneur, se qu'il a esté cause que votre dite armée n'a tost passé les mons, qui est le plus grand regret qu'ayons par deffa, c'est que les payemens de l'argent qu'il vous a pleu ordonner pour ceste entreprise, estoit longs & mal à proupos pour payer votre dite armée, & encoures les marchans changeurs n'ont baillié l'argent aus termes qu'il estoit tenuz fournir, qu'il vous porte ung très grand dommage, comme le tout pourrez mieulx entendre par ce que vous en escriptvent Mons^r le marquis & le s^r de Beaurayn. Je mettré payne de suyvre de poyn en poyn ce qu'il vous a pleu me mander par vos dernyeres lettres. — Monseigneur, après m'estre très humblement recomandé à votre bonne grace, je pryay notre Seigneur vous vouloir donner très bonne & longue vie. De votre camp Sayn Laurans, ce x^e juillet [1524] & de la mayn votre très humble & très houbceiffant serviteur, Charles. — (*Copie sur l'original déposé aux Archives impériales & royales de Vienne.*)

Le même au même.

Monseigneur, ses jours passés, vous ay escript byen amplement; despues sommes venus icy pour enterrement suyvre votre vouloir & yntanfon jusques au dernyer de ma vie. — Monseigneur, le reste de votre armée n'est encoures arryvé, tant gandarmes que Allemans, mais j'espere qu'ils pourront estre icy, en ce dit lieu, dans le 1111 d'aoust & anvyron le x^e, là où nous ferons, car nous avons se pendant marché, aveques se que nous advons quelque journée, pour toujours nous antreteny an reputation. — Monseigneur, il me fanble que, à la plus grande dilyganse que fayre ce pourra, ce devez fayre marcher voz gans droit à Montpelyer, & gaigner le bort du Rone, & nous ferons de mesmes, si nous atandons qu'il ly aye de voz gans, quar si nous sommes fur les dis bors, nous nous joyndrons, Dyeu aydant, en dcépit des François, & mys, fela fayt, à l'ayde de Dyeu, ne fois deficulté que la victoyre fera votre. Les gans que nous advons icy c'est v myle v^e Espaignos combatens & deus enseignes qu'il vieignent aveques les Allemans v11^e chevaux ligyers, & toute votre artilherie, quatre myle Allemans ou plus combatans qu'il sont bien dys myle bons pietons, & anvyron fant hommes d'armes; se que nous atandons s'est anvyron trois mylle Allemans & bonne bande d'anvyron trois mylle Italiens, quatre cent hommes d'armes qu'il vyeignent aveques les Allemans, & quatre sent hommes d'armes après & les deus anseignes d'Espaignes. v11^e chevaux ligyers & quelque aultres gandarmes, qu'il fera an tout anvyron mille homme d'armes, v1 mile Espaignos, v11 mile Allemans, trois mile Italiens, & mile & v^e chevaux ligyers. Voire artilherie est an nombre quatre canons, ser pantyns deux demis, & v1 coulouvrynes moyennes, & deus batardes, pouldre, boulés, assés anplement, quar il y a anvyron trois myle boulés de fer, & pouldre pour les tyrer. Monseigneur, je vous suplye halter vous, sepandant que le roy de Franse n'est an gros equipage, quar il fayt grande dilyganse de faire lever Suyffes & Allemans qui ne sont encoures ansamble, mais il fayt ses dilygances; car se voz Allemans & Espaignos, estoit joyns aveques nous, nous serions suffisans pour combatre toute la puyssance du roy, queque nombre qu'il feut avoyr, & aveques l'ayde de Dyeu, qu'il mayntyent toujours les bonnes & justes querelles, d'avoyr totale victoyre; je vous an ay, ses jours passés, aultant mandé; je vous suplye très-humblement vouloir fayre fayre dilyganse de fayre marcher voz gans. — Monseigneur, nous sommes mal fournis d'argent, quar aveques l'argent d'Angleterre, qu'il sont mile escus, n'avons argent que jusques anvyron le x^e ou xx^e de septenbre, & sera byen allé se peult aller jusques audit tans. Par quoy, Monseigneur, je vous suplye y pourvoyr, quar, an demourant, je vous hofe byen afferuer que votre armée est an fort bon vouloir vous fayre ung bon servyse. — Monseigneur, Mons^r le marquis m'a pryé vous suplier qu'il vous playse otroyer la capitaynerie generale des Espaignos au marquis de le Couasse. Je vous suplye très humblement la luy vouloir octroyer ayant esguart aus grans servyffes que Mons^r le marquis de Pesquere vous a fais, & fait ung chesteq jour, & aussi ledit marquis del Gualte a ugne grande volenté vous fayre servyse, comme ja par pluseurs fois le

vous a montré. — Monfeigneur, Mons^r de Beaurayne est icy que jour & nyuyt grand travail à vous fayre feryfe & me fens fort tenu à luy; Mons^r mestre Rychart Passee, ambassadeur du roy d'Angleterre, est icy byen vostre afecionné & bon serviteur, & aussi le roy son mestre ly porte syne de bonne amour; & vous assure, Monfeigneur, que c'est ung grand byen de quoy il est icy, quar il fayt bien fort fon leal devoyr. Je croy que favez comme les Anglois deffandent, si ne font deffandus; le roy a bonne anvyee de venir en perfonne. L'ambassadeur qui est icy vous sert byen. Mon cousin le conte de Poyntevre est icy qui a byen le vuloir vous fayre feryfe; le marquis de Saynt Angel & Julle de Capue font derryere aveques le gandarmerye. — Mons^r de la Mote de Nouyers est icy que, fuyvant ce qu'il vous a pleu me mander & commander que l'aployasse en votre feryfe, est marechal de l'armée, & vous assure qu'il ne s'epergne à vous faire feryfe, comme ja vous ay mandé. — Monfeigneur, je vous fuplye le plus très humblement qu'il m'est possible que je puyffe demourer en votre bonne grace & convenance, & qu'il vous playfe que fouvant j'aye de vos bonnes nouvelles, quar c'est la choufe en fe monde que plus je defyre. — Monfeigneur, je pryee notre Seigneur qu'il vous veulhe donner très bonne vye & longue. De votre camp de Draguygnan ce xxvi^e juihet [1524]. — Et de la mayn de [Charles de Bourbon]: Monfeigneur, comme ja vous ay adverty, je vous proumeetz que Mons^r de Monneque vous a fait feryfe & estes byen tenu à luy; je croy que par Mons^r de Courrieres avés esté byen anplement advertis du bon vuloir du roy d'Angleterre. — Monfeigneur, s'il estoit possible ranforcer votre armée de mer de quelque gros vayffiaux, par la mer & par la terre, feryés, aveque l'aide de Dieu, le mestre. Monfeigneur, je vous parle de beaucoup de chouses anfamble, mais après advoyr heu si grand honneur qu'il fera aveques aucune despenfes, arés à jamais honneur & repos. Monfeigneur, depuis ses lettres efcrites, Mons^r le conte de Geneve est arryvé à toute bonne feurté à Nyffe, dont je fuis byen, efperant aussi que par luy arés heu de noz nouvelles. — Votre très humble & très houbeyffant serviteur, Charles. — (*Copie sur l'original déposé aux Archives Imp. & Roy. de Vienne.*)

N^o 135 l. — *Dépêche d'Adrien de Croy, seigneur de Beaurain, ambassadeur de Charles Quint, à l'empereur.* — Communiqué par M. Mignet.

Sire, je vous ay efcrypt par Mons^r de Lurffy tant de longues lettres que je crains vous fâcher de ceste. Toutes voyes j'ayme mieulx que je vous fache de trop efcryre que de trop peu. Il me deplaist vous faire favoir les mauvaises nouvelles de la prinse Mons^r le prince d'Orange; lequel a esté prins en ung brigantin à la barbe de notre armée de mer, laquelle ne la peu secourir par estre trop foible; qui vous cause ung grand dommaige, tant pour la prinse dudit seigneur que pour autres grans choses que votre armée de terre eult pu faire ayant la faveur de celle de mer, laquelle ne nous peult ayder en la forte qu'elle est, & nous a fait tant de fâcherie qu'il n'est point possible de plus. En especial, avant hyer, comme vos galleres vinrent pour mettre en terre notre artillerie, voyant venir l'armée des François, se retirèrent vers Moneghe (Monaco), reservé trois d'icelles dont l'une est de Castelle (Castille) & les deux autres de Gennes, lesquelles mechamment vindrent donner en terre; & non contents de nous avoir fait ceste honte, tous les gens s'enfouyrent en la montaigne, tellement que sans Mons^r de Bourbon & Mons^r le marquis [de Pescara] qui defendirent les dites galleres avec quelques gens de guerre de votre armée de terre, elles estoient perdues, & vous assure que si vous eussiez veu mondit seigneur de Bourbon, vous l'eussiez estimé un des hardis gentilshommes qui soit sur la terre. Et voyant toutes les galleres de France qui venoient pour prendre les trois vôtres, commanda au marquis & à moy en garder chacun une & que il garderoit l'autre; & pour ce faire, nous monstra le chemin, car il entra dedans ladite galere, & quand il fut dedens, il commença à crier qu'il supplioit à tous vouloir garder votre honneur, celui d'Espagne & du camp. Et prenez que toutes les galleres françoises nous assaillirent plusieurs

fois, & que n'avions un seul homme de mer, ne une piece d'artillerie en terre. A l'ayde d'aucuns haquebutiers & autres lanquenets & Espagnols, furent gardées lesdites galleres, de sorte que les François y ont eu plus de dommaige & de honte que nous. Et ne fut le combat si petit qu'il ne durast depuis le dîner jusques à jour failly. Il n'est possible de voir une plus brave chose, car je vous assure que cops de canons & de hasquebutes n'y faillioient pas, & si n'avoient vos gens pour leur couvrir, fans habandonner les galleres, que Dieu seulelement..... a tant, fire, feray fin en priant notre Seigneur vous donner très bonne & longue vie. Escript à Saint Laurent le x^e jour de juillet xv^e & xxiiii (1524). Votre très humble & très obeissant subject & serviteur, Adrien de Croy. — (Copié sur l'original déposé aux Archives impériales & royales de Vienne.)

N^o 135 m. — *Lettre de Charles de Bourbon à Henri VIII, roi d'Angleterre.* —

31 août 1524. — Communiqué par M. Mignet.

..... Monseigneur, j'ai entendu par vostre premier secretaire qu'on vous a tenu quelques propos que le roi François avoit deliberé aller en Italie avec grande armée, & que craignez qu'il ne me faille aller au fecours du viz roy de Naples, si le dit viz roy de Naples m'en advertit; au moyen de quoy, l'entreprinse de France pourroit estre retardée. — Monseigneur, je ne say qui vous a tenu le dit propos, mais je vous veux bien assurer, quelque chose qui advienne, ne que le dit viz roy ne sceut escrire, que n'ay deliberé abandonner ceste entreprinse, veu le grant commencement que, graces à Dieu, avons déjà fait, come pourrez mieulx entendre par vostre dit premier secretaire, qui me gardera vous en faire plus longue lettre, & croyez, Monseigneur, que l'envye que j'ay eue par cy devant vous faire servyce ne m'est point diminuée & suis & feray à jamais prest à vous obeyr, tant que la vie me durera, esperant que de brief, & avec l'ayde de Nostre Seigneur, le connoistrez par efect. — Monseigneur, je vous supplie très humblement, s'il est possible, faire avancer vostre armée par deça, & je me tray poine de ce cousté, suivant le commencement vous allez veoir, & tirant de Lyon à Paris, si d'aventure ne plaist à l'empereur & à vous me mander un autre chemin pour le mieulx, auquel vous ferez obeir, vous promettant, Monseigneur, que jamais je n'ay eu de vouloir que de tirer ce dit chemin, sachant que c'est le grand bien des communs affaires. — Monseigneur, vostre premier secretaire & moy avons bien amplement devisé de toute la deliberation de la guerre & des affaires occurrens, lequel vous en escript au long, du moyen de quoy, de pour de prolixité, ne vous en feray aultre mention, me recommandant très humblement à vostre bonne grace & souvenance. — Monseigneur, je prie nostre dit Seigneur vous donner très bonne vie & longue. Escript au camp près Marseille, ce dernier jour d'aoust. Vostre très humble serviteur & cousin, Charles. (*British Museum*, Vitellius, B. vi, fol. 182).

N^o 135 n. — *Lettre de Charles de Bourbon à l'empereur.* — Camp devant Marseille,

15 septembre 1524. — Communiqué par M. Mignet.

Monseigneur depuis la depefche de Longueant est venu le chevalier Gregoire qui a apporté nouvelles que les Anglois sont près à desfandre ayant feu mon vouloyr: aussy je depeche aujourd'hui homme exprès pour suplyer le roy d'Angleterre de faire desfandre son armée, à quoy je ne fais nule difficulté qu'il ne descende; & pour ce que le temps sera ung peu lonc, il vous plerra adviser ad fe qui s'anfuyt: premyerement que advons nouvelle ad fe jour duy que les vi mille Suisses sont accordés au roy de Franfe; que si pouvés faire l'armée souffante pour gagner le bort du Rosne, comme est contenu aus instrussions du dit Loquyan, après advoyr entendu feste dite nouvelle, sinon qu'il vous plaise nous avoyer les Allemans qui sont en Catelongne &

ranforſer votre armée de mer, de forte que celle qui eſt icy n'aye la vogue, comme elle a heu juſques à preſent. Il me ſemble, leſquel de deus que ferés, que votre aſaire ne peut que byen aler, & que ferons aſſés ſouffrans pour donner la bataille au roy de Franſe, & ſy nous la gaignons, ſe que j'eſpere Dyeu aydant, vous vous en allés, le plus grant homme qui onques fuſt & pourrés donner la loy à toute la creſtyanté. — Toutefois, Monſeigneur, je vous ſuplye très humblement me commander ſe que aray à faire, quar du tout vous veus hobeyr, ſans advoyr nule opynyon que de faire voſtre bon vouldoy & commandement, leſquel ſuis delibéré, tant que vyvré, anſuyvre ſans y eſpergner ma vye. — Sy ainſy eſtoit que les Angloys defendyſent où j'é bon eſpoyr, je ne fais ſi vouldroit fournyr argant, à quoy ſur le tout arés eguar comme myeulx l'entendés. De peur de vous annuyé, feray fin à ma letre, après, le plus très humblement qu'il m'eſt poſſible, m'eſtre recommandé à votre bonne grace & ſouvenance an laquelle vous ſuplye que à toujours y puiſſe demorer. — Monſeigneur, je pryé Notre Seigneur vous donner très bonne vye & longue. De votre camp, ce xv ſeptembre [1524] & de la mayn de votre très humble & très houbeyſſant ſerviteur, Charles. — (*Copie ſur l'original dépoſé aux Archives Imp. & Roy. de Vienne*).

N° 135 o. — *Lettre de Charles de Bourbon au cardinal Wolfey, miniſtre de Henri VIII, roi d'Angleterre.* — 19 ſeptembre 1524. — Communiqué par M. Mignet.

..... J'ay reçu les lettres qu'il vous a pleu m'eſcripre par le chevalier Gregoire, & entendu bien au long tant par lui que par voſtre ambassadeur, le premier ſecretaire maitre Richard Pace, la bonne volonté que le roi & vous avez aux affaires communes, & au mien particulier. De quoy vous mercyé tant qu'il m'eſt poſſible, & ſuis tant voſtre tenu que, là où il vous plaira m'employer me trouverés toujours pret à vous faire ſervice. — Monſieur mon très bon couſin & pere, vous avez été bien advertiz comme avons prins la cité d'Aix & ſomes venus meſtre le ſiege devant Marſeille, & noſtre deliberation eſt l'avoir pris ou failly que Dieu en ayde, ſe pourra prendre dans huit à dix jours, & faire noſtre devoir d'aller trouver le roi François qui eſt par deçà le Roſne avec ſon armée. S'il ne ſe renforce plus qu'il eſt à preſent, j'eſpere que ferons un très bon ſervice à l'empereur & au roy, J'ay eſcrit à l'empereur que ſon plaifir ſoit haſter ſon armée venant le long du Roſne pour nous favorifer, ou à tout le moins qu'il nous envoie par mer les quatre mil Allemans qu'il a par delà, leſquels ſont pieçà à Barcelonne, & ne ſay doubte qu'il ne faie l'un ou l'autre, comme il luy a pleu m'eſcripre, & eroy que dans quinze jours au plus tard, ſa dicté armée de terre ſera ſur le bout du voſtre, & les dits Allemans joints avec nous. Cela fait que, quelque renfort que aye le dit roy François, eſpere que ferons aſſés forts pour paſſer le dit Roſne, que ne nous combatt[ont] en chemyn. L'on m'a adverty que trois cantons de Suiffes ſeulement ont entendu bailler gens audit François &... en lever ſix mil. Mais pour eela ne ceſſerons à faire noſtre effort, & veu que le dit roy François eſt par deçà le Roſne contre moy avec ſa puiſſance, je remets à la prudence du roy & de vous auſſy & de voſtre bon conſeil ee que pourrais faire contre le dit roi en tel cas. Monſieur mon très bon couſin & pere, il me ſemble que ee ſeroit grand inconvenient pour l'empereur & pour le roi, ſi l'armée de par deçà ſe rompoit à ſaute de paiement, veu la bonne volonté qu'elle a de faire ſerviee; à ceſte cauſe, Monſieur mon très bon couſin & pere, vous prie, tant qu'il eſt poſſible, qu'il vous plaiſe nous ſecourir d'argent pour l'entretenir. — L'empereur a mandé au viz roy de Naples nous delivrer cent mil efeus, qui ſera pour nous aider juſques au xx^e du mois prochain. Je m'en adreſſeray à vous comme à celuy qui peult le tout en eſt affaire. Du moyen de quoy derechef vous prieray ne nous meſtre en obly. Vous ferez bien au long averty de toutes choſes tant par voſtre dit ambassadeur que par maitre Rouſſel, qui me gardera vous en eſcrire plus au long, mais pour la fin de ma lettre, me voyés recommander à voſtre bonne grace. — Monſieur mon très bon couſin & pere, je prie noſtre Seigneur vous donner bonne vie & long. Eſcrit du camp près Marceille le xix^e jour de ſeptembre

[1524], le plus que tout vostre bon & oubeiffant filz & cousin, Charles. — (*British Museum*, Vitellius. B. vi, fol. 201).

N° 135 p. — *Lettre de l'empereur Charles Quint à Louise de Savoie.*

« Madame la regente, j'ay reçu voz lettres par le commandant Pannurofa, le quel m'a dict des nouvelles du roy vostre filz, & ay esté & fuyz fort joyeux qu'il est en bonne fante & la perfonne presentement liberée de plus grans inconveniens que s'enfuyvent de la guerre. Car, non seulement le feray traiter comme l'honneur & grandeur, avec l'affinité du sang d'entre luy & moy. le requiert, mais d'avantage, comme vous dira mon cofin & second chambellan le s^r de Rioux, present pourteur, que j'envoye devers luy pour le visiter de ma part. J'ay aussi donné ordre qu'il n'ayt faulte de chose quelconque, touchant sa santé, tout ainsi que voudroye estre faict à moy-mesme. Et aussi ay pourveu vers mon beau frere & lieutenant general en Italye, le duc de Bourbonnoys, & le conte d'Entremont, mon vice roy de Naples, afin que vous, pour vostre consolation, & moy, pour autant qu'il touche aux affaires d'entre le dict seigneur roy & mes alliez, ayons souvent de ses nouvelles, comme me requerez par vos dictes lettres, en ensuyvant le contenu esquelles, & principalement pour le grand bien qu'il peult venir à l'universelle creffienté, pour l'union & amitié de nous deux & de nos dictz alliez, que toujours avons desirée & encoures desirons une bonne paix. J'ay, à ceste cause, faict meestre, tant en mon nom comme de mes dictz alliés, ma resolution par escript de ce qu'est mon intention recouvrer, comme chose que justement m'appertient, le quel affaire mon dict cofin de Rioux vous monstrera, & après, le pourtera au dict seigneur roy, vostre filz, esperant que vous y penserez & ne refuserez chose tant juste & raysonnable pour le bien & repoux de l'universelle creffienté. — Au surplus, Madame la regente, puy que la prison de mon cofin le prince d'Orange & d'autres gentilhommes, qui furent prins avec luy, ne vous peult mayntenant de guieres ayder ne prouffiter, esperant que me voudrés complaire en chose tant juste & honneste qu'est la liberation du dict prince, je vous prie bien affectueusement que le me vueillez envoyer de par deçà, avec lez autres gentilhommes de sa compagnie. Et je vous promés, par ceste, signée de ma mayn, que soit par eschange d'autres prisonniers en equivalent ou autrement, je vous feray faire la raison de leurs prisons; de forte que vous & autres qui y pourront avoir droit foyent bien contentz & satisfaitz, & si me serez plaisir très agreable. Madame la regente, Nostre Seigneur vous ayt en sa garde. — Escript à Madry, le xxv^e jours de mars 1525. — Signez : Charles, au bas : Lulomen. *Supra scriptis* : A Madame la regente de France. » — *Communiqué par M. Rolle, archiviste de la ville de Lyon.*

« *Lettres de l'empereur à Monsieur de Bourbon & au viroy de Naples, de la date des precedentes.*

« Par la lettre à Madame la regente de France, verrez que nous requérons qu'elle nous vueille envoyer le prince d'Orange. Et pour ce que sommes en doute si elle leouldra faire & que desirans fort avoir le dict prince devers nous, avons donné charge au dict sieur de Rioux qu'il vous face rapport de ce que la dicté dame regente luy dira & respondra sur cest affaire. Nostre intention est que le dict sieur de Rioux ne peult besoigner avec la dicté dame regente, que vous en parlez au roy de France & luy requerez de nostre part, à la lecture que escrivos à la dicté dame, sa mere, que nous face rendre & renvoyer le dict prince, & lui promeestre, de part nous, que ferons faire la raison de sa prison, de forte que ce soit à son contentement. Et, au cas que luy dit seigneur roy, ne de la dicté dame regente, ne puissiés obtenir la dicté delivrance, les adverties que si le dict prince n'est myeux traité que n'a esté jusques à ici, qu'ilz nous monstreront comme exemple de nous faire traiter les bons personnaiges, ses subiectz, qui sont devers nous. » — *Communiqué par M. Rolle, archiviste de la ville de Lyon.*

Mardi vint advertissement comme, à Florence, dix gentilzhommes, entre lesquels estoient des Salviati & Strochi, avoient fait grand tumulte & estoient allez aux seigneurs de ladite ville & leur avoient fait signer une cappitulation laquelle estoit que Florence deult changer d'estat & donner cinquante mil escuz à Borbon. Ce fait, on donna le toefin, & tout le peuple en armes se rendit en la place, & après avoir entendu le tout, chacun se retira en sa maison; les conjurez n'y firent le tumulte à l'heure que tous les cardinaux & capitaines estoient allez hors de Florence à l'encontre du duc d'Urbyn. Quatre cens hommes de pied seulement estoient demorez en la ville, lesquels allèrent en la place & feut dict aux gentilzhommes qu'ilz estoient solz & qu'ils s'en retournassent en leurs maisons; & ainzy feut apaisée la chose en asseurant ledits conjurez que le tout leur seroit pardonné & ce feut fait le vendredy. Le famedy ensuyvant, Borbon, avec tout son camp se retira à Pieruza, distant de Rome 90 milles, & les chevaux legiers des Senoys vindrent à Aquependante à demander la ville pour Borbon, laquelle chose fist avoir grand peur en ceste ville. Ung ambassadeur de Bologne, nommé Monsieur Vianeze, alla devers le cardinal Campege, pleurant, & le dit Campege a envoyé incontinant ses enfans & tout son meuble. La quelle chose n'a pleu au pape & l'a eu pour mal, & a dict qu'il en perdra son ordinaire & que cella avoit fort espouvanté ceste ville. Le pape a fait tant qu'il a esté possible pour envoyer garnir toutes les places aisées & commodes à tenir & les emplir toutes de vivres. — Hier, vinrent nouvelles du xxx* du moys passé que Borbon n'estoit encoures bougé, & que l'artillerie est hors de Sennes venant gaillardement, & qu'il luy r..... (*sic*) tout le cuer, confiderant que les lanquenetz ne pourroient estre sitost venuz & que les chasteaux d'Aquependente..... este (*sic*) les Senoys. Ceste nuit sont venues lettres par un villain à pied que le seigneur Sciarra Colonne, avec 60 chevaux legiers, vint jusqu'à la muraille de Viterbe à demander les seigneurs de la ville, afin de leur donner vivres & passaige. Et ledit Sciarra dist que le reste du camp estoit à Aquependante & Montlascion, laquelle chose a fort estonné la sainteté de nostre dit seigneur. J'ay esté à ce matin à sa sainteté une bonne heure, & fait ce que requiert un tel besoyn, & pourceque je ne voy plus necessaire, favorable & plus prompte expedition que faire cardinaux, me suis mys en tout effort à l'y persuader, & qu'il les fasse aujourd'hui; & ay fait en forte que sa sainteté envoie pour les cardinaux de la congregation & avec eulx touz, ayant prononcé à sa sainteté qu'il estoit forcé, pour la seureté de tous, que ses cardinaux se feissent; desquels sa sainteté estoit resolue qu'ils se feissent ce jourd'hui, pourquoy que, s'il survenoit quelque peu de rumeur en ceste ville, chascun se retireroit de luy donner argent. Sa sainteté a esté sans disner pour estre en congregation avec mes dits sieurs ses cardinaux, avec lesquels, à ceste heure, s'est donné bon ordre, comme il est besoyn de faire avec les Romains. Et s'est fait plusieurs gentilz hommes romains, capitaines; & le seigneur Rance, capitaine de tous, pourvoye à tout. C'est une chose quasi inextimable de la peur que le pape avoit à ce matin, mais je vous prometz que j'ay fait ce qu'il a esté possible pour luy donner cuer, & luy faire mettre à execution ses promesses. Volant le seigneur Rance envoyer à lever mil hommes de pied, il n'a esté possible de trouver mil escuz pour luy donner. Je vous prometz que j'ay envoyé engager toute la vesselle, aneaux, joyaux, bagues qui estoient à la maison pour trouver seulement feix* escus pour donner au s^r Rance pour faire cest effort. Depuis sont venuz aucuns cardinaux qui ont conseillé au pape de s'en aller à Civita Vecche, lui disant qu'il n'estoit pas seurement par deçà, & que le peuple lui feroit contraindre par les trames qu'on en voyt... mesmement que ceulx de trans Tybre oserent par force la farine aux mulniers qui feut une grosse presumption. Pour ce, sa sainteté a deliberé faire aucuns cardinaux & prendre à se foir deniers d'eulx, & demain les creer en consistoire; & croy qu'il ne fera autre finon Perugia Gudi & Copys, avec lesquels estoit conclu à quarante

mille. — On presume que Borbon vienne sans fondement à Rome, comme il a ja fait à Florence qui estoit foubz l'ombre des Senoys, pensant revolter le peuple; à ceste heure, puisqu'il ne peut tourner en arriere, viendra à Rome, pensant aussi la revolter, ou au royaume, si se peut retirer. où je pense qu'il yra & ne s'arrestera point à Rome & par della fera la guerre, luy joint avec les autres Espaignolz, mais si les camps des François & Venitiens viennent en avant, je ne say s'il se pourra retirer au royaume pour ce qu'il aura à passer deux rivières & s'il n'y a que manger par tout le pays; mais quoy qu'il en foyt, il est au roy de France de prendre la duché de Millan, s'il veut, car il fustit à l'empereur & à Borbon sept mille Suisses pour faire le tout pour eulx, ny ne leur pourront jamais donner secours, & pense que les lanquenetz & Espaignols vont voluntiers au royaume; une raison est pour se descharger de bons butains dont ilz sont chargez, l'autre pour prandre ceste possession en gaige de leurs payemens & de ce qu'il leur est deu, & l'empereur ne les en pourra tirer s'il les paye; & si Borbon se foyt gouverner, il pourra gagner ung royaume pour une duché. Monsieur, vous savez ce que a à faire le roy de France, & s'il a à faire quelque chose, il faut que ce soit promptement & mander quelque capitaine qui soit de prompt execution. Par ce courrier je ne vous escripray autrement en Angleterre; si la chose va avant, vostre seignorie me pourra escrire. Il me plaist, Monseigneur, vous n'estes au travail où je suis. Je vous prometz que je n'ay jamais eu une heure de recreation depuis que vostre seigneurie s'est partye. A Rome ce 11^e jour de may. Le vostre meilleur serviteur & amy. Signé : Gregorio Cazzale. — (Bréquigny, vol. 92, fol. 105. *British Museum*, Vitellius B. ix, fol. 105 à 110).

N^o 135 r. — *Relation inédite de la prise de Rome.* — 3 juin 1527. — Communiqué par M. Mignet.

En may 1527, Mons^r de Bourbon, [avec] l'exercite de l'armée de l'empereur, samedi quatrieme jour dudit mois, se trouva devant Rome, & fist requerir à nostre saint pere luy consentir passaige pour Naples & vires pour son argent. Sur quoy fust baillé response negative par le s^r Rans, capitaine general de Rome, &, comme l'on entend, assez esgre & malhonnesté, &, comme fait à presupposer, par l'advis & adveu de nostre dit saint pere qui se tenoit roge, pour ce qu'il avoit recouvré argent pour le renforcement de son armée & paiement d'icelle, par le moyen de huit cardinaulx nouveaux qu'il avoit fait, desquels il avoit receu 111 6 m. (300,000) ducatz. — Dimanche 5^e dudit mois, ledit sieur fist marcher ladite exercite à loing de Rome tirant derriere St Pierre, faignant vouloir prendre son passage par le Thibre, mais le lundi 6^e, de bon matin, qu'il faisoit ungne grande bruyne, dressa l'affault sur ladite ville, derriere Camp Saint, après de Saint P[ancrace], à la porte de Thurion. Et fust ledit sieur des premiers sur la muraille, où furent quatre enseignes qu'ils trouverent bonne resistance. Toutesfoys, luy estant encoires sur la muraille, mon dit sieur de Bourbon fust tellement bleché, & contraint de l'ayder à descendre, & fust porté à une chapelle estant assez près de ladite ville, où il fust regardé quelque espace de temps, & jusques que ladite porte de Thurion fust gaigné & que les gens de guerre y peurent entrer, que lors ledit sieur fust porté dedans l'eglise de Campe Saint. Le capitaine Rans qui estoit venu à la muraille, à tout environ 1111^m (4,000) hommes, voyant qu'ils ne pouvoient resister contre l'affault, car là en ayant grand nombre tuez par le tret de eulx de dehors, se retirent, voyant que Bourbon, Oranges & quatre enseignes estoient près, adfin d'encourager le peuple qu'ils retournaient à la muraille. Toutes foys, voyant la conduite de l'armée, se tirent à la place Saint Esprit, & pvoient estre en nombre de cinq ou six mille hommes qui attendoient les assaillans. Mais ledit capitaine Rans les abandonna & se retira au chasteil Saint Angle, où estoit jà nostre saint pere avecq v ou vi cardinaulx; & avecq le capitaine Rans se retirent les cardinaulx, Savitate Quatuor, qui fust fort bleché à se tirer dedans ledit chasteil, & le cardinal Dezis. Et, durant ladite retraite, entra tousjours l'armée & marchoit aussi vers ladite place Saint Esprit pour trouver les

Romains, lesquels ayant veu que le capitaine Rans s'estoit retiré & les ayant habandonné, se deffirent, pour eulx faulver, les ungs faillans au Thibre, les autres d'autre part, au mieulx grief que eulx qui fe pouvoient faulver, furent tous tuez. Et, à mesme temps que les imperialistes marchoient, tuoient tous ceulx qu'ilz trouverent, hommes & femmes, & enfans, qui pouvoit durer depuis le matin jusques environ les deux heures après midy. Pendant lequel temps, feu M. de Bourbon termina de vie par mort; mais avant icelle fist le devoir de bon chretien, car il se confessa & receut son Createur, requist qu'il fust porté en Milan, & dit l'on qu'il avoit en son entendement, Rome, pour ce qu'il disoit tousjours : « A Rome, à Rome ! » Et, environ ce dit temps des dites deux heures après diner, lesdits imperialistes se trouverent à la porte de Saint Pancracio, qui est oultre le Thibre, où ils trouverent aussi resistance, mais elle ne dura guaires qu'elle ne fust gangnié. — Et, par après, les Romains se tinrent pour subjuguez, car lesdits imperialistes se mirent au pillage qui dura du moins dix ou douze jours sans aucune resistance, sauf qu'il y a eu III ou IIII maisons qui firent semblant de vouloir resister, mais cela ne [servit] à rien, car les imperialistes y ont mis le feu artificiel, assavoir fait miner quelque trou par bas, & puis y fait mettre le pouldre, par où elles ont esté abbatues, & ceux dedens tuez, sauf une maison où estoit l'ambassadeur de Portugal, qui fust le premier qui fist resistance, pourceque plusieurs y avoient faict porter leurs biens, qu'il valloit chevanche si grosse, comme l'on dit, que de deux millions d'or; pourquoy elle ne fust habandonnée si tost que les autres; mais eulx dedens fe voyans à tel dangier la rendirent à volenté, leurs vies faulves, qui, oultre la part des biens, ont esté ranconnez. Et, pour avoir que, durant ce temps, a esté un chief de la gendarmerie de l'empereur, font entendre que si tost que Rome fust prinse, que M. le prince d'Orange se mist au pallais du pape auquel estoient logiez le cardinal Campeyo, Cibo, & Rodulpho & le s^r Jean d'Urbain, capitaine des Espaignars en la chancellerie velle, maison du duc de Milan. — Et combien que lesdits s^r prince & capitaine d'Urbain se fussent, dès l'incommencement, mis en tous devoirs faire cesser le pillage, ce neantmoins n'ont esté obeys, car les Espainars n'ont voutu obeyr audit capitaine d'Urbain, ne les Allemands au s^r prince, combien que depuis lesdits Allemans se font rendus obeissans au dit s^r prince, & lesdits Espaignars au dit capitaine d'Urbain. Toutes lesquelles choses font esté advenuz & demenées par la maniere que dessus, jusques au xix^e du mois de may, auquel jour le pape estoit encores au chasteil de St-Angle. Bien est vray que, dès auparavant la journée de la prinse de ladite ville de Rome, le pape & le viceroy de Naples avoient faict une treve de huit mois, à condition que chacun devoit faire retirer son armée. Pour l'accomplissement desquelles choses, le dit viceroy, avecque un maistre d'hôtel du pape, s'estoit transporté devers Monsieur de Bourbon & les capitaines de l'exercite de l'armée de l'empereur, les induire à eulx retirer, mais qu'ils n'y avoient voutu entendre, ains l'avoient très mal prins, disant au dit sieur viceroy : « Meslez-vous de vostre gouvernement de Naples & nous laissez convenir de ce que avons esté deschargé. » Et y fust bleisché, comme le bruyt courroit, le dit maistre d'hôtel, & le dit s^r viceroy contrainct se retirer vers ...ne... (*sic*) & Naples où il estoit encore le dit jour du xix^e de may, & non pas à Rome. — Durant ces entre-faites, avoit esté quelque parlement entre le pape & les deutez de Monsieur le prince d'Orange, & comme l'on dit, tel apppointement faict que le dit pape devoit payer III^e m. (100,000) ducats; les cardinaux estans avecq luy au dit chasteil Saint Angle, qui estoient affavoir : de Monte, Bueze, Saint Quatuor, Pisano, Trivolze, Befine, Campege, Ant. Dezis, La Minerve, & Saint Egidio, qui font dix, & comme encores l'on dit pour le xi^e, Ara Celi, II^e m. (200,000) ducats; & aucuns marchands estans avecq eulx, autres c. ^m (100,000) ducatz; & que, oultre le payement de ces deniers, devoit le dit pape, avecq huit cardinaux, aller eulx tenir prisonniers de l'empereur à Gayette, rendre les ports de mer de Hostie, & Civita Veye, les villes de Parma & Plaisance, aussi Luqques. Et devoit demourer le cardinal de Colonne qui estoit entré dedens Rome, le IIIII^e jour après la prinse, avec VIIII^m (8,000) hommes, vice pape. Lequel de Colonne se mist au pallais Saint Ge... (*sic*) de Campe Flore, & font avecq luy les cardinaux Tortofa, Etrefort, de Laval, de

Cezarine, Sene, & Tarobanche, lesquels, combien qu'ils fussent bons imperialistes, n'ont esté co-gneuz, car ils ont rachatez leurs maisons, affavoir, ceste de Tortosa xv^m efcus; de Laval xiv^m ducatz; Cezarine xxxv^m; de Sene, xv^m; de Tarobanche xxv^m. — Et, combien que les dits cardinaux feussent ainssi composé, & neantmoins vii ou viii jours après, les Allemans ont de rechief saccagé leurs maisons & resté de leurs biens, tellement qu'il ne leur est demouré que leurs perfonnes, qui les a contrainct eulx retenir avecq le dit s' cardinal Colonna. Et, durant ce temps, ceulx de la ligue se font renforcés & mis en ordre pour tirer contre Rome, au secours du pape; lequel par le moyen d'un paige au sieur Leurens Cybo, capitaine de la garde du dit pape à Rome, vestu en guyse de barbier, qui a trouvé moyen d'entrer au chasteil avant que le traicté ci dessus fust du tout accord, advertit le pape de la venue des dits de la ligue; pourquoy il a tourné tout à rompture. Et y arriverent le xxi^e du mois de may, & font à present en ung lieu nommé l'Insula, à quatre mille du dit Rome, & en nombre, comme l'on estime, de xxx^m (30,000) hommes. Affavoir s'ils sont puiffans d'affallir Rome, & si eulx de dedans en ont crainte, l'on tient que non, car les dits de la ligue les craignent trop; aussi eulx de dedens sont à merveilles fiers & roghes, & si ont fait tranchez tout à tour de chasteil, & si bon qu'ils ne peuvent fortir ny estre assisiez. — De l'estat des vivres à Rome, bien est vray qu'il y a chierté, mais il n'y peult avoir necessité qui soit extreme, car les dits de la ligue ne peuvent empesch. la venue des vivres venant de Naples. — Que le pape n'estoit encoire prins le xix^e de may, & tient on qu'il ait vivres assez pour tenir, voire vi mois; & si vinrent nouvelles à Ligorgne (Livourne) le xii^e de juing que encoires n'est-il prins. — Et quand ceulx de Florence ont entendu que Rome a esté prinse, ils ont enchassés ceulx de Medicis & ont fait une seigneurie comme à Venegne, & envoyé à Pize & à Ligorgne, gouverneurs pour gouverner en leur nom, & non au nom du pape. Mais es chasteaux des dits Pise & Ligorgne sont demeurez deux de ceulx de Medicis qui tiennent contre la ville & tirent contre elles. — Le grand chancelier de l'empereur est envoyé vers Italie avec 30,000 ducats de lettres de change & aultre particuliere commission d'importance. — (*Copie du temps sous la date du 3 juing 1527*) — Bibl. Imp. Bréguigny, vol. 92, fol. 111, & *British Museum*, Vitellius, B. 12).

N^o 135 s. — *Lettre de Guillaume du Bellay à l'amiral Chabot de Brion, relative au siège de Rome par le duc de Bourbon.* — Communiqué par M. Mignet.

A Monseigneur l'admiral.

Monseigneur, combien que du lieu dont je viens je ne vous puy escrire nouvelles qui plaisent, j'ay voulu toutesfoiz satisfaire à mon devoir de vous en mander telles qu'elles sont. Je croy que de Rome soyez assez adverty comment, le dimanche v^e de may, Bourbon vint loger son camp devers la porte Saint Pancrace, tyrant jusques au bourg, en deliberation de bailler l'affault incontinent, sans bapterie & par eschielles, car il sçavoit le peu de provision qui y estoit, & telle qu'elle y estoit estre de gens faitz à haste, les capitaines en plus grant partie qui n'avoient jamais esté fouldars, & au demourant, telz que, quant le seigneur Rence commandoit à ung de fe tyrer en quelque part, ilz respondoient n'en avoir commission du pape, ne du dataire, & les fouldars n'en avoir commandement de leurs capitaines. Joint avecques ce qu'il avoit intelligence en la ville, la quelle fut en partie decouverte, & [y avoit gens] qui devoient bailler les portes. Mais la celerité de Bourbon fut telle qu'on n'eut loisir de verifiser, ne esclarcir ceste matiere. Tous ceulx qui en estoient coupables routes foiz feurent, pour ce soir, si bien serviz de mener artillerie qu'ils n'approcherent la muraille. Le lendemain matin, avant jour, tyrerent vers le bourg, & dura la bapterie de harquebuses d'une part & d'autre près d'une heure, cependant qu'ils dresserent leurs eschelles. A quoy les ayda fort ung très grant brouillard qui se leva devant le jour.

& furent en grant branle de n'en vouloir point tafter. Mais Bourbon faillit en pieds pour leur donner courage, lequel, avant qu'il arrivast à l'eschielle, eut ung coup de arquebuse au dessus de l'ayne, dont il mourut sur l'heure, & le prince d'Orange & son cheval estourdis & abbatus de la terre du bond d'ung boulet de canon. Leurs gens ne laisserent de marcher & gagnerent une breche où entrèrent trois ou quatre enseignes, lorsque le seigneur Rence y survint qui les repoulva & gagna les enseignes. Cependant, entrèrent par une autre endroit où accourut le seigneur Rence, mais n'y peult jamais attirer personne, fors que le seigneur del Foule de Ligny avecques le quel il fist ce qu'il peult, qui fut peu, car le dit seigneur del Foule fut renversé & un braz & une jambe rompuz. Le seigneur Rence repoulvé, qui à grant peine se faulta jusques au pont du Bourget, fist en diligence fermer & ramparer la porte. Cependant le pape parlementoit de se rendre, qui estoit fort les Romains ; je lui menay Messire Berard de Padua, capitaine de deux cens chevaux legiers, & ung Espagnol, enseigne de chevaux legiers, lesquels m'avoient donné la foy à l'endroit que ilz s'adresserent, auquel le dit seigneur m'avoit mys pour garde ; & par iceulx luy fezois acertener la mort de Bourbon, esperant le remettre en cuer & esperance ; mais il n'y [eut] jamais ordre de luy persuader, & les Romains commencerent à parler de garder cheacun sa maison. Le seigneur Rence, pour leur oster cette folle opinion, alla au Capitole où s'assembloit le conseil, & me mena avecques luy, leur offrit qu'en nous baillant ce qu'il pourroit choisir de gens en ce peu de nombre de moins mauvais, & que, cependant ilz gardassent que les Colonnais n'entraissent en Rome, il entreprendroit de garder Transtevre, & qu'ilz luy rompiissent les deux pontz à sa queue, pour oster à luy & ses gens toute esperance de salut, sinon en bien combattre. A ce qu'en tout pire cas advenant, ilz eussent loisir de composer la ville avant que leurs ennemis eussent fait des ponts. Il leur sembla trop gros dommage de rompre si beaux ponts ; de refuser la porte aux Colonnais, citadins Romains, ne leur sembla chose honneste. De fait allerent rompre ung rampart de tors que le sire Rence avoit fait faire à la porte de Saint Jehan, pour doubte des Colonnais, & ouvrirent la porte. Le seigneur Rence, ne pouvant mieulx faire, s'esprit de garder Transtevre, & à coups de balon, fist monter les gens sur la muraille. Lefquelz, cependant qu'il passoit oultre, descendoient & gaignoient les ponts pour fuyr. Le prince d'Orange envoya quelques gens cachez par les vignes revisiter la muraille pour veoir l'endrou plus propie à y entrer. Un enseigne des nostres estant sur la muraille, les voyant près de la muraille, se perdit de sens tellement que, pour fuyr, se descendit du mesme costé où estoit le prince hors la ville, de forte que le prince pensa que nostre secours fust venu, & voullissions luy donner la bataille, fist sonner alarme & mist ses gens en ordonnance. Mais nostre enseigne se voyant en danger, remonta sur la muraille & descendit devers la ville fuyant & montrant le chemin aux ennemis, lesquels en grand crainte se hasterent de le fuyvre. L'enseigne du duc monta sur la muraille & y fut longtemps seul, sans ofer passer plus avant. Quelques gentilhombres du seigneur Rence luy lancerent des dars qu'ilz tenoient, n'esperant y faire venir arquebusers. Enfin, il fut fuivy des siens qui le bouterent fus de la muraille, de forte qu'il se rompit une jambe. Les nostres qui desja estoient partie fuyis, partie escoulez, voyant ceste enseigne devers eulx, getterent piques & haquebutes, & prindrent la courle près le Tevre. Les ennemis sans difficulté entrèrent en Rome ; le seigneur Rence à peine se faulta au chasteau, ouquel lieu je le fuivy avecques vingt cinq gentils hommes françois qui allasmes tousjours ferez ; & furent noz ennemis si gracieux qu'ilz s'amuserent plus au butin qu'à nous fuyvre. Le pape incontinent fut pressé de son conseil d'envoyer une trompette pour se rendre, ce que le seigneur Rence pour ce soir empescha ; mais, le lendemain matin, il la envoya & commença pratiques de composition en despit de tout le monde. Les menées de plusieurs jours feroient longues à reciter : aujourd'hui paix, demain guerre, aujourd'hui tyrer, demain estre defendu. La fin, c'a esté que le xxxiiii^e jour il acheta captivité pour luy & treize cardinaulx estans avecques luy. Et à ce qu'on ne le refusast, leur accorda d'avantage le chasteau, Ostie, Civita Vecche, Parme, Païfance, Modane & quelques autres villes avecques cccc mil escuz, & bailla sept ostagiars ; le seigneur Rence, le comte de

Carpy & tous aultres serviteurs du roy fortans frans. & partismes le jour de Pentecoste. Depuys, je fuz au camp pour en apporter nouvelles au roy; & pour ee que là vint nouvelle que les Florentins ne vouloient confirmer la capitulation par avant faicte aveques le roy, avant la mutation d'estat, pour [la] quelle confirmacion, le seigneur Chritofles de Saluces estoit vers eulx, je passay par là, & y fus deux jours tant que la capitulation fust confirmée, laquelle j'ay apportée au roy. — Le prince d'Orange, quand je partys, se gariffoit; son coup est à costé du nez à main droicte & fort de l'autre part vers l'oreille. Les ennemys estoient en division, les ungs le vouloient pour chef, les aultres vouloient le viroy, lequel, s'il ne se fust sauvé, eust esté mys en pieces. Ceste devision fut remise au vouloir de l'empereur. Depuys, les Espagnolz ont voulu emmener le pape à Gaette. Les lanquenetz, pour ne perdre leur part du butin, y ont mis empeschement, & moururent en deux journées plus de troys cens sur ceste querelle, la troisieme plus de deux mil cinq cens; je ne ceffois de prier Dieu qu'ilz continuassent tousjours; je ne scay s'il aura ouy mes prieres. Les inhumanitez & impietes dont ilz ont uzé envers Dieu & le monde, on ne les fauroit penser ne escrire. — Monseigneur, je pry le createur vous donner très bonne & très longue vie. De Paris, ce viii^e de juillet [1527]. — Vostre très humble & obeissant serviteur. — Guillaume du Bellay. — (Lettre olographe. — Bibl. Imp., Fontette, portefeuille 23, fol. 37, 38. Lettres historiques de 1494 à 1572).

N^o 135 q. — *Arrest rendu contre Charles de Bourbon.*

Veu par la cour garnie des pairs de France, princes & gens du sang, le roy feant & presidant en icelle, l'arrest & commission decernée en la cour pour prendre au corps Charles de Bourbon, & icelluy amener es prisons de la Conciergerie du Palais, & par faulte de ce, l'adjourner à trois brieis jours à comparoir à la dite cour en personne, sur peine de bannissement de ce royaume & de confiscation de corps & de biens; la relation & exploit du premier huissier de la dite cour executeur du dit ajournement à trois brieis jours, les lettres patentes dudit seigneur du 15 juin 1524, par lesquelles & pour les causes contenues en icelles, icelluy sieur a ordonné à la dite cour que, nonobstant que le dit sieur de Bourbon fust pair de France, proceder, en l'absence dudit sieur, & donner les trois deffaults à l'encontre dudit de Bourbon, & instruire le procès jusques en definitif exclusivement, derogeant, quant à ce, à toutes ordonnances & usages à ce contraires, les trois deffaults obtenus par le procureur general dudit sieur, & tout ce qui a esté mis & produit par devers luy en la dite cour. Et tout considéré, dict a esté que les dictz deffaults ont esté & sont bien & duement obtenus, & par vertu & au moyen d'iceulx, le dit sieur feant en la dite cour auroit ordonné à son procureur general tel profit, c'est à sçavoir qu'il a privé & debouté le dit de Bourbon de toutes exceptions & defences qu'il eust pu dire, alleguer & proposer en ceste matiere, l'a tenu & reputté traître, & reputte pour atteint & convaincu delditz cas, & l'a déclaré & declare criminel de leze majesté, rebellion & felonnie, & a ordonné que les armes & enseignes appropriées particulièrement en la personne dudit de Bourbon, affichées es lieux & places publiques à son honneur en ce royaume, seront vidées & effacées, & l'a privé & prive de cognominacion de son nom de Bourbon, comme ayant nottoirement degeneré des mœurs & fidelité des anteceffeurs de la dite maison de Bourbon, condamnant & abolissant sa memoire & renommée à perpetuité, comme criminel dudit erime de leze majesté; &, au surplus, a déclaré & declare tous & chacun les biens feodaux qui appartiennent au dit de Bourbon, tenus de la couronne de France mediatement ou immediatement, estre retournés en icelle & chacun ses autres biens meubles & immeubles confiscuez. Prononcé par Messire Anthoine Du Prat, chevalier, chancelier de France, à Paris, en parlement ce 26^e jour de juillet 1527. — (Mss. du P. André, Bibl. de Beaufançon).

N° 136. — *Narré des solemnités de l'entrée du roi François I^{er} dans la ville de Montbrison, capitale du Forez.* — Tiré des feuillets 80 & 81 d'un registre ancien intitulé : *Livre des délibérations faites en l'hôtel de ville de Montbrison*, signé Vinols, communiqué à l'Auteur par noble Jean Papon, sieur du Gaziilan, lieutenant en la châtellenie royale de ladite ville.

L'an 1536, & le lundi après la dnnanche de *Quasimodo*, vingt quatrième jour du mois d'avril, noble & puissant seigneur Claude d'Urfé, chevalier, seigneur du dit lieu, escuyer de escueyrie du roy nostre sire, est venu à la ville de Montbrison, aux fins de prendre la possession de l'office de baillif du pays, comté & ressorts de Forez, aussy de l'office de capitaine de la dite ville, en bonne & grosse compagnie de plusieurs gentilshommes du dit pays. Au devant duquel Messieurs les juge, avocat, procureur, tresorier, controollleur pour le roy nostre sire, & autres officiers, procureurs & praticiens de la cour presidiale de Forez, & autres notables bourgeois & personnes du dit Montbrison allèrent à cheval. — Et, pour ce que le roy de France estoit ja entré au dedans le dit pays & comté de Forests, & arrivé à la ville de Saint Rambert, & que l'on disoit qu'il estoit deslibéré venir au dit Montbrison, les enfans de la dite ville, au nombre de cinq à six cens & davantage, bien habillez & accoustrez, ayant espées, arquebutes, javellines, piques, arbaletes, espées à deux main, & autres bastons de guerre, tous en bon ordre, avec gros tambourins de Suisse, & dix ou douze trompettes, & trois ou quatre enseignes bien belles, allèrent jusques à Villeroz lez Montbrison au devant du dit seigneur baillif & leur nouvel capitaine, aux fins de luy montrer, s'ils estoient accoustrez, habillez & mis en bon ordre pour aller au devant du roy, s'il advenoit que le roy fisse son entrée au dit Montbrison, & le accompagnerent jusques à la ville. Où, après estre arrivé, il s'en alla à l'auditoire & cour presidiale de Forests pour illec prendre la possession de l'office de baillif & capitaine dudit Montbrison; & le dit jour de lundy, après la disnée, comme baillif de Forests, alla faire la montre du ban & arriere ban du dit Forests au cloistre de Nostre Dame. — Le dit jour au soir, le dit seigneur baillif, adverty par Monseigneur le senechal d'Agènes, que la volonté du roy, nostre sire, estoit de venir & faire son entrée à la ville de Montbrison, le jour de demain; incontant appellés Messieurs les juge, advocat, procureur, châtellain, Messieurs les consuls & notables de la dite ville, a esté deslibéré que les dits sieurs iroient au devant du roy, nostre dit sire, à cheval, le plus honnestement que faire se pourra, & outre ce, les enfans & compagnons de la dite ville avec arquebutes, grandes enseignes & à force de trompettes & tambourins, le plus triomphalement que leur sera possible; &, en outre, qu'il feroit bien convenable faire faire un poele à quatre bastons, le plus riche qu'il se pourra, pour mettre au dessus le roy, nostre sire, à la dite entrée. — Le dit jour, après avoir esté declairé par le dit seigneur baillif que c'estoit la coustume, là où le roy faisoit son entrée, que Messieurs de la ville faisoient quelques dons ez fourriers, lacquais, trompettes, pages, heraulx & autres, a esté advisé que l'on emprunteroit cent livres de Monseigneur le conseiller Claude Tournon, conseiller au parlement de Dijon, pour icelles, puis après, distribuer au dire du dit seigneur le baillif. — Le mardy vingt cinquième avril au dit an, jour & feste Monseigneur Saint Marc, le roy nostre sire, la royne, Messieurs ses enfans, affavoir Messieurs les daufin, duc d'Orleans & d'Angoulême, tous ensemble, environ quatre heures du soir, entrèrent en la dite ville de Montbrison par la porte de Saint Jean, à la quelle Messieurs les consuls de la dite ville tenoient le poele fait de damas blanc, au quel il y avoit des escussions où il y avoit une lettre F en or eslevée, la couronne dessus, par tous les costez dudit poele espoiffement mis, le roy, nostre sire, alla jusques au cloistre Nostre Dame, son logis; & les enfans de la ville, au nombre de cinq à six cens, avec arquebutes, tambourins de Suisse & grandes enseignes, conduits & menez par Monsieur le châtellain de la dite ville, André Rapail, le tout en bon ordre, & triumpamment

accoufrez, alloient au devant : dix ou douze trompettes, fur la dite porte de Saint Jean, jouans & fonans à groffe force. Le dit poele fut porté par Monsieur maistre Pierre Charbonnier, licencié ex loix, & Thomas Cognaffe, Pierre Galopin & venerand Medieu, confuls de la dite ville. Et, le lendemain, il fit fon entrée en l'église de Nostre Dame avec de belles cerenionies, & demeura par l'espace de feize jours en la dite ville de Montbrifon.

[CONCLUSION DE L'AUTEUR].

Il est temps de clore & finir le Recueil des titres & actes authentiques qui, transcrits & extraits de diverses Archives, & spécialement de celles de plusieurs églises, fondent & établissent, avec toute la certitude & vérité possible, cette curieuse & si fort attendue Histoire des Illustriſſimes Comtes de Forez & Séréniffimes Ducs de Bourbon, & en font des Preuves autant démonſtratives qu'elles ſont irréprochables. Car quoiqu'on les pût encore groſſir, il n'eſt pourtant pas néceſſaire, puifque les actes juſqu'ici produits faiſant éclater & parourir les principaux reſtes qui ſont l'enchainure & ſuite généalogique des trois races ou lignées de ces Comtes de Forez, vérifient ſolidement & mettent hors de tout reproche & contredit cette vore Histoire qui embraille & illuſtre celles de tous les pays contigus & limitrophes au Forez, ſavoir : le Lyonois, Beaujolois, Dauphiné, Auvergne & Bourbonnois, & donne des nouveaux & très curieux éclairciſſements à l'histoire générale de ce royaume, pour ce qui touche ſpécialement l'auguſte Maiſon de Bourbon, laquelle, par ſes droits ſacrés & légitimes de ſa deſcendance du grand Roi Saint Louis, tient heureuſement la couronne.



PIÈCES SUPPLÉMENTAIRES
ET
DOCUMENTS INÉDITS

RECUEILLIS

PAR L'ÉDITEUR

GENÉALOGIES DES COMTES DE FOREZ,
DES SIRS DE BEAUJEU, DES SIRS DE BOURBON
ET DES DUCS DE BOURBON. — LETTRE DE M. LE COMTE
DE PERSIGNY, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, À L'ÉDITEUR. — CHARTES
DES PRIVILÈGES ET FRANCHISES DES VILLES DU FOREZ ET DU BOURBONNOIS. —
CONSIDÉRATIONS SOMMAIRES SUR L'ÉTAT DE LA LÉGISLATION CIVILE DU FOREZ
AU MOYEN ÂGE. — GLOSSAIRE DES DROITS SEIGNEURIAUX, DES COUTUMES
FÉODALES DU FOREZ. — VÉNERIE ET FAUCONNERIE DE LOUIS II, DUC DE BOURBON.
— SUR L'ÉTYMOLOGIE DU MOT BOURBON. — HOTEL DE BOURBON À PARIS. —
DE LA LANGUE VULGAIRE PARLÉE AU MOYEN ÂGE DANS LE LYONNOIS,
LE FOREZ ET LE BEAUJOLAIS. — ESSAI SUR LES PÉNALITÉS DU
FOREZ AU MOYEN ÂGE. — ESSAI SUR L'ADMINISTRATION
DU FOREZ AU MOYEN ÂGE, &c., &c.



LETTRES INÉDITES

DE LA MURE, DE LE LABOUREUR ET DE GUICHENON (1)

GUICHENON À LA MURE

MONSIEUR,



QUEL jugement ferez-vous de moy d'avoir si long temps gardé le silence ? Je croyois que l'arrivée des deux cours à Lyon vous y attireroit & que j'aurois l'honneur de vous y voir pendant six semaines que j'y ay demeuré ; mais vous avez préféré la satisfaction de vostre cabinet à ces divertissemens, en quoy vous avez eue raison ; & je vous jure que si je n'y eusse esté mandé de leurs AA. RR., je n'aurois bougé de chez moy. J'y ay pourtant rencontré tant d'avantages que je ne plains point mes pas. Mademoiselle m'a engagé à entreprendre l'Histoire de Dombes à laquelle je vays m'appliquer dès que j'auray porté celle de Savoye en Piedmont ; mais, comme je sçay la connexité du Forestois avec le Baullois & la Dombes, & que j'auray besoin de V^{re} secours en cent occasions, je prends la liberté, Monsieur, de le vous demander, non point que j'aye mérité cette faveur de vous à qui je n'ay peu rendre aucun service, mais parceque vous estes généreux & obligeant. Si dans la recherche des titres & papiers de l'archivé de Moulins, de Montpensier & de la Chambre des comptes de Paris, ou dans le trésor des chartes du Roy que l'on me doit communiquer, j'y trouve quelque chose qui soyt de vostre dessein, je vous en feray part, puisque j'en ay connoissance. Si aussi vous avez quelques renseignements qui puissent servir à ce nouvel ouvrage & qui n'enjambe point sur le vostre, je vous conjure de m'en gratifier, vous assurant que vous n'obligeriez jamais personne qui soyt avec plus de sincérité & de respect que moy, Monsieur, &c.

Bourg-en-Bresse, ce 1^{er} de l'an 1658.

LE CHEVALIER DE GUICHENON.

(1) Depuis la publication du Tome I^{er} de cette Histoire, M. Aug. Chausson, ancien fr. du département de la Loire, a découvert le testament de La Mure dans les archives de l'Hôtel-Dieu de Roanne. Il fut fait & passé à Montbrison, le 21 décembre de l'année 1658, & est en la forme suivante : « Je soussigné, le 21 décembre de la même année. Dans une lettre inédite, publiée à la suite du testament, & qui porte la date du 1^{er} septembre 1658, La Mure écrit à sa sœur Jeanne de La Mure de Chausson, veuve de Pierre de La Mure de Biennassat, que son « mal » est toujours le même. J'ay qu'il le lui, ajouta-t-il, mais au « me le fera répéter dans quelque temps. » Sa mort eut donc lieu à Montbrison, entre le 1^{er} septembre & le 21 décembre de cette année, époque de l'expiration du testament. Sur ces deux probabilités, il est permis de la placer dans le mois de décembre, peu de jours avant la fermeture de l'établissement. La Mure, dans son testament, élit le sépulture de son corps : « en la devotte église collégiale Notre-Dame... à ce au devant de la porte de la chapelle qui est nommée de

Notre Dame de la Chausson, en la tombe... ou « est inhumer faite, de pierre blanche, damoiselle Jeanne Guichon de Gregelin, se son benoite mère, & Messire Jean-Marie de La Mure, fils de son Pierre de La Mure... » église, jouant de Biennassat & de Chausson... son neveu, & en il a fait passer une pierre au couvent de la dite tombe avec son nom gravé en dessus d'elle... » Ainsi se trouvent vérifiées nos prévisions sur le lieu de la mort & de la sépulture de l'Historien du Forez. (Voyez pour de nouveaux détails sur sa vie & sur sa famille : Notes pour servir à la Biographie de Jean-Marie de La Mure, etc., suivies de son testament & de deux lettres, etc., par Aug. Chausson, docteur en droit, membre de la Société française d'archéologie, Roanne, imprimerie Saugey, 1880.) Recherches historiques sur Roanne et le Roannais, depuis des années de M. Jacques Guillon, ancien magistrat, recueillies par sa veuve & publiées par M. A. Coffe, avec une notice biographique & un portrait de l'auteur, Roanne, 1877. (Sans préface.) (Nouveau de l'Éditeur).

Le même au même

MONSIEUR,

Je seray toujours gloire d'apprendre de vous, non seulement pour ce qui touche ma nouvelle entreprise de l'Histoire de la souveraineté de Dombes, mais pour tous les desseins que je pourray jamais former, sachant ce que vous vâtes & ce que vous pouvez : mon but n'est pas de m'estendre au Banjolois, si non en tant que la matière m'y conduira. Je me voyz bien obligé de donner la Généalogie de Beaujeu & de traiter les deux lignes, parceque la Dombes a esté sous leurs dominations ; mais je ne passe pas outre & n'entreray point en Forests ; ainsi, Monsieur, tenés pour certain que tout ce que je rencontreray qui pourra vous estre propre, je vous en seray part : je vous conjure aussi d'en user à mon esgard avec la mesme franchise.

Je vous envoie la généalogie de vos Comtes telle que Blondel l'a publiée, mot à mot : il vous sera facile, aux lumières que vous avez, de la justifier.

Parmy les lettres escrites au roy Louis le Jeune par les prélats & grands seigneurs du Royaume, il y en a une de Guigue, comte de Lyon & de Forests, qui est belle à mon goust : si elle vous est incogneue, je vous la fourniray. Je vous offre encore une vieille généalogie des Comtes de Forests qui a esté trouvée au chasteau de la Bastie d'Urse, laquelle j'ay rencontrée parmi mes papiers.

Quant à l'origine de la maison de Beaujeu, je ne doute pas qu'elle ne soit la mesme que celle des anciens Comtes de Lyon & de Forests, mais non pas de la façon que l'ont publié les deux Paradins, de Rubis & Servet, car j'ay des titres de cette famille de l'an 930. Mes recherches m'en apprendront davantage : vous m'obligerez de m'en escrire vostre sentiment. Pour ce qui est de l'origine de vos derniers Comtes, outre le témoignage de Blondel, homme savant en nostre histoire, feu M. Du Chesne qui vouloit faire réimprimer son Histoire de Bourgogne de l'an 1619, la laisse dans ses Mémoires, & je n'ay pas hésité de le publier ainsi en mes tables chronologiques des familles alliées à la royale maison de Savoye, quoique je n'aye pas le titre de Cluny qui le prouve parfaitement. S'il se peut recouvrer, je scayz bien qu'il vous est important pour appuyer cette vérité : peut-estre que l'autorité de Mademoiselle me procurera la visite de cette archive où il faut que je mette le nez, s'il est possible, quoique je tienné la chose assez difficile, à cause qu'il y a des moynes de cet Ordre qui veulent faire imprimer les principaux titres de leurs cartulaires. J'y seray mes efforts, & en toutes les occasions qui se présenteront je seray gloire de tesmoigner que c'est tout de bon & sans limites que je suis, Monsieur, &c.

A Bourg, ce 10^e fevrier 1619.

LE CHEVALIER DE GUICHENON.

Mandez moy, s'il vous plaist, Monsieur, si vous avez quelque chose de particulier de la famille de Beaujeu.

J.-M. DE LA MURE A GUICHENON.

MONSIEUR,

C'est sans feinte que je vous ay tesmoigné la joye que j'ay que vostre nouveau dessein de Dombes vous approche de ce pays auquel je serois ravi que vous enveloppassiez le dessein avec le vostre, veu le peu de correspondance que je voids qu'on a aux intentions que j'ay eues d'en escrire, vous pouvant réitérer comme je vous l'ay déjà escrit que ce n'est que la privée satisfaction du cabinet qui me fait continuer à grossir les grandes recherches que j'en ay. Je vous avoue toutefois, Monsieur, que quoy que je trouve de nouveau sur ce sujet, je ne saurois le négliger à cause des grandes avances que j'ay faites jusqu'icy, & partant, Monsieur, de vous estre icy obligé de l'offre généreuse qu'il vous plaist me faire de m'ayder de ce que vous trouverez en vostre nouveau dessein qui concernera nos anciens Comtes, desquels vous avez eu la bonté de m'envoyer cette généalogie dressée par Blondel, dont je vous remercie de tout mon cœur. S'il vous plaist encore m'envoyer cette vieille généalogie que vous m'offrez qui s'est trouvée à la Bastie, es ce pays, & que vous avez retrouvée parmy vos papiers, concernant ces mesmes Comtes, vous me ferez plaistr, & je vous en supplie très-humblement :

comme aussy de me communiquer copie de la lettre écrite au Roy Loys le Jeune par Guignes, Comte de Lyon & de Forest que vous me mandez avoir : ce que je vous avoue ne m'estre encore tombé entre les mains, quoique j'aye plusieurs autres actes de ces vieux Guignes, & mesme des sceaux où ils prennent ces deux qualités de Comtes de Lyon & de Forest.

Quant au principe de la généalogie de la première branche de Beaujeu à laquelle vous intéresse vostre nouvelle histoire, aussy bien qu'à l'autre lignée de cette maison, je puy vous assurer que j'en ay quantité de Mémoires, & sur les difficultés particulières que vous aurez la bonté de me proposer, quoy que je sache combien j'en suis indigne, mais pour en user dans la franchise que vous désirez, j'ose me promettre de ne vous estre du tout inutile, & de vous ayder de plusieurs actes concernant cette maison, nommément en sa première lignée que je trouve avoir plus esclaté & estre mieux connue que celle de vos plus vieux Comtes desquels elle estoit issue, ne voyant pas qu'on luy puisse trouver une autre origine qui aye de la vraisemblance. Ce qui me surprend est que vous en ayez trouvé un acte si ancien que vous me marquez, à sçavoir de l'an 930, veu que je n'en ay jamais veu que de l'année 1000 qui est le temps auquel Du Chesne, de Ruby, Paradin & Severt s'établissent pour auteur de cette première lignée le célèbre Umfred, fils puîné d'Arthaud qui prenoit qualité de Comte de Lyon & Forest & seigneur de Beaujeu. Si vostre tiltre est authentique, il porte cette lignée près d'un siècle plus haut : si ce n'est que vous en fussiez une troisieme, ce que vous m'obligerez de me mander, afin que je puisse vous répondre & dire mes pensées. Si vostre dessein vous permet donc de me dire de quelle façon & en quel temps vous saictes sortir ces seigneurs de Beaujeu des vieux Comtes de Lyon & de Forest, & si c'est long temps avant Hue Capet, comme est cette date de 930, vous me ferez un singulier plaisir, veu que c'est une conséquence de pousser aussy jusques là le temps de nos vieux Comtes de Forest ; & pour cela il vous plaira m'instruire quelle suite vous mettez en cette vieille lignée de Beaujeu depuis l'année 930 jusqu'à l'année 1000, & comme quoy vous la prenez & la pourrez justifier. J'ay aussy plusieurs chefs de la seconde lignée de ceste maison de Beaujeu, à sçavoir depuis le mariage de nostre Comte Renaud avec l'abeau héritière de Beaujeu, & je vous assure que quoy que j'aye est à vostre service & disposition, & que vous n'avez qu'à me marquer & envoyer une généalogie en bref de ces deux lignées & me faire sçavoir de quelles personnes il vous manque des actes justificatifs, afin que je cherche ceux que j'ay en mes papiers qui les peuvent regarder. Vous voulez bien encore que je vous supplie, en attendant que je puisse, avec le public, jouir de vostre rare travail de Savoye, & que je vous demande la généalogie, comme vous la tirez en cette histoire, des vieux Comtes d'Albon & Grésivodan, depuis Dauphins de Viennois, jusques à ce Guignes qui fust père de Raymond qui, selon Blondel, épousa l'héritière de Lyon & de Forest, puisqu'il nous faut rapporter l'extraction de nos Comtes : je suis dans l'impatience de voir ce commencement de généalogie ainsi que vous l'établissez en vostre dict travail. J'abuse de vostre patience & bonté, mais la concurrence de nos études le veut ainsi, & la qualité que vous me permettez de porter de vostre très-obéissant serviteur,

A Montbrison, ce 3^e mars 1659.

DÉ LA MURE, secrétaire de M^{or} Brison.

Le même au même.

MONSIEUR,

Après vous avoir très-humblement remercié de la communication qu'il vous plaist me faire par la vostre dernière, je vous renouvelle ma très-humble prière pour la généalogie des Comtes de Forest que vous avez dressée en vostre histoire de Savoye des Dauphins de Viennois, dont je désirerois seulement satisfaire ma curiosité, à cause que c'est d'eux que vous saictes descendre nos Comtes ; vous assurant que je n'ay garde d'en rien produire au public que vostre dicte histoire n'aye veu le jour dont le temps me dure beaucoup. Quant aux sceaux que vous daignez vous promettre de moy touchant la maison de Beaujeu, je voudrois pouvoir vous les promettre bien considérables ; mais comme les mémoires que j'en ay sont très confus, s'il vous plaist m'indiquer sur quoy principalement, c'est-à-dire concernant quelle personne de la généalogie de cette maison vous avez besoin de mémoires, je m'effayeray de vous satisfaire sur vos propositions ; & pour premices de l'offre que je vous en fais, je vous envoie un acte au long que j'ay trouvé de cette maison, qui peut estre ne vous des-

plaira pas, si desjà vous ne l'avez recouvert Attendant donc l'honneur de vos chères nouvelles, je me dis toujours avec respect, &c.

A Mont Brison, ce 1^{er} de may 1659.

DE LA MURE, secrétaire de Mont Brison.

Le même au même.

MONSIEUR,

Je vous rends mille graces de la communication anticipée qu'il vous a plu me faire de la généalogie des premiers Dauphins de Viennois qui est insérée en vostre Histoire de Savoie où elle sera venue du public avant que je mette rien en lumière. Je vous remercie aussi très-humblement du soing que vous prenez de me faire copier la généalogie des Comtes de Forez qui vous est venue de la Bassie. Je vous seray bien obligé de la communication qu'il vous plaira m'en faire, & en même temps, je vous supplie me mander si vous ne sçavez point quelle ancienne maison estoit celle qui portoit en son sceau un écusson semé de fleurs de lys à un lion rampant sur le tout & ce en 1247, qui est la date du tiltre où pend ce sceau qui n'est tombé entre les mains : comme ce n'estoit guères alors l'usage de semer de fleurs de lys, j'augure qu'il faut que ce soit quelque maison bien illustre, mais je ne puis la découvrir sans vos lumières.

Quant à la maison de Beaujeu, j'ay un mémoire original à vous communiquer que je suis asseuré que personne ne vous communiquera que moy, qui est que dans la première lignée j'ay découvert une personne dont aucun auteur ne nous parle, à sçavoir Sybille de Beaujeu que je trouve comtesse de Forez par la fondation du prieuré de Beaulieu, en ce pays, en l'an 1115 ; dont on doit insérer qu'elle estoit femme de Guy 1^{er} de ce nom, Comte de Lyon & de Forez, que vous sachiez fils de Raymond Guigues de Viennois & de Raymonde de Lyon-Forez, & qu'elle estoit fille de Guichard 1^{er} du nom, seigneur de Beaujeu & de Luciane de Montlithé. C'est une observation que je puis appeler originale à moy, comme l'ayant le premier découvert dans le tiltre sus allégué, & que je suis bien aise de vous communiquer pour vous faire paroître combien je vous estime & me sens vostre obligé de vostre charmante communication. J'ay bien aussi au long l'acte d'introduction des premiers Religieux de Saint-François en France, par Guichard 1^{er}, sire de Beaujeu, en date de l'année 1420 ; s'il vous manque, vous n'avez qu'à me le mander, & je vous le copieray, ce que je ne fais pas, croyant que vous l'avez desjà : pour les autres actes de cette maison que j'ay, je les ay tirés de Severi, comme vous sçavez, en parle au long en ses Evesques de Mascon, quoy qu'aux dates des tiltres qu'il allègue j'y trouve grande confusion. S'il y avoit quelque difficulté en ces deux lignées, ou crüssiez que mes pensées vous fussent utiles, disposez confidemment & absolument en cela & en toute rencontre de celui qui s'achète gloire d'estre, Monsieur, &c.

A Mont Brison, ce 28 juin 1659.

DE LA MURE, trésorier à Montbrison.

GUICHARDON A LA MURE.

MONSIEUR,

Je ne sçay par quelles mains a passé vostre lettre, parcequ'elle ne m'a esté rendue qu'un mois après sa date, & encore desfachetée : ainsi, si j'y fais réponse si tard, n'en ayez point de mauvaise opinion, s'il vous plaît, car je suis le plus ponctuel de tous les hommes & sur-tout à mes amis.

Vous recevrez la généalogie des Comtes de Forests tirée d'un ancien ms. qui estoit au chasteau de la Bassie d'Urfé, en vostre voisinage : je l'ay coppié mot à mot, & souhaite que vous y puissiez apprendre quelque chose, s'il estoit possible que vous ignorassiez quelque chose en cette matière.

Il n'est point de famille en France qui porte semée de fleurs de lys, au lyon sur tout, que Chamber, comte de Monfoucau, encore le lyon est couronné : à voir ce titre de l'an 1247 & aux circonstances qu'il peut contenir on la pourroit peut estre découvrir. Vous m'obligerez beaucoup de me faire cognoître la fondation du prieuré de Beaulieu de l'an 1115, faite par Sybille de Beaujeu Comtesse de Forests : je sçavois bien cette alliance, laquelle vous trouverez en mon Histoire de Savoie au Livre des descentes généalogiques, mais le nom propre estoit

en blanc. Je vous seray redevable de cette lumière ; elle estoit certainement fille de Guichard sire de Beaujeu & de Luciane de Montlhery, & femme de Guy 1^{er} du mou, Comte de Lyon & de Forests, comme vous avez très-judicieusement remarqué.

Je ne refuse pas une copie de l'acte de l'introduction des Religieux de Saint-François, pour voir s'il est conforme à une inscription que les Cordeliers de Villefranche en ont, à laquelle je ne désire pas beaucoup.

Quant à ce que vous avez de la Maison de Beaujeu, pris de Severt, je vous en rends très-humbles grâces, Monsieur ; j'ay son livre sur lequel il ne faut fonder que bien à propos, non pas qu'il ne fût bon homme & fidèle, mais il n'estoit pas Historien, & a tronqué tous les titres qui luy ont passé par les mains, outre que son style est pitoyable & obscur.

Ces jours passés, en feuilletant l'archive de Saint Jean de Lyon, j'ai rencontré le catalogue des Commandeurs de Chazelles en Forests, que je vous offre, s'il vous peut servir, pour vous témoigner que je pense à vous, & que c'est tout de bon que je suis, Monsieur, &c.

A Bourg, ce 4^e d'août 1619.

LE CHEVALIER DE GUICHENON.

LA MURE A GUICHENON.

MONSIEUR,

Si vous avez demeuré jusqu'icy d'avoir de mes nouvelles, ne me faites pas ce tort que d'imputer ce deslay à manquement de souvenir pour vous, puisqu'il n'est trop cher & précieux pour pouvoir jamais s'effacer de mon esprit : un séjour donc de plusieurs mois que j'ay fait à la campagne ou dans des lieux qui sont aux derniers confins de ce pays, où vos lettres ne sont parvenues à moy, ou ne m'ont été rendues que depuis une semaine que je suis de retour icy, sera, s'il vous plaît, mon excuse prez de vostre bonté pour le retardement de ceste réponse.

J'ay veu, par les vostres, l'instance que vous daignez me faire pour la communication de la fondation du prieuré de Beaulieu : j'ay cru, Monsieur, ne pouvoir mieux vous satisfaire en ce point qu'en vous envoyant le recueil que je fis, il y a quelques années, sur les antiquités de ce lieu, qui est de tout indigne de vous estre présenté, mais où vous trouverez amplement ce que vous desirez sçavoir concernant Sybille de Beaujeu, quoy qu'avec tout ce que j'en ay mis là, je ne puis point vous désadvoquer qu'il ne me soyt souvent venu quelque doute que celle qui est appelée Sybilla Bellijoci Comitissa ne fust ceste fameuse Sybille de Flandres que Severt dit quelquefois prendre la qualité de Comtesse, quoyque le sire de Beaujeu son mary ne fust point Comte ; car quoy que le temps apposé à l'acte de la fondation y risiste, néanmoins, je vous avoue n'avoir trouvé l'acte de ceste fondation en original, mais un mémoire assez ancien contenant ce que vous en verrez en ce livret où je sonhaiterois bien que vous trouvassez quelque chose qui servist à vostre glorieux dessein pour lequel j'ay une affection singulière.

S'il vous plaît m'envoyer la liste que vous m'offrez des Commandeurs de Chazelles, vous me ferez plaisir, faisant un cas très-grand de tout ce qui me vient de vous. Je vous remercie bien de la généalogie de nos Comtes trouvée à la Bastie, quoy que, comme vous avez peu remarquer, elle aye de grandes fautes. Si je pouvois quelque autre chose pour vos desseins, faites-moy le cognoistre, je m'efforceray de vous satisfaire. J'ay admiré le bel ordre que vous avez mis en vostre histoire de Dombes & estime ce pays trop heureux de sortir par vostre labeur de l'obscurité où il est dans les livres anciens : continuez à si bien mériter du public, mais aussy conservez-vous pour son utilité, & croyez que de tous ceux que vous honorez, je suis, avec plus de respect & d'inclination, Monsieur, &c.

A Montbrison, ce 7^e de novembre 1619.

DE LA MURE, secretaire de Mont Brison (1).

GUICHENON A LA MURE.

MONSIEUR,

Quelque long que soit vostre silence, je ne soupçonneray jamais vostre amitié : vous me l'avez promise, & de trop bonne grâce pour me la refuser, & j'espère de procéder avec vous de façon que vous n'aurez jamais

(1) C'est par erreur que le copiste a lu Secrétaire ; il faut lire partout : Sacristain.

sujet de vous repentir de m'avoir aimé. Je suis franc & loyal & n'ay point de plus grande joye que d'obliger les honnestes gens & les personnes de qualité; mes amys & tous les curieux du Royaume me mettent tous les jours à l'épreuve & reconnoissent cette vérité. Plent à Dieu, Monsieur, que je sceusse assez heureux pour vous donner des marques! En attendant que le temps ou vostre bonté m'en fournissent les occasions, je vous envoie la liste des Commandeurs de Chazelles; c'est mon original & ma coppie; elle est mieux en vos mains qu'entre les miennes.

Je vous rends grâces très-humbles de la fondation du prieuré de Beaulieu que vous avez si bien tirée de la poussière. Vostre scrupule touchant cette Sybille, Comtesse, n'est pas sans fondement, & si Seurs eust esté un auteur exact, il nous en auroit éclairci; mais il n'y a que confusion en ses ouvrages & point de chronologie qui est la guide de l'histoire.

En attendant celle de Savoye, vous aurez aux festes de Noel un ouvrage latin de ma façon assez curieux, où vous trouverez sans doute des choses assez rares pour vostre histoire de Forests: M. Barbier achève de l'imprimer, & moy je ne cesseray jamais d'estre jusqu'aux derniers moments de ma vie, Monsieur, &c.

A Bourg, 1^{er} decembre 1619.

LE CHEVALIER DE GUICHENON.

LA MURE A GUICHENON.

MONSIEUR,

Je m'estime le plus heureux du monde de me voir dans l'honneur de vostre souvenir, & vous proteste que quelque estime que vous ayez acquise vostre mérite je ne céderay jamais en ce point à personne du monde. J'ay une joye que je ne puis vous expliquer de la nouvelle pensée que nostre françoise Pallas vous a fait prendre pour l'histoire de la souveraineté de Dombes. Je ne sçay si vous traiterez encore le Beaujollois, vostre lettre ne le disant pas ouvertement: si vous sçavez l'un & l'autre, ma joye sera encore plus grande, & je ne saies nul doute qu'en la recherche de vos tiltres, vous n'en trouviez beaucoup de nos vieux Comtes. Je me confie donc à V^{re} générosité extrême que vous m'en ferez part, & que vous aurez la bonté de m'en envoyer des copies: je dis pour ce qui concernera nos Comtes, & c'est la seule maison de Forez, car pour nostre noblesse, c'est une matière trop vaste pour moy, & que je laisse à entreprendre à une personne qui ayt plus de loisir que moy. Mon travail n'a pour fin que ma petite récréation de cabinet que je trouve mieux en la recherche de ceste ancienne maison de nos Comtes & de leurs actions & faits mémorables. Quand vous trouverez donc de leurs contrats, surtout testaments ou mariages, comme vous le pouvez faire aux origines que vous me marquez, je vous prie & vous croy trop bon pour espérer que vous m'en ferez part. Pour moy, Monsieur, je tiens à une insigne gloire la demande que vous me faites, sans que je présume pour cela de pouvoir adjoindre rien à vos belles lumières; mais comme elles se tirent de choses de fait & que j'ay acquis quelques connoissances des pays qui touchent cesluy-cy, je vous assure que tout ce que je sçauray & auray tiré qui vous pourra servir pour ceux sur lesquels vous devez travailler, je vous le communiqueray sans réserve & avec toute la joye imaginable, espérant que nostre communication pourra éclaircir plusieurs difficultés réciproques de nos travaux, quoique les miens ne doivent estre mis en aucune comparaison avec les vostres; & tout d'abord, vous voulez bien que je vous demande vostre sentiment sur le principe de la maison de Beaujeu la plus ancienne, à sçavoir si vous croyez qu'elle soit descendue des vieux Comtes de Lyon & d'un Artaud que de Robis & Paradin établissent Comte de Lyon & de Forez & seigneur de Beaujeu, environ en l'année 1000, ou s'il est vray que dès lors, & sous Hue Capet, les deux maisons de Lyon-Forest & Beaujeu fussent du tout différentes, comme le soutient le docte M. d'Hozier, & me le mandoit il y a quelques jours: vous ne manquerez de bien vérifier cela, & cependant si vous en avez déjà des lumières, je vous prie de m'en mander vostre sentiment.

Je vous rafraîchis encore la mémoire, Monsieur, de ce qu'il vous a plu me faire à Lyon, qui est de m'envoyer le passage d'un nommé Bouchet, si je ne me trompe, c'est-à-dire tout ce qu'il dit en un sien livre qu'il vous plura me vouloir citer avec le chapitre touchant ce que vous établissez pour nos Comtes, à sçavoir que les plus vieux Guigners estoient de la maison de Viennois: il me semble que vous me dictiez que c'estoit un auteur qui avoit écrit en latin, il y a longtemps. Je ne sçay si c'est ce Bouchet; je vous conjure donc de m'envoyer tout ce qu'en disent ces livres.

Je voudrais bien savoir encore si vous n'auriez point, en tout ou partie, les actes où il parloit que nostre premier Guignes que vous nommez Guignes Raymond avoit espousé Raymonde heritière de ceste province; & si du moins vous en sçavez la date & quelques circonstances, je vous en demande communication & vous seroyz infiniment obligé, si, par le moyen de quelqu'une de vos correspondances à Cluny, vous me sachiez la grâce de m'en faire avoir copie sur l'acte que vous m'avez asseuré en estre aux archives de ceste abbaye où se trouve encore un religieux curieux qui minutoit un recueil de ces actes sous le titre de Cluniacensis, & entre lesquels vous pourriez avoir celui qui m'intéresse.

Vous voyez par la liberté que je prends le désir que j'ay que vous en usiez de même avecque moy : disposez hautement de celui qui sera toute sa vie, avec toute estime & respect, Monsieur, &c.

A Montbrison, ce 27^e decembre 1659.

DE LA MURE, secrétaire de Mont Brison.

Le même au même.

MONSIEUR,

La bonté avec laquelle vous avez reçu la fondation du Prieuré par moy descrite, que vous avez daigné me demander, m'ouvre la pensée, à l'entrée de ceste année nouvelle, de vous présenter une autre description de ma misérable œuvre & qui a la meschante impression qu'elle mérite, à sçavoir la fondation de l'abbaye de Sainte Claire de ce lieu, que je redigeay en brève chronique, il y a quatre ans; ce qu'ayant sçaché, après la lecture de vostre histoire de Bresse, j'ay pris la liberté de vous citer pour quelque chose qui concerne la maison d'Urfe fondatrice de ce convent, touchant la quelle vous verrez quelque chose qui, possible, vous plaira. J'attends avec grand empressement l'achèvement de l'impreste de l'ouvrage latin que vostre érudition vous sçait donner au public, & dont vous me parlez par la vostre dernière, & reçois grande joye de la gloire que vous procurent tous les jours vos dignes ouvrages; estant avec plus de respect qu'aucun autre que vous honorez de l'honneur de vostre amitié, Monsieur, &c.

De Montbrison, le 1^{er} de l'an 1660.

DE LA MURE, secrétaire de Mont Brison.

Vous voulez bien qu'à mon ordinaire je vous propose un double à résoudre sur nostre histoire de Forez, c'est que je trouve titre où Renaud C^{te} de Forez est intitulé : Comes Forensis & D^{nm} sine Muri, de l'an 1260, & quelques années avant qu'il s'appellât D^{nm} Bellijoci; je vous supplie me mander si vous pensez qu'il eût alors pris alliance dans la maison de Semur de laquelle estoit ce Guignes, & si vous avez une suite généalogique de ceste maison depuis le principe qu'on en peut trouver jusques audit Renaud & ce qui s'en trouve encore après, je vous supplie très-humblement vouloir m'en faire part & accuser vostre bonté si je luy suis si fort importun.

Le même au même.

MONSIEUR,

Je vous écris tout rempli d'admiration du beau recueil d'antiquités dont vous avez enrichi le public par vostre Bibliothèque Sebasteine, dont l'exemplaire, que vostre générosité m'a communiqué, me reste très-cher & très-précieux. Je suis confus de l'honneur que vous m'y avez sçaché de m'y avoir si avantageusement nommé en parlant de l'un des vieux Comtes de ce pays: c'est un nouvel effet de vos bontés pour moy que je voudrois bien pouvoir mériter: l'espérance que vous donnez au public d'en faire d'autres où l'on trouvera de nouveaux thresors de ces titres antiques qui donnent de si seures lumières aux historiens, m'oblige de vous presser & solliciter à effectuer un si utile & si important dessein, & pour jeter quelque chose dans le grand fonds que vous avez de ces curieux titres, je vous en envoie quelques uns que je me suis trouvés en original, que vous garderez & employerez ainsi que vous adviserez plus à propos; & s'il m'en tombe d'autres & que je sache que vous daigniez agréer que je contribue à vos généreux desseins, je ne manqueray de vous les faire tenir, vous protestant sans flatterie que je vous considère comme la lumière en ce siècle, que le Ciel y a suscité pour

l'esclaircissement des plus grandes obscurités de l'ancienne histoire. C'est ce que je publieray tousjours. & que je fais avec tout respect & reconnaissance, Monsieur, &c.

A Montbrifon, ce 29^e mars 1660.

DE LA MURE, secrétaire de Mont Brison (1).

LE LABOUREUR A LAMURE.

A Lyon, 25 janvier 1672.

MONSIEUR,

Je vous renvoie le testament de M^r Pierre de Lavieu avec mes actions de grâces ordinaires. Il m'a bien donné de la peine à déchiffrer. Mais, après tout, il me laisse encore beaucoup de diffi[culté]s dont vous voulez bien que je vous demande la solution : 1^o Qu'étoit Caterine de Tortono sa mère, de quel pays & de quelle maison? 2^o Sibille de Lavieu étoit-elle sa sœur? 3^o Le drap mortuaire de la dite Sibille étoit-il en satin? car je lis satagnum & peut être que je me trompe. 4^o L'offrande de ces deux chevaux est notable: j'en trouve une autre d'un cheval armé, bardé & caparaçonné. 5^o Qu'étoit l'héritier de notre testateur, étoit ce Jan ou Jeane de Lavieu? si c'étoit Jane, comme il y a bien de l'apparence, étoit-elle sa sœur ou sa nièce? 6^o Le fief de Sauzi, duquel Girard de Veauche ne veut faire hommage, pourroit bien avoir été l'origine de Raymond de Sauzi, aumônier de l'Isle Barbe. Si vous pouviez me donner un peu plus de connoissance vous me feriez bien du bien, sur tout de le sçavoir. 7^o Mais, de grâce, qu'étoit ce Jan de La Roche fils d'Aymar ou d'Ainard de Sancti Presterio? Ce St Presterius seroit-il point St Priest la Roche, il y a apparence que non, car Amblard de Poliergue étoit sire de St Priest la Roche, en l'an 1405, auquel il maria sa fille Marguerite de Poliergue de Jan fleur de Ste Colombe à qui la terre de St Priest la Roche demeure. Et il la donna, l'an 1428, à Jean de Ste Colombe son fils & de ladite Marguerite qui a en postérité. Les substitutions aux deux frères de la Roue, Pierre & Guiot, induisent quelque consanguinité. Mais de cela une autre fois, & peut être que cet autre testament de Louys de Lavieu que vous me promettez me donnera quelque lumière. Je vous prie, Monsieur, de vous en souvenir & d'y joindre tout d'un temps le testament d'Eustache de Lévis prieur de Firmigny pour être esclairci de ce seigneur de Nerveux. Les gentils de Madame du Palais, qui est décidée depuis peu, le nomment Jean de Lévis & l'ont peut être pris pour Louys son frère. Tant y a que je vous rendrai le tout fidèlement, soit qu'il vous appartienne ou à votre ami, qui est, comme je crois, un autre vous même. Ce que vous me distes des Origines des armes m'oblige de vous parler ainsi & vous souffrirez, s'il vous plaît, que je vous dise que vous n'en usiez pas comme vous devez. En effet, vous sçavez qu'étant tout à vous, vous aviez droit de me demander franchement une chose que je n'estime que parce que vous témoigniez l'aimer, & si vous vous fussiez déclaré, je vous aurois envoyé tout d'un temps la défense de ce traité, sans laquelle ce n'est rien qui vaille & le traité même. Je ne veux pas pourtant que votre réserve vous préjudicie. Je donnerai ordre que vous ayez le tout relié par la première occasion, & vous me renverrez ce que vous avez reçu avec ledit testament que vous m'avez promis. L'aumônier de Chazaux me vint voir l'autre jour & m'a promis de m'apporter tous les papiers de sa maison pour la chronologie des. (manque la fin de la lettre).

(Mss. de La Mure, t. 11, p. 82).

Le même au même.

(5 février 1672).

MONSIEUR,

Je suis parfaitement satisfait de tous mes doutes & vous en remercie très affectueusement, mais vous me permettez bien de vous demander encor quelques choses qui dépendent de cette même affaire : 1^o Les armes de Retourtour. 2^o Quelle liaison il y avoit entre Lavieu de Broffe & Lavieu-Isferon. Vous m'avez autrefois demandé la genealogie de Lavieu-Fougerolles, auriez vous celle de ces autres Lavieu qui ont fait d'autres branches & entrautres celle de Lavieu La Pilonnière, fondue en Damas-Verpré, dont un cadet, Damaz La

(1) Toutes les lettres qui précèdent ont été copiées sur les Mss. originaux faisant partie de la Bibliothèque de l'Institut.

Bastie, a eu cette terre de La Pilonnière qu'il possède aujourd'hui. La vieille question demeure encore indécise entre vous & moy pourquoy les unz portent un chef de vair sur un champ de gueules comme ceux de Fongerolles. Pour preuve de quoy je vous apporte l'escusson du doyen de Chalmazel, descendu par femmes de Lavieu-Fongerolles, & celui de la femme de Geofroy de Chabannes, seigneur de La Palice & les aultres comme Mons. de Fongerolles d'aujourd'hui & les S. Polgues Commières qui portent d'or à une bande engreslée de sable que Monsieur de Pelissac appelle un cry, machine de roulliers à lever des fardaux. Mais de cela une aultre fois. Au reste je vous renvoye vos pièces où se voit une Abbesse inconnue à Mess. de Ste Marthe, & en vérité, ces illustres ont bien laissé de la besoigne à ceux qui viendront aprez eux. Je croyois avoir, cet ordinaire, le testament d'Eustache de Lévis; ce sera pour une aultre fois & je suis de l'advis des modernes qu'il faut souvent se lever de table sur son appétit. Cependant vous me donnerez, s'il vous plaist, vos observations qui me tiendront lieu du testament mesme. Vous y joindrez les armes de Du Cros assez facilement, si ce que Mont Beffon nostre amy, & novillimé, M. de Pelissac m'en dit, est véritable, que, dans certaine salle à Montbrison, vous avez les noms & armes de toutes les familles nobles de Forez.

Apres cela je n'ai plus qu'à respondre à vostre billet & vous dire que la mort subite de Madame l'Abbesse de S. Pierre retardera un peu mon affaire de Chazaux à cause de la liaison de ces deux monastères. Elle decéda hier au soir. Voyez à qui vous voulez que tombe cette Abbaye de.... envoyez moy vostre lettre & j'en prendrai tout le soin possible. Mais on on s'est trompé on vous n'aurez pas contentement. J'avois employé un curé de leur voisinage pour avoir un testament de l'an 1410. Et cette bonne dame m'envoya de vieilles ravan-deries qui n'avoient nul rapport à ce que je demandois. Je tenterai si je serai plus heureux à la Déserte. Pour le livre des Armes, j'en peux parler plus assés[riment]; renvoyez moy seulement ce que vous avez, & au mesme temps, mon libraire vous délivrera ou à Mons. Giraud les Origines des armes avec l'apologétique. moienant une piece de 15 sols pour la relieure, & je croys que vous ne la plaindrez pas. Vous désirez aussi mon inventaire des tiltres de Forez. Je vous l'envoye tel que je l'ay avec celui de Beaujolois; je le pris à la hâte sur celui de la Chambre des Comptes de Paris, tel qu'il est, il est aussi bien que moy, tout à votre service.

LE LABOUREUR.

(Mss. de La Mure, t. 11, p. 49.)

FRAGMENT D'UNE LETTRE SANS DATE

DE LE LABOUREUR A LA MURE.

Voylà la suite de Lavieu-Fongerolles; il y en a une aultre branche des seign^{rs} d'Iseron dont j'ay quelques degrez mal suivis; tels qu'ils sont je vous les offre & vous souffrirez que je vous die que si vous n'aviez que ce que vous m'avez envoyé de vos nobles de Forez je pourrais sans sansfaronner vous assurer que je suis plus riche que vous. Je vous remercie néanmoins de vostre bonne volonté quoiqu'elle me soit fort inutile pour ce chef.

Puisque j'ai du papier de reste, je vous mettrai icy tout d'un temps ce que je trouve des Lavieu-Iseron.

(Suit cette généalogie).

Je demande excuse à Monsieur de Bienavant vostre frère si je ne luy escri pour ceste fois, estant un peu occupé pour le présent.

J'oubliois de vous dire que traitant mes familles monachales, je commence lundi prochain par la lettre M où je rencontre d'abord André de Magnieu de vostre pays, Girard de Mays, Hugue de Montarchier, Hugue d'Airolles, tous Forisfens; si vous en sçavez quelque chose, vous me donnerez le moyen de contenter vostre curiosité.

(Mss. de La Mure, t. 11).

LE LABOUREUR A LA MURE.

MONSIEUR,

A Lyon, ce 9 mars 1672.

Passé pour les armes de Retourton. Je sçavois bien la difficulté qu'il y a de faire revivre les blazons de

maisons esteintes, mais, comme vous avez le secret de l'histoire de vostre province & de tout ce qui vous environne, je croyois que celui là ne vous seroit pas eschappé. J'ay eserit à S. Anthème où j'ai un ami baillly de Mons. le C. de la Roüe, pour veoir si une alliance de ces deux maisons n'en auroit point laissé quelque vestige. Si mon dessein réussit je vous en donnerai aviz. Je suis bien du vostre que la terre de St Bonnet le Chastel est passée en la maison de Damas. Mais il n'est pas inconvenient que Robert de S. Bonnet oncle de Dausine n'ait eu posterité & que ce Guillaume de S. Bonnet ne soit venu de lui. Je scays bien pourtant qu'il y a eu un cadet de l'illustre maison d'Escairs marié à une fille de la maison de Lévis-Coujan qui a porté la qualité de Seigneur de S. Bonnet & peult estre seroit ce vostre S. Bonnet des quarz. Mais vous n'ignorez pas qu'une Odette Mitte en l'an 1380 ou environ, espousa un Girard de S. Bonnet, seigneur de Bussières, près de Nérondes & que vous ajusterez sans doute avec vos mémoires & m'en ferez part s'il vous plaist. Je suis l'ordre de vostre lettre & reviens à vostre Retourtour où je vous dirai que l'Evesque Odo de Valence que le P. Colombi, en son Histoire de Valence a fait sortir de la maison de Chaponai estoit de la maison de Retourtour, au jugement du S^r Chorier : entreux le debat. Pour ces Messieurs d'Iseron & de La Brosse, vous me permettez de vous dire que vous avez trop bonne opinion de moy, & il faudroit estre bien téméraire pour entreprendre de démêler une semblable susse. C'est donc à vous à qui cela est dû, à vous dit-je qui avez veu, leu, feuilleté & digéré tous les tistres de Forez, & vous me le faictes assez conoistre, quand vous me dites un peu plus bas que Poncins-Lavieu estoit cadet de Feugerolles, ce que je ne trouve point dans la table de ces Lavieu-Feugerolles laquelle vous me demandastes, il y a quelques années, & que je vous envoyai tout simplement, portant, comme l'on dit, du bois à la forest & de l'eau à la rivière. Quoy qu'il en soit, si Poncins estoit issu de Feugerolles, nos Brosse-Lavieu n'en seroient pas esloignez. Mais l'inconvenient des armes resteroit toujours & c'est ce qui me met en peine d'où Mons. de Pellissac ne me tire pas, & beaucoup moins Mons de S. Maury qui n'estoit pas si grand maistre que vous croyiez. Vous verrez comme je le traite dans l'Apologétique où je luy saiz justice, & l'endroit où je traite des lambeaux de deux pièces : & mon sentiment a esté si bien recu dans Lyon, au veu & au sceu du R. P. Menestrier, que Messieurs Grolhier, depuis ce temps, ont ajouté un troisième pendant à leur lambeau qui jusque alors n'en avoit que deux. Je quitte cette petite sanjaronnade pour revenir au blason de Lavieu où ce qu'il y a de certain est que Lavieu-Feugerolles a porté le chef de vair, dont j'ai deux preuves illustres, & Lavieu-La Roche-La-Moliere la bande engreستe que Monsieur de Pellissac, pour avoir plus tost fait, appelle un cry de roulier. Peut estre que le testament de Jan de Lavieu que vous m'offrez si agréablement me donnera quelque lumière pour la gentologie qui me conduira à la connoissance du blason. Je l'attends donc à vostre commodité & pour le mériter, je vous dirai que l'Abbesse de la Déserte, Tolend, estoit fille de Beraud de Mercœur & de Blanche de Chalon & veuve de Guichard de Marzé, après la mort du quel elle prit le voile & fut Abbesse de cette abbaye fondée par sa mère. L'ordre de vostre lettre m'oblige de vous dire que quelques mémoires portent qu'un Jan de Lévis, seigneur de Nervieu, espousa une fille de S. Priest la Roche. Mais je crois que c'est une erreur de clerc qui a mis Jean pour Louys. Au reste, puisque vous ne pouvez pas me renvoyer mes Origines vous aurez avec celle-ci un exemplaire de l'Apologétique avec vostre pièce de 15 sols. Je suis fâché que le papier ne puisse pas souffrir vos remarques & il ne m'en reste que pour vous assurer que je suis tout à vous.

LE LABOUREUR.

(P. S.) « J'ay changé d'avis après cette lettre conclue & vous envoie le Blason avec l'Apologétique pour lequel j'ay donné vostre pièce à mon libraire. Je crois que vous ne vous en plaindrez pas.

Mais j'ay deux choses à vous dire : la première qu'encore que le Père Menestrier m'ait traité de ridicule, néanmoins m'estant aujourd'hui amy, ne faictes point d'attention à tout ce qu'il y aura d'acre & de piquant dans ma réponse & servez-vous de tout ce qui sert à la doctrine des Armes ou ce Père est de l'humeur de nos adversaires qui ne craignent point d'altérer les auteurs pour vaincre ce qu'ils cherchent plus tost que le bien de leurs lecteurs, ecy sous la ro[c]h[e]. s'il vous plaist, encore que je lui en aie fait reproche en face, en la présence du sieur Chorier. La seconde est que vous me renvoyez mon autre livre noté, car je veux profiter de vos avis. Je vous dois encore Chazaulx : ce sera pour le premier ordinaire. Excusez-moy. Je suis tout à vous. »

(Mss. de La Mure, t. II, P. 50).



TABLEAUX GENEALOGIQUES

DES

COMTES DE FOREZ, DES SIRS DE BEAUJEU,
DES SIRS DE BOURBON ET DES DUCS DE BOURBON.

TABLEAU GENEALOGIQUE

DES COMTES DE FOREZ

COMTES DE FOREZ DE LA PREMIERE RACE.

GUILLAUME, premier comte héréditaire de Lyon, vivant en 913, laissa d'ADELE, sa femme .

1^o GUILLAUME II, qui lui succéda;

2^o ARTAUD 1^{er};

3^o BERAUD.

GUILLAUME II, vivant vers 923, sans postérité, laissant pour successeur son frère; son existence est incertaine.

ARTAUD 1^{er}, mort vers 960, ne laissant de TARASIE, sa femme, que :

GERARD 1^{er}, mort vers 990, mari de GIMBERGE, qui le rendit père de :

1^o ARTAUD II, qui lui succéda;

2^o ETIENNE, comte de Roannais, mort sans enfants, après 997;

3^o HUGUES, religieux;

4^o ADELLULINE, abbesse de Saint-Pierre de Lyon.

ARTAUD II mourut vers 999, laissant de TETBERGE, sa femme :

1^o GERARD II, comte de Lyon, puis de Forez;

2^o ARTAUD III, qui succéda à son père au comté de Forez & mourut sans enfants;
son frère aîné lui succéda.

3^o UMPHRED, mort vers 1026. La Mure le fit à tort sire de Beaujeu.

ARTAUD III mourut sans enfants vers 1017 & eut pour successeur son frère.

GERARD II, mort après 1036, laissant d'ALIX DE GEVAUDAN, sa femme :

- 1° ARTAUD IV, qui lui succéda ;
- 2° GEOFFROY-GUILLAUME ;
- 3° GERARD, mort jeune ;
- 4° PREVE, fondatrice du prieuré de Pomiers ;
- 5° ROTULPHE, femme de Guy I^{er}, seigneur de Lavieu.

ARTAUD IV, mort avant 1068, n'eut de RAYMONDE, sa femme, que :

ARTAUD V, mort en 1077, mari d'Ide, qui le rendit père de :

- 1° GILLIN, WIDELIN ou GUILLAUME, surnommé l'ANCIEN, qui lui succéda ;
- 2° Ide-RAYMONDE, mariée vers 1075, à GUIGUES-RAYMOND de Viennois, qu'elle rendit père de GUIGUES, comte de Forez après GUILLAUME-LE-JEUNE & EUSTACHE.

GUILLAUME-L'ANCIEN mourut en 1097, laissant de VANDALMODE, sa femme :

- 1° GUILLAUME-LE-JEUNE, qui lui succéda ;
- 2° EUSTACHE, qui succéda à son frère.

GUILLAUME-LE-JEUNE mourut vers 1107, sans postérité. Il eut pour successeur son frère. EUSTACHE, qualifié comte de Forez dans l'obituaire de l'église de Lyon & dans une charte citée par Louvet (1). Il mourut aussi sans postérité.

COMTES DE FOREZ DE LA SECONDE RACE

issue des dauphins de Viennois.

GUY I^{er} fils de GUY-RAYMOND DE VIENNE & de Ide-RAYMONDE DE FOREZ, fille du comte ARTAUD V, recueillit la succession de GUILLAUME-LE-JEUNE & d'EUSTACHE, & mourut vers 1137, laissant :

- 1° GUILLAUME, qui se fit chartreux en 1135 ;
- 2° GUY II, qui lui succéda.

GUY II mourut vers 1210. WILLELMA, sa femme, lui donna :

- 1° GUY III, qu'il affilia à l'administration du Forez ;
- 2° RENAUD, archevêque de Lyon, mort en 1226 ;
- 3° HUBERT, chanoine de l'église de Lyon & abbé de Saint-Irénée & de Saint-Juft.

GUY III mourut avant son père, le 28 novembre 1206. Il avait été marié deux fois : sa première femme nommée ASIURA lui donna une fille ELEONORE, femme de GUILLAUME DE BAHIE, morte après 1254 ; de sa seconde femme, ALIX, il eut trois autres enfants :

- 1° GUY IV, qui lui succéda ;
- 2° MARQUISE, femme de GUY VI, vicomte de Thiers ;
- 3° GUIGONE, mariée vers 1200, à GERARD, seigneur de Vienne en Dauphiné, morte après 1230.

GUY IV mourut en 1241, après avoir été marié trois fois : 1° vers 1217, à PHILIPPE ou MAHAUT, fille de GUY DE DAMPIERRE, sire de Bourbon ; 2° en 1220, à ERMENGARDE DE SULLY, morte vers 1225 ; 3° en 1227, à MAHAUT, fille de PIERRE DE COURTENAY & d'AGNES DE NEVERS, morte en 1257. GUY IV ne laissa d'enfants que de sa seconde femme :

- 1° GUY V, qui lui succéda ;
- 2° RENAUD, qui succéda à son frère.

GUY V mourut le 12 septembre 1259, sans avoir eu d'enfants d'ALIX DE CHACENAY, sa femme. Il laissa pour successeur son frère.

(1) V. ci-dessus, t. I, p. 111, note n° 1

RENAUD, mort le 13 novembre 1270, après avoir été marié, au mois de décembre 1247, à ISABELLE DE BEAUJEU, qui le rendit père de :

1^o GUY VI, qui lui succéda ;

2^o LOUIS, sire de Beaujeu (V. sa postérité dans le *Tableau généalogique de la Maison de Beaujeu*).

GUY VI mourut le 19 janvier 1278, laissant de JEANNE DE MONTFORT, qu'il avait épousée en 1268 :

1^o JEAN 1^{er}, qui lui succéda ;

2^o ISABELLE, mariée en 1290 à BERAUD X DE MERCOEUR, morte en 1333 ;

3^o Laure, née en 1277, religieuse à Bonlieu, morte vers 1324.

JEAN 1^{er}, né en 1275, mort le 3 juillet 1333 ; il avait épousé en 1296 ALIX DE VIENNOIS, morte le 14 novembre 1309 ; de laquelle il laissa :

1^o JEANNE, mariée le 8 mai 1318, avec AYMARD DE ROUSSILLON, seigneur d'Annonay ;

2^o GUY VII, qui lui succéda ;

3^o RENAUD, marié le 30 août 1324 à MARGUERITE DE SAVOIE, qui ne lui donna qu'un fils, THOMAS, mort jeune ; RENAUD mourut en 1369.

4^o JEAN, chanoine de N.-D. de Paris, qui testa le 8 août 1334 & mourut peu après (1).

GUY VII, né le 19 avril 1299, mort le 23 juin 1358, laissa de JEANNE DE BOURBON, qu'il avait épousée le 14 février 1318 :

1^o JEANNE, née le 10 mai 1337, mariée en 1357 à BERAUD II, dauphin d'Auvergne, dont elle eut ANNE DAUPHINE, née en 1358 ; JEANNE mourut le 17 février 1369 ;

2^o LOUIS, qui lui succéda ;

3^o JEAN II, qui succéda à son frère ;

4^o ODILE, né le 5 octobre 1345, mort jeune.

LOUIS, né le 16 mars 1339, épousa en 1351 JEANNE DE BEAUFORT-TURENNE, dont il n'eut pas d'enfants. Il fut tué à la bataille de Brignais, le 6 avril 1362, & laissa pour successeur son frère.

JEAN II, né en 1343, mort le 15 mai 1372, sans avoir été marié. JEANNE DE BOURBON, sa mère, recueillit la succession qu'elle transmit en 1381-1382, à ANNE DAUPHINE, sa petite-fille, femme de LOUIS II, duc de BOURBON.

(1) Le comte JEAN 1^{er} eut encore trois enfants naturels qu'il nomme, dans son codicille daté de la veille de sa mort : JEAN.

RAYMOND & JEANNETTE (V. ci-dessus, t. I, p. 171, note).



TABLEAU GENEALOGIQUE

DE LA MAISON DE BEAUJEU (*)

SIRS DE BEAUJEU DE LA PREMIERE RACE.

BERAUD (1), fondateur de l'église de Beaujeu (2), mort vers 965 (3), laissant de VANDALMODE, sa femme (4) :
 HUMBERT 1^{er}, contemporain de Saint-Mayeul, abbé de Cluny (5) & mari de :
 HEMELT (6), qui le rendit père de :
 1^o GUICHARD 1^{er}, qui lui succéda (7);

(*) Cette généalogie a été dressée avec le plus grand soin par M. Guigue, ancien élève de l'école des Chartes, d'après un grand nombre de documents inédits. Elle est plus complète & mieux justifiée que celles qui l'ont précédée, rien n'ayant été admis que sur la foi des titres originaux cités dans les notes. La récente découverte de la charte de Beaujeu, jusqu'ici restée inconnue à tous les historiens, & qui nous ont été communiqués avec le plus gracieux empressement par M. Gauthier, archiviste du département de Rhône, a permis notamment à notre collaborateur d'établir d'une manière certaine l'existence des sirs de Beaujeu au X^e siècle. Il suffira de parcourir les notes justificatives pour se rendre compte de l'importance des sources auxquelles il a puisé. Une simple comparaison démontrera que cette généalogie ne s'accorde complètement, jusqu'au milieu du XIII^e siècle, avec aucune de celles publiées jusqu'à ce jour.

(Note de l'éditeur)

(1) Plusieurs critiques retranchent ce Beraud de la généalogie de Beaujeu, ou ne le font vivre qu'au milieu du X^e siècle. Les arguments qu'ils produisent en faveur de leur opinion faiblissent à ceux-ci : d'abord, nulle part, on ne trouve un Beraud, mari de Vandalmode, appelé de Beaujeu, puis, comment admettre que ce Beraud, s'il eût déjà mort vers 965, ait pu rapporter de Rome des reliques de St Mayeul, décide en 994, ainsi que le dit la Notice de la consécration de l'église de Beaujeu ? (*Reliquis sanctorum quas Beraudus, Vandalmodus atque Humbertus attulerunt ad nos de Roma & de diversis locis : In primis de capillis Sancti Marci & de calcitratis ejus...* De officio Beati Maulei, abbatis Cluniacensis).

La notice précitée répond en ces termes au premier de ces arguments : ... Nos Hugo & Guichardus ac Stephanus cum filiis ac filiabus NOSTRIS DE BELLOJOCO, concessimus & quod versus ipse, redemptis ecclesiis ac terris quas Beraudus & Vandalmodus atque Humbertus cum filiis ac filiabus nostris, PARENTIBUS NOSTRIS, concessimus decimis famulantiibus Deo in capelle nostre materis. Quant au second, il tombe de lui-même devant un document dont nous devons la communication à l'obligeance de M. Gauthier, archiviste du Rhône. Ce document n'est autre que le catalogue des reliques confiées à Beaujeu, catalogue dressé à la prière d'Humbert, fils de Beraud. Les reliques y sont énumérées en trois paragraphes, ou plutôt classées en trois séries d'acquisition. La première série a pour titre : In primis de his quas Beraudus & Vandalmodus adquisierunt, & ne comprend que des reliques de la sainte Vierge, de sainte Cécile, de sainte Marguerite, de saint Paul & de saint Pierre. La seconde : Ipsa reliqua vendidit domini ap-

ostolus Augustinus abbas, & mentionne trente-neuf articles. La troisième série n'a pas de titre spécial & ne contient que les reliques de saint Mayeul & de saints inconnus. Il résulte donc par conséquent de ce catalogue que les reliques de saint Mayeul n'ont pas été acquises par Beraud, & que la notice rédigée vers 1025 ne doit pas être invoquée contre son existence au X^e siècle.

(4) Voyez ci-dessus, tome I^{er}, page 121

(1) Des historiens disent qu'il, d'autres qu'il.

(4) « In nomine sancte & individue Trinitatis. Venit quidam nobilis HUMBERTUS noster, CUM UXORE SUA NOMINE HEMELT, cum FILIIS AC FILIABUS quarum nomina hic sunt : WICARDUS, LIETOLDUS, VI^o idus septembris, ante altare Sancti Marci vel matorum fundavit in castro Belli regavi, fieri iter memoriale de reliquiis sanctorum qui ibi habitaverunt. Idcirco propter amorem Dei & generis sui & propter meam generis & propter amorem vite eterne, pro anima sua & PATRIS SUI BERARDI ET MATRIS SUE VANDALMODIS & omnibus conjunctis suis, de his omnibus terram quam pater suus ante mortem ad castellum de Petro Arca, hac est ecclesiam de Hasteray cum decimis hac presbiteratus, &c. (Archives du Rhône. — Titre sans date & non classé du fonds du chapitre de Beaujeu, copie faite au commencement du XIII^e siècle).

(1) « Sanctus Mauleus, abbas, Umbertus de Belle Joca, commendavit has obediencias... Notitia commendationis quam venerabilis memoris Mauleus abbas fecit Humberto de his obediencias, &c. » (Cartulaire A de Cluny, charte 71, f. 177, v^o).

Guichenon donne encore à Beraud, outre Humbert, quatre fils : Guichard, Etienne, Umpfried & Guy. Aucun ne lui accorde que Guichard & Umpfried dont il induit la filiation des chartes 140 de Cartulaire de Savigny & 140 de Cartulaire B de Cluny. Cet Umpfried, mari d'une dame appelée Emma, est un fils de son père Etienne (ch. 140 & 141 de C. de Savigny), qui pourrait parfaitement être le Stephanus de Bellejoca, vivant vers 1010, & dont il est question dans la ch. 171 du Cart. B de Cluny, publiée par M. Auguste Bernard, dans la Notice historique sur les seigneurs de Beaujeu, p. 17. Mais comme la filiation des quatre fils attribués à Beraud & celle de ce dernier Etienne n'est autre que sur des probabilités, nous n'avons pas cru devoir faire figurer ces personnages dans le Tableau généalogique de la maison de Beaujeu.

(5) Voyez la note 4, ci-dessus.

(7) Sa filiation est justifiée par les ch. 144 & 145 de Cart. A de Cluny, & 141 du Cart. B, ainsi que par le texte de la note 4, ci-dessus.

2° BERARD (8);

3° LÉOTARD (9).

GUICHARD I^{er}, 1000-1030, ne laissa d'ADELAÏDE, sa femme, qu'un seul fils (10) :

GUICHARD II, 1030-1080, laissa de RICOIRE, sa femme (11) :

1° HUMBERT II, qui lui succéda (12);

2° GUICHARD, vivant en 1064 (13);

3° DALMAIS, vivant aussi en 1064 (14), père d'un autre DALMAIS, qui n'eut qu'une fille mariée à GUY de CHABEU (15);

4° HUGUES, 1064 (16);

5° N....., 1050, mariée à LIEBAUD de DIGOINE (17).

HUMBERT II mourut vers 1101, après avoir été marié deux fois : 1° à la fille de HUGUES, frère de GUILLAUME, comte de Chalons (18); 2° à USILE ou AUXILIE de SAVOIE, fille du comte AMÉDÉE II (19). Il fut père de (20) :

1° GUICHARD III, qui lui succéda;

2° HUMBERT, seigneur de Perreux (21);

3° GUIGUES;

4° HUGUES, chanoine de Lyon & de Beaujeu, & abbé de Saint-Juft (21 bis), mort au mois de juin 1127.

GUICHARD III, 1101-1137, laissa de LUCIANE de ROCHEFORT de MONTLHERY, sa femme (22) :

1° HUMBERT III, qui lui succéda;

2° GUICHARD, vivant en 1118;

3° GONTIER, chanoine de Beaujeu;

4° BAUDOIN (23), mort jeune;

5° ALIX, vivant en 1118;

6° MARIE, id.

(8) Il est dit fils d'Humbert & d'Hamelt, dans les chartes 44 du Cartulaire A. & 277 du Cart. B de Cluny.— Aubert, d'après les ch. 22 & 108 du Cart. B de Cluny, donne pour femme à ce Berard une dame nommée Blismode, & le rend père de deux fils, Guichard & Hugues, ce dernier, époux d'Euphémie, fille du vicomte Nardoine.

(9) V. la note 4 & les ch. 44 & 277 du Cart. A de Cl., & 775 du Cart. B.— Guichenon attribue encore à Humbert I quatre enfants: Hugues, Etienne, Elisabeth & Vandalmodé, mais leur filiation ne nous paraît pas justifiée.

(10) Guichard I^{er} est appelé *Wichardus de Beljeuo* dans une bulle du pape Benoît VIII, de l'an 1016 (Dom Bouquet, t. X, p. 412.— Du Chêne, t. p. 169).— Les chartes 46, 61 & 224 du Cart. B de Cluny établissent le mariage de Guichard I & d'Adelaïde, ainsi que l'existence de Guichard II, leur fils.— Guichenon leur donne un second fils, Gauthier, évêque de Micon, mais le père de Gauthier s'appelait Varsiphe & le mère Tetra (Cart. A de Cl., ch. 9, & B, ch. 219 & 377).

(11) V. les ch. 225 & 712 du Cart. B de Cluny & Severt, Micon, p. 98.— Aucun document n'établit que Ricoire fut de la famille de Salernus, ainsi que l'ont avancé quelques historiens (V. Aubert, *Mém. sur pour servir à l'H. de Dombes*, P. 245); son père s'appelait Rascelin & la mère Zedre (Cart. B, ch. 326).

(12) Sa filiation est établie par les ch. 225 & 712 du Cart. B de Cluny.

(13) V. ci-dessus, t. I, p. 222.

(14) V. les ch. 225 & 712 du Cart. B de Cluny.

(15) Guichenon, *H. de Dombes*, t. I, p. 256.

(16) Humbert II l'appelle son frère dans la ch. 32 du Cart. B de Cluny.—Cet Hugues est probablement le père de Guigues, cousin d'Etienne de Beaujeu, appelé dans la ch. 375 du Cart. B, mais comme nous n'avons aucune certitude à l'égard de la filiation de cet Hugues, nous n'avons pas cru devoir le faire figurer dans le tableau de la maison de Beaujeu.

(17) V. Cart. B de Cluny, ch. 225 & 712.

(18) Aubert, P. 261, d'après la Bible de Beaujeu. Guichenon, *H. de Dombes*, t. I, p. 158, appelle cette première femme d'Humbert II, Vandalmodé.

(19) « *Humbertus Beljeoensis, filius filium Amelii, comitis Savensis, habuit in uxorem.* » (Cartulaire de l'Eglise de Beaujeu, aux Archives du Rhône).

(20) Les quatre fils d'Humbert & d'Auxilie sont nommés dans la charte n° 1581 du Cartulaire de Beaujeu : « *Ante obitum patris nostri H. HUMBERTUS & uxoris sue uxoris AUXILIE & infans eorum GUICHARDUS & HUMBERTUS & GUIGU & UGO.* » *Ante facti puerorum & femine regerunt.* — Guichenon (*H. de Dombes*, t. I, p. 158) donne encore à Humbert II quatre enfants : 1° Guichard, qu'il dit avoir été archevêque de Lyon, 2° Joffrande, 3° Elisabeth, 4° Vandalmodé, qu'il fait femme d'un seigneur de Briord, en Bugey, tandis que La Mure l'accorde à Guillaume I^{er}, comte de Forez (V. t. I, p. 160), mais la filiation de ces enfants n'est pas plus justifiée que celle d'un Ponce, d'oye de l'Eglise de Micon, que d'autres historiens lui attribuent aussi.

(21) V. ci-dessus, t. I, p. 226.

(21 bis) V. Cart. de Savigny, n° 96.

(22) V. ch. 9 Guichenon, *H. de Dombes*, t. I, p. 261.— Humbert III, Guichard, Gontier, Alix & Marie, sont nommés comme enfants de Guichard III & de Luciane de Rochefort, dans l'acte de fondation de l'abbaye de Joug-Dieu, près d'Yron en 1211. Guichenon, Severt & La Mure leur attribuent encore Martin de Beaujeu, mari d'une dame du nom de Guilbert, & Sibille, femme de Guy I^{er}, comte de Forez; mais la filiation de ces derniers enfants ne nous paraît pas établie.

(23) Il est dit fils de Guichard dans l'obituaire de Beaujeu, cité par Aubert, P. 314, & par M. Bernard, *Notes historiques sur les seigneurs de Beaujeu*, p. 18.

HUMBERT III LE VIEUX (*Senior*) (24), 1117-1193 (25), mari d'AÏSE ou AUXILIE, fille d'AME III, comte de Savoie, & de Mahaut d'Albon (26). Il fut père de :

- 1° GUICHARD, mort en 1164 (27);
- 2° HUMBERT IV, qui participa avec lui à l'administration du Beaujolais (28);
- 3° HUGUES, père de GUICHARDE DE BEAUJEU, femme d'ARCHAMBAUD, vicomte de Comborn (29).

HUMBERT IV LE JEUNE (*Junior*) (30), co-seigneur du Beaujolais, né en 1142, mort avant son père, en 1189 (31), laissant d'AGNES de THIERN, comtesse de Montpensier, sa femme (32) :

- 1° GUICHARD IV, qui lui succéda ainsi qu'à HUMBERT III LE VIEUX (33);
- 2° ALIX (34), mariée d'abord à RENAUD de NEVERS, comte de Tonnerre, mort en 1191, puis religieuse à Fontevrault (35).

GUICHARD IV LE GRAND, mort en 1216, laissant de SIBILLE de HAINAUT, sa femme (36) :

- 1° HUMBERT V, qui lui succéda (37);
 - 2° GUICHARD, seigneur de Montpensier, marié en 1225, à CATHERINE de CLERMONT, dame de Montferrand (38), qui le rendit père de trois enfants (39) :
- HUMBERT, qui recueillit la succession dès 1256, se maria vers 1260, à Isabelle de Mello, & mourut en 1288, ne laissant qu'une fille JEANNE, mariée à JEAN II, comte de Dreux & de Braine;

BRANCHE
DE
MONTPENSIER.

(24) Chartes de 1167, n° 944 du Cartulaire de Savigny.

(25) V. ci-dessus, t. 1, p. 126, note.

(26) Guichenon, *H. B. de Savoie*, p. 230, *Dombes*, t. 1, p. 166;

Du Chesne, *H. B. de Bourgoigne*, p. 448.

(27) Aubert, *Mém. hist.* p. 179.

(28) La participation d'Humbert IV n'eut peut-être pas d'autre origine que la violence qu'il employa à l'égard de son père, ainsi que semble le faire croire le traité qui mit fin à leur longue querelle : « Johannes, Rex gratia pater Legationis ecclesie humilis sacerdos. Cum primum ad ecclesiam Legionensem divina vocatus nos adduxit, totam terram guerrarum turbidibus & incertis malis quorum turbatione incertis & oppressis, sed tunc turbatione alia maxima perturbata tempore illi, discordia scilicet inter archiepiscopum patrem Umbertum de Bello Jace & Umbertum filium ad invicem exercebant, ejus reformatione jam quasi desperata habebatur, cum a multis & maximis viris fuisset multoties attemptata, in quo tantum operam & diligentiam adhibuimus tam per nos quam per religiofos viros, quos ad hac fecimus convenire, quod tandem per orationes & merita sanctorum qui nobis cooperabantur ad pacem & unitatem usque fuerat summatim rediit ista quod anno ab incarnatione Domini M^o CC^o LXXX^o III^o, archiepiscopus nostri anno primo, in festo die Pasche, coram sanctis viris, presentibus & absentibus, super corpore Christi & venerabile legum crucis & processionibus quas produxit fecimus in medium Legationis, in ecclesia Sancti Crucis, super juramento corporaliter impoſitis, firmaverunt se de cetero, vel patre adversus filium, vel filium adversus patrem, aliquod machinari quod ad coheredationem alterutro pertineret. Et si forte aliter invenirent transgressos, a fidelitate transgressorum omnes inhabitationes terre eorum penitus abjicerentur. & contra ipsum cum archiepiscopo & ecclesia Legionensi & ipse fides & passionis observare forent instigarent, & ad ipsum, concordiam mediis omnibus laborarent. Et tunc pater recepti filium tanquam heredem proprium & legitimum domum possi ipsius totius honoris & domus de Bello Jace, & omnem & fidelitatem super hac causa coram sanctis viris responsis. Filii vero ex tunc hominum fides archiepiscopi in juramento adversus patrem quod propriis summatim quas adversus ipsum habebatur, nullam habebatur terram, qui filium fecerat forem, referret maleficio vel gravamen. Et ita per maxum nostrum reddidit filius pater terram quam in manu sua habebat ex majori parte & tenentes, & » (Original. Archives du Rhône, Armorie Elias, vol. 14,

piece n° 2).

(29) V. Guichenon, *H. B. de Dombes*, t. 1^{er}, p. 167; P. Anselme, t. v. 1, *Bulzay*, *H. B. Tarentaise*, col. 549 & 551. Guichard IV l'appelle sa ceufine dans son testament daté du 18 septembre 1216 (V. *Bibl. de l'école des Chartes*, 4^e série, t. 111). — La filiation des autres enfants attribués à Humbert III, par La Moir (t. 1^{er}, p. 126), n'est pas justifiée.

(30) « G. des grans Legationis ecclesie monasterii humilis, apostolicus sedis legatus, omnibus in prepositum. Nos in prepositum & postea hujusmodi conventionis quas in sequens declarabimus, magno reverentiam amoremque, nos nos & ecclesiam nostram & HUMBERTUM BELJOENSEM JUNIOREM interposuimus, hec » (Original. de l'an 1175, envein, aux archives de Rhône, Armorie Elias, vol. 14, piece n° 2 a.).

(31) Aubert, *Œ* 179.

(32) Guichenon, (*H. B. de Dombes*), t. 1^{er}, p. 168, Aubert.

Œ 119.

(33) Le document suivant établit la filiation de Guichard IV, ainsi que celle d'Humbert V, son fils :

« Nosum fit omnibus tam presentibus quam futuris quod Guichardus, dominus Belliojensis, filius Humberti, Guatrem de Andechs & filius suus & cognatorum eorum manerunt, & a corpore fratris personis aliquot & ecclesie Sancti Marci Beliojensis liberos reddidit quos soluto eorum & libertatem ege H. filius predicti Guichardi, emendo & confirmo, & ut in actis ratum & firmum habebatur, presertim litteras predicti ecclesie domus Belliojensis monasterii roboratas. Factum est hoc in aula Beliojensis, pridie kalendas octobris anno ab incarnatione Domini M^o CC^o XVII^o » (Original aux archives du Rhône, titres du chapitre du Beaujeu non classés).

(34) Guichenon domus encore à Humbert IV un fils, Pierre de Beaujeu, prieur de la Chartre-foi-Louis, qui appartenait plus vraisemblablement à la famille de Beaujeu-d'Arson.

(35) Guichenon, *H. B. de Dombes*, t. 1^{er}, p. 169.

(36) V. ci-dessus, t. 1^{er}, pp. 126 & 127.

(37) V. le testament de Guichard, son père (*Bibliothèque de l'école des Chartes*, 4^e série, t. 111), où il est nommé avec ses frères & sœurs.

(38) Jusset, *H. B. de la Maison d'Anvers*, liv. 4, ch. 2.

(39) Guichenon, *H. B. de Dombes*, pp. 180-186.

BRANCHE DE MONTPENSIER. (Suite).	Rameau de Montferrand & du Broc.	II HENRI OU ERNIC, seigneur d'Herment, maréchal de France, mort vers 1270, sans laisser d'héritier d'Aldengarde d'Au- buffon ;
		III LOUIS I ^{er} , seigneur de Montferrand, mort le 26 septembre 1280, laissant de Margue- rite de Bomez, sa femme : a LOUIS II, mort en 1296, après avoir été marié à Dauphine du Broc, dont il eut : LOUIS III, chevalier, seigneur de Montferrand & du Broc ; HUMBERT, chevalier, qui dé- cédâ comme son frère sans avoir été marié. b GUICHARD, chevalier, mort sans alliance ; c BLANCHE, femme de Guy de Chau- vigny ; d MARGUERITE, femme d'Hélie VIII, vicomte de Ventadour ; e MARIE, religieuse à Longchamps, morte en 1337.

3^e HENRI, seigneur de Châteauneuf, de Virieu-le-Grand & de Cordon, mort sans postérité ;

4^e LOUIS, chanoine & comte de Lyon (40) ;

5^e AGNES, mariée à THIHAUD IV, comte de Champagne & de Brie ;

6^e MARGUERITE, morte le 16 septembre..... ;

7^e PHILIPPINE ;

8^e SIBILLE, mariée en janvier 1228, à RENAUD, fils d'ULRIC, sire de BAUGE, morte en 1265.

HUMBERT V, connétable de France (41), épousa en 1218, MARGUERITE DE BAUGE (42), & mourut le 21 mai 1250 (43), laissant (44) :

1^{er} GUICHARD V, qui lui succéda ;

2^e ISABELLE, mariée d'abord à SIMON DE LUZY, puis, au mois de décembre 1247, à RENAUD DE FOREZ (45) ;

3^e SIBILLE (45 bis), mariée avant 1250, à AYMAR DE POITIERS ;

4^e BEATRIX, mariée à ROBERT DE MONTGASCON, morte vers 1248 ;

5^e MARGUERITE, femme de BERAUD, seigneur de la Mothe-Saint-Jean ;

6^e JEANNE, prieure de la Chartreuse de Polleteins, fondée par sa mère, morte le 18 janvier 1260 (46).

GUICHARD V mourut le 29 mai 1265, sans laisser d'enfants de BLANCHE DE CHALONS, sa femme.

(40) = *Andronicus, frater domini Humberti domini Bellijaci, canonici Lugdunensis*, « Ch. de 1240, aux arch. du Rhone, Fonds du chapitre de Beaujeu ».

(41) P. Anselme, t. VI, p. 81. I *Art de vérifier les dates*, t. X, p. 110.

(42) Guichenon, *Hist. de Breff. Peuvens*, p. 10.

(43) *Chronique de la Maison de Beaujeu*, dans le *Recueil de Lescorais*, mars 1814, t. VIII, p. 179.

(44) Tous ses enfants, à l'exception de Jeanne, sont nommés dans son testament daté du mois de juillet 1248. (*Bibl. de l'Ecole*

des Chartes, 4^e série, t. 1-3) Il est très-certain néanmoins que Jeanne étoit sa fille. Guichard V l'appelle sa sœur dans son testament (Guichenon, *Hist. de Dauph.*, t. I^{er}, p. 181, note.)

(45) V. d'Achery, *Spicilegium*, t. III, p. 621, col. 2, & ci-dessus t. I^{er}, p. 247.

(45 bis.) Le P. Anselme, *l'Art de vérifier les dates* Du Chêne & Severt l'appellent à tort Floire.

(46) Guichenon donne encore pour fils à Humbert V, mais sans preuve, Guy, évêque d'Autun.

Par son testament fait en 1263, il donna le Beaujolois à ISABELLE, sa sœur, femme de RENAUD de Forez (47).

SIRES DE BEAUJEU DE LA SECONDE RACE

issue des Comtes de Forez.

- ISABELLE, femme de RENAUD, comte de Forez, à cause d'elle, sire de Beaujeu (48), donna le Beaujolois, au mois d'octobre 1272 (49), à LOUIS de Forez, son second fils (50) & mourut au mois de janvier 1297 (51).
- LOUIS, marié en 1272, à ELEONORE, fille de THOMAS II, comte de Savoie (52), mourut le 23 août 1296, laissant (53) :
- 1° GUICHARD VI, qui lui succéda ;
 - 2° HUMBERT, seigneur de Montmerle & de la Juliane, chanoine de Lyon, puis marié à une dame appelée CATHERINE, mort le 12 septembre 1325 ;
 - 3° GUILLAUME, chanoine & comte de Lyon, prévôt de Fourvières, nommé évêque de Bayeux par le pape JEAN XXII, le 13 février 1330, mort le 26 octobre 1337 (54) ;
 - 4° THOMAS, chanoine & comte de Lyon, mort le 24 juin 1306 (55) ;
 - 5° LOUIS, archidiacre de l'église de Troyes, mort après 1359 (56) ;
 - 6° MARGUERITE, dame de SAINT-JULIEN, mariée en 1290, à JEAN de CHALONS, seigneur de Rochefort, dont elle étoit veuve en 1309 (57) ;
 - 7° ELEONORE, mariée en 1295, à HUMBERT V, sire de Thoire-Villars (58) ;
 - 8° ISABELLE, religieuse à Brienne près d'Anfe, puis abbesse de Saint-Pierre. en 1317 (59) ;
 - 9° BEATRIX, religieuse à Polleteins ;
 - 10° JEANNE, religieuse, puis prieure de Polleteins, 1311-1315 (60) ;
 - 11° CATHERINE, mariée en 1305, à JEAN de CHATEAUVILAIN, seigneur de Luzy (61).
- GUICHARD VI LE GRAND fut marié trois fois : 1° en 1300, avec JEANNE de GENEVE (62), morte en couches, le 23 février 1303 ; 2° en janvier 1309, avec MARIE, fille de GAUCHER de CHATILLON, connétable de France (63), morte le 1^{er} avril 1317 ; 3° en 1320, avec JEANNE de CHATEAUVILAIN (64), qui se remaria après le décès de GUICHARD VI, avec JEAN de THIL. GUICHARD VI testa le 18 mai 1331 (65), & mourut le 18 septembre suivant, laissant de :
- JEANNE de GENEVE :
- 1° MARIE, mariée en 1328, à JEAN L'ARCHEVÊQUE, seigneur de Parthenay (66) ;

(47) V. Archives de l'Empire, P. 1366, c. 148^r & P. 1370, c. 109, ainsi que Guichenon, *Hist. de Dombes*, t. 1^{er}, p. 101, note.

(48) V. *Nos Rois de France*, c. 101, sous le nom de DOMINUS BELLIQCI, à Visselle, qui avec, comitissa Forensi & domina Belliaci, notum faciunt, etc. (Arch. de l'Emp., P. 1391, c. 101. Bibliothèque Dombes, p. 6, chartre de 1269 & autres).

(49) Arch. de l'Empire, P. 1366, c. 148^r & Guichenon, *Hist. de Dombes*, t. 1^{er}, p. 101, note.

(50) V. ci-dessus, t. 1^{er}, p. 271.

(51) *Ibid.* p. 276.

(52) Guichenon, *Hist. de Savoie*, p. 108.

(53) Tous les enfants sont nommés dans son testament daté du 18 mai 1331. (Arch. de l'Emp., P. 1368, c. 106^r & 106^v. V. aussi P. 1366, c. 148^r & P. 1368, c. 106^r & 106^v.)

(54) V. ci-dessus, t. 1^{er}, p. 274, note 2.

(55) V. aux arch. de l'Emp., P. 1368, c. 106^r, son testament daté de cette même année.

(56) La More, t. 1^{er}, p. 474. — Guichenon le fait mourir en 1300, il est très-certain cependant qu'il vivait en 1312, puisqu'il est donné comme caution dans un acte passé à cette dernière date. (Arch. de l'Emp., P. 488, c. 57.)

(57) V. ci-dessus, t. 1^{er}, p. 271, note 1.

(58) Archives de l'Emp., P. 1374, c. 2451, P. 1389, c. 157 & P. 1392, c. 637.

(59) Aubert, *Mém. sur*. P. 512. — La More la fait religieuse à Polleteins. (T. 1^{er} p. 474.)

(60) Guichenon, *Hist. de Dombes*, t. 1^{er}, p. 204. Suivant La More, elle seroit morte jeune.

(61) Arch. de l'Emp., P. 1380, c. 112.

(62) *Ibid.*, c. 110 & 116.

(63) *Ibid.*, P. 1380, c. 111.

(64) *Ibid.*, P. 1380, c. 116.

(65) Bibliothèque Dombes, p. 281.

(66) Arch. de l'Emp., P. 1380, c. 121.

2° N....., mort en naissant, le 23 février 1303 (67);

DE MARIE DE CHATILLON :

1° EDOUARD 1^{er}, qui lui succéda;

4° MARGUERITE, mariée en 1330, à CHARLES DE MONTMORENCY (68), morte en 1336;

5° ELEONORE, prieure de Polleicens de 1332 à 1348;

DE JEANNE DE CHATEAUVILAIN :

6° GUICHARD, seigneur de Perreux, marié le 14 mai 1341 (68 bis), à MARGUERITE, fille de LOUIS DE POITIERS, comte de Valentinois (69), dont il eut :

- | | |
|-------------|--|
| | I EDOUARD II, sire de Beaujeu après ANTOINE, son cousin; |
| | II PHILIBERT, décédé jeune; |
| | III MARIE, dame de BOISSY, en Brie, mariée avec JEAN DE MONTAIGU, chevalier, seigneur de Sombornon & de Malain; |
| BRANCHE | IV ALIX, qui fut mariée trois fois : 1° en 1372, à JOSSERAND DE LAVIEU, seigneur de Fougerolles & d'Ecotay; 2° à ETIENNE DE SANCERRE, seigneur de Vailly; 3° à GUY DE LEVIS, chevalier, seigneur de Coufan, dont elle étoit veuve en 1418; |
| DE PERRIUX. | V JEANNE, mariée le 31 juillet 1371, à HUGUES DE SAINT-TRIVIER (70); |
| | VI MARIE, religieuse à Marcigny (71); |

7° GUILLAUME, seigneur d'Amplepuis, marié : 1° avec N....., dame de Villedieu;

2° avec AGNES DE SAINT-GERMAIN, dame d'Estours, veuve du Palatin de Dio; &

3° avec MARGUERITE DE GORSE, qui le rendit père de :

- | | |
|-------------|---|
| | I EDOUARD, qui recueillit la succession & se maria avec JACQUELINE DE LINIERES, dont il eut : |
| | a FRANÇOIS, chevalier, mari de FRANÇOISE DE MAILLE, dame de Châteauroux & de la Châtre, décédé sans enfants; |
| BRANCHE | b JACQUES, baron de Linieres, chambellan du roi, qui testa le |
| D'AMPLEPUI. | 15 septembre 1488, & mourut laissant de Jacqueline, fille de Guillaume Juvénal des Urins, chancelier de France, la femme: PHILIBERT (72), chambellan de FRANÇOIS 1 ^{er} , & sénéchal d'Auvergne, mort en 1542. |

(67) V. ci-dessus, t. 1^{er}, p. 476. N. *Chronique de la Maison de Beaujeu*, t. c., p. 284.

(68) Arch. de l'Emp., P. 1380, c. 218.

(68 bis) *Ibid.*, P. 1380, c. 144.

(69) Arch. de l'Emp., P. 1380, c. 144.

(70) *Ibid.*, P. 1380, c. 141.

(71) La Motte (t. 1^{er}, p. 486) l'appelle Blanche & donne à Gui-

chard, seigneur de Perreux, deux autres enfants : 1° Philippe, mort jeune, & 2° Marguerite, abbesse du Ly-le-Melon, mais la filiation de ces deux enfants est loin d'être justifiée.

(72) Outre Philibert, Jacques, baron de Linieres, laissa deux filles naturelles : Jeanne, mariée à David de Leudun, seigneur de Luçon, & Philiberte. (Guichenon, *Hist. de Dombes*, t. 1^{er}, p. 226.)

BRANCHE
D'AMPLEPUIS.

(Suite).

Rameau
de Linieres.
(Suite).

sans avoir eu d'enfants de CATHERINE D'AMBOISE, qu'il avoit épousée le 10 novembre 1501. Il fut le dernier descendant des Beaujeu.

c ANNE (71), mariée : 1^o en 1441, à PHILIPPE DE CULANT, seigneur de Jaloignes, maréchal de France ; 2^o à LOUIS, seigneur de Beauvau, de Champagny, & de la Roche-sur-Yon, févécchal d'Anjou & de Provence ; & 3^o à JEAN DE BAUDRICOURT DE CHOISEUL, bailli de Chaumont, puis maréchal de France & gouverneur du duché de Bourgogne, avec lequel elle vivoit en 1496.

d MARIE, femme de GUILLAUME DE SULLY, seigneur de Volon.

II GUICHARD, mort jeune ;

III JEANNE, femme de JEAN DE SAINT-SYMPHORIEN, seigneur de Chamouffet.

8^o ROBERT, seigneur de Joux-lous-Tarare, de Saint Bonnet, &c., mari d'AGNES DE VIENNE, dame de Chaudenay, qui lui donna :

BRANCHE
DE JOUX.

I GUICHARD, seigneur de Joux & de Belleville, mort sans postérité, le 6 septembre 1389 ;

II JEAN, chevalier, mort en 1383, sans laisser d'enfants ;

III MARGUERITE, mariée le 16 décembre 1391, à LOUIS DE LISTENOIS, seigneur de Montaigu.

IV JEANNE, femme de JEAN, seigneur de Cufance & de Beauvoir.

9^o LOUIS, seigneur d'Alloignet, mari de JEANNE DE BEAUJEU-SUR-SAONE, testa le 12 juillet 1367 (74), & mourut après 1385, laissant pour

BRANCHE
D'ALLOIGNET.

unique héritière sa fille :

ANTOINETTE, femme de JACQUES D'ARQUEIL, écuyer.

10^o BLANCHE, mariée le 16 juillet 1346, avec JEAN, seigneur de Linières en Berry (75).

EDOUARD 1^{er}, maréchal de France, naquit le 11 avril 1316, testa le 27 mars 1346 & en 1351 (76). & mourut le 3 mai de cette dernière année, laissant de MARIE DU THIL, qu'il avoit épousée en 1332 (77) :

1^o ANTOINE, qui lui succéda ;

(71) La Mure l'appelle Jeanne.

(74) Arch. de l'Emp., P. 1368, c. 158.

(75) Guichard-le-Grand eut encore un fils naturel, Jean de Beaujeu, vivant en 1349. Ce Jean ne fait peut-être qu'un avec Jacques de Beaujeu que La Mure lui donne, sans en fournir la

preuve, comme il fuu légitimement de son mariage avec Jeanne de Châteautilain.

(76) Arch. de l'Emp., P. 1366, c. 1499 & P. 1367, c. 1518.

(77) *Ibid.*, P. 1368, c. 141.

2° MARGUERITE, née au château de Montmerle, le 20 décembre 1346 (78), mariée, le 16 juillet 1362, à JACQUES DE SAVOIE, prince d'Achaïe & de Morée, comte de Piémont. Elle testa le 21 octobre 1388 & mourut en 1400.

ANTOINE, né au château de Pouilly, le 12 août (79) 1343, épousa, le 4 août 1372, BEATRIX DE CHALONS, dont il n'eut pas d'enfants, testa en 1374 (80) & mourut le 12 septembre de la même année. Il laissa pour successeur son cousin,

EDOUARD II, qui prit possession du Beaujolois le 1^{er} septembre 1374, testa en 1391 (81), fit donation de toutes ses terres à LOUIS II, duc de Bourbon, le 23 juin 1400 (82) & mourut le 11 août de la même année. De son mariage contracté le 14 novembre 1370, avec ELÉONORE DE BEAUFORT, comtesse d'Alais & nièce du pape GREGOIRE X, EDOUARD II n'eut qu'un fils :

GUICHARD, né le 29 juillet 1372 & mort au berceau.

M.-C. GUIGUE.

ancien élève de l'Ecole des Chartes.

(78) La Mure dit le 20 octobre.

(79) Le 12 septembre, suivant La Mure.

(80) Arch. de l'Emp. P. 1367, c. 1572, P. 1368, c. 1580, &

Bibl. Imp. mss. fr. Brienne, n° 121, f° 53.

(81) Arch. de l'Emp., P. 1370, c. 1001.

(82) Ibid., P. 1360, c. 1401, P. 1372, c. 1016, & P. 1372, c. 1011.





Sceau de Louis, sire de Beaupré, 1281.
— Arch. nat., J. 248, n° 2.



Sceau de Guichard, sire de Beaupré,
1317. — Arch. nat., J. 204, n° 2.



Contre-sceau de Louis, sire de Beaupré,
1281. — *Ibid.*



Contre-sceau de Guichard, sire de Beaupré,
1317. *Ibid.*



Sceau de Guichard, sire de Beaupré,
1303. — Arch. nat., J. 170, n° 7.



Sceau d'Eustache, sire de Beaupré, 1303
— Arch. nat., J. 288, n° 4.



Seau de Marguerite de Baugé, dame de
Beaujeu, 1250. — Arch. du Rhône,
fonds du chapitre de Saint-Juft.



Contre-seau de Marguerite de Baugé,
dame de Beaujeu, 1250. — *Ibid.*



Seau de Louis de Beaujeu, sire du Broc,
1292. — Arch. nat., J. 270, n° 4.



Contre-seau de Louis de Beaujeu, sire
du Broc, 1292. — *Ibid.*



Seau de Guillaume de Beaujeu, grand
maître du Temple, 1286. — Arch.
nat., J. 456, n° 27.

TABLEAU GENEALOGIQUE

DES SIRES DE BOURBON

D'après les Manuscrits inédits du Père André (*).

ADHEMARD ou AIMARD, 923 (1) (2) (4), épousa ERMENGARDE (1) (4). Il fut père de :

- 1° AIMON, qui fuit;
- 2° ARCHAMBAUD (3) (4);
- 3° DAGOBERT, moine (3) (4).

AIMON 1^{er}, 945-953 (1) (2) (4), épousa ALDESINDE (4) (5). Il fut père de :

- 1° GERARD (4);
- 2° ARCHAMBAUD, qui fuit (4);
- 3° AIMON (4);
- 4° EBBON (5);
- 5° HUMBERT (5);

(*) Le père André, religieux cistercien, ancien prieur du couvent de Meulan, avait préparé, vers la fin du règne de Louis XIV & par ordre du Roi, les éléments d'une nouvelle *Histoire de la maison de Bourbon* qui devoit être principalement appuyée sur des documents inédits. Il s'étoit attaché avec le plus grand soin à rassembler un très-grand nombre de titres dans les archives publiques & dans celles des abbayes, prieurés & châteaux du Bourbonnois. Il avoit pu notamment consulter le cartulaire & les archives de Souvigny, ainsi que plusieurs obituaires dont la perte, sans lui, seroit irréparable. Les monuments, les tombeaux, les inscriptions, &c., avoient aussi attiré son attention & il avoit pris soin de les décrire ou de les copier avec beaucoup d'exactitude. Enfin, nous content d'avoir pué aux sources, il n'a point négligé la lecture d'aucun des historiens graphes qui, directement ou indirectement, se sont occupés de l'histoire de la maison de Bourbon. Claude Bertruyer & Eusèbe de Launier, avocats au Parlement de Paris, à qui nous empruntons quelques-uns de ces détails, ajoutent, dans leur *Bibliothèque des Comtes*, que le P. André se montra « plein de zèle pour le public », que ses « réflexions » pouvoient rendre les plus utiles secours « à l'histoire de la Coutume », & qu'il avoit eu grande action de l'antiquité. « Pour un motif que nous ignorons, le Père André ne put rédiger & publier cette histoire qu'il préparoit depuis longues années, mais ses manuscrits ont été fort heureusement préservés. Ils appartenant aujourd'hui à la bibliothèque de Beaulieu. Grâce à l'extrême obligeance de M. le comte de Périguy, maître de l'intérieur, qui ne néglige aucune occasion d'être utile aux explorateurs de l'histoire de la France, nous avons pu en obtenir communication avec déplacement. — Ces documents sont fort nombreux, ils sont rassemblés en un fort volume petit in-folio, d'une écriture très-fine, & classés par ordre chronologique, sous le nom de chaque sire de Bourbon & de chaque duc de Bourbon. Un grand nombre de ses titres sont inédits & se le trouvent ni en

originaux, ni en copies dans les archives de l'Empire. Ils contiennent d'importantes leçons dans nos dépôts publics. Ils complètent surtout & enrichissent, autant que possible, le texte & les pièces justificatives de La Mure qui, par suite de la confiscation des archives du Comtat, ne put se procurer, dans le Forez, que fort peu de documents inédits sur les Ducs de Bourbon. Le lecteur comprendra des lors toute l'étendue du service que M. le comte de Périguy a bien voulu rendre à l'histoire de sa province.

La nouvelle généalogie des Sires de Bourbon que a dressée M. Steyert, d'après les manuscrits du P. André, est la plus complète & la plus exacte qui ait paru jusqu'à présent. Indépendamment de diverses erreurs qu'elle rectifie & de divers changements essentiels qu'elle présente, elle résume deux Sires de Bourbon de plus, dont l'un, Archambaud VI, n'est pas compris par les généalogistes comme sire de Bourbon, & dont l'autre, Archambaud IX, n'étoit pas connu. — (*Bibl. hyst. de P. Leclerc. — Bibl. des Comtes, &c.*) par Claude Bertruyer & Eusèbe de Launier, avocats au Parlement. In-4°, Paris, Nicolas Gousselin, 1609, p. 95.) — Note de l'Éditeur.

(1) Adhemar comes & filius meus Haymo dominus Bourbonis.
(2) S. Adhemari comitis, S. Aimonis filii ejus. (923, charte de Maffreux.)

(3) Donato Archimbaldo filio meo... Dagbertus germanus fuit monacho... Irmingardis exoritur & E. Karli comitis, avi mei & Nivelandi germani mei quondam comitis. (Cartulaire de Souvigny.)

(4) Aimo... cum uxore mea Aldefinda, pater meus Aymardus... gentitricis mee Ermengardis & fratrum meorum Dagberti & Archambaudi... S. Aimonis, S. Giraldi & Archimbaldi filiorum ejus (911, charte de Bourbon.)

(5) Haimo Dominus Bourbonis filius Adhemari comitis & Hermengardis comitissae ena cum uxore mea Aldefinda & filiis meis Gerardo, Archimbaldio, Haimone, Ebbone, Hemberto & Andrico & filia nostra Aldefinda. (945, Cartulaire de Souvigny.)

6^e ANSERIC (5),

7^e ALDESINDE (5).

ARCHAMBAUD I^{er} LE FRANC, 959-999 (6), épousa ROTILDE (7).¹ Il fut père de ARCHAMBAUD LE VERD, qui fuit.

ARCHAMBAUD II LE VERD, 1018 (6) (8). Il épousa ERMENGARDE (9) & eut pour enfants :

1^{er} ARCHAMBAUD, qui fuit (9) :

2^e AIMON (9) (10), archevêque de Bourges ;

3^e ALBUIN (9) ;

4^e GÉRARD (9).

ARCHAMBAUD III DU MONTET, 1061 (10) (11), épousa BELETRUDE (12) & AUREA. Il fut père de :

1^{er} ARCHAMBAUD, qui fuit :

2^e AUREA.

ARCHAMBAUD IV LE FORT, 1077 (11), épousa BELIARDE (12). Il eut pour fils :

1^{er} ARCHAMBAUD, qui fuit ;

2^e PIERRE DE BLOT (12) ;

3^e AIMON, qui fuit (12) ;

4^e N....., femme d'Aurel Cambo (12) ;

5^e ERMENGARDE, femme de Foulque d'Anjou, puis de Guillaume de Jaligny (12 bis).

ARCHAMBAUD V LE PIEUX (13) épousa LUCE (13). Il fut père de ARCHAMBAUD, qui fuit.

ARCHAMBAUD VI LE PUPILLE, 1126 (13), mort sans alliance.

AIMON II VAIRE VACHE, fils d'ARCHAMBAUD IV (14) (15) épousa N. DE TONNERRE (14). Il eut pour fils ARCHAMBAUD VII, qui fuit.

ARCHAMBAUD VII LE FORT, 1171, mort en 1172 (15) (17) (18) (12). Il épousa AGNES DE SAVOIE (16) (18), & eut pour fils ARCHAMBAUD, qui fuit.

ARCHAMBAUD VIII LE JEUNE (18) épousa ALIX DE BOURGNE (19) (21) (23). Il eut pour enfants :

1^{er} ARCHAMBAUD, qui fuit ;

2^e MAHAUT, qui fuit.

ARCHAMBAUD IX, né en 1140, mort sans postérité en 1169 (20) (22) (23).

(6) Archambaldus, cognomine Francus, comes & dominus Borboni... S. Archambaldi comitis & Archimbaldi filii foi. (999, Cart. de Souvigny.)

(7) Il confirme, avec sa femme Rotilde, quelques dons de ses prédécesseurs (919).

(8) XII kal. Junii officium fiat pro domino Archembaldo Virido. (Obituaire de Souvigny.)

(9) Ego Archimbaldus & uxor mea Hermengardis & filii nostri Archimbaldus & Albouin, Gherardus quoque & Aymon. (1018, Cart. de Souvigny.)

(10) Archambaudus dominus Borbonen & Archembaudus filius meus (1061, carta S. Leonardi) frater Haymonis archiepiscopi Bituricensis. (Recueil des Historiens de France.)

(11) Archembaldus cognomine Fortis filius Archimbaldi de Monticulo... Archimbaldi filii mei, 1077. (Gallia christiana.)

(12) Archembaldus filius illius Archimbaldi qui ecclesiam de Monticulo construxit & filius Beletrudis... S. Beatiardus exoritur fue. S. Archembaldi, S. Petri (de Blot), S. Aimonis, filiorum ejus, ... S. Aurelii Cambo qui filium ipsius Archimbaldi habebat. (S. d. carta Evannensis.)

(13 bis) Gesti Ambianensium Dominorum. (Chron. de Tourn.)

(14) Archembaldus cognomine Pupilli dominus Borbonem cum Ludo Lucio matrimonio... Archembaldi cognomine Pii patris sui & matris sue Lucie & avi sui Archembaldi Fortis... sicut Archembaldus cognomine Francus Archimbaldi Viridi filio suo... (Lauda) Petrus de Blot cum Haimone patruo suo Senefcalo & Archimbaldi filio suo. (1126, Cartulaire de Souvigny.)

(14) La fille de Guillaume de Tonnere fut la femme de Aimon de Bourbon. (De Origin. Comitum Nivernensium.)

(15) Obiit Archambaldus V filius Aimonis (Chronique de Cluny) Lucez Archambaud VII au lieu de Archambaud VI. Le P. André fait observer qu'il y a erreur dans ce texte, l'annaliste n'ayant pas compte Archambaud le Pupille, mort sans postérité.

(16) La femme du Sieur de Bourbon étoit sœur de la mère du roi Louis VII. (Chronique de Vezelay.)

(17) Sigillum Archimbaldi Fortis. (Légende d'un sceau qui existoit appendu à un acte original de Souvigny.)

(18) ... Domini Archembaldi de Borbonie & Agnetis illius filii comitis Archimbaldi junioris eorum filii (1112, Chartre de St Menoux.)

(19) Ala (religieuse à Fontevrault en 1203), que fuerat... de cillis Borbonii & neptis carissime domine nostre Marguerite. (Hill monastier de Corona prope Angelidam.)

(20) 1140, 1 kal. Julii, natus est Archambaudus (fils unique d'Archambaud VI (Chronique de Cluny)) Meme observation que dans la note 15.

(21) Il épousa la sœur de Duc de Bourgogne (Chronique de St Martial de Limoges.)

(22) 1169, obiit Archambaudus VII, filius sequentes Archambaudi. (Chron. de Cluny.) Meme observation que dans la note 15.

(23) 1176, Ego Archembaudus dominus Borbonii confiteantur Adelude genitrice mea & sorore mea Maille... patris mei Archambaudi & avi mei Archambaudi. (Cart. de Souvigny.)

MAHAUT épousa GAUCHER DE VIENNE (24) (25), puis GUI DE DAMPIERRE (26) (27) (28) (29) (32). De son dernier mariage, elle eut trois fils & trois filles :

- 1° ARCHAMBAUD, qui suit ;
- 2° GUILLAUME, seigneur de Noyel ;
- 3° GUI DE DAMPIERRE, seigneur de Saint-Juft, mort en 1276, & enterré aux Cordeliers de Champagne ;
- 4° MARGUERITE, dame de Forcalquier, puis de Brancion ;
- 5° N....., qui épousa GUILLAUME DE MELLO, vivant en 1243 (28 bis).
- 6° N.....

ARCHAMBAUD X, mort en 1238, à la bataille de Cognac (29) (30), épousa BEATRIX DE MONTLUÇON. Il eut d'elle trois fils :

- 1° ARCHAMBAUD, qui suit (30) ;
- 2° GUILLAUME (31) ;
- 3° GUI DE BOURRON, doyen de Rouen, 1266, mort en 1279 (31 bis).

ARCHAMBAUD XI (32) (33) épousa YOLANDE DE CHATILLON (32), testa en 1248 & mourut à Nicosie. Il eut pour filles :

- 1° MAHAUT, qui suit ;
- 2° AGNÈS, qui suit.

MAHAUT épousa EUDES DE BOURGOGNE, dont elle eut quatre filles : YOLANDE, MARGUERITE, ALIX & JEANNE ;

AGNÈS épousa : 1° JEAN DE BOURGOGNE, 2° ROBERT D'ARTOIS. Elle eut de son premier mari, BEATRIX, qui suit.

BEATRIX épousa ROBERT DE FRANCE, comte de Clermont, sixième fils de SAINT LOUIS.

A. STEYERT.

Quelques historiens & généalogistes rattachent aux Bourbon-Ancien :

1° Les *Bourbon-Montluçon*, dont l'origine est incertaine & qui se font fondus au XIII^e siècle, dans les fires de Bourbon, par le mariage de Béatrix avec Archambaud X. (Voir Du Bouchet, Blondel, &c.).

2° Les *Bourbon-Lancy*, qui remontent à Anféric & dont on suit la trace jusqu'au XIV^e siècle, époque où Bourbon-Lancy appartenait aux Châteaullain.

A cette branche paroissent se rattacher les *Bourbon-Montperroux*, qui existoient encore à la fin du XV^e siècle ; les *Bourbon, seigneurs de Vitry*, éteints au XV^e siècle ; les *fires de Claffy* ; les *Bourbon, seigneurs de Bessy*, éteints au commencement du XIV^e siècle, & dont le premier étoit un Guillaume, fils d'Archambaud X, qui eut pour descendants trois autres seigneurs du nom de Guillaume. (Voir, pour la généalogie des fires de Bourbon, les Frères Sainte-Marthe, le P. Anfelme, *l'Art de vérifier les dates*, Blondel, Du Bouchet, &c.)

A. S.

(24) Gaucherius de Borbone & domina Matilda uxor ejus.
1181. (Arch. de l'Allier.)

(25) Séparée de Gaucher en 1196. (Bulle Pontificale.)

(26) 1196, Serment de Gui de Dampierre, nouveau mari de Matilda. (Cart. de Souvigny.)

(27) 1216, mort de Gui de Dampierre, enterré à St-Laumer-de-Melo. (Épigramme.)

(28) Mahaut eut trois fils & trois filles de Gui de Dampierre. (Chronique d'Albéric.)

(28 bis) Archives nationales. Inv. Lhuillier, c. 40, n° 1688. — *Art de vérifier les dates*.

(29) 1216, Février (N. S.) Ego Archambaudus dominus Borbon.

landanthus Matylda matre mea & uxore mea Beatrice... monasterii Sancti Launomari Blesensis in quo pater meus traditus fuit sepulture. (Arch. nat. Inv. Lhuillier, c. 21, n° 1104.)

(30) Archambaud épousa Beatrice, fille d'Archambaud de Montluçon. (Chron. d'Albéric.)

(31) Je Archambaud de Bourbon & Guillaume, mes freres, &c. (Privileges de Charroux, 1241. Inv. Lh., c. 58, n° 1104.)

(31 bis) Arch. nat. (Chron. de Rouen. Inv. Lh., c. 17, n° 2598.)

(32) Conventions de mariage avec Yolande de Châtillon, 1227. (Arch. nat. Inv. Lhuillier, c. 47, n° 1916.)

(33) Ego Archambaudus... Archambaudus avus avus maris, 1241. (Cartulaire de Souvigny.)



Seau d'Archambaud X, sire de Bourbon, 1210.
— Arch. de l'Emp., J. 427, n° 11 bis.



Seau d'Archambaud XI, sire de Bourbon,
1247. — Arch. de l'Empire, J. 190, n° 29.



Contre-seau d'Archambaud X, sire de Bourbon,
1210. — *Ibid.*



Contre-seau d'Archambaud XI, 1247. — *Ibid.*



Seau d'Archambaud X, sire de Bourbon,
1210. — Arch. de l'Emp., J. 256, n° 26.



Seau d'Agnès, dame de Bourbon, d'après un
dessin à la plume tiré des Mss. du P. André.

TABLEAU GÉNÉALOGIQUE

DES DUCS DE BOURBON.

ROBERT DE FRANCE, né en 1256, mort en 1318, épousa, en 1272, BEATRIX, dame de Bourbon, unique héritière de sa mère AGNES DE BOURBON. Ils laissèrent trois fils & trois filles :

- 1^o LOUIS, qui suit ;
- 2^o JEAN DE CLERMONT, seigneur de Saint-Juft, mort en 1316 ;
- 3^o PIERRE DE CLERMONT, archidiacre de N.-D. de Paris, vivant en 1330 ;
- 4^o BLANCHE, femme de ROBERT VII, comte d'Auvergne, morte vers 1312 ;
- 5^o MARIE, morte religieuse à Poissy, en 1372 ;
- 6^o MARGUERITE, femme de JEAN, comte de Namur, morte en 1309.

LOUIS I^{er} DUC DE BOURBON, mort en 1342, laissant de MARIE DE HAINAUT, sa femme, huit enfants :

- 1^o PIERRE, qui suit ;
- 2^o JACQUES, mort enfant en 1318 ;
- 3^o JACQUES, d'où sont issus les comtes de la Marche, comtes & ducs de Vendôme, devenus plus tard rois de Navarre & parvenus enfin au trône de France, en la personne de HENRI IV ;
- 4^o JEANNE, femme de GUY VII, comte de Forez ;
- 5^o BEATRIX, morte en 1383, femme : 1^o de JEAN DE LUXEMBOURG roi de Bohême ; 2^o de EUDES DE GRANCEY ;
- 6^o MARGUERITE DE BOURBON, femme : 1^o de JEAN, sire de Sully, 2^o de HUTIN DE VERMEILLE, morte en 1362 ;
- 7^o MARIE, morte en 1387, femme : 1^o de GUY, fils du roi de Chypre ; 2^o de ROBERT DE SICILE, prince de Tarente ;
- 8^o PHILIPPINE, morte jeune.

Il eut aussi un fils naturel, JEAN, seigneur de Rochefort & de Bèçay.

PIERRE I^{er}, tué à la bataille de Poitiers, en 1356, laissa d'ISABELLE DE VALOIS, sa femme, un fils & six filles :

- 1^o LOUIS, qui suit ;
- 2^o JEANNE, femme de CHARLES V, roi de France, morte en 1377 ;
- 3^o BLANCHE, femme de PIERRE-LE-CRUEL, roi de Castille, assassinée en 1361 ;
- 4^o BONNE, femme : 1^o de GODEFROI DE BRABANT ; 2^o d'AME VI, comte de Savoie, morte en 1403 ;

5^o CATHERINE, morte en 1427, femme de JEAN VI, comte d'Harcourt.

6^o MARGUERITE, femme de ARNAUD AMANIEU, sire d'Albret;

7^o ISABELLE, morte jeune;

8^o MARIE, prieuse de Poissy, morte en 1421.

LOUIS II, mort en 1410, épousa ANNE DAUPHINE, fille unique de BERAUD, comte de Clermont, dauphin d'Auvergne & héritière de ses seigneuries, & par sa mère du comté de Forez; il en eut quatre enfants :

1^o JEAN, qui fut;

2^o LOUIS, mort en 1414, à l'âge de 16 ans;

3^o CATHERINE, morte jeune;

4^o ISABELLE.

Il eut aussi un fils naturel, HECTOR, mort en 1415.

JEAN I^{er}, né en 1380, mort en 1433, laissa de sa femme MARIE, fille unique du duc de Berry, trois fils :

1^o CHARLES, qui fut;

2^o LOUIS, mort jeune, en 1453;

3^o LOUIS, qui forma la tige des comtes de Montpensier; il eut de sa seconde femme GABRIELLE DE LA TOUR, entre autres enfants : GILBERT qui de CLAIRE DE GONZAGUE eut, outre d'autres enfants : LOUIS II & CHARLES, devenu duc de Bourbon par son mariage avec sa cousine Suzanne. Il eut, de plus, quatre enfants naturels : JEAN, évêque du Puy & abbé de Cluny, mort en 1485, ALEXANDRE, GUI & MARGUERITE, mariée à RODRIGUE DE VILLANDRADO.

CHARLES I^{er}, mort en 1456, laissant dix enfants de sa femme AGNES DE BOURGOGNE :

1^o JEAN, qui fut;

2^o CHARLES, cardinal de Bourbon, archevêque de Lyon, mort le 12 septembre 1487, & compté dans la suite des ducs sous le titre de CHARLES II, comme ayant été, de droit, duc pendant quelques jours;

3^o PIERRE, qui fut;

4^o MARIE, morte en 1448, femme de JEAN, duc de Calabre;

5^o ISABELLE, morte en 1465, femme de CHARLES-LE-TEMERAIRE, duc de Bourgogne;

6^o LOUIS, évêque de Liège, tué en 1482, tige des Bourbon-Busset, qui comptent encore des représentants;

7^o JACQUES, mort sans alliance, en 1468;

8^o CATHERINE, femme d'ADOLPHE, duc de Gueldre;

9^o JEANNE, femme de JEAN DE CHALON, prince d'Orange;

10^o MARGUERITE, morte en 1483, femme de PHILIPPE II, duc de Savoie.

Il eut sept enfants naturels, LOUIS, comte de Rouffillon, RENAUD, prieur de Montverdun, PIERRE, seigneur du Bois-d'Oingt, JEANNE, légitimée en 1492, femme de JEAN DU FAU, SIDOINE, femme de RENÉ DU BUS, & CHARLOTTE, femme d'ODILE DE SENAY.

JEAN II, mort le 1^{er} août 1487, fut marié trois fois : 1^o à JEANNE DE FRANCE, fille de CHARLES VII, morte en 1482, sans avoir eu d'enfants; 2^o à CATHERINE, fille de JACQUES D'ARMAGNAC, duc d'Armagnac, morte en 1486, & dont il eut : JEAN, mort au berceau, peu de jours après sa mère; 3^o à JEANNE DE BOURBON, fille de JEAN II, comte de Vendôme, morte en 1487, en donnant le jour à un fils, LOUIS, mort au berceau, en 1487.

Il laissa cinq enfants naturels, MATHIEU, amiral de France; CHARLES, tige des Bourbon-Malaufé; HECTOR, évêque de Lavaur, archevêque de Toulouse, mort en 1502; MARIE, femme de JACQUES DE SAINTE-COLOMBE; MARGUERITE, légitimée en 1463, femme de JEAN DE FERRIERES.

PIERRE II, mort en 1503, duc de Bourbon après son frère JEAN II, eut de sa femme ANNE DE FRANCE, fille de LOUIS XI, un fils & une fille :

1^o CHARLES, mort jeune ;

2^o SUZANNE, qui épousa CHARLES DE BOURBON-MONTPENSIER, issu de PIERRE 1^{er}, elle mourut en 1521.

CHARLES III, connétable de France, second fils de GILBERT DE BOURBON, comte de Montpensier, mentionné ci-dessus, il devint duc de Bourbon par son mariage avec SUZANNE, fut tué devant Rome, en 1527. Il avoit eu de sa femme trois enfants morts jeunes :

FRANÇOIS, né en 1517 :

Deux jumeaux.

Il laissa, de plus, une fille naturelle, nommée Catherine.

A. STEYERT.

BRANCHE DES BOURBON LA MARCHE.

JACQUES DE BOURBON, comte de la Marche, troisième fils de LOUIS 1^{er}, tué à Brignais, en 1362, épousa JEANNE DE CHATILLON, dont il eut : 1^o PIERRE, mort sans postérité ; 2^o JEAN, qui fut ; 3^o JACQUES, seigneur des Préaux, tige du rameau de ce nom, fini au xv^e siècle.

JEAN 1^{er} épousa CATHERINE DE VENDÔME, héritière de BOUCHARD, comte de Vendôme, son frère, dont il eut, entre autres enfants : 1^o JACQUES, comte de la Marche, qui ne laissa qu'une fille, ELEONORE, qui porta le comté de la Marche aux d'ARMAGNAC ; 2^o LOUIS, qui fut ; 3^o JEAN, tige des Bourbon-Carency, éteints au milieu du xvi^e siècle.

LOUIS, comte de Vendôme, mort en 1446, laissant de sa seconde femme, JEANNE DE LAVAL :

JEAN II, mort en 1477. Il avoit épousé ISABELLE DE BEAUVAU, dont il eut, entre autres enfants :

1^o FRANÇOIS, qui fut ;

2^o LOUIS, tige des ducs de Montpensier, éteints en 1627, en la personne de MARIE, femme de GASTON D'ORLÉANS. Il eut de plus un fils naturel, JACQUES, bâtard de Vendôme, tige des seigneurs de Ligni.

FRANÇOIS, mort en 1495, eut, entre autres enfants, de MARIE DE LUXEMBOURG :

1^o CHARLES, qui fut ;

2^o FRANÇOIS, comte de Saint-Paul, duc d'Estouteville, dont la postérité ne forma qu'une génération.

CHARLES, duc de Vendôme, mort en 1538, laissant de FRANÇOISE D'ALENÇON, entre autres enfants :

1^o LOUIS, comte de Marle, mort en 1516 ;

2^o ANTOINE, qui fut ;

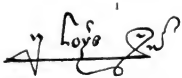
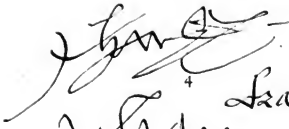
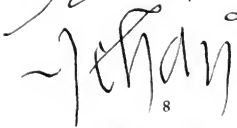
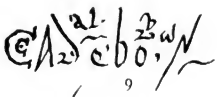
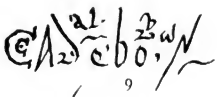
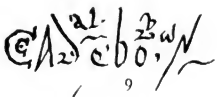
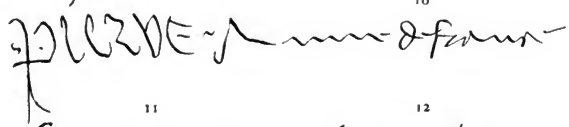
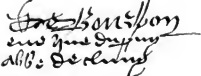
3^o FRANÇOIS, comte d'Enghien, mort en 1585 ;

4^o CHARLES, cardinal, roi sous le nom de CHARLES X, mort en 1590 ;

5^o JEAN, comte de Soissons & d'Enghien, tué en 1587 ;

6^o LOUIS, fouche de la Maifon de Condé, dont le dernier représentant périt en 1804, fusillé dans les fossés de Vincennes. Cette Maifon avoit fourni deux branches : celle de Soissons, éteinte en 1721, & celle de Conti, finie à la fin du xviii^e siècle.

ANTOINE, roi de Navarre par son mariage avec JEANNE D'ALBRET, fille & héritière de HENRI, roi de

¹  ²  ³ 
⁴  ⁵ Catherine d'Armagnac
⁶  ⁷  ⁸ 
⁹  ¹⁰ 
¹¹  ¹² 

1. — Louis II.

2. — Charles I.

3. — Agnès de Bourgogne.

4. — Jean II.

5. — Catherine d'Armagnac.

6. — Jeanne de France.

7. — Jeanne de Bourbon.

8. — Charles II, cardinal.

9. — Pierre II.

10. — Anne de France.

11. — Charles III, connétable.

12. — Jean, Bâtard de Bourbon.

Navarre, laissa de ce mariage plusieurs enfants, entre autres HENRI, devenu roi de France, sous le nom de :

HENRI IV, tige de toutes les branches de la Maison royale de Bourbon :

- 1° La branche aînée, représentée par MONSIEUR LE COMTE DE CHAMBORD ;
- 2° La première branche d'Orléans, dont le chef, GASTON D'ORLÉANS, frère de LOUIS XIII, ne laissa que des filles ;
- 3° La deuxième branche d'Orléans, qui remonte à PHILIPPE D'ORLÉANS, frère de LOUIS XIV : le chef actuel de cette branche est MONSIEUR LE COMTE DE PARIS ; MONSIEUR LE DUC NEMOURS, MONSIEUR LE PRINCE DE JOINVILLE, MONSIEUR LE DUC D'AUMALE ET MONSIEUR LE COMTE DE MONTPENSIER appartiennent à cette même famille ;
- 4° La branche d'Anjou, parvenue au trône d'Espagne en la personne de son chef PHILIPPE, second fils du dauphin, fils de LOUIS XIV, & d'où proviennent les rois de Naples & les ducs de Parme.

A. S.



SERMON EN VERS

DE

GUICHARD III, SIRE DE BEAUJEU



Le existe deux manuscrits de ce sermon, l'un, Bibl. Harléienne, n° 4388, l'autre, Bibl. Impériale, Saint-Germain français, n° 2560, aujourd'hui 1856, fol. 59, v°, 64, v°. — M. Jubinal, en 1834, l'a publié sous ce titre : *Sermon de Guichard de Beaulieu* (Paris, in-8°, Techener). M. Thomas Wright, dans l'édition qu'il a donnée du *De nugis curialium*, par Gautier Mapes, constate que l'unique manuscrit de ce dernier ouvrage (Bibl. Bodléienne, Oxford), désigne l'auteur du poème sous le nom de *Bellojoco*, qu'il remplace par celui de *Belloloco* : *probably*, dit-il, *a mere error of the scribe*, p. 20. Mais c'est plutôt une erreur de sa part, comme le prouve le récit de Mapes, contemporain de Guichard III, de Beaujeu : *Gischardeus de Bellojoco, pater hujus Imberti qui nunc cum filio suo constitus est, in ultimo senectutis sue, Cluniaci assumpsit habitum, &c.* (V. *Hist. des Ducs de Bourbon*, &c., t. 1^{er}, p. 127, notes). M. Victor Leclerc, dans l'*Histoire littéraire de la France*, penche pour cette opinion : « Les Trouvères, dit-il, ont aussi rimé de vrais sermons. Deux ont été de notre temps publiés à part, l'un sous le nom de Guichard de Beaulieu, l'autre sans nom d'auteur. Le premier, en longs couplets de grands vers qui ne riment quelquefois que par assonnance, sur les vices du siècle, les horreurs de l'enfer & les joies du paradis, appartiendrait au xii^e siècle, & non, comme on l'avait pensé, au xiii^e, si ce Guichard étoit le moine de Cluny appelé par Gautier Mapes, *Gischardeus de Bellojoco*. S'il en est ainsi, comme il n'y a point d'in vraisemblance à le croire, ce Giscard ou Guichard de Beaujeu, plutôt que de Beaulieu, fut un singulier personnage. Il étoit déjà très vieux quand il prit le parti du cloître; mais son fils Imbert (sifex Humbert) s'étant laissé enlever l'héritage paternel, au nouveau moine succéda pour quelque temps l'ancien chevalier, qui, après avoir reconquis les armes à la main le domaine de son fils, rentra dans son couvent, & y mourut en 1137. Guichard faisoit déjà des vers du temps de sa vie mondaine, où il passoit pour un Homère laïque, *laicorum Homerus*. Il avoit sans doute composé alors quelque épopée chevaleresque, pour être jugé digne d'un si beau titre : il ne reste aujourd'hui qu'un sermon rimé de cet Homère du xii^e siècle. Nous devons regretter de ne connaître aucune de ses poésies profanes; mais on ne trouve rien d'homérique dans son sermon. Le couplet suivant, où il dit qu'il a pris part aux illusions du siècle, a du moins le mérite, s'il n'en a point d'autre, de nous représenter assez bien ce moine belliqueux dont Gautier Mapes nous a laissé le portrait en latin :

Qui se fie en cest siecle por fol tiens mult celui, &c. (voir ci-dessous le couplet qui commence par ce vers). C'est à l'ancienne existence mondaine & à la retraite volontaire du sire de Beaujeu que semblent se rapporter ces deux vers d'un ouvrage tout à fait semblable au sien :

« *Qui plus fait & plus croit, plus en est paoureux;*

« *Moult sen aperceut bien dans Guichars de Biaufous. »*

Cette poésie morale ayant été publiée *in extenso* par M. Jubinal, nous nous contenterons d'en donner une analyse & quelques extraits copiés & collationnés par deux anciens élèves de l'école

des Chartes, MM. Henri de l'Épinois & Kroeber. (*Histoire littéraire de la France*, t. xxiii, pp. 250 & s. Trouvères. — Poésies morales. — De La Rue, *Essai sur les bardes*, t. 11, pp. 136-142. — Gualteri Mapes, *De nugis curialium*, Edited, from the unique manuscript in the Bodleian library at Oxford, by Thomas Wright, &c., in-4°, printed for the Camden Society, 1850, p. 20, c. 13. M. Valentin-Smith, conseiller à la Cour impériale de Lyon, a bien voulu nous communiquer un exemplaire de ce livre qui n'a été tiré qu'à un petit nombre d'exemplaires & qui est très-rare.

L'Éditeur.

Entendez vos mes, les petis & les grans.
Un deduit vos dirai, bel est & avenanz.
A tunc cels sort à jous qui Deus sunt desiranz
Et à cels iert à fous (1) qui huent (2) les comuans (3).
Ce n'est contrefeu, ne n'est fable, ne chanz.
En tunc tunc le puis dire, je n'y vers tunc.
Je l'ersi (4) le latin, & dirai en romanz.
Cil qui ne fet grammeire, ne fet nient dotanz
De ce que je dirai, asseu en si granz.
Les meis de sainte Iglise & tunc les plus vaillanz
Li fiesles est mult vels, & si est teuplans.
Fraisier est & malveis, tot se vait declinanz.
Oe ne fet l'en qui croire, tant est fel & fodiuzans.
A l'amor de cest mund vos pluseurs atendantz.
Mais cil mes l'acointe, cil Deus est en perdanz.
Mort en ai veu, ne si quanz (5).
Que Deus port pour cest fiesle, moult par est non savanz.
Deables a par cest mund vu plusieurs tens (6) servanz.
Qui est sient (-) vers Deus & vers tunc les comuans.
Quel pre (7) a li buem (8) t'il vit cest anz!
S'il viveit mil, ne li vaudreit un vant.
Peur turent sient cest fiesle, ne lor ara garant.
La mort enmoine tot les pères des enfanz.
Il n'a nul, tant fort, ouveste (10) & vaillant.
Qui tant fort de fun cors orgueille & proiant.
Ne tant fort bien veus de pailles (11) trainanz,
Que li ou il dest merie, ne li mut fia (12) tizanz (13).
De tot le plus que a fait est dolenz & peusanz.
Del buem li femble poi (14), li mais li femble grande.

Qui fe fies en cest fiesle pour fol tienc mult celui
Par moi meisme le sei, ne mie par altrui.
Folement le menai, tant comme j'en i fui,
Unques nés fu rien de quan que (15) faire i dai.
Trop i dai demorer, tant m'en s'aperçui.
A celui me sui peis qui est versai refusi (16).
Malveis est li grans pour quel je par de lui.
Ke darai plus! car del tot si buem foi.
Deable romai, quant baptisme revei.

Mult est malveis cest fiesle quant ses amis fodiut,
Quant le quident (-) tenir, & li tot tunc (18) lui fait
Tousjers vait dechaunt, comme glace qui fuit.
Que remet al fol il ne puet faire altre fruit
Et vait remenant fun orgueil & fun bruit,

Et qui s'amer i maint, cil est mort & destruit.
Puis vait en enfer où je n'ara deduit (19).

Ore oez de cest fiesle comme il tait si ses amis.
Cels qui en l'est se fient, moult tunc & mors & vels.
En enfer met les almes, & les cors fait mondiz.
La char quant ele mouert fait mangier sa lumbiz.
Qui hibeige en enfer mult est mal als.
Mult ses dar offel qui ens iert (20) ens.
Tot tunc iert corceiz, de se doler n'ert fies.
Puis vait en tristor & fons ensoit de amu.
Malveis est li hibeige n'en plet tot di (21).
Le deable est tant fel, tant cuert (22), tant maldis.
Que plus fait fun plaisir, à celui fait il pie.
Qui ens en enfer maint, moult puet estre peusil.
Car il est egiens (23) & dolenz & chainis.
Mult trevoille qui deable a fiesil.
Car de se ceoie hute n'est il poufils.
Deu ne reclamers, ja ne s'iert tant hardiz.
Celsi fu pour nient oez, & moi est il avis.
S'il a vesce cent anz, mal les a acumpleir.

Mult est malveis cest fiesle, si tost fuit & vait.
Ki l'autre pert pour cest, bien fol change fait
Qui dampne (24) Deus guerpit & à Deables teist.
Vairement s'en repent, li où il plus est.
Tot li puet en cest fiesle, quan que en cest il puiat
Il n'a nul tant fort, quant il vient al dur plet (25).
E li où il doit merie, qu'il pour n'ert s'iert.
Quant gill valment à terre, en l'an le lait.
Dunc vendreit en fun cuer qu'il eût bien fait.
S'il n'a bien fait grant deit & qu'il s'ermait (26).
Cil qui Deus pert en fin & à deables vait.
Car me dites comment il puet avoir bon fait!
Par ço puez savoir que cest fiesle confait.
Car li buem n'a ses ne terre ne respant
Malment se contienent li prince qui i fient.
Nels ne fait tant de mal que fun cuer en amunt,
Cil iert en enfer, ne lor chandez du puet.
Et passeront les vies fens chalan & quiment.
Et puis d'enfer a porte, fers un pertuis reunt.
Tot est neri dedens comme peis que l'en fuit.
Cil qui dedens chaz par conet iscoit fuit.
Nels buem ne via fet dire comme bas les fens font,
Nels ne tot la verité fers cels qui puet l'unt.

(1) D'omni, deplaisir. — (2) Huisset.
— (3) Commandemens. — (4) Laisserai.
— (5) Combien. — (6) Luyous.
(7) Nient. — (8) Profit. — (9) Homme.

— (10) Joyeux. — (11) Effroies de fuie.
— (12) Change, mut. — (13) Desir. —
(14) Petit. — (15) Tenteur. — (16) Re-
fuge. — (17) pendent. — (18) Tousjers.

— (19) Amusement. — (20) Sers. —
(21) Jour, des. — (22) Treistre — (23)
Trouble. — (24) Seigneur, demeur. —
(25) Jugement. — (26) Est surpris.

Qui mult mait al chait mult le tress parfont,
Quant en voulds iſſir ne trovras par unt.
Liſſi eſpleient cels qui a Deables vint.

Mult homes a trac eſſi fucies fedsians.
A male ore fu nez qui il ſembie grant genz,
Et qui de tot en tot i parſait ſes talenz.
De moltes riens eſſi lies, de ques eſſi puis dolenz.
Deable lui fait faire qui il ert mali geranz.
Qui unques miez le fert, cil a païers plus granz.
En enfer eſſi dampnez ço eſſi le jugemens
E cil qui Deu geſſepi, ſens ſon ſent en tormens
Cetui a ſon ſol change, ſi n'a mali rademens
Chascuns huerus, quant il muert, dont apert ſon ſenz.
Dunc le ſevent loet ou Maſmer tutes gens

Mar virent celi ſiecle li pecheur qui i ſunt
Dampnez Deu en obliet, a mult grant tort le ſunt.
Il vint pour nos en terre & pour ſalver celi mund.
Un grant convive a preſſi, ou il nos tues ſement.
Tuz nos apele à ſei, mais mult poi l'en reſpont.
Gens honnes lor gramet à cels qui li vrent,
Aſſes plus lor dore, qui pender ne ſerunt.
La rien ne lor foudre de queneque il vouldrent,
Tutes loes volentz plenerement arunt.
Car Deu, ſi comme il eſſi, tot ſens ſon ſi verunt.
La ſerent à ſeur que james ne morunt.
Paines, traisus, dolours, james ne ſolferunt
Malt à la douz poi tuit ſunt lies qui là vunt,
Et cil ſerent dolent qui en enfer charunt.
Si pueent il bien eſſi mal hofel troverunt,
Deu unt il tot perſin, bien s'en aperevunt.
Ne fait à eſſier eſſier, ſ'il curer ſont fuit,
Ore pueent il bien plorer, ſi vous diras bien d'unt,
De Deu n'arunt il nient, ne jà li n'arunt.
Quant Dampnez Deu vendra, al jugement vunt.
Quant les cors & les almes enſembie revendunt,
Dunc creidra lor dolor, les peines doberunt,
La maleïçin (1*) Deu illeques (ſſ) raurunt.
Puis irunt en enfer, ou il tot ſens mairunt (2*),
En ſi ſen enſamblent, ou il ſens fin ardrunt,
Maltent lor ires, quant morir ne porunt.
Là ſerent en triſſor, dunt à jà n'irunt.
Mal ourent covente & l'amor de ceſt mund.
Quant Deu pour ceo geſſepunt, tel loier en arunt.
Mal ſic ſic loier, ja n'en amenderunt,
Molt le doïvent har, car ja li n'en ſerunt.
Quant tot ſens ſens fin en enfer puerunt,
Ne ja de ſule part merci n'atendunt,
Et poi gerve ceoſſi Dampnez Deu eſſi perdunt,
Dun ne vor eſſi avo quil enganz (3*) en ſunt.

De ceſt ſiecle eſſi l'amor ſeleſſeſſe & coveite.
Plaïne eſſi de trauſin, & ſainte, & coveite.
Ore n'unt pout de Deu, nient plus que mie beſte.
Deable lor eſſi preſ, tot ſens lor amoneſte.
Il eſſi ſei & coveite, ſi eſſi tute a poſſe.
Qui Deu poi lui geſſepi, mult chiet en grant poverte.
Por queneque a el mund ne reſſerunt a poſſe.
Ne ſes come ele eſſi grande, des qu'il ſai folſeſſe
Il ira en tel leu qui mult eſſi deſhonneſſe,
En enfer qui l'atent, d'unt l'entree eſſi overte,
Où il ars ſens fin dolor & ſolſtraine,
Ne ja n'iert une ore ſens peine & ſens moſſeſſe,
Qui eſſi oure deables aſſi a grant tempeſſe,

Tot tens ert ſens repos & ſens joie & ſens ſelleſſe,
De cels ſon gart Deu. le glorioſ & celeſſe!
Il nos ertreit ſ'amor, de charite nos veſſe,
Quant l'almo iſſet del cors, qu'ie à lui reverts

*Le moine trouveur continue à parler de ce & malveſe ſiecle & nos,
dit-il :*

« Chascun eſſi de mal faire hardis & deſireus »

Ou, ajoute-t-il :

« Qui ne ſet plus mal faire, icil eſſi le plus preus,
Et qui ſara mentir & ſert loſengeors (1),
Cil ſera honores & ſervi par ces cors »

Puis il fait ſes comment :

Ore s'entrebient cels ou deſſi eſſi amors
Huem ne creit & moillier, ne la moillier le eſpos.

Ri eſpendent Deu, dit-il, nous a rachetés de l'enfer

..... qui tant eſſi tenebrous.

Malveſe hofel & a horrible & hidoſ.

*Auſſi l'ellipſe puerit preſſi al en gine cels qui ne erent pas à
le mort eterelle & que va auſſi ſeri l'enfer :*

« L'alier lui ſembie douz, car le chemin eſſi plains (2) »

*L'homme, reprend-il, ne doit pas aimer le monde, & combat ce
predit ne ſengent qu'à lui, à ſes richesses :*

En ceſt terrien ſiecle n'a parſite amour,
Ore n'i poert ſon ſei à pere, ne à ſeignour,
Ne li ſe à pere, ne li ſeres a ſa ſeignour.
Molt i poert ſon ſei eſſe ſens ire & ſens dolor.
Judis fu un bon ſiecle al tens encienour.
Lealté i eſſeſſi, ſi fu de tel valour,
Bien poert ſainte Iglie garantir pechoer,
Car juſſi i a eſſi, ſi ert de grant vigor.
Ore n'a nient de ceo, chascun (3) eſſi en langor.
Remede (4) & oſeſſeſſe, car mort ſunt li doſeſſeſſe,
Qui ſolſſerunt les paines pour lui & le labour.
Mais ore en i a poi qui ſient de lui preſous.
Ore a mult poi amu, ſi eſſi en grant triſſous.
Ne ſe ſet à qui plaïdite, qui moſtrir fu doſous

*Mais, dit Guichard, au jugement dernier, Deu n'a eſſi deſſi
juger & erandz juſſice a chascun & en ce jast :*

Poi i ſerunt proſſi Rei & Empereur,
Parages n'i valdra homage de ſeignour.
Lies ſerunt li petit, & dolenz li maior,
Quant ille tremblerunt martir & conſeſſor,
Dites mei quo ſerunt parjures & traïter!

L'enfer ſera leur poſſage :

Entendable n'a (5) le dable en l'infernal poer.

*Car, au jugement, nul ne poert donner ou eſſer de ſecours : le
paradis ſera pour les bons, l'enfer pour les mauvais.*

En ce lieu de tenebres,

Mal à le cors ſervi dunt l'almo a tel doïre

Mais dans le paradis :

Là eſſi joia & amor, là ſunt tutes bonites,
Pais à & conſeſſeſſe, & vaïre charite.

(1*) Maleïçion. — (2*) Li. — (3*)
Reſſerunt de martir. — (4*) Trompes.

ſeduits, del'italien ingannare. — (11) Louan-
gens, flatteries. — (12) Uai. — (13) Sa-

geſſe. — (14) Reſſeſſe. — (15) Aſſeſſe.

Puis y entré, il faut voir ce que font fait Pierre & saint Paul.

« Et le bar saint Estienne à peccés lapides, »

Et nous les autres saints : ils ont chassé leurs corps, ils ont aimé le prochain : le noble trouve une à faire de même.

Seigneurs, pour Dieu son pri. de vos almes pen-
le ne ferrez sans lo en enfer chaire,
Sous fin srez doir, ja l'ère ne ferrez,
Bien le vos di devant, ne veul que n'en hâmes

Il faut servir Dieu :

Qui ne demande pas ne châtia, ne cite.
Ne autre trefort, fers loi les ames,
Et les commandemens en veit que vos gardes.
Deable guerpié, & à lui vos tenez,
Il vos iert grant honor, se à lui vos pernez.
Gardez vos de pechie, faites vos volentes.
De vostre droit gasing hâmes vos vives.
Et vos mortels pechiez siels si échivez,
Se vos les vives fers, si vos en repentéz,
Par amonnes & peccés chascun jor les lavés.
Seigneurs, ceo est la deite que vos demande Dez.
Il vos munde & prie que vos à lui voigniez.
Sue la ses vos femme, que vos sue li deue,
Ne li puez folle, une effes ses jures
Quant fustes baptizés de l'ère regreuez.

Mais, fers, il faut avec la charité :

Qui charité sra, celui iert apoles,

Tandis que ceux qui furent les conseils du démon fers chaires.

Deable est mult covert & enfer est purant.

« Un bonheureux fers eue qui ne comment pas de peccés. Si en a commé, l'autre deu un conseil pour recevoir en grace, c'est la confession : »

Oez de quel l'en puet le covert esbouter
Qui charité aurté qui mult veut fuir,
Et de tes ses pechiez se voult repentir,
Et en confession lavet & tergit (16)
De celui vos di jo que bien poret guarir

C'est le seul moyen d'éviter la gehéme réchelle :

Mult par est dure chose et puis d'enfer boillir.

Et le porte parle de nouveau de la médecine & que des guers le plus :

Et ceo est l'ingement dunt la fuagerez,
Vostre confession, se Dieu plest qui jo aura,

C'est avu que le sire de Beaujeu a recouvert le trefort que, dit-il.

El requi en baptême quant n'ou m'ajustâ.

Et qu'il a perdu, ajoste-t-il, quand :

Al deduit de mon cors trefort ne abandonna,
Tn si fait fun plaisir, neques ont contrefait
Ceo est le pais en jo trop demora,
Jo fu mult que mal eus quant jo Deu conoça,
Par autres de pechie de li m'effoignâ,
De fers commandemens gueres nul ne gardâ.

Deable & mult fers que jo mas avoient :

A fuire fun plaisir l'incerta me delata,
Jn vos d'az veir, & n'ert ne mentira,
Tant parfun pechie, jo tot nel conterai,
Seu ne fu rom pour Deu tot le me traversai,
Mais en est mult petit, gueres ne m'en perma.
Pechiez si eue le peor que jo fas.
Se Deu joie me dona, jo m'en amenderai,
Jo n'ou altro conseil, mais à lui me prendrai.
Jo cres bien en mun cuer que jo merci ourai
Deus est misericors, tant pus & tant versa,
Quant en fu uers, mun pechie coustifrai,
En ma poelle tce le dignejrai,
Et jo iere confes & me repentira.

Et puis le jugement deuore appert encore au port pour le leur cu garde, car, dit-il :

Li plus iert tant oribles - jo nel vos ceterai.
Hnem nel poret retenir en avril ne en mai.

A la fin, l'illustre trouveuse prouffe qu'il ne veut plus ames le jelle :

Tant & fait fun plaisir, que enfer me mania.
Se Deu n'en a merte, certes ne fas que face.
Li murt vos devant mei qui chascun jor m'agace,
Sainte Marie en pri, qui Deu veit face à face.
Que ele en pri celui que ele porta en sa brace.
Que il m'oret le s'mor & la grice,
Que jo le pouille uer & d'ert sans fu trace.
De fers Dampne Deu fui le plus lent que face,
Deu me donât volente que jo tce pechiez hâce.
Fers me donât li vertu que fun plaisir face.
Car si nos fait cest fiecle comme al d'ert la glâre

Puis il revient à parler de l'esper :

« Qui poullent est le meir - & de fers que & est tant feun que jo n'ou desiré & & le canaire. »

Avance est par tot rancine & esgaré.

Discorde mult par tot, l'un contre l'autre agité.

Or plors & deit li plait trestite sainte Iglise.

Car ne veit gueres homme qui ne ne la despit.

Lulle n'est en terre, ne il n'a à justice.

Et Deable & parot, ceo m'est vin, commandiffé

Don j est obli, & tot le fers fersé.

Mult est petit al cors ou l'âme fersé mât.

Se ele est en enfer jo crieu que ele se quite

Ne li ara mestier, la grant peliche grise.

N'i voudreit estre une ours pour tot l'ne de Trise.

Guchard de Beaujeu ajoute quel vers merte fin & fin d'ours,

car, dit-il, & l'ange parole ennemi & & il recommande encore de servir Dieu.

A tort amez cest fiecle, que tot tens vuit fuant.

Frailes est, & malheir, tot se vait dechant.

Mais creus mon conseil, s'il vos semble avenant

Si traiez al par qui si est bel & grant.

Li est vie fers mort, n'en alez murt dotant.

Lo pas est mult bel, & tant deus, & tant vaillant.

Tuit cil qui eus maidant de fersage fersent frant.

Illec creus fers li des ingers (17) le deus chant.

Nuls haer tel ne vin que en char fers vivant.

Augret & pechiez & just & pensant.

(16) Notinver, de terger - (17) Augre

Primes soient vandes & del cuer repentant.
 Augent i poe gent, mendif & nun favant.
 Le von argent li riche qui plus vunt crevant.
 Chevaliers & vilain, bourgeois & marchant,
 Li viel, li jovencel & li petit enfant.
 Et dames & puecles la von argent & hantant.
 Argent i volentiers, mais ne se voef retraiant.
 Cest fierele vint a plain, l'autre vunt apesantant. (18).
 Comme munde (19) qui fait, oït vut trespasant
 Parvise lei chascun qu'il fait garni desant.

C'est le jugement vrendra, da le poete

Li sire atent le por qui due vut & pelant.
 Ou il se vengera treult a son talent
 Gardez vos del desble qui vons vut agastant.

(18) S'approchant — (19) Nuages

Il est de nul engin, si n'est ja recreant.
 Malt est fait & cuver, si a un dars treuant.
 Le dars est venimeux & si est tut ardent,
 Mais aisee charitu que vos metes desant

Espe le sire de Beaugren termine en disant qu'il fait porer D'en

a — par la pitre grant.

Que nos por nos pechiez ne soum lui perdant.
 Cil qui por nos espandit & fun cers & son lant.
 Nos fait & beneve des si en avant.

Amez (2).

(2) Ce poeme a été analysé & annoté par M. Henri de l'Épinois,
 ancien élève de l'École des Chartes





LETTRE

DE M. LE COMTE DE PERSIGNY

MINISTRE DE L'INTERIEUR

A l'Editeur de l'Histoire des Ducs de Bourbon & des Comtes de Forez (1).

MONSIEUR ET CHER COMPATRIOTE,



A dernière fois que j'ai eu le plaisir de vous voir & de vous féliciter de la belle publication que vous poursuiviez avec tant de zèle & d'intelligence, nous avons eu l'occasion de parler d'une question en apparence frivole, mais qui touche en réalité à l'organisation de l'ancienne société féodale & particulièrement à l'histoire de notre province de Forez : je veux parler de l'origine des armes des anciens sires de Beaujeu.

La Mure, jugeant d'après les idées de son temps, a cru la chose toute simple ; sachant que les sires de Beaujeu étoient des cadets des comtes de Forez & qu'il est d'usage de désigner héraldiquement les branches cadettes par des brisures, il s'est dit tout naturellement que les armes de Beaujeu : *d'or au lion de sable brisé d'un lambel à cinq pendans de gueules*, doivent être les armes brisées des premiers comtes de Forez & qu'ainsi, quoique inconnues jusqu'ici, ces armes se retrouvoient dans le blason de Beaujeu.

Mais aujourd'hui que l'histoire des premiers siècles de la féodalité nous est mieux connue, si l'on réfléchit à l'époque reculée où se reporte ce point de notre histoire provinciale, au temps où vivoit le premier sire de Beaujeu, puiné de Forez, c'est-à-dire près d'un siècle avant la première croisade, il est impossible d'admettre qu'alors que l'usage des bannières armoriées commençoit à peine à s'introduire dans la société féodale, on en fût arrivé déjà à ce point avancé de la science héraldique qu'indique une brisure. Puis, comme nous n'avons aucun monument authentique sur les armes des sires de Beaujeu à ces époques reculées, il est bien permis de penser que les armes connues de cette maison sont d'une origine moins ancienne qu'on ne l'a supposé. Enfin, si nous ajoutons à ces données le rapprochement singulier de ces trois circonstances qui ont été souvent remarquées, à savoir qu'un des sires de Beaujeu avoit épousé, à la fin du xii^e siècle, une princesse de la maison de Flandres, que leurs armes, moins la brisure, sont exactement les armes de Flandres, & qu'enfin, comme les comtes de Flandres eux-mêmes & plusieurs maisons qui en sont forties par les femmes, ils criaient *Flandres* : on comprendra que la question n'est pas

(1) Cette remarquable étude héraldique, pleine d'idées ingénieuses & d'aperçus nouveaux, a été écrite à Londres par M. le

comte de Persigny lorsqu'il y vint ambassadeur de France, peu de temps avant sa nomination au ministère de l'Intérieur.

aussi simple qu'elle le parcourait à La Mure, & que, touchant à des points si obscurs de notre histoire provinciale, elle soit digne d'exciter une certaine curiosité.

Et d'abord, si nous voulons pénétrer l'esprit des temps féodaux, dégageons-nous des idées modernes de noblesse & de blason qui, n'ayant aucune analogie réelle avec la société féodale d'il y a huit siècles, ne peuvent qu'embarrasser la question.

Pour comprendre quelque chose au moyen-âge, il faut se reporter au temps de cette société guerrière, quand le territoire étoit fractionné en mille pièces, que de toutes parts flottoient des bannières éclatantes sous lesquelles venoient se ranger les vassaux armés du ban & de l'arrière-ban des duchés, des comtés, des seigneuries, qui étoient alors, pour l'armée féodale, ce que nos corps d'armées, nos régiments, nos bataillons font pour nos armées modernes, & se demander l'origine & le but de tout ce déploiement d'emblèmes & de couleurs.

Cette origine & ce but paroissent du reste faciles à expliquer aujourd'hui. C'est dans nos guerres contre les Sarrafins d'Occident, dans le midi de la France, en Sicile & en Espagne, que nous avons pris la première idée de ces bannières de couleurs éclatantes & variées, adoptées par les Arabes & les peuples asiatiques pour guider & rallier leurs innombrables cavaleries. Les Romains dont les armées n'étoient principalement composées que d'infanterie, s'étoient contentés de figures d'aigles en métal au bout d'une lance. Mais le fractionnement infini du territoire féodal, & par conséquent, des armées du moyen-âge, fit saisir avec empressement l'idée arabe des bannières comme un moyen facile de se reconnoître. Puis, comme la première croisade, survenant bientôt après, donna l'occasion d'appliquer l'invention nouvelle aux nombreux éléments dont se composoit l'armée des Francs, il arriva que la comparaison des bannières des Croisés avec celles des Sarrafins d'Afrique permit de faire promptement de la connoissance de ces nombreux insignes une sorte de science qui, pendant plusieurs siècles, fut indispensable pour mettre de l'ordre dans la confusion féodale.

Le caprice, le choix, le hasard établirent d'abord la composition des couleurs ou des figures des bannières des grands fiefs, duchés, comtés ou seigneuries; puis, de proche en proche, des subdivisions des grands fiefs. Mais, une fois fixés & illustrés par la victoire & le sang versé, ces emblèmes devinrent, pour les divisions du territoire féodal, autant de signes glorieux de ralliement qu'on avoit tout intérêt à conserver, car il falloit, comme aujourd'hui pour les drapeaux des diverses nations, qu'à la vue seule de la bannière, on pût dire : « Voilà Bourgogne, Champagne, Flandres ou Normandie ! » & de là l'immobilité des couleurs armoriées dans les terres. Tel étoit, en effet, l'esprit de l'institution dans les premiers siècles de la féodalité, que, quelles que fussent les mutations amenées dans la possession des fiefs, par héritage, mariage ou autres causes, quand une maison changeoit de fief ou parvenoit à un fief supérieur, c'est elle qui changeoit de bannière & non le fief. Et de même que quatre ou cinq maisons différentes font montées sur le trône d'Angleterre en ne prenant que la bannière, ou, comme on dit aujourd'hui, les armes d'Angleterre, de même les maisons de Normandie, de Danemark, d'Alsace, de Hainault, de Dampierre, parvenues au comté de Flandres, quitoient les armes de Normandie, de Danemark, d'Alsace, de Hainault, de Dampierre, pour prendre de Flandres.

La même maison de Dampierre abandonnoit aussi ses armes pour celles de Bourbon, en héritant de cette seigneurie, un siècle avant qu'elle ne donnât son nom à la maison royale de France, issue de saint Louis. Une branche de l'ancienne maison de Bourgogne prenoit de Viennois, en arrivant, à la fin du XII^e siècle, à la possession du Dauphiné. Pareillement, les seigneurs de La Tour-du-Pin, devenus à leur tour Dauphins de Viennois, supprimoient leur écu pour celui de Dauphiné. La maison de Baux quitoit la comète de son blason pour le cornet des armes d'Orange, en parvenant à cette dernière principauté. Une foule de maisons, toutes dans des circonstances analogues, faisoient de même; enfin, chose remarquable, les Princes puînés de la maison de France, eux-mêmes, malgré l'éclat des fleurs de lys royales, ne prenoient également que les armes de leurs terres. Les maisons royales de Bourgogne ancien, de Dreux & de Courtenay ne portoient que les

armes de leur fief : Bourgogne : *bandé d'or & d'azur à la bordure de gueules* ; Dreux : *échiqueté d'or & d'azur* ; & Courtenay : *d'or à trois tourteaux de gueules* , & toutes sans l'écusson royal , qui n'appartenoit alors en réalité qu'à la France , dans la personne du Roi & , tout au plus , de l'héritier de la couronne. En un mot , la bannière & les armes étoient attachées à la terre & non à la famille qui possédoit la terre. Mais , vers la fin du ^{xii}^e siècle , quand l'usage s'introduisit de porter les couleurs & figures armoriales des fiefs , non pas seulement sur la bannière , mais sur l'écu & la cotte d'armes du seigneur , en manière de parure & de vêtement distinctif , comme il étoit naturel que tous les fils d'un même seigneur fussent vêtus , en quelque sorte , à la même mode , ces couleurs & ces figures qui , seulement alors , prirent le nom d'armes & d'armoiries , commencèrent à devenir une forte de propriété pour tous les enfants d'une même famille , & de là , probablement , la première idée de l'hérédité des armes dans les familles.

Il est , du reste , curieux de voir quand & comment commence , pour les branches cadettes de la Maison Royale , l'usage de porter les armes de France avec une brisure. Nous avons vu que , dans les premiers temps , les princes puînés du sang de France ne portoient pas les armes de France. Succédant par mariage ou autrement à de grands fiefs , suivant l'usage général , ils avoient pris purement & simplement la bannière de ces fiefs. Mais , sous Louis VIII , père de saint Louis , cet usage changea tout à coup , soit par la cause que nous venons de dire , soit par la nature même des nouveaux apanages démembrés du domaine royal. Si l'on réfléchit , en effet , que , quelles que fussent leur origine & leurs anciennes bannières , les diverses terres du royaume , une fois réunies à la couronne , ne revenoient plus directement que de la bannière royale , on comprendra qu'il ne pouvoit plus être question de retirer aux vassaux de ces terres les glorieuses couleurs de France , surtout quand le nouveau chef du fief étoit un prince du sang royal. Mais , d'un autre côté , comme la bannière fleurdelisée du nouvel apanage ne devoit pas être confondue avec la bannière royale , dont elle étoit vassale , on y pourvut par de légères additions appelées brisures , & ainsi les nouvelles bannières d'Artois , d'Anjou & de Poitou , des trois frères de saint Louis , représentèrent exactement leur origine caractéristique de terres royales de France démembrées & comme brisées du domaine royal. Il paroît , du reste , que cet exemple de la maison de France se répandit très-vite dans la société féodale & dut ainsi favoriser beaucoup la transformation qui tendoit à faire passer des terres aux familles la propriété des armes. Mais , malgré cette transformation , tant que dura le régime des fiefs , c'est-à-dire tant que l'armée féodale du ban & de l'arrière-ban ne fut pas remplacée par l'organisation des armées royales permanentes , commencée par le roi Jean & surtout par Charles VII , sous le nom de compagnies d'ordonnance , la fixité des armes étoit encore plus dans les terres que dans les familles , qui changeoient encore habituellement de blason à mesure qu'elles changeoient de terre , & à mesure surtout qu'elles parvenoient , par héritage ou autrement , à des terres plus considérables , plus illustres ou plus noblement titrées. Car , encore une fois , tant qu'il y eut une armée féodale , il y avoit intérêt & avantage à conserver au fief la bannière antique & glorieuse sous laquelle il s'étoit illustré. Ce n'est qu'à la fin du régime féodal , quand les compagnies d'ordonnance , les régiments royaux , les armées permanentes eurent remplacé les bandes féodales du ban & de l'arrière-ban des duchés , des comtés & des diverses seigneuries ; quand les vassaux des différentes terres ne furent plus sérieusement réunis sous leurs bannières respectives , ce n'est qu'alors , dis-je , que les armes se fixèrent absolument dans les familles , qui purent désormais changer de terre sans avoir intérêt à changer de blason.

Je ne veux pas allonger cette lettre par des exemples , mais j'en citerai deux qui sont frappants. Le premier , c'est qu'aussi tard qu'en 1450 , c'est-à-dire quand l'hérédité des armes étoit déjà depuis longtemps fixée dans les familles , nous voyons par l'Armorial de Guillaume Revel que , dans notre province de Forez , sur seize principaux Barons dont ce héraut d'armes donne le blason , il y en avoit encore deux qui portoient les armes de leur terre à l'exclusion de leur blason originel : Eustache de Lévis , sire de Couzan , qui portoit de Couzan & non pas de Lévis , & Anne de Talaru , seigneur de Marcilly , qui portoit de Marcilly & non pas de Talaru. Le second exemple est bien

connu & toujours de la même époque, le milieu du xv^e siècle. Une famille puissante & illustre du Dauphiné, la maison des Allemands se trouvoit alors divisée en onze branches qui toutes portoient encore, comme par le passé, les armes de leurs terres & non pas de leur race. Un concordat fut, en conséquence, fait en 1455 entre toutes les branches pour renoncer aux armes de leurs terres & prendre chacune d'elles, avec des brisures convenues, les armes de la branche aînée dite de Valbonnois. Un siècle auparavant, les divers seigneurs de cette maison n'auraient pas eu l'idée de changer la bannière sous laquelle chacun d'eux conduisoit ses vassaux à la guerre. Mais quand, au lieu de porter leur propre bannière, ils n'étoient plus rangés sous l'étendard royal qu'en qualité d'hommes d'armes des compagnies d'ordonnance, alors, suivant l'esprit du temps, il étoit naturel pour eux d'adopter l'usage, devenu général, de symboliser leur famille par le même blason.

En résumé, & comme toutes les choses de ce monde, le régime des armoiries a subi les transformations qui résultaient des transformations mêmes de la société. A l'origine, & quand elles ne se présentent que sous la forme de bannière & de drapeau pour chaque état féodal, les couleurs armoriées n'appartenaient qu'à la terre. Plus tard, & après que la bannière se reproduisant sur l'écu, sur la cotte d'armes & le caparaçon des chevaux, donna naissance aux armoiries proprement dites, on aperçoit une espèce de système mixte : le blason tend à s'attacher aux familles, qui tantôt l'imposent aux terres, tantôt le reçoivent des terres suivant que l'illustration appartient à la terre ou à la famille; enfin, quand le système féodal est détruit & que l'armée féodale est remplacée par les armées permanentes, comme la terre n'a plus besoin de bannière, c'est dans la famille qu'est fixée définitivement la propriété des armes, & le blason, dépouillé bientôt de son utilité & de sa signification guerrière, n'est plus qu'un souvenir honorable du passé pour les familles, ou qu'un recueil de documents archéologiques pour l'histoire.

Et maintenant, si ce qui précède est exact, la question des armes de Beaujeu est d'elle-même résolue. Il est clair d'abord que faire remonter à un cadet de Forez vivant un siècle avant la première croisade, l'adoption de l'écusson de Beaujeu comme brisure des armes de Forez, ce n'est qu'une naïveté historique. Mais pourquoi chercher si loin l'origine des armes de Beaujeu? Nous savons que Guichard IV de Beaujeu épousa Sibille de Hainaut, fille de Marguerite d'Alsace, comtesse de Flandres, & de Baudoin de Hainaut, Empereur de Constantinople, c'est-à-dire une princesse héritière éventuelle de deux grands fiefs féminins. Or, de même qu'Edmond Tudor, père d'Henri VII, en épousant une Plantagenet, devenoit prince du sang de la Maison Royale d'Angleterre, & quittoit ses armes pour prendre les armes d'Angleterre, de même Humbert IV de Beaujeu, devenu par sa mère, membre d'une des plus grandes maisons souveraines de la féodalité, dut en prendre les armes & le cri, comme firent les maisons d'Alsace, de Dampierre, de St-Dizier & d'Avesnes entrées de même, par les femmes, dans cette glorieuse maison de Flandres.

C'est en effet une observation importante à faire que dans les fiefs féminins, comme l'étoient alors tous les grands fiefs de France (à l'exception des fiefs démembrés du domaine royal, lesquels continuoient naturellement à être régis par la loi salique), le mari, en recevant de sa femme le droit à l'hérédité éventuelle du fief, devenoit membre de la maison de sa femme & en portoit par conséquent les armes. La suprématie des armes féminines que la Maison de Beaujeu dut accepter en s'alliant avec une héritière de Flandres n'est donc que la conséquence naturelle du régime des fiefs féminins. Aux exemples choisis dans les maisons d'Angleterre & de Flandres, je pourrais en ajouter bien d'autres tirés des maisons de Bretagne, de Toulouse, de Champagne, de Lorraine, de Viennois, &c. Je me bornerai à en citer un seul parce qu'il est de la même époque que celui de Guichard IV de Beaujeu & qu'il touche à nos provinces, c'est celui de Guillaume, comte d'Auvergne, qui, en épousant Marchise d'Albon, fille de Guignes IV, dauphin de Viennois, prit les armes du Dauphiné qu'il légua à ses successeurs avec le titre de Dauphin d'Auvergne.

Je vais, du reste, répondre à une objection faite par l'auteur de l'*Armorial général du Lyonnais, Forez & Beaujolais* récemment publié à Lyon, travail remarquable à tous égards & dont la conf-

science égale l'érudition. Il est vrai qu'Yolande de Hainault, femme de Pierre de Courtenay, empereur de Constantinople, & sœur de Sibille de Hainault, femme de Guichard IV de Beaujeu, portoit l'écu de Hainault qui est *chevronné d'or & de sable de six pièces*, & non pas de Flandres, comme le confate le fceau de cette princesse, reproduit dans l'*Histoire de la maison de Courtenay*, de Du Bouchet. Mais en quoi cela affoiblit-il l'argumentation ? Qu'Yolande & même Sibille aient porté les armes de leur père, de préférence à celles de leur mère, les deux maisons & les deux terres féodales étant de même dignité, il n'y a rien en cela que de très-régulier. Mais que Humbert IV de Beaujeu, faisoit partie des deux maisons & ayant un droit égal à l'héritage éventuel des deux comtés, ait pris l'écusson le plus illustre des deux, comme ses deux cousines germaines Jeanne & Marguerite de Hainault, comtesses de Flandres & de Hainault, c'est ce qui étoit aussi naturel que conforme à l'esprit de la féodalité. Probablement qu'un siècle & demi plus tard, c'est-à-dire quand l'usage des écartelures se fut introduit dans les armoiries, Humbert de Beaujeu auroit adopté quelque combinaison d'écartelures, conservé, par exemple, son blason particulier en l'écartelant de Hainault & mettant sur le tout de Flandres, suivant l'ordonnance des quartiers de Jean-sans-Peur, duc de Bourgogne. Mais, comme au commencement du xii^e siècle, on ne portoit encore qu'un simple & unique écusson, c'étoit naturellement celui de la terre la plus noble, la plus considérable ou la plus illustre qui étoit préféré. On fait, d'ailleurs, qu'au xii^e & au xiii^e siècle, c'étoit une condition imposée par les Etats de Flandres à leurs princes de n'avoir d'autres armes & d'autre cri que les armes & le cri de Flandres.

Et maintenant, si les armes de Beaujeu ne sont pas les armes brisées des premiers comtes de Forez, quel étoit donc l'écusson de Forez avant la maison de Viennois, & l'écusson de Beaujeu avant Guichard IV ? Assurément, ces points de notre histoire provinciale ne sont que d'un médiocre intérêt & ne valent pas la peine, mon cher compatriote, que votre groupe de modernes Bénédictins, si zélés pour tout ce qui peut concourir à l'illustration de nos trois provinces, consacrent ses veilles à les découvrir. Cependant, si, dans le cours de vos recherches, vous découvrez par hasard des sceaux de Forez & de Beaujeu antérieurs à la seconde maison de Forez & à Guichard IV de Beaujeu, il seroit intéressant de faire connaître cette petite découverte archéologique.

En attendant, permettez-moi de vous soumettre une conjecture à ce sujet. La Mure nous apprend que le comte Jean I^{er} de Forez, un des derniers de la seconde race, homme intelligent, savant & fort instruit des antiquités du Forez, voulant honorer la première race des comtes ses prédécesseurs, fit peindre entre plusieurs de ses écussons & de ceux de son épouse Alix de Viennois, dans le chœur de l'église collégiale de Montbrison, un écusson symbolisant le nom de notre ancienne province, & destiné, suivant notre illustre historien, à perpétuer le souvenir de la première race de nos comtes. Or, cet écusson, *de gueules au chêne d'or rayé & feuillé de sinople*, qu'il confidère & qu'on a considéré depuis comme un écusson de fantaisie, une sorte d'emblème & de devise parlante, faisant allusion au nom de notre province de Forez, comme synonyme de *bois* & représenté par un arbre, me paroît avoir un tout autre caractère. Et, d'abord, pourquoi supposer qu'un écusson à armes parlantes ne soit pas un blason sérieux & réel, quand nous savons qu'un très-grand nombre d'armes anciennes, authentiques & illustres, étoient elles-mêmes des armes parlantes ? Je ne crois pas, d'ailleurs, qu'on ait jamais, sous le régime féodal, exprimé une devise sous la forme d'un écusson. Des idées, des caprices de ce genre, fréquents au moyen-âge, prenoient la forme de cimiers, de supports, d'ornements extérieurs à l'écu & de *badges* à la manière angloise, comme la herse des Plantagenet ; mais on ne comprend pas plus de fausses armoiries au moyen-âge qu'on ne comprendroit, de nos jours, une grande puissance avec un drapeau de fantaisie. Et voyez la force d'un préjugé & d'une erreur. Le lambel des armes de Beaujeu avoit fait croire, au temps de La Mure, que les anciennes armes de Forez étoient *d'or au lion de sable*. Voilà cependant qu'on retrouve un écusson différent dont les armes offrent le caractère de l'authenticité la plus sérieuse, car il est placé à côté des armes authentiques du comte Jean & de sa femme. Ce comte vivant seulement un siècle & demi après l'extinction de la première race, & très-instruit des anti-

quités du Forez, comme La Mure nous l'apprend, devoit assurément connoître l'ancien écu de Forez mieux qu'on ne pouvoit le connoître quatre siècles après lui. Mais, comme ces armes renverfoient le système de la prétendue origine du blason de Beaujeu, on a trouvé tout naturel de les supprimer comme armes de fantaisie. Mais mettez de côté l'histoire du lambel de Beaujeu & je vous le demande, qui auroit douté de l'authenticité d'un écusson placé, à la fin du XIII^e siècle, par un prince illustre & vivant en antiquités, à côté de son propre écusson & de celui de sa femme, dans la principale église de ses Etats?

Voici, du reste, une observation qui me frappe. Dans la manière dont la seconde maison des comtes de Forez composa son écusson, on est étonné de deux choses : la première, c'est qu'elle ait imposé son blason à la terre au lieu de le recevoir d'elle; ce qui, à ces époques reculées, est tout à fait extraordinaire; la seconde, c'est qu'elle ait transformé l'écu *d'or au Dauphin d'azur* de la maison de Viennois dont elle fortoit, d'une façon si anormale, & cela, non pas qu'il n'y ait eu des exemples de transformations analogues, mais, parce que, au lieu de prendre *contre-Viennois : d'azur au Dauphin d'or*, ce qui étoit le plus simple & le plus régulier, elle ait altéré le blason de Viennois au point d'y introduire un *champ de gueules*.

Mais si l'on admet l'authenticité de l'ancien écusson de Forez, reproduit par le comte Jean I^{er}, *de gueules au chêne d'or*, & si on le rapproche du second écusson de Forez : *de gueules au Dauphin d'or*, alors rien de plus régulier, rien de plus héraldique; car, en combinant son écu, la nouvelle maison respecte les couleurs de l'ancienne, elle ne fait que substituer, sur le champ de gueules du blason Forézien, le *dauphin d'or* au *chêne d'or*, &, par conséquent, les barons, seigneurs & vassaux du Forez ne pouvoient être blessés d'une substitution de pièces qui, en rappelant l'origine illustre des nouveaux comtes, sans changer les couleurs de la bannière de Forez, ne faisoit qu'en rendre le blason plus noble.

Quant à l'époque où se fit ce changement, La Mure, en l'attribuant au premier comte de la maison, c'est-à-dire à Guy I^{er}, qui vivoit à la fin du XI^e & au commencement du XII^e siècle, a encore été trompé par les idées de son époque; car, outre qu'au commencement du XII^e siècle, un pareil changement étoit contraire à l'esprit du temps, ce n'est qu'à la fin du XII^e siècle que la maison de Viennois introduisit le Dauphin dans ses armes. Il est donc évident que ce changement ne put s'effectuer que beaucoup plus tard, probablement dans le cours du XIII^e siècle, quand l'idée de famille avoit commencé à se faire jour dans le régime des armoiries, & que l'éclat de la seconde maison de Viennois, issue de Bourgogne & du sang royal de France, put donner à nos comtes la pensée de s'y rattacher par l'adoption d'un dauphin dans ses armes. Or, plus le changement de blason du Forez s'est effectué tard, plus les couleurs des anciennes armes ont dû être respectées, plus le comte Jean I^{er} a dû connoître ces anciennes armes, si ce n'est pas lui-même qui les ait changées, plus enfin, le prétendu écusson de fantaisie dont il a été accusé paroît être le véritable blason des premiers comtes.

Je vous prie d'excuser la longueur de cette lettre. N'y voyez qu'une preuve du prix que j'attache, avec vous, à tout ce qui concerne notre chère & belle province & de l'intérêt que je prends à votre belle publication de La Mure.

Agrérez, &c.

F. DE PERSIGNY.

Londres, ce 27 novembre 1860



Humbertus Dñs belluoci omibz presentē cartā inspecturis rei gelbe noticiā Presentibz 7
 posteris innocet car qd hichard li saluauis quicqd utris ul gluccidurus in decimis de brulle
 aco ul alibi in parochia de audouina ul collectione decimaze tam bladi qm uini habe
 bat ul habere uidebat p qngentis sol. totuū libi solutis ecclie scī pauli lugdy obligauit.
 Jpe raris salēis augtūis mutauit. qd in dictis decimis nullā grelam ul regulacionem
 faciat n pte n p alios. n aliqd in eis pcpnar. donec pñcia pecunia ecclie tā dōc nālir p soluat.
 Addens 7 qd hīs ecclia sup decimis ul eaz collectiōe molestauit dāpnium integ restituet.
 Igo s hāc obligationem ratā habens sō pōs sequenti hichardi me pōs fideiussorem gñituo.
 7 insigniū firmatis 7 memorie pñte cartā sigilli mei munimine auctorizo. Actum anno
 Dñi. .m. .cc. .xvii. mense martio.

Le dñe supscrit par M. le comte de Perigny dans la Lettre à l'Éditeur de l'His-
 toire de Beaugency, vient de le réaliser. M. Guichard, archiviste du département du
 Rhône, a récemment découvert dans son riche dépôt, les anciennes armes des firs
 de Beaugency, parties des armes qui s'adaptèrent depuis. Elles figurent sur un sceau
 d'Humbert V, fils de Guichard V de Sibille de Hainaut, de la maison de Flandres.
 Cette découverte prouve un fait suspecté par Du Chesne & démontre par M. le
 comte de Perigny, au moyen d'une argumentation aussi logique que savante, dans
 la Lettre à l'Éditeur de La Mure, la fausseté que les dernières armes des firs de Beau-
 jeu, d'et au lieu de sable chargé d'un lambel ou cinq pendans de guises, ne sont autres
 que les armes brisées des anciens comtes de Flandres. En effet, l'écusson porte re-
 présente sur le sceau d'Humbert V, doit nécessairement rappeler les armes de la
 famille & celles d'une illustre alliance. Or, la deuxième partition de l'écu, le brisefin,
 n'appartenait ni à la femme (d'après Guichenon, il ne se maria qu'en 1118), ni à
 aucune de ses sœurs, ne peut être considérée que comme les armes pures de sa
 propre famille. Dans la première partition, au contraire, en tenant compte de ces
 deux circonstances, 1° qu'Humbert V eut le fils d'une héritière de la maison de
 Flandres, 2° que le cri de bataille de ses descendants étoit : Flandres ! il est impossible
 de voir autre chose que les armes pures de la maison de Flandres, armes qu'Humbert
 pouvoit porter du chef de sa mère & en prévision de ses droits éventuels sur le
 comté de Flandres, qui étoit un fief féminin. Il n'est pas nécessaire de faire remarquer
 que si, sur cet écusson, les armes de Flandres ne sont pas brisées, c'est que le parti
 de Flandres & de Beaugency est lui-même une brisure, la plus naturelle des brisures.
 Sur ce sceau on voit les armes pures de Flandres accolées aux armes pures de Beaugency-
 Ancien. Sur celui d'Humbert de Beaugency, comtable de France, appendu à une
 charte de 1278, & publié par Baluze, on ne voit que les armes brisées de pure de
 Flandres. Peut-être que le mauvais état de ce sceau n'a pas permis au dessinateur de
 reconnaître le lambel qui est constamment employé comme brisure pour les toutes
 (ceux parvenus jusqu'à nous, & qui appartiennent tous à la seconde race de Beaugency,
 peut-être aussi le lambel n'a-t-il été adopté que depuis Renaud de Forez, mari d'Isabelle
 de Beaugency, chef de la seconde race, qui, en quittant ses anciennes armes, fit en pre-
 nant le sien & les armes de Beaugency, s'en être chargé d'une brisure. En l'absence
 de documents comparatifs, il seroit téméraire de trancher d'une manière
 absolue cette double question, nous n'exprimons donc qu'une simple opinion per-
 sonnelle destinée de fait subsidiaire, en attendant que nous fussions parvenus à croire que
 l'adoption du lambel eut lieu au moment où l'écusson de Flandres fut illustré par
 les petits-fils de Sibille de Hainaut, comme de beaucoup plus illustre, à celui des
 anciens firs de Beaugency. Le sceau d'Humbert V est appendu à une charte du mois
 de mai 1117. Nous ne nous sommes fait reproduire l'un & l'autre en fac-simile par un
 graveur très-distingué. M. Fugère, à qui sont dus les beaux dessins des Inscriptions
 Antiques de Lyon, par M. Alph. de Boissieu. La légende manuscrite du sceau d'Hum-
 bert V, d'ait le lire ainsi : S. Sigillum Humberti FILII VICOMITIS de Belle-Joco.

.m. .cc. .xvii. mense martio.



*Comptes des recettes & des dépenses faites pour le service de la maison de Jeanne de Clermont,
femme de Guy VII. — 1321-1322.*

Item Hugo de Verlanis computavit de expensis & receptis Johanne, domicelle de Claramonte, a festo Nativitatis beati Johannis Baptiste currente anno 1321, usque ad idem festum beati J. B. anno 1322 nec non & de duobus suis contentis, & computavit die sabbati post festum beati Vincencii.

Recepta :

Receptum denariorum : 492 librarum, 9 solidos, 10 denarios ;
Recept. frumenti : 86 festiarios, 2 demonicos, 1 metierum ;
Recept. filiginis : 41 festiarios, 1 eminam ;
Recept. ordeï & avene : 180 festi., 6 dem. & dimidium ;
Recept. gallinarum : 1349 ; anserum 49 ;
Recept. cuniculorum : 401 ; leporum 7 ;
Recept. vini : 314 afinatas, 10 quartas ;
Recept. potagiorum : 3 festi., 5 dem. 1 meter ;
Recept. alesterium : 1 miliare ; Recept. cere : 1 quintale, 90 lib. & dim. ;
Recept. amygdalarum : 2 quintalia, 38 lib. ;
Recept. feni : 49 meneures & 9 meneures palee ;
Recept. baconum : 12 ; 4 tupins lardi ; 8 vaccas ; 8 porcos ;
Recept. mutonum vivorum 10 & 32 mutones fallos ;
Recept. cafeorum 30 ; recepti. fipi : 1 quintale, 3 candelas.

Expensa :

Expensum denariorum : 517 librarum quinque solidos ;
Exp. frumenti ; totidem (1) ;
Exp. filiginis ; totidem ;
Exp. ordeï & avene ; totidem ;
Exp. gallinarum & anserum ; totidem ;
Exp. cuniculorum & lep. ; totidem ;

Exp. vini ; totidem ;
Exp. potagiorum ; totidem ;
Exp. cere ; totidem ;
Exp. [amygdalarum] ; totidem ;
Exp. feni & palee ; totidem ;
Exp. baconum, lardi, vaccarum & porcorum ; totidem ;
Exp. mutonum vivorum & fallosum ; totidem ;
Exp. cafeorum & fipi ; totidem.

Finis quam dominus comes debuit eidem Hugom secundum partis traditus 24 liv. 15 fol. 2 den. ob. — Que finis inclusus est in fine sequenti.

Item Hugo de fine precedenti & de expensis factis in hospicio dicte domicelle in festo natiuitatis beati Johannis Baptiste, currente anno 1322, usque ad festum beate Marie Magdalene subsequenter. — Computavit die sabbatis predicti.

Recepta :

Recept. denariorum : 56 libras, 11 fol. 9 den. ;
Recept. frumenti : 7 festi., 1 met. ; recept. filiginis : 5 festi. & dem. ;
Recept. avene : 10 festi. ; recept. vini : 37 afinat. ;
Recept. feni : 14 clarratas.

Expensa :

Expensa denariorum 38 l. 3 fol. 2 d. ob. ;
Exp. frumenti & filiginis ; totidem ;
Exp. avene & vini ; totidem ;
Exp. feni ; totidem.

Finis quem debuit comes 18 lib. 8 fol. 2 den. & sic, facta compensatione & deductione de fine precedenti, ad finem presentem dominus comes debuit dicto Hugoni 6 l. 7 fol., quem finem respondit solvere statim dicto Hugoni Johane Larderi trefaurario domini comitis & de mandato domini de Rota, & sic remansit dominus quitus comes.

(Archives du departement de la Loire).

(1) Dans le compte original la dépense se trouve sur la même ligne & en regard de la recette ; le mot *toidem* signifie qu'on a dépensé tout ce qu'on a reçu.

Comptes relatifs au voyage & au séjour des fils du comte Jean I^{er}, à Paris.

1322-1324.

Anno Domini m^o cccc^o xxii^o, die luse, in festo beati Luce evangeliste, ego Henricus de Ruppe Forti, recepi a Johanne Larderii, tefarario domini comitis Forensis, pro expensis dominorum meorum R. & J., filiorum suorum faciendis Parisius, primo ce libras turon.

Item, eodem die, & ab eodem Johanne recepi, pro expensis fuis faciendis in itinere usque ad Parisius, xxv libras tur.

Item, eodem anno, xvij^o die mensis february, recepi per manum dicti Bajardi xxvj florenos Florencie, quos apportaverat de Chalons, ubi dominus miserat eum, & valebat quilibet florenus tunc Parisius xxij f. ij d. par., & sic valent xlvij lib. p.

Item, eodem die per manum ejusdem Bajardi in parva moneta xj f. vj d.

Item, eodem anno, recepi, iij^o die mensis marci ex venditione unius ff. veteris & unius c. qui fuerunt venditi Parisius, & erant magistri Elvei, qui erat obligatus domino meo R. ratione decanatus sui Catalen., liij lib. par.

Item, anno Domini m^o cccc^o xxiii^o, prima die aprilis, recepi ex venditione bladi, quod fuit ductum Parisius de decanatu Catalen.; primo ex venditione xvj sextariorum frumenti & dimidio f. quolibet sextarium xvij f. vj d. par., sic valent xxxvj lib. ij f. ix d. par.

In eadem die recepi ex venditione xxxix sextariorum filiginis & iij minas & dimid. filiginis, f. pro quolibet sextario xij fol. & x d. par., valent xxv lib. xj f. iij d. par.

Item, eodem die, recepi ex venditione xij doliorum in quibus dictum bladum fuerat apportatum de Catalanis usque Parisius, xxij fol. par.

Item, recepi Catalanis mutuo a domino P. Canbarlayn pro expensis domini Guillelmi & meis faciendis iij lib. v fol. tur. valent lxvij f. par.

Item, eodem anno, vij^o die aprilis, recepi a domino Humberto de Chivaco pro eundo in Forisium quum dominus meus comes misit me in Avinione, iij lib. par.

Item, eodem anno, xiiij^o die aprilis, recepi a Johanne Larderii, tefarario domini comitis pro eundo Avinione xx lib. tur., valent xv lib. par.

Item, recepi Avinione a dicto Peret de C. S. f. bi traditis

in Forisio lxxij tur., quia residuum expenderat in itinere & aducebat iij equos, valent lvij f. vij d. par.

Item, recepi mutuo Avinione a fratre Durando, monaco de Firmitate ordinis Cisterciensis c fol. tur., valent iij lib. par.

Item, recepi mutuo a Bajulo sancti Victoris Valen., mutuo Avinione pro expensis meis faciendis ix lib. vien., valent cxv fol. ij d. par.

Item, recepi ab eodem xij florenos Florencie, non ponit valorem quia expendi eos in quodam roncino quem eni.

Item, anno Domini m^o cccc^o xxiii^o, prima die octobris, computavi cum domino Petro Maleti, prefente domino Stephano de Vilariis, de eo quod ab eo reciperam per partes minutas & fuit summa recepte xvj lib. ix d. tur., valent ciiij lib. xvij f. ij d. par.

Item, recepi a Johanne Larderii, xij^o die Julii, pro eundo Parisius & pro duobus meis reduendis in Forisio, vij lib. tur., valent cxij f. par.

Item eodem anno, ij^o die Augusti, recepi a domino Humberto de Cluniaco xx lib. par.

Item eodem anno, x die novembris, recepi ab eodem domino Humberto xv lib. par.

Item, eodem anno, xx die novembris, recepi ab eodem domino Humberto c lib. par.

Item, eodem anno, xiiij die novembris, recepi ab eodem domino Humberto de Cluniaco per manum Petri Baron, x lib. par.

Item, recepi, eodem anno, a Guillelmo Labelle, xviij^o die decembris, per manum dicti Gratecul, xi lib. tur. valent xxxij lib. par.

Item, eodem anno, iij die januarii, per manum dicti Giraudi, viatoris seu messagerii, pecunias que secuntur: primo ciiij florenos Florencie valentes Parisius lxx lib. vj f. vij d. par., computato quolibet floreni xij fol. iij d.; item duos agnos aureos valentes Parisius xxxj fol. par.; item ij pariferles cum macia valentes Parisius xlvij fol. par.; item vj lib. xiiij fol. iij d. par. in sterlings & parva moneta. Summa totius recepte lxxix lib. xiv fol. par.

Item, anno xxiii^o, recepi a domino Humberto de Cluniaco, vij^o die maii, i lib. par.

Item, eodem anno, xxvij recepi, per manum dicti Petit-Pas, proximus dominorum meorum faciendis in itinere quam receperunt de Parisius pro eundo in Forisio xxvij lib. par.

Summa totalis recepte denariorum predictorum vijf vj libr. xix fol. j. d. parisen. — Guill.

(Manque le commencement).

ITEM LO VENDROS EN SEGUENT.

Johan Demane, payn, ijf.

Jofrey de Jas, payn de Porvenfi, xxij d.

Guillelme lo patiffier p. xix d. pour echaudeus.

Johana chandelieri por chandeles de fi, iij d. ob.

Somme de la paneterie v f. ix d. ob.

Vin por mouff. iij quartes;

Saugie v quartes;

Vin por commu iij quartes.

Somme de la botellerie ij fet. un dimi.

Peis de Porvenfi;

Johan de Seyffons, peiffon de mar, xx d.

Arenes de Porvenfi iij;

Elaffeta, herbes xiiij d.;

A li, por rays, iij d.;

Jofrey d'Angers, avena, j d.

Somme de la quifina, iij f. ij d.

Somme de tot lo jor vijf f. xj d. ob. par.

Item lo fando fen seguent le dinarent mifenyor avoy monff. le comte & li maynia remanfit à lotal.

Johan Demane, payn iij d.

Jofrey de Jas, payn de Porvenfi, iij f.

Johana la chandelieri, por chandeles de fi, iij d. ob.

Somme de la paneterie iij f. vij d. ob.

Vin por mouff. j fet;

Vin por commu, j fet;

Somme de la botellerie ij fet.

Peis de Porvenfi.

Johan Sayffons por peiffon de mar, ij f.

Elaffeta, ugruens, j d.;

A li, por xiv arenas xv d.;

Hucho, por portage de agui, xvij d.;

Denizeta la lavanderi por los dras lavar iij f.

Denizeta de la quifina vij f. x d.

Somme de tot lo jor xij f. v d. ob.

Somme de tota la femmana vij libras xv f. vij d. ob. par. Lo remanent de Porvenfi.

DIE PASCHE ANNO XXXII.

Item, la dumeni en seguent, que fut apres l'Anunciacion de Notra Dama, furent mi fenyor a dinar & a fopar avoy mouff. le comte, & li maynia remanfit a lotal.

Johan Demane, payn, vj d.;

Jofrey de Jas, payn de Porvenfi, iij f. vij d.

Johana la chandelieri por chandeles de fi iij d. ob.

Somme de la paneterie iij f. vj d. ob.

Vin por mouff. iij quartes;

Vin por commu j fet. & demi;

Saugie j pinta.

Somme de la botellerie ij fet. iij pintes.

Taffeta pors vj d.;

Lorencin lo bochier por char groffa v f.;

Guillelme lo patiffier por vij pates por bers de matin vj d.

Elaffeta, aus, perrevel, faugi, ij d.

Somme de la quifina v f.

Somme de tot lo jor xj f. vj d. ob.

ITEM LO LUNS EN SEGUENT:

Johan Demane, payn, xxij d.;

Jofrey de Jas, payn de Porvenfi, vij f.;

A li, frut, iij d.;

Johana chandelieri, por chandeles de fi, iij den. ob.

Somme de la paneterie x f. vj d. ob.

Vin por mouff. j fet. j dimi;

Saugie, iij pintes;

Vin por commun iij fet.

Somme de la botellerie iij fet. iij quartes, j pinta.

Elaffeta, fava fracyl, xij d.;

Lorencin lo bochier por char groffa, x f.;

A li, por j quartier de veel, v f.

Boriet la polaliere, por j pèla, xij d.;

Elaffeta, vin egre, iij d.;

A li, por huele de oliva, ij d.;

A li, por j fromage, xij d.

Somme de la quifina xij f. iij d.

Somme de tot lo jor xxxj f. ix d. ob.

ITEM LO MARS EN SEGUENT:

Johan Demane, payn, xvij d.;

Jofrey de Jas, en payn de Porvenfi, vj f. vij d.;

A li, en frut, iij d.;

Johana la chandelieri, por chandeles de fi, iij d. ob.

Somme de la paneterie vij f. x d. ob.

Vin por mouff. ij fet. & demi;

Saugie, iij pintes;

Vin por commun, iij fet.;

Somme de la botellerie vj fet. iij quartes, j pinta.

Elaffeta, por cios, perrevel, xx d.;

Lorencin lo bochier, por char groffa, ix f.;

Boriet la polaliere, por iij poles, iij f. iij d.;

A li, por j chivrot, v f.;

Elaffeta, hues, v d.;

A li, aus, j d.

Somme de la quifina xix f. vj d.

Somme de tot lo jor xxvij f. iij d. ob. par.

ITEM LO MERCHOS EN SEGUENT :

Johan Demane, payn, xxj d. ;
 Jofrey de Jas, payn de Porvenfi, vj f. vj d. ;
 A li, en frut, iij d. ;
 A li, a la venus dau valetz qui furent avoy moiff. a Saynt
 Deus, vj d.
 Johana la chandelieri, por chandeles de fi, iij d. ob.
 Somme de la paneterie ix f. v d. ob.
 Vin por moiff. ij fet. ;
 Saugie, iij pintes ;
 Vin commun, iij fet.
 Somme de la botellerie vj fet. iij pintes
 Elafleta, peys, xj d. ;
 Lorencin lo bochier, por char groffa, ix f. ;
 Boriet la polaliera, por iij poles, iij f. vj d. ;
 Johan de Seyffons, por peiffon de mar, xxvj d. ;
 Elafleta, aus, perrecel, ugnymas, iij d. ;
 A li, por hues, vij d. ;
 A li, por fal blanc, iij d. ;
 A li, por j fromage, x d. ;
 Somme de la quina xxvj f.
 Somme de tot lo jor xxvj f. v d. ob. par.

ITEM LO JOS EN SEGUENT :

Johan Demane, payn, ij f. ij d. ;
 Jofrey de Jas, payn de Porvenfi, vj f. ;
 A li, en frut, iij d. ;
 Johana la chandelieri, por chandeles de fy, iij d.
 ob.
 Somme de la paneterie ix f. ij d. ob.
 Vin por moiff. ij fet. ;
 Saugie, iij pintes ;
 Vin commun, iij fet.
 Somme de la botellerie vj fet. iij pintes.
 Elafleta, pors & perrecel, ij f. ;
 Loren lo bochier, por char groffa, ix f. ;
 A luy, por dimey quarter de veul, ij f. ;
 Boriet la polaliera, por iij poles, iij f. ;
 Elafleta, aus, vin egre, v d. ;
 A li, por j boycel de fal gros, xx d. ;
 Jofrey d'Angers, eruga de Porvenfi, vj d. ;
 Guillelme lo patifor por la fasso de ix patés, xi d.
 Somme de la quina xx f. vij d.
 Somme de tot lo jor xxix [f.] ix d. ob. par.

ITEM LO VENDROS EN SEGUENT :

Johan Demane, payn, ij f. ;
 Jofrey de Jas, payn de Porvenfi, iij f. vj d. ;
 A li, frut, ij d. ;
 Johana la chandelieri, por chandeles de fi iij d. ob.
 Somme de la paneterie vij f. ob.
 Vin por moiff. ij fet. ;
 Saugie por lo commun, ij fet.
 Somme de la botellerie v fet.

Elafleta, peys, xj d. ;
 Johan de Seyffons, peiffon de mar, xj f. ;
 Elafleta, por j fromage, xij d. ;
 A li por hues, xij d. ;
 A li, por j chopina de huele, x d. ;
 A li, perrecel, ugnymas, aus, vj d. ;
 A li, vin egre, ij d.
 Somme de la quina xxvj f. vj d.
 Somme de tot lo jor xxij f. vj d. ob. par

ITEM LO SANDOS EN SEGUENT :

Johan Demane, payn, ij f. ;
 Jofrey de Jas, payn de Porvenfi, v f. vij d. ;
 A li, en frut, iij d. ;
 Johana la chandelieri, por chandeles de fi, iij d. ob.
 Somme de la paneterie vij f. iij d. ob.
 Vin por moiff. ij fet. & demi ;
 Vin por lo commun, iij fet.
 Somme de la botellerie v fet. & demi.
 Colin l'especier, por j libra d'amidu, vij d. ;
 Jaquet lo peiffanier, por peiffon de aygui d'elli xv f. ;
 Elafleta, por j fromage xij d. ;
 A li, por j pinta de vin egre, iij d. ;
 A li, aus, perrecel, ij d. ;
 A li, por dimey chopina de huele, v d. ;
 A li, por hues, v d. ;
 Jofrey d'Angers, por hues, xx d. ;
 Denizeta la lavanderi, por lavar dras xxvj d. ;
 Volon, por portage de aygui, xvij d.
 Somme de la quina xxij f. x d.
 Somme de tot lo jor xxj f. v d. ob. par.
 Somme de tota la femana, ix libr. ij f. vij d. ob. ; lo
 remanent de Porvenfi.

ITEM LA DIMIENI EN SEGUENT QUI PUT DAVANT
LA SAINT AMBROYSI.

Johan Demane, payn, ij f. ;
 Jofrey de Jas, en payn de Porvenfi, vij f. ;
 A luy, en frut, iij d. ;
 Johana la chandelieri, por chandeles de fi, iij d. ob.
 Somme de la paneterie x f. vij d. ob.
 Vin por moiff. ij fet. & dimei ;
 Vin por commun, iij fet.
 Somme de la botellerie v fet. & dimei ;
 Peys de Porvenfi ;
 Lorencin lo bochier, por groffa char, xij f. ;
 Jofrey d'Angers, por j chivrot, iij f. vj d. ;
 Boriet la polalieri, por j lievre, xv d. ;
 Elafleta, vin egre, iij d. ;
 A li, perrecel, aus, ij d.
 Somme de la quina xix f. iij d.
 Somme de tot lo jor xxix f. xj d. ob. par.

ITEM LO LUS EN SEGUNT :

Johan Demane, payn, ij f. ;
 Jofrey de Jas, payn de Porvenfi, v f. viij d. ;
 A luy, en frut, iij d. ;
 Johana la chandelieri por chandeles de fy, iij d. ob.
 Somme de la paneterie viij f. iij d. ob.
 Vin por moiff. ij fet. & dimei ;
 Vin por comun, iij fet.
 Somme de la botellerie v fet. & dimei.
 Boriet la polaheri, por ij poles, iij f. ;
 Lorencin lo bochier, por char groffa, viij f. ;
 A li, por j quartier de veel, iij f. ;
 Elafleta, hues, iij d.
 Somme de la quina xvj f. iij d.
 Somme de tot lo jor xxij f. vij d. ob. par.

ITEM LO MARS EN SEGUNT :

Johan Demane, payn, iij f.
 Jofrey de Jas, payn de Porvenfi, iij f. vj d. ;
 A li, en frut, iij d. ;
 Johana la chandelieri, por chandeles de fi, iij d. ob.
 Somme de la paneterie viij f. j d. ob.
 Vin por moiff. ij fet. ;
 Vin por comun, iij fet.
 Somme de la botellerie vj fet.
 Elafleta, pors, xx d. ;
 Loren lo bochier, por char groffa, ix f. ;
 A li, por j agniel, v f.
 A li, por dimei longi de porc, xvij d.
 Elafleta, por j pinta de vin egre, iij d. ;
 A li, aus, j d. ;
 Guillelme lo patiffier, por faffon de xj patés, xvij d.
 Somme de la quina xix f. j d.
 Somme de tot lo jor xxvij f. ij d. ob. par.

ITEM LO MERCROS EN SEGUNT :

Johan Demane, payn, viii f. vj d. ;
 Jofrey de Jas, en frut, iij d. ;
 Johana chandelieri, por chandeles de fi, iij d. ob.
 Somme de la paneterie ix f. ij d. ob.
 Vin por moiff. ij fet. & dimei ;
 Vin comun, iij fet.
 Jofrey de Jas, por v veros grans, xiiij d.

Somme de la botellerie xiiij d., vj fet. de vin.

Elafleta, peis, xij d. ;
 Loren lo bochier, por char groffa, xj f. ;
 Johan de Sayffous, peiffon de mar, iij f. ij d. ;
 Elafleta, por j fromage, xiiij d. ;
 A li, hues, vj d. ;
 A li, por j chopina de moteria, iij d. ;
 A li, por j chopina de huele, ix d. ;
 A li, por vin egre, ij d. ;
 Guillelme lo patiffier, por la faffon de xj patés,
 xvij d. ;
 A li, por farina por faire ravioles, ij d.
 Somme de la quina xx f. viij d.
 Somme de tot lo jor xxxj f. ob.

ITEM LO JOS EN SEGUNT :

Johan Demane, payn, ix f. vj d. ;
 Perrot, en frut, iij d. ;
 Johana la chandelieri por chandeles de fi, iij d. ob.
 Somme de la paneterie x f. j d. ob.
 Vin por moiff. ij fet. & dimei ;
 Vin por lo comun iij fet. & dimei.
 Somme de la botellerie vj fet.
 Elafleta, chos, perreel, xvij d. ;
 Lorencin lo bochier, por char groffa, xij f. ;
 Jofrey d'Angers, por j agnyel, xij d. ;
 Boriet la polaheri, por ij poles, iij f.
 Elafleta, por j pinta de moteria, xij d. ;
 A li, aus, j d. ;
 A li, huele de oliva, j d. ;
 Guillelme lo patiffier, por la faffon de ix patés, vj d.
 Somme de la quina xij f.
 Somme de tot lo jor xxxj f. j d. par.
 Somme de ces v jors vij lib. iij f. xj d. par.
 Des ifti en lay commenfiest moiff. Simons a fayre lo
 depens.
 Summa totalis expenfarum ordinarium predictarum :
 ij^{us} liiij lib. iij f. ix d. parifien. ; infra quod tempus fuit
 xxvj septimane.

GUILLELMUS.

(Extrait d'un manuscrit du xiv^e siecle donnee a l'Editeur
 par M. de la Tour-Varan).

Extrait des comptes journaliers de la maison d'Anne Dauphine pour l'année 1409.

JEUDY-SAINT.

Jeudy, iiii^e jour d'avril, Madame & Madamoyelle, toutes leur gens & commun, tout le jour à Cleppé; en leur compagnie, Madame Yfabeau Marechal, sa fille & plusieurs prestres, moynes & cordeliers & xxxij pourceux &, au dîner, Jehan des Acquenées.

PANETTERIE.

Dr Jehan Baisillier, pain de bouche despenfé xvj douzaines.

De lui, pain de commun despenfé xxxij douzaines.
Somme xlii douzaines.

ESCHANÇONNERIE.

Vin de bouche pour Madame, despenfé j festier.
Vin pour Madamoyelle, despenfé ij festiers.
Vin pour escuyers, despenfé xvij festiers.
Vin pour commun, despenfé xiv festiers.
Vin pour l'aumosne, despenfé, pour ij jours, vj festiers.

Payé à Millet qu'il a payé pour xiiij verres pour les pourceux, ij f. vj d.

Somme xij festiers.
Somme ij f. vj d.

CUISINE.

Poisson de garnison, despenfé lij pièces.
Lamproye de garnison, despenfé une.
Herans blans de garnison, despenfé xx.
Poys, sel, sucre, especes, ris, amandes, huile, oignons, verjus, vinaigre, moultarde de garnison, despenfé.
Puyé à la chambre au deniers qu'il a poié à Boulougnat pour vj^e herans blans, dont despenfé ij f. & le demourant en garnison lxvij f.

Payé à Jehan Perfeux pour poisson despenfé xij f. vj deniers.

Payé à Pierre Fourez pour une lamproye, despenfé ij f. vj d.

Payé à Pierre le Limozin de Feurs pour vij douzaines d'escuelles de boys pour les pourceux, dont la fruiterie une douzaine, xiiij f.

Payé à la chambre au deniers qu'il a poié pour xj aulnes

de toile pour fere dreffours & napperons pour les queux. l'aulne xxij deniers oboles, valent xx f. vii d. ob.

Somme vij livres j f. vij d. ob.

FRUICTERIE.

Cire de garnison, despenfé, iij livres, dont pour Madamoyelle une torche.

Chandelles de fil de garnison despenfé xij livres.
Sucre, figues, raisins, avillanes, dates, pommes de garnison, despenfé.

ESCUYERIE.

Chevaux d'ordenance lv, d'avantage j.
Chevaux extraordinaires : Loys d'Achier, iij; Amyeu Vert, ij; Bertrand Chauds, j.
Foin de garnison, despenfé.
Avene de Aquarie Regnaud, mesure Molins, iij festiers, j boiffeau.

FOURRERE.

A la chambre au deniers qu'il a poie pour iij aulnes de toile pour Madame pour faire le mande de la fenestre, dont une aulne pour Madame, vij f. j d.

Poyé à Millet qu'il a poie pour la manore d'un char du mandement de Chambion, qui a amené boys pour le chauffage pour l'ostel Madame, vij deniers oboles.

Poyé à Jehan des Acquenées qu'il a payé pour les despens de lui, de son cheval, faire d'aler & de venir de ceste ville à Jougeoufe porter lettres de par Madame à Madame dudit lieu de Jougeoufe, pour vij jours entiers qu'il a demouré; pour jour, iij f. ij d. valent xxix f. ij d.

Somme toute dudit jour, sans garnison, x liv. vj f. j d.

VENDREDY, v^e jour d'avril, Madame, Madamoyelle, toutes leur gens & commun, tout le jour à Cleppé, en leur compagnie, Madame Yfabeau Marechal, sa fille, le prieur & sequestrain de Cleppé & plusieurs autres & vingt pourceux.

Pain de bouche x douzaines.
Pain de commun xix douzaines.
A la Vialle pour blanchir xl pièces de nappes, iij fois, ij d.

Somme xxix douzaines.

ESCHANÇONNERIF.

Vin de bouche pour Madame, un fester.
 Vin pour Madamoyelle, deux festers.
 Vin pour escuyers, deux festers.
 Vin pour commun, dix festers.
 Entamé un tonneau de vin pour escuyers, despenfé dix festers.
 Vin pour l'aumône, trois festers.
 Sucre de garnifon pour faire ypocras, un quarteron.
 Somme xxvij festers.

CUISINE.

Poiffon, cinq piéces.
 Heras blancs, cinquante.
 Poys, feves, fel, fucre, efpiées, ris, amandres, verjuft, vinaigre, huile, ougnons, moullarde, avène pillet, de garnifon.....
 Somme, xij f. xj d.

FRUICTERIE.

Cire de garnifon, deux livres demie.
 Autre cire pour la chapelle de Madame, c'est affavoir : deux torcées, deux grands cierges qui ont esté mis devant nostre feigneur, jour & nuit, & treize petiz cierges pour tenebres, & deux cierges fur l'autel, & une livre quayers, pour ce xij livres.
 Chandelles de lif x livres.
 Sucre, figues, raifins, dattes, avilannes de garnifon, despenfé.

ESCUYERIE.

Chevaux d'ordonnance, cinquante-cinq.
 En plus, un.
 Chevaux extraordinaire, Loys d'Achier, ij; Amyeu Vert, ij; Bertrand Chaulx, j; Charles Souleillant, demi,
 Foin de garnifon despenfé.
 Avène de Aquarie Regnaud, despenfé, mesure Molins ij festers, q. un boiffeau.
 Somme toute dudit jour foize fols trois deniers.

SAMEDY, vj^e jour d'avril, Madame & Madamoyelle, toutes leur gens & commun, tout le jour à Cleppé; en leur compagnie, Madame Ysabeau Marechalles, la fille, Amyeu Vert, Bertrand Chaulx, vingt pources & plusieurs autres.

PANNETERIE.

Pain de bouche xij douzaines.
 Pain de commun xx douzaines.
 Somme xxxij douzaines.

ESCHANÇONNERIE.

Vin pour Madame, un fester.
 Vin pour Madamoyelle, deux festers.
 Vin pour escuyers, xv festers.

Vin pour commun, x festers.
 Vin pour l'aumône, ij festers.
 Sucre de garnifon, despenfé un quarteron pour faire ypocras.

A François de Tournon pour ung pain fucre pesant neuf livres, la livre x fols, valent iij livres x fols.

Somme xxxij festers.
 Somme iij liv. x f.

CUISINE.

Poiffon, xxx piéces.
 Heras blancs, deux cents.
 Lamproye de garnifon, une.
 Poys, fel, fucre, efpiées, ris, amandres, verjuft, vinaigre, huile, ougnons, moullarde, avène pillet.
 Somme xij f. j d.

FRUICTERIE.

Cire, deux livres & demie.
 Chandelles de lif xij liv.
 De la garnifon de l'eschançonnerie ung quarteron fucre despenfé pour les pommes Madame.
 A François de Tournon pour ung quintal cire franche mise en garnifon, xiv liv. l.
 A lui, pour pommes xv deniers.
 A lui, pour la voicture d'un vallet & d'une beste qui ont amené de Montbrison en ceste ville lefdits cire & pommes, ij fols vj d.

Somme xiv liv. ij fols. ix d.

ESCUYERIE.

Chevaux d'ordonnance, liij.
 En fus, un.
 Chevaux extraordinaires : Loys d'Achier, ij; Amyeu Vert, ij; Bertrand Chaulx, ung.
 Foin de garnifon.
 Avène de Aquarie Regnaud, mesure Molins, ij festers q.

FOURRERE.

Poyé à Milei qu'il a poyé pour la manore de deux chiers & deux maffors du mandement de Cleppé, xxi deniers, &c., &c., qui ont amené boys pour le chauffage de l'ofel Madame; pour ces parties, quinze fols, huit den. oboles.....

Pour un charriot de bois acheté & despenfé cinq fols...
 A Perrinet, qu'il a poyé pour les depens de lui, d'un vallet & deux chevaux faiz à Morant ou ils estoient aler chasser aux biches pour la despenfé de l'ofel Madame, pour un jour cinq fols.

A Julinet & à Denis Jaubert pour la manore de leur beufs & maffut, d'avoir mené les cordes de ceste ville ou boys Loys pour la chaffe Madame quatre deniers.....
 Somme xxxij f. ij d. ob.

Somme de tout le jour, fans garnifon, xx livres
xix fols, ung denier obole.

PASQUES CHARNELX.

DIMANCHE, vij^e jour d'avril, Madame, Madamoyfelle, toutes leur gens & commun, tout le jour à Cleppé, en leur compagnie Madame Yfabeau Marechal, la fille, Amyeu Vert, Bertrand Chaulx & xx pources & plusieurs moyens cordeliers & prestres.

PANNETERIE.

Pain de bouche xiiij douzaines.

Pain de commun xxiiij douzaines.

Somme xxxvij douzaines.

ESCHANÇONNERIE.

Vin de bouthe pour Madame, un fefrier.

Vin pour Madamoyfelle, deux fefriers.

Vin pour efcuers, xvij fefriers.

Vin pour eomun, xij fefriers.

Vin pour l'aumofne, ij fefriers.

Somme xxxy fefriers.

CUISINE.

Poiffon de garnifon, defpenfé v pièces.

Moutons de garnifon, defpenfé v.

Sel, fucre, efpiccs, verjuft, vinaigre, ougnons, moutarde de garnifon, defpenfé.

Entamé un lait de garnifon, defpenfé partie.

A Jehan Mafoyer de faint Lorent pour ung bœuf tue qui a fait iiij^{tes} pièces & char pour paltés, dont defpenfé xvj pièces, & le demourant en garnifon, vij livres.

A Martin le bouchier, pour xij chevreux defpenfés xxx f. v d.

A lui pour xi poules defpenfé xxvij & le demourant en garnifon, xxxij f. liij deniers.

A lui pour vj pouçons defpenfé ij f. vj d.

A lui pour ij pinghons defpenfé x deniers.

A lui pour vj^{tes} œux defpenfé ij f. xj d.

A lui pour ung oifon defpenfé xv deniers.

A lui qui l'a payé pour les oifons pour xv jours ij fols vj deniers.

A lui pour les depens de lui, de fon cheval faiz à Montbrion & à Boin, faire les provifions deffus diftes, ij fols vj deniers.

A Audier Mafoyer pour un veau defpenfé xij f. vj d.

A la femme Jehan Tixier pour let defpenfé pour la fromentee xxij deniers ob.

Somme xij liv. x f. vj d. ob.

FRUITERIE.

Cire de garnifon, ij livres & demie.

Autre cire devant comptée, defpenfé une livre &

demie pour une torche baillée à Bertrand de Bouthions.
Chandelles de fif, defpenfé xij livres.

ESCUYERIE.

Chevaux d'ordonnance, liij.

Avantage, ung.

Chevaux extraordinaires; Loys d'Achier, iij, Bertrand Chaulx, j;

Fein de garnifon;

Avene de Aquarie Reynauld, defpenfé mefure Molins, ij fefriers q. un boiffeau.

FOURERIE.

Somme toute dudit jour fans garnifon, xij liv. x f. vij d. ob.

LUNDY, viij^e jour d'avril, Madame & Madamoyfelle, toutes leur gens & commun, tout le jour à Cleppé, en leur compagnie Madame Yfabeau Marechal, la fille, une damoyfelle, la femme Artaud de Bover, la femme Jehan Brenon, xx pources & plusieurs autres; &, aujourd'hui, s'en ala, après dîner Jehan Chenal en Bourbonnais.

PANNETERIE.

Pain de bouche, xiiij douzaines.

Pain de eomun, xxi douzaines.

Somme xxxvj douzaines.

ESCHANÇONNERIE.

Vin pour Madame, j fefrier.

Vin pour Madamoyfelle ij fefriers.

Vin pour efcuers, vj fefriers.

Entamé un tonneau de vin pour efcuers, defpenfé x fefriers.

Vin pour eomun vij fefriers.

Entamé un tonneau de vin pour eomun, defpenfé iij fefriers.

Vin pour l'aumofne, ij fefriers.

Sucre de garnifon pour faire yporas, ung quarteron.
Somme xxxiij fefriers.

CUISINE.

Grosse char de garnifon, defpenfé xvij pièces.

Moutons de garnifon, defpenfé liij.

Poiffon de garnifon, defpenfé ij pièces.

Poulaillies devant comptées defpenfé ij.

Lait, fel, fucre, efpiccs, verjuft, vinaigre, ougnons, moutarde.

Poyé à Anthoine Nicolas de Villeneuve, pour ung bœuf tue qui a fait lxx pièces mis en garnifon, iij liv.

A pierre Mefchin de Grezieux le Fromental pour ung veau, defpenfé xij fols.

A Martin le bouchier pour xj chevreux, xxxiij fols, iij d.

A lui pour xxxv poules, dont despenfé xxij, & le desmourant en garnison xxix f. ij d.

A lui pour ung oison, xv d.

A lui pour iij pouçins, xx d.

A lui pour ij fromages, ij f. vj d.

Somme vij liv. ix f. xj d.

FRUITERIE.

Cire de garnison, despenfé iij livres, dont à Girar de Memorin, une torche.

Chandelle de fil de garnison, despenfé xij l.

Fruit de garnison, despenfé.

ESCUYERIE.

Chevaux d'ordenance, liv.

Avantage, ung.

Chevaux extraordinaires; Loys d'Achier, iij, Bertrand Chaulz, ung.

Fein de garnison, despenfé.

Avenue de Aquarie Regnaud, despenfé, mesure Molins, iij feliçiers, un boiffeul & demie.

FOURERIE.

A Jehan Thivel, pour les despens du valet de Arthaud & ses deux chevaux, lequel Madame avoit retenu pour ung jour & demi, pour porter lettres à Meflire Robert de Chaluz son mailtre & à autres, vj fols vij deniers.

Somme vj f. vij d.

Somme de tout le jour fans garnison, vij liv. xvj f. vij d.

(Archives du département de la Loire) (1).

COMPTE DE UNG AIDE

De quatre mil v cens livres tournois octroïé à Monseigneur le duc de Bourbonnois & d'Auvergne par les gens des trois estaz de son pais de Fores assamblez en la ville de Montbrifon en l'ostel de Guillaudon Chauvet, trésorier de Fores, le derrenier jour de janvier l'an mil CCCC trente & cinq, pour aidier à desfinier des millions & despens qu'il a convenu à mondit feigneur le duc faire & soutenir en son voyage d'Arras pour le fait de la paix, & aussi pour paier certaine finance promise à Perrinet Graffet pour vuider la ville de la Charité & le réduire à l'obéissance du roy nostre sire; laquelle somme a esté mise fus & imposée oudit pais de l'ordonnancé & mandement de mondit feigneur par meflire Amé Vert, chevalier, bailli de Fores, esleu en ceste partie & commise à recevoir à Guillaudon Chauvet, trésorier de Fores dessus nommé.

RECETTE DE DENIERS

Et premièrement

Des habitants de la ville de Montbrifon . . . viiij^{xx} l. v. f. t.
De la prevostie de Savignieu . . . xvj l. t.
De la ville de Moing . . . xxx l. t.
De Preffieu & Carrefeu . . . ix l. vij f. t.
De l'Hopital-le-Grand . . . vij l. j f. t.
De Saint-Roman-le-Puy . . . xvj l. xvij f. t.
De Sury-le-Comtal . . . lxx l. iij f. t.
De Saint-Rambert & Chamble . . . lxxij l. iij f. t.

De Saint-Marcelin . . . liij l. xij f. vj d. t.
De Mefflieu . . . xl f. t.
De Mirebel & Perigueux . . . xxxv l. v. f. t.
De Saint-Bonnet & le Maz . . . cc xxv l. t.
De Marouite . . . xliij l.
De Montfau . . . xliij l. xij f. t.
De Lavysseu . . . cxj l. v. f. t.
De Ecrevay . . . lxx l. x f. t.

(1) Notre collaborateur, M. André Barban, aujourd'hui secrétaire général de la préfecture du département de la Savoie, se propose de publier intégralement les comptes journaliers de la maison d'Anne

Dauphine. Cette publication, qu'il doit enrichir de nombreuses notes pour établir, pendant cette période, la valeur comparative d'un très-grand nombre d'objets & pour fixer le chiffre des emplacements & des

salaires des personnes, dans notre province, ne saurait manquer d'éveiller l'attention des Historiens & des Economistes.

L'Editeur

De Beauvoir	lxvij f. t.
Des habitants de Châteauneuf	vijxx l. vij f. vj d. t.
De Greffieu	xj l. xvij f. t.
De Unys	liij l. xviij f. t.
De Bouffet	xviij l. v f. t.
De Négrier	xviij l. xv f. t.
De Chambeon	xxviij l. j f. vj d. t.
De Fontfies	x l. xij f. t.
De Champs	vj l. ix f. t.
De Cleppreu	xviij l. t.
De Mont-Verdun	xvj l. viij f. t.
De Chalais d'Ussere	xj l. xv f. t.
De Champdieu	xviij l. xij f. vj d. t.
De Mercilly-le-Châtel	cviij l. vij f. t.
De Chalais-le-Cortail	ix l. viij f. t.
De l'Hôpital de Roche-ort	xj l. xv f. t.
De Rochefort	xx l. xviij f. t.
De Coufont & ses membres	cviij l. v f. t.
De Chalmazel	xliij l. vj f. t.
De Mombayoux	xviij l. t.
De Cerveire & le mandement	xxvxx l. v f. t.
De Ulphe	xxv l. xvij f. t.
De Saint-Jullien-Chavalot	viijxxij l. xj f. vj d. t.
De Saint-Marcel	xxv l. xviij f. t.
De Heys	liij l. xliij f. t.
De la Sauvete	xvj l. ix f. t.
De Crumaux	xxviij l. vj f. t.
De Croix, mandement & refors	vintxxviij l. vij f. vj d. t.
De Pouillieu-en-Rouanne	xviij l. ij f. t.
De Beaulieu	xvj l. ix f. t.
De Mahle	xxxiij l. j f. vj d. t.
De Noailhe	xxviij l. xviij f. vj d. t.
De Saint-Romain-en-Rouanne	xxix l. vij f. vj d.
De Pierreferite	vij l. j f. t.
De Rosune	xxix l. vij f. vj d. t.
De Renodons	xviij l. iij f. t.
De Saint-Haon	vjxxix l. x f. t.
De Saint-Andre	xxix l. vij f. vj d.
De Montouffe	x l. vj f. vj d. t.
De Villereys	xliij l. vj f. t.
De Verney	xliij l. vj f. t.
Des habitants du Verdier	xx l. vj f. vj d. t.
De Saint-Merite & le mandement	vjttav l. ij f. vj d. t.
De Saint-Pougue	vij l. v f. t.
De Sautrenon	xviij l. v f. vj d. t.
De Buffy & Verrieres	lxix l. vj f. vj d.
De Saint-Germain-la-Val	liij l. viij f. t.
De Grisolles	xvj l. ix f. t.
De Pomiers	xxxiij l. j f. vj d. t.
De Nervieu	cs f. t.
De Greignieu	vij l. liij f. t.
De Jellion	xxviij l. v f. t.
De Sainte-Agathe	liij l. iij f. t.
De Nerunde & le mandement	ijf p l. t.
De Donzieu & le mandement	vjxtaiij l. xv f. t.
Des hommes Pierre de Trefetes	x l. xv f. a.

De la ville de Tours	xlix l. vij f. t.
De Pouillieu-les-Tours	xxviij l. v f. t.
De Sury-le-Bois	xlix l. v f. t.
De Vergerien	lxvij l. xij f. t.
De Bellegende	liij l. xviij f. vj d. t.
De Marcioup	xxviij l. xij f. t.
De Mont-Rond	xxviij l. x f. t.
De Cuifen	xvj l. ix f. t.
De Veauche	xj l. xv f. t.
De Rivas	lxv f. vj d. t.
De Bouthoon	xviij l. ij f. t.
De Saint-Galmier	vjttaiij l. iij f. t.
De Mays	xxv l. vj f. t.
De Vercelles	lxv f. vj d. t.
De Chafelles	xxxiij l. xij f. t.
De Chozeles	xxviij l. xij f. vj d. t.
De Vendragon	xxviij l. x f. t.
De l'Aubeftin	ix l. viij f. t.
De Chaffetoux	xviij l. t.
De Fontaneys	xxviij l. iij f. t.
De Saint-Hayant	liij l. xviij f. vj d. t.
De la Toulliole	xxxiij l. xv f. vj d. t.
De Saint-Vidour	liij l. xviij f. t.
De Courmilion	xlj l. xij f. t.
De Firmigaleu	xviij l. ij f. t.
Des habitants de Saint-Jullien-Velas	vij l. ij f. t.
De Fougerolles	liiij l. xij f. vj d. t.
De Roche-la-Molliere	xx l. t.
De S.-Genis-de-Malifoux	xxviij l. xij f. vj d. t.
De Rocherailhe	liiij l. viij f. t.
De Vouheoite	liiij l. ij f. t.
De Saint-Priet	lxix l. x f. t.
De la Tour-en-Jareys	lxvij l. t.
De Fay	xxxiij l. xviij f. vj d. t.
De Virieu	xlviij l. t.
De Cherveny	xxviij l. xviij f. t.
De Dorrie & les Fernanches	vij l. xv f. t.
Des habitants du Teilh	xxix l. vij f. t.
De Maleral	cviij l. x f. t.
De Rocheblonne	liij l. ix f. t.

Les Refors de Maleral

De Argental & le Bourg	xxxiij l. xv f. t.
De la Nevoire	xxij f. vj d. t.
De Saint-Julian & Vilete	vij l. v f. t.
De Grays	xl f. t.
De la Faye & Marthes	xj l. v f. t.
De Saint-Sauveur	xiij l. x f. t.
De l'Hôpital du Temple	cviij f. vj d. t.
De Clivas	ix l. t.
De Rostort	cviij f. vj d. t.
De la Silve	lx f. t.
De Monchal	cviij f. vj d. t.

Somme toute recepte dudit aide liij^m xx^m lxx l. xviij f. t.
(Archives du département de la Loire)

.



*C'est la manière de l'affiete de rantes en la conté de Fourc, fait advis sur ce en la chambre
des comptes au mois de novembre l'an M CCC LIIII (1).*

Premièrement la moytié en argent & l'autre moitié en blez & en autres choulfes que s'affient per la manière que s'enfuit :

Item que l'on affiet la mefure (2) du froment pour xij d. viennois, ainffi vient le fefliers du froment en affiette a xvj f. viennois.

Item la mefure (3) de la segle pour ix d. v. & par ainffi vaut le fefliers xij f.

Item la mefure (4) d'avoyne (5) pour iij d. v. ainffi vaut le fefliers viij f. v. (6), car ou fefliers en a xxxij mefures & en Roaneys (7) non a ou fefliers que xxiiij ras & pour ce le fefliers ne y vaut que vj f. v.

Item la mefure (8) de l'orge vj d. & par ainffi vient le fefliers a viij f. v.

Item faves s'affient comme segle.

Item meil, veces, lintilles & tieux menus blez s'affient comme orges.

Item anée de vin s'affiet es lieux ont a grant mefure pour vj f. v., & lai ont a petite mefure pour v. f. v.

Item la geline pour iiij d. ob v.

Item une hoye pour ix d. v.

Item j conilz pour ix d. v.

Item une lievre pour xij d. v.

Item ij pufin pour une geline.

Item la perdris vermeille pour ix d. v., & la petite pour vj d. v.

Item j fays de foin pour ix d. v., & la trouffe ij f. iij d. v.

Item de l'uy le ne puet l'en pas détermener, les mefures font diverfes.

Item feflerie de terre quartible en bon fons acoustumée de gaigner a chief de ij ans, s'affient pour iiij f. v.

Item en Varenne vaut la feflerie de la terre acoustumée de gaigner de ij en ij ou de iij en iij ans, ij f. viij d. v., & en montaigne xvj d. v.

Item une quarte d'uy le a la mefure de Montbrifon pour v. f. v., ainffi affiet l'en l'année d'uy le pour lx f. v.

Item de prendre rante affie sur les molins l'en n'en peult declayrier fans veoir les lieux, quar li uns requierent plus de despens que les autres.

(Extrait d'un registre du xiv^e fiécle, donné à l'Editeur par M. de la Tour-Varan)

(1) Jean Papon a reproduit cet important document dans ses *Commentaires sur la coutume de Bourbonnois*, p. 470. Il en avoit pris une copie, dit-il, *in antiqua cedula scriptum in archivis regie comitatus Forensis...*, *in pluribus ex vestris Forensibus satisfaciatis*. La copie que nous donnons a été empruntée à un registre d'une date plus ancienne qui contient un grand nombre de variantes.

Nous nous bornerons à indiquer les principales du texte donné par Jean Papon.

L'Editeur

(2) Le moitiier. — (3) Id. — (4) Le quarton. — (5) A xxxij par le feflier. — (6) Le quarton. — (7) Cette fin du paragraphe ne se trouve pas dans la copie de J. Papon. — (8) Le moitiier.



CHARTES DE PRIVILEGES ET FRANCHISES

VILLES DU FOREZ

Jusqu'à présent, les chartes de privilèges & franchises de plusieurs villes du Forez n'avoient été publiées que par fragments & d'une manière peu correcte. L'éditeur s'est attaché avec le plus grand soin à les reconstituer intégralement & à les réviser, soit d'après les originaux & *vidimus* déjà connus, soit d'après ceux qu'il a eu l'heureuse fortune de découvrir. Afin d'obtenir des textes aussi exacts que possible, il a dû confier ce travail de révision à quelques anciens élèves de l'Ecole des chartes dont l'obligeance égale le savoir. Il s'est adressé notamment à MM. Guigue, Henri de l'Épinois, Lecoy de la Marche & Auguste Kroeber. Aux uns ont été confiées les copies, aux autres la collation de ces documents. Grâce à ce rigoureux contrôle, auquel ont été d'ailleurs fournies toutes les pièces justificatives de cet ouvrage, l'éditeur ose croire qu'il a accompli consciencieusement cette partie de sa tâche.

La charte de Montbrison est publiée en entier pour la première fois.

Une copie inédite de la charte de Crozet a permis d'en offrir un nouveau texte qui présente plusieurs variantes.

Une lecture plus attentive de la charte de Saint-Germain-Laval a fait découvrir quelques erreurs & omissions de mots & de membres de phrases qui se trouvent dans le premier texte imprimé de ce titre. Ces erreurs & omissions ont été réparées.

La charte de Villereze, dont l'original n'a pu être retrouvé aux archives de l'Empire, a dû être copiée dans le *Spicilege* de Dom d'Achery. L'éditeur a eu soin d'y joindre quelques observations de Du Cange relatives à plusieurs mots de cette même charte.

Les chartes de confirmation des privilèges de Sury-le-Comtal, de Saint-Rambert, de Bonfon, de Chambles, de Saint-Cyprien & de Saint-Just ont été scrupuleusement copiées sur les titres déposés aux archives de l'Empire.

La Mure n'avoit cru devoir livrer au public qu'un très-petit nombre d'articles de la charte des privilèges de Saint-Haon-le-Chastel. L'original, jusqu'à ce jour, avoit échappé aux recherches des érudits de notre province. L'éditeur a été plus heureux : il a découvert ce titre important entre les mains de M. le comte de Rivoire de la Bâtie, & grâce à son extrême obligeance, il lui est permis de l'offrir en entier au lecteur pour la première fois.

Une découverte plus précieuse encore étoit réservée à l'un de nos collaborateurs. Le plus ancien monument du Forez en langue vulgaire du *xiii^e* siècle, l'original de la seconde charte de confirmation des privilèges de Saint-Bonnet-le-Château, dont La Mure n'avoit copié fort incorrectement que quelques passages, a été découvert, il y a quelques années, par M. l'abbé Roux. Le savant auteur du *Forum Segusianorum* a bien voulu nous le confier & nous permettre de publier en entier, pour la première fois, ce document si intéressant au double point de vue de l'histoire de notre langue & de nos institutions provinciales.

L'Éditeur.

Privilèges de Montbrifon — Novembre 1223 (1).

Hec est carta libertatis & immunitatis quam dominus Guigo, Dei gratia comes Forenfis, pro fe & fucefforibus fuis, in pofterum univerfis dedit & contulit, fua propria & fpontanea voluntate, omnibus hominibus & feminis habitantibus villam Montisbrufonis prefentibus & futuris, infra terminos iftos, felicitet : a cruce del Garait ufque ad crues Gandiaci, & a Ponte del Marefc ufque ad montem de Caritate, & de uno iftorum locorum ufque ad alium circulariter. In primis, Guigo, dominus comes, dedit & conceffit predictis hominibus & feminis, pro fe & pro omnibus fucefforibus fuis, libertatem & immunitatem, promittens & concedens ne ipfe, vel aliquis de fuis, umquam de cetero, tallias, collectas, exactiones aliquas faciat, vel indicat in ipfis, vel in rebus eorum ubicumque fint, per fevel per alium ullo modo. — *Item*, dedit & conceffit ne occafione mutui, vel efpleit, vel fidejuffionis, vel interceffionis, aliquid ab aliquo eorum, vel ab aliqua retineat vel extorquat aliquo tempore, vel machinetur extorqueri. — *Item*, ut ipfe non compellat aliquem per fe, vel per alium, ut fibi vel alii aliquid mutuet, vel acomoder, vel fidejubeat, vel intercedat. — *Item*, ut fi aliquis pignoraret, vel gatjaret, ipfos vel aliquem ipforum, vel eorumdem res caperet pro debitis, vel fidejuffionibus, vel interceffionibus certis & propriis ipfius comitis, ut ipfe comes fervet inde & custodiat eos indempnes. — *Item*, ut nullus teneatur accipere pignus, vel gatje, ab ipfo comite, vel ab aliquo de familia fua, vel etiam ab aliquo pro eo, vel pro eis, vel emere, vel vendere aliquid fbi, vel fuis, nifi hoc fecerit fponte & propria voluntate. — *Item*, ut quilibet veniens ad villam, caufa mandandi, flet & veniat ibi & permaneat libere, undecumque venerit, ut unus ex aliis de villa. — *Item*, ut quicumque de illis qui villam inhabitaverint, vel infra terminos, voluerint recedere a villa, poffint vendere omnes res fuas fi voluerint, & cum rebus fuis recedere fine impedimento; & comes preftet predictis venientibus & recedentibus, & rebus fuis, ducatum in toto diftrictu fuo. — *Item*, ut quilibet poffit filium fuum & filiam fuam in matrimonium collocare & dotare extra villam & extra comitatum, ubicumque voluerit, libere. — *Item*, dedit & conceffit ut fi aliquis extraneus miferit, vel depofuerit aliquid apud aliquem, in villa Montisbrufonis, vel infra terminos, comes, vel fui, non potest impedire illum qui rem depofuerit, vel apud Montembrufonem attulerit, vel miferit occasione alicujus cum quo habeat guerram vel amicitiam, quin illud ei reddatur & portet quocumque voluerit; nec comes vel fui eum impedian in perfona vel rebus, immo conducant per totam terram fuam. — *Item*, fi aliquis extraneus habuerit domum, vel res alias, in villa Montisbrufonis, vel infra terminos, dominus comes pro guerra, vel occasione guerre, quam habeat cum domino illius, non poffet illud auferre, fed fi aliquid pecierit ab eodem, habeat inde jus per fuam curiam, fecundum confuetudines ipfius ville. — *Item*, comes debet manutene re & bona hominum de Montebrofone, per totum comitatum fuum, bona fide, fecundum confuetudines antiquas & ufittatas. — *Item*, predictus comes promiffit fe ratum habiturum omnes illas inveftitiones & conceffiones quas Chaflanus Montisbrufonis fecerit de domibus, vel de terris, five de rebus aliis, hominibus habitantibus villam Montisbrufonis & infra terminos. *Item*, fi battailla effet firmata in manu vel curia comitis, ille qui voluerit defiftere poffit, det tamen 1 x folidos tantum comiti, & fatisfaciat adverfario ad ejus curie cognitionem. — *Item*, ut nullus habitans villam Montisbrufonis, vel infra terminos,

(1) Nous publions cette chartre en entier, pour la premiere fois, d'apres l'original depofte aux archives de l'Empire, F. 14048 c. 144v. La Mare nous trouve a Montbrifon une copie authentique de cette meme chartre, fous ce titre : *Franchifia fiv libertas universitatis Montisbrufonis data a Domino G. Comite*. « Ces privilèges, dit-il, furent d'abondant octroyés par plusieurs autres comtes de Forez, fuceffeurs de celui-ci, qui n'y firent autre changement fi ce n'est

que le comte Jean I^{er}, pour un plus grand avantage des habitants de Montbrifon, transporta le ban de la vente du vin du comte, du rons d'aout, marque en cette chartre, au mois de mai, dedans en ses lettres du second avril de l'annee 1292. Mais la plus authentique confirmation de ces privilèges est emanee du Saint-Siège par la bulle fuivante » (Manuscrit de l'Hist. des Ducs de Bourbon & des Comtes de Forez, t. 11. Preuves, p. 79) L'Editeur

capiat in villam Montisbrufonis, vel infra terminos, vel extra, si velit dare fidejussorem ydoneum, nisi homicidium perpetraverit manifestum, vel letale vulnus, nisi sit suspecta persona fugiendi. — *Item*, in alodiis que habebant homines Montisbrufonis, quando villa facta est libera, habebit comes omnia usagia sua, preter tallias & toutam, nisi fieret collecta communiter pro firmando castro per mandamentum ipsius castri. — *Item*, ut nullus gatgetur in carreria de vestibus. — *Item*, ut si aliquis conveniatur pro debito, vel rebus, non possit dare fidejussorem, juret quod quod stet juri & quod non possit dare fidejussorem, & ita vis exequatur in rebus suis, sed persona non retineatur, vel capiat. — *Item*, si filius, vel uxor, vel aliquis de domo, vel familia alicujus, delictum comiserit in aliquo, dominus ejus non paciatur dampnum in persona, vel rebus suis, nisi tale quid fecerit unde dominus culpabilis appareat. — *Item*, si aliquis intestatus, vel sine dispositione suarum rerum decesserit, & aliquos habeat consanguineos, comes vel sui rebus ejus manum non apponant, vel illas attingant aliquo modo. — *Item*, si aliquis, vel aliqua, cujus bona aliquo delicto, vel alio modo, ad dominum pervenerint, habeat depositum ab aliquo de villa Montisbrufonis, vel infra terminos, vel aliquid ei debuerit pro forisfacto, vel alia de causa, dominus comes vel sui satisfaciatur prius creditoribus & depositoribus quam res asportent, vel accipiant antedictas, & residuum habeat comes pro velle suo. — *Item*, si aliqua mulier conjugata extranea veniat ad villam Montisbrufonis, & publice se exponat & preflet ut meretrix, si quis ad eam accesserit ignorans, non capiat ut adulter. — *Item*, si de aliqua querela domino comiti, vel ejus curie, exponatur, cavere debet per fidejussores, vel alio modo, ut superius continetur, ut stet cognitioni curie, & pro cautione illa non teneatur domino, nisi ut satisfaciatur conquerenti, & de clamore satisfaciatur comiti, secundum penam statutam pro negotii qualitate. — *Item*, si aliquis interfecerit furem intrantem de nocte domum suam, non teneatur inde comiti, vel curie ipsius. — *Item*, si aliquis de curialibus, vel de familia comitis verberaverit aliquem de villa, vel alio modo injuriabitur, si conqueratur inde passus injuriam, jus inde habeat per curiam domini, ut de aliquo alio haberetur nisi curialis faceret illud causa correctionis, vel ratione officii quod haberet. — *Item*, si aliquis occiderit scienter alium in villa Montisbrufonis, vel infra terminos libertatis, incidat in penam ad voluntatem comitis; idem dictum est de adulteris, & de incendiariis. — *Item*, si quis evaginaverit gladium, enssem, vel alium contra aliquem & non percusserit, det xv solidos, vel amittat pugnum, sed si vulneraverit aliquem gladio & vulneratus non moriatur, det domino lx solidos. — *Item*, si quis percusserit alium lapide vel baculo, & fecerit sanguinem, dabit domino xv solidos. — *Item*, si quis percusserit alium pugno vel palma sine sanguine, dabit vii solidos & vi denarios; cum sanguine xv solidos. — *Item*, omnis fur puniatur secundum comitis voluntatem; sed si filius alicujus, vel nepos, vel frater, vel consanguineus furabitur aliquod patri, vel matri, vel avunculo, vel fratri, vel consanguineo, vel socio eorum, dominus comes, vel ejus curia, nil possit inde petere, nisi clamor inde fuerit factus. — *Item*, si aliquis major xiiii annorum furetur fructus, vel panem, dabit iii solidos & vi denarios, minor vero xiiii annorum nichil dabit. — *Item*, si aliquis de villa, vel extraneus retinuerit ledam ultra viii dies, vii solidos & vi denarios. — *Item*, si quis habuerit falsam mensuram, vel falsam aunam, vel falsum pondus, dabit lx solidos & i denarium, & non operetur deinceps, vel teneat illud officium, nisi de voluntate comitis. — *Item*, si quis furabitur gallinam, vel anferem, vel anatem, vel lactantem, vel agnum, vel edum, vel similia, dabit iii solidos & sex denarios pro unoquoque, & si plura fuerint animalia, pro quolibet det tantundem, & nil amplius inde a domino exigatur. — *Item*, si aliquis vocaverit alium furem, vel perjurum, vel homicidam, vel proditorem, vel mulierem meretricem, nisi sit fornicaria, dabit vii solidos & vi denarios; de aliis clamoribus minoribus iii solidos & vi denarios. — *Item*, voluit dominus comes ut chassanus non faciat districtionem in rebus alicujus, levando portas, vel alio modo, nisi ille quem voluerit gatjare fuerit prius monitus, vel citatus ab eo. — *Item*, comes, vel sui non levent clamorem, vel penam in villa, nec infra terminos, nisi aliquis eis prius clamorem fecerit, nisi pro delictis illis pro quibus aliquis incidit in penam pro voluntate sua, & pro falsa mensura & pro falso pondere. — *Item*, si chassanus, vel comes injuriaret alicui, vel conqueratur de aliquo, nec ille adversarius comitis vel chassani possit consilium invenire, ipse comes vel chassanus debet ei dare consilium. — *Item*, dominus

comes & chafflanus faciat fatisfieri omnibus illis qui clamorem ei fecerint in petitione fua, five fit de contumelia, vel debito, & de dampnis illatis, & de expenfis, vel de aliis, fecundum quod viderit expedire. — *Item*, dominus comes dedit & conceffit eis, pro libertate, ut ipfi & fucceffores eorum in pofterum poffint facere statutum inter fe de munimentis tenendis & habendis, & de cuftodia & difpofitione ville, & de aliis que fint ad utilitatem & honorem ville & ipforum, & non fint ad dampnum, vel prejudicium comitis; hoc tamen fiat confilio comitis vel ejus chafflani. — *Item*, fi quis acceperit aliquod pignus, vel res aliqua fuerit fibi obligata pignori, teneat illud pignus per x dies, nifi fecus ex pacto convenierit inter eos, deinde vendat fi voluerit, & fi acceperit quid ex precio ultra fortem, reddat refiduum debitori, fi minus forte percepit repetat illud minus; & hoc de mobilibus intelligatur. — *Item*, fi aliquis voluerit figillum plumbeum domini comitis fuper aliquo contractu, vel negotio roborando, fiat inde petenti copia, & det 111 solidos, & nil amplius ab eo inde exigatur; fi vero voluerit figillum cereum det x11 denarios tantum. — *Item*, fi aliquis habeat alodium in re aliqua, & obligaverit alodium alicui, le benefifers non debet dare aliquid pro inveftitura illi qui alodium pignori accepit. — *Item*, fi ille qui habet alodium in re aliqua vendiderit, vel donaverit, vel alio modo alienaverit alodium fuum, le benefifers non tenetur aliquid dare pro inveftitura, nifi 1 denarium de folido jufto precio re eftimata, fi res fuerit aliter quam vendendo alienata. — *Item*, fi aliquis benefifers donaverit rem quam tenet in dotem, vel alio modo, res illa pervenerit ad aliquem nifi permutatione, vel venditione, le benefifers non tenetur dare domino nifi 1 denarium de folido pro inveftitura, re jufto precio eftimata. — *Item*, fi benefifers obligaverit benefifum fuum alicui, det 1 denarium de folido, fed fi benefifum obligatum vendatur illi qui habebat obligatum antequam redimatur, det venditiones ufatas pro rebus venditis, fed tantum inde retineat quantum habuit dominus primo quando res fuit pignori obligata. — *Item*, fi benefifers alicui benefifum fuum vendiderit vel permutaverit, habeat dominus 11 denarios pro folido & pro inveftitura unum feftarium vini & duas numeratas panis & nichil amplius exigatur, re tamen, fi permutata fuerit, jufto precio eftimanda. — *Item*, dedit eis pro libertate ut nunquam de cetero ipfe, vel fucceffores ipfius, in tota villa, vel infra terminos, bannum habeant, vel indicant in blado, vel in vino, vel rebus aliis vendendis, vel emendis, nifi de vino fuo proprio vendendo, mense Augufti tantum. — *Item*, fi quis de hominibus comitis habebit duos filios, vel plures, omnes filii poffint venire in villam caufa manendi, dum modo unus remaneat in hereditate paterna, vel materna, alii vero homines comitis non poffint venire nifi licenciat prius fuerint ab eo. nifi effent fratres qui nondum diviffent hereditatem, tunc enim unus remaneret & alii venirent. — *Item*, fi homines comitis res aliquas habuerint in villa, vel infra terminos, res ille fint libere, & utantur eodem privilegio quo & res aliorum de villa. — *Item*, voluit & conceffit ut quocienfeumque voluerit ponere chafflanum in villa, ipfe chafflanus juret in manu comitis, in prefentia quatuor proborum hominum ville, ut bona fide obfervet institutiones & pactiones factas inter comitem & ipfos homines ut in prefenti carta continetur. — *Item*, fi quis de hominibus ville conqueratur comiti de aliquo, vel ejus chafflano, chafflanus debet laborare bona fide ad pacem faciendam inter conquerentes; fi non poffit eos pacificare, lottes, five expenfas caufe, poffit levare, tamen moderatas. — *Item*, voluit ut predicti probi homines, & omnes fucceffores eorum in pofterum, poffint eligere de univerfitate fua fex probos homines, qui pecuniam que fuerit neceffaria in claufuris & in aliis negotiis communibus ville, poffint levare communiter, fuo arbitrio, ab hominibus ejufdem ville, & compellere illos qui noluerint folvere fi fuerit neceffe, & chafflanus adjuvet illum diftrictum fieri per compulfionem fi neceffe fuerit; tamen ifti funt eligendi de confilio comitis vel chafflani. — *Item*, ut ipfi poffint claudere villam, ficut eis videbitur expedire, tamen cum confilio & voluntate comitis, tamen prius claudatur cafttrum. — *Item*, ut quilibet fuccefforum comitis juret fe obfervare & tenere omnia predicta & concedat & confirmet omnia, ut in prefenti carta continentur quando villa jurabit, & cum quolibet illorum fuccefforum jurent xx milites, promittendo quod fi forte comes predicta non obfervaverit, vel in aliquo contraverit, & monitus, infra xv dies non fatisfecerit, teneat oftagium poft mensem apud Montembrufohem ufque ad condignam fatisfactionem ex quo fuerint inde requifiti; villa autem fic de-

bet jurare comiti cui libeta xiiii^o anno & supra, jurabit super evangelia Dei quod comiti bonam fidem sicut domino porter, nec iuramentum, nec confederationem, sive conjuracionem inter se, vel cum aliis, vel cum alia villa, vel civitate faciant, vel contrahent, vel aliquid aliud que possint esse in prejudicium domini, vel contra dominationem comitis, sine consilio & voluntate ipsius, falsis illis que indulta sunt eis ab eodem comite sicut continetur in presenti carta. — *Item*, voluit & retinuit dominus comes ut homines ville Montisbrufonis, & infra terminos habitantes, faciant exercitum domini comitis, in propriis personis, scilicet unus de qualibet domo, si necesse sibi fuerit, pro bello campali, vel si inimici ejus obsiderent castrum suum, vel si ille vellet obsidere castrum alicujus inimici sui pro guerra propria, vel si ipse vellet bastire castrum, quando dominus comes preceperit: & si aliquis remanserit de illo exercitu, solvet inde penam x solidos, & si obsidio, vel exercitus ad bellum ultra septimanam duraverit, pro unaquaque septimana solvat comiti qui remanserit x solidos, nomine pene. Tamen si aliquis dominus domus esset extra comitatum Forensensem quando exercitus ierit, nulla pena ab eo exigatur, sed si redierit adhuc durante exercitu, si securus possit ire, tenetur ire, vel solvere penam pro tanto tempore quanto fuerit in mora; si vero comes, pro alia guerra sua & defensione terre sue, guerram fecerit alio modo & voluerit exercitum, sive cavalgatam, & villa Montisbrufonis homines ipsius ville & infra terminos debent mittere unum hominem munitum pro se de qualibet domo; quod nisi fecerint, dabit quilibet qui non miserit comiti iii solidos & vi denarios nomine pene, pro unaquaque septimana. Idem dicimus de cavalgatis, pro guerris amicorum suorum specialium, tamen hujusmodi cavalgatam & exercitum debent facere homines ville Montisbrufonis & infra terminos habitantes, tunc tantum quando dominus comes indixerit exercitum univerfaliter aliis gentibus de terra sua; nullus tamen tenetur ire, vel mittere in predictos exercitus, secundum quod supradictum est, nisi domum habeat & valenciam x librarum tam in domo quam in aliis rebus. — *Item*, chassanus Montisbrufonis, comitis & pedagiarius, cellararius, lefdarius, bedelli, & omnes alii de familia comitis, sunt immunes & exempti ab expensis & ab omni communi collecta, sive exactione, ville Montisbrufonis; hoc tamen non intelligitur de illis qui accessarent pedagium vel ledam comitis ad tempus. — *Item*, si aliquis de hominibus Montisbrufonis chassanus fiat extra villam Montisbrufonis, vel cellararius, vel pedagiarius, vel lefdarius, vel bedellus, vel alias officialis, vel ministerialis suus, in aliis castris vel villis, sive comiti remanet, dum erit in officio illo, res tamen illorum quas habuerint in villa Montisbrufonis, vel infra terminos, remanent in predicta libertate. — *Item*, clerici, & domus religiose, & eorum familie, univerfaliter, & res eorum sint liberi & immunes ab omni communitate & ufagio ville. — *Item*, canonici beate Marie & familie capituli & res eorum sint eodem modo liberi & immunes ab omni collecta & exactione & aliis ufagiis ville. — *Item*, predictam libertatem & immunitatem, & omnia, ut superius plenius continentur, donavi & concessi liberaliter & sponte mea, Ego Guigo, Dei gratia comes Forensis, per me & successores meos omnes in posterum, hominibus & feminis Montisbrufonis, infra dictos terminos habitantibus, presentibus & futuris, & promisi hec omnia facere concedere & jurare filium meum cum pervenerit ad etatem quindecim annorum post mensem ex quo inde monitus fuero ab ipsis burgenfibus; & si contravenirem aliquo casu, infra dies xv post factam mihi monitionem, burgenfibus plenarie promitto me satisfacturum, & promittens me esse majoris etatis, scilicet xxv annorum, promisi, & tactis sacrosanctis evangeliiis corporaliter, juravi omnia predicta observare & tenere in perpetuum & nunquam contravenire aliqua arte vel machinatione, renuntiando omni privilegio & omni juri privato & communi, & speciali, scripto & non scripto, civili & canonico, in hoc, vel contra hoc, mihi suffraganti, vel competenti aliquo modo. Et de omnibus his plene & fideliter observandis, dedi fidejussores Guidonem de Tierno, Hugonem Dalmarium, Robertum de Sancto Bonito, Willelmum de Bafia, Armandum de Rota qui, precibus & mandato meo, fidejussores se constituerunt dictis hominibus de Montebufone presentibus & futuris de conferenda predicta libertate & conventionibus super illa factis, sicut superius continetur; quorum quilibet promisit dictis hominibus & feminis Montisbrufonis, & infra terminos habitantibus & in posterum habitaturis, quod si ego, vel successores mei, in aliquo contra jamdictam formam libertatis, ut superius est taxata, veniremus, & citra xv dies post monitionem nobis factam, nos eis non satisf-

faceremus, reddere pignora idonea de quibus sibi satisfacere possint homines de villa Montisbrufonis de dampno accepto in fractura libertatis sibi concessa, postquam inde moniti fuerint singuli, vel universi, per mensem; & hoc totum juravit quilibet ipsorum, corporaliter sacrosanctis evangelii tactis, se tenere, observare & exequi, ut melius patet eos promississe omni conditione, vel exceptione & occasione remota. — *Item*, de omnibus, ut superius, a me fuit concessum & est scriptum observandis, Ego Guigo comes dedi juratores & ostagios, Willelmum de Mais, & Poncium d'Albineu, & Rollanum de Velchia, & alios milites usque xxx^a qui omnes promiserunt, & tactis sacrosanctis evangelii, juraverunt jandictis hominibus de Montebufone quod si ego, vel successores mei, contra predictam libertatem veniremus, vel illam in aliquo infringeremus, & infra xv dies post monitionem nobis factam inde, hominibus de Montebufone & eorum successoribus non satisfaceremus plenarie, ut ipsi, post monitionem eis factam per unum mensem, universi scilicet & singuli veniant ad villam de Montebufone & sint ibi obfides hominibus Montisbrufonis, quousque plene eis sit satisfactum de dampno accepto in fractura libertatis & violatione, nec ipsi a villa recedant nisi prius eisdem burgenfibus fuerit satisfactum. Insuper, ego dictus comes promisi & prefato jurejurando roboravi, ut quando aliquis de predictis obfidibus decesserit, ego, vel successores mei, in locum defuncti, alium eque idoneum subrogemus. — *Item*, ad majorem hujus rei efficaciam & firmitatem, ego Guigo comes predictus feci convocari prelatos terre mee vicinos, scilicet dominum Rainaudum, Dei gratia Lugdunensem archiepiscopum diocesanium & patrum meum, & Stephanum Aniciensem episcopum, & abbatem Cafedei, & abbatem Benedictionis Dei, & abbatem Magniloci,

in quorum presentia omnia predicta concessi & dedi, & cartam in qua omnia scribi feceram legi feci, supplicando dictis prelati ut ad perpetuam hujus rei memoriam, & ut major fides scripture hujus libertatis in perpetuum adhiberetur, ipsi presenti carte

appende-
rent figilla
sua, ut ta-
lium & tan-
torum re-
ligiofo-
rum auc-
toritas &
testimo-
nium am-

biguitatem si emergeret super isto negotio penitus removeret. Volo etiam ut dicti habitatores Montisbrufonis super his auctoritatem & confirmationem domini pape habere procurent, ut major fides his omnibus adhibeatur. Et ad perpetuum hujus rei memo-

riam, & totius presentis negotii & libertatis efficaciam & firmitatem in perpetuum duraturam, ego Guigo, comes Forenfis, presentem cartam sigilli mei feci munimine roborari. Actum anno Domini m^o cc^o xx^o tertio, mense novembri.

(Publié d'après l'original déposé aux Archives de l'Empire, P. 1402³, c. 1446).



Bulle confirmative des dits privilèges donnée par le pape Honorius III, mise après la susdite charte sous ce titre latin : Confirmatio libertatum autoritate apostolica

Honorius Episcopus, fervus fervorum Dei, venerabili fratri, archiepiscopo Lugdunensi, salutem & apostolicam benedictionem. Dilectus filius, nobilis vir comes Forensis, tue diocesis, nobis humiliter supplicavit ut, cum ipse, guerrarum discrimina & diversarum persecutionum gravamina quae homines castri sui Montisbrionis fuerunt saepe perpeffi, attendens, & ad fidem & constantiam ipsum debitum habens respectum, dictis hominibus, in perpetuum, sub certa forma, concefferit libertates, de ipsis eis, per se & successores suos in posterum observandis, praestito corporaliter juramento, prout, in his exinde confectis, suo & ipsius sigillo signatis, plenius continetur; nos libertates hujus modi dignemur dictis hominibus confirmare, ac dare tibi nihilominus in mandatis, ut si dictus nobilis, vel ejus successores venire contra libertates concessas dictis hominibus attentarint, & eis exinde competentem emendam praestare contempserint, tu & successores tui, ad requisitionem dictorum hominum, debeatis in personam & terram ejus censuram ecclesiasticam, auctoritate apostolica, exercere; quia vero libertas est digna favore, nos supradicti nobilis supplicationibus inclinati, fraternitati tuae, per apostolica scripta mandamus quatenus praemissa auctoritate nostra, juxta supplicationem dicti nobilis, exequaris. Datum Laterani quarto nonas januarii, Pontificatus nostri anno nono.

(Tiré des Preuves de l'Histoire des Ducs de Bourbon & des Comtes de Forez par J. M. de La Mure, Mss., t. II.)

Privilèges de Crofet — 1236 ().*

In nomine sancte & individue Trinitatis, amen. Ego Guido (1) Comes Nivernenfis & Forensis notum facimus universis quod nos volumus & concedimus hominibus nostris de Crofeto, qui ibi morantur & qui ibidem venient moraturi infra terminos subsequentes, videlicet a domo Durandi Araudi (2) usque ad domum Cornoilieu (3) & a domo Cornoilieu (4), sicut vadit fossatum vetus usque ad aquam ante domum Guichardi, ex una parte, & ex alia parte, sicut aqua vadit superius usque ad perreriam & ad domum Stephani Fabri, ut ipsi homines libere sint condicionis, quibus etiam talem dedimus imperpetuum libertatem: videlicet quod quicumque in dicta villa Crofeti, sive infra terminos supradictos, focum & locum habuerit, nobis persolvat annuatim duos solidos forium & unam gallinam ad festum sancti Martini hyemalis. — *Item*, concedimus hominibus ipsius libertatis quod non possimus compellere aliquem per nos, sive per alium, ut nobis vel alicui mutet aliquid, vel accomodet, vel fidejubeat. — *Item*, si quis gagiaverit aliquem de dicta franchisia, vel res ejus ceperit nostris propriis debitis, vel fidejussionibus, nos eum debemus indempnem super hoc conservare. — *Item*, concedimus eis ut quicumque venerit ad villam Crofeti, causa morandi, veniat & stet ibi & permaneat libere, undecunque venerit, sub eadem libertate hominum de Crofeto. — *Item*, ut quicumque villam Crofeti inhabitaverit, vel infra terminos & a villa recedere voluerit, possit vendere omnes res suas, si voluerit, & sine impedimento libere recedere cum omnibus rebus suis. — *Item*, si aliquis extraneus habuerit domum vel res alias in villa Crofeti, vel infra

(*) Variantes du texte données par M. Chavermisier, dans son *Essai sur les Titres du Comte de Forez*, t. II, p. 106. — (1) Guigo. — (2) Durand Araudi.

— (3) Cornoilieu. — (4) Et a domo Cornoilieu, mots omis.

terminos, nos, pro guerra, vel occasione guerre quam habeamus cum domino illius, non possumus illud auferre, sed (1) si aliquid pecierit ab eodem, habeat inde jus per nostram curiam secundum consuetudines ipsius ville. — *Item*, nos debemus (2) manutene re & bona hominum de Crofeto per totum comitatum nostrum, bona fide, secundum consuetudines antiquas & usitatas. — *Item*, ut nullus habitans villam Crofeti, vel infra terminos, capiatur in villam Crofeti vel infra terminos. vel extra, si velit dare fideiussorem ydoneum (3), nisi homicidium perpetraverit, vel letale vulnus fecerit, vel aliquod turpe factum, nisi sit suspecta [persona] fugiendi. — *Item*, ut nullus gaigetur in charreris (4) de vestibus. — *Item*, ut si aliquis in villa (5) conveniatur pro debito, vel rebus, & non possit dare fideiussorem, juret quod stet juri & quod non possit dare fideiussorem, & ita jus exequatur in rebus suis, sed persona non retineatur, vel capiatur. — *Item*, si filius, vel uxor, vel aliquis de domo, vel familia alicujus, delictum comiserit in aliquo, dominus ejus non paciatur dampnum in persona, vel rebus suis, nisi tale quid fecerit inde (6) dominus culpabilis appareat. — *Item*, si aliquis interfecerit furem intrantem de nocte domum suam, non tenetur inde nobis, vel curie nostre. — *Item*, si aliquis occiderit scienter alium in villa Crofeti, vel infra terminos libertatis, incidat in penam ad voluntatem nostram; item dictum est de adulteris & incendiariis & de murtheris & de defloratione virginum (7) invite. — *Item*, si quis evaginaverit gladium, enssem, vel alium, contra aliquem & non percusserit, det xv solidos, vel amittat pugnum; sed si vulneraverit aliquem gladio & vulneratus non moriatur, det nobis lx solidos. — *Item*, si quis percusserit alium lapide, vel baculo, & fecerit sanguinem, dabit nobis xv solidos. — *Item*, si quis percusserit alium pugno, vel palma sine sanguine, dabit vii solidos & vi denarios; cum sanguine, xv solidos. — *Item*, omnis vir puniatur secundum nostram voluntatem. — *Item*, si aliquis (8) major quatuordecim annorum furetur fructus vel panem dabit lxx solidos & vi denarios. — *Item*, si aliquis de villa, vel extraneus, ledam ultra octo dies retinuerit, dabit vii solidos & vi denarios. — *Item*, si quis habuerit falsam mensuram, vel falsam aunam, vel falsum pondus, dabit lx solidos & unum denarium, & non operetur deinceps, vel teneat illud officium, nisi de voluntate nostra. — *Item*, si quis furabitur gallinam & anserem, vel anatem, vel lactantem, vel agnum, vel edum, vel similia, dabit nobis tres solidos & sex denarios pro uno quoque & nil amplius inde a nobis exigatur. — *Item*, si aliquis acceperit aliquod pignus, vel res aliqua sibi fuerit pignori obligata (9), teneat illud pignus per quindecim dies, deinde (10) vendat, si voluerit, si tamen (11) aliud pactum cum eo non fecerit, & si acceperit quid ex precio (12) ultra fortem reddat residuum debitori; si minus forte perceperit repetat illud minus; & hoc de mobilibus intelligatur. — *Item*, si quis voluerit litteras nostras patentes super aliquo contractu, vel negotio roborando, fiat inde petenti copia & det tres solidos & nil amplius ab eo inde exigatur; si voluerit litteras clausas (13) det xii denarios tantum. — *Item*, volumus & concessimus ut quocumque voluerimus ponere castellanum in villa, ipse castellanus juret in manu nostra, in presencia quatuor proborum hominum ville, ut bona fide observet institutiones & pactiones factas inter nos & ipsos homines, ut in presenti carta continetur. — *Item*, si quis de hominibus ville conqueratur nobis de aliquo, vel nostro castellano, castellanus debet laborare bona fide ad pacem faciendam inter conquirentes; si non possit eos pacificare, expensas cause possit levare tamen moderatas. — *Item*, castellanus Crofeti & pedagiarius, cellararius (14), lefdarius (15), bedelli (16) & omnes alii de familia nostra sunt immunes & excepti ab expensis & ab omni communi colecta sive exactione ville Crofeti: hoc tamen non intelligitur de illis qui accesserint (17) pedagium vel ledam nostram ad tempus. — *Item*, si quis decefferit intestatus & de rebus suis non disposuerit, res defuncti ad propinquiores deveniant heredes, & si propinqui heres statim non apparuerit, nos res ipsas per annum & diem faciemus justo heredi, a nostro mandato, integre custodiri; si vero propinqui heres, vel aliquis de parentela (18) defuncti ad quem res hujusmodi debeant devenire, infra annum & diem non apparuerit, ex tunc in antea de ipsis rebus nostram poterimus facere voluntatem. Sciendum autem quod homines

(1) Et. — (2) Tenetur. — (3) Vel extra. — (4) In charreris. — (5) De villa. — (6) Unde. — (7) Virginis. — (8) Quis. — (9) Non pignori obligatus. — (10) Denum. — (11) Tam. — (12) Ex facie

— (13) Glasfas, omis. — (14) Cellararius. — (15) Leyderius. — (16) Bedelli. — (17) Accesserint. — (18) De Parentibus

franchisie de Crofeto non tenentur venire in calvalgamam nostram, nisi homines nostros de Roenefio qui calvalgamam nostram nobis debent; nos, vel mandatum nostrum, ad veniendum in (1) calvalgamam nostram fecerimus communiter submonere, nisi pro negocio Crofeti vel mandamenti. Juravimus insuper tactis sacrosanctis Evangelii predictam libertatem & supradictas convenciones nos firmiter tenere imperpetuum [et] fideliter observare, volentes & concedentes heredes & successores nostros in comitatu Forensi ad predicta tenenda similiter obligari. — In cujus rei testimonium, nos predictis hominibus franchisie Crofeti presentem cartam dedimus sigilli nostri munimine roboratam. Actum mense Mayo anno Domini M^o CC^o XXX^o sexto apud Croferum.

(Publié d'après une copie inédite du XIV^e siècle, donnée à l'Éditeur par M. de La Tour-Varan).

Privilèges de Saint-Germain-Laval. — Juin 1248 ().*

Nos Guillelmus (1) de Baffia junior notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod nos, considerata utilitate nostra & nostrorum, de expressa voluntate & consensu Guillelmi, domini de Baffia, patris nostri, & Guidonis, comitis Forensis, & domini Raynaudi de Forio, fratris sui, militis, habito etiam consilio hominum nostrorum, dedimus & concessimus, pro nobis & successoribus nostris, in perpetuum, universis hominibus habitantibus in presenti, vel in posterum habitaturis in villa nostra Sancti Germani & infra terminos inferius nominandos, hos usus & consuetudines, hanc immunitatem & has libertates que in presenti carta continentur. — Terminum vero hujus libertatis sunt hii : sicut ducit semita ab aqua Deys per guttam Bollarda & subtus vineam de Vifillins (2) & (3) tendit ad guttam de Plavatgio, & sicut tendit strata publica a gutta de Plavatgio ad guttam del Chaffaygn recte usque ad guttam (4) del Chalmel, & a dicto curtili usque ad stratum que tendit apud Grayfoles, & a dicta strata, comprehensis & inclusis vineis de Meillieres, usque ad pratum Gontan & usque ad aquam Deys, & sicut habetur dicta aqua usque ad supradictam semitam de gutta Bollarda. — In primis donamus & concedimus omnibus habitatoribus predictæ ville & infra predictos terminos [in] (5) parte nostra & in posterum habitaturis quod non dent, nec dare teneantur nobis vel alicui alii toutam, talliam, charreium, manobriam hominum, boum, asinorum, vel aliarum rerum, vel exactionem aliquam quocunque nomine censeatur, vel mutuum violentum, vel mesfionem chaslani, vel fermentum aliorum. — *Item*, concedimus eis ne, occasione mutui, vel fidei, vel fideiussionis, vel intercessionis, nos, vel successores nostri, in posterum aliquid ab aliquo retineamus violentem, vel extorqueamus aliquo tempore, vel machinemur extorqueri. — *Item*, donamus & concedimus eisdem quod de cetero nullus eorum, contra voluntatem suam, aliquid mutare, vel accomodare, vel fideiubere, vel intercedere, nobis vel alicui teneatur. — *Item*, concedimus eis ut si aliquis pignoret vel gatgiaret aliquos, vel aliquem ipsorum, vel res eorum caperet pro nostris debitis vel fideiussionibus, vel intercessionibus certis & propriis & liquidis, nos tenemur (6) & successores nostri, qui pro tempore fuerint, eos servare indemnes. — *Item*, concedimus eis ut nullus teneatur accipere pignus vel gatge (7) a nobis, vel ab aliquo alio, nisi tertium plus valuerit; qui vero pignus acceperit, ultra terminum constitutum a contrahentibus, debet tenere per quindecim dies, & tantum si non est terminus constitutus, & tunc potest vendere ipsum, si vult, bona fide tamen, & quod super fuerit restituit debitori; si minus, minus

(1) *Et*, omis.

(2) Différences & omissions que présente le texte de cette même chartre publiée dans l'Inventaire des Titres du Comte de Forez. — (3) Villennus. — (4) Vifillins. — (5) *Et*, omis. — (6) Curtile. — (7) La chartre de Saint-Germain-Laval qui fait partie

des Archives de l'Empire, est déchirée sur les bords. Les mots & syllabes qui sont entre crochets ont été restitués avec beaucoup de soin par M. Chavrandier, d'après une copie du XIV^e siècle conservée à la Bibliothèque de Montbrison. L'Éditeur.

(6) Teneamur. — (7) Gatgia.

illud repetat. — *Item*, dedimus & concedimus (1) ut quilibet veniens ad dictam villam causa inhabitandi & remanendi infra terminos, stet, veniat & permaneat libere undecunque venerit, & utatur eodem privilegio quo & alii de villa, dum modo iusticiam exhibeat cuilibet conquerenti. — *Item*, dedimus & concessimus eisdem ut quicumque de habitatoribus ville voluerit recedere de villa, possit vendere omnia bona sua, si voluerit, vel cum eisdem recedere sine impedimento, & nos teneamur illi venienti & redeunti & rebus suis ducatum prebere, pro posse nostro, in toto districtu nostro. — *Item*, dedimus & concessimus eisdem quod quilibet qui in predicta villa rem suam miserit, vel apud aliquem deposuerit, ipse, dum in ea fuerit, sit securus, & res eius secunda, quamdiu per manum nostram juri stare voluerit; & si clamor de ipso factus fuerit, debet conveniri, & si forefactum fecerit & convictus vel legitime confessus fuerit, de re sua emendetur, & quod super fuerit eidem reddatur, salvo clamore & jure alieno. — *Item*, dedimus & concessimus eisdem ut (2) quilibet possit filium suum vel filiam maritare ubicunque & quibuscunque personis voluerit. — *Item*, dedimus & concessimus quod, si aliquis extraneus habuerit domum vel res alias in villa, vel infra terminos, nos, vel successores nostri, occasione guerre quam habeamus cum domino illius, non possumus capere seu auferre sibi sua, set (3) si quid pecierimus ab eodem, faciat nobis jus per curiam nostram, secundum consuetudines & usatgia (4) ville. — *Item*, tenemur nos & successores nostri manuteneat res & bona hominum dicte ville per totam terram nostram & alibi bona fide. — *Item*, volumus & concedimus quod sint rate & firme omnes investiciones & concessiones quas chafflanus noster Sancti Germani fecerit de domibus, terris, seu rebus aliis, hominibus dicte libertatis. — *Item*, volumus & concedimus quod nullus inhabitans infra dictos terminos teneatur dare lefdam, portagium, vel chaunagium (5), cum nec hactenus dederint. — *Item*, volumus & concedimus ut nullus inhabitans infra dictos terminos capiatur, si velit dare fidejussorem sufficientem, nisi manifestum homicidium perpetraverit, vel letale vulnus infixerit, vel nisi sit suspecta persona fugiendi. — *Item*, concedimus ut nullus gatgiatur in carceria de vestibus, nisi pro debito cognito. — *Item*, dedimus & concessimus eisdem quod, si aliquis conveniatur super debito vel rebus, & non possit dare fidejussorem, juret quod flet juri & quod non possit dare fidejussorem, & ita juxta exequatur in rebus suis, set (6) persona non retineatur nec capiatur. — *Item*, concedimus hominibus libertatis quod omnia bona mobilia & immobilia que, sine subterfugio iusticie, per decennium, bona fide & cum titulo tenuerint contra hominem ipsius ville, tanquam sua, que tamen ad dominium nostrum [pertinent, ea] in pace possideant, nec teneantur ultra conquerentibus respondere, nisi conquerens pretenderet & probaret causam rationabilem quare non petisset. — *Item*, concedimus quod si aliquis de curialibus, vel de familia nostra verberaverit aliquem de villa, vel alio modo injuria [bitur]; si conqueratur inde passus injuriam, jus inde habeat per curiam nostram, sicut de aliquo alio haberetur, nisi curialis faceret illud causa correptionis, vel ratione officii quod haberet. — *Item*, nullus tenetur de forefacto filii, vel familie, vel alterius, nisi sit particeps, vel confcius, vel [sejus] mandato fecerit, vel nisi monitus a mandato domini, ob aliquam causam rationabilem, stultam familiam dimittere noluerit, vel perpetrantem enorme factum scierit receptaverit; tunc enim tenetur. — *Item*, mortuo ab intestato succedant parentes libere, & si parentes non superint, dominus, [alvo] jure uxoris & aliorum. — *Item*, concedimus quod, si aliqua mulier conjugata extranea veniat ad villam Sancti Germani, & publice se exponat ut meretrix & proftet ut meretrix si quis ad eam accesserit, non capiatur ut adulter. — *Item*, concedimus quod, si quis adulterium commiserit, & de hoc ignoret, legitime convictus fuerit, vel confessus, voluntati domini relinquetur, ita tamen quod sine sanguine puniatur. — *Item*, concedimus quod adulterium non probetur (7) per familiam nostram vel chafflanum, nisi sint ibidem cum eis aliqui probi homines de villa. — *Item*, concedimus quod de omni clamore facto sine sanguine, tres solidi & dimidius viennensium tantum dentur. — *Item*, concedimus quod, si quis furem intrantem domum suam de nocte interfecerit, non teneatur nobis (8). — *Item*, concedimus quod de omni furto duodecim denariorum, si clamor fuerit factus, tres solidi &

(1) Concessimus. — (2) Quod. — (3) Sed. — (4) Usatgia. — (5) Chaunagium. — (6) Sed. — (7) Prebetur. — (8) Nobis, omis

dimidius (1) tantum dentur, nisi sit latro consuetudinarius, vel publicus, vel signatus, & tunc, sive sit (2) furtum predictæ summe, vel amplioris, voluntati domini, vel ejus chaffani relinquatur (3), nisi eos etas, aut alia rationabilis causa excusaret, falva dote & omni jure alieno. De furto vero quod erit amplioris summe duodecim denariorum viennensium usque ad decem solidos viennensium componet sexaginta solidos viennensium, nisi esset latro publicus, vel fur consuetudinarius, vel nocturnus, vel signatus, & tunc voluntati domini relinquetur, falva, ut supra, dote & omni jure alieno. — *Item*, si quis vocaverit alium fu[re]m, vel perjurum (4), vel homicidam (5), proditorem, vel mulierem meretricem, nisi sit fornicaria, vel supradicti non sint tales & non possit probare, septem solidos & dimidium tantum viennensium pro clamore dare teneatur & satisfacere injuriam passo. Pro aliis vero clamoribus minoris culpe, tres solidos & dimidium viennensium tantum dabit. De clamoribus vero cum sanguine, si cum manu, pugno, vel pede solum modo quod (6) sanguinem traxerit, septem solidos viennensium componat, nisi enormem infixerit lesionem, & tunc triginta solidos viennensium componat (7), & satisfaciat dampnum & injuriam passo. Si vero cum fuste, vel petra, triginta solidos viennensium componat. Si cultello, vel ense, vel lancea, vel alio gladio ferreo, sexaginta solidos viennensium componat. Si autem mortale vulnus infixerit, prestabit sufficientem cautionem, vel detinetur quousque appareat de morte vel vita vulnerati; & si de vul[n]ere mors fuerit subsecuta, voluntati domini relinquetur, falva, ut supra, dote & omni jure alieno; qui autem contra aliquem gladium evaginaverit & non percusserit, septem solidos viennensium componat. — *Item*, qui homicidium aut prodicionem castelli, vel ville, vel hominis fecerit, voluntati domini re[m]anebit, falva, ut supra, dote & omni jure alieno. Idem dicimus de furibus publicis & incendiariis. — *Item*, concedimus quod, si quis de villa exire voluerit & guerram facere, habebit licenciam per quindecim dies portandi sua fecure. Si vero exierit & guerram non fecerit, poterit redire securus & sua integre recuperabit. — *Item*, concedimus quod nos, vel fuceffores nostri, non levemus aliquid ab aliquo, nomine delicti, nisi prius inde clamor fuerit factus, exceptis delictis, pro quibus delinquentes incidunt in penam ad voluntatem domini, prout superius est expressum. — *Item*, volumus & concedimus quod, si quis hominibus dictæ libertatis manifestum malum fecerit, vel debitum cognitum abstulerit, quod nec chaffanus noster, nec alius, nec eciam mercatum ducatum prebeat, postquam erit dictum nobis, vel chaffano nostro, absque voluntate illius cui forefactum, vel debitum fuerit. — *Item*, volumus & concedimus eisdem quod nichil ab aliquo eorum, nomine sumptuum, exigatur, nisi de voluntate parcium, pro qualitate cause affessor fuerit adhibendus, & tunc tantum quod moderate dabitur affessori; a monachis autem & clericis, vel religiosis ejusdem libertatis, ratione communis, vel collecte, seu exactionis nichil penitus exigatur. — *Item*, nullus hominum dictæ ville debet jurare, vel ligare se ratione conjurationis, vel societatis, vel alio modo, cum aliquo castello, vel villa, vel burgo, vel civitate, vel cum aliquo homine, vel eciam ad invicem, nisi ratione matrimonii, vel mercature, vel alia causa que non lederet jus domini, falvis tamen ufibus & consuetudinibus dictæ ville; & quicumque faceret, cum esset convictus legitime, vel confessus in jure debet eici de villa, & res suas mobiles, secundum quod est supradictum, per quindecim dies, secure potest quocumque voluerit deferre; non tamen propter hoc res immobiles amittere pro quibus teneatur ad usum ville, nec causa inhabitandi villam debet vel poterit redire, [nisi] de voluntate domini. — *Item*, communitas, vel aliquis hominum ville, non debet facere turrim, vel fortaliciam, infra villam, sine licencia & voluntate nostra; muros tamen & portalia poterunt facere, municiones & bisturres in illis, ad villam defendendam, prout [eis ad] hoc videbitur expedire. Nos vero in dicta villa, ubicumque voluerimus, poterimus, cum voluerimus, pro arbitrio nostro facere turres & fortalicias, ita tamen quod si, in nova fortalicia facienda, terram vel domum occupaverimus alienam, estimationem congruam debemus [reddere] ad cognitionem duorum proborum hominum ville. — *Item*, homines ville eligere poterunt quatuor consules, qui nobis vel nostro chaffano presentabuntur & incontinenti jurabunt fidelitatem nos-

(1) L'ensemble n'est pas dans l'original. — (2) Sit, omis. —

(3) Relinquetur. — (4) Perjurum. — (5) Vel, ajouté. — (6) Quis.

— (7) Et satisfaciat dampnum & injuriam passo. Si vero cum fuste

vel petra, triginta solidos viennensium componat. Ces deux ne sont que des phrases ne se trouvent pas dans le texte donné par M. Charvériat.

tram, & fe non venturos contra jura noſtra, nec clamores recipiant, nec [cauſas] audiant, nec auferant clamores, nec prohibeant fieri; conſulere tamen poſſunt illis qui erunt de parentela ſua quod pacem faciant, non tanquam conſules, ſed (1) tanquam private perſone. Idem poterunt facere alii homines de villa de quocumque, ſive ſint [de parentela], ſive non. Dicti vero conſules commune facient & levabunt ad neceſſitates ville, & de ſuo preſtabunt, nulli nocentes odio, vel proficientes gratia; & ſi quid reſiduum fuerit, quod in neceſſitatibus ville expenſum non fuerit, ipſi ſervabunt quouſque in neceſſitatibus ville expendant; & de illo communi nos, vel chaſlanus, vel ſervientes noſtri, nichil debemus habere, vel mutuo accipere, & cum communitate computabunt. Si vero aliquis taxationem ſibi impoſitam a conſulibus ſolvere noluerit, per chaſlanum vel [ſervientes noſ]tros ad requiſitionem conſulum, compelli debet ad ſolvendum. — *Item*, concedimus quod de precio cujuſlibet domus, vel terre vendite que ſit de dominio noſtro, habeamus tantum duos denarios de vendis, & duos denarios de laudibus, ita quod nos, vel chaſlanus, vel ſervientes [noſtri] aliud extorqueamus. — *Item*, concedimus quod habens uxorem in puerperio jacentem non teneatur ire in mandum, nec excubias facere, niſi velit, & de armis ſuis non debet aliquis pignorari, dum modo habeat alia gatgia ſufficiencia. — *Item*, [con]cedimus quod, ſi mandentur homines ville, debent remanere quot ſunt neceſſarii ad villam cuſtodendam, & non debent mandari, niſi pro jure proprio domini tantum & pro ipſius guerra difſidata. — *Item*, concedimus eis quod homines libertatis poſſint emere & vendere vinum & bladum & alias res quacumque voluerint, par totum annum, retenta nobis emptione racemorum, tempore vindemiarum, ſalvo hoc quod homines communitatis poſſunt emere uvas pendentes. — *Item*, concedimus quod peregrini & viatores & qui de villa non habent vineas, poſſint uvas emere tantum modo ad comedendum. — *Item*, non recipiatur aliquis extraneus in uſum ville, niſi a chaſlano noſtro, vocatis conſulibus, vel aliquo eorum, & ipſe teneatur eum recipere, nullo exacto ab eo, niſi ſex nummis viennienſium. — *Item*, qui libra propria falſa, vel marchio proprio falſo vendiderit, ſexaginta ſolidos viennienſium componet; & de auna falſa, ſeptem ſolidos viennienſium; & de menſura vini falſa, ſeptem ſolidos viennienſium; de quarta falſa, ſeptem ſolidos viennienſium; de leſſa ſubrepta per octo dies, ſeptem ſolidos viennienſium. — *Item*, concedimus hominibus eiſdem quod qui fidejuſſorem (2) dare voluerit, non debet capi, niſi in caſibus ſupradictis. — *Item*, concedimus hominibus libertatis quod nullus teneatur inveſtire, vel recognoscere a domino de aliqua re, quocumque modo ad ipſum pervenerit, falſis vendis & laudibus, quando res fuerit vendita, prout ſuperius eſt expreſſum. — *Item*, ſi chaſlanus vult fovere aliquem habentem cauſam in villa, vel manutenere, vel patrocinari, ponat curiam ſine ſuſpicionem. Cauſe autem propter odium, vel amorem, nullatenus prorogentur vel abbrevientur. — *Item*, in viis publicis non debet fieri edificium propter quod vie deteriorentur. — *Item*, antiquus cenſus nobis debitus nummorum & gallinarum tantum modo debet duplicari. — *Item*, retinemus nobis, quod homines dicte ville teneantur molcere ad molendina noſtra, & quoque ad furna noſtra, ita tamen quod non teneantur expectare ad molendum niſi per diem & noctem tantum; quo facto, poſſunt recedere & molere ubicumque voluerint. — *Item*, nos, vel ſervientes noſtri, vel chaſlani, vel alius pro nobis, non debemus procurare vel machinari aliquo modo quod homines libertatis ſint ſine carta iſta vel uſibus ipſius carte. — *Item*, homines uſagii ultra quinque non debet dominus recipere in ſervientes & illos volentes. — *Item*, chaſlanus non debet recipere, ſine conſenſu communitatis, aliquam ſuſpectam perſonam in uſum ville; & ſub chaſlano non debet eſſe ſubchaſlanus. — *Item*, volumus & concedimus quod omnes domini, qui pro tempore fuerint, in mutatione ſua, cum villam recipient, teneantur jurare cum quatuor militibus ſecum jurantibus uſus & conſuetudines ville firmiter ſe obſervare & non contra venire & de quarto in quartum annum, cum requiſiti ab hominibus fuerint, juramentum predicto modo renovare. — *Item*, omnes homines, a quindecim annis ſupra, in novitate domini, jurant domino, cum requiſiti fuerint ab eodem, fidelitatem, & quod ſcienter non venient contra jura ipſius. — *Item*, volumus & concedimus quod chaſlanus & ſervientes noſtri & ſucceſſorum noſtrorum, quolibet

(1) Sed. — (2) Fidejussores.

anno, cum renovati fuerint, jurent, in prefencia confulum & aliquorum de communitate, ufus & confuetudines ville fe fideliter & inviolabiliter obfervare, antequam pro chaflanis & fervientibus recipiantur. — *Item*, concedimus quod fi quis voluerit figilli noſtri impreſſionem, ſuper aliquo contractu vel negotio roborando, fiat petenti copia, & det de quolibet contractu vel negotio quatuor ſolidos viennenfium. — *Item*, volumus & concedimus quod nos, vel chaſſanus noſter qui pro tempore fuerit, non habeamus poteſtatem concedendi vindemias alicui, niſi per pannos, & tunc de hominum voluntate & aſſenſu: verumtamen nos & chaſſanus noſter, & familia noſtra, poſſumus proprias vineas noſtras ante alios vindemiare. — *Item*, de clamoribus & bannis communibus, inter nos & dominum Artaudum (1) de Sancto Germano, debemus nos tantum accipere quantum de aliis qui noſtri ſunt in ſolidum, & nichil amplius. — *Item*, ſciendum quod, ſi villa in tantum excreverit quod non poſſent inveniri loca, vel pede infra eandem villam ad collocandum, vel recipiendum ſupervenientes, volumus quod illi qui habent vineas, ortos, vel vercherias infra terminos inferius expreſſos teneantur ea vendere ad arbitrium proborum virorum, videlicet: chaſſani noſtri & confulum qui pro tempore fuerint; hoc autem intelligimus, niſi in ſupradicta villa alibi loca invenerint ad vendendum. — Terminum vero tales ſunt: ſicut ducit recte a domo Perrini de la Rochi uſque al (2) Chalmeil de les vercheires, & a domo Chalmeil, ſicut ducit ad vineam Stephani Fabri, & per vineam Bertholomei Meſenc (3) uſque ad domum Petri Ulier (4), & a domo ejuſdem Petri uſque ad domum Roberte; & a domo Roberte uſque ad capellam; & a capella per calnam, uſque ad domum ſupradicti Perrini de la Rochi. — *Item*, ſciendum eſt quod, ſi aliquis caſus accideret de quo in preſenti carta mentio non haberetur (5), volumus & concedimus quod ſecundum ufus & confuetudines villarum Biliomi, Montisferrandi & aliarum, ſi liberiore inveniantur, terminetur. Si autem non inveniretur expreſſus in uſibus & confuetudinibus dictarum villarum, vel aliarum, volumus ſecundum jus ſcriptum terminari. — Hec autem omnia que in preſenti carta ſunt contenta, nos Guillelmus de Baſſia, junior, & Villelmus, dominus de Baſſia, pater noſter, juravimus (6), tactis ſacroſanctis euangeliiſ, attendere firmiter & inviolabiliter obſervare, & quod nullam vim, vel exactionem aliquam faciemus, vel fieri, pro poſſe noſtro, permittimus in homines ville ſupradictę qui fuerint de uſagio, preter ufus & confuetudines in preſenti carta comprehenſos. Nos vero dictus Villelmus de Baſſia junior, de omnibus que ſupradicta ſunt attendendis, donavimus (7) dictis hominibus fidejuſſores, nobiles viros: dominum G., comitem Forenſem, & Raynaudum de Forſio, fratrem ſuum, & dominum Artaudum de Roſſillon, & Chatardum, dominum de Thyern, qui, ad preces & inſtanciam noſtram, conſtituerunt ſe fidejuſſores penes dictos homines. Nos vero ſupradicti fidejuſſores conſitemur omnia ſupradicta eſſe vera. In cujus rei teſtimonium, nos dictus Guillelmus filius, & nos Vuillelmus pater eiſdem hominibus preſentem cartam dedimus, ſigillorum noſtrorum munimine roboratam, & rogavimus venerabilem patrem in Chriſto Philippum, Dei gratia Lugdunenſem electum, & kariffimos noſtros nobiles viros G., comitem Forenſem, & dominum Raynaudum de Forſio, fratrem ſuum, & dominum Artaudum de Roſſillon, & Chatardum, dominum de Thyern, ut predicta rata habeant omnia & preſenti carte ſigilla ſua ſaponant. — Nos vero Philippus, Dei gratia Lugdunenſis electus (8), & nos G., comes Forenſis, & Raynaudus de Forſio, & Artaudus, dominus de Roſſillon, milites, & Chatardus, dominus de Thyern, domicellus, ſupradicta omnia volumus & conceſſimus & rata habuimus, & ad majorem firmitatem, ad inſtanciam predictorum Villelmi filii & Villelmi patris, preſentem cartam ſigillis noſtris ſigillatam predictis hominibus conceſſimus in teſtimonium rei geſte. Actum anno domini m^o c^o xl^o octavo menſe junii.

(Extrait d'un *Vidimus* du mois de janvier 1276. Arch. de l'Emp. P. 1400^e c. 928).

(1) Artaudum. — (2) Ad. — (3) Meſenc. — (4) Olier. — (5) Habetur. — (6) Juramus. — (7) Donamus. — (8) Leſius.

Jura & libertates Habitantium in villa de Villereys.

Octobre 1253 (1).

In nomine sanctæ & individuæ Trinitatis, Amen. Nos G. Comes Forenfis, & Frater Jacobus, humilis Prior Marcigniæ, totus & ejusdem loci Conventus, Notum facimus univervis tam præsentibus quam futuris, quod nos hominibus nostris, qui in villâ de Villereys morantur & ibidem venient deinceps moraturi, infra quatuor cruce à nobis positas & assignatas, sicut directè se portant, talem damus & dedimus in perpetuum libertatem, videlicet quod ipsi homines ab omnibus talliis & exactionibus quieti remaneant penitus & immunes; & quod aliquis eorum non potest à nobis nec à nostris captus detineri pro aliquo forisfacto, si se velit obstagiare de stando juri coram nobis, nisi pro furto, homicidio, raptu vel adulterio; quæ quatuor forisfacta *haut & bas* ad nostram remanent voluntatem. — Si quis autem eorum aliquam mulierem blasphemando, eam vocaverit meretricem, septem solidos & sex denarios fortium Lugdunensium nobis solvere tenetur pro emenda; & passæ injuriam ad cognitionem nostræ Curie emendabit. — *Item*, si aliquis de villa alium perjurum, latronem, homicidam, vel servum, tres solidos, & sex denarios nobis solvet, & passo injuriam ad respectum Curie emendabit. — *Item*, si quis eorum furabitur fructum, vel panem, vel gallinam, auferem, vel lactantem, vel iis similia, tres solidos, & sex denarios de emenda similiter nobis solvet, & damnum passo tenebitur reddere sortem suam. — *Item*, si aliquis percusserit alium de gladio emoluto & percussus de illo ictu mortuus fuit, percussor ad nostram remanebit voluntatem; & si percussus ex eo ictu mortuus non fuerit, ille qui ferierit, de emenda sexaginta solidos nobis solvet, & passo injuriam damna, & deperdita ad regardum Curie integrè refarciet & restaurabit. Si quis autem extraxerit gladium in melleia super alium, & ex eo non percusserit, quindecim solidos nobis solvet; si vero aliquis aliquem percusserit de palmâ, vel pugno, septem solidos, & sex denarios; & si sanguis inde fluxerit, quindecim solidos nobis solvet. *Item*, si quis alium percusserit in capite de baculo, vel massuâ, clavâ, aut lapide, sexaginta solidos nobis solvet pro emendâ. — *Item*, si quis convictus fuerit se habere falsam ulnam, vel falsam mensuram, sexaginta solidos pro emenda nobis solvet & ex tunc in antea ex ea non operabitur mercatura, nisi à nobis prius mandatum habuerit speciale. — *Item*, si quis clamorem præposito, vel Præpositis nostris de parvis forisfactis fecerit, tres solidos & sex denarios nobis solvet: & si se clamaverit nobis, aut Præpositis nostris, non tenebitur in aliqua emenda, nisi captus fuerit in præsentis forisfacto. — *Item*, si quis eorum, per annum & diem, in dictâ villa de Villereys moratus fuerit, & interim ab aliquo non fuerit requisitus, ex tunc in antea de aliquo non tenebitur alicui respondere, nisi ille qui requireret, esset forisparatus (2) ita quod non posset eum requisisse, vel quod id ad ejus notitiam nullatenus pervenisset. — *Item*, escafuræ ad propinquiores heredem devenient, salva defuncti ultima voluntate; & si propinquior heres statim non appareat, conservabitur per manus bonorum virorum per annum & diem legitimo heredi; & si anno & die elapsis dictus

(1) L'original de cette chartre, qui est indiquée sous le n° 946 de l'Inventaire L'abbatier, n'ayant pu être retrouvé dans les archives de l'Empire, nous avons dû reproduire le texte donné par Dom d'Achery, *Spicilegium*, t. III, p. 519, en l'accompagnant de quelques observations et rectifications de De Cange. Les religieux du prieuré de Marcigny avaient communiqué à La More un double de l'original de cette chartre dont il n'avait pris que quelques extraits que l'on retrouve dans les *Preuves de son Histoire des Ducs de*

Bourbon, &c. En tête de ces extraits, il fait observer que Renaud de Forez, frère & depuis successeur de Guy V, étoit alors Turcotte de Semur, à cause de son alliance marquée dans cette bulle.

(2) De Cange, au mot *Forisparatus*, cite la chartre de Villereys et donne la variante qui suit. Nisi ille qui requireret, esset *Forisparatus*. [Perperam, ajoute-t-il, in *Spicilegio Acher.* Tome 3, page 519. *Forisparatus*.]

heres non appareat, ex tunc dicta efcasura nobis libera remanebit. — *Item*, homines prædictæ libertatis tenebuntur venire in chavalcataz nostram, videlicet Comitatus Forensis, & sequi mandatum nostrum per totum Comitatum Forenses, ad ipsius Comitatus terram viriliter defendendam; & hoc intelligimus, quando nos vel mandatum nostrum super hoc publicè faceret edictum; ita quod super hoc dolus vel fraus nullo modo comitetur. — *Item*, homines ipsius libertatis tenebuntur coquere ad furna nostra & coquentes dabant pro bicheto filiginis unum obolum pro furnagio, & pro bicheto frumenti unum Viennensem, & non ampliùs. — *Item*, homines prædictæ libertatis non poterunt habere mensuras vini & bladi, nisi de nostra licentia & mandato. — *Item*, quitamus, & remittimus hominibus antedictæ libertatis bannum, quod habebamus in dicta villa de vinis nostris vendendis in mense Augusti, excepta trayta quam ad manus nostras expresse retinemus: concedentes eisdem hominibus & habitatoribus prædictæ libertatis, ut per totum annum vina sua possint indifferenter vendere, absque nostra & cujuslibet contradictione. — *Item*, in villa supradicta retinuimus, & retinemus emptionem racemorum tempore vendemiarum. Pro hac si quidem libertate quicumque in dicta villa, & infra supradictos terminos & metas habitaverit, nobis & nostris succes-



soribus census bladi, denariorum, & gallinarum, quos nobis debent duplicabunt, & duplicatum solvent annuatim in festo beati Martini hyemalis; & ad nullum aliud festragium (1) teneantur vel cogantur. — *Item*, supradictis hominibus & habitatoribus prædictæ libertatis damus & dedimus mercatum in villa supradicta die Lunæ, ad usum & consuetudines bonas mercati sancti Habundi. — *Item*, eximimus & privilegiamus homines, & habitatores supradictæ libertatis, ne nobis & nostris successoribus teneantur dare leydiam de quibuscumque rebus emerint, vel venderint in mercato supradicto, vel villa supradicta die mercati, vel die feriati. — *Item*, volumus & concedimus quod homines & habitatores hujus libertatis, si necessitas urgeat, possint facere commune de nostra licentia priùs requisita & obtenta. — *Item*, quicumque autem in dictam villam venerit moraturus, in eadem poterit morari sub eadem libertate; & pro ea quatuor solidos Forenses Lugdunenses de introitu nobis solvet, & quando recedere voluerit poterit recedere liberè & pacificè, & omnes res suas salvò & securè secum ubicumque voluerit reportare; sed priùs quatuor solidos Forensium Lugdunensium de exitu nobis solvet. — Nos autem Comes Forensis pro nobis & nos Prior præfatus pro nobis & conventu Marcigniaci, tactis sacrosanctis Evangelis juravimus prædictam libertatem, & conventiones antedictas nos tenere firmiter in perpetuum, ac fideliter observare. Volumus nos Comes & Prior antedicti, successores nostros ad hæc tenenda specialiter obligari. — *Item*, nos Comes Forensis supradictus volumus quod Comes Foriensis, qui pro tempore fuerit, cum ad ætatem legitimam devenierit, & infra mensem, super hoc requisitus fuerit ex parte villæ & habitatorum supradictorum, juret libertatem & conventiones præ-

(1) V. Du Cange, verbo *Festragium*. Charta Guigonis comitis Forensis ann. 1211, pro Libertatibus Villarezi: *Pro hac si quidem libertate hinc... & ad nullum aliud Festracium teneantur, vel*

cogantur. Est in Ms. sic exaratus sit, legendum tamen FESTAGIUM censuam: nisi Festragium dictum sit pro Festragium.

dictas fe in perpetuum firmiter & inviolabiliter observare. Ad quod juramentum quilibet Castellanus in terra Roennensi instituendus, sine contradictione teneatur infra quindecim dies, postquam ab habitatoribus dictæ villæ fuerit requisitus. Et nos Prior supradictus omnes successores nostros ad idem juramentum faciendum obligamus, quantum possumus & debemus; & volumus, & ordinamus quod omnes ipsius libertatis jurent Comiti Forensi fidelitatem, & ipsam & omnia jura sua fideliter observare. — Quod ut ratum & inconcussum permaneat in futurum, præsentis literas nos Comes Forensis, & Prior ac Conventus Marcigniaci supradicti, & nos Raynaudus de Forizio, dominus de Sine Muro, fecimus sigillorum nostrorum munimine auctorari. Actum & datum apud Villereys, anno Domini M^o CC^o LIII^o, mense Octobri.

(*Spicilegium Dom Ach.*, t. III, p. 630).

Privilèges de Saint-Bonnet-le-Château (1).

Enz Roberz, feigneur de Saint Bonet, doneit a toz los homes e a totas las fennas que ferient fei home, que maison penriont o auriont a saint Bonet, bos usaiges & bones colidumnes aitals quant sunt efcrites en aquesta present chartra (2).

Li majer pea done 111 fols de forz de ces, & d'aqui en aval la fequencia.

E neguns hom (3) ne neguna femna que feia hom al feignor e aia maison a Saint Bonet no dona lessda daveir que feus fia, mas tuit l'autre la devunt que no sunt omes al feignor.

Si om i prent pea e bati non ia alchep de 1 an en com puefcha istar pert la e reman al feignor.

E si om i venia istar, cui om que figures servise e ista 1 an e 1 jor, es quitis.

Tuit iquil ome que i veniunt per itage, per tort que aiunt fait dreit fassent e dreit prennent los deu lo feigneur amparar.

(1) La première charte des privilèges de St-Bonnet-le-Château fut octroyée par Robert, seigneur de St-Bonnet, vraisemblablement à la même époque où fut donnée celle de Montbrison dont il fut un des garants, c'est-à-dire vers 1215. Elle fut confirmée une première fois en 1270 par Jean de Châtillon, seigneur de Saint-Bonnet, neveu de la femme Dauphine, petite-fille et héritière de Robert, puis une deuxième fois, en novembre 1272, par Pierre de La Roche, autre mari de cette même Dauphine.

C'est d'après l'original de cette dernière charte de confirmation, qui renferme en entier l'acte primitif, sans en rappeler malheureusement la date, que nous donnons notre texte. Celui que La Mure se proposait de faire imprimer & qui se trouve dans les Preuves de son manuscrit de l'Histoire des Ducs de Bourbon & des Comtes de Forez, seurnille de fautes et présente de nombreuses lacunes. Les fragments un peu moins incomplets que l'on trouve copies de la main dans son Recueil de notes, n'offrent pas une meilleure lecture. Quant aux textes publiés d'après cet élément altérés & mutilés, non-seulement ils reproduisent les mêmes erreurs, mais ils en renferment encore de nouvelles. Le texte que

nous offrons au lecteur a été collationné plusieurs fois par trois habiles paléographes, & nous osons espérer qu'il est aussi fidèle que possible.

L'éditeur s'étant fait un devoir de publier en entier le manuscrit de l'Histoire des Ducs de Bourbon & des Comtes de Forez, sans la moindre suppression, il s'est cru obligé de placer, au bas de la charte de St-Bonnet, tous les fragments traduits par La Mure, quelles qu'en fussent les nombreuses inexactitudes & omissions.

1. Éditeur.

(2) Robert, seigneur de St-Bonnet, donna autrefois à tous les hommes & à toutes les femmes qui seroient ses vassaux & qui demoureroient ou seroient maison à St-Bonnet, les us & coutumes tels qu'ils sont écrits en la présente charte. (Traduction de La Mure, Mss. de l'Histoire des Ducs de Bourbon, Preuves, t. II.)

(3) Aucun homme ni aucune femme qui sera du nombre des vassaux dudit seigneur, & qui aura maison à St-Bonnet, ne sera obligé de payer la layde pour aucune chose qui lui appartienne, mais tous les autres qui ne sont vassaux du seigneur la doivent payer. (Trad. de La M.)

E fi om comanda ren a Saint Bonet a ome que fei de la franchiseia, le feigner non o deu penre per pas ne per guerra, fi per la volunta dal quel que o auria non o fasia.

Tuit aquil ome que a Saint Bonet auriont maifos, per neguna guerra, non les devunt perdre a anar ne a venir, non ant regart del feignor de Saint Bonet, ne dels feu, tant com liages fait a fabeir que no fus de la franchiseia.

De tota venda de terra que om fasa a Saint Bonet per l'otrei del baile de Saint Bonet, le feigner o ten afer.

Tuit iquil ome e iqueles femnes que maifon ant a Saint Bonet les poont donar o vendre a toz omes e a totes femnes, fors a maifon de religion e a chavalers aquist non i devunt aveir maifon per l'ufaitge de la villa fenz la volunta al feignor.

Le feigner de Saint Bonet, ne om per lui, non a a Saint Bonet arbegeria que i faze tort, ni touta, ni taillia, ni quifta, ni compra forfament, mas en aquo com trobaria a vendre en la villa.

Ni li feigner non deit guiar ome que tort aia fait a ome de Saint Bonet fenz lo comgii de l'ome pueis com o auria dit al feignor.

[.....] a li feigner 111 fols, e fi plaiz s'en fieu, levara li feigner fes meffios.

En colbe de poing o de palma 111 fols, fi om s'en clama, e fi i a sanc, 1x fols.

En colbe de pal o de peira, o de glafi, 1x fols, fi om s'en clama, e deu om adobar lo dan a iquel que l'aurie preis.

E fi batailla ere ferma a Saint Bonet en la cort dal feignor de Saint Bonet, pueis que aurant jura, aie le feigner de Saint Bonet 1x fols dal quel qui fe retrairia, e fi li feigner en fasia meffios com les li rendra.

Qui ofai a autrui mullier e n'es proas, ni aucu ome ne femna, ni ambla autrui aveir a Saint Bonet, es en la volunta al feignor.

Qui entra en autrui ort, ni en autrui pra de Saint Bonet per mal faire dara 11 fols o la dent al feignor de Saint Bonet, e a la proa 111 d.

E fi a mefela ni om i trait glafi contra autrui per la mefela 1x fols, e, fi en fer, a la volunta al feignor es.

E fi a Saint Bonet ven falfaire que port moneia falſa, le falfaire es al feignor, e fi ome de Saint Bonet n'avie enjanna deu li rendre le feigner fon chaptal de fo que li falfaire auria.

De livra falſa e de marc falſi qui i vent, ni qui i compra fon efcient, e n'es proas, 1x fols.

D'aura falſa, 111 fols, de meſura de vin falſa 111 fols; de quarta falſa 111 fols; de leida embla 111 fols.

Qui aveir deu a ome que maifon aia a Saint Bonet pot l'en gaitjar a toz jorz e a marcha, e a feira, a la fabua del leſder.

E fi om, ni femna s'en fuit au lor aveir en outra villa ſegrant lo lai e clamarent o al feignor de la terra, e ſe el non l'en vol faire juſtizia gatjarant ſen dels omez d'aquel ſegnoraio.....

E ſe om eſtrainz marcha a aveir a Saint Bonet, e om que maifon aura a Saint Bonet ven a iquel marcha, aura i fa part ſe ſe vol, e l'eſtrainz non aura ia part el feu ſi el non o vout.

Qui compra aveir en maifon de Saint Bonet, e iquel cui es li maifos, ne ſos meſſajes, i demanda part aura li come us dels autres.

Qui dona gaaing a ome de Saint Bonet per fon aveir, o lo li promet fenz forſa que non len faſa, aura lo.

Chamjaor non deit om gatjar a taula ne de taula tro a fa maifon.

A Saint Bonet no deu om ome penre ſi fianza vol donar a non donſa, ni lo deu om gatjar de ſos veſtimenz en charera.

Qui gaitje prent a Saint Bonet per fon aveir, o per fianza, rendra lo 1111 jors part fon terme, e pueis vendra lo, e ſi mais na rendra lo, e ſi meinz na queralo.

Qui fai eſpoifon a Saint Bonet ja tau grant no la fara que don ſe ſe vol mas i ſeter de vin.

Si aucus fulia ome de Saint Bonet, le feigneur o deu faire efmendar (1).

Qui enjanna ome a Saint Bonet de marcha, que l'enjanz feia per terfa part, defara lo marcha, e, si dedinz viii jorz, iquel qui ferie enjannas no s'en ere garufas, de qui en avant feria li marchas tengus per l'ufaitge de Saint Bonet (2).

Nengus om, ni neguna femna que ista a Saint Bonet per forfait que fassa fa moiller, ni sei enfant, ni sei parent, ni om, ni femna de lor conduit, non i deu avoir dan fos cors, ni fes chaufes, si le feigneur non vera coffentenz, o no lo tornava.

Qui porta maifos, ni terra que mova dal feignor de Saint Bonet x anz a Saint Bonet fenz vea de dreit en la cort del feignor de Saint Bonet, effeu per l'ufaitge de Saint Bonet.

Li ome de Saint Bonet devunt ajar al feignor de Saint Bonet de fa guerra, e lo devunt fegre i jor & una nueit a leur mession, e, d'aquí en lai, a la mession del feignor. E si bastia chafstel, viii jor i devunt istar l'ome de Saint Bonet a lor mession, e, d'aquí en lai, a la mession dal feignor (3).

Nengus om de Saint Bonet no deu enpenre au lo feignor de Saint Bonet, ni au lo feus per que fos veifins perda son avoir, ni son cors, ni fa terra; ni sagramenz, ni covencenz non deu remanir per forfa faire a fos veifins, ni li deu om faire.

E fi li feigneur de Saint Bonet, o fos baillies, i prenia forfament ome, ni fes maifos, ni fes chaufes, part ufaitges tuit lenant afegre.

Qui deferetaria ome de Saint Bonet que volgues dreit faire c fols l'en deu aviar le cuminals de la villa a destruire lo malfaitor e no deu pueis tornar a Saint Bonet.

E fe nengus om prenia ome de Saint Bonet, ne son avoir, si per guerra defiaa no era le feigneur de Saint Bonet ni autre no li devunt guiar; e fi lo trovava aquel cui li torz feria faiz pot lo penre peueis eom o auria fait fabeir al feignor e toz le cuminals l'en deu fegre.

Qui failliria de la gaita vi d. fenna a reemer al cuminal a la quera que om l'en faria, e le cuminals deu faire la gaita per aquil que failliria.

Se nengus om, ni neguna femna de Saint Bonet era encorrogus ves lo feignor de Saint Bonet fi a avoir ni comanda deu o rendre primerament e le remanenz es al feignor.

Li om de Saint Bonet que feriont del feignor poont gaitar fors de Saint Bonet per lor dete conegu, o per fianza coignogua.

Si om tala champ, o ort, o pra a om de Saint Bonet pot o defendre qu'en fassa dreit devant lo feignor.

Si om de Saint Bonet aucua ome de fors que i vengues per mal faire, non es tengus ves lo feignor.

Toz om que venra a Saint Bonet, marcheaz, ni autre, ni femna, el e fa chaufa sunt fegur (4) per lo pueir de Saint Bonet, si fianza no i a faite, o depte coignogu non i deu, o fait chaufa de que fus tengus al feignor, o a autrui.

Si om de Saint Bonet guiana ome de fors ni femna fenz avoir que non prenda al commandament del feignor, fegurs es del feignor de Saint Bonet e dels feus.

Quant le feigneur de Saint Bonet metra son baille a Saint Bonet, el li deu faire jurar fobre sainz (*sic*) que leyalment mene la villa, segun son fen a l'ufaitge de la chartra au lo coffeil dels proomez cuminals (5).

(1) Si quelqu'un detrouve un habitant de St-Bonnet, ou lui fait quelque tort, le feigneur lui doit faire faire réparation. (Traduction de La M.)

(2) Qui, au marche de quelque chose, trompera un habitant de St-Bonnet, du tiers de la valeur de ladite chose, le marche sera nul. Que si celui qui sera ainsi trompé ne s'en plaint point dans huit jours, le marche sera bon & tiendra pour toujours. (Trad. de La M.)

(3) Les habitants de St-Bonnet doivent fuivre leur feigneur de leurs personnes en la guerre, & quand il la fait, ils le doivent fuivre

un jour & une nuit à leurs frais & dépens. & de là après, aux frais & dépens du feigneur. (Trad. de La M.)

(4) Tout homme qui viendra à St-Bonnet portant quelque marchandise, & lui & sa marchandise y sont en toute assurance. (Trad. de La M.)

(5) Quand le feigneur de St-Bonnet mettra un officier en ladite ville pour la gouverner en son nom, il lui doit faire jurer sur les Saints Evangiles qu'il la conduira fidèlement à son profit, selon les reglements de cette chartre & selon l'avis des prud'hommes choisis de la communauté. (Trad. de La M.)

Si femna cuminals moilleraa venia a Saint Bonet per putaitge, e om no faubes que fus moilleraa, e om que non auria moiller que jairia au lei, no n'es tengus ves lo feignor.

Si om s'en fui au l'autrui moiller, ni femna au l'autrui mari, no deu tornar a Saint Bonet si per la volunta al feignor no i torne.

Qui met fuet a Saint Bonet a multre, o li fai metre, e n'era proas, es encorrogus ves lo feignor e jamais no deu effer a Saint Bonet, si per la volunta al feignor non era & dels coffols.

Per totes chaufes deu om alegurar al feignor dreit fassent & dreit prennent segunt los usaitges de la chartra, mas li omicidi, & li laironici, & li adulteri, & li multrer funt al feignor (1).

E qui ouol en issi affegurar no deu om faisir ni fes maifos, ni fes chaufes, si no era tals faiz de que om non deu penre segurta.

Los gaitges, o la gaitgera que le feignor de Saint Bonet metria a Saint Bonet non deu forfar, ni om per lui.

Le feignor de Saint Bonet, ni fo bailles no devunt los plaiz de Saint Bonet alonjar per amic, ni per ennemic, ni per aveir (2).

Le feignor de Saint Bonet a dona & autrea al cuminal de Saint Bonet que, totes ores qu'il volrant, metunt coffols tos temps mais, e li coffols devunt jurar al feignor e al cuminal que leialement mencifont la villa segunt lor fen a la villa e al feignor (3).

Tot lairon que om trobaria a Saint Bonet de nueiz, ne de jorz, reteigna lo en issi quant porra aat del feignor.

Si om del feignor fer ome de la villa, o om de la villa fer lui, istar en devunt al regart del feignor.

L'aveir que om de Saint Bonet auria el puer al feignor de Saint Bonet, ni de fos amis, el lo deu gardar e tenir segur, e s'il l'avient en l'autrui e fos enemis, e el lo prendia, o li feu, o fos puers, rendre lo deu senz aveir le feignor de Saint Bonet a fon manleu a Saint Bonet a 1111 payes l'an, e al marcha xv jorz, e, fe li bailles non o payava, le feignor es tengus del pagar.

Si veni aat al feignor el marcha, e om eltraiz o auria compra, les feignor o pot penre per tant quant aquel i auria dona (4).

Le feignor a a Saint Bonet fon ban de fon propri vin franc vendre lo meis d'août..... lo ban..... ni vendre e una meilla pot charzir la quarta.

E qui failliria nengun dikes establimenz deu effer contra lui per sacrement toz les cuminals.

Iques usaitges e iquestes cofdumnes que ici funt efcrites donet [enz Roberz,] feignor de Saint Bonet, als omz e a les femnes de Saint Bonet, e mandet lor en faire chartra. Eco juret enz Roberz, fires de Saint Bonet, fobre fainz avangelis a tenir e a gardar, e au lui li chavaler e le cuminals de la villa (5), en issi que li ome de Saint Bonet no se puefchont ajuar per autres usaitges encontra lor, mas per aques que funt efcrit en aquesta present chartra.

E nos moffenz Peires, feignor de La Roa e de Mont Pelus, e feignor de la terra de Saint Bonet, per nom de la Dalfina nostra moilier, que es drez ers de la terra de Saint Bonet, volguemes e autrefimes e confermesmes toz los covenenz e los establimenz e totes les chaufes que funt efcrites en aquesta chartra e fobre fainz avangelis o jurefmes a tenir e a gardar, e que en nengun tems, a nostre eficient, no vendrian encontra, e prometen, e volen, e autreien que nostri er altres que ferant de aige, e nostri esleguent jureifont fobre fainz avangelis la dita francheifa de Saint Bonet a tenir e a gardar a toz tems, als bos usaitges que funt efcrit en aquesta present chartra, e qui que sei feignor

(1) Les homicides, larrons, adulteres & meurtriers doivent être punis de l'autorité du seigneur. (Trad. de La M.)

(2) Le seigneur de St-Bonnet, ni ses officiers ne doivent prolonger les procès intentés audit lieu de St-Bonnet ni par faveur, ni par rancune, ni par intérêt. (Trad. de La M.)

(3) Le seigneur de St-Bonnet a accordé & admet à la communauté de St-Bonnet que, toutes les fois qu'ils voudront, ils mettront des confols pendant tel temps qu'ils voudront, mais les confols doivent jurer au seigneur qu'ils conduiront la ville fidèlement à leur possi-

ble. (Trad. de La M.)

(4) Si le seigneur vient au marche & que quelqu'un ait acheté quelque chose, le seigneur le peut prendre sur le champ pour le même prix que ledit acheteur en aura donné. (Trad. de La M.)

(5) Ce que dessus jura Robert, seigneur de St-Bonnet, & le prouet tenu & gardé par son serment sur les Saints Évangiles & avec lui les nobles & le reste de la communauté de la ville. (Trad. de La M.)

de Saint Bonet, apres nos, deu jurar sobre sainz avangelis a tenir e a gardar los ufaiges, e les condumnes, e la franchaife iſi, com il es eſcrita en aqueſta preſent chartra, e li ome de la villa de Saint Bonet devunt jurar, apres lo ſagrament del feignor, a portar e a tenir ſeuta e laiauta al feignor de Saint Bonet, ſi coma a lor feignor. En garentia de toz los covenenz e de totes les chaufes que ſunt eſcrites en aqueſta chartra, nos diz Peire, feigneur de la Roa, e de Mont Pelus, e de la terra de Saint Bonet, meſmeſmes noſtre ſaſel en aqueſta preſent chartra. E aifo fo fait en l'an de noſtre feignor mil e dos cenx e ſetanta e dos el meis de novembre (1).

(Publié intégralement, pour la première fois, d'après l'original de la deuxième charte de confirmation).

Privileges de Saint-Haon-le-Châtel. — 1270.

Nos Raynaudus, comes Forenſis & dominus Bellijoci, notum facimus univerſis preſentes litteras inſpecturis, quod nos, diligenti deliberatione prehabita, quomodoque noſtro in hoc evidenti, & ſpontanea voluntate, donamus & concedimus, pro nobis & ſucceſſoribus noſtris, imperpetuum, hominibus & feminis ville Sancti Habundi caſtri, in Roanefio, ibidem habitantibus, vel in futuro

(1) « Le ſceau de ce Pierre de La Roue eſt en un autre acte de la memo année & pendant à cordons de ſois blanche, il eſt en cire blanche, grand à la façon des comtes de Forez, où il eſt repréſenté à cheval, ayant d'une main un acuffon ſeſce de trois pieces & de l'autre l'épée haute, l'harmonie du ſon cheval barré & bande deſſus faſces & ces mots autour : S. Peir. de Rota Dams S. Bonet, militis. Le contrefeſt porte un autre écuſſon ayant un chef, & dans le champ, ſemblable avoir trois fleurs de lys, deux & un au tour : Caveat S. Dominus. S. Bonet. » (Mss. de La Mure, t. II).

La formule de la confirmation de cette charte par Jean de Chaffillon, ſon mari de Dauphine, petite-fille de Robert, feigneur de St-Bonnet, eſt conçue en ces termes : *R. nos Johani de Chaffillon, feigneur de la terre de Saint Bonet, per nom de la Dauphine noſtre muſſier, qui eſt diez est de la terre de Saint Bonet, veulſmes & aſſeſſmes & aſſeſſmes & aſſeſſmes toz les covenenz, e les eſtabliment, e vout les chaufes que ſunt eſcrites en aqueſta chartra. En garentia de la qual chaufse, noi diz Johani de Chaffillon, feigneur de Saint Bonet, meſmeſmes noſtre ſaſel en aqueſta chartra e eſtaſ ferm. — Riſo ſa fait en l'an de Notre Seignor mil e des cenx e ſepanta, el mei de may. —* Et nous, Jean de Chaffillon, feigneur de la terre de St-Bonnet, au nom de Dauphine, notre femme, laquelle eſt veſte heritiere de la terre de St-Bonnet, voulons, oſtruyons & confirmons tous les articles convenus & les reglemens & toutes les chies, qui ſunt eſcrites en la preſente charte. En témoignage de quoi, Nous, Jean de Chaffillon, ſeſſit feigneur de St-Bonnet, avons mis notre ſeal en cette charte pour la plus grande ſeſſeſ. Ceci fut fait l'an de Notre-Seigneur mil deux cent & ſeptante, au mois de mai. » (Traduction de La M.) — La Mure qui avoit eu entre les mains l'original de cette charte de confirmation, au decrit ainſi le ſceau : « Le ſceau, dit-il, pendant à cordons de ſois blanche eſt en cire blanche ou, d'un côté, eſt un écuſſon loſange ou ſeſſeſ ſans nombre, & autour : S. Johannes. De l'autre côté, pour contre ſeal, eſt repréſenté un chieſen au milieu d'un rond. » — Le Rn François I^{er} par ſes lettres au date du mois de mai 1530 confirme les privileges de St-Bonnet le Chieſen. à Combien, dit-il, que ſous ſulture de nos predeceſſeurs les feigneurs de St-Bonnet le Chieſen & le Comtes de Forez n'euffent pouvoir faire des lies declarations & oſtruyes. » (Mss. de La M.)

Cette maſſon de St-Bonnet fut une des plus conſiderables & des plus illuſtres du Forez. Le Laboureur lui a conſacré un chapitre ſpecial dans ſes *Maîtres de l'Ille-Barbe*. Il y ſuppote que Dauphine eſt niece de Robert, feigneur de St-Bonnet, mais il reſuſte des termes de la charte des privileges de cette ville, inconnus à Le Laboureur, qu'elle eſt ſon heritiere directe, diez est, ce qui exclut, par conſequent, l'idée d'une parente collatérale. Dans un titre du Cartulaire de l'Ille-Barbe (n^o 350), elle eſt deſignée ainſi par Robert, *ſeigneur me, ma petite-fille, mot auquel Le Laboureur a donné la ſignification de niece, ce qui eſt parſus, en effet, au moyen-âge, en ſoſſe latinité. Ce qui prouve d'ailleurs que Robert ne laiſſa pas d'enfants mâles qui lui ſaient ſuccédés, comme l'a cru Le Laboureur, c'eſt que Dauphine hérita de la terre & ſeigneurie de St-Bonnet ainſi que le demontre l'acte de confirmation de cette même charte de privileges. Si elle n'eſt que la niece de Robert, il ne ſeroit pas admiſſible qu'elle eût pu hériter de la ſeigneurie de St-Bonnet à l'exclusion d'une lignee maſculine directe. Veſci, au reſte, l'analyſe du titre du Cartulaire de l'Ille-Barbe où il eſt queſtion de Dauphine & de Robert da St-Bonnet. Nous en devons la communication à l'inſéparable obligeance de M. Gauthier, archiviste du département du Rhône.*

« Le 4 avril 1211, Robert donne à ſon frere Humbert, prieur de St-Rambert en Forez, le village de St-Mource-en-Gourgois avec les maſſons, bñtiments, droits & appartenances, ne retenant rien pour lui-même, il veut que l'Eglise de l'Ille-Barbe & ledit Humbert, ſon frere, poſſèdent ledit village à perpetuelle libereſſe & pacifiquement. Et ſi par hazard, Dauphine, la petite-fille, nepot, ou quelq'un en ſon nom, revendique ces biens comme viant de ſon patrimoine, elle ſera tenue d'en donner l'équivalent audit Humbert, ſon frere, prieur de St-Rambert, ſoit dans le chieſen de St-Bonnet, ſoit dans les environs, au choix du Prieur & de l'Eglise de l'Ille-Barbe. » (Inventaire analytique du Cartulaire de l'Ille-Barbe, par M. Gauthier.)

Suivant Le Laboureur, Dauphine de St-Bonnet fut marie cinq fois. Son premier mari fut Guy, feigneur de Baugé & de Breſſe. Sibille, leur fille unique, eſpouſa, en 1272, Ame de Savoie, qui ſuccéda à ſon oncle Philippe, on qualité de comte de Savoie, ſous le nom d'Ame V, au mois de decembre 1281. C'eſt par ce mariage que la terre de Baugé & la Breſſe furent reunies aux autres poſſeſſions de la maiſon de Savoie, & c'eſt d'Ame V & de Sibille qu'eſt iſſue la glorieuſe ſouché des Comtes & des Ducs de Savoie.

L'Éditeur

habitaris, infra terminos infra scriptos, videlicet a clufa d'Arfoilli, sicut descendit aqua que movet a dicta clufa versus & usque a la Bara, & deinde sicut descendit aqua, seu riparia de la Bara, versus les Fandils, usque ad viam publicam qua tenditur a prioratu de Amberta directe, versus Roneyfons, usque ad aquam de Beytron, & deinde ascendendo per dictam aquam de Beytron per Belfort, versus & usque a la Placi, & deinde directe versus Petram Rubeam, & deinde directe versus & usque ad clufam superius memoratam, libertates, immunitates & franchifias infra scriptas. Inprimis videlicet quod nos vel successores nostri, per nos vel per alium, tallias, collectas seu exactiones aliquas nunquam de cetero faciemus, vel indicemus in ipsis, vel rebus eorum, ubicunque sint, ullo modo. — *Item*, donamus & concedimus eisdem ne occasione mutui, vel explet, vel fideiussionis, vel intercessionis, aliquid ab aliquo eorum vel ab aliqua retineamus, vel extorqueamus, aliquo tempore, vel machinemur extorqueri. — *Item*, ut non copellamus per nos, vel per alium, aliquem ut nobis, vel aliis, aliquid mutuet, vel acomodet, vel deubeat, vel intercedat. — *Item*, si aliquis pignoreret vel gagiare ipsos, vel aliquem ipsorum, vel ipsarum, vel res eorumdem caperet pro debitis vel fideiussionibus, vel intercessionibus certis & propriis nostris, ut nos servemus inde & custodiamus eos indempnes. — *Item*, donamus & concedimus eis ut nullus teneatur accipere pignus, vel gagia a nobis vel ab aliquo de familia nostra, vel etiam ab aliquo pro nobis, vel pro eis, vel emere, vel vendere aliquid nobis, vel nostris, nisi hoc fecerit sponte & propria voluntate. — *Item*, ut quilibet veniens ad villam, vel infra fines predictos, causa manendi, stet & veniat ibi & permaneat libere undecunque venerit ut unus ex aliis de villa. — *Item*, ut quicumque de illis qui villam inhabitaverint, vel infra terminos, voluerint recedere a villa, possint vendere omnes res suas, si voluerint, & cum rebus suis recedere sine impedimento, & nos prestemus predictis venientibus & recedentibus & rebus suis ducatum in toto districtu nostro. — *Item*, ut quilibet possit filium suum & filiam suam in matrimonium collocare & dotare extra villam & extra comitatum, ubicunque voluerit, libere. — *Item*, donamus & concedimus eis ut si aliquis extraneus miserit, vel depofuerit aliquid penes aliquem, in villa Sancti Habundi, vel infra terminos, nos vel nostri non possumus impedire illum qui rem depofuerit, vel apud Sanctum Habundum, infra terminos, attulerit vel miserit, occasione alicuius cum quo habeamus guerram, vel amicitiam, quin ei reddatur & portet quocumque voluerit; nec nos vel nostri, per nos vel per alium, eum impediamus in persona, vel rebus, immo conducemus per totam terram nostram. — *Item*, si aliquis extraneus habuit domum vel res alias in villa Sancti Habundi, vel infra dictos terminos, nos vel nostri, pro guerra, vel occasione guerre, quam habeamus cum domino illius, non possumus illud auferre, sed si aliquid pecierimus ab eodem, habeat inde jus per curiam nostram, secundum consuetudines ipsius ville. — *Item*, nos debemus & tenemur manutenere res & bona hominum Sancti Habundi, per totam terram nostram, bona fide, secundum consuetudines antiquas & usitatas. — *Item*, promittimus nos ratum habiturum, pro nobis & nostris, omnes illas investiciones & concessiones quas castellanus noster Sancti Habundi fecerit de domibus vel de terris sive de rebus aliis hominibus habitantibus villam Sancti Habundi & infra terminos. — *Item*, si batalla esset firmata in manu nostra, vel curia nostra, ille qui voluerit destitisse possit, de tantum sexaginta solidos & satisfaciatur adversario ad nostre eurie cognitionem. — *Item*, ut nullus habitans villam Sancti Habundi, vel infra terminos, capiatur in villa Sancti Habundi, vel infra terminos, vel extra, si vult dare fideiussorem ydoneum, nisi homicidium perpetraverit manifestum, vel letale vulnus fecerit, nisi sit suspecta persona fugiendi. — *Item*, in alodiis existentibus infra terminos predictos, habebimus omnia alia usagia que consueveramus habere in eisdem. — *Item*, homines Sancti Habundi existentes infra dictos terminos non tenentur claudere castrum nisi de sua processerit voluntate. — *Item*, ut nullus gagietur in carriera de vestibus. — *Item*, ut si aliquis conveniatur pro debito vel rebus, & non possit dare fideiussorem [juret quod stet juri] (1) & quod non possit dare fideiussorem [& ita jus] exequatur in rebus suis,

(1) Les poſſiges entre chevres font effacés dans l'original. Nous les avons restitués d'après les formules identiques de la chartre de Saint-Germain-Laval.

sed persona non retineatur, vel capiatur. — *Item*, si filius vel uxor, vel aliquis de domo, vel de familia, aliquid delictum commiserit in aliquo, nos non patiemur dampnum in persona vel rebus domini, nisi tale quid fecerit unde dominus culpabilis appareat. — *Item*, si aliquis intestatus, vel sine dispositione suarum rerum, decesserit & aliquos habeat confanguineos, nos vel nostri rebus ejus manus non apponamus, vel illas attingamus ullo modo. — *Item*, si aliquis vel aliqua, cujus bona aliquo delicto, vel alio modo, ad nos pervenerint, habeat depositum ab aliquo de villa Sancti Habundi, vel inter terminos, vel aliquid debeat pro forefacto, vel alia de causa, nos vel nostri satisficiamus propriis creditoribus & depofitoribus quum res apportemus vel accipiamus intestatas, & residuum habeamus pro velle nostro. — *Item*, si aliqua mulier conjugata extranea veniat ad villam Sancti Habundi & publice se exponat & proflet ut meretrix, si quis ad eam accesserit ignorans, non capiatur ut adulter. — *Item*, si aliqua querela nobis vel nostre curie exponatur, cavere debet per fidejussores, vel alio modo ut superius continetur, ut flet cognitioni curie & pro captione illa non teneatur nobis, nisi ut satisfaciatur conquerenti & de clamore satisfaciatur nobis, secundum penam statutam pro negotii qualitate; si vero simplex clamor preposito nostro, seu prepositure, vel celerario, seu quibuscumque aliis deponatur, seu fiat, pro tali clamore simplici, nichil exigatur nec levetur nisi causa, coram castellano nostro, seu curia nostra, fuerit agitata seu ventilata. — *Item*, si quis interfecerit furem intrantem de nocte domum suam, non teneatur inde nobis vel curie nostre. — *Item*, si aliquis de curialibus vel de familia nostra verberaverit aliquem de villa, vel alio modo injuriabitur, si conqueratur inde passus injuriam, jus inde habeat per curiam nostram, ut de aliquo alio haberetur, nisi curialis faceret illud causa correctionis, vel ratione officii quod haberet. — *Item*, si aliquis occiderit scienter alium in villa Sancti Habundi, vel infra terminos libertatis, incidat in penam ad voluntatem nostram; item dictum est de incendiariis. — *Item*, si quis vel aliqua reprehensus seu reprehensa fuerit in adulterio, infra dictos terminos, det & solvat tantummodo sexaginta solidos. — *Item*, si aliquis evaginaverit gladium, ensen, vel alium, contra aliquem & non percusserit, det quindecim solidos, vel amittat pugnum; sed si vulneraverit aliquem gladio & vulneratus non moriatur, det nobis sexaginta solidos. — *Item*, si quis percusserit aliquem lapide vel baculo & fecerit sanguinem, dabit quindecim solidos. — *Item*, si quis percusserit alium pugno vel palma, sine sanguine, dabit septem solidos & sex denarios; cum sanguine, quindecim solidos. — *Item*, omnis fur puniatur secundum nostram voluntatem; sed si filius alicujus, vel frater, vel nepos, vel confanguineus furabitur aliquid patri vel matri, vel advunculo vel fratri, vel confanguineo, vel focio eorum, nos, vel nostra curia, nil possumus inde petere, nisi clamor inde factus fuerit. — *Item*, si aliquis major quatuordecim annorum furetur fructus vel panem, dabit tres solidos & sex denarios; minor vero quatuordecim annorum nichil dabit. — *Item*, si aliquis de villa, vel extraneus, retinuerit lecydam ultra octo dies, septem solidos & sex denarios. — *Item*, si quis seu aliqua falsa mensura, falsa ulna, seu falso pondere reprehensus, seu reprehensa fuerit, dabit sexaginta solidos & unum denarium tantum, & non operetur in illo officio per annum & diem; & si secundo delinquerit, puniatur in duplum; si vero tertio delinquerit, in triplum puniatur & non operetur deinceps in illo officio nisi de voluntate nostra. — *Item*, si quis furabitur gallinam, vel anserem, vel anatem, vel lactantem, vel agnum, vel edum, vel similia, dabit tres solidos & sex denarios, pro unoquoque, & si plura fuerint animalia, pro quolibet det tantundem, & nil amplius inde exigatur. — *Item*, si aliquis vocaverit alium furem, vel perjurum, vel homicidam, vel proditorem, vel mulierem meretricem, nisi sit fornicaria, dabit septem solidos & sex denarios; de aliis clamoribus minoribus, tres solidos & sex denarios. — *Item*, donamus & concedimus eisdem quod castellanus noster, qui pro tempore fuerit, non faciat districtionem in rebus alicujus, auferendo, seu clavellando hostia, portas, fenestras, vel alio quoquo modo, nisi ille quem voluerit distringere, fuerit primo monitus, vel citatus ab eodem. — *Item*, nos vel nostri non levabimus clamorem, vel penam, in villa Sancti Habundi, infra dictos terminos, nisi aliquis prius clamorem fecerit, nisi pro delictis, pro quibus aliquis incidit in penam, pro voluntate nostra, & pro falsa mensura & falso pondere. — *Item*, si nos, vel castellanus noster injuriemus alicui, vel conqueramus de aliquo, nec ille adversarius noster, vel ipse castellani, possit consilium invenire,

nos, vel castellanus noster, debemus ei dare consilium. — *Item*, nos & castellanus noster faciamus satisfieri omnibus illis qui clamorem fecerint in petitione sua, sive sit de contumelia, vel de debito & de dampnis illatis & de expensis, vel de aliis que videbimus expedire. — *Item*, donamus & concedimus eisdem, pro libertate, ut ipsi & successores eorum in posterum possint facere statutum inter fe de munimentis tenendis & habendis & de custodia & de dispositione ville & de aliis que sint ad utilitatem & honorem ville & ipsorum, & non sint ad dampnum vel prejudicium nostrum; hoc tamen fiat de consilio nostro, vel castellani ibidem instituti. — *Item*, si aliquis acceperit aliquod pignus, vel res aliqua fuerit sibi pignori obligata, teneat illud pignus per quindecim dies, nisi fecus ex pacto conventum fuerit inter eos, deinde vendat, si voluerit, & si acceperit quid ex precio ultra fortem, reddat residuum debitori; si minus forte perceperit, repetat illud minus; & hoc de mobilibus intelligatur. — *Item*, si aliquis voluerit sigillum nostrum magnum supra aliquo contractu vel negotio roborando, ad perpetuam firmitatem, fiat inde petenti copia, & det tres solidos, & nihil amplius ab eo inde exigatur; in aliis vero contractibus quibuscunque predicto sigillo nostro, vel sigillo nostre curie Forensis, duodecim denarios tantum dare teneatur. — *Item*, si aliquis habeat alodium in re aliqua & obligaverit alodium alicui, beneficiarius non debet dare aliquid pro investitura illi qui alodium pignori accepit. — *Item*, si ille qui habet alodium in re aliqua venderit vel donaverit, vel alio modo alienaverit alodium suum, beneficiarius non teneatur aliquid dare pro investitura, nisi unum denarium de folido, iusto precio re estimata, si res fuerit aliter quam vendendo alienata. — *Item*, si aliquis beneficiarius donaverit rem quam tenet in dotem, vel alio modo, res illa pervenerit ad aliquem nisi permutatione, vel venditione, beneficiarius non tenetur dare nisi unum denarium de folido pro investitura, re iusto precio estimata. — *Item*, si beneficiarius alicui beneficium suum vendiderit, vel permutaverit, det duos denarios pro folido, pro investitura, & nihil amplius exigatur in permutatione iusto precio estimata. — *Item*, si beneficiarius obligaverit beneficium suum alicui, det unum denarium de folido; sed si beneficium obligatum vendatur illi qui habebat obligatum, antequam redimatur, det vendicionis usuras pro rebus venditis, sed tantum inde retineat quantum habuit dominus, primo quando res fuit pignori obligata. — *Item*, donamus & concedimus eis ut ipsi & eorum successores imperpetuum de successione patris & matris & e contra, & de successione fratribus & fororibus non divisi in fratres & sorores, recognoscere minime teneantur, nec aliquid dare pretextu, vel occasione successione earundem. — *Item*, donamus & concedimus eisdem imperpetuum, in franchisia & libertate, ut nunquam de cetero, nos, vel nostri successores, in tota villa, & infra terminos superius anotatos, bannum habeamus, vel indicamus, in blado, vino & rebus aliis vendendis & emendis. — *Item*, donamus & concedimus eisdem pro libertate imperpetuum quidquid juris habebamus per totum annum in banno & tracta vini & in emptione racemorum. — *Item*, si quis de hominibus nostris habebit duos filios, vel plures, omnes filii possint venire in villam causa manendi, dummodo unus remaneat in hereditate paterna, vel materna; alii vero homines nostri non possunt venire, nisi licenciat prius fuerint a nobis, nisi essent fratres qui nondum divisi sint hereditatem; tunc enim unus remaneret & alii venirent. — *Item*, si homines nostri res aliquas habuerint in villa vel infra terminos, res ille sint libere & utantur eodem privilegio quo & res aliorum de villa. — *Item*, volumus & concedimus eisdem, ut quotienscumque voluerimus ponere castellanum apud Sanctum Habundum, ipse castellanus, prepositus, seu prepositura, celerarius & badelli nostri ejusdem loci, jurent in manu nostra & in presencia quatuor proborum hominum ville, videlicet bona fide, observent institutiones & pactiones factas & habitas inter nos & homines dicte ville, ut in presenti carta continetur. — *Item*, si aliquis de hominibus ville conqueratur nobis de aliquo vel castellano nostro, castellanus debet [laborare] [bo]na (1) fide, ad pacem faciendam inter conquerentes; si non possit eos pacificare, expensas cause possit levare tamen moderatas. — *Item*, volumus ut predicti probi homines Sancti

(1) La charte de Saint-Haon présente une lacune en cet endroit.
Le mot et la syllabe qui sont entre crochets ont été retablis d'après

un paragraphe littéralement identique de la charte de Croÿ.

Habundi & omnes fuceffores eorum in pofterum poffint eligere de [univer] fitate fua quatuor probos homines qui pecuniam que fuerit neceffaria in negociis communibus ville poffint levare ficut homines qui arbitrio, ab hominibus ejufdem ville & compellere [illos qui noluerint folvere fi fuerit] (1) neceffe & caftellanus adjuvet illum diftrictum fieri per compulfionem, fi neceffe fuerit; tamen funt eligendi de confilio noftro, vel caftellani noftri. — *Item*, ut ipfi poffint claudere villam, ficut eis videbitur expedire, tamen cum confilio & voluntate noftra. — *Item*, ut quilibet fucefforurum noftrorum juret fe obfervare & tenere omnia predicta, & concedat & confirmat omnia, ut in prefenti carta continentur, quando villa jurabit, & cum quolibet illorum fucefforum jurent decem milites promittendo quod fi forte comes, qui pro tempore fuerit, predicta non obfervaverit, vel in aliquo contra venerit, & monitus infra quindecim dies non fatisfecerit, teneant obflagia, poft menfem, apud Sanctum Habundum, ufque ad condignam fatisfactionem ex quo fuerint inde requifiti. Villa autem fic debet jurare comiti qui pro tempore fuerit, quilibet, a quatuordecim annis, & fupra jurabit, fuper fancta Dei Evangelia, quod Comiti qui pro tempore fuerit, bonam fidem, ficut domino, portet, nec juramentum, nec confederationem, five conjurationem, inter fe, vel cum aliis, vel cum alia villa, vel civitate faciant, vel contrahant, vel aliquid aliud que poffint effe in prejudicium noftrum, vel contra dominacionem noftram, fine confilio & voluntate noftra, vel comitis qui pro tempore fuerit, falvis illis que indulta funt eis a nobis, ficut continetur in prefenti carta. — *Item*, volumus & retinemus ut homines ville Sancti Habundi & infra terminos habitantes faciant exercitum noftrum in propriis perfonis, fcilicet unus de qualibet domo, fi neceffe nobis fuerit pro bello campali, vel fi inimici noftri obfidant castrum noftrum, vel fi nos vellemus obfidere castrum alicujus inimici noftri pro guerra propria, vel fi nos vellemus bafire castrum quando nos preciperemus. Et fi aliquis remanferit de illo exercitu, folvet inde penam decem folidorum; & fi obfidio vel exercitus ad bellum ultra feptimanam duraverit, pro una quaque feptimana, folvat qui remanferit decem folidos nomine pene. Tamen fi aliquis dominus domus effet extra comitatum Forenfem, quando exercitus irit, nulla pena ab eo exigatur; fed fi redierit adhuc durante exercitu, fi fecurus poffit ire, tenetur, vel folvere penam pro tanto tempore quanto fuerit in mora. Si vero nos, pro alia guerra noftra & defenfione [terre] noftre, guerram facerimus alio modo & voluerimus exercitum, five cavaliatam, a villa Sancti Habundi, homines ipfius ville, infra terminos, debent mittere unum hominem munitum pro fe, de qualibet domo. Quod nifi fecerint, dabit quilibet qui remanferit, vel non miferit, tres folidos & fex denarios, nomine pene, pro una quaque feptimana. Item dictum eft de cavaliatis pro guerris amicorum noftrorum fpectantium; tamen hujufmodi cavaliatam & exercitum debent facere homines ville Sancti Habundi & infra terminos habitantes nunc tantum quando nos vel noftri induxerimus exercitum univerfaliter aliis gentibus de terra noftra. Nullus tamen tenetur ire, vel mittere, in predictos exercitus, fecundum quod fupra dictum eft, nifi domum habeat & valenciam decem librarum tam in domo quam in aliis rebus. — *Item*, volumus & concedimus ut caftellanus, prepoſitus, feu prepoſita, (fic) & celerarius noſtri fint immunes & exempti ab expenſis & ab omni communi collecta, five exactione ville Sancti Habundi. — *Item*, fi aliquis de hominibus Sancti Habundi caſtellanus fiat extra villam Sancti Habundi, vel celerarius, vel pedagiarius, vel leydariſ, vel badellus, vel alias officialis, vel miniſtralis noſter in aliis caſtris, vel villis noſtris, nobis remanet, dum erit in officio illo, res tamen illorum quas habent in villa Sancti Habundi, vel infra terminos, remanent in predicta libertate. — *Item*, clerici & domus religioſe & eorum familie, univerfaliter, & res eorum, fint liberi & immunes ab omni communitate & uſagio ville. — *Item*, volumus & concedimus eiſdem ut homines cubantes & levantes in propria terra Guillelmi de Sancto Habundo & Arthaudi, fratris fui, & fuorum, infra dictos terminos, non fint in dicta franchiſia, quoad perſonas eorumdem, ſed res eorum exiſtentes infra dictos terminos que non erunt de dominio & terra dictorum Guillelmi & Arthaudi & fuorum.

(1) Les mots entre crochets qui ſont effacés dans l'original ont été retablis d'après une formule tout à fait ſemblable de la chartre de Montheſſon.

sint in dicta franchisia & libertate. Dicti vero homines Guillelmi & Arthaudi & suorum levantes & cubantes in terra eorumdem non possunt nec debent emere racemos, nec vendere vinum suum ad tabernam, mense Augusti, nec etiam debent esse quicquid de tractavini nisi venerint moraturi in terra nostra, infra dictos fines, levantes & cubantes & tunc sint de franchisia dictæ ville; alii vero homines & femine, infra dictos terminos habitantes, gaudeant privilegiis libertatis & franchisie memorate; volumus etiam & concedimus quod usagia ville facere teneantur. Volumus etiam & concedimus quod omnes illi qui venient moraturi infra dictos terminos, qui voluerint gaudere privilegiis franchisie & libertatis dictæ ville, teneantur hominibus ville solvere taxacionem faciendam a quatuor probis viris dictæ ville in subsidium & auxilium emptionis franchisie supra dictæ, usque ad quinque annos a data presentium computandos. — *Item*, volumus quod inquilini dictæ ville in terra nostra habitantes, qui habebunt in facultatibus viginti solidos, dent & dare teneantur duodecim denarios vien. pro foco suo quilibet; qui vero habebunt in facultatibus quadraginta solidos vien., duos solidos vien., pro foco suo dare teneantur in subsidio & auxilio usagiorum nostrorum ab hominibus dictæ ville nobis debitorum, annis singulis solvendorum; & predictos duodecim denarios quatuor probi homines ville levent, pro dicta villa, auctoritate propria, & percipiant a dictis inquilinis, ratione focorum, annis singulis, in auxilio usagiorum predictorum nobis solvendorum. In emendis vero & clamoribus taxatis, & aliis contentis in presenti carta & franchisia predicta, habemus tertiam partem tantummodo, nec aliquid amplius levare possimus, nec debemus in eisdem, nisi sit in locis ubi totam emendam & clamorem levare consuevimus ab antiquo. — *Item*, volumus & concedimus

quod census nostri infra dictos fines contenti possent augmentari, minui & duplicari ad ordinationem quatuor proborum virorum dictæ ville ad hoc nominandorum a communitate ipsius ville & de consilio castel-

lani nostri & celerarii nostri loci ejusdem. — *Item*, volumus quod homines franchisie faciant vindemias suas & vindemiant, & in vineis gardas ponant, & dentur vindemie ad bonos usus consuetos & prout hactenus consueverunt. — *Item*, quod ipsi omnia usagia nostra, census &

alia in festo beati Martini hyemalis, nobis solvere annis singulis teneantur. — Has autem libertates, franchisas, immunitates, institutiones & pactiones & omnia alia, ut in presenti carta continentur, nos,

predictus R. comes Forensis & dominus Bellijoci, promittimus pro nobis & nostris successores, per juramentum nostrum super sancta Dei evangelia corporaliter prestitum, imperpetuum tenere, attendere, adimplere & inviolabiliter observare, & contra per nos, vel per alium, aliquatenus ullo tempore contravenire, nec contra venire volenti in aliquo consentire, immo omnia supradicta tenemur & ex pacto promittimus custodire, observare & defendere contra omnes. Ego vero, Guiotus de Forisio, filius predicti domini comitis, major de quatuordecim annis, de voluntate, jussu, pariter & mandato predicti domini co-

mitis patris, predicta omnia univèrsa & singula, prout superius sunt expressa, laudo, approbo, ratifico & accepto, & promitto per juramentum meum super sancta Dei evangelia corporaliter prestitum, me, imperpetuum, omnia supradicta tenere, adimplere & inviolabiliter observare, &



contra, ullo tempore, aliquatenus non venire; inmo ea, sub prestitio meo juramento, promitto custodire & defendere contra omnes; & si forte, quod absit, nos predicti comes & Guiotus, vel successores nostri, contra predicta veniremus, vel faceremus, ullo tempore, vel predictas libertates in aliquo infringerimus, nos tenemur & promittimus, sub prefatis juramentis, pro nobis & nostris, ea emendare & integre refarcire hominibus dicte ville, infra quindecim dies, postquam a quatuor hominibus confilibus ville sancti Habundi super hoc fuerimus requisiti. Quocirca renunciamus in hoc facto, ex certa sciencia, & per prestita juramenta, omni privilegio minoris etatis, beneficio & omni juri privato & comuni & speciali scripto, vel non scripto, civili & canonico, in hoc, vel contra hoc, nobis suffragantibus, vel competentibus aliquomodo in futurum. In quorum omnium testimonium, nos predicti comes & Guiotus sigilla nostra huic carte duximus apponenda, rogantes venerabiles & religiosos viros D. Sancti Michaelis de Chisa & B. Benedictionis Dei, gratia Dei, abbates, H. decanum & capitulum ecclesie beate Marie Montisbrufonis & officialem Lugdunensem ut presenti carte sigilla sua apponant in testimonium premisso. Nos vero predicti abbates sigilla nostra, & nos H. decanum & capitulum predicti sigillum nostri capituli, & nos officialis Lugdunensis sigillum curie Lugdunensis, ad preces dictorum domini R. comitis & Guioti filii sui, consentientes supra predicta omnia..... per juramenta sua super sancta Dei evangelia prestita coram nobis ea imperpetuum tenere & inviolabiliter observare, presenti carte, una cum sigillis eorumdem comitis & Guioti, duximus apponenda in testimonium perpetue veritatis. Datum anno Domini m^o c^o lxx^o.

(Publié pour la première fois d'après l'original donné à la Bibliothèque de la Diana, par M. le comte de Rivière de la Bâtie) (1).

Confirmation des Privilèges de Sury-le-Comtal. — Janvier 1277.

Nos G. Comes Forensis notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod, cum predecessores nostri donaverint & concesserint universis & singulis hominibus presentibus & futuris habentibus & habendis domum, plateam seu pedam in villa de Suriaco Comitatu, infra fines & terminos infrascriptos, videlicet a domo domini Roberti capellani ecclesie de Bonfont usque ad domum Bonete del Ernes, & ab alveo molendini nostri usque ad crues de Vereheris, franchiseiam infrascriptam: videlicet quod ipsi homines presentes & futuri non tenerentur dare, vel solvere laydam in mercato nostro Suriaci predicti, nec pedagium in toto comitatu, seu terra nostra, nec fornamium in furno nostro de Suriaco predicto, nec decimas carniuum, gaytias, portalgium, nupcias, nec aliquid ratione introituum & exitium mercatorum totius terre nostre, nec recognoscere, seu investiciones solvere, nisi de libra duodecim denariorum tantum ad opus Castellani nostri dicti loci, nec etiam chavagium, & predicta franchiseia predicti homines & eorum predecessores usi fuerunt tempore quo non extat memoria. Nos dictam franchiseiam predictis hominibus presentibus & futuris

(1) Cette chartre fut communiquée à La Mure par le seigneur de La Chambue, capitaine & châtelain de Saint-Haon & de Crocet, il se contenta d'en donner quelques fragments dans son *Abrégé de la vie du pape Clement IV*. « A cette chartre écrite en vieilles lettres, en parchemin, dit-il dans le même ouvrage, est attaché un acte écrit en même caractère, aussi en parchemin, où se contiennent pour pliger & cautionner envers eux de Saint-Haon, pour le comte de Forez, dix gentilshommes dont les noms s'ensuivent: *Petrus & Hugo Malufo, Petrus de Sane Alno, Guillelmus Chanderonis, Guillelmus de Barga, Rolandus de Velcha & Gualterus de Ren-*

cheval, milites, Hugo domus de Montmaron, Hugo de Petra-fila & Desantinas Gressi, domcelli. Et voici en quels termes tous les gentilshommes cautionnent ce comte dans cet acte: *Ad observandis preces & rogatum illis suis viri Domini R. comitis & Guioti filii sui se constituerunt fidejussores & obfides. Premièrement quel si en elique desceintes, se de obfages non receivront, quantque omnes & festes mandantes fu, etc. Datum anno Domini m^o c^o lxx^o, mensis maii. s. — (C'est du pape Clement IV..... appelle Guy Gros dans le fucile, par L. M. de la Mure).* L'Éditeur

confirmamus; pro quibus confirmatione & concessione predicti homines dederunt nobis, solverunt & numeraverunt quinquaginta libras Viennenses in bona pecunia numerata, promittentes pro nobis & successioribus nostris per stipulationem & bona fide predictam franchesiam dictis hominibus presentibus & futuris tenere in pace in perpetuum & fervare, nos & heredes & successores nostros ad hoc specialiter obligantes. In cujus rei testimonium Sigillum nostrum apponi fecimus huic carte. Datum anno Domini millesimo c.c.º septuagesimo septimo mense januarii.

Extractum a terrario domini nostri ducis Bourbonnensis, Forensis comitis, ad causam suarum preposituræ & castellanie Sariciæ predicti per nos. — J. Miet. — Roßlaing.

(Archives de l'Empire, P. 1402.)

*Privilèges en faveur de Saint-Rambert, de Bonson, de Chambles, de Saint-Cyprien
& de Saint-Jufl.*

Guigo, comes Forensis, omnibus imperpetuum. Universitati vestre notum facimus quod cum villæ Sancti Ragneberti cum appenditiis & parrochiis suis, scilicet Bonezonis, Chamble, Sancti Cypriani & Sancti Juflis proprietas, dominium plenum & allodium liberum esset abbatis & conventus Infule Barbare, nec nos, nec predecessores nostri in predictis villis & hominibus ibidem habitantibus ad dominium Sancti Ragneberti spectantibus, aliquid juris vel usagii de jure haberemus preter bonam custodiam, sive gardam, quam in villa Sancti Ragneberti & ejus nomine triginta solidos tantum annuatim, & in villa de Chamble & ejus nomine tres solidos tantum habere debemus; tamen tam nos, quam progenitores nostri, in predictis villis & hominibus pro nostre solius voluntatis arbitrio, quandoque tallias fecimus alias ipsis contra Deum & iusticiam multa gravamina inferendo. Cum igitur hec tam ab antecessoribus nostris quam a nobis male fuerint hactenus usurpata, ne talis abusus in usum & consuetudinem in posterum traheretur, pro nostrorum predecessorum & anime nostre remedio & divine pietatis intuitu, in predictis villis & hominibus in eis habitantibus presentibus & futuris, qui ad jus & dominium domus Sancti Ragneberti futuris seculis vel temporibus devenierint, quantum in nobis est, plenam libertatem concedimus, omnem talliam, sive toutam, exercitum, sive cavalgatam, omne gravamen, omne usagium & exactionem, sive de jure, sive de facto olim facta fuissent, omnino, tam per nos quam per successores nostros, guirpivinus & remissimus in posterum; nichil prorsus nobis in predictis retinentes, vel reservantes, preter bonam custodiam sive gardam superius nominatam. Tamen de garda ville Sancti Ragneberti, abbatibus Infule Barbare tam nos quam successores nostri hominum facere debemus. Sciendum tamen quod in villa Sancti Juflis fenum, avenam & capones, que ibi habebamus, retinuimus. Licet autem in villa de Andrayfeu gaitiam, bastimentum, ratione castri de Boteon haberemus totum, tamen remissimus preter fenum, avenam & capones que ibi prius habebamus. In terris vero & possessionibus quas homines predictarum parrochiarum habent a nobis extra prefatas parrochias, vel infra, ubicumque habeant, tam in jam acquisitis quam acquirendis, retinuimus dominium plenum; verum, in aliis terris quas homines tenebant prefati ab aliis, quando hec libertas data est, & in eorum allodiis, talliam & toutam guirpivinus, nisi forte pro firmando castro, per mandamentum ipsius castri, collecta fieret generalis. Preterea, prefatis hominibus dictarum parrochiarum dedimus & concessimus quod possint ire & redire secure & libere per totum posse nostrum & districtum, & ut eorum mobilia, ubicumque habeant, sint libera; immobilia vero sua infra predictas parrochias existentia possint donare, vendere, obligare, vel aliter alienare, quodcumque voluerint, salvo tamen jure in omnibus ecclesie & prioris. Ad hec sciendum quod prior Sancti Ragneberti & predicti homines, nobis

promittendo, concefferunt quod nullum de hominibus noſtris recipient in predictis villis, vel parrochiis, niſi de voluntate & licentia noſtra. Item promiferunt prefati homines quod nullam confeſſionem, nullam conjurationem facient contra nos vel eccleſiam Sancti Ragneberti, cum alia villa, civitate vel caſtro, abſque voluntate & licencia noſtra & prioris; & hoc tenentur jurare omnes homines infra predictas parrochias habitantes, a quatuordecim annis ſupra, in manu noſtra & prioris, vel in manu alicuius ad hoc a nobis ſpecialiter deſtinati, & iſtud iuramentum ſemper debent renovare de viceſimo in vicemum annum. Hec omnia ſupradicta promiſimus & ſuper ſancta Dei euangelia & ſanctorum reliquias infra eccleſiam Sancti Ragneberti, preſentibus Guillelmo, abbate Inſule Barbare, & Guillelmo priore & conventus Sancti Ragneberti, & multis aliis tam clericis quam laicis, nos bona fide iuravimus ſervaturos, & quod faciemus filium noſtrum qui nobis in comitatu Forenſi, annuente Domino, eſt ſucceſſurus, cum ad quintum decimum annum pervenerit, jurare hec omnia ſimili modo, quod etiam ſucceſſores noſtri pari forma jurare debebunt. Si vero, quod abſit, contra predictam libertatem, conceſſiones & alia ſuperius memorata nos venire aliquo modo contingeret, niſi a priore vel hominibus ſupradictis commoniti & conventi infra menſem a tempore ſubmonitionis vel conventionis quod fractum vel violatum eſſet, competentem emendaremus, nos convenire poſſent, & obſtagios quos pro hiis obſervandis dedimus, ut cum ipſis obſtagiis apud Sanctum Marcellinum tanto tempore maneremus, donec ſuper hoc emenda competens eſſet facta. Obſtagii vero qui nobiſcum iuraverunt ſunt iſti: Hugo de la Terraci, Rollandus de Velchi, Godelchalci, Gaudemar d'Efcoſay, Giraudus Vetulus, Hugo de Turre, filius Godelchalci, Guillelmus Garini, Petrus de Mayſere, Durgellus, Pontius de Turre. Et ut hec noſtra conceſſio, & ea que ſuperius dicta ſunt, perpetuam poſteriorum habeant firmitatem, preſentem cartam ſuper hiis ſcribi fecimus, & tam noſtri quam venerabilis patris, patrui & domini noſtri Reynaudi, archiepiſcopi Lugdunenſis, & venerabilium abbatum Cafe Dei, Benedictionis Dei, Savigniacenſis & Athanacenſis, ſigillorum munimine fecimus roborari. Nos Reynaudus, Dei gratia, prime Lugdunenſis eccleſie archiepiſcopus, de concenſu & auctoritate noſtra, ut pote dyoceſani fui, hec omnia ſupra dicta feciſſe & conceſſiſſe dictum comitem conſitemur, & ad preces & mandatum ipſius ſigillum noſtrum apponi fecimus huic carte & hoc ſignum fecimus... (1) Ego, Armandus, Abbas Cafe Dei, ad preces & mandatum dicti comitis apponi feci ſigillum meum huic carte & hoc ſignum feci..... Ego, Zacharias, abbas de Benedictione Dei, ad preces & mandatum dicti comitis apponi feci ſigillum meum huic carte & hoc ſignum feci..... Ego, Guillelmus, abbas Savigniacenſis, ad preces & mandatum dicti comitis apponi feci ſigillum meum huic carte & hoc ſignum feci... Ego, Johannes, abbas Athanacenſis, ad preces & mandatum dicti comitis, apponi feci ſigillum meum huic carte & hoc ſignum feci... Actum anno Domini M° CC° XX° quarto, ſexto decimo kalendas maii.

(Extrait de la confirmation faite au mois de mars 1291, par Jean, comte de Forez, Girin, abbé de l'île-Barbe, & Hugues, prieur de Saint-Rambert. — Arch. de l'Emp. P. 14001, c. 1014).

(1) Les feings manuels des ſignataires de l'acte original, tels que ceux de Renaud de Forez, archevêque de Lyon, d'Armand, abbé de la Chaise Dieu, de Zacharie, abbé de la Benifrom Dieu, de Guillelme, abbé de Savigny, ont été reproduits en fac-similé dans un ſavant & curieux ouvrage que l'un de nos plus dévoués collaborateurs vient de publier ſous ce titre : *De l'origine de la Signature & de ſes emplois au moyen-âge*, etc., avec 48 planches, par

M. C. Guigue, ancien élève de l'Ecole des Chartes. In-8°, Paris, Dumoulin, 1861. (Voir la table, p. 66, & la planche VII, n° 1. & 2. 1. & 4.) On trouve encore dans cet ouvrage, outre un grand nombre de feings de chevaliers, d'écuyers, d'officiers publics du Forez, etc., des ſignatures d'Albelle de Forez, de Guy VII, comte de Forez, de Pierre II & de Louis II, ducs de Bourbon d'Edouard I^{er} & d'Edouard II, freres de Beaupre, etc. L'Éditeur.

Charles duc de Bourbonnois & d'Auvergne, conte de Clermont & de Fourès, seigneur de Beaujeu & de Chastelchinson, per & chamberier de France, favez faisons à tous presens & avenir, nous avons receus l'umble supplication de nos bien amez les bourgeois & habitans de la ville de Saint-Rambert, en nostre dit pais & conté de Fourès, contenant que, comme pour le gouvernement & administration de leur chose publique & du corps de la dite ville, ilz ayent acoustumé de eslire, commettre & deputer quatre d'iceulx appelez couffes, qui pour le bien, utilité & proffit d'icelle ville & pour supporter les grans charges de reparations, plaidoyeries & autres affaires d'icelle, avoient pouvoir de faire assamblier les autres desdits habitans & imposer sur eulx telles sommes de deniers que besoing estoit, & faire toutes autres choses que bons & vrayz couffes de ville pevent & doivent faire sans congier ou licence d'autre quelconque personne que ce soit, & de ce ayent jouy & usé le temps passé & jusques à present. que pour cause & occasion de ce qu'ilz ne le puent justifier par chartres, ou lettres vallables, ne autrement, fors pour la longue possession qu'ilz en ont, comme dit est, aucuns les y veulent troubler & empescher à tort & sans cause, si comme ilz dient. Et, pour obvier à tout procès, nous ont humblement supplié & requis que sur ce leur voullissions pourveoir &, se besoing est, leur donner & octroyer de nouvel congé & licence de faire & exercer les choses dessus dictes & chacune d'icelles ad ce que, pour le temps passé ne advenir, ne leur soit fait, mis ou donné aucun empeschement au contraire. Pourquoy nous, considéré ce que di est & que la dicte ville de Saint-Rambert est une des bonnes villes de mon dit pais de Fourès, [lieu] public de marchans & autres notables gens, situé en grant passage & pais fructueux & fertile de bons biens; voulans & desirans l'augmentation d'icelle pour le bien de nos diz habitans & de notre dit pais, à iceulx bourgeois & habitans de Saint-Rambert, pour les causes dessus dictes & autres à ce nous mouvans, mesmement que, pour ceste cause, ilz nous ont paic comptant la somme de cent royaux d'or dont nous nous tenons pour contents & les en avons quittez & quittons, avons donné & octroyé, donnons & octroyons par ces presentes, congé & licence de eslire, commettre & deputer chacun an quatre d'iceulx, appelez couffes, à l'administration & gouvernement de la chose publique. & du corps de la dicte ville de Saint-Rambert, lesquels quatre couffes aient autorité & pouvoir de faire pourchacier le bien, utilité & proffit de la chose publique d'icelle ville & le dommage eschever par toutes les voyes & manieres qu'ilz verront bien estre & leur sera possible, & de, pour ce, assamblier ou faire assamblier tous les autres desdits habitans. & de imposer, cueillir & lever sur eulx telle somme que besoing fera, sans congé & licence d'autre quelconque personne que ce soit, & generally de faire & exercer toutes & singulieres choses que à bons, vrayz & loyaux couffes appartiennent, pevent & doyvent appartenir. Si donnons en mandement, par ces mesmes presentes, à noz bailli & juge de Fourès & à touz nos autres justiciers & officiers presens & avenir ou à leurs lieutenans & à chacun d'iceulx, si comme à lui appartendra, que, de notre presente grâce, octroy, congé & licence & du contenu en ces noz lettres, facent, laissent & souffrent les diz bourgeois & habitans de Saint-Rambert jouyr & user plainement, paisiblement & perpetuellement, sans, contre la teneur de ces nos lettres, les travailler, molester & empescher, ne souffrir estre travailleez, molester ne empescher ores, ne pour le temps avenir, en quelque maniere que ce soit. Et affin que ce soit ferme & estable chose à tousjoursmais, nous avons fait mettre nostre scel à ces presentes. Donné en nostre ville de Saint Bonnet le Chafel, le vint sixieme jour de septembre, l'an de grâce mil [quatre cent] quarante & ung. Par Monseigneur le duc en son conseil auquel estoient les fenechal de Bourbonnois, bailli de Fourès, Messire Jehan du Chafel, chevalier, & autres. — Gon. — Donné pour coppie : Robertet. (*Livre des compositions*, fol. 112, r°).

Jehan duc de Bourbonnois & d'Auvergne, comte de Clermont, de Fourz, de l'Isle-Jourdan & de Villars, seigneur de Beaujolois à la part de l'Empire, de Nonnay & de Roche en Renyer, per & chamberier de France, favoir faisons à tous preñens & advenir, nous avoir receu humblement supplication de nos chiers & biens amez les mananz & habitans de nos ville, chastellenie, mandement & ressort de Cervière, contenant : que nostre dit mandement de Cervière est assiz en pais de montaignes & malaisé à cheminer à pié & à cheval, &, pour les grans charges & imposts des tailhes & autres charges & affaires qu'ilz ont heux asssembler bien fouvant pour traicter & despecher iceulx affaires, ce qu'ilz ne peuvent faire sans grans paines, travaux & despenfes, pour la distance des villaiges & paroisses d'icelluy mandement, en nous requerans très humblement iceulx suplians qu'il nous plaist leur donner congier & licence d'eulx asssembler chacun an, dès lors en avant, la veille de la feste de Noël, en la presence de l'un de noz officiers dudit lieu de Cervière, &, illec, ellire fix d'entre eulx qui, come procureurs & scindiques, aient pouvoir de traicter, gouverner & exercer les befoignes & affaires desdites villes, mandement & ressort dudit lieu de Cervière & de representer tous & chacuns les manans & habitans de la dite ville, mandement & ressort, & sur ce leur impartir nostre liberalité & grâce. Pourquoy nous, ces choses considerées, aux dits supplians avons donné & octroïé, donnons & octroïons par ces presentes pouvoir, puissance & auctorité d'eulx asssembler dorénavant, chacun an, en la presence de l'un de noz officiers du dit lieu de Cervière, la dite veille de Noël, ou autre jour que par eulx fera advisé, & illec ellire fix preudhommes d'entre eulx, c'est à sçavoir deux pour la ville & les autres quatre pour le mandement, chastellanie & ressort, qui, come consulz, procureurs & scindiques, durant l'anné, puissent representer tous les dits habitans & traicter, conduire, experir, & desduire en jugement, ou dehors gouverner & exercer les dits befoignes & affaires des dites ville, mandement & ressort du dit lieu de Cervière. Et, pour iceulx affaires conduire, traicter & consulter, se pourront asssembler & appeler avec eulx des autres habitans des dites ville, mandement & ressort, en tel nombre que befoing fera, toutes & quantes fois que bon leur semblera, pourveu toutefois que les dites befoignes & affaires ne touchent ou concernent nous, nos droiz, preeminences & prerogatives, tout ainzi que iceulx habitans pourroient faire se ilz, par congïé souffisant & exprès assemblez, preñens y estoient en leurs perñones; & à prendre & accepter les dits consulatz ou scindiques puissent estre contrains les fix preudhommes ainzi eleuz par toutes voies deues & raisonnables & en tel cas requises, comme pour charges & offices publiques & necessaires, & que à icelle election & aux promesses & obligations que lesdits fix preudhommes ainzi eleuz feront tenus, en la dite ville, mandement & ressort, de bien & loyaument exercer les affaires d'iceulx avec [le] chastellain de Cervière ou son lieutenant, les preine & icelles face enregistrer ès papiers de fa court. Item, avons aussi octroïé & octroïons par ces presentes aux dits supplians, qu'ilz puissent & leur..... par les dits fix preudhommes ainzi eleuz, mettre sus & departir sur eulx pour les affaires des dites ville, mandement & ressort, present à ce l'un de nos officiers du dit lieu de Cervière, & par acte public, la somme de soixante livres tournois ou particulièrement une chacune marché de la dite ville, mandement & ressort, la somme de dix livres tournois & au dessous pour chacune fois qu'ilz verront estre expediant & necessaire; & que iceulx habitans soient contrains à paier les sommes à eulx imposées par toutes voies deues & raisonnables, & comme por noz propres deniers & affaires est acoustumé de faire. Et seront iceulx consulz [tenus] de rendre compte & reliqua aux dits habitans ou à ceulx qui seront commis, par devant l'un de nos dits officiers, des choses par eulx levées, traictées & administrées durant le temps de leur consulat, tout ainzi & par la forme & manière qu'il appartiendra par raison. Et donnons en mandement par ces mêmes presentes à nos amés & feaulx bailliy de Fourz, chastellain du dit lieu de Cervière, ou leurs lieutenans & chacun d'eulx,

ainsi comme à luy appartiendra que les dits supplians de nos prefens congié, licence, octroy & de tout le contenu en ces dites, presentes, ils facent, laissent & feuffrent joyr & user plainement & paisiblement par la maniere dessus dite sans leur faire donner, ne souffrir estre fait donné aucun destourbier ou empeschement au contraire. Car tel est nostre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & estable à toujours, nous avons fait mettre & apposer nostre seal. Donné en nostre Chastel de Molins, au mois de septembre, l'an de grâce mil quatre cens soixante feze. Par Monseigneur le Duc, nous les president des comptes & general des finances prefens. — Berry. (*Livre des compositions*, fol. 144. r^o).

PRIVILEGES DES VILLES DU BOURBONNOIS.

Les auteurs de la *Bibliothèque des coutumes* & les historiens du Bourbonnois mentionnent l'existence de plusieurs chartes de privilèges octroyés à certaines villes de cette province. Quelques-unes, notamment celles de Souvigny, de Marçillac, de Saint-Bonnet, de Lимоise, de Cuffet, n'ont pu être retrouvées ou sont encore inédites; d'autres ont paru dans l'*Ancien Bourbonnois*, celles de Montluçon, de Bourbon, de Cofine, de Bessay, de Moulins. Nous donnons de nouveau celles de Bourbon & de Montluçon d'après des originaux ou *Vidimus* plus anciens. Quant à la charte de Moulins, elle n'a été jusqu'à présent mise au jour que d'après un *Vidimus* de 1382. Nous publions pour la première fois son ancien texte d'après la charte de confirmation octroyée par Agnès, dame de Bourbon, en 1268. C'est aussi pour la première fois que nous publions les chartes de Gannat & de Charroux. Tous ces actes, comme l'on sait, sont en langue vulgaire. Leur découverte est d'autant plus importante qu'ils permettent de mieux fixer, sur un point déterminé, les limites géographiques de la langue d'oïl & de la langue d'oc, au moyen-âge. Qu'il nous soit permis d'exprimer encore toute notre reconnaissance envers M. le comte de Perigny, ministre de l'Intérieur. C'est grâce à sa haute & bienveillante intervention que nous ont été confiés les précieux manuscrits du P. André, déposés à la Bibliothèque de Besançon, qui renferment une copie des chartes de Moulins & de Charroux, ainsi que tant d'autres trésors inédits sur les anciens fiefs de Bourbon, & sur les ducs de Bourbon leurs successeurs.

L'Editeur.

Privilèges de Moulins. — 1232. — 1244. — 1257. — 1268 (1).

In nomine sancte & individue Trinitatis. Nos Agnès, dame de Borbon, jadis feme a noble baron Johan, fil a noble & sage Hugue, duc de Bergoigne, chivalier, veve dame en lial aage establie, faisons a favior a tout ceaus qui verunt cestes lestres, que nos avons veues & oies diligemment les

(1) Le texte primitif des privilèges de la ville de Moulins | jamais été publié jusqu'à ce jour. Claude Berruyer & Esnebe | concédés & confirmés, par plusieurs fiefs de Bourbon, n'avait | de Lauriere, dans leur *Bibliothèque des coutumes*, disent que

leffres a nostre chier ayeul Archimbaut, jadis seignor de Borbon, non mie corrupues en aucune maniere, mes faines & entieres en leffres & en seel, c'est a favior en tel maniere :

Gie Archimbaut, fies de Borbon, fais a favior a touz ceaus qui verrunt ces leffres que, cum mi borgeys & mi home de Molins me deussent, chacun an, taille, jeles ai franchiz & quittez de taille & de exaction, en tel maniere que il me sunt, chacun an, tenu doner & foudre, en la feste faint Michial, ou dedanz la quinzene, deux cenx livres de la monnee corant en la baronie de Borbon, & toutes les tailles que gie avoie dedanz les bornes qui sunt posees, serunt quittes por les deux cenx livres, sanz mes cens & mes autres costumes. — Et si gie mari ma fille, ou autres fies de Borbon, ou vaisoutre mer, ou fui pris de guerre, dum Deux me gart, il me sunt tenu aydier avenant, fenz force que gie lour puiche fere, ne contreindre a fere defavenant. — Et est a favior que il me doivent, chacunan, a lour charroyes, quinze toneaux de vin de moifon a Molins, de wit liues au plus loing de Molins. — Et par tantes foiz cum gie irai en ot po l'afere de la baronie de Borbon, il me sunt tenu a bailler quatre charettes fuffizantz, chacune a deux chivaux, a lour despens, & gie les doi tant tenir cum li oz durra ; & apres gie fui tenez a rendre les chivaux de la charete en celle valor que ils estoient quant il vindrent en mon servise. — Et ausi si gie vais en ot, gie puisse prendre les charettes de la ville, & lour fui tenez a doner, chacun jor, tant come elles serunt en mon servise, a chacune charete a un chival, son despens & quatre deniers, & a la charete a deux chivaux, ou a plus, son despens, & wit deniers, & foudre l'empirement des chivaux se il estoit fait en mon servise. — Et il me sunt tenu de moifre, ou mon comandement, en mes propres oz & en mes propres chivaugies, quant gie les en requeroie ou mes comandements. — Et nul home qui puiche doner pleg fuffiant de ester a droit, ou qui ait en la ville tant de tenemenz qu'il puiche monstrier qui habundeint a fere lou, droit, gie ne mes comandemens ne lou puisse prendre, ne tenir, fors por trois choses : c'est a favior por murte, por larecin & por rat, se ilestois pris en present forfait, ou se aucuns vient avant qui lou voille monstrier. — Et se il avient que aucuns fiere autre, a jor de marchié, ou en foire, de poin ou de paume, il est tenez rendre au seignor quinze fouz, & se il lou fiert d'autre chose, si cum de fust ou de pierre, il est tenez a rendre au seignor sexante fouz, & se il lou fiert d'armes esmolues, il doit payer trente livres ; & se il lou fiert a autre jor, il doit dou point ou de la paume, cine fouz & se il lou fiert des leiaus en sus que il i ait fane, il doit sexante fouz, & de qui en aval quinze fouz, sens fouz damage au feru selon les usages dou chastiaul qui ont esté ca en arriere. Et se il lou fiert de armes esmolue sus son cors defendant, si doit estre terminé selon le usage dou pays, la clamors montet vint deniers, & les payera cil qui aura tort. — Nus n'est tenu de fere amende si li plaintives venoit devant, se il n'avoit home mort, ou il n'est pris en la present melee. — Sil quapurerunt viande ou atraient en la ville ne porrunt estre pris ne arestés dedanz les bornes de la franchise, se il n'avoient fet son forfait por quoi il doivent estre arrestés, ou si li marchié de la ville ne lour estoit defenduz. — Gie ne porroit quoilir a nul marchié aveine fan si non cum li autre, fors que por douze marchiez chacun an, si me mestiers ; des quieux marchiés serunt li sis devant Noel & li autres sis apres Noel, & lors les prendrai sanz force fere, anfy come se un autre l'achatoit. — De dete & des plegierie cognue puet chacun gaiger fen se mesaire & fenz monstrier a la justisse. — Tuit cil qui voudrunt manoir en la franchise de la ville i porrunt venir & manoir & avoir la franchise de la ville,

Ion connoissoit de leur temps celles offroyes en 1217, 1218, 1219. « On pretend, ajoutent-ils, qu'il y a celle des costumes de la ville, franchise & banlieue de Moulins donnee en 1218 & confirmee par Agnes en 1260. » Les auteurs de l'*Actes Bourbons* ont cru que « le chartre d'affranchissement de Moulins » de 1212, la seule qu'ils citent, avoit entièrement disparu. « Elle a été détruite, sans doute, disent-ils, lors du pillage des Archives, en 1570, par ordre du seigneur de Thore, gouverneur de la ville, au nom du duc d'Angou, frere de Henri III. » A supposer que ce malheur ait eu lieu, il n'est point irreparable. Un original de la chartre de confirmation des privilèges de la même ville, donnée par Agnes, dame de Bourbon, en 1260, & qui renferme l'acte primitif de 1212 & les actes de confirmation de 1244 & 1257, fut communiqué au Pese

André, en mars 1769, par le sieur Boudier, avocat à Moulins. Le dit avant religieux en prit une copie qui fait partie de ses manuscrits conservés dans la Bibliothèque de Beaumont. C'est d'après cette copie qui nous a paru fidèle, que nous donnons notre texte. Cette chartre, dit le Pese André, dans une note, est « icelles d'un sceau pendant en cire verte, représentant ladite Agnes debout avec un grand manteau traînant, ousteu sur le poing gauche, un petit chien rampant, montant contre ledit manteau, vers ledit ousteu, & à droite, une coquille ; avec cette empreinte à l'envers. » *Sigillum Agnetis domine Burbon.* — Le P. André a lu de ce sceau un dessin à la plume qui est reproduit par l'habile crayon de M. André Sieyert & dont nous donnons la gravure.

L'Éditeur

faus mes homes de autres villes & les homes de mes fiez qui ni puent remanoir fans mon congié, & faus les homes monfegnor Raou Berchart. — Et ce acuns maint en la ville un an & un jor, fans requeste de feignor, il remanderoit en paiz si li fires n'elloit forspaisez. — Et ce acuns hons de mes fiez i venoit maindre & gie ne voullisse qui il i manlit, il porroit estre wit jorz en la ville, & au chie de wit jors, gie lou faroie conduire, por mon poer & por ma terre, celle part ou il voudroit aler. — Et fe acuns demandoit home de la ville que il fut sien de chief & de cors, li hons fe defendroit, fe il voloit, en la ville & fe il ne fe voloit defendre, il porroit requierre la franchise de la ville, & la franchise est cex que il poroit demorer en la ville quinze jors, &, apres les quinze jors, gie lou faroie conduire por ma terre & por mon poer, a bone foi, celle part ou il voudroit aler. — Il ne puent receptor nul de mes homes qui aient esté en ma terre alors que a Molins, ne ceaux qui i sunt ores eslagier en ma terre, ne ceaux qui i vendrunt ester avant que a Molins, fe il n'elloit por mon congié. — Et fe acuns fe plaint de aucuns home de la franchise, li ballis au fegnor li doit nummer trois jors dedans quatorze jors, & cil de cui l'en fe plaindra prendra louquel que il voudra des trois jors. — Se aucuns conquiert heretage dedanz la franchise & il lou tiegne en paiz un an & un jor, li heretages li remaindra en paiz, sau la costume au fegnor, fe li plaintis n'elloit forpaizé, ou en bail. — Cil qui ferunt ellit chacun an a fere la lieve & traitier los comunes beoignes de la ville sunt tenu por lou fairment a fere leaument la lieve & les autres comunes beoignes qui appertienent a la franchise & doivent jurer que il garderont leaument, a lour poer, les droitures & les costumes au fegnor en toutes chofes. — Se il convient gagier por la lieve de la ville, & aucuns i fit force, li chastelleins doit offer la force. — Quant li fires metra son bailli, cil baillis est tenu fere fairment de maintenir & de garder la franchise de la ville, a son poer, a bone foi. — Se gaige de bataille est donez, l'an fara a l'usage qui a avant esté. — Se aucuns achate fors de la porte, a jor de marchié, il doit sept fous & demi por l'amende, fe n'est buche, ou foins, ou paille, ou marrens a batir. — Li revencor de peyffon, dedanz les termes de la franchise, ne puent achater peyffon, fe os estant non ou l'an les fiaut vendre, &, s'il le fet, i paera sept fous & demi. — Les venanges foient accordés par devant lou comandement au fegnor & par lou conseil as borgeys, en tens avenant; & qui venangeroit avant, il doit sept fous. — Qui forfara as vignes, ne en vergiers, ne en ort, por fruit qui y soit, i paera cinc fous ou l'orcille. — Li porz qui fera trovez en vignes qui ne est pas venange puet estre ocis fans meffere si ne l'an puet mener; & fe il l'an puet mener, cil qui li pors fera li est tenuz a rendre trois fous & fe il l'ocit il aura moitié ou trois fous. — Li chiens qui i fera trovez fera oucis ou reanzé cinc fous, si n'est chiens frans. — Grosses bestes aumailles rendent chascune, avant venanges, douze deniers, &, après venanges, fis deniers. Cestes amendes ferunt au fegnor & li plaintis aura fon chatel. — Se aucuns de la franchise est pris por la dete au fegnor, ou por plaigerie que il est fet, li fires lou doit delivrer a son poer. — Cil qui s'en vouldra aler de la franchise s'en pourra aler franchement & porter toutes les fues chofes, sau les costumes de la ville randanz. — Cil qui vouldra entrer en la franchise payra au fegnor de entrée cinq fous, & douze deniers au bailli qui l'avocra. — Cors de home ne puet estre arrestez dedans la franchise por son dete, mais toutes ces chofes puet un prendre, neis la robe des la ceinture en fus, & a la requeste dou creour, il doit voidier la ville, ou il fera pris; & fe il a, en la ville de Molins, ou en ma terre, tenement, & il ne lou voullit vendre por fa dete payer, l'an lou porroit prendre & tenir tant que il eust vendu fon tenement por payer son dete. — Li fires doit avoir quarantes jors de creance a viandes s'il la requiert. — La monioie qui corra en la baronie de Borbon corfable corra a Molins, ne a autre monioie nus ne porra vendre ne achater puisqu'il fera defendu; & fe aucuns achatoit, ne vendoit a autre monioie, il payroit sept fous de un denier ou de plus duqu'à vint fous & entransi en celle meisme maniere de un denier duqu'à vint fous pa tant feices cum il i vendroit, ne achateroit, ou prendroit autre monioie defendue. — Cette franchise dure & s'estant dedanz les bornes que gie a monltré & fut posé por mon comendement, si cum li a droit porte de une borne a autre. — En ceste franchise ne sunt pas mis bailli de la ville, ne mis fergeant balliant de la ville, ne mis fergeant de mon ostel. — Icelle franchise, si come elle est contenue en ma chartre, & gie jure sur saintes cu-

vangilles a tenir & a garder a bien & a foi, a mon poer, & au tel sunt tenu a fere cil qui apres moi ferunt fegnor de Molins. Et por ce que ceste chose soit ferme & durable a tous jors, gie lour ai baillée ceste presente chartre feellée de mon feal. Actum anno Domini m^o cc^o xxx^o fecundo.

Derechié nos Agnes dite dame de Borbon avons veües & oies diligement & pervablement les lettres a nostre chier pere Archimbaut, jadis fegnor de Borbon, qui morut outre mer, non mie corumpues en aucune maniere, mes faines & entieres en leffres & en feal, c'est a favoir en tel maniere.

Gie Archimbaut, sire de Borbon, fais a favoir a tous ceaux qui verrunt ces leffres, que, cum mi borgeys & mi home de Molins me deuffeint, chacun an, duex cent livres de cens por la franchife, que mes fires, mes peres, lour avoit donée, gie celle duex cent livres acquittées perdurablement & quit en tel maniere que chacuns homes ou fames qui tendra feu & lou en la ville de Molins, ou fera de la franchife, me doit rendre, chacun an, fis souz de cens de la monoie courant en la baronie de Borbon : & ceste cens doit estre partie par mes clerz & par mon chastellein de Molins, & par son clert, & par un de mes fergeantz, & por quatre des borgeys de la ville, en tel maniere que li chastelleins & ses clerz & li fergeantz & li quatre borgeys doivent jurer fus saints evangiles, a partir ceste cens bien & leaument, en tel maniere que il doivent prendre les fis fouz par tous les leux ou il les pourront prendre avenamment ; & la ou il ne les pourront prendre avenamment, il doivent prendre, por lour ferment, des fis fouz jusque a duex fouz, c'est a favoir cinc fouz, ou quatre fouz, ou trois fouz, ou duex sous li moins ; & cest cens doit estre semoté par lou clert au chastellein ou a son comandement, a l'uitaine de là St-Martin de hyvers, ou lendemain ; & cil qui ne la payra, a l'un de ces duex jors qui sunt nummés, me doit trois fouz de amende. — Et de cinc femaines que gie avoit de ban, chacun an, a mon vin vendre en la ville, gie quit perdurablement l'une femaigne, & les quatre femaignes gie doit prendre ou mois de Aost, en tel maniere que nus ne doit, ne ne puet vendre vin en la ville, dedanz ces quatre femaignes, fors que lou mien. Et qui lou feroit, il poieroit, por chacune fois que il en feroit ateinz, vingt & cinq fouz d'amende. Et mes vins de cest ban ne puet estre venduz plus chier que vins a esté venduz en celle année en la ville. — Et ceste chose, toute & chacune par foi, & toutes les choses & les acorz qui sunt contenu as leffres mon fegnor mon pere, gie les ai promises a tenir & a garder a touz tens par mon fairement que gie ait fete fux faint evangile a ceaux borgeys de Molins & a ceaux qui apres ferunt en la ville de Molins. Et porceque ceste chose soit ferme & durable a tous jors, gie leur ait baillié ceste presente chartre feellée de mon feal. Et ce fut fait en l'an de l'encarnation nostre fegnor mil duex cens & quarante quatre, au mois de genvir.

Derechié nos Agnes, dite dame de Borbon, avons veües & oies diligement & perveablement les lettres a nostre chier frere Heude, fil lou duc de Borgoigne, jadis fegnor de Borbon, & a nostre chier ferror Maaut fa feme, jadis dame de Borbon, non mie corumpues en aucune maniere, mes faines & entieres en leffres & en feal, c'est a favoir en tel maniere :

Gie Hueudes, fiz lou duc de Borgoigne, fires de Borbon, & gie Maaz, dame de Borbon fa feme, faisons a favoir a tous ceaux qui verrunt ces presentes leffres que nos avons doné, qüité & oüroï perdurablement a nos frans homes, borgeys de Molins, residents en ladite ville & aus lour, tous les paages qu'il devoient, ne poient devoir ors & a touz jors, de toutes les marchandises que quelles soient qui menront, ne mener, ne conduire farant qui lour soient, ne ferunt, por la terre de nos baronies de Borbonoys & de Montluçon. — En fux que tout, nos voluns & oüroüins & de tout en tout conformons tous les usages & les acorz & les convenances, si cum fux contenues as chartres de la franchife de la dite ville de Molins, lesquex donnerent nostre ancessor, c'est a favoir nostres chier peres Archimbaut, fires de Borbon, qui morut au Coingnac, & nostres chier peres Archimbaut, fegnor de Borbon, qui morut outre mer. — Toutes ces choses devant dites nos avons jurées sur saintes evangiles a tenir & a garder perdurablement, toutes ensemble & chacune por foy, aus diz borgeys & a tous ceaux qui enpres aus ferunt borgeys residents en la dite ville de

Molins, & au tel sunt tenu a fere tuit cil qui, anpres nos, ferunt segnor de Borbon. Et porce que ceste chose foient fermes & estables, nous avons donés cestes lestres aus diz bourgeys de Molins & a lour seelées de nos feaux. Ce fut fait en l'an de l'incarnation nostre Segnor mil & duex cens cinquante & sept, au mois de juigné.

Derechief nos Agnes, dame de Borbon, jadiz seme a noble baron Johan, fil a noble & sage Hugue, duc de Borgoigne, chevalier, veve dame & nostre dame en leal aage establie, faisons a savoir a tous ceaux qui verront cestes lettres, que, por lou conseil de poudres homes & de fages de bone volonté, sachant & perveuement vouluns & oïtroiuns por nos & por ceaux qui vendrunt & ferunt apres nos, segnors ou dames de nostre ville de Molins sus Allier, que nos, ne cil qui vendrunt & ferunt deforenavant segnors ou dames de la dite ville de Molins, ne pouns ne devuns deforenavant, a nul tens, requierre, ne demander, ne faire requierre, ne demander por autrui, ne soffrir que autres requiert, ne demandet a nos bourgeys de Molins, ne as nos homes de la dite ville de Molins sur Alier, ne a lour subceffors, ne a ceaux qui apres aux vendrunt, ne il ne nos doivent, ne sunt tenu a doner, ne ayder nulle chose, por rien que aveigne, fors por trois cas tant solement, c'est a savoir : fe li fires ou la dame de la dite ville de Molins, marient leur fille, ou vont outre mer, ou sunt pris de guerre, dum Dex les gart ; & por ces trois cas, fen plus, i sunt tenu ayder & donner avenement, sans force que l'an lour en fasse, ne puisse fere, ne comander a fere defavenant.

Derechief nos, por nos & por tous ceaux qui ferunt deforenavant segnors ou dames de la dite ville de Molins, nous avons doné & oïroïé, & donons & oïroions, & volons que li divandit bourgeys & lour subceffors, & cil qui apres aux vendrunt, aient, teignent & portent franchement, perdurablement, les cens payant, toutes les choses que il, ou lour devanciers, ont conquises en queconque maniere en nos fiefs, ou en nos rere fiefz, ou en nos censs, jusques au jor que cestes lestres sunt donées. quelque part qu'elles foient conquises ou aient été conquises, & volons que cestes choses lour demorent franchement & en pais, les cens paient s'il y sunt, si cum il est dessus dit ; en tel maniere que, si li dits bourgeys ou leurs anceffors ont nulles choses conquises de nos fiefz ou de nos rere fiefz, ou de fiefz ou de rere fiefz a nos devanciers fires de Borbon, dont il ne doivent cens, ou costumes, ou homage a nos, ou a autrui, qui lo teigne de nos ou de nos avanciers seignors de Borbon, ils les doivent tenir & conoistre de nos, a nostre requeste en fief lige, sanz rachat, & lour quitoons por nos & por tous ceaux qui deforenavant ferunt segnors ou dames de la dite ville de Molins, ne puissions rien demander ne querre as devant diz bourgeys, ne a lour subceffors, ne a ceaux qui apres lour vendrunt por cestes trois choses princhement nommées, ne por autres choses fors que por les trois cas dessus nommées au commencement de cestes lettres ; ne il ne sunt tenu de ayder ne de doner, si come il est dessus dit, sau nos rentes & nos costumes, si cum elles sunt devifées as lestres a nos avanciers, fors tant que les duex cens livres qui sunt contenues as lestres a nostre chier ayol Archimbaud, jadiz segnor de Borbon, sunt quittes por la dite cense paient, si cum elle est devifée as lestres a nostre chier pere Archimbaud, jadiz segnor de Borbon. Et volons & oïroions & confermons toutes les convenances, tous les acorz, tous les usages & tous les privileges qui sunt contenu as lestres, lesquels donerent as devant diz bourgeys de Molins nostre anceffor, c'est a savoir nostre chier ayol Archimbaud, jadiz fires de Borbon, qui morut au Coingnac, & nos tres chiers peres Archimbaud, sire de Borbon, qui morut outre mer, & nostre chiere suers Mahaut & Hueudes, ses maris, fiz Hugues de Bergoigne. Et toutes ces choses, si cum elles sunt devant escriptes & nommées, toutes ensemble & chacune por soi, nous avons juré & jurons sur saintes euvangiles, & prometons, por lou dit fairment, a tenir & a garder perdurablement a tous tens, por nos & por tous ceaux qui deforenavant ferunt segnors ou dames de la dite ville de Molins, as diz bourgeys & a lour subceffors & a ceaux qui apres lour viendront, & que nos ne viendront encontre deforenavant ne por nos, ne por autrui, ne soffriront a nostre poer que autres viennent encontre. Et renoncions, por nostre fairment, quant a toutes cestes choses dessus nommées, a benefice de menor aage & especialement au droit qui dit : *donoisons ou promesses faites sans cause non valloir*, & a tout

usage & a toutes costumes de payz, & a toutes barres, & a toutes choses qui contre les choses defus nomées & escriptes nos ne porroient aydier, & as dis bourgeys ou au lour nuire. Et volons & comandons que tuit cil qui serunt feignors ou dames deforenavant de la dite ville de Molins, toutes les fois que li fires de la dite ville fe changera, fassent & soient tenu de fere lou fairement de garder toutes ces choses perdurablement, si cum il est defus dit. Et porceque toutes ces choses soient fermes & estables a touz jors perdurablement, nos avons donées cestes presentes lestres as dis bourgeys & a lour subceffors seellées de nostre seaul. Ce fut fait en l'an de l'incarnation de nostre Seignor, mil & duex cenx & sexante & wit, au mois de mai.

(Publié pour la première fois d'après une copie du Père André prise par lui sur l'original de la Charte de Confirmation donnée par Agnès, dame de Bourbon, en 1268.)

Privilèges de Gannat. — Novembre 1236 (1).

En nom du pere, du fil & du saint esperit. Je Archanbauz, fires de Bourbonnois, fais affavoir a tous ceulx qui font & feront & ces lettres verront, que je ay franchise ma ville de Gannat en ceste maniere que chefcuns bourgeois de la ville me doit rendre de franchise censive, chefcun an, six solz, ou cinq ou quatre, ou troys, ou deux, ou dix & huit deniers au moins, selon que chefcuns fera. Et ceste censive doit estre amefurée par quatre proudomes de la ville par leurs serement, lesqueulz li commons esliira entre eux; & li quatre faront la censive sanz auchoison de moy ne des bourgeois. — Et se aucuns bourgeois s'en veult aler & fere autre seigneur, il le peut faire poient six soubz, & li commons de la ville le devront conduyre alent & venant, se il le requiert, & luy & les sienes chouses que il laissera en la seignorie de la franchise feront a sa volenté a tenir ou a vendre, & il fera sanz bourgeois tant que il en ait guerpi. — La censive doit estre poiée a la saint Michiel ou a l'uytene, & si alors n'estoit poiée, je y ay trois soubz d'amende. — Se aucuns estranges homs veult entrer en la franchise de la ville, li chasteillains le doit recevoir, six solz poient, & li chasteillains doit appeler des prodomes de la ville quant il le reçoit, & des lors en avant il est tenuz pour franc bourgeois. — De clamour faicte doy avoir vint deniers d'amende; de chouse nyée & recognehue fans monstrement sept solz & demy; de chouse nyée & monstree par serement ou par bataille, soyfante solz; de sanc clamé & monstree, soixante solz. — Se l'en ne se plaint, ou l'en n'est pris en la presente meslée, je n'y ai rien. — A celluy qui est feruz ou sanc de sur les yeuz, quinze solz; deffos les yeux, sept solz & demy; de chefcune journée perdue deux deniers, & son mire poié. — Ne je puis prendre homme de la franchise, fors pour troys chouses: pour murtre & pour lairecin & pour seme efforcée, se elle se clame, & la clamour peut estre ataintée rasonablement. — Se aucuns est pris avecques feme mariée ou non mariée, se elle ne se plaint, jen'y ai rien, & se elle s'en plaint & ne puet monstree rasonablement je n'y ai rien. — Chefcuns bourgeois de la ville puet gaigier son ploige fans le chasteillain, & ne rendra ne requerra le gaige se il veust monstree sa plegerie, & il puet monstree par foy seul, & li autres l'en puet torner par gaige de bataille, c'est a entendre de ceulx qui font de la franchise, & puet gaigier son debte cogneu sans justice, & je n'y ay point d'amende; & qui gaige puet vendre son gaige quant il vindra a sept jour de receure. — Bourgois qui rescout a bourgeois, ou a son comant,

(1) Les auteurs de l'*Ancien Bourbonnois* ont cru que cette charte avoit été détruite. « Il ne nous reste encore de cette acte, disent-ils, qu'une date et un souvenir, le titre original, rédigé en langue vulgaire, étoit déposé dans les archives du château de Molins; il a été compris, comme tant d'autres, dans l'auto de fe révolutionnaire de 1793. » Il nous semble bien plus probable que, si l'original a été détruit ou perdu, cela a dû avoir lieu avant la confiscation des

archives du comte de Bourbon qui furent alors réunies aux archives de la Cour des Comptes de Paris, et non pendant la Révolution, époque où Molins ne possédaient dans la Chambre des Comptes que des archives domaniales. La copie que nous publions a été prise sur un *Vidimus* du mois de septembre 1561 qui étoit au nombre des titres de la maison duc de Bourbon & qui se trouve aujourd'hui dans les archives de l'Empire. L'Éditeur.

gaiges de ploierie cognehue, ou de debte cogneu, me doit sept folz & dymi de furplus. — De faux pois & de fausse mesure doy avoir foixante folz. — Se aucuns tient vigne, ou pré, ou maison, ou autre heritaige dedans la franchiſe de la ville, un an & un jour, sanz veance de droit, il ne doit puis respondre a aucuns fe il n'est forpeifez, ou en bailh, ou fors de eage. Ainz font les choutes fiennes por la franchiſe de la ville & je les luy doy garantir felon l'ufaige de la ville. — Se li chafteſellain, ou ſes commanz adjourne aucun bourgeois de la ville, il luy doit mettre jour de ſept ou de quatorze, & li bourgeois doit prendre lequel que il voudra. — Li oſſellier de la ville ne doyvent loyde de choufe que il vendent a leurs oſtelz. — Se aucuns bourgeois vent fon heritaige, je y ay le traſieme denier de vendes, & doze deniers de loiez, quelxque la vente ſoit de ce qui meult de moy, & je n'y puis retenir la vende ſi aucuns hons la vient retenir, & je n'y ai d'atande de retenir la vende fors que quatorze jours, & li hons y a d'atende quarente jours ſe il n'est forpaifez, & ſe il eſt forpaifez, en bail ou fors de cage & veut retenir la vende, il doit rendre l'amandement & lez miſes felon le ſerement de l'achaptcur. — D'anffraindre la choufe qui eſt criée par le chafteſellain & par le comun de la ville, je y ay ſept folz d'amende. — Qui eſt pris en ſorſſait de jourz, je y ay ſept folz, & ſe il eſt pris en ſorſſait de nuiz, je y ay foixante folz, c'eſt affavoir de vignes, de champs, de foins, de bois, de prez, & cilz qui le prent n'en fait point d'amande, ainz en doit eſtre creuz par fon ſerement. — Chascuns bourgeois de la ville puet, des landemain de la ſainct Jehan juſques a la Touz Sainz, aler ou il voudra faire ſon affaire, & fa feme & fa meſnée, & je & la franchiſe de la ville les devons garantir. — Bourgeois de la ville ne doit aucun domaigne en choufes que fa feme, ne fa meſnée fait, ſe il ne les veult garantir. — Se aucun eſt un an & un jour en la franchiſe de la ville en paiz, sanz reclamement d'aucun ſeigneur de chief & de corps, le fire ne le puet apeller des loiz en avant, ne il n'est tenuz de lui respondre. — Se li prodome de la ville veullent faire lieue ou commun, li vint le puehnt faire & lever sanz auchoiſon & sanz amande. — Qui trait couſtel en meſlée sanz ſerir, je y ay foixante folz, & ſe il en fier, je y ay fix livres, & ſe il en meur, il remaint en ma merci. — Bourgeois de la ville ne doit poier deſpens ne a moy ne a mon chafteſellain, ne a la partie contre qui il pleſſe. — Se aucuns deſſaut de jour je y ay ſept folz d'amende. — Nulz bourgeois n'eſt tenuz de foy aploigier vers moy, ne vers mon chafteſellain, pour nul ſorſſait, fors que por les troyz choufes devant nommées, ſe il en la ville de quoy il puiſſe faire emande de foixante folz, ou de fix livres por le compte du couſtel (1), c'eſt affavoir pour lareicin, por murtre & por feme eſſorée dont clamors ſeroit provée. — Si aucuns vient au marchié, il ne puet eſtre gaigez, ne ne doit par nulle choufe ſe il ne la faite ou marchié, ainz les conduit li marchiez en alant & venant, & qui le gaigeroit je y ay ſept folz d'amende. — Se aucuns hons eſtranges emportoit la laide, il la doit rendre & amende de ſept folz, & autreſſi li bourgeois de la ville ſe il en ſefoient retenue. — Se aucun des bourgeois fait aucun home venir en la ville por ſon debte eſſegner, la franchiſe le doit garantir en alant & venant & en demorant en la ville entre ceux de la franchiſe. — Se aucuns fier de poing ou de paume, je y ay ſept folz, & cilz qui eſt feruz deux folz. — De toutes choufes quelxquelles ſoient, ſe clamors en eſt faite ou non, ou il n'eſt pris en preſent ſorſſait, pais en puet eſtre faite entre les parties sanz moi & ſans mon chafteſellain, fors que de murtre, de larcin & de feme eſſorée; mes ſe clamors en eſt faite, ou il eſt pris en preſent ſorſſait, il doit l'amende ſi comme il eſt dit devant ſelon le fait. — Se aucuns doit a autrui, & il ne le veult poier, li chafteſellains doit bailhier l'eritaige a celluy que li debtes eſt, & cilz a qui eſt le debte doit faire crier par la ville qui plus donra en la choufe ſi l'aura, & ſe il ne treuve qui l'achapte il le doit retenir pour l'elgart de quatre prodomes de la ville, & il puevent faire leur elgart sanz auchoiſon, & cilz a qui eſtoit le heritaige le puet recouvrer dedans quarente jourz. Se aucuns eſtoit encheuz vers moy, li debtes ou la plegerie ſeroit aſſignée aus bourgeois cui il devoit ſon debte ou avoit mis en plaige, & le remanen ſeroit miens. — Et ſe aucuns eſtoit enchois pour l'une des troyz choufes devant dites je ne le pouroye retenir en la ville ſe par l'acort non de celluy qui li ſorſſait eſt faiz ou du plus près de ſon lignaige. — Li chafteſellains & li

(1) *Par le cop de coustel, charte de Charroux — Par le cop du coſſel, ch. de Montluçon*

communs de la ville doivent accorder les venanges de la ville, & je doy venanger troys jours avant celuy qui l'auront acourdé. — Et je ne doy par force acheter dedanz la franchise ne vin, ne raisins, ains achaptera qui voudra sanz auchoison; & se je voulois acheter quarante muis de vin en la ville, li bourgeois me doivent aidyer par chefcun sextier de deux deniers, & si je n'y achete, nyent. — En gaige tendu & a pleige, sanz les troys choufes & sanz roberie ay je foixante folz en gaige, & se li champions est vaincuz il me doit dix livres por toutes emandes. — Je doy avoir le charroy de la ville por mes affaires de la ville. — Li bourgeois de la ville font tenuz de moy siegre en la baronnie de Bourbonnois & en mes siefz, & en tout ce que je tiens & conqueray en mon chief, & en tout le befoing qui m'en viendrait. — Se je vouloye des hommes de la ville en garnison mestre, il y doivent remanoir a mes despens. — Li mariage seront fait a la coustume que il avoient devant. — Je doy moustrer mon droit par le chastelain & troys fergens de la ville, & chefcun vaudra un garent. Et se li chastellains, ou si fergent, ou li fergent baillival prenoit homme en present forffait, il fera creuz avant un prodome ou une profefeme de la ville, & il en font tenu de dire voir par leur serement. — Je, ne autre, ne puis prendre par la force dedans les fins de la ville rien, fors que tant que se je avoye mestier de roncín ou de charrete, le chastellains la doit querre aus bourgeois de la ville, & il lui doivent fere bailler le loyer poiant, & se les bestes empirent je suis tenu de rendre l'empirement a cellui qui la beste est par son serement fors mes droitures devant dites. — Je puis querre en la ville par quatre choufes, c'est assavoir quant mes filz fera chevalier, & quant je mariay ma fille, & se je alloye outre mer, & se je estoys pris de guerre, dont Dieux me gart. — En toutes les terres ou je avoye acoustumé a prendre cens de blé & taille, ay je odroyé que cilx qui tiendra la terre poie le cens du blé qui y est, & qui devra un sextier de froment de cens, poiera ou le sextier deux folz, ou le sextier de mestline, ou d'orge, ou d'avoine doze deniers, & atant font quitte de la taille. — Mes chastellains quelconques doit durer la franchise de la ville, & se aucuns hons vient en la ville, & autres qui ne seroit de la ville li demandoit nulle choufe, li bourgeois de la ville le doyvent deffendre aux communaux despens, & li bourgeois de la ville ne pohent recevoir en leur franchise nulz de mes hommes se par mon commandement non ou si par mariage non. — Les fins de la franchise de la ville font y telles : la premiere borne commence a la croiz de la court du disme, si comme s'en vint tout droit a l'arbre de Vauré, & di qui si comme en vint vré l'Aronour a l'arbre de Vor, & di qui s'en vint tout droit a l'arbre Varnin, & di qui si comme s'en vint l'arbre qui part le puy de Jayet & un puy de Gannat & s'en vint a Chassignoles, & di qui a l'estaing neuf & a Mauchanel, & di qui sur les vignes de Viallar & di qui es maisons des brous & se davalent le sentier de Lairiz & rement a la premiere croiz du disme. — Et est assavoir que se hom de fors de la ville plaidoit a homme de la franchise, li bourgeois le doivent deffendre de commun despens. — Toutes ces choufes qui sont nommées & en ceste chastre escriptes j'ay juré sur saintes euvangilles a garder & a tenir, & que ja encontre ne viendray par moy, ne par aucun, & mi successeur seigneur de la ville font tenu de jurer & de tenir de hoir en hoir ensuiant; ains par mon commandement li chastellains de Gannat jurera ice tenir, & veul que a toutes les fies que il y aura chastelain nouvel a Gannat, il jure ice meismes a la requesse des bourgeois, & li bourgeois font tenuz de jurer sur sainz que il mes dreictures me rendront & garderont, & que ne destorberont mes droictures & mes clauses, ne ce que doy en la ville. Celles choufes meismes jurent messire Oddes Trouffeboys, messire Raoulx Brechaiz, messire Hugues Bellepiece, messire Rougier de Gannat, messire Pierre de Chantelbert, Estienne Cellerier, mes fergens. Ice fu fait ou semistère Saint Jacques de Gannat en l'an del'incarnation de nostre seigneur mil deux cens trente & six ou moys de novembre.

(Publié pour la première fois d'après l'acte de confirmation donné par Louis II duc de Bourbon. le 24 septembre 1365. Archives de l'Empire, P. 1356, c. 194.)

En non du pere & dou filz & dou feint esperit, amen. Je Agnes filhe jadis & hoirs a noble feigneur monseigneur Archinbaut jadis feigneur de Bourbon & de Montluçon mort, dame d'iceux meismes lieux, veve, de mon poer & de parloit eage & en bonne memoere eflanz, saiz assavoir a touz ceulx qui [font] & qui seront & qui cestes lettres verront, que je otroie, loue, veuil & conserme le privilege donné cey en ariere de mon devant dit pere a la ville de Montluçon & tous les habitants en ycelle ville prefenz & avenir, fait & octroïé sur la franchife & sur les autres libertez, immunitez de la dicte ville de Montluçon, liquex privilege est tex de mot a mot comme il vient après.

En non dou pere & dou filz & dou S. Esperit, Je Archinbaut sire de Bourbon & de Montluçon fais assavoir a touz ceulx qui font & seront & ces lettres verront, que je ay franchise ma ville de Montluçon en ceste maniere que chascuns bourgeois de la ville me doit rendre de franche censive chascun ain vi foubz, ou v, ou iiii, ou iii, ou deux, ou xviii deniers au moins, segont ce que chascun fera. Et ceste censive doit estre amefurée par quatre prodomes de la ville par leur ferelement, les quex li communs eslira entre eux. Et li quatre seront la censive senz acheïfon de moy, ne de mon chastelein, ne des bourgeois. — Et se aucuns bourgeois s'en veust aler & fere autre feigneur, il le puet fere païant vi foubz; & je, & li communs de la ville, & li chasteleins le devons conduire alant & venant, se il les requiert, & luy & les fous chofes. — Et celles chofes qu'il lelera en la feignorie de la franchife seront a sa volunté a tenir, ou a vendre, & il fera frant bourgeois tant qu'il ait deguerpi. — La censive doit estre païée a la feint Michel ou a l'uitave, & si lors n'estoit païée je i ay iii foubz d'amende chascun d'iceux qui me la paieront. — Si aucuns estranges homs veust entrer en la franchife de la ville, li chasteleins le doit recevoir, vi foubz païant; li chasteleins doit apeller des prodomes de la ville quant il le reçoit, & de lors en avant il est tenuz pour franc bourgeois. — De clamor faite doy avoir xii deniers d'amende sur celi qui aura le tort; de choufe niée & recogneue sanz mostrement, sept foubz & demi; de choufe niée & mostree par ferelement, ou par bataille, ix foubz; de sanc clamé & mostre ix foubz; se il ne s'en plaint, je ni ay rien; a celi qui est feruz sur les yeux xv foubz & defouz vii foubz & demi; de chascune journée perdue ii deniers & son mire païé. — Ne je ne puis prendre homme ne fame de la franchife fors par troys choufes, par murtre, par laiourcin & par fame forcée, se elle s'en clame, & la clamor puet estre atteinte rayfonablement. — Se aucuns est pris au fame mariée, ou non mariée, se elle, ou li mariz ne s'en plaint, je ni ay riens; se elle se plaint & ne pueist monstrier rayfonablement, je ni ay riens; & je, ne li chasteleins, ne li feigneur ne pons forcier ne l'ome ne la fame qui s'en clamet s'il ne volunt. — Chascuns bourgeois de la ville puet gager son plege senz le chastelein, ne ne rendra, ne ne recevra le gage se il veust monstrier sa plegerie, & il puet moftrer par soy seul, & li autres l'en puet tourner par gage de bataille, c'est a entendre de ceulx qui sont de la franchife; & puet gager son debte cogneu sanz justice, & je ni ay point d'amende; & qui gaget doit tenir le gage sept jourz, & puef le puot vandre s'il veust, a sept jourz de conue. — Bourgeois qui restout (2) a bourgeois ou a son commant gages de plegerie cogneue, ou de debte cogneue, me doit sept fouz & demi d'amende sanz plus. — De faux pois & de fausse mesure doy avoir ix fouz. — Se aucuns tient vigne, ou pré, ou maison, ou autre heritage dedanz la franchife un ain & un jour, sanz veance de droit, il ne en doit plus rendre a aucun se il n'est forpaïffés, en

(1) Cette chartre a été publiée pour la première fois dans l'*Ancien Bourbonnais*, mais d'une manière peu correcte, & sans indication aucune de la nature du titre auquel elle a été empruntée. La copie que nous donnons a été prise sur l'original de la chartre de confirma-

tion déposé aux Archives de l'Empire, Titres des Ducs de Bourbon.
l'Éditeur.

(2) Chartre de Gannat : *Refout*.

baill, ou fors d'age. Ainz font les choffes faites pour la franchise de la ville, & je les li doy garentir felon l'usage de la ville. — Si li chasteleyn ou si commanz ajournet aucun bourgeois de la ville, il li doit metre jour de sept ou de quatorze dedanz la franchise, la premiere faiz, & li bourgeois doit prendre le quel qu'il voudra. — Se aucuns bourgeois vent son heritage, li hers y a de atendue quinze jours, s'il n'est forpaiffez, ou en baill, ou fors d'age; & se il veult recouvrer la vante il doit rendre l'amendement ou ferement de l'acheteur. — De fraindre la choffe qui est crieé par li chasteleyn, ou par le commun de la ville, je y ay sept fouz d'amende. — Qui est pris en forfait de jour, je y ay sept fouz, & se il est pris en forfait de nuit, je y ay sexante fouz, c'est assavoir de vignes, de champs, de fruit, de bois, de prez; & cil qui le prant ne font pas amende, ainz doit estre creuz par son ferement. — Chascun bourgeois de la ville puet, dès l'endemain de la S. Jehan juques a la touz feinz, aler la ou il voudra fere son afere, & fa fame & fa meisme, & je & la franchise de la ville le devons garentir juques a droit, en bonne foy, aus usages & au coustumes du pais. — Bourgeois de la ville ne doit avoir damage en choffe que fa fame, ne fa meisme facent, se il ne les veult garentir. — Se aucuns est un ain & un jour en la franchise de la ville en paiz sanz reclament d'aucun seigneur de chiep & de cors, li sires li n puet appeler de lors en avant, ne il n'est tenuz de li repondre. — Se li prodomes de la ville volent fere lieve ou commune, li doze la puent fere & Jever sanz achoison & sanz amende. — Qui trait costel en meslée sanz ferir, je y ay sexante fouz, & se il en fiert, je y ay six livres, & se il en meurt, il remaint en ma mercy. — Bourgeois de la ville ne doit paier despens ne a moy ne a mon chasteleyn, ne a la partie contre cui il pleidoie. — Si aucuns deffaute de jour, je y ay sept fouz. — Nulz bourgeois n'est tenuz de foy apleger vers moy, ne vers mon chasteleyn per nul forfait, fors per les trois choffes devant nommées, se il ha en la ville de quoy il puisse fere amende de sexante fouz ou de six livres por le cop du costel, c'est assavoir per larroucin, ou per murtre, ou per fame forcée don clamor soit prouvée. — Se aucuns vient au marché, ou a la foere, il ne peut estre gagé, ne ne doit per nulle choffe, se il ne l'a fait au marché, ou li marchez li est deffendus, ainz li conduit li marchez & la foere, en alant & en venant; & qui le gageroit je ay sept fouz d'amende. — Se aucuns hons estrange enportoit la leide il la doit rendre & amender sept fouz, & augment li bourgeois. — Nuls bourgeois de la ville ne doit leide de son gaignage, fors de blé, se il le revert, ne d'autres choffes. — Se aucuns bourgeois de la ville fait aucun homme venir enseigner son dette, la franchise li doit garentir en alant & en venant & ou demorant contre ceux de la franchise. — Se aucuns hons porte attrait en la ville ou l'en trait, nuls ne le puet gager per autrui dette, fors que per le sien, ou per plegerie se il l'avoit faite. — Se aucuns fiert dou poing, je y ai trois fouz & demi, & de la paume, je y ay cinq fouz; de toutes choffes quelles queles soient, se clamors en hait faite ou non, houc il est pris ou present forfait, paiz en puet estre faite sanz moy & sanz mon chasteleyn, fors que de murtre, ou de laroucin, ou de fame forcée; mes si clamors en hait faite, ou il est pris ou present forfait, il me doit l'amende si comme devant est dit selon le fait. — Se aucuns doit a autri, & ne le veult poier, li chasteleins doit bailler le heritage a celi a qui li debtes est, & cil cui li debtes est doit faire crier par la ville qui plus y donra en la choffe, si l'aura, & se il ne trouveit qui l'achapte, il la doit retenir per l'afgart a quatre prodomes de la ville, & il puent faire leur afgart sanz acheison; & cil cui estoit li heritages le puet recouvrer dedanz xl jours. — Et si aucuns estoit encheuz ver moy, li debtes ou la plegerie seroit en saisme es bourgeois cui il devoit son dette, ou auroit mis en plege, & li remaingnantz seroit miens. Et se aucuns hons estoit encheuz, per une des trois choffes devant dictes, je ne le porroie retenir en la ville se par l'acort non de celluy qui li forfait est faiz, ou dou plus près de son lignage. — Je n'é point de ban de vandre, ne d'echaper ne blé, ne vin, a nul temps, dedanz la franchise. — Li communs de la ville devont acorder les venanges de la ville & devont fere assavoir au chasteleyn le jour de venanger, & je doy venanger trois jours avant celi jour que il aront accordé, & se je ne le faisoie il porrient venanger au jour qu'il avent establi; & nuls gapefers n'edoit aler aus vignes jusques li communs a fait crier qu'il courent; que se il estoient trovez, li chasteleins en doit lever per moy vii fouz, & cil qui les trovera le puet prandre sanz amende & rendre au chasteleyn.

lein. — Et je ne doy achapter dedanz la franchife ne vins, ne raifins par force, ainz achaptera qui voudra sanz achefon. — En gage tendu & a plege, sanz les trois choffes & sanz roberie, ay je ix fouz au gage. & si fes champion est vencuz il me doit xl livres per toutes amendes. — Cil de la franchife font tenuz de moy siegre en la baronie de Bourbon & de Monluçon. — Li mariage feront saiz & tenuz a la coustume que il estoit devant, & je ne me doy entremettre. — Je monteray mon droit par mon chastellein & par deux fergens, & chafcuns vaudra un garant. Et si li chastelleins ou mi fergens bailliaus prenant homme en prefant forfait, il en devant estre crehuz avec (1) un prodome ou unc prodefame de la ville par leur ferement. — Je ne puis riens querre en la ville forz per quatre choffes, c'est assavoir quant mon filz fera chevalier, ou quant je marieré ma filhe, ou fe je aloie oultre mer, ou si je estoie pris en guerre, dont Dieux me gart; & per chafcune de ces quatre choffes il me font tenuz de donner quatre livres (2) de la monoie qui coureit ou pais, & je n'y porroie plus prandre fe il n'estoit par leur volunté. — Si aucuns hons de fors la franchife pledoie a aucun de la franchife, li bourgeois li devonoit deffandre aus communs despens juques a droit. — Je ne puis fere force a nul bourgeois de la franchife, ne ne me doy entremettre ne mon chastelleins de riens. — Que nul Juis prest a nul de la franchife, mes li Juis, se il ha son gage, il le puet mener, ou poutre, ou vendre a l'usage de la ville. — Et l'an ne puet pas engager son heritage, fors chose movable, & toutes les teneures que il tenent dedanz la franchife je leur otroie, paient les cenx & les coustumes que les terres devonoit. — Si je voloie des viandes de la ville, il les me devonoit vendre & doner a l'esgart de quatre prodomes de la ville, & je en doy avoir creance xl jourz. — Se une fame avoit an sanz de deux mariz, ou de trois, ou de plus, ou uns hons de deux fames, ou de trois ou de plus, li an sanz prandront es choses chascun autant li uns comme l'autre, comme li autres, des choses qui leur devonoit avenir; & ce est a entendre de ceux de la franchife. — Et si [a] aucuns des bourgeois de la ville estoit par mariage ou par heritage aucune chose eschoete par toute ma terre, il le puet tenir & porter ausi comme la foe; mes si la terre est de servicee il en rendront la service que la terre doit. — Je, & my hoir chascun quant fera fires nouveaux, devons jurer sur seinz evungiles a tenir & deffendre toutes les choses devant dictes, & tuit li chastellein & li prevost de la ville se aucuns en y avoit, & li chevaliers de la chastellenie & leur hoir, quant li peres morront. — Toutes ces choses, si comme elles font devant dictes, je ay juré a tenir & garder, & Guillaume mes freres & mi ami & mi hommé, c'est assavoir messires Rogier de la Palice, & messires Guillaume de la Rochenemon, & messires Franz de Vanieres, messires Helies de S. Furjol, messires Rogiers de Monluçon, & mi sergent, c'est assavoir : Gui de la Fare, chastelleins de Monluçon, Remons & Guillaume Augers chastellein de Horicon. Et toutes cestes choses ma tres chere dame ma mere voffit, loua & otroia & jura a tenir. Et que ceste chose soit ferme & estable a touz jourz, & je & elle avons cestes lettres données aus bourgeois de Monluçon & sceillées de nos scaux. Ce fu fait l'an de l'Incarnation mil deux cens & quarante deux, au moys de decembre, la voilhe de la S. Michel d'iver.

Je devant dicte dame de Bourbon & de Monluçon, dou bon conseil de mes amis recognois, promete & declare, veuill & otroie, command & confirme de mon pooir & de ma auctorité la devant dicte franchife. Et promet & jure par mon ferement sur les seinz evungiles donné que je, ne pour moy, ne pour autrui, ne affiaieray a venir des hores en avant en nulle maniere contre les choses contenues au devant dit privilege mon pere, ne contre aucunes de icelles, ne contre les autres choses que je ay dessus otroiées & confirmées. ainz les devant dictes choses par moy otroiées & confirmées & le dit privilege tout emfianble, & chascun per foy fermement & establement par mon devant dit ferement promet & jure a tenir, garder & complir, & fere garder, & aconplir, & tenir par moy & par mes hers, & a mes hoirs, & a mon bailhif, & a mon chastellein, & a mon prevost, qui que soient bailhif, chastellein & prevost de Monluçon, & veull & command que quant tost il feront

(1) Charte de Gonnat. 4102, mot qui retablit le véritable sens. — (2) La chartre de Charroux porte *deuxvingt livres*.

establi chafellein & prevost en la ville de Monluçon & en la feignorie que il soient tenu de fere le seurement de garder & de tenir les devant dictes choses si comme je l'ay juré a tenir. Et a ce que les devant dictes choses soient fermes & estables, je donne & otroie auz diz bourgeois ces prefens lettres & a leur hoirs & a leur fuceffeur, les quieux je ay fait sceller de mon seel ou tesmoing de verité. Ce fu fait l'an de l'incarnation nostre Seigneur mil deux cens soixante & sept, au mois de marz, le lundi après les huitaves de la feste S. Mathias apostre.

(Publié d'après l'original de la chartre de confirmation déposé aux archives de l'Empire, P. 1357^o, c. 351. Invent. Lhuillier.)

Privilèges de Charroux. — 1245 (1).

En nom dou pere & dou fil & dou saint Esperit, Je, Archembaut, fies de Borbon, fois afaire a ceus qui font & feront, & cex lettres verront, que je ai franchie ma vile de Charroux en cele maniere que chascuns borjois de la vile me doit rendre de franchiz censives, chascuns an, fiz fous, ou cinc, o quatre, o trois, o deus, ou diez vit deniez au moins, segunt ce que chascun ferat, & ceste censive duet estre amesurée por quatre prodomes de la vile per lor seirement, lesquels avant li cominaus esliira entre aus & per mes clers, & per mon chatelan & per mon prevost, & cil faront la censive fenz achoison de moi; & tuit cil paeront fis fous quiles porront paer avenantment per lor seirement de cens. — Et si aucuns borjois s'en vuet aler & faire autre feignor, il le pue faire paiant fis fous qui font mien, & je & li comuns de la vile, & li chatelins, & li prevost lo devons condure, s'il lo requiert, alant & venant & lui & ses fies choses; & celes choses qu'il laiffera en la feignorie de la franchise feront a sa volenté a tenir, o a vendre, & il fera francs borjois tant qu'il ait guerpi. — La censive doit estre païée a la feste saint Martin d'iver ou a vitene (2), & si lors n'estoit païée, je i ai trois fous d'amende for celui qui ne les rendrois. — Si aucuns estranges hom vueut estre de la franchise de la vile, li prevost de la vile le doit recevoir, fis fous paient qui font mien, & li prevost de la vile doit apeler des prodomes de la vile, quant il lo reçoit, & de lors en avant il est tenuz por franc borjois. — De clamor faite doit avoir li prevost doze deniers for celui qui aura tort. — De chofa neea & mostrée por fairement, o por batalhe, doit avoir seïfante fous. — De chofa neea & reconua fens motrament set fous & demi. — De sanc clamé & montré, seïfante fous; s'il ne s'en plaint, je ni ai rien. — A celui qui est feruz sus les uels, quinze fous, & de foz, set fous & demi; de chascune journée perdue, dos deniers & son mire païé. — Ne je ne puis prendre home ne feme de la franchise fors que por quatre choses, por murtre, por larroncin, por feme forecée, si ele se clame & la clamors puet estre atainté raisonablement, & por rat. — Je, ne li

(1) Suivant Claude Berthoulet & Eschete de Lamoignon (*Bibliothèque des rois de France*, t. 6, p. 93), « la plus ancienne chartre de privilèges dont on ait eu parler est celle accordée à la ville de Charroux par Archambault de Bourbon, 1311^e du nom, en 1245, mais, ajoutent-ils, on ne fait ni elle est. Il nous semble douteux que cette chartre ait jamais existé, nous pensons qu'il y a erreur de date & que les auteurs de la *Bibliothèque des rois de France* ont voulu parler de la chartre originale de 1245, que nous publions pour la première fois. Cette chartre, en effet, ne confirme pas une chartre primitive, & Archambault IX, dès le début de l'acte, dit expressément : « Je, 6^e, fies de Borbon, fois afaire a ceus qui font & feront & ces lettres verront que je ai franchie ma vile de Charroux en cele maniere, &c. » Les auteurs de l'*Assez des Bourbons* ont eu entre les mains une copie de cette chartre de 1245, mais ils n'ont pas jugé à propos de l'insérer dans cet ouvrage, peut-être parce qu'elle ne leur avait pas semblé

avoir existé. La copie que nous donnons reproduit littéralement celle qui se trouve dans les manuscrits de Pierre André appartenant à la Bibliothèque de Bonaparte. Le Père André a écrit en l'original sous les yeux, c'est ce qui résulte du titre qu'il a mis en tête de sa copie : « *Titres de la franchise de Charroux, ainsi que l'original en est par parchemin en deux colonnes, communiqué par M. Moreau, conseiller au Parlement de Moulins, le 6 avril 1679.* » Il existe aux archives de l'Empire des lettres de Vidimus de cette même chartre données par Jean II, duc de Bourbon, en 1436. L'écriture de ce titre est effacée en plusieurs endroits & une partie du parchemin est emportée. Cependant les nombreux passages qui subsistent en, core nous ont permis de constater que le texte primitif n'a pas été respecté & qu'il a subi quelques-unes des transformations de notre langue au XV^e siècle.

1. Édition.

(2) Vidimus : Litane.

prevoz, ne li chatelains ne pooms home ne feme forcer qu'il fe elament, s'il ne volent. — Chacuns borjois de la vile pues guatgier fa pleige fenz lo prevost & fenz lo chastelain, & no rendra, ne recouvrera le guatge s'il vuet mostrer fa plegerie, & il la pues mostrer por foz fol, & li autres l'en puet tourner por gatge de batalhe, co est a entendre de ceaus qui font de la franchise; & puet gatger por fon dette coneu fens iustise, & je ni ai point d'amende; & qui gatge, doi tenir le gatge fet jors & puis lo por vendre, s'il vuet, a fet jors de eoure (1). — Borjois qui rescort (2) a borjois gatge ou a fon comant, de plegerie conceue, ou de dete coneu, il me doit fet fouz & demi fen plus. — De faus poix & de fausse mesure doi avoir seifante fouz. — Si aucuns borjois tien vieigne, o pré, o meifon, o autre eritage dedent la franchise de la vile, un an & un jors, fen vancee de droit, il ne doit puis respondre (3) aucun s'il n'est fors paifiez, ou en bail, ou fors d'aatge. An (3) font les chofes fies (4) por la franchise de la vile, je les li doi garentir segont l'usage de la vile. — Si li prevost, ou li chatelains, ou lor comant, ajournent aucun borjois de la vile, il li devient mettre jor de fet, o de quatorze, dedenz la franchise, & il prendra le quel il vodra. — Si aucuns borjois vent fon heritage, li ers ni a d'atendue que quinze jors, s'il n'est fors paifiez, ou en bail, ou fors d'aage, & s'il vuet recouvrer la venda, il doit rendre l'amendement ou seirement de l'acheteur. — D'enfreindre chofe qui est criée por lo prevost, ou por lo chastelain, & por lo comun de la vile, je i ai fet fous d'amende, mes li comuns ne puet rien crier, fen lo chastelain ou fen lo prevost. — Qui est pris en forfait de jors, je i ai fet fouz, & s'il est pris en forfait de nuit, je i ai seifante fouz, co est à favior de veignes, de champs, de bois, de fruit, de prez; & cil qui lo prent n'en fait point d'amende, ains est creu por fon furement. — Chacuns borjois de la vile pues, des lendement de la fainnt Joan jufques a la tos fainz, aler la o il vodra faire fon affaire, & fa feme & fa mainie, & je a la franchise de la vile lo devons garentir en bonne foi jufque a droit, aus ufages & aus costumes do pais. — Borjois de la vile ne doit avoir damage en chofe que fa feme ne fa mainie face, s'il ne les vuet garentir. — Si aucuns est en la franchise de la vile un an & un jor en pais, sent reclamation d'aucun feignor de chief & de cors, li fies ne les puet apeler de lors en avant, & il n'est tenu de lui respondre fi li fies n'estoit fors paifiez. — Si li borjois de la vile vuelent faire leve ou comun, li doze la puent faire fens achoifon & fenz amende. — Qui tient (5) cotel en melda fenz ferir, je i ai seifante fous, & s'il en fiert, je i ai fis livres, & s'il en muert, il remain en ma merci. — Borjois de la vile ne doet paier despens ne a moi, ne a mon chatelains, ne au prevost, ne a la partie contre qui il pleidie. — Se aucuns defaut de jor, je i ai fet fouz. — Nul borjois n'est tenuz de foi apleger vers moi, ne vers mon chatelain, ne vers mon prevost, por nul forfait, fors que por les quatre chofes devant nommées, s'il a en la vile de quoy il puisse faire l'amende de seifante fouz, ou de fis livres por le cop de coutel, co est a faver por larroncin, o por murtre, ou por feme forcée dont clamors feroit provea, o por rat. — Si aucuns vient ou marchié, ou en la foieire, il ne peut estre gatgé o marchié, fi il n'en fait lo fait ou marchié, ou en la foieire, en n'alant & venant, & qui lo gatgeret, je i ai fet fouz d'amende. — Si aucuns home efranges enporta la leda, il la doi rendre & amander fet fous. — Nul borjois de la vile ne doit lede. — Si aucuns borjois de la vile fait aucun home venir por fon dete effegner (6), la franchise lo doet garentir en alant & en venant & en demorant entre ceaus de la franchifa. — Si aucuns hon porte atrait (7) en la vile, ou l'en trait, nus ne lo doit gatger por autrui detes, fors que por lo fien, o por plegerie, fi il l'avoit faite. — Si aucuns fiert de poing, je i ai treis fouz & un denier, & fi il fiert de pame, je i ai cinc fouz. — D'autres chofes qu'elles foient, fi clamors en est faite ou non, ou il n'est pris en present forfait, paiz en puet estre faite fenz moi, & fenz mon chatelain, & fenz mon prevost, fors que de murtre, ou de larroncin, ou de feme forcée, ou de rat. Mes fi clamors en est fete, o il est pris en present forfait, il me doit l'amende, fi cum il est devant dit, segunt lo fait. — Si aucuns doit a l'autre & ne lo vuet poer, li prevost, ou li chastelains doit bailler l'eritage a celui cui li dete elft, [&

(1) *Vidimus* : de contre. Di receure, ch. de Gannat. — (2) *Ibid.* : reboit. — (3) *Ibid.* : En. — (4) *Ibid.* : fuisse. — (5) *Vidimus* :

trait. — (6) *Esfegnuer*, charte de Montluçon. — (7) *Ibid.* : port ce atrait.

cil cui li debtes est (1)] doit faire crier per la vile qui plus donra en la chofe, si l'auvra, & s'il no treve qui l'achat, il la puet retenir per l'esguart de quatre prodomes de la vile & il poent faire l'esguart sans achaeon, & cil cui estoit l'eritage la puet recouvrer dedenz quarante jors. — Et si aucuns estoit encheulz (2) vers moi, li dete ou la plegerie feroit effeuee (3) au borjois cui li devoit fon dete, ou auroit mis en plegerie, & la prendroit avant mon dete, si je l'avoie, & li borjois après, & li remenant feroit miens por lo forfait. — Et si aucuns estoit encheulz (4) por una des quatre chofes devant dites, je nel porroie retenir en la vile se por l'acordanz ou non de celui cui li forfait est fait, ou dou plus près de son lignatge. Je ni ait point de ban de vendre ne d'acheter ne blé, ne vin a nul tens dedanz la franchife. — Li comunz de la vile devient acorder les vendenges de la vile & devient faire afavoir au prevost ou au chatelain lo jors de les vendenges, & je dois vendenger trois jorz avant celui jor qu'il aurant acordé, & si je ne faoie, il porrent vendenger dedenz les bandées (5), & nus grapeteres ne doit aler en vignes jusque li comunz eit fait crier que il corrent. Que s'il erent trovez, li prevost o li chatelain en devient lever les fouz (6), & cil qui lo trovera lo puet prendre fenz amendes & fenz rendre (7) au prevost, o au chatelain. — Et je ne doi acheter dedenz la franchife ne vin, ne raisins por force, ans achatai qui vodra fenz achondire (8). — En gage tendu & a plege, fenz les quatre chofes & sanz robaria, je i ai feiffante fouz au gatge; & si ha batalhe & feria, je ne puis avoir de celui qui fera vencuz plus de dix livres per totes amendes, fors que por les cinc chofes devant dites : co est a favior por murtre, por larrocin, por traifons, por rat & por raubaria; de los que cinc chofes, cil qui fera vencuz & foz chofes feront en ma merci. — Cil de la franchife de la vile ne font tenu de moi figre fors que en la baronia de Borboneis & de Monlconeis. — Li mariage feront fait & tenu a la costume qu'il erent devant, & je ne m'en doit entrametre. — Je motrai mon droit per mon prevost ou per mon chatelain, ou per deuz ferjanz, & chacuns vaudra un garent. — Et si nus prevost ou li chatelain, o nus ferjanz baillivals prenent homes en present forze, il en doivent estre creu avec (9) un prodome, o une prodecme de la vile, por lor fariment. — Je ne puis rien querre en la vile fors que por quatre chofes : co est a favior cum je, o mes fils feront chavaliers, o quant je maridara ma filhe, o si je aloie outre mer, o si je estois pris de guerre, don Dies me gart, & por chacune de cez quatre chofes, il me font tenu doner dos cenx livres de la monée qui corroit au pais, & je ni porroie plus prendre se ce n'estoit por lor volenté. — Si hom de fors la franchife plaidoit [a] (10) aucun & denz la franchife, li borjois de la vile lo devient defendre au cuminau despens jusqu'à droit. — Je ne puis faire force a nul borjois de la franchife, ne m'en dois entrametre, ne mes chatelains, ne mes prevost, de rien. — Que nus Juis prest a nul de la franchife, mes li Juis, s'il a son gatge, il l'en puet mener, o porter, o vendre a l'ufatge de la vile, & l'en ne li puet pas engatger fon eretage fors chofe motble. — Toz les tenement que li borjois ont dedent la franchife, je lor auroit paient le cens & les costumes que les terres divent. — Si aucuns borjois de la vile echaie (11) por mariage, o por heritage, aucune echaite per tota ma terre, il la puet tenir & porter si cum la foe, mes si la terre est de serville, i la rendra lo servile que la terra doit. — Si una feme avoit enfans de dos maris, o de trois, o de plus, o uns hom de doos femes, o de trois, o de plus, li enfant prendront autant, li un come li autre, des chofes qui lor divent avenir, co est a entendre de ceaus de la franchife. — Et si je voloe de viandes de la vile, il les me divent vendre & doner por egart de quatre prodomes de la vile & je en dois avoir creansa quaranta jors. — Li borjois de la vile devient faire aporer mes cenx de froment & d'avina a mon graner dedenz la vile, & il me nier devient mesurer & raire a la quarta ferrée de mon graner, & je ne puis faire reitre la quartre, & por ce que ele ne soit creüe ni changea, je voil & comant que il faefan una quarta de perre qui fet

(1) Les mots entre crochets ont été omis dans la copie du P. André. Nous les avons restitués d'après une disposition littéraire identique de la chartre de Montluçon.

(2) Chartre de Montluçon : encheulz.

(3) *Ibid.* : feroit en failine. — Ch. de Gannat : feroit assignee.

(4) *Ibid.* : encheulz. — Chartre de Gannat : encheus.

(5) Au jour qu' avient establi Chartre de Montluçon.

(6) VII fenz, ch. de Montluçon.

(7) *Ibid.* : & rendre.

(8) *Ibid.* : sans achaeon.

(9) Chartre de Gannat. Avant, mot qui restitue le vrai sens de la phrase.

(10) A aucun, chartre de Montluçon.

(11) Eteit, chartre de Montluçon.

ajutée a cela de mon graner & fait deforenavant devant lo moflier de la vile. — Et je lor autroi les terres de la franchife au cens & au coftumes qu'elles avoient efté ancianament fenz parchier & fenz croître cenz, mes il me devont faire valer lo cenz de la vile finquanta mois de froment, toz les ans; & fi plus i avoit de finquante mois, il feront mien & mesfens d'avenue outra & des deners. — Et nus ne puet les terres de la franchife alierer fors de l'ufatge. — Le dimes de les terres & lo fornage dou for rendront fi cum il ant acostumé rendre ancianament & [falf] les autruis droit. — Si aucuns hom muert en la vile fans hoir, fis detes & s'aumona rainable doit estre païé premerement, & lo remanent doit garder uns borjois o dou de la vile, un an & un jor, per lo confeil do prevost o do chatelain, e fi lors n'estoit venuz heretiers qui puicha prover lo parentée, tot me remaint. — Si aucuns es pris au fama mariée, o non mariée, fi ela, o li mari no s'en plaint, je ni ait rienz & fi ela, o li mariz s'en plainnt & no puicha mostrer reisonablement, je ni ait rien. — Li marchiés de la vile e ma lede me remanent aus ufatges qu'il estoient devant. — Les bandées de la vile voil & comant qu'elles foent tenues & gardées, ainfi cum les croitz font mifes & devifées por mes genz & por les borjois de la vile. Desques croiz l'un a esté mise o chemin fos la marché & l'autre devant lo clostre, fos lo chanpt Hugon do verger & l'autre ou toral dou prés Boton de le chaumes, fos la vigne dou Bartomier de Maugirbert & l'autre o poit de Barban en l'efgar de Tarrare, & l'autre o champ de Senat en la vena de Senac, & l'autre en Arnac ou champ Vergne, jota lo champ no.... Guilleume proche en la via qui vait vers Chalinac & l'autre en la baa, en la vena de Chalmac, & l'autre en la Varena en les gardes de Chenzac laques regarde a cela de fos la marché. — Et totes cestes chofes, fi cum eles font devant dites, je ai juré a tenir & a garder & Guillaumes mis freres & mis fires Rogher de La Paliffe, & mes marechaut fires Bernard Bola Mela, & fires Blains lo Lops, & fires Frans d'Aveneres, & fires Unbuz de Booc, & Guilleumes Ouger, chatelains de Chantelle, & Bertrand de Maugirbert, prevos de la vile, & tui mi hier, chacuns quant il sera fires nouveus, devent jurer fur sainz euvangiles totes ces chofes a tenir & a defendre, & li prevost & li chatelains de la vile chascuns quant il venra. Et quant je, ou li mien faires lo feriment, li borjois me devent auffi jurer qu'il me gardent mon droit. — Et que cele chofe fait ferma & estable a toz jors, je ai cetes lettres donées au borjois de Charrot & faites feiler de mon fael. Ce fu fait l'an de l'Encarnacion nostre Senhor mil & do cenz & quarante cinc (1).

(Publié pour la première fois d'après les manuscrits du P. André).

Privileges de la ville de Bourbon (vidimus). — Mai 1343 (2).

Nous Pierre duc de Bourbonnois, conte de Clermont & de la Marche, chamberier de France. favor faisons a tous prefens & avenir, que veu & consideré unes lectrès & franchises jadis données & octroyées aux habitants de la ville de Bourbon par bonne memoire monseigneur Gauchier jadis feigneur de Bourbon, & consideré l'amour & l'affection que nous & noz predeceffeurs feigneurs de Bourbon avons eu & avons en nostre chastel de Bourbon & aux habitants d'icelui lieu, a celle fin que pluseurs viennent habiter & demorer dedans la ville du dit chastel & dedans les mettes de la franchife, avons plus grant franchife donnée & octroyée aux hommes & habitants dedans la dicte franchife qui font & seront ou temps avenir qu'il ne seulent avoir ou temps passé, & pour ce le dit lieu, chastel, la ville, les hommes prefens & avenir, & tous leurs biens assis dedans les bornes & fins

(1) « Scel pendant en ceste verte representant un cavalier l'espee nue en la main droite, le reste est rompu. » Note du Père André.

(2) « On ne sçait, dit Eschete de Lauriere dans sa Bibliothèque des Coustumes, ou peut être la charte de Bourbon donnée par Gau-

cher de Vienne & Mahault de Bourbon, sa femme, en 1255. A défaut de l'original que nous n'avons pu retrouver, nous publions les lettres de confirmation de cette même charte, accordées au mois de mai 1343, par Pierre I^{er}, duc de Bourbon.

cy deffoubz eſcriptes. Et premièrement confeſſons & en verité que nous avons veu & tenu la franchiſe du dit monſieur Gauchier ſcellée de ſon ſeel, en laquelle eſtoit contenu expreſſement qu'il avoit mis le chaſtel de Bourbon, les hommes d'iceul chaſtel & leur choſes en liberté pour trois cens ſolz à payer chaſcun an à lui à la Saint Michiel. — *Item*, leur octroya que ſe le dit homme du dit chaſtel de Bourbon ſe vouloient transporter avec leur choſes en autres lieux pour demorer ſeulement, il pourroient aler & venir, & celle franchiſe il leur jura à tenir. — *Item*, nous avons auſſi veu unes autres lèctres du ſeel de noble & bonne recordacion madame Mahaut jadis dame de Bourbon, contenant que la franchiſe que feu monſieur Gauchier ſon mari avoit octroyée aus hommes de la diète ville de Bourbon, en celle forme & maniere elle donnoit la diète franchiſe, l'octroyoit & la confirmoit. Leſquelles choſes toutes & ſingulières nous avons voulu & voulons en la maniere qui ſenſuit. Et les avons quictez & quictons des devandiz trois cens ſolz à toujoursmais. — Et li dit homme & habitant, pour eulx & pour leur ſuccedeurs preſens & avenir, ont voulu & accordé avec nous, pour nous & nos hoirs & ſuccedeurs dux de Bourbonnois que tuit li homme & habitant ou chaſtel, en la ville & dedans les fins deffoubz eſcriptes, tenens feu & lieu, & cil qui ſont preſent, & cil qui de nouvel & ou temps advenir feront habitacion dedans les diètes bornes, ſoient franc, paient fix ſolz le plus poiſſant, & cinc ſolz, quatre, trois, deulx le moien, & le moins diz huit deniers de la monnoie courant ou pais, chaſcun an, à toujoursmais. Et fera aſſiſe ceſte bourgoiſie par noz clers de Bourbonnois & par quatre des prodrommes de la ville. — Et aux quatre cas, c'eſt aſſavoir quant nous ou noz ſuccedeurs ferons noz filz chevaliers, ou marierons noz filhes, ou irons outre mer, ou ſeroiens en priſons par fait de guerre, de quoy Dieux nous gart, en chaſcun de ces quatre cas quant il avendront, il nous donront & paieront ſexante livres de la monnoie qui corra en celui temps. — *Item*, nous, volans acroiſtre la franchiſe deſſus diète, avons voulu & octroyé que nulz des hommes de la diète franchiſe venus & à venir ne puiſſent eſtre trait ne adjournez hors du dit chaſtel de Bourbon & de la chaſtellenie ſe le cas ne le deſierre. — *Item*, que le dit homme puiſſent garder leur heritaiges par eulx ou par autre. — *Item*, que nulz des hommes ne ſoit pris ne arreſtez par noz juſticiers pour cas pecuniere ſe il eſt à la valeur de faire & raiſon fera. — *Item*, avons voulu & octroyé aus diz hommes preſens & avenir que ſe aucune perſonne achapte ou prent de leur denrées, laquelle fuſt ſuſpecte de ſoy aler ſans payer, que le dit homme le puiſſent prendre, arreſter & mener à juſtice. — *Item*, voulons que ſe le dit homme treuvent en leur heritaiges hommes ou beſtes mal faiſans, que il les puiſſent prendre & mener à juſtice. — *Item*, avons voulu & voulons, deffendu & deffendons que nulz de noz officiers, ſergens, ne autre perſonne ne puiſſent prendre leur beſtes, leur biens, garniſons, blez, vins, ne autres choſes, ſe il n'ont eſpecial commandement de nous ou du maïſtre de noſtre hoſtel, & que cil qui prendra donra cedule à celui de qui il prendra. — *Item*, avons voulu & voulons, pour le commun profit, & pour nous, & pour nos gens, que les diz hommes puiſſent vendre leur vins en tout temps franchement ſans ce que nous, ne noz hoirs & ſuccedeurs y puiſſent faire ne tenir ban d'or en avant. — Et pour ceſte grace & remiſſion que nous leur avons fait & faiſons de ceſt ban, il ſeront tenus à nous & à nos hoirs & ſuccedeurs rendre & payer, chaſcun an, à perpetuité, quinze livres de la monnoie corant tant ſeulement. — *Item*, voulons que, par nul meſſait, nulz des hommes ne ſoit pris, ne arreſtez, ne mis en priſon d'office, ſe il n'a acceufeur ou denoncieur, ou ſe le cas n'eſtoit notoires ou ſuſpecteneux. — *Item*, comme nous ſoies certains & enſormé que le bois de Palianges eſt & appartient & à toujours eſté des diz hommes du chaſtel & de la ville de Bourbon & en aient uſé comme du leur & ont eu la garde du dit bois, en prenant tous ceulx qu'il trouvoient prenent du dit bois qui n'eſtoient du chaſtel & ville, & prenoient gaiges d'iceulx, nous voulons que d'or en avant il le puiſſent garder & deffendre & tenir comme leur propre, & gaiger comme devant eſt dit, & de ceulx qu'il prendront l'amande ſoit noſtre & la correpcion, & li forſaiz es diz habitans. — *Item*, voulons & ordonnons que toutes les bonnes couſtumes & uſaiges tenus & gardez ou temps paſſé au profit des diz habitans ſoient tenus & gardez ou temps advenir, & que noz officiers & juſticiers ne leur facent villennies ne injures en leur perſonnes ne en leur biens, ne mauvaïſes couſtumes, ne uſaiges introduire fur

eux, fors que es cas & chofes en ces presentes lettres escriptes tant seulement. — Item, comme dessus est dit, nous avons franchi & franchiffons le dit chastel, la ville, les chofes, les hommes, les habitants & toutes les chofes estans dedans les fins des bornes & mettes de la dicte franchise de toute taille, mortaille & exaction, sauf a nous & a nos successeurs les chofes dessus declairées, c'est affavoir six folz, cinq folz, quatre folz, trois folz, deux folz, & dix-huit deniers, si comme dessus est dit, & les quatre cas quant il adviendront & les cens & coutumes qui font due tant seulement. — Et voulons que fe aucune personne estrange qui ne soit de la franchise acquiert aucune chofe des chofes assises dedans la franchise franche, soit tenu a contribuer avec les habitants de la dicte franchise en toutes les quatre cas dessus diz, selon la valeur & la quantité de la chofe qu'il aura acquise. — Et pourront les diz quatre bourgeois faire lieue ou collecte quant aux foixante livres dessus dites, toutefois que li cas adviendront, sans ocheison & sans amande sur eux & sur les diz habitants, & icelle imposer deurement & lever ou faire lever, sans ce que la dicte collecte il puissent convertir ne appliquer en autres usages. — Et est affavoir que les bornes, les mettes & la confection de la dite franchise du chastel, de la ville, des hommes & habitants, des chofes, est & font des la Pesserie aux Maffes venant a nostre perriere qui est deffoubz la maison Jehan Rignol, & d'ileuc s'en vait trencant le pré Dumaine & autres terres au boys, & du dit boys au quarrefour de la maladerie de Bourbon, & du dit quarrefour vaît à l'aigue au puis de la rue, & du puis de la rue au plaix de la prieureffe de Bourbon, & du dit plaix au clos de la Fay au coinet du clos de Becay par deffoubz & à la porte de la ville franche, & d'ileuc a la chauffée de nostre eflang de Bourbon, & de la dite chauffée vaît a l'aigue a la dite Pesserie aux Maffes. Et promettons en bonne foy, pour nous, nos hoirs & successeurs, dux de Bourbonnois, avoir ferme & ellable toutes chofes dessus dites a chascune d'icelles, & icelles garder & faire tenir & garder fermement sans corrompre & non venir ne faire venir par nous ne par nos officiers & julticiers ne par nos hoirs & successeurs dux de Bourbonnois encontre ou temps avenir. Et pour ce que cest present privilege soit ferme, valable & ellable & ait memoire perpetuelle, nous avons fait meître nostre seal en ces presentes lettres, sauf en autres chofes nostre droit & en tout l'autrui. Donné a Bourbon l'an de grace mil trois cens quarante trois ou moys de may.

(Publié pour la première fois d'après un *Vidimus des Archives de l'Empire*, P. 1376 c. 2709, de l'Inv. Lhuillier (1).

(1) La plus ancienne des chartes de privilèges du Bourbonnois qui soit parvenue jusqu'à nous, est celle de Villefranche de Montcel. Ce fut au commencement de l'année 1204 que fut passé l'acte de fondation de cette ville entre Gui de Dampierre, seigneur de Bourbon, & l'abbé du couvent de Mout, *Abbas et ceteri ecclesie*. Ce document, inédit jusqu'à ce jour, offre un des rares exemples de la création d'une ville au moyen-âge. En voici le texte :

« Noscitur universi presentes & futuri quod abbas & conventus
« Montensis ecclesie domuerunt Guidoni de Domo Petra, domino
« Bourbonni, medietatem terrarum de Mout, sicut inter duos rivos
« continentur ad villam francham faciendam communiter, tali
« pacto quod domini Bourbonni haberet totam firmitatem, & excepta
« una pecunia quam Montensis ecclesie haberet infra eandem firmitatem
« talem, cetera omnia essent eis communia excepto parochiano
« quicquid Montensis ecclesie, & utique servientiam suam in eadem
« villa haberet. Quod et ratum permansit prolixi abbas & dominos
« Bourbonni Megillorum (nostrum ingrossum) manuerunt. Actum anno
« Domini MC^o CCCC^o III^o mense aprilis. » (Arch. de l'Emp. p. 1171, c. 220^o.)

Il fallut probablement douze ou treize ans pour construire la nouvelle ville. Ce ne fut, en effet, qu'au mois de décembre 1217 qu'Archambaud X, fils de Guy de Dampierre, donna, avec sa seconde femme Agnes, inconnue aux généalogistes, la charte des privilèges de Villefranche. Voici les dispositions les plus remarquables de cette charte :

« Noscitur omni erit presentes pariter & futuri quod Archambaud-

« dus dominus Bourbonnensis & Agnes uxoris ejus concesserunt Villam
« francham de Monticenis illi bonis consuetudinibus posita in ea-
« dem villa etc. Censum domorum & terrarum tam de blade quam
« de denariis sibi retinuerunt, vinas, semitas, aquas & usua ville etc.
« gombus domuerunt. Terras villam burgensium dederunt libere,
« sibi censibus in eisdem terris positis, hoc salvo quod terras que
« sunt de censu domini Bourbonnensis non possent dare, nec vendere
« monachis, canonicis, templariis, hospitalibus, nec aliis hominu-
« bus religiosis... Nullus miles, vel clericus debet manere apud
« Villamfrancham... Donaverunt etiam canonicis Monticenis
« ecclesiam Villefrancam & cimiterium & decimam, tali modo quod
« non acciperent nisi tridecimam, sed retinuerunt ad opus burgen-
« sium decimas ortorum & decimas que sunt infra fossata ville. &
« dederunt eis ecclesiam & cimiterium tali pacto quod non possent
« exgere burgenses de sepulchris, neque de nuptiis ultra debitas
« consuetudines... Et si miles, vel clericus peti corpus hominis,
« non potest apprehendere eum nisi forum per servientiam suam, nisi
« per alium talem quod homines domini Bourbonni amodo non possent
« remanere in villa nisi de consensu domini & voluntate. Sed
« omnes illi qui modo sunt permanentes in villa ville, liberi ville
« permanentes... Et si dominus Bourbonnensis habere guerram cum
« domino illius qui habebit domum apud Villafrancam & faciet ne
« gociis ville & tenetibus suis ville, ipse poterit ire & venire apud
« Villamfrancam, libere & quiete... Nullus extra patriam positus
« perdit jus suum apud Villamfrancam nisi consuetudinis ejusdem
« ville ville... Nullus qui in villa permanet dabit leiam de

CONSIDÉRATIONS SOMMAIRES SUR L'ÉTAT DE LA LEGISLATION CIVILE DU FOREZ AU MOYEN-ÂGE (1).

Dans les invasions qui ont transformé la Gaule romaine, les conquérants ont laissé aux peuples vaincus une grande partie de leurs lois. Aussi, les législations des diverses provinces de la France, pendant le moyen-âge, ont gardé, plus ou moins accusée, l'empreinte du type romain devenu le

« *homo, neque de heredi, sed omnes illi qui non sunt de libertate*
« *villæ debent heredi.* — In quadrata falsi hominis extranei
« *habet dominus unum quartum falsi si vendit, si non vendit,*
« *non.* — Si aliquis extraneus dicit alius eum falsi, dabit unum
« *manatum, si vendit.* — Quicunque vendit sol in foro ad ar-
« *chat vel in nudis dabit unum manatum falsi a pollice in*
« *antea.* — De heredi quæ homines extranei vendunt in villam
« *habent unum, scilicet de equo quatuor denarios, de asino*
« *unum denarium, de bove, vel vaca, unum denarium, de porco*
« *pretii duodecim denariorum vel amplius obolum, de fœ uvi-*
« *bus, obolum, de sex tonsionibus, obolum, de qualibet fœna*
« *ferri, obolum, de qualibet equo qui erit ad quadrangum qui porta-*
« *bit pices, quatuor denarios si vendit.* — Quilibet troffellarius femel
« *in anno quatuor denarios, fed de parvis lineis & canabini nichil*
« *dabit, nisi quatuor mercurii quatuor denarios, futor, sex denarios,*
« *pelliparius extraneus, quatuor denarios, si de villa fit, duo dena-*
« *rios, nummularii, quatuor denarios, descriptus, quatuor denarios:*
« *« venditor rerum ad pondus, quatuor denarios, carnifices qui habent*
« *feumum, de octavo denarios, qui non habent feumum, sex dena-*
« *rios.* Et hanc leiam reddunt femel in anno. — De qualibet dolin
« *vin quod homo extraneus vendit in villa, dimidium sellarium vini,*
« *de qualibet falsi vin quæ homo extraneus vendit in curia, obo-*
« *lum.* — Si aliquis burgensis habet plurima officia, vel familia
« *ipsum, non reddet leiam, nisi unum, scilicet de majori.* — Si
« *duo fuerit, vel tres, vel amplius, sint in una domo & habeant ci-*
« *hum & focum commune non debent nisi unam leiam.* —
« *Qui leiam furatus fuerit debet tres solidos & capitale.* —
« *Qui gladium nudum ad litem extraxerit frangatis solidos, & si*
« *de gladio percussit, res ipsius erunt in voluntate domini, fed*
« *corpus ejus non, nisi percussus moriatur.* — Si bellum firmum
« *fuert de furto, vel de adulterio, vel de homicidio, vel de predi-*
« *cione, rufus erit in voluntate domini.* — De omnibus aliis que
« *relin istis nichil reddet dominus nisi frangatis solidos & predet*
« *querellam.* — Qui vendit falsum manatum in Villafraux remittet
« *in voluntate domini, res rufus sunt domine.* — Quicunque
« *jurat de die in orto, vel in vineis alienis, causa maleficiendi, si*
« *probat poterit, debet tres solidos, vel ariculum, si de nocte,*
« *sextaginta solidos, vel ariculum.* — Nullo burgensis de Villa-
« *fraux debet castrari extra villam in curia locali quicquid petatur*
« *ab eo, nec in curia ecclesiastica de terris que sunt de libertate ville.*
« *Sed si clericus de Villafraux petit hereditatem feam coram ju-*
« *sticia Villafraux debet castrari sicut in curia ecclesiastica fecum*
« *dum ultra villam.* — Si quis habet aliquem suspensum de uxore sua
« *& ei domum suam veterit coram testibus & possit eam solum*
« *cum uxore sua in domo sua invenire, debet eum capere, & potest,*
« *& reddere eum domina, vel prepulso. Et si enim expro non*
« *potest & itum ei evenit, non facit injuriam domino.* — Si quis
« *debit uxorem apud Villafraux de medietate rerum suarum cum*
« *cin eum & de medietate rerum quas acquirit hereditate eam.* —
« *Si quis emiserit apud Villafraux & non habet pueros, hereditas*
« *que ex parte patris fuerit ad parentes qui ex parte patris fuerint*
« *revertetur, & similiter fiet de hereditate que erit ex parte matris;*

« *& si emerit hereditatem que moverat ex parte patris, ad heredes*
« *qui ex parte patris fuerint revertentur, falsis denarius & similiter*
« *ex parte matris.* — Dominus autem Archibaudus & Agnes
« *noar ejus confiterentur curiam eorum apud Villafraux, in*
« *« crastinum nundinarum que sunt in octavo pentecostes, & deberent*
« *illi qui curiam lucrarent unam marcum argenti et illi qui*
« *ens equaret ad pontem de Rana quinque solidos, & hoc af-*
« *« sedit super nundinas supradictas, & si nundine plus valebant do-*
« *mino erat, & mini dominus debebat perdere.* — Dominus Bo-
« *bonensis non debet habere apud Villafraux domum, nec offi-*
« *gium, nec credenciam per vin, nec debet ducere burgenses in*
« *« exercitum suum, nisi per terram suam & per feodos suos.* — Bur-
« *genfes non debent dare domino Burbonensi quædam, nec tal-*
« *« lam, nisi pro itinere theofolinitano, aut cum filius fuisset fuerit*
« *« de nono miles, aut si forte, quod alibi, de guerra fuisset captus,*
« *propter quod oportet redimere corpus suum, pro causa filii su-*
« *« telli dominus quæret burgenses & ipsi debent dare domino*
« *« competentem.* — Ego autem Archibaudus, dominus Bo-
« *bonensis, filius Guillelmi de Donnagetro, jura Villafraux tenen-*
« *« dam &c. &c.* — Et in hijs res notiam presentem cartam fillis
« *« meo munimine roboravi. Anno Domini M^o CC^o septimo decimo,*
« *« mensis decembris.* »

Cette charte fut confirmée par Louis I^{er} duc de Bourbon, le 8 novembre 1316, &c. au mois d'août 1416, par Charles I^{er}, duc de Bourbon (Arch. de l'Emp. Inv. Lilloiret, n^o 133).

Plusieurs autres villes & bourgs du Bourbonnois possédèrent des privilèges & franchises. On peut citer, entre autres, la charte du Bourg de Limoux, octroyée en 1314, la charte de Saint-Bonnet, de mois d'août 1306, les différentes chartes de Souvigny & celle de Marillac. Cette dernière, rédigée en latin, fut donnée par Guillaume de Rochefort en 1318 & confirmée par Louis I^{er}, comte de Clermont & seigneur de Bourbon en 1314. Nous n'avons pu retrouver aucune de ces chartes.

De Cange, au mot *Bombas*, cite une autre charte du Bourbonnois qui contient une disposition des plus étranges : « Charte 27, sept. ann. 1398, pro loco de Brieil in Berbon, ex camera comiti. Petit Item & super qualibet uxore maritum suum exheredat unum tripodem. Item & super qualibet filio communis suum vellet videri quævisque cognoscere de non in villa Montis Lucii exherede 4 den. femel, aut unum Bombam, sive volanger Pet, super pontem de capto Montis Lucii, siveidam. »

M. F. Berhard, dans son savant ouvrage : *Le droit municipal au Moyen-âge*, a signalé à l'attention de ses lecteurs la découverte que nous avons faite de plusieurs chartes de privilèges de Bourbonnois & du Forez. (T. II, p. 15 & p. 181). Nous le prions, en notre nom & au nom de nos collaborateurs, de vouloir bien agréer nos remerciements pour les témoignages d'estime & de bienveillance dont il a honoré notre publication.

L'Éditeur.

(1) Pour abréger ce difficile sujet nous n'avons point cité nos sources uniquement à nos propres forces. Un des plus éminents jurisconsultes de notre temps, qui a fait une étude approfondie de l'ancienne

caractère des Gaules impériales. Ce type est resté si général que de grands juriconsultes ont soutenu que, même dans les provinces appelées coutumières parce qu'elles étoient régies par des coutumes devenues de véritables lois écrites, le droit romain reftoit encore, sous le titre de droit commun, la règle suprême pour tous les cas non prévus par les lois locales. Bretonnier, dans la remarquable Préface des *Oeuvres d'Henris*, commentées par lui, établit ce point de doctrine par les déductions les plus savantes & les plus élevées. Nul n'a mieux parlé de la grandeur, de l'autorité & de l'influence du droit romain ; & les auteurs mêmes qui ne vont pas jusqu'à lui accorder une autorité légale & subsidiaire dans les pays de coutumes, s'accordent au moins à lui décerner, pour tous les cas non prévus, la puissance de la raison écrite. En forte que toutes ces opinions, si elles ne se réduisent pas à une question de mots, ne se distinguent entre elles que par des nuances.

Toutefois, il est des provinces qui retinrent plus complètement l'autorité du droit romain. Celles-là ne rédigèrent point de coutumes ; elles ne connurent d'autre autorité que celle des lois romaines qui y conservèrent ainsi toute la force de la souveraineté. Ce sont celles qu'on appela pour cette raison provinces ou pays de droit écrit. Il est évident que ces provinces devoient être en général celles qui se rapprochoient le plus de l'Italie & par conséquent du droit italique, soit parce qu'elles furent conquises plus tard, soit parce qu'elles furent plus anciennement régies par le droit romain, soit parce que les conquérants avoient dû respecter des habitudes plus profondément enracinées. L'influence du voisinage & les antécédents particuliers des races conquérantes contribuèrent sans doute aussi à ce résultat. Quoi qu'il en soit, il suffit de jeter les yeux sur la carte de France pour se convaincre que les provinces les plus voisines des Alpes, & surtout de la Méditerranée sont précisément celles qui restèrent pays de droit écrit. Elles embrassèrent spécialement les efforts des parlements de Grenoble, d'Aix, de Toulouse, de Bordeaux, &c. On peut même remarquer qu'à mesure que l'on s'éloignoit du soleil & de la péninsule italienne, le droit Romain subissoit plus ou moins l'influence des provinces coutumières du nord de la France, soit en se mêlant à quelques usages locaux, soit même en faisant place, dans certains cas, aux prescriptions coutumières des provinces voisines.

À ce titre, la province du Forez devoit tout à la fois rester pays de droit écrit & tempérer l'application du droit romain, soit par les habitudes locales, soit par des dispositions puisées dans les coutumes. Le Forez appartenoit, en effet, au midi de la France, & pourtant il en touchoit le centre ; il étoit partagé par la Loire qui servit à peu près de limite entre les pays de la langue d'oc & ceux de la langue d'oïl, dont la division rappelle, au moins avec une grande analogie, celle des pays de droit écrit et des pays de coutumes. Le Forez étoit donc comme une fentinelte avancée du droit romain, ou, pour mieux dire, il étoit placé le dernier dans ces zones successivement décroissantes de droit romain où la force des lois italiques alloit s'affaiblissant peu à peu, comme le climat de l'Italie. En effet, le Forez touchoit, d'une part, au Languedoc & au Dauphiné, voisins de la péninsule & restés pays de pur droit écrit, & de l'autre à l'Auvergne, au Bourbonnois, pays de coutumes, & à la Bourgogne où le droit écrit subit aussi le mélange des coutumes locales. Toutefois, le Forez retint essentiellement le caractère des lois romaines ; le latin, jusqu'à l'avènement des ducs de Bourbon, y fut la langue des actes & des chartes ; sa législation, à toutes les époques qui nous ont légué des monuments écrits, se conforma dans tous les principes essentiels au droit romain, & il est même permis de croire qu'il ne cessa d'y persister, quoique fortement altéré, à travers ces temps obscurs qui séparent l'époque gallo-romaine du XII^e siècle, premier âge de sa renaissance dans toute l'Europe (1).

législation de nos provinces de Lyonnais, Forez & Beaujolais, à bien voulu nous prêter, avec la plus rare obligeance, le concours de ses lumières. Nous regrettons qu'il ne nous ait pas permis de le nommer pour lui offrir publiquement l'hommage de toute notre gratitude. L'Éditeur.

(1) L'existence du droit romain dans le Forez, comme droit commun, peut être facilement constatée surtout à partir du XIII^e siècle. Aucun doute à cet égard. Les exemples abondent dans tous

les contrats de vente, de mariage, dans les testaments. Nous nous contenterons d'en rappeler trois empruntés à trois chartes de privilèges différentes. « Iurati omnia predicta observare & tenere in perpetuum... renuntiando omni privilegio, & omni iuri privato & communi & speciali, scriptis, & non scriptis, civilibus & canonicis, in hoc, vel contra hoc, nihil suffraganti, vel competentis aliquo modo » (*Ch. de Montbrison*). — « Resuscitamus in hoc facto, ex certa scientia, per prestita juramenta, omni privilegio minoris

Il ne nous paroît pas douteux que les comtes de Forez aient subi l'influence de ce grand mouvement. Les formules en tête d'un grand nombre d'actes, depuis le $xiii^e$ siècle, prouvent que souvent ils avoient soin de nommer comme juges d'appel, comme juges suprêmes du Forez, des docteurs en droit, *doctores in legibus*, qui avoient longuement approfondi cette science, soit dans les célèbres écoles de l'Italie ouvertes aux étudiants de l'Europe entière, soit dans les écoles de France telles que celles de Paris, de Montpellier, de Toulouse ou de Lyon (1).

Au point de vue de la législation, le Forez ne se sépara guère du Lyonnais & du Beaujolais qui formèrent avec lui un groupe dont les seigneurs purent être divers, mais dont la capitale intellectuelle & législative fut toujours Lyon. Il faut même remarquer que les juriconsultes du Forez, comme ceux du Lyonnais, ont toujours professé une admiration particulière pour le droit romain; qu'ils s'en sont continués les défenseurs & les panégyristes, que nulle part ces grands principes n'ont été mieux compris & plus favorablement commentés. Aussi, tous les points fondamentaux de la législation romaine sont restés debout en Forez où elle n'a jamais cessé d'être le droit municipal de la province. Ainsi pour la propriété, pour le mariage, pour les successions.

D'abord, pour la propriété, on a distingué dans l'ancienne France les pays de franc alleu & les pays de droit féodal. Dans les derniers régnoit la maxime : *Nulle terre sans seigneur*; l'autre reconnoissoit le principe contraire : *Nul seigneur sans titre*. C'est à cette dernière classe qu'ont toujours appartenu les provinces de Lyonnais, Forez & Beaujolais. Elles avoient gardé la législation primitive des fonds italiens; elles étoient restées pays de franc alleu naturel, & par conséquent, toutes les terres y étoient présumées allodiales jusqu'à preuve contraire. C'étoit au seigneur qui prétendoit à un droit féodal quelque chose de rapporter la preuve (2). Cette qualité de fonds libres ou allodiaux dépendoit de la liberté naturelle des personnes & des choses qui avoit été reconnue par tous les maîtres successifs, depuis la loi Gombette & les édits de Clothaire jusqu'aux édits de nos Rois, notamment jusqu'à celui de Louis X, en 1315.

Le mariage fut gouverné également par les principes romains; la communauté & le douaire y étoient inconnus, ou moins comme institutions de droit commun. La dot y étoit primitivement inaliénable & l'augment établi pour les pays de droit écrit, à l'analogie plutôt qu'à la similitude de la donation pour cause de noces, étoit tellement reçu en Forez, qu'à la différence de plusieurs pays de droit écrit qui exigeoient une stipulation expresse, il y étoit dû de plein droit. Ainsi, tandis que dans les pays de coutumes, la femme avoit, sous le titre de douaire, une part d'usufruit proportionnelle dans la fortune de son mari, la femme Foréenne avoit droit, sans stipulation, à faire augmenter la dot proportionnellement à son importance, faveur : d'une moitié en usufruit pour la dot mobilière & d'un tiers en usufruit pour la dot immobilière (3).

etatis, beneficium & omni juri privato & communi & speciali, scriptis vel non scriptis, civilibus & canonicis. » (Ch. de Saint-Haun-le-Châtel).
« Si autem non invenirentur expressis in libris & consuetudinibus dictorum villarum, vel aliarum, volumus forendum juxta scriptum terminari. » Les mots *juri communi, juri civile, juxta scriptum* désignent également, comme on le fait, le droit romain. Lors même qu'il ne seroit pas nominativement désigné, il est facile de le reconnaître sous ces & ces formules dans la plupart des titres parvenus jusqu'à nous. (Voir Henric & Merlin *passim* & Sonner du Lac, *Tribunaux du Forez* p. 7).

(1) « Il y eut, au $xiii^e$ siècle, plusieurs écoles de droit qui, depuis, ont complètement disparu. Ainsi, en 1290, un docteur s'éleva contre l'archevêque & la chapitre de Lyon relativement à la nomination des licenciés en droit canon & en droit civil. » — Joli. Launoï *De studiis celeberrimis*, à Carola M. *instructis*, opp. t. IV, col. Alloué, 1712, t. esp. 7. On lit dans un jugement arbitral conféré aux archives de Saint-Germain-des-Près : « Item cum universis discordiam off. inter archiepiscopum & capitulum supra dictis SUPER DANDA LICENTIA DOCTORIBUS LEGERE VOLUNTIBUS IN CIVITATE LUGDUNI IN JURE CANONICO ET CIVILI, predictam defensorum discordiam. » Le texte de ce jugement ne s'y

trouve pas. (H. B. de droit romain moyen-âge par Savigny, t. III, pp. 392 & 393). — Nous citerons entre autres Juges du Forez qui ont été docteurs en droit, Nicolas de Billeus, 1280, Pierre du Vermet dont le tombeau existe encore dans l'église de Notre-Dame de Montbrison, la Pierre de Boivair, 1240, etc., etc.

(2) Sonner du Lac, *Observations sur l'état ancien & actuel des Tribunaux de Justice de la province du Forez*, p. 97, « In alio die... habebat comes omnia usque sua, preter tallias & totam, nisi fieret cellula committere pro firmado castra per mandamentum ipsius castri. (Charte de Montbrison). » Le comte reconnoissoit ainsi que s'il pouvoit exiger des redevances du propriétaire d'un franc alleu, ce n'étoit que dans le cas où il seroit obligé de fortifier le château de la ville, en vertu du droit de la puissance publique. La plupart des chartes de privilèges des villes du Forez font mention des francs-alléux. Voir notamment celles de Montbrison & de Saint-Haun-le-Châtel. En cas de vente, le seigneur percevoit un denier par fol pour un bien allodial, deux deniers, un fief de vin & une certaine quantité de pain, pour un bien allénué. (Charte de Montbrison).

(3) S'il y avoit des enfants, la femme n'avoit que l'usufruit de l'augment & la virgité. (Henric, t. II, p. 612.) — L'augment étoit

Quant aux successions, le Forez avoit retenu dans la forme toutes les conditions de l'institution romaine d'héritier, les règles sur la prétériton, les quartes, les testaments solennels, les testaments nuncupatifs (1), les codicilles. Dans le fond, l'unité dans l'origine des biens &, dans le droit successoral, la règle *paterni paternis* y étoit inconnue. Point de distinction entre les propres & les acquêts, point de retrait lignager (2), ni aucune de ces institutions qui, en attribuant à divers ordres d'héritiers les divers ordres de biens, suivant leur provenance, & en autorisant même, en cas de vente, les parens à rembourser l'acquéreur pour retirer les biens de leur ligne, avoient eu pour but principal la conservation des patrimoines & les traditions dans les familles. Au contraire, l'affection présumée considérée comme la première règle des successions *ab intestat* & se réglant par conséquent suivant la proximité du degré, sans distinction de ligne & d'origine. Un seul ordre d'héritiers comme un seul ordre de biens, & la proximité partout, telle fut la législation du Forez, littéralement conforme à celle de l'Empire romain. On n'y admettoit, par conséquent, aucune préférence d'âge ou de sexe, & sauf les règles des substitutions & des fiefs, tous les héritiers au même degré succédoient par égale part dans le silence du testament. Le testament lui-même étoit limité par les principes de la légitime qui s'étoient conservés en Forez, comme dans tous les pays de droit écrit, conformes au droit des *Novelles*. Suivant les mêmes principes, le fief ne succédoit qu'à défaut de parens.

Dans une charte mémorable, donnée le 2 juin 1171, Guy II avoit consacré & généralisé les dispositions du droit romain en abolissant la confiscation dans le comté de Forez (3). Elle y fut pour tant admise pour crime de lèse-majesté au premier chef, & dans certains cas prévus où la mise hors la loi étoit appliquée, par exemple contre les meurtriers, les incendiaires, les voleurs, &c., qui tombaient à la discrétion du seigneur (4).

On voit que la propriété, le mariage, la famille, la succession avoient continué d'être régis par le droit romain. Liberté naturelle des héritages, égalité dans les droits du sang, protection aux droits des femmes, garanties des droits privés contre l'invasion de la puissance publique, telles étoient les règles reconnues par la législation de la province.

Toutefois, on ne peut nier que cette sagesse théorique des institutions n'eût reçu de nombreuses atteintes, au milieu de la multiplicité des seigneurs & de la confusion dans la condition des personnes qui furent l'un des caractères essentiels du moyen-âge. Dans un temps où le défaut de communications & de culture laissoit à l'arbitraire tant de prédominance sur le droit, il arriva dans le Forez, comme ailleurs, ainsi que le prouvent les nombreuses réformes d'abus qui sont consignées dans les chartes de privilèges de ses principales villes, que les principes furent souvent sacrifiés à la force. Le mal eût été encore bien plus grand si la violence n'eût trouvé un contre-poids à l'excès de la puissance dans le frein religieux & dans l'autorité de l'Eglise. Ainsi, en Forez, comme dans les autres grands fiefs de la France, la liberté naturelle des héritages n'empêcha pas la création d'une foule de droits & d'usages arbitraires. L'abolition de la confiscation n'y fit pas toujours obstacle à des dévolutions d'héritages aux comtes de Forez, soit à l'occasion de certains crimes & délits, soit à titre de vacance ou d'occupation (5). Il faut en dire autant de la liberté des personnes entravée soit par des exactions

suivant son retranchement de l'Edit de secondes nocces, vers le douziere. Difference entre le douziere & l'augmeut: (Vid. Henric, t. 11, p. 666).

(1) Testaments suivant le droit romain dans les provinces bourguignonnes & particulièrement à Lyon, au VII^e siècle, testament de l'évêque Nicetius. (Savigny, *H. R. du droit romain au moyen-âge*, t. 11, pp. 76 & 81; voir.) On trouve de nombreux exemples de testaments nuncupatifs dans le Forez à partir du XII^e siècle. Ils furent toujours reçus en Forez jusqu'à la publication du Code civil. Les notaires de Lyon se prétendant dispensés d'appeler des témoins lorsqu'ils dressent un testament nuncupatif, une déclaration du roi les y obligea. (Henric, t. 10, p. 17.)

(2) Le retrait lignager avoit lieu en Miconnois mais non en Forez. *Repositoire* de Merlin, verbo: Lignager.

(3) Confiscation n'a lieu en Forez, suivant le droit romain. Voir ce que dit Henric de la charte de Gui II & les détails intéressants qu'il donne à ce sujet. (*OEvres d'Henric*, t. IV, pp. 121-127.)

(4) Le seigneur, en pareil cas, devoit rendre la dot de la femme mariée, les dépôts, & dédommager les créanciers. (Charte de Montbrison, de Saint-Hon, etc.)

(5) Les biens du mort *ab intestat* devoient revenir à son plus proche héritier, si ce dernier ne parvenoit pas, le seigneur étoit tenu, pendant un an & un jour, de garder intégralement l'héritage de l'absent. Au bout de l'année, il pouvoit s'en emparer. Les chartes de Montbrison, de Saint-Germain-Laval, de Crozet, de Villerey, &c., renferment les mêmes dispositions avec quelques différences ou restrictions. Dans la charte de Saint-Germain-Laval, le seigneur promet de respecter les droits de l'épouse & ceux d'autrui, dans la charte

sur les routes & marchés, soit par des restrictions sans nombre apportées à la faculté de se déplacer, de se marier hors des limites du comté, &c., &c. (1).

Cependant le mal fut probablement moins grand & plus promptement tempéré qu'ailleurs. L'autorité primitive du droit romain, malgré les atteintes multipliées & les altérations profondes qu'il avait subies jusqu'au XI^e siècle, époque de la seconde renaissance, n'avait pu s'effacer des habitudes de la province dont il étoit resté officiellement & expressément, dans les actes, le droit municipal. D'autre part, l'influence équitable de la puissance religieuse qui ne fut jamais discutée en Forez par l'hérésie, dut opposer parfois une barrière aux derniers abus de la force.

Enfin, nos comtes, à diverses époques, & principalement au XIII^e siècle, s'efforcèrent d'octroyer à différentes villes de leur comté des chartes de privilèges destinées à réprimer d'anciens abus & à fixer régulièrement les droits respectifs du seigneur & des habitants de ces villes.

Ces chartes n'indiquent que sommairement l'organisation administrative de la communauté (2).

Elles font plutôt destinées à déterminer d'une manière précise la nature des droits individuels & le caractère des peines & amendes pour crimes & délits, à énumérer les devoirs & obligations des habitants envers le comte, & ceux du comte envers les habitants, à promulguer certaines règles équitables d'intérêt public & à consacrer quelques principes du droit des gens. On trouve même dans ces chartes généralement conçues dans un esprit de justice & de générosité, remarquables pour leur temps, plusieurs dispositions protectrices & vraiment libérales que n'auroient pas dévouées des époques plus civilisées.

de Montbrison, le comte Guy IV s'oblige à ne pas se rendre maître des successions qui doivent revenir aux parents consanguins, ce qui prouve qu'autrefois on n'avait guère respecté que les héritiers en ligne directe. Le comte Renaud, dans la charte de Saint-Haon-le-Châtel, fait la même déclaration. Il consent de plus à ce que les successions paternelles & maternelles & celles des frères & sœurs ne soient frappées d'aucune redevance.

(1) Toutes les chartes de privilèges du Forez concèdent au père de famille le droit de marier librement son fils ou sa fille, même hors du comté.

La liberté des ventes, des échanges, des transfactions commerciales de toute nature est consacrée aussi dans toutes les chartes. Le comte s'engage à la respecter désormais & à la faire respecter par ses proches & par ses officiers. Ni lui, ni aucune personne de sa maison ou pourra contraindre qui que ce soit à lui vendre préférentiellement & contre son gré, ou à acheter forcément. Le droit commun sera applicable même contre le seigneur & les siens. (Charte de Montbrison, de Saint-Germain-Laval, de Crozat, &c.)

Un objet mobilier, donné en gage, pouvait être vendu au bout de huit ou quinze jours suivant les prescriptions des différentes chartes, le reliquat devait être rendu au débiteur, faisant les lois romaines. Notre Code de procédure déclare que les vêtements du failli sont insaisissables. La même disposition fut adoptée dans toutes les chartes de privilèges du Forez, mais seulement à l'égard des débiteurs qui se trouvaient sur les chemins. A Saint-Germain-Laval, les vêtements pouvaient même servir de gage sur les chemins s'il s'agissait d'une dette connue. On voit dans la charte de cette même ville que la prescription sur les biens meubles & immeubles eût accompli au bout de dix ans, lorsqu'ils étoient possédés de bonne foi & avec un titre. La prescription avoit lieu même contre le seigneur. Elle eût emporté le droit romain.

(2) Les chartes de Montbrison, de Saint-Haon-le-Châtel & de Saint-Germain-Laval font les seules, au XIII^e siècle, qui donnent quelques détails sommaires sur les libertés communales des habitants & sur leurs magistrats municipaux. Celles de Montbrison & de Saint-Haon-le-Châtel renferment sur cette matière des dispositions semblables. Leurs habitants pouvaient former un état pour fortifier & défendre la ville. Ils pourroient délibérer sur les choses qui devoient contribuer à l'utilité & à l'honneur de la cité, sans toutefois que ce fût au préjudice du seigneur. Ce statut devra être approuvé par le comte ou son châtelain. Les habitants pourroient

élire quatre ou six prud'hommes de la communauté, & université des foyers, pour lever en commun, faisant leur arbitrage, & en vertu du droit de contrainte, l'argent nécessaire pour les affaires communes de la ville. Ils ne pourroient être élus que d'après le conseil du seigneur ou de son châtelain. A Villers, les habitants ne pouvoient lever un impôt que dans une nécessité pressante & en demandant au seigneur l'autorisation préalable. Il est facile de voir combien les droits des habitants & les fondements de leurs représentations étoient respectés. — A Saint-Germain-Laval, ces droits pareils font avoir etc un peu plus étendus. Les habitants pouvoient élire quatre conseils qui devoient être présents au comte ou son châtelain. (Ce com de conseil est une preuve de plus que le Forez, pays de droit écrit, participait bien plus à l'organisation du midi qu'à celle du nord.) En cas d'agrandissement de l'enceinte de la ville, les habitants étoient tenus de vendre, dans le terme indiqué pour la nouvelle enceinte, leurs terres & maisons, suivant l'arbitrage de prud'hommes & de leur châtelain & des conseils. Les habitants pouvoient s'entendre pour fortifier & défendre la ville. Les quatre conseils devoient, après leur élection, jurer fidélité au comte & ne rien faire contre ses droits, de ne pas recevoir de plaintes, clamours, de ne pas les exciter, de ne pas les empêcher de se produire & de ne pas entendre les causes. Ce qui prouve qu'ils ne jouissoient d'aucune espèce de droits de justice que le seigneur se réservait pleinement. Les conseils étoient autorisés à faire des levées de deniers pour les besoins de la ville, ils étoient point exemptés de ces taxes, & ils devoient en faire scrupuleusement la répartition, sans faveur & sans haine. S'il restait un reliquat qui n'eût pas trouvé son emploi, les conseils le devoient garder jusqu'à ce que la ville eût besoin d'en disposer. Le comte ne devoit rien prélever sur cet impôt, non plus que son châtelain & ses serviteurs, ils ne devoient rien recevoir. Quant aux conseils, ils n'avoient à rendre leurs comptes qu'à la communauté. A la réquisition des consuls, le châtelain et les serviteurs du comte, pouvoient poursuivre ceux qui refusoient de payer la taxe. Tels sont les seuls éléments qui permettent d'étudier l'organisation communale de nos villes. Comme on le voit, leurs libertés, à ce point de vue, se bornoient à bien peu de chose. Comme elles n'émancipoient que de la concession des seigneurs qui s'étoient réservés les droits de haute, moyenne & basse justice ainsi que toutes les attributions essentielles de l'autorité, elles ne possédoient que des droits très secondaires.

Ainsi, les parents sont affranchis de la manière la plus complète de la responsabilité des délits de leurs proches & les fautes sont expressément reconnues personnelles dans un temps où les règles d'imputation & de solidarité héréditaire avaient si profondément pénétré dans les mœurs (1).

Ainsi, nul habitant d'une ville privilégiée ne peut être arrêté & emprisonné préventivement, hors certains cas déterminés tels que le meurtre, l'incendie, le vol, ou si le coupable est une personne suspecte de prendre la fuite (2).

La contrainte par corps ne peut être appliquée pour dettes civiles. Il suffit d'un répondant suffisant, ou d'une caution juratoire pour contraindre le créancier à limiter ses poursuites aux biens (3).

On voit même dans plusieurs de ces chartes que si le vassal ne trouve pas un conseil pour le défendre dans un procès contre le seigneur lui-même, celui-ci est obligé de lui en fournir un à ses frais (4).

Le respect de la liberté individuelle était poussé si loin que le seigneur s'engageait à ne prendre à son service que pour cinq jours les hommes de la franchise, lors même qu'ils consentaient librement à le servir au-delà de ce terme (5). Cette disposition donne la mesure du prix que l'on attachait à la liberté personnelle, à une époque où l'épithète de *serf*, donnée à un homme libre du Forez, était punie d'une amende.

Si un officier du comte ou un membre de sa famille a frappé quelqu'un, la partie lésée peut le traduire devant la cour du comte comme un simple particulier.

Quant aux biens, toutes ces chartes reconnaissent expressément le droit des alleux, & si le seigneur y garde ses usages, il les déclare exempts de la taille & autres droits de même nature. Et dans ce cas, l'impôt ne procède plus de la nature du bien, mais des nécessités de la souveraineté.

Le droit de mutation, fixé au sixième pour les aliénations d'abénévis, n'est que du douzième pour celles des alleux & ne représente ainsi que le tribut dû au pouvoir souverain (6).

Le droit d'investiture n'existe ni en ligne directe ni entre frères & sœurs, restant en communion d'héritage, parce que la possession entre parents si proches est plutôt censée continuer que changer de main (7). Il y a là tout à la fois un foudoir des *héritiers fiefs* du droit romain & de l'intimité patriarcale de la famille chrétienne.

La liberté de jouir des privilèges d'une ville fut accordée à tous les étrangers non suspects, de quelque endroit qu'ils vinssent & de quelque condition qu'ils fussent. Ils eurent également le droit de se retirer lorsqu'ils le voudraient. S'ils quittaient la ville & même le comté, le seigneur s'engageait à donner sur ses terres aide & protection à leurs personnes & à leurs biens. Il y a plus, & nous touchons ici à une question de droit des gens qui prouve à quel point le christianisme avait opéré dans les mœurs une révolution radicale. L'étranger qui possédait une maison ou d'autres biens dans une ville jouissant de privilèges, n'était pas considéré comme ennemi, *hostis*, si le comte de Forez était en guerre avec son seigneur. Loin d'être assujéti en pareil cas au droit d'aubaine, le comte lui garantissait la pleine & entière propriété de ses biens, & pour les réclamations qu'il pouvait avoir à lui adresser, il s'engageait à le traduire devant la cour de justice selon les usages de la ville (8).

L'expropriation pour cause d'utilité publique, lorsqu'il s'agissait de fortifier une ville, ou d'agrandir son enceinte pour donner l'hospitalité à des étrangers, se réglait par un jury ou par des prud'hommes moyennant une juste indemnité (9).

(1) Toutes les chartes de privilèges des villes du Forez renferment cette disposition.

(2) Ch. de Montbrison, Saint-Germain-Laval, Crozet, Villere, Saint-Haon-le-Châtel, etc.

(3) Chartes de Montbrison, de Saint-Germain-Laval, de Saint-Haon-le-Châtel, de Villere, de Crozet, etc.

(4) Chartes de Saint-Haon-le-Châtel & de Montbrison.

(5) Homines usagi ultra quinque [dies] non debet dominus

recipere in servientes & illos volentes. Charte de Saint-Germain-Laval.

(6) Charte de Saint-Haon-le-Châtel.

(7) Ibid. & ch. de Montbrison.

(8) Chartes de Montbrison, de Saint-Germain-Laval, de Crozet, de Saint-Haon-le-Châtel, etc.

(9) Charte de Saint-Germain-Laval. Ordonnance de Marie de Berry, duchesse de Bourbon, donnée à Sury-le-Bois, le 25 sep.

Pour éviter la dépopulation des campagnes, une sage mesure d'économie politique & de protection rurale préferait à l'un des fils d'une même famille, de rester dans l'héritage paternel ou maternel, afin qu'il ne cessât pas d'être cultivé. Les autres membres de la famille avoient le droit de venir habiter la ville (1).

On pourroit pousser plus loin les observations très curieuses que font naître ces anciennes constitutions, mais on en a dit assez pour montrer toute la part d'équité qu'elles durent & à la générosité chevaleresque de nos comtes & à l'influence protectrice du clergé dont on appelloit souvent l'autorité pour fortifier ces actes de la puissance souveraine. Ces actes, au surplus, constituoient de véritables contrats par la sainteté du serment qui obligeoit le pouvoir lui-même *ab initio voluntatis & ex post facto necessitatis*.

Ces concessions devenoient même tellement obligatoires, que le seigneur juroit sur les Saints Evangiles de respecter toujours les libertés de la ville, de ne commettre aucune exaction ou violence & de ne contrevenir absolument en rien aux dispositions de la charte. Il s'engageoit non-seulement lui-même, mais il engageoit aussi tous ses successeurs, & si son fils étoit en âge de jurer avec lui, il le faisoit intervenir au contrat. Plusieurs chevaliers prêtoient aussi serment avec le comte sur les Saints Evangiles, & ils s'engageoient à se constituer comme otages entre les mains des habitants, si le comte venoit à manquer à l'exécution de ses promesses. Tout nouveau comte, à son avènement, devoit jurer aussi d'observer fidèlement les coutumes de la ville, & tous ses officiers, en entrant en fonctions, étoient tenus au même serment. Les habitants juroient non moins solennellement de garder fidélité au comte, de ne former contre lui aucune confédération, ni conjuration entre eux, ou avec d'autres, ni avec une autre ville, cité, ou château, en un mot, de ne tramer aucun complot à son préjudice, ou contre sa domination.

Enfin, pour imprimer une sanction plus forte encore aux actes émanés de lui, le comte alloit jusqu'à les soumettre à la ratification du Souverain Pontife, ainsi qu'on peut le voir, pour la charte de Montbrison, consacrée par une bulle du Pape Honorius III.

Ces chartes concouroient ainsi à relever les principes de l'équité naturelle & par là même, à rendre une force nouvelle aux règles du droit romain. Disons, toutefois, que les droits civils & les libertés & immunités mentionnés dans ces chartes, se bornoient à peu près, pendant les derniers siècles de la féodalité, aux habitants des villes en possession de privilèges. Il est permis d'entrevoir dès lors quel devoit être l'état précaire & incertain des habitants des villages & des campagnes, sans parler de la condition des serfs & mainmortables.

Les principes du droit romain, antérieurement à la concession de ces chartes, avoient dû être sensiblement altérés par les usages particuliers, par des coutumes locales, en des temps où rien n'étoit immuable que le pouvoir des seigneurs. Toutes ces vicissitudes avoient produit, bien avant le XIII^e siècle, d'antiques usages, sans cesse invoqués & rappelés dans les chartes de privilèges de nos comtes (2), & qui coexistoient à côté du droit romain. Mais, ces habitudes locales n'obtinrent jamais l'autorité de la loi générale qui resta toujours au seul droit écrit; elles ne furent jamais recueillies; en un mot, il n'y eut jamais de Coutume du Forez.

Toutefois, les principes généraux de la monarchie française & les conséquences nécessaires de l'organisation générale de la société européenne durent se faire sentir & apporter au droit de Justinien d'importantes & successives modifications.

Ces modifications devinrent plus sensibles depuis l'avènement des ducs de Bourbon à la possession du comté de Forez, en 1363, & plus encore depuis que ces nouveaux comtes, appartenant à la maison de France, eurent, en 1370, fournis le jugement définitif & souverain des sentences de

tenue 1291. — Une disposition de la charte de Saint-Germain-Laval interdisait la construction de tout édifice qui pouvoit nuire à la circulation sur les chemins publics.

(1) Chartes de Montbrison & de Saint-Haon-le-Châtel.

(2) Les expressions *secundum consuetudines antiquas & usitates*, sont employées fréquemment dans les chartes de Montbrison, de Saint-Haon-le-Châtel, de Crozet, &c., &c.

leurs provinces au Parlement de Paris, qui, depuis l'édit de Louis X, en 1315, connoissoit déjà en dernier ressort des jugements du Lyonnais (1).

Ainsi, il est évident que pour les matières qui n'avoient pu être prévues par le droit romain, telles que celles qui étoient nées des institutions féodales, il falloit se régler par les principes mêmes du droit féodal, & plus particulièrement par les dispositions empruntées à la Coutume de Paris qui étoit généralement regardée comme le droit commun & subsidiaire du royaume, surtout dans les ressorts du Parlement de Paris.

Le retrait féodal avoit lieu incontestablement en Forez (2). C'étoit une conséquence nécessaire du but de l'institution des fiefs que celui qui les avoit concédés en contemplation de la personne & des loyaux services qu'il en devoit attendre, pût les retirer & les reprendre, lorsque, au lieu de les transmettre à sa lignée, le concessionnaire les aliénoit à un étranger que le concédant primitif n'avoit pu comprendre dans son bienfait. Les auteurs qui ont écrit sur le Forez nous attestent qu'on y observoit même, en cette matière, les règles de la Coutume de Paris.

Ce n'est pas tout, dans les matières mêmes réglées par le droit romain, les principes généraux de la monarchie avoient prévalu en plusieurs points sur les lois justiniennes.

Les *Novelles* admettoient les enfants naturels à succéder *ab intestat*, à leur père, à défaut d'enfants légitimes, jusqu'à concurrence du sixième de la succession. Malgré cette disposition, la plupart des parlements, même de droit écrit, avoient admis l'exclusion des bâtards comme une règle du droit public de toute la monarchie. Le Parlement de Grenoble avoit seul résisté à celui de Toulouse ne permettoit aux bâtards de prévaloir que sur le fils. La question paroît avoir été longtemps agitée & incertaine en Forez, & plusieurs jurisconsultes y tenoient pour l'observation de la *Novelle*. Mais on voit qu'un arrêt du Parlement de Paris, de 1624, avoit exclu l'enfant naturel en pays de Forez, même de la succession maternelle, pour ne lui accorder que des aliments (3).

Cette matière n'est pas la seule sur laquelle les principes françois l'ont emporté sur les règles romaines. Malgré l'inaliénabilité du fonds dotal si expressément prononcée & étendue par les *Novelles*, le respect pour les engagements réitérés de bonne foi, le besoin des échanges & la faveur du commerce avoient successivement introduit dans l'usage, à Lyon surtout, des tempéraments à la prohibition absolue de Justinien (4). On voit que les auteurs inclinoient généralement à valider, en certains cas, les obligations loyalement consenties par la femme dotale & quand, par ses arrêts de 1654 & 1657, le Parlement de Paris eût fait revivre toute la sévérité des principes romains & annulé les obligations des femmes, malgré les actes de notoriété constatant l'usage contraire, il y eut un tel trouble dans les intérêts que, pour faire droit aux réclamations élevées de toutes parts, Louis XIV rendit le célèbre édit du 21 avril 1664 qui, ayant égard aux anciens usages, déclare valables les obligations des femmes dotales dans les pays de Lyonnais, Forez, Beaujolais & Maconnais (5). Déjà Henri IV, par l'édit de 1606, avoit aboli le *senatus consulte velléien* qui défendoit aux femmes, mariées ou non, de cautionner, & Louis XIV, consacrant pour la dot la faculté de s'obliger reconnue par le précédent édit, & complétant ainsi la capacité personnelle rendue aux femmes en 1606, par la capacité réelle concédée aux épouses dotales dans les pays de Lyonnais, Forez & Beaujolais, il ne resta plus en Forez aucune trace de l'inaliénabilité de la dot & de l'inc-

(1) Fœurier 1172. — Lettres du roi portant que les appellations des comté de Forez & baronnie de Roannais doivent ressortir au parlement de Paris. (Arch. de l'Emp. P. 13198 c. 719).

(2) Henriot t. 1^{er} p. 707 & Sonnevoy du Lac, pp. 580 & 581. Il avoit même lieu suivant la Coutume de Paris.

(3) La femme pouvoit renoncer non-seulement au *Velléien*, mais même aux lois qui l'affranchissoient de la contrainte par corps, pourvu que la renonciation fût expresse. *Recueil d'arrêts*, Rec., par J. Papon, éd. de Harlay, 1754. pp. 717, 718.

(4) Le parlement de Grenoble fut le seul qui maintint jusqu'à la fin les dispositions de la *Novelle*, en faveur des bâtards. En 1713, il succédoit encore à leur mère dans le *Diaphané*. (Henriot, t.

III, p. 645.) En Forez, ils pouvoient recevoir par testament. (Id. t. III, p. 640).

Suivant Jean Papon, les bâtards pouvoient succéder à leur mère pourvu qu'elle ne fût ni princesse, ni duchesse, ni marquise ou comtesse & qu'ils ne fussent pas nés d'un incest, d'un adultère, ou de tout autre union reprochée et déguisée de procès. (*Recueil d'arrêts* Rec. Ed. d'Ant. de Harlay, 1754. p. 1162).

(5) La femme ne pouvoit obliger la dot, d'après le droit romain, mais l'usage contraire s'étoit introduit dans ces trois provinces, malgré les nombreuses arrêts intervenus pour maintenir l'inaliénabilité. Louis XIV l'abolit enfin par son édit du 21 avril 1664. Henriot, t. II, pp. 184 & 772.

pacité des femmes, droit primitif de la province qui s'étoit successivement affaibli & tempéré par l'usage jusqu'au jour où cet usage reçut force de loi par les édits de la monarchie française (1).

La puissance paternelle ne pouvoit pas davantage rester toujours armée des prérogatives rigoureuses & indéfinies dont Rome l'avoit entourée. Rome en avoit fait une institution politique par la création de véritables tribus qui étoient retenues en *mann*. C'étoit bien plus un privilège, une magistrature & presque une propriété, qu'une tutelle; & bien que les idées chrétiennes eussent notablement tempéré ses attributions, dans le dernier état du droit romain, la puissance paternelle étoit restée cependant, en grande partie, conforme aux lois justiniennes dans les pays de pur droit écrit; mais, dans les provinces qui se rapprochoient davantage des pays de coutumes, & notamment dans le Forez qui ressortissoit au Parlement de Paris, on y avoit introduit plusieurs modifications. La plus fondamentale de toutes, c'est que la puissance paternelle, au lieu de s'étendre indéfiniment & simultanément sur plusieurs générations successives, se dissolvoit par le mariage (2). Le mariage en Forez émancipoit de plein droit, & la puissance paternelle passée s'arrêtoit devant le mariage qui alloit donner naissance à une puissance paternelle nouvelle (3).

Le droit des *Novelles* résista beaucoup mieux dans les questions de successions. On jugea toujours en Forez que les parents paternels n'avoient aucun privilège sur les maternels (4) & que même dans le cas spécial où l'édit de 1629, appelé *Édit des mères*, crée un héritage spécial, en concédant à la mère survivante la propriété des meubles, cette propriété devoit s'étendre aux meubles paternels comme aux acquêts (5).

Le Forez a toujours rejeté la distinction de l'origine des biens & des divers ordres d'héritiers, pour rester fidèle à l'unité romaine d'héritage & d'héritiers. *Una hereditas, unus heres*.

Cependant, cette immutabilité dans les principes ne s'étoit pas étendue à la forme. Le testament olographe, inconnu aux pays de droit écrit & introduit par les coutumes, étoit reçu en Forez (6), & on y jugeoit même qu'un testament fait à Paris par un Forézien, ne pouvoit être annulé pour vice de prétérition & qu'on devoit lui appliquer les règles de la Coutume de Paris (7). On admettoit aussi que le droit de retour cédoit au testament contraire & ne s'exerçoit qu'à la charge des hypothèques. Le donateur ne pouvoit reprendre que ce dont le donataire n'avoit pas disposé. C'étoit encore là une influence coutumière (8).

Enfin, pour les règles mêmes de la possession, le droit romain avoit subi quelques modifications. Les servitudes rurales étoient demeurées prescriptibles par la possession de trente ans, mais on voit que, malgré bien des contestations, on avoit fini dans les villes par faire prévaloir le droit coutumier & que les servitudes urbaines étoient devenues imprescriptibles suivant les dispositions abolues de la Coutume de Paris (9).

Ces considérations pourroient être étendues, mais elles suffiront pour donner une idée précise de la législation du Forez au moyen-âge. Il a paru intéressant de les exposer, d'abord parce que l'histoire générale d'un pays & d'une époque ne peut pas plus se passer du tableau des lois que de celui des mœurs; ensuite, parce que la situation du Forez, placé entre les pays de droit écrit & les pays de coutumes, reconnoissant le droit romain pour la loi municipale de la province & ressortissant ensuite au Parlement de Paris, suprême gardien des Coutumes, donne lieu à des observations

(1) La communauté conjugale pouvoit être stipulée en Forez. Henrici, t. III, p. 111.

(2) Les substitutions perpétuelles cessoient en Forez en vertu de l'ordonnance d'Orléans en 1560, qui les réduisoit à deux degrés pour l'avenir, & de celle de Moulins, en 1566, qui limita à quatre degrés les substitutions anciennes. Henrici, t. III, p. 141.

(3) Henrici, t. III, p. 714. L'émancipation par le mariage avoit lieu dans toute la France, excepté dans les ressorts des parlements du droit écrit. Depuis l'avènement des ducs de Bourbon en Forez, le droit romain fut entièrement modifié sur ce point. Ce ne fut qu'à partir de 1601 que ce droit, jusque là contesté dans le Lyonnais, finit par s'y introduire définitivement. Henrici, t. III,

p. 716.

(4) Les oncles paternels ne pouvoient pas les maternels. La règle *Paterus paternus* n'avoit pas lieu en Forez. C'estoit par la proximité du degré, & non par la qualité des biens que les successions s'y régioient. Henrici, t. III, p. 609.

(5) Henrici, t. III, p. 621.

(6) Sur les testaments olographes, *vid.* Henrici, t. III, p. 15.

(7) Henrici, t. III, p. 424.

(8) Henrici, t. III, p. 609.

(9) Il en fut de même dans le Lyonnais & le Beaujolais. *Repetitor de Merlin, verbo: servitudes. CH. prescript.*

curieuses sur les rapprochements philosophiques & les mélanges successifs des deux origines législatives combinées par le temps. On peut même suivre en quelque sorte, pas à pas, le progrès de cette mutuelle influence qui, par la seule force de la raison & des besoins locaux, finit par produire, sans qu'on le cherche, un ecclésiastique législatif tendant à prendre dans chacune des législations ce qu'il y a de meilleur & de véritablement approprié aux mœurs des peuples. Ainsi, les règles des contrats tracées par le droit romain avec cette haute sagesse qui en a fait la raison écrite de tous les siècles, la liberté naturelle des héritages, conséquence légitime du droit des gens, l'unité de succession & la dévolution des héritages, prenant pour règle l'affection présumée, c'est-à-dire le sentiment impérieux de la famille, toutes ces institutions de droit écrit font demeurées debout. Mais l'incapacité absolue des femmes, l'inaliénabilité inflexible de la dot, l'omnipotence dictatoriale de la puissance paternelle, toutes ces institutions qui appartenoient bien plus au droit politique de la société romaine qu'à l'application universelle du droit des gens, ont dû fléchir ou se tempérer du moins avec les temps, suivant les mœurs & les institutions politiques des contrées où la domination du peuple-roi les avait primitivement transplantées. Il en faut dire autant de la sévérité des formes romaines qui a dû s'adoucir dans les pays moins formalistes & moins éclairés où leur exagération aurait pu produire une véritable impuissance sociale.

C'est ainsi que nous avons vu que l'inaliénabilité de la dot d'abord absolue, ensuite tempérée par l'usage pendant l'époque féodale, avait fini par disparaître devant l'édit de 1664, comme l'incapacité personnelle des femmes constituée par le *senatus consultum vellien* adouci d'abord par la faculté laissée aux femmes d'y renoncer, fut complètement détruite par l'édit de Henri IV de 1606.

De même, le testament olographe, inconnu en droit écrit, passa des pays de Coutumes en Forez, pour faciliter la manifestation des volontés. Sans doute, le même esprit de sagesse n'a pas dominé toutes les innovations que l'usage a introduites dans le droit romain, mais on peut dire qu'en général ces tempéraments ont été heureux & que le droit écrit, en conservant le bienfait de ses lois à la province du Forez, s'est vu lui-même compléter par des institutions & des habitudes plus en rapport avec l'équité naturelle & les besoins des peuples.

Une telle étude ne peut donc manquer d'offrir un vif intérêt aux observateurs attentifs, car le Forez pourra ainsi revendiquer une juste part dans les éléments qui ont préparé l'unité de législation commencée par nos rois, proclamée en 1789, réalisée par le *Code Napoléon* & heureusement complétée par les sages & importantes modifications des gouvernements successifs & particulièrement de la monarchie constitutionnelle, depuis 1814 jusqu'à 1848 (1). Ces améliorations ne font pas clore; l'histoire du droit ne se ferme jamais. Le nouvel Empire y a ajouté quelques pages utiles (2). Mais plus il importe que l'avenir achève son œuvre, plus il est nécessaire de remettre en lumière les travaux, les efforts & la sagesse de nos pères.

L'Editeur.

(1) Abolition de la confiscation, charte de 1814. — Abolition du divorce, loi du 8 mai 1816. — Abolition du droit d'aubaine, 14 juillet 1819.

(2) Abolition de la mort civile, 1 juin 1814. — Loi sur la transcription des mutations & les hypothèques, 21 mars 1815.



GLOSSAIRE

De quelques termes usités dans les Terriers du Forez

ANTÉRIEURS AU SEIZIÈME SIÈCLE

ET CONCERNANT LES DROITS SEIGNEURIAUX, LES COUTUMES FÉODALES,
LES MESURES, LES MONNOIES, ETC.

Recueillis dans les Titres originaux

Par Pierre GRAS

Archiviste de la Diana, Bibliothécaire de la Ville de Montbrison.

AÎTRES (*Atria, aïtres*). — Etal placé devant une boutique; auvent sous lequel on exposait les marchandises. Les Comtes de Forez & quelques Seigneurs particuliers percevoient un droit pour l'établissement des Aîtres: (Terrier de Saint-Bonnet-le-Château, 1500). Le terrier de la Châtellenie de Marcilly, 1400, mentionne des abénévis d'Aîtres accordés par le Comte à divers habitants de la Boutereffe.

ALEU OU FRANC-ALEU (*Alodium*). — Héritage franc & libre de tous droits féodaux. L'Aleu noble possédait fief, justice ou censive; le franc-aleu roturier était une propriété exempte de toute redevance. Il est assez souvent question de terres alodiales dans le Cartulaire de Savigny & dans les terriers du Forez. L'axiôme « nulle terre sans Seigneur, » n'était pas admis dans notre province, régie par le droit écrit, & comme tous les biens étaient censés libres ou alodiaux, le Seigneur devait fournir les titres contre les emphytéotes, en cas de contestation. Aux mots *alodium habere*, Du Cange cite & explique un passage de la Charte des Franchises de Montbrison.

AMBANNE (*Ambanna*). — Mesure de poids pour le pain. L'Ambanne pesait vingt-cinq livres: (Transaction entre le Prieur de Saint-Rambert & les habitants du même lieu, 1377).

ANÉE, ASNÉE (*Afinata*). — Charge d'un âne; mesure de capacité encore en usage dans le Forez, mais spécialement pour le vin. L'année contenait 96 pintes ou 48 femailles,

c'est-à-dire, à peu près l'hectolitre. Il y avait la grande & la petite mesure; en 1400, la première valait six fols & la seconde cinq. (Ancienne mercuriale.)

On disait aussi une année de bois, d'huile, de froment, &c. L'année d'huile valait douze cartes: (Terrier de la rente d'Entraigues, 1398). L'année de froment, usitée dans le Lyonnais, était de six & de sept bichets.

ASSIETTE DES RENTES. — Tarif des denrées, mercuriale des marchés. Cette évaluation était établie par la Chambre des Comptes du Forez, au mois de novembre de chaque année, après la rentrée de toutes les récoltes, & servait de base aux calculs des Commissaires à terriers.

BAN DE VENDANGES. — Droit que possédaient les Seigneurs de fixer l'ouverture des vendanges: (Terrier du Palais lez Moind, de 1508, & autres). Ce droit existait encore dans plusieurs pays.

BAN DE VIN. — Droit appartenant aux Seigneurs de vendre en détail le vin de leur cru pendant un certain temps déterminé par les titres ou l'usage, avec défense aux vassaux de vendre le leur pendant ce même temps. Quelques Seigneurs, celui de Grenieu entre autres, se réservaient aussi ce droit aux époques des fêtes patronales & des foires. Le Comte de Forez avait le Ban de Mai dans la ville de Montbrison; il pouvait donner à deux ou trois personnes le droit exclusif de vendre du vin pendant ce mois.

BANNAGE, BANNALITÉ (*Bannagium*). — Obligation pour les tenanciers de se servir des moulins, fours & pressoirs du Seigneur, en lui payant les redevances convenues. Le Seigneur étoit forcé de faire moudre le blé dans les vingt-quatre heures; passé ce délai, l'emphytéote pouvoit l'emporter ailleurs. Le moulin bannal affujettissoit tous les habitants du territoire du Seigneur, même les Gentilshommes: (Procès entre le Baron de Coufan & le Sire de Chalmel, en 1552; voir les Arrêts de Papon, Livre 13).

BARRAL, BARRAIL (*Barrale* ou *Cadui*). — Mesure de capacité pour les vins, équivalant à vingt-quatre femaises, demi-année ou six cartes.

BASSIN (*Bassinus*). — Petite mesure de capacité pour l'orge & l'avoine, mentionnée dans le Terrier de Julieu (1508).

BENNE (*Benna*). — Vaisseau en bois; mesure de capacité pour la houille & la vendange. La benne de Montrifon produit à peu près trois hectolitres de vin; celle de Boen ne produit que de cent à cent trente litres.

BICHET (*Bichetus*). — Mesure de capacité pour les céréales, nommée aussi Boisseau, Carton & Métier. C'étoit le seizième du Setier, le huitième de l'Emine, le quart du Cartal, la moitié du Dément. Le bichet de froment pesoit à Montrifon 33 livres 7 onces; c'est environ le cinquième de l'hectolitre actuel. Le bichet lyonnais pesoit 60 livres. Il est à remarquer que les mesures du Jarez valoient un quart de plus que celles du Forez; cette distinction est toujours établie dans les terriers de Saint-Étienne & des environs.

BICHERIE (*Bicheria*, *Bichenata*). — Mesure agraire; espace que l'on peut ensemencer avec un bichet de grains. Cette mesure varie, suivant les localités, de 8 ares 24 à 12 ares 93.

BLANDE ou **FOUAGE** (*Blanda*). — Droit d'avoir un foyer; redevance annuelle & prescriptible que chaque chef de famille payoit au Seigneur en échange de la protection qu'il étoit censé en recevoir. Cette imposition étoit déjà considérée dans les derniers siècles comme n'ayant d'autre raison que le droit du plus fort. Elle étoit prescriptible suivant l'axiome: *quando focus deficit, & ipsa blanda deficit*. On lit dans Du Cange, au mot *Blanda*: « in comitatu

Forensi, *Blande pro foagio accipitur*: unde proverbium: « *Feu mort, Blande cess.* »

BLANC (*Blancus*). — Monnaie valant la moitié du fol. — Dans le Terrier de Saint-Rambert, de 1450, le blanc n'est que de cinq deniers tournois. L'expression *fix blanc*, pour *deux sous & demi*, est encore en usage en Forez.

BOEUF D'OR. — Monnaie valant quatre-vingts fols (sur les frontières du Velay).

CAPITAÏNAGE. — Redevance payée, sous forme de Taille baptisée, aux Châtelains des Seigneuries, en dehors de leurs émoluments.

CARTAL, CARTALEE, CARTE, CARTERON & CARTERONNÉE. — (Voir *Quartal*, &c.)

CARTE (*Carta*) — Mesure pour le vin, double pinte. (Voir *Quarat*.)

CARTON (*Carto*). — Mesure de capacité pour les grains, composée de six coupes. (Voir *Bichet*.)

CARTONNÉE (*Cartonnata*). — Mesure de superficie pour les terrains, espace que l'on peut ensemencer avec un carton de grain. La cartonnée vaut, suivant les localités, de huit ares & demi à quinze ares; celle de Noiretable est encore moindre. — C'est la même chose que la Bicherée, la Boissolée, la Livrorée ou la Mététrée.

CASSON (*Cassonus*). — Mesure de superficie pour les prairies, les jardins: (Terrier du Chevalard, 1390). — Ce mot signifie un morceau non mesuré. (Voir Du Cange: *Cassum, fragmentum*.)

CENS & SERVIS (*Census & Servitia*). — Redevance annuelle, imposée sur les héritages ou terres données à bail emphytéotique & payée par les tenanciers au propriétaire direct des fonds. Le cens étoit imprescriptible; l'abandon seul de l'héritage pouvoit en dispenser le tenancier. Le cens étoit immuable & dans aucun cas le Seigneur n'étoit forcé de le diminuer. Cependant les terriers du Prieuré du Palais lez Moind renferment une foule d'exemples de diminution de cens accordée aux vassaux, en raison de l'appauvrissement du fol. Cette réduction étoit même quelquefois des deux tiers. Les cens spécifiés en denrées pouvoient être convertis en argent.

CENSIVE (*Censiva & Dominium*). — Seigneurie ou propriété directe des fonds.

CHAMPAGE. (*Campagium*). — Droit de faire pâturer les bestiaux dans un pré, après la première herbe; servitude qui en résultoit pour le propriétaire.

CHAMPARD. (*Champardum, campi pars*). — Redevance de la quatrième, cinquième, dixième ou douzième gerbe, prélevée sur la récolte, au profit du Seigneur direct, après la dime. Le Champard étoit imprescriptible comme le cens, mais il en différoit en ce qu'il étoit en proportion de la récolte. On le nommoit aussi en Forez, Droit de Quart, Droit de Quint ou Cinquain.

CHARNAGE (*Charnagium, Carneragium*). — Impôt prélevé par le Seigneur sur le menu bétail des tenanciers; dime sur les agneaux, les pourceaux: (Terrier de Coufan, 1399; Terrier de La Merlée, 1464).

CHARROIS, CORVÉES & MANOEUVRES (*Charreya & Manopera*). — Aide obligatoire, prêt gratuit de chars & d'attelages, prestations personnelles, dus au Seigneur par les emphytéotes pour les semailles, les moissons, les réparations de bâtiments, de prises d'eau, &c. Les charrois pouvoient être convertis en argent. D'après les plus anciens terriers, les tenanciers étoient corvéables à merci, mais ce droit exorbitant fut rarement appliqué. Le Seigneur de Chalmazel & ses vassaux eurent différents procès pour la taxation des charrois qui furent définitivement réduits à douze par an, exigibles hors du temps des semailles. Le Seigneur étoit obligé d'héberger les gens & leurs bêtes, lorsqu'ils ne pouvoient revenir le même jour à leur logis. Des réglemens analogues furent faits dans les autres Seigneuries.

CHASSE (*Chassia*). — Redevance payée au Seigneur en échange du droit de chasser. Depuis l'Ordonnance royale de 1533, qui défendit la chasse aux roturiers, cet impôt tomba en désuétude.

CHASSI-POLERIE (*Chacepoleria*). — Redevance payée au Seigneur par les vassaux d'un Mandement pour avoir le droit, en temps de guerre, de se retirer avec leurs biens dans l'enceinte du château: (Terriers de Rochebaron). *Chaspoul*, *Chassipol* signifioit Sergent, gardien, portier, & Chassipolerie étoit aussi employé dans le sens de Portage.

CHOPINE (*Chopina*). — Mesure de capacité pour le vin, demi-pinte, nommée aussi Quarillon, Feuillette, Métrelis. *Sub censu trium chopinarum vini boni*: (Terrier du Palais lez Moind).

CLAPON, ESCLAPON (*Clapo, Claponus*). — Mesure agraire peu considérable, utilisée spécialement pour les jardins & les prairies.

COMBLE (*Cumulus*). — Mesure de capacité pour les céréales. Ce mot s'employoit tantôt substantivement, tantôt comme adjectif. Le comble de toutes les mesures comptoit pour un tiers en sus; ainsi, trois bichets combles valaient quatre bichets ordinaires. La mesure comble & *chauchée*, c'est-à-dire foulée, se prenoit quelquefois pour le double.

COPOTÉE, COPONÉE (*Cupata*). — Mesure agraire mentionnée dans quelques terriers du Roannais; probablement étendue de terrain que l'on pouvoit ensemencer avec une coupe de grain.

CORNUE (*Cornuda*). — Mesure de capacité pour l'huile; c'étoit le huitième de la Quarte: (Terrier de la Rente Robertet, 1494).

COUPAREE (*Cuparia*). — Mesure agraire; étendue de terrain que l'on peut ensemencer avec une coupe de grain: (Terrier de Château le Bois).

COUPE (*Cuppa*). — Mesure de capacité pour les céréales & les liquides. La Coupe des grains étoit le sixième du bichet; elle étoit le quart en Beaujolais.

COUPON (*Coponus*). — Mesure de capacité, mentionnée dans les terriers du Chevalard & de Cervières, comme valant la vingt-quatrième partie du Carton; c'étoit le quart de la Coupe. En Beaujolais, douze Coupons faisoient un Bichet.

DEMENTÉE (*Demenchiata*). — Mesure agraire; étendue de terrain que pouvoit labourer un attelage pendant le temps d'une déliée & qu'on ensemencoit avec un *Dément* de grain; c'étoit le double de la Cartonnée.

DEMENT (*Demenchum*). — Mesure de capacité pour le froment, le seigle & l'orge. Le *Dément* valoit deux Bichets & étoit surtout employé dans les montagnes du Forez: (Terrier du Chevalard, 1370, &c.).

DENÈRE (*Denarata*). — Valeur d'un denier,

d'où vient *Denrée*. On disoit au Moyen-Age une denrée de pain, de cire, de miel. Nous trouvons souvent dans le Cartulaire de Savigny des redevances de cire évaluées en *Denrées*: (Chartes n^{os} 14, 17, 21, 46, &c.).

DENIER (*Denarius*). — Monnoie, douzième partie du fol. Le Denier valoit deux oboles ou quatre *Pages*.

DINERIE. — Mesure agraire pour les prairies; ce que pouvoit faucher un homme depuis le lever du soleil jusqu'au diner (neuf heures du matin). C'étoit le quart de la Sétive.

DÎME (*Decima*). — Imposition de la dixième gerbe sur les récoltes & en général de la dixième partie de toutes les productions. On divisoit les dîmes en grosses dîmes, comme celles du froment, du seigle, &c., & en menues dîmes, comme celles du chanvre, des légumes, des agneaux. On distinguoit les dîmes ecclésiastiques que l'on prétendoit être de droit divin, & les dîmes inféodées. Une foule d'ouvrages spéciaux ont été écrits sur cette matière. Nous trouvons dans un Terrier de la Confrérie du Saint-Esprit de l'Hôpital-le-Grand (XVI^e siècle), le curieux passage suivant relatif à la communion pascalle sous les deux espèces: « *Pro decima, pro sumentibus Eucharistiam die Pasche, debet Gregorius Chenevier tertiam partem quinque quartarum vini.* » Plusieurs autres reconnaissance contiennent la même mention.

DIRECTE ou **CENSIVE**. — Seigneurie de laquelle relèvent immédiatement les fonds soumis soit à l'Homage soit au Cens. Néanmoins la Directe ne se dit proprement que par relation aux héritages censuels.

DOUBLE **TOURNOIS**. — Monnoie valant deux deniers.

DROUILLES (*Druellie*). — Rière-lods, redevance payée aux Châtelains dans les ventes & les mutations. Les Châtelains de Cervières & de Saint-Bonneur percevoient le quart des lods; ailleurs ce droit n'étoit que de trois sols quatre deniers par livre, pris sur la valeur des lods. Les Drouilles n'étoient à proprement parler qu'un présent fait aux Châtelains & évalué par l'usage au vingtième des lods.

ÉCU (*Scutus*). — Monnoie valant foixante sols. En 1530, l'écu d'or fol valoit foixante-cinq sols: (Titre du Prieuré de Saint Romain le Puy).

ÉCUELLE (*Scutellus*). — Mesure de capacité pour les grains, inférieure à la Coupe: (Terrier de la Commanderie de Montbrison, 1438).

EMINE (*Emina, Hemina*). — Mesure de capacité pour le froment, le seigle & l'orge. L'*Emine* valoit huit Bichets ou la moitié d'un Seltier.

EMINÉE, **EYMINÉE** (*Eminata*). — Mesure agraire; étendue de terrain que l'on pouvoit enfemencer avec une *Emine* de grain. Huit cartonnées faisoient une *Eminée*.

FAIX (*Onus*). — Mesure pour le foin, pesant un quintal ancien ou cinquante kilogrammes.

FESSORÉE (*Fefforiata*). — Mesure agraire pour la vigne, nommée aussi Journalée; étendue qu'un homme peut travailler en un jour avec le *Feffoir* ou houe. Ce terme étoit plus usité en Auvergne qu'en Forez.

FESTAGE, **FAÏTAGE** (*Festagium*). — Redevance payée au Seigneur pour la construction d'une maison. Ce droit devoit avoir quelque analogie avec le fougage. Festage étoit aussi employé dans le sens de Taille aux quatre cas. Le mot *Festragium* se trouve dans la Charte de franchise donnée en 1253 par le Comte Guy V aux habitants de Villerêt. Il faut peut-être lire *Fenestragium*. Dans ce cas il s'agiroit ou du droit d'ouvrir une fenêtre dans le mur d'une maison, ou bien du droit d'étaler des marchandises sur les fenêtres des boutiques. (Voir Du Cange.)

FEUILLETTE (*Folleta*). — Mesure de capacité pour le vin, chopine ou demi-pinte: (Terrier de Saint-Romain, 1378).

FLOLIN (*Florenus*). — Monnoie valant treize sols & dix deniers: (Hommage de 1347).

FOUAGE (*Foagium*). — Redevance annuelle & prescriptible, imposée sur chaque foyer. On lit dans le Glossaire de De Laurière: « C'est fougage qui se paye au pays de Forez. » (Voir *Blander*.)

FOURNAGE (*Furnagium*). — Droit payé au Seigneur pour l'usage du four banal. Dans presque tous les terriers, les tenanciers paient une redevance annuelle *pro rata sua furni & furnagii*, chacun pour sa part des fours & fournage. Les fours étoient souvent abénéfices à des particuliers moyennant un cens & le Seigneur se réservoir d'y faire cuire son pain, *sine furnagio*: (Terrier du Prieuré de Gu-mières, 1396). On lit dans la Charte d'affran-

chiffement de Villeret : « *Coquentes dabunt pro bicheto filiginis unum obolum pro furnagio.* »

FRANC OU FRANC-TOURNOIS (*Franchus*). — Monnoie valant vingt sols. La monnaie éprouva souvent des variations & des abaissements de titre, & nos terriers font assez souvent mention de ces changements. Ainsi en 1418, il falloit vingt-deux sols & six deniers tournois pour représenter la valeur exacte du bon franc d'or ancien : (Terrier du Palais lez Moind).

FRANCHISE (*Franchifia*). — Droit payé par un étranger pour participer aux franchises d'une ville; indemnité payée par les habitants en échange des libertés accordées par le Seigneur. Au terrier de Marilly, 1400, Jean Chaffain & d'autres habitants paient au Comte de Forez trois deniers forts neufs *pro franchifia sua*.

GAILLARDE (*Galkarda*). — Petite monnaie viennoise dont la valeur varioit depuis une Pitte (Terriers de Châtelneuf, 1485, & de Boiffet lez Montrond), jusqu'à trois Pitter : (Terrier de la rente de Vidrieux).

GARDE OU GUET (*Gardia, Gayta*). — Obligation pour les vassaux de contribuer à la garde du château. Ce droit mentionné dans les terriers de Coufan, de Marilly, de Saint-Bonnet & beaucoup d'autres, prit naissance aux époques où les Seigneurs donnoient asile & protection à leurs tenanciers dans l'enceinte des forteresses; ceux-ci étoient assujettis à faire le guet & à participer aux réparations des murailles. Mais, comme le fait remarquer Sonyer Du Lac, ce droit n'avoit plus de raison d'être aux derniers siècles : *cessante causa, cessat effectus*. — Le seigneur ne pouvoit convertir le droit de garde en argent ou en denrées; car ce n'étoit pas une redevance pécuniaire, mais un service personnel.

GARENNE (*Garena*). — Les garennes étoient fort nombreuses dans le Forez; presque tous les anciens titres de ventes ou de foi & hommage en font mention. La chaffe aux lapins ou connils étoit abénéficiée moyennant une foible redevance. On trouve dans le terrier de Marilly quelques *Abénéficiés* de Garennes sans chaffe.

GROS (*Grossus*). — Monnoie valant quinze deniers tournois : (Terrier de Bellegarde).

Ailleurs il étoit de vingt deniers. Suivant Hector Du Lac, le Gros n'étoit que de sept deniers à Aurec : (Terrier de la rente Du Lac). Le Gros de Florence valoit dix-huit deniers : (Terrier de Chambœuf.)

HOMMÉE (*Homata*). — Mesure agraire pour la vigne; étendue qu'un homme peut travailler en un jour. L'Hommée varie de 3 ares 95 à 6 ares 33.

INTROGE (*Introgium*). — Redevance payée au Seigneur dans les mutations d'héritages : (Terriers de Luppé & de Mallevall. — Voir Lods).

JETTEE (*Jactus*). — Mesure pour le foin. C'étoit la moitié du faix.

JOURNAL, JOURNALÉE (*Diurnal, Journala*). — Mesure agraire pour la vigne, encore en usage; étendue qu'un vigneron peut façonner en un jour. On compte communément de 800 à 1200 ceps dans la journalée. Cette mesure varie, suivant les localités, de 4 ares 55 à 8 ares 07 : (Terriers d'Ecotay, 1350; de Saint-Maurice, 1472, &c.).

LAMPE (*Lampas*). — Mesure de capacité pour l'huile, pesant deux livres & demie & valant quatre quarterons.

LEYDE (*Leuda, Layda*). — Droit prélevé sur les denrées apportées dans un marché; droit de place. Le comte Guy IV, en fondant l'église de Notre-Dame de Montbrison, lui donna la Leyde du marché de cette ville qui étoit très-productive, à cause de la grande quantité de céréales apportées à la Grenette.

LIEN, CORDE OU RIORTE (*Ligamen, Liganna*). — Mesure pour le foin. Le Lien pesoit vingt-cinq livres; c'étoit le quart du faix. Il valoit, en 1430, un peu plus de trois deniers : (Terrier du Palais lez Moind).

LITE (*Lifa*). — Mesure agraire pour les vignes, les bois, les prairies, valant deux Sétéreées : (Note de 1440 au Terrier de la Commanderie de Montbrison; Cartulaire de Savigny, &c.).

LIVRE OU FRANC-TOURNOIS (*Libra*). — Monnoie valant vingt sols. Il y avoit aussi la livre viennoise, la livre forte, la livre lyonnaise, souvent citées dans les titres.

LIVRORÉE (*Livora, Livoriata*). — Mesure agraire équivalente à la Bicherte; étendue que

l'on pouvoit ensemencer avec le *Livrot*. Ce terme se retrouve principalement dans les chartes du Beaujolois des XIV^e & XV^e siècles.

LIVROT (*Librale, Livrorium*). — Mesure de capacité pour les grains, synonyme de Bichet : (Terrier de Saint-Maurice).

LODS & VENTES (*Lauder*). — Droit que l'acquéreur d'un fonds censuel étoit obligé de payer au Seigneur direct dont l'héritage relevoit immédiatement. C'étoit le sixième denier de la valeur du fonds. Par concession des Comtes de Forez de 1223 à 1479, les habitants de Montbrison eurent le privilège de ne payer que le mi-lods ou le douzième denier de la valeur. Cette réduction le généralisa peu à peu. Néanmoins le lods entier étoit exigé pour les mutations par vente, & le mi-lods pour les mutations par héritage ou donation. Le mot de mi-lods n'est jamais employé dans les terriers antérieurs au XVI^e siècle, mais le droit y est mentionné en d'autres termes : *Investifions, Reconnoissances, Muage, Introge*, &c. Le mi-lods n'étoit point perçu en Velay. (Voir le Mémoire pour les coffeigneurs de la Baronnie de La Faye.) Dans quelques localités, les Châtelains percevoient un *Rière-lods* nommé aussi *Drouille*. Du reste, ces différents droits étoient réglés suivant l'usage des Seigneuries.

MARESCHALERIE (*Marecalcia*). — Droit féodal mentionné dans les terriers de Saint-Bonnet le Châneau. C'étoit une redevance que les vassaux étoient obligés de payer à l'Officier que le Seigneur leur envoyoit pour les contraindre aux *Corvées*.

METANCHEE. — Mesure agraire dont l'étendue varie de dix ares à douze ares 76 : (Terriers de La Faye).

MÉTANT, MÉTIER (*Meterius*). — Mesure de capacité pour les grains, comprenant deux quarts ou quatre quarterons, ou douze coupes. Sa contenance n'étoit pas partout la même ; ainsi quatre métiers de Saint-Bonnet le Châneau valoient cinq *Métans* de Firminy.

MÉTÉRÉE (*Meteriata*). Mesure agraire ; étendue de terrain que l'on pouvoit ensemencer avec un *Métier* de grain. On comptoit par *Métérée* ordinaire & par *Métérée* large ; la première varioit de six à dix ares ; la seconde dépassoit quatorze ares.

MOISSON DU PRÉVÔT (*Messis prepositi*). — Redevance en blé, payée au Prévôt ou Châtelain des Seigneuries qui se charge obligé à se transporter dans les localités pour mesurer les grains : (Charte du Comte Raynaud, 1262 ; terriers de Coufan, la Merlée, &c.).

MOUTON D'OR. — Monnoie. Sa valeur à Montbrison étoit de dix sols.

MUAGE (*Mutagium*). — Droit payé au Seigneur dans les mutations de fonds censuels : (Terriers de Lupé & de Mallevall. Voir au mot *Lods*).

MUID. — Mesure de capacité pour les céréales, valant douze festiers.

NICQUEL. — Monnoie valant un denier & deux tiers.

NOVALES. — Redevance due aux curés sur la récolte d'une terre nouvellement défrichée, seulement pour la première année.

OBOLÉ OU MAILLE. — Monnoie, demi-denier. L'obole d'or valoit dix-sept sols & six deniers tournois : (Terrier de St-Genest Lerpt).

OMASE (*Omasum*). — Redevance citée dans les Terriers de Chandieu. C'étoit un des quatre ventricules qu'ont les animaux ruminants. (Voir *Sonyer Du Lac*, page 193.)

OUVRÉE (*Operata*). — Mesure agraire pour la vigne ; ce qu'un homme pouvoit travailler en un jour. L'ouvrée varioit de trois ares 79 à sept ares 91.

OYTON OU LOYTON. — Mesure de capacité pour les grains ; c'étoit le quart du Bichet : (Terrier de la rente de Jourcey, 1386).

PACAGE, PATURAGE. — Droit de faire pâturer les bestiaux. Les hautes montagnes déboisées qui séparent le Forez de l'Auvergne (Verrières, Roche, Couraux, Sauvain, Chalmefel), furent abénéfices par les Comtes de Forez & les Seigneurs aux habitants des villages les plus voisins moyennant des redevances annuelles. Dans ces anciens actes, qui sont encore de nos jours la source de nombreux procès, il est question du droit de *Pasturage*, *Marchaige & Bouchaige* pour un certain nombre de têtes de bétail. Papon cite plusieurs transactions entre les habitants & le Seigneur de Chalmefel, au sujet de l'usage des bois & du droit de *Paißon* ou *Pajquerage* dans les tènements d'Anglevoix & de Chapolloux.

PEAGE (*Pedagium*). — Droit feigneurial établi sur les bestiaux & les marchandises qu'on fait passer sur un pont, un bac, un port; le péage ne le levait que sur la Loire.

PINTE, POT OU BOUTEILLE. — Mesure de capacité pour le vin, double de la chopine.

PITE, POGÉ (*Podigia*). — Monnaie; quart du denier. On trouve dans quelques Terriers mention de la *Poge forte*.

PORTERAGE (*Porteragium*). — Redevance payée au Seigneur par les vassaux de son Mandement pour lui aider à entretenir un portier ou gardien dans le château : (Terrier de La Bâtie, &c.). Artaud d'Apchon, Seigneur de Rochetaillée, s'obligea en 1378 à payer un concierge pour la garde du donjon & ses vassaux s'engagèrent à entretenir un portier pour la basse-cour du château.

QUARAT, CARATÉ, QUARAI (*Quarata, Carata*). — Mesure de capacité pour le vin, quart de la *Quarte* : (Terrier du Chevalard, 1427; Terrier de la Commanderie de Montbrison, 1438).

QUARILLON. — Mesure de capacité pour le vin; c'étoit la chopine.

QUARTAGE, QUARTE (*Quartagium, ad quartam*). — Cens au quart des récoltes. — On trouve assez souvent l'expression de terres *quartables* ou *ad quartam* dans le Terrier de Marcilly; il s'agissoit sans doute de terrains récemment concédés par nos Comtes. Le Terrier de La Merlée mentionne aussi des fonds *quartables, ad sextam gerbam*. (Voir *Champard*.)

QUARTAL (*Quartalus*). — Mesure de capacité pour le froment, le seigle & l'orge. Le Quartal valoit quatre Bichets : (Terrier de Marcilly, &c.).

QUARTALEE (*Quartalata*). — Mesure agraire contenant quatre cartonnières.

QUARTE, CARTE (*Quarta, Carta*). — Mesure de capacité pour les céréales, le vin, le sel, le miel, &c. La quarte de blé contenoit deux Bichets : (Terriers de Bonlieu, XIV^e & XV^e siècles). La Quarte de vin contenoit huit pintes ou quatre *Semaïses* : (Terrier de la Guillauche). La *Quarte* de sel est mentionnée dans le testament de Guy IV. Le Terrier de la Commanderie de Montbrison contient quelques redevances de *Quartes* de miel. La *Quarte* d'huile

valoit six lampes & en Lyonnais huit. Son prix à Montbrison, en 1400, étoit de cinq sols.

QUARTERON, CARTERON (*Quarteronus*). — Mesure de capacité pour le vin, équivalent à la *Semaïse* ou *Quarat*; mesure pour les grains valant la moitié du *Bichet* : (Terriers de Julieu, de Saint-Romain, &c.).

QUARTERONNEF (*Quarteronata*). — Mesure agraire, moitié de la *Cartonnée*.

QUINT OU CINQUAIN (*Ad quintum*). — Bail à cens au cinquième de la récolte. On lit dans la Charte de fondation de Notre-Dame de Montbrison: *Donavimus... decimam de Verreres... & quintum quod ibidem mixtum habebamus*. Le Terrier de Marcilly mentionne un *Abénéis* sous le cens de quatre deniers forts neufs, *pro quinto ad mortifando*. (Voir *Champard*.)

QUINT & REQUINT. — Redevance payée au Seigneur pour les mutations de fonds censuels. Le *Quint* étoit le cinquième du prix de vente; le *Requint* étoit le cinquième du *Quint*.

QUINTAL (*Quintale*). — Mesure de poids pour le foin. Le quintal ou faix pefoit cent livres de quatorze onces, poids de Lyon.

RAS (*Rafus*). — Mesure de capacité pour l'avoine. Il est à remarquer que les mesures pour l'avoine ne comptoient que pour la moitié de celles des autres céréales: deux *Ras* d'avoine équivaloient à un *Bichet* de froment. Il falloit trente-deux *Ras* pour faire un *Sestier*, & en Roannois seulement vingt-quatre : (Mercuriale de 1400). On distinguoit le *Ras pyle* ou ordinaire, le *Ras secous* ou secoué, le *Ras comble* & le *Ras chauché* ou foulé.

REALE D'OR. — Monnaie valant trente sols tournois : (Terrier de l'Hôpital le Grand).

SEAU, SEI, CEILH (*Sitalus*). — Mesure de capacité pour le vin, valant six quarts ou douze pintes : (Terriers de Marcilly, du Palais lez Moind, &c.).

SEMAISE (*Semaïsa*). — Mesure de capacité pour le vin; double-pinte ou *Quarat*.

SESTIER (*Sextarius*). — Mesure de capacité pour les céréales, valant seize bichets ou deux *Emines*; mesure pour le vin.

SÉTÉRÉE, SAYTOREE (*Seytoriata, Saiterata*). — Mesure agraire comprenant seize *Cartonnées*.

SÉTIVE (*Sestiva*, du patois *Sétá*, faucher). —

Mesure agraire pour les prairies; ce qu'un homme pouvoit faucher en un jour. La *Stève* étoit ordinairement de quatre mille pas ou quatre *Cartonnées*.

SOL, SOU (Solidus). — Monnoie valant habituellement douze deniers. Le *Sol viennois* varioit de dix à douze; le *Sol fort* ou *Fort neuf* étoit de deux fols viennois; le *Sol Clunefois*, de vingt deniers tournois; le *Sol Bourbonnois*, de dix deniers; le *Sol Mâconnois*, de quatorze; & le *Sol Noyret*, seulement de neuf.

TAILLE (Taillia, Tailha). — On connoissoit deux sortes de tailles, la taille ordinaire ou baptisée, & la taille casuelle ou aux quatre cas. La première étoit une redevance annuelle payée au Seigneur par ses vassaux, en mémoire de leur affranchissement. C'étoit, dans l'origine, une imposition arbitraire que l'on voulut ensuite rendre obligatoire; mais les prétentions des Seigneurs furent rarement admises. On donnoit aussi le nom de taille baptisée à d'autres impôts indirects, comme le Capitaine. La taille aux quatre cas de complaints étoit un impôt extraordinaire dû dans quatre cas : 1^o lorsque le Seigneur marioit ses filles; 2^o lorsqu'il étoit fait prisonnier par les ennemis; 3^o lorsqu'il faisoit le voyage d'outre-mer; 4^o lorsqu'il étoit nommé chevalier. Ce droit très-usité en Velay ne l'étoit pas souvent dans notre province, & le Comte Raynaud en déchargea les habitants de Montbrison. (Voir nos Preuves, n^o 74 bis). Les Terriers de La Tour-en-Jarez & de Montagnac (1450), mentionnent un cinquième cas : celui de l'acquisition d'une nouvelle terre ou Seigneurie. Ce cas est aussi mentionné dans une transaction passée le 9 novembre 1498, entre le Seigneur Dauphin d'Ogerolles, Seigneur de Roche La

Mollière & les habitants de celieu, par laquelle il les affranchit du droit de taillabilité aux quatre cas : « *Debent dicto militi & suis successoribus solvere & dare taliam in quatuor casibus duntaxat, videlicet : in casu milicie, filie maritande & conqueste viginti librarum reddituum & non infra, & passagii ultra mare, ... tam in denariis, blado quam in aliis rebus* » &c. (Titre original, communiqué à l'Editeur par M. Neyron de St-Julien). « La taille aux quatre cas étoit taxée par les coutumes au double du cens.

TERNAÏL. — Mesure de capacité pour le vin, valant trois *Semaïses*.

TRAINÉE OU TRAMÉE. — Mesure pour les bois, ou charrettée.

TRANSON (Tranfonu). — Mesure agraire non définie, employée dans quelques Terriers. Ainsi l'on disoit un *Tranfon* de pré, un *Tranfon* de bois.

TROUSSE (Troffé). — Mesure pour le foin; c'étoit le tiers de la charrettée. La *Trouffé* pefoit trois quintaux & valoit en 1438 vingt-huit deniers viennois.

VAYSSEL, VOYSEL. — Mesure de capacité citée dans les Terriers de Poncins comme valant moins d'un demi-bichet.

VERROUIL OU BAISE-MAIN. — Redevances payées au Curé; c'étoit le casuel actuel. Le Curé de Saint-Bonnet-le-Château n'avoit pas d'autre revenu au XVI^e siècle, la dime étant perçue par le Curé de Saint-Nizier de Fornas.

VINTAIN (Vintenum). — Redevance de la vingtième gerbe; droit qu'exigeoit le Seigneur de ses vassaux en s'obligeant à entretenir à ses frais les murailles du château pour la sûreté commune. On donnoit aussi le nom de *Vintain*, par extension, aux murailles mêmes du château.

Transactiō entre Giraud Le Vieux (Veteris), damoiseau, Martin Chaignon, & Briand de Lavieu, seigneur de Roche La Mollière, relative au droit d'extraire de la houille d'une mine située à Roche La Mollière.

— 18 février 1321. —

Nos Guillelmus de Burgo, canonicus Matifconensis, officialis Curie Lugdunensis, notum facimus universis presentes litteras inspecturis quod cum discordia, quæstio & controversia verterentur & essent inter Giraudum Veteris domicellum & Martinum Chaignon ejus hominem, ut dicitur, ex una parte, & nobilem virum Briandum de Laviaco, dominum Rupis Molerie, ex altera, super eo & pro eo videlicet quod dictus Giraudus dicebat & asserbat de nomine suo et dicti Martini habere jus aperiendi pereriam de carbone in terris quas dictus Martinus tenet a dicto Giraud & de dominio directo ejusdem infra mandamentum Rupis Molerie : dicto Briando in contrarium assente & dicente dictos Giraudum & Martinum aut alium quemcumque minime jus habere aperiendi pereriam infra mandamentum prædictum præterquam eundem Briandum. Et post multas alteraciones inter prædictas partes habitas, ipsæ partes de & supra prædictis discordia, quæstione & controversia compromiserunt de alte & basse & plenum fecerunt compromissum in nobiles viros Franciscum de Sancto Præjecto, dictum Chinart, domicellum, electum a parte dicti Giraudi & Hugonem de Escotay, domicellum, electum a parte dicti Briandi, tanquam in arbitros arbitros seu amicales compositores & amicos communes partium prædictarum, dederuntque & concesserunt dictæ partes prædictis arbitris arbitratoribus seu amicabilibus compositoribus plenam, generalem & liberam potestatem ac speciale mandatum prædictas discordiam, quæstionem & controversiam sedandi, sopiendi, terminandi & super eisdem dicendi, ordinandi, arbitrandi & pronunciandi, semel vel pluries, die feriato vel non feriato, in scriptis vel sine scriptis, stando vel sedendo, juris ordine servato, vel non servato, aut totaliter prætermisso, partibus vocatis, vel non vocatis, præsentibus vel absentibus, aut altera earumdem jure vel concordia aut propria voluntate, & omni modo & forma quibus eisdem arbitris arbitratoribus seu amicabilibus compositoribus, pro bono pacis & concordie, & mera voluntate ipsorum, placeret de prædictis ordinare & sibi videretur expedire : promiseruntque dictæ partes sibi invicem & mutuo per mutuas & solennes stipulationes hinc inde intervenientes & per juramenta sua super sancta Dei Evangelia corporaliter præstita, & sub obligatione omnium bonorum suorum mobilium & immobilium, præsentium & futurorum quorumcumque & ubicumque existentium, & quocumque nomine censeantur, se tenere, attendere, complere, & inviolabiliter observare quidquid & quocumque modo per dictos arbitros arbitratōres seu amicales compositores super prædictis discordia, quæstione & controversia dictum, arbitratum & pronunciatum foret seu etiam ordinatum ; & quiquid & quocumque modo ipsi arbitri arbitratōres seu amicales compositores super eisdem discordia, quæstione & controversia ordinandum, arbitrandum, pronunciatum ducent & dicendum, & se inde non recurrere nec reclamare ad arbitrium boni viri, & se contra dictam ordinationem, arbitrium & pronunciationem dictorum arbitrorum arbitratōrum seu amicabilium compositorum vel contra dictum compromissum per se vel per alium nullo tempore facere vel venire nec alicui contra facere vel venire volenti, in aliquo consentire prout hæc omnia & singula supra dicta dictæ partes & dicti arbitri arbitratōres seu amicales compositores constituti coram mandato nostro Hugone Badali clerico curie nostræ jurato ad hoc a nobis deputato & testibus infra scriptis dicunt, confitentur & asserunt esse vera. Hinc est quod prædicti arbitri arbitratōres seu amicales compositores adhuc coram dicto jurato nostro & subscriptis testibus constituti, suscepto in se hujusmodi compromisso ex potestate sibi data a partibus ante dictis, ipsis, inquam,

partibus præsentibus & super præmissis pronunciari petentibus, factaque super hoc per dictos arbitros arbitratores seu amiables compositores inquisitione diligenti cum testibus fide dignis ab utraque parte & specialiter à parte dicti Giraudi super hoc productis, repertoque & invento per dictos arbitros arbitratores seu amiables compositores dictum Briandum dominum Rupis Moleriæ, & non dictum Giraudum nec dictum Martinum hominem suum vel aliquem tenementarium ejusdem habere jus aperiendi perieriam infra dictum mandamentum Rupis Moleriæ, prout assentit ipsi arbitri arbitratores, seu amiables compositores; ipsi, inquam, arbitri arbitratores, seu amiables compositores prædictas discordiam, quæstionem & controversiam sedant, sopiunt, pacificant & terminant ac super eisdem dicunt, ordinant, arbitrantur & prædicant unanimiter & concorditer in hunc modum. In primis quod inter prædictas partes sit de cætero bona pax & stabilis concordia de præmissis; Item quod dictus Briandus à modo in antea valeat aperire perieriam per totam terram quam dictus Martinus tenet à dicto Giraud & de dominio directo ejusdem, & alibi per totam terram ipsius Giraudi sitam in dicto mandamento, satisfacto prius dicto Giraud de directo dominio suo & dicto Martino de vilanagio suo, & satisfacto etiam aliis personis quæ ibidem jus haberent ad arbitrium & cognitionem duorum proborum virorum & dictis partibus super hoc communiter eligendorum; Item quod dicti Giraudus aut Martinus aut alter tenementarius ejusdem Giraudi à modo in antea non possint aperire perieriam infra dictum mandamentum nisi de ipsius Briandi propria voluntate; Item dicunt, ordinant, arbitrantur & pronunciant dicti arbitri arbitratores seu amiables compositores quod si contigerit aliquem hominum vel tenementarium dicti Giraudi infra dictum mandamentum commorancium & terram tenencium velle aperire perieriam infra dictum mandamentum, quod dictus Giraudus teneatur dictum Briandum manuteneere & defendere & pro eo se opponere contra quemcumque hominem vel tenementarium suum aperiens seu aperire volentem perieriam infra dictum mandamentum, fuis ipsius Giraudi propriis sumptibus & expensis. Quas quidem ordinationem, dictum, pronunciationem & arbitrium dictorum arbitrorum arbitratorem seu amicabilium compositorum dictæ partes in præsentia dicti jurati nostri & testium subscriptorum, ex certa sciencia & voluntarie laudant, approbant, ratificant, omologant, acceptant, specialiter dictus Giraudus pro se & omnibus & singulis aliis hominibus & tenementariis suis commorantibus & terram habentibus in dicto mandamento. Promittentes dictæ partes, prout quamlibet ipsarum tangit, specialiter dictus Giraudus pro se & universis & singulis tenementariis suis in dicto mandamento commorantibus seu terras habentibus, sibi ad invicem & mutuo per mutuas & solemnes stipulationes & per juramenta sua super sancta Dei evangelia corporaliter præstita & sub obligatione omnium bonorum suorum mobilium & immobilium, præfencium & futurorum quorumcumque & ubicumque existentium & quocumque nomine censeantur, se prædictas ordinationem, dictum, pronunciationem, & arbitrium dictorum arbitrorum arbitratorem seu amicabilium compositorum ut supra factas & latas ac dictum compromissum & omnia & singula, prout dicta sunt & narrata & infra dicenda, tenere, attendere & complere ac inviolabiliter observare ac facere teneri, attendi, compleri & inviolabiliter observari & contra pro se vel alium in judicio vel extra modo aliquo de cætero non venire nec alicui contra venire volenti in aliquo consentire, & se non fecisse nec facturos in posterum quominus omnia & singula supra & infra scripta valeant & robur obtineant perpetuæ firmitatis. Renunciantes in hoc facto dictæ partes, specialiter dictus Giraudus, nominibus quibus supra, ex certa sciencia & per sua præstita juramenta, doli, mali, metus & in factum actioni & exceptioni dicti compromissi, ut supra, non facti seu rite & legitime non facti dictarumque ordinationis & pronunciationis & arbitrii, ut supra, non factarum seu rite & legitime non factarum, & omnium horum prædictorum non ita & non rite seu non legitime actorum omni deceptioni, circumventioni, læsioni & gravamini, privilegio, fori officio, & imploracioni officii judicis jurius per quæ deceptis in conventionibus subveniunt conditioni sine causa, ob causam & ob inivsam causam; juri dicenti compromissum cum religione juramenti fieri non debere: juri dicenti compromissa redacta esse ad instar judiciorum, omni relaxationi & dispensacioni juramenti; juri dicenti

plus valere quod agitur quam quod (*lacune*) concipitur omni appellationis remedio, petitioni & oblationi libelli, litis contestationi, omnibus exceptionibus & defensionibus juris & facti, ac omni juri contra tenus juri dicenti generalem renunciationem non valere nisi præcefferit specialis voluntas & expressa. Concedentes dictæ partes, nominibus quibus supra, quod super prædictis conditionibus fiant bona & solemnia instrumenta ad opus utriusque partium prædictarum ac dictamen & consilium sapiendum; & quod ipsa instrumenta in judicio producta vel non etiam producta, semel & pluries, toties & quoties opus fuerit, possint refici, regressari, corrigi & emendari, ad dictamen & consilium peritorum, sed tamen substantia non mutata. In cujus rei testimonium, Nos supra dictus officialis, ad preces dictarum partium nobis oblatas, pro ipsis, per dictum juratum nostrum cui super his fidem plenariam adhibemus, sigillum curiæ nostræ, præsentibus his, duximus apponendum. Datum decima octava die mensis februarii anno Domini millesimo tercentesimo vicesimo primo, presentibus Poncio de Curniaco, Dureto de Chantoys, domicellis, & domino Joanne de Salis, curato sancti Genesii Lerpi, ad præmissa testibus vocatis & rogatis. Et ego dictus juratus præfentes litteras expediri sub hoc signo meo, BADOI.

(Copié sur l'original communiqué à l'Éditeur par M. Neyron de Saint-Jullien, propriétaire à Roche La Mollière.)

Accord fait entre noble Dauphin d'Augerolles, seigneur de Saint-Polgue & de Roche La Mollière, & Antoine & Jean Tiffot, sur un droit d'extraction de houille

— 8 novembre 1484. —

Nos Jacobus de Viry, in legibus licenciatus, consiliarius domini nostri ducis Borbonensis & Arvernensis, comitis Claromontensis & Forensis, pro eodemque domino iudex ordinarius totius comitatus Forensis, notum facimus universis præfentes litteras inspecturis, lecturis, visuris ac etiam audituris, quod cum quædam quæstionis materia nuper fuerit mota causaque penderet indecisa in curia jurisdictionis ordinariæ Rupis Moleriæ, per & inter nobilem & potentem dominum Dalphinum d'Augerolles, dominum dicti loci Rupis Moleriæ & de Saint Polgue, actorem, seu ejus legitimum procuratorem, ex una parte; & Joannem & Antonium Tiffoti de Neymoneria, mandamenti Sancti Præjæcti, ex altera parte, de, pro & super eo quod dictus dominus actor libellando in dicta curia contra dictos reos dicebat & in facto proponcbat habuisse & habere, tam per se quam per ejus prædecessores, olim dominos ipsius loci Rupis Moleriæ, à quibus jus & causam habuit & habet in hac parte, in eodem mandamento & infra limites ejusdem, plures, notabiles & nobiles prerogativas & libertates, & inter alias jus, morem & consuetudinem quod quotiescumque contigit & advenit per alias personas, in quibuscumque fundis & terris sitis infra dictum mandamentum Rupis Moleriæ reperiri & aperiri Charboterías carbonis lapidei & in eisdem ipsum carbonem extrahi, fodi & concavari facere per se, vel per alium, vel alios, habendi, levandi, percipiendi & exigendi (seu id fieri faciendi per suos servitores & præpositos) medietate fructuum, emolumentorum, profitorum ex hoc provenientium & de præmissis & eorum singulis fuisse & esse in bona, vera & iusta possessione & sayfina, seu quasi tanto & tali tempore quanto sufficit & sufficere debuit & debet ad bonam & veram possessionem & sayfinam, seu quasi acquirendum & acquisitum retinendum, sciéntibus & videntibus omnibus & singulis hoc scire & videre volentibus & in nullo contradicentibus, excepta præfenti controversia, & propterea non licuerat nec licebat dictis reis dictum dominum actorem in dictis suis jure, usu & consuetudine, libertate, impedire nec perturbare quovismodo; nihilominus dicti Joannes & Antonius Tiffoti,

focii & confortes in hac parte rei, quamdam pereriam seu charboteriam charbonis lapidei in quadam eorum terra sita infra mandamentum & jurisdictionem Rupis Moleriæ, prope locum de Villabofco, juxta pratum Petri de Villabofco, quodam itinere intermedio ex fero, & terram ejusdem Petri ex aliis partibus, falvis aliis suis confinibus, adinvenerunt, perfoderunt, concavaverunt & ex illa magnam carbonis lapidei quantitatem extraxerunt, & pluribus personis, a quatuor annis citra venderunt, & magnam pecuniarum summam receperunt, habuerunt & sibi applicaverunt integraliter, & omnimodo medietatem dictarum summarum dicto domino actori, mediis predictis pertinentem eidem retinendo & sibi reis applicando indebite & injuste, in ipsius domini actoris grande damnum & præjudicium. Quare petebat & requirebat ipse dominus actor dictos reos & quemlibet ipsorum condemnari sententialiter & definitive ad eadem ejus receptori computum, dandum & reddendum & reliqua faciendum & solvendum dictam medietatem emolumenti & precii dicti carbonis in præteritum venditi & juris prædicti ipsi domino actori pertinentis cum continuacione medietatis precii & emolumenti ab hinc in antea, supervenientis ad hoc & aliter pertinentis cum expensis; — concludendo contra dictos reos sive defensores, dicentes, obijcentes & expicientes ad prædicta minime teneri, & præfertim pro eo & ad causam hujus quod, si appareat præmissa in factis per dictum dominum actorem proposita, hoc fuit & est in terris, rebus, fundis & possessionibus moventibus de suo directo dominio, & non in fundis, rebus & possessionibus & proprietatibus moventibus de alieno quam suo directo dominio, cujus condicionis fuit & est terra superius mencionata in qua sita est dicta charboteria, quoniam clarum, notorium & manifestum fuit & est terram ipsam moveri de directo dominio servituteque & censiva domini de Poheyria, patriæ Delfinatus, de quibus & aliis pluribus causis & rationibus iustissimis, loco & tempore opportunis dicendis & demonstrandis, ipsi rei proponebant, dicebant & concludebant fuisse & esse, ac esse & remanere debere liberi, franchi, immunes & exempti a præfatione, dacione & solucione juris prædicti, per dictum dominum actorem prætensi, ac omni comput ipsius reddicione; & propterea petebant se licenciari ab eisdem cum expensis contra dictum dominum actorem, dicentem & replicantem prædicta per dictos reos proposita & allegata non ob stare quin ipse dominus jus & prerogativam superius allegatas habuerit & habeat in omni loco, fundoque & proprietate infra dictum mandamentum existente, & de quocumque suo vel alio moveantur directo dominio cum ipsum directum dominium nihil in contrarium præmissorum faciat. Attento quod dicta prerogativa fuit & est debita ipso domino actori, racione & ad causam sui castri & jurisdictionis Rupis Moleriæ, quæ se extendit per totum suum mandamentum & infra limites ipsius, quare concludebat, ut supra, contra dictos reos dicentes, proponentes & concludentes ut supra.

Tandem, post multas & varias verborum diversitates & altercationes, dictæ partes, videlicet dictus dominus Rupis Moleriæ, actor, ex una, & dictus Joannes Tiffoti, suo & nomine dicti Antonii ejus consobrini, focii & in bonis confortis, ex altera parte; dictæ liquidem partes, propter hæc & ea quæ sequuntur, personaliter constitutæ, coram mandato nostro, videlicet Dionisio Fromage, clerico, notario publico curiæque Forensis jurato, ad hæc & ad majora a nobis specialiter deputato & præfentibus testibus infra scriptis propter ea quæ sequuntur agenda & expedienda; scienter, gratis, sponte, & proinde, omnibus vi, dolo, metu, fraude, ingenio, deceptione, seu quavis alia machinatione cessantibus penitus & remotis; verum de iuribus suis, factis & actionibus ad plenum in hac parte advixæ, consultæ, certæ, certificatæ & bene informate, ut dicunt, volentes in hujusmodi causa, questione & debato finem imponere, sumptus, missiones & expensas evitare, de & super eisdem questione, causa, lite & debato superius mencionatis suisque circumstantiis & connexis inter se, ad invicem transigerunt, concordaverunt & pacificaverunt ut sequitur:

Et primo quod dicta causa mota & quæ pendet per assignacionem in dicta curia Rupis Moleriæ indecisa, cum suis circumstantiis actis & agitis, sit & remaneat sopita & sine ulteriori prosecutione finienda & cum expensarum super hoc hinc & inde factarum compensacione, hoc

mediante quod dictus Joannes Tiffoti, suo & nomine prædicto, confitetur & recognoscit palam & publice dictas jus, morem, prerogativam, facultatem dicti domini actoris, superius allegatas, locum habere & habuisse in & super dicta charboteria, præmissis per ipsum in contrarium allegatis non obstantibus, & propterea, de eisdem & ratione dictæ rei prius litigiosæ & nunc pacificæ, devenisse ad bonum, verum & legitimum computum, & reliqua præstacione cum dicto domino præsentē, stipulante & hujusmodi computum acceptante; videlicet, de medietate precii & emolumenti dicti carbonis per ipsos reos hæcenus & de toto tempore præterito nunc usque venditi; de quo computo, solucione & satisfaccione dictus dominus contentatur merito & dictos Joannem & Antonium Tiffoti, confortes & focios, dicto Antonio absente, verum dicto Joanne præsentē, & pro se & dicto Antonio ejus confobrino & socio stipulante & acceptante, ad opus ipsorum & suorum in futurum de eisdem hac vice & de præterito venditis, quittat, liberat penitus & absolvit solucione integra, cum pacto de nihil ulterius ab eisdem, neque suis, ratione & ad causam præmissorum petendo vel exigendo, & nihilominus ipse dominus accensat, & titulo sermæ seu censæ, puræ & irrevocabilis, tradit dicto Joanni Tiffoti præsentī suoque & nomine prædicto stipulanti & acceptanti ad opus ipsorum & suorum in futurum jus ipsius domini, videlicet medietatem precii & emolumenti provenientis in dicta charboteria, hinc & ad instant festum Paschæ seu resurrectionis Domini inclusive, precio sexaginta solidorum Turonensium, monetæ nunc currentis, habitorum & receptorum per dictum dominum ab eisdem Tiffoti præsentē & acceptante, ut supra, in solucionem dictæ censæ, de quibus quittat cum pacto de nihil ulterius ab eisdem Tiffoti, neque suis, ratione & ad causam dicti precii petendo vel exigendo. Promittentes autem dictæ partes hinc inde contrahentes, nominibus prædictis, pro se & suis perpetuo hereditibus & successoribus in futurum, per juramenta sua, per ipsas partes & quamlibet ipsarum, prout quamlibet tangit, ad sancta Dei evangelia, gratis & sponte manualiter tacta, præstita, & sub obligatione bonorum suorum mobilium & immobilium, præfencium & futurorum quorumcumque, prædicta omnia, universa & singula, una pars alteri & suis, & alia cæteri & suis rata, grata & firma habere, tenere, attendere, complere & observare, observarique facere penitus & attendi modo & forma jure dictis. Dictus vero Tiffoti, finita ejus censæ, ab eo teneri in antea de medietate dicti emolumenti & pretii dictæ charboteriæ dicto domino vel suis bonum & legitimum computum & aliqua reddere de septimana in septimanam, prout assuetum est, cum omnium damnorum interesse, sumptuum, missionum & expensacionum defectu, mora cum culpa, complementi præmissorum integra refectione; & contra illa aut ipsorum altera, per se vel per alium, facto vel verbo, in judicio vel extra judicium, clam vel palam, de cetero non venire nec alicui contraire seu contravenire volenti in aliquo, consentire jure aliquo vel aliqua ratione, neque dare seu eciam prestare auxilium, consilium, opem, favorem, juvamen, consensum vel assensum; quominus præmissa omnia & singula firma sint, stabilia & in suo robore maneant perpetuo duratura, se suos & omnia bona sua quæcumque rigoribus, compulsionibus & coercionibus curiarum domini officialis Lugdunenſis & ordinariæ Forensis & Rupis Moleriæ, propterea supponendo, subjiçiendo, & totaliter submittendo, ita tamen quod exercicio unius curiæ ipsarum curiarum minime impediatur aliam quovis impedimento juris vel facti super hoc non obstantis. Renunciantes insuper prænominatæ partes hinc inde contrahentes, pro se & suis in futurum, nominibus prædictis, coram dicto notario jurato nostro & testibus subdicendis, in hoc facto, ex eorum certis scientiis & per sua jam præstita juramenta, & obligatione immediata, omni accioni juris & exceptcioni dictarum concordiæ, transaccionis, promissionis, quittacionum, obligationis, submissionis, renunciacionis & omnium aliorum univerſorum & singulorum præmissorum, non ita actorum, gestorum, factorum & passatorum, prout superius dicta & narrata sunt, doli, mali, vis, metus & in factum conditioni ob causam sine causa, justa vel injusta causa, omni læsioni, deceptioni, circumventioni, fraudi, gravamini & errori: juri dicenti deceptis & non decipientibus jura subvenire & juribus quibus deceptis in contractibus legis auxilio subvenitur, & pro quo idem contractus dicuntur: legi & juri per quæ rescinduntur negocia contractus, quando

apparet aliquos contrahentes in aliquo fore læsos vel deceptos : juri dicenti quod juramentum non valet ultra quod de jure non tenet & quod ex juramento non oritur actio nisi prius ipsum juramentum in judicio fuerit delatum : juri dicenti neminem nomine alterius pronunciare nec se obligare posse : juri dicenti transaccione quæ esset juri contraria non teneri : juri dicenti subjiçendo se alienæ jurisdictioni ante litem contestatam penitus posse omni appellationi, pronunciacioni & supplicacioni, remedio, imploracioni officii juridici : juri dicenti confessiones extra judicium & non coram suo giudice competenti factas non valere, omni restitutioni in integrum, beneficio, peticioni & oblacioni libelli, litis contestacioni omnique alio juri canonico & civili : juri dicenti renunciacionem generalem non valere nisi præcefferit specialis & expressa. In cuius rei testimonium, Nos Judex Forensis præfatus sigillum curiæ Forensis prædictæ, litteris præsentibus duximus apponendum. Actum & datum Rupis Moleriæ in camera dicti domini, die octava mensis novembris anno Domini millesimo quatercentesimo octuagesimo quarto, præsentibus Antonio Partonis, Jacobo Vialis, Andrea Conortonis, Benedicto de Bosco, Fabro Rupis Moleriæ, testibus ad præmissa astantibus, vocatis & rogatis. Et ego prænominatus Dionysius Fromage, notarius curiæ Forensis, hoc præfens publicum instrumentum per me receptum, manu aliena scriptum, expediti ad opus dicti domini Rupis Moleriæ, sub hoc signo meo, † FROMAGE.

(Copié sur l'original communiqué à l'Editeur par M. Neyron de Saint-Jullien, propriétaire à Roche-la-Mollière.)

*Note sur les pages 143 & suivantes du tome I^{er} de l'Histoire des ducs de Bourbon
& des comtes de Forez.*

Guigues le Gras est le premier, à notre connoissance, qui ait pris le titre de Comte d'Albion ou de Comte de la ville d'Albion, dans une charte de 1079.

Cette charte, provenant de Cluny, & dont l'original est aujourd'hui conservé à la Bibliothèque impériale, a été connue de Guichenon, qui avoit été admis dans le chartrier de ce monastère. Il s'en est servi pour la généalogie des Comtes d'Albion, mais on va voir qu'il ne l'a pas comprise & qu'il a induit en erreur Chorier, La Mure, Fontanieu & tous ceux qui l'ont alléguée d'après lui.

Notum sit omnibus fidelibus tam futuris quam presentibus quod ego Wigo, Dei indultu oppidi Albionis comes, capellam de Muracio & ecclesiam sancti Preiecti que sita est in Cumbis omniaque ad illas intus et foris pertinentia vineis, terris, pratis, aquis & silvis, culta & inculta que huc usque jure hereditario possidere videor, beatorum apostolorum Petri & Pauli ecclesiæ Cluniacensi ad locum Mantua cui dominus abba Ugo non tam preesse quam prodesse videtur, pro remedio animæ meæ parentumque meorum in posterum abendum, concedo & in potestate ipsius predicti Ugonis abbatis transundo. Si quis autem huic meæ oblationi in aliquo contradixerit aterni regis iram incurrat & in igne Diabolo & angelis ejus preparato sine fine ardeat. — Facio enim hoc a stipulacione & auctoramento fratris mei Wigonis cognomento Raimundi, Richardi, Armannique qui per me tenere videbantur, parentumque eorum & alium legalium virorum meorum quorum sunt nomina Goffredus de Murencio, Artaldus de Roscilione, Bermundus de Orel, Atenus de Tali, Eitur de Cassanalis, Antelmus de Muracio, Elisardus Karnerius. — Anno ab incarnatione Domini nostri Jhesu Christi millesimo septuagesimo nono, indictione 11.

TRADUCTION. — Soit notoire à tous les fidèles présents & à venir, que moi, Guigues, par la

grâce de Dieu, Comte de la ville d'Albion, je donne à l'église de Cluny des saints apôtres Pierre & Paul, au lieu de Mantes, que gouverne le seigneur Abbé Hugues, pour le rachat de mon âme & de l'âme de mes parents, la chapelle de Moras & l'église de Saint-Prix, qui est située dans les Combes, avec toutes leurs dépendances intérieures & extérieures, vignes, terres, prés, cours d'eau, bois, champs cultivés & incultes, qui m'appartiennent par droit héréditaire. Si quelqu'un conteste en quelque chose cette offrande, qu'il encoure la colère du Roi éternel & qu'il brûle sans fin dans le feu préparé pour Satan & ses compagnons. Je fais ceci avec l'engagement & l'autorisation de mon frère Guigues, surnommé Raimond, de Richard & d'Armann, qui tenoient de moi les susdites choses, & de leurs parents & de mes autres loyaux hommes dont suivent les noms : Geoffroy de Moirenc, Artaud de Rouffillon, Bermond de Orel, Atenuise de Theys, Hector de Saffenage, Antelme de Moras, Elisard Karnier. L'an de l'Incarnation de Notre Seigneur Jésus-Christ mil septante-neuf, indiction II.

Voici maintenant l'analyse, le résumé qu'a donné Guichenon de cette pièce :

« Guigues-le-Gras fit donation à Cluny (où présidoit saint Hugues) de l'église de Saint-Priest en Valée, & de la chapelle de la Mure, l'an 1079, en présence de Guigues Raymond, de Richard & d'Armand, ses frères. »

Il n'est point question ici de la chapelle de la Mure, bourg du Haut-Dauphiné, que désigne toujours le nom de *Mura*, mais de la chapelle de Moras, *Muracium*, bourg de la Valloire, qui englobe aujourd'hui dans son territoire l'ancien prieuré de Mantes ou Manthoz & l'église ruinée de Saint-Prix, dont le nom est encore indiqué sur la carte de Cassini. Pierre-le-Vénéérable, Abbé de Cluny, rapporte au 23^e chapitre de son ouvrage, intitulé *des Miracles*, l'histoire d'une apparition qui eut lieu proche du prieuré de Mantes, dépendant de son Ordre, & met en scène à cette occasion deux seigneurs de Moras, le premier du nom de Guy, le second du nom d'Antelme, qui est probablement le même qu'Antelme de Moras, l'un des signataires de notre chartre.

On ne voit pas non plus pourquoi Guichenon a donné trois frères à Guigues d'Albon, tandis que le texte de la chartre ne lui en donne qu'un. Quoique la phrase soit un peu embarrassée, il est évident que le titre de frère au singulier ne s'applique qu'à Guigues, surnommé Raimond, & que Richard & Armann n'interviennent dans l'acte qu'à raison des droits qu'ils pouvoient avoir sur les biens donnés, en qualité de tenanciers du Comte. Il faut donc, à notre avis, rayer de la généalogie des Dauphins ces deux noms, qui n'y ont été introduits que sur la foi d'un titre mal interprété, & qui ne reparoissent nulle autre part.

Quant à Guigues Raimond, troisième fils de Guigues le Vieux, tous les historiens & généalogistes s'accordent à dire qu'il épousa Ide Raimonde, fille d'Artaud, Comte de Forez, & qu'il en eut un fils du nom de Guigues, avec lequel commença la seconde race des Comtes de Forez, issus des Comtes d'Albon. Ce qu'il y a de certain c'est qu'il exista par la suite une étroite liaison entre les deux familles, qu'elles adoptèrent des armoiries à peu près semblables, & que le nom d'un Comte de Forez se trouve mêlé à ceux des Dauphins & des Dauphines dans le Nécrologe de Saint-Robert : *¶Xonis decembris Guigo comes Forensis.*

ALT. DE TERREBASSE.

VENERIE ET FAUCONNERIE DE LOUIS II, DUC DE BOURBON ET DE LA DUCHESSE DE BOURBON, ANNE DAUPHINE.

La vénerie & la fauconnerie furent, on le fait, la passion des grands seigneurs du Moyen-Age & de la Renaissance. Le droit de chasse étant alors l'apanage exclusif de la noblesse, les gentilshommes tenoient à honneur d'exercer un privilège qui attestoait à la fois leur richesse & leur rang. Aussi les anciens romanciers, quand ils voulaient faire l'éloge d'un chevalier accompli, ne manquoient-ils pas de dire qu'il étoit expert au fait des armes ainfi qu'aux déduits de chiens & d'oiseaux.

Nous ignorons si le bon Duc Louis II, dont les historiens du temps vantent les talents militaires, & qui fut certainement un vaillant homme de guerre, fut également un habile veneur. Toujours est-il qu'il ne dédaignoit pas la chasse, car il avoit soin d'entretenir dans ses terres de nombreux & riches équipages de vol & de vénerie, & dans les rares & courtes apparitions qu'il fit dans le Forez, nous le voyons toujours accompagné de Denis Rousseau, son Veneur, & de Taxin de Pierrepont, son premier Fauconnier.

Nous ne possédons toutefois que des documents trop incomplets pour déterminer, même approximativement, l'état de la vénerie ; nous pourrions en revanche fournir des renseignements assez précis sur celui de la fauconnerie. Mais avant d'entrer dans les détails de ce service, nous dirons d'abord quelques mots de la vénerie de la Duchesse de Bourbon.

VENERIE.

VENERIE D'ANNE DAUPHINE. — Anne Dauphine avoit également dans son château de Cleppé, sa résidence habituelle, des meutes pour courre le fauve & des oiseaux pour le vol ; mais ces services, on le comprend, étoient montés sur un pied beaucoup plus modeste, & le personnel en étoit fort restreint.

Celui de la vénerie se composoit, en 1417, d'un Veneur, plus communément désigné sous le nom de Valet des lévriers, & de deux Valets de vénerie placés sous ses ordres ; d'un Oïseleur, spécialement chargé d'approvisionner son hôtel de perdrix, cailles & tourterelles ; enfin d'un *Lorrier* ou chasseur de loutres. — Ce dernier n'appartenoit point à l'hôtel de la Duchesse ; celui qui occupoit cet emploi étoit même étranger à notre province, mais il y venoit chaque année au printemps, pour détruire les loutres qui dépeuploient les étangs du Comté.

PERSONNEL DE LA VENERIE. — Voici les noms des divers serviteurs dont elle se composoit, ainfi que le chiffre de leur pension annuelle : Bernart, dit Sans Terre, Valet des lévriers, 10 livres tournois de gages. Il exerçoit cet emploi depuis plusieurs années, & en 1401, ses gages s'élevoient à 15 livres t. — Fourest, Valet de vénerie, 8 livres t. de gages. — Pierre, l'Oïseleur, dit Perdrigat, 8 livres t. Il occupoit cet emploi depuis 1392. — Guillaume Le Loet, de Marigny (près Souvigny en Bourbonnois), Lorrier ou chasseur de loutres. Il occupoit également cet emploi depuis 1392 & recevoit une pension de 15 livres t., ainfi qu'un sétier de blé, mesure de Montbrison.

Tous, à l'exception du Lorrier, faisoient partie de la domesticité de la Duchesse de Bourbon ; ils étoient défrayés aux dépens de son hôtel, & leurs chevaux leur étoient fournis par les écuries du château. Indépendamment des gratifications & des distributions de vêtements usuels, auxquels ils avoient droit ainfi que les autres serviteurs, ils recevoient encore, chaque année, six aunes de

drap gris & vert pour leur robe ou livrée ; enfin, lorsque leur service les retenoit au dehors, il leur étoit alloué des indemnités de nourriture & de logement.

MEUTES DE LA VENERIE. — Les meutes de la vénerie d'Anne Dauphine étoient également peu nombreuses (1), mais elles renfermoient les races les plus estimées à cette époque (2).

L'imperfection des armes à feu faisoit alors rechercher de préférence, pour la chasse à courre, les chiens qui par la rapidité de leur course pouvoient atteindre & forcer le gibier ; aussi les lévriers, si forts & si vites, entroient-ils pour la plus grande part dans la composition des meutes de cette époque. Celles de la Duchesse en comptoient notamment un certain nombre.

Ils renfermoient encore d'autres chiens désignés simplement sous le nom de courants. Ils appartenoient probablement à l'espèce des Vautraits, race alors fort commune & en même temps très-estimée (3).

Les uns & les autres étoient également employés à la chasse du sanglier, du cerf, du chevreuil & du lièvre ; mais les chiens courants, dont l'odorat étoit bien plus subtil, servoient surtout comme limiers pour dépiester & lever le gibier, sur lequel on lançoit ensuite les relais de lévriers que l'on avoit eu soin de placer d'avance de distance en distance.

Il est fait pareillement mention, dans les comptes de l'hôtel d'Anne Dauphine, de mâtins & de chiens couchants. Les premiers étoient des chiens d'attaque, que l'on employoit dans la chasse à la grosse bête, les seconds, des chiens d'arrêt, ou, comme on le disoit alors, des chiens d'oiseaux.

Le Forez étoit d'ailleurs un pays de chasse privilégié : ses vastes plaines, sillonnées en tous sens de nombreux cours d'eau, ses grands étangs, dont la plupart existoient déjà, abondoient alors en gibier de toute sorte, & les épaisses forêts, qui couvroient encore une partie de son territoire, étoient peuplées de bêtes fauves (4). Il devoit donc être facile aux Veneurs de la Duchesse d'exercer leur adresse & de fournir abondamment sa table de venaison & de gibier (5). Aussi alloient-ils souvent dans les forêts de la Fouillouffe & de Morant, dans les bois de Clurieu & de

(1) Nous voyons toutefois, dans un compte de Jehan de Soiffons, Maître de la chambre aux deniers de la Duchesse, qu'au mois de septembre 1417, après la mort de cette dernière, les Veneurs conduisirent de Cleppé à Moulins 8 lévriers, 8 chiens courants & d'autres chiens de chasse de même espèce, dont le nombre n'est pas déterminé, & qui appartenoient aux équipages de la vénerie.

(2) D'après Galton Phœbus, dans son *Miroir des deeds de la chasse des bestes sauvages*, ouvrage composé à la fin du XIV^e siècle, on distinguoit alors quatre sortes de chiens de chasse : les allants, les lévriers, les chiens courants & les chiens d'Espagne (épagneuls).

(3) Peut-être quelques-uns appartenoient-ils encore à cette race renommée de chiens Ségusiaves, dont le poète Arrien fait l'éloge dans son traité sur la chasse & qu'il décrit ainsi :

• Outre les vertrages, la Gaule possédoit encore une
• forte de barbeta qu'elle nommoit Ségusiens (*Ségusi-*
• *an*), du nom de la province dont ils étoient originai-
• res. Ils avoient un air sauvage, étoient velus & fort
• laids, & différoient des autres en ce que les plus laids
• d'entre eux passaient pour les meilleurs. Ils excelloient
• à la quête, mais ils quetoient en aboyant, faisoient

• beaucoup de bruit & avoient le défaut de s'emporter
• quand ils avoient trouvé la voie de l'animal. Un Gau-
• lois les comparoit à un mendiant qui demande l'au-
• môn, & cette sorte de bon mot a été fort applaudie.
• En effet, ce n'est point de colère qu'ils aboient, comme
• les autres chiens ; leur voix a quelque chose de si triste
• & de si lamentable qu'on diroit qu'ils ont pitié de la
• bête & qu'ils lui demandent par grâce de se laisser
• prendre. Pour chasser le lièvre, ajoute-t-il, ils le fai-
• soient lever par leurs Ségusiens, & l'attendant dans
• un lieu où ils soupçonnoient qu'il pourroit passer, ils
• lançoient sur lui leurs vertrages. »

Le Barbillaut hurleur, que nous possédons encore, répond exactement à ce portrait.

(4) D'après les comptes de l'hôtel d'Anne Dauphine, & ceux des Prévôts des Châtellenies du Forez, les cantons où les cerfs & les chevreuils se trouvoient en plus grand nombre, étoient les forêts de la Fouillouffe, de Paniffière & de Saint-Just en Chevallet, les bois de Morant, de Clurieu, Gentil & Loys, situés près de Cleppé.

(5) Voici quel étoit à cette époque le prix du gibier : Un lièvre coûtait partout 2 sols (2 fr. 50 c.) ; le conil ou lapin, de 20 deniers à 2 sols (de 2 fr. à 2 fr. 50 c.) ; la perdrix, de 7 à 8 deniers (de 70 à 80 c.).

Cleppé, chasser le cerf & le chevreuil qu'ils forçoient avec leurs chiens s'ils ne pouvoient les atteindre & les abattre d'un trait de leur arbalète (1).

Le château de Cleppé étoit lui-même admirablement situé, soit pour le vol, soit pour la chasse à courre. Au pied de ses murailles s'étendoit une plaine découverte & fertile, que baignoient la Loire & le Lignon aux bords plantés d'oseraies & de saulées, & les coteaux voisins étoient couronnés de giboyeuses forêts. La Duchesse pouvoit donc aisément procurer à ses hôtes, ainsi qu'aux dames & officiers de sa maison, l'agréable distraction d'une chasse aux faucons ou le spectacle plus émouvant d'une chasse au cerf; cette dernière toutefois se faisoit alors d'une manière moins pénible & plus sûre.

CHASSE AU CERF. — Au point du jour, les Veneurs alloient battre avec leurs limiers les bois voisins de Cleppé, & lorsqu'ils avoient trouvé la voie d'un cerf & reconnu d'une manière certaine l'endroit où il s'étoit rembuché, on élevoit devant lui, au moyen de cordes, une forte de barrière ou clôture à laquelle on laissoit quelques ouvertures que l'on garnissoit de filets ou panneaux.

Lorsque la Duchesse & ses hôtes étoient arrivés, & que chacun étoit placé dans un poste favorable pour jouir de la chasse, les Veneurs pénétoient avec leurs limiers dans l'enceinte où le cerf étoit détourné, & sitôt qu'il étoit sur pied, ils lançoient sur lui leurs laisses de lévriers.

L'animal, rencontrant dans sa fuite l'obstacle factice élevé devant lui, alloit donner dans les panneaux ou, s'il avoit la force de s'échapper, il emportoit avec lui le filet, qui, l'embarassant dans sa course, donnoit aux chiens la facilité de l'atteindre & aux chasseurs le temps de le tirer. Ce genre de chasse est celui que paroît avoir préféré la Duchesse; & dans les comptes de son hôtel il est assez souvent fait mention d'achat de cordes & de filets & de leur transport dans les forêts voisines, pour la chasse Madame (2).

FAUCONNERIE DU DUC DE BOURBON, LOUIS II.

Le Forez offroit-il des conditions particulièrement favorables aux oiseaux de vol, pendant la période de la mue? ou trouvoit-on plus facilement dans les redevances seigneuriales & les colombiers du Comté les poules & les pigeons nécessaires à leur nourriture? Nous l'ignorons; mais, chaque année, le Duc de Bourbon envoyoit dans le Forez les Officiers de la Fauconnerie pour « y muer leurs oiseaux. »

Nous avons trouvé en effet, dans un ancien registre de la Chambre des Comptes de Montbrison (3), un certain nombre d'états relatifs aux dépenses de la mue des faucons, de l'année 1398

(1) 1409. — Payé à Périnet pour les despens de lui & de Saunterre & d'un varlet, & deux chevaux, faire à Mornant où ils estoient allez chasser aux biches, pour la despense de l'hôtel Madame, pour un jour, 5 sols tounois. (Voir nos *Pièces supplémentaires*, p. 51.)

1417. — A Fourest, pour les despens de lui & de Saunterre & de deux lévriers, ensemble de leurs chevaux, faire durant le temps de huit jours où ils estoient aller pour chasser fers; chaque jour, 12 sols 6 deniers (Comptes de l'hôtel d'Anne Dauphine, Archives de la Loire).

(2) 7 juin 1399. — Payé à Benoît Meffon, de Feurs, pour l'achat de plusieurs grosses cordes & menues dont les veneurs [de] Madame ont fait deux grands piéces

de rez (filets) pour la chasse, contenant chacun 12 brasses de long, 12 livres t. (288 fr.).

1409. — Payé à Parant Jaubert pour la manore d'avoir amené les cordes au boys de Clurieu pour la chasse Madame, 4 deniers.

Id. — Payé à Benoît Meffon, de Feurs, pour quantité de cordes prises de lui pour la chasse Madame, 16 livres 6 sols 8 deniers (292 fr.).

Id. — Payé à Jalinet & Andrieu Jaubert pour la manore de leurs buels & maffat (char à deux roues, tombereau) d'avoir amené les cordes de cette ville (Cleppé) au bois Loys pour la chasse Madame, 4 deniers t.

(3) Manuscrit grand in-folio sur papier, de 87 feuillets, coté sous le n° B. 17, Archives du département de la Loire.

à l'année 1410. — Chacun de ces comptes ou règlements donne le nom des Fauconniers, mentionne le nombre & l'espèce des oiseaux dont ils étoient chargés, ainsi que la quantité des poules ou gélines fournies par les prévôtés du Forez, & c'est dans les détails curieux qu'ils renferment que nous avons puisé les renseignements que nous allons donner sur les Fauconniers.

PERSONNEL DE LA FAUCONNERIE DU DUC. — Le personnel attaché à la Fauconnerie du Duc Louis II & de Jean, Comte de Clermont, son fils aîné, se composoit d'un premier Fauconnier, de six ou sept Fauconniers à cheval, de deux ou trois Fauconniers à pied & de quatre valets.

Voici les noms de ceux qui figurent dans les comptes de chaque mue (de 1398 à 1410).

Fauconniers du Duc : — Taxin de Pierrepont, Fauconnier & Ecuyer du Duc (1) ; — Troyas ou Troyfias, un cheval ; Drouet ou Droet, un cheval, & un valet pour eux deux ; — Colin Cornilhe (alias Cornières), un cheval ; — Jacquart ou Jacquemart, un cheval ; — Hennequin de Cologne, un cheval ; — Michaud Mondon, un cheval & un valet (2) ; — Denis Guiguet ; — Guillaume le Fevre (celui-ci ne figure qu'en 1399).

Fauconniers du Comte de Clermont : — Jehan Eymonet, dit le Bordat, un cheval ; Hennequin de Veauche, un valet pour eux deux.

La plupart d'entre eux occupoient depuis longtemps cet emploi. Nous trouvons en effet dans deux comptes d'Etienne d'Entraigues, Trésorier du Forez, de 1392 à 1397, les noms de Taxin de Pierrepont, de Denis Guiguet, Troyas, Drouet, Colin & Guillemin Faure, Fauconniers du Duc, & ceux de Gérardin, Janicot & Guerez, Varlets des faucons. — Nous voyons également dans ces documents que le premier avoit 6 fols tournois de gages par jour, soit 108 livres ou 2,592 francs par an (3) ; les autres fauconniers, 3 fols 4 deniers par jour, soit 60 livres, ou 1,440 francs par an, & les valets, 2 fols, soit 36 livres ou 864 francs par an.

Les Fauconniers occupoient un rang plus élevé que les Veneurs, dans la hiérarchie de l'hôtel du Duc & de la Duchesse de Bourbon ; ils avoient rang d'officiers, mais ne faisoient point, à proprement parler, partie de leur maison. Ceux de la Duchesse, notamment, ne figurent jamais dans l'état du personnel de son hôtel, & leurs noms ne sont cités dans aucuns des rôles de gages des Officiers & serviteurs qui y étoient attachés. — Ils recevoient chaque année des frais d'équipement & des gratifications pour l'achat de leurs chevaux (4) ; mais ils étoient tenus de se nourrir, eux, leurs valets & leurs montures. Aussi leurs gages étoient-ils bien plus élevés que ceux de

(1) Taxin de Pierrepont ne figure pas dans ces comptes, car, attaché à la personne du Duc de Bourbon, il ne venoit pas en Forez avec les autres Fauconniers, à l'époque de la mue ; mais son nom est souvent cité dans les comptes du Trésorier du Forez, de 1392 à 1397.

(2) Ce Michaut Mondon étoit probablement de Feurs & appartenait à cette ancienne famille bourgeoise que l'on trouve au Moyen-Age dans cette ville & à Nérondes, où Jean Mondon, l'un de ses membres, étoit notaire en 1458. (Inventaire Chaverondier, t. I^{er}, n^o 1278 & 1293, & dans les *Noms féodaux* par Dom Bettancourt, t. II, p. 652.) Un autre de ses membres, Claude Mondon, né à Feurs au XVI^e siècle, fut un célèbre avocat au Parlement de Paris. Il est cité par Du Trousseau dans les *Lettres missives*, & par Joly, dans une note sur le Dialogue des avocats, qui rapporte cette anagramme faite sur son nom, *Sol micus mundi adest*, devise adoptée depuis ce temps-là par cette famille, dont les armes

font d'azur à un mont d'argent surmonté d'un soleil d'or. (*Armoiral général du Lyonnais, Forez & Beaujolais*, par M. A. Steyert.) Sonner du Lac, dans ses *Observations sur l'état ancien & actuel des tribunaux de justice de la province du Forez*, t. c., p. 68, parle de ce Claude Mondon, de sa devise & ajoute que Chopin en a fait l'éloge. L'Editeur.

(3) D'après nos calculs, calculs établis sur le prix du grain, du pain & des denrées de toute espèce pendant plus de trente ans, le franc ou la livre tournois, à cette époque, en tenant compte de la valeur monétaire & de la valeur relative ou pouvoir de l'argent, représentoit exactement dans notre province 24 fr. de notre monnaie ; le fol, 1 fr. 20 c. ; le denier, 10 centimes.

(4) 1392. — Donné à Droet pour voy feffir 10 livres (240 fr.). — Id. 1394-1397. A Troyas, Droet, Guiguet, Guillemin, Faure & Colin, Fauconniers Monseigneur, qu'il leur a donné celle fois, pour leurs bons services, en

certain Officiers, par exemple des Ecuyers de corps de la Duchesse, qui n'avoient que 25 livres par an. Troyas & Drouet avoient la direction du service de la Fauconnerie : c'étoient eux qui étoient chargés d'aller prendre dans les colombiers & les châtellenies du Duc les pigeons & gelines nécessaires à la nourriture & à l'affaîlage (1) des oiseaux & d'en régler la dépense & la distribution.

FAUCONNERIE. — *Oiseaux de vol.* — La Fauconnerie du Duc de Bourbon étoit établie dans un pavillon situé dans son clos de Montbrison (actuellement parc de M. Levet). Elle renfermoit de quinze à vingt oiseaux appartenant aux espèces les plus rares & les plus recherchées; elle réunissoit notamment presque toutes les variétés de faucons, le chasseur par excellence, & de tous les oiseaux de vol le plus fort, le plus hardi & le plus rapide.

Nous voyons en effet figurer dans chaque mue : le *Faucon sacré* & le *Sacret* (nom que l'on donnoit au mâle), oiseaux que l'on tiroit du Levant; le *Faucon Lanier* & le *Laneret* (nom que portoit le mâle), qui venoient de la Sicile & de la Grèce); — enfin le Faucon commun ou *Pélerin*, qui se reproduit en France, & à qui l'on donnoit les noms de *Gentil*, *Sor*, *Niais* & *Montagnard*, suivant leur âge & le lieu où ils avoient été pris. — On y trouvoit encore l'*Epervier* & le *Tiercelet*, oiseaux très-fidèles, très-courageux & qui se dressoient parfaitement, mais qui, moins forts que le faucon, ne pouvoient voler que le menu gibier. Aussi étoient-ils classés parmi les oiseaux de basse volerie.

Indépendamment de ces oiseaux de vol, le Duc Louis II avoit encore dans ses équipages des couples d'épagneuls & des laïffes de lévriers, que l'on employoit alors dans cette chasse pour battre la plaine, lever le gibier & rapporter certains oiseaux que les faucons pouvoient bien abattre, mais qu'ils n'étoient pas assez forts pour saisir & lier.

Les faucons & autres oiseaux dressés pour le vol étoient, pour les Fauconniers qui en étoient chargés, l'objet des plus grands soins & de leurs plus constantes préoccupations, mais surtout pendant la période de souffrance dont ils étoient atteints chaque année, c'est-à-dire durant la mue (2). — Ils étoient alors délivrés de leurs entraves & de leur chaperon, & on les laissoit voler librement dans la fauconnerie, qui étoit garnie de plusieurs blocs où ils pouvoient se poser aisément. Leur nourriture étoit en même temps plus abondante & plus délicate : au lieu de la chair crue de mouton, leur pâture habituelle, on leur donnoit alors des poules & des pigeons, & nous voyons dans nos comptes que chaque oiseau avoit par jour une demi-géline.

Le Duc de Bourbon avoit soin, d'ailleurs, de régler chaque année, par une ordonnance, adressée au Trésorier du Forez, le service de ses Fauconniers & l'état & le gouvernement de la Fauconnerie. Le Bailli & le Trésorier étoient même spécialement chargés par lui de veiller à ce que ses ordres fussent exécutés en tous points, & de prendre les dispositions nécessaires pour que les poules & pigeons destinés à la subsistance de ses oiseaux fussent toujours livrés sans difficulté & sans retard.

« Si aucuns à qui seroient les coulombiers, leur mandoit-il au mois de mai 1401, estoient « refusans de bailler les dits pigeons pour le prix accoustumé, que vous fassiez telle raison que « les fauconniers n'aient point deffaulté, & s'il y en a aucun (des Fauconniers) qui parte pour « aller hors sans le consentement des dits Troïfias & Droet & que les oiseaux ne foyent bien « penfés, que l'on lui rebate ses gaiges de tout le moys; & si il y en a aucun qui fasse noysie, qu'il « soit mis en prison ainsi qu'il appartiendra. »

Nous devons donc croire que les faucons du Duc furent entourés de tous les soins désirables;

outre de leurs gaiges, le 17 décembre 1394, chacun 10 livres, valent 50 livres (1,200 fr.). Payé à Odet de Molins pour la vente d'un cheval bay, acheté de luy & délivré à Bourdat, Fauconnier de Jehan Monseigneur, 10 décembre 1394, 16 livres (384 fr.). — 1444. Payé pour prix d'un cheval donné à Jacquemart, Fauconnier

du Duc, 10 livres. (*Comptes d'Etienne d'Entraignes*, Archives du département de la Loire.)

(1) Education des oiseaux de proie.

(2) La durée de la mue étoit d'environ six mois pour la totalité de l'équipage. Elle commençoit ordinairement dans le courant du mois de mai.

dans tous les cas les poules ne firent jamais défaut, car pendant chaque mue les faucons en conforment de fix à sept cents en moyenne.

DÉPENSES DE LA FAUCONNERIE. — La fauconnerie du Duc de Bourbon renfermoit, ainsi que nous l'avons dit, de quinze à vingt oifeaux. Ce chiffre qui paroît d'abord assez minime, ne laissoit pas néanmoins de représenter un équipage assez considérable & de donner lieu à une dépense assez élevée. Il nécessaire d'abord, ainsi que nous l'avons dit, l'emploi d'un nombreux personnel, car un Fauconnier étoit rarement chargé de plus de deux oifeaux, & le prix d'un faucon dressé étoit alors de 8 à 10 livres (de 192 à 240 fr.). On voit qu'un vol de quinze à vingt oifeaux revenoit déjà à une somme importante. — Si l'on ajoute à cela l'achat des chevaux, les gages & les frais d'équipement des Fauconniers & des valets, les indemnités de voyage & les gratifications de tout genre qui leur étoient allouées, ainsi que les frais de nourriture (1) & d'armements des faucons, on comprendra aisément qu'un équipage comme celui du Duc devoit coûter fort cher d'achat & d'entretien, & nous ne croyons pas nous éloigner beaucoup de la vérité en fixant le chiffre à une dépense annuelle de près de vingt mille francs (2).

FAUCONNERIE DE LA DUCHESSE ANNE DAUPHINE.

La chasse aux faucons plaifoit particulièrement aux femmes, qui, sans s'exposer aux fatigues & aux dangers des courtes à travers les forêts, & sans presque s'éloigner de leurs châteaux, pouvoient se livrer à cette agréable distraction.

« Depuis le moment, dit un ancien auteur, où l'oifeau pourfuivoit la proie sur laquelle il étoit lancé jusqu'à celui où il en étoit vainqueur & la rapportoit dans ses ferres, le vol offroit à la chasseresse un spectacle agréable & curieux. Aussi les dames s'y livroient-elles avec autant d'ardeur que les gentilshommes, & ce goût fut un moment si répandu parmi elles qu'on fut obligé de le défendre aux abbeffes mêmes. » La Duchesse ne faisoit donc que se conformer à l'usage en entretenant dans ses terres des équipages de volerie. Seulement, ainsi que nous l'avons dit, ce service étoit monté sur un pied très-modeste, & le personnel en étoit peu nombreux : il ne se composoit en effet que de deux Fauconniers à cheval & de deux valets de pied, & la Fauconnerie ne renfermoit que cinq ou six oifeaux.

(1) Nous voyons en effet qu'indépendamment de la viande de boucherie & des pigeons, dont le prix & la quantité ne sont point indiqués, le nombre des poules conformées par les faucons fut : En 1398, de 600 têtes pour 19 oifeaux ; — en 1394, de 734 ; — en 1402, de 598, pour 14 oifeaux ; — en 1403, de 977, pour 18 oifeaux ; — en 1406, de 640 ; — & en 1408, de 1070. Le prix de la gelée est invariablement fixé à 10 deniers (1 fr.).

Nous trouvons également, dans un compte de 1392, une dépense de 4 livres 11 sols (109 fr. 40 c.) « pour 88 trumaux (gigots) de mouton, gâtés pendant la mue par 10 oifeaux », plus 50 sols pour 60 livres de chandelles, & 4 livres pour forges & bourelleries.

(2) On peut s'en convaincre d'ailleurs par le tableau suivant, dont tous les chiffres sont pris dans nos comptes. Nous prenons une moyenne de 16 faucons & de 8 Fauconniers.

Frais d'acquisition. — Achat de 16 oifeaux, à 8 livres,

128 livres tournois, soit	3,072 fr
Achat de 6 chevaux, à 16 livres, 96 livres t.	2,304
sans compter les frais d'équipement dont nous ignorons le chiffre	

TOTAL	<u>5,376 fr.</u>
<i>Frais d'entretien.</i> — Gages de 8 Fauconniers,	
à 60 livres chacun, 480 livres t.	11,520
Gages de 4 valets, à 36 livres chacun, 144 livres t.	3,456
Dépenses de gelines pendant la mue, 600 têtes à 10 deniers la pièce, 25 livres.	600
Chair de boucherie, 10 livres t.	240
Suif, 3 livres t.	72
Forge, bourellerie (chapierons, longes, jets, verrelles, fonnettes pour les faucons), 5 livres t. Frais d'entretien, sans compter les gratifications pour livrées de Fauconniers.	120

TOTAL	<u>16,008 fr.</u>
-----------------	-------------------

Voici les noms de ses Fauconniers : — de 1386 à 1394, Perrin Gentil & Michel, fils de Mondon ; — de 1386 à 1394, Micho ou Michon (Michel) Mondon & Jehannin ; — de 1397 à 1410, Michaut Mondon & Michon, « son compaignon. » — Leurs gages ou pensions étoient de 11 à 12 livres (de 264 à 288 fr.) par mois, pour eux & leurs valets ; — & la dépense de la Fauconnerie pouvoit s'élever chaque année à 4,000 francs environ (1).

Nous voudrions en terminant donner quelques détails sur la chasse au vol, qui fut peut-être plus en honneur encore que la vénerie, mais nous sommes obligé de nous renfermer dans le cadre que comporte cette étude ; nous nous bornerons à dire qu'elle s'appliquoit à tous les oiseaux de plaine & de rivière, mais principalement à la chasse du héron, des grues, canards, perdrix, cailles & ramiers (2).

Les *Sacres*, *Laniers* & *Faucons pèlerins* étoient employés d'ordinaire au vol du héron, des grues, des canards & cigognes. Il falloit, paroit-il, au moins trois faucons pour chasser le héron, le Hauffepied qui l'attaque & le force à prendre son effor, le Teneur qui le fuit & le Tombiffeur qui le lie. Chacun d'eux combattoit à son rang & veilloit au salut de ses frères d'armes. Les tiercelets & faucons réunis seroient à voler le gabereau, la farcelle, la poule d'eau, le vanneau & la pie, & à chasser le conill ou lapin.

On employoit enfin les tiercelets & les éperviers au vol de la perdrix, de la caille & du ramier.

ANDRÉ BARBAN,

*Ancien archiviste du département de la Loire,
Secrétaire général de la préfecture du département de la Savoie.*

(1) Payé à Micho, le Fauconnier de Madame, qu'elle a ordonné muer les faucons à Clepé cette saison, avec lui ung autre Fauconnier à cheval & un vallet de pié à 12 livres pour mois, à cause des despens de bouche, pour 3 mois & 13 jours, commenciez le 3^e jour de juillet 1396, 47 livres, 4 fols.

Autres despens pour la mue des faucons de Madame & de Loys mon seigneur : 1^{er} à Micho Mondon, Fauconnier Madame, & Michon, son compaignon, pour leurs gaiges serviz à Clepé, où ils ont mué les oiseaux de Madame, à 11 livres t. par moys, compris 2 fols pour chandel, commenciez le 21^e jour de juing, l'an 1397, & finiz le 9^e jour de novembre audit an, où il y a 4 moys & 18 jours, compris en ce le retour en Bourbonnois, où Madame les manda par devers elle ; pour tout ce, 50 livres 12 fols.

Aux dits Fauconniers, pour leurs gaiges de 12 livres par moys, serviz à Clepé, ensemble commenciez le 1^{er} jour de juing 1398 jusqu'au darrain jour de septembre ensuivant, où il y a 4 moys, 48 livres ; l'un des valets parti le 1^{er} jour d'octobre.

Aux dits Fauconniers & l'un des vallez à pié, qui ont plus demoré en la dite mue à Clepé, pour le moys d'octobre & 15 jours en novembre, 13 livres, 10 fols.

Somme : 112 livres, 2 fols.

(Comptes d'Etienne d'Entraigues, Archives de la Loire.)

(2) Outre ces oiseaux, on voit par une charte de 1267 que les faisans qui avoient été importés dans le Forez à l'époque des croisades, s'y étoient acclimatés, qu'on les chassoit avec des faucons comme les perdrix, & que ceux qui les tuoient sans permission étoient condamnés à de fortes amendes. Voici ce que dit sur ce point le Comte de Forez Renaud, dans la charte de confirmation des franchises accordées, en 1239, par Guy IV, Comte de Forez & de Nevers, aux Religieuses de Bonlieu, parmi lesquelles il leur concédoit le droit de chasse, suivant certaines limites, & le droit de pêche dans le Lignon :

- *Volentes & expresse concedentes eisdem dominabus & earum successoribus..... quod si quis infra dictas terminos seu fines, piscari, venari quolibet genere venationis, vel aucupari ad fayanos vel perdices, contra voluntatem ipsarum presumpserit vel attemptaverit, quod predite Domine... percipere valeant & habere & levare possint, auctoritate propria, tres solidos fortium veterum. Nos vero de predictis tale quod committentibus possimus levare penam LX solidos vel amplius.* •

(Nos Preuves, n° 74 ter.) L'Editeur.

LE MAÎTRE DES ÉTANGS DU COMTÉ DE FOREZ (1400)

Le Maître des étangs du Forez étoit commis à la garde des étangs appartenant au Duc & à la Duchesse de Bourbon.

Cet officier présentoit chaque année à la Chambre des comptes de Montbrison un compte détaillé de toutes les recettes & dépenses afférentes à son office.

Dans le premier chapitre il étoit fait mention des recettes de deniers provenant de la vente du poisson ou des récoltes, quand les étangs n'étoient pas mis en eau; au second, figuraient toutes les dépenses effectuées par lui pour l'entretien & la réparation des étangs, les frais de pêche & d'empoisonnement, l'achat des filets, sacs & chapperons, ainsi que la quantité de poisson fournie aux hôtels du Duc & de la Duchesse ou transportée dans les viviers de Montbrison.

Un officier du Duc, nommé Contrôleur des étangs, surveilloit toutes ces opérations & assistoit à chaque pêche. Le poisson étoit estimé par des experts, en présence de membres de la Chambre des comptes de Montbrison, & c'étoit d'après cette estimation qu'il étoit ensuite vendu par le Maître des étangs.

Jehan de Vebret, qui, en 1399 & en 1400, exerçoit cet office, cite dans ses comptes, comme faisant partie du domaine du Duc & de la Duchesse, les étangs suivants :

Le grand étang d'Yfore (près du mont d'Usore); — le second étang d'Yfore, dit étang du Vent; — le troisième étang, dit marais d'Yfore; — l'étang de Meffillieu (Étang du Comte, commune de Grézieu); — l'étang de la Boleine ou de Salvignac (Savigny, près Magnieu Hauteville); — le grand étang Chafey & le petit étang Chafey (commune de CRAINTILIEU); — l'étang de Saint-Morice (Saint-Maurice, près de Saint-Haon-le-Château); — l'étang du Fayn, — & l'étang d'Estivailleilles (près de Saint-Bonnet-le-Château).

Les poissons dont il est fait mention sont : les becques (brochets), les carpes, les brames ou bramaz (brèmes), les bramardes & les quarreaux.

Le rendement des étangs étoit assez considérable. Nous voyons en effet, dans les comptes de Jehan de Vebret, qu'en 1400 le produit de la vente des deux seuls étangs d'Ufore s'éleva à la somme de 236 livres 6 sols 3 deniers une obole (4,726 fr. 26 c.), sans compter 2,182 pièces fournies aux hôtels du Duc & de la Duchesse de Bourbon, & près de mille pièces transportées & mises en garnison dans le petit étang de Chazey & dans le vivier du Clos du Duc, à Montbrison. Le poisson étoit d'ailleurs assez cher; il fut en effet vendu : les carpes, de 40 à 60 sols (40 à 60 fr.) le quarteron; de 2 sols à 2 sols 6 deniers (de 2 fr. à 2 fr. 50 c.) la pièce; les bramardes, 20 sols (20 fr.) le quarteron; les brames, 10 deniers (90 c.) la pièce.

Le Maître des étangs du Forez avoit, en 1400, un traitement annuel de 13 livres (260 fr.) plus une robe d'une valeur de 60 sols (60 fr.). La même allocation étoit attribuée au Contrôleur des étangs, qui étoit alors Zaquarie Reynaud.

A. BARRAN,

*Ancien archiviste du département de la Loire,
Secrétaire général de la préfecture du département de la Savoie.*

SUR DEUX INSCRIPTIONS VOTIVES

EN L'HONNEUR DE LA Déesse BORMO

Protectrice, à l'époque romaine, des Eaux thermales d'Aix en Savoie.

ET

SUR L'ÉTYMOLOGIE DU MOT BOURBON

Par M. ALLMER

La probabilité que les thermes romains d'Aix en Savoie étoient consacrés à la déesse Bormo résulte de deux inscriptions de cette ville, l'une découverte, il y a seulement quatre ans, dans la partie des bains antiques qui s'étend sous le jardin de la maison Perier, l'autre encaissée de temps immémorial dans une muraille romaine formant aujourd'hui la paroi du côté d'Est de la piscine gratuite à l'usage des femmes. Très-dégradée par le temps, cette dernière inscription, bien que connue & publiée, ne paroît avoir été ni lue ni interprétée convenablement jusqu'à ce jour. Albanis de Beaumont, habile dessinateur plutôt qu'épigraphiste, l'a reproduite dans l'atlas de sa *Description des Alpes Grecques & Cottiennes* (1), mais d'une manière fautive & inintelligible. M. Greppo l'a aussi rapportée dans ses *Etudes sur les eaux thermales & minérales de la Gaule* (2). Malheureusement, la copie inexacte d'Albanis, dont s'est servi le savant chanoine, tout en exprimant un vif regret de ne pouvoir vérifier le monument par lui-même, ne lui a pas permis de reconnaître, ni de mettre en lumière le fait archéologique intéressant que lui eût révélé une transcription meilleure.

Cette inscription est gravée sur une petite pierre oblongue, de 38 centimètres de longueur sur 20 de hauteur, de peu d'apparence, sans moulures, sans ornements aucuns. Les lettres, fort altérées par la vétusté & par de nombreux accidents, affectent cette forme qu'on nomme *rufinique*, dont l'époque est difficile à déterminer :

CVLIIIVS
CVTICVS
BOR VVSLM

Caius Vettius (1) *Cupicus* (2) *Bormoni aui voverat solvit libens merito* (3).

Le nom du dévot, que, d'après le nombre & l'espacement des lettres, je conjecture pouvoir être *Vettius*, est à proprement parler illisible. Sans exiger une restitution aussi arbitraire, le surnom n'est pas lui-même exempt de toute incertitude, & l'on demeure indécis entre *Cupicus*, justifié par une inscription de Muratori (4), & *Guticus* pour *Gothicus*, qu'autorise le texte d'une borne milliaire (5) de l'empereur Aurélien (6). Ce dernier surnom, si l'on devoit le préférer,

(1) Pl. 19, 9.

(2) P. 156.

(3) On pourroit lire : *Cn(eus) Eppius Guticus...*

(4) 1783, 36.

(5) A Tain, dans le département de la Drôme.

(6) Vopiscus, *Vie d'Aurélien*, 30.

pourrait jusqu'à un certain point fournir une indication sur l'âge de l'inscription, qui alors ne remonterait probablement pas plus haut que la moitié du III^e siècle, la première apparition des Goths dans les provinces de l'Empire coïncidant avec le règne de Trajan Déce.

Le sigle BOR, que je traduis par *Bormoni*, étant séparé du premier des deux V qui suivent, par un espace un peu plus marqué que celui qui existe entre les autres lettres, il m'a paru que ces deux V appartiennent à la formule indicative de l'accomplissement du vœu & qu'il convient de lire : *Bormoni uti voverat solvit libens merito* plutôt que *Borvoni votum solvit libens merito*. L'une ou l'autre version, au surplus, importerait assez peu au sens, puisque sur d'autres monuments la déesse dont il s'agit est indifféremment nommée *Borvo* & *Bormo* (1). Mais, on va le voir, c'est bien *Bormoni* qu'il falloit lire.

La seconde des deux inscriptions d'Aix, relative à la déesse Bormo, est aussi un *ex-voto*, sans doute contemporain du précédent avec lequel, autant par la disposition du contexte que par la forme des lettres, il offre beaucoup de ressemblance. Le nom de la déesse y est exprimé par l'abréviation plus complète & plus régulière BORM, qui ne permet plus d'hésiter entre *Bormoni* & *Borvoni*. Comme dans l'autre inscription, la formule votive commence par deux V : *uti voverat*.

M. LICIN RVSO BORM VVSLM

Marcus Licinius Rufus Bormoni uti voverat solvit libens merito.

Ce *titulus*, en une seule ligne & en grands caractères parfaitement conservés, se lit sur une longue bande de pierre de 1 mètre 90 centimètres, sur 20 centimètres de hauteur, qui a dû faire partie, comme plinthe, frise ou linteau, de quelque décoration architecturale. Cette destination indiquerait que Marcus Rufus, qui vint autrefois demander la santé aux eaux d'Aix, avoit payé le tribut de sa reconnaissance à la déesse Bormo, en ornant d'un *nymphaeum* en son honneur les thermes dont vraisemblablement elle étoit la divinité protectrice (2).

D'autres lieux de la Gaule, célèbres aussi dans l'antiquité par leurs eaux thermales, ont été consacrés à la déesse Bormo, & conservent dans leurs noms & sur leurs monuments le témoignage de cet ancien culte.

Bourbon-l'Archambaud s'appelle sur la carte de Peutinger *Aqua Bormonis* (3). Deux autels votifs à Bourbonne-les-Bains (4), trois à Bourbon-Lancy (5) offrent le nom de la même déesse

(1) Orelli, 1974.

(2) Cette pierre, scellée par le milieu, forme aujourd'hui les deux premiers degrés de l'escalier par lequel on descend dans la partie des bains romains dite *Bains de César*, remarquable par une piscine octogone, incrustée de marbre blanc, au milieu d'un *raparium* dont les curieuses dispositions font encore très-apparentes.

(3) Valois, *Notit. Galliar.*, p. 104.

D'Auvillie, *Notice de l'ancienne Gaule*, p. 74.

Valckenaer, *Géogr. anc. des Gaules*, t. 1, 372 ; t. 111, 67.

Greppo, *Études sur les eaux therm.*, p. 25.

Renier, *Annuaire de la Soc. des antiq. de France*, p. 247.

A côté du nom *Aqua Bormonis*, je remarque sur la carte cet édifice carré renfermant une cour, qui y accompagne presque constamment le nom des lieux pourvus d'un établissement thermal dont il parait être la représentation & le signe indicateur.

(4) DEO. APUL. ..BORVONI, T. * et (?)

LINI. BORVONI

MONAT. C. JA

ET. DAMONAE

TINIV. S. EO. * Latinius (?)

C. DAMINIVS

HANVS. IN

FEROX CIVIS

C. PR. D. SAIV. (Civis) Lingonus (?)

LINGONVS. EX

TE. COCLIAE

VOTO

EX. EX. VOTO

Orelli, 5880.

Greppo, *id.*, p. 28

Greppo, *Études sur les eaux thermales*, p. 20.

(5) BORVONI. ET. DAMONAE

T. SEVERIVS. MO

DESTVS. OMNIB

HONORIBVS. ET. OFFICIIS

APVD. AEDVOS. TVNCTVS.

V. S. L. M

Greppo, *id.*, p. 56.

sous les variantes *Bormo* & *Borvo*, & en association constante avec une autre divinité tutélaire des eaux thermales, du nom de *Damona*. Elle est en outre associée sur l'une des deux inscriptions de Bourbonne-les-Bains, à Apollon (1), qui paraîtrait avoir aussi été le dieu protecteur des eaux de Bourbon-Lancy. C'est au moins ce que, jusqu'à un certain point, donne à entendre un passage d'une lettre d'Eumène adressée à Constantin, passage d'après lequel ces eaux, comme celles de quelques fontaines, en Sicile (2), à Tyane en Cappadoce (3), auraient servi à l'épreuve des parjures. « *Jam omnia te vocare ad se templa videantur praeipueque Apollo noster cuius serventibus* » *acquis perjuria puniuntur*..... (4). »

Si le sens de cette phrase étoit parfaitement clair, s'il étoit bien évident que par les mots *serventibus aquis* Eumène s'est proposé de désigner des eaux thermales & par conséquent celles de Bourbon-Lancy, les seules qui ne fussent pas très-éloignées d'Autun, d'où écrivait le célèbre rhéteur, il en résulteroit une notion importante & fort curieuse pour la question qui nous occupe. C'est qu'alors peut-être notre déesse Bormo feroit, non plus une déesse, mais Apollon, décoré d'un furnom particulier. Telle est en effet la conjecture de M. Henzen. Ce savant continuateur d'Orelli soupçonne, dans le mot *Borvo*, un simple furnom d'Apollon (5); en sorte que le début de l'inscription de Bourbonne, *DEO APOLLINI BORVONI ET DAMONAE*, ne signifieroit pas : *Au dieu Apollon & aux déesses Borvo & Damona*, mais bien : *Au dieu Apollon Borvon & à la déesse Damona*.

Mais comme il n'est pas d'une entière évidence que les *aqua serventes* du texte cité désignent plutôt des eaux chaudes naturelles que des eaux chauffées au moyen du feu pour servir aux ordalies, il se pourroit que l'*Apollo noster* d'Eumène se rapportât au temple d'Apollon qui existoit de son temps à Autun, non loin du Capitole, & dont il parle en plusieurs endroits de ses écrits. Plaçons ici toutefois une remarque tirée des exemples connus, qui tend à la confirmation de la première hypothèse. Le parjure n'étoit pas, chez les anciens, du ressort de la justice civile. Justinien est le premier qui ait édicté des lois pour le punir; jusque-là on laissoit aux dieux le soin de se venger eux-mêmes. Mais alors, pour que cette manifestation de la justice divine ne fût pas à bon droit suspecte, n'est-il pas vraisemblable de penser qu'on s'abstenoit autant que possible d'employer, pour ces sortes de jugements de Dieu, des moyens artificiels?

D'après Orelli, les déesses Bormo ou Borvo (& non *Bormonia*, comme il l'écrit fautivement) (6), & *Damona* auroient été particulières aux Séquanes & aux Eduens. Les deux inscriptions d'Aix qui font le sujet de cette étude témoignent que le culte de la première étoit en honneur chez les Allobroges, & que, selon toute apparence, les thermes d'Aix lui étoient consacrés. Si même je ne me laisse abuser par une ressemblance de mots, le souvenir de cette déesse se retrouve encore au-delà des Alpes, dans les eaux thermales de Bormio en Valteline, appelées dans

C. IULIUS. I. P. OREDBIGIS. F. MACVVS
PRO. A. IULIO. CALENO. FILIO
BORMONIT. * DAMONAE
VOT. A.OI.

Greggio, id., p. 56.

..... A. EST. SAC.

..... SILICA. V.

..... RVONI. ET.

Greggio, id., p. 57.

(1) Sans doute en la qualité de dieu médecin, père d'Esculape.

(2) Aristote, *De admirand. auditentib.*, 55. — Macrobie, *Saturn.*, 19. — Diodore de Sicile, 11.

A Palice, au pied de l'Etna, étoient deux petits lacs

d'eau bouillante & foudrée, d'une extraordinaire profondeur. On juroit par ces sources en écrivant le ferment sur des tablettes que l'on jetoit à l'eau. S'il étoit sincère, elles fumageoient; dans le cas contraire, elles alloient au fond, & sur-le-champ le parjure étoit frappé de mort ou de cécité.

(3) Philostrate, *Vie d'Apollonius de Tyane*. Il y avoit à Tyane en Cappadoce une fontaine dont l'eau bouilloit quoique froide. Inoffensive pour les autres, elle faisoit venir aux parjures des pustules livides & des tumeurs d'une nature pernicieuse.

(4) *Panegyrici vet.*, 6, 21.

(5) *Supplément à Orelli*, page 23 de la table.

(6) 1974.

Caffiodore *Aguas Bormias* (1). Elles étoient à l'époque réputées très-efficaces contre la goutte, témoin une lettre du Roi Théodat (*Theodahadus*) à un Comte du nom de *Vuinufiadus* (2). Il est assez curieux d'y voir quelles étoient en médecine quelques-unes des idées du Roi des Ostrogoths & de l'entendre les exprimer dans le langage d'un homme de guerre.

Ce n'est pas sorti du sujet offert à l'attention du lecteur, que de rapporter ici une inscription en l'honneur d'une divinité dont le nom se rapproche beaucoup de celui de Bormo. Le commencement de cette inscription se lit sur une pierre employée dans la construction du contre-fort, à gauche de la porte majeure, de l'église de Saint-Vulbas, dans le département de l'Ain. C'étoit, dans le principe, la partie supérieure d'un autel carré, décoré, selon l'ordinaire, d'un couronnement en faillie. Le bon goût du maçon s'est bien gardé de faire grâce à cette faillie qui déshonorait, à ses yeux, la régularité de son œuvre.

BORMANAE
AVG SACR
CAPRI
A..RATINVS
.

Evidemment la forme plurielle du nom *Caprii* (3) appelle, à la suite de ce nom, plusieurs *urnae* & dénonce un texte incomplet. J'ai cru en reconnoître la fin sur un fragment placé dans le mur d'un moulin, au même village, & contenant ces deux lignes :

SABINIANVS
D S D

C'est-à-dire, en réunissant les deux parties :

Bormanae Augustae sacrum. Caprii Atratinus (?)..... Sabinianus duo donaverunt.

Trois personnes de la même famille, *Caprius Atratinus* (?), un autre *Caprius*, dont le *urnum*, emporté par la fracture de la pierre, a laissé quelques traces sur le bord du fragment principal, & un troisième *Caprius*, surnommé *Sabinianus*, avoient élevé à leurs frais un autel à la déesse *Bormana Auguste*.

Il ne faut pas, sans doute, se presser de conclure, sur le simple indice d'une similitude de noms, que *Bormana* étoit la même personne mythologique que *Bormo*. Celle-ci ne s'est encore rencontrée que dans les lieux où existent des eaux thermales, tandis que *Saint-Vulbas*, renommé, il

(1) *Variar.*, 10, 29.

Dictionn. géogr. de Kilian. A *Bormio*, en allemand *Worms*, sur le penchant du mont Braglio, à demi-lieue de ce bourg, on trouve des eaux thermales qu'a célébrées Caffiodore. Ces eaux sont très-fréquentées par les malades de la Valteline & des Grisons.

(2) Caffiodore, *Variar.*, 10, 29.

L'édition de Genève, 1609, porte : *V'infraito comiti Theodahadus rex.*

(3) M. Champollion, pour ne s'être pas aperçu que, sur les monuments épigraphiques romains, le nom propre qui est commun à plusieurs personnes se met ordinairement au pluriel, au lieu d'être répété un nombre de fois pareil à celui de ces personnes, s'est complète-

ment fourvoyé dans l'interprétation d'une inscription de Grenoble, & a fait de deux frères ou parents, du nom de *Caffius*, un Mars topique appelé *Caffi*. Et cette bizarre méprise lui a fourni le sujet d'une brillante dissertation sur le dieu *Mars Caffi*.

L'inscription est en vérité trop simple pour qu'il lui soit permis de s'y tromper :

MARTI AVG
CASSI
SEVERINVS
CENFORINVS

Marti augusto. Caffius Severinus (5) Caffius Cenforinus (posuerunt).

est vrai, pour les sources, ne possède aucune eau de ce genre, ni même aucune eau à laquelle la tradition attribue quelque propriété exceptionnelle. Les fontaines de Saint-Vulbas, autrefois Saint-Bourbaz (1), ne sont remarquables que par leur abondance, leur limpidité parfaite & leur fraîcheur. Une de ces fontaines, qui a conservé dans le pays le nom de *Fontaine des Rois*, est devenue tristement célèbre par la mort du Duc de Savoie, Philibert-le-Beau.

C'est Paradin qui raconte (2) : « Auquel temps & an, au mois de septembre, le beau Duc « Philibert, étant allé chasser en un lieu nommé Lagnieu, avoit fait appeler son dîner auprès « d'une fontaine, au lieu de Saint-Bulba, qui est du mandement & juridiction de Loyettes, & « ayant chaud, print trop grande fraîcheur auprès d'icelle fontaine, qui lui engendra un pleu- « resis dont, se sentant mal, le dit Seigneur se retira incontinent en son chasteau de Pontdains, « lieu fort delectable, auquel lieu fut si pressé, que bientoit après vint à rendre l'esprit à Dieu, « en l'an de son aage 25^e environ, le 9^e jour de septembre, en la même chambre où il naquit. »

Qu'on veuille bien me permettre de clore cette digression par la citation d'un quatrain emprunté aussi à la *Chronique de Savoie* (3) :

*Philibert, de valeur, de taille & de visage,
Égal aux demi-dieux, prince de grand espoir,
Mourut, hélas! trop tost, en l'april de son aage,
La Parque ne pardonne à beauté ny pouvoir.*

Mais il est temps de quitter les fontaines de Saint-Vulbas & leurs pernicieux ombrages & de revenir à notre humble sujet.

De *Bormo* ou *Borvo* se font formés les noms de Bourbon & de Bourbonne (4). Il est réellement étonnant qu'en présence du témoignage formel de la Carte théodosienne (5) & des révélations épigraphiques (6) on ne s'en soit pas aussitôt aperçu, & que la plupart de ceux qui ont eu à s'occuper de la question aient persisté à vouloir en douter. « C'est le cas de remar- « quer, dit M. Greppo, dont les avis ont toujours tant de justesse, que pour ce lieu (Bourbon- « Lancy), comme pour son homonyme du département de l'Allier, comme pour Bourbonne- « les-Bains, l'étymologie des noms se trouve évidemment dans le nom de la divinité thermale « Bormo ou Borvo. Il seroit ridicule d'en chercher une autre (7). »

Ainsi, ce nom de Bourbon, devenu si illustre dans notre histoire, ne vient pas, comme on l'a souvent écrit (8) : *a burbis id est ab aquis lutosi quas bourbes nostri vocitant*, ni comme le révoit, il y a bientôt 200 ans, un très-docte & fort original personnage, le sieur Nicolas Catherinot, du nom d'un fondateur appelé *Urbanus* (9); ni comme le veut si singulièrement Mefire Olivier de la Marche, d'un *bonarg* retourné en un *bourg bon* (10).

(1) Ménage, *Dictionn. étymol.*, au mot *Vulbandus*.

(2) *Chronique de Savoie*, 377.

(3) *Quatrains contenant un abrégé de la vie des princes de Savoie*, à la suite de l'*Avis au lecteur*, édition de 1602.

(4) La transition synonymique de *Borvo* à *Bourbonne* apparaîtroit clairement dans le nom de *Vorvonesis castrum* que portoit au moyen-âge un château construit en 612, sur l'emplacement d'un ancien temple.

(5) La carte Théodosienne a été découverte au XV^e siècle par Conrad Celtès & publiée pour la première fois en 1598.

(6) L'inscription de *Latinius Romanus* étoit déjà connue au XVI^e siècle.

(7) *Étud. arch. sur les eaux therm.*, 58.

(8) Valois, *Notitia Galliar.*, 104.

Expilly, *Dict. géogr. hist. & polit. des Gaules & de la France*. « On croit avec raison que la ville dont il est « question (Bourbon-l'Archambaud) a pris son nom de « la bourbe qui est au fond de ses eaux. »

Du Cange, « *A voce Burba quidam dicta volunt Bor- « bonium Archambaldi & Borbonum Anselmum quod ex « urbes prae aquarum abundantia lutosae sint ac carneae.* » Ménage, *Dict. étymol.* « Il y en a qui croient que ces « lieux ont été ainsi appelés à cause des bourbes dont « ils sont pleins. »

(9) Les fondateurs de Berry, par le sieur Nicolas Catherinot.

(10) *Introduction à ses Mémoires*, édition Petitot, 202.

« Et comme toutes choses, dit-il, ont commencement pour ce qu'en tous les deux lieux
 « que l'on nomme Bourbon, a bains chauds que l'on dit medecinales & s'y vont plusieurs gens
 « baigner pour se medeciner & pour recouvrer lanté d'aucunes maladies, à cette cause & pour
 « ce que plusieurs gens y hantoyent & y converfoient, hostelliers, taverniers, marchans &
 « ouvriers mecaniques, se logerent celle part pour gaigner & avoir profit; tellement qu'assez
 « tost après, se fit en iceux lieux gros & puissans bourgs & augmentèrent tellement, qu'entre
 « les autres bourgs, on disoit d'un chacun d'iceux voisins, c'est un *bon bourg*, & à le prendre au
 « rebour, peut-on dire c'est un *bourg bon*. Et de ce nom *bourg bon*, en continuation de langage,
 « sont encore appelés ces deux lieux Bourbon »

Affurément, l'ingénieux courtifan, qui s'est mis en frais d'imagination pour trouver cette étymologie louangeuse, ne se doutait guère que ce qu'il cherchoit avec tant de peine, se lisoit gravé tout au long sur d'antiques pierres, heurtées plus d'une fois peut-être par son pied dédaigneux, & que la vérité laissoit loin derrière elle tout ce que l'effort de son esprit eût pu lui suggérer de plus flatteur.

Non ! ce n'est ni dans « la bourbe » d'une eau trouble, ni dans un rams « de taverniers, d'hostelliers & de marchans » qu'il falloit aller chercher l'origine du nom des Bourbons. Il falloit remonter jusqu'à la mythologie gallo-romaine & jusqu'à l'Olympe, & l'emprunter au nom d'une divinité bienfaisante, qui n'étoit peut-être autre qu'Apollon lui-même.

CHRONOLOGIE DES SIRES DE BOURBON

D'après M. CHAZAUD (1), Archiviste du département de l'Allier.

AIMARD, *miles clarissimus*, fonda le prieuré de Souvigny (916, 921 ou 922), & mourut vers 950; d'Ermengarde, sa femme, il eut :

- 1° Aimon, Sire de Bourbon;
- 2° Dacbert;
- 3° Archembaud.

AIMON 1^{er}, « le premier de sa race qui ait pris le nom de Bourbon, » est mentionné pour la première fois dans une charte datée de novembre an xv du Roi Louis (944, 951 ou 953); fit des donations considérables à Souvigny, & mourut vers 980, laissant d'Aldeinde, sa femme :

- 1° Géraud;
- 2° Archembaud 1^{er}, qui lui succéda.

(1) « *Etude sur la chronologie des sires de Bourbon* (X^e-XIII^e siècles), par M.-A. Chazaud, Archiviste du département de l'Allier. » — L'excellent *Mémoire* dont nous venons de transcrire le titre & auquel M. Guigue a emprunté tous les éléments du présent Tableau, a obtenu le prix d'histoire au concours ouvert en 1864 entre les Sociétés savantes par M. le Ministre de l'Instruction publique. Il n'avait pas encore paru lorsque nous avons fait imprimer ci-dessus (pages 26 et suivantes de nos *Pièces supplémentaires*), le Tableau généalogique des Sires de Bourbon d'après les mss. du P. André, que M. Cha-

zaud surprend foudroyé en flagrant délit de mauvaise foi & fabriquant même, à l'occasion, de faux documents à l'appui de ses thèses. Mais s'il faut beaucoup en rabattre de ce que nous avons dit de flatteur pour le Père André dans la Note qui accompagne le *Tableau généalogique des Sires de Bourbon*, il n'en est pas moins vrai que l'on trouve dans le Recueil manuscrit de ce peu scrupuleux généalogiste (& que l'on ne trouve que là), un grand nombre de pièces précieuses dont l'authenticité est incontestable, & dont nous avons fait usage plus d'une fois.

L'Éditeur.

ARCHEMBAUD 1^{er}, Sire de Bourbon (*princeps Borbonensis*), surnommé le Verd (*Viridus*) ou le Vieux (*Senior*), mourut avant 1034, laissant d'Ermengarde (de Saint-Maurice), sa femme :

- 1^o Archembaud II, qui lui succéda ;
- 2^o Aimon, Archevêque de Bourges en 1030, mort le 30 mai ou le 5 juin 1071 ;
- 3^o Albuin, vivant en 1048 ;
- 4^o Géraud.

ARCHEMBAUD II, Sire de Bourbon, surnommé le Jeune (*Junior*) & le Blanc (*Albus*), fonda l'église du Montet, rétablit celle de Montcenoux, & mourut en 1078, laissant d'Aurea ou Beletrud, sa femme :

- 1^o Archembaud III, le Fort, qui lui succéda ;
- 2^o Aurea, enterrée au Montet ;
- 3^o Ermengarde, mariée d'abord (1070) à Foulque le Rechin, Comte d'Anjou, puis (1081) à Guillaume, Sire de Laigny.

ARCHEMBAUD III, le Fort (*Fortis*), mourut vers 1104, laissant de sa femme Beliarde :

- 1^o Archembaud IV, qui lui succéda ;
- 2^o Pierre de Blot ;
- 3^o Aimon ;
- 4^o N....., femme d'Amélius de Chambon.

ARCHEMBAUD IV mourut vers 1105, ne laissant de N..., sa femme, qui épousa en secondes noces Alard Guillebaud, Seigneur de la Roche Guillebaud & de Château Meillant, qu'un fils, nommé aussi :

Archembaud, qui fut dépossédé, immédiatement après la mort de son père, par son oncle

AIMON II, dit Vaire-Vache, à cause de la couleur de ses cheveux. Aimon II, châté à raison de cette usurpation par Louis-le-Gros, qui l'assiégea & le fit prisonnier dans Germigny, mourut le 5 juillet 1116. Luce de Tonnerre, sa femme, lui donna un fils, Archembaud V, qui hérita paisiblement du Bourbonnois.

ARCHEMBAUD V accorda en 1137 des franchises à Villefranche de Moncenoux, en 1145 au Breuil, près d'Agonges ; se croisa en 1147-1149, avec Louis-le-Jeune, & mourut en 1171. Agnès de Savoie, sa femme, nièce du Pape Calixte II, & sœur d'Alix, Reine de France, le rendit père de deux enfants :

- 1^o Guiberge, mariée vers 1139 à Ebbo de Charenton ;
- 2^o Archembaud, né en 1140, mort en 1169, laissant d'Alix de Bourgogne, sa femme, fille d'Eudes II, Duc de Bourgogne, une fille unique, Mathilde, qui succéda en 1171 à son grand père, sous la tutelle d'Agnès de Savoie.

BOURBONS-DE-AMPIÈRE.

MATHILDE 1^{re}, Dame de Bourbon, épousa vers 1180 Gaucher de Vienne, Sire de Salins, à cause d'elle Sire de Bourbon, & avec lequel elle divorça en 1195, pour épouser, l'année suivante, Gui de Dampierre, Maréchal de Champagne, mort le 18 janvier 1216. Mathilde lui survécut jusqu'en 1218. De son premier mariage elle eut :

Marguerite, femme 1^o de Guillaume de Sabran, Comte de Forcalquier; 2^o de Jocerand-le-Gros, Sire de Brancion;

De son second mariage elle eut :

1^o Archembaud VI, Sire de Bourbon;

2^o Guillaume, époux de Marguerite, Comtesse de Flandre & de Hainaut;

3^o Gui, Seigneur de Saint-Juft, de Genfat, &c., mort en 1277 & enterré dans le couvent des Cordeliers de Champagne;

4^o Mathilde ou Philippe, première femme de Gui IV, Comte de Forez;

5^o Marie, femme 1^o de Hervé, Seigneur de Vierzon, tué à Damiette; & 2^o de Henri I^{er}, Sire de Sully;

6^o & 7^o Jeanne & Marguerite.

ARCHEMBAUD VI, Sire de Bourbon en 1216, accorda des privilèges à Moulins en 1232, à Gannat en 1236, & mourut le 23 août 1242, laissant de Béatrix de Mello, sa femme, fille de Dreux de Mello, Connétable de France :

1^o Archembaud VII, qui lui succéda;

2^o Guillaume, Sire de Beçai, dont la postérité s'éteignit en 1310;

3^o Gui, Seigneur de Nérès, Doyen de Rouen;

4^o Dreux de Bourbon, Chanoine & Chevecier de Chartres;

5^o Marguerite, mariée dès l'année 1232 à Thibaud VI, Comte de Champagne & de Brie, puis Roi de Navarre;

6^o Béatrix, femme de Beraud de Mercœur, Maréchal de Bourbonnois & Lieutenant d'Archembaud VI en Auvergne;

7^o Marie, femme de Jean I^{er}, Comte Dreux, en 1242.

ARCHEMBAUD VII accorda des franchises à Montluçon le 5 décembre 1242, à Charroux en 1245, & mourut le 15 janvier 1249, laissant de Yolende, fille de Gui de Châtillon, qu'il avoit épousée en 1228 :

1^o Mathilde II^e, qui lui succéda;

2^o Agnès, qui succéda à sa sœur.

MATHILDE II^e, Dame de Bourbon, morte en 1262, après avoir été mariée en 1248 à Eudes, fils d'Hugues IV, Duc de Bourgogne, à cause d'elle Sire de Bourbon, & dont elle eut :

1^o Yolende, mariée en 1258 à Jean Tristan, quatrième fils de saint Louis;

2^o & 3^o Marguerite & Alix.

AGNÈS, Dame de Bourbon, succéda à sa sœur dans la possession du Bourbonnois, épousa en premières noces Jean, second fils d'Hugues IV, Duc de Bourgogne, mort le 29 septembre 1268, & en deuxième, en 1277, Robert, Comte d'Artois. Agnès mourut le 7 septembre 1287, laissant son riche héritage à sa fille issue de son premier mariage, Béatrix, mariée en 1276 à Robert, Comte de Clermont, sixième fils de saint Louis & tige de la maison royale de Bourbon.

M.-C. GUIGUE, archiviste paléographe,
Membre de la Société de l'Ecole des Chartes.

L'HOTEL DE BOURBON

A PARIS

Notice extraite du tome I^{er} de *l'Histoire générale de Paris, Topographie du Vieux Paris*,
par M. Adolphe Barré, historien de la ville.

Ouvrage orné de nombreuses planches sur acier, grand in-4°. Imp. imp., 1866.

Jaillot a prétendu que l'origine de l'Hôtel de Bourbon remontoit presque à Philippe-Auguste; c'est faire erreur d'un siècle: les renseignements suivants, puisés dans les archives du Bourbonnois ne laissent aucun doute à cet égard (Arch. de l'Emp. P. 1163 & P. 1369, cotes 1149 à 1172 & 1793 à 1855).

Les Sires de Bourbon ne possédoient rien dans le voisinage du Louvre, lorsque, le jeudi avant la Saint Laurent, l'an 1303, Louis, fils aîné du Comte de Clermont, acheta pour 1400 livres parisis, une maison qui avoit été à Oudard de Neuville, & que l'acte de vente énonce: « séant à Paris, ou Foffé Saint Germain l'Aucerois... en la censive du Chapitre de l'église de Saint-Germain dessus dit; tenant d'une part à la maison du Noier, qui est au Prieur de la Charité sur Loire (sic), & de l'autre part, à la maison qui fu Robert Evrout, aboutissant par derrière au manoir dudit Robert. » Cette première acquisition fut suivie de celle de la maison d'Evrout, qui fut vendue en trois fois; savoir: 1^{re} un quart à une époque inconnue; 2^e un second quart le samedi avant la mi-carême 1308, par Gérard dit Larde, & Jehanne Gudinne, qui l'avoit eu par héritage de Marie, femme de Robert Evrout, lequel étoit bourgeois de Paris... Ce second quart est dit: « séant... sus la rivière, si comme l'en va au Louvre..., tenant d'une part à la maison Vivien le Portier, & d'autre part à Pierre le Bourfier (qui possédoit le reste), & par les derrière, au manoir monseigneur Enguerran de Marigny (hôtel d'Alençon). » Il étoit de la censive de Saint-Denis de la Charité, & par conséquent compris dans une zone de 25 toises de large à partir de la rue d'Autriche: il renfermoit en outre la « quartie partie de onze hosties séanz en la rue d'Offertiche, » & la moitié d'une maison que l'on disoit « *A la cage*, séant en Hostieriche, tenant à la maison Jehan du Droiz, d'une part, & d'autre part, à la maison Homart de la Marche. » Le tout fut vendu au prix de 320 livres de « bons parisis, » La troisième & dernière partie de la propriété d'Evrout, dont elle formoit la moitié, & qui étoit aussi en censive de Saint-Denis de la Charité, fut vendue 900 livres le vendredi avant les Brandois 1312, par ce Pierre le Bourfier dont il est question plus haut, & Perrenelle la Ramonnière. Le lot est énoncé dans l'acte de vente, « moitié d'une grande maison... qui fu feu Robert Evrout... sus la rivière de Sainne, près de la porte du Louvre.... tenant à la maison Jehan Gudin d'une part, & d'autre part à l'autre moitié de ladite maison, que noble homme & puissant Monseigneur Loys de Clermont, chambrier de France, sire de Bourbonnois, ainz né filz du conte de Clermont, tient à présent.... de rechef plusieurs maisons ou estages assis en la rue de Hostieriche, ou renc pardevers ladite grant maison, tenant à icelle grant maison & à la court d'icelle, en la censive dessus dite. De rechef la moitié d'une petite maison allée en ladite rue, à l'opposite des anciens maisons (de l'autre côté de la rue) & estages dessus diz, tenans à la maison Jehan du Pont. »

On peut, au moyen des textes qui précèdent, se faire une idée assez nette de ce que devoit être l'hôtel de Louis de Bourbon. La forme, en plan, se rapprochoit de celle d'une croix irrégulière, dont trois branches aboutissoient sur les voies publiques (quai, rue des Pouliés & d'Autriche), qui circonfermoient l'îlot; la quatrième aboutissoit à l'hôtel de Marigny. On ne voit point que cette bizarre disposition ait été sensiblement modifiée avant la fin du XIV^e siècle. A cette époque,

l'hôtel fut rebâti après avoir été considérablement augmenté au moyen de nombreuses acquisitions, qui, malgré ce qu'on en a écrit, n'entamèrent en rien l'Hôtel d'Alençon. Elles confisquèrent feulement dans une série de maisons que nous allons indiquer en suivant, autant que possible, l'ordre topographique, assez confus, qui résulte des titres.

Sur la rue des Poulies: *la maison du Noyer*, qui appartenait au Prieur de la Charité-sur-Loire, & étoit contiguë à cette première maison achetée en 1303; elle fut obtenue, le 13 février 1385, en échange de deux autres situées à la porte Bordelle, & faisoit hache derrière les deux suivantes: *la maison de l'Image Notre-Dame*, contiguë à la précédente, acquise pour 200 francs, le 26 mars 1384, de Pierre de Beauvais, dit du Noyer; autre maison contiguë, qui paroit se confondre avec un logis dont la moitié fut achetée le 29 mai 1389; — la maison des « *Cauchers, Coches, Coiches*, » ou « *Coqueletz*, » contiguë, achetée 900 francs de Robert Ridet, le 16 septembre 1388.

Sur le quai: maison contiguë à une maison vide, faisant le coin du quai, achetée le 8 mai 1353; — *la maison de l'Image Sainte Catherine*, achetée le 29 juin 1395, pour 400 écus à la couronne; — *la maison de la Barbe d'Or*, contiguë, achetée avec la suivante pour la somme de 1000 francs, le 16 février 1389. — Le 26 mai 1385, il avoit déjà été fait acquisition d'une place de quatre toises deux pieds de long, sur deux toises deux pieds de large, située derrière la maison de la Barbe d'Or; sur cette place, en 1399, se trouvoit la cuisine de l'Hôtel de Bourbon; *la maison du Plat d'Etain*, contiguë, & appartenant à Robert Rouffet; — *la maison de l'Ecu de France*, contiguë, achetée le 10 avril 1388. Le 26 mai 1365, il avoit aussi été fait acquisition d'une place située derrière cette maison, & qui tenoit à la partie postérieure de l'hôtel du Noyer: il s'y trouvoit alors des étables, & elle mesuroit quatre toises deux pieds de long, sur quatre toises quatre pieds de large. La maison de l'Ecu de France & toutes celles qui précèdent étoient de la censive du chapitre Saint Germain l'Auxerrois; toutes celles qui suivent étoient de la censive du Prieuré Saint Denis de la Chartre; — *la maison de l'Ecu de Bretagne*, achetée 200 francs le 19 décembre 1385; — *la maison du Fer à Moulin*, contiguë, achetée le 23 mai 1386 (?); — autre maison contiguë, acquise le 31 décembre 1385; — deux autres maisons contiguës, propriétés, l'une de Jean Monet, l'autre de Jean Chaut; — autre maison contiguë, achetée le 10 décembre 1395; elle avoit, hors œuvre, neuf toises de profondeur, seize pieds de largeur au bout, vers l'Hôtel de Bourbon, & quinze & demi seulement sur le quai; — deux places vides, contiguës, ayant appartenu à Simon Vergal; la seconde, où avoit existé une maison appartenant à Jean de La Haute Maison, faisant le coin oriental du quai & de la rue d'Autriche; — *maison dite de la Nasse*, sise rue d'Autriche, & à laquelle aboutissoient les places précédentes; — une maison appartenant à Thomas du Moret; — maison contiguë, achetée le 22 novembre 1389.

Nous avons encore rencontré la mention de quelques autres propriétés, mais en termes trop vagues pour que nous puissions mettre le renseignement à profit. Il est sûr toutefois que le nombre total des maisons acquises depuis le commencement du siècle n'excéda point une trentaine; par conséquent, il est entièrement invraisemblable que le Duc de Bourbon ait eu affaire à trois cents vendeurs, comme on le lit dans l'ouvrage de Sauval, lequel cite, parmi les maisons achetées, celle du Maréchal Mathieu de Trie, dont il ne nous est parvenu aucune indication (1), & celle du Comte d'Etampes qui ne possédoit réellement, dans cette région, que les propriétés rapprochées de la rue St-Honoré & dont il fera parlé plus loin. En fait de demeures seigneuriales, nous avons simplement vu qu'en 1355 le seigneur d'Attichi avoit sur le quai, une maison qui tenoit à une autre, contiguë à celle de Michel Le Normand; cette dernière étoit attenante à une quatrième, touchant à la maison vide, » faisant le coin de la rue du Noyer ou des Poulies. Les unes & les autres ont été certainement absorbées dans l'Hôtel de Bourbon.

(1) Sauval dit que Mathieu de Trie & sa femme Jeanne Daréine la vendirent le 7 mai 1300 (ou plutôt 1320), moyennant 500 livres, à Louis de Bourbon, qui la réunit à son hôtel. Elle étoit située entre cet hôtel & celui d'Alençon.

La reconstruction de l'Hôtel de Bourbon ne semble pas avoir eu lieu avant 1390, car c'est le 23 avril de cette année qu'en fut donné l'alignement sur le quai (Arch. de l'Emp. cart. S. 63). Cet alignement ne suivit pas les anciens vestiges; mais, l'encoignure de la rue des Poulies étant conservée, il déplaça de quinze pieds, vers le midi, l'angle de la rue d'Autriche, en empiétant sur la chaussée du quai, ce qui valut à l'Evêque de Paris une indemnité de cent livres. L'alignement sur la rue des Poulies fut donné assez longtemps après, le 1^{er} mai 1397, & la prise de terrain qui en résulta fut évaluée à 40 livres. A cette époque, l'Hôtel de Bourbon devoit être en grande partie rebâti, puisqu'il est appelé le « *grand hostel neuf* » dans une charte de 1396. Au mois de février 1397, le Roi permit d'y conduire « le gros d'un poys de l'eau des fontaines » qui venoient au château du Louvre.

En 1418, au moment où les Bourguignons chassèrent de Paris les Armagnacs, l'Hôtel de Bourbon fut pillé, & le Duc ayant cessé pendant plusieurs années de payer les cens dus au chapitre de Saint Germain l'Auxerrois, celui-ci, en vertu du Privilège aux Bourgeois, obtint, le 4 novembre 1425, que l'hôtel lui fût adjugé. Cette circonstance décida le Duc à en faire don, le 20 décembre 1426, au Duc de Bedford, Régent du Royaume, à la charge d'acquitter les redevances arriérées. Dans la fuite, les Anglois ayant été expulsés de la capitale, le Duc de Bourbon rentra en possession de son manoir, & deux transactions eurent lieu en 1448 & 1459, entre lui & le Chapitre, pour l'amortissement définitif des sommes qui restoient à payer.

L'arrêt de confiscation, rendu le 27 juillet 1527, contre le Connétable de Bourbon, fut le commencement de la ruine de l'hôtel. On le démolit en partie; on dérasa, par exemple, la petite tourelle ou encorbellement du coin de la rue des Poulies; on brisa les écussons, on macula les portes de cette couleur jaune que le bourreau appliquoit aux maisons des coupables de haute trahison. De nouvelles mutilations s'effectuèrent à la fin du XVI^e siècle, lorsqu'on perça, à travers les dépendances, une rue allant au Louvre; mais on respecta la chapelle & la grande salle où se tinrent les Etats Généraux en 1614, & qui servit de théâtre pour la Cour, sous Louis XIII & Louis XIV. L'hôtel avoit été acheté, dit-on, 500,000 livres par Marie de Médicis; nous ignorons le nom du vendeur & la date de la vente. Vers 1664, on fut obligé, pour élever l'aile orientale du Louvre moderne, de détruire la plus grande partie du Petit-Bourbon (1), ainsi qu'on devoit alors; la chapelle particulièrement disparut. Ce qui restoit fut divisé en deux parties; on établit, vers le nord, les écuries de la Reine, & vers le midi, le garde-meuble de la Couronne, à l'usage duquel on fit servir plusieurs des anciens bâtiments. Enfin, le tout fut rasé en vertu des lettres patentes du mois de décembre 1758, relatives au dégagement des abords du Louvre. Le commencement de la démolition précéda même la publication des lettres, car elle fut entamée le 20 septembre, suivant un passage du Journal de Barbier. Le terrain est resté vague ensuite, & a été clos, jusqu'à ces dernières années, d'une grossière palissade. Aujourd'hui c'est un jardin dépendant du Louvre, & fermé par une grille en fer doré.

L'Hôtel de Bourbon devoit être des plus magnifiques du vieux Paris. On n'en connoît point de plan complet; mais nous avons découvert deux plans partiels, fort bien faits, & reproduisant ce qui fut conservé des anciens bâtiments après la démolition de 1664. Il en existe d'ailleurs plusieurs vues qui concordent entre elles & avec les plans. La meilleure de ces vues est celle qu'offre le tableau de Saint Germain des Prés, exécuté avant le faccagement de 1527, & que nous reproduisons (Planches, pages 135, 138, 149, 262, 317. Voir aussi à l'Appendice: II. Hôtel de Bourbon, p. vi). La façade, sur la rivière, étoit formée d'abord par un corps d'hôtel de 9 toises de largeur, qui faisoit le coin de la rue des Poulies, étoit muni d'une petite tourelle en saillie sur l'encoignure, & couvert d'un toit en pavillon, surmonté de lucarnes. Venoit ensuite un édifice rectangulaire de dix-sept toises de longueur sur cinq toises de largeur, dirigé perpendiculairement au quai sur

(1) Dès 1657 on se proposoit d'abattre l'édifice pour y faire un manège, & disposer une avant-cour devant le Louvre.

lequel il faisoit front. C'étoit le principal corps d'hôtel; il s'ouvroit sur la cour, vers le Louvre, par une suite d'arcades, & il étoit, en dernier lieu, divisé intérieurement par deux rangs de piliers en bois. On remarquoit au-dessus du pignon une forte de balcon fermé, dans le genre de ceux que les Anglois nomment *oriels*; le petit toit en étoit revêtu de plomb & couronné des armes de Bourbon (1). (Planches, pages 135, 138, 149, 262, 317. V. aussi à l'Appendice, II: *Hôtel de Bourbon* page vj). La balustrade du balcon, découpée à jour, avoit pour motif un agencement de fleurs de lis & de lettres capitales dont la réunion formoit le mot *Espérance* (devise de l'ordre du Chardon (2), fondé par le duc d'Orléans). Ces fleurs ainsi que ces lettres étoient « enchaînées dans des bâtons recroisés ou lozangés à double orle, ouvertes & alternativement entières & à demi. » (Sauval, t. II, p. 210 & Favyn). Attenant au corps de logis dont nous parlons, s'étendoit ensuite, jusqu'à la rue d'Autriche, un bâtiment large de quatre toises environ, dont le toit, en appentis, étoit décoré de lucarnes à jour. Il renfermoit une longue galerie, promenoir ordinaire des Ducs, qui étoit embellie de peintures « exquisés » & resplendissantes de dorures. On l'appeloit, pour cette raison, la *Galerie dorée*, & de fait, dit Sauval, alors il n'y en avoit point en France qui l'égalât ni en grandeur, ni en assiette. « C'est dans le bâtiment de la galerie & vers son dernier tiers qu'étoit percée la grande porte de l'hôtel; elle étoit très-richement décorée & couverte de dorures, ce qui lui avoit valu le nom de *Porte dorée*. Les vantaux en étoient ferrés de gros clous de cuivre doré. En haut de la porte & dans toute sa largeur, étoit sculptée « une ceinture.... enlacée en rouleau, bordée de chaque côté & tout du long de clous dorés, au lieu des perles qu'on voyoit à celle des chevaliers; & enfin attachée avec un ardillon par un bout & par l'autre avec une boucle, l'un & l'autre émaillés de verd, ébarbillonnés & déchiquetés comme la tête d'un chardon. » Au milieu de chaque vantail apparoissoit de même la ceinture de l'ordre du Chardon avec le mot *Espérance*, & avant que le bois des panneaux fût rompu, comme il l'étoit au XVII^e siècle, il devoit se trouver en bas une ceinture sculptée, faisant pendant à celle du haut.

Quant à la disposition des bâtiments, un plan manuscrit du XVI^e siècle (Voir p. 135), nous en donne, seul, un aperçu malheureusement peu précis, & médiocrement éclairci par les indications que nous a fournies un inventaire fait en 1457 (3). Sauval mentionne la grande salle, dont le comble étoit assez élevé pour paroître de niveau avec celui de Saint Germain l'Auxerrois, & qui, assurément, étoit plus vaste qu'aucune autre du royaume, n'ayant pas moins de trente-cinq toises de longueur sur dix-huit pas de largeur. L'une de ces dimensions pourroit convenir à la galerie du quai, mais l'autre ne sauroit s'y appliquer, & les plans ne laissent pas voir la place d'un édifice aussi considérable, en dehors de ce que nous connoissons (4). Pour la chapelle, on sait qu'elle étoit orientée & voisine de l'Hôtel d'Alençon; elle avoit trente-deux toises de longueur & huit de hau-

(1) « Ce corridor (l'oriel) est couvert de plomb sur le format duquel sont élevées les armes de Bourbon : de France, sans nombre, au bas de gureles, brochant sur le tout, comme on le voit plus clairement aux vitres de la chapelle de Bourbon, portées & soutenues par des anges. Ces armes, sur ledit corridor, sont couchées sur le côté droit & tymbrées au métal tarre de front, ainsi qu'il appartient à haut & puissant seigneur. » (André Favyn, *Théâtre d'honneur*, p. 781). Au XVIII^e siècle on a cru à tort que ce balcon étoit celui où se feroit place Charles IX, le jour de la Saint-Barthélemy, pour tirer sur les protestants.

(2) Cet ordre n'a jamais existé. (Voir t. II de cette *Histoire des Ducs de Bourbon*, p. 48, la note 2.—L'Éditeur.

(3) L'intérieur de cette Notice sur l'Hôtel de Bourbon

donne, d'après cet inventaire, une liste des salles & chambres de cet hôtel, p. 38; voir aussi, p. 247 de notre t. II de l'*Histoire des Ducs de Bourbon*, une analyse de cet inventaire.

(4) Le 2 mai 1515, la Duchesse de Bourbon donna à l'usage à M^{re} Jehan Legerant : « la grant salle basse de l'hôtel de Bourbon à Paris, avec la galerie basse estant au bout de ladite salle, auprès de la chapelle d'iceluy hôtel, qui, est-il ajouté dans l'acte, a servi de fourrière durant que ma digne Dame a esté dernièrement par de ça. » Puisque la galerie basse, située au bout de la grande salle, se trouvoit près de la chapelle de l'hôtel, il est certain que la grande galerie du bord de l'eau n'est pas celle qui renfermoit la grande salle. Cette dernière devoit faire partie du corps d'hôtel à pignon sur le quai.

teur, non compris le comble, habilement exécuté & dépourvu d'entrails, lequel étoit long de neuf toises & élevé de sept & demie (1). Il formoit vraisemblablement une voûte ogivale en bardeaux, figurant une forte de carène renversée. Comme dans le reste du palais, on y avoit prodigué les sculptures, la peinture & l'or, ainsi que les écussons aux armes de Bourbon & les emblèmes de l'ordre du Chardon. Les fenêtres, aux splendides vitraux coloriés, étoient terminées par des fleurs de lis (2); & , auprès de l'autel, se trouvoit « un oratoire de menuiserie à claire-voie » avec quatre panonceaux: le premier aux armes de Charles VI, le second aux armes du Dauphin, le troisième aux armes de Louis II, Duc de Bourbon, qui fit bâtir l'édifice (3), & le quatrième aux armes d'Anne, Dauphine d'Auvergne, sa femme. Le clocher de la chapelle, qui s'élevait beaucoup au-dessus du toit, étoit, au dire de Favyn, « eneeint & entouré d'un cercle de plomb doré, chargé, en façon de chapeau ducal, de fleurs de lyz defchiquettées en teste de chardons. »

La superficie totale de l'hôtel de Bourbon étoit d'environ deux mille huit cent toises. »

(1) Mff. de Sauval, appartenant à M. Le Roux de Lincy.

(2) Nous interprétons ce passage en supposant que les frontons couronnant les baies avoient un amortissement en forme de fleur de lis, ainsi qu'on en voit dans l'église Saint-Séverin, un spécimen, d'ailleurs plus moderne d'un siècle environ que ne devoit l'être la chapelle de Bourbon.

(3) Les lettres C & V « pratiquées par l'architecte dans les pierres de la croisée.... ouverte au-dessus du portail de la chapelle, » ont fait croire qu'elle avoit été commencée sous Charles V. On voyoit les mêmes lettres dans un vitrail.





DE LA LANGUE VULGAIRE

PARLÉE AU MOYEN-ÂGE DANS LE LYONNOIS, LE FOREZ ET LE BEAUJOLAIS

D'après des Documents inédits.

BIBLIOGRAPHIE

I. *Lexique roman ou Dictionnaire de la langue des Troubadours, comparée avec les autres langues de l'Europe latine*, &c., par M. Raynouard, Membre de l'Institut royal de France, (Académie française & Académie des Inscriptions & Belles-Lettres) &c. Six volumes in 8°. Paris, Silvestre, libraire, 1844. Le Tome I^{er} renferme la Grammaire & un choix de poésies; le Tome VI un appendice & un Vocabulaire. — II. *Grammaire comparée des langues de l'Europe latine, dans leurs rapports avec la langue des Troubadours*, par le même; un vol. in 8°. Paris, chez Firmin Didot, 1821. — III. *Dictionnaire Provençal français, ou Dictionnaire de la langue d'Oc ancienne & moderne*, contenant 1° tous les mots de ses différents dialectes, &c., leur prononciation figurée, leurs synonymes, leurs équivalents italiens, espagnols, portugais, catalans, allemands, &c., quand ils ont le même radical &c. &c., par S. J. Honnorat, docteur en médecine; trois volumes grand in 4°. Digne, chez Repos, imprimeur-libraire, 1846, 1847. — IV. *Glossaire du centre de la France par le comte Jaubert, ancien député du Cher*, ouvrage couronné par l'Institut de France; 2 vol. in 8°. Paris, Napoléon Chais, 1855; avec deux suppléments. — V. *Histoire de la langue française, Etudes sur les origines, l'Etymologie, la Grammaire, les Dialectes*, &c., par M. E. Littré, de l'Institut, (Académie des Inscriptions & Belles-Lettres), 2 vol. in 8°. Paris, Didier, 1863. — VI. *Grammaire comparée des Langues de la France* par Louis de Baecker; un vol. grand in 8°. Paris, librairie de Ch. Blériot, 1860. — VII. *Mémoires sur les langues, dialectes & patois, tant de la France que des autres pays, inférés dans le Tome VI des Mémoires & dissertations sur les antiquités nationales & étrangères*, publiés par la Société royale des Antiquaires de France. Paris, 1824. — VIII. *Nouvelles recherches sur les patois ou idiomes vulgaires de la France & particulièrement sur ceux du département de l'Isère, suivies d'un Essai sur la Littérature dauphinoise...*, d'extraits de manuscrits inédits & d'un Vocabulaire, par J. J. Champollion-Figeac, Professeur de littérature grecque à la Faculté des lettres de l'Académie de Grenoble, &c., &c.; un vol. in 12. Paris, chez Goujon, libraire, 1809. — IX. *Glossaire des Patois de Lyonnais, Forez & Beaujolais*, par J. B. Onofrio, un vol. in 8°. Lyon, chez N. Scheuring, 1864. — X. *Dictionnaire du patois forfisien*, par L. Pierre Gras, membre de plusieurs sociétés savantes, Archiviste de la Société historique & archéologique de la Diana, un vol. in 8°. Lyon, chez Auguste Brun, 1863. A la suite de ce Dictionnaire, se trouve un Essai

grammatical & une Histoire littéraire du patois du Forez. — XI. *Lettre à MM. les Membres de la Société historique & archéologique de la Loire, (Patois du Forez)* par Aug. Boullier, broch. in 8°. Roanne, imprimerie Sauzon, 1862. — XII. *Souvenirs de la langue d'Auvergne, Essai sur les idiotismes du département du Puy de Dôme*, par Francisque Mège; un vol. in 12. Paris, chez Auguste Aubry, 1861. — XIII. *Manuel des locutions vicieuses les plus fréquentes dans le département de la Haute Loire & la majeure partie du Midi de la France* &c., par M. Pomier, vice-Président de la Société d'agriculture, sciences, arts & commerce du Puy, Bibliothécaire de la ville &c., membre du Comité d'Instruction publique. Au Puy, de l'imprimerie de P. Pasquet, 1835, un vol. in 12. — XIV. *Rapport (à la Convention nationale) sur la nécessité & les moyens d'adoptant les patois & d'universaliser l'usage de la langue française*, par Grégoire (séance du 16 prairial, An II), suivi d'un décret de la Convention Nationale, brochure in 8°. — XV. *Ballet en langage forestien, de trois bergers & trois bergères, se gaussant des amoureux qui nomment leurs maîtresses, leur doux souvenir, leur belle pensée, leur lis, leur rose, leur aillet, &c.*; in 8°, sans lieu ni date, ni nom d'auteur, (vers 1605—1615, par Marcellin Allard, auteur de la *Gazette françoise*). — Réimpression de ce même Ballet par les soins de M. Gustave Brunet, chez Aubry. Paris, 1855, tirage à 71 exemplaires. — XVI. *Collection complète des œuvres de Messire Jean Chapelon, prêtre sociétaire de St. Etienne, &c.*, (suivies des ouvrages d'Antoine Chapelon & de Jacques Chapelon), recueillies & publiées par M^{re} E. C. Prêtre, docteur en théologie, sociétaire de Notre-Dame de St. Etienne; un vol. in 8°. A St. Etienne, chez Devers, relieur-libraire, 1779. — XVII. *Poésies patoises de Guillaume Roquille, de Rive de Gier*, publiées en un recueil, sous leurs divers titres, en 1857, à Lyon, chez Nigon, imprimeur, &c., &c.

I

CONSIDERATIONS PRÉLIMINAIRES.

La langue d'oc & la langue d'oïl: leurs dialectes. — Zone intermédiaire entre les deux langues où l'on parloit des idiomes mixtes, & où l'on parle aujourd'hui des patois mixtes, participant plus ou moins des deux éléments. — La Bresse, le Beaujolois, le Lyonnais, le Forez, la Haute Auvergne, la partie sud du Bourbonnois, compris dans cette zone. — Curieuses observations de l'abbé de Sauvages, érudit du XVIII^e siècle, sur ce point. — De la nécessité d'étudier les documents anciens en langue vulgaire & les patois de nos contrées pour déterminer leurs caractères & leurs origines. — Opinion de M. Onofrio. — De l'utilité que présente l'étude des patois d'après M. Littré. — Rapport de Grégoire à la Convention nationale pour demander l'abolition des patois. — Prompte réaction contre ces idées. — Circulaire du ministre de l'Intérieur de Napoléon I^{er}, pour demander aux Préfets des échantillons des patois de la France, en vers & en prose. — Un mot de M. Auguste Boullier sur les patois du Forez.

On sait que de la décomposition du latin naquirent quatre langues principales, la langue d'oc & la langue d'oïl, puis l'Italien & l'Espagnol qui sont de formation moins ancienne. La langue d'oc, parlée pendant plusieurs siècles dans une grande partie du midi de la France, se rattachoit plus intimement au latin que sa sœur la langue d'oïl; ce qu'elle avoit gardé surtout avec persistance, de la langue mère, c'étoit l'accent. Elle comprenoit plusieurs dialectes & sous-

dialectes, exclusivement parlés dans les pays de droit écrit où la civilisation romaine avait laissé de plus profondes racines. Ces dialectes étoient le Languedocien, le Provençal, le Dauphinois, l'Auvergnat, le Limoufin, le Gafcon; la plupart des patois de ces diverses provinces conservent encore dans leur prononciation, comme dans la formation & les finales de leurs mots, la vivante empreinte de la langue d'oc. La langue d'oïl, parlée dans le centre & dans le nord, dans les pays de coutumes, où l'élément barbare avait dominé en partie, bien qu'étant essentiellement une langue novo-latine, se présentait avec de profondes différences dans ses mots & sa prononciation, par rapport à la langue d'oc. Ses principaux dialectes étoient le François, proprement dit, le Normand, le Picard & le Bourguignon.

Comme deux grands fleuves, partis de points opposés, qui viendroient à se rencontrer & à mêler insensiblement leurs eaux dans une vaste plaine, la langue d'oïl & la langue d'oc venoient se joindre, s'unir & s'amalgamer dans une certaine zone intermédiaire qui s'étendait de l'est à l'ouest, & qui comprenait la Bresse, le Beaujolais, le Lyonnais, le Forez, la Haute Auvergne, la partie sud du Bourbonnois, le Périgord & la Saintonge. Une étude des patois que l'on parle encore suivant cette ligne, donnerait assez exactement la limite, le point de rencontre des deux anciennes langues (1).

Le Lyonnais, le Forez, le Beaujolais, la Dombes, qui se trouvoient placés dans cette zone intermédiaire, parlaient des idiomes mixtes ou sous-dialectes, mélange de langue d'oïl & de langue d'oc, mais où la dernière dominoit dans une grande proportion.

L'Auvergne, ancienne dépendance de la province d'Aquitaine sous les Romains, parlait dans le sud un dialecte de la langue d'oc, dans la partie de son territoire qui étoit de droit écrit; mais dans sa partie nord, pays de droit coutumier, elle parlait l'un des dialectes de la langue d'oïl avec certaines nuances particulières. Le Bourbonnois appartenait aussi, pour les deux tiers de son territoire, au centre & au nord, à la langue d'oïl; mais dans la partie sud il subissait, bien qu'un peu affaibli, l'influence de la langue d'oc.

M. Onofrio, dans son excellent *Glossaire des patois de Lyonnais, Forez & Beaujolais*, rappelle avec raison que c'est à la zone intermédiaire des deux langues (d'oc & d'oïl) qu'appartiennent les patois de ces pays. Il cite à ce propos quelques judicieuses réflexions de l'abbé de Sauvages, érudit du XVIII^e siècle (2), qui, l'un des premiers, a éclairé cette question par des vues d'ensemble remarquables: « On peut rapporter, dit-il, tous les idiomes des différentes provinces du royaume, le basque & le bas-breton exceptés, à deux langues principales, le français & le gafcon (la langue d'oc), qui font également langues du peuple, l'une dans les provinces du nord, l'autre dans les provinces méridionales.

« Les différents idiomes gafcons, (on peut en dire autant des patois ou idiomes français), ont chacun entre eux non seulement un même fond, & pour ainsi dire une même consanguinité de langage, mais un accent & un ton de prononciation qui font d'abord reconnaître ce qu'on appelle un Gafcon, de quelque province qu'il soit en deçà de la Loire, & le distinguer de ce que nous appelons un *franchiman*, ou un habitant des provinces françaises qui font au delà. Il est aisé d'assigner à peu près les limites des deux pays: ils aboutissent à une espèce de zone ou de bande qui se dirige de l'est à l'ouest de la France, & qui passe par le Dauphiné, le Lyonnais, l'Auvergne, le Limoufin, le Périgord & la Saintonge. C'est à cette bande limitrophe ou frontière, pour ainsi dire, du gafcon & du français, que ces deux langues viennent se confondre; & il résulte de leur mélange, dans le langage du peuple, un jargon informe & dur à l'oreille, qui n'a rien de bien décidé ni pour le français ni pour le gafcon. On ne peut les distinguer qu'en s'écartant de

(1) Voir les Mémoires sur les langues, dialectes & patois, &c., dans le Tome VI des *Mémoires & dissertations sur les antiquités nationales & étrangères*, Paris, 1824.

(2) Dictionnaire languedocien, publié en 1775 par l'abbé de Sauvages.

la bande, & allant vers le nord ou vers le midi; ils paroissent alors se démêler peu à peu, car le passage de l'une à l'autre langue n'est point brusque; il se fait par des nuances qu'un voyageur attentif peut apercevoir. »

Pour étudier les caractères, pour fixer les origines des idiomes parlés au moyen-âge dans nos contrées, & pour déterminer approximativement les limites de la langue d'oc & de la langue d'oïl à leur point de jonction, il faut, autant que possible, interroger les documents anciens en langue vulgaire & les patois modernes qui en font comme des sous-dialectes, plus ou moins altérés avec le temps, tout en conservant leur noyau, leur type essentiel.

Nous avons eu la bonne fortune de découvrir d'assez nombreuses pièces inédites, de différentes forces, soit en langue d'oc, soit en idiomes mixtes, appartenant principalement à nos provinces de Lyonnais & de Forez, & dont nous donnons plus loin quelques fragments. Leur étude, comparée avec celle des documents de ce genre déjà publiés & avec nos patois, permettra de mieux préciser le caractère mixte des idiomes Lyonnais & Foréziens pendant le moyen-âge.

« C'est à la zone intermédiaire des deux langues que nos patois appartiennent, dit M. Onofrio. Leur étude a l'intérêt particulier à toutes les transitions. Deux langues viennent s'y fusionner avec leurs formes & leurs allures propres. On peut les étudier toutes deux dans les transformations qu'elles opèrent l'une sur l'autre.

« Ce caractère des dialectes de notre province leur est commun avec ceux de la Savoie, de la Bresse, du Bugey & d'une partie du Dauphiné. Toutefois, dans ces bandes qui vont du levant au couchant, en côtoyant, pour ainsi dire, les limites des deux langues, il est difficile qu'il existe entre elles deux un équilibre absolu. L'une d'elles est certainement dominante. Est-ce la langue du midi ou celle du nord qui l'emporte dans nos patois? — Une comparaison attentive de leurs éléments nous a convaincu que leurs principales attaches font du côté des dialectes du midi. Ils en ont les formes distinctives. Aux mots qu'ils ont empruntés de la langue du nord, ils ont donné des terminaisons méridionales. Plus on remonte dans leur passé, plus cette parenté avec le midi est manifeste. — L'histoire du Lyonnais, Forez & Beaujolais suffirait à expliquer ce caractère de notre langue populaire. Dans toutes les divisions du territoire de la France, Lyon a entraîné dans sa condition politique une partie des provinces du midi, ou s'est rattaché à la leur.

« Ce caractère méridional de nos dialectes avait frappé Racine au XVII^e siècle. On lit dans une lettre qu'il écrivait d'Uzès à La Fontaine en 1661: « J'avois commencé de Lyon à ne plus guère entendre le langage du pays & à n'être plus intelligible moi-même. Ce malheur s'accrut à Valence (1), & Dieu voulut qu'ayant demandé à une servante un pot de chambre, elle mit un réchaud sous mon lit... Mais c'est encore bien pis en ce pays; je vous jure que j'ai autant besoin d'interprète qu'un Moscovite en auroit besoin dans Paris. Néanmoins je commence à m'apercevoir que c'est un langage mêlé d'Espagnol & d'Italien, & comme j'entends assez bien ces deux langues, j'y ai quelquefois recours pour entendre les autres & pour me faire entendre. Mais il arrive souvent que je perds toutes mes mesures (1). »

De nos jours cette limite, où la langue du midi devient tout à fait reconnaissable dans le langage du peuple, s'est reculée sous l'action toujours plus énergique du français.

(1) « Cette poésie (provençale), dit Etienne Palquier, avait cours non-seulement dans le pourpris de la Provence, mais de Dauphiné, Guienne & autres pays circonvoisins. » (*Recherches sur la France*, t. 1^{er}, p. 694). Palquier, à la même page, parle d'un Dauphin d'Auvergne qui « écrit des poésies en langue d'oc. Pétrarque, dans les sonnets, le nomme *il vecchio Pier d'Alenina*. C'est Pierre d'Auvergne, le célèbre troubadour.

(1) Correspondance de Racine; première lettre à La Fontaine. Racine ne se doutait pas qu'il y avait eu une langue d'oc, dont la riche littérature & la poésie firent, pendant plusieurs siècles, le charme des lettrés d'Italie, d'Espagne, de France, & d'autres pays, & que ce qu'il entendait n'appartenait ni à l'Italien & à l'Espagnol, mais bien à cette langue, décomposée déjà en sous-dialectes & en patois.

« La langue d'oc, dit de son côté le savant M. Littré dans son *Histoire de la langue française*, la langue d'oc a son domaine propre; mais, quand on s'approche de l'espace où règne la langue d'oïl, on trouve des patois divers tenant tantôt plus de l'une & tantôt plus de l'autre, mais formant une zone mitoyenne de langage comme de position. »... « A toutes fortes d'égards, ajoute M. Littré, les patois sont dignes de curiosité & d'intérêt. Ils répondent à un ordre spécial de recherches pour lesquelles ils sont indispensables. Une langue littéraire, devenue générale, englobe tout, efface tout. Voyez le français d'aujourd'hui: il s'étend des bords de la Meuse & de l'Escaut aux Pyrénées, & des Alpes aux rivages de la mer de Normandie; dans cet espace, même enseignement grammatical, même élocution, même littérature; si l'on n'avait que ce témoin pour juger ce que fut la formation du roman dans les Gaules, on croirait à une uniformité qui n'est pas réelle; & toutes les véritables influences qui concourent à produire les idiomes seraient dissimulées. Mais les dialectes & les patois mettent justement en lumière les conditions effectives; locaux & particuliers, ils conservent les traces de ce qui est particulier & local; or, dans ces créations vastes & spontanées, tout est d'abord local & particulier, pour devenir universel & général. Comme ces baromètres qui marquent eux-mêmes la marche du mercure dans l'instrument, le travail de la langue s'est inscrit au fur & à mesure dans les patois. Les matériaux gisent épars sur le sol, & déjà l'on commence de tous côtés à les relever & à les recueillir. Il faut en remercier les auteurs qui, comme M. le Comte Jaubert & M. Grandgagnage, nous ont donné de bons glossaires, & encourager les érudits de province à se livrer à ce genre de recherches qui paye toujours de sa peine. »

On voit combien nous sommes loin du temps où l'abbé Grégoire adrefoit à la Convention nationale son fameux *Rapport sur la nécessité & les moyens d'abolir les patois & d'universaliser l'usage de la langue française*. A certains points de vue, il ne faudroit pas trop se hâter pourtant de blâmer l'abbé Grégoire; mais au point de vue de l'étude de l'Histoire des origines de la langue française, comme aussi de celle de la langue d'oc, on ne peut que le condamner (1).

La réaction contre les idées émises par le fameux Conventionnel ne tarda pas d'ailleurs à se faire. Sous l'Empire, le Ministre de l'Intérieur, par une lettre circulaire en date du 13 novembre 1807, demanda aux Préfets des renseignements sur les patois usités dans les départements, des échantillons en vers & en prose &, entre autres, une traduction littérale, en langage populaire, de la parabole de l'Enfant prodigue. Le travail de classement de ces différents échantillons fut commencé l'année même de la circulaire du Ministre, au bureau chargé de la direction de la statistique au Ministère de l'Intérieur. Après la suppression de ce bureau, il fut continué par la *Société des Antiquaires de France*, qui publia, dans le Tome VI des *Mémoires & dissertations sur les antiquités nationales*, &c., le résultat de ses recherches, sous le titre de *Matériaux pour servir à l'histoire des dialectes de la langue française, ou Collections de versions de la parabole de l'Enfant prodigue, en divers idiomes ou patois de France*.

Un de nos doctes compatriotes, M. Auguste Boullier, auteur d'une remarquable *Histoire de la civilisation en Italie*, exprimait, il y a quelques années, le vœu que nos patois du Forez fussent étudiés avec soin par nos érudits (2). « Il y a pour cela deux choses à faire, disoit-il: la première, c'est de demander à chaque village, à chaque canton, la publication, dans son patois, d'un même texte assez long pour permettre les comparaisons. La parabole de l'Enfant prodigue est celui que

(1) A la suite de ce Rapport, la Convention Nationale décréta: « Que le Comité d'Instruction publique présenterait un rapport sur les moyens d'exécution pour une nouvelle grammaire & un vocabulaire nouveau de la langue française; qu'il présenterait des vues sur les changements qui en faciliteront l'étude & lui donneront le caractère qui convient à la langue de la liberté. » La

Convention décréta de plus que le rapport de Grégoire contre les patois serait envoyé aux autorités constituées, aux sociétés populaires & à toutes les communes de la République.

(2) Lettre à MM. les Membres de la Société historique & archéologique de la Loire, p. 9: Patois du Forez.

les philologues modernes ont adopté depuis que Stalder en a publié une version dans tous les dialectes de la Suisse, & que le Ministre de l'Intérieur de Napoléon I^{er} en avoit demandé une dans tous les dialectes de la France. La seconde chose à faire pour connoître nos patois, c'est d'analyser les éléments mêmes dont ils se composent. Ces éléments, dans toute langue, sont au nombre de trois : le vocabulaire, les sons & la grammaire.... A défaut des mots, la grammaire, & à défaut de celle-ci, la prononciation, peuvent garder les traces de langues qui semblent disparues.... Dressons dans chaque région des vocabulaires non pas complets, ce seroit à la fois très-long & très-inutile, mais assez étendus pour qu'on y trouve tous les mots qui désignent les objets les plus usuels & les idées les plus communes ; car ces mots sont les plus anciens & ceux dont la comparaison peut faire jaillir le plus de lumières.... Ce travail délicat... doit être l'œuvre de ceux de nos collègues qui sont nés à la campagne ou qui l'habitent, & de ceux qui, habitués aux études linguistiques, voudroient consacrer chaque année une ou plusieurs semaines à quelque excursion philologique dans les montagnes. Les curés qui ont des loisirs pourroient aussi nous aider, en mettant à profit... ce qu'ils savent de latin, &c. »

II

XI^e ET XII^e SIÈCLES. — *Inductions sur la langue parlée en Lyonnais, en Forez & en Beaujolois avant le XIII^e siècle. — La langue & la poésie romane. — Les Troubadours. — L'Auvergne, un des principaux foyers de la littérature romane. — Preuves directes que, dans les contrées qui avoisinent l'Auvergne, on parloit le roman au XII^e siècle & antérieurement. — Ecoles des Troubadours. — Ecole d'Auvergne & Ecole de Vienne. — Concours littéraires de Troubadours au Puy en Velay. — Croisade contre les Albigeois, principale cause de la décadence de la langue & de la littérature romanes. — Conséquences de cette décadence dans le Lyonnais, le Forez, le Beaujolois, au point de vue de l'altération des dialectes.*

Avant d'étudier quelques documents nouveaux en langue vulgaire, qui appartiennent au Lyonnais, au Forez, au Beaujolois & à plusieurs des provinces voisines, mais dont les plus anciens ne remontent pas au-delà du commencement du XIII^e siècle, il est nécessaire de se rendre compte du caractère essentiel que devoient présenter les dialectes qui avoient cours jusque-là dans nos contrées. En l'absence de preuves écrites, il n'est pas impossible peut-être de le déterminer. Puisque, en effet, nous trouvons, dès le XIII^e siècle, pour les pays de Lyonnais, Forez & Beaujolois, &c., des documents où domine la langue d'oc (1), n'est-il pas probable qu'aux époques antérieures, depuis la décomposition du latin, ce furent des dialectes ou des sous-dialectes de cette

(1) Avant 1208, époque de la croisade contre les Albigeois & de la conquête du Midi par le Nord de la France, la France proprement dite ne comprenoit qu'un certain nombre de provinces entre la Somme & la Loire. Ce fleuve étoit à peu près la limite des pays où l'on se disoit *oïl*, & de ceux où il se disoit *oc* ; il séparoit les pays de la langue d'oc des pays de la langue d'oïl. Cette dénomination a subsisté depuis la conquête du Midi sous Philippe-Auguste.

• La dénomination de langue d'oc est provenue de ce que les Rois distribuoient dans leurs ordonnances, il y a trois cent cinquante ans, le royaume de France en deux langues, savoir : la langue d'oïl & la langue d'oc ; le pays de la province narbonnoise ayant été pour lors établi le chef de la langue d'oc, & le Parlement ordonné en la ville de Toulouse pour les peuples du Royaume qui avoient l'idiome semblable. • (Marca, *Hist. de Béarn*, p. 684.)

langue qui y furent toujours parlés? Si au XIII^e siècle, où la langue d'oc commençoit à tomber en pleine décadence, ces pays subissoient son influence à peu près complète, n'est-il pas naturel de supposer qu'elle y régnoit plus fortement à l'époque où la littérature étoit répandue & étudiée non-seulement en Italie, en Espagne, en Portugal, mais encore en Allemagne, en Angleterre & jusque dans des régions septentrionales?

Comme l'a avancé à tort notre savant compatriote Fauriel (1), qui a été avec Raynourd l'un des premiers initiateurs de cette littérature enlevée, ce ne fut point exclusivement la Provence qui fut le berceau principal de la langue des Troubadours. Il est certain qu'il y eut plusieurs autres centres communs, plusieurs foyers d'où rayonnèrent ces œuvres poétiques que l'Europe entière admira pendant plusieurs siècles, & qui exercèrent une influence si profonde sur les littératures de ses peuples divers. Cette littérature, a dit un homme de grand savoir, M. Eugène Baret (2), dans un nouveau livre qui aura une belle place à côté de ceux de Raynourd & de Fauriel, « cette littérature fut commune à toute la France du midi, de la Loire aux Pyrénées & des Alpes à l'Océan. Elle n'est pas plus particulière à la Provence qu'au Limousin, au Quercy, au Languedoc, à l'Aquitaine.... La Provence ne produisit ni le plus grand nombre de Troubadours, ni surtout les meilleurs.... » Cette littérature, ajoute-t-il, « se développa dans le midi de la France depuis la fin du XI^e siècle jusque vers le milieu du XIV^e. » Elle « attira par son éclat l'attention de tout le reste de l'Europe. » ... « Les souvenirs de la Provence, de ses Comtes, de ses poètes, se rencontrent partout dans Pétrarque. Ces souvenirs obsèdent l'imagination de Dante, » qui fut tenté d'écrire sa *Divine Comédie* en langue romane. « Les Italiens (pendant longtemps) n'eurent pas d'autre langue littéraire que la langue provençale... C'est en provençal, & dans les formes poétiques inventées par les Troubadours, qu'écrivirent Sordello, Lanfranc, Cicola, Bartolomeo Georgi;... leurs poésies figurent dans les anciens Recueils, confondues pêle-mêle avec les poètes de la Provence. »

Cette langue & cette littérature, qui arrivèrent à leur plus haut point de perfection depuis le commencement du XII^e siècle jusqu'aux premières années du XIII^e, étoit cultivée dans toutes les provinces du midi de la France, non pas seulement dans les châteaux des Seigneurs, à la cour des Princes, mais jusque dans les rangs populaires. Les provinces le plus favorisées, qui produisirent les meilleurs Troubadours, furent l'Aquitaine, l'Auvergne & surtout le Limousin. « Cela, dit M. Baret, est démontré directement par l'étude attentive de l'histoire & des productions des Troubadours, indirectement par le témoignage des étrangers. » « En parlant de leur langue, les Troubadours ne disent jamais que *lingua romana*, par abréviation *romans*, nom qui s'étendoit à tous les dialectes néo-latins : »

....lo vers que cantam
En plana lingua romana,

disoit Geoffroy Rudel, l'un des plus célèbres Troubadours. « Les critiques italiens, espagnols, portugais, ne qualifient jamais cette langue ou cette poésie par l'épithète de *provençale*; ils l'appellent ordinairement langue ou poésie du Limousin, *Lemosina*, quelquefois d'*Auvergne*, désignant évidemment l'une & l'autre par la patrie des plus renommés entre les Troubadours, de ceux qui représentaient le mieux la nouvelle poésie. » ... « Le plus ancien historien de la littérature espagnole, le Marquis de Santillana, né en 1398, ne se feroit que de l'expression de *Lemosina*. » « Le Roi Don Denis, écrit Nunez de Liad, en ses *Chroniques des Rois de Portugal*, fut bon Troubadour &, pour ainsi dire, le premier qui ait écrit des vers; ce que l'on commença à faire

(1) Dans son *Histoire de la poésie provençale*.

(2) Les Troubadours & leur influence sur la littérature du midi de l'Europe, avec des extraits & des pièces rares ou inédites, par M. Eugène Baret, professeur de litté-

ture étrangère à la Faculté des lettres de Clermont, associé étranger de l'Académie d'histoire de Madrid. Un volume in 8°. Paris, Didier & C^{ie}, libraires-éditeurs, 1867.

de son temps à l'imitation de ceux d'Auvergne & de Limoufin. « ...*Et quasi o primeiro*, dit-il, *que na lingua portuguesa fabemos escrever versos, o que elle e os daquelle tempo começaro fazer aa imitação dos Aruernos & Provençaes.* »

Dans un traité de vérification & de grammaire en roman du midi, écrit au XIII^e siècle, Raymond Vidal confirme cette appellation : « Tout homme qui veut s'adonner à la poésie doit premièrement savoir que nul idiome n'est notre droit & naturel langage, hormis celui qu'on parle en Limoufin, en Auvergne, en Quercy. *Totz hom que vol trobar ni entendre deu primerament saber que neguna parladura no es natural ni drecha del nostre langage, mais aquella de Lemofis & de Proenza, e d'Alvernia e de Caersim* (1). *Perque ieu vos dic que quant ren parlarai de Lemofis, que totas estas terras entendas, e totas lor vezinas, e totas cellas que son entre ellas. Et tot l'ome que en aquellas lor nat ni norrit, an la parladura natural e drecha.* »

Voilà pour le sujet que nous traitons un texte capital. Toutes les contrées voisines de l'Auvergne parloient la langue romane, & la parloient alors d'une manière naturelle & correcte. Ainsi plus de doute. Puisque nous trouvons dans le Lyonnais, le Forez, le Beaujolais & les contrées adjacentes de nombreux documents du XIII^e siècle en dialecte de la langue romane; puisqu'il sera démontré que ces dialectes étoient alors généralement parlés dans nos contrées, à plus forte raison devoit-on les parler d'une manière plus pure, moins altérée par le français dans l'âge d'or de la littérature des Troubadours. « Il ne fust pas, ajoute M. Baret, d'avoir tracé les limites géographiques de cette littérature : il faut essayer de mettre dans l'histoire de cette littérature un autre ordre que l'ordre alphabétique; il faut déterminer avec précision les divisions naturelles de cette histoire, en groupant les Troubadours auprès des foyers littéraires distincts qui eurent quelque temps une existence simultanée dans le Midi & qui, après avoir brillé avec plus ou moins d'éclat, finirent successivement par s'éteindre. »

Puis, comblant une profonde lacune dans les travaux de Fauriel, en redressant son erreur capitale qui consistoit à assigner à la seule Provence l'honneur d'avoir été le berceau & le foyer de cette littérature, M. Baret nous fait connoître le premier des diverses écoles des Troubadours.

« Quand on embrasse, dit-il, dans son ensemble le développement général de la poésie romane du Midi, on y distingue un grand nombre de centres littéraires ou d'écoles qu'une étude attentive permet de réduire à cinq principales. A ces écoles différentes correspondent autant de groupes de Troubadours. » A l'appui de son opinion, M. Baret donne un tableau de leurs principales écoles, avec les noms des poètes qui en faisoient partie. Le voici en abrégé & comme vue d'ensemble : *Les Ecoles d'Aquitaine*, c'est-à-dire l'Ecole Limousine, celle de Gascogne & celle de Saintonge. *Les Ecoles de Languedoc* : Ecole de Toulouse, Ecole de Narbonne, Ecole de Béziers. *Les Ecoles de Provence* : Ecole de Provence proprement dite, Ecole de Vienne, Ecole de Montferrat. Enfin les Ecoles de Rodez & d'Auvergne.

A cause du voisinage du Forez, il ne sera pas sans intérêt de citer les noms des Troubadours de l'Ecole de Vienne & de l'Ecole d'Auvergne. Voici ceux de la première : « Ogiers, de Saint Donat,

(1) Ces textes divers résolvent une question importante contre M. Fauriel, lorsqu'il prétend que les Troubadours, nés dans le Limoufin & l'Auvergne, ne trouveront point dans leur pays la langue poétique romane. « Ce n'était pas, dit-il, dans ces contrées qu'avait commencé la poésie chevaleresque. Cette poésie n'était là qu'une poésie adoptive, qu'une poésie apprise, née plus au midi, plus près des bords de la Méditerranée & des Pyrénées. » Et ailleurs : « L'idiome de cette poésie n'était point celui du Poitou; ce n'était & ne pouvait être pour les Poitevins

qu'un idiome littéraire; & la même observation s'applique au Limoufin, bien que non au même degré; car l'idiome limoufin se rapproche bien plus du provençal littéraire que le poitevin. Ainsi donc, ni le Poitou ni le Limoufin ne furent le foyer de cette poésie qu'y cultivèrent le Comte de Poitiers & le Seigneur de Ventadour; elle n'eut point née là; elle y avait été portée d'ailleurs, de quelque lieu situé plus au midi, plus près des bords de la Méditerranée. (*Hist. de la poésie provençale.*)

1162. — Guilhem Rainol. — Folquet, de Romans, 1212. — Comtesse de Die. — Guilhem Magret. — Arn. Guilhem de Marfan. A la seconde appartenoient : Pons de Capdeuil, mort en 1127. — P. du Vernègue, mort en 1152. — Guilhem de St. Didier, 1152, 1185. — Robert I^{er} Dauphin. — Bertrand de La Tour (en Auvergne), 1170. — Robert, Evêque de Clermont, 1170. — Peirols, de Rochefort, 1170. — Pierre de Maenlac, 1170. — Pierre Péliissier, de Marcel, Vicomte de Turenne, 1170. — Pierre Roger, de Clermont. — Guilhem Adhémar, de Marvis, en Gévaudan, mort en 1190. — Gavaudan le Vieux, 1189. — Pierre d'Auvergne le Vieux, en Clermont, 1214 (1). — Bertrand d'Aurelle, 1215, 1280. — Peire Cardinal, de Veillac, Evêché du Puy, mort en 1306. — La dame Castelloze. — Garins Le Brun, de Neillac, Evêché du Puy. — Gaufferan de Saint-Leydier, en Velay. — Le Moine de Montaudon, de Vic, près d'Aurillac. — Le Vicomte de Turenne. »

« La Province dont Clermont a été la capitale, dit plus loin M. Baret, a été en partie le berceau de la poésie provençale. » Il cite, entre autres, le Vicomte de Turenne & le Marquis de Canillac comme ayant attiré auprès d'eux des Troubadours en renom. « Plus d'un lecteur n'apprendra peut-être pas sans étonnement la renommée littéraire dont jouirent, au douzième siècle, des cantons oubliés, comme le Bas-Limoufin, le Haut Périgord, les Marches d'Auvergne, le Velay, le Gévaudan... De localités très-secondaires... fortirent des hommes dont la renommée remplit toute l'Europe du Moyen-Age, des poètes dont les vers ont été regardés comme des modèles, non pas de leur temps ni dans leur pays, mais un siècle plus tard, à l'étranger, au jugement des plus grands, des plus beaux génies. Pétrarque, dans le *Triomphe d'amour*, confacre les noms de Rudel, Prince de Blaye, des deux Arnaud, de Pierre d'Auvergne, d'une foule d'autres... Dante traite comme Virgile Giraud de Borneilh & Aymeric de Puyguilhem.... En essayant de déterminer pour la première fois ces foyers divers de la littérature romane du Midi, je ne prétends nullement les représenter comme des espèces d'académies où résidaient assidûment les Troubadours. Il y eut... des établissements de ce genre dans le midi de l'Europe, mais ils ne furent institués que plus tard. De ce nombre est la célèbre *Académie des jeux floraux* de Toulouse, qui ne fut peut-être que la réorganisation d'une académie beaucoup plus ancienne.... »

« Indépendamment des réceptions, des fêtes poétiques auxquelles donnaient accidentellement lieu, dans chaque château, le passage de chaque troubadour, il y avait, en des lieux & à des époques déterminées, des concours, des réunions, ayant directement pour but d'encourager & de perfectionner cet art de trouver, alors si cher & réputé si nécessaire. De toutes les institutions établies dans ce but, la plus importante fut celle du Puy en Velay, l'un des plus vieux & des plus renommés sanctuaires de la terre des Gaules, respecté des Romains qui y élevèrent un temple à trois divinités parèdres : Auguste, Adidon (divinité gauloise), & Diane ou Isis, purifié & sanctifié depuis par le Christianisme sous le nom de Puy-Sainte-Marie (2). »

C'est à M. Fauriel qu'est due la révélation de ces faits si intéressants pour le Puy & les contrées voisines, qui durent nécessairement subir dans une certaine mesure cette puissante influence littéraire.

« De toutes les institutions, dit Fauriel (3), qui eurent pour but l'encouragement ou le perfectionnement de la poésie provençale, la plus importante fut celle du Puy en Velay, alors nommé le Puy-Sainte-Marie. J'ai parlé avec un certain détail, dans une autre circonstance, des fêtes chevaleresques qui avaient lieu chaque année, ou du moins à des époques fixes & rapprochées, dans cette ville qui faisait partie des domaines des Comtes de Toulouse. Ces fêtes étaient le

(1) C'est par erreur que, d'après le témoignage d'Étienne Palquier, nous avons dit ci-dessus, dans une note de la page 152, que Pierre d'Auvergne étoit d'une maison princière ; il étoit fils d'un bourgeois de Cler-

mont. (*Hist. de la poésie prov.*, par Fauriel, t. II p. 10.)

(2) *Des Troubadours & de leur influence sur la littérature du midi de l'Europe*, &c., par M. Eugène Baret.

(3) *Histoire de la poésie provençale*, t. III.

rendez-vous de toute la Chevalerie du Midi, & il n'y avait point de vertu, point de prétention chevaleresque à laquelle on n'eût ménagé, dans ces réunions, l'occasion d'éclater librement dans toute sa vanité & toute son énergie. La poésie n'y avait pas été négligée. Au nombre des jeux qui faisaient partie de l'institution, il y avait des jeux poétiques dans lesquels les Troubadours se disputaient le prix de leur art. Ils présentaient les pièces de vers, pour lesquelles ils voulaient concourir, à un tribunal composé de Troubadours probablement élus par eux, qui couronnait la plus belle ou les plus belles en motivant sa sentence & en donnant sur les pièces non couronnées des conseils utiles pour le progrès de l'art. — Nul doute qu'il n'y eût dans tout le Midi beaucoup d'institutions semblables. Celle du Puy est plus remarquable en ce qu'elle servit de modèle à celles qui furent organisées dans le nord de la France, surtout en Normandie, & même en Angleterre, dans la brillante période de la littérature anglo-normande. Dans ces derniers pays, tout concours poétique du genre dont il s'agit fut nommé d'une manière absolue le *Puy*, le *Puy d'amour*, du nom de la ville où avait lieu celui de ces concours qui avait donné l'idée de tous les autres. — (Dans) ces réunions, ces concours académiques, les Troubadours figuraient collectivement & en grand nombre, à raison des rapports qu'ils avaient entre eux.... » Les lettrés & les grands seigneurs du Forez, qui parloient un des dialectes de la langue romane, ne devoient pas ressembler à ces fêtes célébrées dans le voisinage, & il est fort probable qu'ils s'y rendoient en grand nombre.

Sauf quelques variantes, les divers dialectes de la langue romane étoient compris partout dans nos régions méridionales. Il y avoit une langue commune, un accent, une manière de prononcer, qui faisoit la filiation latine directe.

Il ne faut pas croire, dit M. Baret, qui insista avec raison sur ce point pour détruire la grave erreur de Fauriel, « que pour entendre la langue vulgaire du Midi en général, ou en particulier la langue littéraire des Troubadours, il suffirait d'apprendre le dialecte provençal, ce qui ferait une erreur profonde. Ce n'est pas, en effet, de la Provence proprement dite que sortirent les meilleurs Troubadours. Giraud de Bornicil, Bertrand de Born, Bernard de Ventadour naquirent loin des bords du Rhône, & l'on ne peut admettre qu'ils aient quitté la langue du Périgord, de l'Auvergne & du Bas-Limousin pour emprunter le dialecte de la Provence. *La langue romane, aux douzième & treizième siècles, régnait à peu près dans les mêmes contrées où elle est encore parlée aujourd'hui.* Chaque troubadour, pour l'apprendre, n'avait, en quelque sorte, qu'à ouvrir les oreilles. Seulement, il est probable que dans les hautes classes, pour lesquelles chantaient les Troubadours, cette langue avait alors plus d'élégance & d'unité qu'elle n'en a maintenant dans le peuple. Voilà pourquoi, sans doute, le dialecte d'Arnaud de Marveil, né à l'extrémité septentrionale de l'Evêché du Périgord, ne diffère guère plus de la langue de Pons de Capduciil, qui était toulousain, que du dialecte de Folquet, de Marseille. — Peut-être, à une époque reculée, les récits, les pérégrinations assidues des jongleurs contribuèrent-ils à établir & à maintenir quelque unité dans la langue romane, même parmi les classes inférieures de la société (1). Mais quand eurent disparu ces poètes du peuple, qui du moins alors fournissaient à son esprit un aliment dont il a été trop privé depuis, la langue romane, privée en même temps de l'action & du concours des classes féodales, ruinées par Simon de Montfort & ses partisans, se partagea en un nombre infini de dialectes qui varient de province à province, quelquefois de canton à canton, renfermant tous un certain nombre de locutions & de mots inconnus au dialecte voisin. Il est même certain que ces nuances existaient à l'époque des Troubadours, puisque Raimbaud de Vaqueiras écrivit une pièce (*desfort*) en cinq dialectes différents. »

La croisade contre les Albigeois, prêchée par le Pape Innocent III (1208), porta un coup fatal à cette belle langue littéraire. Les Chevaliers du nord de la France, encore grossiers &

(1) Suivant Fauriel, il y eut au XII^e siècle des chansons, des poésies romanes qui furent chantées partout

dans les rangs du peuple du Midi, & qui durent trouver des échos dans le Lyonnais & le Forez.

barbares, noyèrent dans le sang cette civilisation du Midi si élégante, si chevaleresque, si spirituelle, si indépendante par la pensée, & en même temps si corrompue. Le Pape Innocent III organisa contre elle l'inquisition & envoya au bûcher un grand nombre d'hérétiques. « Le clergé, dit Fauriel, détestait cette langue dans laquelle tant de reproches hardis lui avaient été faits. Dans une bulle de 1245, le Pape Innocent IV la qualifie de langue hérétique & en interdit l'usage aux étudiants. » Les suites de la croisade furent mortelles pour la poésie provençale. « Les procédures de l'inquisition contre les personnages suspects d'hérésie, dit Fauriel, l'institution d'une Université à Toulouse vers le milieu du XIII^e siècle, la guerre déclarée aux livres écrits en langue romane & particulièrement à ceux où l'on voyait quelque chose d'hérétique ou de favorable à l'hérésie, accélèrent la chute de la littérature provençale; elles la tuèrent en fleur sans lui laisser le temps de porter des fruits. *Dès les premières années du XIV^e siècle, on n'écrivait presque plus en provençal, & dans le peu qui s'écrivait, on ne reconnaissait plus l'idiome des Troubadours.* Quelques années plus tard, cet idiome cessa d'être entendu. — Les manuscrits provençaux de tout genre qui avaient jusque-là survécu à la guerre qu'on leur faisait, & qui pouvaient être encore alors assez nombreux, devinrent de plus en plus rares, de moins en moins compris; & dans le courant même du XIV^e siècle, le moment arriva où, se trouvant tout à fait inutiles & hors d'usage, ils redevinrent innocents (1). »

« En Provence, la Cour française de Charles d'Anjou amena à sa suite la langue française (2). Une lutte s'établit, mais l'idiome de la Cour devait finir par l'emporter. — Tous les auteurs sont d'accord pour signaler dès cette époque une grave altération dans le Provençal, sous l'influence & par l'immixtion du français. Il est aisé de s'en apercevoir dans les productions des Troubadours du XIV^e siècle. Par exemple, les vers alexandrins de Bernard Rascas offrent déjà cette phytonomie française que présentent trop souvent les vers de Jafmin. — La littérature romane du Midi ayant été l'expression d'un peuple & d'une civilisation à part, cette littérature devait finir avec la personnalité ou... avec l'indépendance de ce peuple. Le gouvernement de la Provence, sous les deux dernières maisons d'Anjou, a duré 250 ans (1246-1482). Ce fait peut servir à faire comprendre comment a prévalu dans la langue française l'usage de caractériser la langue & la littérature du Midi par l'épithète de *provençale*, pourquoi l'idée de Provence a dominé au Nord & s'est maintenue jusqu'à nous. — La Provence avait recueilli l'héritage littéraire & politique de tout le Midi à l'arrivée des hommes de la suite de Charles. Seule en deçà des Pyrénées, la Provence représenta la littérature méridionale pendant deux siècles & demi. Il était naturel que des Français du Nord, peu curieux de distinctions, peu soucieux de poésies qu'ils entendaient mal, aient confondu sous le titre de *provençale* (3) toute cette littérature romane qui n'était plus cultivée qu'en Provence quand ils s'établirent dans le Midi (4). »

Ces citations conduiront le lecteur à se mieux rendre compte par lui-même du contre-coup que dut faire sentir dans nos contrées la croisade contre les Albigeois. Lyon surtout dut en souffrir autant pour son commerce que pour sa langue. Le français dut envahir de plus en plus son idiome, & c'est peut-être à cette cause autant qu'à la position intermédiaire de cette grande cité qu'il faut attribuer le caractère mixte qu'il présente pendant le XIII^e & le XIV^e siècle. Ce que nous connaissons, en effet, de cet idiome est un mélange de langue d'oïl & de langue d'oc, mais où la première domine encore dans une grande proportion.

(1) *Histoire de la poésie provençale*, par Fauriel.

(2) *Les Troubadours & leur influence sur le midi de l'Europe*, par M. Eugène Barlet.

(3) C'est cet usage consacré qui a conduit Fauriel à se servir si improprement de cette dénomination.

(4) Lors de la croisade contre les Albigeois, le Comte

de Provence, s'étant prononcé contre l'hérésie dont ils étoient accusés, mit ainsi ses Etats à l'abri d'une invasion. La poésie romane trouva un dernier asile à la Cour jusqu'à la mort du dernier Bérenger, jusqu'à l'avènement de Charles d'Anjou, son successeur.

Charte des privilèges de St. Bonnet le Château, en langue d'oc. — La Mure la prend pour du vieux gaulois. — Etude de cette charte au point de vue de la linguistique. — Opinion de M. Gras, auteur du Dictionnaire du patois forésien, sur cette charte. — Sa ressemblance avec les patois actuels des environs de St. Bonnet, avec ceux d'Usson, d'Apinac, &c. — Opinion de M. Onofrio sur cette même charte. — Charte de Bessè en Auvergne. — Identité de la langue dans laquelle elle est écrite avec celle de St. Bonnet. — Terrier de la Commanderie de Chazelles sur Lyon, de 1290, rédigé en langue vulgaire du Forez, un des sous-dialectes de la langue d'oc. — Preuves puisées dans un grand nombre de titres différents, de l'existence de cet idiome. — Chapitre I^{er} des visions de Marguerite de Duin en Savoie, Prieure de la Chartreuse de Pollesteins, en Bresse. — Un fragment de la langue vulgaire de la Dombes en 1276. — Erreur de Raynouard sur le lieu d'origine de ce fragment. — Charte des privilèges de Charlieu, renfermant des mots de la langue d'oïl. — En Bourbonnois on parloit la langue d'oïl, sauf dans le sud où la langue d'oc avoit poussé une pointe. — Fragments en langue d'oïl.

Le plus ancien & le plus curieux monument du Forez en langue vulgaire, c'est la charte des privilèges de St. Bonnet le Château, donnée vers 1224 par Robert, Seigneur de St. Bonnet, qui appartenait à une branche des Vicomtes de Lavieu. Cette charte, qui est rédigée en dialecte auvergnat, fut confirmée dans la même langue, une première fois, en 1270, par Jean de Châtillon, Seigneur de St. Bonnet, au nom de sa femme Dauphine, petite-fille & héritière de Robert; une seconde fois en novembre 1272, par Pierre de la Roue (*de la Roa*), autre mari de cette même Dauphine. C'est d'après l'original de cette dernière, que nous donnons pour la première fois un texte exact & correct de ce document si précieux pour l'histoire de la langue parlée sur ce point au Moyen-Age. (Voir nos *Pièces supplémentaires*, page 71 & suivantes).

La Mure, qui avoit eu sous les yeux la charte de confirmation de 1270, octroyée par Jean de Châtillon, en a donné, dans les Preuves de son manuscrit de *l'Histoire des Ducs de Bourbon & des Comtes de Forez*, un texte qui fourmille de fautes & qui présente de nombreuses lacunes. Il avoit donné à ce document le titre que voici: *Fragment d'un ancien concordat en vieux gaulois, d'un style fort barbare, passé entre le seigneur de St. Bonnet & les habitants de ladite ville, du temps du Comte Renaud*. Ce que le bonhomme prenoit pour du vieux gaulois, c'est, comme nous venons de le dire, de l'auvergnat, un des dialectes de la langue d'oc. Il ne sauroit y avoir le moindre doute à cet égard. La plupart des mots, par leur mode de construction & leurs déclinances, de même que la forme des temps des verbes & certaines particularités caractéristiques de syntaxe, fournissent la preuve que cette charte est en langue d'oc, & d'un type même assez pur pour l'époque.

A la différence de l'Italien & de l'Espagnol, qui, dès leur origine, ne conservèrent aucune trace des formes de la déclinaison latine, la langue d'oc (de même que la langue d'oïl) en avoit gardé des vestiges, sinon complets, du moins caractéristiques. Des six cas de la déclinaison latine, la langue d'oc (ainsi que la langue d'oïl) n'en avoit conservé que deux : l'un pour exprimer le nominatif, l'autre qui suffisoit pour tous les cas régis ou obliques. On fait que c'est à Raynouard,

l'auteur de la *Grammaire comparée des langues de l'Europe latine avec la langue des troubadours*, & du *Lexique roman*, qu'est due cette curieuse découverte, qui lui a été suggérée par la lecture des grammaires de la langue d'oc du XIII^e siècle, où cette règle des cas se trouve formellement exprimée.

Le savant M. Littré, dans sa remarquable *Histoire de la langue française*, a plusieurs fois signalé toute l'importance de cette découverte : « Il y avait fix cas, dit-il, dans le latin ; il y en a deux dans la langue d'oc & la langue d'oïl ; il n'y en a point dans l'ancien italien & l'ancien espagnol. C'est là, à partir du type latin, une dégradation qui montre que la langue d'oc & la langue d'oïl occupent une place intermédiaire. Au moment où ces quatre langues prennent une existence propre, la décomposition du latin était moins avancée dans le domaine franco-provençal que dans le domaine hispano-italique. Il en résulte invinciblement que, au point de vue philologique, les langues d'oc & d'oïl sont les aînées des langues espagnole & italienne. Ce résultat, ainsi acquis, a des applications ; la plus prochaine est celle qui constate l'antériorité, désormais incontestable, des littératures en langue d'oc & en langue d'oïl sur les littératures d'Espagne & d'Italie. »

Notre charte de St. Bonnet présente ce caractère essentiel de la langue d'oc des premiers siècles. Le nominatif y est toujours indiqué par une définition, & les autres cas régis par une autre définition qui leur est commune. Exemple : *Enz Roherz, seigner de St. Bonnet, doneit*, &c. Et plus loin : *E neguns hom ne neguna femma que seia hom al seignor*, &c. *Seigner*, comme on le voit, est employé pour exprimer le nominatif, le sujet, & *seignor* pour le régime. La Mure, qui ne faisoit pas se rendre compte du motif de ces terminaisons différentes dans le même mot, & qui les prenoit sans doute pour des incorrections, a supprimé partout dans sa copie la finale en *er* dans le mot *seigner*, & y a substitué la finale en *or* : li ou le *seignor*. Cette bévue a été scrupuleusement reproduite par tous ses copistes. La règle dont nous parlons est rigoureusement observée dans la charte pour tous les substantifs qui n'étoient pas encore devenus indéclinables. Ainsi on voit que le mot *maïson* s'exprime sous cette forme au nominatif singulier : *li maïsoz*, & pour les cas régis, *la maïson* : *la moïller*, la femme, au nominatif singulier, & *mullier* pour les cas obliques ; *om*, homme, au nominatif singulier, & *ome* au régime ; *li ome*, au nominatif pluriel, & *los homes*, à *los homes*, *als omz*, pour les cas régis. Exemple : *Si om de St. Bonnet, aucua ome de fors*, &c. *Femna* est invariablement employé au singulier pour le nominatif & pour les cas obliques ; mais au pluriel on trouve : *femmes* pour le nominatif, & *las fennas*, de *las fennas*, à *las fennas* pour les cas régis ; par exception, on trouve aussi à *les femmes*, pour le datif. On remarquera que certains mots ont des définitions de forme italienne : *li omicidid*, (en latin, *homicida*) ; *li laironici* (en latin, *latrones*) ; d'autres, & c'est le plus grand nombre, ont des terminaisons de forme espagnole : *las fennas* ; *al seignor* ; *li chamjaor* ; *melfos* ; *marchas* ; les articles *los*, *las*, &c. Toutefois, ce seroit une grave erreur de supposer, comme l'ont fait plusieurs érudits de nos pays, que ces formes, ces définitions ont été empruntées (dans nos régions si éloignées de l'Italie & de l'Espagne) à la langue de ces deux nations. Ces définitions de forme italienne & de forme espagnole sont également communes à la langue d'oc, qui, sous ce rapport, a été plus riche que les deux autres ; & c'est à elle seule qu'il convient de les rattacher, quant à l'origine, lorsqu'on les trouve dans de vieilles chartes de nos contrées ou dans nos patois. On peut lire, à cet égard, les judicieuses remarques de M. Littré, dans son *Histoire de la langue française*, qui démontre, de la manière la plus évidente, que certains mots de l'ancien italien & de l'ancien espagnol, que l'on trouve aussi dans l'ancienne langue d'oc & dans les patois qui en sont les rejetons, n'ont pas été empruntés par cette dernière aux deux autres langues, mais qu'ils sont le résultat simultané de la décomposition du latin, & d'une recombinaison qui a eu lieu uniformément, & suivant certaines lois générales, dans les trois régions où sont éclos l'italien, l'espagnol & la langue d'oc. Il seroit du reste impossible de s'expliquer autrement ces ressemblances, puisque les Italiens & les Espagnols, si ce n'est dans les régions qui avoisinent les frontières de leur pays, n'ont exercé aucune influence dans le cœur du midi & le centre de la France, & que d'ailleurs il est aujourd'hui prouvé que la langue d'oc est de

formation plus ancienne que le groupe hispano-italien. Il faut donc rejeter avec soin, lorsqu'on a devant les yeux des textes en langue vulgaire ou en patois de nos pays, ces prétendues étymologies italiennes & espagnoles.

Un érudit de mérite, M. Gras, Archiviste de la *Diana* & Bibliothécaire de la ville de Montbrison, à qui l'on doit un *Dictionnaire du patois fortien*, ouvrage intéressant, plein de savoir, de recherches & d'aperçus ingénieux, m'écrivait ceci, en 1863, lors de la découverte de la charte de St. Bonnet : « Cette charte serait encore entièrement compréhensible, sinon pour les habitants de St. Bonnet, au moins pour ceux d'Usson, localité voisine de cette ville. Les formes des divers temps du verbe n'ont pas varié; la terminaison purement espagnole des noms féminins au pluriel s'est conservée (généralement, en Forez, la terminaison italienne en *é fermé* a prévalu); tous les mots étrangers à la langue française, que contient la charte de St. Bonnet, ont gardé leur signification, à l'exception peut-être du mot *moiller*, femme, que nous n'avons jamais entendu. Au reste, pour mieux juger des analogies que nous signalons, voici quelques passages de cette charte en patois des montagns d'Usson, que nous donnons en regard du texte original. Il est inutile de rappeler que l'orthographe étant chose relativement moderne, il ne peut être question ici que de la prononciation.

TEXTE ORIGINAL DE LA CHARTE DE
SAINT BONNET.

*Enz Roberz, seigneur de Saint Bonet, doneit a toz
los homes e a totas las fennas que serions sei home,
que maison peurlant o aurion a Saint Bonet, bos
usages & bones cosidumes aitals quant sunt
esrites en aquesta present chartra.*

*E neguns hom ne neguna femna que seia hom
al seigneur e aia maison a Saint Bonet, &c.*

*Qui enjanna ome a Saint Bonet... de qui en avant
seria li marchas tengus..., &c.*

TRADUCTION EN PATOIS D'USSON.

*lo Roubert, seignor de Sant Bonnet, duneit a tot
los homes & à totas las fennas que seriant sous
hommes, que maison peurlant ou auriant à Sant
Bonnet, bos usages & bonnas cotumas & tels
qu'en sunt esrites en aquetta presenta chartra.*

*Nengun hommon & nenguna fenna, que seya hom-
mon an seignor & aia maison à Sant Bonnet, &c.*

*Quau engana 'n hommon de Sant Bonnet....
d'iqui en avant sara lo marcha tengus..., &c.*

« Une foule de mots & de phrases mêmes de cette charte revivent encore dans le patois d'Usson. Toutes les formes des verbes, des terminaions de mots, l'allure générale des phrases lui appartiennent encore... La charte de Saint Bonnet est écrite en dialecte de l'époque, dialecte appartenant sans contredit à la langue d'oc. La ville de Saint Bonnet a perdu, par ses relations commerciales, beaucoup de son idiome originel. Mais la petite ville d'Usson, plus isolée dans la montagne, l'a conservé plus purement. »

Voici un fragment de cette même charte en patois d'Apinac, village à une lieue de Saint Bonnet le Château, entre cette ville & Usson, dont nous devons communication à M. Ganivet, libraire à Lyon, natif d'Apinac.

CHARTÉ DE SAINT BONNET.

*Li majer pea donne III sols de forz de ces, &
d'aqui en aval la sequensia.*

*E neguns hom ne neguna femna que seia hom al
seigneur e aia maison à Saint Bonet no dona lesda*

TRADUCTION EN PATOIS D'APINAC.

*Le majeur donne treis seis de forz de cens de ichi
en avant la sequensia.*

*Et aucun homme ni alcuna fenna que seriot homme
au seigneur & auriot na maison à Saint Bonnet, ne*

daveir que seus sia, mas tuit l'autre la devunt que
no sunt omes al seignor.

Tuit iquiel ome e iqueles femmes que maison ant a
Saint Bonnet les poont donar o vendre a toz omes
& a totes femmes, fors a maison de religion e a
chevalers aqist non i devunt avoir maison per
l'usajne de la villa senz la volunta al seignor. . .

donna pas (le)da) a persona, mas tous lous aoutres
la devouunt que ne sont pas do seignour.

Tous lous hommes & toutes les femmes qui auront
des maisons à Saint Bonnet les pourront doner ou
vendre à tous lous hommes & à toutes femmes,
excepta à une maison de religion & à chevaliers
que ichi ne devont pas avei une maison suivant
l'usage de la villa de Saint Bonnet, senz la volunta
dou seignour . . .

M. Onofrio, dans son *Glossaire des patois du Lyonnais, Forez & Beaujolais*, ouvrage qui le distingue par quelques bonnes vues d'ensemble & de consciencieuses recherches, dit que la charte de St. Bonnet « devrait être citée comme le plus ancien texte connu en dialecte du Forez, si l'on pouvait penser que cet acte public reproduit bien le langage alors parlé dans la province. Mais, ajoute-t-il, ainsi que je l'ai fait observer dans l'Introduction, les actes de cette nature n'étaient presque jamais rédigés dans un langage proprement provincial. Leur rédacteur cherchait toujours à se rapprocher d'un type plus général, la langue d'oc ou la langue d'oïl, suivant la partie de la France à laquelle appartenaient ceux pour qui il écrivait. La charte de St. Bonnet est beaucoup plus languedocienne que ne l'est aucun des dialectes actuellement parlés dans le Forez. Or, si ces dialectes eussent eu, au XIII^e siècle, un caractère aussi tranché, on ne comprend pas comment ils seraient arrivés au caractère tout spécial qu'ils ont encore aujourd'hui. — Bien qu'on ne puisse y voir un type du patois forézien, la charte de St. Bonnet est intéressante à étudier pour les noms d'objets ou d'instruments particuliers à la province. »

M. Gras, qui a fait une étude si attentive & si approfondie de nos patois du Forez, nous semble avoir résolu la question d'une manière fort concluante. Si, dans toute la partie du Forez qui entoure Saint Bonnet le Château, cette charte, à part quelques mots, est encore aujourd'hui parfaitement intelligible, comme il le prouve, il faut admettre que le dialecte parlé au XIII^e siècle dans cette région, l'auvergnat, s'écartait fort peu du languedocien (1). On ne saurait supposer d'ailleurs qu'une charte de privilèges eût été écrite en langue d'oc plutôt qu'en latin, si elle eût dû rester incompréhensible, même en partie, pour ceux à qui elle étoit octroyée. On n'évitait de la publier dans une langue morte depuis longtemps, que pour la donner dans un dialecte qui fût à la portée des habitants de la ville. En admettant qu'elle fût écrite en roman un peu plus pur que l'auvergnat, elle n'en étoit pas moins parfaitement comprise à St. Bonnet, puisqu'elle le seroit encore aujourd'hui.

Chabrol, dans ses *Commentaires sur les Coutumes d'Auvergne* (t. IV, p. 93), a publié une charte de 1270, également en dialecte auvergnat, accordée par Bertrand de la Tour aux habitants de Bessè, petite ville de la Basse Auvergne, sur la même ligne que Saint Bonnet le Château, en tirant de l'est à l'ouest. Elle est conçue, dans plusieurs de ses articles, à peu près dans les mêmes termes que celle de St. Bonnet; elle contient, de plus, une liste détaillée de tous les objets qui se vendoient au marché de la ville & qui devoient payer les droits de layde. Voici quelques fragments de la charte de Bessè :

En B. de la Tor e Bertrand de la Tor, fraire, donneront [à] la villa de Bessa e jureront sobre sans à toz
los homes e a tozas las femnas que maisos y peuront e i auront, bos usatges e bonas condumhas las
melhors que hum trobaria a ops de borjes a Montpeleir, ni al Poy, ni a Salvanhee, ni en altras bonas vilas.

(1) M. Louis de Baecker, dans sa *Grammaire comparée des langues de la France*, dit que le dialecte auvergnat est encore parlé dans le département de la Loire. Cette

opinion est vraie pour les parties du Forez qui avoisinent l'Auvergne, mais elle est trop absolue pour les autres. (Voir la Préface du *Dict. patois forézien* de M. Gras.)

Ainsi, comme le prouve ce passage, c'étoit sur les coutumes des bonnes villes du Midi, comme Montpellier, que se guidait le Seigneur de Bèze, comme celui de St. Bonnet, pour la rédaction des chartes qu'ils accordaient à leurs vassaux; il y avoit communauté d'institutions locales, pour cette partie du Forez, avec le Midi, comme il y avoit communauté de langue.

Voici quelques autres fragments de cette charte qui montreront la complète ressemblance, sauf quelques légères nuances, du langage parlé alors à St. Bonnet & à Bèze, & qui n'est autre que le dialecte auvergnat.

...E tuit aquilh home e totas las femnas que lor aver mettant a la Bèssa, per paz ni per guerra qu'en B. de la Tor aia am lor ni am lor senhoratges, nol perdant que salv & q'uti en portant. Tuit aquil home que a Bèssa durant maïfos, per neguna guerra no las perdant, e anar ni a venir non aurant regard d'en Bernar de la Tor ni dels seus. Qui sa maïfo vendra, dara dits XX fol. XII d. de vendas e am las vendas o a altrejar en Bernar de la Tor... E atuit aquil home que maïfos ant a Bèssa las podont donar o vender a toz homes e a totas femnas, forsesans e a morgues, e a chanonis, e a chavaleirs, e a sirvens; aquilh noi devon aver maïfo per l'usatge de la vila. En Bernar de la Tor ni hom per lui non ant a Bèssa alberiatge, ni tolta, ni talha, ni quissa, ni compra forjadament. En clam III fol. En colbz d'ome ni de femna iradament dont clam aura en Bernar de la Tor ni fos bailes LX fol. a sa merce. — Si batalha es fermada a Bèssa en la curt en Bernar de la Tor, por nitat aurant a en Bernar de la Tor LX fol. a sa merce d'aquel ques recreira.... Qui o fai a l'altrui molher e nos proaz ni aucí home ni femna, ni embla altrui aver a Bèssa, es en la merce en Bernar de la Tor. Qui intra en l'altrui ort a Bèssa per mal faire dara II fol. o la dent en Bernar de la Tor a la proja XII den. E si a mescla e om i trai glasi nudamen per la mescla, LX fol. a la merce en Bernar de la Tor. E si a Bèssa ven falsadre que port moneda falsa, li falsedaz es en Bernar de la Tor.... De livra falsa e de marc fals, qui en vent nin compra son essent, e n'es proaz, LX fol. a la merce en Bernar de la Tor. D'alna falsa VII fol. De mesura de vi falsa VII fol. De carta falsa VII fol. De laida enlada VII fol. En chaval e en ega, en mul, III d. de leida qui lo vent, d'asne I d., de beu e de vacha I d., una dosfena de moltos o de chabras I d., I coir, mealha. Una dosfena de pels de chabras I d.; Drapeirs e ferreirs, e pilicirs, e cordoneirs, e coireirs, e sabateirs, que al merchat ni a la feira venra, dara usquets VI d. l'an.... Una charretada de peïfos VI d.; una charrada de madeira I d.; de charrada d'olas I d.; de charrada de lenha II suz; De charrada de fruta I d.;... A Bèssa non deu hom home penre si sienfa vol donar, sinon per crim, ni nol deu hom gatjar de sos vestimens en charreira... E si femna molherada cuminal venia a Bèssa per putatge, e om que non auria molher jusia am l'hois, non es tenguz ves en Bernar de la Tor. Si om s'en fuich am l'altrui molher, ni femna am l'altrui marit, non deu tornar a Bèssa tro que sainta gleïsa los i torn. Qui soc met a Bèssa a murtre, ni li fai metre, e en seria proaz, es encorreguz ves en Bernar de la Tor, e jamais non deu tornar a Bèssa per sagrument.... DATUM APUD SANCTUM SATURNINUM, die jovis, post octavas beati Joannis ante Portam Latinam, annu Domini millesimo ducentesimo septuagesimo, mense maii. »

Ainsi, comme il est facile de le voir, à St. Bonnet on parloit, à quelques nuances près, le même dialecte qu'en Auvergne.

Parloit-on aussi un dialecte ou des sous-dialectes se rattachant à la langue d'oc dans les autres parties du Forez? De nombreux documents nous en fournissent la preuve. Ainsi il existe, dans les Archives du département du Rhône, un terrier de la Commanderie de Chazelles sur Lyon, en date de 1290, qui comprend plusieurs paroisses, partie en Lyonnais, partie en Forez, sur la rive droite de la Loire, & qui est rédigé dans un dialecte ou sous-dialecte qui procède évidemment de la langue d'oc (1). La plupart des noms de lieux, comme des noms de personnes, y ont leur aspect & leur accent roman; un très-petit nombre font en latin & en langue d'oïl. Voici d'abord les noms des paroisses comprises dans le terrier: Chazelles; Viricella (Viricelle); Mayis (Mays); Virigneu (Virigneu); Sant Ciro (St Cyr); Chaucans; Alabespin (Laubépin); La Rajaci (La Rajace);

(1) Nous devons communication de ce document à notre ami M. Gauthier, le docte archiviste du départe-

ment du Rhône. Le registre, qui a 32 feuillets, est coté sous le n° H 2316 des Archives du département.

Castellud (Chastellus); *S. Christofori* (Saint Christofen en Chastellus); *Gramont*; *Chavreyres* (Chevrières); *Avayefou* (Aveize); *Maringes*; *Alta Rivoria* (Haute-Rivoire); *Bella Garda* (Belle Garde); *Saint Andrie lo Poy* (St. André le Puy); *Montraont* (Montront); *Cusfou* (Cusieu); *Rivaz*; *Velchi* (Veauche); *Saint Baldomert* (St. Galmier); *Chamboc* (Chambœuf); *Parrochia S. Dionisii* (St. Denis sur Coise); *Parrochia de Coisy* (Coise); *Pomey*; *Parrochia de la Chapella* (La Chapelle en Vaudragon); *La parrochia de Duerna* (Duerne); *Parrochia de Seynti Fey* (S^{te} Foy l'Argentière); *Parrochia St. Martin Anaoux* (St. Martin en Haut); *Riviria* (Rivier); *Parrochia St. Andreou la Cofla* (St. André la Cofle).

Voici quelques noms & prénoms qui figurent dans le Terrier: *Struena Neyrona*; *Hugo Beyroux*; *Pierro Granjous*, *Joannes Arodous*; *Joannes Boeri de la Chifa*; *Pierro Asters*; *Gregorios del Freres*; *Peros Tortoroux*; *Peros Chalvoux*; *Andreux Barthalmoux*; *Joanna Granguy*, *suer del d'Andreux*; *Esfevens del Mont*; *Peroz de Mornant*; *Joannino de Breysi*; *Johanna Greyfeta*; *Perot Bergous*; *Peronella Cochonna*; *Piroz Pupers*; *Georgeo de Cofla Chauda*; *Johan de l'Olmo & sos freres*; *li hers Bartholomeou Fauro*; *Peros Rochi*; *le chapelan de Viricella*; *Michieux del Fey*; *li hers Johans Barbier*; *li hers Garfon de Mays*; *Mathia de la Rochi*; *Barthelemou de Montaneou*; *Struana Bruvigata*; *Peros Betous*; *Peros Gay*; *Hugo Guinans*; *Johanna Delmas*; *Lourans de Chavanes*; *Peronella Saguetoux*; *Marietta cAlleyri*; *Peros de la Corella*; *Martins de Bermouze*; *Peros Fulchiron*; *Johanes Buartoux*; *Pero Goglars*; *Pero de Vilars*; *Johans del Chambon*; *Johans del Mafauz*; *li hers Pero del Mafauz*; *Matheoux Bertalays*; *Gregorios Paria*; *Thomas de la Rochi*; *Johans Pettious*; *Johannes Salvagos*; *Aguestia Salvagi*; *li hers Morel Chalvo*; *Colomba Bocyri*; *Anthuni Perrina*; *Colombeta Jays*; *Johans Crofiet de Uelcheta*; *Bartholomeou de Balkeou*; *Johans de la Grangi*; *Johanna Breysouda*; *li hers Stevene del Champ*; *Johanna Grayfeta & Johanins sos filz*, &c.

Les redevances sont aussi écrites en langue vulgaire:

Hugo Chalvoux XVI d. 1^e gallina & 11 ras de cywa alla grant mesura por sa mayson & por son ort & por la vercheyri qui se tint alla mayson & por les pertences. Item, 111 sol. & VIII d. por una quartala de terra qui est alla Boari & por un pastoral qui si tint.

Martin Savignous de la Lounar, cy & Johans sos frere, XI sol & 111 gallines & XIII comblos de cywa alla mesura de la segla por loz mayson & por l'ort qui se tint allor mayson & por 111 seft. de vercheri qui sunt de devers soleyl leuant, devers Coisy & por una sestera qui est de juxta les tres sefteres, juxta la terra Johan Bartholomeou & por tres quartalays de terra que en orz, que en vercheyres qui sunt de soz sa mayson devers la Symon, & por una emyna de boc en dos lues de juxta la Symon & por lo prati del Bruyl qui est juxta lo boc Johan Ras & por son prati de Pera Bruna qui est juxta lo prati (alias Pra) Perrin de Gencennay & por tres seft. que de terra &c., &c.

S'il n'existoit que ce seul document où l'on trouvoit tant de noms de personnes & de lieux du Forez dans cette forme méridionale, on pourroit concevoir des doutes & se dire que le rédacteur du Terrier, peut-être homme du Midi, auroit pu donner capricieusement à tous les noms de personnes & de lieux une forme & une dénomination romanes.

Mais les preuves abondent en dehors de ce document. Ce n'est pas seulement, en effet, dans ce Terrier que l'on trouve des noms de lieux du Forez écrits dans ce dialecte; souvent, au milieu d'une charte, d'un titre en latin, ces noms, tels qu'on les prononçoit & qu'on les écrivoit alors, se détachent du texte avec leur aspect roman: *Sanctus Justus la Pendua* (1); *en la Plaigni* (dans la plaine du Forez) (2); *in memoribus nostris de la Fofola & de l'Espinaci* (3); *Sapolgo* (St. Polgue) (4); les curtils de la *Mayllenia*, de la *Guerneria* (paroisse de St. Victor); le curtil del *Eftivalz* (des Eftivaux) (territoire de Cernière) (5); *della Rajaci* (6). Dans un acte de donation que fit le Comte de Forez

(1) Charte n° 50 dans les Preuves.

(2) Ibidem.

(3) Testament de Renaud, Comte de Forez (1270).

(4) Inventaire Chaverondier, t. I, p. 103.

(5) Inventaire Chaverondier, n° 721.

(6) Ce mot se trouve ainsi écrit dans un acte de vente du mois de janvier 1285, passé par Acharia de Fontaineys, damoiseau (Arch. de l'Emp., P. 1394^a, C. 56).

Guy VI à l'église de Notre Dame de Montbrison, 1274, on lit cette phrase latine où se trouvent intercalés quelques mots de formation romane : « Videlicet in parochia de Nullify, duos solidos & unam quartulam avene *mei comble, mei ras* & unam gallinam, &c. (1).

« Nos vieilles chartes, dit de son côté M. Pierre Gras, dans son *Dictionnaire du patois forézien*, depuis le XII^e jusqu'au XVI^e siècle, contiennent une foule de mots d'un usage purement local, & que Du Cange n'a pu connaître. Nous trouvons, dans certains actes du Cartulaire de Savigny, le mot *listra* pour désigner une mesure de vigne; c'est la *lire* actuelle du Forez. Papon emploie dans ses arrêts les mots *vê, tos* &c., « chose, propriété, aqueduc, conduit, » que le patois dit encore *vê, tou*. On trouve dans l'historien La Mure le mot *pouer*, en patois *poud*, pour « tailler la vigne. » Et, de nos jours, les annonces judiciaires contiennent souvent la mention « fous les heurts, » fous les jardins, qui appartient au langage vulgaire. Nous n'insisterons pas davantage sur ce point. »

Dans les pays voisins du Forez, on parloit également, au XIII^e siècle, un idiome mixte, mais qui procédait surtout de la langue d'oc. On peut citer, entre autres, le curieux fragment écrit par Marguerite, fille du Seigneur de Duin, en Savoie, prieure de la Chartreuse de Pollesteins, en Bresse, morte dans ce couvent le 9 février 1310. « On a trouvé dans les archives de ce couvent, dit M. Champollion, qui a mis le premier au jour ce fragment, plusieurs écrits de cette Prieure, & d'autant plus intéressants que la plupart portent une date bien constatée (2). Le manuscrit unique qui les contient est entre mes mains. »

CHAPITRE I^{er} DES VISIONS DE LA BIENHEUREUSE MARGUERITE DE DUIN : *Oy me semblo que you vos ay huy dire que quant avrez huy raconter alcuna graci que nostres fires a foyt a acuns de fous amis, que vos valés meu gran temps & perçoque yo desfiuro vostro salvament effi como yo soy lo meis, jo vos diray al plus briament que porroi una grant corsefi que nostres fires a foyt a una persona que yo conesse non a pas mont de temps; & perçoque illi vos tort a plus grand profit, yo vos diray la resyon pro que erey que Deus las ly a foyt. Citi creatura per graci de nostre Seigneur avoyt escript en son cor la seinti via que Deus Jhesu Christ menet en terra, & sos bons exemples & sa bona doctrina. E aveit illi neis lo dous Jhesu Christ en son cor que oy li eret semblant alcuna veis que il l'y fut present, & que u tenit un livros clos en sa mayn per liy ensennier. Citi livros eret toy escript per desor de letros blanches, neyras & vermillas. Li semel del livros erant escript de letros d'or; en les letros blanches eret escripta li sauncla conversacions al beneit fil Deu, liquaus fut tota blanchi por sa très grant innocent & por ses sanctes oures. En les neyras erant escript li col & les temples & les orduras que lui jué li gitavoun en sa sancti faci & per son noble cor, tant que il semblevet estre mescus. En les vermillas erant escripte les plaës & li pretion sans qui sot espanchiés por nos. Et pos eran dos semeus qui closan lo livros qui erit escript de letros d'or. En l'un avoyt escript: Deus erit omnia in omnibus; en l'autros avoyt escript: Mirabilis Deus in sanctis suis. Or vos diray briament coment ci creature se estudiavet en cet livros. Quand venoit lo matin, illi commençavet a plorar & pensar coment ly beneyt sius Deu volit descendre en la miseri de ce mond & prendre nostra humanita, ajotar a sa deita en tot maneri que l'on puet dire que Deus qui eret immortau fu mors por nos. Après illi pensava la grant humilita que fut en el, & pues pensava coment el volit estre persegus tos jors. Après pensava en sa grant poureta y en sa grant pacienca, & coment el fu obediens tant que a la mort. Quant illi avoyt ben regarda cet livro, illi commençavet a liere el livro de sa concienca, loquel illi trovaret tot plen de soueta & de mesonges. Quant illi regardavet lo humilita Jhesu Christi, illi se trovaret tota pleyna de guel. Quant illi pensavet qu'elle volit estre mespresie & persegus, illi trovaret en se tot lo contrary (3). »*

Rapprochons de ce curieux fragment la pièce suivante que M. Guigue, notre collaborateur &

(1) *Histoire du Forez*, par M. Aug. Bernard, t. I^{er}, p. 259.

(2) *Nouvelles recherches sur les patois ou idiomes vulgaires de la France*, &c. en particulier sur ceux du départe-

ment de l'Isère, &c., par M. J.-J. Champollion-Figeac. Paris, in 12, chez Goujon, 1809, p. 160 & suivantes.

(3) 1^{re} Méditations dévotes, 1226, in 4^o: 2^o Trois chapitres de Visions, 1294; 3^o 5 lettres & 3 prophéties.

ami, a trouvée dans les Archives de l'Empire, & qui figure dans la *Bibliotheca dumberfis* de M. Valentin Smith, p. 174 :

ENGAGEMENT DE JEAN BILLOUS, VICAIRE DE LENT (EN DOMBES),

DE FAIRE RETOURNER APRES SA MORT, AUX USAGES DE LENT, LA MAISON QU'IL POSSEDE DANS CETTE VILLE, QUI AVOIT ETE AFFRANCHIE PAR ISABELLE DE BEAUJEU.

— 27 novembre 1276. —

lo Johanz Billous, vicayros de Lent, soy sacheir a toz ceuz qui verrunt ces lettres, que cum nobla dama Hysakeuz, dama de Beljeu, ait franchi a mei, a ma via, ma mayson de Lent, que jo cunquis de Bonel lo Chapuis, ensi cum se cuntint en mes lettres saites sus co, saelliers dou Jael de ycele dita dama, jo cunseffo & recogneffo que li dita maysons, après mon desfiniment, ou après co que jo vendriri, ou darcy autrui, ou partirey de mey la dita maison, il deit tant tost tornar & venir aux usages & a les codumes de les autres maysons de Lent. Et si li dita dama, en ceste donation, avoit faici chosa qui fust contra son sayriment, & que illi non poust faire, jo volo & outreyo que li davant dita donation non sei nignun. En temoyn de la qual chosa jo ay mis mon Jael en ceste lettre. Co fut fait l'an de M & CC° & LXXVI, lo veindrodi davant la festa Saint Andrer l'apostre. » (Arch. de l'Empire, P. 1391, C. 572.)

Cette chartre, comme on le voit, offre également un mélange de langue d'oc & de langue d'oïl, mais où la première domine.

Raynourad, qui a connu cet acte & qui en cite un fragment dans le tome I^{er} de son *Lexique*, page XXI, a supposé qu'il appartenait au Bourbonnois, parcequ'il l'avoit trouvé dans les fonds des Ducs de Bourbon, aux Archives royales.

La langue parlée dans le Lyonnais, le Forez, le Beaujolois, &c., n'avoit pas une origine & un caractère essentiellement romans, suivant les limites exactes de ces trois pays. Dans certaines régions, elle subissoit la loi d'influence d'un centre plus rapproché. Ainsi, dans le Forez, la contrée qui avoisinoit l'Auvergne du sud subissoit son influence plus directe ; dans les parties du Lyonnais, du Forez, du Beaujolois qui approchoient des confins de la Bourgogne ou d'une partie du Bourbonnois, la loi d'attraction & de rayonnement se faisoit de plus en plus sentir. Le texte de la Charte des privilèges de Charlieu (1), que M. de Sevelinges croit appartenir au milieu du XIV^e siècle & qui est en latin, renferme quelques mots en pure langue d'oïl ; & comme les patois actuels de cette région sont des rameaux de cette langue, il n'y a point à douter qu'elle ne fût parlée sur ce point au moyen-âge. On y trouve, par exemple, le mot *panays*, qui étoit proscrit comme une injure. « Illi qui vendunt oleum à détails (art. 37). » A l'article 9, il est question du *puits Marechal*, du *puits Mayflier* ; à l'article 30, de la rue de *Chalme*. Dans un terrier latin, de Charlieu, de 1628 & 1644, on voit la rue *Puis Chèvre* ; la rue *Chevroterie*, en 1528, & la rue *Fournagerie*. Enfin, un ancien inventaire de meubles, dressé à Charlieu à une époque fort reculée, est aussi écrit en langue d'oïl : « Un buffet, bois coral ; — un chanlit, &c. (2). »

Dans le Bourbonnois, pays de coutumes, la langue officielle & vulgaire, étoit la langue d'oïl, bien que la langue d'oc eût poussé une pointe dans certaines parties (3). Ce qui prouve ce point important, c'est le texte même des chartes de privilèges des principales villes de cette Seigneurie, que nous avons publiées ci-dessus, de la page 80 à la page 100 de nos *Pièces supplémentaires* (4), & qui sont en pure langue d'oïl.

On trouve, dans le *Dictionnaire du patois forézien*, par M. Pierre Gras, une lettre en langue d'oïl,

(1) Voir l'Histoire de Charlieu, par M. de Sevelinges, un volume in 8°. Roanne, chez Durand, libraire, 1856.
— La chartre de Charlieu est plus vraisemblablement du XIII^e siècle que du XIV^e.

(2) Voir l'Histoire de Charlieu, par M. de Sevelinges.

(3) Voir l'Ancien Bourbonnois, Voyage pittoresque.

(4) Privilèges de Moulins, 1332 ; de Gannat, 1236 ; de Montluçon, 1242 ; de Charroux, 1245 ; de Bourbon l'Archambault, Vidimus de 1343 (Archives de l'Empire & manuscrits du P. André).

écrite par un ecclésiastique forézien, en 1350, & dont la suscription est conçue en ces termes : « *A la religieuse & honeste dame, sœur piereffe de St. Thomas, qui est entre St. Romain & Lefigneur, Guy de Preisso (de Précieu) le prestre, salus en Dieu & à toi le convent. Dame, sachez, &c.* »

La Mure cite également, dans le tome 1^{er} de son *Histoire des Ducs de Bourbon*, &c., p. 325, le commencement d'une lettre adressée de Paris par Jean 1^{er}, Comte de Forez, à son Bailli, (1299) qui est en pure langue d'oïl : *Nos Johans, cuens de Forés, &c.* On remarquera que le mot *cuens* étoit encore, au XIII^e siècle, employé pour le nominatif, & le mot *comte* pour les cas régis. La Mure, qui ne se rendoit pas compte de cette règle, qualifie à ce propos de *sauvage & étrange la façon* dont on exprimait alors en françois le nom latin de *comes* (cuens). Il n'est pas douteux qu'un certain nombre de lettrés devoient, en Forez & à cette époque, parler & écrire la langue d'oïl qui étoit alors en grand renom (1). Le Comte, notamment, qui vivoit à Paris, & auprès de la Cour, se piquoit de la parler purement; mais ce n'étoit que l'exception. La majeure partie des habitants du Forez se servoient alors, comme nous en avons fourni de nombreuses preuves, d'un dialecte, ou même de plusieurs sous-dialectes, qui se rattachent tous essentiellement à la langue d'oc, si ce n'est pourtant, comme nous l'avons dit, dans certaines parties du haut Roannois qui confinoient aux limites de la langue d'oïl.

IV

DOCUMENTS DU XIV^e SIÈCLE EN LANGUE VULGAIRE.

Tarif des droits payés par les marchandises, à l'entrée & à la sortie de la ville de Lyon, à l'Archevêque & au Chapitre métropolitain, vers 1310.—1322. Comptes relatifs au voyage & au séjour des fils du Comte de Forez Jean 1^{er} à Paris. — Procès verbaux d'élection des échevins de Lyon, en 1352, 1355, &c. — Leyde de l'Archevêque & du Chapitre de Lyon. — Une inscription de 1352. — Coutumes & franchises de la ville de Lyon. — Tarif ou péage du pont du Rhône. — Les Ducs de Bourbon, à leur arrivée dans le Forez, introduisent la langue d'oïl dans les actes publics & judiciaires. — Le Forez, bien que parlant un sous-dialecte de la langue d'oc, faisoit partie, administrativement, des pays de langue d'oïl. — La langue d'oc dans une partie du Bourbonnois.

Pendant le XIV^e siècle, la langue vulgaire du Midi étoit encore en usage dans quelques actes officiels du Lyonnais & du Forez; c'est ce que prouvent les originaux assez nombreux de ces actes qui existent dans les Archives des départements du Rhône & de la Loire & dans celles de l'Empire. On remarquera que cette langue est un mélange de langue d'oc & de langue d'oïl, mais que la première y est dominante. N'ayant pas eu un caractère bien tranché, n'ayant laissé aucun monument littéraire, nous ne croyons pas qu'il soit permis de l'élever au rang de dialecte de la langue d'oc, comme l'a écrit M. de Baecker (2); on ne peut que lui assigner la place de sous-dialecte mixte, de sous-dialecte franco-languedocien. La position géographique de Lyon entre les

(1) Voir, dans nos *Pièces supplémentaires*, p. 34, & suivantes, le *Sermon en vers de Guichard III, sire de Beaujeu*, écrit en langue d'oïl, avant 1137; ce qui n'est pas non plus une preuve que l'on parlât la langue d'oïl en Beau-

jolois, à cette même époque le sire de Beaujeu pouvant l'avoir apprise à la cour de France.

(2) Dans la *Grammaire comparée des langues de la France*, in 8°. Paris, librairie de Blériot, 1860.

deux langues, & l'affluence des étrangers du Nord sur ce grand marché, expliquent suffisamment le caractère mixte de cet idiome.

En voici quelques échantillons (1) :

TARIF DES DROITS PAYÉS PAR LES MARCHANDISES, A L'ENTRÉE ET A LA SORTIE DE LA VILLE DE LYON, A L'ARCHEVÊQUE ET AU CHAPITRE MÉTROPOLITAIN (2).

— Vers 1610. —

Ce sunt les choses qui doivent paies en la cite de Lian. Premièrement, deit drapery nova ij deniers fors. Li bestie grossa & li anos deit j den. fort. — Item. Ly drap vieil iiij den. fors, atant li una bestie coment li outra. — Item. Li bestie qui portent corduan, ne basannes, ne eslaing, ne cuivro à battre, devrant iiij den. fors, atant li una bestie coment li outra. — Item. Le besties qui portent peyffons salas, iiij den. fors. tant li una bestie coment li outra..... — Item. Ly chargi de la lanna ou per terra ou per ayguy ij den. fors..... — Item. Ly chargi del fers qui vant pour terra j den. fort ; li bestie grossa, & ly anos melly. — Item. Ly chargi de l'oylo & del miel j den. fort, chascuna bestie..... — Item. Amandres, & figues, & reysins & chataignes, n'igunes fraytes, ne vers ne seches, ne devront ren... — Item. Les besties grosses qui sunt vendues en ceta villa, bos & vaches, chascuna bestie, j den. fort, & ly anos j den. fort..., &c. — Item. Chascuna hyra de seya qui est acheta en ceta villa, ij d. — Item. Chascuns draps de seya qui est ouvrars, qui trepasse, ne vint à vendre en ceta villa, iiij den... — Item. Chascuna pecoressa de ceta villa, & de Saint Just, & de Saint Hereneus, deit chascuna ij den. à la festa Saint Martin, senz celles qui sont des Porta Fro entroque el Palays. — Item. Chascuns Juyes qui trapasse par ceta villa deit xij den. ou una colla. — Item. Ly grans armaura qui trapasset par ceta villa deit iiij den. se illi est vendua, & li arbergeons ij den., &c.

COMPTES RELATIFS

AU VOYAGE ET AU SÉJOUR DES FILS DU COMTE DE FOREZ, JEAN 1^{er}, A PARIS.

— 1322-1324. —

Ces comptes, bien que dressés à Paris, ne sont pourtant pas en langue d'oïl. Ils ont été tenus par un Forezien qui accompagnoit les jeunes Princes & qui se feroit de la langue vulgaire parlée alors dans le Forez. On voit, bien qu'elle renferme un grand nombre de mots qui se rattachent à la langue d'oc, que le françois commençoit déjà à l'envahir, de même que le dialecte parlé à Lyon & dans le Lyonnais. Ces comptes sont partie d'un registre du temps qui a été donné à l'Éditeur par le regrettable M. de la Tour Varan, ancien Bibliothécaire de la ville de Saint Etienne. Nous les avons publiés en entier dans nos *Pièces supplémentaires*, p. 46 & suivantes. Voici le compte d'une journée : « *Item lo vendros en seguent. — Johan Demane, payn ij f. — Jofrey de Jas,*

(1) Obligeante communication de notre honorable ami, M. Gauthier, Archiviste du Rhône, qui se propose de publier, ainsi que d'autres documents de ce genre, cette pièce aussi curieuse au point de vue de la langue que de l'histoire de notre économie commerciale.

(2) • M. Onofrio, dans son *Glossaire des patois du Lyonnais, Forez & Beaujolais*, ouvrage de mérite que nous avons plus d'une fois consulté avec fruit, donne un fragment en langue vulgaire de Lyon, de 1306, qu'il fait précéder des considérations suivantes : « Un texte beaucoup plus Lyonnais (que celui du procès-verbal d'élection des échevins en 1312) est celui que l'on trouve au commencement du *Registre manuscrit des Statuts & ordonnances de la confrérie de la Sainte Trinité*, établie

dans l'église de Saint Nizier de Lyon. Le langage, bien que rapproché de celui de la Provence, en est notablement différent & s'éloigne encore plus de la langue d'oïl. »

El nom de la Saundi Trinita de Deu, del Paro & del Fil & del Saint Elperit, l'an de icelui Nostre Seigneur M. & CCC. & VI, le meis de decembre furent escrit en cest present paper li confraro de la frari de la Trinita de Lyon, li qual ant acheta del lor argent la mayson de la dita frari & paiat de tot; li quaus maisons est assiza à Lion en rua Nova &c. (Bibl. de la ville de Lyon, fonds Coite, n° 3056 de l'anc. catalogue).

Nous ne sommes pas pleinement de l'avis de M. Onofrio; malgré quelques différences, la plupart des mots de ce fragment appartiennent à la langue d'oc.

payn de Porvenfi, xxij den. — Guillelme lo patiffier p. xix d. pour echaudeus. — Johana chandeliere por chandele de sy, iiij d. ob. — Somme de la paneterie v. s. ix d. ob. — Vin por monss. iiij quartes : — faugie v quarta ; vin por commu ij quartes. — Somme de la botellerie j fet. un dimi. — Peis de Porvenfi : — Johan de Seyffons, peisson de mar, xx d. — Arenes de Porvenfi iiij d. ; — Ellaffera, herbes xiiij d. ; — A li, por rays, iij d. ; — Joffrey d'Angers, avena, j d. ; — Somme de la qufina, iij s, ij d. — Somme de tot lo jor, viij s. xi d. ob. par, &c., &c.

A la même époque, les procès-verbaux de l'élection des Echevins de Lyon étoient aussi quel-quesfois rédigés en langue vulgaire, lorsqu'ils ne l'étoient pas en latin. M. Godemard a publié un fragment de celui de 1352 dans les *Documents pour servir à l'histoire de Lyon*, p. 44, 46, & ce fragment a été reproduit par M. Péricaud aîné, dans ses *Notes & documents pour servir à l'histoire de Lyon* (1).

FRAGMENTS DU PROCÈS-VERBAL DE L'ÉLECTION DES ECHEVINS DE LYON EN 1355.

« ... Ly pueblos de la Universita de Lyon assamblos en l'eglese de Sant Nises, al fon de la grossa campanna, en la maneri acostuma, pour espublier, nomar & establir los concilliours & pourveours sus los fas de la dicta Universita, del consel, volunta & consentimen dous mestros dous mestriers de la dicta cita, czo est à sàveir : Font & ordonnont consellieurs de la dicta cita, deys lo joru de Chalemdes qui serantz M. CCC. LV, jusques au joru de Chalemdes qui seront M. CCC. LVI, czo est à sàveir : Humbert Hugo dictz Baral, Johan de Durchi de la rua Vendran, Perenin de Beleys, Bernard de Varey, Juenin de Varey, Johan de Monteux, Anthoyne de Durchi, Guillaume de Varey, dit Plotou, Johan de la Mura lo Viel, Johan de Vaux, Mathieu de Fier & Johan de Durchi dictz Bullotz. Et quaus ly dit mestre dans mestriers & ly pueblos assamblos yci, comme dit est, per elos & per tous les atos de la dicta Universita & Communita, donnont pleyra puiffance & especial commandamen de ellos assamblat ensemble lay ou lau semblera bon per consellier, porveir & ordenar aus fas & aus negociours del dit pueblo, tous lo jorns & totes les eures que leur pleyra, duran lo dictz termen, el non de la dicta universita. Et leur enjoignout que il viganz tous los viendros & los atos jorns que leur semblera bou & sera necessero ou profectiablo, en la chapella Sant Jaquemo ou aleours lay ou yl vudrant, devers matin, & yqui ytant, cinsi comme il est acostuma & autres heures, y sy comme les besoignes cheyrant pour entendre parler & ruminar sus los fas de la dicta Universita, pour veir, consellier & ordenar communalment & singularment sus dis habitans fyealmen & leyalmen sans prejudicio d'alcon, segout que les besoignes requerront & yl porrant bonuamen, &c., &c. Volont & ordonnont ly dit pueblos & mestros dous mestriers, ou non que dessus, que ly dit consellieur estie-
sant una bonua persona por visitar soven les portes, meurs, terriours & autres clofures de la dicta cita, de say lo pontz & de lay, quan y sera convignable à fin que les dictes portes, meurs & terriours seyant justeu aus despens communs & en leur bon estat & non empirier ne perdu par rayna, ne par atro mal gouvernement. » (Communication de M. Gauthier, Archiviste du département du Rhône.)

LEYDE DE L'ARCHEVÊQUE ET DU CHAPITRE DE LYON. (Fragments.)

— Commencement du XIV^e siecle. —

Czo est li leida Monseignior l'Arcevesque e del Chapitre de Lian, e les apertinences de la dita seigniort... Item. Deit li mayfex de la parochi de Sant Pol, deis la Tot sanz, tanque à la Sant Martin, les lengues del bos & de les vaches al diz seigniors ; & mais, deis la Sant Martin jusque à Chalemdes v. d. fors &c.,

(1) « Ces pieces, dit M. Onofrio, dans son *Glossaire des patois du Lyonnais, Forez & Beaujolais*, font curieuses au point de vue du langage. Elles présentent un mélange de langue d'oïl & de langue d'oc, ou la première domine avec quelques formes spéciales à notre province. Il est évident, cependant, que le rédacteur ne veut pas parler

le langage lyonnais proprement dit, & qu'il cherche à se conformer à un type plus général, le roman du Midi. Une publication soignée de quelques-uns de ces textes ferait un service notable rendu à l'histoire de la langue française. » Espérons que M. Gauthier, Archiviste du Rhône, réalisera ce vœu le plus tôt possible.

Et... Item. Deit chacuna cayfi de mirex ou de veyras, ou per terra ou per esga, chacuna cayfi de mirex ij den. fors.... Et., Et. Item. Dryvont les places de ceux qui vendont ou vront sus lo pont, ontra ij bans, ontra la croi entroque à la fontana de Parchiri, ob. fort, chacuna plac, &c., &c... (Communication de M. Gauthier, Archiviste du département du Rhône.)

LEYDE DE L'ARCHEVÊQUE ET DU CHAPITRE DE LYON. (Fragments.)

— Milieu du XIV^e siècle. —

C'est la leyde de Monseigneur l'Arceveque & del Chapitre de Lyon & les apertences de ladite signorie.. Premièrement. Ou per teira ou per aygui, de L fomes de sal, deit cens qui vent una soma à l'Arceveque & az Chapitre de Lyon & Ill ob. fors, per chacuna soma. Item. Deit chaque revenderes de Lyon estranges qui revadont fruiti & fromaios, ne huez, ne poillali iij d. fors, Et., Et... Item. Chargi de tupsins & de pot de terra j den. fort. (Communication de M. Gauthier, Archiviste du département du Rhône.)

« Il existe au Musée lapidaire de Lyon, dit M. Onofrio, dans son *Glossaire des patois*, &c., n° XVII, une inscription du XIV^e siècle, trouvée dans le mur de terrasse d'un clos de la rue Masson, au-dessus du Jardin des Planter, inscription qui a été reproduite dans la *Notice des antiquités... du Musée de Lyon*, par Artaud, 1808, page 57. Elle offre, comme les citations précédentes, un ensemble appartenant à la langue d'oc, mais avec des formes spéciales très-voisines de celles qui sont encore employées dans nos campagnes. En voici le texte :

« L'an MCCCLII, fit Micheles Pansfus, citiens de Lian, edifier ceta chapella, l'outar & lo crucifix per lo remcio de s'arma... Liquax Micheles a constitui & hordena que una messa perpetual que li ditta Marietta ordeniet en son testamen, que el & li fin la dita messa, el dit houtar, in chascun jour, perpetualment sefant celebrar. Nofres Sires, per sa misericordi, les armes de ellos & de tos autres seax trespasas mettat en bon repos. Amen. Item lo XVII jour de decembro l'an mcccclii fut sacras li dis hostars & beneis li dis crucifix. »

Enfin, nous devons aussi à l'obligeance de M. Gauthier, Archiviste de la ville de Lyon, communication de deux autres documents en langue vulgaire. L'un contient les coutumes & franchises de Lyon, l'autre le tarif ou péage du Pont du Rhône. Voici quelques passages du premier titre :

« Ce sont les cotumes & les franchises de pais de Lian, de que sont franc tuit li citiens de Lyan, seyns riens donar ne paier al seigniors. ...Item. Chascuns citiens pot avoir sa vergi & son pais chies sey & vendre & pesar totes les deneries que il vent, se plait à l'acheteur, &c., &c.

« Ce est ly piages du pont du Ron, &c. (1) ».

De son côté, M. Rolle, l'intelligent Archiviste de la ville de Lyon, a bien voulu nous indiquer une pièce fort curieuse dans le même idiome, sur la manière d'y lever l'impôt. Ainsi, tous les actes destinés à être mis sous les yeux des habitants étoient rédigés dans cette langue mixte, le tarif des Archevêques sur les marchandises entrant & sortant, la leyde ou tarif des droits perçus sur les marchés, les procès-verbaux d'élection des Echevins, les coutumes & franchises de la ville. Ce n'est que vers la fin du XIV^e siècle que l'on voit apparaître quelques documents administratifs en français, mais ceux-là n'étoient pas communiqués au public. Notre ami, M. Rolle, nous a indiqué, comme étant les plus anciens titres de ce genre qu'il connoisse, des registres de comptes de 1378 à 1420, qui font partie de son riche dépôt. Les documents antérieurs sont presque tous rédigés en latin.

Les habitants du Forez, au XIV^e siècle, parlaient un sous-dialecte à peu près semblable. Nous avons donné plus haut des fragments des Comptes de dépenses des fils du Comte Jean I^{er} à Paris, rédigés sans aucun doute par un Forézien de leur suite. Dans un grand nombre d'actes du Forez,

(1) M. Gauthier se propose, depuis longtemps, de publier ces pièces intéressantes dans une Revue scientifique.

rédigés en latin & antérieurs à l'avènement des Ducs de Bourbon, on trouve souvent des noms de lieux & de personnes en langue vulgaire (1).

Même antérieurement à l'arrivée des Ducs de Bourbon en Forez, nous avons vu déjà que le Comte de Forez, qui vivoit souvent à la cour, qui avoit son hôtel à Paris, se servoit de la langue d'oïl dans ses correspondances & dans certains actes de quelque importance.

En 1365, Renaud de Forez, Régent du Comté, écrivoit aussi en langue d'oïl à deux de ses officiers : « *Thomas & Humbert, nous vous mandons que vos registres Pierre Galvagnon, de la Prevostie de Lavieu. Autretz par nos el jour d'huy, à Cleppay; ad ce, escript à Cleppay le 27^e jour de décembre.* » Mais tandis que le Comte édoit à l'influence de la langue d'oïl, qui chaque jour prenoit le dessus, la plupart de ses vassaux continuoient à se servir de leur idiome mixte, qui tenoit bien plus du midi que du nord.

Lorsque les Ducs de Bourbon arrivèrent dans le Forez, vers la fin du XIV^e siècle, ils introduisirent dans la plupart des actes publics l'usage de la langue d'oïl, dont on se servoit, de temps immémorial, dans les actes publics du Bourbonnois, pays de droit coutumier & qui relevoit du Parlement de Paris. Les coutumes du Bourbonnois, de même que les chartes d'affranchissement que nous avons citées, étoient rédigées en cette langue.

« Le français, dit M. Steyert dans la Préface du *Dictionnaire patois forézien* de M. Gras, étoit exclusivement usité dans l'hôtel ducal; les principaux officiers, originaires pour la plupart du Bourbonnois ou du Beauvoisis, ne connoissoient guère d'autre idiome. Les seigneurs Foréziens qui leur furent adjoints ne manquèrent pas d'imiter leur manière de s'exprimer, & dès ce moment, par toute la Comté de Forez, le français fut adopté par tout ce qui se piquoit de bon ton & de bonne éducation..... Cependant le dialecte local se conservoit encore dans les habitudes ordinaires, & beaucoup de personnes de bonnes familles, mais vivant retirées dans leurs terres, eussent été assez empêchées de parler correctement une autre langue. »

Dans les rangs du peuple, comme dans les villes & les campagnes, l'idiome local résistoit à ce changement qui n'avoit encore eu lieu qu'à la surface.

Il faut constater pourtant que malgré ces différences de langage si tranchées avec celui des habitants du centre & du nord, le Forez étoit classé, administrativement, parmi les pays de langue d'oïl. M. Gauthier, Archiviste du département du Rhône, a eu l'obligeance de me communiquer un document fort curieux, qui ne laisse aucun doute sur ce point. On remarquera que certains noms de lieux conservent dans cette pièce, en dépit des rédacteurs de l'acte qui francisent autant qu'ils peuvent la plupart des noms, leur caractère roman. Tels sont les noms de *Chandio* (Chandieu); de *Jullio* (Jullieu); de *Cusio* (Cusieu); de *Maiffillio* (Meffillieu); de *Greisio* (Gréieu); de *Preisio* (Pressieu); de *Firimignio* (Firmigny); de *Donzio* (Donzy); de *Ulphio* (Ulphé); de la *Salveta* (St. Martin la Sauveté); de *Sapolgo* (St. Polgue).

(1) C'est surtout dans les terriers qu'on en trouve de nombreux exemples. Dans les titres de divers actes de cette époque, qui sont énumérés dans l'*Inventaire des titres du Comté de Forez*, par M. Chaverondier, ainsi que dans les *Noms féodaux* de Dom Bettancourt, on voit assez fréquemment des mots en langue vulgaire, surtout des noms de personnes & des noms de lieux : — 1313. — Jean Alvar de Chambolina prend à cens du seigneur de la Roche, une roche sise en la rivière de Loire, appelée del Bette. (*Noms féodaux* p. 13.) — 1319. — Le moulin del Bolchas alias de Wajchas. (Inv. Chaverondier, T. I^{er}, p. 102; *Noms féodaux*, p. 1005.) — 1334. — Dime de St. Laurent la Conchi, ac. Peronin Chartala dal Maynais,

(*Noms féodaux*, pages 207 & 212.) — 1301. — Ujabeila Viridis reconnoît tenir la maison de la Bana de Grand Val, située à Marçilly, & d'autres possessions dans la paroisse de Ujora (Uflore), à Catard, à la Bruen, ac. (Arch. de l'Emp. P. 1314, cote 106.) Terre, à Boisy, appelée del Pra. (*Noms féodaux*, p. 134.) Le jardin de la Bana (Inv. Chaverondier, T. I^{er}, p. 400. La doullera (la dolore, forte de hache), (Inv. Chaverondier, T. I^{er}, p. 284.) La charretta. (Ibidem, p. 579.) Les ténements dal Patel, de Gota orba, del coperey, ac. (Inventaire Chaverondier, T. I^{er}, p. 310.) Les lieux de Nadal, las Bessoiras, las Moreas. (Ibidem, T. I^{er}, p. 313.) (Voir aussi le *Dictionnaire du patois Forézien* de M. P. Gras.)

COMPTE RENDU

Par Estienne d'Entraigues, Trésorier de Forez & Commissaire présent ad ce

De la quatre partie d'un foage (1) qui vault environ mil francs, imposé au pais de Forez, EN CE QUI EST DE LA LANGUE D'OIL, ou moys d'aoust l'an mil CCC IIII^{xx} & sept, par noble home Denis de Beaumont, escuier, bailli de Forez, jouste la teneur de deux roles où sont ses comissions qu'il a baillées pour ce faire, es queiue est l'assiette de ladite finance sur un chascun lieu dudit pais.

Et ce pour tenir gens d'armes & chevaucheurs pour résister es ennemis qui souvent venoyent ou dit pais de Forez espier fortrefces & amblar prisonniers mesmement, car les gens d'armes des pais Monfeigneur estoient en sa compagnie en Espagne (2); & des despens, gaiges, salaires, fraiz & mifes faictes pour ce; et de la fin de son darnier & precedent compte rendu darnièrement en may l'an [13]87. Du fait des gens d'armes & chevaucheurs qui par avant avoyent esté à la garde du pais. Et ce pardevant Messieurs les conseillers eueuz par Monfeigneur & les gens des trois estats & les gens de la Chambre des comptes & autres contenus en la commission de Monseigneur le lieutenant sur ce faire le 19^e jour de may l'an mil CCC quatre vins & neuf.

RECEPTE DE DENIERS.

Recorvé des hommes de Coufant qui furent rendu non payables & en reste es diz darniers comptes des gens d'armes. xxi frans d.
Des habitans de la ville de Montbrison pour leur rate dudit quart de foage mis sus en aoust l'an mil trois cent quatre vingt sept, par le bailli, comme dit est. xxxvii frans d.
Des hommes de la ville & mandement de St. Marcellin, pour celle cause. xiii frans d.
Des hommes de la ville de St. Bonnet le Chastel. pour celle cause. xxvi frans.
Des hommes du mandement dudit St. Bonnet, pour celle cause. xxvi frans.
Des hommes de St. Galmier, v. f. à part, pour celle cause. xxvi frans.
Des hommes de Marol, pour celle cause. x frans. xv f. t.
Des hommes de Lavieu, pour semblable cause. xxvi frans xv f. t.
Des hommes de Montieu. ix frans.
Des hommes de Buai & Verreres. xiii frans v f. t.
Des hommes de Clepe. ix frans d.
Des hommes de Sautreton. iiiii frans d.
Des hommes de Neyronde. xxviii frans d.
Des hommes de Jûry le Comtal. xi frans d.
Des hommes de Uryas. xxxii f. vi d. t.
Des hommes de St. Romain le Puy. iiiii frans.
Des hommes de Marcell le Chastel. xxi frans xv f. t.

Des hommes de la prevosté de Savigniet. iii frans.
Des hommes de Fontaenys. v frans xxf. t.
Des hommes de Chastelluz. xi frans.
Des hommes de la Tour. xv frans.
Des hommes de la Foulheuse. viii frans.
Des hommes du Fay. v frans v f. t.
Des hommes de St. Victour. ix frans d.
Des hommes de Chalaïn d'Ufore. ii frans d.
Des hommes de Maix. v frans v f. t.
Des hommes de Virgnieu. xiii frans xv f. t.
Des hommes d'Elcoutay. xiiii frans xv f. t.
Des hommes de Beauvoir. xxii f. vi d. t.
Des hommes de Moign (sic) (Moind) viii frans.
Des hommes de St. Agnette. xxiii f. t.
Des hommes de Rochefort. vi frans.
Des hommes de l'hospital de Rochefort iii frans v f. t.
Des hommes de Nervieu. xxii f. vi d. t.
Des hommes de Greigneu. xxxii f. vi d. t.
Des hommes de Coufant. xxi frans xv f. t.
Des hommes de Miribel. viii frans d.
Des hommes de Rivaz. xvi f. t.
Des hommes de Montront. v frans d.
Des hommes de Chandio. iiiii frans d.
Des hommes de Montverdun. iii frans d.
Des hommes de Julio. v frans d.
Des hommes de Cusio. viii frans.
Des hommes de Lospital le grand & Maiffillio. iii frans.

(1) Impôt sur les feux.

(2) Voir ci-dessus, Tome II, p. 75, la note 1.

Des hommes de Greifio	iii frans.	Des hommes de Chaffel neuf	xxv frans d.
Des hommes de Champs	xxxii f. vi d. t.	Des hommes de St. Germain de la	
Des hommes de Preiffo & Curreife	ii frans ii f. vi d. t.	Val	xvii frans.
Des hommes de Boiffet	iii frans.	Des hommes de St. Marcel	ii frans f.
Des hommes de Chafaleiz	vi frans v f. t.	Des hommes de Ulphio	vi frans d.
Des hommes de Veeueze	ii frans xv f. t.	Des hommes de Ponceins	ii frans v f.
Des hommes de Chevreres (Chevri-		Des hommes de la Salveia & St. Mar-	
res)	vi frans v f. t.	tin	iii frans.
Des hommes de Vericelle	xxvii f. vi d. t.	Des hommes de Sapolgo	ii frans.
Des hommes de Bouthion	iii frans d.	Des hommes de Pomiers	vii frans.
Des hommes de l'Ebalpin	xxv f. t.	Des hommes de Maignieu	iii frans xv f.
Des hommes de Valdragon	iii frans d.	Des hommes de Chalmafel	ix frans.
Des hommes de Saint Rambert &		Des hommes de Greifolles	ii frans d.
Chamble	xv frans.	Des hommes de Grumeaux	vii frans d.
Des hommes de Chalaïn le Contal.	ii frans.	Des hommes de Montherboux	ii frans v f.
Des hommes de Rochetaillée	ix frans d.	Des hommes de Gix (fic)	i franc.
Des hommes de Fougerolles	xv frans d.	Des hommes de St. Haon le Chaffel,	
Des hommes de Firimignio	iii frans.	St. Haon l'Eglise, Maffon, Boiffe	
Des hommes de Cornillon	viii frans.	& la Paroche de Roneifons hors la	
Des hommes de St. Priet	xv frans d.	Communauté	xxvii frans d.
Des hommes de Toulh.	ix frans.	Des hommes de Croufet, mandement	
Des hommes de Virieu & Chevenay	xii frans d.	& reffort	xxxi frans.
Des hommes de Val benoite	ii frans d.	Des hommes de Roenne (?).	vi frans v f.
Des hommes de Roche la Moliere.	iii frans xv f. t.	Des hommes de Roneyfons	iii frans d.
Des hommes de Saint Hayard &		Des hommes de St. Romain en Roen-	
Saint-Bonet	xi frans d.	nois	vii frans d.
Des hommes de St. Juft en Velay	xxiii f. vi d. t.	Des hommes juflicables du fieur de	
Des hommes de St. Gineys de Mille-		St. André & du prieur d'Ambierle	
faulh.	iii frans d.	en la paroiffe de St. André.	vii frans.
Des hommes de Feurs	xv frans d.	Des hommes du feigneur d'Ofches,	
Des hommes de Polliu lez Feurs	vi frans d.	demorans à Montouffe & à Mulce	
Des hommes de Cerviere	xlvii frans d.	& de la Murete	ii frans d.
Des hommes de St. Juft en Chevelet	xxi frans d.	Des hommes de Noailhie	v frans v f.
Des hommes de Villereys	ix frans.	Des hommes de Mahle	vii frans v f.
Des hommes du Verdier	iii frans v f. t.	Des hommes de Beaulieu	iii frans d.
Des hommes du Vernay	ii frans xv f. t.	Des hommes de Poullieu en Roen-	
Des hommes de St. Morice, Ofches,		nois	iii frans.
Chantoir & la terre du Chapitre.	xxv frans d.	Des hommes de St. Riverain (?).	i franc.
Des hommes de Bellegarde	x frans d.	Des hommes de Pierrefitte	xxii f. vi d.
Des hommes de Donzio	xxvi frans d.	Somme à mil xxix frans vii fols & vi deniers.	
Des hommes de Suyry le Boix	xi frans d.	Summe toute, avec le debu, mil lxx xxxi f. xvii f. ix d.	
Des hommes de Marclap	iii frans xv f. t.	ob. tournois.	
Des hommes de Chambeon	vi frans.		

On fait de plus que le Forez, à l'assemblée des Etats de 1484, étoit dans la sixième section, dite de la langue d'oïl. (Voir le *Journal des Etats* de 1484, par Jean Maffelin, publié par M. Bernier, dans la *Collection des documents inédits sur l'Histoire de France*, & la note 1 de la page 332 du Tome II de notre *Histoire des Ducs de Bourbon & des Comtes de Forez*.) Cette sixième section, tout arbitraire, tout administrative, comprenoit le Berri, le Poitou, l'Anjou, le Maine, la Touraine, les deux Limousins, les deux Auvergnés, le Bourbonnois, le Beaujolais, le Lyonnais, l'Angoumois, la Saintonge, la Rochelle & Loudun, provinces ou seigneuries dont plusieurs appartenoient à la langue d'oc.

Rappelons aussi que dans le Bourbonnois, pays coutumier, bien qu'il se rattachât essentiellement

à la langue d'oïl, la langue d'oc avoit pouffé quelques rameaux vers le sud du pays, dans les parties qui confinoient à l'Auvergne & au Forez. Raynouard, dans le Tome I^{er} de son *Lexique roman*, page xxii, cite des fragments du XIV^e siècle qui appartiennent au Bourbonnois.

1300. — *Dama de Guinegas, ... en la chatellenia de Verneuil (1) ... de la Porta ... femna Odonin ... la terra ... alla requesta ... lo jor de la festa.*

1337. — *... De la recteta de l'an XXXVII, quatre seters de fromant, de qual blat ... lo dessus nomax ... & faray quittar ... dilluns avant ... mil CCC tranta & set ...*

1338. — *... De la acensa ... blat ... foz cens, de l'an XXXII & o quitta ...*

1339. — *... Et faray ... quitar ... l'an mil XXXIX de la acensa.*

Les patois de ces mêmes parties du Bourbonnois ont conservé, comme nous le dirons plus loin, quelques vestiges de la langue d'oc, qui, au surplus, n'y étoit pas fort accentuée & qui étoit presque absorbée par le courant plus fort de la langue d'oïl. Il ne s'agit plus aujourd'hui, dans les patois de ces pays, que de nuances d'accent; tout y est à peu près françois, sauf quelques finales plus sonores.

V

DOCUMENTS DES XVI^e ET XVII^e SIÈCLES.

La langue d'oïl gagne de plus en plus du terrain dans les pays où elle est limitrophe de la langue d'oc. — Ordonnance de Charles VIII prescrivant l'usage du françois dans les procédures & jugemens, 1490. — Ordonnances de Louis XII & de François I^{er} dans le même sens. — Un mot des dames lyonoises sur Bayart. — Le Recueil fait au vrai de la chevauchée de l'âne, &c. — Ballet en langage forézien, &c., de Marcellin Allard. — Les trois Chapelon, poètes stéphanois du XVII^e siècle, &c.

XV^e SIÈCLE. — Nous n'avons trouvé aucun vestige important de la langue d'oc dans les actes publics, pendant ce siècle, ni pour le Lyonnais, ni pour le Forez. La langue d'oïl gagne partout du terrain & refoule sa rivale. Tous les actes des Ducs de Bourbon sont rédigés en langue d'oïl. Charles VIII commence à porter en tous lieux un premier coup au latin & à la langue d'oc, en prescrivant à tous les officiers de l'ordre judiciaire de se servir, dans les procédures & dans les jugemens, de la langue françoise (1490) (2).

XVI^e SIÈCLE. — En 1510, Louis XII renouvelle l'édit royal de Charles VIII. Enfin, François I^{er}, par son ordonnance de Villers Cotterets (1539), article 3, étend à toutes les espèces d'actes la prohibition du latin & l'emploi du françois, que ses prédécesseurs n'avoient exigé que pour les actes judiciaires (3). Depuis lors, la langue d'oc, frappée de discrédit, est obligée de céder le pas à sa puissante rivale dans tous les actes essentiels de la vie civile; mais elle résiste avec énergie dans les rangs populaires & parmi les bourgeois. On connoît la phrase que le Loyal Serviteur, dans son *Histoire du gentil seigneur de Bayart* (chapitre VIII), met dans la bouche des dames de Lyon qui assistoient, rue Grenette, au tournoi où il fit ses premières armes : « *Voy vo ceflow malotru, disoient-elles, qu'a mieux fa que tos los autres.* »

(1) Verneuil, près St. Pourçain, dans la partie du Bourbonnois qui touche au sud, près de l'Auvergne.

(2) Coup d'œil sur l'emploi de la langue latine dans les actes anciens, & sur sa prohibition au XVI^e siècle,

par M. Berriat St. Prix. (*Mém. sur les Ant. nat.*, t. VI.)

(3) *Ibidem.* En 1629, Louis XIII enjoignit aux tribunaux ecclésiastiques d'employer le françois dans toutes les procédures & jugemens. (Code Michaud, art. 27.)

Dans le *Recueil faict au rai de la chevauclie de l'Asne, faict en la ville de Lyon & commencee le 1^{er} jour du mois de septembre 1566*, &c. (1), les explications des différentes scènes sont en langue mixte.

Un autre opuscule, fort souvent réimprimé, & qui parut pour la première fois en 1594, renferme aussi une chançon en langue d'oc fort corrompue & mêlée de mots français :

*Qui vout ouy una chançon
Qu'est tota de menfonge?
S'il y a mot de vereta
Je voglio qu'en me tonde* (2).

XVII^e SIÈCLE. — Au commencement du XVII^e siècle, de 1505 à 1515, parut, sans nom de lieu & sans nom d'auteur, un petit volume de 24 pages in 8° intitulé : *Ballet, en langage forésien, de trois bergers & trois bergères se gaussant des amoureux qui nomment leur maistrresse leur doux souvenir, leur belle penste, leur lis, leur rose, leur aillet*, &c. (3). C'est une malicieuse parodie du genre pastoral qui, depuis quelques années, étoit devenu à la mode en France, depuis l'apparition de l'*Adminta* du Tasse. En 1588, un poète forésien, Loys Papon, avoit fait jouer à Montbrison, dans la salle de la *Diana*, une *pastorelle* en vers français & en cinq actes, où il avoit pindarisé à perte de vue, avec tout le mauvais goût du temps. Il est fort probable que le Ballet n'est qu'une satire de cette pastorale, ou peut-être même des premiers volumes de l'*Asftrée* d'Honoré d'Urfé. Un érudit de mérite, M. Gustave Brunet, attribue, non sans raison, ce petit poème à Marcellin Allard, l'auteur de la *Gazette française*, autre satire spirituelle, cynique & mordante contre les Stéphanos (4). Dans ce dernier ouvrage, on voit quelques dictons & proverbes en patois, & le Ballet se trouve relié fort souvent à la suite de la *Gazette* qui est du même format & en caractères semblables. D'ailleurs, la verve spirituelle & salée du Ballet ne le cède en rien à celle de la *Gazette* & appartient bien au même esprit rabelaisien. En voici quelques fragments :

Noms des personnages : Colin, Alison, Bidault, Grabiella, jeunes. Guillot, Madalon, vieux.

Colin.

*Bien graney sejan le meysson
Et Dio gardema lou garson,
Que leysson la viat & lou gere
Par dancye avoy le bargere...*

*Alison, mon confor,
La frechura de mon resfor,
Lou chamarasat de me-ç-amour,
La fina gema de mou jour,
Moun et, moun argent & ma perla,
Men buye, mon bôchut, ma gerla,
Ma girofleste, mon pie d'alueta,
Cy t'en prie, sejan la palueta.*

Alison.

*Genty Colin, que i amou myo
Que let etiale de mou ç'io, &c.*

Bidault.

*Et te, Grabiella, tou lou beyn
De l'arma que j'ey din los seyn,
De mon cor le vene & lou neri,
Sen que j'erin tout de traver.
Ma touta sôda, touta bonna,
Vo tu pa, o tu compaignonna,
La genta Alison, fi galrysa,
Veny cambada una breça
Avoy la grossa Madalon,
Que n'en per pas cot de talon, &c.*

(1) Petit in 4° de 37 pages, à Lyon, par Guillaume Tellefort. En 1828, cet opuscule a été réimprimé dans les *Archives historiques & statistiques du Rhône*, T. IX, pages 336 & 405, & tiré à part en 1829, par les soins de MM. Breghot du Lut, G. Duplessis & Péricaud aîné, qui y ont ajoutée une Notice & un Glossaire. Autre réimpression en 1862 (chez Scheuring, Lyon, in 8° avec fig.), donnée par M. Paul Allut.

(2) Le formulaire fort récréatif de tous contractans, dona-

nors, &c., fait par Bredin le Cocu, notaire royal & contre-roielleur des basses marches au royaume d'Utopie. Lyon, Benoist Rigaud, 1594, 1603, 1610 & 1618, petit in 12, & Jean Huguetaud, 1627, même format.

(3) M. Gustave Brunet a donné une réimpression du *Ballet forésien* en 1855, in 8°, Paris, Aubry, tiré à 60 exemplaires.

(4) Paris, Chevalier, 1605, un vol. in 8°, avec frontispice gravé ; ouvrage rare & recherché des bibliophiles.

On peut constater, en ouvrant un glossaire de l'ancienne langue d'oc, qu'une notable quantité de mots du *Ballet* sont en cette langue; les autres sont particuliers à la ville de St. Etienne, ainsi que M. Gras l'a indiqué dans son *Dictionnaire du patois forétien* (1).

Enfin, c'est au XVII^e siècle qu'appartiennent les deux poètes patois les plus célèbres de nos contrées, Antoine & Jean Chapelon, dont les œuvres ne furent publiées pour la première fois qu'en 1779, à St. Etienne. Leur idiome stéphanois, qui procède de la langue d'oc, avec un mélange de français, de mots & de locutions locales, a, dans quelques-uns de leurs petits poèmes, une couleur & un relief incomparables (2).

XVIII^e SIÈCLE. — « Au XVIII^e siècle, à Lyon, la plupart des artisans parlent encore patois; la bourgeoisie ne le parle plus, mais elle le comprend, & elle s'en sert encore quelquefois dans les divertissements du carnaval... On ne trouve plus de livres patois; mais c'est l'époque des noëls & des chanfons satiriques. » (M. Onofrio.) Ces noëls se rattachent toujours à la langue d'oc; il en est de même des chanfons patoises; mais on y remarque l'invasion de plus en plus sensible du français (3).

VI

PATOIS ACTUELS DU FOREZ.

M. Pierre Gras, auteur du *Dictionnaire du patois forétien*, les rattache pour la plupart à la langue d'oc. — *Patois de transition du Roannais : les uns appartiennent à la langue d'oïl, d'autres à la langue d'oc, mais d'une manière affoiblie.* — *La ballade d'Arcon.* — *Patois du Bourbonnois : ceux du nord & du centre procèdent de la langue d'oïl; ceux du sud ont des vestiges peu accentués de la langue d'oc.* — *Patois de Charlieu & de ses environs.*

M. Pierre Gras, dans son excellent travail sur les patois du Forez (4), n'hésite pas, & avec raison, à reconnaître que nos divers patois du sud & du centre du Forez ont leurs racines dans la langue d'oc. Personne mieux que lui ne pouvoit se prononcer sur ce point en meilleure connoissance de cause. Les nombreux fragments de pièces inédites que nous avons cités pour le moyen-âge, nous ont fourni la preuve que l'idiome parlé pendant plusieurs siècles dans le Forez, étoit une des branches, un des sous-dialectes de la langue d'oc. Les patois, parlés dans les diverses parties du

(1) On peut citer, comme appartenant au XVII^e siècle, d'autres opuscules en patois : *La Bernarda Buyanderi, tragi-comédia*, Lyon, Henri Perrin, 1658, petit in 8^e; comédie en cinq actes, ou scènes d'inégale longueur, (aut. anonyme). Réimpression par Téchener en 1849, 23 p. in 8^e. — *La ville de Lyon en vers burlesques*, par le fleur P. B. Première édition, 1683, Lyon, in 8^e. Le poème est en français, mais plusieurs corps de métiers y parlent patois, & quelques-uns, notamment les bouchers, y ont un langage spécial (M. Onofrio).

(2) Voir notre étude sur les Chapelon, dans nos *Portraits d'auteurs forétiens*. On peut comparer avec le patois des Chapelon la *Passale de la confiance de Philin & Margoton*, par Jean Millet, imprimée à Grenoble par Edouard Raban, &c., en 1635, in 4^e.

(3) Les Noëls de l'abbé Thiollière parurent en 1746. Ils ont été réimprimés, en 1838, à St. Etienne, chez Constantin. On peut citer encore *Grenoblu Malherou*, par un dauphinois, Blanc dit la Goutte, dont le patois offre une très-grande ressemblance avec celui des Chapelon.

(4) *Dictionnaire du patois forétien*, par L. Pierre Gras, membre de plusieurs sociétés savantes, archiviste de la Société historique & archéologique de la *Diana*; suivi d'un *Essai grammatical* & d'une *Histoire littéraire* des patois (du Forez). Cet ouvrage est plein d'observations & d'aperçus ingénieux. Voir aussi la préface du *Glossaire* de M. Onofrio, qui, de son côté, a fait faire un nouveau pas à ces intéressantes études sur les patois du Lyonnais, Foréz & Beaujolais.

Forez qui ont conservé plus ou moins l'empreinte de ce vieil idiome roman, viennent corroborer cette démonstration. « Le patois du Forez, dit M. Gras, appartient à la langue d'oc, non-seulement par les caractères généraux du langage, mais encore par la similitude frappante des idées, des images, des locutions proverbiales, enfin par une parenté de mœurs incontestable. Quelques chartes de la fin du XIII^e siècle, écrites en langue vulgaire, nous prouvent qu'à cette époque le languedocien était compris & conséquemment parlé dans le Forez... Mais notre patois, depuis longtemps, bat en retraite devant la langue française. N'ayant ni Mistral pour le reconstituer, il se dénature incessamment sous l'influence de la civilisation, & bientôt il n'aura plus d'existence à lui. La multiplicité des dialectes qui le composent est, à mon avis, une preuve évidente de décadence. — Pour l'étranger, tous nos idiomes Foréziens paraissent identiques, mais les nuances qui les distinguent sont parfaitement perceptibles pour l'oreille des indigènes, à tel point qu'un paysan, pour peu qu'il s'éloigne de son village, est de suite reconnu à son accent, & qu'on peut lui dire sans crainte de se tromper : « Vous êtes de tel endroit. »

Ainsi, malgré des différences bien tranchées, tous les patois du Forez, excepté ceux dont nous allons parler, se rattachent encore par leurs racines, leur accent & par bien des points, à l'ancienne langue d'oc. Elle est le fond même, le noyau de tous ces patois. Nous ne nous sommes point proposé de les étudier en détail, laissant à des hommes plus compétents que nous le soin de constater les différences & les nuances (1). Notre seul but a été d'établir, d'une manière certaine & par de nombreuses preuves, que nos contrées de Lyonnais, Forez & Beaujolais étoient les dernières limites de la langue d'oc & de la langue d'oïl, le point de jonction où elles venoient se réunir & s'amalgamer pour former des idiomes mixtes, intermédiaires, participant des deux éléments, mais où dominoit pourtant, avec plus ou moins d'énergie & d'accent, la langue d'oc.

Dans le Roannais, on trouve des patois de transition entre la langue d'oïl & la langue d'oc. Dans les cantons de St. Haon, de la Pacaudière & de Charlieu, presque tous les patois procèdent de la langue d'oïl. On peut citer, comme ayant absolument ce caractère, la *Chançon de la vigne*, que l'on chante près d'Ambierle (2). Disons, toutefois, que les patois de la langue d'oïl, dans le Roannais, n'y font qu'une exception. En tirant une ligne de l'ouest à l'est, on compte, comme appartenant à la langue d'oc, fortement mitigée toutefois par le mélange de la langue d'oïl : St. Rirand, les Noës, Villemontais, St. Maurice jusqu'à Nérondes, au-delà de la Loire; en langue d'oc plus accentuée, moins altérée : La Prugne, Ferrières (Allier), St. Just, St. Priest la Prugne, Crèmeaux, St. Polgue, Chérier, &c.—St. André, Renaison, Pouilly, St. Romain, St. Haon-le-Vieux, St. Haon le Châtel, St. Germain, St. Forgeux, forment un groupe secondaire où l'on reconnoît les traces de la langue d'oc dans les tournures, les locutions, les déclinences. Ambierle, Changy & le nord commencent à faire sentir l'influence du Bourbonnois. Toute la partie montagneuse du canton de St. Haon, de Cherez à St. Rirand, parle un patois où l'accent de la langue d'oc se reconnoît facilement. Voici une chançon inédite qui se fredonne encore à Saint Priest la Prugne, à Cherez, à Arcon, & qui en est la preuve évidente. Elle m'a été communiquée par M. Noellas, Membre du Comité de la Société historique & archéologique de la *Diana*.

BALLADE D'ARCON

Ou est una filla sainta,
Qu'a demanda à lougea,
Voh! la! la!
Qu'a demanda à lougea.

Servinte, ma mignouna,
Faura bein la lougea,
Voh! la! la!
Faura bein la lougea.

(1) Félicitons M. Gras du tact dont il a fait preuve en ne s'aventurant qu'avec précaution sur le terrain, semé de fondrières, des origines celtiques. En homme avisé, il n'a pas envié la gloire des trop nombreux disciples de Bullet & de Bacon-Tacon.

(2) M. le docteur Noellas, à qui je dois d'obligeantes indications pour cette partie de mon travail, a donné cette chançon dans ses *Légendes & traditions foréziennes*, in 8°, Roanne, chez Durand, libraire, 1865. L'auteur prépare un Recueil de chançons patoises du Forez.

*La servinta feut fina
Par deffaus l'avisa,
Voh ! la ! la !
Par deffaus l'avisa.*

*L'a v'una braya rougea,
Un pistolet dedans ;
Voh ! la ! la !
Un pistolet dedans.*

*L'a couru voué son mestre,
Ah ! mouestre, si vous savia !
Voh ! la ! la !
Ah ! mouestre, si vous savia !*

*Ou est lougea una fena,
Ou est lougea unourdard,
Voh ! la ! la !
Ou est lougea unourdard.*

*Que fouterai-je, mon mouestre ?
J'ne dormitrai pas,
Voh ! la ! la !
J'ne dormitrai pas.*

*La servinta feut...
La pourta court barra,
Voh ! la ! la !
La pourta court barra.*

*Ou n'a un que passé fors,
Et l'autre court subla
Voh ! la ! la !
Et l'autre court subla.*

*Mouestre, mario ta servinta,
Car l'a bein merita,
Voh ! la ! la !
Car l'a bein merita.*

*J'ai cent escus ein bourja,
Par l'aidar à la plaça,
Voh ! la ! la !
Par l'aidar à la plaça.*

*Et d'autres cent ein poucha,
Par l'aidar à la maria,
Voh ! la ! la !
Par l'aidar à la maria !*

On trouve à chaque pas la preuve que la langue d'oc a poussé d'extrêmes rameaux vers la partie sud du Bourbonnois. « En Bourbonnois, dit M. Achille Allier, province formée de plusieurs pays limitrophes, dont les habitants n'appartiennent pas à une même race, & qui n'a pas eu une forte individualité, il est clair que la langue ne peut pas avoir la même source & la même accentuation dans toutes les localités. » « Ainsi, d'abord, comme la Loire limite les populations franques & les populations romanes, il arrive que, d'un côté, notre pays parle la langue d'oc, & de l'autre la langue d'oïl. Dans nos cantons de l'ouest & du sud, la langue a des rapports intimes avec celle du midi de la France, &c. Au centre de notre pays, les deux dialectes (lisez langues) d'oc & d'oïl sont mêlés & combinés. D'un côté, entre l'Allier & la Loire, nous observons les mots & les prononciations de la Bourgogne, & de l'autre côté, vers la Marche, l'Auvergne & le Forez, nous remarquons des expressions dérivées du roman. » (*Ancien Bourbonnois, Voyage pittoresque*, t. II, p. 19).

A l'appui de ces remarques, les auteurs de l'*Ancien Bourbonnois* donnent quelques spécimens de chançons en patois, dont quelques-unes offrent l'empreinte de la langue d'oc, & d'autres se rattachent entièrement à la langue d'oïl (1).

Quant à la partie du Forez qui avoisine le Charolois & le Beaujolais, dans le canton de Charlieu, les patois se rattachent à la langue d'oïl & ils s'éloignent tout à fait de la langue d'oc. C'est ce que nous prouvent quelques spécimens des patois de Boyer, de Nandax, de Villers, de St.-Hilaire, &c., qui ont été très obligeamment mis sous nos yeux par M. de Sevelinges, l'auteur de l'*Histoire de la ville de Charlieu*, & par M. Jacquemeton, curé de Nandax.

(1) Voir aussi dans le Compte-rendu des Assises scientifiques de Moulins, en décembre 1866 : *Vestiges de l'épo-*

que romane, langue & peinture dans le Bourbonnois, par M. Texier, p. 443, chez Desroziers.

Avant de terminer cet Effai, nous ne pouvons passer sous silence les remarquables poésies de Roquille (1), ferblantier à Rive de Gier, & les *Chanfouns & brands de Babochi*, par M. Philippon, de St.-Etienne, où l'on trouve quelques spirituels couplets (2).

L'ÉDITEUR.

(1) Voici les titres de quelques-uns des petits poèmes de Roquille, mort il y a quelques années : *Le député manqué, poème en patois de val Vardegi*, par G^m Roquille; Lyon, impr. de Nigon, 1857. *Le Peryoux*, poème burlesque en patois de Rive-de-Gier; Lyon, impr. de Nigon, 1857. *La Ménagerie ou le grand combat d'animaux, poème burlesque & allégorique*; chez Nigon, 1857.

Les Ganduaises, poésies patoises; Nigon, 1857. *La Gorlancha*; poésies diverses, chançons à la suite du poème précédent. *Breyou & so disciple, poème burlesque en six chants & en vers patois*, par G. Roquille; Val Var de Gi.

(2) *Chanfouns & brands de Babochi*, par P. Philippon. San Tzieve, Imprimerie de Théolier aîné, place de l'Hôtel-de-Ville, 1853.





ESSAI

SUR LES PÉNALITÉS DU FOREZ AU MOYEN ÂGE

Pendant les XIII^e, XIV^e & XV^e siècles

ET SUR LEURS ORIGINES

PAR

M. Auguste BOULLIER & L'ÉDITEUR

I

CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES



L'INDÉPENDANCE des Comtes de Forez comme hauts justiciers. — Droits royaux concédés à Guy II. — Abus & excès des justices seigneuriales en Forez avant le XIII^e siècle. — Peines arbitraires. — Inégalité entre le noble & le roturier devant la loi & le supplice. — Chartes des privilèges & franchises des villes du Forez au XIII^e siècle. Elles constituent une législation pénale exceptionnelle au milieu des coutumes & du droit commun du Comté, en matière criminelle. Principaux caractères des pénalités édictées dans ces Chartes. — Les Etablissements de St. Louis ont force de loi en Forez. Caractères plus équitables de cette législation sur certains points. La peine égale pour tous, pour le noble & le roturier, cesse d'être appliquée d'une manière arbitraire. — Les gages de bataille & les duels judiciaires dans le Forez. Philippe-le-Bel en restreint l'usage. — Réaction des Seigneurs & Religieux du Forez, sous Louis le Hutin, contre la législation criminelle de St. Louis & de Philippe le-Bel. Concessions de ce Roi. Les anciens privilèges des nobles & du clergé régulier sont rétablis en matière de juridiction pénale. Le gage de bataille & le duel judiciaire sont remis en vigueur. — Conclusion.

Lorsque la souveraineté des Rois de France, sous les foibles & impuissants successeurs de Charlemagne, fut démembrée au profit des grands feudataires, des Ducs, des Comtes, des Barons,

la justice, comme l'administration, passa entre leurs mains, soit par l'octroi royal, soit par la force des choses; elle devint dès lors territoriale, elle fut attachée à la terre comme un des modes du droit de propriété. En même temps, il arriva que tout Noble, tout Chevalier, tout Abbé, tout Couvent possédant fief, devint, de gré ou de force, haut justicier dans ses domaines, & usurpa ou acheta du Seigneur (1) dont il relevoit, le droit de vie & de mort. Grands & petits Seigneurs, partout où l'autorité royale ne pouvoit plus régner & administrer la justice, s'étoient emparés d'une autorité vacante pour se protéger, eux & leurs vassaux, contre le brigandage à main armée. Mais peu à peu, tous ces hauts justiciers devenus irresponsables & ne connaissant plus d'autre loi que leur bon plaisir, tombèrent dans les plus coupables excès & soulevèrent contre eux une réaction générale. Le mal étoit arrivé à son comble au commencement du XIII^e siècle. Alors, de tous côtés, en Forez comme ailleurs, les Seigneurs, pour conjurer le péril d'une révolution, accordèrent aux habitants des principales villes de leurs domaines des Chartes de privilèges & de franchises qui, sur des points essentiels & du moins momentanément, devoient mettre un terme & une limite à d'intolérables abus. En même temps, ils rachetèrent aux Abbés & aux Prieurs des principaux couvents (principalement à partir du XIII^e siècle) le droit d'appliquer la peine de mort & les mutilations qui jusque-là avoit appartenu à ces Religieux, malgré la maxime de l'Eglise: « *Ecclesia abhorret à sanguine* » (2). Dans les campagnes, où la compression leur étoit plus facile, le mal subsista, plus ou moins intense, jusqu'à la chute de la féodalité; il ne fut guère interrompu que sous le régime passager des ordonnances pénales de St. Louis & de Philippe le Bel.

Les Comtes de Forez, comme hauts justiciers, vivoient dans une position à peu près indépendante de la Couronne, depuis une époque fort reculée.

En 1167, Louis VII, Roi de France, avoit octroyé au Comte de Forez, Guy II, la jouissance de quelques droits royaux, & Philippe Auguste, en 1198, reconnut que le Comte avoit le droit de garde & de surveillance sur les chemins dans toute la Seigneurie & sur les terres de tous ses vassaux (3); il consacrait en sa faveur cette prérogative qui étoit un démembrement de la justice royale; il déclaroit ainsi implicitement qu'il n'avoit pas le droit de s'imiscer par lui, ou ses Officiers, dans l'administration de la justice du Comte & de celle des Seigneurs du Forez. Les abus qui avoient éclaté dans toute la France, parmi les justices seigneuriales, n'avoient pas été moins grands dans le Comté. Ce qui le prouve, ce sont les nombreuses réformes, les adoucissements au droit commun, ou plutôt à l'anarchie pénale, qui sont énumérés dans nos Chartes du XIII^e siècle (4); ce qui le prouve encore, c'est que le Forez, à la fin du même siècle, dut être soumis au régime des Etablissements de St. Louis, comme les autres provinces du Royaume.

Dans plusieurs parties du Forez, les Seigneurs & les Moines avoient tellement abusé de leurs privilèges, que les habitants de certaines villes, en stipulant avec leur Seigneur les conventions de leurs chartes, avoient exigé de lui l'insertion d'une clause qui interdisait à tous les membres de la Communauté de vendre des maisons dans la ville à des Corporations religieuses

(1) Le Seigneur qui vendoit un fief possédant haute, moyenne & basse justice, pouvoit la céder ou la garder en tout ou en partie. A la fin de cet Eclaircissement, nous donnons de nombreux exemples de ces ventes, cessions ou démembrements de justices seigneuriales.

(2) Voir à la fin de cet Eclaircissement les noms des Abbayes & Prieurs du Forez qui étoient en possession de la haute, moyenne & basse justice.

(3) *Ab ipso rege... Guigo... habebat custodiam super stratas in terra ejusdem comitis, & in terris hominum suorum & in terris etiam illorum qui debebant esse homi-*

nes ejusdem comitis, concessit. (Arch. de l'Emp., F. 1359^r, C. 62a). Confirmation par Philippe Auguste, en 1198, de cet octroi des droits royaux en faveur de Guy II.

(4) Toutes les chartes de privilèges octroyées à plusieurs villes du Forez font du XIII^e siècle & pour la plupart antérieures aux Etablissements de St. Louis, promulgués en 1270. La charte de Monbrion fut publiée en 1223; celle de St. Bonnet vers 1224; celle de Croiset en 1236; celle de St. Germain Laval en 1248; celle de Villereux en 1253 & celle de St. Haon le Châtel en 1270, l'année même où parurent les Etablissements.

& à des Chevaliers. C'est ce qui est expressément écrit dans la charte de St. Bonnet le Château, (1) & ce qui devoit être également inscrit dans d'autres chartes de privilèges, aujourd'hui perdues.

Sans parler des *taillies arbitraires, des collectes, des exactions* de toutes sortes, levées sur les habitants des villes & des campagnes avant le XIII^e siècle (2), jetons un coup d'œil sur le régime tout arbitraire qui existoit en matière pénale. Le haut justicier n'y relevoit que de lui-même; ce n'étoient pas seulement les incendiaires, les meurtriers, les voleurs de grands chemins qu'il pouvoit mutiler ou mettre à mort, suivant son bon plaisir, c'étoient encore les adultères, les voleurs. Le simple geste de tirer l'épée dans une mêlée, sans qu'il y eût de coup porté, étoit puni de la perte du poing; ici, le moindre vol exposoit le coupable qui ne pouvoit se racheter, à l'extraction d'une dent; là, à l'amputation de la main ou du pied. Pas de degrés dans les peines; les plus simples délits comme les plus graves, les délits forestiers, les délits de chasse étoient punis d'amendes aussi fortes, aussi arbitraires, que les délits de coups & blessures, de fausses mesures & de faux poids. Le juge, suivant la fortune, la condition & le rang, fixoit à son gré le chiffre de l'amende.

Point d'égalité devant la loi. Le noble, en Forez, ne pouvoit être jugé que par ses pairs, si le crime étoit flagrant & avéré; si le crime étoit douteux, si les preuves manquoient, il vidoit la question de culpabilité avec la partie adverse par le duel judiciaire. Etoit-il condamné à mort, la même inégalité entre lui & le roturier existoit devant le supplice comme devant le juge. Il étoit décapité par l'épée, tandis que le vilain, l'*ignoble*, comme on disoit alors, étoit pendu.

En Forez, comme ailleurs, il n'y avoit pas de Seigneurie, pas de Châtellenie, pas d'Abbaye, pas de Prieuré qui ne fût en possession de la haute, moyenne & basse justice, ou tout au moins de la justice moyenne & basse, & qui n'eût, à ces divers titres, ses prisons & ses potences, ne fût-ce que pour prendre les voleurs de grands chemins. Le Forez étoit tout hérissé de fourches patibulaires (3).

A ces pénalités, le plus souvent empruntées aux traditions persistantes du droit romain (4),

(1) « *Tuit iquell ome & iqueles femmes que maison ant à Saint Bonnet les poont donar o vendre à ses ome & à ses femmes, fors à maison de religion e à chevaliers, aqui n'ont i devant avoir maison per l'usage de la villa senz la volunta al seignor.* »

(2) Dans la plupart des chartes de nos villes franches, le Comte promet à leurs habitants de ne lever ni tailles, ni collectes, ni exactions d'aucune sorte, ce qui prouve implicitement que lui & ses aïeux avoient été coutumiers du fait.

(3) Le lecteur, pour s'en convaincre, n'a qu'à jeter les yeux, à la fin de cet Essai, sur la liste des noms de lieux du Forez qui possédoient la haute, moyenne & basse justice, ou la justice moyenne & basse.

(4) Voir ci-dessus, dans nos *Pièces supplémentaires*, page 103, nos *Considérations sommaires sur la législation civile du Forez au moyen-âge*. Le juriconsulte Paul, dans la loi dernière de *consuetudinibus*, s'exprime ainsi : « *Lugdunenses Galli, item Viennenses & Narbonenses juris italici sunt.* » Le Forez étoit nécessairement compris dans le mot *lugdunenses*. Les emprunts faits constamment au droit romain par la législation pénale, de même que par la législation civile du Forez au moyen-âge, doivent être attribués, non-seulement à la permanence, au maintien de certaines dispositions & d'une tradition non interrompue, mais aussi à l'étude même des monuments du droit, qui ne cesse jamais complètement, ainsi que l'a démontré M. de

Savigny. C'est le code Théodosien, publié en 438, qui eut la plus grande autorité en Gaule. Le code Justinien & le Digeste ne sont cités qu'à une date postérieure, vers le XII^e siècle. Les Etablissements de St. Louis confondent la loi romaine comme le droit commun, & diverses ordonnances de nos Rois ont successivement maintenu ce caractère au droit romain dans le Forez. Dans plusieurs anciens titres, cités dans cette Histoire, le Forez est toujours désigné comme pays de droit écrit, c'est-à-dire de droit romain. Lorsque les coutumes & les chartes de privilèges de nos villes étoient muettes sur certaines questions, elles devoient être résolues par le droit écrit. Enfin, les causes en appel étoient toujours jugées en Forez d'après les principes du droit écrit, ainsi que le prouve la lettre de Louis le Hutin, adressée au Comte de Forez le 17 mai 1315. Le Clergé, la Noblesse & le Tiers-état de ce pays, si commun, s'étant plaints au Roi de ce que les gens du Conseil de Philippe le Bel, son prédécesseur, avoient fait des procédures contraires aux anciens usages, il trancha la question en ces termes : « *Causa appellationum quarumcumque personarum comitatus (Forensi)... secundum jus scriptum & bonas consuetudines curie ubi causa ipse principaliter iudicari debet, examinabuntur & terminabuntur.* » (Livre des compositions des Comtes de Forez. — Voir La Mure, *Histoire du pays de Forez*, livre V, chapitre XIII, pages 150 & suivantes.)

mais qui étoient appliquées de la manière la plus aveugle, venoient se joindre le bannissement & la confiscation, qui paroissent avoir été mis fréquemment en usage.

Tel fut à peu près l'état des choses jusqu'au commencement du XIII^e siècle, où les Comtes de Forez & quelques puissants Seigneurs du pays, pour mettre un terme aux plaintes des vassaux de leurs principales villes, & pour se créer de nouvelles sources de revenus fixes, leur accordèrent des Chartres de privilèges & de franchises. Le but que, de leur côté, se proposèrent les habitants des villes, en poursuivant l'octroi de ces Chartres, fut de se soustraire, autant que possible, à l'arbitraire, sous toutes ses formes, qui, depuis des siècles, régnoit en Forez sans le moindre contrôle.

Il ne fera donc pas sans intérêt d'étudier ces Chartres, pour se rendre compte de leur caractère exceptionnel au milieu du droit commun, ou plutôt des coutumes pénales de cette Seigneurie ; & de ces exceptions mêmes, qui furent une dérogation, un adoucissement à ces usages, lorsque les documents écrits seront défaut, il ne fera pas impossible, par induction, de remonter à la connoissance de ces usages.

Dans ces Chartres sont stipulées des dispositions précises pour la punition de certains crimes & délits. Pour tout ce qui n'avoit pas été expressément stipulé ou réservé, & pour tous les territoires qui ne faisoient pas partie de la franchise, la juridiction seigneuriale & les anciennes coutumes, jusqu'à la mise en vigueur des Etablissements de St. Louis, conservèrent toute leur autorité. Les dispositions pénales des Chartres de privilèges de nos villes du Forez, comme celles de la plupart des Chartres de même nature, sont donc essentiellement spéciales & locales. Elles ne forment pas un Code complet ; elles présentent au contraire de grandes lacunes (par exemple, lorsqu'il est question de fausses mesures & de faux poids, il n'est jamais question d'autres faux), & elles renvoient toujours, explicitement ou implicitement, ou aux coutumes ou au droit écrit, au droit romain qui n'avoit jamais cessé d'être reconnu comme loi fondamentale de la Province.

Ces Chartres constituent donc une dérogation au système pénal en usage dans le Forez (1). Dérogation en matière de peine, la peine est souvent adoucie. Dérogation en matière de juridiction : dans certains cas, le Seigneur ne doit pas intervenir ; par exemple, dans les cas de vols commis au préjudice de la famille par un de ses membres ; & dans d'autres, il ne doit, pour ainsi dire, intervenir que comme juge d'appel ; par exemple, à Villefranche, si le conseil des bourgeois n'a pas réglé l'affaire (2).

Les dispositions pénales inscrites dans nos Chartres sont, les unes spéciales à certaines villes, les autres communes à toutes. Voici les dispositions communes : Dans toutes les villes, la *trahison*, le *meurtre*, l'*incendie*, le *brigandage* (*latrones*) sont des cas réservés au Seigneur & punis *ad voluntatem domini*. Ce sont des cas de haute justice, des crimes irrémissibles, sur lesquels aucune transaction n'est possible, pour la punition desquels il ne sauroit y avoir d'adoucissement ; ce sont des crimes qui doivent être rigoureusement punis d'après le droit écrit ou d'anciens usages.

Excepté pour les cas qui sont réservés au Seigneur, & s'il s'agit de fausses mesures ou de

(1) Les dispositions pénales de nos Chartres ne diffèrent pas profondément de celles qui étoient en usage dans le reste du territoire ; cependant elles s'en écartent assez souvent & y suppléent quelquefois ; mais elles y renvoient toujours implicitement ou explicitement ; elles ne stipulent que quelques points sur lesquels elles veulent faire des exceptions au droit écrit ou aux coutumes ; car, à côté du droit écrit ou droit romain, qui ne cesse jamais d'être, au moins en principe, le droit commun du Forez, il y eut des coutumes locales, dont

l'existence est rappelée sans cesse, & qui sont invoquées pour les cas non prévus. Les dispositions de nos chartes ne présentent pas un ensemble complet, un code de législation ; elles ne règlent que les exceptions, que les choses & les peines, en matière criminelle, sur lesquelles une transaction, un adoucissement est possible. En un mot, sur plusieurs points, elles créent un droit spécial.

(2) *Et si inde clamor fuerit quia non vult pradiſſa facere, & probatum fuerit, de consilio iugenſum a domino & per dominum emendetur.*

faux poids, c'est-à-dire d'un intérêt public, il ne peut pas tenter de poursuites ni lever d'amende s'il n'y a pas eu plainte (1).

Les agents du Seigneur sont responsables s'ils injurient ou s'ils frappent. Ils peuvent être traduits devant la Cour & condamnés à une réparation.

L'amende due au Seigneur étoit indépendante de la réparation due à l'offensé; c'est ce qui ressort de la lecture de nos Chartes. Il est bon cependant de remarquer que, dans les Etablissements de saint Louis, l'amende est supprimée & se confond avec la composition (2).

Les accusés, pour tous les petits délits, ont toujours droit à la liberté sous caution. C'est là évidemment une garantie dont l'introduction dans les Chartes est due à l'esprit germanique.

Les injures, les coups & blessures n'entraînent pas la mort, les vols ordinaires, l'emploi de fausses mesures ou de faux poids, sont punis simplement d'une amende. Ces amendes varient suivant les cas & suivant les Chartes de nos villes franches; mais elles sont minimes & fixées pour chaque délit d'une manière invariable. C'est là encore une dérogation essentielle aux coutumes & aux usages du Comté de Forez, où les amendes étoient toujours imposées arbitrairement par le juge (3).

En cas de flagrant délit ou de légitime défense, un bourgeois n'encourt aucune peine s'il tue un voleur de nuit : cette disposition se trouve dans toutes nos Chartes de privilèges.

Voici les dispositions qui varient suivant les villes : Les cas où l'on ne peut obtenir la liberté sous caution sont, à Villerez, le *meurtre*, le *viol*, l'*adultère*; à St. Germain Laval, St. Haon le Châtel & Montbrison, le *meurtre*; à Crozet, le *meurtre* & le *brigandage* (4).

Le recours aux armes dans une mêlée (tirer l'épée, dégainer, *evaginer*) entraîne une amende variable suivant les lieux, & suivant qu'on frappe ou qu'on ne frappe pas. Dans plusieurs de nos villes, lorsque le coupable ne pouvoit payer l'amende, qu'il eût frappé ou non, il étoit condamné à l'amputation de la main. A Belleville, en Beaujolais, & à St. Bonnet le Château, celui qui frappoit avec l'épée étoit *in manu Domini*.

Dans quelques-unes de nos villes, l'amende prononcée pour vol pouvoit être remplacée par l'extraction d'une dent (5), ou par l'amputation du pied ou de la main (6), suivant la gravité du cas & si le voleur étoit infolable.

Le Rapt & le Viol doivent être constatés par le cri de la femme, si elle est dans un lieu d'où elle puisse être entendue, ou par des preuves certaines. Dans quelques Chartes de villes du Beaujolais, il est stipulé que celui qui est convaincu d'avoir commis un viol doit épouser la fille, si elle est de même condition, ou la marier, c'est-à-dire la doter, suivant le conseil des Bourgeois; à défaut de ce faire, il est *ad voluntatem Domini*. A Crozet & à Villerez, il est immédiatement, & sans transaction possible, *ad voluntatem Domini*, ce qui devoit être de droit commun en Forez.

L'Adultère est frappé, suivant les villes, de peines fort différentes. A St. Haon le Châtel & à St. Symphorien le Château, ville sous la dépendance des Chanoines de Lyon (7), il est puni d'une amende de 60 sols; à Montbrison, à Villerez, à Crozet, à St. Bonnet, il est *ad voluntatem Domini*; mais, à St. Germain Laval, il y a cette restriction que la peine de mort ne doit jamais être prononcée. A Cornillon, en Forez, à Belleville, à Villefranche, à Thify, en Beaujolais, à Charlieu, la femme & l'homme adultères sont condamnés à courir nus dans la ville; toutefois, ils peuvent racheter cette promenade infamante par une amende fixée *ad voluntatem Domini*, mais

(1) *De verberatione cum sanguine, si clamor factus fuerit, LX solidos dominus habere debet... Si vero clamor inde factus non fuerit, nihil potest petere dominus.*

(2) *Si miles burgensem percussit, dominus debet habere sexaginta solidos & burgenses suam capiant ultionem.* (Charte de Belleville.)

(3) Voir dans cet Essai le mot AMENDE.

(4) *Latrones, voleurs avérés, habituels, nocturnes.*

(5) Charte de St. Bonnet le Château.

(6) Charte de Cornillon.

(7) La Charte de St. Symphorien le Château fut octroyée aux bourgeois, par le Chapitre de Lyon, en 1408.

qui ne s'élève guère au-delà de 60 sols viennois. Cette disposition n'est pas spéciale au Forez, où elle devoit être de droit commun, comme dans plusieurs contrées voisines : on la trouve dans un grand nombre d'autres villes (1).

Les Chartres de privilèges de nos villes forésiennes ayant été confirmées à diverses époques par les Comtes de Forez & par les Ducs de Bourbon, il s'ensuit que le système de pénalité qu'elles renferment dut à peu près se maintenir dans ces villes jusqu'au commencement du xvi^e siècle, époque où le Forez fut annexé à la Couronne.

Ainsi, les dispositions pénales de nos Chartres ne constituent, dans certains cas, qu'un droit exceptionnel au profit des villes privilégiées. Partout ailleurs, dans le Comté, la vie & les biens des vassaux sont livrés sans contrôle à l'arbitraire du juge seigneurial qui n'a d'autre règle que des usages qu'il n'est pas contraint de suivre, & d'autre frein que son bon plaisir. Seuls, depuis le xiii^e siècle, les habitants de quelques villes ont pu faire brèche dans les justices seigneuriales ; seuls y ont forcé le haut justicier à établir, du moins pour les petits délits, des peines plus douces & plus stables, des amendes fixes & moins onéreuses. Mais, en dehors des villes franchises, le Seigneur est toujours juge irresponsable & sans contrôle dans toute la terre, jusqu'au moment où saint Louis va l'attaquer de son côté pour le soumettre momentanément à une loi commune.

Examinons donc sommairement les Etablissements de saint Louis, puisque le Forez fut du nombre des provinces auxquelles fut appliquée la législation royale. Les Etablissements furent rédigés dans l'intérêt du Royaume, comme un type, comme un modèle à suivre (2), & ils furent destinés plus spécialement à régir les provinces du centre de la France, dans lesquelles se trouvoit le Forez. Louis IX les promulgua en 1270, avant son départ pour la croisade. Voici les principes généraux dont il ordonne l'application : La peine ne sera plus laissée à l'arbitraire du juge ; elle ne sera plus inégale suivant la condition des coupables ; le Noble n'aura plus le privilège d'être décapité par l'épée ; s'il s'est rendu coupable d'un crime entraînant la mort, il sera pendu, comme le roturier (3), aux fourches patibulaires. Saint Louis omet dans ses Etablissements de parler de la torture, ce qui de sa part semble impliquer une désapprobation de cette cruelle preuve judiciaire. Il a soin, de plus, d'indiquer, en regard de chaque crime, de quelle manière il doit être puni, afin de ne plus rien laisser d'essentiel à l'arbitraire du juge. Il n'admet qu'un seul cas où le supplice puisse être différent, suivant la condition du coupable : c'est celui où le vassal porte la main sur son Seigneur. S'il est noble, il est condamné à perdre son fief ; s'il est roturier, à l'amputation du poing.

Les supplices pour les grands criminels sont la mutilation, le trainage sur la claie, la potence, le bûcher.

La trahison, le rapt, le viol, l'enlèvement d'une femme enceinte pour la faire avorter, le meurtre par guet-apens, l'incendie, tous ces crimes sont punis de la potence. L'homicide en chaude mêlée, & même l'homicide sans préméditation, sont soumis à la même peine, malgré la différence dans la culpabilité.

Il y a plus : le vol de grands chemins & même le vol domestique, bien que n'étant pas des cas de haute justice, sont punis également du gibet. Mais il faut se reporter aux idées du temps pour juger du caractère d'une pénalité qui semble aujourd'hui excessive pour ces deux crimes.

(1) Voyez du Cange, au mot *Trotare*, Voyez aussi A. du Boys, *Histoire du droit criminel des peuples modernes*, t. II, p. 369.

(2) « Pour qu'on en use es cours laies par tout le reume & la seigneurie de France. » (Etablissements.)

(3) En quelques villes franchises, cette égalité devant la peine se décourage. C'étoit évidemment une concession obtenue par les bourgeois des villes. Les Rois, pas plus

que le peuple, ne vouloient de privilèges qui étoient au fond contre eux. Dans la Charte de Thify, en Beaujolais, on a la preuve qu'il n'y avoit pas d'exception pour les nobles dans certains cas prévus : *Item, additum est quod si aliquis nobilis vel innobilis aliquem de gladio percusserit in villa Thisiaci, aut super aliquem gladium eragnaverit, a quolibet de villa impune possit capi seu detineri & preposito tradi.*

Comme le brigandage étoit fort répandu, depuis des siècles, & qu'il falloit à tout prix purger les routes de malfaiteurs, la potence parut alors le seul remède possible. Quant au vol domestique, il étoit considéré comme une félonie envers le Seigneur : « Hons, quand il emble fon Seigneur & qu'il est à son pain & à son vin, il est pendable, car c'est manière de trahison (1). »

Les femmes de brigands, complices de leurs crimes, étoient condamnées à être brûlées vives (2). Cette pénalité excessive, en désaccord avec l'esprit général de la législation du saint Roi, étoit un emprunt fait aux coutumes de l'Anjou, que copiaient souvent les Etablissements.

Le vol du cheval ou de la jument du Seigneur (sa monture étant considérée comme une chose aussi sacrée que la personne) étoit puni de mort.

Le supplice du feu étoit réservé aux crimes dont la connoissance appartenoit à l'Eglise : la bougrerie, la magie, la forcellerie. Saint Louis, dans ses Etablissements, pour mettre une limite aux empiétements du clergé dans le domaine temporel & la justice séculière, « statua que tout excommunié serait entendu en cour laïque, soit en demandant, soit en défendant ; même en cour d'Eglise, l'excommunié devait être entendu, mais seulement comme défendeur. Après un & jour, les coupables frappés de l'interdit religieux pouvaient être contraints, par saisie de biens & même de corps, à l'exécution des jugements de l'Evêque & à se faire abfoudre ; mais les baillis & prévôts devaient être informés de la cause de l'excommunication & s'abstenir de toute contrainte. » « Pour tous les crimes que le pouvoir civil abandonnait à ses arrêts, la justice de l'Eglise avait un système uniforme & dont elle ne se départit jamais (3). Elle se bornait à l'instruction de l'affaire, à la constatation des faits, aux admonitions & à l'application des peines ecclésiastiques, lesquelles n'emportaient jamais l'effusion du sang. Ce sang, l'Eglise laissait à la justice laïque le soin de le verser. *Ecclesia abhorret à sanguine*. Le mécréant, le forcier, convaincu en cour de chrétienté, était livré au bras séculier, qui le faisait brûler. La sentence ecclésiastique avait bien pour effet d'entraîner celle du juge laïque ; mais, cette dernière condamnation, l'Eglise ne la prononçait pas, encore moins se chargeait-elle de l'exécuter. » « Quand Sainte Eglise ne peut plus faire, disent les Etablissements, elle doit appeler l'aide des Chevaliers. » Et ailleurs : « Si aucun est soupçonneux de bougrerie, la justice laïque le doit prendre & envoyer à l'Evêque, & si il en est prouvé (convaincu), l'en le doit ardoir & tuit li muebles sont au Baron (4). »

Le blasphème, tout en étant considéré comme un crime religieux, n'étoit pas jugé par un tribunal ecclésiastique, « parce qu'il ne nécessitait pas, comme l'hérésie ou la magie, des juges initiés aux matières religieuses & aux subtilités théologiques (5). »

Difons enfin que les peines édictées par saint Louis, quelque rigoureuses qu'elles fussent en plus d'un cas, étoient cependant bien plus douces en général que celles de la plupart des coutumes (6). Ainsi, les faux monnoyeurs ne sont punis, dans les Etablissements, que de la perte des yeux, tandis que dans l'Anjou, le Beauvoisis & plusieurs autres provinces, ils étoient condamnés à être bouillés dans l'huile. « Cet horrible supplice, emprunté, selon toute apparence, à la pénalité de l'Allemagne féodale, resta usité en France, dans nombre de provinces, presque jusqu'à Louis XIV (7). »

Louis IX ne se contenta pas de promulguer ses Etablissements ; il eut soin, afin d'assurer l'exécution de ses réformes, d'envoyer dans toutes les grandes Seigneuries du Royaume, y compris le Forez, des Officiers royaux, des Baillis, des Prévôts, des Sergents, pour y juger tous les cas royaux & y amender les coutumes pénales en désaccord avec son nouveau code.

(1) Etablissements, liv. I, chap. XXXIX.

(2) Etablissements, chap. XXXII.

(3) Etablissements, chap. XXXII. — *Les Crimes & Les Penes*, etc., par M. Loiseleur, bibliothécaire de la ville d'Orléans.

(4) Etablissements, chap. LXXXV & CXXIII.

(5) Voir ci-après, au mot *BLASPHEMEUR*.

(6) Loiseleur, *Les Crimes & Les Penes*, Gc.

(7) Loiseleur, *Ibidem*.

Tant que vécut le saint Roi, il eut la force de contenir la féodalité humiliée & irritée de se voir dépouillée de ses privilèges de haute justice & d'être assimilée aux roturiers devant le supplice de la potence. Philippe le Hardi & surtout Philippe le Bel soutinrent avec fermeté l'œuvre des Etablissements de saint Louis. Le dernier de ces Princes surtout porta à la féodalité des coups redoutables, en restreignant par de sages dispositions l'usage si fréquent jusque-là des *duels judiciaires*.

Comme cette question du *duel judiciaire* & du *gage de bataille*, a joué un très-grand rôle en Forez, principalement à la fin du XIII^e siècle & au commencement du XIV^e, nous devons entrer dans quelques détails sur cette institution féodale.

Le droit qu'avait l'offensé de redresser ou de venger par les armes toute accusation injurieuse, étoit d'origine barbare. Le *duel judiciaire* remontoit à la plus haute antiquité. A l'origine, l'offensé ne pouvoit y avoir recours que s'il avoit été accusé de *trahison* ou de *meurtre*; on l'étendit ensuite à l'accusation de roberie (brigandage de grands chemins), puis à diverses espèces de vol (1). Malgré les anathèmes des Papes, le duel, comme moyen de preuve judiciaire, resta longtemps en vigueur. « Les juges des Cours laïques, & même parfois ceux des Cours ecclésiastiques, avoient presque partout renoncé à la preuve par témoins, pour y substituer les *Jugements de Dieu* (2). » Ce fut la crainte des parjures & des faux témoignages qui multiplia de plus en plus l'usage du duel.

Celui qui demandoit le duel jetoit à son adversaire ou un gant ou un gantelet : c'étoit le *gage de bataille*. Si la partie adverse le relevoit, & si les juges autorisoient le combat, l'offenseur & l'offensé se rendoient en champ clos pour en appeler au jugement de Dieu. « Beaumanoir donne des détails précieux sur la manière de déposer les gages de bataille (3) & sur les causes qui peuvent faire anéantir ces gages ou les faire refuser par la justice. Mais, les gages une fois reçus, il y avoit encore des règles pour l'assignation à donner par les juges à l'appellant & à l'appelé, & sur la manière dont l'un & l'autre devoient se présenter. C'est ce qu'on nommait les *présentations faites en plaid de gages* (4). » Si un gentilhomme appeloit en duel un roturier, il ne devoit pas se prévaloir de la supériorité de ses armes; il étoit obligé de rendre la partie égale.

Au surplus, si le crime ou le délit étoit flagrant, si l'innocence étoit certaine, il n'y avoit pas lieu au combat judiciaire. Il n'étoit réservé, autorisé que pour les cas douteux, ou lorsqu'il y avoit de graves soupçons contre l'accusé.

Cependant une réaction contre cet inique abus se produisit au XII^e siècle. Philippe Auguste ordonna que l'appellant en duel, pour cause capitale, s'il étoit vaincu, seroit puni de mort & de la confiscation de ses biens (5). Saint Louis s'efforça de restreindre le duel judiciaire à des cas très-rare, & de faire prévaloir, ce qui lui parut beaucoup plus juste, les preuves par témoins. Il commença cette réforme dans les pays de son obéissance, dont le Forez faisoit partie. L'accusateur qui, par exemple, portoit une fausse plainte de meurtre devoit être condamné à subir la même peine que l'accusé si celui-ci eût été convaincu; mais la preuve par *gage de bataille* lui étoit refusée (6).

Mais, dans les Cours laïques, dans les pays placés hors de sa domination, saint Louis n'effaya pas d'abolir le duel judiciaire; il se contenta de le régulariser, en déterminant les cas où il pourroit être admis, & souvent il ajoutoit « qu'on ne pourroit ordonner les gages de bataille que dans les pays hors l'obéissance le roy (7). »

(1) Albert du Boys. *Histoire du droit criminel*. t. II, p. 306.

(2) *Ibidem*.

(3) On appeloit aussi *gage de bataille* la caution qui étoit déposée entre les mains du haut justicier par les parties.

(4) Albert du Boys, *loc. cit.*

(5) Re privaretur & turpi morte periret. (Guill. le Breton, *Philippéide*, liv. VIII.)

(6) Beaumanoir, *Coutumes du Beauvoisis* (art. 2).

(7) Etablissements, liv. II, chap. XXIX, & Albert du Boys, *loc. cit.*

Philippe le Bel, qui avoit interdit aux Seigneurs les guerres privées tant que durerait la guerre le roy avec les Anglois, avoit suspendu en même temps l'usage des *gages de bataille*. En 1306, il publia une ordonnance qui, tout en autorisant de nouveau le *duel judiciaire*, mais dans des cas extrêmement restreints, lui porta en réalité un coup fatal, du moins jusqu'à la fin de son règne. Il les abolit pour *larcins*, pour *roberies* & pour les matières civiles; il exigea, de plus, pour qu'ils fussent admis, que le crime ou le délit fût certain; qu'il s'agit d'une accusation entraînant la mort en cas de culpabilité; qu'il fût impossible de prouver le crime par les voies ordinaires, & qu'il y eût des indices graves contre l'accusé. Il eut soin d'entourer les combats judiciaires de cérémonies dispendieuses, afin d'en rendre l'exécution de plus en plus difficile. Ils ne furent plus possibles que pour les grands Seigneurs du Royaume, qui couroient risque de se ruiner même en remportant la victoire (1). Au jour assigné, les parties comparoissent toutes les deux à cheval à l'entrée du champ clos, par devant le Roi, ou son Connétable, ou son Maréchal, & le défi devoit être formulé par l'accusateur (2). Puis, l'appelant & le défendeur, les mains sur le crucifix, juroient, chacun de son côté, qu'ils disoient vrai. Le combat avoit lieu à cheval ou à pied : à cheval entre nobles, à pied entre roturiers. Le duel, une fois engagé, continuoit sans merci jusqu'à ce que l'un des adversaires eût été terrassé &, *vif ou mort*, mis hors de combat. S'il survivoit, il étoit condamné, par les Officiers de justice royaux, à la peine qu'entraînoit son délit ou son crime. Jusqu'à Philippe le Bel, les Seigneurs suzerains, en qualité de hauts justiciers, avoient eu le privilège d'autoriser ou d'ordonner les duels judiciaires, & de ce nombre se trouvoit le Comte de Forez; mais ce Roi se réserva à lui seul ce privilège (3). Le Parlement de Paris, à partir de ce règne, fit tous ses efforts pour abolir le duel judiciaire & pour évoquer tous les procès criminels qui pouvoient y donner lieu.

Tous ces détails sont nécessaires pour donner la clef des graves événements que ces réformes firent éclater dans le Forez. Sous les règnes de saint Louis, de Philippe le Hardi & de Philippe le Bel, la féodalité avoit été contrainte d'étouffer ses ressentiments pour la suppression de tant de privilèges. Mais, enhardi par l'avènement du timide & incapable successeur de Philippe le Bel, Louis le Hutin, elle tenta de reconquérir le terrain qu'elle avoit perdu. Les nobles du Forez, non contents de formuler des plaintes contre les subventions réclamées par le Roi (4), se ligèrent avec les Seigneurs du Duché de Bourgogne & des diocèses de Langres, d'Autun & de Châlons, & adressèrent à Louis le Hutin un exposé très-accusé de leurs griefs contre l'autorité royale. Le faible monarque, effrayé de l'attitude hostile de la noblesse & craignant une révolte à main armée, se hâta de céder à l'orage sans opposer la moindre résistance. A chaque demande de la noblesse foréssienne, il répondit par une concession; tous les anciens privilèges antérieurs à saint Louis furent rétablis en sa faveur. Le *Livre des compositions* des Comtes de Forez renferme plusieurs actes relatifs à cette grave affaire (5). Tous les articles formulés par les nobles du Forez figurent dans ces documents, de même que les réponses données par Louis le Hutin. Le premier acte, du mois d'avril 1315, est une concession de privilèges en faveur des nobles de cette Seigneurie & de ceux du Beaujolois. Il renferme quatorze articles ou réponses à autant de demandes de la noblesse. Le second document, du

(1) Albert du Boys, *loc. cit.*

(2) *Cérémonies des gages de bataille*, publiées par M. G.-A. Grapetel. Paris, Crapetel, 1830.

(3) Philippe le Bel fit défendre au Sénéchal de Toulouse d'influer les affaires de nature à être décidées par le duel judiciaire, & il lui ordonna d'en renvoyer l'examen à son Parlement de Paris. (*Ordonnances des rois de France*, Laurière, t. XII, p. 367, & Albert du Boys, *loc. cit.*)

(4) Voir nos Preuves, n° 86 ter a; *Arch. de l'Emp.*, F. 1400, C. 849; & les notes de la p. 347 de notre tome I^{er} de *l'Histoire des Ducs de Bourbon & des Comtes de Forez*.

(5) Deux de ces actes les plus importants ont été publiés dans le *Recueil des Ordonnances des Rois de France*, t. I^{er}, p. 557 & suiv., 567 & suiv. M. Steyert, dans une Note du tome I^{er} de cette Histoire, p. 346, a donné déjà une analyse de ces pièces importantes.

17 mai de la même année, analyse trente-quatre articles ou griefs. Voici la substance du premier de ces actes. On jugera, par ce simple exposé, combien fut violente la réaction qui s'opéra alors, dans la noblesse & le clergé régulier du Forez, contre les institutions judiciaires de saint Louis & de Philippe le Bel. Le Roi, en réponse au premier article, rétablissait le privilège du *gage de bataille, du duel judiciaire*, & leur permettoit d'en user comme ils faisoient anciennement, sans que ses Officiers de justice eussent le droit, sur un simple soupçon, de les juger & condamner sur enquêtes. Il faisoit cependant cette réserve que le duel judiciaire ne pourroit avoir lieu si les faits reprochés à l'une des parties étoient tellement notoires « que li sires (le Roi) y deust mettre autre remede. » Les biens des nobles, s'ils offrent caution, ne pourront être saisis, si ce n'est en cas de crimes avérés (1). Le Roi ne se réservera la confiscation de leurs biens qu'en cas de forfaiture, & leur annexion à la Couronne qu'en cas de déshérence.

Nous avons vu que saint Louis, pour assurer l'exécution de ses Établissements, avait envoyé des Officiers de justice dans toutes les Seigneuries de son Royaume. Jusqu'à la fin du règne de Philippe le Bel, ces Officiers exercèrent leurs fonctions; mais ce Prince, cédant aux réclamations des grands vassaux, fut obligé de les supprimer en 1314. Louis le Hutin les rétablit à son avènement, mais bientôt il fut forcé de se conformer aux prescriptions de Philippe le Bel qui, notamment, avait mandé au Sénéchal de Lyon ou à son Lieutenant de défendre à ses Officiers royaux d'exercer les droits de justice sur la terre du Comte de Forez, si ce n'est dans le cas de ressort & de supériorité (2).

Cédant à la force, Louis le Hutin fut contraint de statuer que ses Officiers n'exerceroient plus la justice dans les lieux où les Nobles & Religieux avoient la justice haute & basse, & que ces derniers seuls auroient l'exercice de ce droit. Le Roi se réservoir pourtant les cas d'appel, & tout ce qui touchoit au ressort & à la souveraineté. Les Nobles, Religieux & *non-nobles* ne pourront être ajournés & mis en jugement hors de la Châtellenie où ils demeurent, si ce n'est en cas d'appel, & les nobles ne seront jugés que par les nobles leurs égaux (3). Le Roi se réservoir la connoissance des causes qui lui appartenoient par droit de souveraineté; comme, par exemple, les cas de félonie envers lui. Il promettoit que ni ses Baillis, ni ses Prévôts, ni ses Sergents ne pourroient s'immiscer, même dans la connoissance de ces cas réservés, sous peine de châtimens. Il s'engageoit à n'avoir dans le Forez qu'un nombre de Sergents limité; il fixoit le maximum des amendes à 60 livres tournois pour les nobles, & à 60 sols pour les serfs ou non nobles, « homme de poeste. » Quant aux Officiers royaux, agissant comme personnes privées, en cas de crimes ou de délits, ils seront jugés dans les Châtellenies dont ils dépendent, de même que ceux qui auroient commis quelques actes de violence contre eux, hors de l'exercice de leurs fonctions. La haine des nobles contre les Officiers royaux étoit si vive, qu'ils exigèrent, contre plusieurs d'entre eux qui avoient été par jugement privés de leurs charges & condamnés à des amendes, & néanmoins étoient depuis rentrés dans leurs fonctions, que les peines portées contre eux fussent rigoureusement exécutées. Louis le Hutin fut contraint de faire droit à leurs plaintes, & par une lettre du 17 mai suivant (1315), il nomma des Commissaires pour se rendre dans le Lyonnais & le Forez, afin d'y examiner leurs griefs, de corriger les abus & de punir les Officiers royaux, Sénéchaux, Baillis, Procureurs, Sergents, reconnus coupables d'abus & de malversations, par des amendes, des dommages-intérêts envers les parties lésées, & même par des peines corporelles, *corporaliter* (4).

(1) Que l'on ne mette la main à dits nobles, à leurs chasteaux, forteresses, villes & autres biens, à leurs hommes, à leurs sujets, « puisque il ayent de quoy on les puissent contraindre d'ester à droit de la querelle dont il feroient profreuz, ou que'il s'aplegeroient suffisamment. »

(2) Archives de l'Empire, P. 1359^a, C. 695.

(3) « Et ne soient jugié les ditz noble mes que par les nobles lor ygaux (art. XI). Toutefois, Louis le Hutin, dans l'article XI, ajoutoit ceci : « Et quant à ce que li noble soient jugié par les autres nobles lor ygaux, nous ferons favoir comment l'en en a usé & le lor fera on garder. »

(4) *Littera Ludovici regis, conventiensi facti quibusdam*

Le même jour, Louis le Hutin adressa des lettres au Comte de Forez & au Sire de Beaujeu, pour leur promettre de confirmer leurs anciens privilèges & ceux des habitants du Comté de Forez & de la Seigneurie de Beaujolois, tels qu'ils existoient sous les règnes de St. Louis & de Philippe le Hardi. Mais, préalablement, il annonça qu'il enverrait des commissaires pour examiner en quoi consistoient, sous ces deux Rois, les juridictions de ces deux grands Seigneurs sur les lieux sacrés, les chemins & les fleuves publics de leurs Seigneuries, & si, en les réclamant contre les Officiers royaux, qu'ils prétendoient les avoir usurpées sous Philippe le Bel, ils étoient dans leur droit. En conséquence, il ordonna que s'ils pouvoient fournir la preuve qu'ils avoient été autrefois en possession de ces privilèges, ils leur seroient restitués; & dans le cas contraire, ils seroient régis par le droit commun du Royaume (1). Le Roi se réservoir de punir les crimes de lèse-majesté par la confiscation du fief. Quant au crime de fausse monnaie, il en laissoit la connoissance & la punition à chaque Seigneur dans les limites de sa juridiction.

Ainsi fut anéantie l'œuvre de St. Louis & de Philippe le Bel, qui avoient devancé leur temps en introduisant de si utiles réformes en matière pénale. Leurs nobles efforts furent à peine imités de loin par leurs successeurs, & tous les vices de la législation criminelle subsisteront encore pendant plusieurs centaines d'années à côté de l'arbitraire & du bon plaisir du haut justicier féodal.

II

CRIMES ET PEINES. — CAS DE HAUTE JUSTICE.

Haute, moyenne & basse justice. — Action publique; cas où elle s'exerce. — Instruction des procès, informations, enquêtes, témoins. — Réparation envers la partie lésée. — Liberté sous caution; cas où elle a lieu. — Meurtre; Homicide. — Parricide. — Incendie. — Faux monnoyeurs. — Rapt & Viol. — Adultère. — Trahison; Parjure; Conjuraton. — Manquer à l'ost & chevauchée. — Sorciers. — Hérétiques. — Décapitation; potence; peine du feu. — Bannissement; Confiscation. — Droit de grâce. — Prescription de l'action criminelle; prescription de la peine.

HAUTE, MOYENNE ET BASSE JUSTICE.

HAUTE JUSTICE. — Ceux qui avoient droit de haute justice avoient en même temps tous les droits de basse & moyenne justice; elle les comprenoit tous. Le grand justicier pouvoit avoir des piloris, échelles, fourches patibulaires (2) & des prisons.

Les peines étant laissées le plus souvent à l'arbitraire du Seigneur pour tous les cas qui faisoient

commisarius pro incolis totius comitatus Forensis. (Livre des compositions des Comtes de Forez.) Cet acte a été reproduit par le P. Menestrier dans les Preuves de son *Histoire consulaire de la ville de Lyon*, page 114.

(1) Livre des compositions des Comtes de Forez: *Privilegium Ludovici regis Francorum, continens privilegia concessa incolis totius comitatus & terre Forensis & terre*

Domini Bellisoci. (Arch. de l'Emp., Inv. Lullier-Chaverondier, P. 19, C. 876.)

(2) Les fourches patibulaires du Seigneur Châtelain étoient à trois piliers; celles du Baron à quatre piliers; celles du Comte à six, &c. (Laurière, *Glossaire du droit*; Chéruel, *Dictionnaire des Institutions de la France*, &c.; Du Boys, *Hist. du droit criminel*, t. II, p. 50.)

tomber un coupable à leur discrétion (1), il est présumable que les procédures n'étoient pas moins arbitraires.

« Cas de haute justice, disoit un jurisconsulte du temps de Charles V (2), & desquels la connoissance appartient tant seulement aux hauts justiciers font rapt, traîner, pendre, ardoir, enfourer, eforcher, testes tailler, & tous autres par lesquels mort naturelle s'en suit. Item, couper oreille ou autres membres, bannir, prendre épaves, lever morts trouvés, à aubénage succéder. Item, connoître des fausses mesures & denrées de petit pain, despecier mesures ou ardoir, ou autres fausses denrées,... des chemins, des quarrefours & places communes, de port d'armes,... & faire battre, pour denier mettre à question & tourment, fustiguer & battre de verges pour délits publiquement, offer le péril hors, avoir baillif, avoir scel autentique pour sceller lettres & instruments, avoir forches à un ou deux ou trois pilloris,... connoître d'avoir appelé femme mariée putain ou homme larron ou meurtrier, & semblables & plus grands injures, faire vendre l'heritage par cri solennel & mettre decret par especial quand choufes & biens immeubles de meneurs se vendent, avoir ressort, &c. (3). »

« Le justicier pouvoit siéger seul quand il jugeait ses vilains, & il n'avait de compte à rendre à personne de ses sentences. On connaît à ce sujet le vieil axiome de nos coutumes : « Entre toi, seigneur, & ton vilain, il n'y a de juge fors Dieu. » On appeloit la haute justice *plaid de la mort, plaid de l'épée & de la mutilation des membres*. Souvent, pour exprimer que la justice s'étendait à tout, on se servoit des mots de *haute & basse*. *Magna justitia quæ vocatur placitum ensis* (4). En voici un autre exemple : *Placitum ensis seu alta justitia. Quæ quatuor forisfacta (furtum, homicidium, raptus & adulterium (haut & bas) ad nostram remanent voluntatem* (5). »

Toute Seigneurie à laquelle étoient attachés les droits régaliens (& le Forez étoit dans ce cas depuis la concession faite à Guy II, comte de Forez, par lettres royales) exerçoit dans toute son étendue la haute justice, ce qui consistait à connoître de tous les cas royaux, & à juger à mort sans appel ; ce droit appartenoit souvent à de très petites Seigneuries.

Philippe Auguste, par son ordonnance de 1190, décida que les cas royaux, c'est-à-dire le meurtre, le rapt, l'homicide, la trahison, seroient jugés uniquement par les magistrats royaux. Mais nous avons dit, dans notre Introduction, comment les Seigneurs du Forez, sous ses successeurs, notamment sous Louis le Hutin, reconquirent dans toute leur plénitude leurs droits de justice. A ces cas royaux, déterminés par l'ordonnance de Philippe Auguste, ses successeurs en ajoutèrent plusieurs autres, tels que les crimes contre la Religion ou ses ministres, la fabrication de la fausse monnaie, les attentats contre la sûreté publique, les révoltes contre les Officiers de justice royaux.

MOYENNE JUSTICE. — Elle différoit peu de la basse justice. Elle donnoit le droit de connoître des délits immédiatement au-dessous de ceux qui entraînoient la mort ou la mutilation des membres, & qui étoient des cas de haute justice. Son importance varioit suivant les lieux ou les coutumes, & il nous seroit bien difficile de déterminer d'une manière certaine en quoi elle consistoit précisément en Forez. Comme elle pouvoit être déléguée par le haut justicier à son juge particulier, il est évident que la délégation devoit conférer plus ou moins de droits, suivant le bon plaisir du Seigneur. Le moyen justicier pouvoit avoir des fourches patibulaires à deux piliers ; il pouvoit juger les larrons, les voleurs de grands chemins, & les faire pendre séance tenante (6). La moyenne justice n'étoit considérée que comme un démembrement de la haute.

Lorsqu'un Seigneur vendoit une terre à laquelle appartenoient les droits de haute, moyenne

(1) Voir toutes nos Chartes de villes franches du Forez.

(2) Décisions de Desmares, art. 295.

(3) *Hist. du droit criminel*, &c., par M. Albert du Boys, t. II, pp. 47 & 48.

(4) Du Cange, *Glossarium*, &c. t. V. p. 125.

(5) Du Cange, verbo *Alta. Hist. du droit criminel*, &c., par M. Albert du Boys.

(6) Jacques, *Des justices des seigneurs* (t. II, ch. III, n° 21). Voir, à la fin de cet Essai, la liste des lieux du Forez ayant justice haute, moyenne & basse.

& basse justice, il pouvoit céder ces droits ou s'en réserver une partie ; il gardoit le plus souvent la *haute justice*, en se réservant la foi & l'hommage. On verra, à la fin de cet Essai, un grand nombre d'exemples de ces ventes de justice, avec ou sans réserve. Le Seigneur qui avoit la *moyenne justice* pouvoit avoir un Juge, un Procureur fiscal, un Greffier, un Sergent & une prison. Le *moyen justicier* pouvoit nommer des tuteurs, des curateurs ; faire apposer les scellés ; inspecter les mesures ; condamner ceux qui en avoient de fausses à l'amende, &c.

Les appels des causes jugées par les *moyens justiciers*, de même que par les bas justiciers, étoient portés devant le haut justicier ou le juge qu'il déléguoit. En Forez, c'étoit le *Juge d'appaux*, résidant à Montbrison, qui jugeoit les appels importants, & le Châtelain les appels ordinaires.

BASSE JUSTICE. — En tant que juridiction criminelle, elle ne donnoit droit qu'à la connoissance des petits délits punis par une amende, par l'exposition à l'échelle & par l'emprisonnement (1). Le larron, cependant, pouvoit être puni de mort & exécuté séance tenante, lorsqu'il avoit été surpris en flagrant délit. La nécessité de rendre les routes sûres & de se défendre des malfaiteurs par tous les moyens, avoit fait admettre généralement qu'ils étoient hors la loi, & que tous justiciers, de quelque catégorie qu'ils fussent, avoient le droit de les envoyer à la potence. D'après le *Dictionnaire de droit* de Claude de Ferrières, la *basse justice* conféroit le droit de connoître des matières de simple police, des dégâts causés par les animaux, des petites injures, des petits délits qui ne pouvoient donner lieu qu'à des amendes minimales. — Les Seigneurs bas justiciers jugeoient les procès de leurs vassaux lorsqu'il ne s'agissoit que d'une femme peu importante, variable suivant les lieux & les coutumes.

ACTION PUBLIQUE. — Dans nos villes franches du Forez, pour les délits ordinaires, la puissance publique n'agissoit pas s'il n'y avoit eu plainte de l'offensé ou du lésé ; elle ne s'exerçoit d'office qu'en cas de meurtre, de vol, d'incendie, &c., pour les cas de haute justice, pour les crimes irrémissibles, dont la punition étoit à la volonté du Seigneur ; de plus, pour les délits de faux poids, de fausses mesures, parce qu'alors il s'agissoit d'un intérêt commun à défendre. S'il n'y avoit eu plainte formée, pour tous les autres délits de peu d'importance, même pour vols, il n'y avoit pas d'enquête des Officiers de justice du Seigneur, pas d'information, pas de poursuites, pas de peines appliquées. De tels principes font encore en pleine vigueur en Angleterre ; mais, ailleurs, l'intervention du ministère public a généralement prévalu ; le système trop exclusif des accusations privées s'est peu à peu modifié, & l'intervention de la justice, sa poursuite d'office ont lieu maintenant dans la plupart des cas où un dommage est causé (2).

Le principe de non-intervention de la force publique, pratiqué dans les villes franches du Forez, au moyen-âge, a pris sa source dans le droit pénal romain, qui alloit encore plus loin. Dans les contraventions de police & autres, ce n'étoit pas, en effet, l'autorité qui poursuivoit : c'étoient les particuliers auxquels il étoit permis d'intenter une action. Pour stimuler leur zèle, on leur adjugeoit le montant des amendes.

En dehors des crimes de haute justice, nous ignorons quels étoient sur ce point, en Forez, les principes & usages du droit commun.

INSTRUCTION DES PROCÈS ; INFORMATIONS ; INTERROGATOIRE DE TÉMOINS. — Avant le XIII^e siècle, en Forez comme ailleurs, il est à croire que les accusés ne trouvèrent aucune sérieuse garantie, & qu'ils durent être jugés sommairement. Mais plus tard leur position s'améliora ; les nombreuses réformes des Rois de France sur cette matière finirent par triompher. Les procès criminels, en Forez, y donnèrent lieu à une instruction plus ou moins compliquée, suivant les

(1) Beaumanoir, *Coutumes du Beauvoisis*, ch. LVIII. | (2) *Histoire du droit criminel*, &c., par M. A. du Boys.

circonstances du crime ou du délit. En parcourant les Registres qui font déposés dans les Archives de la Loire, on peut se rendre compte du soin qu'apportoient parfois les Officiers de justice pour découvrir la vérité des faits. Nous pouvons citer entre autres, comme exemple, cette note empruntée à l'Inventaire Gayand :

« L'an 1455, information faite par M^r Jean Chamellet, licencié en loiz, commissaire député en cette partie par Mgr le Duc, à l'encontre de M^{re} Gastonnet Gaste, chevalier, Aubert & Guillaume Fornier, de Malleval, sur plusieurs articles baillés à l'encontre d'eux, de plusieurs violences, rançonnements, application du domaine de Mgr en la baronnie de Malleval, & autres choses du temps que M^{re} Gastonnet étoit capitaine dudit lieu ; & en ces informations furent examinés 91 témoins, & lesquelles furent faites par vertu des lettres de mondit seigneur le Duc. »

RÉPARATION ENVERS LA PARTIE LÉSÉE. — Elle avoit toujours lieu, lorsqu'il y avoit plainte portée devant les Officiers de justice, pour tous les délits & dommages causés. Bien qu'elle ne fût nommément exprimée que dans quelques rares passages de nos Chartes, il est hors de doute qu'elle fut réglée par le droit commun & les usages. Elle l'étoit d'office lorsque les crimes qui avoient causé un dommage quelconque étoient poursuivis d'office.

LIBERTÉ SOUS CAUTION : *Habeas corpus*. — Ce privilège existoit dans toutes nos villes franches du Forez. Nul ne pouvoit y être arrêté, non plus que dans les limites de leur circonscription, s'il fournissoit une caution, un fidéjusseur, à moins qu'il ne fût rendu coupable d'un cas de haute justice, d'un meurtre, d'un viol, d'un adultère, d'un incendie, &c., ou qu'il ne fût suspect de vouloir prendre la fuite (1).

Mais quel étoit, sur ce point, le droit commun de la Province ? Nous pensons, sans toutefois en avoir la preuve, que la liberté sous caution n'étoit qu'un privilège, qu'une dérogation aux coutumes locales, au droit rigoureux.

MEURTRE ; HOMICIDE. — En droit romain, l'homicide ou la tentative d'homicide, *le vol à main armée*, la préparation ou la vente de poisons, &c., étoient punis de mort si le coupable étoit de basse condition, & de la confiscation & de la déportation s'il appartenait à la classe des *honestiores*. Il en étoit de même des incendiaires, de ceux qui suborneroient des témoins à prix d'argent pour soutenir une accusation capitale, des magistrats & des témoins complices de cette accusation (2).

Le meurtre, en Forez comme ailleurs, pendant le moyen-âge, étoit inexpiable ; il ne pouvoit être racheté. Ce principe semble avoir sa source dans la loi Gombette : « Que celui qui tue une personne libre ou un esclave du Roi ne compose pas autrement qu'avec son sang (3). »

Dans nos villes affranchies du Forez, de même que dans le Comté, sous l'empire du droit commun, ce crime ne pouvoit être racheté pour de l'argent. Le meurtrier étoit puni suivant le bon plaisir du seigneur. *Incidit in penam ad voluntatem domini*, est-il dit dans nos Chartes (4).

On entendoit alors par meurtre l'assassinat commis secrètement, avec préméditation & guet-apens. D'après les règlements de St. Louis & de Philippe Auguste, qui avoient établi une législation pénale dans toute la France, plus uniforme & plus équitable, tout homme qui se

(1) Chartes de Villereze, de St. Germain Laval, de Montbrison, de Crozet, de St. Haon le Châtel.

(2) Dig., lib. XLVIII, tit. VIII, fr. 3, § 1 & § 5 ; fr. 1. — Inst., lib. IV, tit. XVIII, § 5. — Dig., lib. XLVIII, tit. VIII, fr. 16, & tit. XIX, fr. 28, § 9.

Qui eadem admiserunt sponte dolo malo, in honore aliquo postea deportari solent, qui secundo gradu sunt capite puniuntur. — *Leg. Cornelia de fideiuss. & beneficiis*

tenetur qui hominem occiderit ; cujusve dolo malo incendium factum erit, &c.

(3) Walter. *Corpus juris germanici*, tit. II, art. 1^{er}.

(4) Chartes de St. Haon le Châtel, de Crozet, de St. Germain Laval, de Villereze, de Cornillon, &c. *Homicidij sunt in manu domini & non debent in villa remanere, nisi ad voluntatem burgenfium.* (Charte de Villefranche.)
Mêmes dispositions dans la Charte de Thify

rendoit coupable de ce crime devoit être traîné & pendu. St. Louis avoit décidé que le noble & le vilain feroient égaux devant la loi, & que le crime faisoit cesser tous les privilèges. La décollation, qui étoit un privilège pour les nobles (1), fut remplacée, sous le règne de ce Prince par la potence. Mais cet état de choses ne dura guère. Sous les successeurs de St. Louis, notamment sous le règne de Louis le Hutin, les nobles du Forez reconquirent leur privilège d'être jugés par leurs pairs, & en cas de meurtre ou d'autres crimes entraînant la peine de mort, ils ne furent plus conduits à la potence, mais décapités par l'épée comme autrefois. Les nobles, d'ailleurs, comme nous l'avons dit dans notre Introduction, pouvoient être admis, pour établir la preuve de leur innocence, au gage de bataille, au duel judiciaire (2).

L'homicide en chaude mêlée, ou sans préméditation, étoit également puni par le gibet, d'après la législation de St. Louis qui fut en pleine vigueur en Forez.

Le meurtre ou l'homicide étoit un des cas de haute justice. Le meurtrier étoit puni d'office, au nom de l'intérêt commun (3) & même sans qu'il y eût plainte de la part des parents du mort.

PARRICIDE. — Ce crime n'est pas nommé une seule fois dans les Chartes de privilèges de nos villes du Forez. Le parricide devoit être, sans aucun doute, puni *ad voluntatem domini*, peut-être comme cela avoit lieu en France au moyen-âge, de la même manière que sous l'Empire romain.

Le mot Parricide, après avoir eu un sens plus restreint, désignoit, au temps de l'Empire, le meurtre d'un ascendant, d'un collatéral, & même celui d'un allié au premier degré. Le parricide étoit battu de verges, puis enfermé dans un sac avec un chien, un coq, une vipère & un finge, et jeté dans la mer ou dans un fleuve (4).

Cette peine traversa le moyen-âge. Les attentats contre l'autorité ou la personne du Roi furent considérés comme autant de parricides & punis de la même manière. Sous Charles VII & sous Louis XI, les chroniques font plus d'une fois mention de gens coufus dans des sacs de cuir & noyés au fond de la rivière pour avoir conspiré contre le Roi. Seulement il n'est plus question ni du chien, ni du coq, ni de la vipère, ni du finge.

Le Forez du moyen-âge, qui étoit pays de droit écrit, devoit être régi sur ce point par une loi adoptée par la monarchie, & qui d'ailleurs avoit subsisté dans cette province, sous l'Empire, pendant plusieurs centaines d'années.

INCENDIE. — Ce crime, jusqu'à la fin de l'Empire romain, fut constamment puni de mort dans toutes les provinces soumises à la domination du Peuple-Roi (5), & le Forez, comme on le sait, étoit de ce nombre.

(1) Ce privilège pour les nobles d'être décapités avoit existé dans les vieilles institutions pénales des Romains. On voit, dans la Loi des douze tables, que le supplice des patriciens, en cas de meurtre, étoit la décollation, précédée de la flagellation. Aux plébéiens étoit réservée la fourche patibulaire.

(2) *Établissements de St. Louis*, liv. 1^{re}, ch. 411.

(3) Les principes de la Loi salique étoient tout différents dans certains cas. Le meurtre des femmes & des enfants pouvoit se racheter par une simple composition (tit. 26). Il en étoit de même d'un empoisonnement (tit. 20 & 22).

(4) *Cod.*, lib. XIX, tit. XVII. *Constit. unic.* — *Instit.*, lib. IV, tit. XVIII, § 6. — *Pana parricidii, more majorum, hac instituta est ut parricida virgis fangineis verberatus, deinde culeo infatur cum cane, gallo*

gallinaceo, vipera & fomis; deinde in mare profundum culeus jactatur. (*Dig.*, lib. XLVIII, tit. IX, fr. 9.) Cette pénalité remontoit à la Loi des douze tables. Après avoir bandé les yeux au coupable et l'avoir coufus dans un sac de cuir de bœuf, on le jetoit dans le Tibre ou dans la mer. Ce fut plus tard la loi *Pompeia* qui ordonna de placer dans le sac un chien, un finge, un coq & une vipère (*Loiseleur*).

(5) *Dig.*, lib. XLVIII, tit. VIII, fr. 3, § 1 & § 5; fr. 1. — *Instit.*, lib. IV, t. XVIII, § 5. — *Dig.*, lib. XLVIII, tit. VIII, fr. 16, & tit. XIX, fr. 28, § 9. Sous la Loi des douze tables, l'incendiaire étoit condamné à la flagellation & à la peine du feu, c'est-à-dire du talon. — D'après la Loi salique, l'incendie pouvoit se racheter par une simple composition (tit. XVII). (*Ferd. Walter. Corpus juris germanici antiqui*, t. 1^{er}, p. 29.)

D'après les Etablissements de St. Louis, qui furent pendant un assez grand nombre d'années le droit commun de la France, & par conséquent celui du Forez, l'*Arson* ou *Incendie* étoit puni de la potence & de la perte des biens (1). C'étoit un des crimes inexpiables qui ne pouvoient être rachetés.

Aussi, dans les Chartes de privilèges du Forez, comme partout ailleurs, l'incendiaire ne pouvoit-il être admis à composition. Il étoit puni à la volonté du Seigneur, qui, ordinairement, l'envoyoit à la potence après la constatation juridique du crime. *Incidit in penam ad voluntatem nostram*, disent invariablement nos Comtes (2).

FAUSSE MONNOIE. — C'étoit un crime assimilé aux cas de haute justice dans les Seigneuries où le Prince avoit le droit de battre monnaie. C'étoit en ce cas un crime contre la souveraineté baronniale ou royale, mais qui n'étoit pas puni partout de la même manière. St. Louis condamnoit les faux monnoyeurs à la perte des yeux; mais la plupart des Coutumes de France attestent qu'ils devoient être « *bouli & puis pendu & forfont tout le lor en manière de deffus.* » Se servir de la fausse monnaie étoit un crime assimilé à celui de la fabriquer (3).

En Forez, depuis les privilèges accordés par Louis le Hutin aux habitants de tout le Comté de Forez, le 17 mai 1315, les Seigneurs hauts justiciers eurent le droit de connoître & de punir le crime de fausse monnaie, qu'elle fût royale ou étrangère, & celui de la mettre en circulation (4). Il ne paroît pas que l'on ait appliqué en Forez, contre ce crime, une autre peine que de fortes amendes. Nous trouvons, dans un Registre des Archives du Forez (5), des condamnations minimes à 50 sols & à 100 sols d'amende, de même que des condamnations à 50 livres, à 30 écus d'or, à 40 écus d'or, pour émission de fausse monnaie.

Au siècle précédent, à Cornillon, la peine étoit moins sévère. Celui qui faisoit circuler de la fausse monnaie étoit condamné à 60 sols d'amende; mais, à St. Bonnet, pendant le même siècle, le faux monnoyeur, ou plutôt celui qui apportoit de la fausse monnaie dans la ville, étoit puni au bon plaisir du Seigneur. Si quelqu'un avoit été trompé, le Seigneur le faisoit rembourser, s'il y avoit possibilité, sur l'avoir du faussaire.

Nos autres Chartes du Forez sont muettes sur le crime de fausse monnaie, dont la connoissance & la punition avoient sans doute été réservées, jusqu'à Louis le Hutin, aux Officiers royaux. On fait en effet que nos Comtes, bien qu'investis des droits régaliens, n'avoient pas celui de faire battre monnaie; il est donc naturel de supposer, ainsi que le prouve d'ailleurs le privilège accordé par Louis le Hutin, que la punition de ce crime n'avoit pas appartenu jusque-là à leur juridiction, au moins pour la falsification de la monnaie royale.

VIOL & RAPT. — Sous Constantin, le ravisseur, que la fille fût consentante ou non, étoit puni de supplices atroces & indéfinis : *atrocissime & indefinite*. S'il y avoit eu consentement, la personne enlevée partageoit la peine de son complice (6).

(1) Besumanoir, ch. XXX, art. 9.

(2) Chartes de Montbrison, de St. Haon le Châtel, de Crozet, de St. Germain Laval, de St. Bonnet, &c. S'il arrivoit que l'incendiaire ne fût pas condamné à mort, il ne pouvoit rester dans la ville ou étoit fa demeure que par la volonté du Seigneur & des Consuls; il étoit mis hors la loi, il ne faisoit plus partie de la franchise. (Charte de St. Bonnet.)

(3) *Coutumes du Beauvoisis*, ch. XXX. — *Coutumes de l'Anjou*, art. 23. — Les faux monnoyeurs, d'après les constitutions de Théodose & de Justinien, étoient brûlés vifs. C'est évidemment à cette source que les anciennes

Coutumes ont emprunté la pénalité du feu pour un tel crime. (Cod. Theod., lib. IX, tit. XXII, confl. 1. — Cod. Justin., lib. XI, tit. X, & lib. IX, tit. XXIX.)

(4) *Correctio vero & punitio nostre falsæ monete & aliene in terris eorum & quilibet abusus eorundem, excepta fabricatione nostre monete regie, ad eos pertinebit.* (Livre des compositions.)

(5) Archives de la Loire, série B, I. Registre.

(6) Le viol d'une femme ou d'un enfant, l'enlèvement de force d'une veuve ou d'une femme mariée, étoient punis, en droit romain, de la déportation pour les *honefiores*, de la mort pour les *humiliores*. C'étoit un

Pendant les premiers siècles du moyen-âge, le Viol & le Rapt furent considérés comme des crimes inexpiables, non sujets à composition, comme un des cas de haute justice. Le coupable étoit condamné à la potence. L'Encis d'une femme enceinte, le crime de femme *efforcée* étoient punis également du gibet. C'étoit la règle ordinaire du droit féodal, consacrée par les Etablissements de St. Louis.

Le Rapt de la femme ou de la jeune fille, si la violence étoit prouvée, & lors même qu'un mariage s'en seroit suivi, étoit puni de mort, ainsi que le viol.

Dans plusieurs de nos villes franches du Forez, cette règle étoit maintenue à peu près dans toute sa févérité. Si le crime étoit prouvé, le coupable étoit puni à la volonté du Seigneur (1).

Au XV^e siècle, il y eut un grand relâchement en Forez dans la punition du Viol. Le plus souvent ce crime n'y donna lieu qu'à de fortes amendes envers le trésor du Comte, & ces amendes varioient, comme les autres, suivant le caprice du Juge, la nature des cas & la condition des personnes. Nous trouvons dans un Registre des sentences du Juge de Forez, pour l'année 1476 (2), diverses condamnations pour Viol. Un nommé Jean Granjon, de St. Marcellin, fut condamné à une amende de 100 livres tournois; un autre coupable, à vingt livres; un troisième, pour viol accompagné de séquestration, à 40 écus d'or. Nous y trouvons aussi, pour le même crime, de simples amendes de 40 sols, de 8 livres, &c., & des indemnités, envers les victimes, de 8 & de 10 livres.

Lorsque le coupable ne pouvoit se libérer par une forte amende & une composition avec la fille violée, il étoit puni d'une peine corporelle & du bannissement. Nous trouvons, dans ce même Registre, qu'un nommé Etienne de Porte, furnommé le Picard, fut condamné pour viol à être battu de verges jusqu'au sang par les rues de la ville de Montbrison; à être exposé pendant deux heures sur le pilori dressé sur la place du marché; à avoir les deux oreilles coupées & à être banni à perpétuité du Comté de Forez, avec menace, s'il y rentrait, d'être envoyé à la potence (30 mai 1478).

Dans le Beaujolois, les Princes s'étoient montrés de bien plus facile composition avec les bourgeois. Dans les villes franches de ce pays, le ravisseur ou le coupable de viol étoit condamné à épouser la victime si elle étoit de même condition que lui, &, dans le cas contraire, de lui faire une dot pour la marier. Il falloit d'ailleurs que le crime fût bien dûment prouvé, que la fille eût crié, qu'elle eût pu être entendue. Si le coupable refusoit de l'épouser ou de la marier en la dotant d'après le conseil des bourgeois, il étoit puni au gré du Seigneur (3).

cas de violence publique, pourvu d'office au nom des lois. (Digest., lib. XLVIII, tit. VI, fr. 7, fr. 10, § 2; fr. 1, fr. 3, fr. 5.—Sent. Paul., lib. V, tit. XXVI.—Inst., lib. IV, tit. XVIII, § 8.—Code Théodosien, lib. IX, tit. XXI.) D'après l'édit de Théodoric, le rapt d'une femme avec attoutement, le viol d'une fille, d'une veuve, étoient punis de mort. — Les Barbares attachoient moins d'importance à ce crime. D'après la Loi salique (tit. XIV), le rapt d'une jeune fille, d'une femme mariée, d'une fiancée, pouvoit se racheter par une composition variable. D'après la Loi des Burgundes, le rapt d'une fille esclave n'étoit puni que d'une amende de 12 sols, & d'une composition de six fois le prix de la fille s'il avoit été commis avec violence, & de trois fois s'il n'y avoit pas eu de violence (tit. XII). Mais si le viol ou le rapt avoit été commis par un serf sur une femme libre, le serf étoit puni de mort (ibidem, tit. XXXV).

(1) *Incidit in penam ad voluntatem nostram; item*

dictum est de defloratione virginum invite. (Charte de Croiset.) S'il y avoit eu consentement, le méfait donnoit à peine lieu à une amende. Dans la Charte de Villerez on lit cet article caractéristique : « Nul ne peut être arrêté pour un délit, s'il fournit caution de se présenter devant nous, à moins que ce soit pour vol, meurtre, viol & adultère. Ces quatre crimes (haut & bas, c'est-à-dire de haute & basse justice) ad nostram remanent voluntatem ».

(2) Archives de la Loire, série B, 1. Registre.

(3) *Si vero puella vel aliqua mulier dicit sibi fuisse violentiam illatam ab aliquo in tali loco ubi potuit clamare & audiri ab aliquibus, si non clamaverit, non debet ei credi; & si est in loco ubi non potuit audiri, non credatur ei nisi probatum fuerit.*

On lit dans la même Charte : *Si quis puellam per vim defloraverit, debet eam ducere in uxorem, si sit par ei, vel ad burgensium consilium maritari (facere donationem filie propter nuptias). Et si inde clamor factus fuerit quia non*

ADULTÈRE. — Dans les villes privilégiées du Forez, les pénalités contre l'adultère variaient suivant les Chartes. Il falloit d'abord que le crime fût prouvé par témoins, que les coupables eussent été surpris ensemble, sans vêtements, dans une chambre fermée à clef. A Monbrifon, à Crofer, à St. Bonnet le Château, ils étoient punis à la volonté du Seigneur, qui pouvoit les mettre à mort (1). A St. Germain Laval, la peine étoit au bon plaisir du Comte, avec cette restriction qu'il ne pouvoit verser leur sang, *sine sanguine puniatur*. A St. Haon le Châtel & à St. Symphorien le Château, l'adultère étoit puni d'une amende de 60 sols payés au Comte (2). A Cornillon, sur les limites du Forez, la peine avoit un caractère différent : le Seigneur avoit le droit de faire courir nus dans la ville l'homme & la femme adultères, à moins que la courre ne fût rachetée par eux pour une somme fixée par lui, *ad voluntatem domini*.

Le même système de pénalité existoit dans la plupart des villes affranchies du Beaujolais (à Belleville, à Villefranche, à Thify), du Lyonnais & d'un grand nombre d'autres lieux (3). On trouve dans les Archives du Rhône (4) une sentence du Juge ordinaire de l'obédience de Rochefort, Baronnie appartenant au Chapitre de Lyon, qui condamne un homme & une femme convaincus d'adultère à courir nus depuis la prison jusqu'aux extrémités de la juridiction. *Ordinamus, dicoit le Juge du Chapitre en son latin macaronique, fere currendos & trotandos nudos* (5) *à dictis carceribus Ruppis sortis in quibus detinebantur prifonarii usque ad finem jurisdictionis, & hoc ratione & ex causa dicti adulterii commissi notorie & publice per eosdem reos* (15 mars 1391) (6).

vult predicta facere & probatum fuerit, de consilio burgenfium a domino & per dominum emendetur.

Si quis puellam per vim defloraverit, debet eam ducere in uxorem, vel ad consilium burgenfium maritare; & si inde clamor factus fuerit, & probatum fuerit legitime, in manu domini est. Si vero puella, vel aliqua mulier dicit sibi fuisse violentiam illatam ab aliquo in tali loco ubi potuit clamare, & audiri ab aliquibus, si non clamaverit, non debet ei credi. (Charte de Belleville.)

A Thify, mêmes dispositions qu'à Belleville. Si le coupable refuse d'épouser, in manu domini est.

(1) Il est à croire que la peine de mort fut rarement appliquée dans l'usage, & que le Comte punissoit ce crime par la promenade infamante & par quelques peines corporelles, auxquelles il joignoit toujours une amende.

(2) Si quis vel aliqua reprehensus seu reprehensa fuerit in adulterio... det & solvat tantummodo sexaginta solidos. (Charte de St. Haon le Châtel.) Il en étoit de même dans la Charte de Charlieu, octroyée par les Bénédictins. On voit dans l'Odyssée, ch. VIII, v. 325, que l'adultère pouvoit être racheté à prix d'argent. C'étoit une coutume qui existoit aussi chez quelques autres peuples.

(3) *Adulteri, si rationabiliter de adulterio convicti fuerint, si bracci traditis inventi fuerint & per testes probatum fuerit, vel si nudus cum nuda inveniatur & pars de vestibus amorum in uno lecto jacentium subripiatur, pro convictis habeantur, & tunc teneantur secundum voluntatem ipsorum vel nudi per villam currere, vel cursum redimere ad voluntatem domini Bellijoci.* (Charte de Villefranche.) Mêmes dispositions dans les Chartes de Belleville, de Thify, &c., &c. Louis de Beaujeu, Seigneur de Montferaud, dans la Charte qu'il accorde à cette ville en 1391, voit maintenu cette même peine, qui, au surplus,

étoit d'un usage très répandu. (Voir Ducange, au mot *trotare*.)

(4) Inventaire du Chapitre de Lyon, vol. Job.

(5) Voir Du Cange, au mot *trotare*. Voir aussi A. du Boys, *Hist. du droit criminel des peuples modernes*, t. II, p. 309.

(6) Les Chanoines de Lyon, en leur qualité de Seigneurs obéanciers, cummèrent la peine portée par la sentence en une amende de 60 sols, pour laquelle les délinquants leur sousscrivirent une obligation le 19 mars 1391 (v. s.). (Mêmes Archives, inv. du Chapitre de Lyon, vol. Job.)

Dans la Charte de confirmation des privilèges & franchises de la ville de St. Symphorien le Château, octroyée en 1409 par les Chanoines de Lyon, on trouve une institution des plus singulières. Chaque année, les habitants de cette ville avoient le droit d'élire un Roi ayant une juridiction qui s'étendoit à la connoissance & à la punition de tous les crimes, y compris l'adultère, excepté pourtant de ceux qui entraînoient une peine corporelle. • Item que le Roy qui fera fait chascun année, pour la feste de Saint Symphorien, aye la juridiction & l'exercice d'icelle dans la dite ville, depuis la veille de la dite feste de matin jusques au jour de la feste de Saint Barthelemy au soir, pour connoître de tous les cas, tant des adultères que des autres crimes, excepté pourtant les cas criminels qui méritent une peyne corporelle ; & le dit Roy peut & doit créer & établir un juge, un fergent & autres officiers nécessaires pour l'exercice de la dite juridiction, & il tienne sa cour & son auditoire le dit jour de la feste de Saint Barthelemy ; & ceux qui se trouveront avoir délinqué pendant ledit temps, il les pourra punir, suivant l'exigence du cas,

La pénalité qui consistait à faire courir nus les adultères semble avoir pris sa source dans les coutumes germaniques. Chez les Germains, la femme adultère était punie par son mari. Les cheveux coupés, nue, en présence de ses proches, le mari la chassait de sa maison & la battait de verges en la promenant dans toute la bourgade (1). D'après la Loi des Burgundes (titre 68), l'adultère, constaté en flagrant délit, entraînait la mort pour l'homme comme pour la femme (2).

On trouve à Lyon, vers le commencement du XVII^e siècle, une pénalité contre l'adultère entièrement empruntée au droit romain sous Justinien. Elle put être appliquée aussi pendant le moyen-âge en Forez, qui était pays de droit écrit. Le 14 septembre 1615, « le juge du Comté & terre de l'Eglise de Lyon, » au nom des Seigneurs de cette Eglise, hauts justiciers de St. Cyr & de St. Didier au Mont d'Or, rendit une sentence contre une femme accusée d'adultère par son mari. Elle fut condamnée à être mise au couvent pendant deux ans, au bout desquels son mari fut déclaré libre de la reprendre si bon lui sembloit. « Faute de ce, ajoutait la sentence, elle sera fouettée par l'exécuteur de la haute justice & remise au couvent pour y finir ses jours (3). »

En droit romain, l'adultère entraînait pour la femme la perte de la moitié de la dot & du tiers des autres biens, & pour l'homme de la moitié de ses biens; pour les deux coupables, la relégation dans une île. Une loi de Constantin substituait la mort à la relégation. Justinien maintint la peine de mort contre l'homme & condamna la femme à être fustigée, puis enfermée dans un couvent, où son mari conservait pendant deux ans le droit de la reprendre, ou bien pouvait l'y laisser toute sa vie (4).

Au XV^e siècle, en droit commun, l'adultère en Forez ne donnait plus lieu qu'à des amendes plus ou moins fortes. Dans un Registre des sentences du Juge de Forez, nous en trouvons une de la somme minime de 40 sols (1). L'inceste même y pouvait être racheté par une composition (5). Le relâchement était devenu extrême dans la punition des crimes: presque toutes les peines étaient converties en amendes.

Dans nos Chartes du XIII^e siècle, on trouve quelques autres dispositions relatives à l'adultère.

comme il le trouva expédient. Et pour ce faire, les dits Seigneurs (Chanoines de l'Eglise de Lyon) & leurs officiers devrunt pour ce donner aide & conseil toutes & quantes fois qu'ils en seront requis ou qu'on les en requerra. »

La peine contre les adultères était fort douce dans cette ville. « Item, est-il écrit dans la Charte, s'il arrive que quelqu'un des habitants aye esté pris en adultère dans la dite ville ou dans le mandement, icelluy ne pourra ny devra estre condamné plus haut que la somme de foixante sols tournois envers le Seigneur justiciable ou celui qui aura advoqué & sa juridiction par le juge d'icelle, sur quoy on délibérera sans aucune contradiction. »

(1) *Puicissima in tam numerosa gente adulteria; quorum parva presens & maritis permissa. Accipis crinibus, nudatum, coram propinquis expellit domo maritus, ac per omnem vicum verberare agit; publicata enim pudicitia nulla venia; non forma, non astate, non opibus maritum inveniunt. (Taciti opera. De Germania, XIX.)*

(2) La femme qui abandonnait son mari devait être étouffée dans la boue (Loi des Burgundes, tit. 34); celle qui prenait un autre mari était condamnée à mort (même Loi, tit. 52).

(3) Archives du département du Rhône. — Inven-

taire du Chapitre de Lyon, registre Joël, p. 139.

(4) *Sed hodie adultera verberata in monasterium mittitur: quam intra biennium viro recipere licet. Biennio transacto, vel viro priusquam reduceret rem mortuo: adultera tonsa monastica habitu suscepto, ibi, dum vivit, permanet: duobus partibus propria substantia liberis si habet, applicandis, tertia monasterio, &c. (Auth. ex nov. 124, cap. 10.)*

(5) Archives de la Loire, série B, I. Registre.

« Dicta die vir discretus Petrus Pomeyrol mercator ville Montifribonis, pro & nomine Guillelmi Delaru... Cerverie, racione & ad causam hujus quod sibi Guillelmo prefupponatur Johannam Bernardam forem germanam ipsius Guillelmi uxorem deflorasse, carnaliter cognovisse & ingravidasse infantum & adulterium committendo, gratis & sponte composuit ad summam decem librarum turon monete currentis, ad quam compositionem fuit per nos ex deliberatione consilii prius prehabita admissus. Quam summam decem librarum solvere promissit, se obligando prout & quemadmodum de denariis fiscalibus fuit & est fieri solitum. Testes Andreas Clarbonnes & Guillelmus de Rua & alii, &c. » (Registre des Archives de la Loire, audience du 12 décembre 1476: sentence du Juge de Forez.)

A Cornillon, si une fille avoit eu des rapports avec un homme marié, elle devoit être conduite à la femme offensée ou fourmise à l'arbitrage de gens mariés, qui fixoient la réparation en argent ; mais, s'il y avoit eu plainte publique, elle étoit à la disposition du Seigneur pour la punition du crime.

Si un homme avoit des relations avec une femme étrangère mariée, & qu'il ignorât qu'elle le fût, il n'y avoit pas lieu à poursuites (1).

A Villereze, l'homme & la femme accusés d'adultère ne pouvoient être mis en liberté sous caution.

TRAHISON; PARJURE; CONJURATION. — Sous Charlemagne, le parjure étoit condamné à perdre la main si son crime étoit prouvé. Le faux serment étoit considéré comme un véritable délit social.

La trahison, dans les Etablissements de St. Louis qui ont régi le Forez, étoit punie du gibet, & l'on y voit, ainsi que dans les coutumes du Beauvoisis (2), que c'étoit pour toute la France un des cas de haute justice, un crime inexpiable.

« La trahison, dans les idées féodales, étoit de tous les crimes le plus odieux (3). La trahison, dit énergiquement Beaumanoir, c'est quand on ne montre pas semblant de haine & qu'on hait mortellement (4). La trahison pouvoit conduire au meurtre, mais elle n'étoit pas le meurtre lui-même. C'étoit plutôt une série de machinations qui avoient pour but de perdre celui dont on étoit l'ennemi. De là le fameux axiome de droit : « Nus mures n'est sans traïson, mais traïson est bien fans mure en moult de cas... Traïson est por porter faus tesmognage por celi metre à mort, o por li fere banir, o por li fere hair de son Segneur lige, &c. (5). »

Ce crime n'est pas mentionné dans nos Chartes de franchises des villes du Forez, une seule exceptée; ce qui prouve que, pour un attentat de ce genre, les bourgeois étoient fournis au droit commun du Comté. La Charte de St. Germain Laval est seule très-explicite sur ce point. « Celui, y est-il écrit, qui commet une trahison de château, ou de ville, ou d'un homme, sera puni à la volonté du Seigneur; mais si la confiscation a lieu, la dot & les droits d'autrui seront sauvegardés. »

Et dans un autre article relatif aux conjurations : « Aucun homme ne doit se lier, sous prétexte de conjuration, de société, ou de toute autre manière, avec les habitants d'un autre château, d'une autre ville, bourg, cité, ou avec un autre homme, à moins qu'il ne s'agisse de mariages, de commerce ou de toute autre affaire qui ne blesseroit pas les droits du Seigneur, & en respectant les usages & coutumes de la dite ville. Quiconque se fera rendu coupable (de conjuration), lorsqu'il fera légitimement convaincu, devra être expulsé de la ville, & pendant quinze jours, il pourra emporter sa fortune mobilière en toute sécurité; toutefois, il ne perdra pas pour cela ses immeubles, pour lesquels il n'est responsable que suivant l'usage de la ville; mais il ne pourra y rentrer ou l'habiter qu'avec la permission du Seigneur. » On voit combien la peine étoit douce & mitigée à côté de celles édictées par St. Louis. Il y a plus. Dans la Charte de confirmation de Villefranche (1369), le Seigneur va jusqu'à reconnaître que si les bourgeois de la ville ufoient

(1) *Si aliqua mulier conjugato extraneo veniat ad villam sancti Germani & publice se exponat ut meretrix, & proster ut meretrix, si quis ad eam accesserit ignorans, non capiatur ut adulter.* On trouve les mêmes dispositions dans les Chartes de St. Haon le Châtel, de St. Bonnet, &c.

(2) Chap. XXX, n° 2, des *Coutumes du Beauvoisis*, commentées par Beaumanoir.

(3) *Du droit criminel*, &c., par Albert du Boys, t. II, p. 228.

(4) Traïsons, si est quand on ne moustre pas semblant

de haine & on het mortellement. (*Coutumes du Beauvoisis*, ch. XXX, art. 2.)

Sous l'Empire romain, la trahison, de même que les féditions publiques, la défection, l'organisation d'assemblées nocturnes, étoit un crime de lèse-majesté &c., comme tel, puni de mort. (Paul., Sent., lib. V, t. 29, § 1. — Dig., lib. XLVIII, tit. XIX, fr. 28, § 1. — Inst., lib. IV, tit. XVIII, § 1.)

(5) Beaumanoir, *Coutumes du Beauvoisis*, art. 5 du chapitre XXX.

contre lui ou ses agents du droit de légitime défense, en cas de violation de leurs privilèges, ils ne feroient nullement responsables de cette félonie. C'est le droit de résistance formellement reconnu dans une certaine mesure: « Si le Seigneur ou ses gens, est-il dit dans cette Charte, s'emparaient, en violation des privilèges, de la personne ou des biens d'un bourgeois, les bourgeois ou leurs gens pourroient le reprendre ou le retenir, & ils ne feroient pas tenus, pour cette *recouffe* ou *retenue*, de payer une amende quelconque. Si, en faisant cette recouffe ou retenue, ils ont commis quelque injure envers le Seigneur, soit en parole, soit en action, ils ne pourrout être arrêtés pour cette *félonie* & ne devront payer aucune amende, à moins qu'il n'y ait eu alors homicide, ou mutilation des membres, ou injures contre la personne du Seigneur. »

MANQUER A L'OST ET CHEVAUCHÉE. — C'étoit un délit féodal entraînant une amende de 60 livres pour le Gentilhomme & de 60 sols pour l'homme de la franchise (1).

SORCELLERIE. HERESIE. — De nombreuses ordonnances contre les forciers furent édictées par les Empereurs chrétiens. Constantin fit impitoyablement livrer aux flammes les aruspices & déporter ceux qui les consultoient. Constance & Julien ordonnèrent que tous ceux qui seroient convaincus de croire à l'astrologie seroient condamnés à la déportation. « Ce supplice du feu, dont la loi Cornelia frappait les magiciens & les astrologues, resta, pendant tout le moyen-âge & presque jusqu'à la Révolution française, le supplice des forciers & des astrologues (2). »

Si l'on ne voit pas figurer dans les Chartes de privilèges du Forez, non plus que dans d'autres actes de ce genre, ce que l'on appeloit alors les crimes de forcellerie & d'hérésie, la raison en est bien simple. Ni le Comte ni les Seigneurs n'avoient cette juridiction, réservée aux Frères Prêcheurs, aux disciples de saint Dominique, depuis 1233, par le pape Grégoire IX.

Les procès pour forcellerie furent rares dans le Forez, ou du moins on n'en découvre que fort peu de vestiges. On peut citer le jugement qui fut rendu le 21 avril 1488, par frère Nicolas Jacquier, de l'ordre des Frères Prêcheurs, commis de l'autorité apostolique à Rochetaillée. Assisté du sieur Etienne Gay, Doyen de l'église de Notre Dame de Montbrison, il condamna Jean Compte, de la paroisse de St. Etienne de Furan, « comme convaincu de maléfice & idolâtrie du diable, apostat de la foi catholique & hérétique, profané, retranché de la sainte Eglise de Dieu & de la compagnie des fidèles, à être livré au bras séculier. Et à l'instinct, dit Sonyer du Sac (3), à qui nous empruntons ce récit, il est remis à Jean Cogniol, Lieutenant de la justice à Rochetaillée, qui le condamna à être brûlé vif & confisqua ses biens au profit dudit Seigneur de Rochetaillée. Le dit Compte fut incontinent saisi par Jean du Cros, bourreau, qui le conduisit au village de la Chomette, où il fut exécuté (4). »

DÉCAPITATION PAR L'ÉPÉE. — Aux seuls nobles qui n'avoient pas commis de dérogance étoit réservé le privilège d'être décapités avec une épée. C'est ce que prouvent toutes les chroniques, qui ajoutent parfois que le corps des nobles, après l'exécution, étoit suspendu à une potence. Il arrivoit aussi, suivant la nature du crime, que leur décapitation avoit lieu par la hache, ce qui étoit une peine infamante, ou même qu'ils étoient conduit à la potence, lorsqu'ils

(1) Capitulaires de Charlemagne & Etablissements de St. Louis.

(2) *Les Crimes & les Peines dans l'antiquité & dans les temps modernes*, étude historique par M. Jules Loiseleur, bibliothécaire de la ville d'Orléans.

(3) *Fiefs du Forez*, verbo *Roche la Mollière*.

(4) Dans l'Inventaire Gayand, qui appartient aux

Archives de l'Empire, il est fait mention de deux sentences prononcées par l'Inquisiteur de la foi, « a l'encontre de plusieurs héréses (hérétiques) du pays de Forez. » Ces sentences ayant été rendues en 1235, il est probable que les condamnés appartenaient à la secte des Albigeois, qui avoit des ramifications dans plusieurs contrées voisines du Midi.

étoient dégradés de leur noblesse. Tel fut pour les nobles du Forez le mode des exécutions, jusqu'à la mise en vigueur des Etablissements de St. Louis, qui les condamna à la potence comme les vilains. Ils ne purent recouvrer le privilège d'être jugés par leurs pairs & de subir le dernier supplice par l'épée que sous Louis le Hutin. Depuis lors, il n'y eut pas de changements pour eux dans ce mode de supplice jusqu'à la fin du moyen-âge. Il avoit été en usage sous l'Empire romain pour les gens de haute condition, les *honestiores*, & c'est de là qu'il tire peut-être son origine.

POTENCE. FOURCHES PATIBULAIRES. GIBET A DEUX PILIERS, A TROIS PILIERS. PILORI, &c. — Les roturiers, les vilains étoient pendus; c'étoit le supplice réservé, dans certains cas, sous l'Empire romain, aux *humiliores* & aux esclaves (1).

« Le gibet du simple Seigneur haut justicier étoit à deux piliers, celui du Châtelain à trois, du Baron à quatre, du Comte à six & du Duc à huit. Le haut justicier seul avoit le droit d'avoir un pilori. Les piloris & les gibets étoient les deux signes visibles de la possession des justices; le gibet, qui ne servoit que pour les supplices capitaux & qui, conformément à une tradition dont Juste Lipse a signalé la haute antiquité, étoit toujours planté dans les champs; & le pilori, destiné aux punitions corporelles non capitales, lesquelles, de tout temps, ont pu être faites dans les villes (2). » Les fourches patibulaires du Comte de Forez étoient plantées dans les chefs-lieux de ses Châtellenies, & tout Seigneur ayant la haute justice avoit les siennes près de son château (3).

On voit, d'après des titres, que le Seigneur de Cornillon, l'un des quatre principaux Barons du Forez, avoit droit d'avoir des fourches patibulaires à trois piliers; il devoit en être même pour les autres Barons principaux, les Sires de Coufan, d'Ecotay, de St. Priest, &c.

Les femmes condamnées à mort étoient ordinairement décapitées avec la hache lorsqu'elles étoient de basse condition, avec l'épée lorsqu'elles étoient nobles. Jean Chartier donne comme un fait inouï jusqu'à l'année 1449 le supplice d'une femme par la potence (4). « Grande quantité de peuple s'y étoit rendu de toutes parts (sur le lieu du supplice), pour la grande nouveauté que c'étoit de voir pendre dans la France une femme; car onques cela ne fut vu dedans ce royaume; la dite femme fut pendue toute deschevelée, revêtue d'une longue robe, ceinte d'une corde sur les deux jambes jointes par ensemble au-dessous des genoux. »

Dans le Forez, on continuoit, au XV^e siècle, à décapiter les femmes avec une hache. C'est ce que prouve le document suivant publié déjà par M. Chaverondier (5).

(1) Les peines capitales, sous l'Empire romain, étoient, pour tous les pays soumis à sa domination, & par conséquent pour le Forez, la peine de mort, la condamnation aux mines, la déportation dans une île, les travaux publics à perpétuité. (Dig., lib. XLVIII, tit. XIX, fr. 21, fr. 28.) La peine de mort étoit infligée sous différentes formes : la décapitation par le glaive, qui avoit été substituée à l'ancienne décapitation par la hache; le bûcher; le gibet, *furca*. (Le supplice de la croix, la condamnation aux jeux de gladiateurs avoient été interdits par Constantin.) Le mot *furca* ne prend la signification de gibet que sous les Empereurs; avant, il désignoit un morceau de bois fourchu dans lequel étoit placé le cou du condamné, qui étoit ensuite fouetté jusqu'à la mort. *Capitalium panarum fere isti gradus sunt : summum supplicium esse videtur ad furcam damnatio : item vini crematio quod quamquam summi supplicii*

appellatione merito continetur, tamen eo quod postea id genus pena adinventum est posterius primo visum est ; item capitis amputatio ; deinde proxima morti pena metalli coercitio ; post deinde in insulam deportatio. (Dig., lib. XLVIII, tit. XIX, fr. 28.)

(2) Clérue, *Dict. hist. des institutions, mœurs & coutumes de la France*. — Loiseau, *Bocquet, Des Droits de justice*, chap. IX, n° 10. — Loiseau, *Les Crimes & les Peines*, &c.

(3) Voir ci-après la liste alphabétique des Seigneuries, Ablayes & Prieurés du Forez ayant la haute, moyenne & basse justice.

(4) *Hist. de Charles VII*. Montrelet cite ce même fait comme une chose extraordinaire.

(5) *Inventaire des titres du Comté de Forez*, publié par M. Auguste Chaverondier, Docteur en droit, Archiviste de la Loire, p. 578, n° 1292.

*Mémoire de frais pour exécution d'une femme condamnée à avoir la tête coupée,
à Montbrison, l'an 1482.*

« Les juge & gens du Confeil Monseigneur le Duc en Fourefz certiffions que honnefle homme Michel Symonin, Prévost de Montbrison, a paié & forný des deniers de fa dite recepte de celle prefente année, pour l'exécution faite de Jane Vernet, du lieu de la Foulhoufe, laquelle, pour fes démerites, fut condempnée, par fentence définitive, à estre traînée au long de la dite ville, coppée la tefte, & puis pendue au gibet, ce qui fut fait par l'ault exécuteur de la dite juftice ; les pièces qui s'enfuyvent montant les fommes particulières cy après efcrites & déclarées. — Et, premièrement, une cléé fur laquelle fut traînée au long de ladite ville jufques au marché où fut coppée ladite tefte, V fols tournois. — Item, pour le efchaffault fur lequel fut la dite tefte coppée, X f. t. — Item, pour la *doulleura* de laquelle fut la dite tefte coppée, XV f. t. — Item, pour les cordes bailhées & fournies par Philippe Budault, X f. t. — Item, pour la *charreta*, fur laquelle fut le corps porté au gibet pendre, VII f. VI d. t. — Item, pour les gands dudit exécuteur, XV d. t. — Item, pour le cloux où fut mife la dite tefte audit gibet, XV d. t. — Item, aux fergents qui accompagnèrent ladite juftice par *tauxa* (taxe) à eux faîte, pour ce qu'ilz mifrent quasi tout le jour, V f. — Item, pour ung pot de vin, ung pain & le voyrre prins par le dit exécuteur qu'il voultit pour boire, XII d. t. — Lesquelles parties particulières deffus spécifiées & déclarées montent la somme univerfelle de foixante ung folz tournois, à luy taxés pour la caufe que deffus, en la Chambre du Confeil de Montbrison, préfens à ce vénérables perfonnes maiftres Philippes Symonin, advocat, François Venier & plusieurs autres, le 18^e jour d'octobre, l'an 1482. »

LA CLAIÉ. — L'ufage de traîner le condamné fur une claié avant le dernier fupplice exiftoit, comme on le voit, en Forez comme en beaucoup d'autres lieux.

Les condamnés à mort contumaces y étoient également exécutés en effigie. On fufpendoit à une potence ou l'on brûloit, fuivant les cas, un mannequin qui étoit cenfé les repréfenter (1).

BANNISSEMENT. — Dans quelques Chartes de villes franches du Forez, cette peine étoit prononcée contre ceux qui fe rendoient coupables de confpirations, d'affociations illicites. Cette peine étoit un veltige du droit romain du temps de l'Empire (2). Le bourgeois banni ne pouvoit rentrer dans la ville que fous le bon vouloir du Seigneur. Dans le Forez, nous ignorons quelles pouvoient être les peines du droit commun en cas de confpiration ; mais, à coup sûr, ce crime devoit être puni avec la plus grande févérité & devoit entraîner la peine de mort, comme tout crime de haute trahifon, ou le banniffement avec confiscation.

(1) A une époque pofférieure à celle qui nous occupe, au *XV^e* fiècle, lorsque le Marquis de St. Priest & le Seigneur d'Orval fon frère furent condamnés par contumace à la peine de mort, il eft probable qu'ils furent exécutés en effigie, en vertu d'une nouvelle ordonnance qui remettoit en vigueur cette fiction pénale infamante. (Archives du département de la Loire, Regiftre B, 2751^r. Arrêt de mort prononcé contre les Seigneurs de St. Priest. Liaite. Sénéchauffée de St. Etienne. Ordonnance du Lieutenant criminel de la Sénéchauffée de St. Etienne portant défente à tous les habitants de St. Etienne de recevoir & donner l'hofpitalité au Marquis de St. Priest & au Seigneur d'Orval fon frère, condamnés par contumace à la peine de mort. 1669. 28 pièces en papier.)

(2) Sous l'Empire, la relégation étoit ou l'internement dans un lieu déterminé, ou l'interdiction d'une ou plusieurs réfidences. Elle différoit de la déportation en ce qu'elle n'entraînoit pas la mort civile. Elle pouvoit être perpétuelle, mais elle étoit ordinairement temporaire. (Dig., lib. XLVIII, tit. XXII, fr. 7, § 2 ; fr. 14 ; fr. 4 ; fr. 17 ; fr. 18.) La déclaration d'infamie, qui entraînoit l'incapacité des droits politiques & civiques, & la déclaration d'inféftabilité (*improbus & infestabilis*), qui entraînoit l'incapacité de prefque tous les aêtes juridiques, étoient les conféquences de la relégation ou banniffement. (Dig., fr. 1, de his qui not. (3, 2) ; fr. 40, de off. off. (1, 22). — Infl. novell., 22, & nov., 127, c. 6.)

A la fin du Registre des nominations des Officiers du Comte de Forez, nous voyons que Louis de Maffo, Damoiseau, fut banni de tout le Comté de Forez vers 1340 (1); mais il n'est pas dit pour quelle cause.

CONFISCATION. — En droit romain, sous l'Empire, toutes les condamnations à une peine capitale entraînaient avec elles la confiscation des biens. Mais, par grâce, on laissoit souvent une partie de l'héritage du condamné aux enfants. Justinien décida qu'excepté dans les condamnations pour crime de lèse-majesté, les ascendants & les descendants, jusqu'au troisième degré, pourroient recueillir les biens des condamnés (2).

« Confiscation n'a lieu en Forez, suivant le droit romain, dit Henrys (3). » Il se fondeoit, pour s'exprimer ainsi, sur les dispositions d'une Charte donnée, le 2 juin 1171, par le Comte Guy II, qui avoit consacré & généralisé les règles du droit romain sous Justinien. Henrys ignoreoit ce qui s'étoit passé depuis Guy II jusqu'à la fin du moyen-âge. La confiscation s'étendoit en Forez à d'autres cas que le crime de lèse-majesté; elle étoit de droit strict, de droit commun contre les meurtriers, les incendiaires, les voleurs de grands chemins, qui étoient punis à la discrétion du Seigneur. Ce qui le prouve, c'est qu'il n'y a pas, pour de tels crimes, le moindre adoucissement dans nos Chartes de villes franches. Les meurtriers, les incendiaires, les voleurs de grands chemins étoient mis hors la loi; leurs biens étoient confisqués; mais le Seigneur prenoit l'engagement formel de rendre la dot de la femme mariée, les dépôts, & de dédommager les créanciers. A la différence du droit romain, sous Justinien, les enfants étoient dépouillés de tout l'héritage (4).

DROIT DE GRACE. — « Au XI^e & au XII^e siècle, dit M. Albert du Boys, on trouve le droit de grâce aux mains de tous les hauts Seigneurs qui jouissent des droits régaliens (5). » Nos Comtes, qui possédoient les droits royaux depuis Guy II, devoient être en possession de ce droit de souveraineté.

PRESCRIPTION. — Nous n'avons trouvé qu'une seule mention de prescription en matière pénale; mais il est fort probable que cette disposition devoit être en vigueur surtout dans les villes franches, pour y attirer des étrangers.

« Si quelqu'un, est-il dit dans la Charte de Villerez, a demeuré un an & un jour dans la ville..., & si, pendant ce temps-là, il n'est pas poursuivi par celui à qui il aura causé un dommage, il ne fera plus désormais responsable, à moins que celui qui le poursuivait ne fût éloigné de telle sorte qu'il lui fût impossible de le poursuivre, ou que le dommage ne fût pas parvenu à sa connaissance. »

La mort d'un bourgeois, à Villefranche, mettoit fin à toute action criminelle; il n'étoit pas permis de saisir les meubles & les immeubles de sa succession pour réparer les dommages causés. Mais s'il s'agissoit d'un crime qui eût dû le faire tomber sous la main du Seigneur, *ad manus Domini*, si les poursuites avoient été commencées de son vivant & s'il avoit été convaincu de culpabilité, alors la justice suivoit son cours & les biens du défunt répondoient du dommage.

(1) *Ludovicus de Maffo, domcellus, fuit a toto comitatu Forensi bannitus & ejus bona annotata.*

(2) Dig., lib. XLVIII, tit. XX, fr. 7. — Cod. Theodos., conf. unic. *Ne sine jussu*, 9, 40. — Justin. Novell., 17, c. 12; Nov., 134, c. 13.

(3) T. IV, pp. 125, 127. — Voir ce que dit Henrys de la Charte de Guy II & les intéressants détails qu'il donne à ce sujet (*loc. cit.*).

(4) Chartes de Monbrion & de St. Haon le Chastel.

(5) Bruffel, *De l'usage des fiefs*, ch. XI, p. 217.

III

CRIMES, DÉLITS ET PEINES. — CAS DE MOYENNE ET BASSE JUSTICE.

Brigandage; vols de grands chemins. — Vols. — Composition. — Amendes. — Mutilations; amputation de la main ou du pied; extraction des dents. — Action de tirer l'épée du fourreau dans une mêlée. — Blasphémateurs. — Délits commis par les mineurs, les domestiques; par les animaux. — Faux poids, fausses mesures. — Coups & blessures. — Injures. — Délits forestiers. — Détérioration de la voie publique. — Délits de chasse. — Jeux prohibés. — Parjure. — Violation de domicile; effraction. — Infraction de séquestre; infractions de juridiction; infraction de sauvegarde. — Désobéissance, rébellion envers les Officiers publics. — Correction trop forte infligée par un père à son enfant. — Assuramentum. — Prisons du Forez au moyen-âge.

BRIGANDAGE; VOL A MAIN ARMÉE; VOL DE GRANDS CHEMINS. — D'après l'ancienne jurisprudence, en pleine vigueur déjà sous les Mérovingiens, le brigand, le voleur à main armée, étoit mis en quelque sorte hors la loi. Tout moyen étoit bon pour se délivrer de lui. En ces siècles où aucune route n'étoit sûre, il falloit qu'une justice sommaire & terrible protégât les voyageurs. Tout passant pouvoit arrêter le larron, & tout Gentilhomme, ne fût-il en possession que de la basse justice, avoit le droit de le juger, s'il étoit pris sur ses terres, puis, suivant le cas, de le mutiler ou de le faire traîner sur une claie & de l'envoyer à la potence (1). « Le larcin, dit M. Albert du Boys (2), n'étoit pas un cas de haute justice, parce que, à l'égard du vol & du brigandage, on étoit, au XII^e siècle, sur un qui-vive continuel & en quelque sorte, en état de défense légitime. Il falloit que le premier venu pût arrêter le larron ou voleur, & que le Seigneur, haut ou bas justicier, des terres où il étoit pris pût sur-le-champ le juger & le faire pendre ou mutiler. Sans cette justice expéditive ou sommaire, la propriété n'aurait pas été suffisamment protégée ou défendue. De tous les *larrecins*, celui qui étoit réputé le pire, c'étoit le *brigandage* proprement dit, celui qui se commettoit avec violence sur les chemins ou dans les bois, celui que les Etablissements (de St. Louis) désignent sous le nom d'*Eschapelerie*. Le brigand reconnu coupable de ce crime étoit traîné sur la claie & pendu. Ses biens, s'il en avait, étoient confisqués par le Baron, sa maison brûlée, enfin, ses vignes & ses bois arrachés & détruits. On le traitait ainsi en ennemi public & l'on sembloit vouloir anéantir ses traces sur la terre. »

Dans nos villes franches du Forez, il n'y avoit pas dérogation sur ce point au droit commun. Tout voleur public, tout voleur de profession, connu & avéré pour tel, étoit puni à la volonté du Seigneur, qui pouvoit le faire pendre (3). Il est bien entendu que cette peine n'étoit pas appliquée

(1) Les Crimes & les Peines dans l'antiquité & les temps modernes, etc., par M. Jules Loiseleur, bibliothécaire de la ville d'Orléans.

(2) Histoire du droit criminel des peuples modernes, considéré dans ses rapports avec les progrès de la civilisation, depuis la chute de l'Empire jusqu'au XIX^e siècle, par Albert du Boys, ancien magistrat.

(3) *Omnis fur puniatur secundum voluntatem nostram*, est-il dit dans les Chartes de Montbrison, de Crozet, de St. Haon le Châtel. A Villereze, les voleurs de profession étoient exclus du bénéfice de la liberté — sous caution & étoient également punis à la volonté du Seigneur. *Li laironici... sunt al Seigneur*, est-il écrit dans la Charte de St. Bonnet le Château.

pour de petits vols, qui ne donnoient lieu qu'à une amende. D'après nos Chartes, toute espèce de petit vol pouvoit être racheté par une somme variable, suivant les cas, & payée au Seigneur; si même le vol excédoit la somme de 12 deniers viennois, jusqu'à 10 sols viennois, le voleur pouvoit se libérer en payant 60 sols viennois, à moins qu'il ne s'agit d'un larron publiquement connu, d'un voleur coutumier du fait, d'un malfaiteur nocturne ou notoirement avéré; alors le Seigneur les punissoit suivant son bon plaisir (1).

Enfin, si un voleur entroit nuitamment dans une maison, ceux qui l'habitoient avoient le droit de le tuer, sans être responsables vis-à-vis du Comte ou de ses Officiers de justice. Ce droit de légitime défense est consacré dans nos Chartes (2).

Vols. — Chez les Romains, au temps de l'Empire, le vol, *furtum*, étoit puni, suivant les cas, par une amende du double ou du quadruple de la somme volée. La peine du quadruple étoit prononcée dans le cas de vol *manifeste*, c'est-à-dire lorsque le voleur étoit pris sur le fait ou encore nanti de l'objet volé, & dans le cas de vol avec violence. Les vols non *manifestes* étoient punis d'une amende égale à deux fois la somme volée (3).

D'après la Loi des Burgundes, le bris de barrières, avec ou sans vol, entraînoit pour l'homme libre une amende & la réparation pécuniaire du dommage; pour le serf, la peine du fouet (4).

Cette même Loi condamnoit le voleur à une amende; en outre, il devoit, suivant les cas, payer au volé, tantôt le prix, tantôt le triple du prix de l'objet volé (5).

La peine de mort étoit appliquée contre les voleurs avec effraction (6). Le vol simple entraînoit, pour l'homme libre, la restitution du triple; pour le serf, la peine du fouet (7). — Le vol de bétail, bœufs & chevaux étoit puni non-seulement par la mort du voleur, mais par la perte de la liberté pour la femme si elle ne dénonçoit pas son mari. — D'après la Loi salique, le vol d'animaux, de fruits, d'arbres, &c. étoit puni bien moins sévèrement que par la Loi des Burgundes. Il ne donnoit lieu, pour un homme libre, qu'à une composition variable suivant l'importance du vol; le serf étoit puni du fouet (8). Le vol commis sur un homme libre, sur un mort, avec effraction, entraînoit simplement une composition qui varioit suivant les cas (9).

Telle fut la législation pénale du Forez, en matière de vol, sous la domination romaine & sous celle des Burgundes & des Francs.

Pendant l'époque intermédiaire, jusqu'à la publication de nos Chartes de villes franches du XIII^e siècle, les vols ordinaires donnoient lieu, en droit commun, à des amendes laissées à l'arbitrage du Juge, à la restitution de l'objet volé, ou, s'il avoit disparu, à une indemnité (10) ou

(1) *De furto vero quod erit amplius summe duodecim denarium viennensium, usque ad decem solidos viennensium componet sexaginta solidos viennensium, nisi esset latro publicus, vel fur consuetudinarius, vel nocturnus, vel signatus, et tunc voluntati Domini relinquatur, &c.* (Charte de St. Germain Laval.)

(2) *Si quis interfecerit furem intrantem de nocte domum suam, non teneatur inde nobis vel curie nostre.* (Charte de St. Haon le Châtel.) Les Chartes de Montbrison, de St. Bonnet, de Crozet, renferment la même disposition. En droit romain, les voleurs de grands chemins & les bandits étoient punis très cruellement & sur le champ, dans l'intérêt de la paix publique. (Digest., de pan., lib. XLVIII, tit. XIX, fr. 28, § 15. — Nov., 134, c. 13.)

(3) Gaius. Comment. III, §§ 189 & 190; 183-185-193. — Id. Comment. IV, § III, 173; 37. 45. — Justin., Novel., 134, c. 13.

(4) Loi des Burgundes, tit. XXVII, 1, XI.

(5) *Ibidem*, tit. IV, § 1, 8.

(6) *Ibidem*, tit. XXI.

(7) *Ibidem*, tit. LXX.

(8) Loi salique, tit. 2, 15.

(9) *Ibidem*, tit. 15, 16, 17.

(10) Archives du département de la Loire, B. 6. Registre. Châtellenie de St. Maurice. Causes portées à la dite Châtellenie: arrêt de noble Gautier de Subtarrim, Châtelain de St. Maurice, condamnant Etienne Morellet à 15 livres tournois d'amende pour vol d'une charrette commise au détriment de Pierre de Barges, habitant de St. Maurice. — La Cour de Montbrison, en appel, réduisit cette somme à 60 sols, conformément à la décision du Juge de Forez. — Texte latin, 1582, 1587. — B. 23. Registre du mandement du Verdier, dépendant de la Châtellenie de St. Maurice. Condamnations pour vols & rapines dans des vignes ou jardins. Condamna-

composition envers la partie lésée. Ainsi le simple vol d'un porc étoit puni d'une amende qui pouvoit s'élever jusqu'à 60 sols (1); celui d'un sac de blé, à 50 sols (2).

Les Comtes de Forez, dans les Chartres d'affranchissement qu'ils octroyèrent à plusieurs villes de leurs Seigneuries, apportèrent de notables adoucissements à la loi commune, ou plutôt à l'arbitraire en usage. Ainsi, les amendes n'y furent plus laissées à la volonté du Juge, excepté dans certains cas non prévus. Il ne s'agit pas, bien entendu, pour ces amendes & compositions, des vols commis par un larron, par un voleur de profession : celui-là tomboit entre les mains du Seigneur, qui le punissoit à son plaisir; il étoit hors la loi; il ne pouvoit le racheter pour aucun prix. D'après nos Chartres, nous l'avons dit, si un malfaiteur s'introduisoit la nuit dans une maison, dans une clôture, les habitants, usant du droit de légitime défense, pouvoient le mettre à mort sur-le-champ, sans pouvoir être traduits devant le Comte ou la Cour de justice (3).

Ce principe, ce droit de légitime défense, est inscrit dans notre Code pénal.

Le vol d'un pain, d'un fruit, d'une poule, d'une oie, d'un canard, d'un animal qui tette, d'un agneau, d'un bouc, donnoit lieu, par tête, à une amende de 3 sols & 6 deniers. Le voleur étoit, de plus, tenu de réparer le dommage (4). A St. Germain Laval, tout vol d'une somme de 12 deniers au moins, s'il y avoit plainte, étoit puni d'une amende de 3 sols & 1/2, à moins qu'il ne s'agit d'un voleur ordinaire, public ou signalé; & alors, malgré la modicité de la somme dérobée, il étoit livré au bon plaisir du Seigneur ou du Châtelain. Pour les vols d'une somme au-dessus de 12 deniers viennois jusqu'à 10 sols viennois, l'amende, à St. Germain Laval, étoit de 60 sols viennois, à moins, ce qui est toujours expressément écrit, qu'il s'agit d'un voleur public, coutumier du fait (*confuetudinarium*), ou d'un voleur de nuit. En ce cas, il reste à la volonté du Seigneur, qui peut confisquer son avoir, en sauvegardant la dot de sa femme, s'il est marié, & les droits de ses créanciers.

A St. Bonnet le Château, celui qui entroit dans le jardin ou le pré d'autrui pour y mal faire donnoit 2 sols ou la dent au Seigneur de la ville; le dénonciateur ou témoin recevoit 12 deniers.

A Cornillon, les peines contre le vol étoient plus rigoureuses : le voleur convaincu d'avoir volé, de jour ou de nuit, quelques objets dans la ville devoit payer 60 sols d'amende au Seigneur, ou perdre un pied ou une oreille (5).

Bien qu'il ne soit jamais question, dans nos Chartres, de peines pour le recel ou la complicité, il est à croire que les receleurs & complices d'un vol étoient punis comme l'auteur principal.

Tout voleur étoit responsable, dans nos Chartres, depuis la majorité de quatorze ans. Un mineur

tion de Jean de Fay à 40 livres d'amende pour empiétement de terrain sur les propriétés voisines. — Texte latin, 1399, 1398. (Inventaire de M. A. Cluverondier, archiviste.)

(1) Archives de la Loire, série B. 1. Registre des sentences du Bailli & du Juge de Forez, Lieutenant du Bailli. 1476.

(2) *Ibidem*. Nous trouvons qu'un vol d'actes notariés donna lieu à une amende de 10 livres; un autre du même genre, à une de 6 livres (*Ibidem*, 1476); un détournement d'objets mobiliers, à 40 sols d'amende (*Ibidem*). — Archives de la Loire, B. 52. Registre. Audiences du Bailli de Forez; sentences, compositions, amendes. Réduction d'une amende de 10 sols, à laquelle avoit été condamné Antoine Jacquier envers le Comte de Forez, à celle de 5 sols, à cause de sa pauvreté (1476-1479). — B. 48. Registre du greffe de la Châtellenie de St. Maurice. Affides tenues par Pierre Paffier, rem-

plaçant Etienne Farjette, Châtelain du dit lieu. Condamnation de Jean Denis pour avoir volé à Jeanne Basset un furet pour chasser les lapins. (Inventaire de M. Cluverondier, Archiviste.)

(3) Chartres de Montbrison, de St. Germain Laval, de St. Haon le Châtel, de Crozet, de St. Bonnet le Château, &c. — Les Burgundes s'étoient montres moins sévères. Entrer de force dans une maison ou un jardin n'exposoit, d'après leur Loi, qu'à une amende de 6 sols pour un homme libre. Les serfs étoient punis de cent coups de fouet. (Tit. XV & XXV.)

(4) Chartres de St. Haon le Châtel, de Villereze, de Crozet, de Montbrison, &c., &c.

(5) Ces mutilations étoient fréquentes au moyen-âge. & peut-être ce que nous voyons dans la Charte de Cornillon n'est-il qu'un exemple de ce qui se passoit dans le Comté de Forez hors des villes franches.

qui déroboit un pain ou un fruit ne payoit aucune amende; en pareil cas, le majeur de quatorze ans payoit 3 sols & 6 deniers (1).

Si un fils, un frère, un petit-fils, un parent consanguin commettoit un vol au préjudice de son père, de sa mère, de son oncle, de son frère, s'il n'y avoit pas plainte, le Seigneur ne pouvoit pourfuivre le voleur (2).

Ajoutons que les voleurs ordinaires pouvoient rester libres sous caution dans toutes les villes franches du Forez; il n'y avoit pas pour eux de prison préventive jusqu'au moment où on les jugeoit. Ce principe ressort de la lecture de toutes nos Chartes, où il est écrit constamment : « Nul ne peut être arrêté s'il fournit caution, à moins qu'il n'ait commis un meurtre, une blessure mortelle, ou qu'il soit suspecté de vouloir prendre la fuite (3).

COMPOSITION. — En Forez, il étoit de droit commun que les assassins, les incendiaires, les voleurs de grands chemins ne pouvoient, en principe, se racheter de la peine qu'ils devoient subir, ni par une amende, ni par une composition payée au Seigneur, ni par des dommages-intérêts envers les parties lésées. Ce même principe se trouve inscrit dans nos Chartes de villes franches. *Le meurtre, l'incendie, le vol de grands chemins*, quelquefois même *l'adultère*, sont des crimes inexpiables, qui ne peuvent donner matière à composition. Pour ces crimes, il n'y a pas de gradation dans l'échelle des peines; le Seigneur peut à son gré les punir de mort (4); mais, pour tous les autres crimes & délits, la composition payée au Seigneur (sans compter les dommages-intérêts envers la partie lésée qui sont toujours de plein droit) est, pour ainsi dire, avec l'amende, l'unique peine appliquée en droit commun (5) & dans nos villes privilégiées.

La composition avoit évidemment sa source dans les institutions germaniques, notamment des Burgundes; seulement, à travers les siècles écoulés jusqu'au XIII^e, elle subit une transformation profonde. Ainsi, comme dans les coutumes de la plupart des peuples d'origine germanique, tous les crimes, même les plus énormes, ne peuvent donner lieu à composition; certains crimes sont pour suivis d'office & punis d'office par la force publique. Le principe de l'impunité par la société des crimes & des délits n'existe plus. Au temps où nous sommes (XIII^e, XIV^e, XV^e siècles), la composition d'un assassin avec les parents de la victime ne pourroit arrêter l'action du Juge; il est des crimes sur lesquels il n'est plus permis de transiger. De plus, pour tous les délits ordinaires, qui ne donnent lieu qu'à une peine pécuniaire, nous ferons remarquer que cette peine a un double caractère : c'est d'abord une amende payée au Seigneur, qui, dans le droit commun, est laissée à l'arbitraire du Juge, & qui n'est fixe & uniforme que dans les Chartes de villes franches; en second lieu, c'est la composition avec la partie lésée ou offensée, ancien vestige évident de la composition barbare, & qui se règle suivant la nature du délit & la gravité du préjudice causé. A chaque instant, dans nos Chartes, nous voyons, à la suite d'une amende spécifiée, la réserve des droits de l'offensé. Nous ne pouvons donc partager l'opinion de M. Albert du Boys, pour ce qui touche notre province du Forez, lorsqu'il assure que la composition ou Wehrgeld, pendant le moyen-âge, « excluait l'élément privé dominant jadis en lui, & l'aborbait au profit du haut justicier tout seul, comme représentant du pouvoir de l'Etat dans les limites de la Baronnie. Le Wehrgeld, ajoute-t-il, que l'on voit souvent mentionné dans les Chartes des XII^e & XIII^e siècles,

(1) Chartes de St. Haon, de Montbrison, &c.

(2) Chartes de Montbrison, de St. Haon le Châtel, &c.

(3) Chartes de Croiset, de St. Germain Laval, de Montbrison, de St. Haon le Châtel, de Villerey.

(4) Chartes de Montbrison, de St. Germain Laval, de St. Haon le Châtel, de Croiset, de Cornillon, de St. Bonnet le Château, &c., &c.

(5) On pourroit citer de nombreux exemples em-

pruntés aux Registres des Causes criminelles qui appartiennent aux Archives de la Loire. Un maraudeur de nuit qui avoit volé des pommes dans une vigne à Néronde, ayant été pris & arrêté, offrit au Comte une composition de 40 sols tournois pour être relâché, ce qui fut accepté par le Juge de Forez & les gens du Conseil. (Arch. de la Loire, série B, 1, Registre, année 1477. Inventaire de M. Auguste Chaveroindier, Docteur en droit, Archiviste de la Loire.)

a donc perdu son ancienne signification. Il est dû non aux hommes du Baron, mais au Baron seul; & il paraît être tellement l'accessoire inaliénable de la justice, que, presque toujours, même quand le Baron ou le Seigneur partage l'administration & les émoluments du reste de cette justice, la totalité du Wehrgeld, désormais indivisible, lui est réservée, &c. » (1).

Nous ne nous étendrons pas plus longtemps sur ce sujet, qui pourroit offrir matière à un long chapitre; nous nous contenterons de renvoyer le lecteur aux meilleurs ouvrages spéciaux (2).

Le lecteur trouvera, dans les Chartres des villes franches du Forez que nous avons publiées ci-dessus, dans nos *Pièces supplémentaires*, pages 57 & suivantes, l'énumération des délits qui donnoient lieu à une composition ou amende envers le Seigneur, sans compter la réparation du préjudice causé. Les bourgeois de nos villes avoient obtenu un tarif de ces amendes, qui étoient toujours fixes dans les cas déterminés, tandis que, dans tous les autres lieux du Comté, elles étoient laissées à l'arbitraire du Juge.

AMENDES. — Les amendes, qui formoient une des principales sources des revenus du Comte de Forez & des Seigneurs du Comté, étoient appliquées dans une infinité de cas, même pour ceux qui méritoient des peines correctionnelles. A la suite du Registre des nominations des Officiers du Forez pendant le XIV^e siècle (3), se trouve un état des amendes prononcées à cette époque soit par le Juge de Forez, soit par les Châtelains. Noble ou roturier, personne n'étoit excepté, & souvent la justice du Comte s'appesantissoit sur les Chevaliers les plus puissants & du nom le plus illustre.

Voici quelques-uns des cas dans lesquels étoient appliquées ces amendes, & quelques chiffres. Nous trouvons des condamnations à une amende de 10 livres viennoises pour avoir fait pâturer des animaux sur le terrain d'autrui; de 6 livres pour un sceau falsifié apposé à des pièces; de 6 livres pour déboisement & rébellion envers un Sergent; de 10 livres pour coups & blessures par un Sergent; de 10 livres pour viandes malfaines vendues au marché; de 8 livres pour vol de poissons dans un étang du Comte; de 100 sols tournois pour vendanges en temps prohibé; de 50 sols viennois pour injures; de 40 sols viennois pour avoir appendu à une pièce un sceau emprunté à une autre; de 4 livres 10 sols pour avoir frappé un individu *quidam maffi*; de 30 sols viennois pour bris de barrière; de 50 livres pour plusieurs méfaits; de 10 sols pour une pièce fautive produite dans un procès; de 10 florins d'or pour abus commis dans l'administration du sceau de la Cour de Forez; de 6 florins d'or pour excès commis sur la personne & les biens d'une femme; de 20 florins d'or pour autres excès; de 30 sols pour refus de tutelle. On voit, dans notre Registre, qu'un Sergent fut relevé d'une amende parce qu'il alléguait qu'il étoit clerc; il fut toutefois privé de son office pour le méfait commis.

Les plus nobles Chevaliers n'étoient pas à l'abri de la justice du Comte; ils étoient frappés d'amendes arbitraires, qui sans doute étoient proportionnées à leur fortune autant qu'à la nature du délit. Nous voyons, par exemple, qu'un d'Urfé, pour toutes sortes d'excès, & pour avoir refusé de rendre hommage au Comte de ses châteaux & maisons fortes, fut condamné à 250 florins d'or; qu'un Talaru fut obligé de payer, on ne sait pourquoi, 100 livres tournois; qu'un autre Seigneur payait 300 livres pour refus de foi & hommage; que Guillaume de Barges, en 1348, fut condamné par le Juge de Forez à 200 livres viennoises d'amende, & à détruire entièrement la chaufferie d'un étang ou d'une pêcherie qu'il avoit établie sans l'agrément du Comte, ce qui prouveroit que, pour un tel établissement, son autorisation étoit indispensable; enfin, Girard de Rouffillon,

(1) *Histoire du droit criminel*, &c., T. II, p. 226.

(2) Notamment à l'*Histoire de la civilisation en France* de M. Guizot; à ses *Essais sur l'Histoire de France*; au *Corpus juris germanici antiqui*, publié par Ferd. Walter, qui contient le meilleur texte des Loix des Barbares;

aux *Lois des Francs*, contenant la Loi Salique & la Loi Ripuaire, publiées avec des notes par M. A. Peyre, &c.; aux *Lois des Bourguignons* (ou *Loi Gombette*), traduites, pour la première fois, par le même, &c., &c.

(3) Bibliothèque impériale, mss. 9890.

Seigneur de Veauche, prétendant que le château de Pierre Scise lui appartenait par moitié avec le Comte de Forez, à cause de la femme Marguerite de Lignière, fut condamné, pour y être entré de vive force avec une bande, à une amende de 200 marcs d'argent (1373).

Ces amendes n'étaient pas appliquées sans appels. Les condamnés pouvaient appeler de celles prononcées par les Châtelains devant le Juge d'appaux du Forez, & de celles prononcées par le Juge de Forez devant le Bailli de Mâcon.

Ajoutons que les Comtes faisoient très-souvent remise de la totalité ou d'une partie de ces amendes, qui paroissent avoir été tout à fait arbitraires.

De même que sous l'empire du droit romain, ces amendes étaient payables en argent; nous avons vu même que la nature des espèces d'or ou d'argent était spécifiée (1).

On voit, par nos Chartes de villes franches, que les amendes y étaient bien plus douces que dans les autres lieux du Comté; qu'elles étaient réglées d'ailleurs d'une manière uniforme, & qu'il y avait tout intérêt à être bourgeois d'une de ces villes plutôt qu'habitant de la campagne.

D'après nos Chartes, aucune amende n'était levée, de même qu'aucune peine n'était appliquée, s'il n'y avait eu une plainte préalable de la partie lésée; à moins qu'il ne s'agisse de délits pour lesquels le coupable devait subir une peine à la volonté du Seigneur, ou pour fausse mesure & faux poids, car dans ces derniers cas l'intérêt public était en jeu.

Pour les petits délits, l'amende était ordinairement de 3 sols. Si les habitants des campagnes venoient au marché sans payer les droits de layde, ils étaient condamnés, au bout de huit jours, à payer 7 sols 6 deniers (2). En énumérant les délits, nous avons eu soin d'indiquer le chiffre de l'amende à laquelle ils donnoient lieu.

Le Châtelain ou tout autre Officier judiciaire, lorsqu'un homme avait été condamné à l'amende, n'avait le droit de crocheter & d'enlever les portes & fenêtres de la maison qu'après l'avoir dûment averti ou cité (3).

MUTILATIONS; AMPUTATION DE LA MAIN OU DU PIED; FUSTIGATION. — Dans plusieurs villes franches du Forez, l'amputation de la main était infligée à ceux qui, dans une mêlée, tiroient l'épée, dégainoient, même sans frapper. Ils pouvaient se soultraire à ce supplice en payant une amende de 15 sols. Si l'inculpé avait causé une blessure n'ayant pas occasionné la mort, il était condamné à payer 60 sols d'amende ou à perdre le poing.

Nous ignorons quel était le droit commun du Forez lorsque de pareils délits étaient commis en dehors des villes franches. Il est probable que le coupable était alors puni à la discrétion du Seigneur, très-rigoureusement, pour comprimer tout esprit de révolte (4), & que les mutilations dont il est parlé sans cesse dans un grand nombre d'actes de cessions de justice devoient être fréquemment appliquées, dans ce cas comme dans beaucoup d'autres.

Nous trouvons, dans un Registre des sentences criminelles du Juge de Forez, Lieutenant du Bailli, un arrêt, du 30 mai 1478, qui condamne Etienne de Porte, furnommé le Picard, convaincu de viol & d'autres méfaits, à être battu de verges jusqu'au sang par la ville de Montbrison, à être exposé au pilori dressé sur la place du marché, à avoir les deux oreilles coupées, & à être

(1) En droit romain, les amendes étaient remplacées, pour les indigents & pour les esclaves, par la prison ou par des châtimens. (Dig., lib. IV, tit. XVI, fr. 23.)

(2) Chartes de Crozet, de Villiers, de St. Maon le Chastel, de St. Bonnet, &c., &c.

(3) Archives du département de la Loire. Registre B, 47. Compte des amendes de Pierre de Lagrange, Prévôt de La Tour en Jarez. Condamnation de Pierre

Jubelin, habitant de La Tour, pour avoir déposé du foin devant la porte de Jean Bayard, à 2 sols d'amende, & autres amendes de peu d'importance. — Texte latin, 1428-1441.

(4) Voir plus haut : ACTION DE TIRER L'ÉPÉE. A St. Bonnet, celui qui frappait avec une épée tomboit entre les mains du Seigneur : ce devait être fort probablement le droit rigoureux du Comté de Forez.

banni à perpétuité du Comté de Forez, avec menace, s'il y rentroit, d'être envoyé à la potence (1).

On voit, dans la Charte de St. Bonnet, que quiconque entroit dans un jardin ou un pré pour mal faire étoit condamné à payer 2 sols au Seigneur, ou à perdre une dent. A Cornillon, les voleurs de profession étoient eondamnés à l'amputation d'un pied ou d'une main.

Les mutilations étoient des peines d'origine germanique. Chez les Wisigoths, le ferk qui altéroit les monnoies (2), & chez les Bourguignons, celui qui caffoit une dent à une personne libre (3), étoient eondamnés à l'amputation de la main. C'étoit surtout aux fers, du temps de Grégoire de Tours, qu'on infligeoit le supplice de la mutilation des oreilles, ou *efforillement* (4). Les Capitulaires punissoient le vol avec circonstances aggravantes (*latrocinium*) de la perte d'un œil ; en cas de récidive, on coupoit le nez du voleur.

Nous avons vu (5) que St. Louis, dans ses Etablissements, qui pendant plusieurs années furent en pleine vigueur par toute la France, ordonnoit de percer la langue aux blasphémateurs avec un fer rouge ; il condamna aussi ceux qui commettoient des vols dans les églises à avoir les yeux crevés, & les faux monnoyeurs à avoir les yeux arrachés. — L'amputation des pieds & des mains semble avoir été réservée aux vilains, aux gens de basse condition, ainsi que la fustigation.

ACTION DE TIRER L'ÉPÉE OU TOUTE AUTRE ARME DU FOURREAU ; DÉGAINER (*evaginare*).

— En droit commun, en Forez, *tirer l'épée* dans une mêlée, même sans frapper, étoit, au XIII^e siècle surtout, considéré comme un délit des plus graves. L'amende, il est vrai, étoit bien moins élevée qu'en droit commun : elle n'étoit que de 15 sols ; mais, faute de la payer, le coupable étoit condamné à perdre le poing sans rémission. Cette peine excessive avoit pour but de réprimer toute révolte à sa naissance (7).

Dans nos villes franches du Forez, telles que Crofet, St. Haon le Châtel, Montbrison, &c., la simple manifestation de dégainer une épée, même sans frapper, étoit, au XIII^e siècle surtout, considérée comme un délit des plus graves. L'amende, il est vrai, étoit bien moins élevée qu'en droit commun : elle n'étoit que de 15 sols ; mais, faute de la payer, le coupable étoit condamné à perdre le poing sans rémission. Cette peine excessive avoit pour but de réprimer toute révolte à sa naissance (7).

(1) Nos pronunciamus dictum Stephanum de Porta delatum pro premiffis delictis criminalibus & forefactis fore & esse usque ad sanguinis effusionem per loca assuetu hujus ville Montbrisonis fustigandum necnon in pilorio existente in platea mercati hujus ville, spatio duarum horarum, piloriandum & postmodum duas suas auriculas scindendas & amputandas, & deinde perperu ab hujus modi comitatu Forensi & ressorti ejusdem... relegandum, & quem fustigari, piloriari, auriculas amputari & relegari volumus, ordinamus & jubemus; eidem delato introitum dicte patrie, sub pena mortis & fulcrum, perpetuo inhibemus, mandantes preposito hujusmodi ville Montbrisonis quatenus hanc nostram definitivam sententiam, de puncto ad punctum, secundum formam & renorem ipsius executionem demandari faciat & de complemento ipsius nos & curiam hujusmodi debite certificet. (Archives du département de la Loire, série B. 1. Registre.)

(2) Loi des Wisigoths, VIII, 6, 2.

(3) Loi Gombette, XXVI, 4.

(4) Grégoire de Tours, liv. V, ch. XLIX.

(5) Au mot : Blasphème.

(6) Archives de la Loire, série B. 1. Registre des sentences du Bailli & du Juge de Forez, années 1476-1477. Dans ce même Registre nous trouvons qu'un nommé Jean de Villa, de Montbrison, fut condamné, en 1476, à 50 sols d'amende pour avoir tiré son couteau (*evagationis cultelli*) contre honorable Jean Hugon, chargé par le Bailli *super regimen* communis hujus ville Montbrisonis ad causam pestis impediendum, ut fani ab infectis preservantur.

(7) Si quis evaginaverit gladium, ense, vel aliam contra aliquem, & non percusserit, det XV solidos, vel amittat pugnum; sed si vulneraverit aliquem gladio & vulneratus non moriatur, det domino LX solidos. (Charte de Montbrison.) Les dispositions semblables des Chartes de St. Haon le Châtel & de Crofet font conçues à peu près dans les mêmes termes.

S'il y avait eu bleffure, sans que mort s'enfuivit, le coupable étoit condamné à payer au Comte 60 fols d'amende, &, à plus forte raison, bien que le texte n'en dise rien, à perdre le poing, faute de pouvoir les compter. L'amende pour ce délit n'étoit que de 7 fols viennois, à St. Germain Laval, sans la perte du poing en cas de non-paiement ; de 60 fols à St. Bonnet, sans l'amputation du poing.

A St. Germain Laval, frapper avec un couteau, une épée, une lance ou tout autre glaive de fer entraînait une amende de 60 fols, sans la perte du poing, si la bleffure n'étoit pas mortelle. A St. Bonnet, un coup d'épée, quel qu'il fût, faisoit tomber l'agresseur à la discrétion du Seigneur : *al Signor es*. A St. Haon le Châtel & à Villereux, l'amende, lorsque la bleffure n'étoit pas mortelle, étoit de 60 fols, sans compter la réparation envers le bleffé, qui étoit fixée par la Cour du Comte. Si le bleffé succomboit, le coupable étoit puni au gré du Seigneur. L'amende n'étoit que de 30 fols, à Crofet, si la bleffure n'étoit pas mortelle (1).

A St. Symphorien le Château, qui étoit de la juridiction de l'Eglise de Lyon, un coup d'épée ou de bâton, jusqu'à effusion de sang, lorsqu'il n'y avait pas mutilation, étoit passible d'une amende de 60 fols envers les Chanoines.

Comme il n'est pas stipulé dans nos Chartes qu'en matière de délits les nobles, les Chevaliers soient assimilés aux bourgeois en matière pénale, il est à croire qu'ils n'étoient jugés que par leurs pairs depuis les concessions de Louis le Hutin. On voit, dans la Charte de Thify, que l'équitable système de l'égalité avait triomphé sur ce point. Qu'un noble ou un vilain vint à frapper un bourgeois de la ville, ou à tirer l'épée contre lui, le premier venu avait le droit de l'arrêter & de le livrer au Prévôt, qui devoit l'emprisonner jusqu'à ce que l'offensé eût reçu pleine & entière satisfaction (2).

D'après la Loi des Burgundes, si tirer l'épée n'étoit qu'un simple délit qui n'entraînait qu'une amende de 12 fols, sans compter la composition due au bleffé, briser la dent à un homme libre étoit une action punie par la mutilation du poing, & telle est peut-être la source de la pénalité édictée dans nos Chartes (3).

BLASPHEMATEURS. — « Quoique le blasphème fût un crime essentiellement religieux, il n'étoit pas du ressort de la justice ecclésiastique : non qu'on le considérât comme de minime importance, la sévérité déployée à son égard prouve le contraire ; mais simplement parce qu'il ne nécessitait pas, comme l'hérésie ou la magie, des juges initiés aux matières religieuses & aux subtilités théologiques. » — Philippe Auguste faisoit plonger les blasphémateurs dans l'eau chaude, mais sans péril de mort. Plus sévère à leur égard, St. Louis ordonna qu'ils fussent marqués, au front, d'un fer rouge & qu'on leur percât la langue ; &, chose curieuse, ce fut un Pape, Clément IV, qui entreprit de modérer ce zèle sauvage. Le Roi, à sa prière, réduisit la peine à une amende pour les riches, &, pour les pauvres, à une heure d'exposition au pilori, suivie de huit jours de prison & de jeûne au pain & à l'eau.

(1) A Villefranche, celui qui dégalait contre quelqu'un, même sans frapper, payait 60 fols d'amende ou perdoit le poing. A Belleville, il étoit à la discrétion du Seigneur : *in manu Domini est*.

(2) *Item additum est quod si aliquis nobilis vel innotabilis aliquem de gladio percusserit in villa Thifiaci, aut super aliquem gladium evaginaverit, in quolibet de villa impune possit capi, seu detineri, & preposito tradi; qui prepositus tandem debet ipsum detinere, donec burgensibus ville, in quorum contentum tale quid fuerit, plenarie satisfactum.*

(3) On trouve dans les Archives du département de

la Loire divers Registres qui contiennent des procédures pour coups & bleffures : « B. 25. Registre Affises du Mandement de la juridiction de Villereux, dépendant de la Châtellenie de St. Maurice. Procédure criminelle & civile. Instruction sur les coups & bleffures faits sur la personne de Hugues Fabri, prêtre & curé de l'Eglise de Bullieux. Compte des amendes. — 1308, 288 feuillets, petit in-P. B. 4. Registre. Causes portées à l'audience de la Châtellenie sur différents coups, bleffures, &c. Texte latin. 1358-1365. 225 feuillets in-P. (Inventaire des Archives de la Loire, dressé par M. A. Chave-ronnier, Docteur en droit, Archiviste.)

Une ordonnance de Philippe de Valois, en date du 22 février 1347, condamne celui qui « jure vilain ferment » à demeurer au pilori depuis l'heure de prime jusqu'à celle de nones. « Et lui pourra on jeter aux yeux boue ou autres ordures, sans pierres ni autres choses qui le bleffent, &, après ce, demeurera au pain & à l'eau, sans autre chose. A la seconde fois, en cas de rechute, nous voulons qu'il soit mis au pilori un jour de marché solennel, qu'on lui fende la lèvre de deffus d'un fer chaud & que les dents lui apparoiſſent; à la tierce fois, la lèvre de deffous; à la quarte, toute la bas-lèvre; à la quinte, qu'on lui coupe la langue, tout outre si que dès lors en avant il ne puisse dire mal de Dieu ni d'autres. » Ces pénalités barbares furent pendant quelque temps appliquées en France (1).

Lorsque cette ordonnance fut tombée en désuétude, le Duc de Bourbon Jean II, qui espéroit mettre un terme aux blasphèmes contre Dieu, la Vierge & les Saints, devenus très-fréquents dans ses diverses Seigneuries, publia, le 27 février 1475 (v. f.), une ordonnance contre les blasphémateurs. Elle semble copiée, pour quelques-unes de ses dispositions, sur les ordonnances de St. Louis & de Philippe de Valois. Elle étoit destinée à recevoir son application dans tous les domaines du Duc, dans le Forez & l'Auvergne comme dans le Bourbonnois, le Beaujolois & la Dombes, &c. Pour la première fois, les blasphémateurs étoient condamnés à une amende de 5 sols & une livre de cire pour l'église du lieu; pour la seconde fois, au double; pour la troisième, à être liés à un pilori, au milieu de la place du marché; pour la quatrième, à avoir l'oreille coupée, avec exposition au pilori; pour la cinquième, à avoir la langue percée d'un fer chaud « à plein jour de marché, &c. » Après cinq fois, à être bannis perpétuellement, avec de fortes amendes déclinées à des œuvres pieuses, &c. Les mêmes peines devoient être appliquées à ceux qui, ayant entendu proférer des blasphèmes, n'en auroient pas dénoncé immédiatement les auteurs à la justice (2).

Nous trouvons, dans un Registre des sentences du Juge de Forez (1476), qu'un homme de Noirétable fut condamné, d'après la nouvelle ordonnance, pour avoir blasphémé le Christ, à porter une torche de cire devant l'image de la Vierge dans l'église de cette ville (3).

Dans le même Registre, nous trouvons une condamnation pour blasphème à 60 sols & à l'amende honorable.

DÉLITS CAUSÉS PAR LES MINEURS, LES FEMMES, LES SERVITEURS. — Nous ne savons pas quel étoit le droit commun du Forez pour cette nature de délits; mais nous voyons proclamée dans toutes nos Chartes de villes franches l'irresponsabilité du père de famille lorsqu'un délit avoit été commis par ses enfants, sa femme ou ses serviteurs, à moins qu'il n'eût été reconnu coupable d'avoir été consentant ou participant à l'action.

Voici comment s'exprime sur ce point la Charte de St. Germain Laval : « Nul n'est responsable du délit de son fils, ou de sa femme, ou d'un autre, à moins qu'il n'ait été participant & consentant, ou qu'il n'en ait donné l'ordre, ou bien qu'averti par ordre du Seigneur, pour une cause raisonnable, d'éloigner sa femme enceinte, il s'y soit refusé, ou bien s'il a donné fciement asile à un homme qui aura commis un grave délit. Alors il est responsable (4). »

FAUX POIDS; FAUSSES MESURES. — La législation romaine, au temps de l'Empire, s'étoit

(1) *Les Crimes & les Peines*, &c., par M. Jules Loiseleur, bibliothécaire de la ville d'Orléans, pp. 142 & 143.

(2) Archives de l'Empire, P. 1402, C. 1259. Nous avons analysé cette ordonnance dans notre tome II, p. 304, notes.

(3) *Et unicum hoc, racione blasphemacionis Redemptoris Christi, offere unam thedum ante ymaginem beate*

Marie Nigri Stabuli. (Archives de la Loire, B. 1. Registre.) Le même homme fut condamné aussi à 60 sols d'amende envers le Comte pour insultes au Curé de Noirétable.

(4) La même tolérance est inscrite dans les Chartes de St. Haon le Chastel, de Montbrion, de Crolet, de St. Bunnet le Château, de Villefranche, &c., &c.

montrée fort sévère contre ce crime. La plupart des falsifications, par exemple : l'usage de faux poids, de fausses mesures ; les fausses attestations, les faux témoignages ; les fausses inscriptions dans les comptes, les registres, les écrits quelconques ; l'introduction de dispositions fausses ou de furcharges dans un testament ou dans un codicille ; l'action de cacher ou de supprimer un testament ou un codicille, étoient punis de la confiscation pour les *honestiores* & de la mort pour les *humiliores* & les esclaves (1).

En droit commun, en Forez, la peine, pour les faux en écriture publique, étoit moins sévère qu'en droit romain. Elle consistoit en une amende envers le Comte, qui étoit assez forte & fixée arbitrairement par le Juge. Ainsi nous voyons, dans un Registre des sentences criminelles du Juge de Forez, pour les années 1476 & 1477, plusieurs condamnations, pour faux en écriture, à des amendes depuis 40 sols & 100 sols jusqu'à 50 livres. Un nommé Vital de la Rote fut condamné à 15 livres envers le Trésor pour avoir falsifié un contrat de mariage, une donation & une lettre de fauvegarde (1476) ; & le Prévôt du Fay, à 50 écus d'or pour avoir fait usage de fausses mesures (2).

Dans nos Chartes de privilèges des villes du Forez, il n'est pas question des faux en écriture publique ; ils tomoient sous le droit commun. Quant aux délits de fausses mesures, de faux poids, le Seigneur avoit transigé sur la pénalité avec les bourgeois ; il l'avoit, en certains lieux, réduite à des amendes mitigées & fixes pour les premières infractions. Mais ailleurs, le marchand qui se servoit d'une fausse mesure, d'un faux poids, étoit le plus souvent condamné à 60 sols d'amende, & même, du premier coup, à la suppression de son commerce, qu'il ne pouvoit reprendre qu'au bon plaisir du Seigneur (3).

A St. Haon le Châtel, il y avoit quelques modifications, quelques degrés dans la peine. Pour la première infraction, le marchand payoit 60 sols & étoit privé pendant un an & un jour de l'exercice de son commerce ; pour la seconde fois, il étoit condamné à une amende du double ; pour la troisième, au triple, & l'exercice de l'industrie ne pouvoit plus avoir lieu qu'au bon plaisir du Seigneur.

L'amende étoit moins élevée dans certaines villes pour l'emploi d'une aune fausse, d'une mesure de vin, &c., parce que l'acheteur ne devoit guère se laisser tromper que par sa faute, la vérification étant plus facile que pour les poids. L'emploi d'une aune fausse étoit passible d'une amende de 7 sols viennois (4) ; d'une fausse mesure de vin, de 7 sols (5) ; d'une quarte (6) fausse, de 7 sols.

Lorsque le vendeur qui venoit au marché n'avoit pas payé au Leydier (*Lefdarius*) les droits de layde dans les huit jours suivans, il étoit condamné à une amende de 7 sols viennois.

A St. Symphorien le Château, qui étoit dépendant de l'Eglise de Lyon, le délit de faux poids, de fausses mesures, étoit puni d'une amende de 14 sols tournois. S'il y avoit récidive, l'amende étoit de 44 sols tournois, 20 pour les Chanoines, 24 pour les Consuls. Pour la troisième infraction, les Seigneurs-Chanoines & leur justice condamnoient le coupable à la somme de 54 sols pour les Chanoines, & de 27 sols pour les fortifications & autres affaires de la ville. Les falsifications dans la fabrication des draps, l'emploi d'une mauvaise laine étoient punis d'une amende à la communauté. Le pain, s'il étoit de mauvaise qualité ou d'un poids insuffisant, devoit être distribué aux pauvres « pour l'amour de Dieu. »

(1) Dig., lib. XLVIII, tit. X, fr. 9 ; fr. 15 fr. 15 ; fr. 16 ; fr. 30 ; fr. 2 ; fr. 1, § 13. — Sent. Paul., lib. V, tit. XXV, §§ 1, 11 ; *Id.*, lib. IV, tit. VII, § 3.

(2) Archives de la Loire, Registre de la férie B. 1.

(3) Chartes de Montbrison, de Villereze, de St. Haon le Châtel, de St. Bonnet, de Crozet, de St. Germain Laval.

(4) Chartes de St. Bonnet, de St. Germain Laval, &c., &c.

(5) Chartes de St. Germain Laval, de St. Bonnet, &c., &c.

(6) Mesure de capacité pour les céréales, le vin, le sel, le miel, &c. (Voir ci-dessus, p. 113, le *Glossaire des Droits seigneuriaux*, &c., du Forez, par M. P. Gras.)

COUPS ET BLESSURES. — D'après la Loi des Burgundes, les coups & blessures sont passibles d'une amende variant suivant leur gravité, & d'une composition payable à l'offensé & proportionnelle à la gravité de l'offense. Pour les feris on appliquait la peine du fouet (titre V). La perte d'un bras ou d'un œil entraînait une composition égale à la moitié de celle demandée pour un meurtre (titre XI). Caffer une dent à un Romain ou Bourguignon étoit puni d'une amende de 15, 10 ou 5 sols, suivant la qualité de la personne. Si c'étoit un fer qui s'étoit rendu coupable de cet attentat sur un homme libre, on lui coupoit la main (titre XXVI). Nous avons vu que la même peine étoit appliquée à Montbrison, au XIII^e siècle, contre quiconque tiroit l'épée dans une mêlée.

En droit commun, en Forez, les délits ordinaires de coups & blessures étoient punis d'une amende envers le Comte, fixée arbitrairement par le Juge. Dans un Registre des sentences criminelles du Juge de Forez (1476), nous trouvons un grand nombre de condamnations à diverses amendes pour coups & blessures, des amendes de 30, de 50, de 100 sols tournois, des amendes de 4, de 6, de 7, de 10, de 12, de 20 livres tournois, &c. Un nommé Etienne Soleyfel, pour avoir frappé quelqu'un jusqu'au sang, *usque ad magnam sanguinis effusionem*, fut condamné à 8 livres d'amende & à donner à une église une torche de cire d'une livre (1).

Des coups portés au Curé de Noirétable furent punis d'une amende de 60 sols ; des injures & excès contre un autre prêtre, de la même amende, &c. Un nommé Pierre de Feugerolles ayant blessé à coups de pierre, jusqu'à effusion de sang, au visage & aux côtes, Agnès, femme d'André Christophe, de Cervière, fut condamné, les témoins & les défenses entendus, à 6 livres d'amende envers le Comte, & de plus à 6 livres de dommages-intérêts envers cette femme & au remboursement des frais d'instance qu'elle avait avancés. Elle n'obtint cette réparation que parce qu'elle avait eu soin de joindre sa cause à celle du Procureur fiscal du Comte ; ce qui nous prouve une fois de plus que, pour certains petits délits qui ne lésaient que les personnes privées, le dommage n'étoit réparé par les Cours de justice qu'autant qu'il y avait eu plainte de la partie lésée (2).

Le système de punition adopté en pareil cas dans les Chartres de nos villes franches étoit un adoucissement apporté au droit commun. Les amendes étoient moins fortes & précises suivant un grand nombre de cas.

L'amende envers le Seigneur & la composition à l'égard du blessé étoient évidemment empruntées aux lois & coutumes germaniques, dont le wehrgeld ou composition étoit comme la base pénale.

L'amende & la composition, dans nos villes franches, varioient suivant la gravité du mal causé. S'il y avait blessure assez grave, le coupable restait libre sous caution ; s'il y avait incertitude sur le sort du blessé, il étoit détenu jusqu'à sa mort ou à sa guérison. En cas de mort, il étoit puni à la volonté du Seigneur (3). S'il y avait eu effusion de sang, à la suite d'un coup de pierre, ou de bâton, ou de poing, le coupable payait au Seigneur 15 sols d'amende, sans compter la réparation que pouvait demander le blessé (4) ; mais si l'agresseur frappait une personne à la tête avec un bâton, une massue, une clé, une pierre, comme la blessure pouvait être plus dangereuse, il étoit condamné, à Villereze, à 60 sols d'amende envers le Comte. S'il y avait eu lésion grave (5), la peine étoit, à Saint Germain Laval, de 30 sols viennois, plus l'indemnité au blessé ; de 30 sols viennois pour un coup de pierre ou de bâton. A Saint Bonnet, à Cornillon, s'il y avait eu du sang répandu, le coupable devait donner 60 sols d'amende au Seigneur & satisfaire

(1) *Necnon ad offerendum die festi beati Boneti de Cadralis unam thadam unius libre cere ardentem.* (Archives de la Loire, série B. 1. Registre.)

(2) Archives de la Loire, série B. 1. Registre.

(3) Charte de St. Germain Laval.

(4) Chartes de Montbrison, de Croset, de Saint Haon le Chastel, de Villereze.

(5) D'après la Loi Salique, les blessures ne donnaient lieu qu'à une composition variable (lit. XX & XXII).

le bleffé à l'arbitrage des Consuls de la ville. A Belleville, à Villefranche, c'étoit la même amende. Dans ces deux villes, si un Chevalier frappoit un bourgeois, il devoit payer 60 sols au Seigneur, & les bourgeois pouvoient exiger la réparation du délit : *Et burgenfis suam capiant ultionem*. S'il n'y avoit pas eu de fang, à la suite d'un coup de poing ou de paume de la main, l'agresseur en étoit quitte pour une amende variable de 7 sols à 7 sols 6 deniers, dans plusieurs de nos villes franches (1); dans une autre, pour 3 sols viennois & demi (2).

Parmi les privilèges de Villefranche, il en existoit un trop singulier pour que nous n'en fassions pas mention. Tout bourgeois avoit le droit de battre sa femme, autant que bon lui sembloit, sans que le Seigneur pût recevoir de plainte & exiger une amende, à moins que la femme ne succombât sous les coups. *Si quis burgenfis uxorem suam percusserit seu verberaverit, dominus inde non debet recipere clamorem, nec levare, nec emendam petere, nisi dictus burgenfis verberaverit eam usque ad mortem*.

INJURES. — L'injure, en droit romain, étoit considérée comme innocente & n'étoit passible d'aucune peine lorsqu'il étoit prouvé que les propos tenus étoient vrais (?). Lorsque, au sujet d'une injure, il y avoit eu une transaction, un arrangement quelconque entre l'offensé & l'offenseur, il ne pouvoit plus y avoir de poursuite (4).

Le premier de ces principes étoit consacré dans nos Chartes de privilèges des villes du Forez. Si quelqu'un y donnoit le nom de *meretrix* à une femme qui étoit *fornicaria*; le nom de parjure, d'homicide, de traître, de voleur, à un homme qui se feroit vraiment rendu coupable de l'un de ces crimes, il ne payoit aucune amende, pourvu qu'il prouvât la vérité de son dire (?).

Il en étoit de même en Forez, en droit commun. Lorsque la vérité de l'injure n'y pouvoit être prouvée, le Juge, suivant son bon plaisir & la nature des cas, appliquoit des amendes arbitraires au profit du Comte. Nous en trouvons de 10 sols pour calomnie & menfonges; pour injures, de 30, de 40, de 60 sols tournois, & même de 10 livres tournois (6). Les plaintes pour injures, lorsqu'elles étoient sans gravité, donnoient lieu quelquefois à une simple réprimande du Juge, & à une menace de punition en cas de récidive (7).

Dans nos villes affranchies du Forez, lorsque la vérité de l'injure ne pouvoit être prouvée, l'amende étoit fixée par catégorie, suivant la gravité de l'offense; elle étoit de 7 sols à 7 sols & demi viennois seulement pour les plus gros mots, & de 3 sols & demi pour les moindres. En certains cas, nos Chartes stipulent la réparation envers l'offensé, qui étoit réglée suivant l'importance de la personne & la nature de l'injure (8). A Villereze, appeler fers un homme de la ville étoit puni d'une amende de 3 sols & 6 deniers envers le Comte, sans compter la réparation envers l'offensé.

En Beaujolais, à Belleville, à Villefranche, si un *leno* ou une *meretrix* injurioit un bourgeois, celui-ci avoit le droit de leur administrer un soufflet ou un coup de poing sans payer d'amende. Un bourgeois de ces villes, jouissant d'une bonne renommée, n'ayant pas commis de parjure, étoit cru sur parole & sans témoins lorsqu'il affirmoit avoir été injurié.

A Montbrifon, à Saint Haon le Châtel, si l'un des officiers ou des domestiques du Comte frappoit

(1) Chartes de Montbrifon, de Crozet, de St. Haon le Châtel.

(2) Charte de St. Germain Laval.

(3) Dig., lib. XLVII, tit. X, fr. 18. — Cod. Théod. De famosis libellis.

(4) Dig., lib. XLVII, tit. X, fr. 11, § 1. — Inst., lib. IV, tit. IV, §§ 10, 12.

(5) Chartes de Montbrifon, de St. Germain Laval.

(6) Archives de la Loire, série B. 1. Registre des sentences criminelles du Juge de Forez en 1476.

(7) *Ibidem*, B. 1. Registre. Dans ce Registre des sentences de la Châtellenie de St. Héand, tenu par Jean de Lavieu, Damoiseau, Châtelain, Capitaine & Receveur de St. Héand (*Sandi Heugendi*), on trouve un arrêt qui condamne Philippe Richard à 15 sols d'amende pour avoir injurié une femme. (Archives de la Loire, texte latin, années 1384-1408.)

(8) Chartes de Montbrifon, de St. Germain Laval, de St. Haon le Châtel, de Villereze.

quelqu'un de la ville, l'injurioit ou lui caufait tout autre dommage, l'offensé pouvoit le traduire devant la Cour de justice du Seigneur. « Qu'il soit pourfuiui devant notre Cour, disoit le Comte Renaud (1270), comme s'il s'agissoit d'un simple particulier, à moins que l'officier (*curialis*) n'ait agi ainsi pour cause de correction ou en raison de son office (1). »

DÉLITS FORESTIERS. — La loi romaine accordoit une action du double contre celui qui avoit coupé, volé ou endommagé des arbres, employé les matériaux d'autrui, &c. (2).

En Forez, la pénalité, pour les mêmes délits, se rattachoit au droit romain ; les délinquants étoient condamnés à une amende qui varioit suivant l'importance du dégât ou de la chose soustraite (3). On trouve, dans divers Registres des Archives du département de la Loire, des mentions de condamnations de ce genre.

Au XIV^e siècle, un nommé Jean Lymanin fut condamné à 10 sols d'amende pour avoir coupé des arbres dans les bois du Seigneur de Foresta (4) ; au XV^e, un nommé Jean Cheley, du mandement de Chambéon, à une amende de 10 sols pour avoir volé du bois dans la forêt de Baux, appartenant au Duc de Bourbon (5). En 1476, on trouve des condamnations à 60 sols & jusqu'à 20 livres tournois pour dégâts commis dans une forêt (6).

DÉTÉRIORATION DE LA VOIE PUBLIQUE. — Ce délit étoit pourfuiui d'office par les Châtelains ou par le Juge de Forez. Il donnoit lieu à une amende proportionnée au dommage causé (7).

L'usurpation d'une partie du chemin public donnoit également lieu à des amendes, qui varioient suivant la nature des cas (8), & à la restitution de la partie usurpée.

DÉLITS DE CHASSE. — Ils donnoient lieu, dans le Forez, à de fortes amendes au profit du Seigneur sur les terres duquel on avoit chassé sans permission. Nous voyons dans une Charte, par laquelle le Comte de Forez Renaud confirme des privilèges accordés en 1239 par Guy IV, son prédécesseur, aux Religieuses de Bonlieu pour la chasse & la pêche, que lorsqu'on tuoit sans permission sur leurs terres des faisans & des perdrix, elles pouvoient prélever sur les délinquants une

(1) Charte de St Haon le Châtel. — *Si prepositus, vel chancelius, vel eorum familia fecerint injuriam burgensium, vel accusaverint ipsum super aliquo maleficio, ipse teneat fidejuberere coram mandato domini sicut alius simplex homo, & si non probaverit quod objicit, debet rationem reportare & burgensium sufficienter emendare.*

(2) Dig., lib. XLVII, tit. III, fr. 1. Dig., lib. XLVI, tit. III, fr. 98. — Inf., lib. II, tit. I, § 29.

(3) Archives de la Loire, série B. 1. Registre des sentences criminelles du Juge de Forez en 1476. Condamnations à 60 sols & jusqu'à 20 livres tournois pour dégâts commis dans une forêt.

(4) Arch. de la Loire, B. 14. Registre de la Cour de Forez. Registre audiencier de la juridiction du Comte de Forez. Affises tenues par Jean Chevalier, clerc de la Cour de Lyon & notaire de Forez. Condamnation de Jean Lymanin à 10 sols d'amende pour avoir coupé des arbres dans les bois du Seigneur de Foresta. 1388-1393. (Inventaire de M. Chaverondier, Archiviste du département de la Loire.)

(5) *Ibidem*. B. 29. Registre. Causes portées à l'audience du Juge & Châtelain de St Maurice. Condamna-

tion de Jean Cheley, du mandement de Chambéon, à une amende de 10 sols pour avoir volé du bois dans la forêt de Baux, appartenant au Duc de Bourbon. 1402-1406. (Inv. Chaverondier.) — B. 5. Registre. Châtellenie de Bellegarde. Causes, sentences, déplacements de bornes, délits forestiers, &c. 1377-1382. — B. 48. Autre jugement pour vol de bois commis par les habitants de St. Maurice dans les forêts de Rory & de Chamelet appartenant au Comte de Forez, Jean de Bourbon. 1415-1441. (Mêmes archives.)

(6) Archives de la Loire, série B. 1. Registre des sentences criminelles du Juge de Forez.

(7) Archives du département de la Loire. B. 29. Registre. Causes portées à l'audience du Juge & Châtelain de St. Maurice. Condamnation de Jean Fay pour avoir détérioré le Chemin public en le cultivant & se l'appropriant. 1402-1406.

(8) Nous trouvons pour ce délit des amendes de 30 & de 40 sols envers le Comte. (Archives de la Loire, série B. 1. Registre des sentences criminelles du Juge de Forez en 1476.)

amende de 3 fols forts, *tres solidos fortium veterum*, tandis que le Comte se réserve de les frapper d'une amende de 60 fols & même plus (1).

Dans un Registre des Archives du département de la Loire, on voit qu'au XIV^e siècle le Châtelain de Malleval condamna à une amende de 8 écus d'or les nommés Pierre Genin, Etienne Monet & Michel de Malclufel, pour avoir chassé à l'arbalète dans les garennes & bois des nobles Roland de Pélucin & Arnaud de Sablon (2). Dans un autre Registre, nous trouvons une amende de 100 fols pour délit de chasse (3).

JEUX PROHIBÉS. — Certains jeux de hasard étoient rigoureusement prohibés, entre autres celui de dés, *ludus taxillorum*. Dans un Registre des sentences criminelles du Juge de Forez pour l'année 1477, on trouve une condamnation, contre un habitant de Montbrifon qui avoit été surpris jouant aux dés, à 6 livres d'amende & à quatre jours de prison au pain & à l'eau (4).

PARJURE. — Ce délit donnoit lieu à des amendes arbitraires plus ou moins fortes. Nous trouvons, dans un Registre des sentences criminelles du Juge de Forez (5), une condamnation à 100 fols d'amende. Dans certains cas d'une haute gravité, la peine ne devoit pas se borner à une amende, si, par exemple, le parjure prenoit le caractère de la félonie.

VIOLATION DE DOMICILE. EFFRACTION. — Ces délits donnoient lieu à des amendes arbitraires de 20 fols, de 60 fols, de 5 livres, &c., suivant la gravité des cas (6).

INFRACTION DE SEQUESTRE. — Ce délit étoit puni d'amendes arbitraires de 40 fols, de 4 livres, &c., suivant le bon plaisir du Juge ou la nature des cas (7).

INFRACTION DE JURIDICTION. — Ce délit, commis par les Officiers de justice, les exposoit, suivant les cas, à des amendes arbitraires de 40, 60 fols tournois, de 4 livres, &c., &c. (8).

INFRACTION DE SAUVEGARDE. — Ce délit donnoit lieu également à des amendes très-variables de 20, de 40, de 100 fols tournois, &c. (9).

DÉSŒBBSSANCE, RÉBELLION ENVERS LES OFFICIERS PUBLICS. — Ce délit étoit puni d'amendes arbitraires. Dans un Registre des sentences criminelles du Juge de Forez pour l'année 1476, nous voyons qu'un acte de rébellion fut puni d'une amende de 4 livres tournois; un autre, accompagné de blasphèmes, de 60 fols; un autre, avec jet de pierre, de 60 fols, &c. (10).

CORRECTION TROP FORTE INFLIGÉE PAR UN PÈRE A SON ENFANT. — Ce délit étoit puni

(1) *Nos vero de predictis tale quod comitentibus possunt levare penam LX solidos vel amplius.* (Nos Preuves, n° 74 ter.) Nous avons analysé cette pièce dans une note de la page 134 de nos *Pièces supplémentaires*.

(2) B. 20. Registre. Causes portées à l'audience du Châtelain de Malleval. Procédures civiles & criminelles (texte latin, 1392-1398). — In-folio de 189 feuillets (Inv. Chaverondier). — B. 4. Registre. Causes portées à l'audience de la Châtellenie de Malleval. Arrêts criminels rendus à la Cour de la dite Châtellenie sur différents délits de chasse, &c. (texte latin, 1358-1365). — In-folio de 225 feuillets.

(3) Arch. de la Loire, B. 1. Registre des sentences criminelles du Juge de Forez en 1477.

(4) Archives de la Loire, série B. 1. Registre.

(5) Archives de la Loire, série B. 1.

(6) Archives de la Loire, série B. 1. Registre des sentences du Juge de Forez en 1476.

(7) *Ibidem*.

(8) Archives de la Loire, série B. 1. Registre des sentences criminelles du Juge de Forez.

(9) *Ibidem*, série B. 1. Registre.

(10) Mêmes archives, série B. 1. Registre.

d'amendes arbitraires fuyant, le bon plaisir du Juge. Nous trouvons, pour un fait de ce genre, une condamnation à 30 sols d'amende (1).

ASSECURAMENTUM. — En cas de menaces, la personne qui pouvoit craindre qu'elles ne fussent suivies d'effet avoit le droit de traduire celui qui les avoit proférées devant le Juge de Forez. Cet Officier forçoit l'agresseur à prêter serment, devant témoins, qu'il ne nuirait en rien à la personne qu'il avoit menacée; &, le serment prononcé, il lui déclaroit que, s'il l'enfrenoit, il s'exposoit aux peines portées pour violation de serment. Cette sage précaution d'appeler ainsi dans l'auditoire de la Cour celui qui faisoit des menaces, & de le contraindre à prêter serment de ne pas les mettre à exécution, étoit une des vieilles coutumes du Forez : *Affecuramentum propter hoc legitimum, secundum hujusmodi patrie (Forensis) consuetudinem* (2).

PRISONS. — Lorsque la justice haute étoit en un si grand nombre de mains, il n'est pas possible de croire que l'arbitraire le plus absolu n'ait réglé à son bon plaisir le régime des prisons, & n'ait prolongé souvent outre mesure les détentions préventives. Beaumanoir nous dit bien que si le haut justicier, par peur ou par corruption, laissoit passer un délai de quarante jours sans prononcer son jugement définitif, il étoit condamné à perdre sa justice (3); mais comme il n'y avoit pas de contrôle possible, il est fort croyable que l'abus triompha bien plus que les règles illusoires promulguées par les Rois.

Bien que tous les châteaux du Forez en possession de la haute, moyenne & basse justice dussent avoir des prisons, de même que les Châtellenies où la justice étoit rendue au nom du Comte, nous n'en avons trouvé que quelques rares mentions dans les nombreux documents qui ont passé sous nos yeux. Ainsi nous voyons, par un acte du 7 avril 1459, que le Duc de Bourbon permit à Jean de Laire, Seigneur de Cornillon, de faire arrêter les délinquants & de les conduire dans les prisons de ce château; &, par un acte du 1^{er} septembre 1341, que le Comte de Forez, en cédant tous ses droits de justice sur le Poyet, dans le mandement de Lavieu, accorda le droit d'arrêter, de détenir & d'exécuter sur les terres de cette Seigneurie : *captionem, detentionem & executionem*. Plus tard, en dehors de l'époque dont nous étudions l'histoire, on trouve des lettres patentes de 1558 qui ordonnent de faire construire des prisons dans la maison forte de la Bâtie, & un arrêt du Conseil de 1586 ordonnant « que les habitants d'Oriol seront tenus de garder & conserver le château d'Oriol, où l'on a mis de tout temps les prisonniers détenus de l'autorité du Bailli de Forez; à cet effet, l'entretenir, à leurs dépens, de réparations, & pourvoir aux frais du capitaine & du geôlier; en considération de ce, ils doivent être exempts de tailles. »

Les Chartes des villes franches du Beaujolais précisent avec soin les cas où les bourgeois pouvoient être arrêtés & détenus. A Villefranche, même pour le crime le plus grave, une information légale devoit précéder l'arrestation. En fournissant caution, les bourgeois pouvoient toujours éviter la prison préventive; &, lorsqu'ils étoient détenus, on avoit soin de les placer dans un lieu convenable, *in honesto loco*, dans la maison même du Prévôt ou du Châpitol (4).

Dans la même Charte, le Seigneur s'engageoit à ne pas faire arrêter & détenir un bourgeois, pour quelque cause que ce fût, à moins qu'il ne s'agit de meurtre, de vol, de trahison ou de tout

(1) Archives de la Loire, série B. 1. Registre des sentences criminelles du Juge de Forez en 1476.

(2) Archives de la Loire, série B. 1. Registre des sentences criminelles du Juge de Forez en 1476.

(3) Beaumanoir, *Coutumes du Beauvoisis*, ch. LVIII, art. 20. Albert du Boys, *Histoire du droit criminel*, t. II, p. 261.

(4) Si *burgensis Villefranchi aliquam injuriam fecerit*

que non sit homicidium vel furtum, & clamor inde fiat, prepositus potest petere quod fidejubeat; si non velit fidejungere, habeat recursum ad bona sua; & si non habeat bona, corpus in honesto loco ponat, in domo prepositi vel chacipoli, dum tamen fidejubeat primo qui clamorem fecit. Et si aliquis de burgensibus velit ipsum fidejungere ad ipsum habendum ad rationem, poterit ipsum habere, &c.

autre délit majeur (1). Dans ce dernier cas, une information légale devoit précéder l'arrestation ; à moins que le bourgeois n'eût été pris en flagrant délit, alors il devoit être arrêté incontinent.

Dans la Charte de St. Symphorien le Château, on trouve des dispositions d'une douceur extrême contre les délinquants qui ne se feroient rendus coupables que de petits délits, & quelques sages mesures sur le régime des prisons : « Item, que si & toutes les fois qu'il arrivera que quelqu'un desdits habitants fust pris, pour quelque délit qu'il eust commis, & qu'icelluy estant pris se declare prest d'y prendre garde & qu'il n'y retourne plus, en promettant de se repentir & de payer ce à quoy il sera condamné, dès lors il ne doit ny ne peut estre emprisonné ou mis dans les prisons, mais doit estre relâché & delivré, finon que le cas fust trop énorme, comme quelque mutilation ou plus grand crime auquel il écheroit punition corporelle de laquelle debvroit estre puny un tel délinquant. Item, que s'il arrive que quelqu'un des dits habitants soit emprisonné pour avoir commis quelque crime, icelluy ne doit ny est tenu, à raison dudit emprisonnement, de payer quelque chose aux dits Seigneurs (Chanoines de Lyon) ny à leurs Officiers, finon seulement les despens qu'il a fait dans les prisons & 3 deniers tournois pour le droit de geolier pour chaque jour qu'il aura demeuré. »

IV

DENOMBREMENT DE QUELQUES SEIGNEURIES, CHATELLENIES, ABBAYES
ET PRIEURÉS DU FOREZ
AYANT LA HAUTE, MOYENNE ET BASSE JUSTICE,
OU LA JUSTICE MOYENNE ET BASSE,

Avec des annotations, d'après des documents inédits,

PAR

L'ÉDITEUR.

AGATHE (ST.). — En 1311, le Comte de Forez, en faisant donation du territoire de Ste Agathe à Pierre de Barges, Chevalier, lui donna en même temps sur le même lieu la justice haute & basse, « avec pouvoir de lever fourches patibulaires dans ledit mandement en la forme & manière que les autres nobles dudit pais ont, excepté le Seigneur de Coulan, réservé toutefois le fief & hommage-lige, jurable & rendable, ouverture & publication des testaments, cognition & punition des hereges (hérétiques) ; ensemble le ressort semblable qu'il a sur les autres nobles dudit Comté qui ont justice haute, moyenne & basse, comme ledit Seigneur de Ste Agathe, etc. » (*Livre des compositions*, n° 98, P 56.)

Avant 1789, Ste Agathe étoit une paroisse en toute justice. (*Fiefs du Forez*, par Sonner du Lac.)

AMBIERLE (Amberta). — En 1266, il y eut un accord, entre le Comte de Forez & le Prieur, sur les droits de justice dans la paroisse d'Ambierle & sur la ville & paroisse de St André. Le Comte se réserva l'application des peines capitales & la mutilation des membres. (Inv. Charverondier, n° 933.)

ANDRÉ (ST.). — En 1441, Jean de l'Espinaffe d'Albon rendit hommage au Comte pour cette justice. Avant 1789, c'étoit une paroisse en toute justice.

APINAC. — Fief. Haute, moyenne & basse justice. En 1280, Pierre Maréchal, Chevalier, fut confirmé dans

(1) Dans la Charte de Thify on trouve cette disposition, qui prouve quel respect on avoit, dans les villes franches, pour la liberté individuelle : *Quicumque in istam villam venire voluerit, dominus debet eum retinere, si*

paratus fuerit conveniri cubilibz flare juri; si juri flare nolet, conducere debet eum dominus usque ad locum securum, nisi sit lutor publicus vel homicida.

les droits de justice par Dauphine de St Bonnet. (*Fiefs du Forez*, par Sonner du Lac, publiés par M. d'Affier de Valenches.)

APOLLINARD (St.).—Avant 1789, c'étoit une paroisse en toute justice. (Son. du Lac.)

AUSÉPIN (L.).—Fief. Vue de son château dans l'Armorial de Guillaume Revel. Avant 1789, c'étoit encore une Seigneurie en toute justice. (Son. du Lac.)

BASTIE (La).—Seigneurie, maison forte. Lettres patentes de 1518 qui ordonnent d'y faire construire des prisons. (Son. du Lac.)

BATAILLON.—Avant 1789, fief en toute justice. (Son. du Lac.)

BEAULIEU.—Prieuré avec justice haute, moyenne & basse.

BELLEGARDE.—Châtellenie. (*Registre des nominations des Officiers du Forez*, n° 980 des mff. de la Bibliothèque impériale, année 1394.)

BÉNIGNONS-DIEU (Abbaye de la).—En 1239, le Comte de Forez, par un premier accord avec l'Abbé, se réserva l'application de la peine de mort & des peines corporelles. (*Livre des compositions*, n° 90, P. 54.) En 1326, le Comte passa un nouvel accord avec l'Abbé, par lequel il fut décidé, par interprétation de la Charte de 1239, que l'inquisition, la punition & l'exécution de tous délits entraînant la mort naturelle, la mutilation des membres, le bannissement perpétuel & temporel, s'appartiendroient au Comte de Forez. La connaissance & punition de tous les autres délits restèrent à l'Abbé, excepté pour les larcins excédant la somme de 10 sols. Si la sentence devoit être réduite à une somme pécuniaire, la moitié devoit revenir au Comte, l'autre moitié au Couvent. (*Livre des compositions*, n° 131, P. 78. *Inventaire des titres de la Maison ducale de Bourbon*, par M. Huillard-Bréholles, sous-chef de section aux Archives de l'Empire, t. I^{er}, n° 205. Archives de l'Empire, P. 1401^a, C. 1075.) Vue de la Bénissons-Dieu, esquisse dans l'Armorial de Guillaume Revel.

BIGNY.—Avant 1789, fief en toute justice. (Son. du Lac.)

BOEN.—Avant 1789, Seigneurie en toute justice. (Son. du Lac.)

BOIST.—Château. Par lettres patentes du 5 mai 1470, le Duc de Bourbon Jean II accorde à perpétuité à Guillaume Gouffier, Chevalier, Chambellan & Conseiller de Louis XI, la justice haute, moyenne & basse pour son château de Boisy & dans l'étendue du mandement fixée par le procès-verbal de visite des lieux. (*Livre des compositions*, P. 157.)

BONLIEU (Abbaye de).—Jurisdiction haute & basse exercée de moitié entre le Comte de Forez, qui jugeoit les cas de haute justice, & l'Abbesse, qui connoissoit des cas de basse justice, sur les terres mouvantes de la directe du Couvent. (*Inventaire-Gayand*.)

BONNET LE CHATEAU (St.).—Ville & château.

Châtellenie. (*Registre des nominations*, &c., année 1317.)

BONNET LES OULLES (St.).—En 1318, composition entre le Comte de Forez & Pierre d'Angérieur sur la justice de « St Bonnet les Oleres » (sic). (*Inventaire Chaverondier*, n° 1099.) Avant 1789, c'étoit une Seigneurie & paroisse en toute justice. (Son. du Lac.)

BONNET DES QUARZ (St.).—Avant 1789, Seigneurie en toute justice. (Son. du Lac.)

BOURG ARGENTAL.—Châtellenie.

BOUTERESSE.—Château. Vue dans l'Armorial de Guillaume Revel.

BOUTHÉON.—En 1401, le Duc de Bourbon vendit à Antoine de Lévis le château de Bouthéon avec la justice haute, moyenne & basse. (*Inv. Chaverondier*, n° 224 & *passim*.)

BUST.—Châtellenie. (*Registre des nominations*, &c., année 1317.) Avant 1789, c'étoit un fief avec haute, moyenne & basse justice. (Son. du Lac.)

CERVIERES.—Châtellenie. (*Registre des nominations*, &c., année 1317.) Par une ordonnance de 1307, le Juge de Forez permit à Reynaud, Seigneur de Cervières, de donner dans son mandement les mesures de vin & de connoître des fausses. (Son. du Lac.)

CHALAIN LE COMTAL.—Seigneurie des Comtes de Forez avec haute, moyenne & basse justice. (Son. du Lac.)

CHALAIN D'USORE.—Avant 1789, bourg & paroisse en toute justice. (Son. du Lac.)

CHALMATEL.—Fief en toute justice.

CHAMBÉON.—Château, Châtellenie. (*Registre des nominations*, &c., année 1333. *Inv. Chaverondier*.)

CHAMRON.—Fief avec justice haute & basse. Accord sur la justice entre le Comte de Forez & Jean de Montboissier, Seigneur d'Aubouffon. 1335-1337. (*Inv. Chaverondier. Noms féodaux*.)

CHAMPAGNY PIERREITE.—Fief avec justice haute, moyenne & basse.

CHAMPS.—En 1277, le Comte de Forez se réserva la haute justice sur le village. (Huillard-Bréholles, n° 614, a.) Avant 1789, paroisse en toute justice. (Son. du Lac.)

CHANDIEU.—Prieuré. Par un accord de 1290, il fut décidé que, dans l'étendue du Prieuré de Chandieu, au Comte de Forez appartiendroient les exécutions capitales, la mutilation des membres, les bannissements perpétuels, & au Prieur tous les autres droits de justice. *Quod omnis executio mutilationis & mortis & etiam cujuscunque bannis perpetui ad nos & successores nostros in dicto comitatu debeat in perpetuum pertinere in dicta villa Candiaci & in territorio ejusdem, quatenus in ipso Prior jurisdictionem habeat & cognitionem & condemnationem minorum & majorum delictorum, ceteris omnibus in suo robore duraturis, prout in compositionis littera continetur.* (*Inv. Huillard-Bréholles*, n° 811. Voir aussi le n° 321 du même Inventaire; Archives de l'Empire, P. 1401^a, C. 1112; le

Livre des compositions des Comtes de Forez, n° 81, pp. 45 & 46, & l'Inv. Chaverondier, n° 1112.)

CHANGY. — Fief. Justice haute & basse. En 1311, Geoffroy Macibor, Hugues & Jacques, les enfants, cédèrent la *sixième partie* qu'ils avaient sur la justice haute & basse de Changy, à la réserve de la *deuxième partie* de cette justice qui appartenait au Prieur d'Amberlie (de *Amberia*). Le Comte leur donna en échange la Châtelainerie de Crosset. (Inv. Huillard-Breholles & Inv. Chaverondier, n° 173.)

CHANTOIS. — Fief en toute justice : haute, moyenne & basse (Son. du Lac.)

CHAPELLE EN LAFAYE. — Paroisse en toute justice : haute, moyenne & basse. (Son. du Lac.)

CHATEAU LE BOIS. — Haute, moyenne & basse justice. (Son. du Lac.) Ce fief relevait de la Commanderie de Montbrion. Le Comte de Forez, en 1272, en cédant la justice, s'était réservé la connaissance des cas entraînant la peine de mort, les exécutions & la mutilation des membres. (Son. du Lac.)

CHATEAUMORAND. — Fief en toute justice. (Son. du Lac.)

CHATELARD (Lt). — Fief en toute justice. (Son. du Lac.)

CHATELNEUF. — Châtellenie. (*Registre des nominations*, &c., année 1317.) En 1317, il y eut un accord sur les droits de justice de ce fief entre Guillaume de Châtelnouf & Guigue de la Roche son Seigneur immédiat. (*Noms féodaux*, p. 265.) Une vue du château se trouve dans l'Armorial de Guillaume Revel.

CHATELUS. — Châtellenie. (*Registre des nominations*, &c., année 1342.) Le Châtelain commandait aussi quelquefois à Fontanès.

CHAVANAT. — Châtellenie. (*Registre des nominations*, &c., année 1399.) En 1463, le Duc de Bourbon obtint un arrêt contre les Doyen & Chapitre de Lyon sur la justice de ce lieu. (Inv. Chaverondier.)

CHAZELLES SUR LAVIEU. — Avant 1789, ce fief possédait encore la haute, moyenne & basse justice. (Son. du Lac.)

CHAZELLES SUR LYON. — Commanderie en toute justice. En mars 1267, il y eut un accord entre le Comte de Forez & le Commandeur d'Auvergne sur la justice du ressort de la Commanderie de Chazelles. Il fut convenu que les Précepteurs de cette Commanderie auraient la justice haute, moyenne & basse, qu'ils pourroient condamner à mort, à la mutilation, à la déportation, à la rélegation ; mais que les exécutions capitales & les mutilations ne pourroient être faites que par le Châtelain du Comte à St. Galmier. Ces dispositions furent confirmées en 1272. (*Livre des compositions*.) On voit par ces actes qu'il y avait des prisons dans les bâtiments de la Commanderie.

CHENERELLES. — Avant 1789, ce fief avait la haute, moyenne & basse justice. (Son. du Lac.)

CHENEVOUX. — Fief en toute justice avant 1789. (Son. du Lac.)

CHEVRIÈRES. — Fief avec justice haute, moyenne & basse jusqu'en 1789. (Son. du Lac.)

CHOSSANS (St. Jean DE), près de Riverie. — En 1502, il y eut un accord entre le Duc de Bourbon, Seigneur de Riverie, & Louis de Bron, par lequel la haute justice de ce lieu resta au Duc & la justice moyenne & basse à Louis de Bron. (Inv. Chaverondier.)

CIVENS. — En 1323-1333, la justice sur les terres de cette paroisse étoit indivise entre Hugues Charpinel, Chevalier, & Hugues Raybi, Chevalier. (Archives de l'Empire, R. 490, pp. 278, 279. *Noms féodaux*.)

CLEPPÉ. — Châtellenie. (*Registre des nominations*, &c., année 1377.) En 1281 & 1300, les droits de justice furent partagés entre le Comte de Forez, l'Abbé d'Ainay & les Prieurs de St. Rambert & de Cleppé, à l'exception de l'application des peines corporelles qui fut réservée au Comte seul. (Inv. Chaverondier & Inv. Huillard-Breholles, n° 293.) Vue de ce château dans l'Armorial de Guill. Revel.

COMMIÈRES. — En 1297, la haute justice appartenait au Comte de Forez, & la basse justice à Reynaud de Vieux-Maison, possesseur de ce fief. (Son. du Lac.)

CORNILLON. — Château & Seigneurie avec haute, moyenne & basse justice. Le 7 avril 1459 (v. f.), le Duc de Bourbon permit à Jean de Laire, Seigneur de Cornillon, d'élever des fourches à trois piliers dans la Seigneurie de Cornillon, située partie en Forez, partie en Velay. Le Bailli de Velay, qui lui avoit dénié ce droit, reconnut, en 1483, que le Seigneur de Cornillon, *suivant le droit de baronnie*, avoit la faculté de faire ériger des fourches patibulaires & autres insignes de haute justice même dans les lieux du ressort du bailliage du Velay. Il lui reconnut de plus le droit de faire arrêter dans les dits lieux tous délinquants, & de les faire conduire dans les prisons du château de Cornillon. (*Livre des compositions*, n° 151, p. 120.) L'Armorial de Guillaume Revel ne renferme pas de vue de ce château.

COUSAN. — Château & Seigneurie avec justice haute, moyenne & basse. On trouve une vue de ce château dans l'Armorial de Guillaume Revel.

CREMEAUX. — Fief en toute justice.

CROSET. — Châtellenie. (*Registre des nominations*, &c., année 1365.) Par un accord du 3 novembre 1345, entre le Comte de Forez & Henri de Rochebaron, la justice des lieux de Crosset, de la Charcelle, &c., fut attribuée au Comte. (Inv. Chaverondier, n° 1101. *Noms féodaux*.) En 1379, la haute, la moyenne & la basse justice furent de nouveau cédées au Duc de Bourbon par Erard de l'Épinalle. (Inv. Huillard-Breholles, n° 3440.)

CUSIEU. — Fief en toute justice. (Son. du Lac.)

DENIS (St.). — En 1351, Guillaume de Crussol, Dainoisieau, vendit au Comte de Forez la justice haute, moyenne & basse du dit lieu. (Archives de l'Empire, R. 1394, p. 18. *Noms féodaux*, p. 340.)

DONZY. — Ville & château. Châtellenie. (1346. *Registre des nominations*, &c.) On trouve une vue du château dans l'Armorial de Guillaume Revel.

ECOTAT. — Château & Seigneurie avec justice haute, moyenne & basse. En 1410, le Prieur de St. Sauveur avoit la justice dudit lieu. (Son. du Lac.)

ESSATINES. — Vue du château dans l'Armorial de Guillaume Revel.

ESTAINO. — En 1277, le Comte de Forez concéda à Gaspard de Ronchivol, aux siens & à perpétuité, la justice haute, moyenne & basse d'Estaino, en se réservant la connoissance des crimes qui entraînoient la mort ou la mutilation des membres. (Inv. Huillard-Bréholles, n° 628, a.)

ESTIVABILLIES. — Alias, *Esfinalières* ou *Esfinalières*. Château. Ce fief, vers 1789, ne possédoit plus que la moyenne & basse justice. (Son. du Lac.) Une vue du château se trouve dans l'Armorial de Guillaume Revel.

ETIENNE DE FURAN (St.). — La haute justice de la ville appartenoit aux Seigneurs de St. Priest. Avant 1789, la paroisse étoit encore en toute justice. (Son. du Lac.)

LA FAY. — Avant 1789, paroisse en toute justice. (Son. du Lac.)

LE FAY. — Châtellenie. (*Registre des nominations*, &c.)

FEUGEROLLES. — Seigneurie avec la justice haute, moyenne & basse. 1347. (Son. du Lac.)

FIRMINT. — Prieuré de l'ordre de St. Benoît, dépendant de l'Abbaye de St. Benoît, du ressort & de la garde du Comte de Forez. Par un accord de 1300, entre le Prieur & le Seigneur de Feugerolles, il fut convenu que la justice haute & basse de la ville de Firmint demeurerait au Prieur, avec droit de condamner au dernier supplice & à la mutilation des membres, mais que toutes les exécutions seroient réservées au Seigneur. (Cartulaire de Cornillon. Communication de feu M. de La Tour-Varan, bibliothécaire de la ville de St. Etienne.) Par une autre transaction de 1329, entre le Comte de Forez & le Prieur de Firmint (*Furmigny*), il fut reconnu que la justice haute & basse, avec le *marum & mixtum imperium*, dans le Prieuré & le lieu de Firmint, appartenait au Prieur, & que la garde, la supériorité & le ressort restoient au Comte, de qui les prédécesseurs en avoient joui de toute antiquité. (Inventaire Huillard-Bréholles, n° 1891, & Archives de l'Emp., P. 1401³, C. 1117.)

FONTANES. — Seigneurie. En 1351, Guillaume de Crussol vendit au Comte de Forez la part du château avec la justice haute, moyenne & basse. Fontanès étoit une Châtellenie. (*Registre des nominations*, &c., année 1363.) Une vue du château se trouve dans l'Armorial de Guillaume Revel. Le Châtelain de Fontanès l'étoit quelquefois en même temps Châtelain.

FOUILLOUX (La), ou La Fouleux dans les anciens titres. — Château. Châtellenie. (*Registre des nominations*, &c., année 1340.)

GALMIER (St.). — Ville & Châtellenie. (*Registre des nominations*, &c., année 1333.) Une vue de la ville & du château se trouve dans l'Armorial de Guillaume Revel.

GARDI (La). — Seigneurie en toute justice. En 1301, le Comte de Forez s'en étoit délaissé à la charge du fief & hommage.

GÉNIST LERPT (St.). — Avant 1789, paroisse en toute justice. (Son. du Lac.)

GERMAIN LAVAL (St.). — Châtellenie. (*Registre des nominations*, &c., année 1317.) En 1302, Arthaud de Saint Germain avoit cédé au Comte de Forez la part qui lui appartenait sur le château, la ville & le mandement, avec la justice haute, moyenne & basse, & il avoit reçu en échange le château de Montrond. (Inventaire Chaverondier.)

GREIGNU. — Seigneurie en toute justice. (Son. du Lac.) En 1322, accord sur cette justice.

GRÉZIEUX FROMENTAL. — Seigneurie avec justice haute, moyenne & basse, concédée en 1301 à Pierre du Verney par le Comte de Forez.

HAON LE CHATEL (St.). — Château & Châtellenie. (*Registre des nominations*, &c.) Vue du château dans l'Armorial de Guillaume Revel, qui le nomme *Sanddan*.

HÉAND (St.). — Château & Châtellenie. (*Registre des nominations*, &c., année 1336.) Guillaume Revel, qui a donné une vue du château de St. Héand, le nomme *Saint Teen*. On trouve aussi dans de vieux titres le nom de *St. Hayand*. Il existe dans les Archives de la Loire un *Registre* (B. 11) de justice tenu par Jean de Lavieu, Damoiseau, Châtelain & Receveur de St. Héand (*Sand Heugend*). On trouve dans ce *Registre* une sentence qui condamne un nommé Philippe Richard à 15 sols d'amende pour avoir injurié une femme. Texte latin, 1384-1408.

HILAIRE (St.). — Fief avec haute, moyenne & basse justice. 1305.

HOPITAL LE GRAND (L'). — Fief appartenant à la Commanderie de St. Jean de Montbrison. Lorsque le Comte de Forez, en 1272, en céda la justice, il se réserva la connoissance des cas entraînant une condamnation capitale, l'application de cette peine & la mutilation des membres. (Son. du Lac.)

JAS. — Seigneurie. Paroisse en toute justice avant 1789. (Son. du Lac.)

JEAN (St.). — Prieuré sur la paroisse de St. Maurice en Roannais. Accord de 1270, sur la juridiction, entre le Comte de Forez & le Prieur. (Inventaire Chaverondier, n° 1085.)

JULIEN MOLIN MOLLETTE (St.). — Paroisse en toute justice avant 1789. (Son. du Lac.)

JULLIEU. — Seigneurie & paroisse en toute justice avant 1789. (Son. du Lac.)

JUST EN CHEVALET (St.). — Châtellenie. (*Registre des nominations*, &c., année 1317.) Vue du château dans Guillaume Revel. Par un accord du mois de mars

1320 (v. f.), passé avec l'abbesse & le Couvent de Cuffy (Cuffet), le Comte de Forez le réserva la justice haute, moyenne & basse sur les terres du monastère situées dans la dépendance de St. Just. (Inventaire Luillier.)

JUST EN VLEY (St.). — Paroisse en toute justice avant 1789. (Son. du Lac.)

LAURENTE LA CONCHÉ (St.). — Château & fief avec justice haute, moyenne & basse appartenant en 1305 à Henri de Rochebaron. (*Noms féodaux*, p. 827.)

LAUVIEU. — Châtellenie. (*Registre des nominations*, *ac.*, année 1317.) Vue du château dans l'Armorial de Guillaume Revel.

LEFRIGNIEU. — Paroisse avant 1789 avec la justice haute, moyenne & basse. (Son. du Lac.)

LUPPÉ. — Seigneurie en toute justice. La haute justice fut concédée à Gastonnet de Gât, Seigneur de Luppé, par le Duc de Bourbon en 1439. (Inventaire Luillier.)

LURIEU. — Seigneurie avec tous droits de justice en 1334. (*Noms féodaux*, p. 917.)

MACIAS. — Paroisse en toute justice avant 1789. (Son. du Lac.)

MAGNIEU HAUTE RIVE. — En 1286, une sentence du Juge de Forez décide que Guillemet d'Acre, Damoiseau, avait le droit d'exercer la justice sur la terre de Magnieu Haute Rive, & d'appliquer les peines corporelles & pécuniaires, sauf le cas de condamnation à mort. En ce cas, le condamné devait être livré aux gens du Comte de Forez pour être exécuté en dehors des limites de la terre de Magnieu. (Inv. Huillard-Breholles, n° 795, *a. Livre des compositions*, p. 78.) Avant 1789, Magnieu étoit une paroisse en toute justice.

MAGNIEU LE GABION. — Paroisse en toute justice avant 1789. (Son. du Lac.)

MAILLÉVAT. — Château, Châtellenie au XIV^e siècle. Par actes de 1275 & 1277, le Comte de Forez fit donation à Guillaume de Botigues de cette Seigneurie avec la haute & basse justice. (Son. du Lac.) Dans un *Registre* des Archives du département de la Loire (B. 4), on trouve plusieurs arrêts criminels rendus à la Cour de la Châtellenie sur différents meurtres, 1358-1365; dans un autre *Registre* de ces mêmes Archives (B. 20), des procédures civiles & criminelles de la même Châtellenie, entre autres une condamnation à une amende de 8 écus d'or contre les nommés Pierre Genin, Etienne Monet & Michel de Malculot, pour avoir chassé à l'arbalète dans les bois & garennes des Seigneurs de Pélucin (*de Pelucano*) & de Sablon. (Texte latin, 1392-1398.) Enfin, dans les mêmes *Registres* des mêmes Archives (B. 4), on trouve divers arrêts criminels rendus à la Cour de cette Châtellenie sur différents vols de fruits, de bois, *ac.*, 1358-1365, & des condamnations pour vols de pommes, raisins, poissons, *ac.*, 1392-1398. (B. 20.)

MARCEL DE FÉLINES (St.). — Château. Ce fief ne possédait que la basse justice. Il a appartenu de notre temps au Marquis de Talaru, ancien Pair de France,

ancien Ambassadeur de France en Espagne, qui étoit allié aux premières familles de France, aux Montmorency, aux Béthune-Sully, aux Luxembourg, aux Brillac, & qui est mort sans laisser d'enfants de sa première femme, née Delphine de Soran, non plus que de la seconde, la charmante & spirituelle M^{lle} de Soran, nièce de Madame Delphine. En la personne de M. le Marquis de Talaru, s'est éteinte cette grande race chevaleresque qui a donné deux Archevêques à la ville de Lyon & qui, pendant plusieurs siècles, a illustré notre province du Forez. Le dernier des Talaru, qui avoit disposé de son immense fortune avec une libéralité toute royale en faveur de ses proches & de ses amis, sans oublier les pauvres, a laissé le château de St. Marcel de Félines à un parent de sa femme, M. le Comte de Courtivron, autre héritier d'un nom ancien de la Bourgogne, que l'on trouve plus d'une fois dans ses Annales.

MARCEL D'URLE (St.). — Châtellenie. (*Registre des nominations*, *ac.*, année 1359.) Avant 1789, c'étoit une paroisse en toute justice. (Son. du Lac.)

MARCELIN (St.). — Ville & Châtellenie. (*Registre des nominations*, *ac.*, année 1317.) G. Revel a donné une vue de la ville & du château.

MARCIU LY CHATEL. — Châtellenie. (*Registre des nominations*, *ac.*, année 1359.) Vue du château dans l'Armorial de Guillaume Revel.

MARCIOT. — Châtellenie. (*Registre des nominations*, année 1334.)

MAROTS. — Château, Châtellenie. (*Registre des nominations*, *ac.*, année 1317.) G. Revel, qui donne une vue de ce château, le nomme *Maroux*.

MARTIN L'ESTRA (St.). — En 1317, le Comte de Forez céda à Arnulphe, Seigneur d'Urle (Dulpheu), la haute juridiction & la justice des villes de St. Martin Lestra sous Urle & de la Sauveté, où les Officiers du Forez l'exerçoient au nom du Comte, « quoique ces villes fussent d'ancienneté du mandement du château d'Urle appartenant à ce Seigneur. Aussi, reconnoissant la justice de ses réclamations, le Comte lui en laissa-t-il la pleine propriété à lui & à ses descendants. » (*Histoire des Ducs de Bourbon*, *ac.*, t. I, p. 340, note de M. Barreau.)

MAURICE EN GOURGOIS (St.). — Bourg & paroisse en toute justice avant 1789. (Son. du Lac.)

MAURICE EN ROANNOIS (St.). — Château, Châtellenie. (*Registre des nominations*, *ac.*, année 1334.) La haute justice fut cédée au Comte de Forez par le Chapitre de Lyon en vertu d'un accord de 1266. (Invent. Chaverondier, n° 931.) Dans un *Registre* qui fait partie des Archives du département de la Loire (B. 20), on trouve diverses causes portées à l'audience du Juge & Châtelain de St. Maurice, entre autres, la condamnation d'un nommé Jean Cheley, du mandement de Clambréon, à une amende de 10 sols pour avoir volé du bois dans la forêt de Baux appartenant au Duc de Bourbon. 1402-1406.

MIRIGNY LE COMTAL & la Bruyère, dépendant de la paroisse de Lefignieu. — Justice haute, moyenne & basse. (Son. du Lac.)

MERLIEU. — Château. Fief en toute justice. Hommage de Geoffroy de Barges au Comte de Forez en 1335. (Son. du Lac.)

MESSIEUX. — En 1293, le Comte de Forez reconnut que le Commandeur de St. Jean de Jérusalem, à Montbrison, avoit la justice haute, moyenne & basse. Il ne se réserva, ainsi qu'à ses Officiers, que la connaissance des grands crimes, entraînant la mort ou la mutilation des membres, le droit de ressort & supériorité. (Son. du Lac.)

MOIND. — Château & ville. En 1339, le Comte de Forez reconnut que la justice du château de Moind appartenoit aux Chanoines de Montbrison, à la réserve de la garde, supériorité & ressort, *bona guarda ac superioritate & ressorto*. (Arch. de l'Emp., F. 1401 ter, c. 1106.) Guy VII leur donna *ommodum jurisdictionem & merum & mixtum imperium cum ipsorum executione, cognitione & definitione & executione eorumdem, ... in dicto castro Modoni & ejus mandamento, &c.*

MONSIEUR. — Château, Châtellenie. (*Registre des nominations*, &c., année 1331.) Vue du château dans Guillaume Revel, qui le nomme *Monfeu*.

MONTARCHER. — Château & Seigneurie avec la haute, moyenne & basse justice, qui appartenait, en 1305, à Henri de Rochelaron, Chevalier. (*Noms féodaux*, p. 827.)

MONTBRISON. — Ville & château. Châtellenie, 1324-1334. (Charte de Montbrison; *Registre des nominations*, &c.) En 1261, Rolland de Vauchie (*de Velchia*), Chevalier, vendit au Comte de Forez la justice moyenne sur des terres qu'il possédait dans cette Châtellenie, « & l'usage de rompre le pain qu'il avoit en la ville de Montbrison, moyennant 10 livres viennoises. » (Inventaire Chaverondier, n° 297. — *Noms féodaux*, p. 978.) Les Chanoines avoient la justice dans le cloître de Notre-Dame. Vue de Montbrison dans l'Armorial de G. Revel.

MONTCHAL. — Paroisse en toute justice avant 1789. (Son. du Lac.)

MONTGUES. — Fief en toute justice, partie en Forez & partie en Bourbonnois. (Son. du Lac.)

MONTROUX. — Fief avec justice.

MONTGILBERT. — La justice comprenoit, avant 1789, plusieurs villages dans la paroisse de St. Priest la Prugne. (Son. du Lac.)

MONTROD. — Château fort. En 1302, le Comte de Forez & Arthaud de St. Germain, Chevalier, firent un accord par lequel le Comte lui donna le château de Montrond avec la juridiction haute, moyenne & basse, en échange des droits de propriété qu'il avoit sur la ville, le château & le mandement de St. Germain Laval, y compris la justice haute, moyenne & basse. (Inventaire Chaverondier.)

MONTVERDUN. — Prieuré. En 1233, le Comte de

Forez, d'une part, l'Albe de la Chaîne-Dieu & le Prieur de Montverdun, d'autre part, firent un accord par lequel il fut reconnu que la justice haute, moyenne & basse, sur les lieux de Montverdun, de St. Clément, de Mefmieu, de Chabuzet (Chabiet), de St. Paul (d'Ufure) & de St. Myard, appartenait au Prieur; mais le Comte se réserva la punition capitale des meurtriers, des homicides, des incendiaires & des voleurs de grand chemin. (Inventaire Huillard-Bréholles, n° 166, & Inventaire Chaverondier.) En 1258, survint une nouvelle composition, entre le Comte & le Prieur, au sujet de la haute justice sur les mêmes lieux. Par interprétation de la composition de 1233, ils décidèrent que la Cour du Prieur auroit le droit de condamner à mort, mais que l'exécution de cette peine appartiendrait au Comte. L'exécution des autres peines corporelles, telles que la marque, la mutilation des membres, &c., étoit réservée à la Cour du Prieur. (Inv. Huillard-Bréholles, n° 359.) En 1401, une décision des gens du Conseil du Comte de Forez maintint le Prieur en possession de la justice haute, moyenne & basse, jusqu'à la rivière du Lignon. Vue du Prieuré de Montverdun dans l'Armorial de G. Revel.

NÉRONDE. — Ville & château. En 1366, il y avoit un Capitaine Châtelain du Roannais pour le district de Néronde. (*Registre des nominations*, &c.)

NERVIEU. — En 1173, par la fameuse transaction qui survint entre Guichard, Archevêque de Lyon, & Guy II, Comte de Forez, transaction qui fixait les limites respectives entre la Seigneurie du Lyonnais & le Comté de Forez, « l'Eglise de Lyon abandonna au Comte tout ce qu'elle possédait au-delà de la Loire, à savoir la justice sur les territoires de Nervieu & Souternon, jusqu'à Amions & Urfé, & sur ce qu'elle possédait d'Urfé à Cervière & de Cervière à Thiers, &c. Elle abandonna aussi tout son droit sur le château de St. Romain le Puy, & de là jusqu'au Puy & en Auvergne. » (Inventaire Huillard-Bréholles.) Philippe Auguste confirma cet accord en 1183.

NOALLY. — En 1290, le Comte de Forez, par un accord avec le Prieur, se réserva les punitions corporelles & les exécutions capitales sur les hommes de Noally. (*Livre des compositions*, n° 93, F. 55.)

OGEROLLES. — Fief en toute justice. (Son. du Lac.)

ORIOL. — Château avec prisons. Seigneurie en toute justice, haute, moyenne & basse. (Son. du Lac.)

OUSCHES. — Justice. (Son. du Lac.)

PAL EN CHALENCON (ST.). — Paroisse & Seigneurie en toute justice. (Son. du Lac.)

PALAIS (L.). — Château, Seigneurie en toute justice. La justice étoit un démembrement de celle de Feurs. (Son. du Lac.)

PALOGNIEU. — Seigneurie en justice moyenne & basse; la haute appartenait au Seigneur de Coufan. (Son. du Lac.)

PANISSIÈRE (ST. JEAN DE). — Ville dont Guillaume Revel a donné une vue dans son Armorial.

PREUSSEU. — Fief, moyenne justice. (Son. du Lac.)

PIERRE (LA). — Château, Seigneurie en toute justice dans la paroisse de Chazelles fur Lavieu. (Son. du Lac.)

PIERRE DE PIZET (ST.). — Seigneurie, paroisse en toute justice. (Son. du Lac.)

PINGUS. — Fief en toute justice. (Son. du Lac.)

POIGUES (ST.). — Seigneurie, paroisse en toute justice avant 1789. (Son. du Lac.)

POMERS (LES). — En toute justice. (Son. du Lac.)

POMERS. — Prieuré de l'Ordre de Cluny. En 1264, par une transaction entre le Comte de Forez & le Prieur, il fut décidé que le Prieur conserverait la justice haute, moyenne & basse sur toutes les terres dépendant du Prieuré & sur les paroisses de Pomiers & St. Georges de Baroilles ; mais que, dans le cas où les Officiers du Prieur auroient prononcé une condamnation à mort ou à la mutilation des membres, le coupable serait livré, dans les huit jours, au Comte ou à ses Officiers, au pont de la Valla, sur la rivière d'Aix, pour subir la sentence le jour même de la remise. (*Livre des comp.*, n° 82, P. 6.)

PONCINS. — Fief en toute justice. La haute justice s'étendait sur le village des Périchons. (Son. du Lac.) Poncins, en 1333, étoit sous la juridiction du Capitaine Châtelain de Chambéon. (*Régistre des nominations*, etc.)

PONT DE LA CRUSILLE. — Près de St. Jean Soleymieux. En 1349, le Comte de Forez obtint une sentence contre le Commandeur de Chazelles, au sujet d'un pîlon qu'il y avoit élevé indûment. (Arch. de l'Emp., P. 1043 bis, c. 1105.)

PONTEMERAT. — Hameau en toute justice. (Son. du Lac.)

POUILLY LES FEURS. — En 1294, le Prieur de Pouilly les Feurs se prétendait en droit d'exercer la justice haute, moyenne & basse sur la ville & ses environs ; mais cinquante-quatre habitants, nobles & bourgeois, à la tête desquels on voit figurer Pierre de Bolvers (de Boivert), Etienne de Veniche & Jean de Bolvers, déclarèrent au nom de la ville, par un acte public, qu'ils n'étoient pas justiciables du Prieur & qu'ils l'avoient toujours été des Comtes de Forez. Ils font dire qu'eux seuls avoient sur les habitants de Pouilly toute justice & juridiction haute & basse, *in personalibus actionibus tam criminalibus quam civilibus*, etc. (Inventaire Chaverondier, n° 1100.) L'Abbé de Cluny, de qui dépendoit le Prieur de Pouilly les Feurs, intenta, en 1297, un procès au Comte de Forez pour revendiquer la juridiction au profit du Prieur de Pouilly ; mais, dans le cours de la même année, survint entre eux un accord par lequel il fut convenu que la justice basse seulement serait réservée au Doyen de Pouilly. (Invent. Chaverondier, n° 1021.)

POUILLY LES NOMAINS. — Prieuré. En 1383, la Prieure & le couvent de Pouilly adressèrent une plainte au Comte de Forez contre Etienne Terrat, son Châtelain à Pouilly, & Guillaume de Chameta, autre Officier de justice, pour avoir fait trancher l'oreille à un baron,

« en exerçant leur justice en la ville de Pouilly, au grand préjudice, injure & dommage des dites Prieurelle & convent & de leur justice. »

Le Juge de Forez décida, « pour la réparation du cas, que le Châtelain & Guillaume de Chameta mettroient un malfaiteur en mains de la justice de ladite Prieurelle & Convent audit Pouilly, & que ledit malfaiteur serait rendu par lesdits Officiers audit Pouilly audit Châtelain, hors les limites de la terre dudit Pouilly, comme effort de coutume. » (*Livre des comp.*, n° 103, P. 60.)

POTET (LE). — Seigneurie en toute justice dans le mandement de Lavieu. La justice du Potet fut concédée, le 1^{er} septembre 1341, par le Comte de Forez à Guichard du Sazs pour des services qu'il lui avoit rendus. Par l'acte d'investiture, le Comte se réservait la supériorité, ressort & fief : *Parum capitale, mortem naturalem & civilem, bannimentum, membri mutilationem, tutela & curatela dationem & eorum confirmationem, testamentorum scriptis, vel sine scriptis, conditorum publicationem, missionem ex testamento, vel ab intestato*. Le Comte prohibe en même temps l'érection d'un pîlon ou autre signe stable de juridiction dans les lieux où il accorde la justice. Les droits de justice sont ainsi définis : *Jurisdictionem omnimodam, cognitionem, definitionem, executionem eorumdem, ac etiam captionem, detentionem & executionem in dictis locis*.

PRIEST (ST.). — Château omis par Guillaume Revel.

PRIEST LA PRUGNE (ST.). — En 1320, l'Albessé de Cusset céda au Comte de Forez la justice haute, moyenne & basse sur les terres que possédait son Abbaye dans la paroisse de St. Priest la Prugne (de Prunhius), en échange de quelques cens & rentes assis sur cette paroisse. (Inventaire Chaverondier, n° 1030.)

PULGENT (ST.). — En 1372, Jeanne de Bourbon, Comtesse de Forez, ayant eu un procès avec le Prieur de l'Ordre de St. Jean de Jérusalem d'Auvergne & le Précepteur de la maison de Verrières (de Vitranis), à propos de la justice des lieux de Gressollettes & de Champuljans (St. Pulgent), au témoignage du château de St. Just en Chevallet & du lieu de Luignieu (Lugny) au mandement de Cervières, la Princesse, par égard pour les Religieux de St. Jean de Jérusalem, le termina à l'amiable. Elle délaissa la justice au Précepteur de Verrières, sur les lieux en question, pour les amendes, jusques à 60 sols tournois, & elle décida que, pour celles au-dessus, la justice demeurerait au Comte de Forez, à la charge par les habitants de Gressollettes & de Champuljans de faire le guet au château de la Sauveté. (Inventaire Chaverondier, n° 35.)

RAJACE (LA). — Avant 1789, paroisse, Seigneurie en toute justice. (Son. du Lac.)

RAMBERT (ST.). — Prieuré. En 1288, Robert Dalmis, Chevalier, Seigneur de St. Bonnet le Châteaun, fils de Dame Dauphine, en confirmant les donations faites par sa mère & par son grand-oncle à l'église de l'Île Barre & au

Prieuré de St. Rambert, se réfugia l'exécution des coupables condamnés à mort, par la Cour du Prieur, dans la ville & le reffort de St. Rambert. (*Livre des compositions*, p. 163. — Invent. Huillard-Breholles, n° 807 a.) Par un autre accord survenu en 1300, entre le Comte de Forez, d'une part, l'Abbé & le couvent de l'île Barbe & les Prieurs de St. Rambert & de Cleppe, d'autre part, pour régler l'administration de la justice criminelle dans la ville de St. Rambert & son mandement, il fut décidé que l'exécution des sentences entraînant la mort & la mutilation des membres seroit réservée au Comte de Forez. (Inventaire Chaverondier, p. 270.) Guillaume Revel a donné une vue de la ville & du château.

RENAISSONS. (*Alias*, dans de vieux titres, *Remyson*, *Roannais* & *Ronysons*.) — Ville & château. Seigneurie en toute justice. En 1296, il y eut une transaction entre le Comte de Forez & le Prieur d'Amblerie sur divers droits & sur la justice dans la ville de « Ronysons. » Il fut convenu que la juridiction, de même que les autres droits, seroient par moitié entre eux. (Inventaire Chaverondier, n° 1104.) Guillaume Revel a donné une vue de la ville & du château.

RILLY. — Fief avec maison forte. Fief de Chiangy avec justice. (Son. du Lac.)

RIVAS. — En 1218, le Comte de Forez, pour récompenser Guillaume de Vernet, bourgeois de Montbrison, des services multipliés qu'il lui avoit rendus, lui donna la Seigneurie de Rivas sur la Loire, la paroisse du même nom, divers cens au territoire de Tyvermol & la justice haute, moyenne & basse sur lesdits lieux. De plus, le Comte de Forez accorda des lettres de noblesse à cette famille. En 1317, il confirma les dons faits à Guillaume en faveur de son fils, qui portoit le même nom & qui dans l'acte est qualifié *chevalier*. (*Noms féodaux*, p. 986, & *Sonyer* du Lac.) Il lui concéda enfin « le droit de rendre & exécuter des arrêts criminels en ce qui touche les délits ou crimes commis sur la cours de la Loire à Rivas. » (Archives de l'Emp., P. 1401, c. 1054, & Inv. Huillard-Breholles, n° 1456.)

RIVIERE (LA). — Château dans la paroisse de Ville-ehève (Seigneurie des Olmes, Trezette, Montpérour), en toute justice. (Son. du Lac.)

ROANNE. — Ville & château. Châtellenie, 1323. (*Registre des nominations des Officiers du Forez*.) Il y avoit, au XIV^e & au XV^e siècle, un Capitaine Châtelain pour tout le Roannais. Vue de la ville & du château dans l'Armorial de Guillaume Revel.

ROCHERARON. — Château & Seigneurie en toute justice. (Son. du Lac.) Ce château ne figure pas dans l'Armorial de Guillaume Revel.

ROCHERLAIN. — Châtellenie, 1370. (*Registre des nominations*, &c.)

ROCHEFORT. — Fief en toute justice. (Son. du Lac.)

ROISEY. — Paroisse en toute justice avant 1789. (Son. du Lac.)

ROMAIN LE PUY (St.). — En 1236, il y eut une composition entre l'Abbé d'Ainay & son couvent, le Prieur & le couvent de St. Romain le Puy & le Comte de Forez, au sujet des bans & cris de la justice temporelle aux châteaux & bourg de St. Romain. Robert de St. Bonnet & Guillaume de Bassie, choisis comme arbitres, décidèrent que la moitié de la justice appartiendrait au Prieur & l'autre moitié au Comte de Forez, mais que l'application des peines corporelles, telles que la mort & la mutilation des membres, resteroit au Comte & à ses héritiers, sans qu'ils pussent toutefois en tirer aucun profit qui ne seroit point partagé de moitié avec le Prieur. (Inv. Huillard-Breholles, n° 187, & Inv. Chaverondier.) En 1321, St. Romain le Puy étoit une des Châtellenies comtales. (*Registre des nominations*.) Guillaume Revel en a donné une vue.

ROSEY. — Justice de Rosey. Registre ordinaire de la Seigneurie de Rosey, appartenait à noble & puissant homme M^r Louis Maréchal, Seigneur d'Apinac & de Rosey, en 1462-1470. (Arch. de la Loire, B. 497.)

ROSIER (dans G. Revel, *Roujères*). — Château près de St. Bonnet le Château.

ROSIERS. — Prieuré près de St. Bonnet le Château. En 1290, survint un accord entre Robert Dalmas, Seigneur de St. Bonnet le Château, & frère Etienne de Sercey, Prieur de Rosiers, de l'Ordre de Cluny, par lequel il fut convenu que le Prieuré demeurerait en la bonne garde du Seigneur de St. Bonnet, & que les hommes du Prieuré seroient tenus « de l'accompagner en ses chevauchées après avoir été formés *ad cornu & edictum*. » La haute justice sur toutes les terres du Prieuré, dans le mandement de St. Bonnet, fut laissée au Prieur; mais l'exécution des peines corporelles fut réservée au Seigneur de St. Bonnet, *ita quod condemnatus nudus rediret extra fines ville de Rosiers domino Sancti Bonni predicti*. (*Livre des compositions*, f° 46 v°. — Inventaire Huillard-Breholles, n° 854.)

ROUE (LA). — Il y eut un accord entre le Comte de Forez & Bertrand, Seigneur de la Roue, sur la justice & le reffort des lieux de la Roue & de Montpeloux (sans date indiquée). (Inv. Chaverondier, n° 989.)

SACONAT. — Fief en toute justice. (Son. du Lac.)

SALLES (LES). — Prieuré, dans la paroisse de Bas-en-Basset, dépendant du Prieuré de St. Romain le Puy. La haute justice fut attribuée au Seigneur de Rochebaron, administrateur du Prieuré, par une sentence arbitrale de l'an 1265. (Son. du Lac.)

SAUVEUR (St.). — Prieuré en toute justice. (Son. du Lac.)

SAVIGNIEU. — Droits de haute justice accordés par le Comte de Forez à Jocerand de Vernet, Damoiseau, fils de Pierre de Vernet, Chevalier (de 1317 à 1333), sur les territoires de Savignieu & de Montbrison. (*Noms féodaux*, p. 988.)

SOUTERON (*Soutrenon* dans de vieux titres). —

Château, Seigneurie en toute justice. (Son. du Lac.) Voir ci-dessus au mot NERIEU. Vue du château dans Guillaume Revel.

SURY LE BOIS. — Châtellenie. (*Registre des nominations*, année 1317.) Vue du château dans l'Armorial de Guillaume Revel.

SURY LE COMTE. — Châtellenie. (*Registre des nominations*, année 1333.) Vue du château dans Guillaume Revel.

THIERS. — Ville & château. Châtellenie. (*Registre des nominations*, année 1317.) Le 13 février 1332, (v. l.), il fut décidé, par un accord entre le Comte de Forez & l'Abbé & couvent de Thiers, que la juridiction haute & basse, & le « mere & miste empire, « merum & mixtum imperium, demeureront au Comte, à Thiers & à Cervières. (*Livre des compositions*, n° 134.)

TOSTORIL. — Fief avec moyenne & basse justice. (Son. du Lac.)

TOUR EN JAREZ (LA). — Châtellenie. (*Registre des nominations*, année 1334.) Le Châtelain de la Tour en Jarez l'étoit aussi quelquefois en même temps du Fay. Vue du château dans Guillaume Revel.

UNIAS. — En 1392, Louis II, Duc de Bourbon, concéda à Raoul de Layre, Seigneur de Cusieu, Chevalier, la basse justice d'Unias (du Nyss, *sic*), jusqu'à la somme de 60 sols tournois & au-dessous, se réservant la haute & moyenne justice qui avoient appartenu à ses prédécesseurs. (*Registre des nominations des Officiers du Forez*.)

URBISSE. — Paroisse en toute justice avant 1789. (Son. du Lac.)

URFÉ. — Château. Seigneurie en toute justice. (Son. du Lac.)

USORE. — Guillaume Revel a donné une vue du château, qu'il appelle *Ifoire*.

VALBENOITE. — Abbaye de l'Ordre de Cîteaux, en toute justice. (Son. du Lac.) Vue dans l'Armorial de G. Revel.

VALETTE. — Fief & château près de la ville de St. Etienne, en toute justice. (Son. du Lac.)

VALLA (LA) (en Jarez). — Avant 1789, paroisse en toute justice. (Son. du Lac.)

VALPRIVAS. — En 1490, fief en toute justice. (Son. du Lac.)

VARAN. — Fief avec justice haute, moyenne & basse. (Son. du Lac.)

VARNAY. — Fief en toute justice. (Son. du Lac.)

VAUDRAGON. — Justice haute, moyenne & basse. (Son. du Lac.)

VEAUCHETTE. — Seigneurie. Sentence sur les droits

de justice de cette terre, rendue le 1^{er} février 1499, par le Juge du Comte de Forez, sur un procès entre le Procureur général du Comte de Forez & Jacques de Veauche, Seigneur de Veauchette. (Son. du Lac.)

VERDIER (LE). — Châtellenie. (*Registre des nominations*, année 1346.) Le Verdier, le Verney & Villerey étoient souvent placés sous les ordres & la juridiction du même Capitaine Châtelain.

VERNEY (LE). — Châtellenie. (*Registre des nominations*, année 1317. — Inventaire Chaverondier.)

VERRIÈRES. — Commanderie de l'Ordre de St. Jean de Jérusalem. En 1270, le Comte de Forez fit un accord avec le Recteur de l'église de Notre-Dame de Verrières sur Montbrison, par lequel il reconnut qu'il ne possédait que la haute justice sur les hommes de cette église, & qu'au Recteur appartenoient exclusivement les amendes pécuniaires & les autres droits de justice. (*Livre des compositions*, n° 97, p. 16. — Invent. Huillard-Bréholles, n° 506 a.)

VICTOR (ST.). — Châtellenie. (*Registre des nominations*, année 1333.) Vue du château dans l'Armorial de Guillaume Revel.

VILLARS. — Paroisse en toute justice avant 1789. (Son. du Lac.)

VILLECHENEVE. — Avant 1789, paroisse en toute justice. (Son. du Lac.)

VILLERET OU VILLIERZ. — Châtellenie. (*Registre des nominations*, année 1317.) En 1235, le Comte de Forez & le Prieur de Marcigny, de l'Ordre de Cluny, avoient fait un accord par lequel il avoit été décidé que chacun d'eux auroit son Châtelain & une clé de la prison. (Inv. Huillard-Bréholles & Inv. Chaverondier, n° 225.) Jusqu'en 1789, le Prieur de Marcigny étoit coigneur avec le Roi du bourg de Villerey & possédait la moitié, en toute justice, comme ses prédécesseurs. (Soner du Lac.)

VIRIEU. — Châtellenie. (*Registre des nominations*, année 1374.) La vue du château n'a pas été donnée dans l'Armorial de Guillaume Revel.

VIRIGNIEU. — Châtellenie. (*Registre des nominations*, année 1333.) Guillaume Revel n'a pas donné la vue du château.

VIVANS OU VIVENT. — En 1269, Pierre de Saligny, bourgeois de St. Haon le Châtel, reconnut que la haute justice & la perception des amendes au-dessus de 60 sols appartenoient au Comte de Forez sur toutes ses terres, situées dans les paroisses de Vivent & de Tourry, les amendes de 60 sols forts lyonnais & au-dessous devant continuer d'appartenir audit Pierre de Saligny & à ses héritiers. (Inv. Huillard-Bréholles, n° 478.)



ESSAI

SUR L'ADMINISTRATION DU FOREZ AU MOYEN AGE

Pendant les XIII^e, XIV^e & XV^e siècles

D'APRÈS DES DOCUMENTS NOUVEAUX

CONSIDERATIONS PRELIMINAIRES



Nous avons essayé, à l'aide d'un grand nombre de documents inédits, principalement d'un Registre des nominations des Officiers du Forez, qui embrasse une période de plus de cent années, de reconstruire les nombreux rouages de l'administration de cette Seigneurie depuis le commencement du XIII^e siècle jusqu'à l'époque de la Renaissance (1). Pour les temps antérieurs, les monuments faisant défaut, nous n'aurions pu nous livrer qu'à de stériles conjectures. Notre premier soin a été de définir les prérogatives tout exceptionnelles des Comtes de Forez par rapport à la condition d'autres grands vassaux de la Couronne. A partir de Guy II, ils jouirent, en effet, de plusieurs droits royaux ou privilèges attachés à la souveraineté, tels que : la garde des chemins publics & du fleuve qui traversoit leur domaine, le droit de faire la guerre sans le consentement du Roi, le droit absolu de lever des impôts ou subides, l'exemption du décime dû au Roi pour l'exploitation des mines, le pouvoir de faire des Edits, Règlements & Ordonnances sans contrôle, celui de conférer la noblesse; en un mot, ils furent en possession de presque tous les droits régaliens, excepté pourtant de celui de battre monnaie & de celui de connoître de quelques-uns des cas royaux en matière de justice criminelle. Les Comtes de Forez étoient de plus investis du droit de garde sur un grand nombre d'Abbayes & de Prieurés du Forez, &, parmi leurs privilèges, ils avoient encore le droit d'amortissement.

(1) Bibliothèque impériale, manuscrit 9890. Ce Registre comprend à peu près tout le XIV^e siècle & les premières années du XV^e siècle. Il faisoit autrefois partie de la bibliothèque du Cardinal Mazarin, grâce sans doute à la perspicacité de Gabriel Naudé, son bibliothécaire,

qui avoit dû comprendre toute son importance, puisqu'il le fit relier en maroquin du Levant. Un autre Registre des nominations des Officiers du Forez, faisant suite à celui-ci, mais beaucoup moins étendu, appartient aux Archives du département de la Loire.

La division de notre Effai étoit toute tracée d'avance par la nature & l'importance des matières que nous avions à traiter. Après avoir parlé du Comte & de son autorité, nous avons dû examiner tout à tour comment étoit constitué son Conseil privé, comment organisée sa petite armée; quels étoient les pouvoirs qu'il déléguoit, en son absence, à son Lieutenant général. Au dessous de ses prérogatives militaires, la plus importante étoit son droit de haut justicier, rehaussé encore par les concessions royales qui l'investissoient de la connoissance de certains cas de justice réservés ordinairement au Roi. Nous avons étudié avec soin l'organisation, ingénieuse en apparence mais trop compliquée, de son administration judiciaire, composée d'une nuée d'Officiers dont aucun ne jouissoit du bénéfice de l'inamovibilité, si absolument nécessaire pour une équitable distribution de la justice. Plusieurs de ces Officiers, outre leur traitement fixe, prélevoient, sur les frais des procédures de toute sorte, des honoraires ou émoluments qui n'étoient réglés, pour ainsi dire, que par la lettre morte des tarifs. De là des procès sans fin & des abus sans nombre, entretenus sans cesse par l'appât du gain, à une époque où le numéraire étoit si rare & la vie si difficile. Puis, c'étoient les appels devant une seconde & quelquefois une troisième juridiction, appels extrêmement dispendieux qui venoient conformer la ruine des parties. La simple nomenclature des Officiers de justice du Forez au moyen âge est plus éloquent d'ailleurs que tout le reste. Outre le Bailli, il y avoit à la Cour présidiale de Montbrison, dont la juridiction embrassoit tout le Forez, un Juge ordinaire, un Avocat du Comte, un Procureur général du Comte, un Examinateur des causes du Procureur général, un Examinateur des causes fiscales, un Chancelier, des Gens du Conseil remplissant l'office de Conseillers, des Avocats, des Procureurs, des Greffiers, des Notaires jurés, des Clercs de toute sorte. Puis un Juge des appeaux ou des appels, un Juge des ressorts du Forez, un Juge des causes pies, un Avocat des causes pies, un Prévôt judiciaire, un Receveur des émoluments de la Cour, des Sergents généraux, des Sergents particuliers du Comté, des Turriers ou Gébliers, & enfin le Bourreau. En dehors de la Cour présidiale, ce luxe de gens de loi n'étoit pas moindre. Sans compter les Juges innombrables des Seigneurs particuliers, dans les Châtellenies du Comte il y avoit, outre le Prévôt, un Capitaine Châtelain, un Greffier, un Clerc du papier & des Sergents, qui, à peine rétribués par le Seigneur, ne vivoient, la plupart du temps, que de rapines & de chicane « à la grande foule du peuple. » De plus, les premiers appels du Forez étoient fournis à grands frais au Bailliage de Mâcon ou de St. Gengoul, ou à la Sénéchaussée de Lyon, & les seconds appels, encore plus coûteux, au Parlement de Paris. Dans ces Cours, des Procureurs spéciaux représentoient le Comte & sa justice. Enfin des Sergents royaux, établis en permanence dans le Forez, en plus ou moins grand nombre, par le Bailli de Mâcon, surveilloient les décisions judiciaires, pour empêcher les empiétements des Officiers de justice du Comte sur les cas réservés au Roi, & pour faire respecter les domaines des Seigneurs placés sous sa juridiction & sa sauvegarde. Tel est, en abrégé, le tableau qu'offroit l'organisation judiciaire.

L'administration financière, sans présenter des rouages aussi compliqués & un personnel aussi nombreux, n'offroit non plus aucune sérieuse garantie aux taillables & contribuables. Malgré les Edits & les Règlements qui fixoient les attributions des Gens de la Chambre des comptes & du Trésorier, & qui leur conféroient une juridiction absolue pour redresser les abus, il y avoit dans cette institution un vice radical qui les entretenoit sans cesse. Les Prévôts ou Percepteurs des Châtellenies, en sus de leur traitement fixe, qui étoit des plus modiques, avoient le droit de prélever, sur les redevances ou impositions sans nombre dues au Seigneur, des bénéfices au prorata de leurs diverses recettes; & l'on comprendra sans peine combien ils devoient être intéressés à les exagérer & à pressurer les vassaux du Prince sans trêve & sans merci. Pour réprimer les tentations de ce genre, la surveillance & le contrôle étoient aussi illusoirs qu'impossibles.

L'étude approfondie des administrations particulières n'eût pas offert un moindre intérêt; malheureusement, faute de documents assez nombreux, nous ne pouvons en présenter au Lecteur qu'une simple esquisse; mais, tout imparfaite qu'elle est, elle fera suffisante cependant pour lui

donner une vue d'ensemble, & pour lui permettre de jeter un coup d'œil sur toutes les parties & les principaux rouages de cette société si différente de la nôtre. Nous dirons quelles étaient les attributions du Grand Maître des eaux & forêts, du Maître des étangs du Comte; nous donnerons un aperçu sommaire de l'administration rudimentaire des ponts & chaussées, des canaux, des écluses & de la navigation de la Loire; nous fournirons quelques documents fort curieux & inédits sur l'exploitation de la houille au XIV^e & au XV^e siècle; nous examinerons enfin sommairement de quelle manière étoit établi le Jury d'expropriation pour cause d'utilité publique, comment étoient administrés les hôpitaux & les maladreries ou léproseries, & enfin quelle étoit l'organisation de l'administration dans les villes franches & privilégiées.

Plus d'une fois, en parcourant cet Essai, le Lecteur fera avec nous la remarque que l'administration du Forez semble modelée, dans plusieurs de ses parties, mais dans des proportions fort réduites, sur les institutions royales, surtout depuis le règne de Philippe le Bel, ce grand réformateur du moyen âge. A part quelques différences, un certain nombre des Officiers du Forez exercent, chacun dans sa sphère, les mêmes fonctions que ceux du Roi & portent le plus souvent les mêmes titres ou dénominations. La ressemblance est surtout frappante en ce qui touche l'administration financière. La Chambre des comptes de Montbrison semble complètement organisée, au moins dans les choses essentielles, d'après le type de la Chambre des comptes de Paris, instituée par Philippe le Bel. Il en est de même de l'administration judiciaire, qui, à partir du XIII^e siècle, régénérée dans toute la France par l'étude plus approfondie du droit romain, est réorganisée d'après certaines règles que la monarchie s'efforce de propager & d'étendre dans tout le Royaume. Nous pourrions signaler ici plus d'un autre point de ressemblance entre les diverses institutions administratives du Forez & celles qui régissaient le domaine royal à la même époque. Le Lecteur les trouvera indiquées en leur lieu dans le cours de cet Essai. Quel fut le point de départ, la cause première de cette imitation de certaines institutions royales par le Comte de Forez? Reportons-nous à l'année 1173, où le Comte est contraint, par la force des choses, de renoncer au Lyonnais & de se contenter du Forez. Réduit à cette petite Seigneurie, il tourne aussitôt les yeux vers le Roi de France. C'est de lui seul désormais qu'il peut espérer appui & secours pour sauver les derniers débris de sa puissance. Il n'hésite pas : il consent à devenir son vassal, à lui rendre foi & hommage pour quelques-uns de ses châteaux. Il ne cessera plus de graviter autour du Roi, comme un satellite autour de son centre d'attraction; il entrera à son service, il fera tour à tour son Lieutenant général, son Gouverneur dans les provinces, il commandera pour lui des corps d'armées; il aura son hôtel à Paris, prêt, au premier appel, à marcher sous ses ordres. Cette vie près du foyer de la monarchie agrandira ses idées. Il ne fera plus un de ces grands Seigneurs provinciaux toujours confinés dans leurs terres, esclaves nés de la routine. Dès lors, les grandes réformes administratives édictées par les Rois, surtout par Philippe le Bel, ne pourront échapper à son attention, &, lorsqu'elles ne feront en rien nuisibles à ses intérêts, il s'efforcera de les introduire dans son petit domaine, même avec leurs imperfections. Telle est, suivant nous, la principale cause des ressemblances que nous avons aperçues entre l'administration du Forez & celle des Rois de France. Dans les provinces voisines, qui dans le même temps échappent encore plus ou moins à l'influence royale, dans le Lyonnais, dans la Dombes, dans le Dauphiné surtout, les institutions administratives paroissent toutes différentes, & les fonctionnaires portent souvent des noms tout différents de ceux du Forez (1).

On verra, dans cet Essai, que les Comtes de Forez avoient parfaitement compris la nécessité de la division des fonctions suivant la nature des affaires, & qu'ils la poussèrent même à ce point de devenir un grave inconvénient. Mais dans la pratique ce principe fut peu respecté, & trop souvent les fonctions les plus incompatibles se trouvoient réunies sur la même tête. De ce cumul, qui empêchoit tout contrôle & détruisoit toute responsabilité, naquirent des abus & des désordres

(1) Cf. *l'Histoire de Dauphiné* par Valbonnais, & *l'Histoire consulaire de la ville de Lyon* par le P. Menestrier.

sans nombre. Pendant plusieurs centaines d'années, les habitants du Forez ne cessèrent d'être peffurés & foulés sous toutes les formes, malgré les louables efforts de leurs Princes pour améliorer leur condition, & malgré des institutions civiles presque toujours équitables, puisées dans le droit romain, mais qui étoient éludées sans cesse (1).

De même que dans le domaine royal, l'immovibilité des fonctions n'exploitait en Forez dans aucune des branches de l'administration, pas même, comme nous l'avons dit, dans l'ordre judiciaire, où elle eût offert tant de garanties. Tous les Officiers du Comté étoient révocables, sans exception; à chaque nouvel avènement de Seigneur, leurs offices cessoient de plein droit. C'étoit encore là un point de ressemblance avec les usages de la monarchie d'alors. Considétons, ce qui est un des traits caractéristiques de l'administration du Forez, & à la louange de ses Comtes, que, parmi tant d'abus qu'ils laissèrent s'introduire dans les divers services de leur administration, ils résistèrent toujours à l'invasion de la vénalité des charges, qui, de toutes parts, & bien avant St. Louis, s'étoit répandue dans la plupart des offices royaux (2). Disons enfin que nulle fonction en Forez, si l'on en excepte une seule, tout à fait secondaire (3), ne fut donnée à ferme aux enchères.

Telles sont les principales observations que présente l'étude d'un sujet aussi neuf qu'intéressant pour les érudits de nos contrées. Puissions-nous, à l'aide de tant de débris épars, avoir reconstitué ce petit monde administratif, au moins dans ses parties essentielles.

I

LE COMTE DE FOREZ

Étendue de ses pouvoirs; de quelques droits royaux qui lui furent concédés; des cas royaux dont il avoit la connoissance & la juridiction; de la prérogative dont il jouissoit d'accorder des privilèges de noblesse; de son pouvoir législatif; de son droit de garde sur les Abbayes & Prieurés du Forez; de son droit d'amortissement.—Son conseil privé.—De l'hommage lige qui lui étoit dû par quelques Seigneurs. De l'hommage lige qu'il devoit à quelques Princes & Prélats.— Ses Archives.— Sa Maison.

DE QUELQUES DROITS ROYAUX CONCÉDÉS AU COMTE DE FOREZ PAR LA COURONNE DE FRANCE. — Pendant la lutte qui s'engagea, vers la fin du XII^e siècle, entre l'Eglise de Lyon & Guy II, Comte de Lyonnais & de Forez, ce Prince eut recours, comme on fait, à l'intervention du Roi de France, Louis le Jeune, pour lui soumettre le règlement de ses différends. Il se rendit à Bourges en 1167, & s'empressa, pour placer son Comté de Forez sous la sauvegarde immédiate

(1) Dans notre *Essai sur les Institutions civiles du Forez au moyen âge*, nous avons montré un peu trop d'optimisme sur l'état des choses. Frappé, au moment de rédiger cet *Essai*, des excellents principes de la législation civile du Forez, nous avons cru un peu trop à leur application permanente. Nous sommes bien revenu de cette impression.

(2) *Recherches d'Etienne Pasquier*, t. I^{er}, p. 398.

(3) Les offices des Clercs du papier, ou offices des Greffiers des Châtellenies, pendant le XV^e siècle, furent mis à ferme par voie d'enchères. Mais nous n'avons pas trouvé la moindre preuve que les offices de Prévôts aient jamais subi cette transformation, comme en Beaujolais, sous Jean II, Duc de Bourbon.

du Roi, de lui rendre hommage pour ses châteaux de Montbrison & de Monfupt. Il avoit possédé jusque-là ces châteaux & leurs dépendances, ainsi que les suivants, en franc-aleu. Bientôt, enchanté de l'accueil qu'il avoit reçu de Louis le Jeune, & dans le désir de le gagner de plus en plus à ses intérêts, il plaça encore sous sa suzeraineté ses châteaux de Montarcher, de St. Chamond, de la Tour en Jarez & de Chamouffet. L'hommage rendu, le Roi, sur sa demande, s'empresça de lui céder, en augmentation de fief, les droits royaux sur ces châteaux & sur ceux de Marcilly, de Donzy, de Cleppé, de St. Priest, de Lavieu & de St. Romain le Puy (1). Plus tard, & indépendamment de ces droits régaliens sur des lieux déterminés, lorsque, par le fameux accord de 1173, entre Guichard, Archevêque de Lyon, & le même Comte Guy II, le Forez eut été séparé du Lyonnais pour rester l'unique domaine de ce Prince, Louis VII, afin de le dédommager, de le fortifier contre ses ennemis & de se l'inféoder plus étroitement, lui concéda la plupart des droits royaux sur tout son Comté de Forez. Nous n'avons pas sous les yeux les lettres de cette concession, nous ne savons pas même leur date précise; mais, à leur défaut, nous connoissons une lettre de confirmation de ces mêmes prérogatives accordée à Guy III, en 1198, par Philippe Auguste. Voici le texte de ce précieux document : *In nomine sancte & individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi pariter & futuri quia sicut venerande memorie genitor noster, rex Ludovicus, dilecto & fideli suo Guigoni, Forensi & Lugdunensi comiti, in augmentum feodi sui, quod ab ipso habebat, custodiam super stratas in terra ejusdem comitis & in terris hominum suorum, & in terris etiam illorum qui debebant esse homines ejusdem comitis, concessit, & sicut eidem in alodiis per totum comitatum suum & per terras hominum ejus & illorum qui ejusdem comitis homines esse debebant, jus regium & sibi competens dominium concessit, salvo Lugdunensi jure ecclesie & aliarum; ita & nos Guigoni, ejusdem comitis filio dilectissimo & fideli nostro, cedimus. Quod ut ratum & inconvulsam permaneat, presentem cartam sigilli nostri auctoritate & regii nominis karattere inferius annotato precepimus confirmari. Actum Medunte, anno incarnati Verbi M^o C^o XC^o octavo, regni nostri anno decimo nono : astantibus in palacio nostro quorum nomina supposita sunt & signa. Dapiferum nullo; signum Guidonis, buticarii; f. Mathei, camerarii; f. Droconis, constabularii. Data vacante cancellaria.* Avant le mot *cancellaria*, se trouve la signature ou monogramme de Philippe Auguste (2). Ainsi, il résulte de cet acte que Louis le Jeune avoit accordé au Comte Guy II, en augmentation de fief, non-seulement la garde des chemins publics dans tout le Comté de Forez & sur les terres de tous ses vassaux & arrière-vassaux, mais encore l'exercice des droits royaux & de la souveraineté dans tout le reste de son domaine qu'il s'étoit réservé en franc aleu, sous la réserve des droits de l'Eglise de Lyon & de tous autres droits. Les droits royaux, dans leur intégrité, impliquaient les pouvoirs les plus étendus de souveraineté, tels que le droit de faire la guerre, de rendre dans certains cas la justice sans appel, de lever des impôts, de ne pas payer de décime au Roi pour l'exploitation des mines de toute sorte, de battre monnaie, de faire des lois & règlements, de conférer la noblesse, &c. Le Comte de Forez fut investi ou reconnu en possession de tous ces droits, excepté pourtant de celui de battre monnaie. On peut juger, par ce simple aperçu, combien son autorité étoit absolue, surtout avant que les principales villes de Forez fussent en possession de leurs privilèges. Toutefois, le Roi avoit exigé du Comte qu'il lui rendit hommage pour la garde des routes & les droits régaliens. C'est ce que prouve une déclaration de Philippe le Long, en date du 16 juin 1316, par laquelle il reconnoît avoir reçu du Comte Jean I^{er} quatre hommages : le premier, pour les châteaux de Montbrison, de Montfupt (*Montiffuirt*), de la Tour en Jarez & de Montarcher, *ainsi que pour la garde des routes & les droits royaux*; le deuxième, pour St. Bonnet; le troisième, pour le château de Cervière; le quatrième, pour le château de Thiers (3). Il existe aux Archives de l'Empire

(1) Voir nos Preuves, n° 33; les pages 157 & suivantes de notre tome I^{er}, & l'Inventaire des titres de la Maison ducal de Bourbon, par M. Huillard-Breholles, sous-chef de section aux Archives de l'Empire, t. I^{er}, p. 5, n° 10.

(2) Archives de l'Empire, P. 1359^a, c. 602. Original. Le sceau est perdu.

(3) Inventaire Huillard-Breholles, n° 1420.

un autre acte de foi & hommage rendu au Roi Jean, pour la garde des grands chemins & droits royaux, dans le Forez, rendu par Rainaud de Forez, oncle & curateur de Jean II, Comte de Forez (1). — Sous Louis XI, vers la fin de son règne, à la suite d'une enquête dirigée par Jean Avin, Conseiller au Parlement de Paris, & Jean Doyac (2), Jean II, Duc de Bourbon, fut déposé de l'exercice de ces droits souverains dans toutes les terres mouvantes de la Couronne. Mais, en 1486, le Duc s'étant réconcilié avec la belle sœur Anne de France, elle lui fit rendre par Charles VIII tous ses droits « de souveraineté & ressort, » « nonobstant, est-il dit dans les lettres patentes, la discontinuation de ce intervenue, depuis six ans, par les moyens de Jehan Avin & Jehan Doyac, » ces deux âmes damnées de Louis XI (3). Enfin, Charles VIII, se trouvant à Lyon au mois de mai 1494, confirma, en faveur de Pierre II, Duc de Bourbon, la concession de ces mêmes droits royaux sur tout le Comté de Forez (4). Parmi ces droits étoit l'exemption de payer au Roi les droits de décime ou dixième partie des produits d'une mine en exploitation, de quelque nature qu'elle fût. « Et entr'autres, dit Charles VIII en parlant de Pierre II, luy compeñt & appartient les droits de décime, ou dixième partie de l'émolument des mines d'argent & autres métaux qui ont esté & pourront estre ouvertes & trouvées ou dit conté (de Forez), de laquelle décime, ou dixième partie, pour plus grant seureté & approbacion du droit d'icelui nostre dit frere & cousin & de seldits successeurs, feu nostre très cher seigneur & père, que Dieu absoille, par ses lettres patentes en forme de chartes, données à Noyon ou mois de février mil quatre cens foixante dix, &c., eust, entre autres choses, fait don & transport, non tant seulement des mines qui se trouveront en la dicte conté de Fourvestz, mais en toutes ses autres terres & seigneuries, à feu nostre oncle & cousin Jehan, duc desdits duchez de Bourbonnois & d'Auvergne & conte dudit Fourvestz, dernier decédé, lequel, à ces moyens, en eust paisiblement joy la vie durant, sans aucun contredit ou empeschement; & par semblable doye faire nostre dit frere & cousin (Pierre II, Duc de Bourbon), comme son successeur & vray heritier, mesmement oudit conté de Fourvestz, sans ce qu'il soit loisible à personne quelconque lui donner empeschement, &c. » Le Roi, après cet exposé, constate que ses officiers dans le Lyonnais, ayant voulu contraindre ceux du Duc, & autres besognans en mines dudit conté de Fourvestz, à payer le droit de décime & leur ayant suscité des difficultés, ont agi sans motif suffisant, attendu que l'exemption du dixième sur le produit des mines exploitées fait partie des droits royaux qui appartiennent au Comte de Forez; il ordonne, en conséquence, que Pierre II & ses successeurs jouiront, comme leurs prédécesseurs, pleinement & paisiblement de tous ces droits royaux dans le Comté, tels qu'ils leur ont été concédés autrefois par Louis VII, Roi de France (5). Malgré ces concessions & privilèges, les Comtes de Forez n'avoient pas la souveraineté complète & l'indépendance absolue. Ils étoient, comme nous l'avons vu, vassaux du Roi, ils n'avoient pas le droit de battre monnaie. Si l'un d'eux venoit à tomber en démence, c'étoit le Roi qui, en qualité de suzerain, avoit le droit d'exercer la curatelle. C'est ainsi qu'en 1362, lorsque Jean II, âgé de plus de quatorze ans, se trouva dans un état mental qui le rendoit incapable de gouverner, Jean de Grolée, Bailli

(1) Le 11 novembre 1362, Rainaud de Forez, Clevallier, oncle & curateur de Jean II, Comte de Forez, rendit hommage au Roi pour les châteaux de Montbrison, Monlupt, la Tour en Jarez, Montarcher, & la garde des grands chemins & droits royaux en la terre; pour les châteaux de St. Bonnet & de Cervière, sis au Bailliage de Mâcon; pour le château de Thiers, sis au Bailliage d'Auvergne; & pour 450 livres tournois de rente qu'il avoit droit de prendre sur le Trésor à Paris. (Archives de l'Empire, P. 1395, c. 43. — Inventaire Huillard-Bréchotelles, n° 2856.)

(2) Voir, dans notre tome II, page 313, la note 2, relative à l'instruction dirigée contre le Duc de Bourbon par ces deux commissaires de Louis XI.

(3) Lettres patentes du 19 septembre 1486. (Arch. de l'Emp., P. 1400, c. 911.) Voir, dans notre tome II, les notes de la page 351.

(4) Voir, dans notre tome II, les notes de la page 438; Arch. de l'Empire, P. 37, c. 409; & nos Preuves, n° 130 f.

(5) Voir nos Preuves, n° 130 f.

de Mâcon, au nom du Roi, défera à Rainaud de Forez, oncle de Jean, la tutelle de ce Prince (1); & que Charles V, en 1368 (12 novembre), commit de nouveau le Bailli de St. Gengoul ou son Lieutenant pour informer sur l'état de santé de ce même Prince, qui avait atteint sa majorité, & pour lui nommer un curateur capable de le défendre lui & sa terre (2).

DE QUELQUES CAS ROYAUX DONT LA CONNOISSANCE ÉTOIT RÉSERVÉE AU COMTE DE FOREZ. — On fait, de plus, comme nous l'avons dit dans notre *Essai sur les pénalités du Forez au moyen âge*, que les Comtes de Forez avaient le droit de connoître en premier ressort des *cas royaux*, c'est-à-dire des *meurtres*, des *incendies*, &c. Ce droit, qui leur avait été contesté par St. Louis, fut reconnu de nouveau explicitement par Philippe le Bel (3) & par Louis le Hutin.

DROIT D'ANOBLEMENT. — Nos Comtes, parmi les droits royaux qui leur avaient été conférés, avaient celui de créer des nobles; c'est ainsi qu'ils anoblirent par inféodation la famille bourgeoise des De Vernet, en récompense des services qu'elle leur avait rendus. Quant aux Ducs de Bourbon, comme Souverains de la Dombes, ils étaient aussi en possession de ce droit, indépendamment de leur titre d'héritiers des Comtes de Forez. Ainsi, Louis I^{er}, Duc de Bourbon, en 1334, anoblit Jean & Guy de Bourbon, frères, qui devinrent plus tard Chevaliers, & il leur octroya « pour armoiries les armes anciennes de la Baronnie de Bourbon, dont l'écu est d'or, à un lion rampant de gueules & à un orle de coquilles d'azur. » Il ajouta de plus à cet écu une partie distinctive de ses armes personnelles (4). On voit aussi, par un acte de 1435, que Charles I^{er}, Duc de Bourbon, anoblit Claude & Antoine, fils de Jean Guichardet, Capitaine & Châtelain de Villeneuve (en Dombes). Il leur accorda tous les privilèges des nobles, comme s'ils étaient issus de noble race; il les autorisa à prendre la ceinture de Chevalier qui leur conviendrait, & à posséder des fiefs & biens nobles. Le Prince n'accorda pas gratuitement ces lettres de noblesse; il se fit donner par les nouveaux nobles 200 écus d'or. Ses Officiers de justice firent quelques difficultés pour enregistrer ces lettres; mais, sur un commandement exprès du Chancelier de Charles I^{er}, elles furent vérifiées (5).

POUVOIR LEGISLATIF DU COMTE. — On fait qu'il arrivoit souvent qu'à l'occasion d'octrois de Chartes de privilèges aux habitants d'une ville, les Seigneurs étaient obligés de les soumettre à l'approbation royale pour leur donner force de loi. Il n'en était pas de même en Forez; dans son domaine, le Comte était investi du droit absolu de concéder des Chartes de franchises, c'est-à-dire d'édicter toutes les lois civiles & criminelles qu'il jugeait à propos d'établir en faveur de quelques-unes de ses villes. Il possédait le même droit dans son Comté, à toutes les époques, jusqu'à son annexion à la Couronne. En un mot, le Comte avait la puissance législative sans contrôle, sous certaines restrictions du droit général de la France, & lorsqu'il ne s'agissait que de ses rapports directs & partiels avec ses vassaux. Nous pourrions, outre les Chartes de franchises concédées librement par ces Princes, énumérer un assez grand nombre d'Ordonnances sur les matières civiles, pénales & administratives. Nous nous bornerons, pour abrégé, à en citer quelques-unes, telles que la fameuse Ordonnance que Jean II, Duc de Bourbon, publia le 22 septembre 1474, par laquelle il réforma de fond en comble la Cour

(1) Archives de l'Empire, P. 1370^a, c. 1907. — Inv. Huillard-Breholles, n° 3846. Voir aussi les chapitres, à cette date, que La Mure consacre à Jean II. (*Hist. des Ducs de Bourbon & des Comtes de Forez*, t. I^{er}.)

(2) Archives de l'Empire, P. 1371^a, c. 1987. — Inv. Huillard-Breholles, n° 3073. Voir aussi dans ce même inventaire les n° 3089, 3093, 3094, 3095.

(3) Philippe le Bel ordonna, en 1314, à ses Officiers royaux de ne plus exercer les droits de justice sur la terre du Comte de Forez, si ce n'est dans le cas de ressort & supériorité. (Archives de l'Empire, P. 1319^a, c. 695. — Inv. Huillard-Breholles, n° 1348.)

(4) Inventaire Huillard-Breholles, n° 2041.

(5) Mémoires manuscrits d'Aubret.

préjudiciale de Montbrison, & s'efforça de mettre un terme aux nombreux abus qui s'étoient glissés dans cette Cour & dans toutes les Châtellenies du Forez. C'est tout un code d'administration judiciaire & de procédure. Le Prince y déclare qu'il confirme, par la présente Ordonnance, des *Statuta antiqua* (*Statuta antiqua*) qui avoient été édictés sur ces mêmes matières par les Comtes de Forez ses prédécesseurs. Jean II ordonna que cet Edit de justice fût affiché dans la salle d'audience de la Cour, & voici comment il s'exprime : « *Ordinantes insuper quod predicta in albo scribantur, in loco publico, scilicet in curia nostra Montisbrisonis, & ubi expedire fuerit, ad eternam rei memoriam, ne quis de ignorantia se voleat excusare. Que omnia pro bono publico introducta sunt, & in formam infra scriptam ordinata ad tolendam avariciam sevitatem extorsionisque & ambitionis reformandum atque reprimendum, subditosque nostros & laboribus & expensis relevandum* (1). » Nous citerons encore : 1^o l'Ordonnance du même Prince contre les blasphémateurs (27 février 1475), dont nous avons donné l'analyse dans notre *Essai sur les pénalités du Forez au moyen âge*; 2^o l'Ordonnance par laquelle, en 1491, Pierre II, son successeur, fixa à cinq ans la prescription des actes des cours & juridictions du Comté de Forez, après leur réception; 3^o l'Ordonnance du 19 mai 1497, de ce même Prince, par laquelle il révoqua, « cassa & quitta la nouvelle introduction des petits signets pour lesquels on levoit 4 deniers tournois de chacun plaidoyant és cours de Forez (2). »

DROIT DE GARDE DU COMTE. — Nos Comtes jouissoient du droit de garde sur la plupart des Abbayes & Prieurés du Forez, de même que sur les terres de plusieurs de leurs vassaux. Le texte & les notes de cet ouvrage en renferment un grand nombre d'exemples. A ce droit étoient attachées certaines redevances annuelles (3). « Quant aux *gardes nouvelles*, défendues par les Ordonnances de notre père, disoit Louis le Hutin dans son Ordonnance du 17 mai 1315 (4), nous voulons & entendons qu'elles soient de nul effet, si ce n'est en faveur de ceux qui prouveroient par titres qu'elles sont anciennes. Puis il ajoutoit : « *Nec in membris alicujus monasterii, vel ecclesie in eorum vel alicujus ipsorum jurisdictione alta vel bassa existentibus specialem gardam ipsius ecclesie nec monasterii caput in nostra sit gardia speciali, nos intelligimus habere, nisi in possessione gardie expressè actum fuerit, vel nisi predictam gardiam membrorum predictorum prescripserimus competentem.* »

DROIT D'AMORTISSEMENT. — Les Comtes de Forez jouissoient aussi du droit de faire des fondations perpétuelles &, pour les soutenir, d'amortir des terres situées dans les limites de leur juridiction. Vers 1298, ces droits ayant été contestés au Comte de Forez par les Commisaires du Roi, il leur présenta une requête pour leur exposer que ses prédécesseurs, ainsi que lui, les avoient possédés. M. Huillard-Breholles pense avec raison que le Comte avoit été inquiété sur ce point en vertu de l'Ordonnance de Philippe le Bel sur les amortissements (novembre 1291); pour le prouver, il s'appuie sur ce fait que le Comte de Forez ne figure

(1) *Livre des compositions des Comtes de Forez*, f. 174.

(2) Arch. de l'Emp., PP. 37, c. 745. — Notre *Hist. des Ducs de Bourbon*, t. II, p. 446, notes.

(3) En 1298, Mathieu Sandras, Jean Fabri, Antoine Seberz & plusieurs autres, au nombre de dix-sept personnes, du lieu de St. Jean de Bonnelond, reconnoissent qu'ils font & ont été de temps immémorial en la garde des Comtes de Forez; &, à cause de ladite garde, ils confessoient devoir & promettoient payer chaque année au Comte Jean & à ses successeurs 2 fetiers d'avoine, mesure de St. Rambert. (Arch. de l'Emp., P. 1400), c. 1002. — Inventaire Huillard-Breholles, n° 889. — En

1339, Jean Ruphi de Châtellus fait donation au Comte de Forez d'une livre de cire pour droit de garde (*pro gardis*); ladite livre payable chaque année & hypothéquée sur tous ses biens. (Inventaire Huillard-Breholles, n° 2212.) On voit, par un titre de 1352, que la garde du Prieuré de Firminy appartenait au Comte. (Inventaire Huillard-Breholles, n° 2617), &c., &c., &c. Ce droit de garde ou bonne garde appartenait aussi à d'autres Seigneurs particuliers du Forez. (Voir le n° 1125, &c., &c. de l'Inventaire de M. Huillard-Breholles.)

(4) *Livre des compositions des Comtes de Forez*.

pas, dans cet acte, parmi les hauts Barons qui étoient maintenus dans le droit de jouir du privilège d'amortir sans lettres de consentement du Roi (1). Il est plus que probable qu'il fut fait droit à la réclamation du Comte, car nous voyons plus tard, en 1382, que Louis II, Duc de Bourbon, en accordant aux habitants de St. Bonnet le Château, avec l'autorisation du Pape & de l'Archevêque de Lyon, la faculté d'établir un cimetière & de bâtir une chapelle sur un terrain de sa juridiction, leur *amortit* ce terrain, en renonçant à y exercer tous ses droits de justice & de souveraineté (2). Enfin, on voit par divers actes, qu'en 1466 Louis XI confirma des lettres de provision qu'il avoit accordées au Duc Jean II en 1464, pour l'autoriser à amortir des fonds de terre dans le Forez & le Beaujolais, en attendant que le Parlement eût décidé, sur production de titres, s'il avoit ou non ce droit-là dans ces deux Seigneuries; & qu'il fut reconnu par cette Cour que les Ducs de Bourbon pouvoient user de ce privilège dans ces deux terres. Enfin, ce droit leur fut encore confirmé par arrêt du Parlement du 31 décembre 1507 & du 5 juillet 1508 (3). Les Comtes de Forez avoient aussi le droit de transférer, moyennant finance, des biens nobles à des personnes non nobles (4).

CONFÉDÉRATIONS PROHIBÉES. — Le Comte, en octroyant ses Chartres de privilèges aux villes de sa Seigneurie, avoit bien soin de faire stipuler dans l'acte que les habitants ne feroient jamais, sous aucun prétexte, ni ligue, ni confédération avec d'autres villes ou châteaux sans son aveu (5). En les retranchant dans l'isolement, il espéroit se mettre ainsi à l'abri des insurrections.

CONSEIL DU COMTE. — A l'exemple du Conseil du Roi, qui se composoit de grands Seigneurs & de membres choisis parmi les juristes du Parlement, le Conseil du Comte de Forez étoit recruté, soit parmi les principaux nobles, soit parmi les hommes de robe qui avoient acquis de hauts grades dans les Ecoles de droit, ou qui avoient une grande expérience des choses judiciaires. Les Officiers du Conseil étoient désignés en latin par ces mots : *Conseilii domini ducis Bourbonensis* (6). La haute administration du Comté, la rédaction des Edits, des Ordonnances, des Règlements de toute sorte, étoient confiées à ce Conseil, qui formoit à côté du Comte, maître absolu, comme un pouvoir consultatif. Nous voyons, par diverses nominations, que les gages des Conseillers n'étoient pas fixes. Ainsi Jean du Coignet, en 1342, recevoit 50 livres viennoises; Chivard de St. Priest, Chevalier, en 1353, 60 florins d'or petit poids, 10 setiers d'avoine & 25 années de vin; le même Jean du Coignet, docteur ès lois, en 1375, 25 francs d'or; en 1386, Viget de Solengue, de l'Ordre de St. Jean de Jérusalem, Commandeur de Verrières, 40 livres tournois. Le Trésorier général du Forez étoit chargé d'effectuer le paiement de ces diverses pensions sur ses recettes; elles se régioient ordinairement en deux termes, tous les six mois. A chaque nomination, les nouveaux membres prêtoient serment de fidélité entre les mains du Comte & juroient de remplir loyalement leurs fonctions. Ils étoient amovibles, comme l'étoient du reste tous les Officiers du Forez. Des franchises, des exemptions,

(1) Inventaire Huillard-Breholles, n° 1002. — Bruffet, *Usage général des fiefs*, t. I^{er}, pp. 667 & suiv. — Arch. de l'Emp., P. 1402, c. 1202, n° 1.

(2) Arch. de l'Emp., P. 1397, c. 480. — Inventaire Huillard-Breholles, n° 3504.

(3) Voir notre Tome II, p. 275, notes, & les Mémoires manuscrits d'Aubret que publie en ce moment notre collaborateur M. Guigue.

(4) En 1243, Guy, Comte de Forez, permet à Guil-

laume de Vernet, bourgeois de Moulbrison, & ses frères & à leurs heirs, & perçuteute, d'acquies des fiefs & autres biens dans le Comté, à la charge d'être tenus aux coutumes & usages dont lesdits biens pourroient être chargés. (Inventaire Huillard-Breholles, n° 257.)

(5) Voir nos diverses Chartres d'affranchissement, & les nos 108 & 920 de l'Inventaire Huillard-Breholles.

(6) *Registre des nominations des Officiers du Forez*, année 1373.

des prérogatives, des libertés & des privilèges étoient attachés à ces hautes fonctions (1). Le Bailli, le Juge ordinaire, l'Avocat général & le Procureur général du Comte, le Trésorier, &c., ainsi que les principaux dignitaires, faisoient partie du Conseil. D'après l'Edit du Duc de Bourbon Jean II, du 23 septembre 1474 (2), les délibérations du Conseil devoient être enregistrées dans un grand Registre, destiné à recevoir aussi le texte des lettres de grâces, des ferments, des ordonnances, des amendes, des compositions. Voici l'intéressant passage où il est question de ce Registre, qui formoit un Recueil semblable à celui connu sous le nom de *Registre des compositions des Comtes de Forez*, & faisant aujourd'hui partie de la Bibliothèque de la ville de St. Etienne (3) : « *Item & quoniam, superioribus temporibus, rescripta nostra effectuum registorum minime fuerint observata, etiam statuta & ordinationes transgressæ compositionesque deperditæ & jura nostra lesa fuerint, quod nobis in damnum maximum, populo vero in lesione (non) modica, cupientes super hiis providere & (que) in posterum agitantur memorie reducere, ut in exemplum successorum cedat & ratione melius reddi valeat, volumus, statuimus & ordinamus quod a cetero, in camera consilii Montibrisonis, apponatur una papyrus in magna forma in qua describentur cotidie littere gratiarum, affecturamenta, ordinationes, deliberationes consilii, & registrabuntur emende, seu compositiones tam pecuniarie quam corporales, servato ordine & sine prepositione datarum, & tardius infra biduum (dierum) postquam late fuerint, sub pena centum solidorum taronensium per graffarios, in non registrando, modo predicto comitendarum, & quas de factis ex nunc prout ex tunc declaratur, esse volumus & censuimus.* »

DES HOMMAGES DUS AU COMTE. — L'hommage lige étoit quelquefois dû au Comte de Forez par des Seigneurs de sa terre. Bornons-nous à en citer deux exemples : En 1244, Guillaume de Baffie promit l'hommage lige au Comte pour les châteaux & villes de Précieux, de Julieu, de Villedieu, de Cremeaux, & pour la terre de St. Bonnet (4). En 1317, eut lieu un accord entre le Comte de Forez & Beraud, Seigneur de Solignac, au sujet de la mouvance féodale des châteaux du Roul (dou Riol) & de Rochebaron, par lequel Beraud reconnut tenir du Comte, en *fief lige*, jurable & rendable, les villages ou manfes de Martinanges, de la Bruyère, du Rochin près Roziers & autres lieux voisins (5).

DES HOMMAGES LIGES ET DES HOMMAGES SIMPLES DUS PAR LE COMTE. — Outre l'hommage lige dont le Comte de Forez étoit tenu vis-à-vis du Roi de France, depuis la cession des droits royaux qui avoit été faite à Guy II par le Roi Louis VII, le Comte devoit encore ce même hommage lige aux Archevêques de Lyon, en vertu de l'accord de 1173, pour le château de Feugerolles, la moitié de Grandgent, & pour les châteaux de St. Priest, de St. Héand, de Chambeon, de Poncins, de Villedieu & de Nervieu (6). En 1296, il reconnut aussi tenir en fief de l'Archevêque de Vienne & de son Chapitre les châteaux de Malleval & de Rocheblaine, & généralement tout ce qu'il avoit acquis en deçà du Rhône par son contrat de mariage avec Alix, fille du Dauphin de Viennois, & il leur en fit *hommage lige* (7). On voit, par un titre de 1325, que le Comte de Forez, en échange d'une promesse que lui avoit faite Edouard, Comte de Savoie, de lui payer en divers termes une somme de 20,000 livres tournois, s'étoit engagé à lui faire l'hommage pour plusieurs de ses châteaux & arrière-fiefs ; mais comme Edouard ne fit pas le premier paiement de la somme stipulée, le Comte se déclara quitte de tout engagement de foi & hommage

(1) *Registre des nominations, &c.*, passim.

(2) *Livre des compositions des Comtes de Forez*, n° 274.

(3) Peut-être même ce précieux Registre n'est-il autre que le Recueil ordonné par Jean II, Duc de Bourbon.

(4) *Inventaire Huillard-Bréholles*, n° 242.

(5) Arch. de l'Emp., P. 14001, c. 990, & *Inventaire Huillard-Bréholles*, n° 1442.

(6) Voir dans nos Preuves l'accord de 1173, n° 35, & *Inventaire Huillard-Bréholles*, n° 2055.

(7) *Archives de l'Empire*, P. 14011, c. 1112 bis, & *Inventaire Huillard-Bréholles*, n° 960.

vis-à-vis de lui (1). L'année suivante, 1326, le Comte de Forez, ayant toujours un pressant besoin d'argent, transporta à Guigue, Dauphin de Viennois, Comte d'Albon, & reconnut tenir de lui en fief, à cause du Dauphiné, ses châteaux & appartenances de Châtelus, Fontanez, la Fouillouze, St. Victor, Cornillon, Cusieu, Montrond, Roche la Mollière, Bouthéon & Veauche, avec leurs arrière-fiefs, aux conditions de l'hommage & du service stipulées dans l'acte. Le même jour, le Dauphin de Viennois reconnut devoir au Comte de Forez 20,000 livres tournois en récompense de l'hommage que celui-ci lui avoit transporté pour les dix châteaux (2) ci-dessus désignés. Déjà, en 1318, ce même Comte, en considération du mariage convenu entre son fils & Jeanne, fille du Sire de Bourbon Louis 1^{er}, s'étoit engagé à reconnaître désormais tenir en fief du Sire de Bourbon ses châteaux & villes de Crozet, St. Haon le Chastel & Roanne, avec leurs arrière-fiefs, qu'il possédoit précédemment en franc-aleu, & généralement tout ce qu'il pouvoit avoir en Roannois jusqu'à la Loire & jusqu'aux mandements de Villerez & de St. Maurice. De son côté, le Sire de Bourbon donna en fief au Comte 400 livrées de rente en terre à affcoir d'un commun accord sur la Châtellenie de Bessay (3). En 1326, l'affiette n'ayant pas été encore faite, les parties convinrent qu'un dernier délai d'un an feroit accordé pour la mettre à exécution, passé lequel le Comte feroit quitte de tout engagement (4).

ARCHIVES DU COMTE. — Le 26 août 1473, le Duc de Bourbon Jean II donna des lettres patentes pour ordonner le classement des Archives de la Chambre des comptes du Forez & pour en faire dresser un inventaire. Il confia cette mission à Perrin Gayand, son Secrétaire, qui étoit en même temps Clerc de la Chambre des comptes de Beaujolais. Il réfute de cet acte que le Prince avoit fait construire de nouveau la Chambre des comptes dans l'enceinte du château de Montbrison, au lieu appelé le *Celier comtal*, & que les salles des Archives, dans lesquelles se trouvoient rangés les coffres (5) destinés à renfermer tous les titres du Comté de Forez, faisoient partie de ce bâtiment. Le 12 mars 1474 (N. S.), Perrin Gayand, Secrétaire du Duc, termina l'inventaire que le Duc avoit ordonné de dresser. Il avoit été assisté dans ce travail par Guillaume Gayand & Jehan Aumaître. Clercs, Notaires & Jurés du Duc (6). Voici, au surplus, l'ordonnance du Duc de Bourbon.

Ordonnance de Jean II pour le classement des Archives de la Chambre des comptes de Montbrison.

« Jehan, Duc de Bourbonnois & d'Auvergne, Comte de Clermont, de Fourz & de l'Isle Jourdain, Sire de Beaujeu, Per & Chambrier de France, à nostre amé & féal secrétaire Perrin Gayand, clerck de nostre Chambre des comptes en Beaujolais, salut. Comme pour le bien & proffit de nous & de nostre Comté & Seignorie de Fourz, entretènement de nostre domaine & augmentation d'icelluy, à quoy principalement on doit avoir le soing & la diligence, soit besoing & nécessaire de voir & visiter tous les terriers fuz nommés, papiers, compositions, transfections & autres enfeignemens à nous appartenans à cause de nostredit Comté, estans en nostre dite Chambre des comptes de Fourz, en nostre ville de Montbrison, & faire pour la seurte & conservation d'iceux inventaire & repertoire, & après les mettre séparément, chacun en son lieu, es archives & coffres

(1) Inventaire Huillard-Breholles, n^{os} 1771 & 1790. — Archives de l'Empire, P. 1400^a, c. 957, & P. 1400^a, c. 956.

(2) Inv. Huillard-Breholles, n^{os} 1791 & 1792. — Archives de l'Empire, P. 1400^a, c. 912.

(3) Inv. Huillard-Breholles, n^o 1480.

(4) Inv. Huillard-Breholles, n^o 1797.

(5) *Domum five archivum ubi dicebantur esse littere, privilegia, scripta alia & res alie dicti domini comitis, &c.* (Inv. Huillard-Breholles, n^o 849.)

(6) *Inv. des titres du Comté de Forez*, publié par M. Aug. Chaverondier. Arch. du dép. de la Loire, t. II, pp. 605 & suiv.

de nostre Chambre des comptes, que de nouveau avons ait bastir & édifier en nostre chastel dudit Montbrison, ou lieu appelé le Celier Contal, pour les plus seurement garder & plus promptement trouver quand befoing fera; nous confians à plain à voz sens, loyauté, preudomie & bonne diligence, vous mandons & commandons & à ce faire expressément comectons que, appelé avec vous ung ou deux notaires, vous vous tranportés en nostredite Chambre des comptes de Fourz, oudit lieu de Montbrison & ailleurs où sont ledits tiltres, & iceulx voyés & visités bien à plain, & d'iceulx particulièrement faictes inventaire, en spécifiant & bien déclarant de chacun titre l'effect & la substance, temps & date d'icelluy & de chacun d'iceulx, & pareillement faictes & escriptés & mectés chacun en son lieu, en coffres, archives, layettes, sacs & autres choses, ainsi que verrés estre à fere pour le mieulx, en nostredite Chambre nouvelle desdits comptes, c'est affavoir : les chartres & terriers, d'une part, les fiez, hommages & nommées, d'autre part, & pareillement faictes des autres tiltres, comme fere se doit en tel cas, & par manière que, au temps advenir, ledits tiltres se puissent trouver promptement quant on en aura à besoigner; & icelluy inventaire, après qu'il sera minuté, faictes rédiger par escript en ung grand livre de parchemin, signé & tabellonné duement pour demorer & foy ayder en ladite Chambre des comptes, & après icelluy faictes doubler, signer & tabellioner comme dessus, pour icelluy double envoyer en nostre Chambre des comptes à Molins; car de ce fere vous donnons plain pouvoir, auctorité & mandement spécial par ces présentes. Mandons & commandons à tous noz justiciers, officiers & subjects, que, en ce faisant, obéissent & entendent diligemment, & vous donnent conseil, confort & aide se mestier est & requis en font. Donné sous nostre seel, en nostre ville de Montbrison, le 26^e jour du mois d'aoust, l'an 1473. Par Mgr le Duc : Robertet. »

MAISON DU COMTE. — Outre son château, le Comte avoit à Montbrison un vaste enclos qui comprenoit non-seulement les terrains situés dans l'enclos Levet, mais encore ceux où est bâtie la caserne, l'enclos de Charlieu & une partie de ceux qui s'étendent au-dessus du clos Levet en allant à Moind (1). Dans ce vaste espace, le Prince avoit établi un parc pour ses daims; peut-être même alors y voyoit-on la faisanerie que l'on y trouve sous Louis II, Duc de Bourbon, & dont notre intelligent collaborateur, M. André Barban, a donné ci-dessus une si intéressante description (2). Voici quels étoient les Officiers & gens de service de la Maison du Comte, tels que les font connoître divers registres du XIV^e siècle : — Le MAITRE D'HOTEL (3); — le TRÉSORIER PARTICULIER; — le SECRÉTAIRE; — les CHAMBELLANS; — le CLERC DU COMTE; — le PHYSICIEN (*médecin*) (4); — le MAITRE (*précepteur*) DES ENFANTS DU COMTE; — l'AUMONIER; — le MAITRE DES GARNISONS (*officier proposé à la garde des provisions*); — le PROVISEUR (*intendant*); — les FAUCONNIERS (5) & VALETS DE FAUCONS; — l'ECHANSON; — l'ECUYER TRANCHANT (6); — les VENEURS; — les CHAMBRIERS (*Valets de chambre*) (7); — le CUISINIER; — les VALETS DE CUISINE; — le BARBIER; — le BOUTEILLER; — les PALEFRIERS; — le JARDINIER DU CLOS, ayant sous ses ordres plusieurs valets; — le

(1) « Clos du Comte à Montbrison..., tenant à la voie publique où l'on va de Montbrison à Moind, d'un côté, & d'autre, au Parc où l'on garde les daims du dit Comte. » (Année 1347, Inv. Huillard-Bréholles, n° 2479.) L'enclos de Charlieu fut acquis de nouveau par Louis II, Duc de Bourbon, en 1396 (V. S.), au mois de février.

(2) Nous trouvons en effet, dans des comptes de dépenses de 1357, la preuve que le Comte avoit alors des fauconniers.

(3) Il portoit, en hiver, une robe de drap fourrée de camelin (camelot), un corset fourré de peaux blanches d'agneaux, & un chaperon également fourré d'agneau.

(4) Il portoit quelquefois le double titre de Physicien

& de Médecin; ou bien encore il étoit désigné sous le nom de Maître en art & médecine. Il avoit, en 1357, 50 francs d'or de gages. Plusieurs comptes de dépenses nous apprennent qu'en cas de maladie grave des Princes, on envoyoit chercher soit à Lyon, soit au Puy ou ailleurs, les Physiciens les plus en renom.

(5) Les uns avoient 6 fous tournois par jour, les autres 5 pour eux & leur cheval. Ils étoient vêtus, en hiver, de malecottes fourrées de peaux d'agneaux.

(6) Il portoit, en hiver, une malecotte avec fourrure.

(7) Ils portaient, en hiver, des malecottes & chaperons en camelin, garnis de fourrures.

MESSAGER; — le CHEVAUCHEUR; — le PORTIER OU CONCIERGE de l'HÔTEL (*Confergins* (1)); — les SERVANTES (2).

La Comtesse de Forez avoit un MAÎTRE D'HÔTEL & un SECRÉTAIRE particuliers, ainsi qu'un certain nombre de Damoiselles (3) & d'Ecuyers. On voit, par un compte des dépenses extraordinaires de l'Hôtel du Comte de Forez, en 1357, que l'on acheta à Lyon, au prix de 13 florins, chez un nommé Vial Compteur, pelletier, deux pennes, l'une de gris, l'autre de gros vair, « pour forer deux maleotes pour Monseigneur de Fourrois. » Le Comte avoit dans ses écuries, en 1358, de quinze à quarante-six chevaux. On voit, par les comptes de cette année, que les dépenses ordinaires de l'Hôtel s'élevèrent, du 1^{er} mars au 5 juin, à 135 florins 11 gros & quart. Furent consommés, 57 setiers de froment, 40 de seigle, 120 d'avoine, 4 muids d'orge, 187 aînés & un demi-barral de vin, & 118 poules.

MAISON DU DUC DE BOURBON LOUIS II. — MAÎTRE D'HÔTEL, Jehan de Demoret, Chevalier & Conseiller du Duc; autre MAÎTRE D'HÔTEL, Tachon de Glène, Chevalier; CHAMBELLAN, Huftin de Baveux, Chevalier; ECUYER ET CHAMBELLAN, Guillaume de la Pierre; autre ECUYER ET CHAMBELLAN, V. de Villers; ECUYER DE ECUYRIE (*sic*), Philippe Chopart; autre ECUYER DE ECUYRIE, Perrin Duiffel; SECRÉTAIRE DU DUC ET CONSEILLER, Maître Jean Beaudereux; SECRÉTAIRE DU DUC, Lorin de Pierrepont; autre SECRÉTAIRE, Perrin Desneis; ECUYER ET ECHANSON, Gérard de Bourbon; autre ECUYER ET ECHANSON, Jehan de Cuvers; troisième ECUYER ET ECHANSON, Champirpuy; ECUYER DE CUISINE, Hugonin Butefe; deuxième ECUYER DE CUISINE, Jean de Chégi; troisième ECUYER DE CUISINE, Taffin de Pierrepont; quatrième ECUYER DE CUISINE, Annequin de Longueville; BARBIER, Mahiet; premier VALET DE CHAMBRE, Guillaume Andier; second VALET DE CHAMBRE, Pelle; troisième VALET DE CHAMBRE, Joffroy; CUISINIER (QUEUX), Etienne Pondevaux; FOURNIER, Hannequin; FAUTIER, Jehmin; CHEVAUCHEUR, Michélet; PALEFRENIER, Piètre; SAUCIER, Jehmin. Il y avoit en outre un certain nombre de PAGES, de VALETS D'HÔTEL & de VALETS DE CUISINE.

MAISON DE LA DUCHESSE DE BOURBON ANNE DAUPHINE (4). — Le MAÎTRE DE LA CHAMBRE AUX DENIERS, Tréforier particulier de la Duchesse, qui présidoit la Chambre aux deniers, forte de bureau fiscal chargé du règlement de la dépense de la Maison, & auquel appartenait l'entière direction de la comptabilité de son Hôtel. Cet Officier rendoit compte, chaque année, devant la Chambre des comptes de Montbrison, de toutes les recettes vérifiées entre ses mains par le Tréforier de Forez, & de toutes les dépenses de l'Hôtel de la Duchesse. — Le CONTRÔLEUR de la dépense, chargé du contrôle de toutes les finances & dépenses de l'Hôtel de la Duchesse. — Le MAÎTRE DES GARNISONS, qui faisoit tous les approvisionnements nécessaires à l'Hôtel, recevoit des mains des Prévôts les redevances de toute nature provenant de leur recette, & en surveilloit l'emmagasinement dans les garnisons du château de Cleppé. — Un CLERC DES OFFICES, chargé du détail de la dépense journalière de chacun des offices dont se composait la maison d'Anne Dauphine, savoir: la Paneterie, l'Echanfonnerie, la Cuisine, la Fruiterie, l'Ecurie & la Fourrière. Indépendamment des Officiers de finance que nous venons de désigner, la Maison de la Duchesse se composoit encore d'un certain nombre d'Officiers, Chefs d'offices, Varlets & serviteurs, qui formoient un personnel de 70 à 80 membres.

(1) En 1368, le Concierge de l'Hôtel avoit 6 francs d'or de gages, 4 setiers de blé, 2 de seigle & 8 aînés de vin.

(2) Elles portoient, en hiver, des cottes & des chapeurons en camelin.

(3) Les Damoiselles de la Comtesse, ainsi que ses Ecuyers, portoient, pour leurs livrées d'hiver, des fourrures, entre autres de peaux d'agneaux blanches.

(4) Tout ce qui concerne la Maison de la Duchesse a été rédigé par M. André Barban (ancien Archiviste du département de la Loire, aujourd'hui Secrétaire général de la Préfecture de la Savoie), d'après les Registres des dépenses de cette Princesse depuis l'année 1410 jusqu'en 1417, Registres qui appartiennent aux Archives de la Loire & qui portent les n^{os} suivants: B. 33, B. 35, B. 39, B. 42, B. 44, B. 46.

C'étoit d'abord le MAÎTRE D'HOTEL, chef suprême & gouverneur de la Maison; le CONFESSEUR & son adjoint; l'AUMONIER & le CHAPELAIN; les DAMES & DAMOISELLES D'HONNEUR; l'ECUYER TRANCHANT; les ECUYERS DE CORPS, attachés à la personne de la Duchesse, de son fils le Comte de Clermont, & d'Isabelle de Bourbon sa fille; les ECUYERS D'OFFICES DE CUISINE ET D'ECURIE; les ECHANSONS, le SOMMELIER, le FRUITIER & le FOURRIER; les FAUCONNIERS; les CLERCS DE CUISINE ET D'ECURIE; le MAÎTRE QUEUX (*Cuisinier*); le MARÉCHAL, le BOULANGER, le BOUCHER ET POULAILLER, le TAILLANDIER, le PORTIER, l'OISELEUR & le LORIER (*Chasseur de loutrre*); les VARLETS DE CHAMBRE & CHAMBRIERES; enfin les nombreux serviteurs attachés à la Vénérerie & aux divers offices.

MAISON DE PIERRE II, DUC DE BOURBON, EN 1503 (1).

UN CAPITAINE DES ARCHERS DE LA GARDE. — ARCHERS DE LA GARDE. — CHAMBELLANS. — PREMIER ECUYER. — ECUYERS. — GENTILSHOMMES ET PENSIONNAIRES DE L'HOTEL. — Vingt-quatre PAGES. — QUATRE HERAULTS D'ARMES. — MAÎTRES DES REQUÊTES DE L'HOTEL. — SECRÉTAIRES ORDINAIRES. — PREMIER MÉDECIN. TROIS MÉDECINS. — CHIRURGIENS. — CHEFS D'OFFICES, comprenant les PANETIERS, ECHANSONS, ECUYERS TRANCHANTS, au nombre de dix ou douze. — ECUYERS DE CUISINE, FRUITIERS, FOURRIERS, qui avoient sous leurs ordres les VALETS D'OFFICES, CLERS D'OFFICES, VARLETS DE CHAMBRE, SOMMELIERS DE CHAMBRE, &c. — Il y avoit enfin dans l'Hôtel des HUISSIERS DE SALLES.

INSPECTEUR DES CHATEAUX. *Réparations des châteaux.* — En 1557, Mathias Forez reçut la charge des réparations des hôtels, des châteaux & autres édifices appartenant au Comte; il devoit s'entendre pour cela avec un des membres de la Chambre des comptes & les Châtelains des lieux où devoient se faire les réparations; il étoit également tenu de résider sur les lieux & de pourvoir à tout ce qui étoit nécessaire pour l'exécution des travaux. Le compte des frais devoit être tenu en double, & une copie déposée à la Chambre des comptes. Les visites des domaines du Comte se faisoient deux fois par an, au commencement de l'hiver & de l'été. Ce fonctionnaire particulier recevoit pour son salaire un florin petit poids chaque jour ouvrable, & pour ses dépenses, un gros de florin chaque jour soit de travail soit de fête; en outre, on lui payoit les dépenses pour son cheval, « *pro roncino suo* »; mais quand il travailloit dans les châteaux où résidoient le Comte & la Comtesse, il ne recevoit pas le gros & se nourrissoit avec les autres gens de la Maison. Enfin on lui donnoit une malcotte (vêtement de deffus) chaque année à la Toussaint, outre la livrée ordinaire (2). — Tous les habitants, à part ceux qui en avoient été exemptés d'une manière expresse, ou qui en étoient exempts de droit à raison de leur qualité ou état, étoient obligés de contribuer aux réparations des châteaux & fortifications & d'y faire le guet.

II

ADMINISTRATION MILITAIRE

Armée du Comte. — Son Maréchal. — Fortifications. — Guet & Garde. Armée du Roi. — Lieutenant Général du Comte de Forez.

ARMÉE DU COMTE. — Un homme armé & équipé étoit levé par chaque feu, à moins d'exemptions spéciales, dans tous les fiefs du Comté de Forez. Les familles nobles fournissoient un

(1) D'après la *Pompe funèbre de Pierre II*, qui figure dans nos Preuves sous le n° 132 bis.

(2) *Registre des nominations des Officiers du Forez.* — Bibliothèque impériale, mss. 9890.

homme d'armes, & les familles bourgeoises ou à leur aïe un homme de pied. Le Comte de Forez avait maintenu le droit rigoureux de lever un homme par feu dans les Chartres de privilèges octroyées à ses villes (1). Il faut remarquer que nul dans ces villes n'étoit tenu de se rendre à l'ost & à la chevauchée (guerre de moindre importance que l'ost), s'il n'avoit une maison & au moins 10 livres de revenu (2), afin de pourvoir aux frais de son équipement. D'ailleurs, pendant tout le moyen âge, les Seigneurs comme les Rois évitèrent autant que possible de mettre les armes entre les mains des gens de la basse classe. On voit, par la Charte de Montbrison, que les hommes qui étoient levés dans cette ville étoient obligés de fuir le Comte en campagne, dans ses expéditions, de défendre ses châteaux ou d'assiéger ceux de ses ennemis; car nous savons que, depuis Louis le Hutin, les Seigneurs du Forez avoient reconquis leur privilège de guerroyer avec leurs voisins sans l'assentiment du Roi de France (3). A Villereze, par un privilège spécial, les habitants n'étoient pas tenus de fuir le Comte dans ses expéditions hors de ses domaines; ils n'étoient obligés qu'à la défense du Comté de Forez (4).

Le Comte ou son Bailli devoit convoquer le ban & l'arrière-ban par un mandement public, par un édit & à son de trompe, *ad cornu & edictum* (5). Quiconque, noble ou non-noble, faisoit défaut à la convocation, ou auroit refusé de se « mettre sus en armes », étoit, dans le Comté, puni d'une amende (6). Dans les villes franches de Montbrison & St. Haon le Châtel, celui qui ne se rendoit pas à l'armée destinée à une expédition devoit payer une amende de 10 sols. Si l'armée étoit occupée à un siège ou à une guerre qui durât plus d'une semaine, les hommes de ces deux villes manquant à l'appel devoient payer une amende de 10 sols par chaque semaine de retard (7). Mais il y avoit quelques exemptions, dans les villes franches, pour ne pas se rendre à l'ost & chevauchée; par exemple, lorsqu'une femme mariée étoit en couches, le mari n'étoit pas tenu de se rendre au mandement du Comte, ni à monter la garde dans la ville contre son gré (8). A St. Germain Laval, si l'on convoquoit en armes les hommes de la ville, il étoit stipulé dans leur Charte que, s'ils étoient nécessaires à la garde, ils ne devoient point être mandés, si ce n'est lorsque le droit propre du Seigneur l'exigeroit ou lorsqu'il auroit déclaré la guerre. Les habitants de Crozet n'étoient pas tenus de venir à la chevauchée, mais tous ceux du Roannais y étoient assujettis (9).

(1) *Volumus & retinemus ut homines, &c., faciant exercitum nostrum in propriis personis, scilicet unus de quolibet domo, si necesse nobis fuerit pro bello campali, vel si inimici nostri obsident castrum nostrum, vel si nos vellemus obsidere castrum alicujus inimici nostri pro guerra propria, vel si nos vellemus bastire castrum quando nos preciperemus.* (Charte de St. Haon le Châtel.) Si la prestation de ce service ne pouvoit le faire en personne, chaque famille taillable & exploitable du Comte ou d'un autre Seigneur étoit tenue de fournir « unum servientem armatum & cum armis, quotiens dictus comes vel sui alios homines... mandabit & in armis habere voluerit. » (Inv. Huillard-Bréholles, n° 1150, & Arch. de l'Emp., P. 1194, c. 89.)

(2) *Nullus tamen teneret ire, vel mittere in predictos exercitus... nisi domum habeat & valenciam decem librarum, tam in domo quam in aliis rebus.* (Même Charte.) Celle de Montbrison renferme les mêmes dispositions.

(3) En 1304, Philippe le Bel avoit interdit aux nobles les guerres particulières; mais, en 1314, les Seigneurs de plusieurs provinces, révoltés contre Louis le Hutin, le forcèrent à leur restituer ce droit souverain dont ils avoient abusé de temps immémorial. Les Seigneurs du Forez, comme nous l'avons dit dans notre *Essai sur les pénalités*

du Forez au moyen âge, étoient en possession de ce privilège.

(4) Ils seroient tenus, disoit le Comte dans sa Charte, de venir « in chavalcata nostra, videlicet comitis Forensis, & sequi mandatum nostrum per totum comitatum Forensium, ad ipsius terram viriliter defendendam; & hoc intelligimus, quando nos vel mandatum nostrum super hoc publice faceret edictum. »

(5) En 1290, il fut convenu entre Robert Dalmas, Seigneur de St. Bonnet le Château, & frère d'Etienne de Sercey, Prieur de Rosiers, de l'Ordre de Cluny, que le Prieur demeurerait en la bonne garde du Seigneur de St. Bonnet, & que les hommes du Prieuré seroient tenus « de l'accompagner en ses chevauchées après avoir été formés ad cornu & edictum. » (Inv. Huill. Bréh., n° 834.)

(6) Bibl. Imp., Gauguier, n° 898^r. Voir les notes de la page 431 de notre Tome II.

(7) On peut voir dans ces deux Chartes les autres dispositions qui régioient cette matière.

(8) Charte de St. Germain Laval.

(9) « Non tenerent venire ad cavalgatum nostram, nisi homines nostros de Roannes qui cavalgatum nostrum nobis debent. »

Nous n'avons trouvé aucun acte où fût stipulée la durée du service militaire des vassaux à l'égard du Comte ; mais elle ne devoit pas dépasser quelques semaines (1). — Les exemptions de service étoient rarement accordées à ceux qui étoient dans les conditions voulues pour porter les armes. Nous n'en avons découvert qu'un exemple. En 1277, le Comte, pour récompenser Guillaume de Vernet, bourgeois de Monbrifon, des nombreux services qu'il lui avoit rendus, déclara n'avoir aucun droit de *ban*, *cri*, *chevauchée*, *vingtième*, &c. sur le village de Champs appartenant à de Verney ; il ne se réserva que la haute justice, le fief & l'hommage (2). Quant aux hommes qui vivoient sur les terres des couvents, les exceptions en leur faveur étoient moins rares. Ainsi, par exemple, nous voyons, par un acte de 1229, que le Comte exempta les hommes appartenant à la Maison de St. Jean de Jérusalem du droit d'*ost* & de *chevauchée* (3). — « Le service étoit aux frais des combattants pendant le temps fixé par les coutumes, & le Seigneur ne pouvoit les retenir au-delà du temps fixé que de leur consentement & en les payant, sauf quelques rares exceptions & pendant un espace de temps fixé d'avance (4). » — Il existe aux Archives de l'Empire un document fort curieux (5) : c'est le compte de la solde payée aux Chevaliers & hommes d'armes qui, en 1316, sous le commandement du Comte de Forez, gardèrent Lyon pendant le conclave où fut élu le Pape Jean XXII. Voici quelques fragments de ce compte :

« *Hii sunt homines armorum recepti per Philippum Landi & Reginaldum Quadrati prepositos curie minorum marescallorum Francie, de precepto domini comitis Forensis tenentis locum domini comitis Pictavenfis cum domino Hugone Malaviciini, marescallo dicti domini comitis Forensis, pro custodia cardinalium, die dominica vicefima, septima die mensis juijnii, & expense sacre pro supradictis usque ad diem lune IX^a die mensis augusti, anno Dom. M.CCC.XVI, qua die supradicta recedendi licitum habuerunt, pro eo quia die sabbati precedentis qui fuit VII^a dies mensis augusti fuit electus papa dominus Jacobus Portuensis & sancte Ruphine cardinalis episcopus & nominatus fuit Johannes papa XXII. & sic servierunt dictæ gentes armorum predictæ per XLVIII dies.* » A la suite ce compte, se trouve une montre des hommes d'armes de la compagnie du Comte de Forez, avec la description & l'état de leurs chevaux. On y remarque les passages suivants, relatifs à la croisière établie pour surveiller la Saône & le Rhône pendant le blocus : — « *Guichardus dominus de Montaignaco qui custodiavit aquas Ripararium apud Lugdunum cum VII aliis armigeris quorum nomina secuntur. Recepti fuerunt die dominica 27 juijnii & servierunt per 44 dies. Receperunt pro qualibet die 48 s. turn. valent in summa 105 liv. 12 s. 4 den. torn.* — *Item recepit dictus Guichardus & solutum fuit sibi pro stipendiis 20 servientium qui servierunt & steterunt in courferiis super aquam per quadraginta dies, pro qualibet die 37 s. 4 den. turn. quolibet computato 23 den. torn. valent in summa 76 liv. 13 s. 4 den. torn.* — *Item recepit dictus Guichardus & solutum fuit eidem pro stipendiis 70 ramatorum & duorum gubernatorum corseriorum qui servierunt per 40 dies pro qualibet die 8 lib. 2 fol. torn. quolibet computato 27 den. torn. valent in summa 324 lib. torn.* — *Item solutum fuit dicto Guichardo pro stipendiis duorum joculariorum qui steterunt in dictis corferiis & servierunt per 40 dies pro qualibet die 3 s. 10 den. turn. quolibet computato 23 den. torn. valent in summa 8 lib. 3 fol. 2 den. turn.* — (P. 1402¹, c. 1455.)

(1) Les hommes de St. Bonnet étoient tenus de suivre leur Seigneur à la guerre, à leurs frais, pendant un jour & une nuit ; les jours suivants étoient aux frais du Seigneur. Le vassal ordinaire, dit M. Boutaric dans son ouvrage sur les Institutions militaires de la France, ne devoit le service de guerre que pendant quarante jours. Le lige étoit tenu de suivre son Seigneur pendant toutes ses expéditions & à ses propres dépens ; il ne pouvoit se faire remplacer par le simple.

(2) Inv. Huillard-Bréholles, n° 634 o.

(3) *Ibidem*, n° 137. Ces exemptions furent confirmées

en leur faveur par lettres du 18 juillet 1239. « *Excipitur tamen*, dit le Comte, *quod in chavalgariis nostris vel exercitiis ire vel mittere nullatenus teneantur*, &c. » (Livre des compositions.)

(4) Boutaric, les Institutions militaires de la France. « Dans la plupart des hommages, surtout des hommages liges, on trouve exprimée la clause que le Seigneur se réserve le droit de prolonger le service de ses vassaux au-delà du temps prescrit, à condition de les indemniser, &c. » (Boutaric.)

(5) Inv. Huillard-Bréholles, n° 1428.

On voit, par cet acte, que le Comte de Forez avoit sous ses ordres un MARECHAL qui le remplaçoit au besoin. Il est fait mention de ce Commandant supérieur dans un autre document des Archives de l'Empire (1). Quelques rares états des montres ou revues qui eurent lieu dans le Forez au moyen âge nous donnent le nombre des hommes appelés sous la bannière du Comte. Il étoit fort peu élevé. Par exemple, la montre du 20 avril 1475 ne fournit que 273 personnes, & celle du 8 septembre 1513, que 245 seulement (2). Dans ces nombres n'étoient compris que les non-nobles, les hommes de pied (3). On fait que tous les Gens d'armes étoient nobles & qu'eux seuls avoient le droit de servir à cheval.

GUET ET GARDE; FORTIFICATIONS. — Nobles ou roturiers, tous les vassaux du Seigneur, à moins d'exemptions particulières soufrites par lui à leur profit, étoient tenus de faire le guet & de monter la garde ou de tenir garnison dans ses châteaux, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, mais avec des différences dans la durée du service. Le Seigneur, en échange, leur offroit, en temps de guerre, un refuge dans leur enceinte. Ce fut pendant longtemps un devoir personnel pour tous les vassaux censitaires; mais, dans la suite, les Seigneurs admirent que l'on pouvoit se racheter de cette corvée moyennant certaines redevances. Nous les trouvons souvent mentionnées dans nos terriers, où l'on voit que cet impôt étoit personnel & ne constituait pas un droit censuel (4). Outre les hommes destinés à faire le guet & à monter la garde, il y avoit dans chaque château un Guetteur ou Guêteur, *Gaita*, qui y résidoit constamment & qui étoit nommé & payé par le Comte. Cet office étoit confié ordinairement aux Sergents des Châtellenies (5). Dans plusieurs de nos Chartes de privilèges, celui qui manquoit au guet étoit puni d'une amende : tel étoit aussi le droit commun dans le Forez. Les Seigneurs ayant beaucoup trop abusé partout de leur autorité pour arracher à leurs vassaux de trop fortes redevances afin de se racheter du guet, Louis XI, par une ordonnance de 1479, & Louis XII, par une autre ordonnance de 1504, décidèrent que l'amende, à faute de guet personnel, ne pourroit s'élever à plus de 5 sols tournois pour chaque feu, & que les vassaux ne seroient tenus au guet qu'à partir du coucher du soleil jusqu'à l'aurore. « Aujourd'hui, dit Jean Papon dans ses *Arrêts*, tel droit de guet est réputé pour revenu certain & ordinaire & est partie de la Seigneurie & se lève sur les hommes; & s'il se trouve composition, usage, tolérance par coutume invétérée d'avoir pris sur chacun feu certain devoir plus haut que ladite somme de 5 sols, il est entretenu & dû au Seigneur... » — Les vassaux étoient tenus, en outre, de contribuer à la construction & aux réparations des châteaux (6), comme le prouvent les anciens terriers & d'autres titres nombreux (7). Souvent même

(1) En 1225, dit M. Huillard-Bréholles dans son Inventaire, n° 1772, « Edouard, Comte de Savoie, s'engage à folder les gens du Comte de Forez qui, en vertu de la convention précédente, iront en armes à son aide; & pour le paiement des grosses dépenses, il promet de s'en rapporter à ce qu'il lui fera certifier par le Comte de Forez si celui-ci est présent, ou par le Maréchal de son armée si ledit Comte est absent. » (Arch. de l'Emp., P. 1400^a, c. 954.)

(2) Documents fournis par M. Huillard-Bréholles, sous-chef de section aux Archives de l'Empire.

(3) M. Huillard-Bréholles, dans son Inventaire, n° 2418, a publié en entier un document fort précieux : c'est la montre des hommes de Roche en Regnier, Malivernas, de Mans & d'Artias, qui comparoient avec leurs armures, armes & harnois, par-devant le Bailli desdits châteaux, agissant au nom de Philippe de Lévis (1345).
• Les montres, dit M. Boutaric, ne pouvoient être exi-

gées que lorsqu'une expédition étoit annoncée, & pour s'assurer que les hommes étoient prêts à remplir le service qu'ils devoient par coutume. »

(4) Sonner du Lac, *Observations sur les Tribunaux du Forez*, etc.

(5) *Registre des nominations des Officiers du Forez*, années 1563, 1570, etc.

(6) En 1188, le Comte de Forez, en exemptant du droit d'ost les hommes qui tenoient des maisons à cens de l'Hôpital de St. Jean de Jérusalem, décida qu'ils devoient contribuer, comme les autres hommes de sa terre, aux bâtiments des châteaux & villes des mandements où ils demeuroient. (Inv. Huillard-Bréholles, n° 21.)

(7) Nous citons, entre autres, l'ordonnance de Charles I^{er}, Duc de Bourbon, en date du 2 mai 1441, par laquelle il enjoignit aux habitants de St. Germain Laval de clore & de fortifier leur ville, à laquelle il donnoit un

les Ordres religieux, qui jouissaient de tant de privilèges, n'étaient point exempts de contribuer, en temps de guerre, aux fortifications des châteaux du Forez & du Roannois (1). En 1470, le Duc de Bourbon Jean II, se trouvant à Moulins, donna mission à Messire du Chevalard, Maître des requêtes ordinaire de son hôtel, de se transporter dans ses terres & seigneuries pour obliger tous les hommes guettables à faire le guet dans ses places, & tous les hommes des Seigneurs dont les châteaux étaient détruits ou en mauvais état, d'aller faire le guet dans la ville ou le château le plus près de leur résidence. Il ordonna que les hommes des Seigneurs dont les châteaux feraient démolis ou hors de défense contribueroient aux fortifications des siens; enfin, il fit dresser par ce Maître des requêtes des inventaires de toute l'artillerie qui se trouvoit dans ses places. Les lettres patentes du Duc ne furent enregistrées en Beaujolais que le 4 août de l'année suivante (2). Les tenanciers obligés à réparer les murailles d'un château pouvoient se racheter de cette corvée par un droit qui étoit en Forez du vingtième sur les fruits ou *vingtain* (3).

HÉRAUT D'ARMES. — En 1505, le Connétable de Bourbon avoit un Héraut d'armes en titre d'office « intitulé FOURESTS, à cause du nom du pays même (4). » Nous n'avons pas trouvé d'autre mention de cet Office pour le Forez.

ARMÉE DU ROI

D'après les *Etablissements* de St. Louis, la limite d'âge pour le service militaire s'étendoit de seize à soixante ans. Ceux qui ne se rendoient pas à l'armée du Roi étoient condamnés à des amendes, & quelquefois, dans les cas graves, à la confiscation des biens (5). Il résulte d'un passage de l'ordonnance de Louis le Hutin (1315), relatif au service militaire qu'il prétendoit exiger des nobles, des gens d'église & des non-nobles du Comté de Forez, comme de ceux du Duché de Bourgogne & des Evêchés de Langres & d'Autun, que les Seigneurs du Forez soutinrent que le Roi ne devoit obliger de venir en armes « que les nobles relevant nûment de lui, & non ceux qui en relevoient médiatement (6). » Mais il ne voulut pas admettre cette prétention (7). Le Roi avoit le droit d'appeler aux armes tous les grands vassaux lorsque le Royaume étoit menacé, « & toujours pour une guerre défensive; » mais, dans la pratique, il y avoit

accroissement de cinquante feux, à la charge aussi par les cinquante feux de contribuer aux fortifications de la ville, au guet & garde, &c. (Inv. des Archives de la Loire, par M. A. Chaverondier, série A 1. Registres.) M. Chaverondier a publié en entier cette ordonnance « la suite de son *Inventaire des Titres du Comté de Forez*, t. II, p. 530. Le Duc Jean II renouvela l'injonction faite par Charles I^{er} aux habitants de St. Germain Laval, de clore & renforcer leur ville de tours, portes, murailles & boulevards. On connoît de plus la célèbre chartre de Marie de Berry pour ordonner de fortifier la ville de Montbrison, &c., &c.

(1) Lettres patentes du 21 mai 1485, par lesquelles Jean II décide que l'Abbé & le couvent de la Bénifons Dieu contribueroient aux fortifications des villes & châteaux du Forez & du Roannois. (Arch. de l'Emp., P. 17, c. 2218.

(2) Mémoires manuscrits d'Aubert.

(3) Voir ci-dessus le *Glossaire* de M. Gras.

(4) Voir, au chapitre XXXV de notre Tome II, le texte de La Mure, à la date précitée.

(5) Une ordonnance de Philippe Auguste (1193) enjoignoit aux Ducs, Comtes, Barons, Chevaliers & autres vassaux de son obéissance de se trouver en armes à Rouen, sous peine de confiscation de biens & d'être punis pour félonie & lèse-majesté. Une autre ordonnance de Charles VI (1392) dégradait du privilège de noblesse les seigneurs possédant fiefs, pour défaut de service militaire.

(6) Inventaire Huillard-Bréholles, n° 1192.

(7) En promettant aux nobles infurgés de ne pas exiger d'eux le service militaire, le Roi se réserva de convoquer l'arrière-ban. « Nisi, dit-il, in casu retro-banni, in quo casu quilibet de regno nostro tenetur, dum tamen de mandato nostro per totum regnum generaliter fuit. »

bien des manquements & des refus (1). M. Boutaric, dans son beau travail sur les *Institutions militaires de la France*, donne de nombreuses preuves que les grands feudataires, avant le XIII^e siècle, ne conduisoient au Roi qu'une très-foible partie de leurs vassaux. Jusque-là, le Forez ne devoit donc fournir, pour sa part, qu'un très-petit contingent de gens d'armes & de gens de pied. Voici comment une Ordonnance de St. Louis, qui reçut plus tard bien des modifications, régloit le service des vassaux du ban : « que le service des nobles & vassaux durerait deux mois ; que le ban des communes & roturiers finiroit après quarante jours. » Dans un autre article, il étoit ordonné que « le Baron & ses hommes devoient fuivre le Roi en son ost, & le servir soixante jours & soixante nuits avec autant de Chevaliers qu'il devoit, quand il est ferois ; & que si le Roi le vouloit tenir auprès de lui pour défendre le Royaume, il devoit bien demeurer & ne s'en revenir ; & que nulle Dame ne devoit ost ni chevauchée, mais qu'elle pouvoit bien envoyer autant de Chevaliers comme elle y étoit obligée par les aveux de ses fiefs ; & que l'homme coutumier ne devoit être en l'ost du Roi que quarante jours & quarante nuits (2). » Les Rois, par le peu de durée du service militaire & par le petit nombre de leurs troupes, se voyaient pendant longtemps réduits à une véritable impuissance jusqu'à la fin du XIII^e siècle. Alors ils eurent recours aux levées en masse & convoquèrent le ban & l'arrière-ban (3). Ce

(1) Boutaric, *Instit. milit. de la France*.

(2) Li bons rois Loys, chap. LX. Passage cité par de La Roque dans son *Traité du ban & de l'arrière-ban*. Voir aussi l'ouvrage de M. Boutaric.

(3) Boutaric, *Instit. milit. de la France*. Voir aussi le *Traité du ban & arrière-ban*, par de La Roque. Par lettres données à Lyon, die mercurii post festum beate Marie Magdalene (1315), le Sénéchal de Lyon enjoignit à Hugues de Tholon, Sergent royal, d'aller donner l'ordre au Bailli du Comté de Forez « ut, die jovis post iustas festum beati Jacobi apostoli, venire & comparere faciat, coram nobis, apud sanctum Symphorianum Castrum, hora tercie, duos homines de singulis castris & villis castris comitatibus Forensis predicti, ad audiendum ea que de mandato dicti domini regis injungere & precipere nos oportet eisdem super factis retrodanti, juxta ipsius domini regis mandati... tenorem. Quod mandatum eisdem si ibidem venerint originaliter ostendemus, & super requisitionem hujusmodi faciat fieri publicum instrumentum. » (Littera Senescalli Lugduni supra retrodanti Flandrensi. Livre des compositions.) Voici à peu près en quels termes Louis le Hutin s'exprimoit dans les privilèges qu'il avoit accordés aux habitants des trois ordres du Comté de Forez & de la seigneurie de Beaujeu le 17 mai 1315 (*Livre des compositions*) : « Quant aux vassaux (feodales) du Comté de Forez & du Sire de Beaujeu & à leurs autres sujets médiats (in medietate subditos), à moins qu'ils soient nos hommes (nisi homines nostri fuerint), & quant aux Religieux qui sont sur leurs terres, sous leur juridiction & garde (in medietate), nous ne les ferons point venir à notre armée, ou nous ne les obligerons pas à nous payer, pour le rachat du service, une redevance ou amende (financiam vel emendam) ; si ce n'est dans le cas d'ARRIÈRE-BAN, pour lequel chaque homme de

notre royaume est tenu (quilibet de regno nostro tenetur), pourvu qu'il y ait nécessité générale pour tout le royaume (si necessitas fuerit generalis). » Si autem particularis fuerit, ajoutoit le Roi, etiam particulariter fieri poterit & in litteris que officialibus nostris super hoc dirigerentur, hoc specialiter caveatur de quibus tenebatur ipsi officiales facere copiam petentibus. » Les Nobles du Forez, dans les réclamations qu'ils avoient adressées au même Roi pour être rétablis dans les privilèges dont ils prétendoient jouir avant son règne, avoient articulé qu'eux & leurs prédécesseurs avoient coutume de se faire la guerre entr'eux & de prendre les armes pour la défense de leurs domaines & de leur honneur & prérogatives ; que jusqu'à lui ils n'avoient jamais été troublés dans l'exercice de cet usage, & qu'ils n'avoient été frappés pour cela d'aucune amende. Louis le Hutin leur promit « de faire rechercher la vérité sur ce qu'ils avoient eu coutume de faire anciennement, & de faire droit à cette exorbitante demande si elle étoit fondée. Il paroit que les recherches de ses Commissaires constatèrent que la noblesse du Forez étoit de temps immémorial en possession de cet usage, ear, au mois d'avril suivant, 1316 (N. S.), Louis le Hutin leur reconnut ce droit. Voici comment il s'exprime : « Le sixième article qui tiex est : Item, que li ditz noble puissent & doissent user des armes quant lor plaira & qu'il puissent guerroyer & contre gager. Nous lor otdroyons les armes & les guerres en la maniere ce il en ont use & acoustumé anciennement, & selonc ce que l'on trovera, nous lor ferons garder. Et se de guerre... li uns avoit pris sus l'autre, il ne seroient tenu du rendre ne du recroire, le puis la defense que nous, sur ce, leur aurions faite, ne l'avoient pris. (Livre des compositions des Comtes de Forez, faisant partie de la Bibliothèque de la ville de St. Etienne.)

fut toute une révolution, accomplie en partie par Philippe le Bel, qui ne se contenta plus des quarante jours de service des communes, & qui établit des impôts pour le rachat du service militaire. Pendant la guerre de cent ans contre les Anglois, il y eut de nombreuses levées en masse, auxquelles le Forez (qui se trouva mêlé à la lutte & qui subit des incurfions de l'ennemi) dut contribuer dans toute la mesure de ses forces. Les ordonnances royales prescrivaient à tous les habitants des villes & des campagnes de s'armer contre les Anglois. Charles V enjoignit à tous les Archers & Arbalétriers des villes de s'exercer au tir de l'arc & de l'arbalète (1). — Dans chaque ville il y avait des compagnies d'arbalétriers, commandées par un chef nommé par le Roi; ils étoient tenus de défendre leur ville, de s'exercer au maniement des armes, & le Roi pouvoit, pendant tout le temps qu'il le jugeoit nécessaire, les appeler sous les armes dans toutes les parties du Royaume (2), mais en leur payant une solde (3). Grâce à cette organisation, à laquelle fut soumis le Forez comme les autres provinces, la France parvint enfin, après cent ans de luttes, à expulser les Anglois. Philippe le Hardi fut le premier Roi de France qui fit payer aux communes une taxe pour se racheter du service militaire, & Philippe le Bel, afin de soutenir la lutte contre les Anglois, de 1295 à 1300, leva plusieurs impôts sur les revenus de ses sujets, tels que les centièmes & les cinquantièmes (4). Les non-nobles, en servant en personne, pouvoient s'exempter de payer ces impôts; seuls, les nobles, possesseurs de fiefs d'un certain revenu, devoient rigoureusement & sans exemption le service féodal. — En 1302, furent appelés sous les armes tous les nobles ayant 60 livres de rentes, & les non-nobles possédant 100 livres en meubles ou 200 livres soit en meubles soit en immeubles. « Mais ce taux, dit M. Boutaric, étoit trop élevé. A la fin de la même année, fut rendue une nouvelle ordonnance qui n'exigeait le service que des nobles possédant 40 livres de rente, & des non-nobles qui avoient 300 livres en meubles, ou la valeur de 500 livres en meubles & en immeubles (5). Ceux qui désiraient rester dans leurs foyers eurent la faculté de se racheter moyennant une somme dont le taux n'étoit pas fixé; loin de là, les Baillis & les Commissaires sur le fait des finances reçurent des instructions secrètes qui leur enjoignoient d'obtenir le plus qu'ils pourraient. Le minimum étoit de 20 livres pour 1,000 livres, c'est-à-dire le cinquantième. L'appréciation des biens de chacun & la fixation de la taxe étoient laissées à la discrétion des Commissaires, qui s'éclairaient en consultant les anciennes taxes, faisoient des enquêtes auprès des voisins & déferaient le serment aux contribuables (6). » Ces premières mesures fiscales, qui durent recevoir leur application dans le Forez, ne paroissent pas y avoir soulevé de troubles, comme plus tard celles de 1309; du moins nous n'en avons trouvé aucun indice. Ce furent des Officiers, connus sous le nom de *Commissaires sur le fait des aides*, qui furent chargés de ces recouvrements. Ceux qui ne possédoient pas 50 livres en meubles ne devoient ni le service militaire ni l'impôt (7). Sous Philippe le Bel, la durée du service ne fut plus maintenue à quarante jours; il l'étendit à quatre mois. Au moyen des nouvelles taxes, le Roi, sans arracher les payfans & les bourgeois à leurs travaux, fut en état de payer ainsi une armée permanente, composée en partie de nobles, de roturiers & d'étrangers exercés au maniement des armes. « De ce principe fécond, posé par Philippe le Bel, que lorsque la patrie étoit en danger tout Français devait porter les armes, découlaient cet autre, que ceux qui ne pourraient ou ne voudraient pas servir auraient la faculté de se faire exempter par une prestation pécuniaire. Cette dernière application parut tellement excellente au Gouvernement, que, dès qu'il eut besoin d'argent, il

(1) Ordonnance du 23 mai 1368, tome V, p. 172, du Recueil des Ordonnances.

(2) Boutaric, *Instit. milit. de la France*.

(3) Ordonnances, t. IX, p. 386.

(4) Boutaric, *Instit. milit. de la France, & Historiens de France*, t. XXI, comptes intitulés : *Tabula Roberti*

Magnæ.

(5) Trésor des Chartes. Reg. XL, n° 45.

(6) Boutaric, *Instit. milit. de la France*. — Ordonnances des Rois de France, t. I^{re}, p. 150.

(7) Ordonnances des Rois de France, t. I^{re}, p. 270.

ordonna une levée en masse avec faculté de rachat; autrement dit, il établit un impôt de la guerre (1). » Ces nouvelles mesures financières soulevèrent une vive résistance dans le Forez. Le Chancelier au Bailliage de Mâcon & le Châtelain royal de Charlieu, s'étant rendus à Montbrison, en vertu de l'ordonnance dont nous avons parlé plus haut, pour fixer la taxe sur les contribuables d'après leur appréciation arbitraire, les habitants se refusèrent à cette enquête, prirent les armes &, par leurs menaces, réduisirent à l'impuissance les Officiers du Roi (2). Les émeutiers furent condamnés, par un arrêt du Parlement du 26 avril 1309, à une amende de 5,000 livres tournois, & plusieurs d'entre eux à la privation de leurs offices, à quelques mois & même à un an de prison (3). Deux ans après, les habitants de St. Galmier, à propos de la perception du même impôt, se soulevèrent, & un nouvel arrêt du Parlement, du 7 avril 1311, les condamna à une amende de 200 livres tournois (4). De nombreuses levées eurent lieu successivement en France (5) pour la guerre des Anglois, & le Forez dut fournir toutes les fois son contingent. Après la bataille de Poitiers, « les Etats généraux prirent en main le soin d'organiser la défense : ils voulurent que les sacrifices pécuniaires faits par le peuple ne fussent pas inutiles, & que le produit des impôts levés pour la guerre reçût sa destination, c'est-à-dire servît à folder les troupes. Mais quand Charles V eut rétabli l'ordre en France, le pouvoir redevint absolu & arbitraire. Les Etats avaient introduit le régime des aides ou impôts extraordinaires, qui n'étaient pas le rachat du service. Pendant quelque temps, ces aides furent établies par les Etats & levées sous le contrôle d'Elus choisis par le peuple. Avec Charles V, ces garanties furent supprimées, mais les aides restèrent. Le Roi n'eut désormais plus besoin, pour avoir de l'argent, de convoquer le ban. On augmenta l'impôt par ordonnance, suivant la nécessité du moment; avec cet impôt, on enrôlait des nobles & des étrangers. On n'eut donc plus l'occasion, à partir de la fin du XIV^e siècle, de lever le ban & l'arrière-ban; si on le fit quelquefois, ce fut dans des moments de détresse & dans des circonstances exceptionnelles (6). » Dans le courant de l'année 1358, la levée des subsides souleva une vive résistance dans le Forez. Au mois de novembre, la Comtesse de Forez, Jeanne de Bourbon, se rendit à Lyon avec son fils pour y régler, avec l'Evêque de Lisieux & Pierre Scatiffe, Trésorier de France, cette fâcheuse affaire dans laquelle s'étaient gravement compromis la plupart des Officiers de son Comté, & en première ligne le Bailli & le Juge (7). La Comtesse fut assez heureuse pour obtenir en leur faveur des lettres de grâce, qui furent expédiées le 9 janvier de l'année suivante 1359 (8). En 1377, Charles V manda à ses *Généraux & Conseillers sur les aides pour la guerre* de faire payer au Duc de Bourbon 600 francs d'or par mois pour l'entretien d'une compagnie (9). En 1397, « le *Receveur des aides de la guerre* pour Monseigneur le

(1) Boutaric, *Instit. milit. de la France*, pp. 252 & suiv.

(2) M. Steyert, dans une Note de la page 334 du Tome I^{er} de cet Ouvrage, a fait un récit détaillé de cette émeute.

(3) Olim, t. III, pp. 62 & suiv. Il y avait eu des révoltes à Paris, à Rouen, à Orléans, à propos de la levée du centième, ou l'on mit à mort les agents du fisc.

(4) Les Olim, t. III, pp. 401 & 557. Voir aussi la Note de la page 334 du Tome I^{er} de cette Histoire, par M. A. Steyert.

(5) Boutaric, *Instit. milit. de la France*, pp. 237 & suiv. — Les convocations du ban & arrière-ban avaient lieu par lettres patentes du Roi adressées aux Seigneurs & vassaux. En l'absence des grands vassaux ou des grands

Seigneurs, c'étaient leurs Baillis qui étaient chargés de convoquer le ban & arrière-ban, par un mandement spécial, & de faire les montres ou revues des hommes appelés sous les armes.

(6) Boutaric, *Instit. milit. de la France*.

(7) Voir la Note de la page 435 du Tome I^{er} de cet Ouvrage, dans laquelle M. Steyert rend compte avec détails de cet épisode.

(8) Voir dans nos Preuves le n° 102 bis.

(9) Inventaire Huillard-Bréholles, n° 3383. Voir aussi n° 3230 du même Inventaire : *Aides du pays de Forez*. Etienne Pasquier, dans *les Recherches sur la France*, t. I^{er}, p. 86, confère un intéressant chapitre à la Cour des aides & aux attributions des *Généraux & Elus*, des *Grenetiers*, *Contrôleurs*, *Receveurs & Jergents de tailles*, etc.

Ray en Forez le nommoit Jean Pailloux (1); » en 1412, ce fut le Trésorier du Comté de Forez, Etienne d'Entraigues, qui fut choisi par le Roi comme Receveur des aides dans le Comté (2); & en 1417, ce fut Jean de Soiffons, Secrétaire de la Chambre aux deniers de la Comtesse de Forez, qui fut nommé par le Roi à la même fonction (3).

En 1455, les Elus firent le dénombrement des feux du Comté de Forez & du Roannois pour fixer l'affiette de l'impôt. Sur leurs registres, malheureusement perdus, figuroient tous les noms & prénoms des habitants. Ils constatèrent qu'il y avoit environ 12,000 feux, ce qui donne 50,000 âmes & plus de contribuables sur qui l'impôt étoit réparti. On fait que les nobles, les ecclésiastiques, ainsi que leurs valets, en étoient exemptés (4).—En 1448, Charles VII, qui en 1439 avoit créé les compagnies d'ordonnance, afin de donner à l'armée une plus large bafe & de préparer ces expéditions décisives qui devoient mettre un terme à la domination angloise en Normandie & en Guyenne, organisa dans toute la France le corps des *Francs archers*. « Chaque paroisse du royaume, disoit-il dans son Ordonnance, aura un archer qui fera & le tiendra continuellement en habillement suffisant & convenable de salade, dague, épée, jacque ou hucque de brigandine, & seront appelés *Francs archers*; lesquels feront élus & choisis par nos Elus en chacune élection, les plus droits & aisés pour le fait & exercice de l'arc qui se pourront trouver en chacune paroisse, sans avoir égard ne s'aveu à la richesse & aux requêtes que l'on pourroit sur ce faire; & seront tenus d'eux entretenir en l'habillement susdit & de tirer de l'arc & aller en leur habillement toutes les festes & jours non-ouvrables, afin qu'ils soient plus habiles & usitez audit fait & exercice, pour nous servir toutes les fois qu'ils feront par nous mandez...; & leur ferons payer quatre francs par homme pour chacun mois pour le temps qu'ils nous serviront. » Le Roi les exemptoit des tailles & autres charges, excepté des aides ordonnées pour la guerre & de la gabelle du sel. Ils prôtoient serment devant les Elus. « C'étoit une forte de Landwehr, comme en Prusse & surtout en Suisse; car, pendant qu'ils ne servaient pas, les *Francs archers* demeuraient dans leur village, où ils se livraient à des occupations agricoles. Mais le principe de levée adopté par Charles VII étoit une révolution politique. Ce mode de recrutement établit des rapports directs entre la royauté & le peuple; car l'intermédiaire des Seigneurs fut écarté. Cela apprit aux hommes libres à obéir à une autre autorité que celle du Seigneur, & au Seigneur à respecter les ordonnances du Roi; ce fut en un mot l'origine de l'infanterie, c'est-à-dire l'abaïssement de la noblesse & l'élévation du peuple (5). » Ainsi, grâce à la création des compagnies d'ordonnance, qui pendant longtemps ne furent composées que de nobles, Charles VII porta un coup mortel au régime militaire féodal, en mettant la noblesse à sa solde & sous sa dépendance. « Les Seigneurs ne formèrent plus comme autrefois l'armée, sauf le cas, devenu de plus en plus rare, où l'on convoquait l'arrière-ban; & encore tous ceux qui se sentaient quelque talent & avaient de l'ambition s'enrôlaient dans les compagnies d'ordonnance. Ce fut ainsi que la noblesse fut affouplie, disciplinée (6). » En même temps, la formation de l'infanterie permit aux gens du peuple de porter les armes de droit & de concourir avec les nobles au maintien de l'ordre & à la défense du Royaume (7). Une ordonnance de Louis XI, en 1475, établit que chaque ville & village devoit

(1) *Registre des nominations des Officiers du Forez*, ms. 9890 de la Bibl. imp.

(2) Archives de la Loire, B. 39. Registre.

(3) Mêmes Archives, B. 45. Registre. — En 1413, Charles VI publia une ordonnance qui portoit que, sous peine de la confiscation de corps & de biens, quelque personne que ce soit, fût-il Baron, Chevalier ou autre, ne pût se mettre en armes, au mandement d'aucun Seigneur, finon de lui ou du Connétable. (*Traité du ban & de l'arrière-ban*, par de La Roque.) Le Roi espérait

ainsi mettre un terme aux guerres privées des Seigneurs, mais son ordonnance n'eut pas plus d'effet que celles de Louis le Hutin, édictées dans le même but.

(4) Voir t. I^{er} de cet ouvrage, p. 198, la note 1.

(5) Boutaric, *Inst. milit. de la France*, p. 319.

(6) Boutaric, *ibidem*.

(7) Voir, dans le remarquable ouvrage de M. Boutaric, pp. 221 & suivantes, les intéressants détails qu'il donne sur l'organisation des *Francs archers*.

fournir à chaque archer un hoqueton du prix de 20 sols tous les deux ans, une pique & une voulge. « Les Archers étaient responsables de leur armement, sauf en temps de guerre, & devaient le représenter en bon état, sous peine d'amende & de prison (1). » Les habitants des paroisses devoient fournir à leurs dépens une charrette pour quinze archers, afin de transporter, au besoin, leurs bagages. Ceux-ci étoient obligés de payer à leurs frais les chevaux, les harnois & le charretier. Les capitaines pouvoient contraindre les habitants à fournir à chaque archer prêt à entrer en campagne un écu & des vêtements. A partir de Louis XI, chaque archer recevoit de sa commune 6 livres par an en temps de paix & en temps de guerre, payables en quatre termes (2). Une autre ordonnance, du 30 mars 1475, compléta l'organisation de cette milice. Les montres furent faites par des Capitaines généraux, dans les diverses élections, « au lieu qui paraissait le plus commode. » « Les Francs archers s'y rendaient en armes, accompagnés d'un homme de chaque cinquantaine; les réparations de l'équipement étaient faites aux frais de la cinquantaine (subdivision de la paroisse). L'entretien fut mis à l'avenir à la charge des Archers, qui reçurent 9 livres par an, en deux termes, à chacune des deux revues; les habitants n'étaient plus tenus de rien fournir, sauf la charrette. Les Archers étaient exempts des tailles non-seulement dans leur village, mais aussi dans les autres lieux où ils pourraient s'établir, pourvu que ce fût dans la même election (3). On ne pouvait céder la place à un autre. Quand il se faisait une vacance, le Capitaine général prenait dans la cinquantaine ou ailleurs, dans le ressort de l'Election, un homme habile à tirer de l'arc. Les Archers ne pouvaient quitter l'armée sans la permission du Capitaine général, sous peine de la hart. Les Baillis devaient rechercher ceux qui abandonnaient leur corps, les arrêter & les livrer au Capitaine général. Les soldats vieux ou blessés, qui avaient d'honorables services, obtenaient un congé définitif & continuaient à jouir de l'exemption des tailles (4). » — Louis XI, de même que ses successeurs, ne retira que peu d'avantages de la création des Francs archers; c'étoit une troupe sans cohésion, mal disciplinée & fort méprisée par les Gens d'armes. On a prétendu qu'il les supprima en 1480; mais on les retrouve sous les règnes suivants. En 1485, Charles VIII ordonna qu'il en fût fait une nouvelle levée : un archer sur cinquante-cinq feux. « Attendu, dit l'ordonnance, que gens de cheval ne peuvent aisément faire grand exploit sans gens de pied, sur ce ordonnons de prendre un homme sur cinquante feux. » En 1524, François I^{er} réorganisa la milice des Francs archers sous le nom de Légions. « Il créa sept légions, chacune de six mille hommes. Chaque légion se composait de six compagnies, commandées par un capitaine qui avait sous ses ordres des lieutenants (5). » Il y eut donc 42,000 légionnaires, dont 12,000 étoient armés d'arquebuses; les autres portoient des piques. « Les officiers étaient choisis parmi les gentilshommes du pays; des fergents tirés des bandes servaient d'instructeurs. Chaque légion était divisée en compagnies de 1,000 hommes (6). » Mais les légions ne furent jamais que de mauvaises troupes, à cause de leur mauvaise organisation. « Les légionnaires, dit le Maréchal de la Vieilleville, ne font pas tenus ni réputés pour gens de guerre; ains fortent du labourage pour s'affranchir des tailles en servant quatre ou cinq mois, ou quelque autre espace de temps, & apportent certificat de leur service qui est enregistré aux greffes des juridictions auxquelles ils font subgects. » Telles furent, depuis le XIII^e siècle jusqu'au règne de François I^{er}, les obligations militaires auxquelles fut assujéti le Forez, de même que les autres fiefs de la Couronne. Nous avons dû nous borner, à cause du peu d'étendue de notre cadre, à en donner un simple aperçu.

(1) *Instit. milit. de la France*, par Boutaric.

(2) Boutaric, *Instit. milit. de la France*. — *Ordonnances*, t. XVIII, p. 72.

(3) *Ordon.*, t. XVIII, p. 110.

(4) *Ordon.*, t. XVIII, p. 110, & *Instit. milit. de la France*, par M. Boutaric.

(5) Boutaric, *Instit. milit. de la France*.

(6) *Ibidem*.

LIEUTENANT GENERAL DU COMTE

Le Lieutenant général recevoit, par délégation du Comte, de pleins pouvoirs pour administrer le Comté en son absence. En 1379, le Seigneur de Norry, Ecuyer & Conseiller du Duc Louis II, fut par lui nommé son Lieutenant général dans le Bourbonnois & le Forez, pour administrer ces deux Seigneuries, en l'absence du Prince, « tant sur le fait, dit le Duc dans l'ordonnance de nomination, de notre justice d'iceux pays comme de toutes autres choses qui regardent ou pourront regarder notre personne. Et lui avons donné & donnons par ces présentes plain pouvoir de faire en nos dits pais toutes choses que nous mesmes ferions & pourrions fere, se préfens y elions en nostre personne, & voulons à luy estre obéi par tous nos justiciers, officiers & subjects de nos dits pays comme à nostre Lieutenant général (1). »

III

ADMINISTRATION JUDICIAIRE

Le Bailli. — Le Juge ordinaire du Comté de Forez. — L'Avocat Général du Comte. — Le Procureur Général du Comte en la Cour présidiale du Forez. — L'Examineur des causes du Procureur Général de Forez. — L'Examineur des causes fiscales du Procureur Général de Forez. — Le Chancelier. — Les Conseillers du Comte à la Cour présidiale. — Les Avocats & Procureurs à la Cour présidiale. — Les Greffiers de cette Cour & leurs clerks. — Les Noires jurés de la Cour de Forez. — Police des audiences de cette Cour. — Le Juge d'appaux. — Le Juge des causes pies. — Le Prévôt judiciaire de Montbrison. — Le Receveur des émoluments des Cours de Montbrison & de Savignieu. — Le Bourreau. — Les Turriers ou Geôliers. — Les Sergens Généraux du Comté de Forez. Les Sergens ordinaires. — Les Capitaines Châtelains du Comte. — Les Greffiers des Châtellenies. — Les Châtelains des Seigneurs particuliers. — Les Cours d'appel : Bailliage de Mâcon ou de St. Gengoul, Sénéchaussée de Lyon, tour à tour tribunaux d'appel des sentences de la Cour de Forez. — Le Parlement de Paris. — Les Procureurs du Comte auprès du Bailli de Mâcon & de la Sénéchaussée de Lyon. — Le Procureur du Comte en la Cour de St. Symphorien le Château. — Le Juge des ressorts du pays de Forez. — Le Juge des ressorts du Velay, pour le Comte, établi au Chauffour. — Le Juge des ressorts du Velay, pour le Comte, à St. Ferréol. — Officiers royaux de justice en Forez ; Sergens royaux, &c. — Du droit de sauvegarde du Roi sur quelques Seigneurs du Forez.

LE BAILLI DU COMTÉ DE FOREZ

Le Bailli étoit nommé par le Comte, entre les mains de qui il prêtoit un serment solennel. Il devoit toujours être gentilhomme & homme d'épée ; il étoit en même temps le premier Magistrat du Comté, & il avoit la haute administration de la police. — Il faisoit partie du Conseil du Comte

(1) *Registre de nominations de Officiers du Forez*, mss 9890 de la Bibliothèque impériale.

&, en son absence, il le présidoit. — C'étoit lui qui avoit mission de convoquer les assemblées des Etats, & qui les présidoit aussi au nom du Prince; lui qui étoit chargé d'appeler par un mandement public le ban & l'arrière-ban, qui dressoit les procès-verbaux du nombre des hommes appelés sous la bannière du Comte & qui les passoit en revue, ou, comme on disoit alors, qui faisoit la montre. Les ordres qu'il avoit le droit de donner étoient exécutoires dans tout le Comté de Forez & dans les ressorts qui dépendoient de son bailliage. Sa résidence étoit à Montbrison, où siégeoit la Cour présidiale, Cour de justice composée du Juge de Forez, de l'Avocat général, du Procureur général & autres gens de justice. C'étoit au nom du Bailli que se rendoient la plupart des sentences. Au Bailli appartenoit la connoissance des matières féodales. En l'absence du Comte, c'étoit entre ses mains, au sein du Conseil ou de la Chambre des comptes, qu'avoient lieu les prestations de foi & hommage (1). Il avoit pleins pouvoirs de *garder & gouverner le bailliage, tenir les audiences & assises, cognoître, juger & déterminer de toutes causes touchant & appartenant audit office, & toutes autres que Bailli & Garde (de bailliage) en tel cas peut & doit fere* (2). Sa compétence s'étendoit non-seulement sur les matières féodales, mais encore sur toutes les matières civiles, criminelles, domaniales & de police. Toutes les causes civiles au-dessus de 60 sols lui étoient soumises, sauf l'appel devant le Bailli royal de Mâcon (3). En matière criminelle, il connoissoit même de certains cas royaux, du crime de fausse monnaie, des faux en écriture publique (4); des cas de haute justice entraînant la peine capitale; en matière de police, des cas de défobéissance & rébellion envers les Officiers du Comte (5); des concussions & malversations des fonctionnaires; des infractions de juridictions (6); des infractions de sauvegarde. Il pouvoit condamner à la peine de mort, aux peines corporelles, à l'amende, à la composition, &c., sauf l'appel au Bailli de Mâcon. — Le Bailli avoit sous sa surveillance & autorité tous les Officiers de justice & autres Officiers de l'administration du Comté. En l'absence du Prince, il faisoit les nominations des gens de justice & d'autres fonctionnaires, notamment des Sergents généraux (7) du Comté, mais après avoir pris l'avis des Gens du Conseil (8). — Il étoit chargé d'écouter les griefs & les plaintes des sujets du Comte, de redresser les abus des divers agents de l'administration. Il procédoit aux enquêtes de *commodo & incommodo* sur l'établissement des foires (9). C'étoit le Bailli qui mettoit les Chanoines de l'église de Notre-Dame en possession de leurs dignités & prébendes (10), qui leur donnoit voix au Chapitre, & au nom du Prince, recevoit leur serment, par lequel ils s'engageoient « à ne pas proposer ni permettre que le Comte & ses serviteurs perdissent la collation (des bénéfices) de ladite église. » — Lorsque des denrées (seigle, orge, poulx, &c.) avoient été levées dans les villes du Forez à titre d'impôts, le Bailli en ordonnoit la vente pour le compte du Prince (11). — Quelquefois cet Officier étoit désigné sous le nom de *Garde du Bailliage de Forez* (12). En 1469, le Juge de Forez reçut le titre & les fonctions de Lieutenant général du Bailli de Forez (13), & ce dernier fut rigoureusement astreint, depuis lors, à ne rendre aucune sentence sans l'avis de ce magistrat, qui étoit toujours homme de robe, & sans l'avis des autres Officiers de justice. Le Bailli cumuloit quelquefois les fonctions de Juge des ressorts du Forez (14) & de Capitaine Châtelain dans l'un des domaines du Comte. On trouve des

(1) *Registre des nominations des Officiers du Forez*, mss. n° 9890 des Archives de l'Empire, année 1386.

(2) *Registre des nominations*, années 1370, 1378.

(3) *Registre des Archives de la Loire*, série B. 1, année 1376.

(4) *Registre des Archives de la Loire*, série B. 1, année 1376.

(5) *Ibidem*.

(6) *Ibidem*.

(7) *Registre des nominations des Officiers du Forez*, année 1384.

(8) *Registre des nominations*, année 1382.

(9) Inventaire Huillard-Bréholles, n° 3345 du t. I^{er}, année 1376.

(10) *Registre des nominations des Officiers du Forez*.

(11) *Registre des Archives du département de la Loire*, B. 50.

(12) *Registre des nominations*, années 1378, 1382.

(13) Nous parlerons des dispositions de cette Ordonnance dans notre article sur le *Juge de Forez*, ainsi que de l'Édit de 1474 qui la confirma.

(14) *Registre des nominations*, année 1410.

Baillis en Forez depuis 1286 (1). Cet Officier étoit amovible, de même que tous les fonctionnaires du Forez, sans exception. — Ses gages, qui étoient ordonnés par le Comte en son Conseil (2), varièrent à diverses époques. Sous Louis II, Duc de Bourbon, ils n'étoient que de 90 livres viennoises par an. En 1353 & en 1363, ils étoient de 120 livres viennoises, valant 80 florins petit poids, chaque florin petit poids égalant 30 sols (*floraria*) viennois (3). Le 12 juin 1365, Giraud de Sainte Colombe fut retenu Bailli aux gages « accoustumés » de 100 florins petit poids, « & en plus, de grâce spéciale, *pro plaribus obsequiis ultra officium baillivatus*, 10 fetiers d'avoine & 12 ânées de vin. » Il fut en même temps maintenu dans l'emploi de Capitaine Châtelain de Lavieu & de Néronde & *ultra, pro custodia dicti loci, propter guerras*, & il lui fut accordé un supplément de gages de 50 florins à la charge des habitants de ces deux Châtellenies, & de 3 fetiers d'avoine à la charge du Comte (4). — En 1396, il touchoit 60 livres par an (5). Après la réunion du Comté à la Couronne, au mois de juin 1532, François I^{er} confirma les prérogatives juridiques du Bailli & autres Officiers de justice du Forez. « ... Nous voulons, dit-il, & nous plaist que nos Bailli, Juge ordinaire & leurs Lieutenants connoissent, jugent, décident & déterminent de tous cas royaux & autres affaires en leurs juridictions & ressorts audit pays, selon leurs qualités, chacun en son endroit, jouissent & usent de tels droits... que nos autres Juges & Officiers royaux des autres Bailliages, Sénéchauffées & juridictions de nostre royaume (6). » — Le Bailli avoit sous ses ordres un Clerc, pour faire les enquêtes criminelles, civiles & autres dépendant de sa juridiction, qui avoit pour gages 15 florins petit poids (7).

LE JUGE ORDINAIRE DU COMTÉ DE FOREZ

Le Juge ordinaire du Comté de Forez, qui est quelquefois désigné dans les intitulés des actes judiciaires sous le nom de Juge ordinaire du Forez & des ressorts, de Juge de Forez, de Juge de tout le Comté de Forez (*Judex ordinarius Forensis*, *Judex Forensis*, *Judex totius comitatus Forensis*), étoit, après le Bailli, le premier Officier de justice du Comté (8). Il étoit nommé par le Prince & prêté serment entre ses mains; en son absence, entre les mains du Bailli & des Gens du Conseil. Comme tous les Officiers du Forez, sans exception, il étoit amovible. Sa résidence étoit à Montbrison, où étoit le siège de la Cour de justice du Comte, qui s'étendoit sur tout le Forez & les ressorts. — Ordinairement les Juges de Forez, sauf de rares exceptions, étoient des hommes de robe, gradués dans les Universités. Les uns étoient Professeurs ès-lois (9); d'autres, Docteurs *in utroque jure*, en droit romain & en droit canon (10); d'autres, simplement Licenciés ès-lois & Bacheliers en décrets (11); quelques-uns étoient simplement experts en droit civil & en droit canon, *utriusque*

(1) La Mure, *Histoire civile & ecclésiastique du pays de Forez*, p. 479. — Sonier du Lac, *Observations sur les Tribunaux de Forez*.

(2) *Registre des nominations*, année 1378.

(3) *Ibidem*, année 1363.

(4) *Registre des nominations*, année 1365.

(5) Comptes du Trésorier de Forez. (Archives de la Loire.)

(6) Sonier du Lac, *Observations sur les Tribunaux de Forez*.

(7) *Registre des nominations*.

(8) Suivant La Mure, dans son *Histoire civile & ecclésiastique du pays de Forez*, le plus ancien Juge de Forez connu fut Hugues de Boiffonnelle, 5^e Doyen du Chapitre

de l'église de Notre-Dame de Montbrison (1268).

(9) *Registre des nominations des Officiers du Forez*. Année 1359, nomination de P. du Vermet, Professeur ès-lois; année 1369, nomination de Jean du Gros, Professeur ès-lois; année 1327, nomination de Pierre Calvi, Professeur ès-lois.

(10) Nous citerons, entre autres Juges de Forez qui ont été Docteurs en droit, Nicolas de Billens en 1286, Pierre du Verney, Pierre de Boivair en 1342.

(11) *Registre des nominations*. Années 1367, 1373. Nomination de Jean Guy, Licencié ès-lois & Bachelier en décrets; année 1380, nomination de Pierre Vermin, Chanoine de Chartres, Licencié ès-lois.

juris periti (1). Enfin, mais c'est là l'exception, on en trouve plusieurs qui n'étoient pas gradués, ou du moins dont les grades ne font pas indiqués dans l'acte de nomination (2). C'étoient ordinairement ou le Doyen du Chapitre de Notre-Dame de Montbrison, ou des Chanoines de cette même église. Dans tous les cas, la Cour de justice du Forez comptoit, à toutes les époques, des Juges d'appel (*Juges d'appellate*), des Avocats du Comte, des Procureurs du Comte, des Chanceliers, qui étoient Licenciés ou Bacheliers ou experts *in utroque jure* (3). — Lyon, comme l'a parfaitement prouvé M. de Savigny (4), posséda au XIII^e siècle une Ecole de droit, & c'est sans aucun doute dans cette Ecole que venoient principalement prendre leurs grades ceux qui aspiraient à remplir les principales fonctions de justice de la Cour du Forez (5). — Le Juge de Forez faisoit ordinairement partie du Conseil du Comte, où l'appelloit sa connoissance du droit & des affaires. — Le Bailli, qui étoit toujours noble, n'étant point assujéti, pour remplir cette fonction, à étudier le droit, étoit obligé, bien que Juge suprême de la haute Cour du Forez, à consulter le Juge ordinaire, qui avoit voix délibérative dans le prononcé des sentences & qui remplaçoit toujours le Bailli en son absence. Mais, le plus souvent, malgré les réglemens & les usages, le Bailli, comme nous en aurons bientôt la preuve, s'affranchissoit de ce contrôle importun, & sans la moindre connoissance des lois, tranchoit arbitrairement toutes les questions qui lui étoient soumises. Nous avons publié dans nos Preuves l'ordonnance de nomination de Jean de Poyet (le 1^{er} juin 1361) aux fonctions de Juge de Forez : voici l'analyse de cet acte où sont énumérées les principales attributions de cet Officier de justice. Le Comte de Forez déclare, en tête de son ordonnance, qu'ayant égard à la fidélité, aux connoissances (*litteratura*), aux bonnes mœurs & à l'intelligence de son Conseiller, Maître Jean de Poyet, expert *in utroque jure*, &c., qui a longtemps rempli les fonctions de Procureur de son père, il le nomme & constitue son Juge ordinaire de tout le Comté de Forez (*Judicem nostrum ordinarium comitatus nostri Forensis totiusque terre nostre facimus*), aux gages accoutumés, en lui donnant plein pouvoir & mandat spécial d'entendre toutes les causes tant civiles que criminelles, de les terminer sans délai, d'interpréter les décrets, de rechercher les délits, les crimes & les abus de tout genre, de corriger les coupables, de les punir, & pour cela de recevoir des amendes pécuniaires & des compositions (*emendas pecuniarias & compositiones recipiendi*), & de convertir les peines corporelles, quelles qu'elles fussent, en peines pécuniaires (*penasque corporales quascunque in pecuniarias convertendi*) (6), comme il lui semblera juste & expédient; en un mot, de faire, de dire & d'exécuter par lui-même ou par un délégué tout ce qui peut appartenir à l'office de judicature. Le Comte ordonne à tous ses Officiers de justice d'obéir audit Juge; au besoin, de lui prêter main-forte dans l'exercice de ses fonctions & de l'aider de leurs conseils. Le nouveau Magistrat prête serment dans la Chambre des comptes entre les mains de Renaud de Forez, oncle du jeune Comte Louis & son tuteur, en présence du Précepteur de la Commanderie de Chazelles (*Chazaleti*), des Seigneurs Chivard de Saint Priest, Chevaliers, de Jean de Saint Alban, Juge d'appel, de Jean Augier (*Egerii*), Trésorier, tous Conseillers du Comte (7). — Le Juge de Forez ne rendoit ses sentences que d'après « le conseil, avis & délibération du Procureur général & autres du Conseil, » c'est-à-dire de quelques-uns des

(1) *Ibidem*. Nomination *Johannis de Poyeto, utriusque juris periti*.

(2) Nous citerons entre autres J. de Poyet, Doyen de Montbrison. *Registre des nominations*, année 1371.

(3) *Registre des nominations*, année 1359.

(4) *Histoire du droit romain au moyen âge*, t. III, pp. 292 & 293. Voir aussi la Note 1 de la page 105 de nos *Pièces supplémentaires*.

(5) Il y avoit aussi des Ecoles de droit à Paris dès 1180, à Montpellier dès 1230, & il est probable que plusieurs hommes de robe du Forez, avant l'établissement

de l'Ecole de Lyon, durent y prendre leurs grades.

(6) Nous avons dit, dans notre *Essai sur les pénalités du Forez au moyen âge*, quels furent les monstrueux abus qui résultèrent de cette extrême licence accordée au Juge, de convertir en amendes toutes les peines corporelles exigées pour la répression de certains crimes. Nous avons cité entre autres un rachat d'inceste, qui fut bénévolement accepté par la justice du Comte.

(7) *Registre des nominations des Officiers du Forez*, n^o 9890, & nos Preuves, n^o 103 bis.

Conseillers du Prince, qui étoient en même temps Officiers de justice de la haute Cour, ayant voix délibérative d'après le texte que nous venons de citer. — Les Ducs de Bourbon, voulant remédier à la mauvaise administration des Baillis qui rendoient la justice sans la moindre notion du droit, résolurent de fortifier & d'augmenter l'autorité du Juge, qui étoit toujours un homme de loi & qui offroit ainsi plus de garanties de faveur & d'équité. Le 7 mars 1469 (N. S.), le Duc de Bourbon Jean II fit une ordonnance (1) par laquelle il décida que toutes les affaires, les condamnations & compositions d'amendes fussent à l'avenir délibérées par l'avis de ses Cours; que les Juges ordinaires de Forez & de Beaujolais fussent Lieutenants généraux de ces Baillis, les créant tels par cet Edit, sans qu'aucun autre se pût mêler de cette Lieutenance en leur préférence. Il enjoignit à ces Juges de prendre cette charge sans difficulté; ce qui fait voir que ceux-ci faisoient parfois difficulté d'accepter cette Lieutenance, par la crainte des Baillis. Il défendit enfin à son Bailli de modérer les amendes une fois adjugées (2). Cette nouvelle création d'office, qui assimilait des hommes de robe, le plus souvent simples bourgeois, à un fonctionnaire qui étoit nécessairement noble, occasionna depuis cette époque les plus grands conflits au sein de la Cour. Le Bailli, sans tenir compte des nouveaux pouvoirs conférés au Juge ordinaire par l'ordonnance du Prince, continua à trancher souverainement toutes les décisions judiciaires, sans même lui permettre d'avoir, au sein de la Cour, voix délibérative, non plus qu'à l'Avocat & au Procureur du Comte, ou en annulant leurs délibérations en introduisant parmi eux quelques-unes de ses créatures. Les crimes les plus énormes, les meurtres, les incendies, les rapt, les viols, les séquestrations de femmes accompagnées de viol, les adultères, les incestes, de même que l'émission de la fausse monnaie & les faux en écriture publique, n'étoient punis par lui, comme les plus simples délits, que d'amendes arbitraires plus ou moins fortes. Avant tout, le Bailli ne paroissoit songer qu'à pressurer les coupables, au lieu de les punir de peines afflictives & infamantes (3). — Le Duc Jean II, ayant eu enfin connoissance de ces défordres & de ces énormes abus, résolut de couper le mal dans sa racine. Se trouvant à Moulins, il adressa une ordonnance, en date du 30 décembre 1476, à son Chancelier & au Général des finances, pour leur enjoindre de régler les différends qui étoient survenus entre le Bailli & le Juge de Forez (4), auquel il avoit attribué de nouveau, par ses Statuts & Ordonnance du 20 mai 1475, ou Edit perpétuel, les fonctions de Lieutenant du Bailli. Par ces mêmes Statuts, le Duc avoit décidé que le règlement de ses affaires domaniales, des amendes & des compositions, que les sentences définitives & interlocutoires ne pourroient avoir lieu hors de la présence de ses Juges, Avocat, Procureur, Trésorier & Conseillers de Forez, & il avoit formellement interdit au Bailli de faire aucun acte judiciaire sans les appeler ou leur demander leur avis. Mais le Bailli n'avoit tenu aucun compte de la plupart des dispositions de l'Edit. Il avoit continué à régler les affaires du Prince & celles de la justice, sans consulter les Officiers choisis par lui pour l'administrer; il s'étoit entouré de gens à lui, n'ayant aucune mission du Duc; il avoit réduit en de simples amendes & compositions les punitions corporelles qu'il auroit dû infliger pour des crimes atroces; il avoit converti en simples causes civiles des causes crimi-

(1) Le Duc Jean II en fit une nouvelle sur ces matières en 1474. (*Livre des compositions*, p. 174.)

(2) Cette Ordonnance, à la rédaction de laquelle avoient assisté l'Evêque du Puy, le sire Duchatel & le Général des finances fut enregistrée à Villefranche le 17 avril 1469. (Mém. mss. d'Aubret.) La date de cette Ordonnance prouve que La Mure s'est trompé lorsqu'il a dit, dans son *Histoire civile & ecclésiastique du pays de Forez*, que le premier Juge qui prit le titre & fut revêtu des fonctions de Lieutenant général du Bailli fut Louis de la Vernade, Chevalier & Chambellan de Charles I^{er}, Duc de Bourbon, en 1448.

(3) Dans notre *Essai sur les pénalités du Forez au moyen âge*, nous avons dit, au chapitre des Amendes & ailleurs, dans quels excès on tomba, pendant le XV^e siècle, en convertissant toutes les peines en amendes & en compositions. Voir le *Registre des Archives de la Loire* qui renferme les sentences du Bailli & du Juge de Forez en 1476 (série B, n^o 1). On voit dans ce *Registre*, où sont constatés tant d'abus & d'excès, que le Juge assistait à tous les jugements : *Judice ordinarius sedente; judice ordinario, locum tenente domini baillivi Forensis, sedente*.

(4) La même monition & Ordonnance fut adressée au Bailli du Beaujolais.

nelles, &c., & laïffé des coupables se soustraire à l'action de la justice, enfin, il avoit empêché le Juge de Forez de réprimer les infractions, rébellions & autres excès commis. Le Duc ajoute, dans la nouvelle Ordonnance, que, sans offenser Dieu & la justice, il ne peut tolérer plus longtemps un tel désordre. En conséquence, il enjoint à ses Commissaires de se rendre sur-le-champ en Forez, de s'emparer de tous les actes & registres où sont insérées les condamnations définitives ou interlocutoires, les compositions & les amendes; d'ordonner au Bailli (sous peine, pour la rébellion & la débouissance, de la privation de son office) d'avoir à observer & à garder désormais ses Statuts & Ordonnance de point en point, & de ne régler & décider aucune affaire sans les Officiers & Conseillers, sans ouïr leurs opinions, en lui signifiant que tout ce qu'il fera autrement fera nul & de nulle valeur. En même temps, il fait défense aux Greffiers criminels ou civils de la Cour de Forez, aux Commissaires & Examineurs, sous peine de 500 livres d'amende à son profit, d'être déclarés parjures, faussaires & déboucheffants, & de toute autre peine civile ou corporelle, d'expédier & confier audit Bailli aucunes informations, procès criminels ou civils, pour être réglés autrement que ci-dessus. Il leur enjoint de les communiquer au Juge, pour que le Procureur examine les procès & en fasse son rapport au Conseil, afin que, devant ce Conseil dûment assemblé, soit prise telle conclusion qu'il appartiendra. Défense est faite expressément aux praticiens, gradués & autres gens de la Cour de Forez, de s'ingérer & d'assister au Conseil, &c. Dans le cas où le Bailli résisteroit, le Duc commande à tous ses Justiciers, Officiers & sujets, de prêter aide, conseil & main-forte, s'il est besoin, à ses Commissaires pour exécuter leur mission (1). Nous ignorons si ces mesures énergiques furent tout à fait efficaces; il est toutefois présumable que, pendant quelques années, les nouvelles réformes reçurent leur exécution. — Les gages ou appointements du Juge de Forez étoient de 100 livres viennoises, valant 66 florins & 8 gros de florin, 10 setiers de seigle & 10 setiers d'avoine; & dudit argent, on lui paye la moitié au mois de mai & l'autre moitié à la fin de l'an, & du blé, il se paye justement en la fin de l'an à Châtelneuf (2). » Le Juge de Forez, outre ce traitement fixe, avoit encore des émoluments à percevoir sur les affaires qui lui étoient soumises (3). — Nous avons dit que le Juge de Forez siégeoit à la Cour à la place du Bailli en son absence. Il remplissoit aussi quelques-unes de ses hautes fonctions. Ce fut lui, par exemple, qui, le 13 mai 1336, convoqua, de la part du Comte de Forez, tous ceux qui avoient intérêt à connoître le testament du Comte Jean décédé, à se trouver à Montbrison le premier vendredi avant la Pentecôte, jour où il devoit procéder à l'ouverture & à la publication de ce testament (4). On voit, par un document de 1393 (5), que le Juge de Forez

(1) Cette Ordonnance nous n'a été communiquée par notre collaborateur M. Guigue, ancien élève de l'Ecole des Chartes.

(2) *Registre des nominations*. Année 1342, nomination de Pierre du Verney; année 1365, nomination de Jean du Gros, Professeur es-lois; année 1380, nomination de Pierre Vernin, Chanoine de Chartres, Licencié es-lois.

(3) Voici un passage de l'Ordonnance de Jean II, Duc de Bourbon, du 23 septembre 1474, dans lequel sont régies les honoraires du Juge de Forez, suivant l'importance des affaires: *Item ordinavimus & ordinamus quod iudex noster ordinarius Forensis habeat & percipiat, pro pena, jure & labore suis, in distributionibus fendis, videlicet si distributo fuerit infra summa decem librarum turon. quinque solid. turon.; si de ampliori summa decem librarum turon. non tamen excedat viginti libras turonenses, non tamen triginta, percipiat decem solid. turon. Si vero tri-*

ginta libras excedat, non tamen quadraginta, percipiat quindecim solidos turon. Si vero summa sexaginta librarum non tamen quater viginti excedat, recipiat triginta quinque solidos turon.; & si quatuor viginti excedat, non tamen iste viginti, recipiat sexaginta solidos turon.; & ultra summam sexaginta solid., quantumcumque distributo excedat, non recipiat ipse iudex. Item ipse iudex Forensis, pro jure suo cujuslibet tutelle, missionis, vel alterius decreti, recipiat quinque solidos turon. & non ultra. Item habeat, percipiat & habere debeat ipse iudex medietatem integraliter cujuslibet sententie definitive in scriptis per ipsum ferende & appellacionum judicialium ab ipso factarum. Item quod percipiat ipse iudex noster ordinarius in simili quantitate de commissiombus per ipsum concedendis, pro dividendo talias, sicut in distributionibus taxatis extitit.

(4) Archives de l'Empire, P. 1373, c. 2165, & Inventaire Huillard-Bréholles, n° 2129.

(5) Invent. Huillard-Bréholles, n° 912. Le Juge de

avait le droit, si une personne mourait *ab intestat*, mais avait témoigné verbalement les dernières volontés devant témoins, de convoquer lesdits témoins & de faire exécuter les dernières volontés du défunt comme s'il avait fait un testament régulier. — Après la réunion du Comté de Forez à la Couronne, au mois de juin 1532, François I^{er} rendit une Ordonnance par laquelle il décidait que le Juge ordinaire de Forez, de même que le Bailli, connoitroit, jugeroit & détermineroit de tous cas royaux & autres affaires de la juridiction, de même que les autres Juges & Officiers royaux de les autres Bailliages & Sénéchaussées. Cette Ordonnance, qui fut enregistrée au Parlement le 4 juillet suivant, ne faisoit que confirmer un état de choses existant depuis quelques centaines d'années; les Comtes de Forez, si ce n'est sous St. Louis, ayant toujours joui, sauf appel, de la prérogative de connoître de certains cas royaux.

L'AVOCAT GÉNÉRAL DU COMTE EN LA COUR DE FOREZ

Cet Officier occupait le troisième rang dans la hiérarchie judiciaire; il avait immédiatement le pas après le Juge de Forez (1). Ses fonctions, que l'on ne trouve déterminées nulle part, consistaient sans doute à porter la parole dans les affaires civiles où l'intérêt du Comte pouvait être engagé, & dans les affaires criminelles importantes où la poursuite avait lieu d'office. Il était chargé de soutenir les procédures préparées par le Procureur général pour ces sortes d'affaires. — Le traitement de Robert de Saint André, Avocat du Comte pour les efforts de Montbrison & de Mâcon, était, en 1342, de 10 livres tournois; celui de P. de Chaffagneux, en 1351, de 60 livres tournois, & 5 setiers d'avoine & une robe *prout alii clerici*; & celui de Jean de Poyet, en 1352, le même que celui de P. de Chaffagneux. Parfois, l'Avocat du Comte était en même temps appelé à remplir d'autres fonctions. Ainsi on voit que ce même Jean de Poyet, toujours Avocat du Comte en 1358, fut choisi comme Auditeur de la Chambre des comptes de Montbrison. Il reçut, au lieu de 60 livres pour son traitement, 60 florins, « & prendra outre 10 florins petit poids & 5 setiers d'avoine à la relation de Monseigneur Renaud de Fouriois & de Messire Chivart de Saint Priest (2). » L'Avocat du Comte était aussi Membre du Conseil privé (3).

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU COMTE EN LA COUR DE FOREZ

Cet Officier, qui faisoit partie du Conseil privé, avait le pas après l'Avocat du Comte. Ses fonctions consistaient à faire les enquêtes dans les causes civiles & criminelles, *pro scribendis & faciendis informacionibus super illis que spectant ad officium domini Baillivis, tam in civilibus quam in criminalibus* (4). Le Procureur de la Cour de Forez était ordinairement gradué, ou licencié, ou expert en droit, ou Bachelier en décrets. Ses attributions s'étendaient sur tout le Forez, sur les fiefs comme sur les arrière-fiefs (5), & sur tous les efforts de la Cour de Forez (6). Dans un

Forez fait écrire, sur déposition de témoins, les legs & actes de dernière volonté faits verbalement par Antoine dit le Crant, de Fontanès, à son lit de mort, actes par lesquels il a institué pour héritière des biens dont il n'a point disposé autrement, la fille de son fils, lesdits biens devant appartenir à l'Hôtel-Dieu de Montbrison en cas de mort de cette fille. (Archives de l'Empire, P. 14021, c. 1390.)

(1) C'est ce qui résulte de tous les actes judiciaires & ordonnances où ce fonctionnaire est désigné. On peut citer notamment l'Ordonnance de Moulins du 30 décembre 1470.

(2) *Registre des nominations des Officiers du Forez*. En 1354, Artaud Poyet fut nommé Avocat du Comte aux gages de 60 florins & 5 setiers d'avoine. Il était en même temps Conseiller du Prince.

(3) *Registre des nominations*.

(4) *Registre des nominations des Officiers du Forez*.

(5) *Ibidem*, années 1378 & 1384.

(6) L. de Ruillieu, expert en droit, nommé Procureur du Comte pour les causes relevant tant de la Cour de Forez que des efforts de Mâcon & de St. Symphorien. (*Registre des nominations*.)

acte de nomination, le Procureur général est qualifié de « clerc du Bailli pour faire les informations tant civiles que criminelles. » Ce fonctionnaire étoit amovible, de même que tous les Officiers du Comte dans le Forez. Sur ce point, il n'y avoit pas d'exception. Il étoit nommé par le Comte, & en son absence par le Bailli & les Gens du Conseil. Son traitement varioit : à une certaine époque, il étoit de 30 florins, poids ordinaire, plus 4 setiers de feigle, 2 setiers d'avoine & 2 charretées de foin ; en 1353, de 40 florins & une robe ; ailleurs, dans le *Registre des nominations*, nous voyons ce traitement à 50 livres viennoises, ou à 25 francs d'or. Il étoit payable tous les six mois, comme ceux de tous les fonctionnaires du Comté. — En 1396, le traitement fixe n'étoit plus que de 25 livres. (Comptes d'Etienne d'Entraigues, Trésorier de Forez, Archives de la Loire.) Par son ordonnance du 23 septembre 1474, qui confirmoit d'anciens statuts ou édits de ses prédécesseurs, le Duc de Bourbon Jean II décidait que si les parties en litige avec son Procureur général n'étoient pas tenues de payer les enquêtes faites par lui lorsqu'elles avoient gain de cause, elles l'étoient lorsqu'elles perdoient leur procès. « Dans les autres causes, dit le Prince, où les parties sont convaincues & condamnées par sentence, composition, taxe d'amende ou d'une autre manière, elles sont tenues de payer les frais des informations ou enquêtes secrètes & publiques, *prélevées pour le compte de notre Procureur*, après le prononcé de la sentence. De plus, ajoutoit le Prince, les parties seront tenues de payer, lorsqu'elles seront en conflit avec notre Procureur, les entregistremens & enquêtes faits à leur requête pour leurs défenses, & autres articles. » Ces honoraires venoient s'ajouter au traitement fixe & constituer des appointemens assez élevés. Le Procureur, en cas d'absence, étoit remplacé par un Clerc, Procureur substitué. Il avoit aussi des Substituts à la Cour de St. Symphorien le Château & dans quelques Châtellenies ; c'étoient ordinairement des Clercs jurés de la Cour de Forez, qui cumuloient quelquefois en même temps les fonctions de Prévot & de Clerc du papier (1).

LE PROCUREUR GÉNÉRAL OU FONDE DE POUVOIR DU COMTE

POUR SES AFFAIRES PERSONNELLES

Cet Officier étoit plutôt un mandataire général qu'un fonctionnaire du Prince, bien qu'il figure plusieurs fois parmi les Officiers du Comté dans le *Registre des nominations*. Ses fonctions sont ainsi déterminées dans les lettres de provision de Bertholon du Puy, en 1384 : « Loys, Duc de Bourbonnois, Conte de Clermont & de Forez, &c..., lui donnons & octroyons plein pouvoir de agir & demander pour nous, nous dessendre, de convenir, reconvenir, accepter, proposer, répliquer, dupliquer, tripliquer, de contester, de jurer de calomnie & de vérité, de produire tesmoings, de bailler libelle, d'appeler une fois & plusieurs, de demander, apostiller, intimer appellations en toutes causes, conclure & généralement de faire & exercer tout ce que à bon & loyal Procureur puet & doit appartenir & que nous ferions ès choses touchant ledit office si nous estions présens, de substituer une ou plusieurs personnes qui auront tout pouvoir sur ce, comme a & doit avoir ledit Procureur, &c. (2). » Dans un autre acte de nomination du 26 juin 1399, les fonctions du Procureur général du Comte sont ainsi définies : *Procuratorem in omnibus & singulis causis nostris & litibus motis & movendis tam per nos quam contra nos à quibuscumque personis, & contra quascumque personas, tam ecclesiasticas quam seculares, coram quibuscumque senescaliis, baillivis, judicibus, officialibus ordinariis, extraordinariis & aliis magistratibus & personis quibuscumque aut eorum loca tenentibus. Dantes & concedentes dicto Procuratori nostro plenam &*

(1) *Registre des nominations des Officiers du Forez*, année 1396. Le Substitut du Procureur du Comte dans la Baronnie de Mallevall recevoit pour gages 10 florins

par an, sans compter les émoluments.

(2) *Registre des nominations des Officiers du Forez*, — Bibliothèque impériale, mss. n° 9890.

liberam potestatem, & si neceſſe ſit, mandatum ſpeciale pro nobis agendi & defendendi in judicio, &c.: proponendi, replicandi, duplicandi, &c., &c. On voit, dans le *Regiſtre des nominations*, que le Procureur du Comte. J. Bollers, avoit pour traitement 25 livres viennoïſes & 2 fetiers de feigle.

L'EXAMINATEUR GÉNÉRAL DES CAUSES

DU PROCUREUR GÉNÉRAL DE FOREZ

Il devoit faire toutes les informations & les enquêtes. Si elles étoient faites à la requête du Procureur du Comte, le Comte en payoit les frais; ſi c'étoit à la requête du plaideur, le plaideur les payoit. S'il faisoit tranſiger les parties, elles lui devoient un ſalaire. *Debet facere omnes informationes. Si ex officio curie & ad denunciacionem Procuratoris fuerit, ad expenſa Domini; ſi vero fuerit ad denunciacionem partis, ad ſalarium & expenſum dicte partis; & ita de inqueſtibus. Si vero partium res componat, ipſe partes ſibi ſatisfacere debent de ſalario ſuo* (1). Comme nous l'avons dit déjà, c'étoient toujours des clercs & des juristes qui rempliſſoient ces fonctions (2), leſquelles exigeoient une grande connoiſſance du droit, puisq'elles s'étendoient à toutes les cauſes criminelles & civiles (3). Les Examineurs avoient « plein pouvoir, autorité & mandement ſpécial de faire & exercer ledit office par toute la Conté & reſſorts de Forez, &c. (4). » — En 1388, Pierre Gordin, Clerc du Duc, fut nommé, par la Duchefſe Anne Dauphine, Examineur des cauſes criminelles & civiles du Procureur de Forez, « aux gages de 20 francs que autreſois, diſoit-elle dans ſes lettres, ont eſté taxés par nous & notre Conſeil à Pierre Coulin, qui paravant gouvernoit ledit office, chafeun an, & aux autres droits, prouffiz & emolument accouſtumez, &c. (5). » — En 1389, Julien de Urpheu (*ſic*), Juré de la Cour de Forez, fut appelé au même office. — On voit, par un acte de 1392, que l'Examineur, qui voyageoit conſtamment dans le Comté pour faire des enquêtes, avoit ſous ſes ordres des députés pour l'aider dans ſes recherches & un Clerc pour l'accompagner dans ſes tournées. « Parmi ce que ledit Pierre Gordin (dit Anne Dauphine dans une lettre, en date de 1392, où elle règle ſa poſition financière), pour ſuppléer à la charge deſdits deux offices (d'Examineur du Comte & d'Examineur de la Duchefſe), tiendra & menera continuellement ung Clerc ſoufficient avecques lui & ne prendra pour deſpens, quant ils chevaucheront pour le fait deſditz offices, ſors que 7 ſols 6 deniers tournois pour jour, tant ſeulement, car ainſy a eſté traité par ledit Bailly avecques lui (6). » — En 1409, les gages de l'Examineur étoient encore de 20 livres. En 1396, ils avoient été de 25 livres (7); en 1359, de 12 livres tournois & 5 fetiers de feigle.

L'EXAMINATEUR DES CAUSES FISCALES

DU PROCUREUR GÉNÉRAL DE FOREZ

Nous n'avons trouvé nulle part en quoi conſiſtoient ſes fonctions, que ſon nom ſeul ſemble indiquer. Il étoit chargé probablement d'examiner les affaires dans leſquelles le ſifc avoit à réclamer des amendes & dommages-intérêts. On voit, par un titre de 1394, que Pierre Maniglier fut inſtitué *Juratus Forenſis in officio examinationis cauſarum fiſcalium Procuratoris generalis Forenſis*,

(1) *Regiſtre des nominations*, année 1359.

(2) En 1358, Pierre Medici, Clerc, fut nommé Examineur des cauſes reſſortiffant du Comte, aux gages de 12 livres tournois & une robe. (*Regiſtre des nominations*.)

(3) *Regiſtre des nominations*, année 1392.

(4) *Ibidem*, année 1388.

(5) *Ibidem*, année 1388.

(6) 2^e *Regiſtre des nominations des Officiers du Forez*, appartenant aux Archives de la Loire; année 1392.

(7) Archives du département de la Loire, comptes du Tréſorier de Forez.

cum Petro Gordini, Examinatore generali quamdiu, &c., ad vadia quindecim francorum auri super pensione dicti Petri Gordini habendorum & ulterius vacandorum in negociis dicte examinationis extra villam Montibrifonis pro expensis ipsius & sui equi quinque solidorum turonensium, quolibet die, presentis dicto Gordini & consensiente: qui Petrus Maniglii juravit se bene & fideliter exercere & cetera facere, &c., sub obligatione bonorum suorum, &c. (1). Cette dernière obligation de fournir caution sur les biens semble indiquer qu'indépendamment de ses fonctions d'Examineur des causes fiscales, ce fonctionnaire étoit chargé de la perception des amendes, &c. Nous voyons, dans un Registre des sentences du Juge de Forez de l'année 1477 (2), qu'un individu fut condamné à l'amende pour coups & bleffures, sur les conclusions du Procureur fiscal du Comte. Il s'agit peut-être, sous un autre nom, du même fonctionnaire que l'Examineur.

LE CHANCELIER

Cet Officier, qui faisoit partie du Conseil du Prince, appartenoit à l'ordre judiciaire & faisoit partie de la Cour de Forez. Le Bailli & le Juge de Forez ne pouvoient prendre aucune décision & rendre aucune sentence sans lui avoir demandé son avis, de même qu'à l'Avocat & au Procureur (3). Le Chancelier, ou Garde des sceaux du Comte & de la Cour de Forez, étoit chargé de les apposer sur les actes publics de diverse nature. Il rendoit ses comptes une fois chaque année (4), & il étoit obligé de dresser un état spécial de toutes les sommes qu'il avoit reçues pour les droits de sceaux : 1^o droits de sceaux pour actes de notaires; 2^o pour les testaments; 3^o pour les inventaires; 4^o pour les droits perçus pour apposition des sceaux dans les Châtellenies; 5^o pour les sceaux des lettres de grâce; 6^o pour les émoluments du petit sceau, des actes, des procès, des tutelles, &c., &c., & pour les autres décrets & lettres qui devoient être scellés du grand sceau de la Cour. Le Chancelier étoit tenu de faire tenir par son Clerc un registre des testaments, des tutelles, des émancipations, des sentences, &c. (5). Le Chancelier rendoit les Comptes à la Chambre des comptes de Montbrison (6). Il étoit amovible, de même que tous les autres Officiers (7). — En 1363, il y avoit un Garde spécial du sceau de la Cour de Forez (8). — En 1365, les gages de Jean de la Rullière, Expert en droit, Conseiller du Comte, étoient pour son office de Chancelier de 50 livres viennoises, & de 10 livres pour son Greffier, valant en tout 60 livres, monnaie courante (9). En 1373, « le Chancelier & Garde des sceels de toute la Comté de Forez » fut nommé « es gages, profits & esmoluments accoustumés à paier tant des esmoluments desdits sceels comme de la moitié de la pension accoustumée à avoir pour cause dudit office (10). » Le Chancelier qui étoit nommé par le Comte l'étoit en son absence par les Gens de la Chambre des

(1) 2^e Registre des nominations des Officiers du Forez, appartenant aux Archives du département de la Loire.

(2) Archives du département de la Loire. B. 1. Audience du 24 décembre 1477.

(3) Ordonnance de Moulins, du 30 décembre 1476.

(4) *Qui fuerint nostri cancellarii computent semel quolibet anno...* (Registre des nominations, année 1332.)

(5) Lettres du Comte de Forez de l'année 1332, « datum die veneris, in festo circuncisionis Domini, anno Domini millesimo trecentesimo tricesimo secundo, &c. » (Registre des nominations.)

(6) Les Chartes d'affranchissement des villes du Forez renferment quelques détails sur les prix exigés pour l'apposition des différents sceaux du Comte sur les actes présentés par les bourgeois. A Montbrison, les droits pour

le sceau de plomb du Comte étoient de 3 sols, & de 12 deniers pour le sceau de cire. (Charte de Montbrison.)

A St. Germain Laval, les droits pour le grand sceau du Comte étoient de 4 sols viennois. (Charte de St. Germain Laval.)

(7) *Cancellarius moraturus quamdiu duntaxat eidem Domino placuerit.* (Nomination de Jean de Canabio, jurisperitus, &c., 18 novembre 1311. Registre des nominations.)

(8) *Fuit traditum signum Curie Forensis jurato Joanni Sage, qui debet computare de emolumentis dicti signi quotiens fuerit requisitus.* (Registre des nominations, année 1363.)

(9) Registre des nominations.

(10) Ibidem.

comptes, qui étoit chargée du contrôle de la comptabilité (1). Le Duc de Bourbon Jean II, se trouvant à Montbrison, le 29 novembre 1497, logé dans l'hôtel de Messire Florimont de la Forge, Chanoine de l'église de Notre-Dame, fut appelé à régler des différends qui étoient survenus entre les Consuls & Procureur de cette ville & son Procureur général de Forez, à propos des droits de fceaux, petits signets & investifons (droits de mutations). En conséquence, il convoqua M^r Jean Girault, dit Vocance, son Procureur de Forez, Antoine de Tournon, Gillo-don, Audebert, Claude Trunel & Jean Gay, Consuls pour cette année, ainsi que M^r Guillaume de Chavannes, Procureur de la ville, & un grand nombre d'habitants. Les Consuls & le Procureur de Montbrison prétendoient qu'ils étoient exempts de sceller leurs lettres de contrats, leurs testaments, « actes de cour, terriers & petits signets, sinon que leur vouloir eût fust de ce faire, auquel cas ils auroient le choix d'avoir feul de cire ou de plomb; & pour celui de cire ne feroient tenus paier que 12 deniers, & pour celui de plomb 3 folz. » Ils disoient en outre qu'ils n'étoient pas tenus de faire inventaire pour les successions de leurs pères, fils & autres descendants. Le Procureur général du Duc en Forez soutenoit, au contraire, que les Consuls & le Procureur de la ville de Montbrison étoient tenus de « ce faire comme les autres sujets & habitants du Comté, sans entre eux & lesdits de Montbrison faire diversité ne différence. » Le Duc, après ces dires réciproques, ordonna, séance tenante, une enquête, fit interroger les témoins sur les usages anciens & examiner les documents de toute sorte sur cette matière. Les Consuls lui ayant promis de se soumettre à son arbitrage comme à un arrêt du Parlement, il déclara, sur le premier point, conformément aux conclusions de son Procureur général, qu'ils feroient tenus désormais de sceller & de payer les droits de fceaux comme tous les habitants du Comté de Forez, sans faire aucune différence; pour les testaments, inventaires, actes de tutelle, commissions, notes, signets, actes de Cour révocatoires en cas d'appel, lettres de contrats, protestations, appellations, actes extra-judiciaires, notifications, dénunciations de nouvel œuvre, révocations de pouvoirs, quittances & autres actes qui ne sont point des contrats, il leur enjoignoit, suivant la teneur de leurs privilèges, de payer 12 deniers pour le fceau de cire ducal. Quant aux investifons (droits de mutations), il les en exemptoit, ainsi que tous leurs descendants & ascendants en droite ligne, malgré l'avis contraire de son Procureur général. Enfin, pour les ventes & échanges, il déclaroit que les droits restoient fixés, comme auparavant, au sixième denier, & pour les autres cessions & aliénations, donations, &c., au douzième denier. Le Duc enjoignoit aux Consuls & au Procureur de la ville de Montbrison, ainsi qu'à tous leurs successeurs, d'observer perpétuellement la sentence arbitrale, & mandoit à tous ses Commissaires, Châtelains & autres Officiers, présents & à venir, de la faire respecter. Les témoins de l'acte furent Jean de Bourbon, Evêque du Puy, les Seigneurs de Coufan, de Chalmazel & de Sugny, & autres Seigneurs. Signé : Berry (2).

LES CONSEILLERS DU COMTE EN LA COUR DE FOREZ

Les Gens du Conseil privé remplissoient aussi quelquefois le rôle de Conseillers du Bailli dans la discussion des affaires civiles & criminelles; mais ils ne paroissent avoir eu que voix consultative (3). Ce n'est que sous les Ducs de Bourbon que l'on voit ces Conseillers appelés à délibérer sur les affaires judiciaires.

(1) *Registre des nominations*, année 1378.

(2) *Livre des compositions*, fol. 147 v°. — Henrys a rapporté cette transaction, & Aubret en parle aussi dans ses Mémoires.

(3) « Et sur ladite peine (de destitution), inhibition & deffense (est faite) audit Bailli espreffement... que d'icy en avant il ne délibere, traicte, voyde, decide ou deter-

mine par definitive... aucunes de nosdites affaires sans nos Officiers & Conseillers & ouyr leurs opinions, ainsi que es dites ordonnances est contenu, en luy signifiant que tout ce qu'il fera autrement fera nul & de nulle valeur, &c. » (Ordonnance de Jean II, Duc de Bourbon, du 30 décembre 1476, insérée dans le *Livre des compositions des Comtes de Forez*.)

LES AVOCATS ET PROCUREURS EN LA COUR DE FOREZ

Par son Edit du 23 septembre 1474 (1), le Duc de Bourbon Jean II ordonnoit que perfonne, de quelque grade juridique & de quelque condition qu'il fût, ne pût défendre un client fans mandat fpécial, &c., devant la Cour préfidiale. Il enjoignoit à tous Avocats & Procureurs d'exercer leurs fonctions dans les limites de la légalité & fans fraude, de n'accepter que les caufes juftes, de rejeter les mauvaises, de s'abftenir de paroles fuperflues, d'éviter les délais, &c.; d'expédier les caufes promptement, de refpecter les règles du droit, &c.; en un mot, de remplir fcrupuleufement tous les devoirs que la juftice & la coutume leur impofoient. Les Avocats & Procureurs devoient prêter ferment, comme tous les praticiens, d'être fidèles & dévoués au Comte & à fes fuccesseurs, d'observer les Statuts, de garder les fecrets de la Cour, de ne les révéler à perfonne, de défendre l'honneur & les prérogatives du Tribunal de tout leur pouvoir, de fe rendre au Confeil du Prince toutes les fois qu'ils en feroient requis, d'éviter les appels iniques ou dénués d'un motif fuffifant, de ne jamais accepter la ceflion d'un procès dans l'efpoir d'en tirer un bénéfice, &c. Le Duc prefcrivoit de plus, pour diminuer les frais à la charge de la partie condamnée, que la partie adverfe ne pourroit fe fervir que d'un Procureur à la Cour ou d'un Avocat gradué, & non des deux à la fois, excepté pourtant dans les procès difficiles ou très importants, *excepto in arduis & magnis caufis*, &c. Enfin, pour remédier aux calomnies, aux fraudes, aux dolz defdits Avocats & Procureurs, le Prince ordonnoit que toutes leurs allégations judiciaires, écrits, articles, expositions de faits & de droit, défenses, dires contradictoires, requêtes ou appels présentés à la Cour, qu'ils auroient rédigés ou dictés, fuflent fignés de leur main, &c., en indiquant les noms & prénoms de ceux qui les auroient rédigés, fous peine de nullité.

LES GREFFIERS DE LA COUR DE FOREZ

ET LEURS CLERCS

Dans l'Edit de réforme que le Duc de Bourbon Jean II publia le 23 septembre 1474, plusieurs paragraphes font confacrés aux Greffiers de la Cour préfidiale de Forez, dont le fiége étoit à Montbrifon, & à leurs Clercs. « Nos prédéceffeurs les Comtes de Forez, difoit le Prince dans cet acte d'une haute importance, ayant fait des Statuts fur la perception des falaires & le coût des actes, des écritures, des groffes, fur les droits dus pour les fceaux, & ces antiques Statuts étant tombés en défuétude à la fuite des temps, il en eft réfulté que les frais de procédure & d'écritures de toutes fortes font devenus exceffifs, au grand préjudice de nos fujets; en conféquence, nous relevons lefdits Statuts & nous voulons qu'ils foient obfervés immuablement, &c. (2). » Une des premières conditions exigées par cet Edit, qui eft tout un Code de procédure, c'étoit qu'aucun des Clercs des Greffiers de la Cour préfidiale ne pourroit lire les arrêts & autres actes dans l'auditoire, non plus que les figner, s'il n'étoit fuffifamment inftruit, admis par le Bailli & le Juge ordinaire comme capable de remplir fon emploi, & s'il n'avoit prêté ferment. Une amende atteignoit tous ceux d'entre eux qui ne fe trouvoient pas dans ces conditions, & tous les actes fignés par eux étoient déclarés nuls. Les Greffiers & leurs Clercs ne pouvoient exercer leurs fonctions devant un autre Bailli ou un autre Juge que celui de Forez, fous peine de 10 livres tournois d'amende. Le Duc, après ces prefcriptions, avoit fait drefler un Tarif pour tous les actes de procédure, où ils étoient énumérés avec foin, & il les avoit divisés par catégories : ceux de

(1) Livre des compofitions, n° 1-3

| (2) Livre des compofitions, n° 1-4

la première coûtoient 15 deniers tournois. Lorsque les pièces étoient d'une certaine longueur, la taxe étoit laissée à l'arbitrage du Juge. Les grosses des actes étoient tarifées suivant la grandeur de la peau ou des peaux de parchemin. Pour une sentence définitive sur peau de grand format, sans détails superflus & sans trop grandes marges, les Greffiers ne pouvoient pas exiger plus de 20 sols tournois; s'il y avoit trois peaux de ce même format, la partie payoit 15 sols par peau; s'il y en avoit quatre, elle ne payoit que 5 sols pour la dernière. Pour éviter les délais & frais inutiles, & pour que les parties ne fussent pas fraudées, le Prince ordonnoit, comme c'étoit autrefois la coutume, que les Greffiers apportassent en justice, aux jours des assignations, les pièces du procès, ou tout au moins les registres où ils devoient configner en abrégé la nature de l'affaire & l'état où elle se trouvoit. Le Duc ordonnoit, de plus, que toutes les commissions & mandats du Bailliage, de la *Jugerie ordinaire*, de la *Jugerie des appels* & de celle des *Pies causes*, fussent désormais scellés de son sceau, à moins de 10 livres d'amende pour les contrevenants & de nullité des actes. — Les Greffiers étoient obligés, à l'avenir, pour toutes les grosses des procès & enquêtes & pour les copies, de mettre vingt-deux lignes à chaque page scrupuleusement, & d'écrire lisiblement. Pour chaque folio, ils recevoient de chaque partie 20 deniers tournois pour un original, & 12, au plus, pour une copie. Les Greffiers ne pouvoient faire de grosses, dans les causes civiles & criminelles, que lorsqu'elles étoient très-compiquées, *nisi in magis arduis*, & sur l'autorisation du Juge & la demande expresse des parties. En cas d'appel des sentences de première instance, les procès pouvoient être grossés pour servir devant les seconds Juges. La signature des Greffiers étoit exigée pour tous les actes rédigés & expédiés par eux, & en certains cas, le sceau, sous peine d'amendes variables. Les charges des Greffiers n'étoient pas, comme de nos jours, constituées en offices cessibles pour une certaine somme par les titulaires. Comme tous les autres fonctionnaires, ils étoient nommés par le Comte & révocables. — En 1368, c'étoit Ponchon Robertet qui exerçoit les fonctions de Greffier de la Cour de Forez (1). Il y avoit aussi un Greffier particulier de la Cour de la Châtellenie de Montbrison (2). Le 10 avril 1491 (n. f.), Pierre II, Duc de Bourbon, publia un Edit & Ordonnance pour fixer à cinq ans la prescription des actes des Cours & juridictions du Comté, après leur réception. « Comme il nous ait esté remonstré, dit le Prince, que plusieurs grans exactions, pilleries & rençonnements sont faiz sur noz hommes & subgetz de nos pais & Conté de Fourestz à cause des registres, enquestes, procès & autres actes, escriptures, procedans des Greffes civils & criminelz, tant du Bailliage, Chastellenies que autres Cours & juridictions de nostredit pais & Conté de Fourestz, & ce tant par aucuns nos Sergens qui ont charge d'exécuter pour recouvrer les deniers deuz aux Greffiers, accenseurs de nosdits Greffes (3), lesquels, pour dilaier leurs executions & tenir en suspens les débiteurs, en ont, prennent & exigent... plusieurs sommes de deniers & autres.., & qui pis est, jaoit ce que lesdites enquestes, escriptures, procès, registres & autres actes de court aient été païés ausdits accenseurs d'iceulx noz Greffes; neantmoins, après qu'ilz sont allés de vie à trespas, ou absens, souventes foys leurs heritiers molestent & contraignent nosdits subgetz, ou leurs successeurs & héritiers, de les paier encorres une autre foys, pour ce qu'ils ont esté trouvés enregistrés & qu'ilz n'ont esté rabatus ou raiez d'icelluy; & que, par ignorance, inadvertance ou autrement, ne peuvent faire apparoir du paiement que autrefois en a esté fait, & (lesdits héritiers des Greffiers) ont action contre eulx jusques à trente ans, qui est à nostre grant interrest, préjudice & désavantage, & à la grant folle (foule) & destruction de nosditz subgetz, habitants audit pais & Conté de Fourestz. » En conséquence, le Duc, après mûre délibération des Gens de son Conseil, ordonne, par Edit perpétuel, que si les Greffiers ne se sont pas fait payer « de leurs écritures, enquestes, registres, procès & autres actes de Cour, » leurs

(1) *Registre des nominations.*

(2) *Ibidem.*

(3) Il réfute de ce passage que les offices de Greff-

fiers, à cette époque, étoient donnés à ferme ou pour mieux dire à cens. C'est la seule exception de ce genre que nous ayons trouvée dans le *Registre des nominations*.

débiteurs pourront, cinq ans après l'enregistrement, la passation ou l'expédition de l'acte, user contre eux du bénéfice de la prescription, sans que les Greffiers ou leurs héritiers puissent exercer des poursuites, sous peine d'amendes arbitraires & de la privation de leurs offices. Le Prince laissoit toutefois une action aux Greffiers qui, dans les cinq ans, auroient réclamé deux fois le paiement des sommes dues.

LES NOTAIRES JURÉS DE LA COUR DE FOREZ

Ils avoient le monopole de tous les actes notariés dans la terre du Comté. Le Roi de France leur avoit reconnu ce droit en 1313 (1). — Au mois de juillet 1471, le Duc de Bourbon Jean II publia une Ordonnance par laquelle il prescrivait que tous les protocoles des Notaires du Forez fussent dorénavant apportés après leur mort en la Chambre des comptes à Montbrison (2), pour y être entérinés (ratifiés) & inventoriés avant que leurs successeurs fussent autorisés à en expédier des grosses. Cette sage mesure avoit pour but d'empêcher la falsification des contrats. Par son Edit du 23 septembre 1474, ce même Prince tenta de réformer (3) les graves abus qui s'étoient introduits dans l'exercice de ces fonctions. « Ayant appris, dit-il, qu'un grand nombre d'actes de ventes, d'échanges, de divisions d'héritages, d'obligations, de testaments, de donations, recus par les Notaires de notre Comté de Forez, n'ont pas été enregistrés & rédigés en protocoles (4) *improthocolata non fuerit*, comme ils l'ont juré sur les saints Evangiles, & qu'ils ont causé ainsi les plus graves dommages à nos sujets, en ne donnant aucun caractère public à leurs actes qui sont restés secrets; pour mettre un terme à ces abus, nous voulons, ordonnons & décidons, par Edit perpétuel, que les Notaires de notre Comté de Forez reçoivent dans leurs livres & enregistrent dans leurs protocoles, & *protocollis registraré*, sans rien omettre d'essentiel, tous les actes qui leur seront présentés, & ce, pour tout délai, dans les quinze jours après leur réception; qu'ils soient tenus de montrer leurs livres & protocoles à notre *Gardien des sceaux, dicto nostro sigillorum custodi*, toutes les fois qu'ils en seront par lui requis, &c.; nous leur enjoignons, de plus, de ne livrer & expédier aucunes lettres ou instruments aux parties sans qu'elles soient scellées, sous peine d'être déclarés parjures, de la privation de leur office & d'une amende arbitraire. » — Les Notaires de Forez, de même que les Greffiers, s'étant exemptés à la longue de payer les droits de sceaux, à leur exemple, un certain nombre de bourgeois, de prêtres & de marchands, qui avoient usurpé frauduleusement les fonctions de Notaires, s'étoient affranchis de payer ces mêmes droits. Le Duc, sans oser supprimer leurs Offices, les assujétit aux droits de sceaux pour tous les contrats sans exception, & à l'enregistrement de tous les actes, sous peine de 60 livres tournois pour chaque omission. — On voit, par cet Edit, qu'à leurs fonctions ordinaires les Notaires de la Cour de Forez joignoient quelques attributions judiciaires : ainsi c'étoient eux qui, dans les affaires civiles, étoient chargés d'examiner les témoins, de les interroger, de consigner par écrit leurs réponses & d'expédier les grosses des procès. Toute cette partie de leurs fonctions est réglementée par l'Edit, de même que la taxe de leurs actes. Pour chaque folio original d'une grosse, bien & dûment écrit, pour les *examinations de témoins*, le tarif étoit de 20 deniers tournois; pour chaque folio, dans les enquêtes, de 12 deniers; de plus, ces dernières copies ne devoient être faites qu'à la requête expresse des parties. Les interrogatoires & réponses des témoins, dans les affaires civiles, devoient être rédigés en leur présence même, séance tenante. Pour les grosses des procédures, le tarif étoit de 20 deniers par folio original, bien & dûment écrit & sans

(1) Voir nos Preuves, n° 86 bis. En 1292, Philippe le Bel avoit reconnu, par une ordonnance, que les Seigneurs avoient le droit d'établir des Notaires dans leurs terres. (Ordon., t. XI, p. 137.) En 1304, il compléta la législation concernant ces Officiers.

(2) *Libre des compositions*, n° 137.

(3) *Libre des compositions*, n° 174.

(4) Minutes des actes des Notaires, au moyen âge, où se trouvoient rédigés les formules des actes, sans les formules ordinaires.

trop de marges, & de 12 deniers pour les simples copies des mêmes procédures. — Des Notaires de la Cour de Forez étoient commis à la taxe des frais judiciaires; ils recevoient pour cela un salaire modéré fixé par le Juge de Forez, qui contrôloit leurs taxes & qui pouvoit les condamner, si leurs évaluations dépassoient le tarif, à 10 livres d'amende. Sous la même peine, ils ne pouvoient exiger des plaideurs, en argent ou autres équivalents, que la taxe fixée. Enfin ils devoient, après avoir prêté serment, expédier les plaideurs promptement, sans haine & sans faveur. Nous trouvons, dans le *Registre des nominations des Officiers du Forez*, qu'un Clerc ou Notaire du Bailli de Forez recevoit 10 livres tournois & 10 setiers de froment pour ses gages, y compris les frais de déplacement pour les enquêtes faites hors de Montbrison.

POLICE DES AUDIENCES DE LA COUR PRESIDIALE

Par son Édit du 23 septembre 1474, le Duc de Bourbon Jean II s'exprimoit ainsi : « Parce qu'il est écrit : *Le culte de la justice c'est le silence*, nous voulons & ordonnons que nul des praticiens, dans notre Cour présidiale, ne fasse entendre de murmure, ne cause de trouble, ne parle ou n'élève la voix; qu'il s'y comporte honnêtement & pacifiquement, sans redondance & superfluité de paroles, silencieusement, en toute obéissance, honneur & révérence. Que ceux qui agiroient autrement encourent, pour chaque infraction, une amende de 10 livres tournois. Item, que nul dedit praticien n'use contre qui ce soit, dans la Cour & l'enceinte de l'audience, de paroles injurieuses, outrageantes, menaçantes, dures ou malhonnêtes; mais que chaecun d'eux exerce son office avec honneur & convenance, en honorant ce siège de justice, & ce fous la peine portée ci-dessus. Item, que nul Avocat ou praticien ne se retire de la salle des audiences avant que la séance soit levée, à moins qu'il n'en ait obtenu l'autorisation du Président, & ce fous la peine précitée. Item, que les parties comparoissant dans l'auditoire soient obligées, pendant les débats de leur affaire, de se tenir avec décence devant leur Avocat, &c. » (1).

LE JUGE D'APPEL OU D'APPEAUX

Judex appellationum

Ce Magistrat avoit son tribunal particulier; il ne siégeoit pas dans la Cour de Forez. — On appeloit devant lui des sentences des Châtelains. En 1342, ses gages étoient de 50 livres par an (2). En 1333, Mathieu de Boivair (*de Bosco Vario*), *legum Professor, fuit constitutus Judex in*

(1) *Livre des compositions*, n° 174. Voici le texte de ce curieux passage :

• Item, quia scriptum reperitur : *Est cultus justicie silentium*, volumus & ordinamus... quod nemo ex patrocinantibus, in dicta nostra presidiali curia, causas tenendo & curiam expediendo, faciat aliquas murmurationes, seu turbaciones, colloquium vel verba in dicta curia, habendo [se] honeste & pacifice, absque multiplicatione, seu superfluitate verborum se habeant, sub silentio, obedientia, honore & reverentia. Quod si contrarium fecerint, penam decem librarum turonensium incurrant, pro ipso facto declaratum esse volumus. — Item, quod nemo ex predictis patrocinantibus seu practicantibus utatur contra aliquem, in dicta curia & audientia, verbis injuriis, obprobriis & cominatoriis & rigorosis, seu inhonestis, sed semper cum honore & reverentia,

quolibet, in suo esse & gradu, suum officium exerceat, sedem predictam honorando, & hoc sub pena & declaratione. — Item, quod nullus *Advocatus* seu praticans a judicio predictæ curie recederi audeat, donec curia expedita, nisi licencia ab illo qui presidet petit, sub pena predicta. — Item, quod partes litigantes, in dicto auditorio comparentes, teneantur & debeantur, dum cause earum litigabuntur, stare & reverenter coram earum *Advocato*, donec earum causa fuerit [in]tenta & expedita. »

(2) • Item, Messire Jean de Saint Alban, pour la Jugerie des appeaux, prent 50 livres par an, & en fut fait Juge à la St. Martin, l'an 1342, & se paye la moitié au mi-mois de mai & l'autre en la fin de l'an. • (*Registre des nominations des Officiers du Forez*; mss. 9890 de la Bibliothèque impériale.)

causis appellationum comitatus Forensis & refforti per prefatum dominum Comitem (1). En 1465, J. du Poyet, Expert en droit, Conseiller du Comte, fut nommé Juge des appeaux. Enfin en 1378, Mathieu de Marcilly, Licencié en décrets & Doyen de l'église de Notre-Dame de Montbrison, fut nommé en la même qualité (2).

LE JUGE ET AUDITEUR DES PIES CAUSES

Voici une note de l'Inventaire Luillier (3) qui nous fait connoître quelles étoient les attributions de ce fonctionnaire : « Et est assavoir que, entre les autres droits, prérogatives & prééminences appartenans à Messigneurs les Comtes de Forez, ils ont droit, prérogative & faculté d'avoir *Juge & Auditeur pour connoître des pies causes*, ordonnés par les testateurs de ladite Comté & de la Baronnie de Roannois, & de contraindre & faire contraindre, instant le *Procureur des pauvres* dudit pays, les héritiers, donataires, légataires & autres à apporter les testaments, à iceux faire registrer les papiers & registres de la Chambre des comptes à Montbrison, à justifier de l'accomplissement desdites pies causes, & à ce faire les contraindre; & de ce lesdits Comtes ont joui & usé de toute ancienneté & par si longtemps qu'il n'est mémoire du contraire, [ce] voyans Mgr l'Archevêque de Lion & ses Officiers & non contredifans, comme peut apparoir par lesdits papiers & registres, en nombre de cinquante ou soixante grands papiers & livres estans en la Chambre [des comptes] dudit Montbrison. » — A diverses époques, nous trouvons la trace de ce fonctionnaire dans le Forez. C'étoit un Capitaine Châtelain qui étoit ordinairement investi de l'*Office des audiences ou auditions des testaments* dans plusieurs Châtellenies groupées autour de la sienne (4). En 1354, le Juge & Auditeur des testaments recevoit 40 livres de gages. Depuis l'accord de 1173, qui régloit non-seulement les divisions territoriales entre l'Archevêque de Lyon & le Comte de Forez, mais encore quelques questions de leurs pouvoirs respectifs sur les matières ecclésiastiques, plusieurs conflits s'étoient élevés entre eux, notamment à propos de la connoissance des procès de forcellerie (5) & de l'audition des pies causes ou causes pieuses contenues dans les testaments. La prétention de l'Archevêque d'avoir en Forez un Juge & Auditeur des pies causes fut soulevée avant le XIV^e siècle. En 1341, l'Archevêque & le Comte essayèrent de passer un compromis sur cette question & celle des forciers; mais elle ne reçut aucune conclusion (6). En 1424, l'Archevêque de Lyon prétendit de nouveau qu'il avoit le droit d'avoir dans le Comté de Forez « un Auditeur des pies causes & registres des testaments. » L'affaire fut soumise au Roi. Le Duc de Bourbon forma opposition & fournit que tous ses prédécesseurs, ainsi que lui, avoient toujours eu en Forez un Auditeur des pies causes, indépendant de l'Archevêque & choisi par eux. — En 1434 l'affaire n'étoit pas encore terminée, car nous trouvons cette mention dans l'Inventaire Luillier : 11 juillet 1434. Autre exécution de lettres royales, à la demande de l'Archevêque contre le Duc de Bourbon, « touchant la connoissance des pies causes, adressée au premier Huissier du Parlement ou autre Sergent royal pour commettre & régir la chose contentieuse mise en la main du Roi. » Nous ignorons comment fut réglé ce différend. Luillier, dans son Inventaire, ne cite aucune pièce qui puisse éclairer sur ce point. — Dans l'Edit publié le

(1) *Registre des nominations.*

(2) *Ibidem.* En 1396, ses gages n'étoient que de 25 livres par an (Comptes du Trésorier de Forez, Archives de la Loire); mais il est probable qu'il percevoit en outre, comme le Juge ordinaire, des honoraires sur les affaires qui lui étoient soumises.

(3) Inventaire publié par M. A. Chaverondier, t. II, p. 657.

(4) *Registre des nominations*, année 1395. En 1393, par exemple, cet office fut confié à Pierre Collin, Capitaine Châtelain de Rocheblaine, sur les Châtellenies de Mallevial, Virieu, Chavanay & Rocheblaine. (*Deuxième Registre des nominations*, appartenant aux Archives du département de la Loire.)

(5) Inv. Chaverondier, t. II, p. 657.

(6) *Ibidem.*

23 septembre 1474 par le Duc de Bourbon Jean II, un long paragraphe est consacré au Juge des causes pies. Pour remédier à plusieurs abus & négligences qui avoient été commis dans l'exercice de cette fonction, le Prince prit les dispositions suivantes : *Statuimus & ordinamus*, dit-il, *quod Judex piarum causarum officium suum cum omni diligentia exerceat, causa dictarum piarum causarum, in auditorio curie presidialis Montisbrisonis, horis & diebus opportunis, hora tamen alia quam curie ordinarie, tractando & decidendo, & illas cum testamentis & ultimis voluntatibus in papiris & registris, propter hoc expresse ordinatis, registrari faciat, ad perpetuam rei memoriam, & grossario dictarum piarum [causarum] adeo quod voluntates defunctorum facta, funeralia, elemosine & legata pia, per quos spectabit & pertinebit, secundum voluntatem & ordinationem defunctorum, sine mora & dilatione, adimpleantur. Quos casus procurator noster generalis Forensis tenebitur prosequi, coram predicto iudice, pro adimplemento dictarum piarum causarum, secundum testamenta, seu ultimas voluntates defunctorum & apportari seu exhiberi dicta testamenta seu ultimas voluntates, cum debita certificatione de implemento dictarum piarum causarum facere adeo quod nichil de complemento dictarum piarum causarum restare videatur.*

LE PROCUREUR DES PAUVRES

C'étoit ce fonctionnaire, comme nous l'avons vu ci-dessus, qui étoit chargé de faire les enquêtes testamentaires & d'appeler devant le Juge des pies causes les héritiers, donataires, légataires & autres, pour produire les testaments & les faire enregistrer à la Chambre des comptes de Montbrison, en justifiant devant le Juge de l'accomplissement des legs pieux.

LE PREVOT JUDICIAIRE DE MONTBRISON

Ce fonctionnaire, à la différence des Prévôts des Châtellenies, qui étoient des Officiers comparables, destinés à la perception des divers impôts, étoit chargé de la police de la ville & de l'exécution des sentences criminelles de la Cour de Forez (1). En 1317, Guichard de Clureu, Ecuyer, fut nommé à cette fonction, dont nous n'avons trouvé que deux mentions dans le *Registre des nominations des Officiers du Forez*. Il n'étoit point tenu, est-il dit dans l'acte de sa nomination, de fournir caution, parce que sa charge n'entraînoit aucune responsabilité pécuniaire, *quia non recipit aliquid neque de aliquo tenetur computare*.

LE RECEVEUR DES EMOLUMENTS

DES COURS DE MONTBRISON ET DE SAVIGNIEU

Nous n'avons trouvé qu'une seule fois la mention de cet office dans le *Registre des nominations des Officiers du Forez*, qui fait partie des Archives du département de la Loire.

LE BOURREAU (Carnacerius)

Nous n'avons trouvé qu'une seule mention de l'Exécuteur des hautes œuvres dans le *Registre des nominations* : *Item, anno & die predictis (2 septembre 1382), Mathews Darlent fuit institutus CARNACERIUS FORENSIS per gentes computorum, vadiis affutis; qui promisit in manibus domini Baillivi,*

(1) On voit, dans un *Registre des sentences criminelles* du Juge de Forez (Archives de la Loire. B. 1), que ce fut le Prévôt de Montbrison qui présida au sup-

plice d'un individu qui avoit été condamné pour vol à être fustigé jusqu'au sang dans les rues de Montbrison, à être mis au pilori & à avoir les deux oreilles coupées.

quolibet mense, stare semel apud Montembrissonem ac venire quotiens mandatus fuerit, causa sui officii, ut assuevit dominus Baillivus. Dans notre *Essai sur les pénalités du Forez au moyen âge* (1), nous avons donné un Mémoire de frais pour l'exécution d'une femme condamnée à avoir la tête coupée à Montbrison (18 octobre 1182), dans lequel on voit que l'Exécuteur recut pour les gans 15 deniers tournois.

LES TURRIERS, OU TOURRIERS (*Turrarii*)

On nommoit ainsi les Gardiens des tours, des prisons, en d'autres termes les Geôliers.

LES SERGENTS GÉNÉRAUX DU COMTÉ DE FOREZ

Servientes generales in toto comitatu Forensi

C'étoient des Officiers de police judiciaire d'un ordre assez élevé dans la hiérarchie, car on trouve quelquefois des nobles appelés à remplir cette fonction : en 1336, un Jean de St. Quintin; autre part, un André de la Lière, &c.; mais le plus souvent c'étoient des bourgeois. Les Sergents généraux étoient chargés de faire les ajournements, de lever les amendes, d'opérer les saisies & d'emprisonner les malfaiteurs. « Nous (lui) donnons, portent les lettres de provision de Jean Brunou, en 1373, plain pouvoir, autorité & mandement espécial de citer, amonester, adjourner, arrester, saisir, prendre, brandonner de avoir, demander, obtenir & requérir la duel, la court & congnoissance de nos hommes & femmes, bourgeois & bourgeois & fubgets, & la délivrance & retirance de leurs corps & biens par devant tous juges, & généralement de faire & exercer toutes & singulieres choses qui à office de bon & loyal sergent appartient de faire, de raison & de droit (2). » Parfois, il n'y avoit qu'un Sergent général pour tout le Comté; parfois il y en avoit trois, & un quatrième pour les terres d'outre-Loire (3). Leurs gages annuels n'étoient que d'une livre tournois en 1367; mais il est probable qu'ils touchoient une redevance pour chacun de leurs exploits ou opérations (4).

LES SERGENTS DES CHATELLENIES, DES ABBAYES, DES PRIEURÉS, &c.

Il y avoit, dans toutes les Châtellenies, un ou plusieurs Sergents, *servientes castellanie*, qui avoient des fonctions analogues à celles des Sergents généraux (5); seulement ils ne pouvoient instrumenter que dans l'étendue de la Châtellenie où ils avoient été établis. Ils étoient ordinairement nommés par le Bailli & prètoient serment devant lui & les Gens du Conseil (6). — L'office de Sergent se nommoit une *Sergenterie*. — En 1333, il y avoit un Sergent de la Viguerie de Forez au mandement de Thiers (7). Des Sergents du Comte étoient attachés à certaines Abbayes &

(1) M. Chaverondier, dans son *Inventaire des titres du Comté de Forez*, a aussi publié ce Mémoire.

(2) *Registre des nominations*. En 1366, Martin L'Anglois, valet de M^r J. de la Ruillière, Conseiller du Comte, fut nommé Sergent général du Comté. Sa charge lui donnoit pouvoir : *saisiendi, gaudiendi, arrestandi delinquentes, capiendi, &c.* (*Registre des nominations*.)

(3) *Registre des nominations*, année 1382. En 1380, Denis de Beaumont, « Garde du Bailliage de Fournois, » nomma un Sergent général « par tote la terre de Fou-

rois & por tot le ressort. » (*Ibidem*.)

(4) *Ibidem*.

(5) Dantes & per presentes eidem Andree Froment concedentes plenam & generalem potestatem adjuvandi, saisendi, pignorandi, arrestandi, adulteros & adulteras capiendi, & generaliter omnia alia faciendi que ad officium sergentarie noscuntur pertinere. (*Registre des nominations*, année 1386.)

(6) *Registre des nominations*, passim.

(7) *Registre des nominations*.

Prieurés sur lesquels le Comte avoit le droit de garde. Ainsi, par exemple, on voit, dans le *Registre des nominations*, qu'en l'année 1343, un J. de la Mure étoit Sergent du Comte pour le Prieuré de Chandieu.

LES CAPITAINES CHATELAINS DU COMTE

Cette charge, suivant Le Laboureur, ne se donnoit, au moyen âge, qu'à des nobles qui en faisoient hommage (1). Nos recherches ont confirmé cette opinion en ce qui touche le Forez. Les Capitaines Châtelains avoient pour principale fonction le service & la défense des châteaux, des villes & places fortifiées. Ils étoient en même temps Juges de première instance & chargés de percevoir les revenus du domaine particulier du Comte. Souvent même le titulaire cumuloit d'autres fonctions ; il étoit en même temps Membre du Conseil privé du Comte, ou attaché à sa Maison. L'acte de nomination d'un Châtelain, en 1364, énumère brièvement la nature de ses fonctions. Le Comte lui délègueoit *plenariam potestatem hujus officii faciendi, perficiendi, arrestandi, penas certas imponendi, interlocutorias & definitivas sententias proferendi tales quales ad tale officium pertinent & generaliter omnia alia universa & singula faciendi & expleyandi que ad ejus officium debent & noscuntur pertinere*, &c. (2). Le Duc de Bourbon Jean II, par son Edit du 23 septembre 1474 (3), fait connoître dans quelles limites devoient s'exercer les attributions du Châtelain dans les matières civiles & criminelles. Il constate que ses Châtelains se sont livrés depuis longtemps à de nombreux excès vis-à-vis de ses sujets, en les jugeant suivant leur bon plaisir, sans enquêtes préalables, sans formes juridiques ; qu'ils ont, ainsi que ses Gouverneurs du Roannois (*Gubernatores patrie Rodanensis*), usurpé la juridiction & la connoissance des procès civils ou criminels dont la condamnation excède la somme de 60 sols, causes qui sont réservées à la Cour présidiale de Montbrison ; que ces usurpations de juridiction ont eu lieu surtout dans les *affaires fiscales*, lorsqu'il y a lieu d'appliquer des amendes ; que les Châtelains, pour s'emparer de ces affaires & s'en attribuer la connoissance, se sont le plus souvent contentés d'appliquer aux coupables ou aux parties condamnées des amendes ou dommages-intérêts qui n'excédoient pas 60 sols, tandis que les délits ou les affaires exigeoient une plus forte condamnation ; qu'il s'enfuiroit que les délits restoient pour ainsi dire impunis, ou mal punis, & que le fisc subissoit ainsi une perte considérable. Le Duc ajoutoit que les Châtelains, lorsqu'il y avoit lieu à pourvoir à l'administration des tutelles, exclusivement réservées au Juge ordinaire de Forez & interdites aux Châtelains, avoient souvent négligé de dresser des inventaires, & que, pour cette cause, des pupilles avoient été ruinés. En conséquence, pour remédier à tous ces abus, il interdit dorénavant aux Châtelains ou à leurs Lieutenants la connoissance des matières fiscales ou privées dans lesquelles l'amende ou la condamnation excéderoit la somme de 60 livres, à moins que le Châtelain ne fasse la cause sienne ; auquel cas, il sera tenu de payer tout ce qui excèdera les amendes de 60 sols. Lorsqu'on foumettra aux Châtelains une cause qui, selon toute vraisemblance, ne doit pas donner lieu à une amende au-dessus de cette somme, & que dans le cours du procès ils s'apercevront que l'amende doit être plus forte, aussitôt ils devront saisir de l'affaire la Cour présidiale de Forez. Les arrestations & détentions ne pourront être ordonnées par les Châtelains qu'en cas de flagrant délit (*nisi in unum casum quo aliqui delinquentes in flagranti crimine comperti fuerint*). Dans ce cas seulement, ils pourront procéder à l'arrestation, mais à la condition expresse que, dans les vingt-quatre heures, leurs prisonniers seront conduits par eux à Montbrison, devant la Cour présidiale, pour y subir leur jugement. Les *charges, informations, enquêtes* sont en ce cas dans les attributions des Châtelains, qui devront sur-le-champ les produire devant la Cour, vers laquelle les

(1) *Maîtres de l'Isle Barbe*, t. II, p. 524.

(2) *Registre des nominations*.

(3) *Livre des compositions des Comtes de Forez*, faisant partie de la Bibliothèque de Saint-Etienne, f° 174.

délinquants feront conduits à leurs frais. Le Duc ordonne de plus que, lorsque des particuliers auront obtenu un recours devant la Cour présidiale contre des Châtelains ou l'évêque, ceux-ci soient tenus, après un second délai qui leur pourra être accordé, de venir sur-le-champ se justifier des charges & enquêtes dressées contre eux. En cas de refus, ils subiront une amende de 10 livres tournois. Nulles lettres de recours ne devront être accordées par les Officiers de la Cour présidiale contre les Châtelains & autres Officiers des Châtellenies, à moins que les parties ne prouvent qu'elles ont été par eux ajournées, entraînées dans un procès, constituées prisonnières, que leurs biens ont été saisis, &c. Enfin, le Prince enjoignoit à ses Châtelains, à la mort de ses sujets qui laissent des enfants mineurs, de placer leurs biens sous la main, de justifier vis-à-vis de lui de cette mainmise ou séquestre, & il ordonnoit que le Juge de Forez auroit seul l'administration des tutelles dans tout le Comté. Un inventaire étoit exigé du Châtelain; comme pour tous les actes de tutelle dont les frais étoient minimes, il ne pouvoit recevoir pour cet acte que la somme de 5 sols tournois par vacation. C'étoient les Notaires des Châtellenies qui rédigeoient cet inventaire, lequel coûtoit 20 sols tournois s'il étoit sur une peau de parchemin de grand format, & 15 sols sur une petite peau. — Les Capitaines Châtelains étoient nommés par le Comte, en son absence par le Bailli de Forez, & ils prêtoient serment, entre les mains du Prince ou devant les Gens de la Chambre des comptes, de remplir loyalement leurs fonctions. Ils « jurent, par leur serment & sur l'obligation de tous leurs biens, &c. (1), de bien & loyalement exercer lesdits offices, & lesdits châteaux bien & loyalement garder, & yceux non bailler à personne quelconque fors que à Monseigneur (2). » Le Capitaine Châtelain, est-il dit dans un autre acte, « doit tenir & garder lesdits lieux & l'un de ses Officiers avec lui en armes & chevaux avec lui, & servir lesdites seigneuries si besoins y estoit; & il a promis & il jure de estre bon & prudent à Monseigneur (3). » Après la prestation de serment, c'étoit quelquefois le Bailli qui les faisoit mettre en possession & faisoit de leur office (4), ou bien c'étoient les Gens de la Chambre des comptes; de plus, ces derniers les mettoient en possession de leurs gages, profits & émoluments (5). Les gages des Châtelains varioient suivant le plus ou le moins d'importance de la Châtellenie; on remarquera que leur traitement étoit relativement beaucoup plus élevé que la plupart de ceux des autres Officiers du Forez. En leur qualité de nobles, ils étoient plus favorisés sur ce point, comme aussi par la nature même de la fonction, qui étoit une des plus relevées dans la hiérarchie. En 1363, Humbert d'Urgel, Capitaine & Châtelain de Feurs & de Virignieu, recevoit par an 100 florins d'or petit poids, que devoient payer les hommes de ces deux Châtellenies; de plus, 4 fetiers d'avoine à la charge du Comte de Forez. En 1364, le Capitaine Châtelain de St. Galmier touchoit par an 100 florins d'or poids ordinaire, 2 fetiers de blé & 2 fetiers d'avoine; sur lesquels gages 80 florins & 2 fetiers de blé étoient à la charge des habitants de la ville & de son mandement, & le surplus aux frais du Comte. En 1365, Tachon Arod (*Arondi*), Chevalier, Capitaine Châtelain de St. Haon & de Roanne, avoit pour gages 58 florins pour la charge & 62 florins petit poids pour la garde (6), & de plus, par faveur spéciale, 5 fetiers d'avoine, mesure de St. Haon. La même année, Morel du Chevallard, Chevalier, Capitaine Châtelain de Mont-

(1) 2^e *Registre des nominations*, appartenant aux Archives du département de la Loire; année 1394. Ils étoient obligés de fournir caution, comme ayant la charge de Receveurs des deniers du Comte.

(2) En 1394, Guillard de Ste Colombe, Capitaine & Châtelain de Feurs, fut chargé du « gouvernement de l'ouvrage de la fortification de ladite ville que tenoit naguères Jehan des Rues. » (2^e *Registre des nominations*. Archives du département de la Loire.)

(3) La Mure, *Hist. des Ducs de Bourbon*, &c., t. 1^{er},

p. 449, année 1363, & *Registre des nominations*.

(4) 2^e *Registre des nominations*, année 1395.

(5) *Ibidem*, année 1394.

(6) C'est ce qu'on appelloit les droits de *Capitalnage* à prendre sur les habitants & justiciables sous forme de taille baptisée. Pour la perception de ces droits, on dressoit, chaque année, des rôles où étoient compris tous les habitants de la Châtellenie. (Voir Œuvres d'Henrys &c., dans le Glossaire de M. P. Gras, que nous avons publié ci-dessus, le mot *Capitalnage*.)

brifon, avoit un traitement de 200 florins d'or petit poids par an. L'année suivante, il étoit nommé Châtelain de St. Galmier & de St. Héand aux gages accoutumés, & de plus il recevoit 100 florins d'or pour la garde, dont 80 à la charge des habitants de St. Galmier & 20 payables par ceux de St. Héand. En 1367, le Châtelain de Roannois, pour le district de Néronde, *Castellanus Rodanensis districti Unde Nigre*, recevoit pour ses gages 60 livres tournois & 6 setiers d'avoine. En 1378, le Capitaine Châtelain de Rocheblaine avoit 20 florins. Le Capitaine Châtelain du Roannois, *Castellanus capitaneus in terra Rodanensi*, avoit 200 florins d'or, poids fort. — Les sommes pour payer ces Officiers étoient levées en totalité ou en partie sur les habitants de la Châtellenie. Le Comte prenoit quelquefois une partie des gages à sa charge, payables par le Trésorier de Forez. Outre leur traitement fixe, les Capitaines Châtellains avoient quelques profits & émoluments qu'ils prélevoient probablement sur les amendes auxquelles ils condamnoient ceux qui étoient soumis à leur juridiction. Leurs gages se payoient en deux termes; ils les touchoient des mains du Prévôt ou Receveur de leur Châtellenie (1). — Quelques Châtellains étoient parfois appelés à remplir les fonctions de Procureur particulier du Comte dans plusieurs Châtellenies, & celles d'Auditeur des testaments dans les mêmes lieux. — Les Comtes de Forez & les Ducs de Bourbon, leurs successeurs, donnoient ordinairement ces charges à des Gentils-hommes de leur maison, à des Ecuyers, à des Echançons, &c. (2). — Avant 1560, dit Sonyer du Lae, les Châtellains faisoient la recette des revenus du domaine ordinaire du Comte & des caufuels, « dont ils avoient à justifier devant la Chambre des comptes de Montbrifon » (3). Nous trouvons, en effet, dans les Archives du département de la Loire (4), des comptes présentés à la Chambre par Jean de Chardonnel, Damoiseau, & Jean de Mays, tour à tour Châtellains de Donzy, où sont consignés leurs recettes & dépenses. Les recettes comprenoient les *cens*, les *investitures*, les *amendes*, les *cens des fours*, la *leyde*, &c. (5), qui se payoient en argent ou en denrées de toute sorte, en froment, en seigle, en avoine, en poules, en lapins, en brebis, en agneaux, en porcs, en oies, en abeilles, &c., &c. Comme nous l'avons dit dans notre *Essai sur les pénalités du Forez au moyen âge*, les Châtellains avoient la moyenne & basse justice & connoissoient de certaines matières criminelles (6). On voit, par divers Registres de leurs sentences qui font partie des Archives de la Loire (7), combien de causes diverses ils étoient appelés à juger : les meurtres de grand chemin qui ressortoient de la moyenne & basse justice, les vols, les coups & blessures, les injures, les déplacements de bornes, les empiètements sur les chemins publics, les délits de chasse. On voit, sur ce dernier chef, combien étoit sévère la justice du temps, qui condamnoit à de si fortes amendes les délinquants. Trois individus, pour avoir chassé à l'arbalète dans les garennes & bois des Seigneurs de Pélucin, furent condamnés à 8 écus d'or. — Le Capitaine Châtelain, parfois assisté d'un Greffier (8), tenoit « ses assises » dans l'enceinte du château, & il étoit obligé d'inscrire dans des Registres les procédures civiles & criminelles & ses sentences. La plupart du temps, toutes les peines se réduisoient à des amendes, pour grossir le trésor du Comte & les émoluments du Châtelain. Lorsqu'une mutation ou vente de terre ou de maison avoit lieu, le

(1) *Registres des nominations*, passim.

(2) Pierre Colin, Capitaine Châtelain de Rocheblaine, Procureur du Comte dans les Châtellenies de Mallevat, de Virieu, de Chavanay & de Rocheblaine, fut pourvu, en outre, le 17 mai 1391, de l'office des auditions des testaments « es Châtellenies dessus dites & ressorts d'icelles. » (*Registre des nominations*.)

(3) Voici un texte « qui prouve qu'au XIII^e siècle ils étoient chargés de la perception des redevances dues au Comte : *Ego G. Comes Forensis quitamus ecclesiam Sancti Thomæ & homines ejusdem ecclesie, ubicumque sint in terra nostra, vel in domino nostro... ab omni*

collecta five tallia, exactione, consuetudine, usagio & messu a nobis aut castellanis nostris, vel eorum servientibus exigendis. (Charte de 1226.)

(4) Archives de la Loire, B. 11 & B. 13. Registres.

(5) Voir ces mots dans le *Glossaire* de M. P. Gras, publié ci-dessus.

(6) Voir, dans notre *Essai*, aux mots *Moyenne & basse justice*.

(7) Archives de la Loire, B. 4, B. 5, B. 6, B. 12, B. 14, B. 20, B. 23, B. 25, B. 29, B. 48, B. 53, B. 55.

(8) *Registre des nominations des Officiers du Forez*, année 1358.

Châtelain étoit appelé à donner l'investiture au nouvel acquéreur, & prélevoit sur lui le droit de rière-lods ou *drouilles*, qui étoit à peu près partout de 3 fols 4 deniers par livre du prix du lod (1). Les Châtelains connoissoient, de plus, de toutes les matières civiles jusqu'à la somme de 60 fols. Mais souvent ils excédoient leur juridiction. Comme nous l'avons dit ci-dessus, Sonyer du Lac, peu avant la Révolution, se plaignoit, à bon droit, du trop grand nombre de ces justices & de cette nuée de praticiens qui dévorait les campagnes. On peut juger par là combien cette plaie devoit être cent fois plus insupportable au moyen âge, où le nombre des justices des Châtellenies & des simples justices seigneuriales étoit si considérable (2). L'appel des sentences rendues par les Châtelains étoit porté devant la Cour de Forez siégeant à Montbrison. — Nous n'avons trouvé nulle part la preuve que les Châtellenies & Prévôtés du Forez aient jamais été données à ferme, comme le Duc de Bourbon Jean II, qui avoit besoin d'argent, les donna pendant quelques années dans le Beaujolais & la Dombes.

LES GREFFIERS DES CHATELLENIES OU CLERCS DU PAPIER

Clerici & tenentes papiros, ou Clerici papii, ou Notarii castellanie

Les Greffiers des Châtellenies, ou Clercs du papier, devoient donner caution & jurer *papirum curie castellanie... fideliter custodire & deventiones & alia ibidem registranda, registrare & desuper ipsi bonum & legitimum computum reddere* (3). Il y avoit des Clercs du papier qui avoient le titre de Clercs jurés de la Cour de Forez. Dans quelques Châtellenies, le Prévôt cumuloit les fonctions de Clerc du papier. Par son Edit du 23 septembre 1474 (4), confirmant d'anciens Statuts de ses prédécesseurs, le Duc de Bourbon Jean II, voulant remédier autant que possible aux abus qui s'étoient introduits dans l'administration de ces charges, décida que les Clercs & ceux qui tenoient les papiers de ses Châtellenies Foréziennes (*clerici & tenentes papiros castellaniarum nostrarum Forensium*), non compris le sceau, &c., ne pourroient exiger, pour chaque assignation, arrêt, &c., que 5 deniers tournois, & pour les sentences définitives, &c., plus de 2 fols & 6 deniers tournois. Il ordonnoit que lesdits Notaires des Châtellenies ou Clercs du papier, *quod dicti notarii predicti castellaniarum, seu papiros ipsarum tenentes*, lorsqu'il s'agiroit de procès de peu d'importance, jusqu'à concurrence de la somme de 60 fols inclusivement (*usque ad sexaginta solidos inclusive*), ne devoient pas délivrer de grosses de tout acte quelconque d'une procédure, à moins que ce fût sur la demande des parties. Pour les actes d'appels interjetés dans les Châtellenies, définitifs ou autres, le tarif étoit de 12 fols tournois ; pour les interrogatoires de témoins, à domicile ou au siège de la Cour, 12 deniers tournois par témoin, &c., &c. Les Notaires des Châtellenies ne pouvoient exiger, par folio d'un original bien & dûment écrit, plus de 15 deniers tournois, & pour le sceau, ou par folio de copie, plus de 10 deniers. Pour les sentences grossoyées sur parchemin, sur une demi-peau, avec une marge convenable, sans rien de superflu, le tarif, *au maximum*, étoit de 15 fols tournois, &c., &c. Il ordonnoit, de plus, aux dits Notaires ou Clercs du papier de ne jamais appeler en cause des hommes de leur mandement, fût-ce même à la requête de son Procureur général, qu'après de sérieuses enquêtes ; de ne pas leur faire subir de frais injustes & de vexations. S'ils agissoient autrement, le Prince dégageoit les habitants poursuivis de tous frais de procédure, & exigeoit qu'ils fussent indemnisés de tout dommage. Les Clercs étoient

(1) Voir les OEuvres d'Henrys ; les *Observations sur les Tribunaux du Forez*, par Sonyer du Lac ; & ci-dessus le *Glossaire* de M. L. P. Gras, au mot *Drouilles*.

(2) Voir, à la suite de notre *Essai sur les pénalités du*

Forez, le dénombrement des Châtellenies & justices seigneuriales au moyen âge.

(3) *Registre des nominations*.

(4) *Livre des compositions*, n° 174.

tendus d'expédier promptement les affaires des plaideurs, de ne rien recevoir en outre de la taxe, soit en argent soit de toute autre manière, sous prétexte d'une prompte expédition ou pour tout autre motif, & ce sous peine de 10 livres tournois d'amende. « Et sauront lesdits Notaires, dit le Duc, que si par leur faute les procès traînent en longueur, ou qu'ils accordent des délais superflus, les plaideurs seront quittes & indemnes vis-à-vis d'eux de tous frais inutiles. Lesdits Clercs devoient tenir leurs registres en bon ordre, sans lacération, & y inscrire toutes les dénominations, plaintes, indications, actes judiciaires, exploits, aussitôt & à mesure qu'ils se présentent. Enfin, le Prince déclarait qu'ayant appris que les Notaires & Greffiers de son Comté avoient commis de nombreuses exactions & foulé de toute manière ses sujets en leur faisant payer pour tous leurs actes, écrits, enregistrements, procès, sentences & grosses, des droits exorbitants, il entendoit que dorénavant ils ne pussent rien exiger en dehors de la taxe fixée, sous peine de 10 livres tournois d'amende irrémédiable pour chaque infraction. — On voit, par un Registre des Archives de la Loire (1), que, dès l'année 1410, les écritures de la *Grande Cour de Messire le Juge ordinaire & des appeaux*, ainsi que des Châtellenies du Forez, étoient données à fermes. Cette année, les écritures de la Cour du Juge ordinaire & de celui des appeaux furent *extroffées* par le Chancelier, en présence des membres du Conseil, au prix de 50 livres, aux nommés Bonnet Aquarion, Jean Forner & Jean Gaillou, qui prêtèrent ferment en présence du Juge, du Trésorier & de l'Avocat du Comte. Le papier des diverses Châtellenies fut aussi affermé à différents prix à divers particuliers.

LE CHATELAIN DU CHAPITRE DE MONTBRISON, &c., ET DES MONASTÈRES

On voit, par un acte du 15 juin 1276, que le Doyen & le Chapitre de Montbrison avoient le droit de nommer & d'avoir à Moind un Châtelain, un Prévôt & un Guêteur (*Gaytia*) dans le château (2). Les Monastères & Prieurés qui n'étoient pas placés sous la sauvegarde du Comte devoient jouir du même droit.

COURS D'APPEL :

BAILLIAGE DE MACON, BAILLIAGE DE ST. GENGOUL,
SENÉCHAUSSEE DE LYON
TOUR A TOUR TRIBUNAUX D'APPEL DES SENTENCES DE LA
COUR DE FOREZ.
LE PARLEMENT DE PARIS

Les Baillis & Sénéchaux du Roi étoient appelés à juger en dernier ressort les affaires civiles & criminelles, excepté celles pourtant d'une importance majeure, qui étoient soumises au Conseil du Roi. Mais lorsque, au commencement du XIV^e siècle, sous Philippe le Bel, le Parlement fut devenu sédentaire, les Baillis & Sénéchaux cessèrent de juger en dernier ressort, & ils furent obligés de comparaître aux audiences du Parlement pour lui fournir des explications sur la nature des procès & sur les coutumes du pays qui devoient régir les matières (3). Cet usage fut main-

(1) Série B. 17 de l'Inventaire.

(2) *Livre des compositions des Comtes de Forez.*

(3) Ordonnance royale de décembre 1320. — *Essai sur l'établissement de la justice royale à Lyon*, par M. E.

Fayard, Conseiller à la Cour impériale de Lyon, & *Études sur les anciennes juridictions lyonnaises*, par le même.

tenu jusqu'à la fin du XIV^e siècle. — « La juridiction extraordinaire des Baillis & Sénéchaux (royaux) comprenoit le droit de juger toutes les appellations des sentences rendues par les Juges inférieurs de leur ressort, & les délits & abus commis par ces magistrats inférieurs (1) ». « Au criminel, ils jugeoient surtout les cas royaux, les violations de la paix publique. Quand les atteintes au bon ordre offroient une haute gravité, ils les déferoient au Parlement.... L'appel naquit dans le Midi, dès la fin du XII^e siècle, par suite du renouvellement des études juridiques à Bologne & à Montpellier : ce fut l'appel tel qu'il existoit à Rome.... L'appel fut entre les mains de la Couronne une arme dont elle se servit pour grandir son pouvoir, en intervenant entre les Seigneurs & les vassaux & en faisant éclater aux yeux de tous la supériorité. Elle encouragea ces recours à la justice royale, elle les provoqua, elle les admit sans réserve & presque sans limite, au point que ses tribunaux finirent par en être accablés (2). »

Le *Bailli royal de Mâcon* fut, de toute ancienneté, le Juge d'appel des sentences rendues par la Cour de Forez, dont le siège, comme nous l'avons dit, étoit à Montbrison. En 1293, Philippe le Bel, Roi de France, mandoit à son Bailli d'Auvergne qu'il avoit accordé au Comte de Forez que le château & la Châtellenie de St. Bonnet le Château, & tout ce qui étoit du Bailliage d'Auvergne dans la Châtellenie de Cervière, ressortiroient désormais au Bailliage de Mâcon, aussi comme l'autre terre dudit Comte de Forez (3). Lorsque les habitants du Forez perdoient certaines causes devant le Bailli de Mâcon, ils pouvoient en appeler au Parlement de Paris, qui jugeoit les causes d'appel de ce Bailliage du 30 janvier au 4 février de chaque année. Seules, les causes sur enquêtes étoient jugées pendant toute la durée de la session. Tel fut l'état des choses à partir de St. Louis, à qui la France dut, bien plus qu'à Philippe le Bel, l'organisation essentielle du Parlement de Paris. Sous Philippe le Hardi, en 1278, les causes venues des provinces du Midi, qui exigeoient la connoissance du droit écrit & qui ne pouvoient être jugées par les Chevaliers de la Chambre des plaids, furent fournies à des magistrats gradués. Leur Cour fut nommée *Auditoire du droit écrit*. L'Auditoire étoit composée de deux Chambres, l'une civile, l'autre criminelle. Il n'y avoit, au surplus, que les causes d'une extrême importance qui étoient fournies en appel au Parlement, par suite des frais énormes qu'entraînoient les procédures & les enquêtes faites sur les lieux par des Officiers royaux délégués par la Cour. — Lorsque, après le traité du 10 avril 1312, le Comté de Lyon eut été réuni de fait & de droit à la Couronne, Philippe le Bel établit dans cette ville une Sénéchaussée royale (23 juin 1313), à laquelle il annexa les terres les plus voisines, soit du Bailliage de Mâcon, soit de la Sénéchaussée de Beaucaire, comme trop éloignées du siège de ces deux juridictions (4). « C'est ainsi que la Sénéchaussée de Lyon fut composée des terres de l'Archevêque & du Chapitre, des monastères de Savigny, de l'île Barbe & d'Ainay, du Comté de Forez, des Seigneuries de Rouffillon & de Jarez, du diocèse du Puy, du Bailliage de Velay, de la Boutière, de Boffen, dépendant du Bailliage de Valence & du Bailliage de Vivarais (5) ». Cet état de choses subsista jusqu'en 1320, jusqu'au traité du 4 avril (6) entre Philippe le Long, Roi de France, & Philippe de Savoie, Archevêque de Lyon. Par cet accord, la justice haute, moyenne & basse fut laissée à l'Archevêque, qui reconnut la tenir du Roi en fief relevant de la Couronne, comme

(1) *Etudes sur les anciennes juridictions lyonnaises*, par M. E. Fayard, pp. 188 & suiv.

(2) *La France sous Philippe le Bel*, par M. Edgard Boutaric.

(3) Archives de l'Empire, P. 1400¹, c. 895, & Invent. Hiialard-Breholles, n° 900. La Châtellenie de St. Bonnet & une partie de celle de Cervière, avant cette époque, étoient jugées, en cas d'appel, par le Bailli d'Auvergne. En 1293, Philippe le Bel adressa une nouvelle lettre à ce Bailli pour confirmer la précédente. (Inventaire Hiialard-

Breholles, n° 901.)

(4) Menestrier, *Hist. consul. de la ville de Lyon*. Preuves, p. 87.

(5) Menestrier, *Hist. consul.*, p. 441, & *Essai sur l'établissement de la justice royale à Lyon*, par M. E. Fayard, pp. 41 & suiv.

(6) La Mure, *Hist. ecclésiast.*, p. 185. — Menestrier, *Preuves*, p. 60. — Paradin, *Hist. de Lyon*, p. 205. — Archives du département du Rhône. Inventaire général V. Abraham, p. 49.

ses autres domaines, & à la charge de l'hommage lige (1); mais le Roi retint pour son Sénéchal tous les appels, à condition pourtant qu'il ne résiderait ni à Lyon ni sur le territoire de l'Eglise. « C'est en vertu de ce traité que la Sénéchaussée de Lyon fut unie au Bailliage de Mâcon ou de St. Gengoul, dont elle ne fut définitivement séparée que sous Charles VII (2). » En 1328, les habitants de Lyon, & probablement aussi ceux du Forez, demandèrent au Roi que le siège du Bailli de Mâcon fût établi près de Lyon, pour faciliter une plus prompt expédition des affaires. Philippe de Valois s'empressa d'accueillir ce vœu, & ordonna que le siège du Bailli de Mâcon seroit transporté « au bourg de l'île Barbe, qui ne faisoit point partie des terres de l'Eglise de Lyon (3). » — Vers 1332, le Roi créa un Juge royal, Lieutenant du Bailli de Mâcon & Sénéchal de Lyon, « pour les premières procédures, & deux autres sièges royaux de Châtellenies dans les terres du Comté de Forez, l'un à St. Symphorien le Châtel & l'autre à Pouilly le Monial, près de la ville d'Anse (4). » En 1341, le Roi, par lettres patentes, ordonna de nouveau la translation du siège du Bailli royal à Mâcon (5). — Durant la captivité du Roi Jean en Angleterre, le Régent, depuis Charles V, ayant donné au nom du Roi le Comté de Mâcon à son frère Jean de France, ce Prince soutint que « le droit de supériorité, de ressort & de garde de la ville de Lyon lui appartenait comme une dépendance de sa pairie, parce que son aïeul, Philippe de Valois, avait joint à l'office de Bailli de Mâcon celui de Sénéchal de Lyon & de Gardiateur de cette ville. Mais les bourgeois protestèrent, & le Régent déclara qu'en donnant le Comté de Mâcon à son frère, il n'avait point songé à lui faire présent en même temps de la supériorité, du ressort & de la garde de Lyon, ni voulu porter la moindre atteinte aux libertés & franchises de la ville (6). En outre, il fit transporter les appels, interjetés jusqu'alors devant le Bailli de Mâcon, au Juge royal de St. Gengoul (7). » Quelques mois après, le 4 décembre 1359, le Régent déclara de plus, par lettres patentes, qu'en donnant le Comté de Mâcon, le Roi, au nom de qui il avait agi, n'avait pas eu l'intention que le Comté de Forez ressortît au Bailliage de Mâcon; mais qu'il entendait, au contraire, ne rien innover aux privilèges & libertés accordés au Comte de Forez & à ses prédécesseurs, privilèges qu'il rappelle & confirme par le présent acte (8). De même que Lyon, le Forez, pour les appels, fut alors soumis jusqu'à nouvel ordre au Bailliage royal de St. Gengoul. Bientôt, sur les plaintes des Lyonnais & des habitants du Forez, qui trouvoient trop éloigné cette Cour d'appel, le Régent, par lettres patentes de 1362 (9), transféra de nouveau à l'île Barbe le siège du Bailli royal; il confirma ces lettres en 1365, en 1368 (10), en 1371; elles le furent encore par son successeur, Charles VI, en 1383, 1393 & 1405 (11). — En 1373, au mois de février, Charles V, en considération des bons & loyaux services de Louis II, Duc de Bourbon, & d'Anne

(1) Invent. général des Archives de l'Hôtel de ville, t. II, p. 117.

(2) *Essai sur l'établissement de la justice royale à Lyon*, par M. E. Fayard, p. 43.

(3) Ordonnance de décembre 1328. *Ordon. des Rois de France*, t. V, p. 110. — *Etudes sur les anciennes juridictions lyonnaises*, précédées d'un *Essai sur l'établissement de la justice royale à Lyon*, par M. E. Fayard, Conseiller à la Cour impériale de Lyon.

(4) *Essai sur l'établissement de la justice royale à Lyon*, par M. E. Fayard. Le Comte de Forez avait un Procureur spécial pour le représenter devant le Châtelain royal de St. Symphorien le Châtel. (Voir Menestrier, *Hist. consular*, p. 474.)

(5) Inventaire des titres recueillis par Samuel Guichenon, t. XII, n° 59. L'original des lettres le trouve, sous ce numéro, dans le Recueil des pièces rassemblées par

Guichenon, qui fait partie de la Bibliothèque de la Faculté de médecine de Montpellier.

(6) Lettres patentes du 19 novembre 1359. M. E. Fayard, *Essai sur l'établissement de la justice royale à Lyon*, p. 51. — Menestrier, *Hist. consular*, p. 489.

(7) Archives du département du Rhône. Inventaire général V. Abel, p. 214.

(8) Archives de l'Empire. P. 1400, c. 907, & Invent. Huillard-Bréholles, n° 2791.

(9) Inventaire des titres recueillis par Samuel Guichenon, t. XXIX, n° 31, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44.

(10) *Essai sur l'établissement de la justice royale à Lyon*, par M. E. Fayard, & *Ordonnances des Rois de France*, t. V, p. 110.

(11) Invent. des titres recueillis par S. Guichenon, mêmes n° que ci-dessus.

Dauphine fa femme, déclara que le Comté de Forez ressortiroit directement à l'avenir à la Couronne, quant à l'hommage & à la souveraineté, & il exempta la Baronnie de Roannois de toute dépendance à l'égard des Comtés de Lyon & de Mâcon; ledit Comté de Forez & ladite Baronnie de Roannois devant ressortir immédiatement au Parlement de Paris, *ut dicta nostra corona*, dit le Roi dans cet acte, *ex dicto comitatu ut ex gemina perlucida illustretur* (1). Depuis cette époque, tous les habitants du Forez, excepté ceux qui se trouvoient compris dans les enclaves ressortissant d'une autre juridiction d'appel, devoient être, en droit, jugés directement en appel par le Parlement de Paris. Mais il résulte de plusieurs documents, que, dans la pratique, les causes d'appel du Forez furent portées tour à tour devant le Bailli de Mâcon, jusqu'au traité d'Arras (1435), & ensuite devant le Sénéchal de Lyon (2). Par lettres patentes du 3 janvier 1436 (N. S.), le Roi déclara même expressément que *le Comté & les hommes du Forez & le Beaujolais*, qui, avant le traité d'Arras, étoient du ressort du Bailliage de Mâcon, feroient désormais de celui du Sénéchal de Lyon « en son siège de St. Just. » Le Roi ajoutoit que si le Comté de Mâcon (qui avoit été cédé au Duc de Bourgogne par le traité d'Arras) faisoit retour à la Couronne, le ressort feroit rendu à son Bailliage, & il ordonnoit que le changement de juridiction qu'il établissoit ne causât aucun préjudice au Duc de Bourbon & à ses sujets du pays de Forez (3). Ce ne fut que trois ans après que furent publiées, dans le Parlement de Paris (22 décembre 1439), des lettres patentes du Roi qui ordonnèrent irrévocablement que les appels des jugements du Comté de Forez ressortiroient au Parlement de Paris, avec « exemption des Baillis de Mâcon & de Lyon (4). » Mais il paroît que les Officiers royaux parvinrent encore à éluder les ordres formels du Roi jusqu'en 1465, où Louis XI trancha définitivement la question au profit de son beau-frère Jean II, Duc de Bourbon, & de ses sujets. Il résulte en effet de ses lettres patentes, données à Orléans en novembre 1465 (5), que, jusqu'alors, les procès civils & criminels portés devant les Bailli, Juges & autres Officiers de justice du Comté de Forez, de la Baronnie de Beaujolais, des Seigneuries de Malleval, de Roannois, de Riverie, étoient soumis, en cas d'appel, soit au Bailli royal de Mâcon, soit au Sénéchal de Lyon, soit au Bailli de Velay, ou à leurs Lieutenants; qu'il en résultoit de graves inconvénients pour le Duc & ses sujets; que les affaires n'étoient expédiées qu'avec une extrême lenteur, & que souvent la punition des crimes & des délits devenoit illusoire. De plus, en cas d'appel contre les sentences du Bailli de Mâcon, du Sénéchal de Lyon ou du Bailli de Velay, il falloit recourir encore à la juridiction du Parlement de Paris, & ce double appel entraînoit des frais considérables & d'interminables délais. « Au moyen desquelles contraintes, disoit le Roi dans ses Lettres, & aussi des gardes, provisions en matières pétitoires & possessoires, recours, mandemens & autres provisions, impétrées de nosdits bailli & sénéchal, luy (le Duc de Bourbon) & sesdits officiers & sujets sont fort travaillés en diverses & maintes manières, pour ce que les justices & juridictions ordinaires de nostredit frère & cousin en sont souventes fois empêchées, & la punition & correction de plusieurs crimes, cas & délits, retardées & assoupies. » Pour remédier à ce déplorable état de choses, Louis XI ordonna, par ses lettres patentes, que le Duc de Bourbon, « sesdits officiers & sujets des Comté de Fourefz, baronnies, seigneuries de Beaujolais, de Malleval, Roannois, Riverie & leurs ressorts & appartenances de chacune d'icelles qui fouloient & ont accoustumé ressortir, répondre & plaider, par appel ou autrement, pardevant nosdits bailli & sénéchal, ressortiront & répondront dorénavant perpétuellement & sans moien à nostredit court de Parlement à Paris, sans ce que ilz soient tenez ne puissent estre contraints ressortir, plai-

(1) Archives de l'Empire, P. 1359^a, c. 693, & Invent. Huillard-Bréholles, n° 3237.

(2) Lettre du 20 mai 1413, par laquelle le Roi met à néant les commissions & exploits faits sur aucuns sujets du Comté de Forez par le Sénéchal de Lyon, attendu que notoirement ils ont accoustumé de ressortir au Bail-

lage de Mâcon. (Invent. Lullier, n° 259.)

(3) Archives de l'Empire; Forez, n° 259 de l'Invent. Lullier.

(4) Archives de l'Empire, PP. 37, c. 743.

(5) Archives de l'Empire, P. 1371^a, c. 1999.

doier, ne respondre es cas deffus dits, ne autrement, en quelque manière que ce soit, devant noldits bailli de Malcon, seneschal de Lion, bailli de Vellay, & d'iceux bailliaiges & seneschauſſe du tout les avons exemptez & exemptons perpetuellement par cesdites presentes, &c. (1). »

LE PROCUREUR DU COMTE PRÈS LA COUR DE MACON

Procurator Matifconensis, ou Procurator Domini apud Matifconem

OU PRÈS LE SÉNÉCHAL DE LYON

Il soutenait les droits du Comte devant le Bailli de Mâcon. En 1349, Astorge de Carlat, qui remplissait cette fonction, n'avait que 10 livres tournois de gages (2). En 1381, Maître Nicolas Archimbault, Bachelier en lois, fut retenu par le Duc de Bourbon, comme son Conseiller & « Avocat, à pourſuivre (ſes) befongnes & cauſes en la Cour de Malcon, à 10 francs (d'or) de gages à lui paier, chacun an, par (le) Tréſorier de Forez. » En 1465, dit Aubret, le Duc de Bourbon nomma Michel Thibert son Procureur à Lyon ; « car nos Princes y en avoient ordinairement un pour leurs affaires de Beaujolois & de Forez. » En 1396, cet Officier n'avait que 10 livres de gages (3).

LE PROCUREUR DU COMTE EN LA COUR DE JUSTICE

DE ST. SYMPHORIEN LE CHATEL

En 1378, il avait 6 francs d'or de pension (4).

LE JUGE DES RESSORTS DU PAYS DE FOREZ

Lorsque le Forez, à diverses époques, s'agrandit par l'annexion d'enclaves de quelques pays voisins, ces parties détachées continuèrent à être régies par des coutumes & des usages locaux. Elles continuèrent de relever de leur ancien ſiège de justice, mais par voie d'appel. Les Comtes de Forez, pour reſpecter les droits des nouveaux annexés, leur donnèrent un Juge ſpécial qui fut chargé de tenir les aſſiſes, à certaines époques de l'année, en un lieu désigné ſur leur territoire, & de juger leurs différends en premier reſſort. De là ce nom de Juge des reſſorts du pays de Forez qui leur fut donné. En 1389, ce fut Denis de Beaumont, Bailli de Forez, qui fut nommé à la charge de Juge des reſſorts (5). En 1399, c'étoit un nommé Etienne de la Grange qui occupait cette charge (6). *Juravit magiſter Stephanus in manibus domini judicis Forenſis de bene & legitime ac fideliter exercere officium judicature reſſortorum, &c., preſentibus Johanne Bollenii & magiſtro Jacobeo Fontefii baccalario in medicina.* Les attributions de cet Officier de justice ſ'étendoient ſur tous les

(1) Les lettres royales furent enregiſtrées au Parlement de Paris le 10 décembre ſuivant, & le 3 mars 1466 (n. l.), le Juge de Forez Jean Pelletier, Licencié en utroque jure, Conseiller & Maître des requêtes du Duc, en fit drefſer une copie authentique, ſur laquelle il fit appoſer le ſceau de la Cour de Forez établi pour les contrats. (Arch. de l'Emp., F. 1371¹, c. 1979, & notre *Hiſt. des Ducs de Bourbon*, t. II, p. 271, Notes.)

(2) *Regiſtre des nominations.*

(3) Comptes du Tréſorier de Forez. (Archives de la Loire.)

(4) *Regiſtre des nominations.*

(5) Archives de la Loire, ſérie B. 18.

(6) 2^e *Regiſtre des nominations des Officiers du Forez.* (Archives de la Loire.)

refforts du Comté; parfois aussi, il y avait un Juge spécial pour chaque reffort. Ces Officiers étoient à la nomination du Comte, & en son absence à celle du Bailli, assisté des Gens du Confeil.

LE JUGE DES RESSORTS DU VELAY POUR LE COMTE

ETABLI AU CHAUFFOUR

Le siège de ses assises étoit au Chauffour, village du Forez sur les confins du Velay, autour duquel étoient dix-sept paroisses du diocèse du Puy, que le Dauphin de Viennois avoit données en dot à sa fille Alix, en 1296, lorsqu'elle épousa le Comte de Forez Jean, en imposant à ce dernier la condition d'établir un Juge particulier pour administrer la justice en premier reffort à ses nouveaux fujets, suivant leurs anciens usages & coutumes. Plus tard, l'Evêque du Puy voulut disputer la justice de ces paroisses au Comte de Forez. En 1341, le Roi de France Philippe de Valois fournit la décision de ce différend à Jean Prohant, Sergent d'armes, Bailli du Velay, & celui-ci, par une sentence rendue au Puy en 1343, maintint au Comte tous les droits de justice, à la condition qu'il auroit un Juge particulier sur les lieux, suivant l'obligation à laquelle il étoit tenu par les clauses passées lors du contrat de mariage d'Alix de Viennois (1). Les habitants des diverses paroisses groupées autour du Chauffour, qui dépendoient en premier reffort du Juge du lieu, appeloient de ses décisions devant le Bailliage du Velay (2).

LE JUGE DES RESSORTS DU VELAY POUR LE COMTE

A ST. FERRÉOL

En 1355, ce fut le Bailli du Forez qui fut nommé à cet office. Il alloit tenir les assises des refforts du Bailliage de Velay à St. Ferréol (Forez). On payoit toutes les dépenses de déplacement (3). En 1380, les gages étoient de 30 francs d'or. En 1353, Martin de l'Orme, qui occupoit cette charge, étoit en même temps Conseiller du Comte; il recevoit pour ses gages 40 livres tournois (4). Les causes qu'il jugeoit étoient portées, en appel, devant le Bailli de Velay. Celui-ci, par une sentence du 21 janvier 1345 (N. S.), reconnut, malgré les conclusions contraires du Procureur du Roi, que le Comte de Forez avoit le droit de supériorité & de reffort sur Rochebaron, Argental, La Faye, Usson, St. Pal, Tiranges, Montchal, Montarcher & Leignec, dans les limites du Bailliage du Velay (5). Toutes ces localités dépendoient de la Sénéchaussée de Beaucaire. En 1358, ce fut J. Alaïsson, Licencié ès lois & Chancelier de Forez, qui fut nommé Juge des refforts du Bailliage du Velay (6). On remarquera que cette fonction, qui exigeoit des connaissances spéciales, n'étoit conférée qu'aux premiers magistrats de la Cour de Forez, ou à des hommes capables. De longues années après que les Ducs de Bourbon eurent réuni au Forez l'enclave de Riverie, ils firent un règlement pour fixer les émoluments des Officiers de justice qu'ils y avoient établis [1473] (7).

(1) *Les Fiefs du Forez*, par Sonner du Lac.

(2) En 1344, le Juge de la Cour du Puy fit traduire en langue vulgaire (*in lingua laycali seu romana*, en langue laïque ou romane) des lettres royales; ce qui prouve une fois de plus, comme nous l'avons dit dans notre *Essai sur la langue vulgaire parlée dans le Lyonnais, Forez, Brionnais*, etc., que le type essentiel de cette langue ou de ces idiomes étoit la langue romane. (Invent.

Huillard-Breholles, n° 2383.)

(3) *Registre des nominations des Officiers du Forez*.

(4) *Ibidem*, année 1353.

(5) Inventaire Huillard-Breholles, n° 2401, & Archives de l'Empire, P. 14515, c. 1032.

(6) *Registre des nominations*, année 1358.

(7) *Livre des compositions*, fol. 163.

LES SERGENTS ROYAUX & OFFICIERS ROYAUX EN FOREZ

A une époque que nous ne pouvons préciser, les Rois de France avoient institué en Forez, comme dans les autres domaines de leurs feudataires, des Officiers de justice royaux & des Sergents (1), pour surveiller l'administration des justices particulières & pour empêcher d'y commettre des empiétements sur la justice royale. Il paroît que, sous Louis le Hutin, ces Sergents avoient outre-passé leurs pouvoirs & commis de nombreux abus & exactions dans le Forez; car nous voyons, par des lettres patentes de ce Roi, en date du 13 avril 1315, qu'il donna raison sur ce point aux plaintes des Seigneurs & des Religieux du Comté. Plusieurs Sénéchaux, Baillis, Sergents & Officiers royaux, qui avoient été, pour leurs méfaits, condamnés, après enquêtes, à de fortes amendes & destitués de leurs fonctions, ayant été rétablis par le Bailli royal, le Roi les priva de nouveau de leurs Offices & les contraignit à payer les amendes auxquelles ils avoient été condamnés. Il promit, de plus, d'envoyer en Forez des Commissaires, pour mettre ses ordres à exécution & pour réduire au nombre voulu les Sergents royaux (2). Il exigea que lesdits Sergents, de même que son Bailli de Mâcon, jurassent dorénavant, à leurs prochaines assises & à leur entrée en fonctions, de respecter les privilèges & coutumes des habitants du Forez & de ne plus les molester injustement; il autorisoit ceux-ci, en cas d'inexécution de ses ordres, à ne pas obéir à ses Officiers, & promettoit de les punir sévèrement. Il défendoit à tous ses Officiers de justice « de justicier es terres & es lieux » où les Nobles & Religieux du Forez avoient la justice haute & basse, & il ne se réservait que le ressort & la souveraineté, auxquels les Nobles & Religieux se soumettoient d'avance comme à des droits légitimes. Le Roi enjoignoit enfin expressément à ses Officiers de ne jamais ajourner & traduire en justice lesdits nobles, religieux & non-nobles en dehors des Châtellenies & Prévôtés où ils résident, *si ce n'est pour cause d'appel, de défaut de droit ou de mauvais jugement*. Le Roi se réservait toutefois, ainsi qu'à la Cour de Parlement, la connoissance des cas qui appartoient à la souveraineté royale, & promettoit de punir les Baillis, Prévôts & Sergents royaux qui les évoqueroient devant eux. Louis le Hutin fit entériner cette ordonnance, ainsi que celles de son père Philippe le Bel en faveur des habitants du Forez, & manda à son Sénéchal de Lyon & à ses Baillis d'Auvergne & du Velay de les faire exécuter. De plus, le 18 mai suivant, il exigea d'eux par serment la promesse qu'ils observeroient & feroient observer ces ordonnances par leurs subordonnés. Par lettres patentes du 17 du même mois, il avoit nommé des Commissaires pour aller recueillir les plaintes des nobles, religieux & habitants du Forez contre son Sénéchal de Lyon, son Bailli de Mâcon, ses Receveurs, ses Prévôts, ses Procureurs, Collecteurs, Sergents & autres Officiers de cette Sénéchaussée & de ce Bailliage.

(1) Ils étoient placés sous les ordres du Bailli de Mâcon. — « Au-dessous des Prévôts & des Bayles, étoient les Sergents, *Servientes*. Exécuteurs des ordres des Baillis & des autres agents royaux, ils remplissoient aussi les fonctions d'huissiers. Ils portaient comme emblème de leur pouvoir une baguette fleurdelisée. Leur personne étoit inviolable. Les Sergents furent les plus ardents auxiliaires des Baillis dans l'œuvre de l'extension de l'autorité royale au détriment des églises & de la noblesse. Leur nombre étoit fixe; cependant il y en avoit tant, qu'en 1303 le Roi ordonna d'en supprimer une partie dans les terres des Prélats & des Barons, à moins qu'ils n'y fussent nés ou ne s'y fussent mariés. Dans ces deux

cas, ils ne pouvaient y exercer leurs fonctions & étoient soumis, pour tout ce qui ne regardait pas leur office, à la juridiction de leurs Seigneurs. — L'ordonnance de 1303, pour la réformation du royaume, fixe des règles communes à tous les Officiers royaux. — Nul ne devait être Bailli, Sénéchal, Prévôt, Juge dans son pays natal. » (*La France sous Philippe le Bel*, par M. Boutaric. — *Ordon.*, t. 1^{er}, pp. 319 & 362.)

(2) *Livre des compositions des Comtes de Forez*, f^o 1^{er} & 4. — *Ordon. des Rois de France*, t. 1^{er}, pp. 557 & suiv., pp. 567 & suiv. Voir aussi le n^o 86 ter. a des Preuves de cette *Histoire des Ducs de Bourbon & des Comtes de Forez*.

Ces Commissaires eurent mission d'aller sur les lieux, & tout en sauvegardant les droits & prérogatives de la Couronne, d'examiner les griefs, & après les réponses du grand Conseil royal à ces griefs, d'y faire droit, de punir les coupables, de suspendre les Baillis, Sénéchaux, Sergents, &c.; d'examiner les anciennes coutumes du Forez existant au temps de St. Louis, de les rétablir s'il y avoit lieu; de faire des enquêtes sur les fautes de tous ses agents, sur leurs extorsions & malversations, de leur faire rendre gorge, d'exiger d'eux caution pour cela & de les punir exemplairement. Le Roi donnoit plein pouvoir à ses Commissaires de choisir, pour faire les enquêtes & procès criminels, des délégués qui devoient juger sans appel & faire exécuter sur-le-champ leurs sentences (1). Il réservait aux Nobles & Religieux, ayant la justice haute, la connoissance du crime de mise en circulation de la fausse monnaie royale & étrangère; mais il se réservait la connoissance du crime de la fausse monnaie royale qui auroit été fabriquée & frappée en Forez. Il déclarait que la connoissance des faux en écritures publiques des actes dressés par ses agents lui appartenait. Il défendait à ses Officiers d'exiger des droits trop élevés pour l'apposition des sceaux royaux, & à ses Notaires un salaire trop fort pour les copies d'actes. Les Officiers royaux ne devaient point user de leurs sceaux privés sur les actes qui dépendent de leur office, *sed parva sigilla cum signo nostro portabant quibus utuntur, quorum emolumentum, quod inde proveniet, ad nos totaliter pertinebit*. Le Roi prescrivait que les Ordonnances de son père sur les ajournements à donner par les Sergents seroient rigoureusement observées par eux, sous peine de destitution; qu'une copie scellée du sceau royal en seroit délivrée aux nobles, & qu'elle seroit publiée solennellement... Il enjoignait à tous ses Officiers du Forez & du Beaujolais de jurer publiquement, au commencement de leur gestion, de n'usurper ni de troubler sciemment la juridiction des Seigneurs, & de ne jamais s'en mêler, à moins qu'il ne s'agit de cas où le ressort & la supériorité appartiendroient au Roi, ou du moins qu'ils fussent de bonne foi en le supposant... Le Roi consentait, si les Officiers, en dehors de l'exercice de leurs fonctions, commettoient des délits dans les juridictions des Seigneurs du Forez & du Beaujolais, qu'ils fussent jugés & punis, comme de simples particuliers, sur les lieux où les délits auroient été commis. Quant aux délits commis par ces Officiers dans l'exercice de leurs fonctions, le Roi déclarait en garder la connoissance. La punition de ceux qui auroient offensé les Sergents royaux, en tant que personnes privées, étoit réservée au Seigneur du lieu où l'offense auroit été commise; mais le Roi déclarait que la punition des offenses faites à ses agents exerçant leur office lui appartenait tout entière. Les Sénéchaux, Baillis & autres Officiers ne devoient recevoir aucunes dénonciations, à moins qu'elles ne fussent vraisemblables & suivant les règles usitées dans les dénonciations, avec garanties & cautions. Ils devoient jurer, une fois chaque année, dans leurs assises, de ne pas augmenter le nombre des Sergents en Forez & en Beaujolais. Il étoit dit, de plus, que les panonceaux & autres signes du pouvoir royal ne pourroient être placés dans les juridictions des Seigneurs de ces deux pays, si ce n'est dans le cas où le Roi jouirait de ce droit; en conséquence, les Sénéchaux, Baillis & autres Juges recevoient l'ordre d'enlever ceux qui auroient été posés indûment. Enfin, le Roi déclarait que toutes les causes d'appel du Comté de Forez devoient être jugées d'après le droit écrit & les bonnes coutumes de la Cour, à laquelle ces causes devoient être soumises (2). — En 1227, Charles IV, Roi de France & de Navarre, manda au Sénéchal de Beaucaire & aux Baillis de Mâcon & d'Auvergne de faire supprimer les Gardes, Gardiens & panonceaux qu'ils avoient pu établir sur les sujets & justiciables du Comte de Forez sous prétexte de sauvegarde & au détriment de ses droits (3). Le 21 janvier 1229, Philippe VI, Roi

(1) Livre des compositions; Ordonnances des Rois de France, pp. 557 & suiv., & nos Preuves, n° 86 ter a.

(2) *Causæ etiam appellationum quarumcumque personarum comitatus & terrarum ipsarum secundum jus scrip-*

tum & bonas consuetudines curie ubi causæ principaliter judicari debent, examinabuntur & terminabuntur.

(3) Inventaire Huillard-Breholles, n° 1838, & Archives de l'Empire, P. 1359, c. 603.

de France, fit les mêmes injonctions aux mêmes Officiers royaux (1); & le 24 du même mois, à la requête du Comte de Forez, qui avoit obtenu de Charles IV qu'aucune nouvelle garde ne fût établie sur ses fujets, & que les anciennes gardes fussent révoquées, il manda au Bailli de Mâcon ou à son Lieutenant de se faire apporter les fudites lettres de garde obtenues par les justiciables du Comte demeurant dans le Bailliage; faute de quoi elles feroient déclarées nulles (2). En 1330, le Bailli de Mâcon rendit, au profit du Comte, une sentence contre Hugues Raybé, Chevalier, qui prétendoit que sa maison de la Charrette étoit fous la sauvegarde du Roi, & qu'il y avoit mis, pour l'indiquer, les panonceaux royaux. Le Bailli reconnut que cette maison étoit de la juridiction du Comte; en conséquence, il révoqua la sauvegarde & fit ôter les panonceaux du Roi (3). En 1339, Philippe VI, à la requête « de son feal Conseiller » le Comte de Forez, manda au Bailli de Mâcon de n'instituer dans le pays de Forez qu'un nombre limité de Sergents royaux, lesquels ne devoient exercer leur office que dans les cas qui regardent le Roi (fabrication de fausse monnaie royale, faux en écritures publiques par des Officiers du Roi, &c.) (4). On voit, par un ordre de ce Bailli du 12 février de l'année suivante, 1340, que, pour obéir au mandement royal, le nombre des Sergents royaux qui devoient exercer leur office en Forez fut réduit par lui au nombre de cinq (5). Bientôt ce nombre fut augmenté à tel point que de nouvelles réclamations s'élevèrent; ce qui obligea, en 1347, Philippe VI à donner de nouveaux ordres au Bailli de Mâcon pour qu'il réduisît le nombre de ces Officiers, de manière à ne plus donner lieu aux abus dont se plaignoit le Comte de Forez (6). Mais le mal, à peine extirpé, reprenoit aussitôt racine. En 1366, Charles V, Roi de France, sur les plaintes de Renaud de Forez, oncle & curateur du Comte Jean, ordonna au Bailli de Mâcon de mettre un terme aux abus introduits dans le Forez par les Sergents royaux, & de fixer le nombre de ces Officiers au chiffre établi du temps du Roi Philippe, son grand-père (7). Le Bailli s'empressa d'obéir aux ordres du Roi, & le 27 janvier de l'année suivante, en vertu des lettres patentes de Charles V, que lui avoit présentées le Chancelier du Comte de Forez, il réduisit à cinq le nombre des Sergents royaux qui devoient exercer dans le pays de Forez, & seulement sur commission royale (8).

DU DROIT DE SAUVEGARDE DU ROI

SUR QUELQUES SEIGNEURS DU FOREZ

Parfois il arrivoit que les vassaux, pour échapper à la tyrannie de leurs Seigneurs, se mettoient fous la protection immédiate du Roi (9), qui leur délivroit des lettres dites de sauvegarde. Par ces lettres, qui étoient le plus souvent accordées à des nobles & à des monastères, les justiciables d'un Seigneur pouvoient se soustraire à la juridiction de ses tribunaux. On trouve plusieurs concessions de ce genre faites par des Rois de France à des nobles & à des couvents du Forez. Mais sur les réclamations du Comte, qui plus d'une fois fit valoir énergiquement ses droits de haut justicier, comme on vient de le voir, ces lettres de sauvegarde furent révoquées. C'est ainsi qu'en 1329, Philippe VI, Roi de France, annula celles qui avoient été récem-

(1) Inv. Huillard-Breholles, n° 1881, & Archives de l'Empire, P. 1359¹, c. 695.

(2) Inv. Huillard-Breholles, n° 1882, & Archives de l'Empire, P. 1359¹, c. 695.

(3) Inventaire Lullier, n° 1045.

(4) Inventaire Huillard-Breholles, n° 2232.

(5) Invent. Huillard-Breholles, n° 2240, & Archives de l'Empire, P. 1374¹, c. 2292.

(6) Invent. Huillard-Breholles, n° 2491, & Archives de l'Empire, P. 1400¹, c. 879.

(7) Inv. Huillard-Breholles, n° 2948, & Archives de l'Empire, P. 1374¹, c. 2292.

(8) Inv. Huillard-Breholles, n° 2987, & Archives de l'Empire, P. 1374¹, c. 2292.

(9) Inv. Huillard-Breholles, n° 2171.

ment délivrées au préjudice des droits du Comte de Forez (1); qu'en 1334, le même Roi ordonna (2) au Sénéchal de Beaucaire & aux Baillis de Mâcon, d'Auvergne & du Velay de ne pas mettre obstacle à l'exercice des droits de ce Prince sous prétexte de lettres de sauvegarde obtenues à son détriment; qu'il révoqua celles qui n'auraient pas été délivrées avec connoissance de cause; & que, l'année suivante, par suite des dommages causés par certains religieux & séculiers du Comté, qui prétendoient avoir des lettres de sauvegarde & se mettoient ainsi à l'abri de la justice du Comte, ce même Prince ordonna au Bailli de Mâcon & à tous autres justiciers de se faire représenter ces lettres afin de vérifier leur authenticité (3). Enfin, en 1352, le Roi Jean, sur les plaintes à lui adressées par le Comte de Forez contre Guillaume Lothon, Damoiseau, & sa femme, & contre d'autres nobles du Forez, justiciables & sujets immédiats du Comte, manda aux Baillis d'Auvergne & du Velay, ainsi qu'au Châtelain de St. Symphorien le Château, de ne point admettre les lettres de sauvegarde qui auroient pu être obtenues par ces nobles sans connoissance de cause, & d'annuler les actes qui auroient pu s'enfuir (4).

IV

ADMINISTRATION FINANCIÈRE

La Chambre des comptes du Forez. — Les Conseillers ou Gens des comptes, ou Auditeurs des comptes. — Les Clercs des comptes, &c. — Les Prévôts & Clercs du papier des Châtellenies. — Impôts & redevances du Comté & des Châtellenies. — Subfides. — Exemptions de droits & services seigneuriaux. — Le Trésorier de Forez. — Impôts & subfides établis par le Roi.

LA CHAMBRE DES COMPTES DE MONTBRISON

Camera computorum

CONSEILLERS OU GENS DES COMPTES, OU AUDITEURS DES COMPTES
CLERCS DES COMPTES

La Chambre des comptes du Forez avoit son siège à Montbrison; elle étoit chargée à la fois de l'administration & de la juridiction de toutes les matières de finances relatives au Trésor & au Domaine du Comte. Elle se composoit de tous les Conseillers privés du Prince, d'un Président, de plusieurs Auditeurs, Conseillers ou Gens des comptes, dont faisoient partie de plein droit le Bailli, le Trésorier, le Procureur général; de plusieurs Clercs, de Notaires spéciaux & d'un Huissier ou Garde de la Chambre. Elle vérifioit les comptes rendus par tous les Officiers généraux & particuliers des finances du Comté & de la Maison du Prince; elle les révisoit, les apuroit & étoit investie du droit de les clore (5). Elle étoit en outre chargée de la conservation & de l'administration du Domaine & de tous les actes qui s'y rattachoient, tels que les baux, les fermes, les redevances, les prestations de foi & hommage, &c. Elle enregistroit tous les actes, ordonnances, édits, lettres patentes du Prince concernant le Domaine. Elle tenoit un grand livre où

(1) Archives de l'Empire, P. 1401², c. 1045.

(2) Inventaire Huillard-Bréholles, n° 2043.

(3) Inventaire Huillard-Bréholles, n° 2180.

(4) Inventaire Huillard-Bréholles, n° 2647.

(5) Archives de la Loire. *Registre des nominations*, année 1392.

étoient inscrits les comptes sommaires des Trésoriers, Chanceliers, Châtelains, Prévôts, Clercs & Notaires, Greffier du Bailli & Greffiers des Châtellenies ou Clercs du papier. Tous les comptes originaux de ces Officiers comptables étoient déposés, après leur clôture, dans les Archives, qui renfermoient tous les titres du domaine du Comte. Tous les membres de la Chambre, à leur entrée en fonctions, prôtoient serment sur les saints Évangiles, devant le Comte ou le Bailli, de bien remplir leurs fonctions & de ne rien révéler des secrets qui leur seroient confiés. En l'absence du Comte, c'étoient les Gens des comptes, presque tous membres de son Conseil, qui nommoient les Prévôts & autres Officiers comptables, qui leur faisoient prêter serment & qui les mettoient en possession, après avoir reçu d'eux des cautions suffisantes. Nous n'avons pu faire remonter au-delà de 1317 l'existence de la Chambre des comptes (1); mais sa création primitive ne doit pas être bien antérieure. Elle fut très-probablement instituée sur le modèle de la Chambre des comptes de Paris, établie par Philippe le Bel (2). La Chambre des comptes de Montbrison, de même que celle de Paris, avoit des attributions administratives & judiciaires. Elle examinoit les comptes des Prévôts des Châtellenies & du Trésorier de Forez, vérifioit s'ils étoient exacts &, dans ce cas, en donnoit décharge aux comptables. Dans le cas contraire, elle prononçoit sa sentence contre les comptables & les condamnoit à payer les sommes non recouvrées ou en déficit qu'ils avoient négligé de verser dans le Trésor du Comte. Elle vérifioit, de plus, & jugeoit en dernier ressort les réclamations des contribuables pour les surtaxes. Elle centralisoit, en un mot, toutes les affaires de finances, sous quelque forme qu'elles pussent se présenter. La Chambre des comptes de Montbrison ne paroît avoir été constituée d'une manière régulière que par une Ordonnance du Comte de Forez du 12 septembre 1333, ainsi conçue :

« Ordonnance de Guys, conte de Fourveys, fixant que frères Arthaud de St. Romain, commandeur de Chasales, Monseigneur Pierre Maita de Monz, chevalier, Monseigneur Guillaume dou Saïs, Guillemin Le Clerc, Martin Ogier, Hugo Jomar, Jehan Lardier, Jehan Marechal, Robert Vernin & Jaquinet de la Fai oiront les comptes dudit Monseigneur des ores en avant, par la manere qu'il est contenu en cest present papier, & que nostre sire, cui Dieux afeuille, ordena, nostre sire Guys, conte de Fourveys (3). »

En 1374, Louis II, Duc de Bourbon, institua une Chambre des comptes à Moulins pour la bonne administration de ses domaines & sur le modèle de la Chambre des comptes du Roi à Paris (4). C'est le savant M. Huillard-Bréholles qui signale cette intéressante particularité dans son *Inventaire des titres de la Maison ducale de Bourbon*. Tout nous permet donc de croire que les Comtes de Forez, de leur côté, avoient depuis longtemps imité cette organisation financière, au moins quant aux choses essentielles. Les noms & les attributions des Fonctionnaires sont les mêmes. Pour s'en affurer, le Lecteur peut consulter le consciencieux ouvrage intitulé *La France sous Philippe le Bel*, &c., par M. Edgard Boutaric, Archiviste aux Archives de l'Empire, & l'article qu'Etienne Pasquier consacre à la *Chambre des comptes de Paris* dans ses *Recherches de la France*. L'imitation,

(1) La première mention que nous ayons trouvée de la Chambre des comptes figure dans un acte du *Registre des nominations des Officiers du Forez*: *Hic incipit valor totius comitatus Forensis & terre domini comitis, tam in redditibus denariorum quam bladorum & aliorum quorumcumque reddituum, tributorum & usagiorum que dominus comes percipit annuatim in quolibet castro suo, & est scriptum quodlibet castrum per se; quis valor extractus fuit de cartis computorum factorum anno domini M^o CCC^o XVI^o mense marci.*

(2) *La France sous Philippe le Bel*, par Edgard Boutaric, Archiviste aux Archives de l'Empire; ouvrage couronné par l'Institut. « Le plus ancien document, dit

M. Boutaric, où apparaisse le mot de Chambre des comptes, est un mandement du 20 avril 1209 adressé au Bailli de Rouen. Cependant on la voit désignée, dès 1299, sous le nom de Chambre aux deniers. »

(3) *Registre des nominations*, mss. 9890 de la Bibl. impériale.

(4) Invent. Huillard-Bréholles, n^o 3277. L'ordonnance de Louis II a été insérée en entier dans le tome I^{er} de cet inventaire, p. 574. Il est fort probable, bien que nous n'en ayons découvert aucune preuve, que Louis II appliqua les mêmes dispositions réglementaires à la Chambre des comptes de Montbrison.

sur un plus petit plan, est évidente, & l'on remarquera de plus la coïncidence des dates. En 1380, un Conseiller auditeur de la Chambre des comptes de Montbrison avoit pour traitement annuel 30 francs d'or & 6 fetiers de feigle. « Pour gouverner notre domaine, dit le Duc de Bourbon à cette date dans une Ordonnance relative à la Chambre, & faire en tout ce que audit office appartient en la forme & manière que leurs prédécesseurs, qui ja pieça ont été à ce ordené, ont accoutumé de faire avec notre bailli & autres genz de notre Chambre; & pour ce, avons pourveu à un chascun d'eux trente francs (d'or) par an & 6 fetiers de feigle, en outre les autres gages (1) qu'ils prenoient par avant par nos autres officiers, &c. »

Dans une Ordonnance, en date du 20 juillet 1386, Louis II faisoit les injonctions suivantes aux Gens de la Chambre des comptes de Forez : « Savoir vous faisons que nous, en notre grand Conseil, pour certaines & justes causes qui à ee nous ont meu, avons ordené & ordenons, de notre propre mouvement, certaine science, que aucuns de nos trésoriers, receveurs, aides & autres de domaines de toutes nos terres & pays, si hardis ne soient de payer dores en avant, par quelconques mandemens ou assignations qu'ils aient de nous, par bouche ou escript ou autrement, un seul denier, jufques à ce que, premier & avant toute oeuvre, l'estat de notre personne, la despense de notre hostel & de notre très chiere & amée compaignie la duchesse, & Jehan notre fils, nos pensions, fiez & aumosnes & nos homages soient paieez *entièrement*, excepté seulement le maître de notre Chambre aux deniers; & ou cas qu'ils feront le contraire, que aucune chose ne leur en soit deduit, compté, ne rabatu, &c. (2). » On voit, par un titre de 1394 (3), que c'étoient les Gens de la Chambre qui étoient chargés d'ordonnancer le paiement des appointements des Officiers divers du Forez. Lorsque ceux-ci étoient nommés, ils étoient obligés de produire, pour la première fois seulement, l'acte original de leur nomination, ou un *vidimus* de ees lettres patentes sous scel authentique. Un registre, déposé à la Chambre, étoit destiné à recevoir les enregistrements des nominations de tous les Officiers du Forez; & lorsqu'il avoit été fait, il n'étoit plus nécessaire aux Officiers de produire l'acte original pour faire ordonnancer leurs gages. Les paiements de ees gages étoient assignés ou sur le Trésorier, ou sur les Prévôts de telle ou telle Châtellenie (4). — En 1398, le 17 mai, le Seigneur de Norry, Lieutenant général du Duc de Bourbon Louis II, en Forez, ayant convoqué les Gens des comptes de Montbrison, parmi lesquels se trouvoient : Denis de Beaumont, Bailli; Maître Pierre Vernin, Juge; Etienne d'Entraigues, Trésorier de Forez; Maître Jehan Marchant; Jehan Gadet, Secrétaire; Messire Jehan des Rues, Capitaine de Montbrison; Messire Mathe Guionet, Chantre; Maître Robert de..., *Advocat*; Pierre Faure, Procureur général de Forez & plusieurs autres, « ordonna en la Chambre que dores en avant on felle les lettres, touchant ladite Chambre, d'un scel d'argent fait de nouvel en plus grant volume que celui qui est à présent de métal de euvre, lequel a esté aujourd'hui, environ heure de..., cassé & mis en plusieurs pieces par l'ordonnance de Monseigneur le Lieutenant, qui l'a volu & commandé. Ainsi a esté fait (5). » — En 1486, Jean II, Duc de Bourbon, par une Ordonnance, décida que dorénavant les Gens des comptes de la Chambre de Moulins feroient uniquement chargés de l'audition des comptes & de leur apurement, & que le Lieutenant de son Domaine, sous les ordres du Sénéchal de Bourbonnois, feroit chargé « de connoître, décider, ouïr & déterminer, & faire tous actes de commandement touchant (son) domaine, qui ei-devant étoient faits par les Gens des comptes en leur Chambre, &c. » Nous ignorons si ees changements furent introduits dans la Chambre des comptes du Forez; mais cela est peu probable, car l'Ordonnance ne s'applique qu'au Bourbonnois, & nous n'avons trouvé nulle

(1) *Registre des nominations.*

(2) *Registre des nominations.* On voit, dans ce même Registre, qu'en 1387, sous Louis II, & en son absence, les Gens des comptes nommoient les Prévôts des Châtellenies.

(3) Archives de la Loire. 2^e *Registre des nominations.*

(4) Archives de la Loire. 2^e *Registre des nominations*, année 1394.

(5) Archives de la Loire. 2^e *Registre des nominations.*

part la trace de dispositions de ce genre applicables au Forez. — En l'absence du Comte, c'étoit à la Chambre des comptes de Montbrison que tous propriétaires, possesseurs, détenteurs de fiefs & Seigneurs, dépendant du Comte de Forez, étoient tenus de prêter les foi & hommage & de fournir les aveux, dénombrements & toutes dénominations des choses féodales. Les *nommés* (ou dénombrements de terres) étoient inscrites dans un Registre de la Chambre des comptes, qui, après l'insertion, donnoit mainlevée au Seigneur du fief (1). Après les délais accordés pour la prestation de foi & hommage, les terres de celui qui la devoit pouvoient être saisies, mises sous séquestre & même confiscées en cas de refus absolu (2). — On voit, dans plusieurs titres de 1414 & d'autres années, que la prestation de foi & hommage se nommoit le *serment de fidélité*, ou *serment de feaulté*; on disoit aussi *faire le fief d'un chastel*, d'une terre, d'une seigneurie (3). Des Procureurs fondés pouvoient faire le fief; un tuteur, un curateur pouvoient se présenter au nom des mineurs. Les Gens des comptes accorderoient, suivant les cas, des termes & répit de fiefs, des répit « de bailler la *nommée*, le dénombrement, à ceux qui, pour une raison ou pour une autre, n'avoient pu se rendre à Montbrison. » Le Comte ou les Gens des comptes donnoient des termes & répit de fiefs aux mineurs jusqu'à ce qu'ils fussent en âge parfait. » Le Prince donnoit l'ordre « de les laisser jouir paisiblement jusque-là. » — Pour éviter les déplacements trop onéreux ou difficiles, il arrivoit parfois que les Gens des comptes déléguoient leurs pouvoirs aux Prévôts des Châtellenies pour recevoir, en leur lieu & place, les actes de foi & hommage.

Les *Clercs de la Chambre des comptes* recevoient 10 florins d'or petit poids & 6 setiers de seigle chaque année. Ils juroient d'être fidèles « au Seigneur & de garder les secrets de la Chambre (4). » Sous la date de 1395, on lit, dans le *Registre des nominations des Officiers du Forez*, qui fait partie des Archives de la Loire, les détails suivants : « Hugues, Clerc en la Chambre des comptes de Montbrison, à la pension de 30 francs, 10 setiers de seigle & 5 setiers d'avoine, nous a fait, dit le Duc de Bourbon, humble supplication que, à cause dudit office, où il nous a longuement servi & à graves peines & travaux, il a accoustumé à prendre chascun an, lui ont esté amoindris & ramenez à 10 francs & 5 setiers de seigle par an, dont il ne pourroit vivre & soutenir son estat, ainsi qu'il dit, implorant sur ce notre prévision, &c. » Le Duc lui restitua ses gages anciens.

Nous avons parlé ailleurs des attributions des *Notaires de la Chambre des comptes*. En 1368, il y avoit un *Receveur des revenus du Greffe de la Cour de Forez* qui rendoit ses comptes devant cette Chambre (5).

L'*Huissier de la Chambre* en 1365, outre ses gages ordinaires dont nous ignorons le chiffre, étoit nourri à l'hôpital de Montbrison : *Et habet victum suum in hospitali Montisbrisonis*.

PRÉVÔTS OU RECEVEURS DES CHÂTELLENIES

Dans chaque Châtellenie il y avoit un Prévôt. C'étoit un officier comptable chargé de recueil-

(1) Archives de la Loire. 2^e *Registre des nominations* : « Le seigneur de Couzan, est-il dit dans ce Registre, a montré biens qu'il est receu en fief & homage devans Monseigneur & aujourd'hui a baillé sa *nommée* des chouses qu'il tient & obtenu main levée, le 18^e may. »

(2) Archives de la Loire. 2^e *Registre des nominations*, année 1410. Dans ce même Registre, à la date de 1412, on voit que commission fut donnée par les Gens des comptes au Châtelain de Roannois de saisir

les terres, châteaux, maisons fortes, juridictions & rentes de Messire Jehan de Chastellus, Tachon, son frère, Hugues le Long, Joffrois de la Fourrest & autres, « pour avoir esté en arriere (de prestation de fiefs) sans licence de Madame (la Duchesse). »

(3) 2^e *Registre des nominations*. (Archives de la Loire.)

(4) *Registre des nominations*, année 1365.

(5) *Registre des nominations des Officiers du Forez*, mss. n^o 9890 de la Bibliothèque impériale.

lir, sous toutes leurs formes diverses, sur les fiefs & terres dépendant de la Châtellenie, les redevances des vassaux du Comte. Après déduction des dépenses auxquelles ils étoient obligés, les Prévôts faisoient le versement des deniers perçus entre les mains du Trésorier de Forez. Chaque année, ils rendoient leurs comptes aux Auditeurs de la Chambre ou Gens des comptes, siégeant à Montbrison (1). Ils étoient nommés par le Comte, ou, en son absence, par le Bailli, ou par les Gens des comptes. Cet office se nommoit une Prévôté, *prepositura*; il n'avoit aucun caractère juridique, comme celui des Prévôts de quelques pays voisins, qui étoient des Officiers de justice (2). Ces fonctions étoient le plus ordinairement remplies par des bourgeois; cependant on voit quelquefois, mais rarement, des nobles les exercer (3). Nous n'avons pas trouvé d'exemple que ces offices aient jamais été donnés à ferme en Forez, comme cela eut lieu en Beaujolais du temps de Jean II, Duc de Bourbon, en 1462 (4). Avant d'entrer en exercice, ils donnoient caution (5) & promettoient, sous la foi du serment prêté au Comte ou devant les Gens des comptes : *preposituram sibi concessam... bene & fideliter regere, censuque & redditus, usagia, obventiones & emolumenta... bene & fideliter levare, & de eisdem bonum & legitimum computum reddere domino comiti & solvere* (6). André de Quérélieu, Prévôt de Montlupt, jura *preposituram... ac officium bene & legitime ac fideliter regere & facere, etiamque exercere, jura, redditus, clamores & alia ad dominum comitem in ipsa prepositura pertinentia percipere, exigere & levare, & de ipsis dicta domino comiti legitime computare & solvere in pace* (7). En 1392, les Gens de la Chambre des comptes nommèrent André Tenet Receveur & Clerc du papier (8) des Châtellenies de Villereux & du Vernet : *Dantes & concedentes prenominate Andree plenam & liberam potestatem census, redditus, jura, deveria, usagia & emolumenta ad dictas receptas pertinentia, exigendi, levandi & colligendi, & ad quoscunque tenementarios & debitores compellendi, faciendi, &c., procurandi & exercendi omnia & singula que officium dictarum prepositurarum & papirorum & ad quolibet per bonum & fidelem prepositum & clericum papirorum noscitur pertinere, &c.* (9). Il fut mis en possession, comme d'usage, par un des Prévôts du voisinage (10), qui lui fit livrer les terriers, les lièves, papiers & registres de la Prévôté. — Les Prévôts percevoient

(1) Archives de la Loire, B. 15, Registre, 1190, n. B. 117.

(2) *Si coram preposito clamor motus fuerit, coram ipso cautio agatur.* (Charte de Belleville.) En Beaujolais, un Chevalier ne pouvoit être Prévôt; les bourgeois ne vouloient être jugés que par leurs pairs. *Miles non debet esse prepositus*, est-il dit dans les Chartes de Belleville et de Villefranche.

(3) *Registre des nominations*, passim.

(4) Dans le centre de la France, immédiatement sous les Baillis royaux, il y avoit des Prévôts royaux « placés à la tête des prévôtés, circonscriptions plutôt domaniales qu'administratives... » A la différence des Prévôts du Forez, mais seulement avant le règne de St. Louis, « ils affermoient aux enchères publiques les revenus des Prévôtés, qui se composoient : 1° du produit des domaines royaux; 2° des cens & autres redevances dus au Roi; 3° des amendes et des émoluments de justice jusqu'à un certain taux. » En Forez, on ne mit en adjudication que les fermes du papier des Châtellenies, c'est-à-dire les écritures relatives aux procès jugés par le Châtelain. Les Prévôts des Châtellenies du Forez n'avoient pas, comme les Prévôts royaux, une partie de la juridiction, de la police & autres pouvoirs administratifs, réservés aux Châtelains. Ils n'étoient qu'Officiers comp-

tables & en même temps administrateurs du domaine & des matières de finances. St. Louis supprima les Prévôts fermiers & les remplaça par des Prévôts qui reçurent un traitement fixe. (Boutaric.) Ce fut ce dernier système qui prévalut en Forez.

(5) Ils fournissoient une ou plusieurs cautions pour des sommes qui varioient suivant l'importance de la Châtellenie; on en voit de 50 livres viennoises & au-dessus. (*Registre des nominations.*)

(6) *Registre des nominations.*

(7) Ils faisoient des faillies fur ceux qui refusoient de payer les redevances; mais il falloit pour cela un ordre de la Chambre des comptes. 19 août 1183, commission des Gens des comptes de Forez, pour le Duc de Bourbon, au Prévôt de Laviçeu, de saisir & arrêter plusieurs cens & rentes sur le Seigneur de la Roue. (Invent. Lullier, Forez, n° 846.)

(8) Voir dans cet Essai le paragraphe consacré aux Clercs du papier.

(9) 2° *Registre des nominations*. (Archives de la Loire.)

(10) Ils étoient aussi mis quelquefois en possession & faisoient par le Châtelain du lieu (*Registre des nominations*, 1392), sur un mandement des Gens de la Chambre des comptes. (2° *Registre des nominations*. Archives de la Loire.)

les cens, abénévis (1), redevances, amendes, condamnations, compositions, droits de guet & garde (2); les droits de péage, de leyde, de fours (3), de dîmes (4); les rentes, tailles, tailles baptisées, bans de vin, gardes, *vestifons* (investitures de propriétés) (5); les droits de feux ou fourage, droits d'aunage pour les draps, de boulangerie, de boucherie; les arrérages des fermes (6). Ils étoient chargés, de plus, de la vente des bois coupés dans les forêts du Comte & de celle du bois mort (7); de la vente des diverses denrées ou produits des terres du Comte (8), ainsi que des objets payés en nature par les habitants de leur Prévôté. Ils étoient chargés de la tenue des terriers & de leur renouvellement. « Furent baillés à Barthélémy Fraytin, Prévôt de Crofet & Commissaire de renover le terrier dudit lieu, pour le fait dudit terrier, c'est affavoir deux roolles de parchemin, &c. (9). » Le parchemin étoit fourni par la Chambre des comptes, & c'étoit elle qui donnoit commission spéciale aux Prévôts de renouveler les terriers. Si la Chambre des comptes y consentoit, c'étoit devant les Prévôts qu'avoient lieu, dans chaque Châtellenie, les prestations de foi & hommage. Les Gens des comptes, suivant les cas, accorderoient des termes & répit de fiefs à ceux qui, pour une raison ou pour une autre, n'avoient pu les prêter (10). Les Prévôts, après avoir configné, par ordre, sur leur registre les recettes de l'année, y inscrivoient également leurs dépenses. On voit qu'ils avançoient les dépenses faites pour les réparations des châteaux du Comte qui se trouvoient dans la Châtellenie (11) à laquelle ils étoient attachés; qu'ils étoient chargés de faire des aumônes (12), de payer quelquefois certains Officiers du Prince (13), & de fournir à son hôtel des redevances en nature (14). Le reliquat des sommes versées entre leurs mains & de celles provenant de la vente des denrées étoit versé entre les mains du Trésorier de Forez. Les comptes des Prévôts étoient ouïs & clos chaque année, à Montbrion, par les Gens des comptes ou Auditeurs, dont faisoient partie, comme nous l'avons dit, le Trésorier & les Conseillers du Comte (15). Les gages des Prévôts varioient suivant le plus ou moins d'importance des Châtellenies; mais une partie de leur traitement étoit fixe. Ils fe payoient sur leurs recettes. On voit que le Prévôt de Sury le Comtal avoit 10 florins d'or petit poids de gages fixes & les émoluments sur ses recettes (16); un autre avoit 15 livres de pension annuelle, sans compter les bénéfices sur les perceptions (17). La Chambre des comptes, en approuvant la comptabilité des Prévôts, & sur la présentation de leurs lettres de nomination scellées & de leur quittance,

(1) Comptes d'André Valençon & Grégoire Clavel, Prévôts de Bellegarde. (Archives de la Loire, série B. 9. Registre.)

(2) *Registre des nominations des Officiers du Forez*, & Archives de la Loire, B. 12.

(3) Archives de la Loire, série B. 7. Comptes de Mathieu Ferrère, Prévôt de Fours (Fo r) (1382-1383).

(4) Archives de la Loire, série B. 11. Comptes du Prévôt de St. Héand.

(5) Archives de la Loire, B. 22, Registre (1382-1404). Comptes de Pierre Thevenard, Prévôt de la Châtellenie de la Tour en Jarez, & B. 517.

(6) Archives de la Loire, B. 26. Comptes de Jean de Vebret, Prévôt de Montbrion & de Savignieu, en 1399, & B. 38, 1410.

(7) Archives de la Loire, B. 41 (1410-1430); B. 37 (1410-1420); B. 30 (1403); B. 34 (1408).

(8) Dans les comptes de Jean Perrin, Prévôt de St. Just (1408), on trouve une vente de cuirs de cerfs au prix de 5 sols 10 deniers tournois. (Archives de la Loire, B. 34. Registre.)

(9) *2^e Registre des nominations des Officiers du*

Forez, année 1392.

(10) *2^e Registre des nominations*, 1398. (Archives de la Loire.)

(11) Archives de la Loire. Comptes du Prévôt de Bellegarde, de 1399, B. 26. — Comptes du Prévôt de St. Vidor, de 1410. Archives de la Loire, B. 37. — Comptes du Prévôt de Virignieu, de 1410-1425. Archives de la Loire, B. 36. — Dans un compte de 1353, on voit que Jean de Montecamillo, *prepositus Donziaci, computavit solvissse, pro reparacione edificiorum castri Donziaci, VI^{ss} XII. II s. VII d. fortis monete, XI flor. parvi ponderis & 1 gr.* (Archives de la Loire.)

(12) Archives de la Loire, B. 30; Reg. & B. 38 (1410-1527).

(13) Archives de la Loire, B. 34. Registre (1408-1409).

(14) Ils fournissent des gelines (poules), des cornils (lapins), des lièvres, des moutons, des agneaux, de la cire, du vin, du seigle, de l'avoine, du froment, &c., &c.

(15) Comptes des Prévôts du Forez (1407-1408). Archives de la Loire.

(16) *Registre des nominations*.

(17) *Ibidem*.

déduisoit leur traitement de leur recette. On voit dans les OEuvres d'Henrys (1) qu'ils avoient encore, au XVII^e siècle, le droit de prélever le quart des lods. — Les Prévôts cumuloient quelquefois les fonctions de Clercs du papier. C'étoient, comme nous l'avons dit, des Greffiers attachés à la Cour de chaque Châtellenie, à qui étoit confiée, outre ces attributions, la perception des deniers provenant des droits d'enregistrement, assignations, amendes, condamnations & autres droits de justice (2). En 1392, Jean Reynaut fut nommé Prévôt & Clerc des papiers de Montbrison : « auquel Jehan Reynaut, est-il dit dans l'ordonnance de nomination, avons donné & donnons plein pouvoir & mandement especial de fere, regir, conduire & exercer lefdits offices des prévosté, papiers & garnisons par la manière que à bon & loyau officier appartient à fere (3), &c., & donnons en mandement à nostre Bailly de Fourrois & à nostre Chastellain de Montbrison que ledit Jehan Reynaut defdits (offices) li baillent la possession & saisine & d'iceulx le facent joir & ufer. Donné sous nostre seel le vi^e jour de novembre 1392 (4). » Les Gens de la Chambre des comptes recevoient le serment des Clercs du papier, comme de tous les Officiers comptables dont ils exigeoient des cautions suffisantes. Les serments & les mentions des cautions fournies étoient enregistrés à la Chambre, & les Gens des comptes donnoient mandement aux Châtelains ou à leurs Lieutenants de mettre en possession & saisine les nouveaux titulaires (5). En l'absence du Comte, c'étoient eux qui nommoient les Clercs du papier comme les Prévôts (6). Lorsqu'il y avoit un Clerc du papier à côté du Prévôt, c'étoient les Clercs qui étoient spécialement chargés des papiers, terriers, lèves & autres documents touchans & appartenans à leurs dits offices (7). Les fonctions de Clerc n'étoient détachées de celles du Prévôt que dans les Châtellenies les plus importantes. Dans les Châtellenies secondaires, c'étoit, comme nous l'avons dit, le Prévôt qui, par suite de la modicité de ses gages, cumuloit les deux fonctions (8). Outre leurs gages fixes, les Clercs du papier avoient « des droits, franchises, libertés, prouffits & émolumens (9). » Dans certains cas, les Sergents de la Châtellenie étoient placés sous leurs ordres.

Dans un compte des ventes de denrées faites dans les Châtellenies du Forez (10) en 1446-1451, on voit quel étoit leur prix courant. Le froment y est estimé tantôt 20 sous, tantôt 26 sous 7 deniers le setier; le seigle, de 12 sous 6 deniers à 20 sous le setier; l'avoine, 10 sous le setier; l'orge, de 8 à 10 sous le setier; le vin, de 8 sous 9 deniers à 15 sous l'année; le foin, de 4 à 5 sous la touffe; la paille, 11 sous 1 denier le cent de bottes; les noyaux de noix, de 3 sous 6 deniers à 3 sous 9 deniers la quarte; l'huile, 1 sou la livre & 7 sous 6 deniers à 10 sous la quarte; le fel, de 7 sous 6 deniers à 8 sous 1 denier la quarte; un agneau, 2 sous; un lièvre,

(1) T. I^{er}, p. 345.

(2) On trouve des Clercs du papier dès 1338, *tenentes papirum curie castellani Montisbrisonis*. (Iuvient. Huillard-Breholles, n° 2191.)

(3) « Et lui donnons plain pouvoir, autorité & mandement especial de lever, cueillir & recevoir tous les cens, rentes, tailles, exploits de justice & autres redevances, droys & usages quelzconques appartenans à ladite recepte, & toutes autres & singulieres chouses faire, procurer & exercer que audit office & à tout bon & loyol officier & prevost puet & doivent appartenir. » (Nomination du Clerc du papier de la ville de Feurs & Prévôt & Receveur dudit lieu, en 1392. *Registre des nominations des Officiers du Forez* en 1392.) — « Et en outre, est-il dit dans une autre nomination de 1392, lui avons donné pouvoir de recevoir, registrar, grossier & autres chouses qui audit office puent & doyvent appartenir. »

(4) *Registre des nominations*.

(5) 2^e *Registre des nominations*. (Archives de la Loire, année 1392.)

(6) Jean Michelet, en 1380, fut nommé Prévôt & Clerc du papier à Virieu & à Chavanay, *per dominos auditores, videlicet dominos Baillivum, Thesaurarium & Capitaneum predictos*. (*Registre des nominations*.)

(7) 2^e *Registre des nominations*. Archives de la Loire, année 1392.

(8) 2^e *Registre des nominations*, année 1398. Archives de la Loire.

(9) 2^e *Registre des nominations des Officiers du Forez*. Archives de la Loire.

(10) Archives de la Loire, série B., n° 50. Je dois ces indications & évaluations à mon ami & collaborateur M. Guigue, ancien élève de l'Ecole des Chartes.

2 fous; un lapin, 20 deniers; une oie, 2 fous; un chapon, 2 fous; une perdrix, 1 fou; une poule, 12 deniers; un pouffin, 6 deniers; un fromage, de 2 deniers à 1 fou. — Dans des comptes rendus par André Valançon & Grégoire Clavel, Prévôts de Bellegarde de 1383 à 1403 (1), on voit que le seigle est estimé de 16 à 22 fous 6 deniers le setier; le vin, de 6 fous 3 deniers à 7 fous 6 deniers l'année; un agneau, 2 fous 6 deniers; un lièvre, 2 fous; un lapin, 2 fous; une poule, 12 deniers; la peau d'un cheval, 2 fous 6 deniers; une ferrure en fer & fa clé, 5 fous.

IMPÔTS, REDEVANCES, SUBSIDES

EXEMPTIONS DE DROITS ET SERVICES SEIGNEURIAUX

Avant 1265, les Comtes de Forez levoient, aussi souvent qu'il leur plaîtoit, des subsides sur leurs sujets : *Nos Raynaudus, comes Forensis..., & antecessores nostri, consueverimus levare ab hominibus morantibus in villa & parrochia Savigniaci, Montisbrusonis & Cromayren, Lovell & de Berbigneu, ad castellum nostrum Montisbrusonis spectantibus, complyntas quotienscumque & quondocumque nobis placebat, &c.* (2). — Au mois d'octobre 1265, à la prière des habitants de ces paroisses (*dictis hominibus se graviter de hoc conquerentibus & asserentibus se esse super hoc honoratos quam plurimum & gravatos, supplicando nobis ut intuitu pietatis in hac parte misericorditer & micus ageremus cum eisdem, &c.*), le même Renaud de Forez restreignit son droit, jusque-là sans limites, & promit, pour lui & ses successeurs, de ne lever des *complaintes*, c'est-à-dire *tributa que per vim imponuntur* (3), que dans trois cas seulement (4) : 1° quand le Comte voudra marier ses filles; 2° quand il sera fait Chevalier; 3° quand il ira outre-mer au secours de la Terre-Sainte : *Primus casus, quando nos vel heredes seu successores... voluerimus nostras filias maritare; secundus casus est quando comes Forensis de novo fuerit miles; tercius est quando contigerit (nos vel successores) ire ultra mare in subsidium Terre Sancte* (5). Guy VI confirma ce déditement en 1278 : *Nos Guiotus, comes Forensis, notum facimus... quod nos & predecessores nostri plura gravamina intulerimus hominibus & subditis nostris comitatus nostri Forensis... faciendo eis questas & complaintas immoderatas & alia que longum est singula enarrare... donamus & concedimus universis & singulis fidelibus & tenementariis nostris in comitatu predicto constitutis... quod ipsi in mutatione novi domini, sive ille novus dominus sit filius, frater, avunculus, &c., in rem nullam pecuniariam, seu aliam recognitionem, seu investituram pro rebus quas a nobis tenent, dare novo domino, quicumque sit, vel alii pro ipso, aliquatenus teneantur* (6).

Les principales sources du revenu du Comte de Forez consistoient : 1° en impôts levés en argent ou en nature par les Châtelains ou les Prévôts; 2° droits de sceaux, levés par la Chancellerie; 3° frais de justice, amendes & condamnations pécuniaires; 4° subsides; 5° fermes de terres, prés, fours, &c.; 6° droits de leyde; 7° droits d'investitures; 8° produits des étangs, des bois, des péages, des greniers à sel. Les impôts ou redevances que le Comte prélevait sur les vassaux & les habitants de ses domaines (7) se présentoient sous les formes les plus multiples & par conséquent les plus vexatoires. Nous n'entrerons pas dans l'explication détaillée de ces

(1) Archives de la Loire, série B., n° 9. On trouve dans ce compte une mention des réparations faites au donjon de Bellegarde en 1383 : *Item, solvi dictus prepositus, pro quibusdam reparacionibus factis in dongione castri Bellegarde, a die ultima mensis Januarii, anno Domini m° ccc° octogesimo tercio, & in certificacione super hoc facta contentis & declaratis, ii franc.*

(2) Voir nos Preuves, n° 74 bis.

(3) Ducange, Verbo *Complainta*.

(4) Cette taille étoit ordinairement à quatre cas. (Voir ci-dessus le *Glossaire* de M. L. Pierre Gras, p. 120, au mot *TAILLE*.)

(5) *Ibidem*.

(6) Preuves, n° 80.

(7) Les Clercs & les maisons religieuses étoient exempts de la plupart des redevances publiques, dans le Comté comme dans les villes privilégiées. (Charte de Montbrison, &c.)

diverses redevances, subfides, fermes & droits seigneuriaux, M. L. Pierre Gras ayant traité ces matières en pleine connoissance de caufe dans cet ouvrage. Nous ne pouvons que renvoyer le Lecteur à son *Glossaire... concernant les droits seigneuriaux, les coutumes féodales, &c.*, inféré ci-deffus dans nos Pièces supplémentaires, pages 114 & fuivantes. On pourra notamment confulter les mots fuivants : *Ban de vin, Bannage, Blande ou Fouage, Capitainage, Cens & Servis, Champard, Charnage, Dîme, Dronilles, Faitage, Fouage, Fournage, Franchife, Introe, Leyde, Lods & Ventes, Moiffon du Prévôt, Pacage, Pâturage, Péage, Portage, Quartage, Quint & Requit, Taille baptifée, Taille aux quatre cas (1), Vintain, &c.* — Un des principaux revenus du Comte étoit les amendes & condamnations judiciaires, dont la majeure partie entroit dans fon Tréfor. Nobles & roturiers, perfonne n'étoit à l'abri de ces amendes arbitraires, qui fouvent étoient énormes. Jocerand, dit Parfeval de Lavieu, Sire de Feugerolles, Damoifeau, fut obligé de vendre au Comte de Forez Jean I^{er} fa maifon forte de Marcloup & fes appartenances, pour fe libérer d'une amende de 1,500 livres vicnoifes à laquelle il avoit été condamné envers lui par le Bailli de Forez pour méfaits commis dans le Comté (2). — Nous devons mentionner que certaines redevances étoient données à ferme par adjudication au plus offrant. L'adjudicataire étoit tenu de fournir des cautions folitaires. Ainfi, en 1410, étoient donnés à ferme fous cette forme le *ban du vin*, le *grand poids de Montbrifon*, ainfi que la leyde, le péage, la dîme, la leyde du fel, les fours banaux des Châtellenies (3). Les diverfes Chartes de privilèges des villes du Forez énumèrent les exemptions d'impôts ou redevances accordées par les Comtes à leurs habitants. On y voit qu'ils furent exemptés de toutes tailles, collectes, exactions forcées, coutumes, leyde, &c.; mais qu'après l'octroi de la franchise, ou lors de fes confirmations, que le Seigneur multiplioit le plus poffible, ils étoient tenus de payer une certaine fomme. En 1278, le Comte de Forez, comme nous l'avons dit plus haut, pour dédommager fes fujets, & les habitants de Montbrifon en particulier, des exactions qu'il leur avoit impofées par le paffé, les exempta de l'obligation de payer quoi que ce fût pour les chofes qu'ils tiendroient de lui à titre de reconnoiffance de nouveau Seigneur (4). Le Comte accordoit quelquefois des exemptions aux Abbayes & aux Prieurés de fon Comté. C'eft ainfi qu'en 1229, les hommes appartenant à la Maifon de St. Jean de Jérufalem, dans tout le Forez, après avoir été affimilés, pour la levée des tailles, aux tenanciers des Chevaliers de la terre du Comte, furent exemptés du droit d'oft & de chevauchée (5). En 1239, Guy IV accorda une exemption de toute *collecte & taille* à tous les hommes que l'Abbaye de Bonlieu « a hébergés ou hébergera fur fes terres (6). » En 1273, les Frères de St. Jean de Jérufalem en Forez, outre le droit exceptionnel qui leur fut accordé d'acquérir des fiefs & héritages, furent confirmés dans l'exemption des droits de péage (7). Parfois auffi le Seigneur accordoit, mais rarement, à des nobles ou à de fimples bourgeois des exemptions de droits de toute forte. Ainfi, Guy IV, en 1228, accorda aux membres d'une famille qui lui avoient rendu de grands fervices, à Thomas, Pierre & Hugues de Vernet, ainfi qu'aux héritiers d'Etienne de Vernet, bour-

(1) Voir auffi ce qu'en dit Soryer du Lac dans fes *Observations fur les Tribunaux du Forez*. Il existe dans les Archives de la Loire, férie A. 75, un Regiftre du rôle de la taille baptifée due à Louis II, Duc de Bourbon, en 1397, par les habitants de la Châtellenie de Lavieu; & dans les mêmes Archives, férie A. 95, un autre Regiftre de la même taille annuelle & perfonnelle de la Prévôté de Feurs, en 1473. Il y avoit auffi des redevances exceptionnelles & qu'on ne levait que dans certaines circonftances. Ainfi, en 1592, pour faire face aux réparations des murs du château & de la fortereffe de Montbrifon, on leva un *aide ou treuage (fic)* fur le pain qui fe vendoit en détail dans la ville. Ce fubfide fut mis

aux enchères à la crie & adjugé au plus fort enchériffeur. (Ordonnance de Louis II, Duc de Bourbon, citée à cette date dans nos Notes.)

(2) Invent. Huillard-Breholles, n° 1781. Archives de l'Empire, P. 1593^a, c. 295. Voir auffi le mot AMENDES, dans notre *Effai fur les pénalités du Forez au moyen âge*, p. 209 de nos *Pièces supplémentaires*, &c.

(3) Archives de la Loire, férie B. 17. Le port de Cleppé étoit affermé 12 fols 6 deniers.

(4) Invent. Huillard-Breholles, n° 643 a.

(5) *Ibidem*, n° 132.

(6) Invent. Huillard-Breholles, n° 204.

(7) *Ibidem*, n° 551 a.

geois de Montbrifon, l'exemption de tout péage, leyde, coutume, pontonage & droit de poids sur leurs marchandises pefées, *nec in nostrum exercitum, cavalgiam, gaytiam, exchargitiam ire teneantur* (1). Ainsi encore, Arnulfe Chauderon, Chevalier, Seigneur de la Ferté & de la moitié de Roanne, en récompense des services que lui avoit rendus Durand Vilain, son homme, demeurant à Roanne, l'affranchit, en 1270, de tout service roturier, tel que taille, charroi, manœuvre, complainte, chevauchée; ce qui fut confirmé par le Comte de Forez, Renaud (2). En 1272, le même Comte ayant donné en emphytéose, à Maître Pierre Chalcha, moyennant un cens annuel de 5 sols viennois, une maison avec cour & dépendances, sise à St. Haon, affranchit cette maison de toute taille, chevauchée, cor & cri (*cornu, crito*), complainte & autres redevances serviles (3). Sous la date de l'année 1277, se trouve un acte du Comte confirmant une sentence par laquelle les habitants de Champs étoient exemptés de contribuer à l'impôt du vingtième (4). Enfin, en 1292, le Comte de Forez affranchit le nommé Durer du Bois & ses hoirs à perpétuité, de divers services roturiers dont il étoit tenu envers lui, moyennant le paiement de 20 livres tournois & de 60 sols (*de drueriis*, drouilles, droit de lod). Il fut dit, dans les lettres d'exemption, que le Châtelain ou le Prévôt de Crozet ne pourroit prendre les chevaux de Durer, si ce n'est pour la chevauchée ou les grandes affaires du Comte, ou à moins que le Comte ne fût de sa personne dans le Roannois (5).

Contributions & redevances dues au Duc de Bourbon, Comte de Forez, dans l'étendue de la Prévôté de Montbrifon & de Savigneu, au commencement du XV^e siècle (1400). Cens, rentes, abénévis, tailles, servis, vestifions, introge, fouages ou feux, droits d'aunage, coutumes des boulangères, coutumes des tortières, coutumes des bouchers, péages, leyde, leyde du fel, ban du vin, fours banaux (6).

Voici quelle étoit, au commencement du XV^e siècle, l'affiette de l'impôt à Montbrifon, si toutefois on peut donner ce nom à l'ensemble des redevances & contributions que le Duc de Bourbon percevoit dans l'étendue de cette Prévôté. — C'étoient d'abord, comme dans les autres Châtellenies, les *cens, rentes & abénévis* de Montbrifon, redevances territoriales dues annuellement par les tenanciers d'héritages au Seigneur foncier; cette contribution, pendant les années 1399 & 1400, s'éleva à la somme de 62 livres 8 sols 9 deniers (1,248 francs environ); — puis, les *tailles & servis* de Savigneu, droits qui, pendant chacune de ces deux années, produisirent 20 livres 19 sols 10 deniers tournois (420 francs environ); — enfin, les *rentes & servis* dus par les tenanciers ruraux de Montbrifon & de Savigneu, redevances en nature qui, pendant les mêmes années, donnèrent 4 tonneaux, 10 ânées & 22 quarts de vin; 10 metiers & demi de froment; 11 fetiers, 12 metiers de seigle; 17 metiers d'orge; 4 gellines; 48 chapons; 4 oies; 24 livres & demi de cire; 1,944 bottes de paille & 39 trouffes de foin. — Venoient ensuite les *vestifions*, fortes de droits proportionnels établis pour toute transmission de propriété, soit entre vifs soit par décès, & que l'on payoit au Seigneur lorsqu'on entroit en possession d'un héritage censier mouvant de sa directe. Ce droit étoit alors du 12^e de la valeur estimative de l'immeuble provenant d'un legs ou d'un héritage, & du 6^e du prix de l'immeuble transmis par voie d'acquisition, échange ou donation. Ces droits, dans l'année 1400, s'élevèrent à la somme de 55 livres

(1) Invent. Huillard-Breholles, n° 131.

(2) Invent. Huillard-Breholles, n° 504.

(3) *Ibidem*, n° 534. Il faut remarquer que dans ce cas la maison du Comte, donnée en emphytéose, étoit un franc fief.

(4) Invent. Huillard-Breholles, n° 620 a.

(5) Invent. Huillard-Breholles, n° 888. Cartulaires

des francs fiefs du Forez. — Archives de l'Empire, P. 1401^a, c. 1076, n° 36.

(6) C'est à M. André Barbon, ancien Archiviste du département de la Loire, que nous devons l'obligeante communication de cet intéressant travail sur les redevances de la Prévôté de Montbrifon & de Savigneu.

17 fols 6 deniers tournois (1.117 fr. 50 c. environ). — Les *vestifons* comprenoient encore l'*introge*, droit d'investiture que l'on payoit en entrant en possession d'un établissement commercial, d'un magasin, &c.; puis les *seux* ou *fourages*, impôt personnel & mobilier établi sur chaque foyer ou chef de famille. En 1399 & 1400, ce droit étoit uniformément fixé à 2 fols 6 deniers (2 fr. 50 c.) pour chaque feu. Montbrifon comptoit à cette époque, en dehors du château, 204 feux, non compris ceux des Notaires, Sergents & autres Officiers exempts de cet impôt. Indépendamment de ces contributions, communes à toutes les autres Prévôtés, les habitants de Montbrifon étoient encore assujétis à certains droits spéciaux, tels que les coutumes, fortes de patentes établies sur les drapiers, boulangères, tortières & bouchers de la ville. — La coutume des drapiers, appelée *droit d'aune*, étoit, en 1399 & 1400, fixée pour chaque marchand au prix de 6 fols tournois (6 fr.) par an. Montbrifon renfermoit alors 6 drapiers, fans compter un nombre au moins égal de marchands étrangers, qui venoient chaque année de La Chaife-Dieu & de St. Bonnet le Château s'établir à Montbrifon, pendant un certain temps, pour y exercer leur commerce. Le *droit d'aunage* étoit également pour eux de 6 fols tournois. — La *coutume des boulangères* étoit un droit fixe de 2 fols 4 deniers (2 fr. 30 c.). La boulangerie, au commencement du XV^e siècle, étoit, à Montbrifon, l'apanage exclusif des femmes, & cette ville comptoit alors 13 boulangères. — La *coutume des tortières*, droit établi sur la boulangerie commune, étoit de 12 deniers par an. Montbrifon ne comptoit également que 5 tortières en 1399 & en 1400. (La torte étoit le pain de feigle). — Enfin la *coutume des bouchers*, fixée au prix de 2 fols 8 deniers (2 fr. 60 c.). En 1400, Montbrifon comptoit 10 bouchers. — Le Tréfor du Duc puisoit encore à d'autres sources. La *leyde*, le *piége*, le *ban du vin* & les *fouris banaux*, que la Chambre des comptes affermoit chaque année, & que l'on adjugeoit aux enchères, venoient grossir encore d'une manière notable les revenus de cette Prévôté. — Le *piége*, droit d'entrée établi sur les bestiaux mis en vente sur le marché de Montbrifon, fut en effet affermé, pour 3 ans, 50 livres (1,000 fr. environ) en 1415 & 23 livres en 1389. — La *leyde*, droit perçu sur les céréales & denrées de tout genre, exposées en vente dans cette ville, produisit, en 1400, 435 livres tournois (8,700 fr. environ), somme sur laquelle le Chapitre de Notre-Dame préleva à lui seul 360 livres. — On voit que les 60 livres fortes dont Guy IV avoit autrefois doté la nouvelle église, & que devoit fournir le marché de Montbrifon, s'étoient depuis singulièrement multipliées. — Une note, inscrite sur la dernière feuille du *Livre des compositions*, nous donne l'énumération d'une partie des denrées fournies à ce droit. La voici : — « S'enfuivent les droits du *piége* & de la *leyde* de » Montbrifon : — *Les choses qui doyvent paier entier : Amendes, gingembre, poyvre, canelle.....* » *saffrein, citonal, cire, curen, coton filé, coton battu, cuys peloux* (non corroyés), *cuys ouvés, chier-* » *rotins* (peaux de chevreaux), *piaux de lièvres, piaux de conils* (de lapins), *piaux de volp* (de » renard), toute pléterie, drap de layne, de foye, chevaux de prix, basenes verd & rayés, cube- » res, anys, cif, regalice, grains de paradis, sucre. — *Choses qui doivent demi paier :* — *Figues,* » *rayfin, poisson sale.....* tous huyles, estamines, mercerie, violette, gris, cordonnau adoube. » — Le *ban-vin* ou *ban du vin*, qui déignoit également le droit qu'avoit le Seigneur censier d'accorder l'autorisation de vendre du vin dans l'étendue de son domaine; la vente du vin; enfin l'impôt prélevé sur cette vente. Le ban du vin avoit lieu à Montbrifon, au mois de mai de chaque année, & la vente se faisoit au lieu de la Barrière. En 1412, il fut acensé 65 livres; en 1489, 112 livres; en 1491, 92 livres, & 110 livres (2,200 fr. environ) en 1492. — Les *fouris banaux* de Montbrifon étoient au nombre de trois : le four de la Barrière, le four de la Cordonnerie & celui du Marché, qui furent affermés, en 1489, le 1^{er} 10 livres, le 2^e 15 livres, & le 3^e 17 livres en 1412. — Enfin la *leyde du sel*, qui étoit également une source de revenus importante, car elle fut affermée, pour 3 ans, 90 quartes en 1413, & 504 quartes, pour le même temps. en 1492. (La quarte de sel valoit alors de 8 à 10 fols tournois.) »

LE TRESORIER DE FOREZ

C'étoit le Receveur général du Comté. Il devoit tenir registre des recettes & dépenses de toute sorte. Le Chancelier & les Prévôts, ou Receveurs des Châtellenies, les Clercs du papier & tous les comptables verfoient leurs recettes entre ses mains, déduction faite de toutes les dépenses ordonnées par le Comte ou les Gens de la Chambre. Comme membre de la Chambre des comptes, il étoit appelé à contrôler la comptabilité de tous les Officiers de finance & à délibérer avec ses collègues sur le règlement de leurs comptes, excepté sur celui de ses comptes particuliers. Il ne devoit faire aucun paiement sans un ordre du Prince, que sur *lettres de mandement* de tous les *Auditeurs de la Chambre*, ou au moins de deux, & il falloit encore que ces lettres fussent signées par un des notayres de la Chambre, à la relation de ceux qui donront lesdites lettres scellées des sceux de ceux qui donront lesdits mandemens (1). — Voici les instructions que le Comte donnoit à son Trésorier vers 1316 (2) :

« Le Trésorier, dans ses comptes, mettra ensemble la somme des cens, la somme de la taille, la somme des vestifons, des amendes, des valeurs des péages, des leydes, des fours & autres choses qui s'acencent ou se rendent en argent, la somme des blés vendus dans chaque chasteau du Comte, les dimes. » Ces comptes devoient être dressés chaque année d'après ceux des Prévôts. Le Comte s'engageoit à les entendre ou à les faire voir par son Lieutenant. Pour chaque compte, il devoit donner lettre de quittance. Le Lieutenant ne pouvoit délivrer qu'une lettre de témoignage jusqu'au retour du Comte.

« Et veez l'exemplaire commant li diz tresoriers contera : Parmierement, par le cens de Saint Bonet, xx lib. — Item, por la taille dou dit lieu, x lib. — Item, por les emandes dou dit lieu, c lib. — Item, por les vestifons dou dit lieu, xxx lib. — Item, por la leyde dou dit lieu, 1 lib. — Item, por la valour dou four, x lib. — Item, por tel quantité de blé de tel chatel, vendu à tel perfonne, tel homme, & si en fera recepta par foy des blés vendus. Et aussi meymes ordenera fou conte des blez, quar il metra por le cens de tel chastel xxx festiers de segle, xx festiers d'avoïne. — Item, por le disme & por le quart, tant, & ensi fera de tout le remanant. — Item, volons & ordenons que des fins en quoy li chatellain nous demorront devant, de ce qu'il ne porront avoir levé bonement au temps, li tresoriers en contera en son conte de l'an après & dira ensi : autre reliquat de deners por fins des... passé : Parmierement, por la fin de mars, tel homme. — Item, por la fin de fevrier, tant ; & ensi devra faire de toutes les fins de blez, d'argent & d'autres chouses. — Item, volons & ordenons que li tresoriers, Monsieur Reynaun de Langes & Guillemins, nostre clerc, ensemble, facent les ascencemens de toutes les choses que l'on a coustume d'acenser & que l'on devra acenser por le temps à venir, & qu'il vendent nos blez, nos vins, nos boys & toutes autres chouses que l'on devra vendre. Et si ensi est que li trois n'i puissent estre, nous volons que li deus y foient ; & volons que, avant que il delivrent nul acencement ne marché qu'il ayent fait, qu'il les nous signifient si nous summes ou pais, & si nous n'i fumes, si le signifient à celi qui pour nous y fera en tele manere que de nostre volonté, ou de celi qui pour nous feront au pais, delivrés les chouses dessus dites. — Item, volons & ordenons que tuit li acencement soient fait desormais de l'une feste saint Baptiste à l'autre, & non mie à autre terme, si ce n'estoit aucune chouse en quoy Messire fait son grant profit. — Item, volons & ordenons que de tous les acencemens soit fait, chascun an, trois peres d'efciz, desqueuz li tresoriers en ait une par foy, Monsieur Reynaun une autre qu'il remettra en la Chambre des

(1) *Registre des nominations des Officiers du Forez*,
n° 9890 des mss. de la Bibliothèque impériale.

(2) Même *Registre*.

comptes, & Guillemins une autre qui fera pour nous & nous le rendra. — Item, volons & ordenons que, au premier conte que rendront nostres chatelains, ou devant, se faire se peut bonnement, leur soit commandé, & sur bonne poynce, que de novel il facent li trois choufes en la chastellenie, & les facent refaire par main de notaire. — Item, volons & ordenons que à tous les contes des chatellains soit apporté le paper Monsieur Reynauz de Langes en quoy il met les vestifions pour l'an dit que font les personnes qu'il aura vesti; & s'il y avoit clerc ou prestre qu'il eust vesti, nous ne volons que la vestifion soit tenue, ancois volons que la chose soit retenue pour nous, si ensi n'estoit que le clers ou li prestres eussent signifié la choufe... — Item, volons & ordenons que les compulsiions des chatellains & des autres que nous devrons de leurs fins soient faites par nostre lettre, ou en nostre absence par la lettre de nostre lieutenant, & en l'absence de nous deus, par la lettre du tresorier. — Item, nous volons & ordenons que le premier jour des contes, en la presence de tous les receveurs desdiz contes, ceste ordonnance soit leue en tele manere que il l'ayent bien en memoire. »

En 1334, le Comte de Forez fit une nouvelle ordonnance pour définir les attributions du Trésorier (1). En voici le texte, qui se trouve également dans le *Registre des nominations* :

« C'est l'ordenance, comme le dit Martins Ogiers, bourgeois de Montbrison, Trésorier de Forez, doit compter : Parmerement il contera, chascun an deus foys, de ce qu'il aura receu tantost amprès ce que li chatelain auront conté des rantes & de leurs fins, & contera des rantes & des tailles de chascun chatel pour foy, & dira ensi : pour les cens & la taille de tel chatel,omme..., & ensi fera de tous les autres, c'est à entendre de ce qu'il aura receu. — Item, pour les vestifions de tel chatel,omme..., & ensi fera de tous les autres. — Item, pour les emendes de tel chatel, telomme, & ensi fera de tous les autres. — Item, pour tel quantité de blé de tel chatel, vendue telomme, & contera de chascun blé pour foy, & ensi de tous les autres. — Item, pour la layde & le peage de tel lieu, telomme. — Item, pour le foin de tel lieu, assensé telomme. — Item, contera ensi meymes des biens vendus, des prael & des autres qui se vendront ou s'ascenceront, de tel chatel, telomme, & ensi de tous les autres. — Item, contera des fins que li chatelain & prevost demorront devant pour leurs contes de chascun chatel & paremant pour foy comme dessus; c'est assavoir de ce qu'il en aura receu; & fera la recepte desdites fins pour foy amprès toutes les autres receptes dessus dites & amprès toutes autres receptes. Et generalement il contera de toutes les choses fuidites & de toutes autres receptes ordinaires ou extraordinaires qu'il fera chascun an pour foy en la maniere que dessus est escript. C'est à savoir de ce qu'il aura reçu tant seulement. »

C'est la teneur de la lettre del poer qu'il a de recevoir que s'en feust :

« Nous, Guis, conte de Fourrois, faisons assavoir à touz ceux qui ces lettres verront, que nous avons ordené & ordenons nostre amé & feal bourgeois de Montbrison, Martin Ogier, nostre tresorier & nostre receveur de toutes nostres rentes & deners & des autres, yffues de nostre terre, & des autres choufes que pertient audit office, ausi comme il est plus pleinement en un autre escript baillé audit Martin souz nostre scel. Pour ce, mandons & commandons, pour la teneur des prefans, à touz nous chatellains, prevoust & autres receveurs & sujeits de nostre terre, que audit Martin, es choufes touchans & pertenez audit office, obeissent comme à nous. En tesmoien desquelles choufes y avons fait mettre nostre scel. Donné le lundi amprès la feste saint Barnabé, apostre, l'an de grâce M. CCC. XXXIII. »

Les textes de ces ordonnances, qui règlent les questions administratives, sont trop importants pour que nous ne reproduisions pas celui d'un autre acte de ce genre qui fut publié en 1346, & que nous empruntons également au *Registre des nominations des Officiers du Forez*.

(1) En 1333, il y avoit une autre Ordonnance dans la même loi, mais moins explicite. (*Registre des nominations des Officiers du Forez*. Bibliothèque impériale, mss. 9890.)

C'est l'ordonnance faite sur le fait du Tresorier par Monseigneur Gui, conte de Fourcqs, le X^e jour de fevrier, l'an de grace mil CCC XLVI.

« Parmerement, que le diz tresoriers compte de la valeur d'un chascun chafstel pour li, selon l'ordonnance & l'ordre acoustumé de ordener les comptes. — Item, que le diz tresoriers compte en recepte des cenz & tailles deldiz chastiaux, emolumens, ascencemens, ventes de blez & de toutes autres obventions d'une chascune chouse par soy distraitemet, c'est assavoir des sommes qu'il en aura receu, & tout ainsi en fasse mencion en les lettres qu'il en donra; & de toutes autres receptes extraordinaires qui ne descendent de valeur acoustumée de chastiaux, il comptera tout par soy, comme des esmendes qui viendront par les procureurs & par les inquisiteurs, & de toutes autres chouses extraordinaires, quelles qu'elles soient. — Item, que en sadite recepte & en toutes lettres qu'il donra de paiement, il mette expressement toutes les monnoies qu'il recevra d'or ni d'argent par telle maniere: receu de tel telle somme d'argent en telle monnoie d'or corrent, par tel pris, & le demorant en monnoie corrent; quant il recevra, avec ce, monnoie qui aura commun cors & des... veylles & nouvelles & de toutes autres debtes deus à Monseigneur qui chorront en sa recepte, il recevra & comptera de telles monnoies ou en telle valeur comme elles feront deus. — Item, que quant ledit tresoriers aura aucune bonne somme d'argent par devers lui, il le fera assavoir en la Chambre des comptes, & en quelles monnoies, pour avoir conseil sur le change des monnoies au profit dudit Monseigneur. — Item, que lediz tresoriers compte en sadite recepte de la valeur du change des monnoies & de tout profit qu'il en aura par change ou par mise; especiellement nommera les changeurs à qui il chengera lefdites monnoies, les sommes, le jour, le lieu & les personnes aussi à qui il fera payemens ont il aura profit & les sommes qu'il leur vandra, & en quelles monnoies; & en les confessions d'iceux qui les recevront feront aussi expressees les monnoies. — Item, que nul despenses de Monseigneur, comme les clerks qui sont les despens de son aultel, de ma dame, ou des enfans, ses confierges, son pannetier, ne nulz autres, ne pensionnaires, ne despens de cause, ne despens destanz, ne prandront deners fortz devers le tresoriers; & que nulz des prevoz ou receveurs de Monseigneur ne baillie nulz deners de sa recepte fortz audit tresorier, excepté pour faire les despens des reparacions des chastiaux, des aumosnes & d'autres menues despens acoustumés de necessité à faire pour les chastiaux. — Item, que Monseigneur estant en son palais ou dehors, nulz ne commandera de bailler deners ne en donra lettre de mandement, fors que deux des auditeurs de la Chambre ou touz ensemble, s'il y estoient, & seront signées lefdites lettres par un des notaires de la Chambre, à la relation de ceux qui donront lefdites lettres, & feellées des seaux de ceux qui donront lefdits mandemens. — Item, que lefdiz tresoriers qui est à present, & tous autres ses successeurs audit office, jurent sur les saints évangiles de tenir, garder, accomplir toutes les chouses dessus escriptes, & les auditeurs & clerks de la chambre des comptes qui à present sont & seront pour le temps à venir jurent aussi de faire tenir, garder & accomplir à leur povoir les chouses dessus escriptes, ou que, au cas que lefdits tresoriers ne le voudroient faire, ils le revelassent audit Monseigneur de bouche ou par escript.

« L'an dessus dit & le jour XXIII^e de fevrier, fit jurer lediz Messire, en sa presence, lefdites ordonnances, si comme dessus est contenu, à Monseigneur Chivart de St. Priet, bailli de Fourcys, Robert Vernin, Jaquinet de la Fay, Barthelemy Barbier, tresorier, Artaud Maignen, Estienne Faure de Chandieu. »

Le 27 mai 1347, le Tresorier ayant réclamé contre les dispositions de l'article 5 qui exigeoit la mention des diverses monnoies dans ses comptes, ce qui étoit presque impossible, &c.; « pourquoi, eue délibération sur ce avec les genz de sa chambre des comptes, voullist ledit Messire & ordena que li diz tresorier ne soit extrains (altrait) à exprasser en ses paiemens les maneres des monnoies, si ainsi n'estoit qu'il face satisfaction entière, receu le mandement; mès, en celi cas, soit tenu de exprasser & autrement, non. Anfois veult qu'il soit creus de la valeur

des monnoies qui pourra venir en ses paiemens qu'il li conviendra fere, particulièrement si comme il affirmera par sa bonne foy (1). » — En 1362, le traitement du Trésorier de Forez étoit de 30 florins & 5 setiers d'avoine (2); sous Louis II, de 60 livres. C'étoit le Trésorier qui étoit chargé de payer les gages fixes des Officiers du Forez, sur un ordonnancement des Gens de la Chambre des comptes. Les titulaires étoient obligés de fournir à la Chambre, mais pour la première fois seulement, l'ordonnance de leur nomination qui étoit enregistrée, &, sur le vu de cet acte ou de son inscription dans les registres, les appointements étoient ordonnés (3). — C'étoit le Trésorier qui étoit chargé de recueillir les aides accordées au Comte par les villes du Forez & qui étoient levées par les Prévôts. Il en étoit de même des *sonages* ou impositions par feux sur les habitants (4). — Comme on l'a vu ci-dessus, dans les ordonnances dont nous avons donné le texte, le Trésorier rendoit chaque année ses comptes, à la Chambre de Montbrison, de tout ce qu'il avoit reçu pendant l'année échue (5). C'étoit sur les recettes que le Comte & la Comtesse de Forez prélevoient les deniers nécessaires à leurs dépenses (6). — Le Trésorier se faisoit délivrer chaque année les comptes des Prévôts, pour contrôler leur comptabilité (7) avec les Gens de la Chambre dont il faisoit partie. — Voici, d'après un Registre des recettes & dépenses d'Etienne d'Entraigues, Trésorier de Forez (1394-1397), quelles étoient les redevances qu'il percevoit & comment il établissait sa comptabilité : On voit figurer d'abord la recette des deniers qu'il touchoit des mains des Prévôts, dont il donnoit l'addition, comme de toutes les autres recettes. Puis, venoit la recette des émoluments des sceaux de la Chancellerie de Forez, celle des fermes du ban de mai; celle des étangs, du grenier du Pont St. Elprit, des compositions, des amendes. Enfin, à la suite, étoient inscrites toutes les dépenses ordonnées par le Prince : les achats de meubles, de vêtements; les réparations des châteaux; les dépenses de bouche & autres de l'hôtel; les gages des Officiers particuliers du Prince; les gratifications, les aumônes, &c. Ces comptes renferment souvent les plus curieux détails sur l'histoire, les mœurs & les usages du temps. Il seroit intéressant d'en publier les parties les plus saillantes pour initier le Lecteur à la vie intime de ce monde qui, sur tant de points & malgré tant de découvertes, est encore en partie inconnu. On voit, par exemple, dans un compte de l'année 1395, que le Trésorier payait à Girard de Memorin, pour la vente d'un cheval que Monseigneur a fait acheter & fait mettre au charriot branlant de Madame de Bourbonnois, la somme de 45 livres; qu'il donna 20 livres à Jehannot du Box, faiseur de l'ouvrage du Pont St. Rambert, que Monseigneur lui a donné en aumône pour aider à la réparation d'icelui. » On trouve dans ces comptes des frais de

(1) Dans l'acte de nomination d'Etienne d'Entraigues, en qualité de Trésorier de Forez (1370), on lit ce qui suit : Il aura plein pouvoir « de cueillir & recevoir tous les deniers... en ladite conté & ressort d'icelle, & de contraindre & faire contraindre ad ce tous les debiteurs pour la maniere acoustumée, & avec ce de donner ses lettres de quittance, de respit & de commission ad ce necessaires... » & generement de faire & exercer toutes les choses qui audit office de tresorier appartiennent. « Le Trésorier avoit de plus, comme nous l'avons dit, en la qualité de membre de la Chambre des comptes, voix délibérative, lorsqu'il s'agissoit de contrôler les comptes de tous les Officiers de finances, excepté pourtant les siens. C'est ce que prouve le passage suivant, inscrit en tête d'un Registre des comptes des Prévôts du Forez, pour les années 1407 & 1408, qui fait partie des Archives de la Loire : « Les restanz & fins de comptes des prevosts de la conté de Fourz ouys a Montbrison ex moys de may & de juing l'an (1408) par maîtres Colas Denis & Jehan

Deul, licencié en loys, Etienne d'Entraigues, Trésorier de Forez, Messire Mathieu Guionet, Chantre de Montbrison, Conseillers de Monseigneur le Duc de Bourbonnois & Conte de Fourz, & Auditeurs de ses comptes; lesquelles comptes ont esté ouys & clous chacun par foy, &c. »

(2) *Registre des nominations.*

(3) 2^e *Registre des nominations.* (Archives de la Loire.) Dans ces mêmes Archives se trouvent plusieurs Registres des comptes du Trésorier de Forez, depuis l'année 1383 jusqu'en 1413. Ils sont cotés dans la série B., sous les nos 10, 16, 17, 21, 24, 31.

(4) Archives de la Loire, 1383-1408. Série B., n° 10, & B. 21.

(5) Archives de la Loire, 1388-1389. Série B., n° 16.

(6) Archives de la Loire, 1388-1389. Série B., n° 17.

(7) Comptes des Prévôts, de 1407 à 1408, communiqués en copie par M. A. Barban, ancien Archiviste de la Loire.

voyage, des comptes de journées d'ouvriers; on y lit que le Trésorier paya 8 livres à « Pierre Denis Beffon pour faire certains fouffés de 8 piez de large profonds, au fil de la rivière de Montbrifon, nécessaires pour faire tourner ladite rivière qui mine & abat les murs de Charlieu, acquis de novel par Monfeigneur. » (25 février 1396, V. S.) — Il est fait mention dans ces Registres : des sommes payées par le Duc de Bourbon, en 1395, aux Doyen & Chapitre de Notre-Dame de Montbrifon, « pour les anniversaires & aumônes de Messigneurs les Comtes, que Dieu pardoint, pour deux ans finissant à la feste de Touffaint l'an 1394, & à la Touffaint 1395, à 88 livres 4 sols tournois par an, — 176 livres 8 sols, &c.; » — au gardien des Frères mineurs (Cordeliers) de Montbrifon, « pour les aumônes de Messigneurs les Comtes, pour demi an efcheu à la Touffaint 1374, 28 livres 4 sols, &c., &c. » A la fin de son Registre, le Trésorier faisoit la récapitulation des fés dépenses & plaçoit en regard le chiffre total des recettes. Le compte étoit *oui & clos* par les Gens de la Chambre.

IMPOTS OU SUBSIDES ETABLIS PAR LE ROI

Il ne rentre pas dans notre cadre de faire une étude sur les impôts royaux établis à diverses époques; cette étude se rattache à l'histoire générale. Nous devons nous borner à parler brièvement de quelques faits de finances qui intéressent le Forez. On voit, dans le Journal des Etats de 1484, par Maffelin, qu'il fut décidé, à propos de la sous-répartition des impôts, que le Languedoc, imposé l'année précédente avec le Lyonnais, le Forez & le Beaujolais, supporterait, avec ces mêmes Seigneuries, des taxes réduites à plus de moitié, c'est-à-dire à la somme de 186,990 livres. Ce Journal nous apprend (1), ainsi qu'un grand nombre de titres, que le Forez, dans la sphère administrative, étoit classé parmi les pays de la langue d'oïl, bien que par le fait la plus grande partie de son territoire appartint à la langue d'oc. — Outre les aides, les Rois avoient établi peu à peu en Forez, sous différentes formes, d'autres impositions, telles que les gabelles, le décime ou dixième sur l'exploitation des mines de toute sorte, les droits royaux sur les francs fiefs, le marc d'or & d'argent sur les Notaires, &c., &c. En 1464 & en 1466, Louis XI donna une exemption à Jean II, Duc de Bourbon, son beau-frère, de tous droits royaux, pour tous fés francs fiefs & nouveaux acquêts dans les terres du Royaume, &, par la même ordonnance, il confirma la suppression du droit de marc d'or & d'argent que fés Officiers prélevoient sur les Notaires du Bourbonnois, de l'Auvergne, du Beaujolais, du Forez, du Roannais, de Malleval, de Riverie, de Rocheblaine & leurs ressorts (2). En 1490, Charles VIII confirma cette exemption au profit du Duc de Bourbon, Pierre II. Ce Prince, ainsi que son prédécesseur, fut affranchi de la visite des Commissaires royaux qui étoient chargés de percevoir les droits sur les francs fiefs, les nouveaux acquêts & les droits de marc d'argent sur les Notaires (3).

V

ADMINISTRATIONS DIVERSES

Les Visiteurs généraux du Comté de Forez. — Le Grand-Maitre des eaux & forêts. — Les Foreftiers. — Le Maitre des étangs du Comté. — Les Ponts & Chauffées. — De

(1) Nous avons déjà fait cette remarque dans notre *Essai sur la langue parlée au moyen âge dans le Lyonnais, le Forez & le Beaujolais*.

(2) Archives de l'Empire, PP. 37, c. 1043, & notre

Histoire des Ducs de Bourbon, t. II, p. 275. Notes.

(3) Archives de l'Empire, PP. 37, c. 1042 & *Histoire des Ducs de Bourbon*, t. II, p. 425.

la navigation sur la Loire. — Les Ecluses & Canaux. — Les Mines; les Mines de houille. Anciennes concessions de Mines de houille à Roche La Mollière, au XIV^e siècle. — Le Jury d'expropriation. — Le Péager, Pedagiarius. — Le Leydier. — Les Hôpitaux, Maladreries ou Léproseries. — Le Gouverneur de l'Hôtel-Dieu de Montbrison. — Les Maires des Maladreries, &c. — Les Cimetières. — Les Consuls des villes franches ou privilégiées. — Le Roi des Ribauds. — Les Monnoies royales.

LES VISITEURS GÉNÉRAUX DANS LE COMTÉ DE FOREZ

La seule mention que nous ayons découverte de cet Office se trouve dans un sommaire de l'inventaire de M. Huillard-Bréholles. C'est une ordonnance de ces *Visiteurs généraux dans le Comté de Forez & ses ressorts*, en 1380, par laquelle ils chargent deux Commisaires de régler, par voie amiable, les droits que les fournisseurs pourront réclamer sur la pâte du pain qui sera cuit à St. Bonnet le Château (1). Il est fort probable que cette fonction n'étoit que temporaire, car nous n'en avons retrouvé la trace nulle autre part. Elle avoit sans doute pour objet de redresser les abus, de contrôler les actes des autres Officiers publics, comme le nom semble l'indiquer, mais ce n'est là qu'une hypothèse.

LE GARDE GÉNÉRAL OU GRAND-MAÎTRE DES EAUX ET FORÊTS; LES FORESTIERS

Le Garde Général ou grand Maître étoit chargé de l'administration des eaux & forêts du Comté. Il achetoit ou vendoit des bois au nom du Prince (2). Il paffoit des baux emphytéotiques, par lesquels il autorisoit des particuliers, moyennant certains cens ou redevances, à prendre de l'eau dans les rivières & cours d'eau pour arroser leurs prairies, pour leurs étangs, pour leurs moulins à grains ou à chanvre (3). Il avoit sous ses ordres des Forestiers ou Gardes des forêts (4), principalement pour les grands bois de la Fouillouse. — En 1453, le Duc de Bourbon fit une ordonnance sur les eaux & forêts, qui étoit destinée au Beaujolais & qui peut-être reçut aussi son application en Forez. Dans tous les cas, cet acte nous fait connoître exactement quelles étoient les principales fonctions du Maître des eaux & forêts. Il étoit chargé, comme nous venons de le voir, des affermissements des eaux courantes pour les moulins & les prés (5), mais à la charge qu'ils seroient confirmés par le Bailli & que les cens seroient perçus par le Trésorier. Le Prince lui attribuoit aussi la police des étangs & rivières, la licence des pêches, la connoissance des délits de pêche, conjointement avec le Procureur & le Greffier du lieu où les délits auroient été commis. Il décidait de plus que la connoissance des délits forestiers lui appartiendrait, en lui imposant l'obligation de rapporter, tous les six mois, à la Chambre des comptes, les condamnations à l'amende prononcées par lui, pour que le montant en fût perçu par les Prévôts ou Receveurs. Il l'autorisoit à passer les fermes des pâturages & des bois, avec le concours du Bailli,

(1) Invent. Huillard-Bréholles, n° 1466.

(2) Invent. Luillier. Forez, n° 97 & 98.

(3) *Ibidem*, n° 1175, 1262, 1204, 1319.

(4) *Registre des nominations des Officiers du Forez*. (Archives de la Loire.)

(5) Invent. Luillier, n° 1262; Forez. « Lettre signée Robertet, du 27 octobre 1466, par laquelle appert que

le Grand Maître des eaux & forêts pour le Duc de Bourbon, au Comté de Forez, a permis à Mathieu & Jean Danthan de tirer & conduire l'eau du ruisseau de Chandieu & d'Angerieu en leur étang au terroir d'Avalon, & traverser le chemin public, le long du chemin de la Plaine, & la charge de payer audit seigneur 2 deniers tournois de cens payables à l'Assomption Notre-Dame. »

& à vendre seulement les bois morts, en fournissant, tous les fix mois, à la Chambre des comptes, un état de ces ventes.

LE MAITRE DES ETANGS DU COMTE

Nous avons vu ci-dessus, à la page 135, quelles étoient les fonctions. Il avoit « plein pouvoir & mandement spécial de tenir, régir & gouverner les étangs » du Comte dans tout le Forez (1). En l'absence du Prince, il étoit nommé par les Gens du Conseil, par le Bailli, le Juge, le Trésorier, le Procureur général & l'Avocat du Comte, & il prètoit serment entre leurs mains, *sub obligatione bonorum suorum, se dicta officia fideliter & legitime exercere, jura & honores domini procurare & sustinere, incomoda evitare pro posse, bonum & legitimum computum reddere & satisfacere, &c.* Il avoit sous les ordres des Fourriers ou Valets d'étang, *custodes stagni* (2). Celui de l'étang de Mefillieu avoit pour gages 3 setiers de seigle & 1 florin pour sa robe; celui de Crainvilleu, 11 sols tournois & une mesure de seigle (3).

PONTS ET CHAUSSÉES. CHEMINS PUBLICS

Nous ne connoissons aucuns documents sur l'administration & les modes d'entretien des Ponts & Chaussées du Forez au moyen âge. Il y a tout lieu de croire cependant que, là comme ailleurs, ces travaux s'effectuoient par le moyen des corvées, charrois & manœuvres (*chareya & manopera*). Les prestations personnelles qui étoient dues au Seigneur par ses vassaux pour les fenaïsons, les moissons, les réparations de bâtiments, ainsi que l'a constaté M. Gras dans son intéressant *Glossaire des droits seigneuriaux*, ci-dessus publié par nous (pages 113 & suivantes), devoient être à plus forte raison obligatoires lorsqu'il s'agissoit d'un intérêt public aussi essentiel que celui des voies de communication. « D'après les plus anciens terriers, dit M. Gras, les tenanciers étoient corvéables à merci, mais ce droit exorbitant fut rarement appliqué. » Dans les *Registres des nominations des Officiers du Forez*, nous avons trouvé la mention de Fonctionnaires qui semblent avoir été destinés à la surveillance & à l'entretien des chemins publics dans les diverses Châtellenies du Comté. Ils sont ainsi désignés : *Gaytor & mandator charriorum. Custos & mandator sancti Heugendi* (1394) (4). *Gaytor & mandator charray & manopera in castellania Marcelliaci* (1389) (5). — Parmi les privilèges royaux dont jouissoient les Comtes de Forez, ils avoient celui de la police & de la justice des grands chemins (6).

(1) *Registre des nominations des Officiers du Forez*, année 1386. Mff. 9890 de la Bibliothèque impériale.

(2) *Registre des nominations*. (Archives de la Loire, année 1396.)

(3) *Registre des nominations*. (Archives de la Loire.) Nous trouvons dans ce même *Registre* cette nomination : « Le 15^e jour de novembre, l'an 1395, fut institué, par Messieurs de la Chambre, Pierre Boer, *Mandeur des chamois* de la Châtellenie de Marols, aux profits accoutumés, qui a juré & promis de bien & loyalement exercer ledit office. »

(4) *Registre des nominations des Officiers du Forez*. (Archives de la Loire.)

(5) *Registre des nominations*. (Biblioth. impér., mff. n° 9890.)

(6) Un travail fort intéressant, qui ne rentre pas dans le cadre de notre *Essai sur l'administration du Forez*, & qui seroit bien digne de tenir la patiente érudition de nos archéologues, ce seroit une description aussi exacte que possible des principales voies de communication du Forez au moyen âge. Il seroit curieux notamment de déterminer quelles étoient les anciennes routes romaines qui subsistoient encore à cette époque, routes dont le parcours est indiqué plus ou moins exactement par quelques géographes anciens & modernes, sur la carte de Peutinger, dans les *Recherches sur le Forum Segusiavorum* de M. l'abbé Roux, dans la *Description du pays des Séguisaves* de M. Auguste Bernard, &c., &c. A l'aide de ces données, de recherches dans les vieux titres & surtout dans les vieux terriers, accompagnées de quel-

NAVIGATION SUR LA LOIRE

A une époque où les voies de communication par terre, en Forez comme dans toute la France, étoient fort peu nombreuses & mal entretenues, la navigation sur la Loire dut jouer un très-grand rôle pour le transport des marchandises, surtout des bois de construction. Nous n'avons malheureusement trouvé aucuns documents inédits sur cette intéressante matière. Il est certain, toutefois, que les voyageurs qui du midi se rendoient vers le nord ou vers l'ouest, ou du nord & de l'ouest vers le midi, prenoient la route de terre jusqu'à Roanne, où ils remontoient ou descendoient la Loire par le *coche-à-eau*. Les Rois de France, à diverses époques, suivoient souvent cet itinéraire, ainsi que le prouvent d'assez nombreux documents. Nous savons que Louis VII accorda au Comte de Forez Guy II la jouissance de certains droits royaux, parmi lesquels étoient comprises la police & la justice de ce fleuve (1). Sous Louis le Hutin, les seigneurs riverains de la Loire prétendirent qu'ils avoient les droits de justice sur la partie du cours de la Loire en regard de leurs juridictions territoriales. C'est ce que prouve le passage suivant de la célèbre ordonnance de Louis le Hutin, dont nous avons eu souvent l'occasion de parler : *Super jurisdictionibus vero locorum sacrorum, cheminorum seu itinerum & fluviarum publicorum quas jurisdictiones domini temporales infra quarum jurisdictiones & terras predictas consistunt, ad se pertinere asserunt & in his se per gentes nostras, jurisdictionibus usurpantes indebite, impeditos esse. — Inquiretur veritas qualiter premissi usi sunt tempore beati Ludovici & ejus filii Philippi regum Francorum; & stabitur (ou statuetur) illi parti quod melius probaverit, & si non probetur, juri communi stetur.*

Voici de plus un très-curieux document, qui prouve que, vers 1477, le Juge ordinaire de Forez accorda à quelques particuliers l'autorisation de rechercher dans le lit de la Loire & des autres rivières du Forez les paillettes d'or qui pourroient s'y trouver :

Jacobus de Broy, in legibus licenciatus, judex ordinarius comitatus & ressortorum, ac locum tenens domini baillivi Forensis. Johannes Riveri, Benedictus Ruphi, Petrus Tecca & Petrus Philippotti mandamenti sancti Annemundi, nobis exposuerunt quod in pluribus & diversis fluviis & rippariis infra comitatum & ressorta Forenses existentibus fuerunt inter arenam & rivallus aquarum vise plures pailhete seu pailhete auri, ex quibus, si cum diligentia congregarentur, res publica commodum reportaret... propterea concedimus & licentiam tales pailhetas aureas in predictis fluviis & rippariis congregandi, capiendi, & penes se remittendi sibi per nos dari... humiliter requirendo. Quocirca dicte requeste tanquam ratione & juri... anuentes & habita super hiis deliberatione dominorum de consilio Forensis, otemperantes & accedentes circa premissa ad utilitatem rei publice, eisdem Riveri, Ruphi & aliis prenominationis concedimus & licentiam perquirendi, agregandi & capiendi in predictis fluviis & rippariis tales pailhetas sive partholas aureas, & propter hoc dictas ripparias cum ingeniis ad hoc aptis & necessariis intrandi, exeundi & dictas partholas penes se remittendi, durante tempore seu spatio trium mensium a data presentium computandorum, dedimus, concessimus, damusque & impartimur per presentes, voluntate dicti domini nostri ducis & comitis semper salva; mandantes omnibus & singulis domini nostri ducis Bourbonnensis, Forensis comitis, justicialibus & subditis ut eosdem exponentes, de predictis nostris congedio & licentia, durante termino predicto, pacifice & quiete & sine aliquo impedimento uti & gauderi sinant & permittant, quoniam sic fieri volumus & jubemus, salvo tamen in premissis jure dicti domini nostri ducis

ques fouilles, on pourroit à la longue dresser un tableau à peu près définitif de ces chemins. M. Auguste Chavernier, Archiviste de la Loire, dans son excellent *Inventaire des titres du comté de Forez*, t. c. (pages 140, 150, 156, etc.), & M. L. Pierre Gras, Archiviste de la Diana, dans son intéressante *Revue Forezienne* (première année,

pages 26, 74, 227), ont décrit avec une heureuse sagacité le parcours de plusieurs de ces vieilles routes romaines. Ce seroit un travail d'ensemble de ce genre qui seroit à désirer & que personne mieux qu'eux ne pourroit mener à bonne fin.

(1) Pour la partie comprise dans les limites du Forez.

LES CANAUX ET ÉCLUSES

On voit, par un titre de 1220, que les canaux & écluses construits dans un intérêt général étoient payés par voie de *collecte*, sorte de contribution forcée & exceptionnelle. — A cette date, le Comte de Forez dispensa la Maison de l'Hôpital de St. Jean de Jérusalem, à Montbrison, de contribuer à une *collecte* pour la réparation de l'écluse & du canal de Montbrison, & l'autorisa, à cause des changements qui s'étoient produits dans la distribution des eaux, à prendre l'eau pour son moulin dans le lieu le plus convenable (2).

MINES. — MINES DE HOUILLE

En 1467, au mois de juillet, Louis XI accorda au Duc de Bourbon Jean II, son beau-frère, ainsi qu'à ses successeurs, une exemption de tous droits royaux sur les mines d'alun qu'il pourroit découvrir & faire exploiter dans ses domaines. Il résulte de ce curieux document, que nous avons inféré dans nos Preuves (sous le n° 127 d), qu'entre le château de Pierre Scise & le village de Vaife « près d'un édifice appelé *Les deux amants*, » se trouvoit une mine d'alun de *glaz* (*sic*), & que le Duc, désirant l'exploiter à ses frais, avoit demandé à Louis XI de l'exempter des droits que les Rois de France percevoient sur les mines en exploitation. Deux ans après, en juillet 1469, Louis XI accorda, par de nouvelles lettres patentes, à Jean II, la faculté d'exploiter les mines de vitriol qui pourroient se trouver dans ses domaines, avec exemption de tous droits royaux (3). Enfin, par d'autres lettres patentes du 12 février 1471 (V. S.), il l'autorisa à ouvrir & exploiter dans tous ses domaines, avec exemption de tous droits royaux, toutes les mines d'or, d'argent, de cuivre, de plomb, d'azur (*sic*), de vitriol, d'alun de *glaz* (*sic*) & autres métaux que l'on pourroit y découvrir ou qui étoient déjà découvertes. La propriété de ces mines lui étoit de plus assurée, ainsi qu'à sa postérité masculine, fans que le Roi & ses successeurs, sous aucun prétexte, pussent la revendiquer (4).

Nous avons publié ci-dessus, dans nos *Pièces supplémentaires* (pages 121 & suivantes), deux titres fort curieux, l'un de 1321, l'autre de 1484, qui prouvent que la houille étoit alors exploitée à Roche la Mollière, & selon toutes probabilités, à une époque bien antérieure; mais comme les forêts étoient alors beaucoup plus étendues, & qu'elles suffisoient amplement à tous les besoins, il ne paroît pas qu'en Forez l'on ait attaché, au moyen âge, une sérieuse importance à l'exploitation de la houille. Dans les titres que nous avons publiés, on voit que les *Mines de charbon* sont tantôt désignées sous le nom de *Pereria de carbone* ou de *Charboteria carbonis lapidei*. M. Neyron de St. Julien, propriétaire à Roche la Mollière, à l'obligeance de qui nous avons dû la communication de ces précieux documents, possède d'autres titres du même genre dont voici l'analyse sommaire: En 1372, une transaction fut passée entre noble Dame Blanche de Coufan & les habitants du mandement de Roche la Mollière, relative à ces mêmes droits d'extraction de houille. En 1401, fut passé un autre contrat de vente de charbon de terre entre Jean de Lavieu & Robert de Chales. En 1765, Louis XV, par lettres patentes, accorda au Duc de Charroft le droit de prélation sur les charbons extraits à Roche la Mollière, & en 1786, le Marquis d'Osmond fut subrogé

(1) Archives de la Loire. Reg. féerie B., n° 1, f° cxiii.

(2) Inventaire Huillard-Bréholles, n° 78.

(3) Voir nos Preuves, n° 127 e.

(4) Voir nos Preuves, n° 127 f.

au Duc de Charroft dans la concession des mines de Roche, auxquelles on joignit celle de Firminy (1).

JURY D'EXPROPRIATION

En parcourant les sages dispositions de la Charte de Marie de Berry, de 1428, par laquelle elle ordonne de clore de murailles la ville de Montbrison, on est surpris d'y trouver les principes d'équité qui ont présidé à la rédaction de nos lois modernes sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment celle du 3 mai 1841. Toutes les garanties possibles en faveur des propriétaires expropriés se trouvent réunies dans cet acte, qui donne la plus haute idée des sentiments de justice de Marie de Berry. Ainsi, le tracé & la construction des fortifications de la ville n'eurent lieu qu'après délibération des trois Etats du Forez, des Gens du grand Conseil & en présence de la plus grande & plus saine partie des bourgeois. » Enfin, la garantie la plus essentielle en pareille matière, celle du Jury d'expropriation, est consacrée expressément par cette Charte : « L'estimation (des terrains expropriés), y est-il dit, y sera faite par les commissaires à ce ordonnés par quatre prudhommes adjoints avec eux, appelés à ce les Gens du Conseil d'icelle ville, se mestier est. » Comme il s'agissoit de plus d'un intérêt commun, de la défense de la ville contre les Anglois, la Princesse exigea que tous les Ordres sans exception contribussent à la dépense : « que toutes manières de gens, dit-elle, de quelque état qu'ils soient, gens d'église, nobles & autres, bourgeois & habitants, cessans tous privilèges, toutes prérogatives & exceptions, soient tenus de contribuer à la fortification. »

L'OFFICIER PRÉPOSÉ AUX PÉAGES (*Pedagarius*).

Il étoit exempt de toutes redevances & charges dans les villes franches.

LE LEYDIER (*Leydarius*)

C'étoit l'Officier chargé de percevoir les droits de leyde sur les denrées de toutes sortes, vendues dans les marchés & les foires. Il étoit chargé de louer à cens les places où les marchands étaloient leurs marchandises & leurs banes (2). Le *Leydier* étoit exempt de toute espèce de redevance dans les villes affranchies (3).

HOPITAUX. — MALADRERIES OU LÉPROSERIES

Les hôpitaux & maladreries, ceux du moins qui avoient été fondés par les Comtes de Forez, restoient soumis à leur haute administration. L'Hôtel-Dieu de Montbrison, par exemple, dont la fondation, vers 1109, appartenait à Guillaume, Comte de Forez, & à ses fils, Guillaume & Eustache, ne cessa d'être placé sous la tutelle de ses successeurs, qui en étoient les administrateurs-nés (4). En cette qualité, ils approuvoient les ventes, les échanges de cens, de rentes, d'héritages, passés entre l'Hôtel-Dieu & des particuliers (5). Mais, le plus souvent, le Comte déléguait ses pouvoirs à

(1) En 1789, le Clergé, la Noblesse & le Tiers-Etat du Forez, dans leurs Cahiers de doléances, demandèrent la suppression des concessions pour l'exploitation exclusive des carrières de charbon dans les environs de St. Etienne.

(2) Invent. Lullier, Forez, n° 1278.

(3) Charte de Montbrison.

(4) Invent. Huillard-Breholles, n° 1068.

(5) Archives de l'Empire, P. 14021, c. 1342.

un homme recommandable du pays, qui tantôt portoit le titre de Gouverneur de l'Hôpital des pauvres de Montbrison, tantôt celui de Maître de l'Hôtel-Dieu (1), ou celui de Recteur (2), & qui, en son nom, vendoit, échangeoit, louoit, transigeoit & composoit. Souvent c'étoit un Chanoine de l'église de Notre-Dame qui remplissoit cette fonction. Cet administrateur étoit nourri & logé à l'Hôpital sur les revenus de la Maison (3); il avoit, en outre, des gages dont nous ignorons le chiffre. Le Recteur de l'Hospice de Montbrison, en vertu d'une autorisation qui avoit été donnée par un Comte de Forez afin de remédier à l'insuffisance des revenus de l'Hôpital, avoit le droit de percevoir la leyde sur toutes les marchandises qui se vendoient au marché de Montbrison, avec les mesures mêmes de l'Hôtel-Dieu (4). Le Gouverneur de l'Hôtel-Dieu, en entrant en fonctions, prëtoit serment, entre les mains du Comte ou d'un Membre délégué de son Conseil, d'administrer *loyalement*, sous la garantie de tous ses biens (5). Des Frères, dont l'Ordre ne nous est pas connu, avoient été institués dès l'origine pour le service de l'Hôpital. Il en est fait mention dans une Charte de 1285 (6). Il y avoit aussi des hôpitaux à Roanne & à Feurs. Les maladreries ou léproseries étoient plus nombreuses. On voit, par un Pouillé de 1647, qu'à cette époque, & fort probablement pour la plupart des lieux désignés, à une époque bien antérieure, il y avoit des établissements de ce genre à Montbrison, à St. Chamond, à St. Etienne, à Cornillon, à Feugerolles, à Vivans, à Feurs, à St. Just. Roanne, au moyen âge, avoit aussi une maladrerie, ainsi que le prouve une Charte de 1343. On voit, par divers titres du XIII^e siècle, qu'il y avoit à Moind une léproserie où l'on admettoit aussi les infirmes. Cet hospice étoit administré par un Précepteur, ou Maître de la maladrerie (7).

CIMETIÈRES. — SÉPULTURES DANS LES ÉGLISES

La question des sépultures dans les églises se régloit par l'autorité ecclésiastique, sans l'intervention de l'autorité du Comte, lorsque le terrain appartenoit à une communauté. C'est ce que l'on voit par un accord de 1327, entre le Prieur de Savignieu & les Doyen & Chanoines de l'église de Notre-Dame de Montbrison, à propos de la sépulture des Chanoines, prêtres, clercs, bénéficiers & intitulés de cette église, ainsi que des autres clercs & laïques, paroissiens de l'église du Prieuré de Savignieu & des autres églises paroissiales ou chapelles de St. André, de St. Pierre, de Marie-Magdeleine à Montbrison, de Moind, de Chalaïn le Comtal & de Boisset, « fujettes audit prieuré. » Il fut décidé que les clercs ou les laïques pourroient fe faire enterrer, quand ils le voudroient, dans l'église ou le cimetière de Notre-Dame, sauf à payer au Prieuré de Savignieu (sur les terrains duquel avoit été bâtie l'église de Notre-Dame) la moitié de la part canonique qui devoit lui revenir. Furent exceptés de cette obligation le Doyen & les Chanoines, ainsi que les bénéficiers institués par les Comtes de Forez, fondateurs de l'église, sur l'enterrement desquels le Prieuré ne pouvoit rien réclamer, même quand ils auroient été ses paroissiens. Par cet accord, fut également réglé l'ordre à suivre dans les processions funèbres (8). — La

(1) En 1217, Pierre de Germaineu, Maître de l'Hôtel-Dieu de Montbrison, échangea des cens avec le Prieur de Savignieu. (Invent. Huillard-Breholles, n° 2.) En 1301, le Comte délègue le gouvernement de l'Hôtel-Dieu à Rainaud de Langes. (*Ibidem*, n° 1067.)

(2) En 1371, Jean Dora étoit Recteur de l'Hôpital, &c., &c. (Invent. Luillier, &c.)

(3) Charte de 1221. Invent. Huillard-Breholles, n° 105, & *Registre des nominations*.

(4) Invent. Huillard-Breholles, n° 105.

(5) *Registre des nominations des Officiers du Forez*,

année 1386.

(6) Invent. Huillard-Breholles, n° 773. En 1301, fut dressé un inventaire des provisions & du mobilier de l'Hospice & de la chapelle, ainsi qu'un état des immeubles & des cens. (Invent. Huillard-Breholles, n° 1067. Archives de l'Empire, P. 14021, C. 1397.)

(7) Invent. Huillard-Breholles, n° 416, 870, 1052, 1145. *Domus infirmarie de Moindano*. (*Ibidem*, n° 416.)

(8) *Inventaire des titres de la maison ducale de Bourbon*, par M. Huillard-Breholles, n° 1828. Archives de l'Empire, P. 14011, C. 1031.

création d'un nouveau cimetière donnoit lieu aux plus grandes & aux plus folennelles formalités. Il falloit non-seulement l'autorisation du Seigneur sous la juridiction duquel étoit placé le terrain destiné à cet amortissement, mais encore celle de l'Archevêque de Lyon & du Pape. C'est ce que prouve une ordonnance de Louis II, Duc de Bourbon, pour l'établissement du cimetière de St. Bonnet le Château, en 1382. Les habitants ayant été obligés jusque-là d'aller enterrer leurs morts sur la paroisse de St. Nizier, distante d'une lieue & exposée sans cesse aux incursions des Anglois qui étoient dans le voisinage, obtinrent d'abord une bulle du Pape pour établir à St. Bonnet même le nouveau cimetière, & l'exécutoire de la bulle par l'Archevêque de Lyon. Puis, après avoir acheté le terrain à des particuliers & l'avoir dégagé de tout cens & de toute charge, ils adressèrent une supplique au Duc de Bourbon pour lui demander l'amortissement du nouveau cimetière, c'est-à-dire la renonciation à tous ses droits de haute, moyenne & basse justice sur ce lieu. Le Prince, après avoir envoyé des commissaires à St. Bonnet pour fixer les limites du nouveau cimetière, permit aux habitants de le clore, &, en échange de la promesse d'une messe annuelle pour le repos de son âme, il consentit à l'amortissement (1).

ADMINISTRATION DES VILLES FRANCHES ET PRIVILÉGIÉES DU FOREZ. — ATTRIBUTIONS DES CONSULS, ETC., ETC.

Les Chartes d'affranchissement de nos villes du Forez fixoient non-seulement les droits civils des bourgeois & les institutions pénales, comme nous l'avons dit précédemment (2), mais elles confinoient en même temps la plupart des coutumes locales, régloient les droits & les devoirs des bourgeois vis-à-vis du Comte, & constituoient l'administration intérieure des villes, ainsi que leurs lois de police. Ces Chartes, comme la plupart de celles du midi de la France, furent directement octroyées à nos villes par les Comtes de Forez, qui jouissoient de la prérogative de plusieurs droits royaux, & qui les édictèrent sans l'intervention & sans l'approbation de l'autorité royale. L'émancipation des principales villes du Midi, telles que Montpellier, Béziers, Nîmes, Narbonne, qui avoit eu lieu dès le commencement du XII^e siècle, dut exercer une influence incontestable, bien qu'un peu tardive, dans le Forez, où les concessions de franchises & de privilèges ne se produisirent qu'à partir des premières années du XIII^e siècle. Peut-être, en Forez comme ailleurs, nos Princes ne cédèrent-ils qu'à la force des choses, à la menace des insurrections, à la crainte de voir leurs vassaux déserter leurs villes & leur Seigneurie pour chercher un refuge contre leurs vexations dans les communes voisines ou dans les domaines royaux (3). Ce qui sembleroit prouver que tels furent leurs motifs déterminants, c'est la promesse folennelle qu'ils font dans toutes ces Chartes de ne plus lever d'impôts arbitraires, de rentrer dans le droit commun, d'observer l'exécution des coutumes, de respecter le nouveau pacte juré. — De même qu'à Nîmes, à Narbonne, à Béziers, à Montpellier, & la plupart des villes de la Provence & du Languedoc, les Magistrats municipaux de plusieurs de nos villes franches du Forez portèrent le

(1) Invent. Huillard-Bréholles, n° 3504. Archives de l'Empire, P. 1197, c. 480.

(2) Dans nos *Considérations sommaires sur l'état de la législation civile du Forez au moyen âge* (Pièces supplémentaires & documents inédits recueillis par l'Editeur, pp. 103 & suiv.), & dans l'*Essai sur les pénalités du Forez au moyen âge*, etc., par M. Auguste Boulhier & l'Editeur, pp. 181 & suiv. de ces mêmes *Pièces supplémentaires*, etc.

(3) Il ne faut pas oublier non plus le côté financier de la question. Lors de l'octroi d'une Charte de privilèges, les nouveaux affranchis, comme pour indemniser le Seigneur de la perte ou de la diminution de ses pouvoirs sur eux, lui payoient certaines redevances convenues. Il en étoit de même à chaque confirmation, que le Seigneur renouveloit le plus souvent possible, pour toucher de nouveaux subside.

nom de *Consuls*, en réminiscence, sans aucun doute, des usages des cités romaines où les *duumvirs* prenoient quelquefois ce titre. Dans tous les cas, il n'y avait guère de commun entre eux que le nom. Dom Vaissète fait remarquer que les principales villes du Vivarais avaient des Consuls, notamment le Puy, de même que la plupart des villes de Provence (1). Quelques-unes de nos villes avaient six Consuls, d'autres quatre seulement; leurs pouvoirs semblaient avoir été égaux. En langue vulgaire on les nommoit *Coffes* (2); à Montbrison on les appeloit *les Six* (3). Dans la plupart de nos villes franches, le Comte autorisoit les habitants notables à élire fix ou quatre Consuls, mais sur la désignation ou celle de son Châtelain; & lorsqu'ils avoient été élus, ils devoient lui jurer fidélité & lui promettre de ne jamais rien faire de contraire à ses intérêts & à ses droits (4). Un document que nous avons publié ci-dessus (5) nous fait assister à l'organisation de ce petit monde administratif. Le Duc Jean II, au mois de septembre 1476, donna à Moulins des lettres patentes en faveur des habitants de Cervière. Comme leur mandement étoit assis en pays de montagne & malaisé à parcourir à pied & à cheval, que les habitants éprouvoient de grandes difficultés à s'assembler à cause de la distance des villages & des paroisses, le Duc les autorisa, sur leur demande, & en présence de l'un de ses Officiers, à élire six Prud'hommes parmi eux, deux pour la ville, quatre pour le mandement, la Châtellenie & le reffort, qui, en qualité de Consuls, Procureurs & Syndics, devoient, pendant un an, représenter les habitants, diriger leurs affaires, ester en jugement... Les Consuls élus étoient contrainds d'accepter leurs charges; ils pouvoient s'assembler quand ils le jugeroient convenable, en appelant autant d'habitants avec eux qu'ils le voudroient; ils pouvoient délibérer sur toutes les affaires du mandement, à la condition de n'empêcher jamais sur les droits & les prérogatives du Duc. Toutefois, ces libertés communales étoient fort limitées : le Châtelain du Comte à Cervière ou son Lieutenant étoit tenu d'assister aux délibérations des Consuls. Ces derniers n'étoient autorisés à prélever, pour les besoins & affaires de la ville & du mandement (toujours en présence d'un Officier du Duc), qu'une somme de 60 livres tournois sur les marchés, & 10 livres tournois au plus toutes les fois qu'ils le jugeroient convenable. Les habitants pouvoient être contrainds, même par la force, à payer les sommes imposées. Les Consuls étoient tenus de leur rendre compte, ou à leurs délégués, & par-devant un Officier du Duc, de l'emploi des deniers & de leur administration. Enfin, le Duc ordonnoit au Bailli de Forez & au Châtelain de Cervière de veiller à l'exécution de cette ordonnance.

Les Consuls étoient autorisés à faire des statuts & règlements pour l'administration de la ville & son utilité, mais sous l'approbation du Comte ou de son Châtelain (6). — Jean Papon, dans ses

(1) *Histoire du Languedoc*, t. II, p. 515.

(2) Le 26 septembre 1441, le Duc de Bourbon Charles I^{er}, se trouvant à St. Bonnet le Château, octroya aux habitants de St. Rambert le droit de nommer, tous les ans & perpétuellement, « quatre *Coffes* & Elchevins pour le bien & utilité de ladite ville & de la chose publique. » (Voir nos *Pièces supplémentaires*, n^o 84, & le *Livre des compositions*, n^o 141.)

(3) Le 10 août 1568, furent nommés les bourgeois chargés de l'administration de la ville de Montbrison & qui étoient appelés *les Six* (*Six Montbrisonois*). Ce furent Pierre & André Giraud frères, J. Sage, Et. Mouchons, Humbert & Simon Chagnon. Comme ces nominations figurent dans le Registre des Officiers du Forez nommés directement par le Comte, il pourroit bien le faire qu'en cette circonstance, comme en plusieurs autres, les Consuls ou les Six de Montbrison aient été nommés

aussi par le Prince.

(4) *Voluit (Comes) ut predicti probi homines & omnes successores eorum in posterum possint eligere de universitate sua sex probos homines, &c. : tamen isti sunt eligendi de consilio comitis vel chassani.* (Charte de Montbrison)... *Quatuor proborum virorum dicte ville nominandorum a communitate ipsius ville & de consilio castellani nostri & celerrani nostri, &c.* (Charte de St. Haon le Châtel.)

(5) Voir nos *Pièces supplémentaires & documents inédits*, p. 85.

(6) *Ut ipsi possint facere statutum inter se... de aliis que sint ad utilitatem & honorem ville & ipsorum & non sint ad dampnum vel prejudicium comitis; hoc tamen fiat consilio comitis vel ejus Chassani.* (Charte de Montbrison. Mêmes dispositions dans celle de St. Haon le Châtel.)

Arrets, a tracé en quelques mots une esquisse des principales attributions des Consuls de son temps, qui s'étoient perpétuées à travers le moyen âge. « Nobles & plébéiens, dit-il, jouissent des droits d'une ville, de ses privilèges. Pas de procès intentés par les Consuls sans le consentement des habitants. — Consuls ne doivent laisser en ruine murs & fossés de leur ville. — C'est un point principal de la police d'une ville d'empêcher que les marchands qui amènent des vivres soient molestés, & de leur tenir la main contre tous. — (Consuls) doivent surveiller poids du pain & autres denrées; tenir la ville nette & propre; la coercion se peut exécuter contre tous, tant privilégiés qu'autres; charge de tenir les rues d'une ville nette incombe à chaque habitant. » — L'établissement & l'entretien des ponts, des rues & des places publiques étoient également à la charge des bourgeois des villes. Les Consuls, nous l'avons dit, pouvoient lever, pour les besoins de la ville, des impositions sur les habitants. Ils étoient en droit non-seulement de fixer la somme, avec l'assentiment du Comte, mais d'en faire la répartition & de la percevoir en commun, *nulli nocentes odio, vel proficiens gracia*. S'il y avoit un reliquat sur les sommes levées, ils devoient le garder pour les dépenses éventuelles. On remarquera dans nos Chartes qu'ils n'étoient exempts d'aucune contribution. Ils étoient tenus de rendre leurs comptes à la Communauté. Le Comte s'engageoit à ne jamais rien prélever sur les recettes de la ville, à ne rien en recevoir en dépôt, & à faire contraindre, par son Châtelain ou ses Sergents, les habitants récalcitrants à payer les taxes (1). — Lorsqu'il étoit nécessaire de lever une contribution extraordinaire, c'étoit le Comte qui en donnoit l'autorisation. On voit, par un acte de 1337, que les Consuls de Montbrifon, désignés alors sous ce nom : *Les six gouverneurs de la ville (gubernatores ville Montbrifonis)* accordèrent au Comte de Forez, pour les années 1337 & 1338, la levée du vingtième des blés & vins qui avoient été ou seroient récoltés sur les territoires & mandements de Montbrifon, Ruffieu & Cromérieu, & la levée d'une taille sur ceux des habitants qui n'avoient ni vignes ni terres arables. De son côté, le Comte, qui étoit lié par la Charte des franchises de la ville, déclaroit que ce subside ne tireroit point à conséquence & ne porteroit aucune atteinte pour l'avenir aux privilèges des habitants (2). — Les Consuls avoient le droit de faire un Règlement ou Statut pour organiser la clôture, la défense & la garde de la ville, mais toutefois d'après les conseils du Comte ou de son Châtelain & avec leur autorisation (3). Ni la communauté, ni aucun homme de la ville, est-il écrit dans la Charte de St. Germain Laval, ne pourra élever une tour ou forteresse dans la ville sans la licence & permission du Comte. Ils pourront cependant faire des murailles, *portalia, municiones & bislurres in illis ad villam defendendam, prout in hoc videbitur expedire*. Quant à nous, ajoute le Comte, nous pourrions où il nous plaira, dans cette ville, faire construire des tours & forteresses. Ajoutons que le Prince s'engageoit, lorsqu'il seroit forcé à s'emparer, pour construire des fortifications, du terrain d'autrui, à en faire dresser une estimation par deux prud'hommes de la ville & à payer une indemnité convenable. Nous avons vu, à propos de la construction des murs de la ville de Montbrifon, qu'un jury d'expropriation fut constitué par Marie de Berry. On voit, par la Charte de St. Germain Laval, que ces garanties équitables étoient déjà comprises deux siècles auparavant. Si la ville, est-il dit dans cette Charte, prend un accroissement tel que l'on ne puisse recevoir & loger tous les survenants, nous voulons que ceux qui ont des vignes, des jardins, des verchères dans les confins désignés ci-dessus, soient tenus de les vendre à l'arbitrage de prud'hommes, à savoir, de notre Châtelain & des Consuls; dans le cas, ajoutoit le Comte, où il n'y auroit pas d'autres emplacements à vendre. En 1392, le Duc de Bourbon Louis II, afin que les habitants de Montbrifon pussent réparer les murs du château & de la forteresse de leur ville, leur permit de lever un aide sur le pain qui s'y vendoit en détail, pendant l'espace de deux ans. Mais de notables changements s'étoient déjà introduits dans

(1) Chartes de St. Germain Laval & de Montbrifon.

(2) Invent. Huillard-Breholles, n° 2171.

(3) *Ut possint facere statuta inter se de munimentis tenendis & habendis & de custodia & de dispositione*

ville, &c. (Charte de St. Haon le Châtel.) Ut ipsi possint claudere villam, sicut eis videbitur expedire, tamen cum consilio & voluntate comitis; tamen prius claudatur capitulum. (Charte de Montbrifon.)

l'exercice des franchises. Ce ne furent plus en effet les Consuls qui furent chargés de lever cette taxe, mais les Gens d'armes de la ville, & le règlement du compte des sommes perçues ne dut pas avoir lieu devant la Communauté, mais devant la Chambre des comptes du Prince. Cet aide fut donné « en accense, » à la criée & au plus offrant. — Ce qui distinguait essentiellement la vraie Commune, au moyen âge, des villes régies sous l'œil des agents royaux ou seigneuriaux, c'était la juridiction municipale, qui, le plus souvent, étoit bornée à la connoissance des causes légères, des affaires de police locale & de commerce. Rien de pareil n'existe dans nos villes affranchies du Forez. Elles n'avoient de juridiction propre à aucun degré : la basse comme la haute justice étoit entre les mains du Comte. En un mot, il n'y avoit point en Forez de constitution municipale véritable ; il n'y avoit pas, à proprement parler, de commune vraiment libre & indépendante. Rien d'important ne se faisoit sans le conseil, la surveillance & le contrôle du Seigneur (1). Il est expressément stipulé, dans la Charte de St. Germain Laval, que les bourgeois s'engagent à ne pas recevoir de plaintes, à ne pas entendre de causes judiciaires. Ils ne pourront s'entreprendre que lorsqu'il s'agira d'affaires qui intéressent leurs parents, non comme Consuls, mais comme personnes privées. *Nec clamores recipiant, nec causas audiunt*. Il nous a paru essentiel de faire ressortir la profonde différence qui existe sur ce point entre nos Chartes & celles du Midi. « M. Augustin Thierry, dit M. Ferdinand Béchard dans son excellent ouvrage sur le *Droit municipal au moyen âge*, fait observer que le Consulat lyonnais n'avait pas, comme celui de la Provence & du Languedoc, la justice haute, moyenne & basse, & que la juridiction tout entière étoit réservée à l'Archevêque, sans être même partagée par le Chapitre (2). » Ainsi donc, comme il est facile de le voir, les libertés de nos villes du Forez étoient beaucoup plus restreintes que celles de la plupart des villes du Midi, beaucoup plus même que celles de la Commune de Lyon. Dans cette ville, du moins, malgré le pouvoir exorbitant des Archevêques, les Citoyens pouvoient le réunir en assemblée, élire des Conseillers ou Consuls sans leur agrément, s'occuper sans eux des affaires de leur ville, s'imposer des tailles, recourir aux armes pour leur défense, & enfin ils étoient exempts de toutes tailles & impôts (3). — En ce qui concerne les terrains communaux de nos contrées, voici comment s'exprime le savant M. Ferdinand Béchard : « On ne trouve dans les œuvres d'Henry aucune discussion spéciale sur la question de savoir si, dans le concours de la directe universelle & de la circonscription du fief, le Seigneur étoit réputé propriétaire des terres incultes & stériles. Mais ce qui prouve qu'il en étoit ainsi dans les provinces du Lyonnais, du Forez & du Beaujolais, c'est qu'on y admettait que les bois & pacages communs étant sujets à une possession clandestine, la simple possession ne suffisoit pas pour établir les usages des communautés d'habitants, si elle n'étoit accompagnée de titres ou du paiement de quelque redevance au seigneur du lieu (4). »

LE ROI DES RIBAUDS

C'est au XIV^e siècle que nous voyons apparaître en Forez, pour la première fois, cet Officier de police, dont les fonctions, qui s'étendoient sur tout le Comté, étoient les mêmes, sans aucun doute, que celles du Roi des Ribauds institué dans la ville de Lyon, ainsi qu'en un grand nombre d'autres lieux. « Son emploi, dit le P. Menestrier, étoit de rechercher les femmes publiques, & s'il les trouvoit hors de leurs habitations, établies aux extrémités de la ville, ou vêtues comme

(1) Dans le Lyonnais & le Dauphiné, ainsi que l'a reconnu M. Augustin Thierry, les villes n'avoient pas non plus de juridiction ; le droit de rendre la justice appartenait exclusivement aux Seigneurs. (*Documents pour l'histoire du Tiers Etat*, t. II, p. 48.)

(2) M. Béchard a bien voulu citer plusieurs fois nos

modestes travaux dans son important ouvrage & dans sa Préface. C'est à la fois pour nous un honneur, un encouragement & une récompense.

(3) Menestrier, *Histoire consulaire de la ville de Lyon*. Preuves, pp. 94 à 100.

(4) Henrys, t. II, p. 538.

des femmes de qualité, & sans la marque qui leur étoit assignée d'une espèce d'aiguillette ou de nœud de rubans sur une de leurs manches, de les faire arrêter & de les mener par la ville enfermées dans un filet, pour les faire voir & siffler de tous les passants. Ce sont ces deux officiers, (le Roi du Cloître & le Roi des Ribauds), ajoute-t-il, qui cauoient le plus de trouble en cette ville par les scandales qu'ils cauoient, &c. (1). » En Forez, le Roi des Ribauds étoit nommé par le Bailli. A son entrée en fonctions, il faisoit ferment, entre les mains de ce haut fonctionnaire, « de bien & loyalement exercer ledit office (2). » Ses fonctions étoient bien moins étendues que celles du Roi des Ribauds de l'hôtel du Roi, dont parlent Du Tillet, Etienne Pasquier & le Président Fauchet (3); mais, comme nous venons de le voir, il étoit, de même que ce dernier, chargé de la surveillance & de la police des filles de joie (4). » Le Roi des Ribaux, dit Etienne Pasquier, se fait, toutes les fois que le Roi va en ost ou en chevauchée, appeler l'exécuteur de ses sentences & commandements des Mareschaux & de leur Prévoit. Le Roi des Ribaux a son droit, à cause de son office, & connoissance sur tous jeux de dez & de berlans, & d'autres qui se font en l'ost & chevauchée du Roi. Item, sur tous les logis de bordaux & femmes bordelières, doit avoir deux sols la semaine. »

MONNOIES ROYALES

L'étude des monnoies royales & feigneuriales ayant cours en Forez eût exigé un travail d'une certaine étendue & qui d'ailleurs ne rentroit pas dans notre cadre, puisque les Comtes de Forez, parmi les droits royaux qu'ils avoient obtenus des Rois de France, n'avoient pas celui de battre monnaie. Nous nous bornerons à publier deux documents inédits, qui prouvent qu'à tous les changements ou altérations introduits dans les monnoies par les Rois de France, le Comte de Forez les faisoit connoître à ses sujets pour fixer leur nouveau cours. Dans notre *Essai sur les pénalités du Forez au moyen âge* nous avons dit quels étoient les droits de justice du Comte sur ceux qui faisoient circuler de la fausse monnaie; mais sa juridiction ne s'étendoit pas sur ceux qui fabriquoient de la fausse monnaie royale.

Quod anno Domini M^o CCC^o LIII^o die jovic XI decembris, fuit mutata & proclamata moneta apud Montembrissonem, hora vespertarum, ita quod duplici nigri de II d. t. fuerunt reducti ad obol. tur., & obol. albus de VIII d. t. ad II d. t., & scutus auri reductus ad XII f. VI d. t., grossus tur. ad XV d. t., & in festo beati Martini yemalis nuper lapsus, sic fuit proclamatus Parisiis, ut dicitur (5).

Quod anno Domini M^o CCC^o LV^o in festo Purificationis beate Marie, fuit proclamata moneta apud Montembrissonem, ita quod obolus albus XV d. t. fuit reductus ad III d. tur. & flor. pp. ad XVI f. tur.; & rex fecit fieri moneta nova, videlicet mutonem auri quilibet pro XXV f. t. val. flor. & dimid. & obolum album de VIII d. t. (6).

L'Editeur,
CHANTELAUZE.

(1) *Histoire consulaire de la ville de Lyon*, p. 364.

(2) *Registre des nominations des Officiers du Forez*, Biblioth. imp., n^o 9890. On y trouve des nominations d'un Roi des Ribauds en 1383, 1390, 1480.

(3) *Et. Pasquier, Recherches*, &c., t. I^{er}, p. 835.

(4) « Les filles de joie suivantes la Cour, dit Du Tillet, sont sous la charge & tous les mois de mai, sont

jettes à aller faire sa chambre. »

(5) Archives de la Loire, *Memorialis facta in com-
putis domini comitis Forensis, incipit die XII novembris,
anno Domini m^o. ccc^o. liii^o...*

(6) Après cette mention, se trouve cette curieuse note :
*Quod prepositus Fori solvis bastardo de Foris, per ma-
num G. de Guethi, XXV l. t. Item, plus al. XXV l. v.*



TABLE

DES

Preuves fondamentales recueillies par La Mure & par son Editeur

NOTA

Les Numéros simples, 1, 2, 3, 4, &c., désignent les pièces données par La Mure.

Les Numéros *bis*, *ter*, &c., & ceux qui sont suivis d'une lettre

de l'alphabet : *a*, *b*, *c*, &c., désignent les pièces fournies par l'Editeur.

	Pages.
DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE MONTBRISON POUR AUTORISER LA PUBLICATION DE <i>l'Histoire des Ducs de Bourbon & des Comtes de Forez</i> , DE JEAN-MARIE DE LA MURE.	v
J.-M. DE LA MURE AU LECTEUR.	3
N ^o 1. — <i>Bénévis ancien du Prieuré ou Doyenné de Corcieu en Lyonnais, fait sous l'agrément de Willelme II, Comte de Lyon, à ceux mêmes qui en avoient fait don à l'Abbaye de Savigny.</i>	4
N ^o 2. — <i>Confirmation & homologation de la fondation du Prieuré de Noailly en Roannais, par lettres patentes de Lothaire, Roi de France</i>	5
N ^o 3. — <i>Ancienne donation de l'église de Veauche, en Forez.</i>	5
N ^o 4. — <i>Déguerpissement, au profit de l'Abbaye de Savigny, d'une terre située au pays de Roannais, lequel se trouve intitulé : Comté de Roannais, en cet acte, &c.</i>	6
N ^o 5. — <i>Autre acte de déguerpissement pour le même fait, au profit de ladite Abbaye, & qualifiant le pays de Roannais du titre de Comté.</i>	6
N ^o 6. — <i>Premier titre portant donation au profit du Prieuré de Randsans, en Forez.</i>	6

N° 6 bis. — Fondation faite par le Comte Arraud dans l'église de St-Irénée de Lyon	7
N° 7. — Acte de la première donation de l'église de Montverdun, en Forez, à l'Ordre de St-Benoît, &c.	8
N° 8. — Fondation du Prieuré d'Arnas, en Beaujolois, sous l'agrément & confirmation du Comte Gérard II & de son Vicomte, &c.	9
N° 9. — Fondation du Prieuré de Salt-les-Donzy, en Forez	10
N° 10. — Fondation du Prieuré de Ternant, en Lyonnais, faite par la donation des églises de St-Jean de Ternant & de St-Victor, confirmée par le Comte Gérard II, &c.	11
N° 11. — Titre contenant la donation de l'église de Notre-Dame d'Amplepuy, en Beaujolois, à l'Abbaye de Savigny, faisant foi que la paroisse d'Amplepuy étoit alors enclavée dans le pays de Roannais, dépendant de celui de Forez.	12
N° 12. — Donation des églises d'Oingt & du Bouis, en Lyonnais, à la même Abbaye de Savigny, comme aussi de l'église de Laigneu, en Forez, dont a été érigé un Prieuré de Religieuses Bénédictines	12
N° 13. — Donation de l'église de Duerne, en Lyonnais, au profit de l'Abbaye de Savigny, dans laquelle il est fait mention d'un concordat passé entre Humbert I ^{er} du nom, Archevêque de Lyon, & le Comte Arraud IV, &c.	13
N° 14. — Donation de fonds faite au profit de l'Abbaye de Savigny, en Lyonnais & dans le Comté de Forez	14
N° 15. — Fondation du Prieuré d'Ancieu ou de Jeuyée, en Lyonnais, par la donation de deux églises, faite au profit de l'Abbaye de Savigny par Hugues, Archevêque de Lyon, confirmée par le Comte Willélme le Jeune, ratifiée par deux Seigneurs Foréziens & autres.	14
N° 16. — Titre faisant mention de l'ancienne Maison du nom de Roannais.	15
N° 17. — Legs confirmé par un Officier du Comte, qualifié en latin : Vicarius Comitis	15
N° 18. — Legs fait par un Gentilhomme Forésien, allant à Rome en pèlerinage	15
N° 19. — Enquête faite sur quelques clauses de la fondation du Prieuré de Marfilly, en Forez.	16
N° 20. — Fondation du Prieuré d'Aurec, en Velay, sur les frontières du Forez, par le Comte Girard II, & confirmation de cette fondation par son fils, le Comte Arraud IV	16
N° 21. — Acte de dédommagement & restitution au Prieuré d'Ambierle par une grande Dame de Roannais, sous le règne du Roi de France Henri I ^{er}	17
N° 22. — Fondation du Prieuré de St-Sauveur-en-Rue, au pays de Forez, faite par Arraud, Seigneur d'Argental, entre les mains de saint Robert, fondateur, instituteur & premier Abbé de l'Abbaye & chef d'Ordre de la Chaize-Dieu.	18
N° 22 bis. — Légende de la translation des reliques de saint Rambert & de saint Domitien.	19

N ^o 23. Donation de l'église de St-Julien de Moind let Montbrison, faite par le Comte Vuillelme l'Ancien à Hugues, Archevêque de Lyon, & transport de la même église par ce Prélat à l'Abbaye de la Chaise-Dieu.	20
N ^o 24. — Notice de la fondation d'un ancien hôpital des pauvres dans le château de Montbrison, par Guillaume l'Ancien, Comte de Lyon & de Forez.	21
N ^o 25. — Confirmation & augmentation de la même fondation par Guillaume le Jeune, Comte de Lyon & de Forez, & son frère Eustache.	21
N ^o 26. — Donation du droit de ley. Je à l'Hôtel-Dieu de Montbrison, faite par le Comte de Forez, Guy I ^{er}	22
N ^o 27. — Acte primordial de la fondation du Prieuré des Religieuses de Beaulieu, en Roannois, autorisé par le Comte Guy I ^{er}	22
N ^o 28. — Autre acte de donation du Prieuré des Religieuses de Beaulieu, en Roannois, de l'Ordre de Fontevrault, du consentement d'Humbaud, Archevêque de Lyon, qui donna audit lieu, lequel auparavant s'appeloit Mont-Chotard, le nom de Beaulieu.	23
N ^o 29. — Notice de la date de la fondation de l'Abbaye de la Bénissons-Dieu, de l'Ordre de Cîteaux, au diocèse de Lyon.	23
N ^o 30. — Notice de la fondation du Prieuré des Religieuses de Joursé en Forez, de l'Ordre de Fontevrault, autorisée par Amédée I ^{er} , Archevêque de Lyon.	24
N ^o 31. — Acte faisant mention d'un différend du Comte de Forez, Guy II, avec l'Archevêque & le Chapitre de l'Eglise métropolitaine de Lyon.	25
N ^o 32. — Sauf-conduit octroyé par Guy II, Comte de Forez, aux Hospitaliers de St-Jean de Jérusalem, pour avoir libre passage dans ses terres, donné à l'occasion du pourparler de paix qui se devoit faire entre l'Archevêque de Lyon & lui, après la guerre que ce Comte fit à l'Archevêque Heraclius	25
N ^o 32 bis. — Requête de l'Abbé de Savigny au Roi de France, pour lui exposer que son Abbaye ne devoit dépendre d'aucune puissance séculière.	26
— Confirmation par le Roi Philippe-Auguste à Renaud de Forez, Archevêque de Lyon, du droit de patronage & de régale sur l'Abbaye de Savigny.	27
N ^o 33. — Fief & hommage rendu au Roi Louis VII par Guy II, Comte de Lyon & de Forez	27
N ^o 34. — Première transaction de l'Eglise de Lyon avec Guy II, Comte de Forez.	27
N ^o 35. — Bulle du Pape Alexandre III, confirmative de la dernière transaction passée entre Guy II, Comte de Lyon & de Forez, & son fils, pour eux & leurs successeurs, d'une part, & l'Archevêque & Chapitre métropolitain de Lyon, pour ladite Eglise, d'autre part	28
N ^o 36. — Charte de sauvegarde perpétuelle octroyée & de plusieurs donations faites à l'Abbaye de Valbenoite, de l'Ordre de Cîteaux, en Forez, aussitôt après sa fondation, par le Comte Guy II & son fils, en présence & sous le sceau de Jean II, Archevêque de Lyon	31
N ^o 36 bis. — Notice sur Renaud de Forez, Archevêque de Lyon.	32

N ^o 37. — Notice sur la fondation du Monastère des Religieuses de St-Thomas, en Forez	36
N ^o 38. — Fondation d'un anniversaire dans l'église de la Commanderie de Montbrison, pour l'âme de Guy III, Comte de Forez, par Renaud, son frère, Archevêque de Lyon	36
N ^o 39. — Charte de Guy II, Comte de Lyon & de Forez, en faveur de l'Abbaye de la Bénissons-Dieu, qui étoit de sa fondation.	37
N ^o 40. — Charte de plusieurs dons en faveur de l'Abbaye de la Bénissons-Dieu par Guy III, Comte de Lyon & de Forez	38
N ^o 40 * — Charte de confirmation des bienfaits du Comte Guy II, en faveur de l'Abbaye de la Bénissons-Dieu, par Guy III, Comte de Lyon & de Forez, son fils.	38
N ^o 41. — Charte de Guy II, Comte de Forez, contenant sa médiation & autorisation de quelques dons faits à l'Abbaye de la Bénissons-Dieu	39
N ^o 42. — Charte du Comte Guy II, portant donation de la terre de Bigny, en Forez, avec ses droits, à ladite Abbaye de la Bénissons-Dieu	39
N ^o 43. — Donation faite à l'Abbaye de la Bénissons-Dieu par le Comte Guy IV, pour l'âme de la Comtesse Alice, sa mère	39
N ^o 44. — Accord, par l'entremise de Prélats, entre le Comte Guy IV & Marie de Bourgogne, Dame de Semur en Brionnois	40
N ^o 45. — Don du Comte Guy IV à l'Abbaye de la Bénissons-Dieu, en considération de la sépulture qu'y avoit sa mère	40
N ^o 46. — Fondation de l'anniversaire de la Comtesse Ermengarde d'Auvergne, dans l'Abbaye de la Bénissons-Dieu.	40
N ^o 47. — Lettre de Renaud de Forez, Archevêque de Lyon, faisant mention de la cession de Crozet au Comte Guy IV par Rainaud & Ulric, fils du Vicomte de Mâcon.	41
N ^o 48. — Fondation de l'anniversaire de la Comtesse Mathilde de Courtenay, dans l'Abbaye de la Bénissons-Dieu.	41
N ^o 49. — Achat de la place où est bâtie l'église & le Cloître des Chanoines de Montbrison, par le Comte Guy IV, leur fondateur.	41
N ^o 50. — Concordat entre le Comte de Forez Guy IV & Humbert IV, Sire de Beaujeu	42
N ^o 51. — Fondation faite par Guigone de Forez, Dame douairière de Vienne en Dauphiné, & par apanage, de Marclop en Forez, sœur du Comte Guy IV, dans le Prieuré de St-Rambert.	44
N ^o 52. — Charte de la fondation de l'église collégiale de Notre-Dame de Montbrison, faite par Guy IV, Comte de Forez	44
N ^o 53. — Déclaration d'immunités pour des forêts dépendant de l'Abbaye de la Bénissons-Dieu, par le Comte Guy IV	46
N ^o 53 bis. — Exemptions de droits accordées par le Comte de Forez à Thomas, Pierre & Hugues du Vernet, bourgeois de Montbrison.	47

	315
	Pages.
N ^o 54. — <i>Privilèges de Montbrifon. (Voir Pièces supplémentaires, p. 57.)</i> . . .	47
N ^o 55. — <i>Bulle du Pape Honorius III. (Voir Pièces supplémentaires, p. 62.)</i> . . .	47
N ^o 56. — <i>Octroi d'immunités à l'Abbaye de la Bénissons-Dieu, par le Comte Guy IV & Mathilde de Courtenay, Comtesse de Nevers, sa troisième femme</i> . . .	47
N ^o 56 bis. — <i>Privilèges de Croset (Voir Pièces supplémentaires, p. 62.)</i> . . .	47
N ^o 57. — <i>Concordat entre le Comte Guy IV & le Prieur de Marcigny, en Bourgogne, autorisé de l'Abbé de Cluny, sur leurs droits communs en la Seigneurie de Vuillerey en Reannois</i>	47
N ^o 58. — <i>Charte de donation par le même Comte à l'Abbaye des Religieuses de Bonlieu en Forez</i>	49
N ^o 59. — <i>Concordat de Guy IV avec l'Abbé & couvent de la Chaize-Dieu, sur les droits temporels du Prieuré de Monverdun en Forez, depuis la translation de l'Ordre de St-Augustin en celui que saint Robert avoit établi en cette Abbaye.</i>	49
N ^o 60. — <i>Donation faite par le Comte Guy IV au Monastère des Religieuses de St-Thomas en Forez</i>	50
N ^o 61. — <i>Acte de la mise de la pierre fondamentale de l'église abbatiale de Valbenoite, en Forez, par le Comte Guy IV, avant qu'il fût Comte de Nevers.</i>	50
N ^o 62. — <i>Testament de Guy IV.</i>	50
N ^o 63. — <i>Don à l'œuvre de la sacristie de l'église collégiale de Notre-Dame de Montbrifon, par le Comte Guy IV, son fondateur.</i>	54
N ^o 64. — <i>Octroi de plusieurs privilèges à l'église collégiale de Montbrifon, par Guy IV.</i>	54
N ^o 65. — <i>Autorisation du Comte Guy V d'un don fait au Prieuré de Châtellerey-St-Viàor en Forez</i>	55
N ^o 65 bis. — <i>Serment des Chanoines de Montbrifon à leur réception</i>	55
N ^o 66. — <i>Autre octroi de privilèges en faveur de l'église collégiale de Montbrifon, confirmés par le fils de son fondateur, le Comte Guy V</i>	56
N ^o 66 bis. — <i>Abandon par Guy V, Comte de Forez, à Mathilde de Nevers, de toutes les acquisitions faites dans le Comté de Nevers, par le Comte Guy IV, son père</i>	56
N ^o 67. <i>Abandon par Guigone de Forez, veuve de Gérard de Vienne, à Guy son frère, Comte de Forez, de tout le droit qu'elle pouvoit avoir sur le Comté de Forez</i>	56
N ^o 68. — <i>Autorisation donnée par Guy V, Comte de Forez, à une acquisition de fonds que fit le Chapitre des Chanoines de Montbrifon, pour achever le Cloître de l'église de Notre-Dame.</i>	57
N ^o 69. — <i>Affignu de l'anniversaire fondé par le Comte Guy IV en l'Abbaye de la Bénissons-Dieu, fait par le Comte Guy V, son fils aîné & successeur</i>	57
N ^o 70. — <i>Note relative à la Comtesse douairière Alix de Chacenay, remariée au Vicomte de Melun</i>	58
N ^o 71. — <i>Charte de quelques privilèges accordés par le Comte Guy V, conjoint-</i>	

	Pages.
tement avec le Prieur de Marcigny, aux habitants de Villerey, en Roumois, &c. (Voir Pièces supplémentaires, p. 69.)	58
N ^o 72. — Ratification & augmentation d'aumônes, au profit de l'Ordre militaire des Templiers, par Renaud, Comte de Forez.	58
N ^o 73. — Octroi de privilèges au Prieuré de Marcigny, par Renaud, Comte de Forez, comme époux d'Isabelle de Beaujeu, douairière de Semur	58
N ^o 73 bis. — Lettre de Renaud, Comte de Forez, & d'Isabelle sa femme, au Roi de France, pour le prier de prendre lui-même l'administration des revenus de leurs terres	59
N ^o 74. — Privilèges de St-Bonnet le Château. (Voir Pièces supplémentaires, p. 71.)	59
N ^o 74 bis. — Lettres par lesquelles Renaud, Comte de Forez, affranchit les habi- tants de la Châtellenie de Montbrison du droit de complainte.	59
N ^o 74 ter. — Confirmation par Renaud, Comte de Forez & Seigneur de Beaujeu, des franchises accordées par Guy IV, Comte de Forez & de Nevers, aux Reli- gieuses de Bonlieu.	60
N ^o 75. — Testament solennel de Renaud, Comte de Forez & Seigneur de Beaujeu	61
N ^o 75 bis. — Transaction entre Isabelle de Beaujeu, Comtesse douairière de Forez, & ses deux fils, Renaud, Comte de Forez, & Louis de Beaujeu	65
N ^o 76. — Reconnaissance & confirmation, faite par le Comte Guy VI, de plusieurs legs faits à l'Eglise collégiale de Notre-Dame de Montbrison, par les Comtes Renaud, Guy V & Guy IV, ses père, oncle & aïeul	67
N ^o 77. — Premier testament du Comte de Forez, Guy VI.	68
N ^o 78. — Second testament solennel de Guy VI.	70
N ^o 79. — Troisième & dernier testament solennel ou codicille du Comte Guy VI.	72
N ^o 80. — Charte de privilèges octroyés par le Comte Guy VI à ses emphytéotes du Comté de Forez, spécialement à ceux de Montbrison.	73
N ^o 80 bis. — Confirmation des privilèges de Sury-le-Comtal. (Voir Pièces supplé- mentaires, p. 81).	73
N ^o 81. — Pieuses clauses du testament de Jeanne de Montfort, Comtesse douairière de Forez	73
N ^o 81 bis. — Titre relatif à la dot d'Isabelle de Forez, femme de Béraud de Merçœur	74
— Autre titre relatif à la dot d'Isabelle de Forez, fille de Guy VI & femme de Béraud de Merçœur	75
N ^o 82. — Pieuses clauses du testament solennel d'Isabeau de Forez, Dame de Merçœur, première fille du Comte Guy VI.	77
N ^o 83. — Fondation de l'anniversaire de Lore de Forez, Religieuse de Bonlieu en Forez, de l'Ordre de Cîteaux.	77
N ^o 84. — Acte de constitution de la dot de religion de Lore de Forez, seconde fille du Comte Guy VI	77

N ^o 84 bis. — Contrat de mariage de Jean I ^{er} , Comte de Forez, & d'Alix de Viennois	78
N ^o 84 bis b. — Donation par Philippe le Bel à Jean I ^{er} , Comte de Forez, du fief & de l'hommage du château de Thiers	81
N ^o 84 ter. — Donation par Jean, Dauphin de Viennois, à Guyot de Forez (depuis Guy VII), fils aîné du Comte de Forez Jean I ^{er} , de tous les droits qu'il avoit sur le Puy	81
— Mandement de Jean, Dauphin de Viennois, à tous ses vassaux, de payer dorénavant à Guyot de Forez (depuis Guy VII), fils aîné du Comte de Forez Jean I ^{er} , les cens & autres droits dépendant du château d'Acules	82
— Notification par Jean, Dauphin de Viennois, à l'Evêque & aux Chanoines du Puy, de la cession qu'il fait à Guyot, fils du Comte de Forez Jean I ^{er}	82
N ^o 84 ter a. — Renonciation par Jean, Comte de Dreux, & Jeanne sa femme, à tous droits sur la ville de Roanne, en vertu de la donation faite par Guy VI à Humbert de Beaujeu	82
N ^o 84 ter b. — Lettre de Philippe le Bel ordonnant que les Châtellenies de St-Bonnet & de Cervière dépendront désormais du Bailliage de Mâcon	83
N ^o 85. — Prestation de fief & hommage au Roi Philippe le Long, au temps de sa régence en France, avant la naissance du Roi posthume, son neveu, par Jean I ^{er} , Comte de Forez	83
N ^o 85 bis. — Extraits d'une transaction entre les habitants de St-Symphorien le Châtel & Jean I ^{er} , Comte de Forez.	83
N ^o 86. — Commission du Comte de Forez Jean I ^{er} , pour faire renouveler à son profit les fiefs & hommages de tous ses vassaux dans son Comté de Forez.	85
N ^o 86 bis. — Lettres de Philippe le Bel défendant aux Sergents, Notaires & autres Officiers royaux d'instrumenter dans la terre du Comte de Forez.	86
N ^o 86 ter. — Lettres par lesquelles le Comte de Savoie Edouard se déclare dégagé des engagements qu'il avoit contractés envers le Comte de Forez Jean I ^{er}	86
N ^o 86 ter a. — Alliance entre la noblesse du Forez & celle de Champagne.	87
N ^o 87. — Exécutoire contre le Dauphin de Viennois & ses coobligés, au profit du Comte Jean I ^{er}	89
N ^o 87 bis. — Donation par l'Empereur Henri à Jean I ^{er} , Comte de Forez, du château de Soncin.	89
— Lettre de Jean I ^{er} , Comte de Forez, aux habitants de Soncin.	89
— Serment de fidélité des habitants de Soncin au Comte de Forez Jean I ^{er}	90
— Demande de secours au Comte de Forez Jean I ^{er} , par les habitants de Soncin.	90
N ^o 87 bis a. — Révocation par Philippe le Long, en faveur du Comte de Forez Jean I ^{er} , des sauvegardes accordées à ses sujets & à son préjudice	91
N ^o 88. — Hommage rendu au Comte Jean I ^{er} par le Seigneur de St-Didier en Uelay.	91

N ^o 88 bis. — Comptes relatifs au voyage & au séjour des fils du Comte Jean I ^{er} à Paris. (Voir Pièces supplémentaires, p. 46.)	92
N ^o 89. — Note de la permission & octroi que donna le Comte Jean I ^{er} pour la fondation du monastère de Chaux en Forez, depuis transféré à Lyon.	93
N ^o 90. — Fragment du testament d'Alice de Viennois, première femme du Comte Jean I ^{er} .	93
N ^o 91. — Acte mortuaire du Comte Jean I ^{er} .	93
N ^o 91 bis. — Testament de Jean I ^{er} , Comte de Forez.	93
— Codicille de Jean I ^{er} , Comte de Forez.	98
N ^o 92. — Note du dernier testament du Comte Jean I ^{er} .	100
N ^o 93. — Fragment du même testament du Comte Jean I ^{er} .	100
N ^o 94. — Procuration pour le transport du corps d'Alice de Viennois, Comtesse de Forez, du lieu où elle étoit décédée, en l'église collégiale de Notre-Dame de Montbrison, où elle avoit élu sa sépulture.	101
N ^o 95. — Cote de titres d'un inventaire latin des Archives de Forez, faisant mention des trois derniers enfants du Comte Jean I ^{er} & d'Alice de Viennois, &c.	101
N ^o 95 bis. — Promesse de Renaud & de Jean, fils de Jean I ^{er} , Comte de Forez, d'observer le testament de leur père.	102
N ^o 95 ter. — Charte relative au mariage de Renaud de Forez & de Marguerite de Savoie.	103
N ^o 95 ter a. — Testament de Jean de Forez, Chanoine de Paris.	109
N ^o 96. — Cote du contrat de mariage de Jeanne de Forez, fille de Jean I ^{er} , Comte de Forez, & d'Alice de Viennois, avec Aymar de Rouffillon.	111
N ^o 96 bis. — Dispense pour le mariage d'Aymar de Rouffillon & de Jeanne de Forez.	111
N ^o 97. — Comptes de dépenses de Jeanne de Clermont. (Voir Pièces supplémentaires, p. 45.)	112
N ^o 97 bis. — Promesse par Jean I ^{er} , Comte de Forez, de donner son fils Guy en mariage à Jeanne, fille de Louis de Clermont.	112
N ^o 97 bis a. — Lettres du Duc de Bourbon Louis I ^{er} , relatives au mariage de sa fille Jehanne avec Guyot, fils du Comte de Forez.	112
N ^o 97 ter. — Affaire relative à Gilles Ancelin & à Guyot de Forez.	113
N ^o 98. — Acte baptismal du Comte Guy VII.	114
— Note du titre de Chanoine honoraire en l'église métropolitaine de St-Jean de Lyon, pour Guy VII & ses successeurs, Comtes de Forez.	114
N ^o 98 bis. — Voir le numéro 84 ter.	114
N ^o 98 ter. — Ordre par Jean, fils aîné du Roi de France, Philippe IV, Lieutenant Général du Royaume, de payer au Comte de Forez Guy VII la somme de 2000 livres.	114
N ^o 99. — Lettres de déclaration & confirmation de droits de justice, au profit de l'église collégiale de Notre-Dame de Montbrison, données par le Comte Guy VII.	115

	319
	Page.
N ^o 99 bis. — <i>Lettres du Roi annulant les sauvegardes accordées au préjudice du Comte de Forez</i>	116
N ^o 99 ter. <i>Affiette des rentes dans le Comté de Forez, en 1354. (Voir Pièces supplémentaires, p. 54.)</i>	116
N ^o 100. — <i>Testament de Guy VII, Comte de Forez</i>	116
N ^o 101. — <i>Mémorial de la nativité des enfants du Comte Guy VII & de la Princesse Jeanne de Bourbon, son épouse</i>	122
N ^o 102. — <i>Notes & titres concernant le Comte de Forez Louis, & Jeanne de Turenne, son épouse</i>	123
N ^o 102 bis. — <i>Rémision accordée par le Régent du Royaume, Charles, fils du Roi Jean, à Louis, Comte de Forez, & à ses sujets</i>	123
N ^o 103 — <i>Mandat, en vieux langage François, de Louis, Comte de Forez, au châtelain de Roannois</i>	127
N ^o 103 bis. — <i>Lettres de nomination de Jean Poyet aux fonctions de Juge ordinaire de Forez</i>	127
N ^o 104. — <i>Note de la fondation de l'anniversaire du Comte de Forez Louis, dans l'église métropolitaine de St-Jean de Lyon, où il fut inhumé</i>	128
N ^o 104 bis. — <i>Fondations de messes par Anne Dauphine, dans l'église de St-Jean de Lyon</i>	128
N ^o 105. — <i>Lettres de privilèges octroyés par Jean II, Comte de Forez, autorisé de son curateur, aux habitants de St-Bonnet le Chastel, après la clôture de leur ville</i>	130
N ^o 105 bis. <i>Lettre du Roi Charles V & autres actes relatifs à la curatelle de Jean II, Comte de Forez</i>	130
N ^o 106. — <i>Lettres d'amortissement de fief, octroyées aux Cordeliers de Montbrison par Louis II, Duc de Bourbon, cousin germain & second curateur du Comte de Forez Jean II.</i>	132
N ^o 106 bis. — <i>Lettre du Roi Charles V, autorisant l'acte de renonciation sur le Comté de Forez passé par le Duc d'Anjou, au profit de Louis II, Duc de Bourbon.</i> — <i>Cession par Louis II, Duc de Bourbon, à sa femme Anne Dauphine, de tous les droits qu'il pouvoit avoir sur le Comté de Forez.</i>	132 134
N ^{os} 107 & 108. — <i>Acte de don fait à l'église collégiale de Notre-Dame de Montbrison par Jeanne de Bourbon, Comtesse douairière de Forez, de la rose précieuse qu'avait reçue du Pape Clément VI le Comte Guy VII, son mari.</i>	135
N ^o 109. — <i>Fondations des anniversaires du Comte Guy VII & de Louis & Jean II, ses fils & successeurs, faites dans l'église collégiale de Montbrison, par Jeanne de Bourbon, veuve de Guy VII.</i>	136
N ^o 110. — <i>Charte de privilèges, confirmative d'autres précédents privilèges, donnée en faveur de l'église collégiale de Notre-Dame de Montbrison par Jeanne de Bourbon, mère des deux derniers Comtes de la seconde lignée.</i>	136
N ^o 111. — <i>Note de la cession que fit la Princesse Jeanne de Bourbon des droits</i>	

qu'elle avoit au Comté de Forez, au Duc Louis de Bourbon, son neveu, comme mari d'Anne Dauphine, sa petite-fille.	137
N ^o 111 bis. — Donation par Jeanne de Bourbon, veuve de Guy VII, Comte de Forez, à Anne Dauphine, Duchesse de Bourbon, sa petite-fille, & à Louis, Duc de Bourbon, son neveu, du Comté de Forez	137
N ^o 112. — Acte mortuaire de Jean II, dernier Comte de Forez de la seconde lignée	142
N ^o 113. — Acte de fondation de messes & autres suffrages dans l'église des Cordeliers de Montbrison, par Jeanne de Bourbon, veuve du Comte Guy VII, lequel acte fait mention du tombeau des Comtesses dans cette église, & notamment de celui de Marguerite de Savoie, veuve de Renaud de Forez, cadet du Comte Guy VII	142
N ^o 114. — Fondation de messes dans l'église des Cordeliers de Montbrison, avec ratification d'autres fondations précédentes, faites en la même église par Jeanne de Bourbon, veuve du Comte Guy VII & grand'mère d'Anne Dauphine, Duchesse de Bourbon.	143
N ^o 114 bis. — Testament de Jeanne de Bourbon, veuve de Guy VII, Comte de Forez	145
N ^o 114 a. — Accord entre Archambaud IX & le Prieur de Souvigny, par lequel le Sire de Bourbon est associé au monnayage du Prieuré.	149
— Dispense accordée par le Pape à Robert, Comte de Clermont, pour le voyage qu'il devoit faire en Terre Sainte	149
— Promesse par Marguerite de Bourgogne de donner sa fille en mariage à Robert de France	150
— Don d'un bénéfice de quatre mille livres par Philippe le Hardi, à Robert, Comte de Clermont.	151
— Promesse par Robert, Comte d'Artois, de se soumettre à l'arbitrage du Roi, pour régler le différend qui s'étoit élevé entre lui & Robert, Comte de Clermont	151
— Accord entre le Prieur de Souvigny & le Sire de Bourbon au sujet de leurs limites & justices respectives.	152
— Testament de Robert de Clermont, Seigneur de Bourbon	155
N ^o 114 b. — Ratification devant Louis le Hutin, par Louis de Clermont, Sire de Bourbon, & Jean son frère, des conventions par eux faites devant leurs parents.	157
N ^o 115. — Note d'une prestation de fief, faite par Jeannette de Bourbon, Dame de Châteaumorand.	158
N ^o 115 a. — Extraits du testament de Marie de Hainaut.	158
N ^o 115 b. — Extraits du testament d'Isabeau de Valois, femme de Pierre I ^{er} , Duc de Bourbon	159
N ^o 115 c. — Traité & accord entre le Dauphin d'Auvergne & Louis II, Duc de Bourbon, relatif à son mariage avec Anne Dauphine.	161
N ^o 116. — Note d'une autre cession de droits sur le Comté de Forez que fit	

<i>Louis II, Duc de Bourbon, à Anne Dauphine son épouse, petite-fille de Jeanne de Bourbon</i>	162
N° 116 bis. — Révocation faite par Charles, fils aîné du Roi Jean, des aliénations de Louis II, Duc de Bourbon	162
N° 116 ter. — Accord entre le Duc de Bourbon Louis II & des Chevaliers Anglois pour la délivrance de la Duchesse, sa mère	164
N° 117. — Procédure en exécution d'un mandat de Louis II, Duc de Bourbon, en qualité de Comte de Forez, pour faire payer à l'église collégiale de Notre-Dame de Montbrison les legs à elle faits par ses prédécesseurs, Comtes de Forez	165
N° 118. — Serment de fidélité au Duc de Bourbon Louis II, comme Comte de Forez, par le Chapitre de l'église collégiale de Notre-Dame de Montbrison.	167
N° 118 a. — Fondation d'une chapelle au Prieuré de Souvigny, par Louis II, Duc de Bourbon	168
N° 119. — Mandat du Duc de Bourbon Louis II au Trésorier de Forez, relatif à des legs faits par les Comtes & Comtesses dudit pays au Couvent des Cordeliers de Montbrison	170
N° 119 bis. — Donation au Roi par Louis II, du Duché de Bourbonnois	170
N° 119 ter. — Testament de Louis II, Duc de Bourbon	172
N° 120. — Charte d'Anne Dauphine, femme de Louis II, Duc de Bourbon, & Comtesse propriétaire de Forez, en faveur du Prieuré de Gumières.	175
N° 121. — Lettres de provision de l'office de Bailli de Forez, données par Anne Dauphine à Messire Guichard d'Ulphé.	175
N° 122. — Charte en faveur de quelques prébendiers de l'église collégiale de Notre-Dame de Montbrison, donnée par Anne Dauphine.	176
N° 122 a. — Testament d'Anne Dauphine, Comtesse de Forez.	176
N° 122 b. — Lettres du Roi, relatives au mariage de Jean I ^{er} , Duc de Bourbon, avec Marie de Berry.	182
N° 122 c. — Traité de mariage entre Jean de Bourbon, Comte de Clermont, fils du Duc de Bourbon Louis II, & Marie de Berry	184
N° 122 d. — Alliance & confédération faite entre les Ducs de Bourgogne, d'Orléans, de Bourbon (Jean I ^{er}), & le Comte de Vertus.	186
N° 123. — Traité de confédération de Jean I ^{er} , Duc de Bourbon & Comte de Forez, avec la noblesse de plusieurs provinces contre les Anglois	188
N° 123 bis. — Lettres de Charles, fils du Roi Charles VI, Lieutenant général du Royaume, relatives à la protection à accorder aux terres de Jean I ^{er} , Duc de Bourbon	189
N° 124. — Mandat de la Duchesse Marie de Berry, femme de Jean I ^{er} , Duc de Bourbon, & en son absence, Régente du Comté de Forez	190
N° 124 bis. — Lettres par lesquelles Jean I ^{er} , Duc de Bourbon, confie l'administration de ses terres à Charles, son fils.	190

N ^o 125. — Charte de la clôture de la ville de Montbrison, après sa destruction par les Anglois, donnée par la Duchesse Marie de Berry, au nom du Duc Jean I ^{er} , son époux	191
N ^o 126. — Lettre curieuse, écrite du temps de la Pucelle d'Orléans, sur le sujet du Sacre du <u>Roi Charles VII</u> , fait à Reims, &c.	195
N ^o 126 a. — Statuts des trois Etats d'Auvergne, pour la sûreté des pays d'Auvergne, Bourbonnois & Forez.	196
N ^o 126 b. — Extraits du testament de Jean I ^{er} , Duc de Bourbon	197
N ^o 126 c. — Lettres du Roi Charles VII, validant la renonciation à la succession de Jean I ^{er} , faite par Marie de Berry, sa femme	198
N ^o 127. — Fondation d'une messe pour chaque jour, à perpétuité, dans l'église collégiale de Notre-Dame de Montbrison, par Charles I ^{er} , Duc de Bourbon, Comte de Forez, &c.	199
N ^o 127 a. — Renonciation faite par Agnès de Bourgogne à la part qui lui revenoit dans la succession de son mari Charles I ^{er} , Duc de Bourbon.	200
N ^o 127 b. — Lettres par lesquelles le Roi Louis XI retient à soi la connoissance des différends entre Jean II, Duc de Bourbon, & le Duc de Savoie.	201
N ^o 127 c. — Projet de donation par le Roi Louis XI, au profit de Jean II, Duc de Bourbon, du Comté de Bourgogne & de la Seigneurie de Salins (vers 1474 & non vers 1466, ainsi que le porte le titre de l'acte).	202
N ^o 127 d. — Transport fait par le Roi Louis XI à Jean II, Duc de Bourbon, de ses droits royaux sur les mines d'un de ses domaines.	202
N ^o 127 e. — Cession faite par le Roi Louis XI à Jean II, Duc de Bourbon, de ses droits royaux sur les mines de vitriol.	203
N ^o 127 f. — Permission donnée par le Roi Louis XI à Jean II, Duc de Bourbon, d'exploiter des mines dans ses Seigneuries	204
N ^o 128. — Lettres de provision de l'office de Capitaine & Châtelain de Chastelneuf, en Forez, en faveur de Pierre de Bourbon, fils naturel du Duc de Bourbon Charles I ^{er}	205
N ^o 129. — Fondation, sous forme de legs, d'une messe pour chaque jour, à perpétuité, dans l'église collégiale de Notre-Dame de Montbrison, en actions de grâces d'une victoire remportée sur les Anglois par Jean II, Duc de Bourbon, &c.	206
N ^o 129 a. — Déclaration de Jean II, Duc de Bourbon, portant qu'il cède par contrainte le Beaujolois à son frère.	207
N ^o 129 b. — Donation par Jean II, Duc de Bourbon, à son frère Pierre, du Comté de Clermont en Beauvoisis, & de la Baronnie de Beaujolois.	208
N ^o 129 c. — Mandement de Jean II, Duc de Bourbon, pour mettre son frère Pierre en possession du Beaujolois.	210
N ^o 129 d. — Donation de La Roche en Regnier par Jean II, Duc de Bourbon, à Matthieu de Bourbon, son fils naturel.	210

N ^o <u>129</u> c. — Transport fait par le Cardinal de Bourbon à Pierre, son frère, de ses droits à la succession de ses père, mère & frères.	<u>211</u>
N ^o <u>130</u> . — <i>Notice</i> de la fondation des prébendes de Bourbon, dans l'église métropolitaine de St-Jean de Lyon, par Charles II, Duc de Bourbon, Cardinal & Archevêque de Lyon, & de l'assignat & accroissement de la dotation desdites prébendes que fit le Duc Pierre, son frère, son héritier & son successeur.	<u>213</u>
N ^o <u>130</u> a. — Donation par le Roi Louis XI à Anne de France, sa fille, Dame de Beaujeu, de tous les biens qu'il avoit recueillis dans la succession de Charles d'Anjou, dernier Roi de Jérusalem. (Le titre de cette pièce renferme une erreur; il s'agit seulement dans l'acte de la donation du Comté de Gien.).	<u>214</u>
N ^o <u>130</u> b. — Acquisition de Bourbon-Lancy, par Pierre II, Duc de Bourbon.	<u>214</u>
N ^o <u>130</u> c. — Acquisition des Vicomtés de Carlat & de Murat, par Pierre II, Duc de Bourbon, & Anne de France.	<u>215</u>
N ^o <u>130</u> d. — Accord entre Louis, Duc d'Orléans, & Pierre II, Duc de Bourbon.	<u>215</u>
N ^o <u>130</u> e. — Lettres inédites d'Anne de Beaujeu à M. de St Bonnet, à M ^{lle} de Mantellan, à Charles VIII, Roi de France, à M. & à M ^{me} du Bouchage, à Robertet & à Louis XI.	<u>216</u>
N ^o <u>130</u> f. — Confirmation des droits royaux sur le Comté de Forez, octroyée par le Roi à Pierre II, Duc de Bourbon.	<u>219</u>
N ^o <u>131</u> . — Lettre de Madame Anne de France, Duchesse de Bourbon, à Messieurs du Chapitre de Montbrison.	<u>220</u>
N ^o <u>132</u> . — Don fait par Pierre II, Duc de Bourbon, Comte de Forez, &c., à l'église collégiale de Notre-Dame de Montbrison, pour la bâtisse de son clocher.	<u>221</u>
N ^o <u>132</u> bis. — Pompe funèbre de Pierre II, Duc de Bourbon.	<u>221</u>
N ^o <u>132</u> ter. — Acquisition du Comté de Châtellerault & de la Seigneurie de Gironde, par Anne de France.	<u>230</u>
N ^o <u>133</u> . — Lettre missive de Madame Anne de France, Duchesse douairière de Bourbon & Comtesse usufructière de Forez, à Messieurs de son Conseil à Montbrison, sur les fiançailles de la Duchesse Suzanne de Bourbon, sa fille, avec le Prince de Montpensier, son neveu, depuis, dernier Duc de Bourbon.	<u>230</u>
N ^o <u>134</u> . — Lettres patentes de Madame Anne de France au Chapitre de l'église collégiale de Montbrison, pour les prébendes par elle fondées pour l'âme du bâtard Matthieu de Bourbon, inhumé en cette église.	<u>231</u>
N ^o <u>134</u> a. — Transaction pour la Seigneurie de Beaujolois.	<u>231</u>
N ^o <u>134</u> b. — Testament de Suzanne de Bourbon.	<u>232</u>
N ^o <u>134</u> c. — Donation d'Anne de France en faveur de Charles de Bourbon.	<u>234</u>
N ^o <u>134</u> d. — Testament d'Anne de France.	<u>235</u>
N ^o <u>134</u> e. — Autre donation d'Anne de Beaujeu, en faveur de Charles de Bourbon.	<u>236</u>
N ^o <u>134</u> f. — Codicille d'Anne de France.	<u>237</u>

N ^o 135. — Mandat de Charles III, Duc de Bourbon, Connétable de France, en faveur de l'Eglise collégiale de Notre-Dame de Montbrison	238
N ^o 135 a. — Entrée du Connétable de Bourbon à Lyon.	239
N ^o 135 b. — Testament de Charles, Duc de Bourbon, Connétable de France	240
N ^o 135 c. — Articles du traité secret, passé entre le Connétable de Bourbon & Adrien de Croy, Seigneur de Beaurain, Ambassadeur de Charles Quint.	241
N ^o 135 d. — Traité secret du Connétable de Bourbon avec Henri VIII, Roi d'Angleterre	242
N ^o 135 e. — Interrogatoire de noble homme Pérot, Seigneur de Warty, Genilhomme de la Chambre du Roi	243
N ^o 135 f. — Déposition de Henri Arnauld, Chârelain d'Hermant.	249
N ^o 135 g. — Deuxième interrogatoire de Jean de Poitiers, Seigneur de St. Vallier	252
N ^o 135 h. — Troisième interrogatoire de Jean de Poitiers, Seigneur de Saint Vallier & Comte de Valentinois.	255
N ^o 135 i. — Dépêche de Richard Pace, Ambassadeur de Henri VIII, Roi d'Angleterre, au Cardinal Wolfsey (texte anglois).	259
— Même dépêche de Richard Pace au Cardinal Wolfsey. (Traduction de M. Mignet, de l'Académie françoise.)	260
N ^o 135 j. — Articles contenus dans les instructions de Richard Pace, Ambassadeur de Henri VIII, Roi d'Angleterre, & réponses du Duc de Bourbon à ces mêmes articles (texte anglois).	260
— Mêmes articles insérés dans les instructions de Richard Pace & réponses du Duc de Bourbon. (Traduction de M. Mignet.)	263
N ^o 135 k. — Dépêches inédites de Charles de Bourbon à l'Empereur Charles Quint	265
N ^o 135 l. — Dépêche d'Adrien de Croy, Seigneur de Beaurain, à l'Empereur Charles Quint.	268
N ^o 135 m. — Lettre de Charles de Bourbon à Henri VIII, Roi d'Angleterre	269
N ^o 135 n. — Lettre de Charles de Bourbon à l'Empereur.	269
N ^o 135 o. — Lettre de Charles de Bourbon au Cardinal Wolfsey, Ministre de Henri VIII, Roi d'Angleterre	270
N ^o 135 p. — Lettre de l'Empereur Charles Quint à Louise de Savoie.	271
— Lettre de l'Empereur à Charles de Bourbon & au Vice-Roi de Naples	271
N ^o 135 q. — Lettre de Gregorio Caçale, Agent de Charles Quint	272
N ^o 135 r. — Relation inédite de la prise de Rome.	273
N ^o 135 s. — Lettre de Guillaume du Bellay à l'Amiral Chabot de Brion, relative au siège de Rome par le Duc de Bourbon	275
N ^o 135 t. — Arrêt rendu contre Charles de Bourbon	277
N ^o 136. — Entrée du Roi François I ^{er} dans la ville de Montbrison, capitale du Forez.	278
CONCLUSION DE L'AUTEUR	279

DOCUMENTS INÉDITS
ET PIÈCES SUPPLÉMENTAIRES

RECUEILLIS PAR L'ÉDITEUR

	Pages.
LETTRÉS INÉDITES DE LA MURE, DE LE LABOUREUR ET DE GUICHENON.	<u>3</u>

TABLEAUX GÉNÉALOGIQUES

Des Comtes de Forez, des Sires de Beaujeu, des Sires de Bourbon & des Ducs de Bourbon.

TABEAU GÉNÉALOGIQUE DES COMTES DE FOREZ	<u>13</u>
TABEAU GÉNÉALOGIQUE DE LA MAISON DE BEAUJEU, dressé par M. C. Guigue, ancien élève de l'École des chartes	<u>16</u>
TABEAU GÉNÉALOGIQUE DES SIRS DE BOURBON, d'après les manuscrits du P. André, dressé par M. A. Steyert	<u>26</u>
TABEAU GÉNÉALOGIQUE DES DUCS DE BOURBON, dressé par M. A. Steyert.	<u>30</u>

<i>Sermon en vers de Guichard III, Sire de Beaujeu</i>	<u>34</u>
--	-----------

LETTRE DE M. LE COMTE DE PERSIGNY, MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, A L'ÉDITEUR DE L'HISTOIRE DES DUCS DE BOURBON ET DES COMTES DE FOREZ.	<u>39</u>
---	-----------

<i>Comptes des recettes & des dépenses faites pour le service de la Maison de Jeanne de Clermont, femme de Guy VII (1321-1322).</i>	45
<i>Comptes relatifs au voyage & au séjour des fils du Comte Jean I^{er} à Paris (1322-1324).</i>	<u>46</u>
<i>Extrait des comptes journaliers de la Maison d'Anne Dauphine, pour l'année 1409.</i>	50
<i>Compte d'un aide de quatre mille cinq cents livres, octroyé au Duc de Bourbon en 1435 (v. l.).</i>	53
<i>Affiette de rentes dans le Comté de Forez, établie par la Chambre des comptes de Montbrison, en novembre 1354</i>	55

PRIVILEGES DE QUELQUES VILLES DU FOREZ

Note de l'Éditeur	56
<i>Privileges de Montbrison. — 1223</i>	<u>57</u>

<i>Bulle confirmative de ces privilèges, donnée par la Pape Honorius III</i>	62
<i>Privilèges de Crozet. — 1236.</i>	62
<i>Privilèges de St-Germain Laval. — 1248.</i>	64
<i>Privilèges de Villerey. — 1253.</i>	69
<i>Privilèges de St-Bonnet le Château. — 1272.</i>	71
<i>Privilèges de St-Haon le Châtel. — 1270.</i>	75
<i>Confirmation des privilèges de Sury le Comtal. — 1277.</i>	81
<i>Privilèges en faveur de St-Rambert, de Bonfon, de Chambles, de St-Cyprien & de St-Juft.</i>	82
<i>Lettre des Consuls de la ville de Saint-Rambert. — 1441.</i>	84
<i>Lettres de consulat des manans & habitans de Cervière. — 1476.</i>	85

PRIVILEGES DE QUELQUES VILLES DU BOURBONNOIS

<i>Note de l'Editeur</i>	86
<i>Privilèges de Moulins. — 1232.</i>	86
<i>Privilèges de Gannat. — 1236.</i>	91
<i>Privilèges de Montluçon. — 1242.</i>	94
<i>Privilèges de Charroux. — 1245.</i>	97
<i>Privilèges de Bourbon (l'Archambault). — 1343.</i>	100

Considérations sommaires sur l'état de la législation civile du Forez au moyen âge, par l'Editeur 103

GLOSSAIRE DE QUELQUES TERMES USITÉS DANS LES TERRIERS DU FOREZ, ANTÉRIEURS AU XVI^e SIÈCLE ET CONCERNANT LES DROITS SEIGNEURIAUX, LES COUTUMES FÉODALES, LES MESURES, LES MONNOIES, ETC., recueillis dans les titres originaux par M. L. Pierre Gras, archiviste de la Diana, bibliothécaire de la ville de Montbrison 113

Transaction entre Giraud Le Vieux (Veteris), Damoiseau, Martin Chaignon & Briand de Lavieu, Seigneur de Roche La Mollière, relative au droit d'extraire de la houille d'une mine située à Roche La Mollière. — 18 février 1321. 121

Accord fait entre noble Dauphin d'Augerolles, Seigneur de St-Polgue & de Roche la Mollière, & Antoine & Jean Tiffot, sur un droit d'extraction de houille. — 8 novembre 1484. 123

Note sur les pages 143 & suivantes du tome I^{er} de l'Histoire des Ducs de Bourbon & des Comtes de Forez, par M. Alfred de Terrebaffe. 126

VENERIE ET FAUCONNERIE DE LOUIS II, DUC DE BOURBON, ET DE LA DUCHESSE DE BOURBON ANNE DAUPHINE, par M. André Barban. 128

LE MAÎTRE DES ÉTANGS DU COMTÉ DE FOREZ, par M. André Barban. . .	327 Pages. 135
SUR DEUX INSCRIPTIONS VOTIVES EN L'HONNEUR DE LA DÉSÉE BORMO, PROTECTRICE, À L'ÉPOQUE ROMAINE, DES EAUX THERMALES D'AIX EN SAVOIE, ET SUR L'ÉTYMOLOGIE DU MOT BOURBON, par M. Allmer	136
CHRONOLOGIE DES SIRS DE BOURBON, dressée d'après M. Chazaud, Archiviste du département de l'Allier, par M. C. Guigue.	141
L'HÔTEL DE BOURBON À PARIS. Notice extraite du tome I ^{er} de l' <i>Histoire générale de Paris, Topographie du vieux Paris</i> , par M. Adolphe Berty, Historiographe de la ville, &c.	144

DE LA LANGUE VULGAIRE

PARLÉE AU MOÛEN ÂGE DANS LE LYONNOIS, LE FOREZ ET LE BEAUJOLAIS

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

PAR L'ÉDITEUR

BIBLIOGRAPHIE.	149
I. CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES. — <i>La langue d'oc & la langue d'oïl : leurs dialectes. — Zone intermédiaire entre les deux langues où l'on parloit des idiomes mixtes, & où l'on parle aujourd'hui des patois mixtes, participant plus ou moins des deux éléments. — La Bresse, le Beaujolois, le Lyonnais, le Forez, la Haute Auvergne, la partie sud du Bourbonnois, compris dans cette zone. Curieuses observations sur ce point, de l'Abbé de Sauvages, érudit du XVIII^e siècle. — De la nécessité d'étudier les documents anciens en langue vulgaire & les patois de nos contrées, pour déterminer leurs caractères & leurs origines. — Opinion de M. Onofrio. — De l'utilité que présente l'étude des patois, d'après M. Liuvé. — Rapport de Grégoire à la Convention Nationale pour demander l'abolition des patois. — Prompte réaction contre ces idées. — Circulaire du Ministre de l'Intérieur de Napoléon I^{er}, pour demander aux Préfets des échantillons des patois de la France, en vers & en prose. — Un mot de M. Auguste Boullier sur les patois du Forez.</i>	150
II. XI ^e ET XII ^e SIÈCLES. — <i>Inductions sur la langue parlée en Lyonnais, en Forez & en Beaujolois avant le XIII^e siècle. — La langue & la poésie romane. — Preuves directes que, dans les contrées qui avoisinent l'Auvergne, on parloit le roman au XII^e siècle & antérieurement. — Ecoles de Troubadours. — Ecole d'Auvergne & Ecole de Vienne. — Concours littéraires de Troubadours au Puy en Velay. — Croisade contre les Albigeois, principale cause de la décadence de la langue & de la littérature romane. — Conséquences de cette décadence dans le Lyonnais, le Forez, le Beaujolois, au point de vue de l'altération des dialectes.</i>	154
III. DOCUMENTS DU XIII ^e SIÈCLE. — <i>Charte de privilèges de St-Bonnet le Château,</i>	

- en langue d'oc. — *La Mure la prend pour du vieux gaulois.* — *Etude de cette chartre au point de vue de la linguistique.* — *Opinion de M. Gras, auteur du Dictionnaire du patois Forésien, sur cette chartre.* — *Sa ressemblance avec les patois actuels des environs de St-Bonnet, avec ceux d'Usson, d'Espinal, &c.* — *Opinion de M. Onofrio sur cette même chartre.* — *Chartre de Besse en Auvergne.* — *Identité de la langue dans laquelle elle est écrite avec celle de St-Bonnet.* — *Terrier de la Commanderie de Chazelles sur Lyon, de 1290, rédigé en langue vulgaire du Forez, un des sous-dialectes de la langue d'oc.* — *Preuves puisées dans un grand nombre de titres différents, de l'existence de cet idiome.* — *Chapitre premier des visions de Marguerite de Duin, en Savoie, Prieure de la Chartreuse de Polleins, en Bresse.* — *Un fragment de la langue vulgaire de la Dombes en 1276.* — *Erreur de Raynouard sur le lieu d'origine de ce fragment.* — *Chartre des privilèges de Charlieu, renfermant des mots de la langue d'oïl.* — *En Bourbonnois, on parloit la langue d'oïl, sauf dans le sud où la langue d'oc avoit poussé une pointe.* — *Fragments en langue d'oïl.* 160
- IV. DOCUMENTS DU XIV^e SIÈCLE EN LANGUE VULGAIRE. — *Tarif des droits payés par les marchandises, à l'entrée & à la sortie de la ville de Lyon, à l'Archevêque & au Chapitre métropolitain, vers 1310.* — *1322, Comptes relatifs au voyage & au séjour des fils du Comte de Forez Jean I^{er} à Paris.* — *Procès-verbaux d'élection des Echevins de Lyon, en 1352, 1355, &c.* — *Leyde de l'Archevêque & du Chapitre de Lyon.* — *Une inscription de 1352.* — *Coutumes & franchises de la ville de Lyon.* — *Tarif ou péage du pont du Rhône.* — *Les Ducs de Bourbon, à leur arrivée dans le Forez, introduisent la langue d'oïl dans les actes publics & judiciaires.* — *Le Forez, bien que parlant un sous-dialecte de la langue d'oc, faisoit partie, administrativement, des pays de langue d'oïl.* — *La langue d'oc dans une partie du Bourbonnois.* 168
- V. DOCUMENTS DES XVI^e ET XVII^e SIÈCLES. — *La langue d'oïl gagne de plus en plus du terrain dans les pays où elle est limitrophe de la langue d'oc.* — *Ordonnance de Charles VIII, prescrivant l'usage du françois dans les procédures & jugements, 1490.* — *Ordonnances de Louis XII & de François I^{er} dans le même sens.* — *Un mot des dames lyonnaises sur Bayart.* — *Le Recueil fait au vrai de la chevauchée de l'âne, &c.* — *Ballet en langage Forésien, &c., de Marcellin Allard.* — *Les trois Chapelon, poètes Stéphanois du XVII^e siècle, &c.* 175
- VI. PATOIS ACTUELS DU FOREZ. — *M. L. Pierre Gras, auteur du Dictionnaire du patois Forésien, les rattache pour la plupart à la langue d'oc.* — *Patois de transiion du Roannais : les uns appartiennent à la langue d'oïl, d'autres à la langue d'oc, mais d'une manière affoiblie.* — *La ballade d'Arcon.* — *Patois du Bourbonnois : ceux du nord & du centre procèdent de la langue d'oïl ; ceux du sud ont des vestiges peu accentués de la langue d'oc.* — *Patois de Charlieu & de ses environs* 177

ESSAI SUR LES PÉNALITÉS DU FOREZ AU MOYEN ÂGE

PENDANT LES XIII^e, XIV^e ET XV^e SIÈCLES, ET SUR LEURS ORIGINES

Par M. Auguste BOULLIER & l'ÉDITEUR

- I. CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES. — *Indépendance des Comtes de Forez, comme hauts justiciers. — Droits royaux concédés à Guy II. — Abus & excès des justices seigneuriales en Forez, avant le XIII^e siècle. — Peines arbitraires. — Inégalité entre le noble & le roturier, devant la loi & le supplice. — Chartes des privilèges & franchises des villes du Forez au XIII^e siècle. Elles constituent une législation pénale exceptionnelle au milieu des coutumes & du droit commun du Comté, en matière criminelle. Principaux caractères des pénalités édictées dans ces chartes. — Les Etablissements de St Louis ont force de loi en Forez. Caractères plus équitables de cette législation sur certains points. La peine égale pour tous, pour le noble & le roturier, cesse d'être appliquée d'une manière arbitraire. — Les gages de bataille & les duels judiciaires dans le Forez. Philippe le Bel en restreint l'usage. — Réaction des Seigneurs & Religieux du Forez, sous Louis le Hutin, contre la législation criminelle de St Louis & de Philippe le Bel. Concessions de ce Roi. Les anciens privilèges des nobles & du Clergé régulier sont rétablis en matière de juridiction pénale. Le gage de bataille & le duel judiciaire sont remis en vigueur.*
— Conclusion 181
- II. CRIMES ET PEINES. CAS DE HAUTE JUSTICE. HAUTE, MOYENNE ET BASSE JUSTICE. *Action publique; cas où elle s'exerce. — Instruction des procès, informations, enquêtes, témoins. — Réparation envers la partie lésée. — Libéré sous caution; cas où elle a lieu. — Meurtre; homicide. — Parricide. — Incendie. — Faux monnoyeurs. — Rapt & viol. — Adultère. — Trahison; Parjure; Conjururation. — Manquer à l'ost & chevauchée. — Sorciers. — Hérétiques. — Décapitation; potence; peine du feu. — Bannissement; Confiscation. — Droit de grâce. — Prescription de l'action criminelle; prescription de la peine.* 191
- III. CRIMES, DÉLITS ET PEINES. CAS DE MOYENNE ET BASSE JUSTICE. — *Brigandage; vols de grands chemins. — Vols. — Composition. — Amendes. — Mutilations; amputation de la main ou du pied; extraction des dents. — Action de tirer l'épée du fourreau dans une mêlée. — Blasphémateurs. — Délits commis par les mineurs, les domestiques; par les animaux. — Faux poids; fausses mesures. — Coups & blessures. — Injures. — Délits forestiers. — Détérioration de la voie publique. — Délits de chasse. — Jeux prohibés. — Parjure. — Violation de domicile; effraction. — Infraction de séquestre; infraction de juridiction; infraction de sauvegarde. — Défection, rébellion envers les Officiers publics. — Correction*
*99

trop forte infligée par un père à son enfant. — Affecuramentum. — Prisons du Forez au moyen âge. 205

IV. DÉNOMBREMENT DE QUELQUES SEIGNEURIES, CHATELLENIES, ABBAYES ET PRIEURÉS DU FOREZ, AYANT LA HAUTE, MOYENNE OU BASSE JUSTICE, OU LA JUSTICE MOYENNE ET BASSE, AVEC DES ANNOTATIONS D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS, PAR L'ÉDITEUR.	220
--	-----

ESSAI SUR L'ADMINISTRATION DU FOREZ AU MOYEN ÂGE

PENDANT LES XIII^e, XIV^e ET XV^e SIÈCLES, D'APRÈS DES DOCUMENTS NOUVEAUX

PAR L'ÉDITEUR

CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES.	221
---------------------------------------	-----

I. LE COMTE DE FOREZ. — <i>Etendue de ses pouvoirs; de quelques droits royaux qui lui furent concédés; des cas royaux dont il avoit la connoissance & la juridiction; de la prérogative dont il jouissoit d'accorder des privilèges de noblesse; de son pouvoir législatif; de son droit de garde sur quelques Abbayes & Prieurés du Forez; de son droit d'amortissement. — Son conseil privé. — De l'hommage lige qui lui étoit dû par quelques Seigneurs. — De l'hommage lige qu'il devoit à quelques Princes & Prélats. — Ses Archives. — Sa maison.</i>	232
II. ADMINISTRATION MILITAIRE. — <i>Armée du Comte. — Son Maréchal. — Fortifications. — Guet & Garde. — Armée du Roi. — Lieutenant général du Comte de Forez.</i>	242
III. ADMINISTRATION JUDICIAIRE. — <i>Le Bailli. — Le Juge ordinaire du Comté de Forez. — L'Avocat général du Comte. — Le Procureur général du Comte en la Cour présidiale du Forez. — L'Examineur des causes du Procureur général de Forez. — Le Chancelier. — Les Conseillers du Comte à la Cour présidiale. — Les Avocats & Procureurs à la Cour présidiale. — Les Greffiers de cette Cour & leurs Clercs. — Les Notaires jurés de la Cour de Forez. — Police des audiences de cette Cour. — Le Juge d'appaux. — Le Juge des causes pies. — Le Prévôt judiciaire de Montbrison. — Le Receveur des émoluments des Cours de Montbrison & de Savignieu. — Le Bourreau. — Les Tourriers ou Geôliers. — Les Sergents généraux du Comté de Forez. — Les Sergents ordinaires. — Les Capitaines Châtelains du Comte. — Les Greffiers des Châtelainies. — Les Châtelains des Seigneurs particuliers. — Les Cours d'appel : Bailliage de Mâcon ou de St-Gengoul, Sénéchaussée de Lyon, tour à tour tribunaux d'appel des sentences de la Cour de Forez. — Le Parlement de Paris. — Les Procureurs du Comte près du Bailliage de Mâcon & de la Sénéchaussée de Lyon. — Le Procureur du Comte en la Cour de St Symphorien le Château. — Le Juge des ressorts du pays</i>	

<i>de Forez. — Le Juge des refforts du Velay, pour le Comte, établi au Chauffour.</i>	<i>pages.</i>
<i>— Le Juge des refforts du Velay, pour le Comte, à St Ferréol. — Officiers royaux de justice en Forez; Sergents royaux, &c. — Du droit de sauvegarde du Roi sur quelques Seigneurs du Forez.</i>	252
IV. ADMINISTRATION FINANCIÈRE. — <i>Chambre des comptes du Forez. — Les Conseillers ou Gens des comptes, ou Auditeurs des comptes. — Les Clercs des comptes, &c. — Les Prévôts & Clercs du papier des Châtellenies. — Impôts & redevances du Comté & des Châtellenies. — Subsidés. — Exemptions de droits & services seigneuriaux. — Le Trésorier de Forez. — Impôts & subsidés établis par le Roi.</i>	283
V. ADMINISTRATIONS DIVERSES. — <i>Les Visiteurs généraux du Comté de Forez. — Le Grand Maître des eaux & forêts. — Les Forestiers. — Le Maître des étangs du Comte. — Les Ponts & Chauffées. — De la navigation sur la Loire. — Les Ecluses & Canaux. — Les Mines; les Mines de houille. — Anciennes concessions de Mines de houille à Roche la Mollière, au XIV^e siècle. — Le Jury d'expropriation. — Le Péager, Pedagiarius. — Le Leydier. — Les Hôpitaux, Maladreries ou Léproseries. — Le Gouverneur de l'Hôtel-Dieu de Montbrison. — Les Maîtres des Maladreries, &c. — Les Cimetières. — Les Consuls des villes franches ou privilégiées. — Le Roi des Ribauds. — Les Monnoies royales.</i>	298



ERRATA.

PREUVES FONDAMENTALES.

- Page 11, ligne 21, au lieu de *Gérard*, lisez *Gérard*.
 — 22, — 1, au lieu de *lyde*, lisez *lyde*.
 — 27, — 28, au lieu de *cognitione*, lisez *conjunctione*.
 — 39, — 18, après ces mots : *avec ses droits*, ajoutez une virgule.
 — 46, — 6, au lieu de *memoribus*, lisez *memoribus*.
 — 60, — 37, au lieu de *feu fines*, lisez *feu fines*.
 — 73, — 8, au lieu de *emphythéotes*, lisez *emphythéotes*.
 — 77, — 27, au lieu de *Boni Boci*, lisez *Boni Loci*.
 — 132, — 22, au lieu de *oçloyés*, lisez *ostroyés*.
 — 134, — 7 de la note 1, au lieu de *Matcilliaci*, lisez *Marfilliaci*.
 — 137, — 20, au lieu de *sa fille*, lisez *sa petite-fille*.
 — 152, — 1, au lieu de *justice*, lisez *justices*.
 — 191, — 10, au lieu de *Heure*, lisez *Deures*.
 — 202, — 2, au lieu de 1466, lisez 1474.
 — " — 38, au lieu de 4^e 2225, lisez c. 2225.
 — 204, — 31, au lieu de *sa seigneurie*, lisez *ses seigneuries*.
 — 209, — 16, après ces mots : *survivants à nous*, supprimez le point & mettez une virgule.
 — 215, — 6, au lieu de *Mural*, lisez *Marat*.
 — 220, — 42, au lieu de *recommander*, lisez *recommandez*.
 — 233, — 17, après ces mots : *n'aura disposé*, supprimez la virgule & mettez un point.
 — " — 45, au lieu de *soit empêché*, lisez *seroit empêché*.
 — 270, — 26, après ces mots : *au Roy*, supprimez la virgule & mettez un point.
 — 277, — 18, au lieu de n^o 135 q, lisez n^o 135 t.

PIECES SUPPLÉMENTAIRES ET DOCUMENTS INÉDITS.

- Pages 5 & suivantes, *passim*, au lieu de ces mots : *de La Mure, secrétaire de Montbrison*, lisez partout *sacristain de Montbrison*.
 Page 31, ligne 1, au lieu de *Jean VI*, lisez *Jean III*.
 — " — 24, après ces mots : *Jean, qui suit*, ajoutez : 2^e. *Philippe, Seigneur de Beaujeu*.
 — " — 41, au lieu de ces mots : *mort le 1^{er} août 1487*, lisez *mort le 1^{er} avril 1488*.
 — 32. Supprimez la ligne 12, il *laisa de plus une fille naturelle, nommée Catherine*. Cette erreur, empruntée au Père Anfelme, a été relevée dans les Notes du Tome II de cet ouvrage, p. 232, note 1.
 — 59, — 42, au lieu de *chastanus*, lisez *chastanus*.
 — 65, — 40, après ces mots : *ad eam accesserit*, placez ces mots : & *de hoc ignorans*, qui ont été mis par erreur à la ligne suivante, après le mot *commisserit*.
 — 65, — 44, au lieu de *nifit*, lisez *nisi*.
 — 115, — 28, 1^{re} colonne, au lieu de *exhorbitant*, lisez *exorbitant*.
 — 161, — 32, au lieu de *li omicidid*, lisez *li omicidi*.